

Gardiage de **T**OULOUSE

LA GRANDE

Lande

**C**ROIX-

**D**AURADE

par

l'abbé **G. Safforgue**,

CURÉ

de **CROIX-DAURADE**



Illustrations de **Jean**

**Barthère**.

à l'abbé Safforgue  
J. Barthère 07

Edouard **PRIVAT**, éditeur,  
**TOULOUSE.**



LA GRANDE-LANDE  
ET  
CROIX-DAURADE

8° Lk<sup>7</sup>

37228



# LA GRANDE-LANDE ET CROIX-DAURADE

(PARTIE DU GARDIAGE DE TOULOUSE)



PAR

L'ABBÉ G. LAFFORGUE

CURÉ DE CROIX-DAURADE

OUVRAGE COURONNÉ PAR LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU MIDI DE LA FRANCE

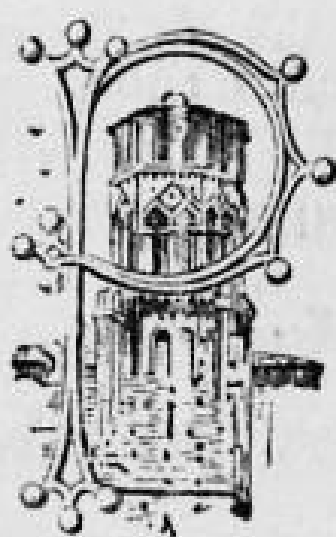
(PRIX DE CLAUSADE, 1908)

« L'Histoire se fait avec des documents. »

Ch. LANGLOIS et Ch. SEIGNOBOS.

Introduction de M. le Baron DESAZARS DE MONTGAILHARD

ILLUSTRATIONS DE M. J. BARTHÈRE



TOULOUSE

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ÉDOUARD PRIVAT

14, RUE DES ARTS (SQUARE DU MUSÉE)

—

1909



*Je soussigné, chanoine théologal, censeur diocésain, ai lu avec  
le plus grand intérêt et un profit notable le manuscrit de M. l'abbé  
Lafforgue, curé de Croix-Daurade, ayant pour titre :*

## LA GRANDE-LANDE ET CROIX-DAURADE

(PARTIE DU GARDIAGE DE TOULOUSE)

NIHIL OBSTAT QUIN IMPRIMATUR

En foi de ce, Toulouse, le 8 mars 1908.

Ph. DUNAND,  
Ch. th., *signé.*

IMPRIMATUR :

Toulouse, le 9 mars 1908.

G. ASSIEU,  
V. g., *signé.*

(Place du sceau.)



A S. G. MONSEIGNEUR GERMAIN

ARCHEVÊQUE DE TOULOUSE

HOMMAGE

DE FILIALE RECONNAISSANCE ET DE PROFONDE VÉNÉRATION.

MONSEIGNEUR,

*Je suis à la veille de publier une Monographie de la Grande-Lande et Croix-Daurade, pour laquelle l'Imprimatur canonique m'a été accordé, sur le témoignage gracieux de M. le chanoine théologal Dunand, censeur diocésain.*

*Vous sachant très averti, Monseigneur, sur ce que le passé nous a laissé de précieux vestiges et connaissant votre goût délicat pour ce qu'il nous en reste à Toulouse, je m'enhardis jusqu'à prier Votre Grandeur de daigner accepter la dédicace de ce modeste essai d'histoire locale.*

*Une telle faveur venant s'ajouter à la distinction flatteuse dont la Société archéologique du midi de la France a bien voulu m'honorer, en me décernant le prix de Clausade, sa plus haute récompense de l'année, me serait, avec votre bénédiction, le meilleur encouragement.*

*Dans cet espoir, je vous prie d'agréer, Monseigneur, l'expression des sentiments profondément respectueux avec lesquels j'ai l'honneur d'être,*

*de Votre Grandeur,*

*le très humble serviteur et fils dans le sacerdoce.*

G. LAFFORGUE,

*curé.*

*Le 24 février 1909.*



26 février 1909.

MON CHER CURÉ,

*En attendant de vous féliciter de vive voix dans quelques jours, je tiens à vous remercier au plus tôt de votre délicatesse filiale et de l'honneur que vous faites à notre clergé par la publication de la monographie de la Grande-Lande et Croix-Daurade, fruit précieux de vos utiles et laborieuses recherches.*

*Je suis heureux que la Société archéologique ait récompensé votre œuvre, en constatant votre mérite, reconnu par tous vos amis depuis longtemps et par votre archevêque, qui vous bénit du fond du cœur en Notre-Seigneur.*

‡ AUGUSTIN,

*Archevêque de Toulouse.*





A LA MÉMOIRE

DE MON PÈRE, DE MA MÈRE ET DE MA SŒUR BIEN-AIMÉS

---

A MA TRÈS CHÈRE SŒUR MARIE-ROSE

---

*PROXIMIS ET AMICIS*







## INTRODUCTION.



A MONSIEUR L'ABBÉ LAFFORGUE,

CURÉ DE LA PAROISSE DE CROIX-DAURADE, BANLIEUE DE TOULOUSE.

MONSIEUR LE CURÉ,

Vous voulez bien me demander de présenter au public l'ouvrage que vous avez soumis à la sanction de la Société archéologique du midi de la France et qui vient d'obtenir la plus élevée de ses récompenses : le grand prix de Clausade.

Mon éloge personnel ne saurait rien ajouter à la distinction si flatteuse dont vous avez été l'objet. Il me suffira de rappeler les principaux motifs qui vous ont valu les suffrages de mes confrères sur le rapport qu'ils m'avaient confié.

Avant de lire votre étude si méthodique et si détaillée, j'ignorais presque complètement le passé de Croix-Daurade. Voilà pourtant bien des années que j'ai coutume de suivre la route nationale de Toulouse à Albi pour me rendre à Castelmaurou, où se trouve un domaine familial auquel je suis particulièrement attaché par le souvenir d'un aïeul bien-aimé, M. Joseph Duplan, ancien député de la Haute-Garonne. Chaque fois que je traversais Croix-Daurade, j'y prenais un plaisir nouveau, car, après avoir quitté la grande ville et ses faubourgs grouillants, puis gravi le coteau solitaire de Lapujade pour descendre dans la vallée de l'Hers, je me trouvais trans-



porté dans une véritable oasis de verdure ensoleillées et de villas fleuries. Et je me demandais comment avait pu vivre et se développer ce coin de terre privilégié.

La banlieue de Toulouse nous est surtout connue sur les hauteurs de Pech-David où se sont d'abord fixés les Volskes Tectosages, puis sur les pentes de l'Ardenne où l'on a souvent retrouvé des substructions et des objets antiques remontant à la période gallo-romaine. Quant à la vaste plaine qui s'étend entre la rive droite de la Garonne et la rive gauche de l'Hers et qu'on appelait la *Grande-Lande*, elle n'apparaît guère qu'au Moyen-âge, se divisant en deux parties bien distinctes : la Lande proprement dite, où se groupent aujourd'hui tant de jardins maraîchers, et la Lande de Croix-Daurade, la dernière venue aux habitations nombreuses, parce qu'elle fut tardivement préservée des inondations de l'Hers, qui y circulait capricieusement et y multipliait les marécages et les fondrières. Mais, dès que l'Hers fut déplacé et redressé, au dix-huitième siècle, la Lande de Croix-Daurade est devenue une des banlieues de Toulouse les plus fréquentées et les plus populeuses. Et tout cela, nous le savons aujourd'hui grâce à vos recherches patientes et minutieuses, pendant de nombreuses années, dans les archives communales et départementales. Ce n'était pas chose facile. L'histoire d'un faubourg se confond le plus souvent avec celle de la cité. Il en est surtout ainsi de l'histoire d'une banlieue. Ni l'une ni l'autre ne se distinguent par une vie bien spéciale. Tout au plus peut-on citer quelques épisodes de guerre ou quelques faits économiques ou agricoles sans continuité et sans cohésion. Mais les matériaux que vous avez recueillis ont été si abondants et si divers, qu'ils vous ont permis de reconstituer siècle par siècle, et parfois année par année, l'histoire de cette région suburbaine et de la rendre plus saisissante en l'éclairant de cartes et de dessins, tant anciens que modernes, enfin de vues photographiques. Tout le passé revit en vos pages évocatrices, et non seulement le passé his-



torique, mais encore le passé social, le passé économique, le passé agricole. Aussi votre œuvre trouvera-t-elle de nombreux lecteurs. Elle le mérite par l'intérêt du fond et par l'agrément de la forme. Elle deviendra le livre de chevet de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de Croix-Daurade. Elle sera une source précieuse de documentation pour ceux qui veulent compléter leurs études sur la ville de Toulouse et ses banlieues. Et, comme je suis de ce nombre, je vous prie de me compter, Monsieur le Curé, parmi vos lecteurs les plus satisfaits et les plus reconnaissants.

Baron DESAZARS DE MONTGAILHARD.

Toulouse, 25 mars 1909.

---







## AVANT-PROPOS.

---

### AUX PAROISSIENS DE CROIX-DAURADE.

MES CHERS PAROISSIENS,

Ce fut le désir de vous intéresser qui me suggéra, dès le début de mon ministère à Croix-Daurade, la première idée de cette monographie.

Ce livre vous restera comme un souvenir des vingt-cinq années que nous avons déjà passées ensemble. Le meilleur de ce temps fut, à n'en pas douter, celui que réclamèrent vos intérêts spirituels ; mais, vous appartenant tout entier, j'ai voulu que, même les heures de loisir et d'étude vous fussent également consacrées. Je les ai employées en grande partie à de minutieuses recherches, compulsant les vieux parchemins et les poudreuses liasses des archives, ainsi qu'à fouiller jusque dans ses détails l'histoire de Toulouse, dont la connaissance devient indispensable pour écrire celle de Croix-Daurade, qui en dépend comme la partie de son tout.

Mes investigations ont porté sur tous les documents, manuscrits ou imprimés, qui peuvent présenter quelque intérêt au point de vue de l'histoire de la paroisse et mon examen s'est étendu à tout ce qui concerne l'état antérieur du vaste territoire qui lui fut assigné lors de sa fondation. Ce territoire faisant partie de la Grande-Lande, qui formait le gardiage des



deux capitoulat de Saint-Sernin et de Saint-Pierre, j'ai cru intéressant et utile de vous faire connaître ce que fut, dans le passé, la Grande-Lande elle-même. Je m'étendrai toutefois davantage sur sa partie orientale ou le gardiage du capitoulat de Saint-Sernin, qui forma la paroisse de Croix-Daurade à son établissement<sup>1</sup>.

Les archives de la ville de Toulouse et du département de la Haute-Garonne, celles des églises de Croix-Daurade, de Saint-Sernin, de Saint-Pierre et de Lalande, ainsi que certains actes de propriété de quelques familles anciennes du lieu et même d'ailleurs sont devenus autant de sources fécondes d'informations et m'ont fourni des renseignements aussi précieux qu'inédits.

Mais si cette monographie est vôtre parce qu'elle a été écrite à votre intention, elle vous appartient aussi pour un autre motif. C'est du *sol* que vous cultivez et qui vous nourrit, des *quartiers* que vous habitez, des *chemins* que vous parcourez tous les jours qu'elle vous parlera. Pourrait-il vous être indifférent que l'on vous entretienne de ce sol natal où plus qu'ailleurs vous vous plaisez à vivre de votre labeur quotidien et où vous avez si souvent rêvé de cette demeure qui vous paraît la plus agréable, de ce jardin qui vous semble le plus riant, de ces fleurs qui sont restées les plus belles à vos yeux ?

Elle vous fera connaître aussi l'histoire de cette *église* où vous avez reçu le baptême, fait votre première communion et obtenu les bénédictions de Dieu dans les circonstances les plus mémorables de la vie ; du *cimetière* où vos aïeux dorment leur dernier sommeil et où, pour la plupart, vous avez déjà marqué votre place et même préparé votre tombe ; des *curés* qui vous ont consolés aux heures sombres de la vie, instruits de vos devoirs, guidés par leurs exemples et assistés de leur minis-

1. Le gardiage du capitoulat de Saint-Pierre fut attribué à celle de Lalande.



rière; des *écoles* où vous reçûtes les leçons de maîtres instruits et dévoués; c'est, en un mot, de ce qui vous tient de plus près qu'elle vous entretiendra. Vous mettrez donc à la lire toute l'attention que son auteur a mise à la préparer.

D'autres pourront peut-être la feuilleter avec le secret désir d'y trouver quelques informations, en vue de l'histoire générale, quoique la plupart des faits qu'elle rapporte ne soient pas de grande importance et se bornent aux vulgaires détails d'une existence ordinaire de banlieue, sans autonomie civile; pour vous que l'unité paroissiale a groupés en une façon de petite patrie, vous la lirez comme votre histoire propre, de telle sorte que l'intérêt que vous y pourrez trouver viendra surtout de vous.

Je ne dois ni veux oublier ici le secours intelligent et empressé que m'ont prêté si gracieusement MM. les archivistes en chef et en second de la ville de Toulouse et du département de la Haute-Garonne qui se sont succédé depuis 1883<sup>1</sup>. Qu'ils me permettent de leur offrir tous mes remerciements pour leur aménité obligeante à mon égard et pour les conseils judicieux dont ils ont bien voulu m'aider dans mes recherches. Je leur dois d'avoir pu, malgré mon inexpérience, glaner dans le vaste champ du passé les épis qui composent cette modeste gerbe.

M. H. Théron de Montaugé et M. le marquis de Bertier, qui m'ont si gracieusement ouvert leurs archives de famille, voudront bien également trouver ici l'assurance de ma vive gratitude et en agréer l'expression.

Que MM. Jean Barthère, Gaston Donat, Jean Delmas et Henri Masquet, tous enfants de Croix-Daurade, reçoivent à leur tour mes meilleures actions de grâce pour leur aimable collaboration d'artistes. Illustrer un ouvrage en monochrome ou à plu-

1. Aux archives municipales : MM. Roschach, Massip, Vignau, archivistes, et MM. Périer et Bonnefond, archivistes adjoints; aux archives départementales : MM. Baudouin et Pasquier, archivistes, et MM. Moudénq, Roques, Martin et Macary, archivistes adjoints.

sieurs couleurs, comme les imagiers ou les enlumineurs du Moyen-âge, c'est encore, aujourd'hui et plus que jamais, en doubler l'attrait. Je suis redevable à M. Barthère, le très habile dessinateur parisien du *New-York Herald*, mon excellent ami, des charmantes illustrations ou scènes d'inspiration de ce volume, et à mes trois autres distingués collaborateurs du plus grand nombre des reproductions, vues documentaires et plans qui en font aussi le précieux ornement.

MM. Labouche frères, qui ont bien voulu me permettre de reproduire quelques cartes postales de leur incomparable collection, voudront bien aussi en agréer mes remerciements.

Enfin, la Société archéologique du midi de la France, en me décernant le prix de Clausade, sa plus haute récompense de l'année, de même que M. le baron Desazars de Montgaillard en daignant écrire pour ce livre une introduction aussi savante que flatteuse, ont droit également à toute ma reconnaissance. Qu'ils veuillent bien en agréer ici le témoignage.

Daigne le lecteur, quel qu'il soit, m'être indulgent. Je ne suis ni un écrivain, ni un érudit, mais je lui certifie que j'ai été un chercheur opiniâtre et consciencieux. Il peut parcourir ces pages en toute confiance et si, comme on l'a dit : *l'histoire se fait avec des documents*, être bien assuré que le présent travail n'a pas d'autre origine. Qu'il ne s'attende pas cependant à un livre dans le vrai sens du mot, à une monographie locale vécue, je ne puis lui offrir qu'un modeste essai. Du moins, me tiendra-t-il compte de l'effort qu'il représente et de mon intention.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs de cette étude, je ne saurais regretter d'avoir eu la témérité de l'entreprendre, car si un jour il devait se présenter quelqu'un qui, en ayant pitié et la reprenant en sous-œuvre, lui consacrerait un talent plus digne de l'histoire de Toulouse, dont elle fait partie, il me resterait du moins la légitime satisfaction d'avoir mis sous sa main de multiples et précieux matériaux. Quels que soient le talent de l'architecte et l'habileté de l'ouvrier, ils ne diminuent en rien le



mérite de l'humble pêcheur de sable et du carrier obscur auxquels l'édifice le plus beau est toujours redevable de ses premiers éléments. J'aurai par là fait œuvre utile à l'histoire locale. Cela me suffit.

G. LAFFORGUE,  
Curé de Croix-Daurade.

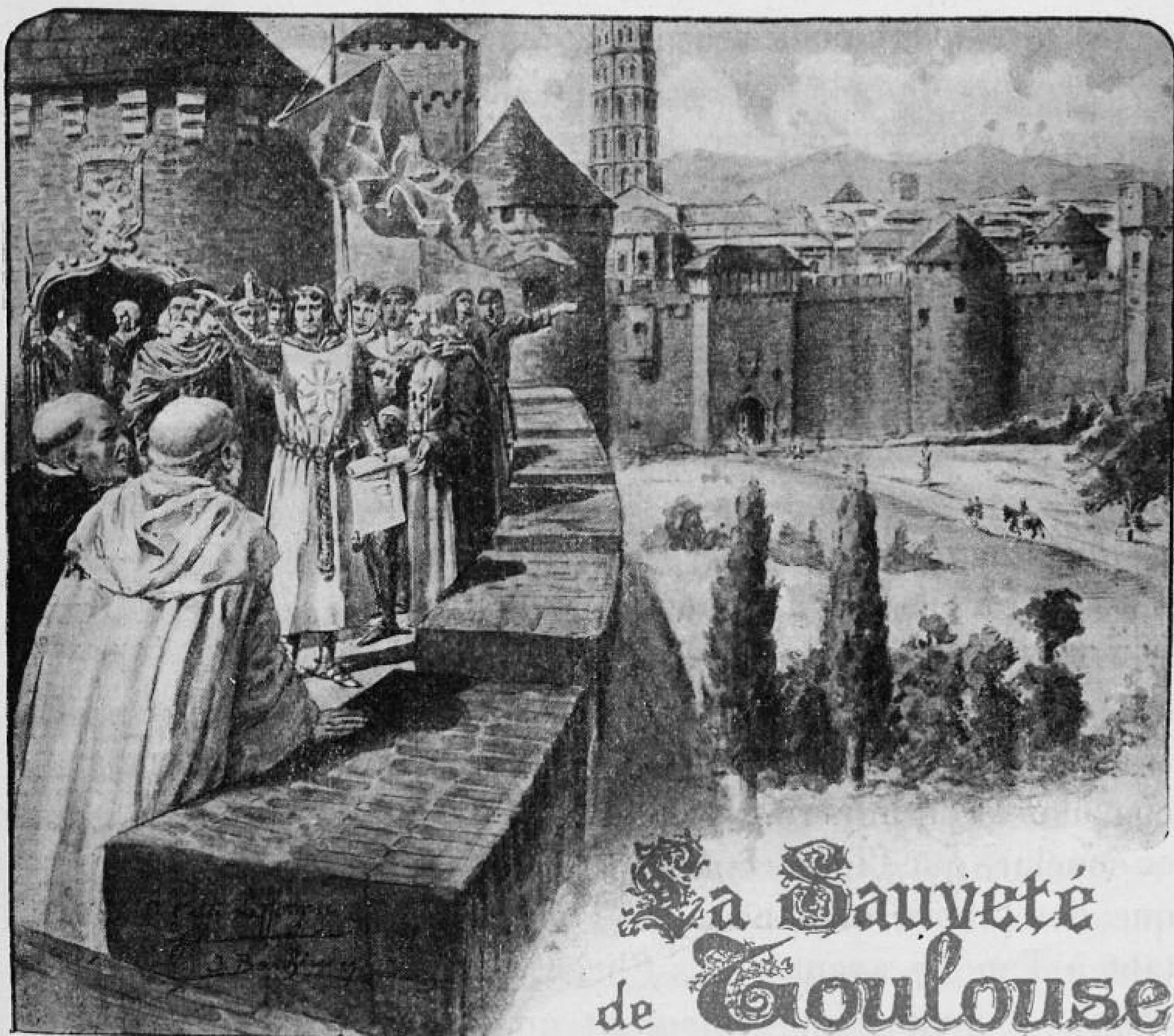
Croix-Daurade, le 1<sup>er</sup> mai 1909.

---





# LA GRANDE-LANDE ET CROIX-DAURADE



LE COMTE ALPHONSE JOURDAIN EN FIXE LES LIMITES ET LUI CONCÈDE LA CHARTE  
DE SES FRANCHISES.

## CHAPITRE PRÉLIMINAIRE.

### La Sauveté de Toulouse ou le Gardiage de la ville.

Origines de Toulouse. — Sa position primitive. — La nouvelle ville. — Sauveté ou territoire de sauvegarde autour de Toulouse. — Le comte Alphonse Jourdain en fixe les limites et lui concède la charte de ses franchises. Mességerie, Gardiage ou Banlieue. — Viguerie. Les limites du Gardiage et de la Viguerie de Toulouse.

L'histoire ne nous fournit aucune donnée certaine au sujet des origines de Toulouse ; on en est réduit à de simples proba-

bilités et à des conjectures, car ces origines se perdent dans la nuit des temps.

On n'est pas mieux renseigné quant à la place que Toulouse dut occuper dans le principe. Cependant, d'après une opinion qui ne semble pas dénuée de vraisemblance, l'ancienne *Tolosa* aurait existé avant la domination romaine au sud de la ville actuelle, sur les hauteurs du Pech-David, à l'endroit occupé aujourd'hui par le bourg de Vieille-Toulouse, qu'une charte de Philippe le Hardi, datée de 1279 et appelée la *Philippine*, nomme « *veterem Tolosam*<sup>1</sup> ».

Cette ancienne métropole aurait cessé d'avoir quelque importance vers l'époque de Néron. Le grand nombre de monnaies phéniciennes, celtibériennes, grecques et gauloises trouvées à Vieille-Toulouse indiquent, en effet, parfaitement que le commerce et les relations de cet *oppidum* devaient être très étendus antérieurement à la domination romaine ; mais, comme on n'a trouvé à Vieille-Toulouse qu'un très petit nombre de monnaies consulaires ou impériales, dont la série s'arrête à Néron, il faut en conclure que l'importance de l'*oppidum* ne dépasse pas l'époque des premiers empereurs. Une inscription latine, remontant à l'an 47 avant Jésus-Christ, qu'on y a découverte en 1879<sup>2</sup>, témoigne au demeurant qu'il y existait une véritable organisation municipale.

« Grâce à la « paix romaine », dit M. le baron Desazars de Montgailhard dans une étude savante sur les *Origines de Toulouse*, les *oppida* étaient devenus inutiles et ils furent peu à peu abandonnés. Aux hauteurs fortifiées et par suite de difficile accès, aux murailles étroites et gênantes pour leur extension, devaient naturellement être préférées les villes de plaine, pouvant s'agrandir indéfiniment et permettant toutes les communications par terre et par eau. Il dut par suite s'élever ou

1. Du Mège, *Statistique générale des départements pyrénéens*, t. II, p. 69, et *Histoire des Institutions de la ville de Toulouse*, t. I, pp. 29 et 30. — Voir la charte elle-même dans Lafaille, *Annales*, t. II, Recueil de plusieurs pièces, p. III.

2. *Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France*, série in-8°, n° 25.



s'agrandir une nouvelle ville près de la Garonne, et c'est en effet sur l'emplacement de Toulouse actuelle qu'on a retrouvé toutes les monnaies postérieures à Auguste, ainsi que des vestiges de monuments ou de statues remontant seulement à l'ère impériale<sup>1</sup>. »

Lorsque, vers le quatrième siècle avant Jésus-Christ, les Volskes Tectosages se rendirent maîtres de la contrée, ils dédaignèrent bientôt l'*oppidum* de Vieille-Toulouse et ils se fixèrent dans la plaine, sur les terrains qui dominant la rive droite de la Garonne où Toulouse existe aujourd'hui. Peut-être trouvèrent-ils là une population déjà établie<sup>2</sup>. Quoi qu'il en soit, ils furent bien les premiers qui donnèrent à la nouvelle Toulouse une certaine importance par un commencement d'organisation politique.

Les premiers groupes d'habitations paraissent s'être formés autour de la petite élévation qui porta plus tard le Château Narbonnais, c'est-à-dire là où se trouve actuellement le palais de justice<sup>3</sup>. Ces maisons ne furent d'abord que de simples cabanes. « Celles-ci, écrit M. de Lahondès, s'échelonnèrent ensuite, en descendant le cours du fleuve, jusqu'à une dernière élévation de terrain échappant, comme les autres, à ses fréquentes crues, qui se dresse entre les ports actuels de la Daurade et de Saint-Pierre. Une longue rue parallèle au fleuve unit bientôt les divers groupes d'habitations<sup>4</sup>. »

Les Volskes Tectosages étaient audacieux et vaillants comme les autres Gaulois, dont Aristote et Elieen ont pu dire : qu'ils ne craignaient autre chose que la chute du ciel. Les plus entreprenants et les plus belliqueux ne purent se résoudre à demeurer dans nos contrées. Ils partirent donc, vers l'an 280 avant Jésus-Christ, réunis à quelques autres tribus gauloises, pour des expéditions aventureuses en Grèce et en Asie, délivrant ainsi Toulouse, par une émigration opportune, d'une surabondance

1. *Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France*, série in-8°, n° 25.

2. Suivant M. Desazars, il y avait là une première ville ibérienne.

3. De Lahondès, *Toulouse*, p. 2.

4. *Ibid.*

de population qui, étant donné la violence de leur caractère et leur nature remuante, aurait pu devenir un danger public. Ceux qui restèrent dans le pays jusqu'à la conquête romaine (121 avant J.-C.) durent s'adoucir par l'effet de leurs alliances et grâce à leurs fréquents rapports commerciaux avec des nations plus civilisées, car, à l'encontre des autres peuples des Gaules qui ne se soumirent aux armées romaines qu'après de longues guerres, ils n'opposèrent qu'une très faible résistance.

Toulouse passa ainsi, sans secousse violente et même presque sans heurt, sous la domination de Rome qui se l'attacha très habilement par le titre de ville fédérée, sans lui donner ni les droits ni les avantages d'une colonie romaine. Les Volskes Tectosages avaient régné sur Toulouse pendant plus de trois siècles.

Les nouveaux maîtres de la ville eurent bientôt fait d'imprimer à ses habitants, qui se distinguaient déjà par une civilisation assez avancée, une forte empreinte romaine. Ceux-ci adoptèrent leur langue, leur religion, leur civilisation, et, au contact de cet élément nouveau, ils se firent si bien aux mœurs et aux habitudes du vainqueur, que quelques-uns d'entre eux ne tardèrent pas à entrer au sénat de Rome. S'étant ainsi initiés aux lettres romaines, ils les cultivèrent avec un tel succès, que leur ville mérita le titre flatteur, qui lui est resté, de *Cité palladienne*, dont la saluèrent tour à tour Martial, Ausone et Sidoine Apollinaire. Elle avait d'ailleurs acquis un si grand développement et une telle importance, qu'Ausone, qui fut élevé dans ses écoles, où il reçut, dit Catel, les leçons de Magnus Arborius, lui consacra un éloge dans lequel il ajoutait au titre de palladienne celui « d'opulente et de quintuple » et que la liturgie mozarabe, rédigée par S. Léandre et S. Isidore, la nomma plus tard « *la Rome de la Garonne*<sup>1</sup> ».

Le poète Ausone nous apprend qu'une vaste enceinte de murs

1. Mabillon, *Missel Mozarabe*, Préface de saint Saturnin : «... *ab Orientis partibus in urbem Tolosatium destinatus, Roma Garumnæ, in vicem Petri tui tam cathedram quam martyrium consummavit.* »



de brique, baignée d'un côté par la Garonne, environnait Toulouse de toute part :

« *Coctilibus muris quam circuit ambitus ingens.* »

Le plan de Toulouse dressé par Jouvin de Rochefort, trésorier de France, porte le tracé de ces remparts. Nous signalerons la partie qui concerne le côté septentrional de la ville. Elle nous intéresse spécialement, puisque nous écrivons l'histoire de cette partie des environs de Toulouse qui eut tout d'abord ce côté de la vieille enceinte gallo-romaine pour limite extrême, au sud. Ce tracé part de la rive droite de la Garonne, près du port de Bidou ou Vidou, aujourd'hui port Saint-Pierre, à droite du couvent des religieuses des Casses, et, se dirigeant parallèlement à la rue Bourgominié, actuellement Pargaminière<sup>1</sup>, il traverse la rue des Blanchets, les jardins et bâtiments des Filles Notre-Dame<sup>2</sup>, la rue du Sac, les bâtiments des Jacobins, la rue Mirepoix, passe à gauche de la porterie de Saint-Quintin, traverse la place et les bâtiments de la maison commune et va aboutir au sommet de l'angle rentrant formé, un peu à droite de la porte Villeneuve, par les remparts du bourg et la vieille enceinte.

Autour de la ville, en dehors des remparts et dans un rayon déterminé, s'étendait la Sauveté ou territoire de sauvegarde, « *de salvitate* ». Il conférait un droit d'asile, sauf le cas de certains crimes<sup>3</sup>, et les habitants, ainsi que les étrangers qui venaient s'y établir, jouissaient des mêmes immunités et des mêmes privilèges que les habitants de la cité. Ce territoire portait aussi ce nom, soit parce que les habitants y trouvaient sûreté et protection pour leurs personnes et pour leurs biens<sup>4</sup>,

1. Cette rue a pris son nom des parcheminiers qui s'y étaient établis.

2. Actuellement hôpital militaire.

3. « *Qui scienter occidet hominem injuria non defendat eum ecclesia neque claustrum neque Salvitas* » (Charte de Raymond V, Catel, *Histoire des comtes de Toulouse*, p. 218). — Voir également une charte de Raymond VI, *ibid.*, p. 194.

4. « *Securitatem omnium et rerum cunctarum* » (Glossaire de Du Cange, au mot *Salvitas*).

grâce à des règlements particuliers de police, soit enfin parce que les serfs qui s'y retiraient restaient affranchis par ce seul fait. Ceux-ci avaient en outre toute liberté d'aller et de s'étendre avec leur bétail, sans pouvoir être arrêtés ni recherchés par leurs seigneurs ou de leur part, à moins que ces derniers n'eussent leur résidence à Toulouse<sup>1</sup>.

Du Cange définit la *Salvitas* d'après ces données. Il est même particulièrement intéressant de remarquer que, pour quelques-unes, il s'appuie précisément sur des chartes toulousaines et notamment sur une charte de Raymond VI, de laquelle nous parlerons un peu plus loin, au sujet des privilèges accordés par ce prince à la Sauveté de Toulouse.

Nous ne saurions assigner une date précise à l'origine de cette Sauveté. Selon toute vraisemblance, elle exista d'ailleurs en fait avant d'être établie formellement par Alphonse Jourdain et de recevoir de ce prince la charte de ses franchises. Les comtes, peut-être même les princes qui auparavant exercèrent leur souveraineté à Toulouse, durent, en effet, bailler à fief à des particuliers une certaine étendue des terres qu'ils possédaient autour de la ville, sous réserve d'une rente annuelle ou *censive*<sup>2</sup>, payée ordinairement en nature, et ceux-ci commencèrent de défricher ces terres pour en acquitter le cens ou l'agrier<sup>3</sup>. Dès lors, les feudataires ainsi groupés durent pouvoir compter sur une protection plus particulière de leur suzerain, et une sorte de Sauveté exista, en réalité, quoique n'ayant pas encore de privilèges bien définis.

Les cultivateurs furent attirés par les avantages d'un bail à fief perpétuel qui les rendait maîtres du terrain acensé, moyennant la rente annuelle, aussi complètement, sauf la fiction de droit, qu'on l'est aujourd'hui<sup>4</sup>. Ils n'affluèrent pas cependant

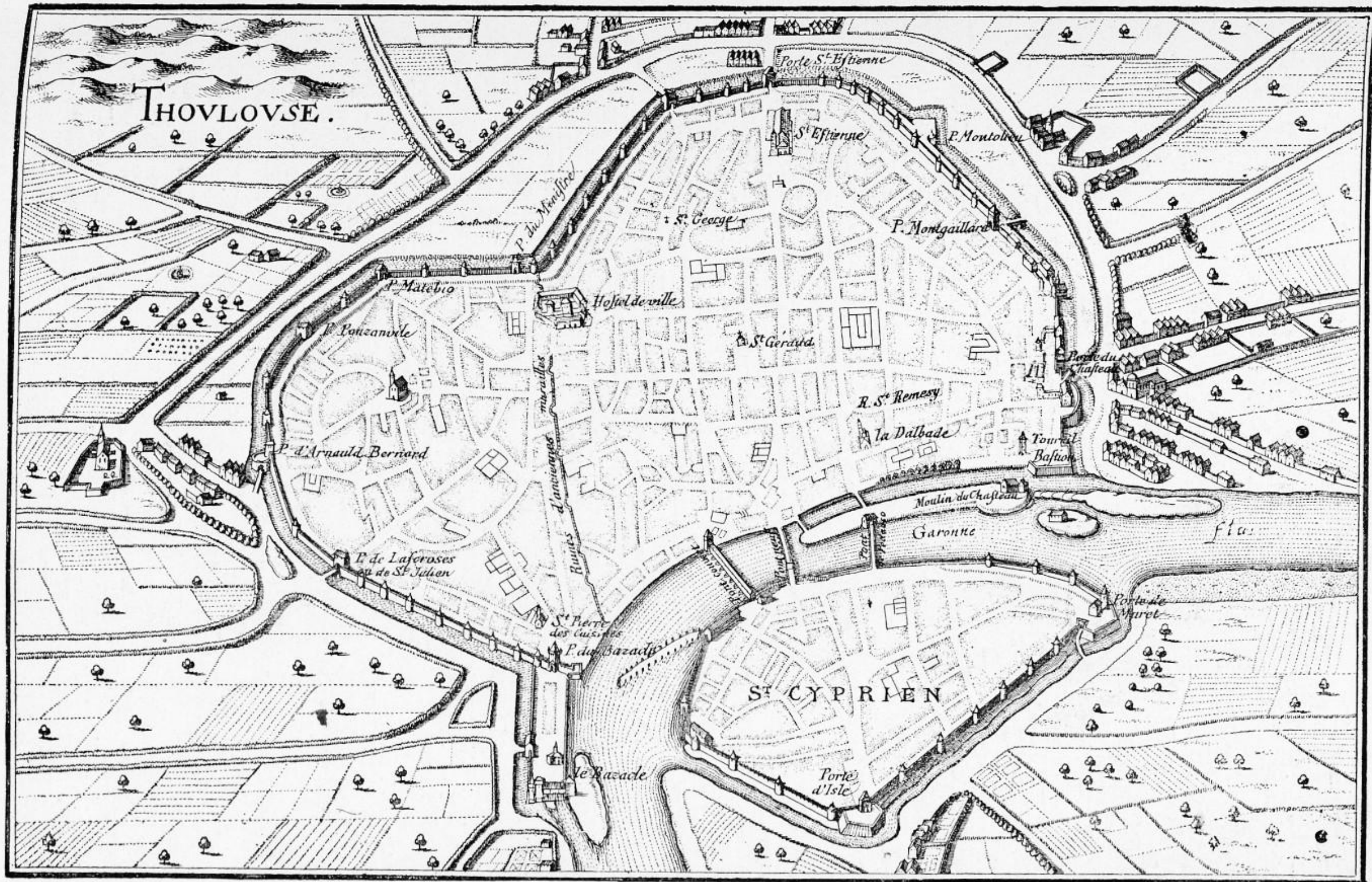
1. Archives de Toulouse, AA 1, 102.

2. Ce nom vient du mot *Census*, cens périodique imposé au locataire ou à l'acheteur.

3. L'agrier est une partie de la récolte éventuelle : le tiers, le quart, le cinquième, le sixième, etc., non une quotité fixe.

4. « Le bail à cens, dit le vicomte d'Avenel, n'est pas, comme son nom semble l'indiquer, une location ni un fermage ; c'est une vente positive,





ANCIEN PLAN DE LA VILLE DE TOULOUSE.

tout d'abord, et ce n'est que peu à peu qu'ils vinrent s'établir autour de la ville. Ce fut pour en augmenter le nombre et se procurer ainsi plus de revenus que les comtes leur accordèrent successivement de très amples privilèges et de précieuses immunités. N'était-ce pas au demeurant le plus sûr moyen de s'attacher une population qui, à mesure qu'elle augmentait, les garantissait mieux contre le voisinage de seigneurs de marque ou de familles riches et influentes qui auraient pu mettre en péril leur paisible domination? Ce fut, à n'en pas douter, ce double motif qui détermina les comtes à augmenter le nombre des franchises et privilèges de la ville et de ses alentours.

La cité eut toujours des libertés municipales très étendues. Ces privilèges, d'origine gauloise, furent respectés par les Romains tout le temps que la ville demeura sous leur dépendance, c'est-à-dire de 121 avant Jésus-Christ à 418 de notre ère. « Sous cette domination, dit du Mège, Toulouse devint l'un des plus puissants municipes des Gaules. Elle se gouvernait par ses propres lois, elle nommait ses magistrats et elle forma, comme tous les autres municipes, une sorte d'état particulier dans l'empire romain<sup>1</sup>. »

Pas plus que les Romains, les princes visigoths, dont Toulouse fut la capitale pendant près d'un siècle (418-507), ne portèrent atteinte à ses franchises. Aucun d'eux ne commit la faute trop habituelle des conquérants modernes de substituer les lois et coutumes de leur propre pays à celles des peuples soumis. Les rois francs (507-852) ne se montrèrent pas moins avisés et, lorsque la couronne royale disparut pour faire place à la couronne comtale des Raymond (852-1271), les libertés communales si anciennes furent encore conservées comme un lointain et précieux héritage. Il faut même remarquer, à l'éloge des derniers comtes, qu'ils se montrèrent assez amis de leurs peuples pour ajouter aux privilèges anciens de nouvelles franchises.

effectuée pour un *revenu* invariable, au lieu d'être pour un prix principal une fois payé » (*La fortune privée à travers sept siècles*, p. 193).

1. *Histoire des Institutions de la ville de Toulouse*, t. I, p. III.



Alphonse Jourdain (1112-1148) fut entre tous celui qui en accorda davantage. Catel en a vulgarisé la preuve par la publication de nombreux fragments des chartes de ce prince, dont les textes existent d'ailleurs intégralement dans les vieux registres de l'hôtel de ville<sup>1</sup>.

Pour nous, qui essayons de dégager l'histoire d'une partie des environs de Toulouse des ombres d'un passé aussi lointain, il est intéressant de remarquer que ce fut lui qui établit définitivement la Sauveté, à laquelle il concéda la charte de ses franchises. On marqua les limites du territoire de Sauvegarde par des croix posées à des distances assez faibles pour prévenir toute difficulté au sujet du tracé. Ces faits sont attestés par une charte confirmative de son petit-fils Raymond VI, portant la date de 1194<sup>2</sup>. La charte n'indique pas les points précis où les croix avaient été placées, mais nous savons qu'on présenta à Raymond VI la charte relative à la Sauveté et qu'il ratifia la délimitation existante : « *Statuit et confirmavit atque concessit eandem salvitatem sicut signata est et bodulata per crucem et de cruce in cruce*<sup>3</sup>. »

Aucun doute n'est possible sur le fait de l'établissement de la Sauveté par Alphonse Jourdain. Il est vrai que la charte proprement dite d'institution ne nous est pas parvenue, mais Raymond VI déclare, dans la charte confirmative de 1194, que la majeure partie des notables habitants de la Sauveté connus par leur probité lui présenta cette charte, « *produxerunt ei unam cartam de Salvitate* », avec la liste des privilèges, « *et de libertatibus ejusdem Salvitatis* », le tout tel que son grand-père l'avait concédé : « *Sicut Ildephonsus, comes Tolosæ, qui fuit aviolus ipsius comitis Domini Raymundi, dederat libertatem eidem Salvitati et hominibus et feminis habitantibus in eadem salvitate.* » Il vise au surplus d'une manière expresse, en même temps que la dite charte d'établissement, une autre charte où ces mêmes faits se trouvaient rapportés d'une façon

1. Archives de Toulouse, AA 1, 1 et 2.

2. *Ibid.*, AA 1, 11.

3. Catel, *Histoire des comtes de Toulouse*, p. 194.

plus parfaite encore : « *uti melius continebatur in alia carta ejusdem libertatis de eadem salvitate.* » Ce ne fut d'ailleurs qu'après avoir vu la charte d'institution présentée par les prud'hommes et en avoir pris une connaissance suffisante, « *visa et intellecta* », qu'il maintint la délimitation existante et les privilèges accordés par son aïeul. Il fit plus ; en confirmant ces privilèges, il nous les fit connaître. C'étaient l'exemption des droits de *portage*<sup>1</sup> sur le blé, la vendange, le vin et les droits de leude<sup>2</sup> ; la réduction du droit de clameur comtale à 2 sols et du droit de sang à 30 sols ; la faculté de faire porter, sans payer de taxe, une charge de sel par an, pour les salaisons, au temps de l'Avent ; l'autorisation de débiter et de vendre la viande et d'exercer divers métiers, sans être gêné par les entraves auxquelles restaient soumis les hommes qui habitaient hors de la Sauvegarde<sup>3</sup>.

Le comte avait retenu à sa discrétion quelques autres droits, notamment le droit ordinaire sur la vente du vin<sup>4</sup>. « Le commerce du vin se trouvait grevé d'un droit appelé *usaticum* payé par le vendeur soit aux agents du comte, soit aux personnes que les mutations de la propriété féodale avaient mises en possession de cette branche de revenus<sup>5</sup>. »

L'époque précise de l'établissement de la Sauveté ne nous est pas connue, mais il faut la placer entre 1112 et 1141. A cette dernière date, en effet, le comte Alphonse accorda le privilège de ne plus rien payer pour la vente du vin<sup>6</sup>. Or, comme nous venons de le remarquer, il avait retenu ce droit en établissant la Sauveté. Cet établissement est donc antérieur à 1141.

1. Ce droit consistait en une imposition sur toutes les marchandises qui passaient par certains chemins pour arriver à Toulouse (Catel, *Histoire des comtes de Toulouse*, p. 193).

2. Droit perçu pour toute espèce de marchandises : viande, légumes, drap, etc., vendues sur les marchés.

3. Charte dans Catel, *Histoire des comtes de Toulouse*, p. 195.

4. « *Et retinet comes usum venditionis vini ita ut consuetum est* » (ibid.).

5. Dom Vaissette, t. VII, note 47, p. 216.

6. Archives de Toulouse, AA 1, 1. — Catel, *Histoire des comtes de Toulouse*, p. 192.



D'autre part, ce prince arriva au pouvoir en 1112. C'est donc évidemment entre cette dernière date et la précédente qu'il faut placer l'établissement de la Sauveté.

En accordant le privilège de ne plus rien payer pour la vente du vin, le comte Alphonse exemptait aussi de tout droit le transport du sel, réserve faite des sels employés pour la préparation des peaux, et, ayant en vue autant les habitants de la Sauveté que ceux de la ville et du bourg, il le déclarait expressément : « CIRCA URBEM ET CIRCA BURGUM *dono et concedo et salvo quod quisque homo vel femina libere vendat vinum suum omni tempore quo voluerit sine ullo usatico*<sup>1</sup>. » Il ajoutait également au sujet du sel en faveur des mêmes privilégiés : « *Statuo et salvo iisdem hominibus et feminis superscriptis quod habeant salem undecumque voluerint et libere mittant ad omnem suam dispensationem sine ullo usatico, excepto illo sale quod necessarium erit cortis mesagaticis albis*<sup>2</sup>. » C'est ainsi que les habitants de la ville et de la Sauveté se trouvaient dispensés désormais de tout impôt soit de douane, soit de consommation sur deux des denrées les plus usuelles, le sel et le vin, et qu'ils pouvaient vendre ce dernier, en toute saison, sans avoir à payer de droits, à condition qu'il fût de leur cru « *suum vinum* ». Pour les étrangers, c'est-à-dire pour les gens qui habitaient en dehors de la Sauvegarde, villages ou châteaux, l'impôt était maintenu. « Par charge d'âne apportée en ville, ils devaient payer au seigneur un denier et vendre leur charge entière sans mesurer le vin. Quant aux marchands de la ville qui allaient faire des achats à l'extérieur, ils payaient au seigneur un droit d'importation d'un denier par charge<sup>3</sup>. » « *Homines vero extranei habeant eundem usaticum quem solent habere... de quaque summata quam attulerint donent domino unum denarium et vendant suam summata integram sine mensura. Sed vinatarii istius ville qui*

1. Archives de Toulouse, AA 1, 1, et Catel, *Histoire des comtes de Toulouse*, charte, p. 192.

2. *Ibid.* et *Cartulaire de Saint-Sernin*, charte n° 143.

3. Dom Vaissette, t. VII, Notes, note 47, et Catel, *Histoire des comtes de Toulouse*, charte, p. 192.

*foris ibunt emere vinum et in hac villa revendere portaverint, dent de quaque summata unum denarium domino*<sup>1</sup>. »

Catel fait remarquer que c'était à l'affection du comte Alphonse pour les Toulousains que ceux-ci furent redevables de tant de privilèges. « Alphonse aimait grandement le peuple de Tolose, ayant accordé de grandes franchises et libertés à ceux de la ville et à ceux qui sont *de Salvitate*, c'est-à-dire dans les limites et bornes de la Sauveté, que nos Coutumes appellent le Dex de Tolose<sup>2</sup>. »

Les successeurs d'Alphonse Jourdain se montrèrent aussi favorables que ce prince aux habitants de la Sauveté. En 1152, Raymond V sanctionnait un règlement de police municipale dressé par les consuls, et ce règlement, qui devint plus tard, avec les privilèges de la ville, le point de départ de la Coutume de Toulouse, offrit aux habitants de la Sauveté de nouveaux avantages. On y pourvoyait notamment à la répression des dévastations des biens ruraux et à celle du parcours des animaux dans les cultures. Non seulement le dommage devait être réparé, mais on y précisait la quotité des amendes à infliger aux délinquants<sup>3</sup>.

A son tour, le comte Raymond VI, en 1194, ratifiait tous les privilèges accordés à la Sauveté par son aïeul, comme il a été dit plus haut, et il garantissait les mêmes avantages aux hommes et aux femmes qui viendraient habiter le territoire de Sauvagarde, outre les autres franchises communes<sup>4</sup>.

Toutes ces franchises constituaient de vrais privilèges pour les habitants de la Sauveté, et on se représente aisément que ces derniers se fussent préoccupés d'en faire sanctionner le main-

1. *Cartulaire de Saint-Sernin*, charte n° 143.

2. Catel, *Histoire des comtes de Toulouse*, p. 194.

3. Archives de Toulouse, AA 1, 4, et Catel, *Histoire des comtes de Toulouse*, p. 218 : « *Ille talator factum talem emendet illi cujus est honor et insuper det pœnam duos solidos quorum habeat medietatem ille qui capit talatorem et aliam medietatem dominus honoris. Item qui invenerit animalia in segetibus vel in vinea... capiat et retineat si potest et de singulis animalibus predictis dentur quinque denarii domino.* »

4. Catel, *Histoire des comtes de Toulouse*, p. 194.



tien toutes les fois qu'un nouveau comte arrivait au pouvoir.

Le 21 septembre 1222, Raymond VII, qui venait de succéder à Raymond VI, ratifiait toutes les franchises accordées par ses prédécesseurs<sup>1</sup>, de même que, le 13 décembre suivant, renouvelant la renonciation de ces derniers aux droits de *queste*<sup>2</sup>, *tolte*<sup>3</sup> et *chevauchée commune*<sup>4</sup> sauf le cas de guerre dans le Toulousain, il confirmait d'une manière générale les privilèges exprimés dans les chartes et livres de la cité<sup>5</sup>.

Nous ignorons quels avantages particuliers retira de ces privilèges la partie de la Sauveté qui nous est étrangère, mais nous affirmons avec une entière certitude, la preuve en sera fournie aux chapitres suivants, qu'ils favorisèrent la culture, d'une façon marquée, dans la partie septentrionale. Les terres y furent généralement cultivées et très morcelées. Il s'y était même formé de bonne heure un certain nombre de domaines où on avait construit des métairies et quelques habitations. Ces dernières cependant furent d'abord assez rares et celles qui existèrent au début s'étaient groupées, en vue sans doute de leur sécurité, en trois sortes de hameaux, ayant chacun leur église. C'étaient, à l'extrémité nord-ouest, sur les bords de la Garonne, entre Blagnac et Fenouillet, *Fontanes*, avec l'église Sainte-Marie-Madeleine; à l'extrémité nord-est, *Montmazalger*, avec l'église Saint-Caprais; et entre les deux, près du pont de Launaguet, sur la rive gauche de l'Hers, le long du chemin de Fenouillet,

1. Archives de Toulouse, AA 1, 80.

2. Le droit de *queste* consistait pour le seigneur à faire quêter chez ses vassaux, quand il avait besoin d'argent, des petites sommes ou des produits en nature, sans qu'on pût lui refuser. Certains auteurs voient dans ce droit l'origine de la taille.

3. Archives de Toulouse, AA 1, 81. — La *tolta* était, d'après Catel, une imposition sur ce qui entraît dans la ville. Il ajoute qu'on la confondait quelquefois avec la *leude* : « *Tolta vel leyda* » (*Histoire des comtes de Toulouse*, p. 194).

4. Archives de Toulouse, AA 1, 81. — La *chevauchée* était le service militaire dû par le feudataire au seigneur. On lui donnait ce nom parce que d'ordinaire on allait à cheval aux expéditions militaires (Molinier, *Etudes sur l'administration féodale dans le Languedoc*, p. 30).

5. Archives de Toulouse, AA 1, 81.

la petite Sauveté particulière de *Matapédul*, dont le vocable de l'église est resté inconnu<sup>1</sup>. Nous aurons l'occasion de parler un peu plus loin de ces trois hameaux, dont il ne reste plus trace aujourd'hui.

Les habitants de la Sauveté sollicitèrent et obtinrent le 10 mai 1226, du comte Raymond VII, « afin d'accroître le nombre des serfs qui se réfugiaient à Toulouse, avec leurs biens, une extension des limites du privilège de franchise aux environs de Toulouse, d'une lieue au delà des anciennes, dans toutes les directions<sup>2</sup> ».

Le procès-verbal d'une assemblée populaire présidée par le comte nous fait connaître en détail dans quelles circonstances cette nouvelle faveur était accordée. L'assemblée fut tenue dans l'église Saint-Sernin du Taur le dimanche 10 mai 1226. Les consuls et plusieurs prud'hommes y assistaient. Ceux-ci « rappellent d'abord au comte les avantages procurés à la ville par les privilèges du territoire de sauvegarde qui l'environne et les nombreuses immigrations déterminées par ces privilèges. Ils le supplient en conséquence de leur accorder, de même qu'aux bourgeois et à tout le peuple de la ville, pleins pouvoirs d'augmenter et de limiter les bornes ou limites de Toulouse d'une lieue de plus qu'elles n'avaient d'étendue, ce que le dit seigneur comte accorda aux consuls, lesquels en conséquence, le onzième du mois de juin suivant, fixèrent et limitèrent lesdites bornes ou limites<sup>3</sup> ».

Les nouvelles limites, « d'une lieue au delà des anciennes dans toutes les directions », sont connues par la charte même de concession de Raymond VII<sup>4</sup>. Elles suffisent par conséquent à établir, contrairement à l'opinion de certains auteurs, que les anciennes ou celles de la Sauveté, plusieurs fois maintenues par les successeurs d'Alphonse, notamment par Ray-

1. *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Sernin*. Nombreuses chartes relatives à ces trois terroirs.

2. Archives de Toulouse, AA 1, 102. — Roschach, *Invent. des arch. comm.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*



mond VI, dans des circonstances que nous avons fait connaître, n'étaient autres, comme le déclare Catel cité plus haut, que celles du *Dex*, mentionnées plus tard dans la Coutume. Si elles avaient été plus restreintes et n'avaient pas dépassé la Garonne et le Château Narbonnais, comme le voudraient ces auteurs, les nouvelles qui sont connues auraient été reculées évidemment de plus d'une lieue *de ces deux côtés*<sup>1</sup>. Suivant d'ailleurs le texte même de la Coutume, les limites assignées par celle-ci au territoire du gardiage enclavaient toute la région dont les habitants jouissaient de tous les privilèges accordés à ceux de la cité : « *utuntur omnino libertatibus Tolosae.* » Elles ne différaient donc pas de celles de la Sauveté, laquelle assurait aux siens le même avantage.

Le territoire compris dans les limites anciennes continua de former la Sauveté ou gardiage et celui qui fut circonscrit par les nouvelles forma la Viguerie<sup>2</sup>. Avant de faire connaître les unes et les autres, disons brièvement ce qu'il faut entendre par les mots *gardiage*, *banlieue* et *viguerie*.

Le *gardiage* n'était autre que le territoire de la Sauveté, auquel on donna ce nom nouveau de gardiage, pour signifier qu'il était sous la *garde* des consuls et soumis à leur police : « *gardia enim significant custodiam*<sup>3</sup> », et qu'il se trouvait placé de la sorte sous leur juridiction ordinaire en premier ressort.

Par un privilège séculaire, les consuls et plus tard les capitouls partageaient en effet avec le viguier le premier degré de juridiction en matière civile et criminelle<sup>4</sup>.

On nommait aussi *mességerie* ce premier territoire de Sauvegarde, en raison du droit qu'avaient ces mêmes officiers

1. On doit citer au-delà de la Garonne : Aussonne, Cugnaux, Colomiers, Cornebarrieu, Portet, Pinsaguel, Tournefeuille et, après le château Narbonnais : Auzielle, Labège, Quint et Vieille-Toulouse, qui se seraient trouvées à plus d'une lieue et qui cependant faisaient partie de la Viguerie, formée par la nouvelle délimitation.

2. *Coutume de Toulouse*, Soulatge, Observations, titre VIII.

3. *Ibid.*, titre VII.

4. *Ibid.*

municipaux d'y établir des *mességuiers* ou gardes, pour la surveillance des moissons (messes) et autres récoltes.

Le gardiage répondait ainsi à ce qu'on nommait *banlieue* à Paris, comme on le fit plus tard à Toulouse, rappelant par là l'étendue du territoire relevant de cette juridiction ordinaire des consuls, où le juge avait le droit de faire des bans ou proclamations pour les règlements de police<sup>1</sup>.

Le territoire compris dans les limites reculées d'une lieue forma la *Viguerie* contenant ainsi l'entier gardiage et la partie ajoutée. Cette dernière était soumise à la juridiction exclusive du viguier. « Tous ses habitants étaient donc les justiciables de ce dernier et chacun était tenu de plaider en première instance devant ce siège et par appel au parlement<sup>2</sup>. » Les viguiers ou vicaires des comtes étaient les représentants de ces princes. Ils exerçaient la haute police et faisaient exécuter les jugements des consuls, dont ils recevaient aussi le serment<sup>3</sup>.

Quelles étaient donc les limites du gardiage et de la viguerie de Toulouse? Les limites du gardiage avaient été maintenues dans la charte de Raymond VI, confirmant les privilèges accordés par son aïeul Alphonse à la Sauveté et marquées par des croix. La charte d'institution que présentèrent à ce prince les prud'hommes portait évidemment les noms des divers lieux qui se trouvaient sur le périmètre de cette première enclave, mais ces noms ne furent pas consignés dans la charte confirmative des privilèges déjà concédés et de la délimitation existante<sup>4</sup>. Il est certain néanmoins, pour les raisons indiquées plus haut, que ces limites ne différaient pas de ce qu'on nomma plus tard le *Dex* de Toulouse. C'est donc aux limites du *Dex* qu'il faut se reporter.

Les nombreuses croix destinées à fixer ces limites d'une

1. Le 24 mars 1531, un arrêt du Conseil du roi maintenait aux capitouls la connaissance des matières de police en première instance (Arch. de Toulouse, AA 5, 79).

2. *Coutume de Toulouse*, titre VIII, Observations.

3. Du Mège, *Histoire des Institutions de la ville de Toulouse*, t. III, p. 325.

4. Archives de Toulouse, AA 1, 11.



manière précise avaient été marquées sur des bornes, arbres ou pierres ; mais par respect sans doute pour le signe de notre Rédemption, qu'il ne convenait guère d'employer de la sorte à un usage profane, on les avait tournées deux bras en haut et

deux bras en bas. Ces croix ne formaient plus ainsi que le signe X.

Le périmètre de cette première zone qui entourait la ville fut par la suite appelé le *Dex* de Toulouse, soit à cause de la perche nommée *dextre* dont on s'était servi pour mesurer les distances, soit aussi, peut-être, à cause du signe X lui-même, ce signe exprimant en chiffres romains le nombre dix, qui se dit *dex* en langue du pays.

Les bornes du gardiage, maintenues plus tard, lors de la rédaction de la Coutume<sup>1</sup>, sont les suivantes du

côté nord-est, nord et nord-ouest qui nous occupe : « *De la Devèze jusqu'à la Juncasse de Malebole ; de là jusqu'aux vieilles murailles de Balma<sup>2</sup> ; de là jusqu'à la Garrigue<sup>3</sup> ; de là*



LE « DEX » DE TOULOUSE.

1. La Coutume de Toulouse, approuvée par le roi Philippe III, fut promulguée, dans l'église Saint-Pierre-des-Cuisines, par les commissaires royaux les 5 et 6 février 1286 (Arch. de Toulouse, AA 3, 1).

2. On donnait ce nom à un groupe de maisons et à une tuilerie situés en amont du pont de Périole sur la rive droite de l'Hers.

3. Partie du territoire de Balma, située en face du parc de M. Théron

*jusqu'à Montredon ; de là jusqu'au ruisseau de Sausse et dudit ruisseau, en descendant jusqu'au fleuve de l'Hers ; de là le long de ce fleuve en descendant jusqu'au terroir de Launaguet exclusivement ; de là jusqu'au pont Anet ; de là jusqu'à la métairie de Fontanes exclusivement<sup>1</sup>... »*

Le gardiage était formé de tout le territoire situé entre ces limites et l'enceinte de la ville y compris les faubourgs. Gabriel Cayron écrivait, en effet, en 1612 : « *Le gardiage de la ville de Toulouse comprend en soi les faubourgs et enclaves dudit gardiage qui sont... : (comme ci-dessus). Dans lequel gardiage ne sy font aucun consul parce qu'ils sont du terroir de Tolose et vont les Capitouls partout : aussi jouissent les habitants en iceluy des mêmes facultés et privilèges que font ceux de la dicte ville et faubourgs ; car ils ne payent aucun droit d'albergue, péage, et entrée de marchandises, bouscage, foüage, ni oüage ; ains vont et peuvent aller souls les drapeaux des habitants de la ville et faubourgs comme jouissant des mêmes privilèges<sup>2</sup>. »*

Les limites du *Dex* avaient toujours été maintenues<sup>3</sup>, et quand il s'élevait quelque contestation ou que des bornes venaient à disparaître, on procédait à un nouveau bornage. Nous voyons par exemple, dans un procès-verbal portant l'attestation capitulaire, avec la date du 4 octobre 1690, que six bornes marquées de la croix de Toulouse furent plantées, à cette époque, dans la partie septentrionale du gardiage, depuis la rive droite de la Garonne jusqu'au terroir de Pontanet, en la juridiction de Launaguet : 1° au communal de la croix d'en Fust ; 2° au chemin de la Palanque ; 3° au coin des Pastencs ; 4° à la Cadène ;

de Montaugé, du côté sud de la côte de Gramont. Ce nom lui était venu du ruisseau de la Garrigue qui la traverse.

1. *Coutume de Toulouse*, titre VII, et archives de Toulouse, AA3, 9, *Incipiunt Dex*.

2. *Style de la Cour du parlement de Tolose et autres*, p. 70. — Ce livre rare se trouve aux Archives de la Haute-Garonne.

3. En 1373, une charte du roi Charles V, que Du Rozoi a publiée en partie, maintenait ces limites, dont les noms se trouvent reproduits. *Annales de la ville de Toulouse*, t. II, Preuves, p. 139.



5° à Fontanes et 6° à la Nauze Sarrazine<sup>1</sup>. Il avait été fait un bornage général dans la seconde moitié du quatorzième siècle et l'on rétablit alors les pieux ou bouzols fleurdelisés qui marquaient à cette époque les limites du territoire de Toulouse<sup>2</sup>. Les limites de la Viguerie, telles que les avait accordées Raymond VII, lors de l'assemblée des notables de la Sauveté dans l'église Saint-Sernin du Taur, le 10 mai 1226, furent fixées par un jugement des consuls rendu le 11 juin suivant. On les trouve relatées dans le procès-verbal de l'assemblée du Taur, où il fut possible de les faire figurer, car ce procès-verbal ne fut rédigé que le 20 juin suivant, c'est-à-dire postérieurement au jugement des consuls.

Il serait pour nous sans grand intérêt de les rapporter ici, avec le nom de tous les villages qu'elles enclavaient. Qu'il nous suffise d'indiquer les quelques noms qui correspondent aux limites de la partie septentrionale du gardiage dont nous nous occupons. C'étaient, « sur la rive droite de la Garonne, le port de Seilh, la maison de Lespinasse, Vital Bruguières, Grattentour, la Bastide de maître Bernard, Montberon, Castelmaurou, Beaupuy, Lavalette et Drémil-la-Fage<sup>3</sup> ».

La Coutume ajoute : « Tous lesquels lieux et villages ci-dessus nommés, de même que lesdites bornes et limites, sont compris dans l'augmentation qui a été faite desdites limites, ce que lesdits consuls ont autorisé par leur jugement<sup>4</sup>. » La partie septentrionale du gardiage formait la Grande-Lande.

L'étude de la Grande-Lande ou du gardiage des deux capitoulats de Saint-Sernin et de Saint-Pierre fera l'objet de la première partie du présent ouvrage, dont les chapitres XII et XIII auront trait au quartier le plus ancien du Capitoulat de Saint-Sernin, Saint-Caprais. L'ordre chronologique nous amènera ensuite à nous occuper de la création des deux paroisses deve-

1. Archives de Toulouse, AA 28, 189.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 259, et Archives de Toulouse, AA 5, 20.

3. Archives de Toulouse, AA 1, 102, et *Coutume de Toulouse*.

4. *Coutume de Toulouse*, titre VIII, et Gabriel Cayron, *Style de la Cour du parlement de Tolose et autres*, loc. cit.

nues indispensables dans la Grande-Lande, Croix-Daurade et Lalande, mais nous nous limiterons alors à l'histoire de la paroisse de Croix-Daurade qui fera seule l'objet de la deuxième partie. Enfin, le territoire de Croix-Daurade s'étant successivement démembré, nous consacrerons la troisième partie aux édifices qui se seront commencés ou aux événements qui se seront produits quand la partie de territoire correspondante appartenait encore à Croix-Daurade.



SCEAU DE RAYMOND VI, COMTE DE TOULOUSE.





# PREMIÈRE PARTIE.

## LE TERRITOIRE DE LA GRANDE-LANDE OU LE GARDIAGE DES CAPITOULATS DE SAINT-SERNIN ET DE SAINT-PIERRE.



PARTIE DU PLAN DE TOULOUSE PAR JOUVIN DE ROCHEFORT.

(Cl. de M. G. Donat.)

## CHAPITRE PREMIER.

### La Grande-Lande jusqu'après la guerre de Cent ans.

Ce qu'on appelait autrefois la Grande-Lande. — Ses limites. — Constitution géognostique et géologique de la Grande-Lande. — Ses limites méridionales ou les remparts de la ville. — Fut-elle habitée et cultivée avant la guerre des Albigeois? — Données du Cartulaire et de l'Inventaire des biens, meubles et immeubles de l'abbaye de Saint-Sernin. — Ce qu'elle eut à souffrir de cette guerre et de celle de Cent ans.

### I.

La partie septentrionale du gardiage de Toulouse se nommait autrefois la Grande-Lande<sup>1</sup>. On l'avait ainsi appelée soit

1. Roschach, *Etudes sur le Languedoc*, f° 1222.



à cause de sa grande étendue, soit parce que son vaste territoire ne fut, après la guerre des Albigeois, qu'une sorte de désert inculte et inhabité<sup>1</sup>, soit, enfin, en raison de l'énorme quantité de communaux qu'on y laissa plus tard à l'état de landes ou pâturages communs et que l'on y maintint pendant des siècles<sup>2</sup>.

Elle comprenait l'entier gardiage des deux capitoulats de Saint-Sernin et de Saint-Pierre, dont le territoire formait la partie hors ville de la paroisse Saint-Sernin. Saint-Pierre-des-Cuisines n'était, en effet, qu'un prieuré qui n'avait point de territoire paroissial dans le gardiage.

Voici exactement les limites de la Grande-Lande. Au sud, ces limites furent constituées tout d'abord par la vieille enceinte romaine, du point où fut construite ultérieurement la porte Villeneuve au port de Bidou ou Vidou, et, plus tard, en contournant le bourg au nord, des parois et remparts de ce dernier, de ladite porte au même port. A l'ouest, la Grande-Lande était bornée par la Garonne, du Bazacle à Fontanes; au nord et à l'est, en partie par la rivière de l'Hers, et, pour le reste, par les divers terroirs, arbres ou pierres que nous avons indiqués plus haut comme limites du gardiage de ces côtés. L'Hers formait la limite en amont du pont de Périole et, en aval, de l'embouchure de la Sausse, sauf au pré de Saint-Caprais, jusqu'au territoire de Launaguet. A partir du point où l'Hers pénètre dans ce territoire, la limite qui n'est pas mentionnée dans le *Dex* se trouvait formée par un fossé-mère qui passe à l'ouest des propriétés de MM. Vidal frères et de la famille Rességuier, pour aller se dégorger dans l'Hers, un peu plus loin vers le nord. On le désigne dans les cadastres et divers titres du seizième siècle sous le nom de *Balat mayral de Maltens*, fossé-mère du mauvais temps.

Ajoutons qu'en plusieurs points l'Hers, qui servait autrefois

1. Roschach, *Conquête d'Albigeois*.

2. Archives de Toulouse, Cad. du capit. de Saint-Pierre de 1550 et 1571, CC, nos 1770 et 1772, et Cad. du capit. de Saint-Sernin de 1571, CC, n° 1774.

de limite naturelle, ne forme plus aujourd'hui la ligne divisoire, son lit ayant été redressé ou déplacé à la fin du dix-huitième siècle, comme il sera dit au chapitre spécial qui le concerne. La partie du territoire de la ville qui resta alors sur la rive droite est aujourd'hui limitée par des bornes de pierre, comme c'est le cas, par exemple, des deux côtés de la route d'Albi, après le pont de Saint-Caprais. Ces pierres, de 70 centimètres environ de hauteur, étaient d'ordinaire marquées de la croix de Toulouse, comme le furent les six que l'on planta, en 1690, depuis la Garonne jusqu'au pont Anet ou de Launaguet et dont il a déjà été question. Cette croix est encore visible sur une des bornes placées à l'est de la route d'Albi, après le pont de Saint-Caprais.

La ligne divisoire du gardiage des deux capitoulats formant la Grande-Lande était le vieux chemin de Launaguet, partant de la porte Arnaud-Bernard et allant aboutir au pont de Launaguet. La partie du gardiage située à l'est de ce chemin appartenait au capitoulat de Saint-Sernin et celle qui se trouvait à l'ouest au capitoulat de Saint-Pierre. La première formera plus tard, à partir de la rive droite du canal et en allant vers le nord, la paroisse de Croix-Daurade et la seconde la paroisse de Lalande.

## II.

Du sommet de la colline de Lapujade qui fait suite aux coteaux de Guillemery<sup>1</sup>, dont elle n'est d'ailleurs séparée que par une faible dépression, on aperçoit au nord, à un demi-kilomètre de distance, le point de jonction des vallées de la Garonne et de l'Hers. Les deux plaines viennent, en effet, se souder au pied septentrional de ce mamelon pour se confondre à 1.500 mètres plus loin, à partir de Saint-Caprais.

1. La colline de Guilleméry, qui sépare, à Toulouse, la vallée de la Garonne de celle de l'Hers, a une longueur d'environ 6 kilomètres entre Montaudran et la butte de Lapujade. L'altitude du sol à l'Observatoire est de 194 mètres. Le sol de la place Rouaix est à 146 mètres.



Basse et caillouteuse, la Grande-Lande formée, au nord de la ville, par la partie contiguë de ces deux vallées, de la rive droite de la Garonne à la rive gauche de l'Hers, ne fut primitivement que le fond d'un vaste bassin. Il avait été creusé à une époque inconnue par les grandes masses d'eau qui descendirent des plateaux supérieurs des Pyrénées et de la Montagne-Noire, lors de la formation des vallées de la Garonne et de l'Hers. Ces deux vallées doivent, en effet, leur origine à l'action érosive des eaux qui, antérieurement à toute tradition historique, se précipitèrent en masses profondes de ces chaînes de montagnes. Les eaux des Pyrénées creusèrent la vallée de la Garonne et celles de la Montagne-Noire la vallée de l'Hers. Cette différence d'origine ressort de l'examen comparatif des cailloux et graviers des deux vallées. « Les graviers de la vallée de l'Hers, presque exclusivement composés de quartz commun, diffèrent essentiellement, dit M. Leymerie, des cailloux du bassin de la Garonne <sup>1</sup>. » D'autre part, l'identité minéralogique des cailloux et graviers de la vallée de l'Hers avec les cailloux des poudingues de Naourouse et de ceux de la vallée de la Garonne avec certaines roches des Pyrénées a été constatée par des hommes de science. Cela prouve évidemment que les premiers furent empruntés à la Montagne-Noire et les seconds aux Pyrénées. Les uns et les autres furent ensuite transportés dans nos plaines par des courants énergiques et un roulis longtemps prolongé.

Les géologues estiment que la formation de la vallée de l'Hers est postérieure à l'accomplissement des phénomènes diluviens de la vallée de la Garonne. Tel est le sentiment que soutient M. Leymerie, avec toute l'autorité qui s'attache à son nom. C'est le sol de Croix-Daurade qui lui en a fourni la preuve. « Il est certain, dit-il, que dans la plaine de Saint-Caprais, où les deux vallées semblent se confondre, on trouve le diluvium garonnien très caractérisé tout près de l'Hers, dont le lit cependant est formé par le lhem ou alluvion de la vallée de l'Hers. A une petite distance en amont du pont de

1. *Notice géologique sur le pays toulousain.*

Saint-Caprais, les berges de l'Hers montrent trois ou quatre mètres de lhem, à la base duquel se font remarquer des veines de cailloux pyrénéens, tandis qu'à quelques mètres de la rivière, sur la rive gauche, les champs de Croix-Daurade sont couverts d'un gravier abondant qui dépend de la vallée de la Garonne, sans trace de lhem<sup>1</sup>. »

M. Louis Théron de Montaugé, qui fut un agronome de haute valeur, pour avoir su s'inspirer pratiquement de la parole d'Olivier de Serres : « Le fondement de l'agriculture est la cognoissance du naturel du terrain<sup>2</sup> », a résumé très heureusement les données géologiques relatives à la Grande-Lande, en nous faisant connaître la plaine de la Garonne qui en renferme la principale part. Laissons-lui la parole : « La vallée consiste géognostiquement en un dépôt peu épais, composé de cailloux pyrénéens de nature assez variée, de gravier et de terre argilo-siliceuse. On doit considérer l'élément terreux du diluvium comme étant formé en partie par des détritits fins des roches pyrénéennes qui ont fourni les cailloux et les graviers; mais il faut y joindre deux autres éléments : l'un, de nature argileuse, qui provient des schistes pyrénéens qui n'ont pu faire arriver jusqu'à nous de gros fragments, à cause de leur peu de consistance et de dureté, et l'autre, argilo-sableux, emprunté au terrain tertiaire, entamé et lavé par les courants diluviens. On conçoit que, suivant la prédominance de l'élément siliceux ou de l'élément argileux, suivant que le sol laisse plus ou moins arriver à la surface le gravier ou les cailloux, on peut avoir des terres siliceuses, argileuses, graveleuses, caillouteuses<sup>3</sup>. »

Ce sont ces deux dernières qui prédominent dans la partie de la Grande-Lande située à l'est du vieux chemin de Launaguet ou dans le capitoulat de Saint-Sernin, sauf cependant pour le terrain mamelonné de Lapujade, de nature argileuse et constituant du terrain fort. Sont aussi exceptés les fonds

1. *Notice géologique sur le pays toulousain.*

2. *Théâtre d'agriculture*, ch. I.

3. *L'Agriculture et les classes rurales*, p. xv. (Cet ouvrage de grande science a été couronné par l'Académie française.)

situés à l'ouest de la Maurine, de même que ceux de Loubiague. Dans ces deux derniers, le sable ne joue qu'un rôle secondaire et on n'y rencontre que peu de cailloux.

A l'est de la Maurine, on trouve encore du gravier, et le même jardin, tel, par exemple, celui de M. Amiel, renferme à la fois du terrain fort, du gravier et du sable.

La vallée de l'Hers est moins caillouteuse que celle de la Garonne. « Le sol, écrit encore M. Louis Théron de Montaugé, y est constitué par un lhem argilo-sableux plus ou moins calcaireux, résultant du lavage du terrain tertiaire qui encaisse immédiatement la vallée. Les cailloux, lorsqu'il y en a, n'y jouent qu'un rôle accessoire<sup>1</sup>. »

Le gravier n'y fait cependant pas défaut et même il est assez commun dans certaines parties, comme à Madron et à Lasbordes. Les géologues rapportent à ce niveau une bande qui marque le pied de la colline de Balma, du côté de Périole.

La partie occidentale de la vallée, entre la Juncasse et le château de Montblanc, présente une terrasse très riche en cailloux quartzeux. Celle-ci se fond, vers Croix-Daurade et Lapujade, avec la vallée de la Garonne. Dans cette dernière, du côté des Minimes, c'est-à-dire vers la plaine générale de la vallée, la couche supérieure de limon garumnien s'amincit<sup>2</sup> et le gravier, au contraire, se développe et finit par monter à la surface<sup>3</sup>.

Tout ceci explique la provenance et la nature de cette quantité extraordinaire de gravier que l'on trouve dans la Grande-Lande, surtout dans sa partie orientale ou le terroir de Croix-Daurade. Cette surabondance y contrarie à tel point la culture maraîchère, qu'on est forcé d'extraire soigneusement du sol, jusqu'à une certaine profondeur, tout le gravier qu'il renferme, et l'on n'y réussit qu'en passant la terre à travers un crible de fer.

1. *L'Agriculture et les classes rurales*, p. xv.

2. Dans le quartier de la Colombette, cette couche irait, d'après M. Leymerie, jusqu'à une épaisseur de 6 mètres (*Notice géologique sur le pays toulousain*).

3. *Ibid.*



Vers le sud-ouest, dans la direction de Bonnefoy et des Minimes, on rencontre sur le gravier garumnien le même gravier quartzeux et lhem de la vallée de l'Hers. Ceci ne peut s'expliquer que par le passage des eaux de la Montagne-Noire par-dessus la colline de Guilleméry, lors du premier phénomène diluvien de la vallée de l'Hers, ou bien par l'écoulement des mêmes eaux s'effectuant du côté des Récollets, quand fut ouverte la trouée du Pech-David.

La couche assez épaisse de gravier quartzeux et de lhem qu'on trouve aux Redoutes établit d'une manière certaine que les eaux de la Montagne-Noire ont passé par-dessus ces hauteurs. Ce fait explique également qu'il en existe aussi, comme une ceinture, tout autour du mamelon de Lapujade.

Ce lhem, disons-nous, pourrait encore provenir de la trouée du Pech-David aux Récollets. On n'aurait pas une idée complète, au point de vue de la constitution géognostique de la plaine basse qui forme la Grande-Lande, si on ne savait que la vallée de l'Hers pénètre, à Toulouse, dans celle de la Garonne par deux embouchures, l'une au nord, à Saint-Caprais, et l'autre au sud, du côté des Récollets, entre le Pech-David et la colline de Montaudran. On estime même généralement que dans le principe la plus grande partie des eaux de la Montagne-Noire dut passer par cette dernière. Celle-ci se trouve, en effet, dans le sens général de la vallée supérieure de l'Hers, alors que la vallée de Saint-Caprais n'est que dans une direction oblique. Le point du massif aux Récollets dut soutenir par conséquent la plus grande violence du choc. Il formait là, d'ailleurs, une sorte de coude, dont la partie convexe, relativement étroite, surplombait, en tranchée escarpée, la plaine de la Garonne déjà creusée. Les eaux venant de Naourse durent donc éprouver sur ce point moins de résistance de la part du massif, qu'elles attaquaient ainsi en travers, que de la part du plateau de Guilleméry et de Balma, qu'elles devaient creuser, en les séparant dans le sens de la longueur. « Bien que la partie de la vallée de l'Hers à Saint-Roch des Récollets n'offre aujourd'hui aucun cours d'eau naturel, dit M. Leymerie, il est extrêmement probable qu'elle en contenait jadis. On peut même présumer que

c'est par ce canal que coulaient autrefois presque toutes les eaux de l'Hers et que le vallon qui passe derrière les collines de Guilleméry, pour aboutir dans la plaine de Saint-Caprais, n'est qu'un sillon secondaire. C'est ainsi que les eaux qui affluaient autrefois entre le Pech-David et la colline de Montaudran ont dû contribuer au façonnement du sol qui supporte aujourd'hui la capitale du Languedoc<sup>1</sup>. »

Le savant géologue observe également que le dépôt limoneux, qui constitue la base occidentale de la colline de Guilleméry, n'a pas de gravier garumnien et doit être considéré comme ayant été formé par les eaux de l'ancien Hers, agissant sur une banquette diluvienne, façonnée antérieurement, comme une sorte de bourrelet, par les eaux des Pyrénées. « A l'époque, dit-il, où les eaux arrivant par la vallée de l'Hers dans la vallée de la Garonne ont rencontré ce bourrelet, elles l'ont entamé. Toutefois, elles n'ont pu réussir à le raser ; mais elles l'ont légèrement abaissé et façonné et l'ont même séparé des collines de Guilleméry par un sillon comblé plus tard<sup>2</sup>. »

Lorsque cette faible éminence qui devait servir d'assiette à la ville de Toulouse fut de nouveau réunie à la colline de Guilleméry par des alluvions limoneuses trop abondantes, les eaux n'eurent plus pour issue que leur lit actuel, et l'embouchure de la vallée de Saint-Caprais, d'abord secondaire, acquit l'importance qu'avait eue primitivement le débouché des Récollets.

Toulouse fut donc bâtie sur un terrain façonné d'abord par le diluvium de la Garonne et puis par celui de l'Hers. Elle s'étendit plus tard dans la partie la plus large, c'est-à-dire vers le nord. La Garonne, qui côtoie, depuis les Pyrénées jusqu'à Toulouse, les collines de la rive droite, change ici d'allure et dévie brusquement à gauche vers l'ouest, pour couler le long des coteaux opposés. La basse plaine qui forme la Grande-Lande va donc s'élargissant vers le nord ; aussi est-ce de ce côté que la ville prendra d'incessants accroissements.

1. *Notice géologique sur le pays toulousain.*

2. *Ibid.*

## III.

Les premiers remparts de la cité, allant du port de Bidou ou Vidou<sup>1</sup>, aujourd'hui port Saint-Pierre, au sommet de l'angle rentrant formé plus tard avec les murailles du bourg, laissèrent d'abord à l'extérieur, dans la Grande-Lande, la place où furent bâtis par la suite le Taur et Saint-Sernin; mais, au temps de la croisade contre les Albigeois (1208-1228), des paroisses entouraient, de ce côté, le quartier du bourg. Guillaume de Puylaurens nous dit que le comte de Montfort, qui s'était rendu maître de Toulouse, fit abattre les murs de la cité et les paroisses du bourg : « *muros civitatis et parietes burghi*<sup>2</sup> ».

On ignore à quelle époque avait été élevée cette enceinte en paroisses, mais il est permis d'affirmer qu'elle existait déjà en 1152, car, à cette date, le comte de Toulouse faisait défense aux revendeurs d'acheter des fruits en dehors des murs de la cité et des portes du bourg, « *extra muros civitatis vel extra portas suburbii*<sup>3</sup> ». Les portes dont il était question, et qui supposent évidemment que des murs entouraient alors le bourg, étaient les portes de « Pozonville, Matebiou et Villeneuve<sup>4</sup> ».

## IV.

Après la guerre des Albigeois, on ne voyait dans la Grande-Lande que des prairies délaissées, des bruyères arides et des marécages nombreux trop souvent alimentés par les fréquentes inondations de la Garonne et de l'Hers. Les champs en culture y étaient rares et l'on y apercevait à peine, de loin en loin,

1. Ainsi appelé du nom du propriétaire d'un *jardin* sur lequel il fut établi. La maison où logeait Bidou était une de celles qui furent remplacées par l'hôtel de la Bourse (anciens cadastres).

2. *Chronique*, ch. xv.

3. Catel, *Mém. de l'Hist. de Languedoc*, p. 131, et *Hist. des comtes de Toulouse*, p. 218.

4. Catel, *Mém. de l'Hist. de Languedoc*, p. 131.



quelques ormeaux chétifs alignés le long des prés et de vieux saules isolés, couchés sur des masses bourbeuses. Ce n'était guère qu'à sa limite extrême, du côté du nord, qu'on rencontrait d'épais taillis ou de hautes futaies.

Cette sorte de vaste pâturage, « désert artificiel créé par la guerre<sup>1</sup> », était traversé par des chemins étroits et boueux qu'on pouvait croire, en hiver surtout, avoir été faits pour empêcher les gens de passer.

Presque abandonnée alors, au point de vue de la culture, la Grande-Lande était aussi à peu près inhabitée. On n'y rencontrait que quelques vieilles « granges », construites en terre crue, où l'on retirait, le soir, les troupeaux de bœufs et de moutons, entretenus par la corporation des bouchers, pour l'alimentation de la ville, quelques mauvaises bordes en pisé, à demi recouvertes de lierre, autour desquelles erraient de rares travailleurs, et cinq ou six tuileries fumeuses, à moitié détruites ou semblant attendre des commandes qui ne venaient plus<sup>2</sup>. Les trois hameaux de Fontanes, de Matepezoul et de Montmazalger avaient été détruits.

Des hommes très compétents en matière d'histoire locale estiment cependant que la Grande-Lande avait été cultivée et même habitée antérieurement à la croisade des Albigeois. Le savant auteur des *Etudes sur le Languedoc* et de *La Conquête d'Albigeois*, en particulier, déclare, d'une manière expresse, qu'après la croisade, « un désert artificiel que la guerre avait fait resserrait la cité et le bourg dans leurs étroites limites, mais que plus anciennement cette plaine avait été couverte de cultures et d'habitations<sup>3</sup> ».

Nul doute qu'un tel sentiment ne doive être accepté par nous de confiance, étant donné la compétence toute particulière de celui qui s'est cru autorisé à l'émettre d'une façon aussi positive ; mais le lecteur n'a-t-il pas le droit de nous demander des documents précis qui l'établissent ? Sans doute, nous dira-t-il,

1. Roschach, *La conquête d'Albigeois*, p. 90.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

il n'est pas impossible que des colons aient anciennement mis en culture la Grande-Lande et qu'ils l'aient ensuite en quelque sorte abandonnée, pendant une longue période de dévastation, découragés qu'ils étaient par les violences et les pilleries des gens de guerre, c'est même probable; mais on en doit la preuve quand on écrit l'histoire. Il n'est malheureusement pas en notre pouvoir d'éclairer cette question du moindre renseignement inédit; toutefois, il nous paraît possible de mettre ce fait en lumière au moyen du *Cartulaire* et de l'*Inventaire des biens meubles et immeubles de l'abbaye de Saint-Sernin*, publiés l'un et l'autre par M<sup>gr</sup> Douais.

Ce que nous savons, d'autre part, des péripéties de cette guerre, qui accumula tant de ruines, nous permet d'affirmer que la Grande-Lande ne fut nullement épargnée.

Etablissons ce double fait.

Nous observerons tout d'abord que les mots *terre* et *champ* désignent, au *Cartulaire de Saint-Sernin*, des fonds à céréales. Aussi le mot *terre* n'y est-il qualifié que deux fois de « *frumentalis* » ou « *segalaris*<sup>1</sup> ». Quand la terre était en friche, la charte en fait mention : « *et terras cultas et incultas*<sup>2</sup> ». Il en était de même des honneurs ou domaines : « *honorem illum totum cultum et hermum*<sup>3</sup> ».

Le mot *terre* est pris quelquefois, il est vrai, dans un sens général et s'applique à l'ensemble d'un domaine et à la totalité des fonds<sup>4</sup>; mais quand il est employé dans un sens *particulier*, ce qui a lieu presque toujours, il désigne les fonds à céréales ou la partie labourable d'un domaine. Dans ce cas, il n'est pas rare, s'il s'agit de terres baillées à fief, qu'on stipule, dans la charte, les redevances *en grains* dues au seigneur et notamment la *tasque*, ce droit consistant en une redevance de cette nature qui ne s'appliquait qu'aux terres produisant des céréales<sup>5</sup>. On va même, dans quelques chartes, jusqu'à préciser

1. *Cartulaire*, charte n<sup>o</sup> 15, Appendice, et n<sup>o</sup> 382.

2. *Ibid.*, chartes n<sup>os</sup> 62 et 63.

3. *Ibid.*, chartes n<sup>os</sup> 34, 38, 39, 41, 115, etc.

4. *Ibid.*, chartes n<sup>os</sup> 12, 24, 26, 29, 31, etc.

5. M<sup>gr</sup> Douais, *Introduction au Cartulaire*, p. LXXXIII.

certaines conditions relatives à ces redevances et qui montrent bien que les fonds dont il s'agissait étaient alors des terres ensemencées : « *aripentum terre reddat tascam et decimum et feuatarius non debet TOLLERE BLATUM DE ISTO FEUO nisi consilio domini*<sup>1</sup> ». « *Donaverunt duas terras* » dont la redevance consistait en deux sols et deux setiers de seigle : « *duos solidos et duos sextarios de sigili*<sup>2</sup> ».

Quand le mot terre désigne ainsi les fonds ensemencés d'un domaine, il est donc employé sans qualificatif et il différencie de la sorte ces fonds des bois, prés, vignes, pacages, etc. Si une partie des terres labourables est en friche, on la distingue des terres cultivées : « *terras cultas et hermas, vineas, boscos, prata, pascua et aquas*<sup>3</sup> ».

La même observation s'applique aux *condamines* ou terres d'une certaine étendue. Quelques chartes expriment même la condition que ces fonds seront maintenus en état de culture : « *condaminam ad clericos Sancti Saturnini ..... in tali convenientia ut OMNI TEMPORE LABORENT EAM*<sup>4</sup> ». Il en est de même des honneurs ou entiers domaines : « *honorem cum terris, cum vineis, cum bosquis, cum pratis, cum pascuis*<sup>5</sup> ». Le mot terre distingue ici également les fonds ensemencés des bois, vignes, prairies, etc.

Ces précisions une fois bien établies, il est facile de constater que le Cartulaire de Saint-Sernin atteste, par le mot « *terre* » quand il ne le fait pas autrement, la mise en valeur d'un grand nombre de fonds, dans le vaste territoire de la Grande-Lande, de 844 à 1200.

On y signale, par exemple :

1° Dans le voisinage de Saint-Pierre-des-Cuisines, *le champ Radul* et, de là à la Garonne, des « *terres cultivées*<sup>6</sup> » ;

1. *Cartulaire*, charte n° 42.

2. *Ibid.*, n° 120.

3. *Ibid.*, n°s 43 et 62.

4. *Ibid.*, n° 144.

5. *Ibid.*, n° 170.

6. *Ibid.*, n°s 10, 88 et 561.



2° Au Pré long (entre les Minimes et la Garonne), plusieurs arpents de vigne et de vigne jeune « *malolis*<sup>1</sup> » ;

3° Près de la porte Arnaud-Bernard, des terres pour lesquelles six tenanciers payaient des oublies, preuves qu'elles étaient en valeur, et deux casaux ou maisons rurales<sup>2</sup> ;

4° Près de la porte des Croses, un jardin et des vignes<sup>3</sup> ;

5° A Saint-Quintin (Minimes)<sup>4</sup> plusieurs vignes<sup>5</sup> ;

6° Près de la porte Pouzonville, un honneur pour lequel on payait des redevances annuelles<sup>6</sup>, ce qui atteste son état de culture ;

7° A la punte (Croix des Trois-Cocus), une pièce de terre et des vignes<sup>7</sup> ;

8° A la Nauha Nigra (Négreneys), une pièce de terre<sup>8</sup> ;

9° A Nauza Nizac (au nord de Négreneys, partie dans le capitoulat de Saint-Sernin et partie dans celui de Saint-Pierre<sup>9</sup>), une condamine<sup>10</sup> ;

10° Dans le dîmaire de Saint-Sernin « *inter Ercium et Garonnam* », des vignes et des redevances sur certaines terres<sup>11</sup> ;

11° A Fontanes, à l'extrémité nord-ouest de la Grande-Lande, le long de la Garonne, des pièces de terre, plusieurs casaux, l'église de Sainte-Marie-Madeleine, des vignes et quelques îles<sup>12</sup> ;

1. *Cartulaire*, chartes nos 139, 500, et App., nos 66 et 67.

2. *Ibid.*, ch. nos 188 et 567. — Un casal était une maison rurale avec ou sans jardin. Voir charte n° 2, où on lit, à propos d'un chevalier : « *extra muros in eodem casale in quo ipse habitat.* »

3. *Ibid.*, chartes nos 86 et 128.

4. Catel., *Mém.*, p. 125.

5. *Cartulaire*, charte n° 128.

6. *Ibid.*, charte n° 20.

7. *Ibid.*, chartes nos 56, 404, et App., n° 32.

8. *Ibid.*, charte n° 41.

9. Cresty indique Nauza Nizac proche le Balat Salvan (aujourd'hui Raisin).

10. *Cartulaire*, charte n° 67.

11. *Ibid.*, chartes nos 50 et 51.

12. *Ibid.*, chartes nos 335 et 430. — Le dîmaire de l'église Sainte-Madeleine de Fontanes et la demi-seigneurie de ce nom avaient été donnés à

12° A la Sauveté de Matepezoul<sup>1</sup>, sur la rive gauche de l'Hers, près du pont Anet ou de Launaguet, une église, une maison curiale, un cimetière, un certain nombre de casaux, une forge, le tout formant un village « *in villa de Matapediculo* », ainsi que l'atteste la charte n° 591, des pâturages, des pièces de terre, plusieurs condamines assujetties à la *tasque* et par suite composées des terres à céréales, un moulin, des prés, trois arpents et demi de bois et des barthes<sup>2</sup> ;

13° Diverses pièces de terre et des vignes également signalées dans le voisinage de la Sauveté<sup>3</sup>, une condamine payant la *tasque*<sup>4</sup> et des terres assujetties à des redevances de même nature, c'est-à-dire en grains<sup>5</sup> ;

14° A Montmazelger (domaine de Saint-Caprais), une église, de nombreux casaux constituant un vrai village « *villa* »<sup>6</sup>, des terres, des vignes, des bois et deux moulins, comme il sera dit au chapitre relatif à ce domaine qui fait l'objet d'un grand nombre de chartes.

Nous n'avons signalé dans ce qui précède que les fonds que nous savons sûrement avoir appartenu à la Grande-Lande. Or, beaucoup d'autres, désignés sous des noms aujourd'hui ignorés, y étaient également situés. Nous en avons la preuve dans ce fait que l'*Inventaire des biens meubles et immeubles de l'abbaye de Saint-Sernin*, dressé le 14 septembre 1246 par Ber-

Saint-Sernin par Guillaume Raymond du Claux et par Aycard son frère, (Cresty, t. II, p. 88). Le chapitre Saint-Sernin et ses coseigneurs avaient établi à Fontanes des « *mességuiers* » ou gardes que le procureur du roi leur contestait le droit d'y maintenir. (*Id.*, t. II, p. 89.)

1. Cette sauveté fut établie par Pierre Punchet, prévôt de Saint-Sernin, et par Bernard-Arnaud et ses fils (*Cart.*, ch. n° 548). Elle se trouvait sur la rive gauche de l'Hers : « *citra Yrcium* » (ch. n° 581), près du pont de Launaguet (ch. nos 562 et 551).

2. *Cartulaire*, ch. nos 1, 350, 389, 551, 555, 557, 558, 562, 563, 571 à 578, 581, 584, 586, 587, 589, 590, 595 à 597.

3. *Ibid.*, chartes nos 552, 553 et 562.

4. *Ibid.*, n° 578.

5. *Ibid.*, n° 581.

6. Les casaux y étaient en nombre tel que la charte n° 112 désigne déjà Montmazelger comme un village, « *villa* ». M<sup>gr</sup> Douais veut même que, dans le *Cartulaire*, ce mot signifie ville (Introd., p. xciv).

nard II de Gensac ou Gentiac, nous signale certains fonds ou domaines compris dans le dîmaire de Saint-Sernin et situés par conséquent dans la Grande-Lande, qui en formait la partie hors ville, ce que le cartulaire nous aurait laissé ignorer. L'*Inventaire* est donc, à ce point de vue, un document précieux qui vient compléter le *Cartulaire*.

On doit observer, il est vrai, que l'*Inventaire* est postérieur de vingt ans à la guerre des Albigeois et que la culture des fonds, dont il établit la preuve, pourrait bien, de ce chef, n'avoir été entreprise qu'après la croisade ; mais il n'en est pas ainsi, car, en se reportant au *Cartulaire*, on y trouve ces même fonds également désignés comme étant en culture. Ils l'étaient donc avant la guerre, puisque le *Cartulaire* n'arrive qu'à l'année 1200. C'est ainsi que leur mention dans l'*Inventaire* établit qu'ils étaient situés dans la Grande-Lande, puisqu'ils faisaient partie du dîmaire de Saint-Sernin, dont celle-ci constituait en entier la partie hors ville, et que le *Cartulaire* atteste leur état antérieur de culture. En parcourant l'*Inventaire*, nous indiquerons en note les chartes du *Cartulaire* se rapportant aux mêmes fonds, quand ils seront mentionnés dans ces dernières comme étant en culture. Par ce moyen la vérité de notre thèse se dégagera d'elle-même.

L'*Inventaire* s'ouvre par la nomenclature des biens agricoles du dîmaire dont les limites se confondaient avec celles de la paroisse Saint-Sernin, que nous fait connaître exactement la charte n° 68 du *Cartulaire*. Ils constituaient des maisons et des terres.

Les maisons n'étaient guère qu'au nombre de six, dont une avec jardin<sup>1</sup>. Les terres comprenaient : la condamine de Gramelon, de 12 arpents ; celle de Garrigola, de 12 arpents de terre et de 2 1/2 de vigne ; la condamine du Colombier Béroard, de 4 arpents de terre<sup>2</sup> ; le jardin d'Arnaud-Bernard ; le jardin et

1. *Inventaire*, n°s 1 et 2.

2. En 1194, l'abbaye ne possédait là qu'un arpent et demi de terre. Elle était cultivée et fut donnée à fief pour 9 deniers d'oublie et autres redevances seigneuriales (*Cart.*, App., ch. n° 63).



4 arpents de terre de Castel-Moton<sup>1</sup>; un jardin de 1 arpent à la Verge d'or; le quart de la condamine de Saint-Exupère, d'une contenance de 13 arpents 1/2 de vigne et de 1 arpent de terre; le quart de Bellolmel<sup>2</sup>, d'une contenance de 8 arpents; le quart de 1 arpent 1/2 de terre au même lieu; le quart de 6 arpents à l'Olmel de l'oratoire; le quart de 1 arpent à Castel-Moton<sup>3</sup>; le quart de 1 arpent de vigne aux Graviers<sup>4</sup>; le quart de 2 arpents à la porte des Croses; 2 arpents de vigne tenus par Pressac et 1 arpent de vigne au canal de Brocq<sup>5</sup>.

La métairie de l'Olmel comprenait 8 arpents de terre, 1 arpent 1/2 de vigne, 2 arpents de terre aux Combes, 2 arpents de terre, un pré et 4 cartonnats de terre<sup>6</sup> à l'Olmel; et 6 cartonnats au-dessus du chemin de Launaguet et du chemin de Matepezoul<sup>7</sup>.

Les possessions de Montmazalger, de Matepezoul et de Fontanes, quoique situées dans la paroisse Saint-Sernin et dès lors dans le dîmaire, à l'extrémité septentrionale de la Grande-Lande, ne sont pas comprises par l'*Inventaire* au nombre des fonds agricoles du dîmaire de Saint-Sernin de Toulouse. En effet, ces trois terroirs avaient chacun leur église et un *dîmaire propre*, comme l'attestent l'*Inventaire* pour Montmazalger et Fontanes<sup>8</sup>, et le *Cartulaire* pour Matepezoul<sup>9</sup>. On les signale à l'*Inventaire* après les biens mobiliers de l'abbaye. Citons ce qui les concerne puisqu'ils appartenaient au territoire qui fait l'objet de cette étude.

1. *Cartulaire*, chartes nos 82 et 100.

2. *Ibid.*, chartes nos 7, 8, 72, 79, 129, 500.

3. *Ibid.*, charte n° 82.

4. *Ibid.*, charte n° 30, et App., n° 504.

5. *Inventaire*, n° 1.

6. Terre pouvant recevoir une semence de 4 cartons de grains. Le carton valait 4 setiers.

7. *Inventaire*, n° 2.

8. *Inventaire*, n° 48 et n° 54 : « *Cum ecclesia S. Caprasii et decimario* »... « *Et ecclesia Sancte Marie Magdalene de Fontanis cum toto decimario.* »

9. *Cartulaire*, charte n° 691 : « ... *in toto decimario de Mata pediculum.* »

I. « *Boaria de Montemazauguerio cum omnibus terris et vineis, et edificiis ejusdem, et cum ecclesia Sancti Caprasii et decima(rio) que ecclesia est; dicta boaria est proprietas monasterii Sancti Saturnini; et C. et XIII. instrumenta (titres) dicte boarie; et sunt similiter ibidem III<sup>or</sup> tonelli, et II<sup>o</sup> cubiculod et I. cuba et I. archa, et I. torcular, et III<sup>es</sup> boves, et I. arratrum completum<sup>1</sup>. »*

Les nombreux casaux que signalait auparavant le *Cartulaire* et qui constituaient un village, « *villa* », ne sont pas mentionnés. Ils n'existaient donc plus, à moins qu'on n'ait entendu les désigner par le mot « *edificiis* », ce qui ne paraît pas vraisemblable, ce mot s'appliquant simplement, d'après le texte lui-même, aux constructions de la métairie. Doit-on imputer la disparition de ces casaux à la guerre des Albigeois ou faut-il l'attribuer à une autre cause? Nous l'ignorons. Mais, puisque ces casaux existaient avant la guerre et qu'ils avaient disparu quand elle eut pris fin, il nous semble permis de conjecturer que celle-ci n'y avait pas été étrangère.

II. « *Boaria de Mata... (pediculo) cum terris et vineis et edificiis suis est proprietas dicti monasterii et sunt ejusdem boarie CC<sup>ta</sup> et LXX. et VIII. instrumenta, et sunt in dicta boaria CXC<sup>ta</sup> oves et XXX. et II<sup>o</sup> agni et II<sup>e</sup> asine cum basto et III. cartones et III. eminas de frumento (cart) ones et dimidium de mestura, et III. cartones de ordeo, et X. cartones de seligine et unus carton de avena et V. tonelli et I. cubiculod et II<sup>o</sup> tonelli fragiles et II<sup>e</sup> cube et V<sup>e</sup> comporte et III<sup>or</sup> arche et V. calderas et I. padena et tripodia et III. ligones, et duas ferratas, et II<sup>e</sup> culcitre de pluma, et III<sup>or</sup> cervicalia, et XI. flasadas, et I. banoa, e una toale, et molandimum preparatum de molis et ferro, e nadila, et securi, et taravera, et taraire, et scalpre... I. archa, et I. serra, et I. marga, et I. eia, et VII. sol. minus uno denario obliarum<sup>2</sup>. »*

1. *Inventaire*, n<sup>o</sup> 48. — Voir les nombreuses chartes du *Cartulaire* relatives à ce domaine. On y constatera qu'une grande partie se trouvait en culture à cette époque.

2. *Inventaire*, n<sup>o</sup> 49. — Voir au *Cartulaire* les chartes relatives

L'église signalée précédemment par le *Cartulaire*, ainsi que le cimetière, la maison curiale et les nombreux casaux, formant un village<sup>1</sup>, ne sont pas mentionnés. Tout cela avait disparu, probablement par le fait de la guerre. La Sauveté n'existait plus et il n'en restait qu'une simple métairie, mais néanmoins assez importante, puisqu'on y signale un troupeau de cent quatre-vingt-dix brebis et trente-deux agneaux, de même qu'une quantité de grains relativement considérable.

III. « *Et boaria de Fon]ntanis cum medietate terrarum est similiter proprietas dicti monasterii; et sunt LXX.VI. instrumenta dicte boarie. Et ecclesia Sancte Marie Magdalene de Fontanis cum toto decimario est similiter dicti monasterii*<sup>2</sup>. »

La métairie de Fontanes était située en dehors du territoire de Toulouse : « *et exinde usque ad boariam de Fontanis exclusive*<sup>3</sup> ». Mais elle faisait partie de la paroisse Saint-Sernin<sup>4</sup>.

Il en était de même de Montmazalger. Ce domaine était situé sur la rive droite de l'Hers et de la Sausse. Il n'appartenait donc pas au territoire de la ville. La métairie faisait partie néanmoins de la paroisse Saint-Sernin. Une contestation s'étant élevée entre le chapitre Saint-Sernin et le curé de Saint-Jean au sujet de l'administration des sacrements dans cette métairie, l'officialité diocésaine se prononça en faveur du chapitre et fit défense au curé de les administrer dans la métairie<sup>5</sup>.

Matepezoul, au contraire, faisait partie à la fois et du territoire de Toulouse et de la paroisse Saint-Sernin, la Sauveté se

à la sauveté de ce nom. On y constatera que la culture y était en honneur.

1. Nombreuses chartes relatives à la sauveté de Matapédul indiquées plus haut.

2. *Inventaire*, n° 54. — Voir au *Cartulaire* la charte n° 335, où l'on peut constater qu'il y avait « *tascas de terris et quartum de vineis... decimas de Fontanis* ».

3. *Coutume de Toulouse*.

4. *Cartulaire*, charte n° 68.

5. Archives de la Haute-Garonne. Fonds de Saint-Sernin (Cresty, t. I, p. 242. — D'autre part, une enquête du 13 mai 1544 établit que la métairie ne faisait pas partie du gardiage.



trouvant tout entière sur la rive gauche de l'Hers : « *Ita est Salvitā usque in Ers per totum* »... « *citra Yrcium*<sup>1</sup> », près du pont de Launaguet<sup>2</sup>.

Si les trois hameaux de Montmazalger, de Matepezoul et de Fontanes eurent tant à souffrir de la guerre, qui les réduisit à n'être plus que de simples métairies, que dut-il en être des domaines moins éloignés de l'enceinte de la ville !

Il est certain, d'autre part, qu'il existait de nombreuses terres cultivées et des vignes, à côté des divers fonds constituant le domaine propre de l'abbaye, comme l'attestent les nombreuses chartes qui les signalent, à titre de confronts. Celle-ci n'avait pas d'ailleurs évidemment le monopole de la culture.

Il nous paraît donc résulter des faits qui précèdent que la Grande-Lande était déjà défrichée, dans une large mesure, au commencement du treizième siècle, mais que les habitations y furent, à cette époque, assez peu nombreuses, en dehors des trois hameaux de Montmazalger, de Matepezoul et de Fontanes, où même les divers casaux n'existaient plus après la croisade. Or, si la Grande-Lande était ainsi en culture au moment de la guerre des Albigeois, et si on peut affirmer d'autre part qu'elle ne fut ensuite « qu'un désert artificiel », c'est bien à la guerre qu'il faudra en attribuer la dévastation et la ruine. Telle est, du reste, l'opinion de M. Roschach. Cependant, ce point d'histoire peut s'établir au moyen des faits, mieux encore que par voie de déduction ou d'autorité. Citons-en quelques-uns.

## V.

La guerre des Albigeois avait dévasté les alentours de Toulouse. La Chronique de Guillaume de Puylaurens, l'Histoire anonyme et la Chanson de la croisade en témoignent expressément. Comment la Grande-Lande qui constituait une notable partie du gardiage aurait-elle été épargnée ?

1. *Cartulaire*, chartes nos 548 et 581.

2. *Ibid.*, chartes nos 551 et 562.

Lorsque Simon de Montfort, après avoir franchi l'Hers avec son armée à Montaudran, parut pour la première fois devant Toulouse, il vint s'établir sur le territoire de la Grande-Lande et il y séjourna plus d'un mois. Guillaume de Puylaurens rapporte, en effet, que « l'armée des pèlerins dressa ses tentes en face du bourg (donc dans la Grande-Lande) et entourra presque toute la cité<sup>1</sup> ». Il ajoute que les assiégeants avaient fait main basse sur les paysans et dévasté la campagne. « Au bout de quarante jours le siège fut levé et les pèlerins s'en retournèrent en ravageant les moissons et les vignes<sup>2</sup>. »

La Chanson de la croisade atteste le même fait.

« Al matinet a l'alba cant lo jorn pareilh clar  
« Cant ayron xv jorns las vinhas fat talar<sup>3</sup>.

Il avait été facile aux croisés de ruiner ainsi la Grande-Lande, où ils campaient, car, lors du premier siège dont il est ici question, ils possédaient, au témoignage de la Chanson, quatorze mille chevaux<sup>4</sup>.

L'*Histoire anonyme* n'est pas moins formelle. « Quand a vist lo dit Comte de Montfort que daquels de la dita vila no se podio venjar autramen a faict armar ung grand tast de sas gens per anar abyssar et destruire toutas las vinhas et blats que lara eran, laquala causa fonc grand pietat de veser lo dit mal que feguen per los dits blats et vinhas ; car tot ho boteguen a perdition car feguen rompre et copar las ditas vinhas, per far fagots, et aysso per emplanar les valats de la dita vila<sup>5</sup>. »

Lorsque le comte de Toulouse eut repris possession de la ville, pendant l'absence de Simon de Montfort en 1217, celui-ci revint en toute hâte et il eut encore recours à la même tactique :

1. *Chronique*, chap. xviii. Catel dit : « Il dressa ses tentes à l'endroit du bourg » (*Hist. des comtes de Toulouse*, p. 266).

2. *Ibid.*

3. Fauriel, *Hist. de la croisade*. Chanson, LXXXIII.

4. *Ibid.*, LXX, et Catel, *Hist. des comtes de Toulouse*, p. 244.

5. P. 39.

dévaster les alentours. Guillaume de Puylaurens atteste que, « renforcé par la venue de nouveaux pèlerins, il put faire face soit aux attaques du côté de la ville, soit *aux chevauchées du côté de la campagne*<sup>1</sup> ». Il possédait alors, dit la Chanson, soixante mille hommes, et si le principal effort fut tenté vers la porte Montoulieu, il est évident qu'une armée aussi nombreuse ne put pas se concentrer sur ce seul point. Catel déclare du reste avoir vu un acte de cette époque « *faict au camp catholique près de la porte Saint-Sernin*<sup>2</sup> ». Nous savons aussi par l'*Histoire anonyme* que Montfort avait tenté une sérieuse attaque contre la porte Serdane : « Es estat delibérat de anar assailhir los que eran a la porta Sardana. » Or cette porte était une porte du bourg, la porte Matabiau ou la porte Villeneuve, s'ouvrant l'une et l'autre sur la Grande-Lande. Un acte cité par Mazzoli, dans *Le Vieux Toulouse disparu*, parle en effet de la « *Carraria de Mirabel sive ulmi Serdane* ». Or, deux rues du bourg portaient le nom de Mirabel, la rue Matabiau (à présent Rémusat)<sup>3</sup> et la rue Rivals. La première aboutissait à la porte Matabiau et la seconde, nommée aussi de Négogoussés<sup>4</sup>, après avoir obliqué à gauche et tourné à droite, se terminait à la porte Villeneuve. C'était dans l'une de ces rues que se trouvait, d'après le texte cité, l'olme Serdane et par suite la porte de ce nom ne pouvait être que la porte Matabiau ou la porte Villeneuve. En venant attaquer cette porte, ce fut donc dans la Grande-Lande que les croisés se déployèrent.

La Chanson de la croisade fait également mention de « *chevauchées à la campagne* ». « La veille de la Pentecôte, dit Fauriel, le comte Simon se leva de grand matin; dès l'aube, il se mit à la tête de ses belles compagnies de guerre pour détruire les vignes et les autres cultures<sup>5</sup>. » Le *Cartulaire* atteste qu'il existait beaucoup de vignes dans la Grande-Lande.

1. *Chronique*, chap. xxx.

2. *Hist. des comtes de Toulouse*, p. 313.

3. Archives de Toulouse, cad. du capit. de Saint-Sernin de 1478, p. 4 v<sup>o</sup> et p. 7 v<sup>o</sup>, et cad. *id.* de 1571, CC, n<sup>o</sup> 1674.

4. *Ibid.*, p. 36 v<sup>o</sup>.

5. *Hist. de la croisade*. Chanson, vers 7734-37.



Guillaume de Puylaurens raconte comment fut effectuée la dévastation de la ville et de ses alentours par les croisés, lors du dernier siège, en 1227. « Les croisés se livrèrent à un terrible labeur : les uns fauchaient les blés, d'autres se servaient de pics de fer pour démolir les tours et les murailles des maisons fortes; enfin, un plus grand nombre était employé à arracher les vignes. Ils commençaient le dégât par les vignes les plus rapprochées de la ville, à l'heure où les habitants étaient à peine éveillés; ils se retiraient ensuite dans la direction du camp, suivis pas à pas par les troupes en bataille, tout en continuant leur œuvre de destruction. Ils agirent de même chaque jour, pendant trois mois environ, jusqu'à ce que la dévastation fut à peu près complète<sup>1</sup>. » « ... *Les croisés ne se retirèrent que lorsque la dévastation du territoire fut achevée*<sup>2</sup>. »

Il est donc certain que la Grande-Lande, qui constituait une partie considérable de ce territoire et où se porta et campa l'armée des croisés en plusieurs circonstances, fut alors absolument ravagée et ne constitua plus que « le vaste désert artificiel créé par la guerre », dont parle l'auteur de la *Conquête d'Albigeois*.

## VI.

Les murs de la ville démolis à la fin de la croisade, conformément au traité de Paris<sup>3</sup>, ne paraissent avoir été relevés qu'un siècle plus tard, lors des invasions anglaises, au début de la guerre de Cent ans. En 1346, on obtenait de Jean de France, fils aîné de Philippe VI de Valois et plus tard roi de France sous le nom de Jean le Bon, des lettres datées d'Agen, permettant d'entourer la ville de murailles, fossés et autres fortifications qu'on jugerait nécessaires pour sa défense<sup>4</sup>. L'année suivante ces lettres étaient confirmées par le roi<sup>5</sup>.

1. *Chronique*, chap. xxxviii.

2. *Ibid.*, chap. xxxix.

3. Catel, *Hist. des comtes de Toulouse*, pp. 338 et 341.

4. Archives de Toulouse, AA5, 274, et Catel, *Mém. de l'Histoire de Languedoc*, p. 142.

5. *Ibid.*, p. 142.

Lafaille nous apprend « qu'on ne suivit le tracé des vieilles murailles (à partir du Château Narbonnais) que jusqu'à l'angle rentrant qui était à la porte Villeneuve et, qu'arrivé en cet endroit, on se détourna pour enfermer dans la ville la plus grande partie du bourg<sup>1</sup> ». Ce fut donc de la porte Villeneuve que partit la nouvelle enceinte destinée à protéger le bourg. Elle suivait à peu près la ligne actuelle de nos boulevards. (Voir le plan qui forme l'en-tête de ce chapitre.)

On construisit la nouvelle enceinte pour que la ville fût en état de se défendre contre les Anglais qui ravageaient alors toute la France. « Ce fut lors, dit Catel, que les capitouls enfermèrent le bourg dans leur closture pour le garantir des courses des Anglais<sup>2</sup>. »

Le roi autorisa, en 1354, pour une œuvre aussi considérable et qui devait exiger un travail de plus d'un siècle<sup>3</sup>, un impôt spécial de 2 deniers par livre sur les vivres et denrées transportés à Toulouse pour y être vendus, et cet impôt fut plusieurs fois prorogé<sup>4</sup>. Il voulut d'ailleurs contribuer à cette construction en accordant à la ville, une première fois en 1345, la valeur de 500 livres de bois à prendre dans la forêt domaniale du Fousseret et, une seconde fois en 1353, 100 arpents de menu bois de la même forêt pour cuire la brique nécessaire et 3 arpents, « même 4 », de gros bois pour faire des engins de guerre<sup>5</sup>. En 1350, il avait accordé une gabelle temporaire pour établir « les cloustures, fossés et autres fortresses<sup>6</sup> » et, en 1369, il faisait don, pour le même objet, du tiers des impositions de la ville<sup>7</sup>.

Les remparts laissèrent hors ville une partie du bourg et,

1. *Annales de la ville de Toulouse*, t. I, p. 89.

2. *Mém. de l'Histoire de Languedoc*, p. 131.

3. L'enceinte ne fut terminée qu'en 1507 (Lafaille, *Annales*, t. I, p. 301).

4. Archives de Toulouse, AA35, 95 et 101. Le roi avait déjà accordé, pendant trois ans, 4 deniers par livre en 1345 (Arch. de Toulouse, AA35, 62).

5. Arch. de Toulouse, AA35, 62 et 107, et AA45, 19.

6. *Ibid.*, AA35, 95.

7. *Ibid.*, AA36, 33.

entre autres, plusieurs édifices importants, comme le couvent des Augustins, situé près des fossés hors de la porte Matabiau<sup>1</sup>; celui de Sainte-Croix ou de Saint-Orens, dans le barris de Pouzonville<sup>2</sup>; les Carmes, au faubourg du Château Narbonnais<sup>3</sup>; les Trinitaires, au faubourg Saint-Michel<sup>4</sup>. Les religieux de la Merci<sup>5</sup>; ceux de la Pénitence de Jésus, près de la porte Ville-neuve<sup>6</sup>; la chapelle de Saint-Antoine-de-Lézat, près du Château Narbonnais<sup>7</sup>; celle de Nazareth<sup>8</sup>; et plusieurs autres<sup>9</sup> restèrent également à l'extérieur.

Catel relate ce fait sur la foi de plusieurs « actes trouvés dans les archifs des églises ou monastères de Tolose<sup>10</sup> ».

Les faubourgs, ainsi distingués de la cité et du bourg, se nommaient *Barris*, du mot *barium*, qui signifie, en langue provençale, murailles de la ville. « Il y a différence, dit Catel, entre bourg et fauxbourg, car le fauxbourg est au lieu où le bourg finit et où il défaut, d'où il semble avoir pris son nom de fauxbourg. Le fauxbourg est nommé, en langue tolosaine, *Barris*. Donque *Barrium* estoit hors le bourg et hors la closure de la ville et du bourg<sup>11</sup>. »

Une transaction passée entre le chapitre Saint-Sernin et le syndic des religieux de Sainte-Croix ou de Saint-Orens nous apprend qu'en l'année 1356, le sénéchal, les officiers du roi et les capitouls portèrent une ordonnance, aux termes de laquelle les faubourgs devaient être rasés, pour les empêcher de tomber entre les mains des Anglais. Catel en cite le texte et le fait suivre de quelques lignes empruntées à une transaction intervenue, le 13 mars 1358, entre le chapitre Saint-Etienne et

1. Catel, *Mém. de l'Histoire de Languedoc*, p. 202.

2. *Ibid.*, p. 131 et 265.

3. *Ibid.*, p. 237.

4. *Ibid.*, p. 239.

5. *Ibid.*, p. 218.

6. *Ibid.*, p. 113.

7. *Ibid.*, pp. 113 et 131.

8. *Ibid.*, p. 113.

9. *Ibid.*, p. 113.

10. *Ibid.*, p. 113.

11. *Ibid.*, p. 130.



Pons, abbé de Lézat, où le même fait se trouve relaté. Il ajoute qu'en effet « on ruina entièrement les Barris ou fauxbourgs, afin que l'ennemi ne s'en saisît<sup>1</sup> ». On s'était résolu à une mesure aussi radicale à la suite d'une surprise dont la ville faillit être victime l'année précédente. Les Anglais, sous le commandement du Prince Noir, étaient venus subitement et sans qu'on s'y attendît menacer Toulouse, et ils ne s'étaient détournés que par crainte d'une trop forte résistance, pour aller livrer au pillage et brûler Castanet, Baziège, Montgiscard, Miremont, Villefranche, etc., et marcher ensuite sur Carcassonne. Dès qu'ils furent éloignés, on se résolut à sacrifier sans pitié les faubourgs. L'ordonnance reçut son exécution et, la pioche faisant son œuvre, les faubourgs furent complètement rasés.

Ce fut alors que disparurent à tout jamais, avec les églises et les couvents signalés plus haut, toutes les maisons particulières qui se trouvaient construites en dehors de l'enceinte et, parmi elles, le Consistoire et le Verger de la Gaie-Science<sup>2</sup>.

En 1552, lors de la guerre entre François I<sup>er</sup> et Charles-Quint, on abattra de nouveau toutes les constructions avoisinant les remparts, en vue de la mise en défense de la ville<sup>3</sup>.

A toutes les ruines qu'avait ainsi accumulées près de l'enceinte la guerre de Cent ans, il faut ajouter la destruction par les troupes anglaises des maisons bâties dans la campagne depuis la croisade, puisque le cadastre de 1478 n'en signale qu'un nombre insignifiant, et une nouvelle dévastation de la Grande-Lande. Cette guerre fut, en effet, un temps d'épreuve pour l'agriculture, dans notre sud-ouest. Du Peyrat, directeur de la ferme-école des Landes, qui a fait une étude sur les prix des blés depuis le treizième siècle, nous en fournit une preuve indiscutable. Il fait remarquer que, de 1426 à 1459 par exemple, la moyenne du blé s'éleva à 9 francs, tandis qu'après la

1. Catel, *Mém. de l'Histoire de Languedoc*, pp. 131 et 265.

2. Ponsan, *Histoire de l'Académie des Jeux Floraux*.

3. Roschach, *Invent. des arch. de Toulouse*, p. LIII.

guerre, de 1462 à 1495, la moyenne ne fut plus que de 2 fr. 88 c. seulement<sup>1</sup>.

Sans doute, les grandes batailles se livrèrent loin du Languedoc et de sa capitale; mais on se ferait une fausse idée de la part prise par notre Midi à cette lutte séculaire si l'on se persuadait que Toulouse n'en eut pas à souffrir. « S'il n'y eut pas de journées décisives, écrit M. Roschach, les petites actions militaires y furent nombreuses, les Anglais s'étant établis dans plusieurs postes fortifiés, heureusement choisis et à proximité<sup>2</sup>. » Les villages avoisinants avaient pourvu d'ailleurs à leur sécurité « en concluant avec l'ennemi des espèces d'accord désignés sous le nom de *patis*, en vertu desquels ils s'interdisaient tout acte d'hostilité et consentaient même des fournitures, à l'amiable, de vivres et d'approvisionnements<sup>3</sup> ».

Un Mémoire au Parlement de Paris atteste « qu'à une, deux et quatre lieues... iceulx ennemis pouvoient venir jusqu'aux portes de Toulouse, ce dont la cité eut à souffrir dommages infinis<sup>4</sup> ».

En dehors de ces faits, dont quelques-uns concernent le gardiage complet de la ville, nous n'avons pu découvrir d'autres documents concernant la situation particulière de la Grande-Lande durant la guerre de Cent ans. Il nous faut tout laisser à l'imagination et arriver d'un bond de 1246, date de l'*Inventaire* de Bernard II de Gentiac, à l'année 1478, où fut dressé le plus ancien cadastre qui nous soit parvenu. Plus qu'aucun autre, ce cadastre établira la preuve que le défrichement de la Grande-Lande y avait créé la petite propriété et que la culture s'y était à peu près généralisée. Nous l'établirons au chapitre suivant.

1. *Journal des propriétaires ruraux*, janvier 1854.

2. *Invent. des arch. comm. de Toulouse*, p. XXI.

3. *Ibid.*

4. Arch. de Toulouse, FF. 24.

## CHAPITRE II.

### La Grande-Lande depuis la guerre de Cent ans jusqu'en 1690.

Situation agricole de la Grande-Lande après la guerre de Cent ans. — Obstacles au progrès de la culture. — Rareté de la main-d'œuvre. — Maintien exagéré des pâturages communs : nombreux et vastes communaux. — Mauvais état des chemins. — Défaut de sécurité. — Les cadastres de 1478 et 1571. — Morcellement extraordinaire du sol au quinzième siècle. — Concentration de la propriété foncière au seizième siècle. — Nouvel obstacle suscité par les guerres de religion. — Les trêves de labourage. — Henri IV ménage plus de sécurité aux agriculteurs et s'efforce de porter remède à la situation très obérée où la guerre intestine les avait laissés. — La peste de 1628 à 1632 cause l'abandon d'un grand nombre de terres. — Les cadastres de 1669 et 1690.

Pour rechercher utilement quelle fut la situation agricole de la Grande-Lande, dans la période de plus de deux siècles (1453-1690) qui va faire l'objet de ce chapitre, il est indispensable de connaître les mesures agraires anciennement en usage à Toulouse. Les voici, d'après La Roche-Flavin : l'arpent contenait 24 perches carrées et la perche carrée 14 pans carrés; il se divisait en 4 mézaillades ou pugnérées; la mézaillade ou pugnérée en 2 pogézats et le pogézat en 4 boisseaux<sup>1</sup>.

La Roche-Flavin observe que, de son temps (1552-1627), « *le vieil arpent* » n'était que de 3 mézaillades ou pugnérées.

Lorsque la guerre de Cent ans eut pris fin (1453), la culture de la Grande-Lande fut reprise dans des conditions plus favorables. On allait désormais se livrer aux travaux agricoles avec

1. *Arrêts notables*, p. 225. — Ces mesures concordent avec celles qui sont données dans une « *Instruction pour mesurer le sol des maisons et les terres du gardiage*, du 16 janvier 1550 ». On y lit que « dans la campagne on mesurera à l'arpent de Toulouse, contenant 24 perches carrées de 14 pans de longueur » (Arch. de Toulouse, AA 13, 268).



plus de sécurité, mais non cependant sans quelques graves difficultés qui se perpétuèrent pendant près de deux siècles. Parmi les principales il faut signaler : la rareté de la main-d'œuvre, le maintien un peu exagéré des pâturages communs, le mauvais état des chemins, le défaut de sécurité pour les colons qui auraient tenté de s'établir sur leurs terres et les dissensions intestines des guerres de religion et de la ligue.

## I.

La rareté de la main-d'œuvre se fit d'abord sentir. Les maladies épidémiques, la disette, plusieurs inondations et l'incendie des deux tiers de la ville en 1463 avaient fait un si grand nombre de victimes et causé tant de désastres que Toulouse en fut ruinée et dépeuplée. « En 1472, Louis XI avait accordé l'exemption du droit d'aubaine à la ville de Toulouse dévastée par la mortalité, l'inondation et l'incendie<sup>1</sup> », afin d'en favoriser le repeuplement. Ses lettres portaient que « icelle ville avoit esté et estoit fort dépeuplée et désolée, laquelle ne se pouvoit bonnement restaurer et repeupler sinon que les étrangers y voulussent demeurer<sup>2</sup> ». Les capitouls s'étaient plaints que, par crainte de ce droit, les étrangers ne fussent empêchés de se fixer à Toulouse et d'y acquérir des biens<sup>3</sup>, et le roi avait concédé à tous ceux qui viendraient s'y établir la faculté de disposer de leur fortune mobilière ou immobilière par testament<sup>4</sup>.

La diminution de la population urbaine à cette époque ne peut donc pas être contestée.

D'autre part, le territoire de la Grande-Lande, par suite des défrichements antérieurs, comprenait un nombre considérable de petits champs, que leurs propriétaires avaient fait valoir

1. Archives de Toulouse, AA 3, 280.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 259.

3. Archives de Toulouse, AA 3, 280.

4. *Ibid.*

jusque-là directement. Ainsi, en 1478, le gardiage seul du capitoulat de Saint-Sernin comptait exactement sept cent treize fonds isolés, formant une contenance totale de 1.469 arpents et 2 mézaillades, alors que les vingt-sept bordes, petites ou grandes, comprenant le reste de ce territoire, ne représentaient que 1.104 arpents et 1 pugnérée. Or, la majeure partie des terres isolées appartenait à des ouvriers de la ville, principalement à des brassiers, ainsi que l'atteste le cadastre de 1478<sup>1</sup>. Si donc l'on considère que les maladies épidémiques<sup>2</sup> avaient sévi tout particulièrement dans la classe ouvrière qui n'avait pu fuir, on comprendra que les bras fissent défaut. Aussi le cadastre signale-t-il parfois des champs abandonnés et en friche. Ce cadastre constitue pour nous un document du plus haut intérêt. Nous nous y arrêterons un instant.

## II.

Plusieurs faits se dégagent de ce cadastre : le défrichement très avancé de la Grande-Lande à cette époque ; le morcellement extraordinaire du sol ; l'insuffisance de la culture, d'une façon générale ; la non-résidence des travailleurs sur leurs terres, sauf quelques exceptions ; la perception de la taille d'après les revenus et non suivant la qualité des fonds. Ce qui va suivre établira la vérité de ces faits, sans que néanmoins nous ayons l'intention d'en faire une démonstration méthodique.

Il n'existait pas d'habitations, le long des fossés de la ville, dans le gardiage du capitoulat de Saint-Sernin, en 1478, et on n'y comptait aussi que peu de terres cultivées. Ainsi, entre la porte Villeneuve et la porte Matabiau, aucune maison n'est signalée. Il en est de même entre la porte Matabiau et la porte Pouzonville, où l'on voit à peine deux champs en culture et quelques jardins. Le cadastre ne mentionne pareillement que

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623.

2. La peste exerça encore de grands ravages à Toulouse en 1501, 1506, 1517, 1520 à 1525, 1528, 1556 et 1559.

quelques jardins et deux petites bordes de 2 ou 3 arpents entre la porte Pouzonville et la porte Arnaud-Bernard, de même qu'un petit nombre de champs cultivés, en allant de cette dernière vers Saint-Roch-des-Minimes. Certaines lacunes correspondent sans doute à diverses parcelles du domaine royal, qui n'avaient pas à figurer au cadastre<sup>1</sup>. Devant la porte Arnaud-Bernard et un peu à l'est existait un vacant où se tenait chaque vendredi le marché aux bestiaux : « Davant la dito porto es lo mercat del bestial tous les divendres et per so es aquo apelat lo Mercadal et es inutil car es cominal de la villa<sup>2</sup>. »

Si les abords de l'enceinte étaient assez peu cultivés, le reste de la Grande-Lande l'était bien d'avantage ; cependant cette culture restait parfois notoirement insuffisante. On ne peut s'empêcher de constater, en effet, que beaucoup de fonds étaient très peu productifs. On observe, par exemple, que, en avant de la porte Villeneuve et en allant vers Bellegarde<sup>3</sup>, près de la Croix de Montrabe et de l'Hers (voir la carte au ch. iv), certaines terres avaient été allivrées à 1 sol et 4 deniers par mézaillade ou quart d'arpent, d'après le montant des fermages, tandis que d'autres payaient à peine 6 deniers de taille par 3 arpents. Ainsi, au « Prat Lauze » et au « Pech Bellegarde » entre la Juncasse et Périole, où il n'y avait guère que des vignes, un très grand nombre de ces dernières ne donnaient qu'une pippe de vin<sup>4</sup> par trois arpents et étaient allivrées à 6 deniers, alors

1. A la page 54 *verso*, le cadastre signale un *vacant* « que es estat inféodat per recouvres del rey ». A la page 55, on lit également : « En lo dit terradour y a 2 arpens de terre bosigue lesquels sont vacants appartenant al rey. » Ce sont là des exceptions. Ce qui appartenait au domaine n'était pas signalé, étant exempt de la taille en vue de laquelle les cadastres étaient dressés.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623. — Le plan de Jouvin de Rochefort indique le Mercadal à cette place, sous le nom de *Marché au bétail*.

3. « Le terroir de Bellegarde est marqué dans les anciennes recognoissances estre au lieu où maintenant est la croix de Montrabe » (Catel, *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 112). Voir la carte au chapitre iv.

4. Nous ignorons ce que valait la pippe à Toulouse. A Lavaur, elle représentait 590 litres, et dans la Manche 650 litres (D'Avenel, *Histoire de la propriété*, t. IV, p. 241).



que quelques autres assuraient à leurs propriétaires un revenu égal par trois quarts d'arpent et payaient, pour cette contenance quatre fois moindre, 1 sol et 6 deniers de taille, c'est-à-dire trois fois plus.

L'insuffisance de culture dans le premier cas et les soins donnés à la terre dans le second peuvent seuls expliquer cette différence : la terre trop négligée avait perdu de sa qualité et celle dont la culture était plus soignée avait vu augmenter la sienne. Nulle autre explication n'est possible. Or, ce sont les terres allivrées à une somme modique qui étaient les plus nombreuses. La culture plus soignée était donc une exception. Pour certaines vignes, le cadastre porte cette mention : « a pas re levat », ou ces autres : « bosigua » ; « terre que ero vigne et aro es un bosiguat » ; « bosigua que ero vigne ».

Cependant, on commençait alors à se préoccuper de l'avenir du grand vignoble toulousain, établi principalement sur ce point du gardiage, et des « plantiers novels » sont fréquemment mentionnés dans cette région de Périole et de la Juncasse, de même qu'en remontant vers la ville, sur les pentes et le plateau de Guilleméry.

Les terres à céréales paraissent également avoir été négligées. Ainsi, dans le « terradour del Bruguet et als Saules », près de la fontaine « Fonservi », actuellement partie du domaine de Maurice, 3 arpents de terre labourable donnés au sixième des fruits étaient allivrés à 1 sol, tandis que 12 arpents de terre contiguë donnée pareillement au sixième n'étaient taxés qu'à 6 deniers. Cette énorme disproportion entre les deux chiffres de l'allivrement ne peut évidemment s'expliquer, les deux champs étant attenants, que par le défaut de culture de ce dernier.

Dans la partie opposée du capitoulat, du côté de Grandselve et de Palficat, les terres labourées rapportaient également si peu, que le rédacteur du cadastre n'avait pas hésité à déclarer, en signalant des terres couvertes de bruyère qui s'y trouvaient, que ces dernières donnaient autant que les précédentes : « terres et brugues que no se lauron pas, mes randen autant de profit come las terros laurados ». Pour pouvoir affirmer ainsi que

ces terres donnaient autant de revenu que celles qu'on labourait, il fallait que le produit de ces dernières fût assez médiocre. Il est vrai que ces « brugues » servaient de pacages, et ceci expliquerait peut-être l'observation de l'auteur du cadastre.

Ces cas, qui sont loin de constituer des exceptions, ne s'appliquaient pas cependant à la majorité des fonds, dont les revenus et l'allivrement étaient plus concordants. On les affermait généralement pour le cinquième ou le sixième des fruits et les fermages étaient payés en nature. Ils rapportaient 2 cartons de blé par arpent, quelquefois 3<sup>1</sup>, et étaient allivrés à 1 sol par arpent.

Pour les vignes, le rapport et par suite les fermages étaient si divers, qu'il nous est impossible d'en indiquer la moyenne, quelque effort que nous ayons fait pour la calculer. Donnons simplement quelques chiffres. Au « Prat Lauze », 1 arpent de vigne donnait 1 pippe de vin; 3 arpents, 1 pippe, et 1 arpent, 3 pippes. A « Bellegarde », 3 arpents rapportaient 1 pippe; 3 mézaillades ou  $\frac{3}{4}$  d'arpent, 2 pippes; 1 arpent, 4 pippes. « Als Cabats », 3 arpents donnaient 1 pippe ou 3 barriques; 3 mézaillades, 2 pippes. « Al Fangas de Boyssannes », actuellement quartier de Croix-Daurade, 3 arpents donnaient 3 pippes; 3 arpents, 1 barrique ou le  $\frac{1}{3}$  d'une pippe.

Pour des raisons d'ordre local, le morcellement du sol ne favorisa pas toujours la culture dans notre territoire, ainsi qu'on pourrait le croire. Les petits fonds étaient privés d'engrais et avaient trop souvent à souffrir de l'humidité ou de la chaleur. A Toulouse, le bétail devait être proportionné à l'étendue des terres que l'on possédait, et on ne pouvait en avoir davantage, sous peine de confiscation des animaux<sup>2</sup>. Aussi, le petit propriétaire manquait-il du fumier nécessaire. D'autre part, dans la Grande-Lande, les petits champs se trouvaient assez mal disposés pour l'écoulement des eaux, non seulement en raison du peu de pente de la plaine, mais aussi de leur

1. Le carton contenait 4 setiers, et le setier représentait 93 litres.

2. Archives de Toulouse, BB, Ordonnances des Capitouls de 1739 à 1764, ordonnance du 14 novembre 1739, art. IX, conforme au droit ancien.

grand nombre, ce qui empêchait que chacun pût aboutir au fossé-mère. Ils souffraient donc tantôt de l'excès d'humidité et tantôt, étant donné la nature graveleuse du sol, de l'excès de chaleur. Ils ne pouvaient de la sorte échapper à cette alternative ou d'être noyés aux moindres pluies ou de se voir brûler par le soleil, dès que la sécheresse venait à se prolonger. Ceci explique que, très souvent, ces champs soient signalés avec un fossé les divisant par le milieu : « *Balat aïguier al miech.* » On disposait les deux parties du champ de manière à faciliter l'écoulement des eaux vers ce fossé. Or, celui-ci, n'aboutissant pas toujours au fossé-mère, ne pouvait plus être d'aucun secours, dès qu'il se trouvait rempli. Il existe à Palficat, sur la propriété de MM. Vidal frères, certains champs qui portent encore la trace de ces fossés. Si l'on ajoute à cela que la petite propriété s'était vue assez souvent privée de l'appoint de main-d'œuvre nécessaire, on s'explique que la culture s'y trouvât en souffrance.

En présence de ces difficultés, plusieurs petits propriétaires avaient été contraints de donner à bail à quelque voisin la parcelle de terre qu'ils ne pouvaient faire valoir directement. Or, presque toutes ces fermes étaient allivrées à un chiffre très minime<sup>1</sup>. Loin de réaliser un progrès, cette augmentation de surface n'avait donc eu pour résultat que de nuire un peu plus à la culture. Celle-ci souffrait surtout de l'absence des colons, car on n'habitait guère dans la Grande-Lande, où l'on venait simplement travailler. On ne comptait, d'ailleurs, en fait d'habitations, dans le territoire qui nous occupe, que vingt-sept « bourdettes ou bordes », la plupart couvertes de paille et dont quelques-unes sont même signalées comme étant sans toiture : « *ou nou y a que las parets.* » Certaines paraissent même n'avoir jamais été que de simples cabanes, construites par les travail-

1. En 1459, conformément à une ordonnance des Capitouls, les terres du gardiage avaient été évaluées avec l'avis des tenanciers et taxées au *cinquantième*, déduction faite des charges et oublies (Arch. de Toulouse, AA 5, 259). Quand le fonds n'était pas affermé, le cadastre indique, pour pouvoir en faire l'allivrement, à quel prix il pouvait l'être : « *So qué se logario.* »



leurs pour se mettre à l'abri, quand survenait le mauvais temps. Ainsi, un brassier de Pouzonville, qui avait pris à bail 16 arpents de terre appartenant à deux voisins et dont il forma un petit domaine, avec un champ de 3 arpents qui lui appartenait, avait établi une « *borde* » sur les fonds affermés : « *en local a fait dedins ladite terre uno bordo cuberto de paillo* ». Le fait d'avoir ainsi construit sur le champ d'autrui, au lieu du sien propre, la borde dont il s'agit, permet de supposer qu'une telle construction devait être de bien peu d'importance et non une véritable habitation. Ce n'était là, sans doute, qu'un simple abri, qu'on avait rendu plus à portée, en le plaçant de la sorte au centre de l'exploitation.

Cependant cette construction est qualifiée de « *borde* », tandis que d'autres, de dimensions apparemment plus restreintes, ne sont mentionnées que comme « *bourdettes* ».

Pour les bordes qui formaient en réalité des constructions agricoles, avec habitations de colons, le cadastre signale diverses annexes dont l'existence établit à elle seule le fait de la résidence de ces derniers. Ainsi il mentionne les « *four, ort, estables, services et autres utilitats* », qui ne s'expliqueraient pas sans cela. Certaines de ces bordes, ainsi habitées, étaient couvertes de tuile à canal : « *cubertos de teulo* ». Quelquefois le cadastre, après avoir signalé une borde, en mentionne une autre attenante, pour les bestiaux : « *uno bordo am une outro bordo basso per los bestials* ». Il est évident que dans ce cas la première était habitée.

Les bordes dont les terres étaient en état de culture rapportaient en général 2 cartons de blé par arpent et étaient allivrées d'après les revenus, comme tous les autres fonds. La borde de Boyssannes, par exemple, était ainsi affermée, de même que la borde voisine de Montblanc. Quant à cette dernière, elle ne rapportait que 8 cartons, alors qu'au prix de la précédente elle aurait dû en rapporter 280. C'est une preuve qu'elle était encore en friche. On peut croire cependant qu'on était à la veille de la défricher, car elle était allivrée à 2 livres 10 sols, alors que celle de Boyssannes n'était taxée qu'à 2 livres 1 sol, celle-ci comprenant 20 arpents de moins. On ne peut expliquer autre-

ment que, malgré des revenus si disproportionnés, on ait imposé à peu près la même taxe, contre laquelle le propriétaire de Montblanc n'aurait pu que protester, s'il n'en eût pas été ainsi. Dans cette hypothèse, au contraire, il avait été possible aux communaliers<sup>1</sup> d'obtenir la même taxe, étant donné le défrichement prochain, pour ce motif que les livres de pagellation fixaient l'allivrement pour une longue période d'années et jusqu'à l'établissement d'un nouveau cadastre. Il ne paraît pas possible d'éluder ces conclusions. Au reste, le texte même du cadastre les confirmerait au besoin. Il est dit, par exemple, d'une vigne qu'elle *pouvait* donner un certain revenu et on l'avait taxée au même chiffre que la voisine dont le revenu était tel en réalité : « *Un arpent de plantier que vaut ou pot rendre 2 pippes de vy foc estimat 1 sol.* » Les deux vignes étant de contenance égale, le rédacteur du cadastre justifie l'égalité de taxe, en déclarant que la seconde *peut* donner le même revenu que la première. Il ajoute cependant qu'elle avait été mal taillée, expliquant de la sorte, pour cette année, l'inégalité de revenu, s'il venait à se produire.

Tout ceci nous est une preuve que si l'impôt était proportionné, en règle ordinaire, au revenu des fonds et non, comme on le fera cent ans plus tard, à la qualité des terres, on ne s'en tenait pas toujours aux revenus effectifs, mais qu'on jugeait aussi quelquefois, exceptionnellement, d'après les revenus possibles.

Sur les vingt-sept bordes signalées au cadastre, toutes n'étaient pas habitées; mais, l'eussent-elles été, on n'en doit pas moins conclure au petit nombre des colons résidants. Qu'était-ce, en effet, que vingt-sept bordes<sup>2</sup>, eu égard aux sept cent treize champs isolés et aux quelques domaines moyens ou grands, dont l'ensemble formait une contenance totale de 2.574 arpents?

1. Collecteurs des tailles.

2. Quelques pages manquent à la fin de ce cadastre. Certaines bordes devaient y être signalées, car il est dit en note à la première page qu'on en comptait trente-huit. Ce surcroît de onze habitations ne pourrait infirmer la valeur de nos conclusions.

Presque tous les propriétaires et fermiers se contentaient donc d'exploiter leurs fonds, sans même y construire une simple cabane.

Au temps de la moisson, ceux qui n'avaient point de borde transportaient la gerbe près de la ville sur des vacants, dont certains sont appelés « *sols* » par le cadastre, et c'est là qu'on la battait au fléau. Les meules de paille étaient ensuite dressées au même lieu ou sur d'autres vacants, assez rapprochés d'une des portes de la ville. Ainsi, il existait « *costa lo balat de la ville et la porto de Mathebiou une place que fa cantou sur le grand cami de davant la dito porto en lo cal las gens de la villa meten los pailhès<sup>1</sup>* ».

Ce n'était pas là le seul point de ressemblance que présentaient alors, avec nos fermes actuelles, plusieurs vacants situés de la sorte le long de l'enceinte. Le cadastre nous signale également, près de la porte Pouzonville, un enclos « *sarrat de parets* », où un habitant de la ville parquait ses troupeaux de moutons. Toulouse, avec ses sols, ses parcs à moutons et ses vacants couverts de meules de paille, présentait donc, en 1478, l'aspect de certains villages de la Haute-Ariège, où cette manière de faire se perpétue.

S'il est permis d'affirmer que, sauf quelque champs « en bosi-gue », certains vacants et les communaux, notre territoire était en culture et que l'on commençait d'habiter quelques métairies dans la seconde moitié du quinzième siècle, il nous faut observer que différentes causes allaient longtemps encore paralyser ce progrès.

Parmi ces causes, la principale fut, à n'en pas douter, le maintien exagéré des pâturages communs, car en les conservant d'une manière indéfinie, on se mettait dans l'impossibilité de les inféoder par parcelles à des particuliers, qui les auraient défrichés et mis en valeur.

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623, cadastre de 1748.



## III.

La ville de Toulouse possédait de nombreux et vastes communaux. Or, il résulte de plusieurs mémoires, rédigés à l'occasion d'un procès intenté aux capitouls par les officiers du Domaine, dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, relativement à trois des plus importants, qu'ils étaient tous situés dans la Grande-Lande, à l'exception du Port-Garaud, du quai et du petit ramier<sup>1</sup>. On y déclare que « *la ville ne possédait pas d'autres fonds dans le district de son consulat*<sup>2</sup> ». Les cadastres de 1550 et 1571 relatifs au capitoulat de Saint-Pierre<sup>3</sup> et celui du capitoulat de Saint-Sernin, de l'année 1571<sup>4</sup>, nous les signalent en détail. Ils comprenaient :

I. — *Dans le Capitoulat de Saint-Pierre-des-Cuisines :*

	Arp.	Pugn.	Boiss.
1 <sup>o</sup> Le communal du pont de Launaguet, d'une contenance de.....	133	3	» »
2 <sup>o</sup> Le communal des Justices (à la Salade).....	95	»	» »
3 <sup>o</sup> Le communal de la Nauze-Sarrentine.....	7	»	4 »
4 <sup>o</sup> Le communal de la Carrière.....	»	»	5 »
5 <sup>o</sup> Le communal situé à l'extrémité du gardiage, avant ceux de Fenouillet.....	70	»	» »
6 <sup>o</sup> Le communal du Prat-Long (au nord-ouest des Minimes).....	4	»	» »
<i>A reporter.....</i>	310	0	1 »

1. Archives de Toulouse, FF, 94. — Une sentence des consuls de la ville, du mois de mars 1192, décida que les rives de la Garonne, depuis la porte de Vital Carbonnel jusqu'à la pointe du canal de fuite du Bazacle et entre le Pont-Neuf et la pointe formée par la Garonne et la route de Saint-Michel-du-Château, étaient propriété publique et que chacun avait le droit d'y passer, d'y conduire et attacher des bateaux et des moulins flottants, d'y mener paître le bétail et d'y recueillir des cailloux et du sable (Arch. de Toulouse, AA 1, 20 et 22).

2. Archives de Toulouse, FF, 95.

3. *Ibid.*, CC, n<sup>os</sup> 1750 et 1772.

4. *Ibid.*, CC, n<sup>o</sup> 1774.

	Arp.	Pugn.	Boiss.
<i>Report</i> .....	310	0	1 »
7° Le communal nommé simplement <i>Le Cominal</i> (à l'ouest du précédent).....	3	1	» »
8° Le communal de Ramiéret (à l'ouest du précé- dent, au bord de la Garonne).....	6	»	» »
9° Le communal du port de Blagnac.....	38	3	» »
10° Le communal du Prat-de-Sept-Deniers.....	127	»	» »
11° Le communal du Prat-Carbonnel (entre le Baza- cle et le précédent).....	11	»	4 »
TOTAL.....	496	»	5 »

## II. — Dans le Capitoulat de Saint-Sernin :

1° Le communal de Palficat (près de celui du pont de Lannaguet).....	32	3	7 3/4
2° Le communal d'Izalguier (ou le Pré de Saint- Grapasy).....	10	1	7 3/4
TOTAL.....	43	1	7 1/2

Soit un total de 539 arpents 2 pugnérées 4 boisseaux 1/2 pour les deux Capitoulats réunis.

La sagacité des historiens s'est exercée sur l'origine de cette énorme quantité de terres incultes existant au Moyen-âge dans nos contrées. On est allé jusqu'à les faire remonter à l'époque de la jouissance indivise du sol, aux pacages où les tribus Volskes parquaient leurs troupeaux. Quoi qu'il en soit d'une telle explication, il n'est pas douteux qu'une partie de ces landes pouvait remonter jusqu'à l'époque des comtes, puisque ceux-ci tentèrent en établissant la Sauveté de provoquer l'immigration dans le gardiage par les privilèges accordés aux personnes qui venaient s'y établir ou s'y retirer avec leurs troupeaux.

Après la réunion du comté à la couronne (1271), les rois de France devinrent les maîtres des biens immobiliers ayant constitué dans le passé la propriété des comtes et ils allaient en profiter plus que ceux-ci. On était à l'époque de la transformation agraire, qui s'accomplit au treizième siècle par l'accord des seigneurs et des serfs, au moyen de l'affranchissement de ces derniers et de l'acensement des terres, et qui eut pour effet la mise

en valeur d'immenses territoires, jusque-là stériles. « Ce fut alors que l'affranchissement joua son rôle, dit le vicomte d'Avenel. Au lieu d'acquérir les serfs d'autrui, on libéra les siens propres et on leur accorda, en même temps que la propriété de leurs personnes, la possession d'un territoire déterminé, moyennant le paiement de redevances directes et indirectes<sup>1</sup>. » Cette combinaison était avantageuse tout à la fois au seigneur, aux serfs et à la propriété immobilière. Le seigneur ne perdait que la jouissance d'une terre qui ne lui rapportait rien et il s'assurait des revenus annuels sans avoir à courir le moindre risque. Ne pouvant exploiter en personne cette terre, il lui aurait fallu, pour en tirer quelque profit, ou louer des travailleurs ou acheter des serfs. Or, le premier moyen lui échappait, car il n'y avait alors que très peu de travailleurs indépendants, et le second serait devenu trop onéreux, étant donné que le prix des serfs se serait élevé avec les demandes. Seul, l'acensement par l'affranchissement de ses propres serfs était donc, pour le seigneur, un moyen vraiment lucratif et sans aléa.

De leur côté, les serfs trouvaient leur indépendance dans leur affranchissement et ils étaient, en outre, assurés qu'un surcroît de labeur leur ménagerait une augmentation de ressources, car, le cens une fois payé, ils n'allaient plus travailler pour le maître, mais uniquement à leur profit. Enfin, la propriété immobilière, passée dans de nouvelles mains, devait prendre une plus-value certaine, grâce à un travail plus consciencieux de la part de l'ouvrier, qu'allait stimuler l'espoir d'un bénéfice supérieur.

Les derniers comtes, désireux de profiter de ces avantages, avaient ainsi baillé à fief certaines de leurs terres situées dans la Sauveté<sup>2</sup>, mais ils en possédaient encore un grand nombre. Les rois de France, devenus leurs successeurs, avaient donc acquis tout à la fois et ces biens immobiliers du domaine com-

1. *Histoire de la propriété et des salaires*, t. I, p. 319.

2. Divers autres seigneurs avaient agi de même. Voir le chapitre XIII relatif au domaine de Saint-Caprais, où il est souvent question de mises en fief, ainsi effectuées, même avant le treizième siècle.



tal et les redevances annuelles et droits seigneuriaux que les acensements antérieurs assuraient au seigneur foncier. Les sept premières chartes du *Registrum de Saisimento tolosano* sont formelles à ce sujet. On y atteste que les consuls ne prêtèrent serment de fidélité entre les mains des commissaires du roi que sous la réserve expresse des libertés et des « biens » dont la ville était en possession « *in facto consulatus* ».

Dans des circonstances difficiles, le roi se procurait les ressources dont il avait besoin en aliénant par de simples inféodations, en faveur de la ville ou de particuliers, quelques-uns de ces biens ou même de ses droits qui constituaient son domaine<sup>1</sup>. C'était un moyen plus facile que de recourir à de nouveaux impôts.

En 1566, une ordonnance de Charles IX, qui prescrivait l'aliénation des terres vagues du domaine, stipula que, si les communautés avaient des droits de pacage sur ces fonds, le commissaire chargé de la vente pourrait leur adjuger, à titre de propriété communale, le nombre d'arpents qu'il jugerait convenable<sup>2</sup>.

Le roi pouvait, du reste, réparer les brèches ainsi faites à son domaine par l'application du droit d'*incours* ou confiscation des biens immobiliers<sup>3</sup> pour crimes déterminés (homicide, hérésie, etc.) et les revendications de ce droit furent quelquefois excessives<sup>4</sup>, de même que par le droit d'aubaine et par le fait des concessions royales d'affranchissement<sup>5</sup>. Il reconstituait de la sorte son domaine, et celui-ci, par des inféodations libres ou forcées, venait ensuite accroître la propriété communale.

Ce fut là, croyons-nous, la principale source de cette quantité considérable de biens communaux qui exista au Moyen-âge et se perpétua. En 1771, Toulouse payait encore au roi

1. Du Mège, *Hist. des Institutions de la ville*, t. I, pp. 266 et 270.

2. Archives de Toulouse, AA 14, 90.

3. *Ibid.*, AA 2, 83. On disait alors de ces biens qu'ils étaient tombés *en commise*.

4. *Ibid.*, AA 5, 236.

5. *Ibid.*, AA 7, 16.

1,500 livres de rente albergue « pour l'inféodation » du seul communal de la Haute-Lande<sup>1</sup>.

Les communaux provenaient aussi quelquefois de dons faits à la ville par des particuliers : ainsi, dans le dénombrement de biens de la communauté par le syndic de la ville, en 1540-1554, il est fait mention, à l'article XVI, de trois pièces de communaux de « cent à six vingts arpents de terre » qui lui avaient été donnés par dame Clémence<sup>2</sup>.

Tous ces communaux, maintenus rigoureusement à l'état de pâturages publics, outre qu'ils ne procuraient à la ville aucun revenu<sup>3</sup>, constituaient une notable exception au défrichement de la Grande-Lande. Ils présentaient aussi l'inconvénient, vu les troupeaux qu'on y laissait à l'abandon, d'exposer à des dégâts sérieux les récoltes voisines. D'où venait donc le mal ? De la rigueur avec laquelle le Parlement en exigeait le maintien.

Au commencement du seizième siècle, la corporation des bouchers, abusant de la liberté qu'elle avait toujours eue de parquer les troupeaux de bœufs et de moutons dans ces communaux, spécialement au Pré-de-Sept-Deniers, ainsi que dans la Grande<sup>4</sup> et la Petite-Lande, s'était emparée de ces terroirs, y avait bâti trois métairies nommées d'Empégaillard, d'Enjouanille et de Borde-Rouge, pour y retirer ces troupeaux, et en avait même défriché une partie.

Cette usurpation, qui tendait à dépouiller la ville de sa propriété, donna lieu à son syndic de former une instance en délaissement contre le syndic de la corporation des bouchers. Le 22 mars 1509, le juge d'appaux civils condamna les bou-

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 410.

2. De Ponsan, *Histoire de l'Académie des Jeux Floraux*. L'attribution de cette libéralité à dame Clémence peut n'être que de la légende, comme l'existence même de cette donatrice. L'exhibition du testament de Clémence a été souvent demandée aux Capitouls qui n'ont jamais pu le produire.

3. Le cadastre de 1748, au sujet de ceux qu'il signale, les qualifie « d'inutiles » pour ce motif.

4. Communal où fut bâtie plus tard l'église de Lalande. — Ce nom lui était commun avec l'ensemble des territoires du gardiage des capitoulats de Saint-Sernin et de Saint-Pierre.

chers au délaissement des fonds usurpés et à restitution des fruits<sup>1</sup>. Le syndic des bouchers appela de cette sentence à la Cour, mais, par arrêt du 12 avril 1513, l'appellation fut mise à néant et le Parlement ordonna de remettre les terrains en pâturages communs, avec défense d'en labourer désormais aucune partie<sup>2</sup>. Jehan de Clausa fut nommé par la Cour commissaire exécuteur<sup>3</sup>.

Si le Parlement ordonna ainsi que les terroirs qui dépendaient de ces métairies fussent rétablis en pâturages communs, ce fut parce qu'il estima que le bien public et l'intérêt général des habitants exigeaient que les Landes continuassent de rester en friche pour la dépaissance de leurs bestiaux<sup>4</sup>. Il ne fit, d'ailleurs, en cela que s'inspirer du droit commun et on le fait remarquer dans un des Mémoires qui furent rédigés plus tard à l'occasion du procès des communaux<sup>5</sup>.

Cet état de choses devait se maintenir longtemps, car sous Henri IV (1589-1610), la « banalité » des pâturages restait encore un dogme agricole, auquel nul n'aurait osé toucher, pas même le roi, sans provoquer d'amères récriminations<sup>6</sup>. On comprend, dès lors, que, cent ans auparavant, le Parlement de Toulouse se fût montré aussi respectueux du droit coutumier, lui surtout qui s'était fait la réputation « d'être le plus sévère tribunal de justice du royaume<sup>7</sup> ».

Les privilèges accordés par Alphonse Jourdain et confirmés par son petit-fils, en vue de déterminer des immigrations dans la Sauveté, devenaient donc, trois siècles plus tard, un des plus sérieux obstacles à l'extension de la culture dans le vaste territoire de la Grande-Lande.

1. Archives de Toulouse, FF, 95.

2. *Ibid.*, AA 5, 26, et FF, 95.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, FF, 95.

5. *Ibid.*, FF, 98.

6. Vicomte d'Avenel, *Hist. de la propriété et des salaires*, t. III, p. 75.

7. Lafaille, *Annales*, t. I, p. 294 (année 1504).



## IV.

Le mauvais état des chemins vint à son tour paralyser la culture, en empêchant les colons de se fixer de longtemps dans la Grande-Lande. Celle-ci n'aurait pu que profiter de leur présence ; mais, pour cela, il était indispensable que l'accès des habitations et des champs fût rendu facile et que l'état des chemins permît de se rendre en ville en toute saison, sans trop de difficultés, pour y apporter les denrées. Or, il n'en était pas ainsi, car les chemins devenaient impraticables à la saison des pluies. Celui, en particulier, qui conduisait de la porte Matabiau à Castelmaurou et que devait remplacer la route d'Albi actuelle, se trouvait dans un tel état d'abandon, en 1516, que, le 1<sup>er</sup> août de cette année, Guillaume d'Aurival, commissaire du Parlement et lieutenant lai du sénéchal de Toulouse, dut rendre une ordonnance enjoignant aux Capitouls « de faire hors la porte Matabiau, jusqu'au pont de l'Hers, six ponts ou pontils, sous lesquels passeraient les eaux descendant des vignes et champs voisins, d'engraver les plus mauvais passages et d'en nettoyer les fossés<sup>1</sup> ».

La partie de ce chemin qui traversait les terroirs de *la Boyssonnade* ou de *Boyssannes*, actuellement local de Croix-Daurade, et où venaient aboutir ceux de Montblanc, des Quatre-Carrières (Cocus), de Négreneys et du Mirailhou (Lapujade), étaient en si fâcheux état, qu'on lui avait donné le nom de *fangas*, borbier. Les terres avoisinantes sont, en effet, désignées au cadastre sous ce triple titre : « *Al Fangas ; A las fangas de Boyssannes ; A Mal Fangas*<sup>2</sup> ». Trois siècles plus tard, cette situation n'avait guère changé. Un arrêt du Conseil d'Etat du 7 septembre 1726 atteste que ce chemin « n'était alors praticable qu'une partie de l'année et que, de la sorte, le transport des sels pour le fournissement de l'Albigéois,

1. Archives de Toulouse, AA 13, 67.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, n<sup>o</sup> 1623, cadastre de 1478.

sujet à la gabelle, se faisait avec beaucoup de peine<sup>1</sup> ». Les charrettes portant le sel devaient parfois être conduites à travers champs. Or, ce chemin avait toujours été un des principaux, sinon le plus important, puisque le cadastre de 1571 le désignait déjà invariablement sous cette dénomination de « *Grand chemin allant de Toulouse à Castelmaurou* ». On peut juger par là en quel fâcheux état devaient se trouver tous les autres. (Voir chap. iv.)

## V.

Enfin, le défaut de sécurité contribuait aussi à éloigner les colons et les détournait de venir se fixer sur leurs terres. La Grande-Lande, toujours exposée à la dévastation et à la violence en temps de guerre, était le reste du temps un vrai coupe-gorge, et c'était courir un réel danger que de s'y aventurer de nuit, car les voleurs n'y exerçaient que trop leurs criminels exploits.

Un arrêt du Parlement du 3 juin 1530 nous apprend qu'un bœuf de la grange Saint-Sernin (métairie de Saint-Caprais), appartenant au Chapitre de ce nom, avait été tué et écorché de nuit par des larrons dans les prairies de l'Hers et qu'un maître cordonnier fut condamné par les capitouls et le juge d'appeaux de la sénéchaussée pour avoir acheté à vil prix le cuir de l'animal sur un des marchés de la ville<sup>2</sup>.

Le 6 novembre 1548, le Parlement condamnait Jehan Malfaictes, « pour crimes et maléfices, à être livré entre les mains de l'exécuteur de la haute justice, lequel le promènerait par les rues et carrefours accoutumés, monté sur un chariot et le hart au col, et l'emmènerait ensuite à la place Saint-Georges, et là, sur le pilori, lui trancherait la tête et mettrait son corps en quatre quartiers. La tête du supplicié devait ensuite être fixée à un pal planté en quelque place ou lieu éminent de Balma et les

1. Roschach, *Etudes sur le Languedoc*, Pièces justificatives, pièce n° MCCCLV, col. 2134.

2. Archives de Toulouse, AA 5, 288.

quatre quartiers affichés : à la croix de Montrabe<sup>1</sup>, devant la taverne de la Magistère, près de la rivière de l'Hers, et aux deux autres ponts du même cours d'eau<sup>2</sup> ».

La Cour voulait inspirer par là une crainte salutaire aux malandrins qui désolaient les environs de la ville et en rendaient, surtout de nuit, l'accès si dangereux.

Le texte de l'arrêt prouve jusqu'à l'évidence que les rigueurs de la justice étaient devenues indispensables. « Pour prévenir le renouvellement de pareils crimes, a ordonné et ordonne la Cour que dorénavant, depuis les lieux et villages de Fenouillet, jusqu'à Toulouse, Gazelaze jusqu'à Toulouse, Castelginest jusqu'à Toulouse, Castelmaurou jusqu'à Toulouse, Montrabe jusqu'à Toulouse, Balma jusqu'à Toulouse, n'y aura aucun logis ou taverne, et celles qui se trouveront de présent seront ôtées, faisant inhibition et défense à tous ceux qui ès dits lieux et villages tiendront logis et tavernes, ne souffrir, tolérer ou dissimuler jeux de cartes prohibées, ni insolences et dissolutions être faites dans leurs dits logis ou tavernes, ni autrement contrevenir à l'arrêt donné sur les dites tavernes, sous peine de confiscation des maisons<sup>3</sup>. »

Dix ans plus tard, le 6 mai 1558, le Parlement renouvelait aux capitouls l'injonction de démolir, dans les huit jours, les tavernes, cabarets ou badorques situés autour de Toulouse, dans le rayon d'une lieue<sup>4</sup>.

Il ne paraît pas qu'on ait obtenu par une mesure aussi radicale tout le résultat qu'on en attendait, car il fallut longtemps encore user de prudence pour s'aventurer de nuit à travers la Grande-Lande, les coupe-jarrets, les voleurs et les ribauds opérant jusque dans les fossés établis au pied des remparts. Les gardes chargés de la police avaient sans doute assez à

1. Cette croix était sur le chemin de Périole (voir la carte au chap. iv). Elle fut brisée le 15 septembre 1740 par la foudre, qui emportait en même temps une partie de la montre du palais (Barthès, *Heures perdues*).

2. Archives de Toulouse, AA 17, 137.

3. La Roche-Flavin, *Arrêts notables du parlement de Toulouse*, p. 307, et Archives de Toulouse, AA 17, 137.

4. Archives de Toulouse, AA 18, 31.



faire de surveiller les quartiers suspects du bourg<sup>1</sup> sans perdre leur temps à l'extérieur.

Un tel état de choses était donc peu engageant pour les colons désireux de s'installer dans la Grande-Lande. Ils commençaient alors cependant de s'y établir en plus grand nombre, ainsi qu'en témoigne le cadastre de 1571, dont nous aurons à parler un peu plus loin. Néanmoins, les charrettes et les bêtes à bast venus des consulats voisins traversaient encore si peu la partie orientale du capitoulat de Saint-Sernin, que les droits perçus au pont de Velours ne suffisaient pas pour l'entretien du pont.

Une taverne, située tout près du pont et où venaient trop souvent s'embusquer les voleurs, en rendait le passage dangereux. Lafaille rapporte « qu'en 1593, les capitouls reçurent avis que les capitaines Latrille et Lanquile, avec trois autres brigands de Carmaing (Caraman), s'y rendaient de nuit pour détrousser les voyageurs. Ils leur détachèrent donc une brigade de vingt soldats du guet, commandée par un caporal nommé Lamigant, et on se rendit, un peu avant le jour, devant ce cabaret. Les voleurs, s'en étant aperçus, montèrent à cheval pour échapper à cette petite troupe. On tira sur eux ; ils firent eux-mêmes une décharge. Le caporal et deux soldats furent tués. Les deux capitaines Latrille et Lanquile y perdirent aussi la vie. Leurs corps furent portés à Toulouse et exposés ensuite sur une roue plantée sur le chemin de Castelmaurou<sup>2</sup> ».

Ce défaut de sécurité persista encore bien longtemps. Une affiche portant publication d'un arrêt de la Cour impériale de Toulouse, du 15 juin 1812, nous apprend qu'à cette date fut condamné « à la peine des travaux forcés à perpétuité, à l'exposition au carcan durant une heure, à la flétrissure sur l'épaule droite des lettres T. P.<sup>3</sup> et aux dépens », un nommé Edme Jomard, repris de justice, âgé de quarante-deux ans,

1. Voir Catel, *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 187, au sujet du pré Montardy, où était bâti le *Château Vert*, dont les pensionnaires furent plus tard installées près de la porte des Croses.

2. *Annales de la ville de Toulouse*, t. II, p. 469.

3. Travaux publics.

pour avoir, à la tête d'une bande armée, arrêté et pillé vers minuit, quelques années auparavant, au lieu de la Salade, la diligence allant de Toulouse à Paris. La bande que commandait Edme Jomard, sous le nom d'Augustin Masset, se composait, dit l'arrêt, de seize personnes armées et déguisées. « Elle avait commis avec violence, menaces et effraction extérieure au magasin de la diligence, un vol de cent vingt mille francs en piastres ou gourdes d'Espagne<sup>1</sup>. » Ce coup de main audacieux, à une très petite distance de la ville, avait eu lieu dans la nuit du 4 au 5 brumaire de l'an VII (25-26 octobre 1798).

Malgré tant et de si graves difficultés, le défrichement de la partie hors ville du capitoulat de Saint-Sernin, effectué presque en entier en 1478, sera général moins d'un siècle plus tard, et il s'étendra à la Grande-Lande tout entière, ainsi qu'en font foi les cadastres ultérieurs des capitoulat de Saint-Pierre et de Saint-Sernin.

## VI.

Il existe pour le capitoulat de Saint-Pierre hors ville les cadastres de 1550 et 1571 déjà cités au sujet des communaux, celui de 1690 qui, grâce aux surcharges, atteint jusqu'à la Révolution, et le cadastre Grand-Voinet. Nous avons pour celui de Saint-Sernin le cadastre de 1478, un extrait important de celui de 1669, les cadastres entiers de 1571 et de 1690, ce dernier avec plans, et enfin le cadastre Grand-Voinet, qui fut commencé en 1788 et ne se termina qu'à la fin de la Révolution<sup>2</sup>.

1. Archives de Toulouse, Registre *Renseignements particuliers*.

2. Le bail consenti à Grand-Voinet pour la confection de ce cadastre fut signé le 8 septembre 1788 (Arch. de Toulouse, CC, n° 1093, Compt., chap. xvi). Il fut rédigé, son style en porte la preuve, durant la Révolution; mais il n'était pas terminé à la fin de 1799, car, à cette date, le domaine de Palficat appartenait encore à François de Bertier, qui le vendit le 24 frimaire an VIII (18 décembre 1799) à Michel Martin (Arch. du ch. de Pinsaguel, AZD, liasse 110), et ce cadastre l'attribue à Lestrade et autres qui ne s'en rendirent acquéreurs que plus tard. Il fut donc terminé postérieurement au 18 décembre 1799.

Les cadastres antérieurs durent périr dans le grand incendie de 1463, qui dura onze jours et détruisit les deux tiers de la cité, notamment « l'Hôtel de Ville, ce qui fut cause de la perte de beaucoup de titres <sup>1</sup> ».

Nous avons longuement parlé du cadastre de 1478 au début de ce chapitre, nous n'avons plus que peu de choses à ajouter.

Remarquons tout d'abord que, s'il fait mention de quelques communaux, il n'en indique pas l'allivrement <sup>2</sup>. Cela s'explique : les communaux n'étant pas sujets à l'impôt n'avaient pas été taxés ; tous, d'ailleurs, ne sont pas signalés.

Le cadastre de 1550 les relate, au contraire, exactement, et l'on y fait observer, à propos de l'un d'eux, que s'ils n'avaient pas été allivrés, c'était uniquement pour le motif que nous venons d'indiquer : « *parce que sont de la ville* <sup>3</sup> ».

Le cadastre de 1571, qui en signale quelques-uns, rapporte que c'était pour pareil motif que certains n'avaient pas été mesurés.

Nous observerons, en second lieu, que plus les cadastres sont anciens et plus aussi sont nombreux les fonds qui s'y trouvent mentionnés. Dans la Grande-Lande, qui n'avait été défrichée qu'en se morcelant, la petite propriété l'emportait alors en étendue sur les grands domaines, et c'est en se concentrant de nouveau qu'elle formera ou accroîtra ces derniers. Ce fut là, d'ailleurs, un fait général, et le vicomte d'Avenel observe très justement que « le rêve humanitaire, *la terre au paysan*, fut une réalité tangible aux quatorzième et quinzième siècles... Le seigneur foncier, dit-il, eut intérêt à se déposséder. Le laboureur, de son côté, trouvant de la terre à acquérir sans capital, moyennant un léger fermage, préféra cultiver son bien propre que de louer le bien d'autrui. Il en résulta une division de la propriété telle que les plus ardents socialistes ne la peuvent

1. Lafaille, *Annales*, t. I, p. 226.

2. Le montant de la taille est néanmoins indiqué quelquefois, en vue sans doute de prochaines inféodations.

3. Archives de Toulouse, CC, nos 1750 et 1772.



souhaiter <sup>1</sup> ». Le même auteur ajoute qu'on en était arrivé « à l'excès du morcellement, à la pulvérisation du sol ». On marchait, dit-il, « vers un régime où chacun aurait eu son sillon de labour, sa fauchée d'herbe et ses deux douzaines de ceps de vigne »..... « mais, dès la fin du seizième siècle, le sol redevint plus compact <sup>2</sup> ». Le même auteur dit dans un autre ouvrage que, « depuis le milieu du seizième siècle jusqu'à la fin de la monarchie, il y eut un mouvement de concentration et que la grande propriété se constitua ».

Il en fut ainsi absolument dans la partie orientale de la Grande-Lande ou gardiage du capitoulat de Saint-Sernin. Le cadastre plus ancien de 1478 relate, en effet, moins de « bordes » et plus de petits fonds, et celui, plus récent, de 1571 mentionne, au contraire, plus de bordes et moins de parcelles isolées. Ces dernières, en se groupant, avaient vu leur nombre diminuer et celui des bordes, surtout de moyenne importance, s'était accru. La grande propriété elle-même, déjà constituée en partie, avait reçu de son côté de notables accroissements. Ainsi, le domaine de Palficat, qui restera par la suite le plus important de la région, n'était, lors de la rédaction du cadastre de 1478, que la simple borde du Bédel, d'une contenance de 140 arpents, tandis qu'il en comptera 269 en 1571 et qu'il atteindra le chiffre de 316 en 1690.

Le tableau suivant relatif au cadastre de 1478, en justifiant de ces faits, donnera au lecteur une idée suffisamment exacte de la situation agricole de la partie orientale de la Grande-Lande à cette époque et complétera ce que nous avons dit au début de ce chapitre sans que nous ayons à insister autrement.

1. *Hist. de la propriété et des salaires*, t. I, p. 284.

2. *Ibid.*

# Gardiage du Capitoulat de Saint-Sernin en 1478, d'après le Cadastre de cette époque.

(Arch. de la H.-G., série C., n° 1623.)

TERROIRS	HABITATIONS	TERRES												TOTAUX	
		JARDINS		VIGNES		BORDES		TERRES ISOLÉES		BOIS		PRÉS		Nombre des fonds.	Contenance totale des fonds.
		Nom-bre.	Contenance	Nom-bre.	Contenance	Nom-bre.	Contenance	Nom-bre.	Contenance	Nom-bre.	Contenance	Nom-bre.	Contenance		
			Arp. Méz.		Arp. Méz.		Arp. Méz.		Arp. Méz.		Arp. Méz.		Arp. Méz.		Arp. Méz.
Rouisse.....	4 <sup>1</sup>	"	" "	3	9 2	4	145 "	2	13 "	2	22 "	3	16 "	14	205 2
De la porto Villenovo vers Bellegarde.....	"	11	10 "	"	" "	"	" "	4	5 3	"	" "	"	" "	15	15 3
Sept Cambres.....	1 <sup>1</sup>	"	" "	"	" "	1	2 1	10	17 2	"	" "	"	" "	11	19 3
Prat Lauze.....	"	"	" "	22	35 3 1/2	"	" "	5	5 "	"	" "	"	" "	27	40 3 1/2
Bellegardo ou Gratelauze.....	"	"	" "	10	11 3	"	" "	"	" "	"	" "	"	" "	10	11 3
Pech Bellegardo.....	"	"	" "	21	33 1	"	" "	"	" "	"	" "	"	" "	21	33 1
A Bellegardo.....	"	"	" "	10	15 3	"	" "	"	" "	"	" "	"	" "	10	15 3
Pech Bellegardo.....	"	"	" "	12	24 2	"	" "	"	" "	"	" "	"	" "	12	24 2
A Bellegardo.....	"	"	" "	10	20 3	"	" "	"	" "	"	" "	"	" "	10	20 3
Font Servy.....	"	"	" "	5	6 1	"	" "	2	5 "	"	" "	"	" "	7	11 1
Al Bruguet Als Saules.....	"	"	" "	"	" "	"	" "	4	17 1	"	" "	"	" "	4	17 1
Mal Fangas.....	"	"	" "	"	" "	"	" "	6	16 "	"	" "	"	" "	6	16 "
A Font Servy.....	"	"	" "	17	26 "	"	" "	1	3 "	"	" "	"	" "	18	29 "
Crotz de Montrabe.....	"	"	" "	29	43 3 1/2	"	" "	"	" "	"	" "	"	" "	29	43 3 1/2
Grate Lauze.....	"	"	" "	16	20 2	"	" "	4	5 1	"	" "	"	" "	20	25 3
Bordos des Ouilhers.....	5 <sup>1</sup>	2	0 1	4	3 2	5	3 1	22	29 1 1/2	"	" "	"	" "	33	35 0 1/2
Costa balats de la bilo entra portas Math. et Pouzonv.....	"	2	0 1	"	" "	"	" "	2	0 2	"	" "	"	" "	4	0 3
Entra port. Math. et Pouzonv.....	"	6	1 1 1/2	"	" "	"	" "	6	2 2 1/2	"	" "	"	" "	12	4 "
Al lo dit molo.....	2 <sup>1</sup>	1	0 3	"	" "	2	6 "	4	4 3 1/2	"	" "	"	" "	7	11 2 1/2
Entra camis de la porta de Pouzonv. à Montrabe et Castelmaurou.....	"	"	" "	9	16 2	"	" "	7	11 1	"	" "	"	" "	16	27 3
Camí de Castelmaurou.....	"	"	" "	1	0 3	"	" "	9	15 1	"	" "	"	" "	10	16 "
Entra dos camis de la porta Matab. à Castelmaurou et Montrabe.....	"	"	" "	4	12 "	"	" "	7	13 3	"	" "	"	" "	11	25 3
Pech de Pissa Mosca.....	"	"	" "	10	15 "	"	" "	"	" "	"	" "	"	" "	10	15 "
Terradour de Pissa Mosca.....	"	"	" "	19	35 3	"	" "	"	" "	"	" "	"	" "	19	35 3
A mont Vincent.....	"	"	" "	5	5 "	"	" "	"	" "	"	" "	"	" "	5	5 "
Als Cabatz.....	"	"	" "	31	44 1 1/2	"	" "	3	6 "	"	" "	"	" "	34	50 1 1/2
A Pissa mosca et Mont Vincent.....	"	"	" "	8	15 1	"	" "	1	3 "	"	" "	"	" "	9	18 1
A Mont Vincent.....	"	"	" "	19	23 2 1/2	"	" "	1	1 2	"	" "	"	" "	20	24 2 1/2
Al Fangas.....	"	"	" "	2	6 "	"	" "	7	19 0 1/2	"	" "	"	" "	9	25 0 1/2
A las fangas de Boyssanes.....	1 <sup>1</sup>	"	" "	4	9 1 1/2	1	140 "	10	57 3	"	" "	10	60 "	25	276 0 1/2
Terrador de Boyssanes.....	2	"	" "	11	18 1	2	160 "	4	3 3	"	" "	2	5 "	19	187 "
A la Palanquetta.....	"	"	" "	7	8 2	"	" "	11	23 2	"	" "	1	5 "	19	37 1
A las Molos.....	"	"	" "	15	14 2 1/2	"	" "	6	10 2	"	" "	"	" "	21	25 0 1/2
A Mont Vincent.....	"	"	" "	20	30 2	"	" "	"	" "	"	" "	"	" "	20	30 2
Als Cabats.....	"	"	" "	9	9 2	"	" "	13	23 2	"	" "	"	" "	22	33 "
Entra dos camis de la p. Pouzonv. et de la p. Arnaud-Bern. à la crotz de Montisalguier.....	3	2	1 1	2	5 "	3	6 3	36	85 1	"	" "	"	" "	43	98 1
A las Molos.....	8	"	" "	1	2 "	8	620 "	38	135 2	1	4 "	3	76 "	51	837 2
Al Balat Salvan.....	"	"	" "	"	" "	"	" "	8	18 "	"	" "	"	" "	8	18 "
Al claux de Sante Crotz.....	"	"	" "	4	7 3	"	" "	12	21 1	"	" "	"	" "	16	29 1
De la p. Arnaud-Bern. à 4 Carrières.....	"	1	0 1	1	5 "	"	" "	12	12 0 1/2	"	" "	1	2 "	15	19 1 1/2
Cantou.....	"	2	3 1	"	" "	"	" "	5	8 3 1/2	"	" "	"	" "	7	12 0 1/2
De San Roc à 4 Carrières et pont de Launaguet.....	"	"	" "	29	51 2 1/2	"	" "	5	10 3	"	" "	"	" "	34	62 1 1/2
Al Balat Salvan.....	"	"	" "	2	2 3	"	" "	20	50 "	"	" "	"	" "	22	52 3
De San Roc al pont de Launaguet.....	1	"	" "	"	" "	1	22 "	2	5 "	"	" "	1	3 "	4	30 "
TOTAUX.....	27	27	17 1 1/2	372	590 0 1/2	27	1104 1	289	661 "	3	26 "	21	176 "	739	2574 3

1. Ces habitations ne sont autres que les bâtiments des bordes.



## VII.

Le cadastre de 1571 pourrait faire l'objet d'une étude aussi intéressante que celle du cadastre de 1478. Nous ne saurions cependant la présenter ici avec autant de détails sans sortir des limites que nous nous sommes tracées.

Les tableaux suivants relatifs à ce cadastre et quelques explications complémentaires suffiront à édifier le lecteur.

La contenance de la totalité des fonds signalés dans le cadastre du capitoulat de Saint-Sernin est inférieure de 257 arpents 2 pugnérées 5 boisseaux à celle des terres mentionnées dans celui de 1478. On pourrait expliquer cette différence par ce fait qu'en 1567, quatre ans avant la rédaction du cadastre de 1571, les protestants ayant levé de nouveau l'étendard de la révolte et quelques-uns d'entre eux ayant fui, leurs biens furent confisqués<sup>1</sup> par application du droit d'incours. Ces biens n'eurent plus dès lors à figurer au cadastre, étant exempts de l'impôt, comme appartenant au Domaine. Nous n'avons cependant de cela aucune preuve positive.

Le gardiage du capitoulat de Saint-Sernin comprenait en 1571 : deux châteaux, trente-trois bordes et quatre-vingt-quatre maisons, soit un total de cent dix-neuf habitations, alors qu'en 1478 on y comptait à peine vingt-sept bordes ou bourdettes. Le nombre des habitations aurait même été plus élevé si, en 1552, lors de la guerre entre François I<sup>er</sup> et Charles-Quint, on n'avait pas démoli, en vue de la défense de la ville, toutes les constructions qui avoisinaient les remparts<sup>2</sup>. Quelques autres avaient peut-être aussi été détruites pendant la première période des guerres de religion. N'en eût-il pas été ainsi que le nombre de cent dix-neuf habitations marquerait déjà un progrès notable sur celui de vingt-sept bordes seulement existant en 1478. Voici le résumé du cadastre de 1571.

1. Du Rosoi, *Annales de la ville de Toulouse*, t. III, p. 565.

2. Roschach, *Invent. des arch. comm.*, p. LIII.



# Gardiage du Capitoulat de Saint-Sernin en 1571.

Etat territorial d'après le cadastre de 1571. (Arch. de T., CC. n° 1774.)

DE LA GUERRE DE CENT ANS A 1690.

93

MOULONS	HABITATIONS				TERRES										CONTENANCES				
	Châteaux.	Bordes.	Maisons.	Total des habitations	Jardins.	Puits rodiers.	Contenance des jardins.			Contenance des bordes.			Nombre de champs isolés et patus.	Contenance des terres isolées.			Contenance totale.		
No							arp.	pug.	boiss.	arp.	pug.	boiss.		arp.	pug.	boiss.	arp.	pug.	boiss.
1	"	"	16	16	18	8	27	3	0	"	"	"	6	6	"	"	28	3	"
2	"	"	15	15	9	3	9	1	4	"	"	"	12	1	1	"	25	2	4
3	"	"	5	5	6	6	7	3	"	"	"	"	1	1	3	7	9	2	7
4	"	1	1	2	2	1	3	"	4	5	3	3	3	14	1	3	23	1	2
5	"	8	"	8	"	"	"	"	"	287	3	"	121	262	2	"	550	1	"
6	"	"	6	6	"	"	1	3	2	"	"	"	6	14	2	6	16	2	"
7	"	3	15	18	18	12	24	"	5	54	1	7	31	91	2	1	170	"	5
8	"	"	4	4	7	1	9	2	6	"	"	"	2	1	3	1	11	1	7
9	1 <sup>1</sup>	6	3	10	2	2	5	"	5	516	"	4	22 <sup>2</sup>	70	1	1	591	2	2
10	1 <sup>3</sup>	7	3	11	2	3	2	"	7	155	3	1	47	124	2	5	282	1	6
11	"	3	15	18	12	4	15	2	5	27	3	7	156	217	3	7	261	2	3
12	"	5	1	6	1	"	1	"	4	321	2	4	8 <sup>4</sup>	22	3	"	345	2	"
TOTAUX.	2	33	84	119	83	40	102	3	2	1369	2	2	415	844	2	7	2317	0	3

1. Château de Palficat appartenant à Jean de Bernuy. (Voir ch. IX.)

2. Plus le communal de Palficat contigu à celui du pont de Launaguet. (Ce dernier dans le capitoulat de Saint-Pierre.) Celui de Palficat comprenait 32 arp. 3 pug. 7 boiss. 3/4, estimé terre moyenne et allivré à 49 sols 6 deniers. Il fut baillé à fief, le 18 novembre 1653, à Nicolas Bonassié et acquis plus tard par les de Bertier, seigneurs de Palficat.

3. Château de Mazades, près des Minimes. (Voir ch. IX.)

4. Plus le communal du pont d'Izalguier (pré de Saint-Cyprien), d'une contenance de 10 arpents 1 pug. 2 boiss.. Déclaré terre infime, il était allivré à 10 sols 3 deniers 3/4. Il fut inféodé par la ville à Jean Taillefer, le 13 décembre 1636. (Voir le chap. XII.)

On comptait, en second lieu, dans ce territoire quatre-vingt-trois jardins avec quarante puits à roue et formant une contenance de 102 arpents 2 pugnérées. Les trente-trois bordes représentaient 1.369 arpents 2 pugnérées, et 2 boisseaux, et les quatre cent quinze champs isolés 842 arpents 5 boisseaux un quart, soit une contenance totale de 2.317 arpents 3 boisseaux de terres en valeur.

Une simple comparaison des chiffres résultant des deux tableaux ci-dessus montre bien que la petite propriété, les jardins mis à part, avait diminué, en moins de cent ans, dans le capitoulat de Saint-Sernin, soit quant au nombre des fonds, soit pour la totalité des contenance, et que la grande propriété s'était accrue en proportion. Le tableau suivant permettra d'en juger.

ANNÉES.	HABITATIONS. — Nom- bre.	JARDINS.		BORDES.		FONDS ISOLÉS.	
		Nom- bre.	Contenances.	Nom- bre.	Contenances.	Nom- bre.	Contenances.
1478	27	27	17 a. 1 1/2 »	27	1.104 a. 1 p. »	686 <sup>1</sup>	1.453 a. 0 p. 1/2 »
1571	119	83	102 3 2	33	1.369 2 2	415 <sup>2</sup>	844 » 2 pugn. 7 b. 1/2

Le nombre des petits fonds s'était donc réduit de deux cents soixante et onze en moins de cent ans et ces fonds représentaient une diminution de la petite propriété de 609 arpents. La grande propriété en avait absorbé exactement 265 arpents et les jardins 85 arpents 5 pugnérées. La différence représentait, sans doute, les biens confisqués aux religieux qui s'étaient enfuis quatre ans auparavant et qui constituaient 258 arpents du domaine royal<sup>3</sup>.

Sur les 2.317 arpents 3 boisseaux que comprenait le gar-

1. Dans ce nombre sont compris les champs, vignes, prés, etc., mais non les jardins.

2. *Ibid.*

3. Après la pacification, une partie de ces fonds fut rendue par le roi aux anciens propriétaires (Arch. de Toulouse, AA 16, 195).

diage du capitoulat de Saint-Sernin en 1571, 162 arpents 2 pugnérées 4 boisseaux  $5/8$  constituaient des biens d'église, et 17 arpents 2 pugnérées 1 boisseau  $1/4$  appartenaient à trois hôpitaux. Le reste formait la propriété individuelle. Voici comment se subdivisaient les biens d'église :

*Eglise Saint-Etienne<sup>1</sup> :*

Le chapitre de cette église, 2 prairies

au bord de l'Hers..... 14<sup>a</sup> 1<sup>p</sup> 5<sup>b</sup>  $1/4$

Les bailes de l'Œuvre de Notre-Dame. 2 » 2

---

16 1 7  $1/4$  16<sup>a</sup> 1<sup>p</sup> 7<sup>b</sup>  $1/4$

*Eglise Saint-Sernin<sup>2</sup> :*

La Table de l'Œuvre du Purgatoire. 1 2 7  $5/8$

La Table du Corpus X<sup>ti</sup> ..... » 2 3

La Table des Corps saints..... » 2 2  $3/4$

---

2 3 5  $3/8$  2 3 5  $3/8$

*Eglise de la Daurade<sup>3</sup> :*

Table de l'Œuvre de la Nativité..... 10 2 0  $1/2$

Table de l'Œuvre du Purgatoire..... 2 » 5  $1/2$

Table de l'Œuvre de l'Assomption... 1 » 3

---

13 3 1 13 3 1

*Eglise du Taur<sup>4</sup> :*

Table de Notre-Seigneur..... 3 » 3  $3/4$

Table de l'Œuvre du Purgatoire. .... 2 3 0  $5/8$

---

5 3 4  $3/8$  5 3 4  $3/8$

*Eglise Saint-Pierre-des-Cuisines<sup>5</sup> :*

Table de l'Œuvre de Sainte-Croix... 3 2 2  $1/2$

Table de l'Œuvre de Notre-Dame.... 1 » 1  $1/4$

Le recteur de cette église. .... 1 1 4  $3/4$

---

6 » 0  $1/2$  6 » 0  $1/2$

*La chapelle Redonde<sup>6</sup> :*

Œuvre de la Madone.....

1 » 6

---

46<sup>a</sup> 1<sup>p</sup> 0<sup>b</sup>  $1/2$

1. Archives de Toulouse, cadastre de 1571, capit. de Saint-Sernin, CC, n° 1774, moulons 5 et 11.

2. *Ibid*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, moulons 9 et 11. Une maison était construite sur le champ appartenant à l'œuvre du purgatoire.

5. *Ibid.*, moulon 11.

6. *Ibid.*



<i>Les Religieux de Sainte-Croix</i> : Une maison avec terre attenante de 2 arpents 1 boisseau $\frac{3}{4}$ et 5 champs, le tout <sup>1</sup> . . . . .	24	3	4	$\frac{1}{2}$
<i>Les Religieuses de Saint-Sernin</i> : Une maison avec terre attenante de 1 arpent 2 pugnérées 1 boisseau $\frac{1}{2}$ et 2 champs isolés, le tout <sup>2</sup> . . . . .	4	1	4	$\frac{3}{4}$
<i>Les Religieuses de Saint-Pantaléon</i> : Une métairie de 51 arpents 2 pugnérées 1 boisseau $\frac{1}{4}$ et 2 champs isolés, le tout <sup>3</sup> . . . . .	65	3	1	$\frac{3}{4}$
<i>Les Religieux du couvent de Saint-Roch</i> (Minimes) : Une maison avec terre attenante de 11 arpents 2 pugnérées $\frac{1}{2}$ boisseau et 1 champ de 7 arpents 3 boisseaux $\frac{1}{4}$ , le tout <sup>4</sup> . . . . .	18	2	3	$\frac{3}{4}$
<i>Les Chartreux</i> : Un champ <sup>5</sup> . . . . .	1	»	2	$\frac{1}{8}$
<i>Les Prêtres de l'église Saint-Antoine du Pré-Montardy</i> : Un champ <sup>6</sup> . . . . .	1	2	4	$\frac{1}{2}$
TOTAL . . . . .	162 <sup>a</sup>	2 <sup>p</sup>	7 <sup>b</sup>	$\frac{7}{8}$

Voici comment se divisaient les biens-fonds des hôpitaux :

<i>Hôpital Saint-Jacques de Saint-Sernin</i> : 3 champs <sup>7</sup> .	6 <sup>a</sup>	2 <sup>p</sup>	0 <sup>b</sup>	$\frac{1}{4}$
<i>Les Lépreux d'Arnaud-Bernard</i> : 3 — <sup>8</sup> .	9	1	1	$\frac{1}{2}$
<i>Hôtel-Dieu Saint-Jacques</i> : 1 — <sup>9</sup> .	1	2	7	$\frac{1}{2}$
TOTAL . . . . .	17 <sup>a</sup>	2 <sup>p</sup>	1 <sup>b</sup>	$\frac{1}{4}$

Le cadastre de la même époque relatif au capitoulat de Saint-Pierre ou à la partie occidentale de la Grande-Lande ne présente pas moins d'intérêt que celui du capitoulat de Saint-Sernin.

Nous l'avons résumé dans le tableau qui suit.

1. Archives de Toulouse, cad. de 1571, capit. de Saint-Sernin, moulons 3, 5, 6, 7 et 9.

2. *Ibid.*, moulons 1 et 2.

3. *Ibid.*, moulons 3, 9 et 10.

4. *Ibid.*, moulons 4 et 7.

5. *Ibid.*, moulon, 5.

6. *Ibid.*, moulon 11.

7. *Ibid.*, moulons 5, 7 et 11.

8. *Ibid.*, moulons 7, 8 et 10.

9. *Ibid.*, moulon 10.

# Gardiage du Capitoulat de Saint-Pierre en 1571.

*Etat territorial d'après le cadastre de 1571. (Arch. de T., CC. n° 1772.)*

NOTA. — Les moulons vont de l'est à l'ouest.

MOULONS	COMMUNAUX		BIENS DES PARTICULIERS				BIENS D'ÉGLISE				HOPITAUX				CONTENANCES TOTALES			
	Nom- bre.	Contenances.	Bordes ou maisons — Nombre	Terres attenantes. — Contenances.		Champs isolés.		Bordes ou maisons — Nombre	Terres attenantes. — Contenances.		Champs isolés.		Bordes ou maisons — Nombre	Terres attenantes. — Contenances.		Champs isolés.		
				Nom- bre.	Contenances.	Nom- bre.	Contenances.		Nom- bre.	Contenances.	Nom- bre.	Contenances.		Nom- bre.		Contenances.		
N°	1	a. p. b.		a. p. b.		a. p. b.		a. p. b.		a. p. b.		a. p. b.		a. p. b.		a. p. b.		a. p. b.
1	1	32 2 1	7	124 11 4 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	29	130 2 4 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	11	11 11 11	11	11 11 11	11	11 11 11	11	11 11 11	11	11 11 11	287	1 2 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>
2	1	11 11 7 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	9	5 11 4 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	11	11 11 11	1	1 2 3 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	11	11 11 11	1	1 11 1 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	11	11 11 11	11	11 11 11	8	11 1
3	3	98 3 2 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	2	121 1 7	5	24 3 2 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	11	11 11 11	11	11 11 11	11	11 11 11	2	41 1 3 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	286	2 11		
4	1	6 11 11	17	388 11 7 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	46	209 11 5 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>	11	11 11 11	1	1 11 7 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	11	11 11 11	1	95 2 4 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	700	1 1 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>		
5	1	1 11 11	7	21 11 3 <sup>5</sup> / <sub>8</sub>	27	43 3 4 <sup>5</sup> / <sub>8</sub>	11	11 11 11	7	31 11 7	11	11 11 11	3	11 1 4 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	108	2 3 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>		
6	11	11 11 11	4	110 2 0 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	34	151 3 4	1	56 1 2 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	11	11 11 11	1	73 2 7	6	11 3 5 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	404	1 4		
7	5	9 11 5 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	6	81 11 7 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	60	255 11 1 <sup>7</sup> / <sub>8</sub>	1	3 1 4 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	14	53 1 1 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	11	11 11 11	5	6 1 4	408	2 1 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>		
8	11	11 11 11	1	8 3 7	3	15 1 1 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	11	11 11 11	11	11 11 11	11	11 11 11	11	11 11 11	11	11 11 11	24	1 0 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>
9	11	11 11 11	3	14 1 6 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	14	60 11 6	1	2 2 2 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	3	7 11 3 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	11	11 11 11	11	11 11 11	11	11 11 11	84	1 3
10	11	11 11 11	11	11 11 11	4	25 3 1 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	11	11 11 11	11	11 11 11	11	11 11 11	11	11 11 11	11	11 11 11	25	3 1 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>
11	2 <sup>1</sup>	11 11 11	2	80 1 5 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	7	19 2 0 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	11	11 11 11	4	16 3 0 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	11	11 11 11	1	10 11 2 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	126	3 1		
12	11	11 11 11	5	38 11 7 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	7	17 2 2	11	11 11 11	2	1 3 4 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	11	11 11 11	2	2 3 6	60	2 3 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>		
13	11	11 11 11	11	11 11 11	4	30 3 5 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	11	11 11 11	4	5 11 7 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	11	11 11 11	11	11 11 11	11	11 11 11	36	11 4 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>
TOTAUX	14	147 3 0 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	63	993 3 6 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>	240	984 2 7 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>	4	63 3 5 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	35	116 3 0 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	2	74 3 0 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	20	179 2 7 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	2561	3 3 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>		

1. Pour le pré de *Sept-Deniers* et le pré *Carbonnel*, aucune contenance n'est indiquée. Le cadastre porte simplement qu'ils n'avaient pas été mesurés parce qu'ils appartenaient à la ville. (Voir leur contenance, même chapitre, d'après le cadastre de 1550. Plusieurs autres mentionnés dans ce cadastre ne figurent pas à celui de 1571; aussi, n'arrive-t-on qu'à une contenance de 147 arpents 3 pugnérées 0 3/4 de boisseau, au lieu de 496 arpents 5 boisseaux qu'ils contenaient en réalité.

Un examen comparatif des cadastres du gardiage des deux capitoulats de Saint-Sernin et de Saint-Pierre de l'année 1571, résumés dans les deux tableaux ci-dessus, nous révèlent les faits suivants :

1° Le gardiage du capitoulat de Saint-Pierre était un peu plus étendu que celui du capitoulat de Saint-Sernin. Il comprenait, en effet, 2.561 arpents 3 pugnérées 3 boisseaux  $1/4$  au lieu de 2.317 arpents 3 boisseaux que l'on en comptait dans celui de Saint-Sernin. Il faut même y ajouter 350 arpents environ de communaux qui ne sont pas mentionnés dans ce cadastre ; d'où un dépassement de 594 arpents 3 boisseaux  $1/4$ .

La totalité des communaux s'élevant à 496 arpents (voir même chapitre), alors qu'elle n'était à peine que de 43 arpents dans le capitoulat de Saint-Sernin, il en résulte, qu'à 245 arpents près<sup>1</sup>, les terres cultivées étaient d'égale contenance dans les deux capitoulats.

2° Le gardiage du capitoulat de Saint-Sernin était plus peuplé que celui du capitoulat de Saint-Pierre. On y comptait, en effet, 119 habitations au lieu de 69 que comprenait ce dernier.

3° Les jardins, qui étaient au nombre de 83, avec 40 puits à roue et une contenance de 102 arpents 3 pugnérées 2 boisseaux dans le capitoulat de Saint-Sernin, étaient peu nombreux dans celui de Saint-Pierre. On en comptait 4 seulement<sup>2</sup>, d'une contenance totale de 6 arpents 3 pugnérées, avec 5 puits à roue, dont 2 pour un même jardin. La culture maraîchère était donc à peu près nulle dans la partie occidentale de la Grande-Lande à cette époque.

4° Les terres attenantes aux habitations, qui formaient une contenance totale de 1.369 arpents 2 pugnérées 2 boisseaux dans le capitoulat de Saint-Sernin, arrivaient seulement à 1.132 arpents 2 pugnérées 3 boisseaux  $1/4$  dans celui de Saint-Pierre. Mais, comme le nombre des habitations n'était dans ce

1. 147 arpents de communaux sont compris dans la totalité de 2.561 arpents.

2. Pas plus que pour le capitoulat de Saint-Sernin, nous n'avons compris dans ce chiffre les jardins établis pour le service des maisons auprès desquelles ils se trouvaient.



capitoulat que de 69, tandis qu'elles atteignaient le chiffre de 119 dans celui de Saint-Sernin, il en résulte que la propriété foncière, formant les grands domaines ou les bordes, était plus compacte dans ce dernier. La moyenne s'élevait, en effet, à 17 arpents 85<sup>c</sup>, alors qu'elle n'était, dans le capitoulat de Saint-Sernin, que de 11 arpents 53<sup>c</sup>.

5° Le morcellement des champs isolés était aussi plus grand dans ce dernier. On en comptait, en effet, 415, formant une contenance totale de 884 arpents 2 pugnérées 7 boisseaux, tandis qu'on n'arrive qu'à 295, avec une contenance de 1.281 arpents 6 boisseaux 5/8, pour le capitoulat de Saint-Pierre; aussi la moyenne était-elle, dans celui-ci, de 4 arpents 3/4<sup>c</sup>, alors qu'elle n'atteignit, pour le capitoulat de Saint-Sernin, que 2 arpents 13<sup>c</sup>.

6° Les biens d'église, comprenant 162 arpents 2 pugnérées 7 boisseaux 7/8 dans le capitoulat de Saint-Sernin, atteignaient le chiffre de 180 arpents 2 pugnérées 5 boisseaux 1/2 dans celui de Saint-Pierre. Les biens-fonds des hôpitaux s'élevaient dans ce dernier à 254 arpents 1 pugnérée 7 boisseaux 3/4, alors qu'ils arrivaient à peine, dans le capitoulat de Saint-Sernin, au chiffre de 17 arpents 2 pugnérées 1 boisseau 1/4.

Les biens d'église situés dans le capitoulat de Saint-Pierre se subdivisaient ainsi qu'il suit :

*Eglise Saint-Etienne :*

Le Chapitre de cette église, 2 champs.	15 <sup>a</sup>	1 <sup>p</sup>	2 <sup>b</sup>	1/4	
La Table des Obits, métairie de la Chantelle.....	56	1	2	1/2	
	71	2	4	3/4	71 <sup>a</sup> 2 <sup>p</sup> 4 <sup>b</sup> 3/4

*Eglise Saint-Sernin :*

Le Chapitre de cette église, 2 champs.	5	2	0	1/2	
Table de l'Œuvre de Notre-Dame-La-Belle, 1 borde et 2 champs.....	13	2	0	3/4	
Les Bailes de Notre-Dame de Montemang, 1 champ.....	3	»	6	1/4	
	22	»	7	1/2	22 » 7 1/2
<i>A reporter.....</i>	93	3	4	1/4	



lité et la contenance, et non, comme antérieurement, d'après le montant des fermages. Les terres incultes sont qualifiées de terres *hermes* et on n'en compte, dans les deux capitoulats, sauf les communaux, qu'un fort petit nombre, deux ou trois à peine, et d'une contenance insignifiante.

Remarquons enfin que les domaines du gardiage du capitoulat de Saint-Sernin<sup>\*</sup> avaient atteint aussi leur maximum d'importance. Sauf Palficat qui comprendra 316 arpents à la date du cadastre suivant (1690), ils resteront presque tous, pour leur contenance, à peu près ce qu'ils étaient en 1571.

Signalons les principaux, avec leur contenance et le chiffre de l'allivrement :

1° *La métairie des Religieuses de Saint-Pantaléon*, plus tard Négreneys, 57 arpents, terre moyenne, taxée à 3 livres 17 sols 3 deniers;

2° *La métairie d'Antoine Maury*, plus tard la Maurine, 40 arpents 1 pugnérée, terre moyenne, allivrée à 5 livres 5 sols;

3° *La métairie de Claude de Loppes*, plus tard Lanusse, 89 arpents 3 pugnérées 4 boisseaux, terre moyenne, allivrée à 8 livres 7 sols 3 deniers;

4° *La métairie de Pierre Clément*, plus tard Comingères, 63 arpents, terre moyenne, taxée à 4 livres 11 sols 8 deniers  $\frac{3}{4}$ ;

5° *Le château et domaine de Jehan de Bernuy, Palficat*, 269 arpents 7 boisseaux  $\frac{1}{2}$ , terre bonne pour 40 arpents et moyenne pour le reste, allivrés à 21 livres 3 sols 10 deniers;

6° *La métairie du Mirailou*, plus tard Lapujade, appartenant à Étienne Duranti, 40 arpents, terre moyenne, allivrée à 3 livres;

7° *La métairie de nobles Raymond et Hugues Dassier*, à Gramont, le long de la Sausse, 90 arpents 3 boisseaux  $\frac{1}{2}$ , terre bonne, taxée (à 2 sols par arpent) à 9 livres 3 sols;

8° *La métairie de Gabriel Barthélemy de Gramont*, au terroir de ce nom, près de la Sausse, 95 arpents 2 pugnérées 7 boisseaux  $\frac{1}{2}$ , terre bonne, taxée à 9 livres 9 sols 5 deniers  $\frac{1}{4}$ ;

9° *La métairie de Pierre de Cazeneuve dit la Roaïsse*, chanoine de Saint-Sernin, au terroir de la Roaïsse, à l'est du



chemin de Gavardy, le long et au nord de celui de Montrabe, 32 arpents, 26 terre bonne et le reste médiocre, allivrée à 3 livres 6 deniers  $1/2$  (actuellement partie du domaine de M. Théron de Montaugé, longeant le côté septentrional du chemin de Montrabe) ;

10° *La métairie des héritiers de Bernard de Cazeneuve dit la Roaïsse*, aujourd'hui la Roaïssette, au nord de la précédente, 104 arpents, dont 3 parties terre bonne et le reste médiocre, allivrée à 9 livres 6 sols 9 deniers (fait également partie du domaine de M. Théron de Montaugé) ;

11° *La métairie d'Etienne Duranti*, 31 arpents 2 pugnérées 4 boisseaux, terre moyenne, allivrée à 2 livres 7 sols 5 deniers (actuellement propriété de M<sup>me</sup> Berthal) ;

12° *Montblanc*, signalé au cadastre de 1478 et acheté plus tard par le président Douvrier, n'est pas mentionné sous le nom de Montblanc. On dit simplement que cette métairie comprenait 102 arpents et était allivrée à 7 livres 19 sols 3 deniers  $1/2$ .

Les terres et jardins longeant les fossés de la ville étaient déclarés terre bonne et généralement allivrés à 5 sols par arpent. Un peu plus loin dans la campagne, la terre bonne n'était taxée qu'à 2 sols, la terre moyenne à 1 sol  $1/2$  et la terre médiocre à 1 sol.

De la porte Matabiau à Périole et à la Juncasse, le sol était plus morcelé que dans les autres quartiers et on n'y rencontrait guère que des vignes, chacune d'une petite contenance. Celles-ci étaient déclarées, en majeure partie, terre bonne, quelques-unes terre demi-bonne et deux ou trois à peine terre médiocre.

Si la mise en valeur de la Grande-Lande ne s'était pas effectuée sans de cruelles et longues vicissitudes, celles-ci n'étaient pas encore à la veille de prendre fin. Malgré cela, la guerre de Cent ans n'avait pu empêcher le labeur persévérant et résolu de trois siècles de la rétablir dans son état antérieur de terres à céréales, de vignes et de prairies, et d'en achever le défrichement<sup>1</sup>. Les cultivateurs ne s'étaient pas laissés décourager par

1. Le cadastre signale cependant des bruyères au domaine de Palficat.

l'inanité, hélas ! trop fréquente de leurs efforts. De nouvelles épreuves les attendaient.

### VIII.

Après la guerre de Cent ans, les guerres de religion devinrent à leur tour un sérieux obstacle pour l'agriculture. Du Peyrat, dans son étude du prix des blés depuis le treizième siècle, observe que la moyenne passa de 6 fr. 43 l'hectolitre à 30 fr. 40 et que, dans l'année 1587, ce prix s'éleva jusqu'à 61 francs l'hectolitre<sup>1</sup>.

A Toulouse, les *Annales manuscrites de l'Hôtel de ville* attestent que, pendant la période de leurs succès, les protestants mirent le feu à tous les villages, manoirs et métairies d'alentour « à quatre lieues à la ronde, à tel point que les paysans ruinés se réfugièrent, avec femmes et enfants, dans la ville<sup>2</sup> ».

Un arrêt du Parlement, du 26 janvier 1570, témoigne du même fait. Les princes de Navarre et de Condé, « avec toutes leurs forces, tenaient assiégée la ville de Toulouse du côté de Montauban, faisant la guerre à feu et à sang, ayant brûlé, pillé, saccagé un grand nombre de villages et plusieurs maisons des particuliers habitant la ville, *jusqu'auprès de l'enceinte*<sup>3</sup> ». On ajoute que « *les maisons des champs avaient été détruites* ».

Un cahier présenté à Charles IX par MM. de Supersantis et Lacroix, le 5 mai 1570, rapporte que Montgomery avait saccagé les environs de Toulouse et que, s'étant ensuite rendu à Montauban, où Coligny vint le rejoindre, il avait prescrit aux capitaines, d'un commun accord avec l'amiral, « de ruiner et brûler les maisons et les châteaux, ce qui avait été exécuté avec si grande fureur et rage que, de Montauban aux portes de Toulouse, ils avaient tout dévasté, même les habitations des paysans, les blés, vins, pastels, et ruiné un grand nombre de

1. *Journal des propriétaires ruraux*. A Toulouse, le blé n'atteignit jamais un tel chiffre (voir le tableau des prix du blé au chapitre suivant).

2. Archives de Toulouse.

3. Archives de Toulouse, AA 18, 248.

maisons<sup>1</sup> ». Lafaille ajoute que Coligny, étant venu camper devant Toulouse, « ravagea d'une manière barbare la campagne des environs, faisant mettre le feu partout ». La dévastation fut telle, dit l'annaliste « qu'il ne s'était rien vu de pareil dans les contrées d'autour de Toulouse depuis l'irruption des Anglais sous le règne du roi Jean<sup>2</sup> ». Lors des seconds troubles, est-il dit dans des remontrances présentées à Charles IX par les délégués de la ville de Toulouse, le 5 novembre 1573, « toutes les maisons des environs ont été brûlées, démolies, saccagées ; les chefs des principales familles sont morts, et le menu peuple a été grandement diminué par la guerre, famine et maladies presque ininterrompues depuis douze ans<sup>3</sup> ».

Lafaille rapporte qu'en 1574 « les huguenots, par le moyen de tant de places dont ils s'étaient emparés dans tous les environs de Toulouse, la tenaient comme bloquée et faisaient des courses jusqu'aux portes ». Afin, dit-il, d'arrêter le mal, « on appela trois compagnies de gendarmes, et on mit aussi sur pied de nouvelles compagnies d'infanterie qu'on distribua dans les faubourgs. On en envoya aussi dans divers lieux du voisinage<sup>4</sup> ».

Cette même année on leva encore douze cents hommes, car « une troupe de cent chevaux s'était avancée jusqu'au pont de l'Hers<sup>5</sup> ».

C'est aussi de la part des catholiques qu'eurent à souffrir les alentours de la ville. Il est rapporté, en effet, dans un mémoire pour les députés envoyés par la ville au maréchal de Joyeuse, que « ses troupes avaient commis dans les environs de Toulouse toutes sortes d'hostilités et qu'on n'y avait rien vu de pareil depuis les ravages de Coligny. La ville le priait en conséquence et au besoin le sommait de faire cesser ces actes d'hostilité et, en cas de refus, on déclarait que la ville serait contrainte de prendre les armes pour sa défense et d'appeler ses amis pour avoir réparation des torts et oppressions qu'elle souffrait jour-

1. Archives de Toulouse, AA 16, 151.

2. *Annales*, t. II, p. 299.

3. Archives de Toulouse, AA 16, 190.

4. *Annales*, p. 325.

5. *Ibid.*, p. 331.



nellement par le fait des gens qui se targuaient de l'autorité du maréchal et se disaient avoués de lui<sup>1</sup> ».

A l'avènement d'Henri IV (1589), les habitants des campagnes étaient encore privés de la sécurité nécessaire aux travaux des champs. On ne connaissait pas alors l'art de faire vivre et mouvoir des troupes régulières au sein de la population et un tel état de choses avait eu jusque-là, pour conséquence inévitable, d'arrêter la culture des terres, en privant trop souvent le paysan du bétail nécessaire. Gustave Fagniez atteste « que les troupes ne recevaient plus leur solde et ne se procuraient des vivres qu'à l'aide de réquisitions. Elles frappaient les campagnes de contributions et enlevaient le bétail ou s'emparaient des récalcitrants<sup>2</sup> ». Les troupes étaient suivies d'ailleurs « d'une foule de non combattants, queue de pillards, de goujats et de receleurs<sup>3</sup> », qui venaient à leur tour rançonner les habitants des campagnes.

Si donc l'on considère qu'à côté des armées catholiques et protestantes, des troupes du roi et de la ligue, il s'était ainsi formé des bandes de gens sans aveu, qui n'étaient reconnues par aucun parti et n'avaient pour but que de pratiquer la rapine et d'exercer le brigandage, on s'expliquera par quelles épreuves dut passer l'agriculture. « Partout des ruines, dit Cavalli ; le bétail est en grande partie détruit, de sorte qu'on ne peut plus labourer et qu'une grande partie des champs reste en friche. Beaucoup de paysans ont même abandonné leurs maisons<sup>4</sup>. »

Les plaintes et les colères des agriculteurs aux abois obtinrent néanmoins, assez souvent, des belligérants des trêves particulières qui vinrent atténuer la situation, sinon mettre un terme à tant de désordres. Ainsi on était si fort empêché de se livrer utilement à la culture des terres à Toulouse, en 1590, qu'on se préoccupa de conclure avec les voisins des « *trêves de labourage* », dont le premier objet était de sauvegarder la sécurité

1. Archives de Toulouse, AA 20, 192.

2. *L'Economie sociale de la France sous Henri IV*, p. 6.

3. *Ibid.*, p. 12.

4. *Ibid.*, p. 7.

des travailleurs et d'assurer aux populations agricoles leur moyen d'existence par le travail des champs.

Les capitouls se mirent donc en devoir d'envoyer des représentants aux conférences chargées de discuter et d'arrêter les conditions de ces trêves.

Dans la trêve conclue à Tarabel, le 22 novembre 1590, par les députés de la ville de Toulouse et ceux de la ville et du comté de Caraman, « on faisait défense d'inquiéter de jour et de nuit les laboureurs et travailleurs de culture avec leur bétail ou charroi passant aux champs ou y séjournant pour leur service<sup>1</sup> ».

Pareille conférence eut lieu à Puylaurens et, le 11 avril 1591, Bernard Laffont, bourgeois, et Mathieu Carcassés, syndic de la ville, reçurent des capitouls des lettres de délégation pour y assister et y traiter « de la trêve du commerce, du labourage et des récoltes<sup>2</sup> ».

Le capitoul Michel Garrigues ainsi que Bernard Laffont étaient également envoyés, le 20 juin 1592, à celle qui se tenait alors à Saint-Félix. On y renouvela « la défense de faire aucune course sur les paysans et le bétail de labourage<sup>3</sup> ». Le lendemain, 21 juin 1592, dans les trente et un articles de la conférence d'Astafort, les délégués des catholiques et des protestants se garantissaient réciproquement la tolérance et la sécurité « avec la libre circulation des laboureurs et de leurs familles, ainsi que des récoltes, et la sauvegarde des paysans retirés dans les lieux fortifiés, pour leur sécurité<sup>4</sup> ».

Enfin, le 29 février 1593, la ville de Toulouse déléguait pareillement à la conférence de Grisolles Bernard Laffont, Durant d'Albatia et Jacques de Pujet, pour l'observation de la trêve<sup>5</sup>.

1. Archives de Toulouse, AA 20, 203. — L'édit rendu au siège de Chartres, le 7 mars 1591, défendit, sous peine de mort, de saisir le bétail et les instruments aratoires et de rançonner les paysans (Gustave Fagniez, *L'Economie sociale de la France sous Henri IV*, p. 13).

2. Archives de Toulouse, AA 16, 264.

3. *Ibid.*, AA 16, 267 et 268.

4. *Ibid.*, 269.

5. *Ibid.*

Ces trêves allaient-elles enfin assurer à l'agriculture tout le bénéfice qu'on en attendait? Hélas! il faudra, à Toulouse, patienter encore deux années, car on était alors dans un temps de disette. « La nécessité était si grande aux champs, à cause de la guerre, stérilité et cherté des vivres, est-il dit dans les *Annales manuscrites de l'Hôtel de ville*, qu'il se jeta tout à coup, dans les rues de la ville, un grand nombre de pauvres, sans qu'on eût le moyen de leur faire l'aumône, tant à cause de la pauvreté des habitants que de la rareté de la petite monnoye..... Le blé était monté jusqu'à 13 livres et la multitude des pauvres s'augmenta d'heure en heure. Il fut arrêté, attendu qu'une bonne partie de ceux qui mendiaient étaient valides et aptes à travailler, qu'on les emploierait à quelque œuvre publique. On leur fit creuser un fossé autour du boulevard. Dès le premier jour, y furent employés environ huit cents et le nombre s'augmenta si fort, qu'ils se rassemblaient mille huit cents à deux mille tous les jours, outre deux ou trois cents à la porte du Ministre ou à celle de Saint-Etienne; à tous lesquels les capitouls faisaient distribuer troys foys par jour troys pains de 16 deniers pièce<sup>1</sup>. » L'annaliste ajoute que « lors, la contagion estoit aussi et dedans et *ès environs de la ville* ». La disette avait duré plus d'une année.

Aucun document ne nous permet de dire quelle était à ce moment la situation agricole de la Grande-Lande en particulier, mais il nous semble permis de penser que, grâce à la cessation de ces fléaux « *ès environs de la ville* » et grâce aussi aux trêves de labourage, on y put bientôt compter sur des récoltes plus certaines.

La proximité de la ville assurait d'ailleurs plus de sécurité à nos laboureurs. Là, moins qu'en tout autre endroit, les protestants auraient pu tenter de violer la trêve. Ils n'avaient plus, du reste, la même liberté qu'auparavant de se réunir près des remparts. Henri IV avait déclaré, le 10 octobre 1594, aux députés de la Cité qui étaient allés lui présenter les remontran-

1. Archives de Toulouse, *Annales manuscrites*, t. IV, pp. 177-185 (année 1592).



ces, que, « pour faire quelque gratification à la ville, il interdisait le culte réformé à Toulouse, dans les faubourgs et à trois lieues à la ronde<sup>1</sup>. » Le roi devait prendre quelques mois plus tard un moyen encore plus efficace par la nomination de gouverneurs et capitaines catholiques dans toutes les places fortes et la destruction, « le rasement des citadelles de l'un et de l'autre parti, bâties depuis les troubles<sup>2</sup> ».

Les garnisons de tous les châteaux furent aussi supprimées<sup>3</sup> et avec elles « toutes les bicoques » d'où se répandait le pillage<sup>4</sup>.

Le roi continua d'ailleurs de pourvoir, d'une manière générale, à ce que les habitants des campagnes n'eussent plus à souffrir de la présence des troupes, dont quelques compagnies continuaient à vivre sur le paysan<sup>5</sup>.

Il s'appliqua également à purger la campagne du brigandage qui infestait les grandes routes<sup>6</sup>; de forcer les compagnies à rejoindre l'armée et, si elles s'y refusaient, à les faire tailler en pièces<sup>7</sup>. Ce fut grâce à de telles mesures que la crise, subie depuis plus de vingt ans par l'agriculture, allait prendre fin. Il faut donc faire honneur à Henri IV de la renaissance agricole qui allait suivre la guerre intestine. « Jamais, dit du Peyrat, on ne fit de plus grands efforts pour soutenir le peuple par l'accroissement de la production<sup>8</sup>. » On s'inspira de la parole royale dite à Sully : « *Pasturages et labourages sont les vrais thrésors et mines du Pérou, les véritables mamelles de l'Etat.* »

1. Archives de Toulouse, AA 16, 274.

2. *Ibid.*, 275.

3. Lettres des 17 janvier et 26 février 1595. *Lett. miss.*, IV, 299 et 318.

4. *Ibid.*, t. I, p. 145.

5. *Ibid.*

6. 4 et 6 mars 1596. *Lettres miss.*, IV, 513-515, dans Fagniez, *L'Economie sociale de la France sous Henri IV*, p. 18.

7. *Lettres missives* dans le même.

8. *Journal des propriétaires ruraux*, janvier 1854.

## IX.

Il n'aurait pas suffi cependant de pourvoir de la sorte à la sécurité des cultivateurs, il convenait également de se préoccuper, afin d'y porter remède, de la situation très obérée où la guerre les avait laissés. Henri IV n'eut garde d'y manquer et il y pourvut, soit par des mesures d'ordre général, soit par des faveurs particulières qu'il accorda à la ville de Toulouse et dont profita surtout le gardiage.

Des documents nombreux attestent quelles lourdes charges Toulouse avait dû s'imposer pendant les troubles, pour l'entretien et la solde des compagnies de guerre, ainsi que pour l'achat des munitions et du matériel<sup>1</sup>. Les travailleurs avaient eu à subir de ce chef, comme tout le monde, de sérieuses augmentations d'impôts. D'autre part, un certain nombre d'entre eux ayant perdu avec leurs récoltes leur matériel agricole, laissé dans les bordes et les habitations rurales alors plus nombreuses, avaient emprunté à gros intérêt pour le remplacer et pour vivre, et les prêteurs, circonspects au delà de toute mesure, avaient exigé que leurs créances fussent gagées sur les récoltes à venir qu'ils étaient allés jusqu'à hypothéquer<sup>2</sup>. Combien aussi qui, étant encore redevables envers le fisc de tailles restées impayées, se trouvaient dans l'impossibilité de satisfaire aux réclamations dont ils étaient l'objet de la part des trésoriers royaux ! La situation était grave, les moyens d'y parer le furent également.

Le 8 juillet 1594, par mesure d'ordre général, le roi réduisit d'un tiers les intérêts au denier dix et au denier douze, échus de 1589 à 1593<sup>3</sup>.

En 1595, il rendit insaisissables les instruments aratoires et

1. Archives de Toulouse, AA 16, 57, 96, 101, 125, 132, 135, 152, 170, 182, 187, 199, 247, 252, 262, 269, etc.

2. Archives de la Haute-Garonne, série B (notaires), minutier Mabric.

3. Fontanon, p. 722.

le bétail, de même qu'il défendit de réquisitionner illégalement les laboureurs, leurs chevaux et leur matériel agricole<sup>1</sup>.

Enfin, par l'Edit de 1600, il réforma l'assiette et la perception de la taille<sup>2</sup>, et cette mesure fut tout à l'avantage des cultivateurs, sur lesquels cet impôt pesait plus spécialement. On a calculé qu'il en abaissa le montant de vingt à quatorze millions durant la période de 1597 à 1609<sup>3</sup>.

Par faveur particulière, Henri IV, le 10 octobre 1595, fit remise aux habitants de Toulouse « de tous les arrérages de taille et autres deniers royaux jusqu'à la fin de cette année<sup>4</sup> ». Il supprima le même jour en leur faveur toutes les taxes établies sans sa commission<sup>5</sup> et les déchargea également de certains impôts.

Voulant favoriser la reconstruction des maisons qui avaient été détruites durant les troubles, il accorda, le 9 juillet 1596, la suppression des droits qui grevaient les bois à bâtir flottés par la Garonne, l'Ariège et autres rivières<sup>6</sup>.

Ayant autorisé plusieurs provinces, notamment le Languedoc, à exporter, en temps d'abondance, les blés, vins et autres denrées, il supprima « les subsides et péages sur les pastels, les grains, les vins et les marchandises et denrées voiturées de Toulouse à Bordeaux<sup>8</sup> ».

Le 31 juillet 1601, il faisait sanctionner par le Conseil d'Etat l'exemption du taillon, précédemment imposé à la ville<sup>9</sup>, et, le 30 décembre 1604, voulant étendre la mesure en vertu de laquelle les impôts impayés avaient été précédemment remis jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1596, il autorisait les trésoriers généraux de Toulouse à consentir par ordonnance à ses habitants « décharge

1. Déclaration du 16 mars 1595. Isambert, XV, 98-99.

2. *Ibid.*, 131.

3. Fagniez, *L'Economie sociale de la France sous Henri IV*, p. 5.

4. Archives de Toulouse, AA 16, 274.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*, 222.

7. *Ibid.*, 276 et 282.

8. *Ibid.*, 276.

9. *Ibid.*, 302.



des arrérages de taille et autres deniers levés à l'époque des troubles<sup>1</sup> ».

L'arriéré se trouvant ainsi allégé dans de notables proportions et la tranquillité publique rétablie, les cultivateurs reprirent courage et recommencèrent de travailler avec plus de succès. Aussi le blé qui s'était encore vendu, sur le marché de la Pierre, 7 livres 6 sols en 1593, 7 livres 2 sols en 1598 et 8 livres 18 sols en 1599, ne valait-il plus que 2 livres 8 sols en 1601 et 2 livres 12 sols en 1602<sup>2</sup>, en raison de l'abondance des récoltes. Hélas ! de nouvelles épreuves attendaient l'agriculture dans le gardiage, après une période de tranquillité et d'abondance de quelques années.

## X.

La famine sévit cruellement à Toulouse de 1628 à 1631. « Les pauvres des pays des environs, écrit Lafaille, chassés par la faim, vinrent à grandes troupes se jeter dans la ville. D'abord on mit des gardes aux portes, afin de leur en défendre l'entrée, tellement que, contraints par la faim, *ils se mirent à piller les métairies des alentours*<sup>3</sup>. » L'annaliste ajoute que voyant « tant de malheureux rôder mourants autour des murailles de la ville, on leur ouvrit les portes et on leur permit de demander quelques jours la charité par la ville. Après quoi, on les fit retirer, après leur avoir donné largement de quoi faire chemin<sup>4</sup> ». Malgré ce qu'en dit Lafaille, la charité publique dut s'exercer avec parcimonie, car « outre les pauvres de la campagne il y en avait une infinité de ceux de la ville<sup>5</sup> » et on manqua bientôt des ressources nécessaires. Nous savons, en effet, par les *Annales manuscrites de l'Hôtel de ville*, que durant l'année 1631, en particulier, « la disette était si grande, qu'il ne se trouvait pas de pain dans la ville et dans le gardiage, et que, pour y remé-

1. Archives de Toulouse, AA 16, 308.

2. Voir *Tableau du prix des blés à Toulouse* au chapitre suivant.

3. *Annales de la ville de Toulouse*, t. II, p. 74.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

dier, les capitouls ayant visité les maisons entières des volangers et n'ayant trouvé ni bled ni farine, furent contraints de faire faire du pain de son le plus gras qu'ils trouvèrent<sup>1</sup> ». «... les plus accommodés se trouvèrent dans des nécessités non pareilles et *la plupart des paysans furent contraints de demander l'aumône*. Ils se rendirent dans la ville et journallement il s'en trouvait plusieurs étendus sur le pavé, les uns accablés par la faim ou malades, les autres sur le point de rendre l'âme et les autres qui avaient déjà expiré. La saison était si mauvaise que personne ne prêtait ni bled ni argent, et une infinité de personnes et dedans et dehors la ville moururent pressées de nécessité et de misère... *Dans les fours qui estoient hors des métairies on trouvait bien souvent des personnes mortes de faim*, lesquelles avoient de bon et beau bien . »

« La peste sévit aussi avec fureur, et du mois de février usque à la fin du mois de juin, il n'y eut quasi maison dans Tolose qui n'en feust grièvement atteinte. Ceux qui avoient des commodités sortirent de Tholose, et cela fut cause que MM. les Capitouls, ne trouvant pas d'argent sur le crédit de la ville, pour subvenir aux nécessités publiques, furent contraints de faire ouverture des maisons, auxquelles il pouvoit y en avoir, pour le prendre et l'employer comme ils faisoient à la nourriture de ceux qui estoient dans le pred et autres frais de la peste<sup>3</sup>. »

Il résulte du procès-verbal dressé par M. de Miron, intendant de la justice, police et finances en Languedoc, du 8 mai 1636, relativement à l'état déplorable de la ville de Toulouse et gardiage, durant cette période de quelques années, que non seulement la culture des terres eut beaucoup à souffrir et que les métairies furent pillées, mais aussi qu'un grand nombre de domaines et de maisons étaient abandonnés et qu'on se trouvait

1. Archives de Toulouse, *Annales manuscrites*, t. VI, p. 316.

2. *Ibid.*, p. 321.

3. *Ibid.*, pp. 328-335. « Ces maladies estoient des fiebvres continues très violentes, accompagnées de mal de teste, vomissements, défaillances de cœur, mal de reins, frenesie et aultres accidents semblables aux accidents de peste » (*ibid.*, p. 328).

dans l'impossibilité de payer les tailles dues au roi. « Les capitouls avaient fait à M. de Miron le récit des grandes nécessités de la ville et du *grand nombre d'ouvriers et artisans que les maladies contagieuses avoient emportés les années 1628, 1629, 1630 et 1631*, montant, suivant les registres qu'ils avaient tenus, à plus de quatre-vingt mille personnes<sup>1</sup>, les maisons desquels étaient vides et ruinées depuis ce temps-là<sup>2</sup>. »

On passe en revue dans ce procès-verbal les divers capitouls.

Dans celui de Saint-Pierre-des-Cuisines, dont le gardiage formait la partie occidentale de la Grande-Lande, « on avait trouvé *un grand nombre de maisons vacantes et désertes et treize métairies et terres incultes et en friche*<sup>3</sup> ».

Dans celui de Saint-Sernin, dont le gardiage formait la partie orientale, il en était de même. On y avait compté « *cinquante-six maisons, métairies ou terres incultes, appartenant à divers particuliers, morts misérablement ou mendiants et les autres qui les avaient abandonnées*<sup>4</sup> ».

« Plusieurs jardins étaient aussi délaissés et incultes<sup>5</sup>. »

Pour tâcher d'isoler le fléau, des cabanes furent construites en dehors de la ville, du côté de Saint-Aubin, et l'on y transporta les pestiférés; mais « les jardiniers de ce côté, dit du Rosoi, devinrent pestiférés eux-mêmes en servant les malades, et les habitants de la ville achetaient d'eux la mort avec les légumes qu'ils venaient leur vendre<sup>6</sup> ».

Le vent du Midi portant la contagion dans la ville, on dut bientôt transporter les baraquements dans la Grande-Lande, au Pré-de-Sept-Deniers, et l'on renvoya les étrangers pauvres

1. Ce nombre paraît excessif. Les capitouls avaient sans doute exagéré pour apitoyer l'intendant. Cependant, M. de Lahondès, se fondant sur les délibérations du chapitre Saint-Etienne (Arch. de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Etienne, n° 146, de 1628 à 1631), déclare que « cinquante mille habitants avaient péri » (*L'Eglise Saint-Etienne*, p. 279).

2. Roschach, *Etudes sur le Languedoc*, Pièces justificatives, pièce n° 1.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. *Annales manuscrites de la ville de Toulouse*, t. IV, p. 339.



et en santé. Ces précautions ne purent suffire à enrayer le mal. La disette et la faim vinrent par surcroît augmenter le fléau. La population fut décimée, et la peste faisant toujours des progrès, tous les malades ne purent être transportés au pré. Toulouse prit alors l'aspect d'un vaste cimetière, les maisons contaminées étant marquées d'une croix blanche jusqu'au moment où il était possible de les désinfecter. « La peste, la mort et la fuite des habitants avaient fait de Toulouse une solitude affreuse. Le marché de la Pierre était sans blé, les denrées les plus nécessaires manquaient au commerce et les boutiques restaient fermées. Jamais la ville n'avait offert un spectacle plus affreux. Tous les malheurs s'étaient réunis contre elle<sup>1</sup>. »

L'alarme était devenue si générale, que les officiers du Parlement, les docteurs de l'Université et tous les citoyens ayant asile à la campagne désertèrent la cité. Le bas peuple seul était dans l'impossibilité d'échapper au fléau par la fuite. Sous le coup du plus horrible désespoir, il se livra à toutes sortes de déprédations et de brigandages, car ceux que la peste avait épargnés jusque-là ne pouvaient vraiment se résigner à mourir de faim.

« On sévit contre les coupables de vols et d'autres faits nuisibles à l'ordre général; mais on publia un règlement très détaillé pour que le blé ne sortît point de la ville ou de la banlieue. Ordre fut donné aux propriétaires des maisons ou d'y revenir ou de les faire ouvrir sans délai, de les visiter et d'en faire tirer les grains, faute de quoi elles devaient être ouvertes de force. Le Parlement seconda le zèle des capitouls et nomma deux commissaires pour être présents à l'ouverture des maisons. Les capitouls empruntèrent partout pour fournir aux citoyens les choses nécessaires à la vie; les emprunts excédèrent deux millions de livres<sup>2</sup>. »

La contagion et la famine durèrent ainsi, avec de rares intermittences, de 1628 à 1631<sup>3</sup>. » Du Rosoi affirme que « pen-

1. Du Rosoi, *Annales de la ville de Toulouse*, t. IV, pp. 340-342.

2. *Ibid.*, p. 343.

3. *Ibid.*, p. 351.

dant un très petit intervalle de temps, plus de deux mille cinq cents personnes se trouvèrent au Pré-de-Sept-Deniers. Le nombre des morts fut inconcevable. De cent quarante boulangers onze à peine survécurent<sup>1</sup> ». Le blé se vendit à un prix élevé et, s'il fallait en croire cet historien, il valut jusqu'à 22 et 24 livres<sup>2</sup>. On ne saurait cependant accepter ce chiffre de confiance, car il ne semble pas justifié, si l'on s'en rapporte aux documents de l'époque. Les registres des mercuriales des grains nous apprennent qu'au premier marché de janvier le blé se vendit 5 livres en 1629, 6 livres en 1630, 14 livres en 1631, et qu'il retomba à 5 livres en 1632<sup>3</sup>. Durant la disette de 1592, le blé était monté jusqu'à 13 livres et les *Annales manuscrites* déclarent que « ceste chose n'avoit jamais été vue<sup>4</sup> ».

Après des recherches dans les maisons et le transport sur le marché des grains que l'on y découvrit, les capitouls reçurent mission, par arrêt du Parlement, de visiter les greniers à dix lieues à la ronde et de faire voiturer tous les grains à Toulouse, distraction faite de la provision nécessaire aux propriétaires. Ce fut le seul moyen d'assurer l'approvisionnement de la ville. On confisquait du reste sans pitié, au profit des pauvres, les blés qu'on essayait de transporter ailleurs. C'est ainsi qu'on découvrit en 1631, à Saint-Jory, 237 setiers de blé appartenant au sieur Benoit Lestrade, marchand, que celui-ci s'apprêtait à embarquer sur la Garonne<sup>5</sup>.

Grâce à ces mesures de rigueur, le blé ne valut plus que 7 livres au mois d'août 1631, 6 livres deux mois après et enfin 5 livres<sup>6</sup>.

La disette avait pris fin, la peste disparut avec elle. On se délivra de cette dernière en recourant à des fumigations, sur les conseils d'un ermite venu de Saint-Guilhem-du-Désert. Il

1. *Annales de la ville de Toulouse*, t. IV, p. 351.

2. *Ibid.*, p. 347.

3. Archives de Toulouse, HH, 92. Voir, au chapitre III, le Tableau des prix du blé.

4. *Ibid.*, *Annales manuscrites*, t. IV, p. 177.

5. *Ibid.*, t. VI, p. 320.

6. Du Rosoi, *Annales de la ville de Toulouse*, t. IV, p. 348.

s'appelait Loys Riveron, disent les *Annales manuscrites* et il était religieux du Tiers-Ordre de Saint-François<sup>1</sup>. « On faisait demeurer enfermés les infects pendant une quinzaine entière, après laquelle ils passaient par les étuves qui furent placées dans Saint-Cyprien en une maison où le dit père logeoit. Estant passés par les dites estuves, ils changeoient d'habits et gar-doient la closture durant huit jours, après lesquels il leur estoit permis de sortir pour converser avec tous<sup>2</sup>. » C'est ainsi que les *Annales manuscrites* décrivent le traitement de l'ermite.

Les mêmes calamités survinrent de nouveau, quoique avec moins de violence et de durée, en 1652 et 1653. Il fallut comme précédemment pourvoir aux besoins des pauvres. Ce fut d'abord au moyen d'une taxe sur chaque corps, juges, université, clergé, maisons religieuses, et sur les propriétaires des divers capitoulats ; puis par l'établissement d'un Bureau. Le Parle-ment défendit aussi par arrêt la traite des blés et commit de nouveau les capitouls pour assurer l'exécution de cette mesure et pour procéder de nouveau à la recherche des grains et à leur transport sur les marchés. On se procura de la sorte 15.000 se-tiers de blé<sup>3</sup>. L'évêque de Valence en offrit 1.000 setiers, au prix de 16 livres, et la ville accepta avec reconnaissance<sup>4</sup>. Il se vendit encore 14 livres le setier le 3 janvier 1653<sup>5</sup>.

Telles sont les épreuves par lesquelles durent passer les habi-tants du gardiage pendant deux siècles et dont se ressentit cruellement la culture des terres. La Grande-Lande n'aura plus désormais à subir d'aussi calamiteuses péripéties.

1. Archives de Toulouse, *Annales manuscrites*, t. VI, p. 345.

2. *Ibid.*, p. 346.

3. Du Rosoi, *Annales de la ville de Toulouse*, t. IV, pp. 456-457.

4. *Ibid.*

5. Archives de Toulouse, HH, 92.

---



### CHAPITRE III.

#### La Grande-Lande et le Cadastre de 1690.

Etat agricole du gardiage du capitoulat de Saint-Sernin en 1690. — Nouvelle concentration de la propriété foncière. — Morcellement extraordinaire du sol, en dehors des grands domaines. — Nature des terres. — Des causes qui favorisèrent le morcellement et la culture. — L'ouvrier acquiert de nombreuses parcelles de terre. — Prix des denrées et de la main-d'œuvre. — Ce qui restait des communaux dans la partie occidentale de la Grande-Lande ou gardiage du capitoulat de Saint-Pierre. — Inféodations et ventes à la fin de l'ancien régime et durant la Révolution. — Procès des communaux. — Du territoire compris entre l'enceinte de la ville et le canal, dans le capitoulat de Saint-Sernin. — Dans quelle mesure était habité le gardiage de ce capitoulat en 1690.

Le cadastre de 1690<sup>1</sup> relatif au gardiage des deux capitoulats de Saint-Sernin et de Saint-Pierre, formant la Grande-Lande, accuse un nouveau progrès du mouvement de concentration de la propriété foncière à cette époque. Quelques domaines avaient un peu perdu, il est vrai, de leur importance depuis 1571, mais il ne s'agissait là que de quelques arpents. Par contre, d'autres avaient pris de nouveaux accroissements, au détriment des petits fonds, et un certain nombre qui n'existaient pas s'étaient aussi formés. La propriété foncière était, par conséquent, devenue plus compacte. Le sol demeurait néanmoins très morcelé pour tout le reste. Il l'était même plus qu'en 1571. A cette époque, en effet, dans le gardiage du capitoulat de Saint-Sernin, les fonds isolés n'étaient qu'au nombre de 415, à partir de l'enceinte de la ville, c'est-à-dire dans l'entier gardiage de ce capitoulat, tandis qu'ils avaient

1. Archives de Toulouse, cad. de 1690.

atteint, depuis la rive droite du canal seulement, le chiffre de 678, en 1690.

D'une façon générale, les domaines principaux appartenaient alors ou allaient bientôt appartenir à des propriétaires dont ils ont depuis conservé les noms. Signalons tout d'abord quelques-uns de ces noms, qui doivent, pour ce motif, nous intéresser plus spécialement. C'étaient : Bayard, Raynal, Bonnefoy, Lapujade, La Hubiague, Mazades, Lanusse, Nigoul, Pugibet, Comingères, Tayac, Nicol, Michon, Caumon, Clausoles et Cassaigne. Tous ces noms figurent pour la première fois au cadastre de 1690. Seuls, les quartiers de Gramont et de la Maurine ont pris les noms de deux propriétaires de date plus ancienne : Barthélemy, seigneur de Gramont, et un certain Mauri, signalés au cadastre précédent de 1571.

## I.

Le cadastre de 1690 nous fait connaître exactement tous les fonds, qu'ils fussent nobles ou roturiers, de même que les biens communaux. Il indique également, pour chaque domaine, les diverses natures de terre : terre labourable, prés, bois, vignes, etc., et, chose nouvelle, leurs contenances respectives, en même temps que la superficie totale.

Négligeons pour un instant la partie du gardiage du capitoulat de Saint-Sernin située sur la rive gauche du canal, car elle avait pris une physionomie particulière avec ses nombreux jardins, et mérite une étude spéciale. Laissons également de côté tout le gardiage du capitoulat de Saint-Pierre, ou la partie de la Grande-Lande située sur la rive droite du canal, à l'est du vieux chemin de Launaguet, et bornons-nous, pour le moment, à ce qui constituera plus tard le territoire de la paroisse de Croix-Daurade ou à la partie de la Grande-Lande située sur la rive droite du canal, à l'est du vieux chemin de Launaguet. Ce territoire circonscrit comprenait 728 domaines, bordes ou champs, dont il convient d'abord d'indiquer les contenances.

On comptait donc dans cette partie du capitoulat :

- Un domaine de 316 arpents* (M. 3), Palficat, château et terres appartenant à M<sup>gr</sup> Antoine de Bertier, évêque de Rieux ;
- Un de 124 arpents* (M. 29), à Gramont, appartenant à M. de Coulange. Il passait à l'hôpital de la Grave, le 18 mai 1747 ;
- Un de 111 arpents* (M. 27), à Montblanc, appartenant au président Douvrier, passé plus tard au capitoul Nicol, actuellement château de Nicol et terres avoisinantes ;
- Un de 69 arpents* (M. 34), borde à Grandselve, appartenant au président Douvrier, vendue plus tard au collège Saint-Bernard, dirigé par les religieux de Grandselve ;
- Un de 66 arpents* (M. 34), château et terres appartenant à noble François de Lanusse, au local de ce nom ;
- Un de 63 arpents* (M. 29), château et terres appartenant à M. de Gramont, au local de ce nom ;
- Un de 62 arpents* (M. 34), métairie du président Douvrier, à Grandselve ;
- Un de 58 arpents* (M. 34), métairie de « Negro Neït », propriété des religieuses de Saint-Pantaléon, actuellement maison et terres de M. Bougnou, à Négreneys ;
- Un de 51 arpents* (M. 29), prairies et bois sur les bords de la Sausse, propriété de M. de Gramont, conseiller au Parlement, au local de ce nom ;
- Un de 42 arpents* (M. 25), maison et terres, propriété de l'avocat Daubuisson, à Montblanc, actuellement propriété Lestrade ;
- Un de 39 arpents* (M. 34), terres et vignes, propriété de M<sup>gr</sup> de Bertier, ancien communal près de celui du pont de Languet ;
- Un de 36 arpents* (M. 32), maison, jardin et terres appartenant à Jean-Georges de Garaud Duranti, avocat général, achetés depuis par J.-M. Lapujade, au local de ce nom, précédemment le Mirailhou ;
- Un de 35 arpents* (M. 34), borde de Barthélemy La Hubiague, à la Maurine ;
- Un de 34 arpents* (M. 29), maison et terres de M<sup>lle</sup> Jeanne de



Soulié, à Gramont, actuellement partie du domaine de M. Théron de Montaugé, côté nord de la route de Lavour et à l'est du chemin de Gavardy, jusqu'au sommet du coteau ;

*Un deuxième de 34 arpents* (M. 34), maison et terres, propriété Duranti, appartenant actuellement à M<sup>me</sup> Berthal ;

*Un troisième de 34 arpents* (M. 26), maison et terres de Pierre de Guillemot, ancienne propriété Comingères, actuellement château Rossignol, appartenant à la maison des Dames de France, au local de Comégères ;

*Deux de 33 arpents* (M. 36). Le premier appartenant à Jean Fabié, procureur au Parlement, ancienne maison de campagne du grand Séminaire ; le deuxième, propriété Antoine, que nous ne pouvons pas identifier ;

*Un de 31 arpents* (M. 34), métairie de Borde-Rouge (obit), joui par M. Trusse, prébendier de l'église Saint-Sernin, au local de Borde-Rouge ;

*Un de 30 arpents* (M. 27), propriété de Bertrand Cruzel, au levant de l'église, passé à Jean Maisonobe ;

*Un de 28 arpents* (M. 36), borde de Labonne, propriété de Jean Boudes, contiguë à la propriété Fabié, sur le chemin de Launaguet ;

*Un de 27 arpents* (M. 34), propriété de Jean Pagès, près de Lanusse ;

*Un de 26 arpents* (M. 36), propriété de Laurent Laffont, sur le chemin de Launaguet ;

*Un de 25 arpents* (M. 34), appartenant à Pierre de Gramont, sur le chemin des Cocus, près de Lanusse ;

*Quatre de 24 arpents* (MM. 25, 26, 27 et 31) que nous ne pouvons identifier ;

*Deux de 23 arpents* (MM. 34 et 35), également ;

*Un de 20 arpents* (M. 21), *id.*

*Deux de 15 arpents*, le premier à Gramont (M. 29), à M. de Coulange, et le deuxième près des Minimes ;

*Trois de 14 arpents*, le premier, prairie aux bords de l'Hers, appartenant au collège de Mirepoix (M. 32) ; le deuxième (M. 33), maison et terre à la Cabarette, côté de l'est, à

demoiselle Tillavit, et le troisième (M. 35), près des Minimes ;

*Trois de 13 arpents*, le premier (M. 27), prairie sur les bords de l'Hers, à Périole, appartenant au Chapitre Saint-Etienne ; le deuxième à Périole (M. 27), propriété de Jean Clausoles, actuellement à M<sup>lle</sup> Castaing, et le troisième (M. 28), pré et bois à Périole, appartenant au conseiller Lalurier ;

*Six de 12 arpents*, dont le château de Caumon et terres avoisinantes (M. 27), actuellement Maurice, propriété de Bernard de Caumon, et la borde de Jean Michon (M. 25), à Roubichou ;

*Cinq de 10 arpents*, dont un (M. 24) appartenant à Jean Raynal, au local de ce nom.

Tous les autres fonds, formant des champs isolés, étaient d'une contenance moindre. On en comptait : 10 de 9 arpents, 5 de 8 arpents, 9 de 7 arpents, 8 de 6 arpents, 16 de 5 arpents, 23 de 4 arpents, 37 de 3 arpents, 59 de 2 arpents, 145 d'un arpent, 266 de moins d'un arpent, soit un total de 678 champs isolés d'une contenance de moins de 10 arpents.

Les 728 noms des propriétaires désignent des personnes de toute condition : magistrats, prêtres, nobles, laboureurs, avocats, libraires, maçons, jardiniers, teinturiers, chandeliers, travailleurs, bonnetiers, chirurgiens, taillandiers, etc. Les couvents et les églises n'y figurent que pour les métairies de Négreneys et de Grandselve, l'obit de Borde-Rouge, un petit nombre de champs et quelques prés au bord de l'Hers.

Quelle était la nature de ces terres ? Sur les 2.729 arpents 2 pugnérées et 1 boisseau que comprenait ce territoire (sauf le domaine de Montredon qui ne figure pas au cadastre<sup>1</sup>), on comptait 273 arpents 2 pugnérées et 1 boisseau de prairies, dont 120 arpents et une 1 pugnérée au bord de l'Hers ; 1.940 arpents de terre labourable et pastencs ; 139 arpents de vigne, dont la majeure partie à la Juncasse et aux alentours de Caumon ;

1. En voir le motif chap. x.

163 arpents de plantiers ou vignes jeunes, la majeure partie à Loubiague et au Raisin ; 113 arpents de bois, dont 78 à Palficat et 35 à Gramont, aux bords de la Sausse et autres lieux ; et enfin 111 arpents de bruyères, « *brugues* », dépendants du domaine de Palficat. Les communaux avaient été inféodés et c'est à peine s'il en est mentionné au cadastre 1 pugnérée et 1 boisseau pour cette moitié de la Grande-Lande.

Tandis qu'à la Révolution la surface boisée comprenait environ la septième partie du territoire de la Haute-Garonne, elle n'était ici, cent ans plus tôt, que la vingt-troisième partie.

Les prairies des bords de l'Hers se partageaient entre vingt-trois propriétaires. Ces prairies produisaient en temps ordinaire, dit Catel, des foins en abondance<sup>1</sup>. Seuls les propriétaires des prés détachés pouvaient conduire leur bétail dans ces prairies, après la dépouille des foins<sup>2</sup>. C'était pour eux une vraie ressource, suivant l'observation originale d'Olivier de Serres : « Le pré est toujours prêt à rendre service, selon l'étymologie de son nom tiré du latin *pratum quasi paratum*<sup>3</sup> ».

Les 111 arpents de « brugues » servaient aussi de pacages et fournissaient en outre la bruyère pour couvrir les paroies, si souvent mentionnées.

Quand aux « pastencs », signalés dans quelques domaines et dont la contenance n'est indiquée que deux fois, ils ne constituaient point, dans le vrai sens du mot, des terres en friche, pour ce motif qu'on en retirait un réel profit. Telle était du reste la manière de voir d'Olivier de Serres. Il voulait « que le père de famille laissât en perpétuelle jachère quelque partie de son labourage ès quartiers où les terres sont les plus pendantes, plus maigres, plus pierreuses et plus difficiles à cultiver, afin que la terre se chargeât d'herbages tels que le naturel des fonds et du climat les produit ».

On conservait donc les pastencs avec intention dans quelques domaines de la Grande-Lande, et l'on était dans cette obligation,

1. *Mém. de l'Histoire de Languedoc*, p. 66.

2. Archives de Toulouse, BB, n° 165, p. 28. Ordonnance des Capitouls sur les pacages.

3. *Théâtre d'agriculture*.



pour la dépaissance des bestiaux, étant donné la mauvaise direction qu'on suivait alors pour l'assolement des terres et l'absence des prairies artificielles. L'habitude de ces sortes de prairies n'existait pas ou les cas isolés demeuraient l'exception. « A la fin de l'ancien régime, écrit M. Théron de Montaugé, dans son ouvrage *L'Agriculture et les classes rurales*, que l'on consultera toujours avec profit, les prairies artificielles ne se montraient que fort timidement encore, dans le pays toulousain, sur le vaste domaine de la jachère. Un petit nombre de propriétaires parmi les plus soigneux ensemençaient en vesces quelques arpents de chaume, mais c'étaient là des exceptions rares<sup>1</sup>. » Or, les prairies naturelles ne donnaient parfois qu'une récolte de foin assez minime et les pastens constituaient alors comme une suprême ressource pour la nourriture des bestiaux qu'on y menait paître régulièrement. Leur maintien était donc une nécessité agricole et procurait un réel avantage aux cultivateurs. Contrairement, en effet, à ce qui se passait ailleurs<sup>2</sup>, les usages locaux et les ordonnances de police interdisaient, à Toulouse, de conduire le bétail sur la jachère d'autrui. Une ordonnance portée par les capitouls le 14 décembre 1739, en conformi<sup>3</sup> du droit ancien, « interdisait à tout berger et autres personnes de mener ni faire mener, dans aucune saison de l'année, aucun bétail gros ni menu dans les détachés des prairies, dans les champs, soit en chaume soit en guéret, dans les fossés, ni dans les bois, et autres possessions des particuliers, sans la permission par écrit, à peine de 500 livres d'amende contre les possesseurs des bestiaux et de peine afflictive contre les pasteurs ou bergers<sup>3</sup> ». Seules les jachères du domaine, que

1. *L'Agriculture et les classes rurales*, pp. 5 et 15.

2. Vicomte d'Avenel, *Hist. de la propriété et des salaires*, t. III, p. 55, et Théron de Montaugé, *loc. cit.*, p. 19.

3. Archives de Toulouse, BB 165, pp. 28-30. Ordonnance, art. vi. L'article ix prescrivait « à tous étrangers n'ayant pas de possession dans le gardiage de se défaire de leur bétail dans huitaine ». Une autre ordonnance (même registre) disait qu'il n'était pas suffisant d'avoir maison et jardin pour pouvoir élever du bétail, mais qu'il était nécessaire de posséder champs ou prairies. Faute de quoi, on devait se soumettre à l'article ix précité, sous peine de confiscation du bétail.

ménageait à chaque propriétaire l'habitude de l'assolement biennal et ses pastencs, s'il en avait, pouvaient par conséquent lui procurer, pour ses bestiaux, les pacages nécessaires.

En règle générale, les pastencs étaient donc relativement d'une certaine importance. Il ne paraît pas cependant qu'il en fût ainsi dans la Grande-Lande, pour ce motif sans doute que les principaux propriétaires pouvaient envoyer leur bétail dans les vastes prairies de l'Hers, dont ils possédaient quelques parcelles, et aussi en raison des nombreux et importants communaux de la partie occidentale, conservés avec un soin jaloux depuis des siècles, et dont il restait encore plus des trois quarts. Le cadastre ne signale, en effet, des pastencs que dans peu de domaines. Il est même permis de penser qu'ils étaient de minime importance, car les deux dont il indique la contenance dans le capitoulat de Saint-Sernin étaient relativement peu étendus : 7 arpents avec les prairies à Nicol, sur 111 arpents de terre, et 5 arpents à Grandselve, sur 69 arpents.

Dans le gardiage du capitoulat de Saint-Sernin, toutes les terres étaient donc en valeur en 1690, les exceptions que sembleraient constituer les « brugues » de Palficat et quelques « pastencs » se justifiant par une nécessité indéniable. La situation agricole se présentait ainsi avec plus d'avantages qu'elle ne devait pouvoir le faire, un siècle plus tard, pour le reste de la France, dont le marquis de Turbilly a pu dire que la moitié des terres restait en friche et que l'autre moitié se trouvait si mal cultivée qu'elle aurait rapporté au double si on l'avait convenablement travaillée.

## II.

Pour avoir été générale, pourrait-on affirmer que la culture fût aussi intensive ? Nous ne le croyons pas, car rien n'indique que les terres n'aient pas subi la loi commune qui ramenait partout la jachère après chaque récolte de blé ou de seigle. « Jusqu'au siècle dernier, dit le vicomte d'Avenel, l'assolement

traditionnel est une arche sainte à laquelle on n'ose toucher.<sup>1</sup> » Cela fut vrai bien plus tard encore, au point que M. de Lavergne a pu écrire pour la période suivante : « l'assolement traditionnel est le biennal, blé, jachère, qui nous vient des Romains<sup>2</sup> ». Dans la Grande-Lande, la culture s'étendait donc à tout le territoire, mais ne s'était pas améliorée, à ce point de vue.

### III.

Cette généralité de la culture, à une époque où tant de terres restaient en friche<sup>3</sup>, s'explique aisément par la proximité de la ville, les colons pouvant écouler leurs denrées avec plus de facilité que les cultivateurs plus éloignés. L'insuffisance des débouchés constituait, en effet, sous l'ancien régime, le principal obstacle à la prospérité de l'agriculture, et le mauvais état des chemins devenait, pour les régions plus éloignées, un empêchement sérieux au transport des denrées à Toulouse. Si mauvaises que fussent encore les voies de communication avec la ville, les cultivateurs de la Grande-Lande n'étaient condamnés qu'à un trajet assez court et ils étaient certains à ce prix d'écouler toutes leurs marchandises.

D'autre part, les capitouls favorisaient depuis quelque temps l'agriculture dans le gardiage par la suppression ou la diminution de certains droits précédemment établis sur diverses denrées. Ainsi, le vin récolté dans le gardiage ne payait plus qu'une livre de droits de subvention<sup>4</sup> pour une barrique de 90 pégas<sup>5</sup> et 4 sols de droits de commutation quand il était

1. *Hist. de la propriété et des salaires*, t. I, p. 294.

2. *Economie sociale de la France depuis 1789*, p. 316.

3. En 1734, dans le diocèse de Toulouse, il y avait 1.189 arpents de terres abandonnées et 8.682 arpents de terres incultes, ou un total de 9.871 arpents (Arch. de la Haute-Garonne, série C, liasse 838).

4. Taxe établie en 1653 et s'ajoutant au droit de commutation ou d'octroi (D'Aldéguier, *Hist. de Toulouse*, t. IV, p. 144, et Archives de Toulouse, AA 25, 5).

5. Le péga, à Toulouse, valait 5 litres 53 (Vicomte d'Avenel. *Hist. de la propriété*, t. IV, p. 240).



porté en ville, alors que toutes ces taxes étaient quatre fois plus élevées « pour le vin étranger et non bourgeois<sup>1</sup> ».

Ce privilège était accordé même pour le cas où les vignes du gardiage n'appartenaient point à un « habitant » de Toulouse<sup>2</sup>. Ce vin ne payait jamais que « *le droit simple*<sup>3</sup> ».

Quand on vendait le vin « bourgeois » à pot et à pinte<sup>4</sup>, il restait soumis, il est vrai, au droit de quart réglé entre la ville et les propriétaires de l'équivalent, dans la transaction de 1636<sup>5</sup>; mais si, en principe, il se trouvait ainsi frappé de cette taxe que payaient les propriétaires vendant au détail le vin de leur cru<sup>5</sup> *quand ils n'avaient point acquis droit d'habitanage*, il en était exempté le plus souvent, car la généralité des vignes du gardiage où on le récoltait appartenait à des habitants de la ville jouissant de ce privilège ou devant l'acquérir par une résidence de cinq années<sup>6</sup>. Le vin du gardiage avait donc de ce chef, sur le vin exotique ou « étranger », ce nouvel avantage. Ce dernier, il est vrai, pouvait également y prétendre, quand les propriétaires le vendaient comme de leur cru, s'ils avaient aussi droit d'habitanage<sup>7</sup>; mais alors le vin de gardiage conservait encore sur celui-ci l'avantage de pouvoir être transporté à moindre frais.

Ainsi, ne payant jamais qu'une partie des droits de subvention que le vin exotique devait toujours en entier, exempté plus souvent que lui du droit de quart et plus économiquement voituré à Toulouse, le vin du gardiage était donc plus favorisé que le vin non bourgeois, et la culture de la vigne, déjà en

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 379. — On peut constater au registre HH86 des archives de la ville, qui relate les prix d'entrée, que le vin d'*habitant* ne payait jamais que le quart.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 382.

3. *Ibid.*, liasses 379 et 382.

4. Le pot valait, à Agen, 1 litre 97; la pinte valait, dans le Tarn-et-Garonne, 1 litre 10 (Vicomte d'Avenel, *Hist. de la propriété*, t. IV). Nous ignorons ce qu'ils valaient à Toulouse.

5. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasses 379 et 382.

6. *Ibid.*, 379.

7. *Ibid.*, 382.

honneur dans la Grande-Lande, trouvait là un précieux encouragement.

Pour prévenir la fraude qui aurait compromis de tels avantages, la ville payait des jaugeurs chargés de procéder à l'inventaire des vins récoltés dans le gardiage<sup>1</sup>, et les archives nous ont conservé les procès-verbaux de visites faites chez les taverniers et propriétaires des vignes du gardiage par les commis de l'octroi<sup>2</sup>.

Les fruits verts, en particulier les raisins frais, étaient pareillement exemptés de tout droit d'entrée : défense était faite de nouveau aux fermiers de l'octroi, en 1747, de percevoir aucun droit sur les raisins non convertis en vin<sup>3</sup>. C'était encore un avantage pour les raisins récoltés dans le gardiage, car ceux du dehors pouvaient plus difficilement être transportés à Toulouse, en raison des mauvaises conditions de la viabilité rurale.

Le foin destiné aux bêtes de labour des terres du gardiage était, à son tour, exempté des droits de commutation<sup>4</sup>. Un fermier des octrois ayant voulu exiger le droit de 20 sols par charretée, les capitouls rendirent une ordonnance, le 29 avril 1736, qui exempta de nouveau le foin nécessaire à ce bétail aratoire et en fixa la quantité à cinq charretées par paire de bœufs et à quatre charretées par paire de chevaux<sup>5</sup>. La charretée était de 15 quintaux et le quintal valait 48 kilogrammes<sup>6</sup>. Les propriétaires du gardiage étaient pour ce motif assujettis à déclarer au fermier des octrois le nombre de leurs paires de bœufs ou de chevaux, la quantité des terres qu'ils cultivaient et le produit de leur récolte de foin<sup>7</sup>.

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 414. En 1774 ces jaugeurs, au nombre de quatre, coûtèrent 240 livres (*Ibid.*).

2. *Ibid.*, liasse 381.

3. *Ibid.*, liasse 386.

4. *Ibid.*, liasse 382. Le tarif de 1653 taxait la charretée à 5 sols et la charge de cheval à 1 sol (*Hist. de Languedoc*, édit. Privat. t. XIV, note ccx, p. 515).

5. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 383.

6. Théron de Montaugé, *L'Agriculture et les classes rurales*.

7. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 382.

## IV.

A tant d'avantages venait s'en ajouter un nouveau. Alors qu'on avait assez souvent manqué de bras dans le passé, à cause de la guerre, de la famine et de la peste qui décimèrent périodiquement la population de Toulouse, et que, pour ce motif, la culture des terres avait parfois été abandonnée, il n'en était plus ainsi à la fin du dix-septième siècle. La grande quantité de pauvres qui continuaient de se retirer dans notre ville est un fait attesté par les *Annales manuscrites de l'Hôtel de Ville* et de nombreux documents de la série GG des Archives municipales. Il établit donc la preuve de la possibilité qu'avaient les agriculteurs de cette époque de louer les bras dont ils avaient besoin.

Un grand nombre de ces pauvres, qui trouvaient encore trop facilement leur subsistance à la porte des couvents et des familles riches, montraient, il est vrai, de la répugnance à venir travailler dans la Grande-Lande et préféraient continuer leur vie de paresse ; mais la situation allait changer. On ne devait pas, comme en 1592<sup>1</sup>, créer des chantiers communaux, ni, comme en 1598<sup>2</sup>, recourir à des taxes et à un impôt spécial. En attendant les ordres du roi pour l'établissement des hôpitaux généraux, des dépôts de mendicité et des bureaux de charité<sup>3</sup>,

1. Voir le chapitre précédent.

2. Délibération du Conseil de ville du 23 mai 1598, et Archives de Toulouse, GG, reg. n° 50. Voir également (t. XIV, p. 511), *Hist. de Languedoc*, Taxe de charité sur les habitants en 1653.

3. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 95. Des arrêts du Conseil d'Etat et des ordonnances de l'intendant portèrent défense de mendier. Il était interdit aux officiers municipaux d'en accorder l'autorisation. On trouve à la même liasse plusieurs mémoires sur l'établissement des dépôts de mendicité, l'organisation dans les paroisses des Bureaux de charité et toute une correspondance relative au placement à la campagne ou chez des artisans des enfants pauvres et mendiants. Il fut installé, en 1777, un important dépôt de mendicité, à la charge de la province, dans les locaux de l'hôpital de la Grave. La subsistance des pauvres était payée 8 sols par jour et par personne (*Ibid.*, liasses 95 et 96).



le Parlement, dans les derniers mois de 1693, fit défense aux pauvres « de vaguer et de demander l'aumône, sous peine, en cas de désobéissance, des galères et du fouet<sup>1</sup> ». Ceux qui étaient estropiés ou malades devaient être admis dans les hôpitaux, et injonction était faite à tous les pauvres valides de travailler toutes les fois que l'occasion s'en présenterait<sup>2</sup>. Plus tard, en 1724, les mendiants valides furent eux-mêmes admis aux hôpitaux généraux, où on les nourrissait. Les administrateurs *avaient charge cependant de leur procurer de l'ouvrage* et devaient leur donner par forme de gratification, sur le prix de leur journée, une somme qui ne pourrait être moindre d'un sixième ni excéder la moitié. La part ainsi attribuée aux hospitalisés, en outre de leur entretien, devait être proportionnée à leur assiduité au travail, à leur conduite et à leur docilité<sup>3</sup>.

Ces mesures furent mises à exécution pour le bien de tous<sup>4</sup>, et le Parlement, par arrêt du 22 janvier 1752, prescrivit à nouveau « d'établir des bureaux de charité dans les localités où il n'y en avait point, pour retenir chez eux les pauvres que la faim pressait d'aller chercher la nourriture qui leur manquait, et pour rappeler ceux qui s'en étaient écartés<sup>5</sup> ». Il voulait « *pourvoir ainsi à la culture des terres* ». La Cour prescrivit, en outre, que les Ordonnances royales prises précédemment contre les vagabonds et mendiants fussent exécutées, et que « tous les pauvres mendiants qui ne seraient point en état de gagner leur vie seraient tenus de se retirer dans les paroisses de leur domicile, huitaine après la publication de l'arrêt, avec défense de vaguer et de mendier, à peine de prison et, en cas de récidive, des galères pour trois ans et du fouet<sup>6</sup> ».

Des mesures aussi rigoureuses avaient poussé un grand

1. Archives de la Haute-Garonne, série B, n° 1170.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, série C, liasse 95. Instruction du 24 juillet 1724, concernant les mendiants.

4. *Ibid.*, liasse 98. Procès-verbaux d'arrestation par la maréchaussée des mendiants et vagabonds.

5. *Ibid.*, liasse 95.

6. *Ibid.*

nombre de miséreux à demander de l'ouvrage et à se procurer ainsi le nécessaire de chaque jour. A Toulouse, l'offre de travailler pouvait d'autant mieux leur agréer que le prix des journées paraît avoir surpassé dans notre ville la moyenne en usage dans le reste du Languedoc, ainsi que nous le verrons plus loin. Un surcroît de travail devait, d'autre part, assurer aux propriétaires une augmentation de bénéfices d'autant plus importante, qu'ils pouvaient vendre très facilement leurs denrées, non seulement en raison de la proximité de la ville, mais aussi de la facilité de les exporter, si cela était nécessaire, au moyen du canal de Languedoc ouvert alors à la batellerie.

Le pauvre, qui se nourrissait de peu, trouva son avantage à cette situation; il travaillait au lieu de mendier et cela le rehaussait à ses propres yeux. Peu à peu il prit ainsi confiance en lui-même et il fut bientôt capable d'aspirer à une condition meilleure. Aussi n'était-il pas rare qu'il devînt assez laborieux et assez économe pour se donner, après quelques années, une maison et un petit champ, ce que nous révèlent les nombreuses surcharges du cadastre de 1690.

Ces sortes de petites propriétés étaient déjà nombreuses, il est vrai, avant cette époque, et nous avons vu que le morcellement de la propriété foncière, au profit de la classe laborieuse, dans la Grande-Lande, était déjà considérable à la fin du quinzième siècle. Le cadastre de 1690 atteste qu'après avoir subi un arrêt constaté par celui de 1571, il s'était accru depuis d'une façon notable et qu'il ne fit par la suite, les surcharges en fournissent la preuve, que s'accroître.

Les petits fonds continuaient de se multiplier en se morcelant. Le tableau ci-après permettra au lecteur de s'en rendre compte exactement.

Comme on le voit, pendant les guerres de religion et les périodes de peste et de famine, la petite propriété eut à subir dans la Grande-Lande une crise violente, dont elle sortit très amoindrie<sup>1</sup>. Beaucoup de petits propriétaires surtout avaient été vic-

1. La peste sévit à Toulouse en 1481, 1501, 1506, 1511, 1514, 1515, 1520, 1521, 1528, 1548, 1556, 1599.

times des fléaux et leurs fonds, jetés sur le marché foncier, s'étaient vendus; aussi le nombre de ces derniers n'était-il plus, en 1571, que de 415 au lieu de 686, dans le seul gardiage du capitoulat de Saint-Sernin. La grande propriété avait profité de la différence. Les petits fonds conservaient encore cependant à peu près leur moyenne contenance qui était à peine descendue de 2 arpents 13 centièmes à 2 arpents 3 centièmes. Les petits propriétaires étaient donc moins nombreux en 1571 qu'en 1478, mais ceux qui restaient avaient conservé leur situation.

ANNÉES	DOMAINES		PETITS FONDS		MOYENNE DES PETITS FONDS
	Nom- bre.	Contenances.	Nom- bre.	Contenances.	— Contenances.
1478	27	1 104 arp. 1 pug.	686	1 452 arp. 0 1/2	2 arp. 13 centièmes.
1571	33	1 369 arp. 2 pug. 2 b.	415	844 arp. 2 pug. 7 b.	2 arp. 03 centièmes.
1690	50	1 792 arp.	678 <sup>1</sup>	937 arp. 2 pug. 1 b.	1 arp. 38 centièmes.

Les calamités publiques passées, le menu peuple s'était remis à l'ouvrage résolument et avait acquis de nouvelles parcelles. La grande propriété ayant de son côté continué de progresser, puisqu'elle était passée, en 1690, de trente-trois domaines à cinquante et de 1.369 arpents à 1.792, le reste de notre territoire, que composaient les petits champs, s'était donc amoindri d'autant. Néanmoins, le nombre des petits fonds s'était accru et était monté de 415 à 678. Cela prouve évidemment qu'un plus grand morcellement s'était produit, aussi la contenance moyenne des petits fonds avait-elle fléchi de 2 arpents 3 centièmes à 1 arpent 38 centièmes.

Comment expliquer une telle situation à une époque où l'ouvrier gagnait, dit-on, si peu et où cependant il lui fut pos-

1. Ce nombre serait beaucoup plus élevé si, au lieu de nous limiter au territoire compris sur la *rive droite* du canal, nous avions pris également les parties comprises entre le canal et l'enceinte de la ville, c'est-à-dire, comme en 1478, le capitoulat tout entier.



sible d'acquérir tant de fonds? Indépendamment de l'action du droit romain et du droit coutumier qui favorisèrent la division des héritages dans le Sud-Ouest, comme l'observent les économistes<sup>1</sup>, la multiplicité des achats parcellaires ainsi attestée par les cadastres, depuis la seconde moitié du seizième siècle jusqu'à la Révolution, nous paraît aussi avoir été le résultat d'une double cause : la dépréciation des terres et la vie sobre et économe des travailleurs.

## V.

La dépréciation de la propriété foncière à cette époque ne saurait être contestée depuis la savante étude du vicomte d'Avenel.

Quant à la vie modeste et aux habitudes d'économie de l'ouvrier des champs, on ne saurait non plus la mettre en doute. Le prix de la main-d'œuvre avait baissé un peu partout, à partir du seizième siècle<sup>2</sup>. Il paraît même, si l'on en croit l'auteur des *Considérations sur les finances* et les rédacteurs de l'*Encyclopédie*, ainsi que le fait observer M. Théron de Montaugé, auquel nous empruntons ce passage, que « la condition des manouvriers, fermiers et laboureurs dans le Languedoc était inférieure à celle dont les hommes de la même profession jouissaient dans d'autres provinces. Dans notre pays, disent-ils, le taux des salaires n'avait pas haussé proportionnellement à la valeur des céréales; il n'est en beaucoup d'endroits de cette province que de 6 sols, comme il y a cent ans<sup>3</sup> ». Il fallait donc de toute nécessité que le travailleur sût vivre de peu, surtout s'il aspirait à une condition meilleure, et qu'il réalisât des économies, s'il voulait acheter de la terre, comme il le fit. A Toulouse, être économe est un peu dans la nature des habitants, et Strabon pouvait déjà, de son temps, parler de « *la mesnagerie*

1. De Lavergne, *Economie rurale de la France depuis 1789*. — Le même auteur fait remarquer que la tradition se continua après 1789.

2. Vicomte d'Avenel, *Hist. de la propriété et des salaires*, t. III, p. 41.

3. *L'Agriculture et les classes rurales*.

*des Tolosains lesquels vivoient avec une grande espargne*<sup>1</sup> ». On ne saurait expliquer sans cela les achats multiples de petits fonds, dont témoigne le cadastre, et le morcellement extraordinaire du sol qu'ils nécessitèrent, puisque les grands et moyens domaines se maintenaient et même progressaient.

## VI.

La modicité du prix des journées ne paraît pas d'ailleurs avoir été excessive à Toulouse. Certains documents permettent, au contraire, d'affirmer que les salaires ouvriers étaient plus élevés que dans la généralité de la province de Languedoc. On s'appliquait ici depuis longtemps à maintenir le prix de la main-d'œuvre et celui des denrées dans une juste proportion; le taux de l'un variait avec et selon la valeur de l'autre et il n'eût pas été possible d'en troubler l'harmonie sans que le Parlement ne vint aussitôt en rétablir l'accord, car il fixa lui-même, dans certaines circonstances, soit le prix des denrées soit celui des journées. Ainsi, en 1528, il taxa le blé à 3 livres et les autres grains en proportion<sup>2</sup>. Il fixait encore le prix du blé à 3 livres le setier en 1546<sup>3</sup>. Par ordonnance du 22 mars 1554, il taxa également le blé à 3 livres, la mixture à 2 livres 15 sols, le seigle à 2 livres 10 sols, le maïs à 2 livres et l'avoine à 1 livre<sup>4</sup>.

Au mois de mai 1715, il taxait la journée d'homme à 9 sols, du 1<sup>er</sup> mars au 1<sup>er</sup> septembre; à 7 sols, du 1<sup>er</sup> septembre au 1<sup>er</sup> janvier; à 5 sols, du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> mars. Le prix des journées de femme, pour ces trois périodes, était fixé à 5, 4 et 3 sols<sup>5</sup>. Il était interdit d'exiger un salaire supérieur à la taxe et même de l'accepter quand il était offert spontanément, à peine de 10 livres d'amende pour la première contravention, du

1. Catel. *Mém. de l'Hist. de Languedoc*, p. 116.

2. Lafaille, *Annales de la ville de Toulouse*, p. 66.

3. D'Aldéguier, *Hist. de Toulouse*, t. III, p. 385.

4. *Ibid.*, p. 401.

5. Archives de la Haute-Garonne, série B, n° 1341.

carcan pour la seconde et du fouet en cas de récidive<sup>1</sup>. Ces rigueurs ne permettent-elles pas de penser que le taux fixé était juste sinon avantageux pour l'ouvrier?

Lorsque la Cour laissait, d'autre part, aux capitouls le soin de fixer eux-mêmes la taxe, elle leur faisait « *injonction de procéder d'une manière raisonnable*<sup>2</sup> », et le plus souvent elle leur prescrivait « *de fixer les salaires d'après la valeur des denrées*<sup>3</sup> ». C'est une preuve qu'elle voulait bien en réalité qu'il fût tenu compte tout à la fois des intérêts du propriétaire et de ceux des travailleurs.

Si, au surplus, on peut affirmer, avec l'auteur des *Considérations sur les finances* et avec les rédacteurs de l'*Encyclopédie*, qu'en Languedoc les salaires ouvriers ne furent pas toujours en rapport avec le prix des denrées, l'écart n'aurait pas pu être excessif à Toulouse sans que le Parlement n'intervînt aussitôt pour faire respecter ses décisions. Quel était donc le prix des denrées et des salaires?

## VII.

En 1528, le blé, que les Annales manuscrites de l'Hôtel de ville déclarent avoir été à un prix excessif, se vendait 3 livres 10 sols le setier et, au plus haut prix, 4 livres<sup>4</sup>. Il ne valait que 40 sols en 1533<sup>5</sup>. En 1614, la disette l'avait fait monter à 10 livres, mais les capitouls s'étant mis en mesure d'en faire transporter d'Agen et de Bordeaux, le prix fut aussitôt ramené à 4 livres<sup>6</sup>. Il ne valait que 2 livres en 1616<sup>7</sup> et 2 livres 8 sols en 1635<sup>8</sup>.

Le maïs, qui entrait pour une large part dans l'alimentation

1. Théron de Montaugé, *L'Agriculture et les classes rurales*, p. 66.

2. Archives de la Haute-Garonne, série B, n° 1340.

3. *Ibid.*, n° 1350.

4. Lafaille, *Annales*, t. II, p. 66.

5. D'Aldéguier, *Hist. de Toulouse*, t. III, p. 364.

6. Du Rosoi, *Annales de la ville de Toulouse*, t. IV, p. 227.

7. Archives de Toulouse, HH, 85.

8. *Ibid.*, 92.



de la classe ouvrière, valait 1 livre 6 sols en 1601, 1 livre 18 sols en 1602 et 2 livres en 1603<sup>1</sup>. Il se vendait 2 livres en 1610 et 1611, 1 livre 16 sols en 1617<sup>2</sup> et 3 livres 16 sols en 1732<sup>3</sup>.

Parmi les légumes, si utiles à la classe laborieuse, les fèves valaient 2 livres en 1601<sup>4</sup>, 1 livre 10 sols en 1635<sup>5</sup>, 3 livres 18 sols en 1736 et 6 livres 10 sols en 1764<sup>6</sup>.

Les pois se vendirent 4 livres en 1619<sup>7</sup> et 9 livres en 1764<sup>8</sup>.

Enfin, les haricots étaient payés 7 livres 10 sols en 1733, 6 livres 15 sols en 1755, 9 livres en 1763 et 13 livres en 1766<sup>9</sup>.

Le 6 octobre 1562, qui était un temps de disette, le Parlement taxa le blé froment à 3 livres 10 sols le setier, le blé mixture à 3 livres, le seigle à 2 livres 10 sols, l'orge à 1 livre 15 sols, les fèves à 2 livres 10 sols, le maïs à 30 sols et les pois à 3 livres<sup>10</sup>.

Le tableau suivant, que nous avons dressé d'après les registres des mercuriales de la vente des grains sur le marché de la Pierre, édifiera le lecteur sur le prix du blé à Toulouse, à diverses époques. Ces prix ont été relevés, en prenant invariablement le premier marché de janvier de chaque année, époque où les cours étaient à peu près fixés. On trouvera aux pièces justificatives un tableau des prix des autres denrées à Toulouse, établi dans les mêmes conditions.

1. Archives de Toulouse, HH, 84.

2. *Ibid.*, 85.

3. *Ibid.*, 90.

4. *Ibid.*, 84.

5. *Ibid.*, 92.

6. *Ibid.*, 90.

7. *Ibid.*, 85.

8. *Ibid.*, 90.

9. *Ibid.*, 90.

10. *Ibid.*, AA 18, 98.

**Prix du setier de blé (93 litres) à Toulouse sur le marché de la Pierre,  
de 1592 à 1778.**

(Arch. de T. HH. nos 84, 85, 92 et 90.)

**Registre HH. n° 84.**

1592.....	4 <sup>l</sup> 8 <sup>s</sup> 1 <sup>od</sup>	1598.....	7 <sup>l</sup> 2 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup>	1604.....	4 <sup>l</sup> 6 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup>
1593.....	7 6 »	1599.....	8 18 »	1605.....	7 7 »
1594.....	5 2 »	1600.....	4 5 »	1606.....	3 8 »
1595.....	5 » »	1601.....	2 8 »	1607.....	6 12 »
1596.....	5 4 »	1602.....	2 12 »	1608.....	4 5 »
1597.....	5 6 »	1603.....	3 5 »		

**Registre HH. n° 85.**

1609.....	4 <sup>l</sup> 4 <sup>s</sup> 2 <sup>d</sup>	1616.....	2 <sup>l</sup> 0 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup>	1623.....	4 <sup>l</sup> 12 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup>
1610.....	3 2 »	1617.....	3 » »	1624.....	3 12 »
1611.....	2 12 2	1618.....	4 8 »	1625.....	3 4 »
1612.....	3 18 »	1619.....	5 4 »	1626.....	3 2 »
1613.....	4 8 »	1620.....	5 10 »	1627.....	3 8 »
1614.....	6 12 »	1621.....	4 10 »	1628.....	6 2 »
1615.....	3 5 »	1622.....	6 12 »		

**Registre HH. n° 92.**

1629.....	5 <sup>l</sup> 2 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup>	1638.....	4 <sup>l</sup> 10 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup>	1647.....	4 <sup>l</sup> 6 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup>
1630.....	6 4 »	1639.....	3 2 »	1648.....	4 8 »
1631.....	14 16 »	1640.....	3 6 »	1649.....	4 18 »
1632.....	5 10 »	1641.....	3 10 »	1650.....	6 18 »
1633.....	4 16 »	1642.....	3 12 »	1651.....	7 4 »
1634.....	3 6 »	1643.....	4 2 »	1652.....	8 8 »
1635.....	2 8 »	1644.....	13 8 »	1653.....	14 10 »
1636.....	3 14 »	1645.....	6 16 »		
1637.....	5 4 »	1646.....	4 12 »		

**Registre HH. n° 90.**

1732.....	7 <sup>l</sup> 6 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup>	1751.....	10 <sup>l</sup> 18 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup>	1770.....	13 <sup>l</sup> 6 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup>
1733.....	8 14 »	1752.....	15 10 »	1771.....	16 18 »
1734.....	8 10 »	1753.....	9 4 »	1772.....	15 8 »
1735.....	9 14 »	1754.....	7 18 »	1773.....	15 8 »
1736.....	6 12 »	1755.....	6 14 »	1774.....	18 » »
1737.....	9 6 »	1756.....	8 12 »	1775.....	15 4 »
1738.....	10 10 »	1757.....	10 6 »	1776.....	12 » »
1739.....	» » »	1758.....	10 » »	1777.....	13 » »
1740.....	8 » »	1759.....	14 2 »	1778.....	18 » »
1741.....	9 6 »	1760.....	13 12 »		
1742.....	8 2 »	1761.....	12 8 »		
1743.....	8 6 »	1762.....	8 18 »		
1744.....	7 » »	1763.....	9 8 »		
1745.....	7 8 »	1764.....	13 2 »		
1746.....	6 5 »	1765.....	11 10 »		
1747.....	10 8 »	1766.....	15 2 »		
1748.....	15 5 »	1767.....	16 18 »		
1749.....	12 6 »	1768.....	13 6 »		
1750.....	13 » »	1769.....	15 16 »		

Le blé se vendit 16 fr. 94 l'hectol. en 1785, 17 fr. 04 en 1786, 17 fr. 55 en 1787, 18 fr. 51 en 1788, 22 fr. 68 en 1789, et 20 fr. 76 en 1790<sup>2</sup>.

Il valait 18 et 19 livres en 1796<sup>3</sup>.

1. Pour se rendre un compte exact du prix du blé aux diverses époques que nous allons parcourir, il est indispensable de connaître le pouvoir de l'argent à ces dates diverses par rapport à sa valeur actuelle. Nous l'indiquons ici d'après le vicomte d'Avenel. De 1576 à 1200, 2 1/2; de 1670 à 1675, 2; de 1676 à 1700, 2,33; de 1701 à 1725, 2,75; de 1726 à 1750, 3; de 1751 à 1775, 2,33; de 1776 à 1790, 2. (*La Fortune privée à travers sept siècles*, p. 37.)

2. Théron de Montaugé, *L'Agriculture et les classes rurales*, p. 657.

3. *L'Anti-terroriste*, t. III, 371.

Si l'on pouvait ainsi, à Toulouse, se procurer à bon marché le pain et les légumes, le vin paraît aussi avoir été d'un prix très abordable. Nombreux sont encore les vieillards qui se souviennent de l'avoir vu payer un sou le litre. Nous ne possédons malheureusement aucun document qui nous permette d'indiquer ce qu'il valut à Toulouse à diverses époques, comme nous avons pu le faire pour les grains, et il faut nous contenter de glaner çà et là quelques prix. Un registre des archives municipales porte bien pour titre, il est vrai : « *Prix des vins* », mais ce n'est là qu'une fausse indication, car on n'y relate que le montant des droits d'entrée perçus pour les vins à chaque porte de la ville et non le prix de ces vins.

Le vicomte d'Avenel nous apprend qu'en 1716, 1 pot de vin blanc, soit 97 centilitres en mesure actuelle, se vendait à Agen 1 sol<sup>1</sup>.

En 1787, dans le Tarn-et-Garonne, 280 pintes de vin, soit 263 litres, se vendaient 25 livres 7 sols 8 deniers, ou 24 fr. 09 c., ce qui portait le litre à un peu plus de 9 centimes<sup>2</sup>.

A Toulouse, en 1790, le péga ou 5 litres 53 se vendait de 10 à 15 sous, c'est-à-dire entre 10 fr. 80 et 16 fr. 20 c. l'hectolitre<sup>3</sup>.

Le 2 mai 1451, 50 pégas de vin blanc ou 276 litres 50, pour un repas public donné à Toulouse, furent payés 2 livres 10 sols<sup>4</sup>, ce qui porterait le prix du litre à un peu plus de un centime.

Quant à la viande, Catel affirme qu'à Toulouse on pouvait aussi s'en procurer à bon marché. Laissons parler le célèbre historien : « Le bled, vin, sel et huile sont bien nécessaires; toutefois, nous vivrions fort chétivement si nous n'avions de la viande et du poisson, ce qui ne manque point dans le Languedoc; car, outre que le haut nous fournit de grand'quantité de bœufs, vaches et veaux, le pays bas encore nous fournit

1. *Hist. de la propriété et des salaires*, t. IV, *passim*.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. D'Aldéguier, *Histoire de Toulouse*, t. III, p. 601. Voir les différents prix payés pour ce repas dans l'*Histoire de Toulouse*, par Cayla.



abondance de moutons. D'ailleurs, on porte si grande quantité de Coq-d'Inde, chapons, poules et poulets dans la ville de Tolose, que souventefois ils sont à meilleur marché que le bœuf ny le mouton ; tellement que le commun peuple en peut manger sans faire trop grande dépense. Il y a aussi telle quantité d'oysons que l'on peut dire à bon droit que c'est la boucherie des paysants et des artisans lesquels se nourrissent le plus souvent de cette chair qui se vend en sa saison, dans Tolose, par tous les carrefours<sup>1</sup>. » En 1789, un cochon gras valait de 50 à 60 francs ; un mouton du pays, 6 francs et une paire de poulets 12 sous<sup>2</sup>. Or, à cette époque, le blé valait 15 francs l'hectolitre, le maïs, 8 francs et l'orge, 10 francs. C'est dire combien cette viande était alors d'un prix abordable.

Le prix des journées, qui était, en 1715, de 9, 7 et 5 sols ou d'une moyenne de 7 sols pour les hommes et de 5, 4 et 3 sols ou d'une moyenne de 4 sols pour les femmes, se maintint à ce taux pendant quelques années ; mais une ordonnance des capitouls le fixa, le 4 avril 1721, dans la ville et gardiage : pour les hommes, à 10 sols, du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> octobre ; à 8 sols, du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> avril et à 6 sols, du 1<sup>er</sup> octobre au 1<sup>er</sup> février, ou à une moyenne de 8 sols, et, pour les femmes, à 5, 4 et 3 sols<sup>3</sup>. C'était également le prix qu'on payait dans les environs, à Blagnac par exemple<sup>4</sup>. Le prix de la journée d'homme avait ainsi augmenté de 1 sol après cinq ans, et celui des journées de femme s'était purement et simplement maintenu au taux précédent.

Nous connaissons le prix de la journée dans la Grande-Lande, de 1785 à 1790. M. Théron de Montaugé, grâce aux registres particuliers de son domaine de Gramont-Périorie, a pu nous fournir à ce sujet, dans son savant ouvrage, d'intéressants détails que nous lui empruntons. La journée d'homme était payée, pendant cette période de cinq années : 0 fr. 50 c.

1. *Mém. de l'Histoire de Languedoc*, p. 45.

2. *Journal des propriétaires ruraux*, année 1805.

3. Archives de Toulouse, AA 28, 288.

4. Théron de Montaugé, *L'Agriculture et les classes rurales*, p. 660, d'après les archives de cette commune.

en décembre, janvier, février et mars; 0 fr. 60 c. en avril et mai; 0 fr. 94 c. en juin; 1 fr. 40 c. en juillet et août; 0 fr. 68 c. en septembre; 0 fr. 60 c. en octobre et 0 fr. 55 c. en novembre<sup>1</sup>. Le pouvoir de l'argent était alors exactement de 2 fois sa valeur actuelle<sup>2</sup>. Il faut donc doubler les chiffres précédents pour connaître, au prix actuel de l'argent, ce qu'on payait, à cette époque, la journée à Gramont. Il est facile de voir, dans ces conditions, que le journalier gagnait, suivant les saisons, entre 1 franc et 2 fr. 80 c. de notre monnaie.

Il convient d'ajouter au produit de ces journées les bénéfices réalisés sur la terre à maïs, cultivée à moitié fruits.

Dans un tableau des prix comparés des salaires, bestiaux et denrées, pendant les années 1789 et 1804, que nous fournit le *Journal des propriétaires ruraux*<sup>3</sup>, on peut se convaincre que quatre ans plus tard on payait encore les journées à peu près au même prix, dans les environs.

## VIII.

Parmi les fonds situés le long et sur la rive droite du canal, du pont des Minimes à Saint-Aubin, on comptait, en 1690, quelques jardins potagers, mais il n'en existait encore que sept qui fussent munis d'un puits à roue. La culture maraîchère n'avait guère franchi la ligne du canal et s'était cantonnée sur la rive gauche, surtout le long de l'enceinte de la ville. Le cadastre ne nous signale que vingt-huit jardins sur toute la longueur de la rive droite.

## IX.

Sortons, pour un instant, du cadre relativement restreint que nous nous sommes tracé au début de ce chapitre et fran-

1. Théron de Montaugé, *L'Agriculture et les classes rurales*, pp. 67 et 660.

2. Vicomte d'Avenel, *La fortune privée à travers sept siècles*, p. 37.

3. Année 1805.

chissons le vieux chemin de Launaguet, pour entrer dans la partie occidentale de la Grande-Lande, que formait le gardiage du capitoulat de Saint-Pierre. Il en était de ce territoire comme du gardiage du capitoulat de Saint-Sernin. Pour en avoir une idée aussi complète, il suffirait au lecteur de se reporter au cadastre de la même époque, concernant cette seconde moitié de la Grande-Lande<sup>1</sup>. Il y constaterait le même état de culture, le même progrès du mouvement de concentration de la propriété foncière en grands domaines et le même morcellement du sol pour tout le reste. Cependant, les communaux, qui n'existaient guère plus dans la partie orientale de la Grande-Lande, puisque le cadastre n'en mentionne qu'un d'une pugnérée et 1 boisseau, restaient, au contraire, en assez grand nombre et presque d'égale étendue qu'en 1571, dans la partie occidentale.

Ils se distribuaient ainsi :

Moulon	9 <sup>me</sup> , Pré-de-Sept-Deniers <sup>2</sup> .....	5 arp.	3 pugn.	4 bois.
—	— .....	162	3	4
—	10 <sup>me</sup> , Pré des Pestiférés <sup>3</sup> .....	18	»	1 1/2
—	12 <sup>me</sup> , Lande.....	112	2	1
—	14 <sup>me</sup> , Communal.....	114	2	»
—	15 <sup>me</sup> , Patus.....	»	1	»
—	15 <sup>me</sup> , Nause.....	8	»	»
—	16 <sup>me</sup> , Communal.....	4	2	»
—	17 <sup>me</sup> , Pré long.....	1	3	»
—	17 <sup>me</sup> , Petit communal.....	»	4	»
—	18 <sup>me</sup> , Nause.....	»	»	5 1/2
Total.....		429 arp.	2 pugn.	o bois.

1. Archives de Toulouse, cad. de 1690. Capit. de Saint-Pierre, banlieue.

2. Cette partie se trouvait sur la rive gauche du canal. La part principale (soit 162 arp. 3 pugn. 4 boiss.) était située sur la rive droite.

3. Ce communal n'était autre que le pré Carbonnel, et c'est sous ce double nom qu'il figure au cadastre. On l'avait appelé *Pré des pestiférés*, à cause des baraquements qui y furent établis à l'occasion de la peste de 1628 à 1631 pour les « infects » ou pestiférés — Le cadastre de Saint-Pierre banlieue (1690) porte en surcharge qu'une partie fut inféodée par la ville le 25 mars 1780, et que d'autres parcelles le furent en 1781 et 1782. Le restant fut *vendu*, plus tard, avec les autres communaux (Arch. de Toulouse, DD 122).



Près de 100 arpents de communaux de la partie occidentale de la Grande-Lande avaient été inféodés depuis 1550-1571 (voir ch. II), et le défrichement eût encore été plus considérable si le Parlement n'y avait mis des entraves. Le cadastre de Lalande de 1670 atteste, dans une note marginale, qu'un vacant avait été *baillé* à un sieur Lagourée, mais que « la délibération de la ville avait été cassée par arrêt du Parlement, attendu que ledit vacant avait été jugé nécessaire, pour l'intérêt public, afin de faire dépaistre les bestiaux nécessaires pour le fournissement de la ville<sup>1</sup> ». C'est ainsi que le Parlement mit plusieurs fois obstacle au défrichement, soit en empêchant les inféodations projetées, soit en les « cassant » quand elles étaient effectuées.

Un siècle plus tard, certains de ces communaux n'avaient pas encore été inféodés. Un rapport de M. Chauillac à l'intendant, du 14 février 1785, témoigne qu'à cette date le communal où étaient établies les fourches patibulaires de la Salade existait encore<sup>2</sup>. Le communal nommé de la Haute-Lande existait pareillement, car le *Tableau de l'administration de la ville* de 1786 à 1787 fait mention « des réparations nécessaires pour empêcher que les eaux du communal ne se jetassent dans les possessions du Camville<sup>3</sup> ».

Une délibération du Conseil politique de la ville, du 5 mai 1789, signale également « des entreprises commises sur les communaux de Lalande, notamment sur celui qui aboutissait au pont de Launaguet<sup>4</sup> ».

La surveillance en était si négligée, qu'on avait pu creuser et exploiter dans ce dernier une mine de gravier, où les habitants de Fonbeauzard avaient pris à discrétion tout le gravier

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1778. La totalité des communaux du capitoulat de Saint-Pierre s'élevait, en 1550, à 496 arpents; elle n'était plus, en 1690, que de 429 arpents 2 pugnérées.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 2069.

3. P. 99.

4. Archives de Toulouse, livre des Conseils. On trouve également aux archives de la ville un *Etat détaillé* des soustractions effectuées par divers particuliers sur le pré de Sept-Deniers (1 N, liasse 1).

nécessaire à l'entretien d'un de leurs chemins, sans même que l'administration des capitouls le soupçonnât<sup>1</sup>.

Une délibération du Conseil politique, du 11 août 1787, atteste que le grand communal de Lalande existait aussi, car on décidait, à cette date, de traduire devant le sénéchal un certain Escudier, tuilier de Saint-Loup, qui était venu s'établir dans le voisinage et « en dérobaît la terre pour faire des tuiles crues ». On ajoute qu'il les fabriquait même sur place et qu'il avait ainsi creusé toute l'étendue d'un arpent. Ce tuilier audacieux, détail piquant, avait pris son logement chez le dizenier du quartier<sup>2</sup>. C'était le voleur chez le gendarme. Ce communal dut cependant être inféodé, par nombreuses parcelles, quelques années plus tard, car le cadastre Grand-Voinet signale les personnes qui en étaient propriétaires à la fin de la Révolution, et c'est à peine s'il en restait alors, devant l'église et le cimetière de Lalande, une étendue d'une pugnérée, 4 boisseaux  $3/4$ .

Ce cadastre ne mentionne plus au demeurant les autres communaux, sauf quelques parcelles abandonnées du vieux chemin de Fronton et 4 boisseaux « *d'un terrain inculte ci-devant fourches patibulaires*<sup>3</sup> ». C'est une preuve qu'ils avaient tous été inféodés, comme le précédent. Seul le communal du Prélong existait encore, car le cadastre Grand-Voinet le mentionne et lui attribue une contenance de 4 arpents 2 pugnérées 7 boisseaux  $3/4$ <sup>4</sup>.

Un registre sans date, conservé aux archives de la ville, relate les offres et surdites qui furent faites pour l'acquisition des nombreuses parcelles de ces communaux. Il est donc plus exact de dire qu'ils avaient été vendus et non inféodés.

Le prix de l'arpent monta à 200, 275, 300 et 400 livres pour le pré de Sept-Deniers ; à 100 et 200 livres pour le com-

1. Archives de Toulouse, livre des Conseils, séance du 5 mai 1789.

2. *Tableau de l'administration de la ville de Toulouse*, t. III, p. 84.

3. Ce dernier fut vendu, comme bien national, à Jacques Laromiguières, habitant de Toulouse, le 15 vendémiaire an II, au prix de 35 francs (Arch. de la Haute-Garonne, reg. ventes des biens nationaux).

4. Archives de Toulouse, cad. Grand-Voinet, registre de Lalande.

munal du pont de Launaguet ; à 150 et 170 livres pour celui de l'église de Lalande, à l'est du jardin du presbytère ; à 180, 275 et 300 livres pour le même, le long du chemin situé en avant de l'église ; à 150 et 250 pour le même, sur le chemin de Fronton ; à 100 et 200 livres pour le clos de la Salade, sur le chemin de Montauban, et à 200 et 225 livres pour le Cominalet<sup>1</sup>.

La plupart de ces communaux existant encore quelques années avant la Révolution et n'étant plus mentionnés dans le cadastre Grand-Voinet qui ne se termina qu'en 1800, il faut en conclure que ladite vente avait été effectuée dans l'intervalle.

## X.

La propriété du communal nommé « Pré-de-Sept-Deniers » fut, à diverses époques, contesté à la ville ; mais c'est surtout dans la seconde partie du dix-huitième siècle que les officiers du Domaine tentèrent de plus sérieuses revendications et qu'eut lieu ce qu'on a nommé depuis le *Procès des communaux*. Ils contestèrent à la ville la propriété de trois communaux, la Lande, la Petite-Lande et le Pré-de-Sept-Deniers, en alléguant que ces terroirs appartenaient au roi, comme *vacants*. A ce point de vue, leurs prétentions ne pouvaient prévaloir. Les vacants n'appartenaient pas au roi dans le territoire de Toulouse, ou du moins le Domaine ne pouvait avoir la propriété de ces sortes de biens qu'autant qu'ils lui étaient échus par déshérence. Le roi, en effet, n'était pas seigneur foncier dans la ville et gardiage, il n'avait que la haute justice<sup>2</sup>. On ne pouvait donc revendiquer en son nom que les droits attribués par les lois féodales au seigneur justicier. Tels étaient les biens tombés en déshérence. Il n'en était pas ainsi de ceux qui n'avaient jamais été cultivés et qui étaient tels autrement que par déshérence : ceux-ci appartenaient au seigneur foncier. Or, les communaux ne pouvaient même pas être de ce nombre, la ville les ayant

1. Archives de Toulouse, DD 122.

2. *Ibid.*, AA 27, 61.



toujours possédés<sup>1</sup>. Cette doctrine est affirmée par La Roche-Flavin, dans son livre des *Droits seigneuriaux*, faisant suite aux *Arrêts notables*. Il s'en exprime clairement dans un chapitre relatif aux *biens vacants*. « Les terres vacantes, hermes ou incultes, à faute d'héritiers ou légitimes successeurs ou possesseurs, *duquel nombre ne sont point les communaux ou pacages des lieux*, appartiennent au seigneur haut justicier<sup>2</sup>. »

Les prétentions des officiers du Domaine étaient donc injustifiées et la ville fut maintenue en possession des trois communaux.

Plusieurs mémoires, rédigés à l'occasion de ce procès, nous sont restés et l'on peut y voir toutes les raisons invoquées par la ville pour établir son droit de propriété. Entre autres motifs, l'administration des capitouls se prévalut : 1<sup>o</sup> de la sentence rendue par les consuls en 1192, au sujet des *rivages et graviers de la Garonne*, dont on prétendait que le Pré-de-Sept-Deniers faisait alors partie ; 2<sup>o</sup> d'une sentence du juge d'appel civils de la sénéchaussée et d'un arrêt confirmatif du Parlement de l'année 1513 ordonnant aux bouchers le délaissement des communaux usurpés, sentence et arrêt dont il a été question au chapitre précédent. Cet arrêt et la sentence, au sujet de laquelle il fut rendu, concouraient donc à prouver que les Landes et le Pré-de-Sept-Deniers étaient de vrais patrimoniaux de la ville. Aussi furent-ils un des points principaux sur lesquels s'appuyèrent les capitouls contre les nouvelles prétentions des officiers du Domaine<sup>3</sup>. Ils invoquèrent aussi avec avantage les cadastres du capitoulat de Saint-Pierre des années 1550, 1571 et 1594, où ces terroirs se trouvent mentionnés, quoique sans ce détail qu'ils « *appartenaient à la ville* ». Prétendre, comme le faisaient les officiers du Domaine, que leur mention, comme « communaux », ne suffisait point pour établir les droits de la ville, au sujet de la possession immémoriale de ces fonds,

1. Archives de Toulouse, DD, 12. Mémoire. Registre. *Propriétés de la ville avant 1789*, t. I.

2. *Droits seigneuriaux*, p. 460.

3. Archives de Toulouse, FF, 95, DD, 12, et *Propriétés de la ville, avant 1789*, t. I.

n'était-ce pas une pure chicane? Pouvait-on sérieusement soutenir que les fonds qualifiés de *communaux*, dans un cadastre exclusivement communal, pouvaient appartenir à d'autres qu'à la communauté?

Il résulte d'ailleurs du cadastre de 1550 en particulier que ces communaux contentieux avaient été « mesurés et confrontés » avec soin et qu'ils étaient tous « bornés au moyen de pierres portant les armes de Toulouse ». On y lit en outre expressément que si ces fonds n'étaient pas allivrés, c'était « *parce que sont de la ville de Toulouse*<sup>1</sup> ». Ce cadastre, le plus ancien des trois, portait donc en réalité cette preuve dont les officiers du Domaine prétendaient que les livres de pagellation étaient dépourvus. Il aurait établi par conséquent, à défaut des deux autres, une possession plus de deux fois séculaire en faveur de l'administration des capitouls.

Toutes les juridictions reconnurent en conséquence le bien fondé des prétentions de la ville et y firent droit. Deux jugements du Bureau des Finances<sup>2</sup> des 11 et 13 mars 1777 maintinrent celle-ci en la possession et jouissance de ces communaux, et un arrêt du Parlement du 14 juillet 1784 « confirma la ville en la pleine propriété, possession et jouissance du Pré-de-Sept-Deniers, de la grande et petite Lande, et démit le régisseur du domaine du roi de l'appel par lui relevé des jugements du Bureau des Finances<sup>3</sup> ».

Dupuy, syndic de la ville, faisait connaître cette heureuse solution aux commissions réunies le 24 juillet 1784, et celles-ci délibéraient, le même jour, que signification de l'arrêt serait faite incessamment au régisseur du domaine du roi<sup>4</sup>. Effectivement, les comptes de la ville portent en dépense, cette dite

1. Archives de Toulouse, FF, 95, et CC, n° 1750. Cad. de Saint-Pierre, de 1550.

2. Ce tribunal se composait de vingt-quatre conseillers qu'on appelait *Trésoriers de France*. Leur juridiction embrassait les finances, la voirie et le domaine.

3. Archives de la Haute-Garonne, série B. Parlements, Arrêts civils, n° 1830, p. 320.

4. Archives de Toulouse. Commissions, année 1784.

année, une somme de 2.000 livres payées pour l'expédition de l'arrêt<sup>1</sup>.

## XI.

La partie du gardiage du capitoulat de Saint-Sernin comprise entre l'enceinte de la ville et le canal de Languedoc se composait surtout de jardins en 1690. Déjà, les cadastres antérieurs en avaient signalés quelques-uns avec puits à roue, le long des fossés, mais leur nombre s'était par la suite notablement accru, de telle sorte que la culture maraîchère y était devenue, sinon exclusive, au moins très générale. Il existait déjà dans cette zone, en 1478, des jardins, « orts », dont quelques-uns ayant un puits à roue commun ; mais ils étaient encore en assez petit nombre et les jardiniers n'y avaient point leur habitation. Presque tous ces jardins longeaient les fossés. On en relate cependant quelques-uns dans la direction des Minimes, mais la mention d'un « *pouts desgarnit* » et d'un « *pouts rodier arrasat* » avec « *un alba dédins* » permet de penser que la culture maraîchère, un moment tentée de ce côté, y avait été abandonnée. Au reste, dès qu'on s'éloigne un peu des remparts, il n'est guère plus fait mention d'aucun jardin.

Le cadastre suivant de 1571 témoigne à ce point de vue de quelques progrès. On y compte le long de l'enceinte un plus grand nombre de jardins et de terres cultivées, tous qualifiés de « terre bonne ». Il nous suffira de dire que de la porte Matabiau à la porte Villeneuve, par exemple, on comptait douze jardins avec maison, dont cinq ayant leur puits à roue et deux un puits commun ; quatre jardins sans maison, dont un avec son puits à roue ; trois maisons sans jardin et quelques petits champs cultivés. Les autres moulons, en remontant vers Arnaud-Bernard, présentaient la même physionomie.

En 1690, il n'existait guère, dans tout ce territoire, que des jardins presque tous munis d'un puits à roue. Ainsi, dans le

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 423, et Archives de Toulouse, Comptes de 1784.



premier moulon, pour ne parler que de celui-là, sur dix-neuf propriétés mentionnées au cadastre, on comptait quinze jardins, dont douze avec maison et la plupart ayant un puits à roue, et les quatre propriétés restantes étaient trois maisons et un petit champ. Le registre spécial d'impositions de la taille pour l'année 1907 accuse un nouveau progrès, et il nous fait connaître que la plupart de ces maisons étaient habitées par des jardiniers, leurs propriétaires. Elles étaient déjà prises avec leurs jardins respectifs, d'une certaine importance, car on les avait taxées pour la taille à 4 ou 5 livres. Quelques-unes cependant ne payaient que 15 ou 20 sols. Généralement, celles dont les jardins sont signalés comme ayant un puits à roue ou « à callève », sont allivrées à un chiffre plus élevé, et pour quelques-unes on payait jusqu'à 10, 12, 20 et 30 livres<sup>1</sup>. On comptait également dans ce quartier quelques maisons de riches bourgeois, taxées à un chiffre relativement élevé et pour lesquelles on payait de 40 à 85 livres, avec les jardins environnants. La maison Bayard, par exemple, était allivrée à ce dernier taux, mais il faut remarquer que le fonds sur lequel elle était bâtie avait une superficie de 26.901 cannes carrées<sup>2</sup>.

On continua, longtemps encore après cette époque, à pratiquer la culture maraîchère dans cette partie de territoire, et c'est à peine si l'on commençait, il y a soixante ans, à y bâtir quelques maisons formant rue, sur des alignements anciens ou que l'on établissait pour la vente des terrains. On préludait ainsi à la formation des beaux quartiers que l'on y voit aujourd'hui. Quel est l'étranger qui, arrivant à Toulouse par l'allée Lafayette ou par la rue Bayard et parcourant les boulevards, soupçonnerait, qu'il y a à peine un demi-siècle il n'existait là que des jardins potagers, n'ayant pour la majeure part que des maisons de colons ?

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 723.

2. *Ibid.*

## XII.

Franchissons de nouveau la ligne du canal et parcourons, d'un pas rapide, la partie orientale de la Grande-Lande, pour rechercher dans quelle mesure elle était habitée en 1690.

Le cadastre de 1571 nous a appris qu'il existait à cette époque 117 habitations dans *tout le gardiage* du capitoulat de Saint-Sernin. Or, en laissant de côté toute la partie située sur la rive gauche du canal jusqu'à l'enceinte de la ville où l'on comptait les habitations en assez grand nombre<sup>1</sup>, en 1690, ainsi qu'il vient d'être dit, on arrive au chiffre de quatre-vingt-douze maisons, bordes ou châteaux pour le reste du gardiage du capitoulat. Les habitations s'étaient donc multipliées dans cette moitié de la Grande-Lande. Les 23<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup>, 28<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup> et 31<sup>e</sup> moulon n'en avaient cependant aucune. On en comptait huit dans le 25<sup>e</sup> moulon (Juncasse et Maurice) ; trois dans le 26<sup>e</sup> (Cazal, Roubichou) ; onze dans le 27<sup>e</sup> (route d'Albi, côté du levant ; Montblanc, Nicol et Périole, côté du couchant) ; quatre dans le 29<sup>e</sup> (Gramont) ; cinq dans le 32<sup>e</sup> (Bonnetoy, côté du couchant et Lapujade) ; six dans le 33<sup>e</sup> (Raisin) ; trente-huit dans le 34<sup>e</sup> (Raynal, Loubiague, les Cocus, Lanusse, Grandselve et Palficat) ; six dans le 35<sup>e</sup> (voisinage de Saint-Roch des Minimes, côté du nord), et cinq dans le 36<sup>e</sup> (voisinage de Saint-Roch des Minimes, côté sud).

Il n'existait encore, en 1690, aucune habitation, sauf la maison Lestrade, alors Daubuisson, et le château de Palficat, au nord du gardiage dans le voisinage de l'Hers, ni à l'ouest près de la Salade. Il faut en attribuer la cause, pour le premier cas, aux fréquentes inondations de l'Hers avant son élargissement et son redressement, et, pour le second, à la proximité des Fourches patibulaires. Nous en parlerons un peu plus loin, dans deux chapitres particuliers.

1. Dans le premier moulon seulement on comptait 15 maisons, soit 12 avec jardin et 3 sans jardin. C'était, il est vrai, un des plus importants.

## CHAPITRE IV.

### Les Chemins du gardiage du Capitoulat de Saint-Sernin depuis 1690.

Existence de la plupart des chemins du gardiage du capitoulat de Saint-Sernin en 1690. — Plusieurs n'étaient encore que des « yeys » de service. — Etablissement de la route nationale n° 88 de Toulouse à Lyon par Albi, de 1736 à 1747. — Elle est rectifiée, dans la traverse de Croix-Daurade, en 1853. — Le chemin de Toulouse à Lavaur par Verfeil est remplacé, de 1765 à 1785, par la route nationale n° 112 de Toulouse à Agde. — Chemin des Minimes à Saint-Jean-de-l'Union par les Trois-Cocus, vicinal n° 24, surnommé *Chemin coupé*; chemin de Périole et Croix-Daurade, aux Trois-Cocus et Lalande, vicinal n° 5; chemin de Croix-Daurade à Launaguet par Palficat, vicinal n° 87, etc.

Les chemins qui existent actuellement dans la partie de territoire formant autrefois le gardiage du capitoulat de Saint-Sernin sont presque tous anciens. Ils existaient pour la plupart en 1690. On peut s'en rendre compte par un simple coup d'œil sur la carte du gardiage que nous publions. Quelques-uns, cependant, n'étaient encore à cette époque que des « yeys de service » ou chemins de servitude. Nous les avons marqués dans ce cas sur la carte par la lettre Q. Cette carte<sup>1</sup> n'est qu'un résumé de l'ensemble des plans du cadastre de 1690. Elle n'est accompagnée d'aucune légende et celle que nous publions est établie d'après les indications fournies par ces divers plans, qui existent également aux archives municipales. Il a fallu surcharger la carte de lettres de référence pour permettre au lecteur de se reconnaître. Cette carte ne porte pas non plus de date, mais elle se réfère certainement au cadastre de 1690, dont elle indique les divers moulons, et remonte ainsi à la fin du dix-septième siècle ou au commencement du dix-huitième.

1. Archives de Toulouse, Carton de plans, pièces non classées.



## Légende de la carte du gardiage du Capitoulat de Saint-Sernin de 1690

D'APRÈS LE PLAN CADASTRAL DE CETTE ÉPOQUE

- 
- A Chemin allant de Tolose à Montrabe.
  - A'A Grand chemin allant de la porte Matabiau à Montrabe.
  - B Chemin allant du pont de Péyriole au pré du pas Gabardy et à l'église Saint-Grapsy. (Chemin de Gavardy.)
  - C Chemin allant de la Croix-Daurade au chemin de Montrabe, ou encore chemin allant du chemin de Castelmaurou au chemin de Montrabe. (Chemin de Nicol et Périole.)
  - D Chemin de la Juncasse.
  - D' Chemin de Terre-Cavade allant à la Juncasse.
  - E Chemin allant de la porte Matabiau à la Croix-Daurade, au pont de Bélours et à Castelmaurou. (Actuellement route d'Albi.)
  - EF Autre chemin allant de la porte Matabiau à Castelmaurou. (Aujourd'hui chemin de Lapujade.)
  - FOE Autre chemin allant de ladite porte à Castelmaurou. (Petit chemin de Lapujade OO.)
  - F'FE Chemin allant de la porte Pouzonville à la Croix-Daurade et Castelmaurou.
  - H Chemin allant de la porte Arnaud-Bernard à la Croix-Daurade, coupé par le canal. (Chemin de Raynal.)
  - I Yeys allant du chemin de Castelmaurou au chemin qui va de Croix-Daurade au chemin de Montrabe. (Petit chemin de Cazal.)
  - K Chemin allant du chemin de Montrabe à la Croix-Daurade au chemin de Castelmaurou. (Actuellement chemin de Boubichou.)
  - L Yeys allant au chemin de la Juncasse et de Terre-Cavade.
  - M Chemin allant du chemin de Montrabe à la font de Founservi.
  - N Chemin allant de la rivière de l'Hers à Tolose et à Montrabe.
  - P Chemin allant de la croix de Montrabe au chemin de Founservi.
  - Q Yeys de service. (Sans nom.)
  - R Chemin dit Del ga Denpau allant à la palanque de Féréte.
  - S Chemin allant du village de Launaguet à la porte d'Arnaud-Bernard.
  - T Chemin allant de Launaguet à la porte d'Arnaud-Bernard, passant devant le couvent de Saint-Roch.
  - V Chemin allant de la porte d'Arnaud-Bernard au pont de Launaguet.
  - Y Croix des Izards.
  - Z Croix des Coucûts.
  - W Croix de Montrabe.

## I.

Le chemin « allant de la porte Matabiau à Croix-Daurade et Castelmaurou » (E) a été remplacé par la route nationale n° 8, de Toulouse à Lyon par Albi. Celle-ci fut construite par les soins des Etats de Languedoc et remonte à 1736-1747.

Au mois de décembre 1714, les Etats de la province délibérèrent qu'il serait procédé à une enquête, pour le tracé de cette route, par leurs syndics généraux<sup>1</sup>; mais cette mesure n'aboutit à aucun résultat pratique, au moins immédiat. Le vieux chemin de « Mal Fangas » dut rester encore ce qu'il avait été jusque-là, à peu près impraticable. Un arrêt du Conseil d'Etat du 24 septembre 1726 atteste qu'il était dix ans plus tard en si mauvais état, que « le transport des sels, pour le fournissement de l'Albigéois, sujet à la gabelle, se faisait avec beaucoup de peine, ledit chemin n'étant praticable que pendant une partie de l'année, et que l'entrepreneur des voitures avait dû se tracer de nouvelles routes<sup>2</sup> ». Le roi en ordonnait en conséquence la réfection et prescrivait à Pierre Carlier, adjudicataire des fermes générales, de faire l'avance des sommes nécessaires. Comme moyen de remboursement, on devait établir « une augmentation de 5 sols par minot de sel, dans les greniers et chambres de Languedoc, en supprimant toutefois le doublement de droit de Petit-Blanc<sup>3</sup> ».

Une ordonnance, portée par les capitouls le 13 mars 1729 au sujet d'un terrain destiné à la nouvelle route, permet de croire que les travaux de construction étaient commencés à cette date<sup>4</sup>. Néanmoins, ce ne fut guère que vers 1736 que

1. Archives de Toulouse, DD, 13. Délibération des Etats au sujet du chemin d'Albi.

2. Roschach, *Etudes sur le Languedoc*, Pièces justificatives, pièce n° DCCCLV, f° 2134.

3. *Ibid.* et Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 3.

4. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 166. Note au bas d'un plan relatif à des parcelles du vieux chemin à vendre.

l'on mit sérieusement la main à l'œuvre dans la traverse de Croix-Daurade et de l'Union<sup>1</sup>.

Nous n'avons aucun document concernant directement les travaux que nécessita l'établissement de cette route, mais il résulte de quelques renseignements puisés dans les délibérations du Chapitre de Saint-Sernin et de quelques autres pièces, que la partie comprise entre Toulouse et Montastruc était en cours d'exécution en 1736 et s'achevait en 1747.

Le 21 juillet 1736, M. Lacaze, cédier du Chapitre de Saint-Sernin, faisait part aux chanoines d'une offre que lui avait faite le sieur Armand, « entrepreneur du grand chemin de Toulouse à Saint-Sulpice-de-la-Pointe », d'une somme de 400 livres, pour les dégradations causées par lui sur le domaine de Saint-Caprais<sup>2</sup>, et la quittance de cette somme est datée du même mois<sup>3</sup>. Cresty a inventorié une pièce « portant estimation du terrain pris par l'entrepreneur du chemin albigeois sur ledit domaine » et cette pièce est datée du 10 juin 1736<sup>4</sup>.

Le 30 mars 1737, les fermiers de Saint-Caprais demandaient au Chapitre de leur tenir compte, sur le montant de leur ferme, des dommages causés à leurs récoltes par *l'entrepreneur du grand chemin de Toulouse à Saint-Sulpice-de-la-Pointe*, et le 7 novembre 1743 une délibération du Chapitre traite de semblable demande d'indemnité pour le même motif<sup>5</sup>. Ce sont là autant de preuves que les travaux étaient en cours d'exécution durant cette période de quelques années.

Il résulte, d'autre part, des procès-verbaux d'adjudication de certaines parties inutilisées du vieux chemin, que la nouvelle route était terminée jusqu'à Montastruc en 1747. Le subdélégué de l'intendant de la province à Toulouse vendait, en effet, à cette date, les parcelles qui se trouvaient dans la traverse de

1. Archives de la Haute-Garonne, Requête à l'intendant.

2. *Ibid.*, Fonds de Saint-Sernin, n° 221. Délibération du 21 juillet 1736.

3. *Ibid.*, Répertoire de Cresty, t. I.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*, n° 221. Délibération du chapitre.



Toulouse et lieux de Mirailhou (Lapujade), Croix-Daurade, pont de l'Hers, Saint-Jean, Castelmaurou, Garidech et Montastruc<sup>1</sup>. Les travaux, commencés en 1736, étaient donc achevés onze ans plus tard.

On fit sur cette route une plantation d'arbres dans le courant de l'année 1767<sup>2</sup>.

En 1853, quelques alignements étaient encore effectués. Ce fut alors notamment qu'on établit, dans la traverse de Croix-Daurade, la côte actuelle de Bellevue, versant septentrional, en la portant un peu à l'ouest de la place qu'elle occupait<sup>3</sup>.

Cette route, d'une très grande largeur, est bordée d'arbres et d'agréables villas, du bas de cette côte au pont de l'Hers. Il est regrettable que ce tronçon, d'un si bel aspect, manque ordinairement d'entretien et qu'on se contente le plus souvent de ne mettre du gravier que sur la partie du milieu, car, aux moindres pluies, les banquettes des côtés deviennent tout à fait impraticables. Les fossés sont aussi à peu près à l'état d'abandon, et soit pour ce motif, soit en raison de leur peu de pente vers l'Hers, les eaux y croupissent sans pouvoir s'écouler. Ce n'est là que trop souvent un foyer d'infection pour les riverains. Tous les puits du voisinage sont aussi de ce chef absolument contaminés.

En 1907, de rares, trop rares fontaines ont été installées sur cette route, de l'extrémité méridionale du petit chemin de Cazal jusqu'à l'église. La canalisation arrive au point initial par le petit chemin de Lapujade.

## II.

La route nationale n° 112, de Toulouse à Agde, par Verfeil et Lavaur, qui s'embranché à moitié faubourg Bonnefoy sur la route d'Albi, fut construite de 1765 à 1785. Elle remplaça le

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 166.

2. *Ibid.*, liasse 2146.

3. Archives de Toulouse, Livre des Conseils. Délibération du 11 février 1853.

vieux « chemin de Peyriole », marqué de la lettre A sur la carte du gardiage. Une réparation importante avait été faite à ce chemin en 1738, époque où l'on travaillait à la route d'Albi. La ville avait consacré 12.000 livres à la partie comprise dans son territoire<sup>1</sup>, mais bientôt une réfection totale s'imposa. Cependant, la nouvelle route n'allait être qu'un élargissement de l'ancien chemin. La partie reliant la route d'Albi au vieux chemin de Montrabe n'est pas signalée sur la carte du gardiage. Elle n'existait donc pas en 1690; mais puisqu'elle était élargie comme le reste du chemin en 1755, ce qui va suivre en établira la preuve, il faut en conclure qu'elle avait été faite dans l'intervalle.

Pour l'exécution des travaux, on partagera le tracé en quatre sections. La première embrassait toute la partie du vieux chemin comprise entre son point de jonction avec la route d'Albi à moitié faubourg Bonnefoi, vis-à-vis le cabaret de Montvert et la métairie de Launard à Gragnague; la deuxième partait de cette métairie et aboutissait à Bonrepos; la troisième s'étendait de ce village au pont du faubourg de Verfeil et la quatrième allait aboutir, de ce pont, à la limite du diocèse, au hameau d'En Ramel<sup>2</sup>.

La première section fut l'objet d'un double devis, dressé par le sieur Francès, inspecteur des travaux du diocèse, le 1<sup>er</sup> avril 1765. L'un concernait l'élargissement du vieux chemin qui devait être conservé, ainsi que les déblais et remblais nécessaires pour l'élargissement; l'autre avait pour objet les « gravelages ».

La largeur de la nouvelle route était portée à 6 toises, y compris les fossés. A mesure que le premier entrepreneur aurait achevé 100 toises d'élargissement et creusé les fossés, le second devrait effectuer les travaux d'engravement. Le tout devait être terminé au mois de septembre suivant<sup>3</sup>.

Conformément à une délibération de l'assemblée de l'Assiette

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 2 septembre 1738.

2. Archives de la Haute-Garonne, série G, liasse 2145.

3. *Ibid.*

du 10 avril 1765, et suivant un article du devis, les divers ouvrages furent donnés à l'adjudication. Le 20 avril 1765, un premier bail était passé par le syndic du diocèse, M. Henri de Peyte de Montcabrier, et par messire de la Galaisière, vicaire général, commissaire ordinaire du diocèse, en faveur d'Etienne Maury, avec le cautionnement de Jean Raynal, pour l'élargissement et les déblais et remblais, sur le pied de son offre, à 19 sols la toise courante<sup>1</sup>. Le même jour, le bail relatif au gravelage était consenti à Jean Sabatier, entrepreneur, avec le cautionnement de Paul Sabatier, son frère, sur le pied de son tiercement, à 9 livres 10 sols la toise courante<sup>2</sup>. Jean Sabatier bénéficiait, en outre, d'un troisième bail relatif à la construction des huit ponts de cette section, également sur le pied de son offre, à 4.000 livres les huit<sup>3</sup>.

Il résulte de deux pièces portant l'une l'estimation des ouvrages effectués et l'autre le procès-verbal de leur réception, que tous les travaux de cette section étaient terminés à peu près à l'époque fixée et que les entrepreneurs avaient été payés. Ces deux pièces portent la date du 25 novembre 1765. La dépense totale s'était élevée à 19.267 livres 18 sols 5 deniers. Le diocèse, qui avait emprunté 20.000 livres pour la totalité des ouvrages à effectuer sur cette route, était donc dans l'obligation de pourvoir à de nouvelles ressources pour les trois sections restantes<sup>4</sup>.

On se mit à l'œuvre l'année suivante; mais les travaux ne devaient pas marcher avec la même célérité. C'est à peine, en effet, si la section allant du pont du faubourg de Verfeil à En Ramel, qui était la dernière, s'achevait en octobre 1785<sup>5</sup>.

La partie de cette route comprise dans le gardiage fut par la suite entretenue et réparée par les capitouls avec plus de soin que toute autre. Ainsi, en 1772, la ville fit construire divers ponceaux et réparer ceux de la chaussée de Périole. Elle renou-

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 2145.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*



vela aussi le gravelage sur divers points<sup>1</sup>. Les comptes de la ville accusent une dépense de 3.466 livres 13 sols 4 deniers pour ces divers travaux<sup>2</sup>. L'année suivante, elle y consacrait de nouveau une somme de 4.133 livres 6 sols 8 deniers<sup>3</sup>. Pendant les années qui suivirent, l'entretien fut donné à bail à divers entrepreneurs qui restèrent également chargés des petites réparations reconnues nécessaires. La ville paya à cet effet : en 1775, 470 livres à Azéma et Fournier<sup>4</sup>; en 1776, une première somme de 600 livres et une seconde de 184 livres 13 sols 4 deniers à Carcassac et Boyé<sup>5</sup>; en 1777, 99 livres à Rigaud<sup>6</sup>; en 1779, 189 livres 6 sols 8 deniers à Pomarède<sup>7</sup>; en 1781, 360 livres à Pomarède<sup>8</sup>; en 1782, 276 livres 10 sols à Théron, 94 livres 13 sols et 4 deniers à Pomarède et 125 livres au même<sup>9</sup>; et en 1784, 250 livres à Pomarède, pour deux années<sup>10</sup>.

Le 9 septembre de cette dernière année, la Commission des affaires économiques décida que *l'entretien* de la chaussée de Périole, qu'on réparait alors sur une étendue de 180 toises, serait mis en adjudication, après la réception des travaux en cours, et que l'adjudicataire serait astreint à y répandre chaque année 5 toises cubes de gravier<sup>11</sup>. Elle vota, en outre, que, « comme il restait à graver environ 1.000 toises, depuis la grand'route d'Albi jusqu'à la chaussée de Périole, et que la grande utilité de ce chemin avait engagé le diocèse à le faire graver à partir de l'extrémité du gardiage, il serait fait également un bail d'adjudication pour le gravelage, depuis la grand'route d'Albi jusqu'à la chaussée de Périole, sur une dis-

1. Archives de Toulouse, Devis, vol. 1770-1779. Devis du 5 mars 1772, p. 70.

2. *Ibid.*, CC 1076.

3. *Ibid.*, 1077.

4. *Ibid.*, 1080.

5. *Ibid.*, 1081.

6. *Ibid.*, 1082.

7. *Ibid.*, 1084.

8. *Ibid.*, 1085.

9. *Ibid.*, 1086.

10. *Ibid.*, 1088.

11. *Ibid.*, BB, 143.

tance d'environ 1.000 toises, afin de parachever cette route qui était d'une utilité reconnue<sup>1</sup>. »

La ville eut à payer pour ces divers travaux, en 1785, 125 livres à Pomarède et 2.908 livres 6 sols 8 deniers à Cariben<sup>2</sup>. Il fut ensuite versé, à titre d'abonnement, pour l'entretien de cette route, une somme de 125 livres par an à Pomarède, en 1786 et 1787, de même que 900 livres à Pomarède et Cariben, pour diverses réparations, durant la même période<sup>3</sup>.

Les comptes de la ville attestent que les autres chemins étaient également donnés à l'entretien, par voie d'abonnement, mais pour des sommes généralement modiques.

Un nouvel alignement eut lieu sur cette route, dans la traverse de Périole, en 1853<sup>4</sup>.

### III.

Nous ne savons que fort peu de choses, au sujet de la transformation en chemins vicinaux, des autres vieux chemins et « yeys de service » qui figurent sur la carte du gardiage. Nous dirons néanmoins le peu qu'il nous a été possible de trouver.

Le chemin qui va du quartier des Trois-Cocus au ruisseau de Maltens n'existait pas encore en 1785, ainsi qu'en témoigne le *Tableau de l'administration de la ville de Toulouse* pour cette dite année<sup>5</sup>.

Celui qui se détache du chemin de grande communication n° 1 de Toulouse à Bessières, à la barrière de Launaguet, pour desservir le hameau des Trois-Cocus, et qui porte actuellement le nom de *Chemin coupé*, fut élargi et amené à l'état d'entretien complet en 1845. On le classa alors, comme chemin vicinal, sous le n° 24 et la dénomination de « *Chemin des Minimes* à

1. Archives de Toulouse, BB, 143, p. 212.

2. *Ibid.*, CC, 1089.

3. *Ibid.*, 1090 et 1092.

4. *Ibid.*, Livre des Conseils, séance du 1<sup>er</sup> mars 1853.

5. Bibliothèque de la ville.

*Saint-Jean-de-l'Union par les Trois-Cocus*<sup>1</sup> ». Il aboutit, en effet, au chemin vicinal n° 32, dit de Négreneys, au centre du quartier des Trois-Cocus, et, après avoir emprunté celui de Croix-Daurade, sur une longueur de 150 mètres environ, reprend à gauche et, se dirigeant vers le nord-est, va rejoindre la route d'Albi, près de la maison Duffour. (Voir la carte de la paroisse de Croix-Daurade au chapitre 1<sup>er</sup> de la 2<sup>e</sup> partie).

Depuis l'établissement de la voie ferrée de Cette à Bordeaux, les habitants du quartier des Trois-Cocus ont demandé, à diverses reprises, qu'un passage à niveau pour voitures fût établi au point de rencontre de ce chemin avec la ligne de Bordeaux; mais une demi-satisfaction leur ayant été donnée par l'établissement d'un passage pour piétons, la Compagnie du Midi s'est refusée à accorder davantage. Elle a toujours allégué, pour appuyer sa fin de non-recevoir, que les dépenses de transformation seraient hors de proportion avec les avantages à obtenir, « attendu que, comparativement aux deux directions actuellement suivies, on n'arriverait qu'à des raccourcissements de 235 mètres ou de 125 mètres<sup>2</sup> ». On ne peut cependant méconnaître qu'un tel obstacle réduit singulièrement l'importance et l'utilité de la partie de ce chemin comprise entre la barrière de Launaguet et le quartier des Trois-Cocus, et qu'il impose à la circulation, entre ces deux points, une gêne que rien ne justifie.

#### IV.

Le chemin de Croix-Daurade au quartier des Trois-Cocus, sur lequel s'embranché, après la maison Massol, celui de Raynal, n'aboutissait qu'à Lanusse en 1690. Il fut élargi en 1848-1854 et on trouve aux Archives départementales de nombreuses pièces relatives aux indemnités accordées à divers propriétaires pour la cession des parcelles de terrain que nécessita un tel

1. Archives de Toulouse, liasse 16. Plan et rapport de l'architecte en chef de la ville.

2. *Ibid.*



élargissement. Les demandes d'indemnité portent pour la plupart la date de 1854 et quelques-unes seulement celle de 1855<sup>1</sup>.

Dans ces divers documents, ce chemin est qualifié de « *Chemin vicinal n° 5 de Périole à Lalande* ». Il fut prolongé jusqu'au quartier des Trois-Cocus, de manière à remplacer le simple « yeys » qui partait de Lanusse et aboutissait à ce quartier. On le déclarait vicinal le 7 décembre 1848 sous la dénomination de « *Chemin de l'église de Croix-Daurade*<sup>2</sup> ». La délibération du Conseil municipal de ce jour lui attribue une longueur de 3.878 mètres. On comprenait dans ce chiffre, en même temps que le raccord, toute la partie qui reliait l'extrémité occidentale du « yeys » des Trois-Cocus au *Vieux chemin de Launaguet*. Cette partie qui va de la maison Fort audit chemin ne figure pas sur la carte de 1690.

Un plan du pont construit ultérieurement au point de jonction de ce chemin et de la route d'Albi, entre les propriétés de MM. Guitard et Terris, plan signé Vitry et portant la date de 1858, atteste qu'à cette date ce pont fut porté de 3 mètres de largeur à 15 mètres<sup>3</sup>.

## V.

Le chemin de Launaguet par Palficat et Magnès ne figure pas sur la carte de 1690. Le plan cadastral de cette époque ne mentionne qu'un « yeys » partant de la route d'Albi, entre les maisons de MM. Duffour et Austric et de très peu d'étendue. Il fit partie plus tard du chemin vicinal n° 24, des Minimes à Saint-Jean-de-l'Union par les Trois-Cocus. Or, à 200 mètres environ de la maison Duffour et au nord de la route d'Albi s'embranchent, sur ce chemin, celui de Palficat, Magnès et Launaguet qui est de création récente. L'enquête d'utilité publique relative à son projet d'ouverture à travers le local de Palficat

1. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 123.

2. Archives de Toulouse, Livre des Conseils. — Il n'est officiellement connu aujourd'hui que sous le nom de *chemin de Périole à Lalande*.

3. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 123.

et jusqu'au fossé-mère n° 30, porte la date du 15 avril 1871<sup>1</sup>. Il est classé comme vicinal sous le n° 87 (Voir la carte de la paroisse de Croix-Daurade au ch. 1<sup>er</sup> de la 2<sup>e</sup> partie).

Le « *vieux chemin de Croix-Daurade* », actuellement *chemin de Lapujade*, fut élargi et rectifié durant le cours de l'année 1812<sup>2</sup>. Il est marqué des lettres E F sur la carte du gardiage.

## VI.

Le chemin de Raynal est indiqué sur la carte du gardiage par la lettre H et s'appelait, en 1690, « *Chemin allant de la porte Arnaud-Bernard à la Croix-Daurade, coupé par le canal* ». Il forme aujourd'hui le chemin vicinal n° 37, officiellement nommé « *Chemin des Minimes à Croix-Daurade* ». Nous ne pouvons indiquer à quelle époque il devint vicinal.

## VII.

Le chemin de Gavardy est indiqué sur la carte du gardiage par la lettre B, sous la dénomination de « *Chemin allant du pont de Peyriole au pré du pas Gabardy et à l'église Saint-Graszy* ». Ce chemin est un des plus anciens du gardiage et pourrait bien répondre à celui que fut contraint d'établir à travers ses terres, en 1164, Arnaud Roos, à l'occasion d'un différend qui s'était élevé entre ce seigneur et son puissant et riche voisin, l'abbé de Saint-Sernin (Voir ch. XIII, n° III). Il est très désirable que le chemin actuel profite bientôt, pour le bien du quartier qu'il dessert, d'une déclaration de vicinalité.

## VIII.

Le quartier Montblanc est loin de posséder les chemins dont il aurait besoin. Ni celui qui part de la route d'Albi vis-à-vis le

1. Nous avons omis de noter la cote de la liasse.

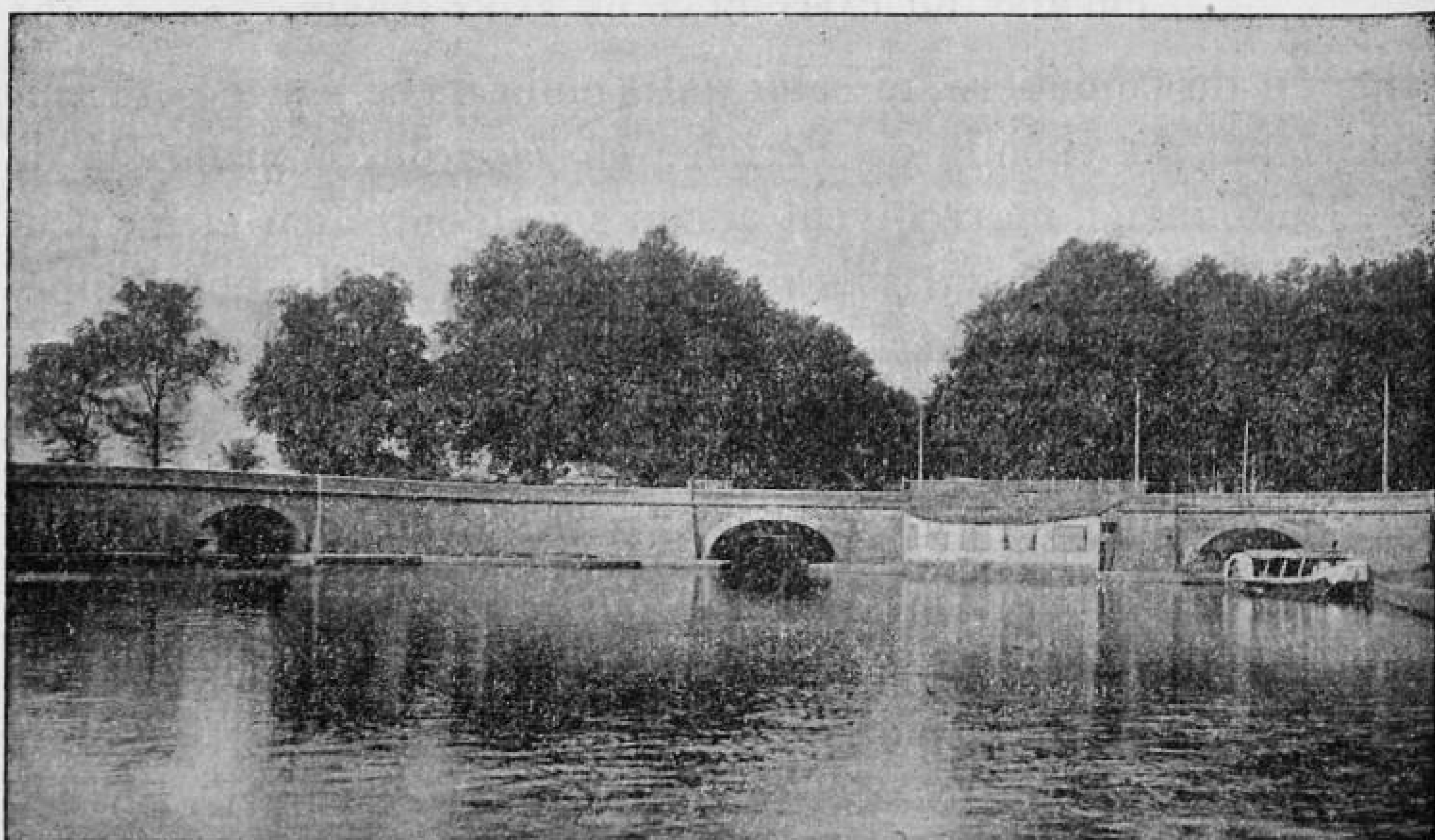
2. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 120.

chemin du Cimetière, ni celui qui s'embranche sur le côté septentrional du chemin de Périole, en face de la propriété de M. Hugounenc, ne reçoivent aucun soin d'entretien et on peut se demander vraiment s'ils n'auraient pas été faits pour empêcher les gens de passer. Il ne serait que juste, de la part de la municipalité, de traiter un peu mieux ces intéressants quartiers.

Nous sommes contraints de passer sous silence certains chemins, tels que celui de Négreneys (vicinal n° 32), de Roubichou, le petit chemin de Cazal, le petit chemin de Lapujade, le chemin du Cimetière, etc., au sujet desquels nous n'avons pu trouver le moindre document. Tous, sauf ce dernier, sont indiqués sur la carte du gardiage et remontent par conséquent à 1690, au moins en tant que « yeys de service ». Le chemin de Négreneys était alors un vrai chemin public. Il est marqué de la lettre S sous la dénomination de « *Chemin de Launaguet à la Croix de 4 carrières* », sur la carte, et se trouve signalé au plan cadastral de cette époque sous le nom de « *Chemin allant du village de Launaguet à la porte d'Arnaud-Bernard* ». Le chemin de Roubichou, qui s'embranche sur le côté méridional du chemin de Périole et gravit le coteau de Lapujade, existait également en 1690 et il est signalé au plan cadastral sous cette dénomination « *Chemin allant du chemin de Montrabe à la Croix-Daurade au chemin de Castelmaurou* ». On le trouve marqué de la lettre K sur la carte. *Le petit chemin de Cazal* est marqué de la lettre I (ce n'était qu'un « yeys » en 1690), et le *petit chemin de Lapujade* de la lettre O.

Diverses rues ont été récemment établies pour mettre en communication plusieurs de ces chemins. Telles sont, entre la route d'Albi et le petit chemin de Cazal, les rues Bousquet, de La Liberté et Cayrou; entre la route d'Albi et le chemin de Lapujade, les rues de la Jalousie, Cazal, Louis Barbe et Crémou, et, entre le chemin de Lapujade et celui de Raynal, les rues de La Paix, Monplaisir et des Trois-Pigeons. Il est à souhaiter que la ville prenne bientôt en charge ces rues privées, afin d'en assurer l'entretien, car leur mauvais état en rend l'accès très difficile sinon impossible, surtout pour les voitures, à la saison des pluies.





LES TROIS CANAUX AU BASSIN DE L'EMBOUCHURE.

(Cl. de M. G. Donat.)

## CHAPITRE V.

### La Grande-Lande et les divers Canaux.

Les canaux de Languedoc, Saint-Pierre et Latéral dans la Grande-Lande.

I. Riquet et le canal de Languedoc. — Projet d'un canal des deux mers à diverses époques. — Idée de Riquet d'emprunter les eaux de la Montagne-Noire. — Colbert reconnaît la possibilité de l'œuvre. — Edit du roi. — Le fief et le péage. — Riquet adjudicataire des travaux et acquéreur du fief et du péage. — Les rigoles et les divers bassins. — Inauguration du canal en 1681. — Le canal dans le gardiage. — Administration. — Bornage général en 1767-1772. — Particularités concernant la Grande-Lande. — Projet d'acquisition par les Etats de la province. — Propriétaires successifs. — Construction du port Saint-Sauveur en 1708. — Redressement de la voie d'eau à l'extrémité de l'allée Lafayette en 1843. — Erection de la statue de Riquet à Toulouse.

II. Construction du canal Saint-Pierre ou de Brienne dans la Grande-Lande, en 1768-1775. — Taxes de péage. — Inauguration en 1776.

III. Construction du canal Latéral, en vertu de la loi du 3 juillet 1838. — Enquête. — Devis. — Travaux. — Ouverture de la navigation de Toulouse à Agen, en décembre 1849.

IV. Rachat des canaux du Midi par l'Etat en 1897.

NOTA. — Seul le canal Saint-Pierre, construit en entier dans la Grande-Lande, entrerait à la rigueur dans notre cadre; mais si, pour les deux autres, nous bor-

nions notre étude à ce qui concerne ce territoire, le lecteur, auquel manqueraient les connaissances d'ensemble, ne nous suivrait qu'imparfaitement ou trouverait peu d'intérêt à notre récit. C'est ce qui nous a déterminé à franchir les limites strictes du sujet et à donner de ces canaux, comme de celui de Brienne, une histoire complète, dans laquelle nous insisterons particulièrement sur ce qui a trait au gardiage.

A une faible distance des boulevards, la Grande-Lande est traversée dans toute sa largeur par le canal de Languedoc ou du Midi, qui se joint à la Garonne aux Ponts-Jumeaux, dont le quartier s'est appelé pour ce motif l'Embouchure. Elle est coupée dans sa longueur par le canal Latéral, à partir des mêmes ponts. Enfin, le canal Saint-Pierre ou de Brienne, dérivé de la Garonne, un peu en amont du moulin du Bazacle, sur la rive droite du grand fleuve, a été construit tout entier sur son territoire. Il va également aboutir aux Ponts-Jumeaux, où, au moyen d'un aqueduc à siphon établi sous le grand bassin, il alimente le canal Latéral.

Ces trois canaux mesurent dans leur ensemble une longueur de 492 kilomètres, soit :

Le canal de Languedoc ou du Midi.....	241 <sup>k</sup> 664
La Robine de Narbonne .....	31 <sup>k</sup> 662
Le canal de jonction de la Robine avec le canal du Midi.....	5 <sup>k</sup> 260
Le canal Saint-Pierre ou de Brienne ....	1 <sup>k</sup> 530
Le canal latéral (différence).....	211 <sup>k</sup> 884
Total.....	<u>492<sup>k</sup> 000<sup>1</sup></u>

Etudions chacun de ces trois canaux, puisqu'ils ont dans la Grande-Lande, l'un son embouchure et plusieurs kilomètres de parcours, l'autre en quelque sorte sa source et une partie importante de son lit, et le troisième son cours tout entier.

1. *Journal officiel*, Projet de rachat des canaux du Midi, novembre 1896; exposé des motifs.

## I.

## CANAL DE LANGUEDOC OU DU MIDI.

Pierre-Paul Riquet, baron de Bonrepos, l'auteur du canal de Languedoc, était par ses aïeux d'origine italienne. Il descendait



d'un noble florentin, Ghérardo Arrighetti, qui, ayant été proscrit pour avoir servi la faction des Gibelins, vint s'établir en Provence vers 1268. Dans un acte dressé à l'occasion de la nomination du petit-fils de Ghérardo comme premier consul de la Seyne, on écrivit Riquetti au lieu de Arrighetti, et cette ortho-

graphie persista. Antoine Riquetti, sixième du nom, mort en 1508, avait eu sept enfants. L'aîné, Honoré Riquetti, forma la branche des Riquetti, marquis de Mirabeau<sup>1</sup>, et le quatrième, Régnier Riquetti, se maria en Languedoc et s'y établit. Francisant son nom, il s'appela Riquet<sup>2</sup>. C'était l'arrière-grand-père de Pierre-Paul Riquet, baron de Bonrepos. Celui-ci naquit à Béziers, au mois de juillet 1604<sup>3</sup>, et vint plus tard s'établir à Toulouse. Il possédait une très grande fortune et était fermier des gabelles de la province de Languedoc<sup>4</sup>. Ce fut lui qui résolut pratiquement le difficile problème, posé depuis des siècles

1. Honoré-Gabriel Riquetti, comte de Mirabeau, le célèbre orateur de la Révolution, était un de ses descendants.

2. Jacques Fernay, *Pierre-Paul Riquet*, p. 19.

3. *Ibid.*

4. *Bibliographie toulousaine*, t. II, p. 286.



cles, de mettre en communication l'Océan et la Méditerranée par un canal partant de la Garonne et aboutissant à l'étang de Thau, et même, à travers la dune, au port de Cette.

La pensée de créer une voie navigable permettant de passer ainsi de l'Océan dans la Méditerranée et d'éviter le détroit de Gibraltar n'était pas nouvelle à l'époque où vivait Riquet. Il ne



CARTE DE LA COMMUNICATION DES MERS.

(D'après Jacques Fernay.)

faudrait donc pas lui en attribuer le mérite. Ce canal avait été projeté sous Néron<sup>1</sup>, sous l'empire de Charlemagne<sup>2</sup>, sous François I<sup>er</sup>, Charles IX, Henri IV et Louis XIII.

Le projet de réunir dans ce but la rivière de l'Aude à la Garonne avait pris, sous François I<sup>er</sup>, une telle importance que le roi nomma l'évêque de Sisteron et Franc-Conseil, seigneur de Saint-Romain, pour étudier cette question, et ces deux commissaires vinrent à Toulouse, où ils firent dresser un projet par des hommes d'expérience. Il fut même établi un devis, le

1. Tacite, XIII, 53.

2. Basville, *Mémoires de Languedoc*, p. 115. Le canal projeté devait unir « le Rhin et le Danube, desquelles rivières l'une a son embouchure dans l'Océan et l'autre dans la Méditerranée ».

20 octobre 1529, qui figure en tête du deuxième registre des Conseils de l'hôtel de ville et que Lafaille a publié<sup>1</sup>. Parmi les experts que choisirent les commissaires royaux pour ébaucher ces études, se trouvait, dit Lafaille, Nicolas Bachelier<sup>2</sup>. Ceux-ci proposèrent de couper la Garonne, en amont de Braqueville, au moyen d'une jetée qui aurait rehaussé le niveau des eaux, de manière à les conduire à Naurouse, point le plus bas de la ligne de partage des eaux et, dès lors, passage forcé de tout canal reliant les deux mers<sup>3</sup>.

Ce projet constituait une pure chimère, car la différence de niveau entre Braqueville et Naurouse est trop considérable, près de 60 mètres, pour qu'il fût possible d'amener les eaux de la Garonne à ce point de la ligne de partage par une pente continue.

La même question fut agitée de nouveau sous Henri IV, et même l'on s'aïda des conseils de l'ingénieur Louis de Foix. Mais ce fut également sans le moindre résultat pratique, car le niveleur Pierre Reneau déclara qu'il était impossible d'amener les eaux de la Garonne à Naurouse. L'examen des lieux était de nouveau prescrit dans un but identique, par Anne de Montmorency, en 1614.

Cette même année, un cahier présenté par les députés de Languedoc à l'assemblée des Etats généraux tenue à Paris portait que, « sous le règne de Charles IX, il avait été proposé au Conseil de Sa Majesté de rendre les deux mers navigables au moyen d'un canal fait par les pays et comté de Lauraguais »<sup>4</sup>.

En 1618, l'entrepreneur Bernard Aribal fit offre, de la part du roi, de se charger des travaux et de ne rien demander aux Etats de la province que tout ne fût terminé. Les Etats se con-

1. *Annales*, t. II, *Preuves*, p. 19.

2. *Ibid.*, et p. 133. — Selon M. Léon Palustre, il s'agirait « non de l'artiste célèbre, mais de l'ingénieur » : « Les premières études du canal furent faites sous la direction de Bachelier et du maître maçon, mais jamais du sculpteur » (*L'architecture de la Renaissance*, livre II).

3. Cela est nécessaire pour diminuer les chutes et par conséquent le nombre des écluses, d'où il résulte une plus grande économie tant pour la construction que pour la dépense des eaux.

4. La Lande, *Les canaux de navigation*.

tentèrent de remercier le roi et de lui représenter qu'on n'avait pas le temps de délibérer à ce sujet ; que Sa Majesté en userait, d'ailleurs, selon son bon plaisir.

En 1632, Tichot, ingénieur du roi, et Bauveau, maître des œuvres royales, faisaient de nouvelles propositions sans plus de succès, et, vers 1650, la question se trouvait posée de nouveau dans un mémoire rédigé par Rieules François <sup>1</sup>.

« Ainsi, écrit avec raison M. Roschach, durant plus d'un siècle et demi, on peut dire que la pensée du canal de navigation par le Lauraguais et le bassin de l'Aude était demeurée en Languedoc à l'état d'obsession..., mais jamais un plan pratique ne s'était montré, jamais une volonté soutenue n'avait cherché à triompher des obstacles <sup>2</sup>. »

Pierre-Paul Riquet fut l'homme de génie, à la volonté de fer, que réclamait une telle entreprise.

Un plan d'eau à Naourouse avait toujours été reconnu comme nécessaire, mais personne jusque-là n'avait su trouver le moyen de l'alimenter. Riquet eut le premier l'idée géniale de forcer les torrents de la Montagne-Noire à changer de direction, de recueillir leurs eaux dans des rigoles de dérivation et de les emmagasiner ensuite dans des gorges de la montagne fermées au moyen d'immenses jetées. Il allait constituer de la sorte des sources intarissables et former ensuite, par des rigoles de descente vers Naourouse, un bief de partage capable d'alimenter un premier canal se dirigeant vers Toulouse et un second vers Narbonne et l'étang de Thau.

Tout le plan de Riquet tient en ces quelques lignes. Telle est, en effet, la pensée maîtresse de son œuvre. Tout le reste, quelque difficulté qui survienne, ne sera plus qu'une question de métier et une affaire d'argent.

Riquet avait mûri sa pensée pendant près de vingt ans et reconnu la possibilité de sa mise en œuvre par des visites répétées sur la montagne, dont il avait étudié et connaissait tous les accidents. Il avait même établi, en raccourci, tous les ouvrages

1. La Lande, *Les canaux de navigation*.

2. Roschach, *Etudes sur le Languedoc*.



du futur canal dans son parc de Bonrepos. Tout s'y trouvait : conduites d'eau, écluses, aqueducs, épanchoirs, et même une montagne percée. Il justifiait déjà ce que La Lande devait plus tard écrire de lui : « C'était un génie rare et la nature seule l'avait fait géomètre<sup>1</sup>. »

Il ne restait plus à Riquet qu'à faire aboutir ses projets, en y intéressant les Conseils du roi et les Etats de la province. Il eut d'abord la pensée de communiquer son plan à M<sup>gr</sup> d'Anglure de Bourlemont, récemment transféré du siège épiscopal de Castres à l'archevêché de Toulouse, et alors président des Etats de la province. Le prélat fit d'abord de sérieuses difficultés, mais ne voulant rien préjuger sans examen, il visita les lieux avec l'évêque de Saint-Papoul et quelques autres personnages de marque, en compagnie de Riquet, qui expliqua ses vues aux visiteurs et résolut une à une toutes les difficultés qu'ils lui signalèrent.

Sur les conseils pressants de l'Archevêque, qu'il avait convaincu, Riquet se décida à communiquer son projet à Colbert. « Je vous écris de ce village de Bonrepos, lui disait-il dans une lettre du 26 novembre 1662, sur le sujet d'un canal qui pourrait se faire dans cette province de Languedoc, pour la communication des deux mers. Vous vous étonnerez que je parle d'une chose qu'apparemment je ne connais pas, et qu'un homme de gabelle se mêle de nivelage. Mais vous excuserez mon entreprise lorsque vous saurez que c'est de l'ordre de Monseigneur de Toulouse que je vous écris. Il y a quelque temps que le dit seigneur me fit l'honneur de venir en ce lieu, soit parce que je lui suis voisin et hommager et pour savoir de moi le moyen de faire le canal, car il avait ouï dire que j'en avais fait une étude particulière. Je lui dis ce que je savais et lui promis de l'aller voir à Castres et de le mener de là sur les lieux, pour lui en faire voir la possibilité. Je l'ai fait, et le dit seigneur, en compagnie de M<sup>gr</sup> l'évêque de Saint-Papoul et de plusieurs autres personnes de condition, a été visiter toutes choses, qui, s'étant trouvées comme je les avais dites, le dit seigneur Archevêque

1. *Les canaux de navigation.*

m'a chargé d'en dresser une relation et de vous l'envoyer... S'il vous plaît de la lire, vous jugerez que ce canal est faisable<sup>1</sup>. »

Il ajoute que, si les moyens de donner de l'eau à ce canal avaient été cachés jusque-là à tout le monde, il en existait cependant de naturels et presque sans obstacle, et il expliquait sommairement le moyen de conduire les eaux de la Montagne-Noire à Naurouse, par leur pente naturelle. « Si j'apprends que ce dessein vous doive plaire, disait-il en terminant, je vous l'enverrai figuré, avec le nombre des écluses qu'il conviendra de faire et le calcul exact des toises du dit canal, soit en longueur, soit en largeur<sup>2</sup>. »

Colbert goûta le mémoire et, discernant avec la lucidité ordinaire de son esprit la possibilité d'une telle entreprise, il en entretint le roi. Riquet, invité ensuite par le Ministre à présenter un plan moins sommaire, se mit en devoir de rédiger un projet détaillé, qu'il lui adressa dès les premiers jours d'octobre 1663. Colbert lui répondit qu'il considérait comme démontrée la possibilité du canal et qu'il l'invitait à s'entendre avec les Intendants pour un projet d'affiche d'adjudication. Cette annonce, datée à Pézenas, du 5 février 1664, a été reproduite au livre des Ordonnances des capitouls<sup>3</sup>.

Une étude fut faite sur les lieux par les commissaires du roi auprès des Etats et par ceux des Etats eux-mêmes, conformément à un arrêté du Conseil du 18 janvier 1663. Commencée à Toulouse dans la Grande-Lande, au Pré-de-Sept-Deniers, le 8 novembre 1664, cette étude se termina à Béziers le 17 janvier 1665. Elle démontra la possibilité du canal et celle de la conduite à Naurouse des eaux de la Montagne-Noire. La Commission conclut en conséquence à l'adoption du projet<sup>4</sup>.

1. *Hist. du canal*, par les descendants de Riquet, Lettre à Colbert, et Ed. Roschach, *Etudes sur le Languedoc*.

2. *Ibid.*

3. Archives de Toulouse, Livre des proclamations et ordonnances des capitouls, BB, année 1614. — Ed. Roschach, *Etudes sur le Languedoc*, Pièces justificatives, pièce n° XIV.

4. Jacques Fernay, *Pierre-Paul Riquet*, p. 69, et *Hist. du canal*, par les descendants de Riquet, Pièces justificatives, pièces nos 267 et 346. *Pro-*

Pendant ce temps, Riquet avait proposé à Colbert d'établir des rigoles d'essai. Il était tellement sûr de la réussite, qu'il offrait au Ministre d'en prendre la dépense à sa charge, sans recours au roi en cas d'insuccès. Il aplanit de la sorte toute difficulté.

Cette rigole d'essai, commencée au mois de mai 1665, fut achevée dans les premiers jours d'octobre et toutes les prévisions de Riquet se trouvèrent justifiées. Ce fut son triomphe. « Je vois, lui écrivait Colbert le 9 octobre 1665, que, outre vos espérances, votre travail a encore mieux réussi que vous ne vous l'étiez promis et qu'à présent il n'y aura plus personne qui ne soit persuadé de la possibilité du grand dessein, dont j'ai beaucoup de joie <sup>1</sup>. »

L'édit royal pour la construction du canal parut au mois d'octobre 1666. Le roi y déclare « avoir fait l'épreuve et fait tirer par forme d'essaye un petit canal tranché et conduit par les mêmes lieux où la construction du grand canal était projetée, ce qui avoit été si adroitement conduit et si heureusement exécuté par l'application du sieur Riquet, qu'il avoit tout sujet de se promettre avec certitude un fort heureux succès <sup>2</sup> ».

L'édit prescrivait « qu'il fût procédé incessamment à la construction du canal, conformément au devis dressé par le chevalier de Clerville <sup>3</sup>, et qu'à cet effet, l'entrepreneur pût prendre toutes les terres nécessaires, en les payant suivant estimation par experts ». Par ce moyen, le canal et ses rigoles de dérivation devaient constituer un fief, avec justice civile, criminelle et mixte, exemption de taille, droit de chasse et de pêche, « ledit fief et ses dépendances relevant immédiatement de la couronne, sous foi et hommage d'un louis d'or payable à chaque mutation

*cès-verbaux des commissaires*, jour par jour, reproduits du manuscrit de Colbert, Bibliothèque nationale, n° 202.

1. *Hist. du canal*, par les descendants de Riquet, p. 42. Lettre de Colbert.

2. Roschach, *Etudes sur le Languedoc*, Pièces justificatives, pièce n° XIV.

3. Le chevalier de Clerville était commissaire général des fortifications du royaume et un des plus célèbres ingénieurs de ce temps.



entre les mains du trésorier du domaine du roi ». Le possesseur du fief devait jouir du droit exclusif « de faire bâtir et construire sur les bords du dit canal maisons et magasins nécessaires pour servir de logement aux employés de la navigation et pour l'entrepôt et sûreté des marchandises et denrées », pour en jouir à perpétuité incommutablement et noblement<sup>1</sup>. On lui accordait aussi la faculté exclusive d'avoir des bateaux pour le transport des marchandises. Enfin, la vente du fief était ordonnée, pour le montant en être affecté à la construction du canal. En outre, afin d'assurer l'entretien de la voie d'eau, de manière à n'être à charge ni à l'Etat ni à la province, il avait été décidé dans les conseils du roi<sup>2</sup> et il était déclaré dans l'édit, qu'on fixerait les droits à percevoir sur les marchandises et que le péage serait également mis en vente, à charge par l'acquéreur de toutes les réparations nécessaires, le prix devant également servir à l'établissement du canal<sup>3</sup>.

Le bail de l'entreprise, pour la partie du canal située entre l'Embouchure et Trèbes, fut passé le 14 octobre 1666. Le devis avait été rendu public et on avait fait offre d'exécuter les travaux relatifs à cette section, moyennant 5.000.000 de livres ; mais il se produisit des moins dites aux termes desquelles on se chargeait de l'entreprise moyennant 4.340.000 livres. Riquet s'offrit alors à exécuter ces ouvrages au prix de 3 millions 630.000 livres, payables en huit annuités de 453.750 livres chacune, sous réserve que le roi prendrait à sa charge le prix des terres<sup>4</sup> et ferait construire les ponts jugés nécessaires tant

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds du Parlement, édits et lettres patentes, XX, p. 370, et série 5 S, liasse 1.

2. « Le résultat d'une longue délibération au Conseil d'Etat fut qu'un tel ouvrage ne pouvait sans inconvénient être confié à une régie publique et qu'il était plus avantageux et sûr d'en laisser la conduite à un particulier, de lui en donner la propriété et de l'intéresser ainsi à la conservation de la chose » (*Hist. du canal*, par les descendants de Riquet, arch. du canal, DD, nos 3 et 7).

3. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 1.

4. L'indemnité due aux propriétaires s'éleva à 488.110 livres 15 sols 5 deniers (*Hist. de Languedoc*, édition Privat, t. XIV, note 438, p. 1120, et note 446, p. 1234).

sur le canal que sur les rigoles de dérivation. Cette partie de l'entreprise lui fut adjugée à ces conditions et le roi lui accordait en même temps « la réhabilitation de noblesse et, en tant que de besoin, le déclarait noble, ensemble sa femme, leurs enfants et leur postérité née ou à naître en loyal mariage, pour jouir par eux de tous privilèges de noblesse à perpétuité, sans qu'il pût être censé ni réputé nouveau noble<sup>1</sup> ».

Le 18 novembre 1666, le roi signait à Saint-Germain-en-Laye des lettres patentes confirmant ce bail, avec relief de noblesse<sup>2</sup>.

Le 13 mai 1668, le fief et le péage mis en vente, en exécution de l'édit, furent aussi délivrés à Riquet au prix de deux cent mille livres<sup>3</sup>.

Le 23 janvier de l'année suivante, Riquet se rendait adjudicataire des ouvrages de la section du canal comprise entre Trèbes et l'étang de Thau, moyennant 5.832.000 livres. Enfin, peu de temps après, il devenait acquéreur du fief et du péage correspondant pour autres 200.000 livres<sup>4</sup>.

Riquet, devenu adjudicataire des travaux, n'avait pas tardé à se mettre à l'ouvrage et, au mois de janvier 1667, deux mille ouvriers se trouvaient déjà sur les chantiers. Par la suite, les états des travailleurs s'élevèrent parfois à douze mille hommes<sup>5</sup>.

La première pierre de l'écluse de l'Embouchure fut solennellement posée le 17 novembre 1667<sup>6</sup>. Les *Annales manuscrites* de la ville de Toulouse nous ont conservé une relation très détaillée de la cérémonie. Nous leur empruntons le passage suivant.

« L'ouverture du canal étant faite à une portée de mousquet hors la porte du Bazacle et l'écluse qui devait être faite à son embouchure étant prête, il fut proposé aux capitouls de poser

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds du Parlement, édits et lettres patentes, XX, p. 378.

2. *Ibid.*

3. Andréossy, *Hist. du canal*, p. 255, et *Hist. du canal*, par les descendants de Riquet, p. 60.

4. *Ibid.*, p. 25, et Roschach, *Etudes sur le Languedoc*.

5. *Hist. du canal*, par les descendants de Riquet.

6. *Ibid.*

la première pierre aux fondements qui s'en devaient jeter, ce qui fut accueilli avec beaucoup de joie. On commença par bâtir dans cette vaste prairie qui s'étend le long de la rivière (le Pré-de-Sept-Deniers), une chapelle de 26 toises de longueur sur 6 toises de largeur, qu'on tendit de riches tapisseries, avec un autel au bout, paré de tous les ornements possibles.

« Toutes ces choses étant prêtes pour le dix-septième de novembre, jour destiné pour cette cérémonie, et M. l'Archevêque s'étant rendu à cette chapelle accompagné des évêques de Comminge, de Lectoure et de Saint-Papoul, et suivi de son clergé, Messieurs du Parlement s'y rendirent aussi et après eux Messieurs les Capitouls à cheval, vêtus de leurs habits de cérémonie, précédés de leur main-forte et officiers, et suivis des anciens capitouls aussi à cheval.

« A deux cents pas de la porte de la ville, ils rencontrèrent les travailleurs au nombre de six mille qui s'étaient mis en ordre de bataille, ayant leurs commandants à leur tête avec quantité de tambours.

« Tous les ordres susdits ayant pris leur place dans la chapelle, la messe fut célébrée en musique par le sieur Archevesque, après laquelle il fit la bénédiction des pierres.

« Cela fait, on s'achemina en procession au lieu destiné pour poser les pierres, avec un incroyable concours de peuple, une cérémonie si extraordinaire ayant attiré quantité de monde des villes voisines. La plus grande partie de la marche de cette procession se fit dans le creux du canal qui, étant bordé de peuple de tous côtés, formait une manière d'amphithéâtre.

« Etant arrivés au lieu des fondements, le sieur de La Faille, chef du consistoire, et du Magnial, capitoul de la partie, ayant tous deux pris de la main de Monsieur l'Archevesque les deux pierres bénites, en offrirent une à M. le premier Président qui la posa au fondement du côté droit, pendant que les deux capitouls posaient la leur de leur côté.

« Il fut jeté dans les fondements des médailles de bronze qui représentaient d'un côté l'effigie du roi, avec ce vers autour :

« *Undarum terræque Potens, atque arbiter Orbis,*



« et de l'autre la ville de Tholose, avec un canal qui se décharge dans la rivière, avec cet autre vers :

« *Expectata diu populis commercia pandit.*

« et ce mot au-dessus :

« *Tolosa utriusque maris emporium* <sup>1</sup>. »

Les travaux furent ensuite menés par Riquet avec une très grande activité et commencèrent sur plusieurs points à la fois. Les prévisions avaient été si précises, les mesures si bien combinées, que l'exécution ne nécessita aucun changement dans le raccord des divers tronçons et que nulle modification ne devint nécessaire dans la direction générale.

Au commencement de l'année 1672 la partie du canal comprise entre l'Embouchure et Naurouse, complètement creusée, avait reçu les eaux de la rigole qui la remplit en six jours.

La construction de la section qui se dirigeait vers Cette fut menée avec plus de lenteur. Elle comprenait d'ailleurs une plus grande étendue. Une maladie grave de Riquet vint au surplus occasionner quelque ralentissement dans la marche des travaux et celui-ci se vit même dans l'obligation de demander qu'on substituât à son bail, en cas de mort, Jean Mathias Riquet, son fils aîné, qui était déjà son associé. Cette association fut ratifiée par arrêt du Conseil d'Etat en 1673 <sup>2</sup>.

Les travaux furent terminés en 1681, six mois après la mort de Riquet <sup>3</sup>, qui n'eut pas la joie de voir son œuvre achevée. Il ne restait plus qu'une lieue de canal à creuser <sup>4</sup> quand il fut ainsi enlevé à la direction des travaux et à l'affection des siens.

Pendant les quinze années que nécessita la construction du canal, on exécuta des travaux dont l'immensité étonne l'imagi-

1. Archives de Toulouse, *Annales manuscrites*, t. IX, p. 81. — *Histoire de l'année*, 1667.

2. *Hist. du canal*, par les descendants de Riquet, pp. 98 et 149.

3. *Ibid.*, p. 118.

4. Jacques Fernay, *Pierre-Paul Riquet*, p. 241.

nation. Il fut déblayé 14.800.000 mètres cubes de terre, 3.700.000 mètres cubes de rocher et bâti 3.000.000 de mètres cubes de maçonnerie. On avait détourné de leurs cours des torrents et des rivières et percé des montagnes.

La largeur moyenne du canal, avec ses franc-bords, est de 49 m. 54; celle de sa voie d'eau, à la surface, est de 22 mètres et celle de chaque franc-bord, y compris les glacis et le chemin de hallage, de 13 mètres. Le tirant d'eau est de 1 m. 80. Le versant du côté de l'Océan mesure une longueur de 51 kil. 690 m. et celui de la Méditerranée une longueur de 187 kil. 555 m. Le bief du point de partage comprend près de 3 kilomètres.

La pente du côté de l'Océan est de 63 m. 60 et celle du côté de la Méditerranée de 189 mètres. Elle est rachetée par 18 sas éclusés dans la première ligne et par 46 dans la seconde, ce qui fait en tout 64 corps d'écluses simples, doubles, triples, quadruples et octuples, formant 100 bassins et 100 chutes, dont la hauteur moyenne est de 2 m. 55. La longueur utile de chaque sas d'écluse est de 28 mètres et la largeur de 5 m. 80<sup>1</sup>.

La dépense s'éleva, suivant les arrêts de liquidation, à 15.249.394 livres 16 sols 6 deniers, y compris la somme de 1.080.000 livres que coutèrent le port de Cette et le canal de communication de l'étang de Thau à la mer. Il faut ajouter à la dépense totale une somme de 2.110.000 livres qui fut rejetée de l'état des travaux extraordinaires exécutés par Riquet au delà de ses engagements, et que celui-ci fut contraint de payer de ses deniers.

Sur la somme de 15.249.394 livres 16 sols 6 deniers, 7.480.000 livres avaient été fournies par le roi; 5.807.831 livres 16 sols 6 deniers par la province de Languedoc, et le restant,

1. *Annuaire de la Haute-Garonne*, année 1838. — La Lande ne compte que 17 corps d'écluses formant 26 bassins dans la première ligne et 45 corps d'écluses formant 75 bassins dans la seconde; au total, 62 corps d'écluses formant 101 bassins (*Canaux de navigation*). — Un Mémoire conservé aux Archives de la Haute-Garonne, et que La Lande a probablement consulté, fait mention de 63 corps d'écluses formant également 101 bassins (série 5 S, liasse 4).

soit 1.957.517 livres, fut payé par Riquet sur sa fortune personnelle<sup>1</sup>.

Indépendamment de sommes aussi importantes, dont il assumait ainsi le paiement, Riquet dut encore prendre à sa charge « le prix des magasins construits pour l'entrepôt des marchandises, celui des maisons destinées au service d'hôtellerie, celui des moulins et enfin celui des barques<sup>2</sup> ».

Ses descendants ont estimé « qu'en cumulant ces divers objets de dépense l'exactitude des calculs exigerait une addition de trois millions<sup>3</sup> ».

Avec les améliorations qui furent effectuées par les héritiers de Riquet après la mort de ce dernier, on arrive à la somme totale de 6.772.248 livres fournie par lui et sa famille<sup>4</sup>.

C'est ainsi que « la fortune de Pierre-Paul Riquet y fut entièrement épuisée et qu'il laissa à ses enfants des dettes qui excédaient une somme de 2.090.000 livres<sup>5</sup> ».

Pour acquitter ces dettes, les héritiers de Riquet furent dans l'obligation de vendre le tiers de la propriété du canal en 1683 ; les trois vingtièmes en 1684 et deux autres vingtièmes en 1690. Le succès de l'entreprise fut néanmoins si considérable, qu'en 1724 ils avaient de nouveau racheté ces parts, car celles-ci n'avaient été aliénées par eux que sous la clause de la possibilité du rachat.

Riquet était mort le 1<sup>er</sup> octobre 1680. Son corps fut inhumé dans l'église Saint-Etienne, au pied du pilier d'Orléans, côté de la nef, où se trouvait le caveau de sa famille.

Voici l'acte de décès de Riquet.

« Messire Pierre-Paul de Riquet, baron de Bonrepos, âgé  
« de 76 ans, est mort le 1<sup>er</sup> et enterré le 2 octobre 1680 dans  
« la nef de Saint-Étienne, en présence de messire Jacques

1. *Hist. du canal*, par les descendants de Riquet, p. 143.

2. *Ibid.*, p. 147.

3. *Ibid.*, p. 148.

4. *Ibid.*, p. 160.

5. *Ibid.* et Archives du canal. L'indication des créanciers de Riquet et le montant de leurs créances y sont consignés dans plusieurs inventaires.



« Lombrail, trésorier général de France, et messire Barthé-  
« lemy de Gramont, baron de Lanta.

« MADELLE, vic., *signé*<sup>1</sup>. »

Ces deux gentilshommes étaient les deux gendres de Riquet. Le baron de Lombrail avait épousé Marie de Bonrepos, et Barthélemy de Gramont, baron de Lanta, Henriette-Charlotte<sup>2</sup>.

L'inauguration du canal fut précédée d'une vérification générale faite par les soins de trois commissaires royaux, d'Aguesseau, de La Feuille et le P. Mourgues, jésuite, professeur de mathématiques au Collège tenu à Toulouse par les Pères de la Compagnie de Jésus. La Commission partit de Béziers le 2 mai 1681 et parcourut le canal à sec jusqu'à son embouchure dans la Garonne, examinant avec le plus grand soin les talus, les écluses, les chaussées, les épanchoirs et tous les travaux d'art. Elle visita aussi le réservoir de Saint-Ferriol et les rigoles de dérivation. A mesure qu'elle avançait, on remplissait les biefs derrière elle<sup>3</sup>.

Les eaux qui alimentent le canal arrivent au bief de partage au moyen de deux rigoles de dérivation construites par Riquet pour recevoir toutes celles de la Montagne-Noire. On les nomme Rigole de la montagne et Rigole de la plaine.

La rigole de la montagne commence à 587 mètres d'altitude au-dessus de Naurouse, près du village de Lacombe, dans le bois de Ramodens, où elle reçoit les eaux de la rivière d'Alzau. Là, une digue arrête le cours du torrent et dérive ses eaux dans la rigole. Celle-ci prend ensuite les eaux des ruisseaux de Cantemerle, de Bernassonne et du Lampillon, en descendant

1. Archives de Toulouse, sépultures, Registre de Saint-Etienne, 1680-1687. — Le 26 octobre 1842, fut faite une exhumation des restes de Riquet et de trois autres membres de sa famille. On reconnut ces restes et on les replaça dans le même caveau (*Hist. de Languedoc*, continuée par Du Mège, t. I, p. 894. Pièces justificatives, procès-verbal de cette vérification).

2. Jacques Fernay, *Pierre-Paul Riquet*, p. 236.

3. Roschach, *Etudes sur le Languedoc*. — Certains travaux restant à faire, une nouvelle vérification eut lieu en 1683 (*ibid.*).

vers Lampy. Depuis la prise d'Alzau jusqu'à Lampy, son parcours est de 12 kilomètres 952 mètres.

A Lampy, la rigole reçoit les eaux du réservoir de ce nom et se dirige vers le village des Cammazes, près duquel prend sa source, sur l'autre versant de la montagne, la rivière du Laudot.

La rigole, après avoir traversé la crête de la montagne par la percée des Cammazes, verse toutes ses eaux, en une cascade de 8 mètres, dans le lit du Laudot, qui les conduit de là jusqu'au réservoir de Saint-Ferriol, distant de 6 kilomètres. Les eaux surabondantes de la rigole de la montagne passent à Conquet sur un déversoir et vont tomber dans la rivière du Sor.

La largeur de la rigole de la montagne jusqu'aux Cammazes est de 3<sup>m</sup> 24, et sa profondeur de plus d'un mètre. Sa longueur totale, depuis la prise d'Alzau jusqu'au saut des Cammazes, est de 28 kilomètres 445 mètres.

La plus grande partie de cette rigole est bâtie et carrelée. Sur une longueur de 5 kilomètres 543 mètres, elle a été creusée dans le roc. Tout le long de son parcours, ombragé de futaies magnifiques, a été établi un chemin carrossable très bien entretenu. De loin en loin se trouvent construits de petits ponts qui permettent aux riverains de franchir la rigole.

A leur arrivée dans la plaine, en aval de Durfort, entre Revel et Sorèze, les eaux du Sor sont dérivées, par la chaussée de Pont-Crouzet, dans un canal qui a pris le nom de Rigole de la plaine. Celle-ci, qui s'augmente ensuite des rivières du Sud, mesure une longueur de 2.532 mètres jusqu'au port Louis, près de Revel, et de là continue jusqu'au hameau des Thomazes sur une distance de 7.942 mètres, ayant une largeur de 3<sup>m</sup> 90 et une profondeur de plus d'un mètre<sup>1</sup>.

« Au hameau des Thomases, les eaux qui sortent du réservoir de Saint-Ferriol se joignent à celles venant de Pont-Crouzet, pour se rendre ainsi réunies au point de partage, par une continuation de rigole d'une plus grande capacité et de 25.908 mètres de développement<sup>2</sup>. »

1. Andréossy, *Hist. du canal*, p. 101.

2. *Ibid.*

Le bassin de Saint-Férial ou Ferriol, aujourd'hui Ferréol, qui constitue une des parties les plus essentielles, avec les rigoles de dérivation, de l'œuvre de Riquet, a été formé, à 3 kilomètres au sud de Revel, au moyen du vallon de Vaudreuille, dans lequel coule le ruisseau du Laudot. Les deux collines, se resserrant au-dessous d'un point assez large qui forme cuvette, ont été réunies par trois énormes murailles parallèles, d'une longueur de près de 800 mètres<sup>1</sup>, constituant avec les terre-pleins une digue de 125 mètres d'épaisseur. Ces murailles sont distantes l'une de l'autre de 62<sup>m</sup>3/4, et leurs intervalles sont remplis par des terrassements. Celle du milieu, qui a 32<sup>m</sup>47 d'élévation, dépasse un peu les deux autres, de manière que les terre-pleins forment glacis. Toutes les trois sont fondées et enclavées de toutes parts dans le roc vif. La première pierre en fut posée au commencement d'avril 1667, en présence de l'archevêque de Toulouse, de l'évêque de Saint-Papoul et des deux Intendants<sup>2</sup>.

La longueur du réservoir est de 1.558 mètres; sa largeur, près de la digue, de 779 mètres; sa plus grande profondeur de 32<sup>m</sup>1/4, et sa superficie de 664.335 mètres carrés, ou plus de 66 hectares<sup>3</sup>. Ce vaste bassin peut contenir près de 8.000.000 de mètres cubes d'eau, c'est-à-dire plus que le canal tout entier. « C'est, disait Bélidor de son temps, le plus grand et le plus magnifique ouvrage qui ait été construit par les modernes<sup>4</sup>. » Une pyramide, d'une hauteur de plus de 20 mètres au-dessus de la tête de la voûte d'enfer, indique, à mesure qu'elle se découvre, le degré d'abaissement des eaux. Au bas de la digue a été pratiquée une ouverture voûtée, dite *voûte d'enfer*, pour servir de passage à l'eau du réservoir, qui sort par trois gros robinets de cuivre de 22 centimètres de diamètre<sup>5</sup>, auxquels on accède par des galeries également voûtées. Ces

1. *Architecture hydraulique*, t. IV.

2. *Hist. du canal*, par les descendants de Riquet.

3. Andréossy, *Hist. du canal*, p. 105.

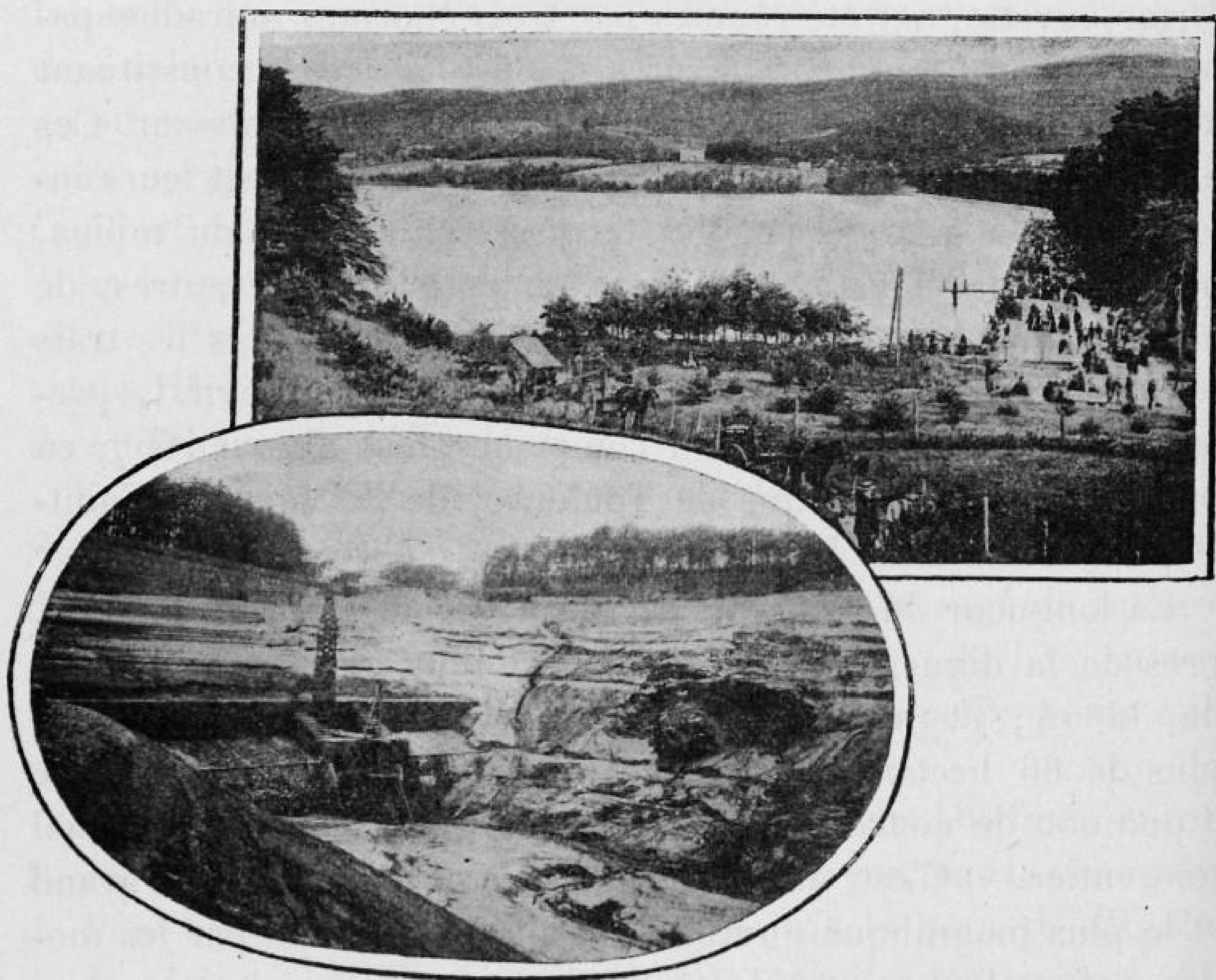
4. *Architecture hydraulique*, t. IV, p. 364.

5. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 4. Mém. sur l'admin. du canal.



robinets géants s'ouvrent au moyen de crics horizontaux qui permettent d'éviter toute secousse.

A sa sortie par la *voûte de vidange* faisant suite à la *voûte d'enfer*, l'eau se rend dans l'ancien lit du Laudot, qui sert de rigole de fuite, et de là dans la rigole de la plaine. Celle-ci la



BASSIN DE SAINT-FERRIOL VIDE ET PLEIN.

(Cl. Labouche.)

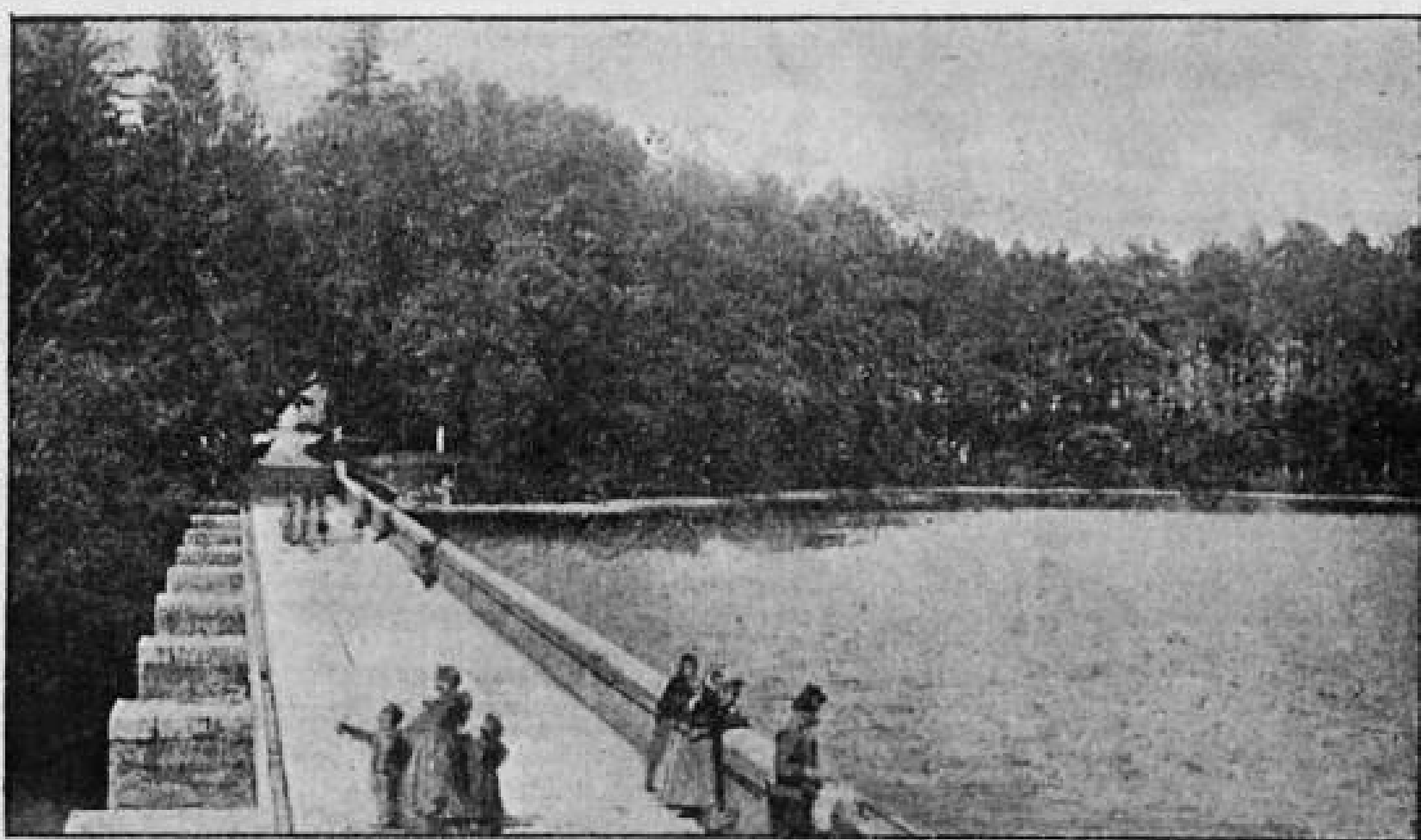
conduit au bief de partage. On observe de ne laisser arriver à Naourouse que les eaux nécessaires à la dépense journalière, dont la moyenne est de 57,752 mètres cubes par vingt-quatre heures.

Quand le bassin est mis à sec, pour une cause quelconque, le canal est alimenté par les eaux de la rivière du Sor, qui se rendent au bief de partage par la rigole de la plaine. Il l'est aussi au moyen du ruisseau du Laudot, emmenant les eaux de la rigole de la montagne et qu'on a détourné, à son entrée dans

le réservoir, par une rigole de ceinture pour les conduire dans le lit du même ruisseau, au-dessous du réservoir. Celui-ci met ensuite de trente-huit à quarante jours pour se remplir.

Huit ou dix jours suffisent pour remplir le canal, quand il est mis à sec. Les eaux mettent de douze à quatorze heures pour aller du bassin au bief de partage.

Le trop plein des réservoirs s'écoule par les épanchoirs de Bérassonne et de Lampy. Il existe, en effet, au-dessus de Saint-Ferriol, un second bassin, nommé bassin de Lampy, établi



BASSIN DE LAMPY.

(Cl. Labouche.)

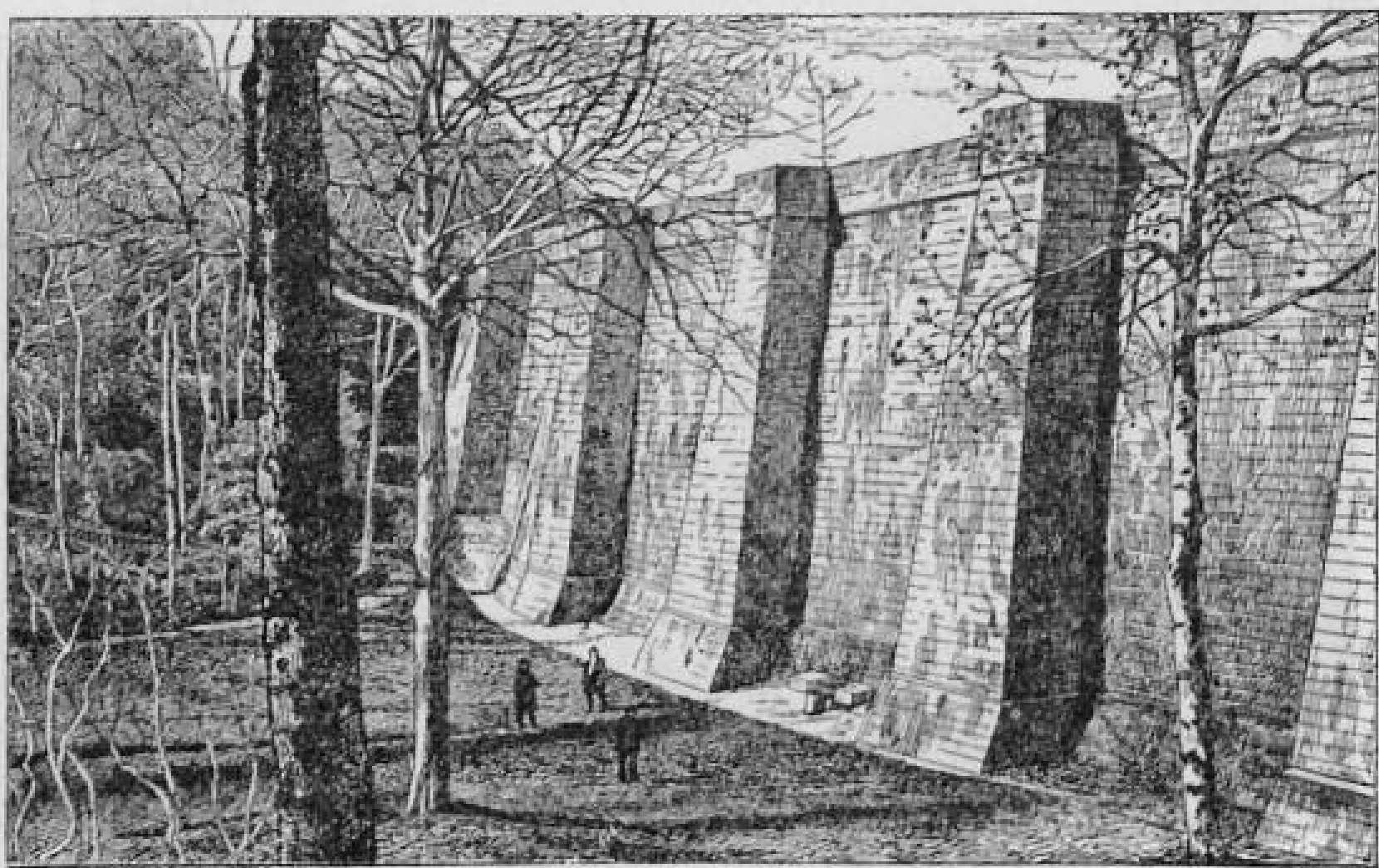
postérieurement et qui n'est pas l'œuvre de Riquet. Celui-ci en avait cependant conçu le projet, mais il y renonça quand il put se convaincre que le réservoir de Saint-Ferriol était suffisant<sup>1</sup>.

Le réservoir de Lampy fut construit un siècle plus tard pour alimenter le canal de Narbonne, en vertu d'un accord intervenu entre le syndic général de la Province de Languedoc, agissant au nom des Etats, et le sieur Besaucèle, procureur fondé des propriétaires du canal. Ceux-ci consentirent à la création, par les soins de la Province de Languedoc, d'un canal de jonction entre la Robine de Narbonne<sup>2</sup> et le canal du Midi et s'engage-

1. *Hist. du canal*, par les descendants de Riquet, *passim*.

2. Canal navigable établi par les fondateurs de cette ville et qui débouche dans l'étang de Séjean, à travers lequel Agrippa avait fait construire

rent à fournir à perpétuité toute l'eau nécessaire, moyennant le paiement en trois annuités d'une somme de 160.000 livres. Ils prenaient, en outre, à leur charge la construction du réservoir projeté de Lampy, suivant les plans dressés par Garipuy et adopté par les Etats, « non seulement afin de remplacer dans le grand canal les eaux qu'ils devaient fournir à celui de Narbonne, mais encore pour les besoins du grand canal lui-même ». Cet accord et les travaux qui devaient en être la conséquence furent autorisés par arrêt du Conseil du 18 novem-



DIGUE DU BASSIN DE LAMPY.

(D'après Jacques Fernay.)

bre 1776<sup>1</sup>. Les propriétaires du canal de Languedoc s'étaient obligés à terminer les travaux de construction du bassin de Lampy dans les quatre années qui suivraient l'arrêt d'autorisation<sup>2</sup>. Le canal de jonction de la Robine devait rester la propriété de la Province et le bassin appartenir aux propriétaires du canal du Midi et s'ajouter à leur fief, « avec les mêmes honneurs, droits et privilèges<sup>3</sup> ».

en pierre un canal aboutissant à la mer par le port de La Nouvelle. Narbonne voyait avantage à relier la Robine au canal de communication des mers.

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 1.

2. *Ibid.* Le bassin ne fut complètement terminé qu'en 1872 (*Hist. du canal*, par les descendants de Riquet, p. 161).

3. Arch. de la Haute-Garonne, sér. 5 S, liasse 1. Arrêt du Cons. d'Etat.



La digue de barrage du bassin de Lampy n'a que 116 mètres de longueur à son couronnement et 16 mètres de hauteur. Elle est établie sur un massif de fondations de 13<sup>m</sup>96 d'épaisseur, lequel massif est fondé sur le roc. Les parements extérieurs et intérieurs sont faits de granit, trouvé dans le lieu même, et des contreforts extérieurs neutralisent la poussée de l'eau. La colonne liquide étant moindre qu'à Saint-Ferriol, la manœuvre des eaux se fait au moyen de vannes au lieu de robinets<sup>1</sup>. Le bassin contient 3.698.290 mètres cubes d'eau<sup>2</sup> et mesure 23 hectares 1/2 de surface. Il est alimenté par le ruisseau de Lampy, dont on a barré le vallon, un peu en amont du point où ce ruisseau tombait dans la rigole de la montagne.

Ce fut le 15 mai 1781 qu'eut lieu la cérémonie de l'inauguration et de la bénédiction du canal de Languedoc. L'eau remplissait ce jour-là tous les biefs.

Les commissaires royaux s'embarquèrent à Toulouse, au bassin de l'Embouchure, sur un grand bateau richement décoré et refirent le voyage en sens contraire. A chaque 200 mètres on sondait l'eau et on dressait procès-verbal de l'état du canal. Le cardinal de Bonzi, archevêque de Narbonne, président des Etats de la Province, se rendit à Saint-Papoul, accompagné des évêques de Béziers et d'Alais, du marquis de Villeneuve, baron des Etats, de MM. de Montbel, syndic général de la Province, de Pujol et Mariotte, secrétaire et greffier des Etats. D'Aguesseau et les deux autres commissaires royaux vinrent les rejoindre et, le 18, ils se rendaient tous ensemble à Castelnaudary, pour s'y embarquer le lendemain, après la cérémonie de la bénédiction. Celle-ci fut donnée par l'évêque de Saint-Papoul, à titre d'évêque diocésain, au milieu de la joie universelle et des acclamations de la foule nombreuse qui bordait le canal.

Le cardinal et toute la compagnie entrèrent alors dans le bateau qui portait à l'arrière une galerie où avait pris place un orchestre, et l'on mit à la voile, au bruit des instruments, du

1. Andréossy, *Hist. du canal*, p. 115.

2. *Ibid.*, p. 117.

canon et de la mousqueterie. Ce voyage devait durer plusieurs jours, car les traites étaient petites, pour ce motif que d'Aguesseau et le Père Mourgues continuaient leurs opérations.

Le 23 on arrivait à Capestang, et le 24, après avoir passé sous la montagne percée du Malpas<sup>1</sup>, on se dirigea vers les huit écluses accolées de Fonseranes, près de Béziers, où toute la population fit au cardinal, aux représentants des Etats et aux commissaires royaux un accueil des plus chaleureux. Là le cardinal et les prélats quittèrent le bateau, et d'Aguessau continua sa route, avec le reste de la compagnie, jusqu'à Agde, l'étang de Thau et le port de Cette. La population de cette dernière ville témoigna à leur arrivée toute la satisfaction qu'elle éprouvait de l'achèvement du canal et du port. Le port avait aussi été construit par Riquet. Une dernière vérification fut faite en 1684 et, sur un procès-verbal de d'Aguesseau, le Conseil d'Etat déclara que l'entreprise de Riquet était achevée et que celui-ci avait rempli ses engagements. En conséquence, des lettres patentes en déchargèrent ses héritiers<sup>2</sup>.

Telle est l'œuvre réalisée par Pierre-Paul Riquet. « Ce canal, disait de son temps Bélidor, toutes les nations le regardent comme au-dessus de ce qu'a jamais présenté l'architecture hydraulique<sup>3</sup>. » Vauban, qui avait été chargé en 1686 d'en faire la visite, fut frappé d'admiration et rendit un éclatant hommage au génie de Riquet : « Il eût préféré, disait-il, la gloire d'en être l'auteur à tout ce qu'il avait fait ou pourrait faire à l'avenir<sup>4</sup>. »

Il ne sera pas sans intérêt de donner ici quelques détails au sujet des ouvrages du canal dans la Grande-Lande et le reste du gardiage de Toulouse. On y compte 5 écluses : l'écluse de Garonne à 2 bassins, celle du Béarnais à 1 bassin, l'écluse de Saint-Roch-des-Minimes à 2 bassins, celle de Matabiau à 1 bassin et l'écluse Bayard à 2 bassins. Le bief qui part de cette der-

1. Cette percée est située à 8 kilomètres à l'ouest de l'écluse octuple de Fonseranes. La voûte a 28 mètres de hauteur et 164 mètres de longueur, dont 114 bâtis et le reste taillé dans le roc.

2. *Hist. du canal*, par les descendants de Riquet.

3. *Architecture hydraulique*, t. IV.

4. *Hist. du canal*, par les descendants de Riquet.

nière s'étend jusqu'à l'écluse de Castanet et mesure une longueur de 13 kil. 219 mètres.

Il ne fut établi tout d'abord que cinq ponts dans le territoire de Toulouse : celui de l'Embouchure ou pont de Gragnague, le pont de Saint-Roch-des-Minimes, le pont Matabiau et ceux de Guilleméry<sup>1</sup> et de Saint-Sauveur.

Le pont Matabiau n'est pas mentionné par Andréossy dans son *Itinéraire général du canal du Midi*, mais il existait certainement en l'an VIII quand cet ouvrage fut publié<sup>2</sup>. On en fait mention, en effet, dans les procès-verbaux de bornage du canal en 1772. (Voir plus loin au même chapitre.) On ne saurait arguer du silence d'Andréossy que ce pont n'existait pas dès le principe ; il dut même s'imposer des premiers, étant donné l'importance du chemin de Castelmaurou.

Le pont situé à l'extrémité de l'allée Lafayette ne fut construit qu'en 1845, par les soins de la Compagnie du canal qui reçut de la ville, pour cet objet, une allocation de 50.000 fr. (Voir plus loin même chapitre.) Le pont de Bayard fut bâti par les soins et aux frais de la Compagnie du chemin de fer du Midi en 1855, lors de l'établissement de la gare. (Voir ch. iv, 3<sup>me</sup> partie.) Nous ignorons l'époque où fut construit le pont de la Colombette. C'est dans le cours de 1906 qu'a été établi celui qui se trouve dans l'axe de l'avenue du cimetière de Terre-Cabade.

Voici, d'après *l'Itinéraire général* d'Andréossy, les dimensions des différents ouvrages du canal et les distances des écluses dans le gardiage de Toulouse :

Longueur du port à l'embouchure du canal dans la Garonne...	68 <sup>m</sup> 1
Longueur de l'écluse de Garonne à 2 bassins.....	91 6

1. La délibération du Conseil municipal, du 8 mars 1841, portant approbation du redressement du canal, de l'écluse Bayard à la Muraillette, et de l'élargissement de la voie d'eau, de la dite écluse au pont de Guilleméry, parle « du nouveau pont de Guilleméry dont la reconstruction allait être effectuée » (Arch. de Toulouse, Livre des conseils, et Arch. de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 29).

2. Andréossy, *Hist. du canal*, Appendice, p. 361.



De l'écluse de Garonne à celle du Béarnais.....	907	8
De l'écluse de Garonne au pont de Gragnague <sup>1</sup> .....	263	0
Largeur du pont de Gragnague.....	7	8
Du pont de Gragnague à l'écluse du Béarnais.....	637	0
Longueur de l'écluse du Béarnais.....	52	6
De l'écluse du Béarnais à l'écluse Saint-Roch ou des Minimes,.	907	8
Longueur de l'écluse de Saint-Roch à 2 bassins.....	89	6
De l'écluse de Saint-Roch à l'écluse Matabiau.....	1.223	3
De l'écluse de Saint-Roch au pont du grand chemin (route de Paris).....	31	2
Largeur du pont du grand chemin.....	9	7
Du pont du grand chemin à l'écluse Matabiau.....	1.182	4
Longueur de l'écluse Matabiau.....	58	4
De l'écluse Matabiau à l'écluse Bayard.....	222	1
Longueur de l'écluse Bayard à 2 bassins.....	93	5
De l'écluse Bayard au pont de Guilleméry.....	1.665	5
Largeur du pont de Guilleméry.....	9	7
Du pont de Guilleméry au pont de Saint-Sauveur.....	261	0
Largeur du pont de Saint-Sauveur.....	9	7
Du pont de Saint-Sauveur au pont de Madron.....	7.234	9
Largeur du pont de Madron.....	3	9

La surface de la voie d'eau du canal dans la Grande-Lande et le reste du gardiage de Toulouse comprenait 42 arpents 2 pugnérées et 5 boisseaux ou 24 hectares 30 ares 81 centiares<sup>2</sup>.

1. *Administration du canal de Languedoc*. — Un mémoire sans date<sup>3</sup>, mais qui est évidemment postérieur à 1792, puisqu'il y est question de la mise sous séquestre de la partie du canal appartenant aux Riquet de Caraman, émigrés, nous révèle des détails intéressants au sujet de l'administration du canal de Languedoc. Celle-ci était divisée en sept départements dont les chefs-lieux se trouvaient à Toulouse, Naurose, Castelnaudary, Trèbes, Sommail, Béziers et Agde. La régie cen-

1. Pont de l'Embouchure, ainsi nommé à cause de la proximité d'un petit domaine qui s'appelait le *Petit-Gragnague*.

2. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 2.

3. *Ibid.* Voir également plusieurs autres mémoires relatant les mêmes faits à la liasse 4 de la même série.

trale était à Toulouse et se composait d'un procureur fondé, d'un directeur général et d'un receveur général. Six directeurs particuliers étaient établis dans les départements de Naourouse, Castelnaudary, Trèbes, Sommail, Béziers et Agde.

On comptait aussi trois contrôleurs particuliers des travaux, dont l'un, résidant à Toulouse, faisait fonction de directeur particulier de ce département.

Les deux autres étaient placés à Trèbes et à Capeatang, département du Sommail. Enfin, il existait : 2 commis surveillants, l'un à Toulouse, l'autre à Capeatang ; 18 gardes principaux ; 1 garde surveillant les gardes des rigoles ; 85 gardes-écluses ou gardes-épanchoirs ; 2 élèves du canal (élèves ingénieurs) ; 1 architecte résidant à Toulouse ; 3 aumôniers, le 1<sup>er</sup> au Sommail, le 2<sup>me</sup> à Capeatang et le 3<sup>me</sup> à Béziers ; 2 pépiniéristes, l'un à Toulouse, l'autre à Béziers, et 18 patrons pour le bateau de poste du canal<sup>1</sup>. La régie de la *barque de poste* comptait jusqu'à trente-six bateaux servant au transport des voyageurs et de leurs effets de Toulouse à Agde<sup>2</sup>. On partait tous les matins de Toulouse au port Saint-Sauveur, et le bateau de poste s'arrêtait le soir à Castelnaudary. Négra était le point intermédiaire où dînaient les voyageurs<sup>3</sup>. On payait pour le trajet : 4 sous jusqu'à Lespinet ; 5 sous jusqu'à Madron ; 6 sous jusqu'à Castanet ; 7 sous jusqu'à Vic ; 9 sous jusqu'à Deyme ; 12 sous jusqu'à Montgiscard ; 13 sous jusqu'à Aiguesvives et 1 livre 10 sous jusqu'à Castelnaudary<sup>4</sup>. Le bateau de poste parti le lendemain de Castelnaudary rencontrait à Bêteille, lieu de la dînée, le bateau venant du côté opposé. Trèbes était le lieu de la couchée pour les bateaux de poste venant de Castelnaudary et du Sommail<sup>5</sup>. Le prix de Toulouse à Trèbes était de 3 livres<sup>6</sup>. C'est à la Redorte que le bateau de poste s'arrêtait pour la dînée et au

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 2, et *ibid.*, Mémoires, liasse 4.

2. Andréossy, *Hist. du canal*, p. 272.

3. *Ibid.*, Notes diverses.

4. Baour, *Almanach historique de la ville de Toulouse*, année 1782.

5. Andréossy, *loc. cit.*

6. Baour, *loc. cit.*

Sommail pour la couchée le troisième jour<sup>1</sup>. On payait 4 livres de Toulouse au Sommail<sup>2</sup>. Enfin, le quatrième jour, vers midi, le bateau de poste arrivait en vue de Béziers, au haut de l'écluse octuple de Fonseranes, et ne repartait vers Toulouse que le lendemain. Un bateau spécial partant ce quatrième jour, vers deux heures de l'après-midi, conduisait les voyageurs jusqu'à Agde<sup>3</sup>. Le prix de Toulouse à Agde était de 6 livres<sup>4</sup>. Tous les soirs arrivait à Toulouse le bateau de poste parti le matin de Castelnaudary<sup>5</sup>.

Le droit de navigation pour les marchandises avait été fixé, par arrêt du Conseil d'Etat du 26 septembre 1684, à 6 deniers par quintal et par lieue de 3.200 toises. La perception en était des plus simples. Les patrons des barques déclaraient la marchandise au bureau de la recette du département; après la vérification des chargements, le receveur leur donnait des passevans, sur la présentation desquels on ouvrait la première écluse, et ces passevans étaient retenus par les gardes-écluses. Comme les chargements pouvaient s'accroître ou diminuer en cours de route, la vérification était répétée à chaque bureau intermédiaire. Le paiement devait être effectué dix jours au plus tard après le déchargement<sup>6</sup>. Ce tarif persista jusqu'à l'an V.

Lorsque les propriétaires du canal, qui avaient seuls la faculté de voiturier les marchandises sur leurs barques, accordèrent à des patrons étrangers le droit d'introduire leurs bateaux dans le canal, ils leur abandonnèrent 2 deniers sur les 6 exigés par quintal et par lieue, se réservant 4 deniers pour frais de régie, dépenses d'entretien et leur bénéfice. Peu à peu le nombre des barques et des patrons étrangers augmenta dans de telles proportions, que ce service devint suffisant et rendit inutile celui qu'avaient primitivement exercé les propriétaires du canal. Ceux-ci cessèrent alors d'avoir des bateaux à eux<sup>7</sup>.

1. Andréossy, *loc. cit.*

2. Baour, *loc. cit.*

3. Andréossy, *loc. cit.*

4. Baour, *loc. cit.*

5. *Ibid.*

6. Andréossy, *Hist. du canal*, passim.

7. Andréossy, *Hist. du canal*.



D'après un tableau des recettes et dépenses dressé par Andréossy, le canal donna, année moyenne, un revenu net annuel de :

90.624	livres de 1686 à 1695
219.910	— 1696 à 1705
307.800	— 1706 à 1715
251.038	— 1716 à 1725
222.202	— 1726 à 1735
222.809	— 1736 à 1745
326.426	— 1746 à 1755
408.262	— 1756 à 1765
374.444	— 1766 à 1775
549.546	— 1776 à 1785

La recette brute s'étant élevée, pendant cette période d'un siècle, à 52.730.532 livres et le produit net à 29.730.422 livres, il en résulte qu'il avait été affecté une somme de 23.000.110 livres à l'entretien et aux réparations, c'est-à-dire presque la moitié de la recette, déduction faite toutefois des frais d'administration.

Une « Instruction pour les officiers de la justice du canal<sup>1</sup> », publiée à Toulouse le 1<sup>er</sup> octobre 1763 et portant les signatures du comte de Caraman et de Riquet de Bonrepos, atteste que cette justice était rendue « dans les Chambres de justice construites dans les départements du canal, par un juge châtelain, un lieutenant principal et des lieutenants particuliers ayant à côté d'eux des procureurs juridictionnels, des greffiers et des huissiers ».

Les délits pour faits de dépaissance, pêche, chasse et destruction des terriers étaient constatés par procès-verbal de « gardes à bandouillère<sup>2</sup> ». Les gardes, portant la livrée du roi, étaient au nombre de douze. Etablis pour veiller à la conservation du canal, ils étaient en outre chargés de mettre à exécution tous les mandements de cette justice spéciale<sup>3</sup>.

Voici, d'après l'Instruction, les émoluments payés aux divers

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 1.

2. *Ibid.*, liasse 4.

3. *Ibid.*

officiers de justice. Le juge châtelain recevait 300 livres de traitement annuel; le lieutenant principal 200 livres; chacun des lieutenants partitculiers 100 livres; les procureurs juridictionnels 60 livres et les greffiers 40 livres, indépendamment de certains droits compris dans les frais de procédure, lorsque la cause était tranchée en faveur des Riquet<sup>1</sup>.

L'entretien du canal ayant été imposé comme condition de la propriété du péage, il était indispensable de s'assurer par une inspection régulière que cette condition était remplie. L'inspection du canal devait se faire chaque année par un ingénieur du roi, en présence des propriétaires du canal et des délégués des Etats<sup>2</sup>. Le gouvernement chargea de ce soin un officier supérieur du génie de la direction de Languedoc et les Etats désignèrent l'un des trois directeurs des travaux publics de la Province. Cette inspection servait aussi à régler, par voie de conciliation, les affaires contentieuses qui survenaient parfois entre les propriétaires du fief et les riverains, de même qu'à surveiller l'exécution des travaux d'amélioration reconnus nécessaires<sup>3</sup>.

Cette organisation administrative et judiciaire, qui persista jusqu'à l'époque de la Révolution, ne devait laisser que des regrets, ainsi qu'en témoigne un Mémoire adressé par le préfet de la Haute-Garonne au ministre de l'Intérieur en 1810. « Telle était, disait le préfet, l'administration qui a conservé et amélioré le canal pendant plus d'un siècle et d'ont un pareil succès atteste l'excellence. Telle était l'administration que la Révolution a détruite et qui n'a été remplacée ni par la loi du 25 vendémiaire an V, ni même par le décret impérial du 12 août 1807<sup>4</sup>. »

II. *Bornage du canal.* — De nombreuses contestations s'étant produites depuis longtemps entre les propriétaires du canal et les riverains, au sujet des limites du fief, les Etats se

1. Arch. de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 1.

2. *Ibid.*, série C, n° 3.

3. *Ibid.*, série 5S, liasse 4, Mémoire.

4. *Ibid.*

préoccupèrent de les faire cesser, au moyen d'un bornage général exécuté aux frais des parties. « Ils chargèrent, en conséquence, leur syndic général d'entendre les intéressés, de dresser procès-verbal de leurs réclamations et de décider provisoirement de leurs différends pour en être ensuite référé à leur assemblée<sup>1</sup> ».

Le bornage fut commencé, en vertu de la délibération des Etats du 28 décembre 1767, dès le début de l'année suivante. On partit de l'étang de Thau et on continua jusqu'à la rivière d'Orb, près de Béziers. Le bornage ne fut ensuite exécuté de Béziers à Toulouse que du 16 mars 1772 au 13 juin suivant. De ce fait, « le fief du canal se trouva irrévocablement fixé par des bornes immuables<sup>2</sup> ».

Sur le rapport qui fut présenté aux Etats touchant « les opérations de bornage et les moyens de conciliation et de justice employés », les Etats délibéraient, le 28 novembre 1772, « d'approuver, sous le bon plaisir du roi, tout ce qui avait été fait relativement au dit bornage<sup>3</sup>. »

Enfin, sur la requête du syndic général de la Province, le Conseil d'Etat approuva, le 29 octobre 1773, la procédure du bornage et la délibération par laquelle les Etats l'avaient ratifiée, pour être le tout exécuté suivant sa forme et teneur<sup>4</sup>.

Durant les opérations de bornage, relatives à la partie du canal située dans la Grande-Lande, le dizenier Dézalbre, du septième moulon du capitoulat de Saint-Sernin, exposa au syndic général « que le canal avait intercepté deux chemins, entre le pont de Matabiau et celui des Minimes, qui allaient aboutir l'un et l'autre à la porte Pouzonville; que les propriétaires des fonds riverains vers le nord n'avaient plus actuellement d'autre chemin que le franc-bord du canal pour l'exploitation de leurs terres, et qu'ils demandaient d'y être maintenus. A quoi M. Besaucèle, procureur fondé des pro-

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S. Arrêt du Conseil d'Etat du 29 octobre 1773, et série C, n° 40.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*



priétaires du canal, répondit qu'il consentait au chemin demandé<sup>1</sup> ».

Maisonneuve (Maisonobe), dizenier du vingtième moulon, revendiqua et obtint également le même droit pour le capitoulat de Saint-Pierre, du pont des Minimes à celui de Gragnague (pont de l'Embouchure), ainsi nommé à cause de la proximité d'un château du voisinage qui portait ce nom<sup>2</sup>. Comme dans le cas précédent, il ne s'agissait que des terres de la rive droite.

III. *Projet de rachat du canal de Languedoc par les Etats de la province en 1768. — Propriétaires du canal depuis cette époque.* — Des propositions de vente du canal de Languedoc furent faites par les propriétaires aux Etats de la province dans le courant de l'année 1767 et renouvelées l'année suivante. Nous ne pouvons nous dispenser d'en parler ici, car il existe de nombreux documents aux archives municipales et départementales qui laisseraient croire, au premier abord, à la réalité de cette vente. Elle fut, en effet, discutée et votée aux Etats, suivant les conditions précises d'un marché, en faveur duquel intervint ensuite l'approbation royale elle-même, et cependant la vente ne fut jamais réalisée. C'est un avertissement à l'historien de ne pas affirmer ou nier trop vite sur la foi d'un ou de plusieurs documents. Nous trouvons, d'ailleurs, dans l'exposé des faits, certains détails relatifs à la part revenant aux divers propriétaires, détails qui présentent quelque intérêt.

La délibération des Etats du 19 décembre 1768 atteste les offres de ventes faites à la province de Languedoc et nous apprend quelles suites furent données à ces offres réitérées. On y voit, tout d'abord, que les Etats s'étaient montrés disposés à accepter les propositions qu'on leur avait faites, principalement par la considération « des dangereuses suites de la négligence d'un autre propriétaire, surtout si un objet de cette espèce venait à être partagé dans une succession et était alors confié

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 2. Procès-verbal des réquisitions et décisions relatives au bornage du canal.

2. *Ibid.*

à des gens d'affaires. On n'avait pu, disait-on, se refuser à l'évidence de ne pas laisser échapper l'occasion de prévenir ce mal, dont le remède ne pouvait être que d'obliger alors la Province à le réparer, en se chargeant de l'entretien du canal, ce qui lui serait plus à charge que ne saurait l'être l'acquisition, comme il était aisé de s'en convaincre en examinant le produit net du canal et les conditions de vente proposées par les propriétaires »<sup>1</sup>. Un relevé des vingt dernières années avait établi, en effet, qu'année commune, le canal donnait alors un revenu de 360,000 livres (voir plus haut), quittes de toute charge et dépense. Le revenu net ainsi constaté représentait à 4 p. 100 un capital de 9.000.000 de livres. Or, les propriétaires, ayant enfin réduit leurs prétentions concernant le prix de vente à 8.400.000 livres, les deux Commissions des affaires extraordinaires et des travaux publics avaient conclu à l'acceptation de ces propositions. On établit en conséquence un projet de convention sur ce prix, et on le soumit à l'assemblée des Etats. Ceux-ci, après avoir délibéré, conformément à l'avis des commissaires, votèrent l'acquisition et chargèrent les députés à la Cour et leur syndic général de poursuivre au Conseil d'Etat les arrêts et lettres patentes nécessaires. Les paiements devaient être faits en huit annuités, à partir du 31 décembre 1770 : 1° au comte de Caraman, maréchal de camp, la somme annuelle de 668.750 livres, jusqu'à complet paiement de 5.350.000 livres à lui dues pour les 17 portions 1/6 qu'il possédait sur les 28 parts égales de la valeur totale ; 2° à M. Riquet de Bonrepos, la somme annuelle de 237.500 livres, jusqu'à complet versement du capital de 1.900.000 livres qui représentait ses 6 parts 2/6, et au marquis de Caraman, maître de camp des dragons, le montant annuel de 143.750 livres, jusqu'à l'entier paiement de 1.150.000 livres, pour les 3 parts 5/6 dont il était propriétaire.

« Le marché fut autorisé par le roi et allait enfin se conclure, lorsque les alarmes du commerce provoquèrent de la part des Etats un nouvel examen de cette proposition et la firent

1. Procès-verbaux des Etats de Languedoc, séance du 19 décembre 1768.

enfin rejeter. Les négociants croyaient qu'il était plus favorable pour eux, dans leurs transactions journalières, de traiter avec des particuliers que d'avoir affaire à une régie publique<sup>1</sup>. »

La famille Riquet resta donc propriétaire du canal, et elle l'était encore quand survint la Révolution. A cette époque, les Riquet de Caraman ayant émigré, les 21 parts  $\frac{2}{3}$  qu'ils possédaient furent mises sous séquestre et confisquées<sup>2</sup>, tandis que les Riquet de Bonrepos gardèrent tous leurs droits. De ce fait, l'Etat, qui était aussi devenu propriétaire des biens immobiliers de la province de Languedoc, posséda alors : 1° 21 parts  $\frac{2}{3}$  du canal principal ; 2° la Robine de Narbonne ; 3° le canal de jonction de la Robine ; 4° le canal Saint-Pierre ou de Brienne, à Toulouse. Cette propriété fut plus tard cédée au Domaine extraordinaire, par acte du 21 juillet 1809<sup>3</sup>, et un décret du 10 mars 1810 la fit passer à une Société en commandite, au capital de 10.000.000 de francs divisé en 1.000 actions de 10.000 francs l'une<sup>4</sup>.

« Napoléon distribua 900 actions à sa famille, aux grands dignitaires de la Couronne, aux enfants d'Austerlitz et à d'anciens soldats, à titre de dotations. Il réserva à la caisse de la Couronne 100 actions, représentant un capital de 1.000.000 de francs, destiné à l'achèvement du Louvre. Sur ces 100 actions, 62 seulement furent vendues, et les 38 autres restèrent disponibles<sup>5</sup>. »

La loi du 5 décembre 1814 ayant prescrit la restitution aux émigrés de tous les biens non vendus, les Riquet de Caraman furent remis en possession des 38 actions et ils reçurent par la suite toutes celles qui devinrent disponibles et firent retour à l'Etat par l'extinction des dotations auxquelles Napoléon les avait affectées<sup>6</sup>. Pour le plus grand nombre des actions affectées à des dotations, la transmission ne pouvait se faire qu'au

1. *Hist. du canal*, par les descendants de Riquet, p. 162.

2. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 2.

3. *Journal officiel*, Exposé des motifs de la loi du rachat de 1897.

4. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 2.

5. Exposé des motifs de la loi du rachat.

6. *Ibid.*



profit de la descendance directe, légitime et masculine des dotés<sup>1</sup>.

Une ordonnance royale du 25 août 1823, « sans modifier les dispositions essentielles du décret de 1810, réorganisa la Compagnie, en créant 292 actions nouvelles plus  $\frac{3.077}{10.000}$  d'action pour représenter la part des héritiers de Bonrepos ».

En outre des 38 actions qui avaient été remises aux Riquet de Caraman, en vertu de la loi du 5 décembre 1814, ceux-ci rentrèrent donc en possession de 562 actions de dotations éteintes, et, à la suite d'un long procès, des 100 actions de dotation à la Légion d'honneur.

L'exposé des motifs de la loi de rachat de 1897 nous fait connaître qu'à ce moment les 1.292 actions qui constituaient le capital social étaient réparties de la manière suivante :

Famille de Caraman.....	700
Famille de Bonrepos.....	292. 3.077
Dotations ordinaires, 5 titulaires.....	120
Dotations de 6 <sup>me</sup> classe, 112 titulaires.....	118
Actions libres (achetées par divers particuliers)...	32
Actions achetées par la Compagnie.....	30
Total.....	1.292 3.077

Les possesseurs de ces actions se partageaient au *prorata* les revenus du canal, lorsque intervint, en 1897, le rachat des canaux du Midi. Nous dirons un peu plus loin dans quelles conditions s'effectua ce rachat.

IV. *Le canal de Languedoc sur le territoire de Toulouse après Riquet. Construction du port Saint-Sauveur au quartier Saint-Etienne.* — Deux modifications importantes furent apportées sur le territoire de Toulouse à l'œuvre de Riquet après son

1. Pour cent actions de 6<sup>e</sup> classe seulement, la transmission pouvait aussi s'effectuer au profit des *filles* des dotés, à condition qu'avant l'âge de trente ans celles-ci seraient mariées à des militaires retraités par suite de blessures reçues à la guerre.

achèvement : l'établissement du port Saint-Sauveur, au quartier Saint-Etienne, et le redressement de la voie d'eau, à l'extrémité de l'allée Lafayette.

Le port Saint-Sauveur n'avait pas été prévu dans les plans de Riquet. La nécessité ne tarda pas cependant à s'en faire sentir et, vingt ans après, on se résolut à le construire. Déjà un arrêt du Conseil du 21 juillet 1685 avait ordonné que la construction de ce bassin serait faite d'après un devis qu'en dresserait le



PORT SAINT-SAUVEUR.

(Cl. de M. G. Donat.)

P. Mourgues et que la ville en supporterait les frais<sup>1</sup>. Il se produisit quelques réclamations, mais le Conseil de ville passa outre et décida qu'on se conformerait à l'arrêt, et que les ouvrages du bassin seraient exécutés conformément au devis qu'en avait dressé le savant professeur de mathématiques du collège des Jésuites de la ville<sup>2</sup>.

Ce projet tardant pour divers motifs d'être mis à exécution, un nouvel arrêt du 17 novembre suivant ordonna de plus fort la construction du port et prescrivit de procéder à l'exécution des travaux, suivant les baux et marchés qui en seraient passés

1. D'Aldéguier, *Hist. de Toulouse*, t. IV, p. 187.

2. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, Délibération du 28 août 1685.

par-devant M. de Basville, les capitouls devant fournir jusqu'à la somme de 30.000 livres, sur les ordonnancements de l'Intendant<sup>1</sup>.

Publications furent faites de ce second édit et du devis du P. Mourgues et les moins-dites reçues par Gardet, receveur au bureau du canal à Toulouse, à ce commis par l'Intendant ; mais un nouveau projet vint encore suspendre l'exécution du plan adopté. Vauban avait formé le dessein de creuser un canal à la place des fossés de la ville, du côté de Saint-Michel, et de le faire entrer dans un bras de la Garonne par un sas éclusé, près du moulin du château. Ce projet, qui aurait exigé une dépense de 200.000 livres, à laquelle le roi refusait de participer, ne put être mis à exécution et l'on revint au devis du P. Mourgues<sup>2</sup>. Il dut cependant être porté des modifications à ce devis, car le 9 septembre 1688 intervenait un troisième arrêt du Conseil ordonnant la construction du port, conformément à un projet arrêté par M. de Lamoignon qui reçut également les offres au rabais.

Malgré cela, la construction du bassin eut à subir un nouveau retard et ce ne fut qu'en 1708 qu'on put mettre la main à l'œuvre<sup>3</sup>. Le bassin prit le nom de port Saint-Sauveur, à cause de la proximité d'une chapelle de ce nom qui se trouvait à la pointe formée par la jonction des deux rues, partant l'une du pont Guilleméry et l'autre du pont Saint-Sauveur pour aboutir, après leur rencontre, à la porte Saint-Etienne<sup>4</sup>. Il existait anciennement autour de cette chapelle un cimetière qui portait le même nom et qui s'étendait sur le terrain occupé actuellement par la halle aux grains. « C'était le seul cimetière de la paroisse Saint-Etienne, lorsqu'on cessa, au dix-huitième siècle, d'ensevelir les morts dans le cimetière Notre-Dame, établi devant l'église cathédrale sur la place actuelle<sup>5</sup>. »

1. La Lande, *Les canaux de navigation*.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Voir le plan de Dézauche.

5. M. de Lahondès, *L'église Saint-Etienne*, p. 163. — Le cloître entre l'église Saint-Etienne et l'église Saint-Jacques était réservé à la sépulture



V. *Redressement de la voie d'eau à l'extrémité de l'allée Lafayette.* — Au début de l'année 1841, l'administration du canal, pressée par les besoins impérieux de la navigation, avait résolu d'en élargir la cuvette dans toute la section comprise entre le pont Guilleméry et l'écluse Bayard. C'était pour la ville une occasion favorable de mettre à exécution un projet de redressement à l'extrémité de l'allée Lafayette, « redressement dont l'urgence avait été reconnue depuis longtemps et dont le Conseil municipal avait consacré le principe par sa délibération du 19 novembre 1837 sur le plan général de l'alignement de la ville<sup>1</sup> ».

Remise de nouveau à l'étude à l'occasion des projets d'élargissement de cette partie du canal, la question fut résolue par le Conseil municipal dans sa séance du 8 mars 1841. Le rapporteur de la Commission chargée de cette étude, M. Gasc, fit part au Conseil des plans d'élargissement et de redressement dressés par M. Maguès, ingénieur du canal. Le redressement devait partir de l'écluse Bayard et rejoindre la voie d'eau existante à la *Muraillette*, au-dessous du chemin de la Colombette. Le franc-bord avait été muré à cet endroit, sur une longueur de trois toises, à cause des fréquents éboulements occasionnés par les eaux descendant de la colline de Guilleméry et les sources souterraines. C'est pour ce motif qu'on lui avait donné le nom de *Muraillette*<sup>2</sup>.

Par suite des dispositions nouvelles, l'allée Lafayette devait être prolongée de cent mètres, c'est-à-dire d'un cinquième environ de son développement. On y trouvait au surplus une occasion favorable d'établir une ligne de boulevards extérieurs et de nouvelles promenades reliant le quartier Lafayette avec le faubourg Saint-Etienne et les belles allées du Grand-Rond. L'ensemble du projet ne devait nécessiter d'ailleurs qu'une dépense de 60.584 francs, dont il fallait distraire celle de

des chanoines et des personnes notables qui obtenaient le privilège d'y être inhumées. Le cimetière Saint-Sauveur fut supprimé en 1769 (*ibid.*, p. 380).

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils.

2. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 2, Procès-verbal de bornage du canal.

38.858 francs qu'allait coûter le simple élargissement. L'excédent de dépense à supporter par la ville ne pouvait donc s'élever à plus de 20.000 francs. Par le fait de plusieurs actes d'échange projetés avec divers propriétaires, le terrain nécessaire à l'établissement du nouveau lit et des promenades latérales, ainsi qu'au prolongement des rues existantes, ne devait d'autre part occasionner aucune dépense ni à la ville, ni à l'administration du canal.

En présence de tels avantages, le Conseil municipal se décida à donner son approbation au projet de redressement et, par délibération du 8 mars 1841, il accepta tout à la fois et le projet Maguès et les conventions d'échange de terrain. Il délibérait aussi de concourir à la dépense pour un tiers, sans que néanmoins sa quote-part pût dépasser 20.000 francs<sup>1</sup>.

Le redressement fut en conséquence effectué par les soins de la Compagnie du canal.

Quatre ans plus tard, par délibération du 6 novembre 1845, le Conseil municipal accordait à titre de subvention une somme de 50.000 francs, à l'administration du canal, pour le pont que l'on construisait alors à l'extrémité de l'allée Lafayette<sup>2</sup>.

VI. *Erection de la statue Riquet à Toulouse.* — Certaines critiques se sont produites au sujet de la statue de Riquet qui tourne le dos au canal, et il a été quelquefois répondu que ces critiques sont injustifiées et sans portée, attendu que le canal passait, avant son redressement, devant la statue. Cette réponse procède d'un fait inexact et laisse aux critiques en question toute leur valeur. La statue de Riquet n'existait pas encore à la place qu'elle occupe lorsque le canal fut redressé, car elle ne fut érigée qu'au mois de septembre 1853. Ce n'avait pas été au surplus sans de longues et multiples péripéties.

Vers la fin de l'année 1826, le maire de Toulouse, Baron de Montbel<sup>3</sup>, chargea l'architecte Raynaud de dresser un projet de

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 8 mars 1841.

2. *Ibid.*, séance du 6 novembre 1845.

3. Le mot Baron faisait partie du nom patronymique de cette famille.

restauration d'une façade monumentale de la place Mage, au centre de laquelle se trouvait une niche ou était placée anciennement une statue équestre de Louis XIII. Cette statue, œuvre d'Artus, avait disparu pendant la Révolution. Il s'agissait de rétablir la statue dans la niche et l'architecte avait à disposer une fontaine jaillissante dans le stylobate de la façade<sup>1</sup>.

Le projet dressé par l'architecte Raynaud fut approuvé, et on décida de l'exécuter. La statue fut confiée à Griffoul-Dorval<sup>2</sup> et le modèle en grand en était terminé quand survint la révolution de 1830. Louis XIII était représenté debout, en costume royal, tenant à la main gauche le sceptre et de l'autre présentant à la France l'édit de paix de Montpellier<sup>3</sup>.

Le nouvel ordre de choses ne s'accommoda point du projet de M. de Montbel. Le 13 novembre 1830, le Conseil municipal, « considérant la nécessité unanimement reconnue de changer le sujet de la statue qu'on devait placer sur la place Mage », délibérait : 1° que la statue exécutée par Dorval « devait changer de sujet et de destination ; 2° qu'elle devait présenter l'image de Pierre-Paul Riquet, auteur du canal de Languedoc, et décorer la place de la Préfecture ; 3° que 2.000 francs, montant des travaux préparatoires faits par Dorval pour la statue de Louis XIII, lui seraient payés ; et 4° que M. Dorval serait chargé, conjointement avec M. Raynaud, de présenter au Conseil municipal le projet du nouveau monument, accompagné de deux devis, l'un concernant la sculpture par M. Dorval et l'autre relatif à la construction du piédestal par M. Raynaud<sup>4</sup> ». Cette délibération était revêtue de l'approbation préfectorale le 19 novembre 1830<sup>5</sup>.

Le rapport Arnoux, qui avait servi de base à cette délibération, porte qu'en janvier 1829 le Conseil municipal avait voté

1. Archives de Toulouse, liasse Statue de Riquet, Lettre de l'architecte Raynaud du 10 avril 1851.

2. Né à Toulouse en 1788, mort en 1861 (*L'église Saint-Etienne*, par M. de Lahondès, p. 304).

3. Archives de Toulouse, liasse Statue Riquet, Rapport Arnoux.

4. *Ibid.*, Livre des Conseils, séance du 13 novembre 1830.

5. *Ibid.*, liasse Statue Riquet, Copie de la délibération.



une somme de 8.000 francs pour « la construction d'une fontaine sur la place de la Préfecture et qu'un concours avait été ouvert à ce sujet, mais que les ouvrages présentés à ce concours n'ayant pas entièrement satisfait l'administration, l'exécution de ce projet avait été provisoirement suspendue. En réunissant les 8.000 francs ci-dessus aux 3.000 destinés au piédestal, disait le rapporteur, nous aurions une somme plus que suffisante pour élever un très beau piédestal à la statue de Riquet, et vous feriez de cet ensemble une belle fontaine au milieu de la place de la Préfecture<sup>1</sup> ».

Dorval se mit aussitôt à l'œuvre, et la statue de Riquet était terminée durant le cours de l'année 1838.

De son côté, l'architecte Raynaud dressait les plans qui lui avaient été demandés et joignait à l'envoi des pièces un modèle en relief de son projet; mais il recevait du maire de Toulouse, vers le commencement de 1838, communication d'une délibération du Conseil municipal portant « que le monument en l'honneur de Riquet, qui devait d'abord décorer la place Saint-Etienne, serait élevé au centre de la place Lafayette ». On l'invitait, en conséquence, à rédiger de nouveaux plans pour cet emplacement<sup>2</sup>. Il se mit aussitôt à l'ouvrage et, afin de juger de l'effet du monument, le modèle en plâtre de la statue fut placé, en 1840, sur un piédestal provisoire, pour lequel le Conseil municipal avait voté, le 15 juin de cette année, une somme de 750 francs<sup>3</sup>. L'architecte Raynaud nous apprend, dans la lettre déjà citée, « qu'il lui avait été recommandé par l'adjoint Dutemps d'achever cette construction pour les fêtes de juillet ». Il en fut ainsi fait, et « cette construction demeura debout jusqu'à la fin de février 1841, époque à laquelle M. Dutemps en ordonna la démolition<sup>4</sup> ».

Le 18 août 1843, il était de nouveau question au Conseil municipal d'établir le monument de Riquet sur la place Saint-

1. Archives de Toulouse, liasse Statue Riquet, Rapport Arnoux.

2. *Ibid.*, Lettre de M. Raynaud du 10 avril 1851.

3. *Ibid.*, Livre des Conseils, 15 juin 1840.

4. *Ibid.*, liasse Statue Riquet, Lettre de M. Raynaud.

Etienne<sup>1</sup>. Trois mois plus tard, on délibérait d'en demander l'autorisation<sup>2</sup>.

Enfin, le Conseil municipal s'occupait encore de l'examen des plans du piédestal dans sa séance du 5 novembre 1848, et la suite à donner à cette affaire était confiée de nouveau à l'examen d'une commission<sup>3</sup>.

Il fallut l'intervention de la famille Riquet pour aboutir à une solution définitive. M. Georges de Caraman, au nom des deux branches de la famille Riquet, mit une somme de 6.000 francs à la disposition de l'administration municipale pour l'érection de la statue. Par délibération du 22 janvier 1850, le Conseil de ville autorisait le receveur municipal à faire recette de cette somme et nommait encore une commission pour « rechercher et proposer l'endroit le plus convenable pour le placement de la statue<sup>4</sup> ».

Le 26 avril suivant, la commission, par l'organe de son rapporteur, M. d'Aldéguier, fit connaître au Conseil qu'elle avait fait choix de l'espace compris entre l'extrémité de l'allée Lafayette, le pont du canal et les maisons latérales, « l'image de Riquet devant ainsi se trouver placée à côté de son œuvre ». Elle proposait, en outre, la substitution du marbre à la pierre pour la confection du piédestal, « la dépense ne devant pas être considérablement augmentée, attendu que la famille Riquet avait mis à la disposition de la ville une somme de 6.000 francs pour concourir à l'érection de la statue ». Le Conseil délibéra d'accepter le choix de l'emplacement, mais il remit à une séance ultérieure la solution de la question relative au piédestal<sup>5</sup>. On attendit encore plus d'une année, et ce ne fut que le 28 juillet 1851 que le Conseil municipal s'occupa de nouveau de la question. Dans l'intervalle, le Conseil général avait voté une allocation de 5.000 francs pour le même objet<sup>6</sup>. Il ne restait

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 18 août 1843.

2. *Ibid.*, séance du 9 novembre 1843.

3. *Ibid.*, séance du 5 novembre 1848.

4. *Ibid.*, séance du 22 janvier 1850.

5. *Ibid.*, séance du 26 avril 1850.

6. *Ibid.*, séance du 3 septembre 1850. — Cette somme avait déjà été

donc plus à la charge de la ville qu'une somme de 9.000 francs pour parfaire celle de 20.000 à laquelle s'élevait le devis comportant un piédestal en marbre. Le Conseil approuvait enfin, dans cette séance, le nouveau projet et ouvrait pour son exécution un crédit de 20.000 fr., à prendre sur les fonds libres du budget de 1851<sup>1</sup>.

Les travaux prirent plus de deux années, et ce ne fut que le dimanche 18 septembre 1853 qu'eut lieu l'inauguration solennelle du monument.

Le piédestal de la statue de Riquet porte les inscriptions suivantes, que M. d'Aldéguier avait fait accepter par le Conseil municipal. Sur la face antérieure : *A Pierre-Paul Riquet, la Ville de Toulouse, 18 septembre 1853*; sur la face postérieure : *Jonction des deux mers*; sur celle de droite : *Edit de construction, 5 octobre 1666*; sur celle de gauche : *Ouverture de la navigation, 15 mai 1681*.

On peut regretter que le nom de Riquet n'ait pas été donné à l'allée que termine sa statue. Si admirateur que l'on soit de Lafayette, ne doit-on pas tenir pour suffisant qu'une rue principale, une vaste place et une belle avenue portent son nom?



STATUE DE RIQUET A TOULOUSE.

votée par le Conseil général dans sa session de 1836 (Arch. de Toulouse, liasse Statue Riquet. Extr. de la délibér.).

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 28 juillet 1851.



## II

## CANAL SAINT-PIERRE OU DE BRIENNE

Ce canal, dérivé de la Garonne un peu en amont de la chaussée du Bazacle et aboutissant au bassin de l'Embouchure, est



PRISE D'EAU DU CANAL SAINT-PIERRE.

(Cl. de M. G. Donat.)

tout entier dans la Grande-Lande. Il fut construit, durant les années 1768-1775, pour faciliter l'embarquement des marchandises par les ports de la Daurade et de Saint-Pierre. Les bateaux pouvaient ainsi gagner le bassin de l'Embouchure et par celui-ci le canal, sans avoir à passer au pertuis du Bazacle et par le lit du fleuve, en aval de ce dernier. La Garonne était rendue difficile sur ce point par des bas-fonds et des atterrissements, dont la cause principale n'était autre que la grande chaussée,

qui, en arrêtant le cours de la rivière, diminue la quantité et la vitesse des eaux dans la partie au-dessous.

Le devis de ce canal fut dressé par l'ingénieur De Saget, le 6 mai 1768. Un arrêt du Conseil d'Etat du 25 juin de la même année en ayant autorisé l'exécution<sup>1</sup>, les travaux furent adjugés en bloc, le 1<sup>er</sup> août suivant, au sieur Sabatier, au prix de 330.000 livres. Dans ce chiffre, n'étaient pas compris ni la somme nécessaire à l'acquisition des terrains, payés 12.500 livres, ni le prix de quatre maisons et d'une tour des Chartreux qu'il fallait démolir pour l'emplacement de l'écluse et de la prise d'eau<sup>2</sup>.

Les travaux de la fouille étaient déjà fort avancés en 1773. Par délibération du 13 décembre de cette année, les Etats de la Province décidèrent qu'il serait fait une vérification du canal par trois directeurs des travaux publics. Une commission fut également nommée, à laquelle les trois directeurs devaient rendre compte, et qui avait aussi pour mission de recevoir les réclamations de l'entrepreneur au sujet des ouvrages non prévus au devis et d'y faire droit dans la mesure où elle les croirait fondées<sup>3</sup>.

Au mois de janvier de l'année suivante, les Etats ordonnaient à nouveau la vérification et prescrivaient que, « quel que fût le résultat, l'entrepreneur serait tenu d'achever dans le cours de cette année tous les ouvrages du canal et que, faute par lui d'y travailler avec célérité, le syndic général de la province était autorisé à y mettre des ouvriers aux frais de l'entrepreneur, selon la teneur du bail<sup>4</sup> ».

Les trois directeurs des travaux publics constatèrent que le canal avait été creusé sur toute sa longueur à la profondeur prescrite, et ils jugèrent que les augmentations s'élèveraient à la somme de 51.860 livres 2 sols et 5 deniers. Ils reconnurent, en outre, qu'il était dû à l'entrepreneur 9.000 livres pour les

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 342.

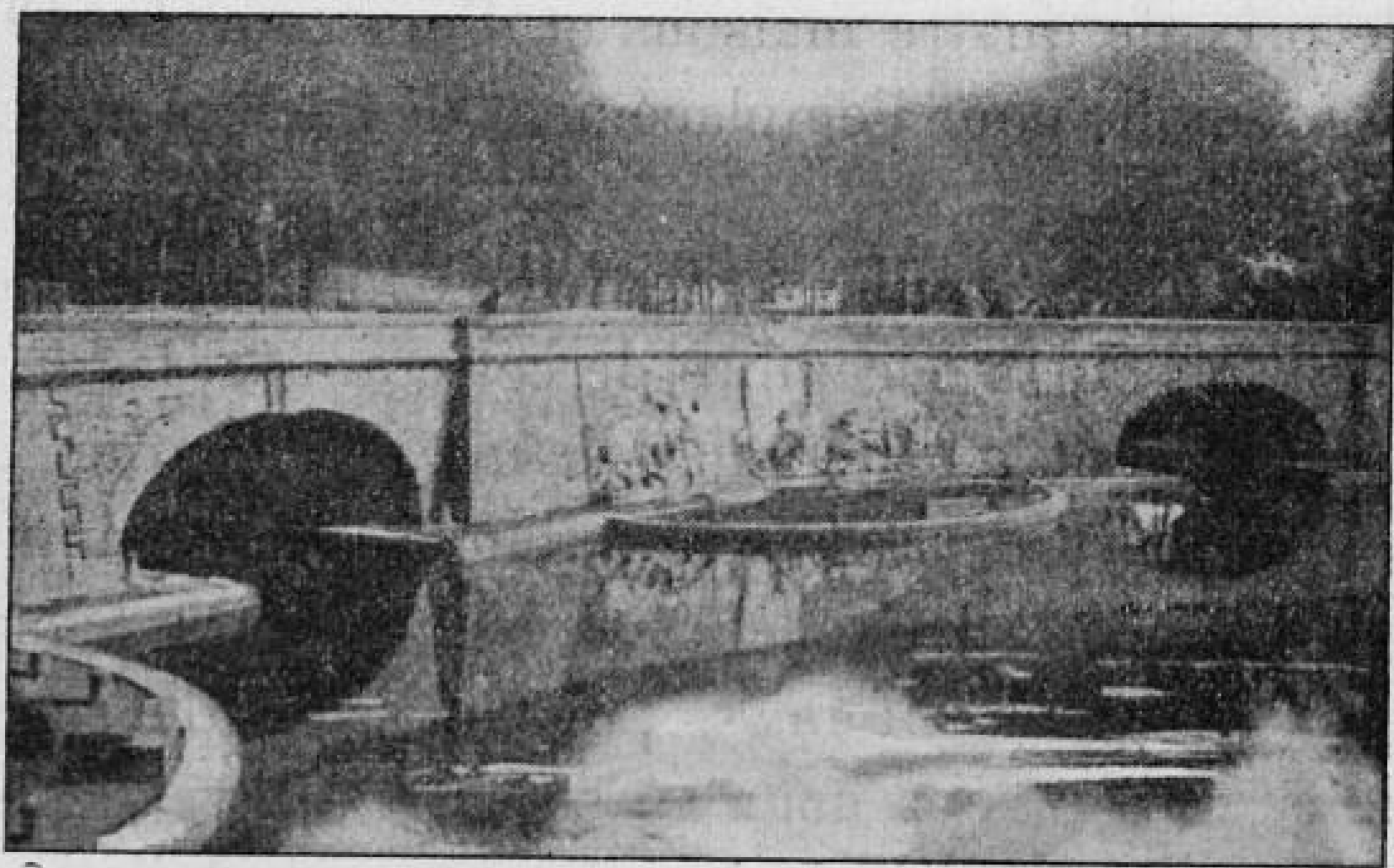
2. Procès-verbaux des Etats, n° 2411.

3. *Ibid.*, séance du 13 décembre 1773.

4. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 342, et Procès-verbaux des Etats.

intérêts des sommes qu'il avait dû avancer et que, par suite, la dépense totale serait portée à 390.850 livres 2 sols et 5 deniers<sup>1</sup>. Ce qui restait dû à l'entrepreneur devait être soldé « en continuant l'emprunt autorisé par arrêt du Conseil du 24 mars 1771<sup>2</sup> ».

On avait déblayé pour la fouille, d'après le toisé général des ouvrages, 21.807 toises cubes 20 pouces de terre, 3.284 toises



LES PONTS-JUMEAUX ET BAS-RELIEF DE LUCAS.

(Cl. Labouche.)

cubes 4 pieds de balme, soit un total de 25.091 toises cubes 4 pieds 8 pouces<sup>3</sup>.

Celui des deux ponts jumeaux sous lequel passe le canal de Languedoc était déjà construit à l'extrémité orientale du grand bassin de l'embouchure ; on bâtit le second en 1774, à l'extrémité du canal Saint-Pierre<sup>4</sup>.

Entre les deux ponts fut ensuite placé le bas-relief allégorique de Lucas, qu'on y admire encore aujourd'hui. Ce bas-relief, en marbre blanc d'Italie, a 16 mètres de long. Au centre de la composition, on voit la province de Languedoc ordonnant au canal de joindre ses eaux à celles de la Garonne. Des génies

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 342.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*



creusent le lit du nouveau canal, tandis que le fleuve lève sa tête couronnée de roseaux. Lucas avait offert de l'exécuter moyennant une somme de 2.400 livres. L'Académie des arts ayant jugé que ce prix n'était pas exagéré, le bail en avait été passé suivant ces conditions, conformément à une délibération prise par les États dans leur session de 1771<sup>1</sup>.

Le 8 novembre 1775, le bail pour la construction d'une maison destinée au commis et au garde-écluse était passé par les Commissaires des États au sieur Fortis, seul adjudicataire, au prix de 10.000 livres<sup>2</sup>.

L'achèvement des travaux devait ensuite traîner pendant quelques mois et l'ouverture définitive de la navigation sur le nouveau canal n'eut lieu que le 14 avril 1776<sup>3</sup>.

Le tarif des péages annexé à l'arrêt du Conseil du 25 juin 1768, ayant occasionné quelques difficultés après l'ouverture de la navigation, fut aboli par un nouvel arrêt, signé au Conseil le 14 février 1777. On y joignit un nouveau tarif qui permettait « aux États de faire lever, au profit de la Province, sur toutes les marchandises qui seraient voiturées sur le canal Saint-Pierre, 2 deniers par quintal; sur tous les autres objets la moitié des droits perçus sur le canal de communication des mers, pour une lieue de trajet, et 15 sols pour chaque radeau sans distinction, sa charge non comprise<sup>4</sup> ».

L'arrêt portait aussi que « Sa Majesté permettait aux États d'établir sur le dit canal, pour la conservation des ouvrages et sûreté d'iceluy, deux gardes à bandouillère dûment assermentés, que Sa Majesté autorisait à mettre à exécution tous mandaments et actes de justice concernant le dit canal<sup>5</sup> ».

Ce canal avait pris le nom de canal Saint-Pierre, ainsi qu'on le constate dans les documents cités, parce qu'il était situé dans le capitoulat de Saint-Pierre. On l'appela par la

1. Procès-verbaux des États, n° 2414.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 342.

3. *Ibid.*, n° 44, f° 43, et Roschach, *Etudes sur le Languedoc*, Chronologie, p. 114.

4. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 44, f° 43.

5. *Ibid.*

suite canal de Brienne, et c'était justice, dit M. de Lahondès.

« L'archevêque Loménie de Brienne présidait les États, remplaçant Arthur-Richard Dillon, archevêque de Narbonne, président-né, alors malade. Il y fut le promoteur des beaux travaux de ce canal, des quais, des ports de la Daurade et de Saint-Pierre, et des larges avenues du faubourg Saint-Cyprien. »

### III.

#### CANAL LATÉRAL A LA GARONNE.

Quoique navigable en aval de la ville de Toulouse, la Garonne n'était pas sans présenter quelques difficultés pour la batellerie, principalement au temps des basses eaux. Pour obvier à cet inconvénient, l'État se résolut à construire un canal latéral à la rivière. Il devait partir de Toulouse et aboutir à Castets, près de Bordeaux. Laissant la navigation entièrement libre sur tous les points du fleuve, il devait traverser le département de la Haute-Garonne, dans la partie comprise entre Toulouse et Saint-Rustice, et passer ainsi dans les communes de Toulouse, Fenouillet, Lespinasse, Novital, Saint-Jory, Grenade, Castelnau-d'Estrétefons et Saint-Rustice.

On commença de remplir les premières formalités dès 1830. Par application du principe d'enquête, consacré par l'article 8 de l'ordonnance royale de 1829, il fallait d'abord, dans chacun des départements intéressés, soumettre le projet à une commission nommée par le préfet.

Sur une invitation du directeur général des ponts et chaussées, le préfet de la Haute-Garonne nomma la commission d'enquête le 27 octobre 1830. Elle se composait de MM. de Malaret, de Saget, marquis de Tauriac, Lignères, Maguès, Arnoux, Pugens, Courtois aîné, Chaptive, Evesque, Estrade et Gabarrou<sup>1</sup>.

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 19. — Par arrêté du préfet du 9 décembre suivant, M. Lacroix, négociant, fut nommé membre

La commission toulousaine consacra plusieurs mois à l'étude du projet et, malgré deux lettres de rappel du directeur général des ponts et chaussées au préfet, elle ne termina ses travaux que le 29 avril 1831.

Par lettre du 16 juin suivant, le préfet faisait connaître au directeur général le résultat de l'enquête à Toulouse. Il était loin d'être favorable. L'opinion de la commission, « à peu près conforme d'ailleurs à celle qu'avaient émise la Chambre de commerce et le Conseil municipal, était que le canal projeté serait d'un faible intérêt pour l'agriculture, et que s'il offrait quelque avantage à l'industrie manufacturière, il porterait un préjudice notable au commerce de la ville ». Le préfet déclarait se ranger à l'avis de la commission, « fondé, disait-il, sur des documents certains et des calculs positifs ». Il lui paraissait préférable d'établir la navigation uniquement sur la Garonne, en faisant exécuter dans le lit du fleuve les travaux d'amélioration nécessaires. Telles étaient au demeurant les conclusions de la commission. Le préfet, en les appuyant, priait le directeur général de les prendre en considération. Ce ne fut pas néanmoins sans quelque hésitation, car il s'était demandé « si la commission n'avait pas été préoccupée par l'esprit de localité et dominée par la crainte que le nouveau canal n'enlevât à Toulouse les avantages que lui procurait le transbordement des marchandises<sup>1</sup> ».

L'enquête avait été sans doute plus favorable dans les autres départements, car la construction du canal fut décidée.

Les formalités préliminaires exigèrent un temps assez long et on ne se mit à l'œuvre qu'après un délai de quelques années. Une loi était d'ailleurs nécessaire et elle ne fut votée que sept ans plus tard. Le roi la promulgua le 3 juillet 1838. L'article 3 du titre deuxième « affectait une somme de 40.000.000 de francs à l'établissement du canal latéral à la Garonne de Toulouse à Castets, avec embranchement sur Montauban<sup>2</sup> ». Le

de la Commission en remplacement de M. de Malaret, et M. Garrigou, fabricant de faux et d'acier, en remplacement de M. Massenet (*ibid.*).

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 19, Lettre du préfet.

2. *Bulletin des lois*, année 1838.



29 décembre était signé le devis des terrassements, concerté entre les ingénieurs Belin et Borrel, pour la partie comprise dans le département de la Haute-Garonne<sup>1</sup>. Des travaux d'étude avaient été exécutés au préalable par l'ingénieur Doin. Celui-ci étant mort dans l'intervalle, la loi du 3 juillet, article 5, alloua à ses ayants-cause, « contre la remise des plans, devis, mémoires, dessins généraux et particuliers » et pour tous frais par lui engagés, une somme de 150.000 francs, ainsi qu'une indemnité spéciale et personnelle de 100.000 francs à ses trois enfants mineurs<sup>2</sup> ».

Le devis des ingénieurs Belin et Borrel fixait la longueur de la section comprise dans le département de la Haute-Garonne à 23 kil. 74 centimètres et le nombre des biefs à dix, dont le total des chutes devait être de 23 m. 40. Le volume général des terrassements était prévu devoir s'élever à 569.342 mètres cubes et les sommes à dépenser à 711.000 francs<sup>3</sup>.

Le 23 février 1839, le Ministre des Travaux publics, de l'agriculture et du commerce approuvait le projet du tracé et des terrassements tel que l'avait présenté l'ingénieur Borrel, avec une seule modification : « la ligne de flottaison inférieure du premier bief devait être fixée à 0 m. 50 (au lieu de 0 m. 40) en contre-bas de l'entretoise supérieure des portes d'amont de l'écluse qui réglait le niveau du bassin de l'Embouchure ». Le directeur général des ponts et chaussées, en annonçant au préfet, le 1<sup>er</sup> mars 1839, l'approbation des devis par le ministre, l'invitait à se concerter avec les ingénieurs, afin de parvenir à l'acquisition des terrains nécessaires le plus tôt possible et l'autorisait à passer les adjudications aussitôt que la mise en possession des terrains à acquérir permettrait de commencer les travaux<sup>4</sup>. D'après le tableau général des surfaces nécessaires, il fallait acquérir 1.350.000 mètres carrés, c'est-à-dire 135 hectares<sup>5</sup>.

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 19.

2. *Bulletin des lois* de 1838.

3. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 19.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

Les acquisitions de terrain eurent lieu sans retard. Les actes de vente portent la date de 1839 du n° 1 au n° 399 et celle de 1840 à 1845 du n° 400 au n° 516<sup>1</sup>. D'après ces actes, à peu près un tiers du terrain fut acheté de gré à gré. Pour les deux autres tiers, un jugement du 5 octobre 1839 en prononça l'expropriation<sup>2</sup>.

L'adjudication des écluses, ponts et maisons d'éclusiers en dix lots eut lieu le 25 mars 1839. Sur une dépense de 1.500.000 francs prévue au devis, il fut fait un rabais de 100.074 francs. Le montant de la dépense, déduction faite des rabais, en 10 lots séparés, s'élevait donc à 1.210.432 fr. 42 qui, avec une somme à valoir de 189.493 fr. 49, portait la dépense à la somme totale de 1.399,925 fr. 91<sup>3</sup>.

L'adjudication des terrassements, divisés en onze lots, eut lieu les 20 et 21 mai 1839. La dépense prévue s'élevait à la somme de 711.000 francs. Le rabais sur les divers lots ayant atteint le chiffre de 36.306 fr. 39, le total de la dépense autorisée fut réduit à 674.693 fr. 61<sup>4</sup>.

Dix ans furent nécessaires pour l'exécution des travaux. Le préfet de la Haute-Garonne n'autorisait en effet l'ouverture de la navigation, à titre définitif, que le 26 décembre 1849, dans la partie du canal comprise entre Toulouse et Saint-Rustice. Le préfet du Lot-et-Garonne l'avait autorisée, dans la section de son département, par arrêté du 10 du même mois et celui de Tarn-et-Garonne, dans la partie comprise dans son département, par arrêté du 4 janvier 1850<sup>5</sup>. Seules les barques n'excédant pas un tirant d'eau de 1 m. 60 étaient admises à circuler sur le nouveau canal<sup>6</sup>.

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasses 20, 21, 22, 23, 24 et 25.

2. *Ibid.*, liasse 19.

3. *Ibid.*, liasse 28.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*, liasse 42, Arrêtés des préfets.

6. *Ibid.*

## IV.

## RACHAT DES CANAUX DU MIDI PAR L'ÉTAT.

Le rachat des canaux du Midi fut pour le commerce, l'industrie et l'agriculture de nos départements du sud-ouest un événement de la plus haute portée. C'était une mesure de justice que réclamèrent longtemps, par l'organe des Chambres de commerce, les populations du Midi désireuses de s'affranchir de l'état d'infériorité où elles se trouvaient, eu égard à celles du nord et de l'est. Elle résulta des conventions passées entre le Ministre des Travaux publics et les Compagnies intéressées le 3 novembre 1896, conventions qu'une loi rendit ensuite définitives.

Dans le nord et dans l'est, le transport par les canaux s'effectuait sans aucune taxe de péage, alors que le tarif kilométrique moyen perçu pour le péage des marchandises était de 0 fr. 041 par tonne sur le canal du Midi et de 0 fr. 0239 sur le canal Latéral<sup>1</sup>. Le Midi se trouvait donc sacrifié et cette inégalité de traitement explique la fréquence des réclamations auxquelles donnait lieu, dans nos départements, une situation aussi anormale. L'Etat lui-même reconnut enfin ce qu'avait d'injuste cette différence de condition et il voulut y porter remède. « La région desservie par le canal du Midi et le canal Latéral, disait le Ministre des Travaux publics, M. Turrel, à la Chambre des députés, a été laissée complètement en dehors des sacrifices que l'Etat a faits pour donner à l'agriculture, au commerce et à l'industrie des moyens de transport à bon marché<sup>2</sup>. »

Il résulte des calculs auxquels se livra le ministre, en étudiant le projet de rachat, que, pour une première période allant de 1859 à 1880, date de l'affranchissement des canaux en

1. *Journal officiel*, Exposé des motifs du projet de loi de rachat de 1897.

2. *Ibid.*



France, si l'on compare ce qu'avaient coûté les transports par la voie ferrée du Midi et sur le canal avec ce qu'ils auraient coûté dans les autres régions de la France, notre Midi avait payé en trop 97.000.000 de francs pour les chemins de fer et 33.000.000 pour les canaux. Pour la période postérieure de 1880 à 1895, nous avons payé en trop 154.000.000 pour les chemins de fer et 26.000.000 pour les canaux, soit un total en trop de 312.000.000<sup>1</sup>.

Les causes d'un tel état de choses remontaient à l'origine même de nos voies ferrées du Midi. En 1852, l'Etat, en même temps qu'il concédait ces lignes à la Compagnie dite du Midi, lui affermait pour le même temps le canal Latéral et plus tard il autorisait cette même Compagnie à prendre à bail, de la Société propriétaire du canal de Languedoc, cette voie navigable de Toulouse à Cette, moyennant un loyer annuel de 710.600 francs<sup>2</sup>. Cette somme représentait les intérêts réservés aux actions. En vertu du bail, la Compagnie du Midi devait payer en outre 32.400 francs pour frais d'administration, l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt de huit mille obligations de 300 francs l'une autorisé par décret du 9 janvier 1856, le montant des pensions dues aux employés du canal déjà retraités, et liquider et payer à l'avenir celles des employés encore en exercice<sup>3</sup>.

Souveraine maîtresse des deux canaux, en même temps que propriétaire de la voie ferrée, la Compagnie du Midi était donc à même, par des tarifs élevés sur les canaux, de ruiner la batellerie et de supprimer ainsi la concurrence de cette dernière à la voie de fer. Elle ne se fit pas faute de profiter d'une telle situation et de maintenir ensuite ses propres tarifs par voie ferrée à un taux élevé.

Il était donc juste que l'Etat prît l'initiative d'une mesure de rachat, ayant pour objet de traiter le trafic du Midi sur le même pied que ceux du Nord et de l'Est, en affranchissant de tout péage le transport des marchandises par les canaux. L'af-

1. *Journal officiel*, Exposé des motifs de la loi de rachat de 1897.

2. Le bail était approuvé par décret du 21 juin 1858. Il fut renouvelé à plusieurs reprises.

3. *Journal officiel*, Exposé des motifs de la loi de rachat.

franchissement complet mettait en jeu trois personnalités bien distinctes dont il fallait sauvegarder les intérêts : la Compagnie des chemins de fer du Midi, la Société héritière de Pierre-Paul Riquet, propriétaire du canal, et l'Etat.

La Compagnie du Midi n'avait aucun avantage à voir modifier la situation existante. Au contraire, la Société propriétaire du canal de Languedoc, qui allait rentrer en possession de ce canal dont le bail expirait le 1<sup>er</sup> juillet 1898, ne pouvait espérer concurrencer la Compagnie du Midi, si celle-ci continuait d'exploiter le canal Latéral. Elle avait donc intérêt à se prêter au rachat. De son côté, l'Etat avait le devoir de ménager le Trésor et ne pouvait d'ailleurs traiter que par un contrat amiable avec les deux autres parties. Restait à trouver par conséquent une combinaison équitable qui sauvegardât les intérêts de chacun. Ce fut l'objet des négociations préliminaires du rachat. Deux convocations, l'une avec la Société du canal de Languedoc et l'autre avec la Compagnie du Midi, en établirent les conditions. La première portait que l'indemnité due par l'Etat à la Société du canal de Languedoc, pour la cession de propriété dudit canal, consisterait en une rente perpétuelle à fixer par une Commission arbitrale<sup>1</sup>, avec cette réserve que le service de cette rente serait racheté par le Trésor, au moyen de dix annuités versées par le Ministre des Travaux publics à la Caisse des dépôts et consignations et fournies par la dette flottante. Par suite de cet accord, l'Etat devenait propriétaire du canal de Languedoc à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1898, et se trouvait substitué à tous les droits et obligations de la Compagnie du canal vis-à-vis des tiers<sup>2</sup>.

La convention avec la Compagnie du Midi devait avoir pour effet de résilier l'affermage dont bénéficiait cette dernière sur le canal Latéral; mais l'Etat, en vertu de l'article 70 de la con-

1. Cette Commission, conformément à l'article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1860, devait se composer de 9 membres : 3 désignés par le ministre des finances, 3 par la Société du canal du Midi et 3 par l'unanimité des 6 membres déjà désignés. L'Etat et la Société s'en remettaient à cette Commission pour le règlement de l'indemnité.

2. *Journal officiel*, Loi de rachat de 1897.

vention de 1852, ne pouvait y prétendre que s'il rachetait en même temps la ligne du chemin de fer, et il ne fallait pas songer à ce rachat, le budget ne pouvant supporter un tel sacrifice. La convention se résuma en conséquence, pour la Compagnie du Midi, à ce que, jusqu'au complet remboursement de la dette, le taux d'intérêt des avances faites ou à faire par l'Etat à la Compagnie serait réduit de 4 % l'an, chiffre fixé par la convention de 1883, à 3 %, la combinaison ne touchant pas au principal de la dette qui devait rester toujours égal au montant des avances faites par l'Etat. En échange, la Compagnie rétrocédait à l'Etat, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1898, le canal latéral, dont la concession ne se serait terminée que le 31 décembre 1960<sup>1</sup>.

Du fait de cette double convention, l'Etat était propriétaire des canaux et la navigation devenait libre, tous les péages tant sur le canal du Midi que sur le canal latéral restant supprimés. De Bordeaux à Cette, le transport des marchandises se trouvait ainsi dégrevé de 17 fr. 50 par tonne.

Après de laborieuses négociations qui font honneur à l'initiative et à l'activité intelligente de M. Turrel, ces conventions furent signées par les parties intéressées le 3 novembre 1896, et le projet de loi les ratifiant était déposé sur le bureau de la Chambre des députés, en vertu d'un décret du Président de la République du 10 novembre suivant. La loi votée ensuite par les deux Chambres fut promulguée le 27 novembre 1897<sup>2</sup>.

1. *Journal officiel*, Loi de rachat de 1897.

2. *Journal officiel* de ce jour.

---



## CHAPITRE VI.

### L'Hers ou les limites de la Grande-Lande au nord et à l'est.

L'Hers et sa vallée. — Sinuosités et mauvais état de son lit. — Fréquents débordements. — Les communautés riveraines sollicitent la suppression des moulins et d'autres mesures de précaution. — Nombreux arrêts et ordonnances restés sans efficacité. — Les questions relatives à l'Hers dévolues désormais à l'Intendant. — Institution des gardes chargés d'ouvrir les vannes des moulins, au temps des grosses pluies. — Estimation des revenus des moulins en 1732. La suppression de plusieurs d'entre eux. — Elargissement et alignement du lit de la rivière. — Réception des ouvrages en 1755. — Suppression des derniers moulins. — Nouveau recreusement général. — La ville s'en décharge sur le diocèse, moyennant 40.000 livres. — Dépense totale des travaux. — Construction du pont de Périole sur le nouveau lit en 1750.

NOTA. — Nous donnons ici une étude *complète* de l'Hers, pour les motifs indiqués au *nota* du chapitre précédent.

L'Hers, du mot latin *Ercium*, *Yrcium*<sup>1</sup>, appelé aussi *l'Hers mort*, prend naissance dans l'arrondissement de Castelnaudary, entre cette dernière ville et Naourouse. Il débouche ensuite, près de Saint-Michel-de-Lassés, dans le département de la Haute-Garonne et pénètre dans la vallée qui a pris son nom, à peu près en face de Villefranche. Là, entre Renneville et Gardouch, il passe sous le canal de Languedoc au moyen d'un pont-aqueduc.

La vallée de l'Hers, depuis Naourouse où elle commence, jusqu'à Croix-Daurade où elle vient se fondre avec celle de la Garonne, a une longueur de cinquante kilomètres environ. La différence de niveau entre ses points extrêmes est à peu près

1. *Cartulaire de Saint-Sernin*. On y lit indifféremment *Ercium*, *Yrcium*, *Ircius*, *Ircium*.

de cinquante mètres, ce qui lui donne une pente moyenne d'un millimètre par mètre.

A l'origine, les coteaux élevés qui encaissent cette vallée sont très rapprochés : celle-ci ne forme guère de Naourouse à Villefranche qu'un sillon étroit, au fond duquel se traîne paresseusement le ruisseau du Marais qui vient se jeter dans l'Hers un peu en amont de Baziège. Au contraire, à l'entrée de celui-ci dans la vallée, cette dernière prend une largeur relativement considérable, deux mille cinq cents mètres environ. C'est cette largeur moyenne qu'elle conserve ensuite jusqu'à Baziège et Montlaur, où elle se rétrécit, pour s'élargir encore et atteindre trois mille mètres avant d'arriver à Toulouse. Elle s'encaisse et se rétrécit à nouveau, à l'est de cette ville, entre les collines de Guilleméry et de Balma.

L'Hers se jette dans la Garonne en face de Grenade, à deux kilomètres de Castelnau-d'Estretetons et à vingt kilomètres de Toulouse.

Depuis son entrée dans la vallée par l'aqueduc de Renneville jusqu'à Madron, l'Hers ne reçoit de droite et de gauche que des ruisseaux sans importance ; mais de là à Saint-Caprais, la Marcassonne, la Saune, la Ceillonne et la Sausse viennent successivement lui apporter le tribut de leurs eaux. En aval et à une petite distance de Saint-Caprais, il a pour affluent le Girou. Ce dernier est le plus important des petits cours d'eau qui se jettent dans son lit. La largeur à peu près uniforme de l'Hers, ses berges élevées au-dessus des champs voisins, les dispositions rectilignes quelquefois très étendues des diverses parties de son lit, comme de Gavardy à Balma dans la Grande-Lande, par exemple, et enfin l'égalité de sa profondeur indiquent que ce lit est presque partout artificiel. L'Hers naturel, l'ancien Hers, était très sinueux. La carte du capitoulat de Saint-Sernin en fournit la preuve, pour ce territoire (voir ch. IV). On peut également s'en rendre compte dans une prairie située sur la rive droite, en aval du pont de Périole. Son propriétaire, M. Théron de Montaugé, a conservé le souvenir de ces méandres sans fin, en respectant une certaine dépression du sol par laquelle se trouve marquée la trace de l'ancien lit.

Ce n'était point là du reste une exception, car l'ingénieur Clapies déclarait dans une lettre du 3 janvier 1729, en parlant de la nécessité d'aligner cette petite rivière, que « par ses sinuosités et ses contours elle avait plus de dix-huit lieues de longueur, depuis l'aqueduc de Renneville jusqu'à son embouchure, tandis qu'elle n'en aurait guère plus de huit si on procédait à son alignement<sup>1</sup> ».

Outre qu'elles gênaient la culture, ces nombreuses sinuosités favorisaient les débordements ; aussi de fréquentes inondations maintenaient-elles la vallée à l'état de prairie marécageuse.

Les eaux restaient basses, il est vrai, la plus grande partie de l'année et, par suite de la faible pente de la plaine, leur courant était aussi très peu rapide, d'où le nom de l'*Hers mort* ; mais la situation se modifiait totalement à la saison des pluies, quand celles-ci venaient à se prolonger. On le voyait alors monter promptement et déborder bientôt avec fracas, rendant vaine de cette sorte la fertilité naturelle de la belle plaine qu'il parcourt.

Pendant le dix-huitième siècle, les plaintes réitérées des communautés riveraines mirent assez souvent les pouvoirs publics, à la sollicitude desquels on faisait appel, dans les plus graves embarras.

Parmi ces communautés, les unes demandaient qu'on diminuât le nombre des moulins construits en travers du cours de la rivière, les autres qu'on les supprimât totalement et sans pitié. Celles-ci désiraient qu'on recreusât son lit et qu'on l'élargît, celles-là en réclamaient l'alignement.

« Par un abus qui s'est glissé dans les siècles passés, dit un Mémoire du temps, on a souffert que des particuliers aient bâti des moulins dans le lit propre de ce ruisseau, et les propriétaires ou meuniers ont porté si loin leur audace qu'ils ont entièrement fermé le cours de l'eau. Les dits meuniers ont élevé leurs moulins, empâtements, bouquiers et épanchoirs, et non contents de ces entreprises, ils font des réserves des dites eaux pluviales

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 910.



dans des prés et champs voisins<sup>1</sup>. » Au moulin de Barthés, le meunier avait fait un réservoir de 120 arpents.

Les mêmes griefs se retrouvent dans un Mémoire collectif des communautés riveraines adressé au roi : « l'Hers, y est-il dit, à sec pendant huit mois de l'année, inonde la campagne pendant les quatre autres<sup>2</sup> ».

Les auteurs de ce Mémoire font observer qu'en bien des endroits le dépôt limoneux avait tellement comblé le lit de la rivière, que « le sol de ce dernier s'en trouvait de quatre pans plus élevé que la superficie des possessions qui l'environnaient ».

Toutes les ordonnances et arrêts avaient toujours eu pour objet « de contraindre les propriétaires des moulins à mettre les meules et les épanchoirs à quatre pans au-dessous de la surface des terres voisines, en baissant les digues et en tenant recurés les béats ou boucquiers<sup>3</sup> ».

L'inapplication de ces règlements continua donc de donner occasion à de nombreuses plaintes. « Pour concourir, disait-on, à la réparation par le recreusement et l'alignement, dont la dépense est infiniment au-dessus de nos forces, nous avons eu le bonheur d'engager les Etats de cette province à nous aider de la somme de 45.000 livres, duquel secours nous sommes redevables aux soins de M<sup>gr</sup> l'Archevêque de Toulouse, dont le zèle généreux s'occupe sans relâche de l'intérêt public; mais la dure obstination des propriétaires des moulins s'est mise au-dessus de nos soins et de tous les arguments de la justice. On dirait que leur opulence et leur crédit leur donnent un privilège supérieur à la force des lois. Loin d'abaisser les meules et les épanchoirs, loin d'élargir et de recreuser les canaux, de même que les bézats et les boucquiers, les meules s'élèvent de plus en plus, les épanchoirs se rétrécissent avec le lit de la rivière et tout va en pis<sup>4</sup> ».

Le Mémoire conclut enfin à la démolition pure et simple des

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 910.

2. *Ibid.*, liasse, 911.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

moulins, démolition que le roi est prié d'ordonner, sauf à en faire rembourser le prix et valeur à leurs propriétaires par les communautés riveraines, suivant leur juste estimation par experts.

Le Mémoire précédent avait réclamé une mesure moins radicale. On y déclarait se contenter de la suppression de la moitié des moulins et de la reconstruction de l'autre moitié sur le bord et non en travers du lit de la rivière. On avait cependant demandé que les épanchoirs fussent fermés par une porte, que les consuls des lieux auraient eu la faculté de faire ouvrir à la moindre menace d'inondation, et que cette porte restât ouverte les dimanches et jours de fête pour que l'eau, coulant avec rapidité, emportât tous les limons des véhats des moulins<sup>1</sup>.

Un troisième Mémoire, adressé à l'archevêque de Toulouse, préconisait comme le meilleur remède le recreusement et l'alignement, aux frais des communautés riveraines et du diocèse, « le recouvrement des fonds nécessaires devant être très aisé, puisqu'ils s'imposeraient avec les tailles<sup>2</sup> ».

Ces mémoires ne portent aucune date, mais ils sont évidemment postérieurs aux ordonnances et aux arrêts relatifs aux réparations du lit de l'Hers, ainsi qu'aux règlements concernant les meules et les épanchoirs, puisqu'ils les rappellent et en réclament l'application.

Le roi et le Parlement s'étaient, en effet, préoccupés depuis longtemps de prescrire diverses mesures de précaution afin d'obvier aux graves inconvénients qui résultaient pour les riverains, soit du mauvais état du lit de la rivière, soit de la situation des moulins, mais ils ne paraissent pas avoir réussi à les faire appliquer. De quelle utilité peuvent bien être des règlements dont on n'assure pas l'exécution ?

Le 13 février 1554, le Parlement rendait un arrêt enjoignant « à tous ceux qui tenaient des terres et des prés le long de la rivière de l'Hers de faire élargir et approfondir le cours et pas-

1. Archives de la Haute-Garonne. série C, liasse 110.

2. *Ibid.*, liasse 910.

sage de l'eau, chacun à l'endroit de ses terres et prés, et aux propriétaires et tenanciers des moulins de réduire les écluses, canaux et paissières (chaussées) d'iceux, à tel état que par ce moyen les chemins, les passages publics et les terrains prochains n'en fussent gâtés, empêchés ou incommodés<sup>1</sup> ».

Le 28 février 1559, le Parlement prescrivait par un deuxième arrêt aux riverains de l'Hers de faire élargir et approfondir ce cours d'eau<sup>2</sup>.

Le 21 février 1560, un troisième arrêt faisait injonction aux tenanciers des moulins d'en élargir et approfondir les canaux, « attendu l'évidence et notoriété des dommages en résultant pour les voisins lors des inondations<sup>3</sup> ».

Le 10 juillet 1568, une Commission du roi Charles IX était aussi adressée au Parlement pour le redressement du lit de l'Hers, lequel, « faute d'alignement et à cause des moulins et des écluses, gâtait fréquemment les récoltes par ses inondations<sup>4</sup> ».

Le 16 novembre 1605, le Parlement enjoignait en particulier aux Capitouls de Toulouse et aux consuls de Balma « de procéder aux réparations du lit de l'Hers et prescrivait que le département des cotisations nécessaires à l'exécution de ce travail aurait lieu dans les six semaines qui suivraient l'arrêt<sup>5</sup> ».

Le 24 février 1640, une ordonnance du grand maître des eaux et forêts de France aux officiers de la Table de Marbre du Parlement de Toulouse prescrivait « de procéder à la vérification, réformation et entretènement de la rivière de l'Hers, et portait qu'il serait pour cela enjoint et fait commandement aux consuls, jurats et administrateurs des villes et villages du ressort de dans quinzaine s'assembler avec leurs prud'hommes et faire la visite et vérification des moulins, chaussées, épanchoirs, glacis et passelis d'iceux et faire réparations qu'il conviendrait pour les réformer, élargir, désencombler et aligner

1. La Roche-Flavin, *Arrêts notables*, et archives de Toulouse, AA 17, 174.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 909.

3. Archives de Toulouse, AA 21, 114.

4. *Ibid.*, AA 16, 127.

5. *Ibid.*, AA 21, 161.



et remettre en leur deu et ancien état, complétant largeur et profondeur <sup>1</sup> ».

Le 3 juin 1679, sur la requête du syndic des propriétaires riverains de l'Hers en la juridiction de Balma et autres limitrophes, M. de Froidour, conseiller du roi, grand maître des eaux et forêts, portait une ordonnance prescrivant aux propriétaires des moulins bâtis sur l'Hers et spécialement à ceux de Balma, Ribaute et Escalquens, « de tenir les chaussées des dits moulins plus basses de 4 pans que le sol des terres voisines <sup>2</sup> ».

Le 24 juillet 1693, M. Le Gras, grand maître des eaux et forêts, rendait également une Ordonnance aux termes de laquelle « tous les propriétaires de fonds et héritages joignant la rivière de l'Hers devaient faire travailler dans quinzaine, chacun en droit soi, aux réparations nécessaires à la dite rivière, et les propriétaires des moulins étaient tenus de donner aux épanchoirs 4 cannes de large et 4 pans de profondeur au-dessous des terres voisines <sup>3</sup> ».

Cette dernière ordonnance fut confirmée, sur la requête du syndic du diocèse, par deux arrêts de la Table de Marbre, l'un du 16 juin 1695 et l'autre du 30 juin 1700. D'après ce dernier, l'ordonnance devait être exécutée selon sa forme et teneur, à peine de 500 livres d'amende et de dommages-intérêts en cas d'inondation <sup>4</sup>.

Deux arrêts du Conseil d'État, l'un du 31 mai 1701 et l'autre du 28 août 1703, confirmèrent à leur tour cette ordonnance <sup>5</sup>.

Le syndic du diocèse, rapporte un mémoire de l'époque, fit bien quelques diligences pour obliger les propriétaires des moulins à les mettre sur le pied des règlements et ordonnances, mais cela n'aboutit à aucun résultat <sup>6</sup>.

Un nouvel arrêt de la Table de Marbre du 26 juin 1713 pres-

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 909.

2. *Ibid.*, liasse 910.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*, liasse 734.

6. *Ibid.*, liasse 910.

crivit l'exécution des précédents et renouvela les règlements en vertu desquels les consuls des lieux étaient tenus de contraindre les particuliers à faire dans quinzaine, chacun en droit soi, le recreusement du lit de l'Hers et les réparations aux moulins, et, à défaut de ce, d'y mettre eux-mêmes des ouvriers et de faire saisir à cet effet les revenus de leurs biens<sup>1</sup>.

Tous ces arrêts, observe l'auteur du Mémoire à l'archevêque déjà cité, de même que toutes ces Ordonnances, restèrent sans effet. « Si l'archevêque, conclut-il, n'a pas la bonté de donner une attention particulière à cette affaire, les choses demeureront en l'état et les débordements continueront à priver la ville de Toulouse et une grande partie du diocèse des fourrages nécessaires à l'entretien des bestiaux. » Les auteurs du mémoire affirment qu'on s'était heurté jusque-là au désagrément d'inquiéter plusieurs personnes de condition, dont il aurait fallu saisir les revenus<sup>2</sup>.

Ce ne fut pas en vain qu'on fit appel à l'intervention de l'archevêque de Toulouse. Celui-ci s'intéressa, en effet, aux riverains de l'Hers à l'assemblée de l'Assiette, et, en attendant de proposer aux Etats de la province une mesure décisive, il fit pourvoir par le diocèse aux réparations les plus urgentes. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1714, on dépensa une somme de 150 livres, ainsi qu'en témoignent les comptes de l'Assiette, à creuser un canal dans la prairie de l'Hers, à Périole. On paya 80 livres à Antoine Gazagne, sur celle de 480, pour le prix du creusement de 80 toises d'un canal près du pont de l'Hers, sur le chemin de Lavaur<sup>3</sup>; 300 livres au même en acompte d'une somme plus élevée à lui due pour le creusement d'un nouveau canal de la rivière de l'Hers, près de la chaussée de Balma; 300 livres au même pour le troisième acompte du prix de son bail relatif à l'excavation dudit canal de l'Hers, près de la dite chaussée, et 300 livres sur une somme de 1.100, à lui due pour la continuation des mêmes ouvrages<sup>4</sup>.

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 910.

2. *Ibid.*, liasse 909.

3. Pont de Périole.

4. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 773.

Enfin le roi, mis au courant de l'état déplorable dans lequel se trouvait la rivière de l'Hers et de l'inefficacité des mesures prescrites par de nombreux arrêts et ordonnances, disposa par un arrêt de son Conseil, le 10 décembre 1726, que toutes les difficultés relatives aux réparations de ce cours d'eau seraient réglées à l'avenir par voie administrative et dévolues à l'Intendant de la province<sup>1</sup>.

La situation allait changer, non cependant sans quelques résistances de la part des intéressés. Mais on était fermement résolu à n'en tenir aucun compte. « Les gens de condition » devaient enfin se soumettre comme tout le monde aux lois et règlements, et ne plus se prévaloir de leur situation pour continuer à méconnaître et à fouler aux pieds les droits et les intérêts des riverains de l'Hers. M. Douvrier, conseiller au Parlement et propriétaire d'un des moulins, en fit un des premiers l'expérience. Il s'était pourvu au Conseil d'État contre le syndic du diocèse, qui voulait le forcer à appliquer les précédentes ordonnances ; le roi lui prescrivit de s'y conformer et le renvoya devant M. de Bernage de Saint-Maurice, intendant de la Province<sup>2</sup>.

Les Etats de la Province, instruits également de la situation, avaient eux-mêmes applaudi à cette mesure et décidé qu'ils contribueraient à la dépense de la démolition des moulins si elle était ordonnée par le roi. L'extrait suivant d'un rapport lu à la session du mois de décembre 1728 montrera combien ils avaient à cœur de s'associer à toute mesure ayant pour objet de mettre un terme à un état de choses aussi malheureux : « Les inondations de l'Hers, y est-il dit, emportent tous les ans de huit à dix mille arpents des meilleurs fonds de la province, ruinant ainsi les habitants de plus de 40 communautés, où elles causent, en outre, des maladies très dangereuses. Les arrêts du Conseil obtenus dès 1701 par les Etats pour faire cesser ces dommages ont été sans effet, parce que les juges de la Table de Marbre qui avaient été chargés de les faire exécuter étaient

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 909.

2. Douvrier était alors propriétaire du domaine de Montblanc.



ou riverains de l'Hers, ou propriétaires des moulins construits sur cette rivière; mais depuis que, par arrêt du Conseil du 10 décembre 1726, cette affaire a été attribuée à l'Intendant, elle a été reprise. L'ingénieur du roi a reconnu qu'il s'agissait d'aligner la rivière de l'Hers, de faire baisser les moulins ou de les détruire au besoin <sup>1</sup>. » Sur le rapport de la commission, qui proposait de contribuer à la dépense pour une somme de 45.000 livres, les Etats votèrent donc cette somme <sup>2</sup>.

M. de Bernage n'avait rien négligé pour fournir à l'assemblée des Etats le moyen de se faire une idée exacte et complète d'une situation à laquelle il avait espéré à bon droit l'intéresser. Dans le relevé général des fonds sujets à être inondés, le capitoulat de Saint-Sernin figurait pour 215 arpents 1 pugnérée et 1 boisseau <sup>3</sup>.

Par une Ordonnance, l'Intendant avait commis le sieur de la Blotière, brigadier des ingénieurs et directeur des fortifications du Languedoc, pour lever le plan et procéder au nivellement de l'Hers. Il lui demandait en même temps un devis estimatif de tous les ouvrages qu'il jugerait nécessaires pour empêcher les inondations <sup>4</sup>.

Enfin, par une autre Ordonnance du 8 décembre de la même année, il autorisait la nomination par le diocèse de *commis-gardes* « pour ouvrir les vannes et pertuis des moulins dans le temps de grosses pluies, en particulier pendant les mois de mars, d'avril, de juin et d'autres, si les crues l'exigeaient, faisait défense aux propriétaires, fermiers des moulins, aux meuniers et autres de les troubler dans l'exercice de leurs fonctions, sous peine de 150 livres d'amende pour la première fois contre les propriétaires, de 30 contre les fermiers et meuniers, et sous plus grande peine en cas de récidive <sup>5</sup> ».

Il n'en devait pas être de l'institution des commis-gardes, en attendant les futurs travaux, comme des précédentes mesures.

1. Procès-verbaux des États.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 2373.

3. *Ibid.*, liasse 910.

4. *Ibid.*, 909.

5. *Ibid.*, 909 et 908.

Ceux-ci furent, en effet, établis et ils exercèrent leurs fonctions à partir de l'année suivante. Leur traitement figure aux comptes de l'Assiette. Ces comptes portent une somme de 335 livres pour l'année 1733, traitement de 13 gardes; une de 385 livres pour l'année 1734, traitement de 15 gardes, et il en est de même jusqu'en 1737. Ces gardes étaient payés à l'année, à raison de 25 livres l'un<sup>1</sup>.

M. de Bernage avait fait établir également un état détaillé de tous les moulins. Cet état porte la date du 8 juin 1732. On y trouve la situation de chacun d'eux, le nom de son propriétaire et le chiffre exact de ses revenus<sup>2</sup>. Le tableau suivant n'est qu'un résumé de cette pièce. A l'exception des deux derniers, tous les moulins étaient à deux meules.

	Noms des moulins.	Noms des propriétaires.	Revenus.
1	Moulin de Casteln.-d'Estrét.	Marquis de Castelnau.	1.600 livres.
2	— de Saint-Jory.....	M <sup>me</sup> de la Capelle....	800 —
3	— de Bruguières.....	M <sup>me</sup> de Roux.....	520 —
4	— de Saint-Auban....	Chapitre Saint-Sernin	340 <sup>l</sup> et 4 paires de volailles et en plus 40 set. de blé à l'hôpital Saint-Jacques.
5	— de Launaguet.....	M. Dureigne.....	500 <sup>l</sup>
6	— de la Cournaudrie <sup>3</sup> .	M <sup>me</sup> de Comynihan...	480 <sup>l</sup> et 18 paires de volailles.
7	— de Lasbordes.....	M. d'Avizard.....	100 setiers de blé.
8	— de Madron.....	M. de Madron.....	80 —
9	— de Labège.....	Collège de Périgord.	22 —
10	— d'Escalquens.....	M. de Nupses.....	70 —
11	— de Deyme.....	M. de Barbereau....	75 —
12	— de Mirabail.....	M <sup>me</sup> de Rochemontels	80 —
13	— de Bazièges.....	M. de Latour.....	600 <sup>l</sup>
14	— de Montesquieu....	Marquis d'Escars....	80 —
15	— de Saint-Rome....	M. Sabatier.....	30 —
16	— Id. (un second)....	M. Rolland.....	70 —
	Soit, en argent, une somme totale de.....		4.840 livres.
	Et, en setiers de blé, 647, à 8 livres le setier.		5.176 —
	Total.....		10.016 livres de revenus et quelques paires de volailles.

5. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 740.

1. *Ibid.*, liasse 911.

3. Ce moulin est signalé dans le cadastre de 1660 comme faisant partie du Capitoulat de Saint-Sernin. Il était donc établi sur le futur territoire de

L'intendant de Bernage porta de nouveau la question de l'Hers devant les Etats à la session de 1736, et on délibéra qu'il serait demandé au roi d'ordonner la démolition des moulins, moyennant indemnité. Les Etats décidèrent, en outre, que, « conformément à la délibération du 11 janvier 1729, il serait imposé, au profit du diocèse de Toulouse, une somme de 45.000 livres pour ce remboursement<sup>1</sup> ».

L'Intendant provoqua, en conséquence, la suppression pure et simple des moulins auprès du Conseil d'Etat, et celui-ci rendit, le 9 octobre 1737, un arrêt à cette fin. Il limita cependant cette mesure et ordonna la suppression des moulins à partir de Villefranche jusqu'à l'endroit que déterminerait l'Intendant.

« Trois cent mille livres, est-il dit dans l'arrêt, paraissent nécessaires pour aligner et recreuser l'Hers et pour supprimer les moulins; il paraît convenable de se borner, pour le moment, à la démolition des moulins et des chaussées depuis Villefranche jusqu'à l'endroit qu'il sera jugé à propos par l'Intendant de déterminer, et les propriétaires seront obligés de les démolir dans le délai de trois mois, à partir de la signification de l'arrêt, moyennant une somme à eux payée par le diocèse de Toulouse, suivant une estimation à faire. Faute par les propriétaires d'avoir satisfait à ce que dessus, ordonne Sa Majesté qu'il sera procédé à cette destruction aux frais et dépens desdits propriétaires, auxquels lesdits frais seront retenus<sup>2</sup>. »

L'arrêt portait, en outre, que le diocèse de Toulouse était autorisé à emprunter pour cet objet 45.000 livres et qu'il serait pourvu au reste de la dépense, pour les deux tiers, par une imposition sur les communautés exposées aux inondations, et, pour le dernier tiers, sur le général du diocèse. L'emprunt des

Croix-Daurade et du côté de Palficat, puisqu'il portait le nom de Moulin de *la Cournaudric*. Il appartenait, à cette époque, à noble Guillaume de Puget. Le cadastre de 1571 le mentionne, et on y lit qu'il confrontait avec les terres de M. de Bernuy, alors propriétaire de Palficat, qu'il appartenait à Guillaume Pagésà, était entouré d'un bois d'un arpent, et payait 2 sols de taille (Arch. de Toulouse, CC, n° 1774).

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 2381.

2. *Ibid.*, liasse 909.



45.000 livres devint inutile par suite de la décision des Etats, qui les avaient mises à la charge de la province.

Avant de donner suite à cet arrêt, l'Intendant commit le sieur Sénés, ingénieur ordinaire du roi, pour procéder, sur l'indication du syndic du diocèse, à la vérification des moulins et au choix de ceux qu'il serait jugé utile de conserver. L'ingénieur, s'étant transporté sur les lieux pour juger en parfaite connaissance de cause, adressa son rapport à l'intendant dans un assez bref délai <sup>1</sup>.

Le 7 juillet 1738, M. de Bernage rendait enfin l'ordonnance portant exécution de l'arrêt du Conseil, conformément au rapport de l'ingénieur Sénés. « Il y aurait inconvénient, disait-il, à détruire tous les moulins, les communautés devant dans ce cas être hors d'état de faire moudre leurs grains. On doit en laisser subsister quelques-uns, et il est à propos de conserver les inférieurs, parce qu'ils sont les moins nuisibles, observant néanmoins d'augmenter leur distance par la destruction des moulins qui sont entre deux, et, en suivant cette proportion, on devra laisser subsister les moulins appelés Davizard (de Lasbordes), Launaguet, Bruguières et Castelnau, lesquels sont non seulement moins nuisibles, mais encore plus utiles que les autres, parce que dans ces endroits il n'y a point de moulin à vent pour y suppléer, au lieu que dans la partie supérieure, depuis Villefranche jusqu'à Toulouse, il y en a un grand nombre et qu'on pourra d'ailleurs en construire sur le canal<sup>2</sup>. » Tous les moulins, sauf les quatre susnommés, devaient donc être démolis.

L'ordonnance de l'Intendant et l'arrêt du Conseil furent signifiés, à la requête du syndic général de la province, aux propriétaires et locataires des moulins à démolir. Les propriétaires étaient sommés de détruire ces moulins dans les trois mois, comme aussi de comparaître devant M. de Comynihan, subdélégué de l'intendant à Toulouse, à l'effet de choisir, sous peine de le voir nommer d'office, un expert chargé de procéder à leur estimation conjointement avec celui du diocèse.

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 188.

2. *Ibid.*, liasses 909 et 188.

Les propriétaires devaient également, dans les trois mois, fournir au subdélégué leurs titres de propriété et baux, pour qu'il fût procédé par l'Intendant, sur les dites pièces, à la liquidation des sommes qui leur seraient dues.

Les experts des propriétaires s'étant trouvés en désaccord avec le syndic du diocèse, le sieur Garipuy fut nommé d'office tiers expert par ordonnance de l'Intendant du 20 février 1739<sup>1</sup>.

Enfin, le 5 mai suivant, M. de Bernage rendait l'ordonnance de liquidation et prescrivait que les propriétaires fussent payés par le diocèse, dès que la démolition serait effectuée<sup>2</sup>.

Les moulins désignés furent, en effet, démolis et les sommes payées figurent aux comptes de l'Assiette de cette même année<sup>3</sup>.

Voici le résumé de l'état de la dépense :

Il fut payé pour :

1 <sup>o</sup>	Le moulin de Bazièges, à M. Desquerre de Lastours..	6.450 livres.
2 <sup>o</sup>	— de Sabartier <sup>4</sup> , au sieur de Sabartier.....	3.530 —
3 <sup>o</sup>	— de Camaret <sup>5</sup> , au sieur Dulor.....	6.340 —
4 <sup>o</sup>	— de Barthes ou Lasbarthes <sup>6</sup> , à la marqu <sup>se</sup> d'Ossun	6.290 —
5 <sup>o</sup>	— de Bigot <sup>7</sup> , à M. Descars.....	6.600 —
6 <sup>o</sup>	— de Madron <sup>8</sup> , à M. de Madron.....	7.438 —
7 <sup>o</sup>	— de Saint-Jory, à la marquise de Rochechouart.	13.580 —
8 <sup>o</sup>	— de Labège <sup>9</sup> , au sieur Lautard,.....	4.777 —
9 <sup>o</sup>	— de la Cournaudric, à M. de Comynihan.....	7.100 —
10 <sup>o</sup>	— de Saint-Rome, au sieur Henry Rolland....	3.530 —
11 <sup>o</sup>	— d'Escalquens, à M. de Nupces, prés. à mortier.	1.200 —
12 <sup>o</sup>	— situé sur le Marais <sup>10</sup> , au sieur Dichy.....	5.500 —

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasses 188, 909 et 2061. —

2. *Ibid.*, liasses 909 et 2061.

3. *Ibid.*, liasse 781.

4. Ce moulin se trouvait à Villenouvelle (Arch. de la Haute-Garonne, série C, liasse 913).

5. Situé à Deyme et Montlaur (*Ibid.*, liasse 912).

6. A Montgiscard (Arch. de la Haute-Garonne, série C, liasse 912).

7. A Montesquieu (*Ibid.*).

8. Appelé aussi des Isards (*Ibid.*).

9. Appelé de Massabrac (*Ibid.*).

10. Appelé d'Encurveiller (*Ibid.*, liasse 913).

lesquelles sommes additionnées et autres frais détaillés au compte de l'Assiette s'élevèrent au total de 75.442 livres<sup>1</sup>.

Il faut ajouter à cette somme celle de 1.292 livres pour la partie du moulin de Labège appartenant aux collégiats de Périgord, qui en étaient copropriétaires avec le sieur Lautard, et celle de 8.210 livres pour la démolition de celui de Saint-Alban, ce qui porta le total définitif, y compris les frais de notaire, d'experts, etc., au chiffre de 84.944 livres<sup>2</sup>.

La suppression de la plupart des moulins ne devait pas suffire, et l'on dut bientôt se résoudre enfin à des mesures plus radicales. L'ingénieur Garipuy, directeur des ouvrages de la province, procéda en conséquence, sur l'ordre de l'Intendant, au mois de septembre 1743, à une nouvelle vérification de la rivière de l'Hers et dressa, le 20 du même mois, un devis détaillé des travaux d'élargissement et d'alignement général. Ce devis fut approuvé par les commissaires ordinaires du diocèse, et ceux-ci prirent, le 7 novembre suivant, une délibération en vertu de laquelle les travaux jugés nécessaires devraient être exécutés dès qu'on en aurait obtenu l'agrément de Sa Majesté<sup>3</sup>.

L'arrêt d'autorisation fut rendu par le Conseil d'Etat, le 18 novembre 1744. Il approuvait le procès-verbal de Garipuy, ainsi que la délibération du commissaire du diocèse, et il statuait que les ouvrages seraient exécutés à la diligence du syndic du diocèse et payés par les communautés riveraines<sup>4</sup>.

L'arrêt était motivé par l'insuffisance de la suppression des moulins et par la nécessité d'élargir le lit de la rivière, afin de le rendre capable de recevoir les eaux des rigoles et contre-canaux parallèles au canal royal de Languedoc. Ces rigoles et contre-canaux venaient d'être recreusés ou construits, en vertu d'un bail du 3 août 1740, et les travaux exécutés s'élevaient, en 1744, à la somme de 39.175 livres qui fut payée par le diocèse et l'administration du canal. Pour faire écouler les eaux

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 781.

2. *Ibid.*, liasse 911.

3. *Ibid.*, liasse 915.

4. *Ibid.*, liasse 909.



des propriétés riveraines du canal et les empêcher de passer par-dessus ses francs-bords, on avait été obligé de donner à ces rigoles et contre-canaux une profondeur plus grande que celle de l'Hers où ils devaient néanmoins se déverser. Il était donc indispensable, sous peine d'avoir à subir des inondations périodiques, de procéder sans retard au recreusement et à l'alignement de l'Hers<sup>1</sup>.

Le bail de tous les ouvrages à exécuter au compte du diocèse fut passé le 12 février 1745 en faveur du nommé Brayse par M. Charlary, syndic du diocèse, conformément à une délibération des commissaires de l'Assiette du 19 décembre 1744<sup>2</sup>. Tous les ouvrages devaient être effectués dans l'espace de quatre années, à compter du 12 février 1745<sup>3</sup>.

Il fut impossible d'achever une œuvre aussi considérable dans les délais fixés et on dut travailler très activement pendant cinq années, c'est-à-dire jusqu'en 1750. A cette date, la dépense s'élevait déjà à 326.721 livres, sans compter ce que la ville de Toulouse eut à payer de son côté, pour les travaux exécutés dans le gardiage et pour la construction du nouveau pont de Périole, qui avait lieu cette même année<sup>4</sup>. La suspension des Etats occasionna alors et rendit nécessaire celle des travaux et ceux-ci ne purent reprendre que le 7 avril 1753<sup>5</sup>.

A partir de ce moment, on travailla encore pendant deux années et la réception de tous les ouvrages eut lieu le 15 mai 1755. Ceux-ci n'étaient pas, il est vrai, tout à fait achevés. Les travaux se poursuivirent sur quelques points restés en souffrance et l'on s'occupa de construire les ponts. Une nouvelle somme de 151.287 livres fut encore employée à ces divers ouvrages<sup>6</sup>.

L'adjudication des ouvrages de recreusement et d'alignement, pour la partie de l'Hers située dans le gardiage de Toulouse, eut lieu le 22 mars 1746. Jean Barreau dit Combes fut le

1. Archives de la Haute-Garonne, liasse 916.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, liasse 915.

4. Archives de Toulouse, liv. des Commissions, BB 134, p. 31.

5. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 916.

6. *Ibid.*

dernier moins disant au prix de 28 sols la toise cube, il resta adjudicataire. Il fallait exécuter les divers travaux « suivant alignement, piquettement et nivellement donnés par le sieur Garipuy, directeur des travaux publics de la province », et tous les ouvrages devaient être terminés dans les dix-huit mois<sup>1</sup>. Une moins dite fut faite plus tard, à 25 sols la toise cube, par Jean Lajoux, et Combes fut mandé au petit Consistoire pour moins dire encore, s'il désirait rester adjudicataire. Celui-ci se désista purement et simplement de son bail. Une nouvelle enchère ayant été fixée au 13 avril et personne ne s'étant présenté, le bail fut délivré à Lajoux<sup>2</sup>, dont M. Redon de Bonrepos se porta caution<sup>3</sup>.

Le devis comprenait entre autres ouvrages :

Une coupure de 150 toises de longueur, depuis le pont de Beaudon jusqu'au bois de Palficat ;

Une coupure de 70 toises dans le bois de Palficat et dans un pré de M. de Comynihan (moulin) ;

Un alignement de 150 toises du bois de Palficat au pont de Velours (Saint-Caprais) ;

Un alignement de 100 toises après le pont de Velours.

Quant aux travaux à exécuter après l'embouchure de la Sausse et à ceux qui devaient être faits de compte à demi par la ville et le diocèse, dans la partie du gardiage qui confine au territoire de Balma en amont du pont de Périole, il en est question dans le passage suivant du devis. « Depuis l'embouchure de la Sausse jusqu'à celle du ruisseau de Balma, il y a une ligne droite de 1860 toises de longueur, savoir 774 toises jusqu'à la chaussée de Périole et 1086 toises depuis Périole jusqu'au ruisseau de Balma. La première partie du lit actuel de l'Hers entre la Sausse et le chemin de Périole est en entier dans le gardiage, et il convient de faire un alignement sur toute cette longueur pour éviter le grand nombre de détours que fait la rivière dans cette étendue<sup>4</sup>. »

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 189, devis, et liasse 184.

2. *Ibid.*, liasse 189.

3. *Ibid.*, liasse 184.

4. *Ibid.*, liasse 915.

Il n'est pas question dans ce passage du devis de l'alignement à effectuer entre le pont de Périole et le ruisseau de Balma, et cependant on en indiquait la longueur quelques lignes plus haut. Serait-ce qu'un tel alignement n'entraît pas dans les prévisions du moment? Non, sans aucun doute; mais comme cette partie de l'Hers concernait à la fois le diocèse et la ville de Toulouse, on n'avait point à s'en occuper dans un devis spécial aux travaux du gardiage. Il est certain d'ailleurs que cet alignement fut commencé en octobre 1746<sup>1</sup> et que les travaux se poursuivirent ensuite, comme dans les autres parties du cours de la rivière. Il ne pouvait du reste en être autrement car, au nombre des déclarations par lesquelles les consuls des communautés riveraines faisaient connaître en 1745 la longueur du lit de l'Hers à recreuser ou aligner, figure celle des consuls de Balma indiquant un alignement de 1.300 cannes de longueur, entre le pont de Périole et celui de Lasbordes<sup>2</sup>.

D'autre part, les pièces relatives à un procès intenté par la table des obits de Saint-Etienne en 1750 à l'entrepreneur des ouvrages de l'Hers nous permettent d'affirmer que les travaux prévus avaient été exécutés et qu'il n'en restait plus qu'une coupure à faire au-dessus du pont de Périole. On y constate cependant que les ouvrages étaient alors en si mauvais état, qu'ils avaient causé des débordements, au sujet desquels la table des obits réclamait des dommages<sup>3</sup>.

Une déclaration de M. Garipuy du 1<sup>er</sup> septembre 1748 établissait que les ouvrages exécutés au lit de l'Hers étaient conformes au devis, mais qu'il n'en était pas ainsi de ceux concernant le gardiage. Il y faisait remarquer notamment « que la grande coupure de Périole, qui avait environ 1.800 toises de longueur (par conséquent il y comprenait la partie en amont du pont) n'avait guère que la moitié de la profondeur nécessaire<sup>4</sup>. »

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 2061.

2. *Ibid.*, liasse 915.

3. *Ibid.*, liasse 189.

4. *Ibid.*, liasse 915.



De son côté, le syndic du diocèse demandait cette même année à l'Intendant de mettre en demeure les capitouls d'exécuter le travail qui restait à faire à cette coupure, et celui-ci ordonnait, le 31 août 1748, aux dits capitouls de faire recreuser le lit de l'Hers à Périole et d'y faire construire un pont dans le délai de trois mois<sup>1</sup>. Cela suppose évidemment que le nouveau lit était creusé, quoique insuffisamment encore, en amont de ce pont.

Enfin, les sommes payées à l'entrepreneur pour les travaux exécutés entre le pont de Périole et celui de Balma, de cette année à l'année 1751, attestent que les travaux restant à faire avaient été effectués<sup>2</sup>.

Une relation de Garipuy du 6 septembre 1659, collationnée le 12 février 1762, témoigne d'ailleurs d'une manière expresse que cette partie de la grande coupure était achevée comme toutes les autres. On y lit à l'article 3 : « La profondeur sous le pont de Périole au mois de juillet 1755 était de 12 pieds 4 pouces ; la profondeur actuelle est de 13 pieds 3 pouces. Nous avons trouvé aussi sous le pont de Velours 15 pieds de profondeur, tout comme au mois de juillet 1755. Il suit de ces observations que la rivière de l'Hers, *depuis le pont d'Aygua (Balma) jusqu'à l'extrémité inférieure du gardiage, n'a besoin que d'être entretenue dans l'état où elle se trouve*<sup>3</sup> ». Les travaux avaient donc été effectués du pont de Périole à celui de Balma comme dans le reste de la coupure.

La réception *définitive* de tous les travaux de l'Hers eut lieu le 23 juillet 1755<sup>4</sup>. Il restait néanmoins quelques travaux complémentaires qui furent exécutés par la suite, de même que « des recreusements à faire, des coupures à ouvrir, des moulins à détruire<sup>5</sup> », ainsi que s'en exprime un devis ultérieur du 20 avril 1764.

On reprenait les travaux de temps à autre, mais surtout quand la nécessité s'en imposait d'une façon plus impérieuse.

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 916.

2. Archives de Toulouse, CC, n° 1527, pièce 229.

3. *Ibid.*, DD 35, Relation de Garipuy sur l'état de l'Hers.

4. Archives de la Haute-Garonne, liasse 915.

5. *Ibid.*, série C, liasse 916.

C'est ainsi qu'en vertu d'une ordonnance de l'Intendant du 18 novembre 1764, les capitouls faisaient recreuser et élargir le lit de l'Hers, suivant les dimensions données, à partir du pont de Lasbordes, en remontant jusqu'à l'extrémité du gardiage<sup>1</sup>.

Les comptes de la ville et les pièces à l'appui témoignent du fait de ces divers travaux. Ainsi, on payait en 1765 une somme de 2.500 livres à l'entrepreneur Loreau pour un tel objet, de même que celle de 4.570 livres au sieur Boyé<sup>2</sup>. Les comptes de 1766 portent en dépenses, pour des travaux de cette nature, une somme de 5.134 livres payée aux entrepreneurs Loreau et Benazet<sup>3</sup>. Ceux de 1767 établissent que 310 livres furent encore payées à ces derniers, pour le même ouvrage, ainsi qu'une somme de 1.190 livres à Taron et celle de 3.288 livres à Gleyzes<sup>4</sup>. Enfin, ils accusent en 1768 une dépense de même nature s'élevant à la somme de 582 livres payée à Gleyzes et une autre de 300 livres payée à Ségal<sup>5</sup>.

Les comptes de l'Assiette portent également en dépense diverses sommes payées pour pareils travaux dans les années 1766 et 1767<sup>6</sup>.

Il n'aurait pas suffi d'effectuer de tels ouvrages, il fallait en garantir la conservation. Des mesures de rigueur s'imposèrent bientôt à l'égard des personnes qui compromettaient la sécurité des récoltes dans les champs voisins, en dégradant les francs-bords de la rivière et en y faisant des brèches par lesquelles, au temps des crues, pouvaient plus facilement se produire les débordements. On en était même venu en certains endroits jusqu'à cultiver ces francs-bords. Ils devenaient par là moins résistants et ils s'abaissaient à mesure que la terre était ainsi remuée.

Un arrêt du Conseil d'État en date du 6 septembre 1767 fit « très expresse défense et inhibition à toute personne, de quel-

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 916.

2. Archives de Toulouse, CC, n° 1070, Comptes.

3. *Ibid.*, n° 1071.

4. *Ibid.*, n° 1072.

5. *Ibid.*, n° 1073.

6. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 405.

que qualité et condition qu'elle pût être, de cultiver ces francs-bords et terriers, et à tous bergers et gardiens de troupeaux d'y mener paître aucun bétail, à peine de contravention de 300 livres d'amende<sup>1</sup> ».

Il résulte du procès-verbal d'une vérification qui avait eu lieu quelques mois avant cet arrêt, que les ouvrages de l'Hers étaient pour ce motif « dans le plus grand désordre et que les dommages étaient parvenus à tel point, que les prairies et possessions contiguës à ladite rivière se trouvaient exposées de nouveau à être sablées et submergées, à la plus petite crue, par la multiplicité des brèches que les bestiaux avaient faites sur les francs-bords et terriers<sup>2</sup> ».

Les quelques moulins qu'on avait conservés devinrent à leur tour l'objet de plaintes nombreuses de la part des communautés riveraines, qui en sollicitèrent bientôt la suppression. C'est sur une plainte de ce genre que le moulin de M. d'Avizard (Lasbordes), président à mortier au Parlement, avait été démoli en 1759, après entente sur le prix et l'indemnité entre son propriétaire et M. de Peyte, seigneur de Montcabrié, syndic du diocèse<sup>3</sup>. La somme que nécessita cette suppression fut payée un tiers par le diocèse et les deux autres tiers par la ville de Toulouse et les communautés riveraines. Restaient encore trois moulins : celui de Castelnau-d'Estrétefons, celui de Bruguières et celui de Launaguet. Ces deux derniers furent sacrifiés tout d'abord.

L'acte d'accord pour la démolition du moulin de Launaguet intervenu entre M. du Règne, son propriétaire, et M. Bezaucèle, syndic du diocèse, fut passé le 11 septembre 1771. Le moulin avait été estimé à la somme de 17.250 livres, mais, par suite d'importantes réparations faites depuis, ce chiffre fut porté, avec l'indemnité, à 30.000 livres<sup>4</sup>.

Le moulin du Petit-Paradis, à Bruguières, appartenant à la

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 34.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, liasse 913.

4. *Ibid.*



comtesse de Lascaris-Vintimille et au marquis de Bard-Castelnau son frère, fut estimé d'un commun accord au chiffre de 18.242 livres<sup>1</sup>; mais l'indemnité en porta la dépense à 25.000 livres<sup>2</sup>. Un tiers du prix fut payé par le diocèse et les deux autres tiers par la ville de Toulouse et les communautés riveraines. La part contributive de la ville qui avait été votée par avance le 11 mai 1771, sur le pied de cette répartition, s'éleva à la somme de 14.866 livres 12 sols 5 deniers<sup>3</sup>.

Restait le moulin de Castelnau. En 1769, M. Richard, premier consul de Saint-Jory et autres lieux, dans un mémoire adressé au syndic Bezaucèle, avait signalé la chaussée de ce moulin comme une des principales causes des débordements de l'Hers à cette époque<sup>4</sup>. On essaya donc de négocier le rachat, mais la somme demandée fut jugée trop importante, et on renonça à la suppression du moulin. On espérait, d'ailleurs, pouvoir y suppléer au moyen d'ouvrages considérables qu'on exécutait alors à la chaussée de ce moulin. Ceux-ci se poursuivirent sous la direction de MM. Garipuy et Faget, directeurs des travaux publics de la Province, conformément à un devis approuvé par les commissaires du diocèse le 12 novembre 1770 et par les États de Languedoc le 5 janvier 1771; mais une inondation survenue le mois suivant emporta les digues du moulin et fit suspendre les travaux<sup>5</sup>.

L'occasion parut favorable pour tenter à nouveau l'achat du moulin. Cependant sa suppression ne pouvant être décidée qu'à l'assemblée des États de 1772, les commissaires du diocèse demandèrent qu'on sursît jusqu'alors à la reprise des travaux en cours. MM. Garipuy et Faget s'étant rendus sur les lieux, se livrèrent à un sérieux examen, duquel devait dépendre la solution à intervenir.

La suppression pure et simple, malgré le chiffre élevé de la dépense, ne valait-elle pas mieux, en réalité, que les répara-

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 913.

2. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 7 mai 1771.

3. *Ibid.*

4. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 913.

5. *Ibid.*

tions qu'on était en train d'effectuer à la chaussée ? Tel fut le sentiment des deux ingénieurs<sup>1</sup>. Les États votèrent en conséquence la suppression de ce moulin. De son côté, l'assemblée de l'Assiette approuvait le 22 mai 1774 le traité provisoire intervenu entre l'archevêque et les copropriétaires, M. de Lascaris agissant au nom de sa femme et M. le marquis de Castelnau son beau-frère, à raison de 82.000 livres.

La ville de Toulouse, invitée à adhérer à cet accord, devait contribuer à la dépense pour la somme de 22.164 livres, à laquelle revenait sa quote-part, calculée sur le pied des répartitions antérieures. Elle accepta encore généreusement et le Conseil de bourgeoisie vota cette somme dans sa séance du 25 avril 1775<sup>2</sup>. Le 1<sup>er</sup> avril 1776 le diocèse était autorisé à imposer la somme nécessaire au paiement des intérêts de l'indemnité accordée au marquis de Castelnau<sup>3</sup>.

Pendant qu'on négociait ainsi assez longuement au sujet de ce moulin, on creusait à Périole deux coupures dans la prairie, afin de garantir la chaussée qui mène au pont de l'Hers. Elles étaient destinées à conduire les eaux à une nause établie antérieurement et dont nous avons déjà signalé la construction. Cette nause allait se dégorger dans la rivière, un peu en aval du pont. On construisait en même temps un pont sur une brèche faite à la chaussée par la dernière inondation. Ces travaux, votés par le Conseil de ville le 24 juillet 1773, coûtèrent une somme de 3.065 livres<sup>4</sup>.

Ces sortes d'ouvrages s'exécutaient un peu partout, selon les besoins du moment, car on se trouvait à la période de perfectionnement et d'achèvement des grands travaux exécutés vingt ans auparavant. De sérieux accidents s'étaient d'ailleurs produits sur plusieurs points par l'effet de nouvelles inondations. Les ouvrages qui avaient été exécutés avec moins de soins avaient surtout souffert et nécessitaient des réparations relati-

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 913.

2. Arch. de Toulouse, Livre des Conseils.

3. Roschach, *Etudes sur le Languedoc*, chronologie, p. 114.

4. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 24 juillet 1733, et série DD, n<sup>o</sup> 13, Devis.

vement importantes. Le lit de la rivière s'était même envasé et on parlait déjà d'importants travaux, qu'on prévoyait devoir s'imposer à bref délai.

Il s'agissait d'un nouveau recreusement général moins important, il est vrai, que le précédent, mais néanmoins fort dispendieux.

Le Conseil de ville s'était déjà occupé de la question le 7 septembre 1772. M. Prévot, commissaire-rapporteur, lui avait exposé que, « lors de la dernière vérification, les ingénieurs avaient décidé de faire un nouveau recreusement général dont la dépense devait s'élever à 99.500 livres ». La ville devait en supporter la moitié et assumer, en outre, l'obligation de pourvoir à l'avenir, également par moitié, aux frais d'entretien. Après les nombreux sacrifices qu'on s'était déjà imposés, on hésita tout d'abord. Il en coûtait de se résoudre à de nouvelles et si importantes dépenses, et on sembla vouloir éluder la question. Cependant, en dépit des nombreuses oppositions qui se manifestèrent et malgré les observations des capitouls, qui soutenaient « que les seuls riverains devaient supporter les frais occasionnés par de tels travaux », le Conseil de ville reconnut que la question ayant été mise à l'étude, il y avait lieu de la résoudre sans délai. Elle le fut et même plus favorablement que la discussion ne permettait de l'espérer.

La ville avait déjà fait offre à l'archevêque d'une somme de 30.000 livres si le diocèse voulait se charger du surplus. L'archevêque trouvant ce chiffre insuffisant n'avait pu accepter et il demandait 40.000 livres payables en quatre annuités. Le Conseil de ville décida qu'il y avait lieu d'accorder au diocèse les 40.000 livres, mais se réserva de les verser en six annuités au lieu de quatre. Il mit aussi pour condition à cet accord que la ville de Toulouse serait à perpétuité dégagée de toute obligation au sujet de la partie de l'Hers située sur son territoire<sup>1</sup>. Le diocèse accepta ces propositions et l'accord fut ratifié sur ces bases par l'assemblée de l'Assiette le 14 avril 1774<sup>2</sup>.

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 7 septembre 1772.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, nos 921 et 953.



La ville fut fidèle à ses engagements et ses livres de comptes attestent qu'elle paya pendant six années 6.666 livres<sup>1</sup>. Le dernier paiement figurait aux comptes soumis à l'approbation de l'Intendant en 1780<sup>2</sup>.

Il existe aux archives de la Haute-Garonne divers devis relatifs à des travaux exécutés par la suite sur l'ensemble du lit de l'Hers ou sur des points particuliers. Il serait peu intéressant de les faire connaître ici; on les trouverait au besoin à la série C, n<sup>os</sup> 921 et 924, des archives départementales.

Une récapitulation générale des sommes employées aux divers ouvrages de l'Hers, y compris les intérêts des sommes empruntées et frais de toute nature, de 1738 à 1769, et un état détaillé de la part respective payée par le roi, la province, le diocèse et les trente-sept communautés riveraines établit que la dépense totale s'éleva à 974.134 livres 13 sols 5 deniers, dépassant de beaucoup le chiffre prévu. Sur cette somme, le roi avait donné 208.792 livres 10 sols 5 deniers; la province, 45.000 livres; le diocèse, 391.626 livres 17 sols 2 deniers, et les communautés riveraines 336.946 livres 1 sol 9 deniers. Sur ces diverses sommes, le receveur de l'Assiette accusait, le 22 mai 1669, un reliquat de 8.230 livres 15 sols 11 deniers<sup>3</sup>.

Si l'on ajoute au chiffre total de la dépense ce qu'exigea depuis 1769 la démolition des derniers moulins, la somme nécessitée par le nouveau recrutement général et ce qu'on employa pour travaux d'ensemble ou particuliers jusqu'en 1781, on dépasse de beaucoup 1 million de livres.

L'alignement de l'Hers dans le gardiage du capitoulat de Saint-Sernin avait nécessité la reconstruction du pont de Périole, la rivière ayant été portée un peu plus loin vers l'ouest. Cette construction eut lieu en 1750 (Voir ch. vii). Le pont de Velours, au contraire, fut maintenu, car il se trouvait dans l'alignement prévu (Voir ch. xii, plan du Pré de Saint-Caprais). Ces deux ponts vont faire l'objet du chapitre suivant.

1. Archives de Toulouse, Comptes de 1774 et suivants.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 419.

3. *Ibid.*, liasse 916.

---

## CHAPITRE VII.

### Deux ponts sur l'Hers dans le gardiage du Capitoulat de Saint-Sernin.

- I. — Pont de Périole, appelé anciennement de Saint-Hilaire ou de Négue-Roumieu. — Inféodation de 1282. — Communautés assujetties aux droits de pontanage. — Nature et quotité de ces droits. — Tenanciers successifs. — Les de Bertier péagiers du pont de 1549 à 1750. — Le roi les met en demeure de justifier par titres de leurs droits. — Suppression de tout péage par Louis XV en 1750. — Construction d'un nouveau pont cette même année. — Le pont actuel.
- II. — Pont de Croix-Daurade ou de Saint-Caprais, nommé primitivement de Montazalguier ou Yzalguier et plus tard de Velours. — Tenanciers du pont depuis 1282. — Peu de documents. — Diverses usurpations. — Faibles revenus. — Consulats et métairies assujettis au paiement du droit de pontanage. — Nature et quotité des redevances annuelles. — Reprise de possession par la ville. — Fermiers et fermages. — Le pont actuel.

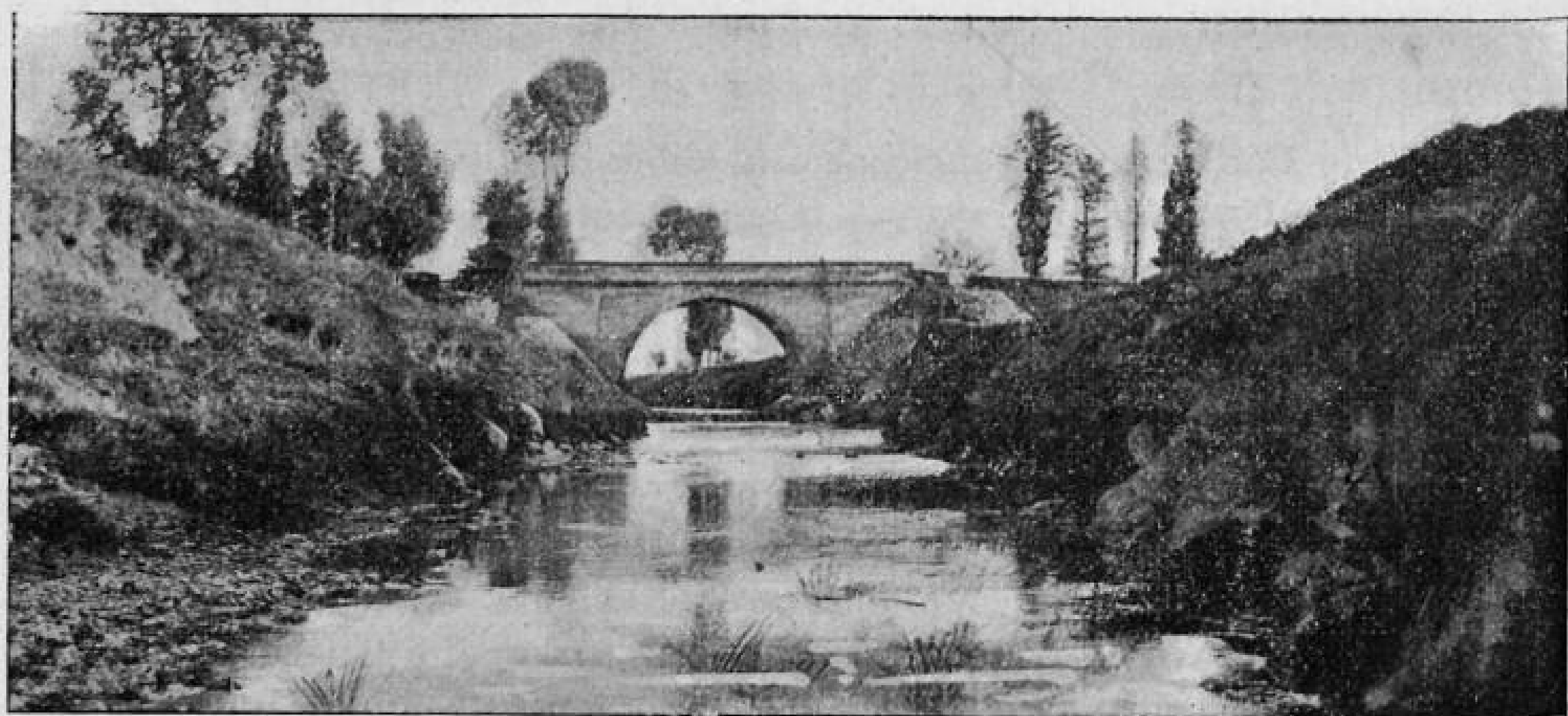
1. *Pont de Périole appelé anciennement de Saint-Hilaire ou de Négue-Roumieu et plus tard de Montrabe.* — Au treizième siècle, le pont de Périole était appelé pont de Saint-Hilaire ou de Négue-Roumieu. Il prit plus tard le nom de pont de Montrabe et enfin celui de pont de Peyriole ou de Périole. C'est ce dernier nom qui lui est resté. Il est établi sur l'Hers, à la traversée de la route de Toulouse à Lavaur, par Montrabe.

Le plus ancien document que nous connaissons, dans lequel ce pont est appelé de Saint-Hilaire ou de Négue-Roumieu, Négueromieu, est une charte de 1282<sup>1</sup>. Dans une autre charte 26 octobre 1422<sup>2</sup>, portant ratification d'une donation de ce

1. Archives de Toulouse, Pièces non classées.

2. *Ibid.* Cahier *Pont de Négue-Roumieu*, titre II, et charte également non classée, dont la pièce précédente n'est qu'une copie.

pont à cause de mort, les noms de Saint-Hilaire et de Négue-Roumieu semblent s'appliquer à deux ponts; mais la charte antérieure de 1282, de même que des documents postérieurs, désignent unanimement par ces deux noms un seul et même pont. On peut expliquer cette divergence, ou bien par une erreur de rédaction du notaire qui, se référant à un titre antérieur, n'aura pas pris garde que les deux noms s'appliquaient à un pont unique, ou bien par le fait de la reconstruction du



PONT DE NÉGUE-ROUMIEU OU DE PÉRIOLE.

(Cl. de M. G. Donat.)

vieux pont. Celle-ci étant devenue nécessaire, on aura maintenu le vieux pont pour la commodité des passants durant la construction du nouveau, et, ayant ensuite négligé pendant quelque temps de le démolir, il aura existé à côté de ce dernier, à l'époque de la rédaction de l'acte, ce qui aura permis au notaire de parler de deux ponts.

Quoi qu'il en soit de ces explications, il est bien certain que les noms de Saint-Hilaire et de Négue-Roumieu s'appliquent à un seul et même pont, qu'on nomma plus tard de Montrabe et enfin de Périole. Les différents textes que nous allons étudier l'établissent absolument. Ce pont se trouve ainsi identifié avec certitude.

Le nom de Saint-Hilaire précéda-t-il celui de Négue-Roumieu? Il n'y a pas d'exemple dans les nombreux documents que



nous possédons que le nom de Saint-Hilaire ait jamais désigné à lui seul le pont auquel il s'appliquait. On l'emploie toujours avec celui de Négue-Roumieu ou Négueromieu. Celui-ci, au contraire, persista seul plus tard, et c'est sous cette dénomination unique que le pont se trouve désigné dans le cadastre de 1478, au « *molon que es dela le fleuve de Lers tirant vers Montredon*<sup>1</sup> ».

Dans la copie d'un rôle relatif aux droits de pontanage, du 25 juillet 1493, on déclare que ce pont « *est assis sur la ribiero de Lers al camy que va de Tolose à Montrabe*<sup>2</sup> ».

Ces deux textes nous fournissent déjà une preuve décisive : Le pont de Négueromieu est le pont de l'Hers au moulon de la Roaïsse, sur le chemin de Montrabe. Il n'est donc pas autre que celui de Périole, qui est également sur l'Hers au chemin de Montrabe, dans le même moulon.

Au surplus, la carte du gardiage du capitoulat de Saint-Sernin (voir ch. iv) porte à la fois ces deux noms : « *Pont de Négue-Roumieu ou pont de Périole*<sup>3</sup> », et elle indique ce pont au vingt-neuvième moulon, qui n'était autre alors que celui de la Roaïsse.

Pourquoi le pont de Périole fut-il nommé primitivement de Saint-Hilaire ou de Négueromieu? Nous ne saurions motiver en aucune manière le premier de ces noms ; quant au second, nous en sommes réduits à une simple conjecture que nous soumettons au lecteur.

Le mot *Romieu* signifie pèlerin<sup>4</sup> et le mot *Négue* en langue romaine veut dire qui se noie. *Négue-Roumieu* ou *Négueromieu* signifierait donc *pèlerin qui se noie, pèlerin noyé*.

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623.

2. Archives de Toulouse, pièces non classées, cahier *Pont de Négue-Roumieu*, titre IV.

3. Archives de Toulouse, carton de plans.

4. Du Cange, *Glossarium*, au mot *Romeus* : *Romipeta*, pèlerin à Saint Pierre de Rome. Ce mot fit, plus tard par extension, *Romeux*, pèlerins en général : *Nec tantum qui Romam peregrinationem instituunt, sed quivis peregrini ita appellati.* » « *Arrivo un Romeo que tornavo de sancto Jacobo* ». Un pèlerinage s'appelait *Roumiatge*.

Quelque pèlerin traversant l'Hers à l'endroit du pont, avant ou après la construction de ce dernier, s'y sera noyé ou bien aura été jeté dans la rivière par des malfaiteurs, et depuis ce moment on aura donné ce nom au pont ou au quartier lui-même, par allusion à ce fait.

Cette explication du nom de Négueromieu suppose que Toulouse aurait été autrefois un lieu de pèlerinage et qu'on y serait venu en dévotion à quelque sanctuaire. En était-il ainsi? Aucun doute n'est possible à ce sujet. Tous ceux qui ont quelque connaissance de l'histoire de notre ville savent qu'au Moyen-âge on venait de loin à Saint-Sernin, pour y vénérer les reliques dont quelques princes, Charlemagne en particulier, avaient enrichi cette église. M. de Lahondès fait remarquer à ce sujet, avec raison, que : « le prestige de la basilique, qui attirait des milliers de pèlerins sur le tombeau du premier évêque de Toulouse et par ses reliques célèbres, porta souvent de l'ombrage à la primauté de la cathédrale <sup>1</sup> ».

Les pèlerins qui traversaient Toulouse pour se rendre à Saint-Jacques de Galice ne manquaient pas non plus de s'arrêter à Saint-Sernin, et c'est pour eux qu'on avait fondé l'hôpital de Saint-Jacques du bourg. (Voir au chap. II les possessions de cet hôpital dans la Grande-Lande.)

Les pèlerins qui venaient du nord ou de l'est avaient à passer l'Hers, et il se produisit trop souvent de graves accidents où plusieurs trouvèrent la mort. Contraints de traverser en barque la rivière qui avait débordé, ils s'y étaient noyés. Saint Raymond Gairard, chanoine de Saint-Sernin, s'émut d'une si fâcheuse situation et résolut d'y porter remède. « *Vir sanctus audiens Hircium flumen longe lateque diffundere et viatoribus impedimenta multa frequentius inferre, etiam navigando transeuntes, navi submersa, miserabiliter vita privasse, valde condoluit* <sup>2</sup>. » Possesseur d'une grande fortune qu'il employait à des œuvres de miséricorde, le saint chanoine fit construire, de ses deniers et au moyen de quelques aumônes, « deux ponts sur

1. L'Eglise Saint-Etienne, p. 151.

2. Bollandistes, *Acta sanctorum*, au 3 juillet.

l'Hers pour la sécurité des pèlerins<sup>1</sup> ». « *Duos pontes super Hircii fluminis alveum de supradicta pecunia, ex lapideo opere composuit*<sup>2</sup>. »

On s'explique un tel acte de munificence, non seulement par l'intérêt que Saint-Raymond Gairard devait porter aux voyageurs dont le but principal, en venant à Toulouse, était de visiter une église à laquelle il était attaché à titre de chanoine, mais aussi par les usages du temps. « La construction des édifices d'utilité publique même civils, *des ponts en particulier*, était considérée comme œuvre pieuse, à l'égal de la construction des églises, et des indulgences étaient accordées à leurs bienfaiteurs<sup>3</sup>. »

Six ponts existent sur l'Hers dans le gardiage de Toulouse. Ce sont les ponts de Montaudran, de Lasbordes, d'Ayga ou Balma, de Périole, de Croix-Daurade ou Saint-Caprais et de Launaguet<sup>4</sup>. De nombreux documents existant aux archives départementales et communales permettent d'affirmer qu'il n'y en eut jamais d'autre. Deux de ces ponts furent donc bâtis en pierre, « *ex lapideo opere* », par les soins de Saint-Raymond, à la fin du onzième siècle ou au commencement du douzième<sup>5</sup>.

Le pont de Négueromieu serait-il un de ceux-là ? Nous ne pouvons que poser la question, mais les circonstances qui déterminèrent le saint chanoine à les faire construire cadrent on ne peut mieux avec la signification du nom de Négueromieu.

M. Joseph de Malafosse place le pont de Négueromieu immédiatement en aval de celui de Montaudran. « Montfort, qui

1. Salvan, *Histoire de l'Eglise de Toulouse*, t. II, p. 72.

2. Bollandistes, *loc. cit.*

3. Camille Enlart, *Manuel d'archéologie française ; Architecture religieuse*, p. 75.

4. Il existe au quartier des Sables une passerelle en briques, construite aux frais des riverains et de la commune de Launaguet, durant le dernier siècle.

5. On ne connaît pas exactement la date de sa mort, mais on la place dans les dernières années du onzième siècle ou dans les premières du douzième : « *Obiit undecimo desinente sæculo aut saltem duodecimo ineunte.* » (Propre du Brev. de Toulouse et Bollandistes.)



reçut la nouvelle de l'arrivée d'un gros de pèlerins allemands, écrit-il, accourut au-devant d'eux, et les deux armées réunies se présentèrent devant Montaudran. Les croisés trouvèrent le pont rompu et l'armée de Toulouse sur l'autre rive ; ils poussèrent plus avant, surprirent un autre pont que l'on s'occupait de détruire ; passant partie sur ce pont et partie à gué ou à la nage, ils réussirent à repousser les troupes de Toulouse après un rude combat, dont le pont de Negue-Romieu a conservé sans doute le nom<sup>1</sup>. » Le savant archéologue ne s'est-il pas mépris ? En venant de Montgiscard, où Montfort avait joint l'armée des pèlerins allemands, c'est-à-dire en descendant l'Hers, le pont que l'on rencontrait après celui de Montaudran, et sur lequel une partie de l'armée des croisés serait passée, n'est nullement le pont de Négueromieu, mais celui d'Encossat ou de Lasbordes. Après ce dernier vient encore le pont de Las Clédes ou de Balma<sup>2</sup>, et ce n'est que le pont suivant ou de Périole qu'on nommait *Négueromieu*.

Est-il vrai que les croisés aient traversé l'Hers à un pont en aval de celui de Montaudran, parce que celui-ci avait été coupé ? Nous ne le croyons pas. La chanson de la Croisade dit que l'armée de Montfort traversa l'Hers à gué à Montaudran, elle ne dit pas que le pont fût rompu : « *Al pont de Montaudran can an passat lo gai, s'en van en vés la vila*<sup>3</sup>. »

L'Histoire anonyme affirme, comme la Chanson, que le passage de l'Hers par les croisés eut lieu au pont de Montaudran : « *Al dit Montaudran arribats, aqui sur le pont se son rencon-*

1. *Etudes d'archéologie et d'histoire*, p. 102.

2. Archives de Toulouse, Compilation de Jean Balard (1560) et Inventaire de Sandral (1776). Une des rubriques de la compilation de 1560 porte : « *Pont de las Cledas sive Balmar*. » On lit également dans l'Inventaire de Sandral : « 25 août 1486. Vente faite par Bernard Gaubert et Jean Laffont d'un pont sur la rivière de l'Hers, appelé de las Clédes, autrement de Balma » (Arch. de Toulouse, Inventaire Sandral, p. 548). Une carte faisant partie d'un dossier relatif à un procès engagé entre la ville de Toulouse et le consulat de Balma, au sujet du moulin d'Avisard, donne au pont de Balma les noms suivants : *Pont de las Paradass, Pont de las Cledas ; nunc, Pont d'Ayga*.

3. Vers 1764 et 1765.

*trats et talomen se son assailhits per le passanhar...* » Les mots « *aqui sur le pont* » et ces autres « *per le passanhar* » n'indiquent-ils pas que le pont n'avait pas été coupé? On n'avait donc pas eu besoin de courir à l'un des ponts suivants. S'il est vrai que l'on passa à gué, ce fut sans doute parce que le pont était trop étroit et que les troupes de Montfort avaient hâte de culbuter celles de Toulouse.

Il paraît donc difficile d'accepter la manière de voir de M. de Malafosse. Non, ce ne fut pas au pont de Négueromieu que les croisés passèrent l'Hers, et s'il s'en noya quelques-uns en traversant à gué le cours de la rivière au pont de Montaudran, ce fait ne peut avoir motivé la dénomination de Négueromieu pour celui de Périole qui se trouvait bien plus en aval. M. de Malafosse laisse voir d'ailleurs qu'il n'était pas très assuré qu'on doive assigner au nom de Négueromieu une telle origine, car il dit avec une certaine hésitation : « De là le pont de Néguo-Romieu a conservé *sans doute* son nom. »

Nous n'oserions pas soutenir, néanmoins, qu'une action n'ait pas été engagée ultérieurement près du pont de Périole entre les troupes de Montfort et celles de Toulouse et que le nombre des croisés noyés dans cette rencontre n'ait pas motivé le nom de Négueromieu, mais aucun document n'établit, à notre connaissance, un pareil fait. Pas plus que l'explication que nous donnions plus haut, celle-ci ne saurait donc s'imposer, et il faut convenir qu'elle reste également dans le domaine des conjectures.

La plus ancienne charte qui nous soit connue concernant le pont de Négueromieu est, avons-nous dit, du mois de mars 1282.

C'était une Commission des consuls de la ville de Toulouse « à l'effet de faire jouir Raymond Laurent, Raymond de Peyrenez et Bernard Amelin de l'inféodation du pont de Saint-Hilaire ou de Négue-Romieu, en même temps que de celui de Montazalguier, tous les deux situés sur le fleuve de l'Hers, près de Toulouse, avec tous les fruits, profits et émoluments dus pour raison de pontanage, péage ou leude, et tels

que lesdits consuls et leurs prédécesseurs avaient coutume de les percevoir de ceux qui passaient sur lesdits ponts<sup>1</sup> ».

Ce titre nous apprend que ces droits étaient acquittés en grains ou en argent, mais il n'en précise point la quotité et se réfère simplement aux tarifs alors en usage.

Une autre Commission des mêmes consuls de l'an 1284<sup>2</sup>, la veille de la fête de saint Mathias, apôtre, confirma dans leurs droits les bénéficiaires de l'inféodation précédente, qui étaient alors Raymond Laurent et Pierre Adhémar. Ceux-ci devaient également jouir des revenus du pont de Saint-Hilaire ou de Négue-Romieu, « *pontem Sancti Hilarii qui alias cognominatur de Negue Romieu* », et du pont de Montazalguier, « *et de Monte Azalguerio* » (aujourd'hui de Croix-Daurade ou de Saint-Caprais), ces deux ponts faisant, comme en 1282, l'objet du même bail à fief<sup>3</sup>.

Les consuls adressèrent copie de cette Commission aux bailes et consuls des communautés soumises au paiement des droits de pontanage, savoir aux bailes et consuls « de Viridifolio (*Verfeil*), de Assio (*Azas*), de Granhaga (*Gragnague*), de Valetta (*La Valette*), de Vasucio (*Bazus*), de Garridechio (*Garidech*), de Iderno (?), de Garrigiis (*Les Garrigues*), de Calidis furnis (?), de Sancto Joanne de Hermo (*Saint-Jean-L'Herm*), de Monte Astruco (*Montastruc*), de Monte Ancello (*Mondouzil*), de Monte rapido (*Montrabe*), de Castro Maurono (*Castelmaurol*), de Sancto lupo (*Saint-Loup*), de Sancto Genezio (*Saint-Géniez*), Porta (*Porte*), de Bello podio (*Beaupuy* ou *Belpech*), de Marcilio (*Marcel*), de Bello videre (*Belvèze*), de Garrigia (*La Garrigue*, métairie de la paroisse du Pin), de Gasconia (*La Gasconne*, métairie du consulat de Montpitol), de Solada (*Lasoulade*) et de Paulello (*Paulel*)<sup>4</sup> ». La Commission stipulait que les

1. Archives de Toulouse, Pièces non classées. Cahier *Pont de Négue-Roumieu*, titre V, et charte du 28 juin 1509 où se trouve reproduite textuellement la charte du mois de mars 1282.

2. *Ibid.*, et même charte, dans laquelle a été reproduite celle de 1284.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*



droits étaient dus pour passer sur l'un ou l'autre pont : « *per quemlibet dictorum pontium* ».

Après avoir déclaré que ces droits devaient être perçus suivant la taxe en usage, les consuls ajoutaient : « Il convient d'indiquer de nouveau « ces divers droits, pour que les habitants des lieux susmentionnés sachent ce qu'ils doivent annuellement, en raison des droits de pontanage de ces deux ponts<sup>1</sup> ».

Ces droits annuels consistaient : si les habitants des lieux désignés labouraient ou faisaient labourer leurs terres avec une paire de bœufs ou de chevaux, en une demi pugnérée de blé ( $1/8$  de setier); s'ils labouraient avec une paire d'ânes, en un quart de pugnérée de froment; s'ils avaient un cheval ou mulet de charroi, « *bestiam grossam ad faciendum carregium* », en 2 deniers toulousains; s'ils n'avaient qu'un âne, en 1 denier toulousain, pourvu qu'on ne le fît pas labourer avec un autre animal; et pour toute autre bête chargée ou attelée, en 2 deniers toulousains; pour chaque âne ainsi chargé, en 1 pareil denier; et pour chaque chariot étranger, en 12 deniers toulousains<sup>2</sup>.

Le 15 juin 1369, un bail perpétuel à nouveau fief du pont de Nègue-Roumieu et des droits à y percevoir était consenti par les capitouls, au profit de Guillaume d'en Hélias, laboureur habitant de la Garrigue, à charge de l'entretien du pont, d'une redevance annuelle de 30 sols toulousains d'oublie payables le jour de la fête de saint Jacques apôtre, de 2 sols toulousains d'arrière-acapte<sup>3</sup>, le cas échéant, et de 2 sols toulousains de justice. Défense lui était faite de donner le pont « *ad super feudum* », c'est-à-dire de le sous-inféoder. Il lui était aussi interdit de le donner, vendre, céder ou engager à un chevalier, à un clerc (fût-il son fils), à un juif, à un lépreux, à une maison religieuse ou à toute autre personne ou lieu privilégiés de fait

1. Archives de Toulouse, Pièces non classées. Cahier *Pont de Nègue-Roumieu*, titre V.

2. *Ibid.*

3. Droit de mutation par décès.

ou de droit<sup>1</sup>. Cette réserve était conforme de tout point aux usages du temps qui voulaient que « le cens » marquât « la chose acensée, à sa sortie du patrimoine privilégié, noble ou clerc, d'un cachet d'origine unique qui lui demeurât à jamais attaché et dont un des effets était de l'empêcher de rentrer, sous aucun prétexte, dans le patrimoine clerc ou noble »<sup>2</sup>.

Le feudataire conservait la faculté de vendre, donner ou engager le pont à toute autre personne ou lieu, à condition que la vente, donation ou engagement fût ratifié par les capitouls qui auraient droit, de ce chef, à 1 denier toulousain par sol du prix de vente ou à une obole par sol du prix d'engagement<sup>3</sup>.

Par acte de donation à cause de mort, en date du 6 mars 1415, le dit Guillaume d'en Hélias, devenu pêcheur et habitant la rue du Bazacle, céda à Pierre Gérard, laboureur de Montrabe, pour en jouir intégralement après sa mort, tous les droits qu'il possédait sur le pont de *Saint-Hilaire ou de Nègue-Roumieu*, en vertu du bail à nouveau fief du 15 juin 1369, à charge d'entretenir le dit pont, de la rente annuelle de 30 sols toulousains d'oublies et des autres redevances éventuelles<sup>4</sup>.

Le 26 octobre 1422, les capitouls consentirent un acte de ratification de la donation précédente au profit de Pierre Gérard<sup>5</sup>. Il y était fait les mêmes réserves que ci-dessus, au sujet des personnes ou lieux privilégiés.

Le pont de Saint-Hilaire ou de Nègue-Roumieu passa par la suite à Jean Vinhal, qui le laissa à sa mort à ses enfants encore

1. Archives de Toulouse, Pièces non classées. *Pont de Nègue-Roumieu*, titre I, et charte également non classée. — Le titre porte « *en Helias* » ; la charte simplement « *Helias*. » On commençait sans doute à l'époque où le titre fut transcrit de faire précéder certains noms propres, plus particulièrement les noms de lieu, de la préposition *en*. Ainsi on disait, et cet usage s'est conservé : le village d'en Ramel.

2. Vicomte d'Avenel, *Hist. économique de la propriété*, de l'an 1200 à l'an 1800, t. I, p. 205.

3. Archives de Toulouse, Pièces non classées. Cahier *Pont de Nègue-Roumieu*, titre I, et charte non classée.

4. *Ibid.*, titre II, charte de 1422, dans laquelle est rappelée la donation à cause de mort dont il est ici question.

5. *Ibid.*, titre II.

en minorité. Pierre Dahussin, professeur de droit et tuteur de ces derniers, le vendit, ainsi que la moitié de la seigneurie de Montrabe, à Pierre Boix, habitant du bourg de Toulouse, par acte du 21 juillet 1469<sup>1</sup>. Les enfants Vinhal confirmèrent plus tard cette vente. Pierre Boix se fit consentir, le 10 décembre 1476, par les capitouls, un acte d'ensaisinement ou de ratification de l'acte de vente précédent. Les capitouls confirmèrent à Boix les droits reconnus jusque-là aux tenanciers successifs du pont « *vocato vulgariter Montrabe* », mais ils modifièrent quelque peu les conditions imposées. Boix s'engagea à payer à la ville une rente annuelle, non plus en sols ou deniers toulousains, mais en livres et deniers tournois : 3 livres tournois de rente annuelle et, le cas échéant, 1 sol tournoi de justice et 1 sol tournoi d'arrière-acapte; s'obligeait à ne pas sous-inféoder le pont et, s'il l'aliénait, à ne point y consentir en faveur de personnes privilégiées de fait ou de droit. Un denier toulousain devait être payé à la ville sur chaque sol du prix en cas de vente et 1 denier tournoi sur chaque sol du prix en cas d'affermage<sup>2</sup>.

Antoine Boix, coseigneur de Montrabe et conseiller au Parlement, succéda à Pierre Boix dans la possession du pont, et c'est lui que signale le cadastre de 1478 comme en étant alors tenancier<sup>3</sup>.

Il nous est resté une copie collationnée et certifiée conforme d'un rôle écrit de la main d'Antoine Boix du 25 juillet 1493, dans lequel sont énumérés les divers lieux dont les habitants étaient alors tenus au paiement des droits du pontanage « *del pont de Saint-Ylari alias Négueroumieu* ». Nous lui empruntons le passage suivant. « Sian executats... touts lous que devran le dret de pontanage del pont vulgaromen appellat *de S. Ylari alias Négueroumieu assis sur la ribière de Lers al cami que va de Tolose à Montrabe*, sio blat ou argent, lequel dret me

1. Archives de Toulouse, Pièces non classées. Cahier *Pont de Roumieu*, titre III, Lausine du 16 décembre 1476 dans laquelle est rappelée cette vente.

2. *Ibid.*

3. Archives de la Haute-Garonne, série C. Registre 1623.



apparté ainsin comme appert per instruments publics, et ledit dret es per chascune carrète que y passera tres doubles et un chacun saumier cangat une double chascun an, exceptat les habitants des locs sous escrits, lasquals fan blat en la maniero que sensiec, so es que chascun que laurara en un par de braus ou rossis deu-paga, chascun an, miejo pugnara de blat, et qui laurara en un par d'ases deu paga un cart de pugnara de froment, et des dits habitants des locs dejous escriuts, lesquales tenen labourence, comme es dit dessus, deben lo dret dit pontanage ainsins comme es dessus specificat... Noms des locs que deben pagar le dret de pontanage del pont de S. Ilari alias Nègue Roumieu en blat : Lagarriga, Montredon, La Rouaïssa, Montrabe, Bel Puech, La Valette, Mondosil, Granhaga, Bauysac, Marcel, Borepaux, Paulel, Berfeils, La Guitardie, S. Marti, Scampou, La Senaysie, Garrigues, Asas, Montpitol, La Gasconia, La Solada, La Garde, S. Iam Lerm, Montferrand, La Peyrera, Les Marsals, Senil, S. Souhia, Galaguet, La Balada, Clairac<sup>1</sup>. »

En 1549, le pont de Négueromieu appartenait à Louis de Bertier, seigneur de Montrabe. Nous ignorons comment il l'avait acquis.

On essaya, à diverses époques, de contester aux Bertier le droit de percevoir des redevances en grains ou en argent pour le passage sur ce pont, mais de nombreux arrêts les maintinrent en possession de ce droit. Il suffira d'en signaler quelques-uns.

Le 5 janvier 1549, une sentence des Requêtes était rendue contre plusieurs particuliers du lieu de Montrabe, portant condamnation au paiement des droits accoutumés<sup>2</sup>.

Le 17 septembre 1573 et le 4 septembre 1574, le sénéchal de Toulouse condamnait également plusieurs métayers, et, parmi eux, le fermier de la métairie de Gramont<sup>3</sup>.

Le 5 septembre 1583, le seigneur et propriétaire de la mé-

1. Archives de Toulouse, Pièces non classées. Cahier *Pont de Nègue-Roumieu*, titre IV.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 159.

3. *Ibid.*

tairie de Clairac était condamné, par arrêt du Parlement, à payer les mêmes droits<sup>1</sup>.

Le 9 mars 1584, un jugement des Requêtes portait aussi condamnation au paiement des mêmes droits contre M. de Madron, seigneur de Saint-Jean-Lherm, « en raison du charroy et passage pour la métairie qu'il avait au dit lieu, *sur le pont de Négue-Romieu autrement de Peyriole*, appartenant au sieur de Montrabe<sup>2</sup> ».

Enfin, le 2 juin 1673, un jugement des Requêtes était aussi rendu au sujet des mêmes droits contre Michel Brunel, curé de Montpitol de la Gascogne, à raison de la métairie de la Table du purgatoire de cette paroisse<sup>3</sup>.

Beaucoup d'autres jugements, arrêts, transactions que nous passons sous silence, reconnurent, à diverses époques, le droit des seigneurs de Montrabe à percevoir des redevances annuelles fixes, à raison du *pont de Négue-Romieu ou de Peyriole*.

On peut se faire une idée des revenus du pont de Périole par le montant des fermages annuels, car les Bertier avaient coutume de l'affermir à des tiers. Ainsi, il leur rapportait 40 setiers de blé en 1595 ; 31 setiers en 1642 ; 37 setiers en 1654 ; 35 setiers en 1657 et en 1660<sup>4</sup>. Le cadastre de 1478, dans l'article qui le concerne, atteste qu'il rapportait alors « *chascun an dex cartos de blat*<sup>5</sup> » ou 40 setiers.

Après distraction de la rente annuelle à payer à la ville, les revenus permettaient donc au feudataire de maintenir le pont en bon état. C'était là, du reste, une des conditions imposées aux tenanciers successifs. Ceux-ci n'y furent pas toujours bien fidèles. On peut affirmer d'ailleurs, d'une façon générale, que les pontonniers, toujours très rigoureux quand il s'agissait de leurs droits, se montraient fort négligents à ce sujet. Aussi les plaintes adressées au roi, relativement aux redevances perçues

1. Archives de Toulouse, Pièces non classées. Cahier *Pont de Négue-Roumieü*, titre V.

2. *Ibid.*, titre VI.

3. *Ibid.*, titre VII.

4. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 159.

5. *Ibid.*, n° 1623.

pour divers ponts, se multiplièrent. D'autre part, les Etats de la Province avaient émis le vœu que les péages fussent supprimés ou tout au moins que l'on en dépossédât les seigneurs ou tenanciers des ponts, quand leurs droits ne seraient pas établis d'une façon certaine. Ils avaient en vue l'amélioration des chemins auxquels ils demandaient qu'on affectât le produit des droits de pontanage s'ils étaient maintenus ou des sommes équivalentes, perçues par voie d'imposition de tailles, si on les supprimait.

Le Conseil d'Etat, par arrêt du 29 août 1724, enjoignit en conséquence aux seigneurs et tenanciers des ponts d'avoir à justifier de leurs droits par la production de titres réguliers. La plupart furent dans l'impossibilité de produire ces titres ou de les faire prévaloir et le roi supprima impitoyablement les péages<sup>1</sup>.

Le seigneur de Montrabe se mit en même de produire ses titres au sujet du pont de Périole. Un reçu signé Passelaygue, greffier des commissions ordinaires du Conseil d'Etat, établit que ces pièces qu'on avait réunies en trois cahiers collationnés et certifiés conformes furent remises au greffe du Conseil d'Etat le 29 novembre 1733<sup>2</sup>. Un des trois cahiers nous est parvenu. Il est conservé aux archives de la ville, parmi les pièces non classées. C'est lui qui nous a fourni le texte des titres les plus importants. Nous avons pu en collationner nous-mêmes certains sur les chartes primitives et nous convaincre de leur absolue conformité. Les deux autres cahiers nous sont inconnus. On peut cependant y suppléer au moyen du texte de l'arrêt intervenu un peu plus tard, pour la suppression des péages, car les pièces qu'ils contenaient s'y trouvent analysées une à une<sup>3</sup>.

L'intendant de Bernage, trouvant que M. de Bertier tardait à produire ses titres, « lui fit défense de percevoir aucun droit

1. Ces droits furent supprimés en 1728 à Montgiscard; en 1720, au Castéra; en 1733, à Launaguet, Cessales, Montaigut et Puydaniel; en 1740, à Carbonne, Grisolles, Longages, Montauriol, Rieux, Roqueserrière; en 1742, à Gragnague; en 1743, à Mauran; en 1745, à Gardouch et Montesquieu-Volvestre, etc. (Archives de la Haute-Garonne, série C, liasses 158 et 159.)

2. *Ibid.*, liasse 159.

3. *Ibid.*



sur le pont de Négueromieu jusqu'à ce qu'il eût satisfait à ladite remise<sup>1</sup> ». M. de Bertier lui répondit qu'il avait rempli cette obligation et qu'il demandait l'autorisation de percevoir de nouveau les droits habituels. Sa demande fut communiquée au subdélégué de l'Intendant à Toulouse et celui-ci faisait savoir, le 26 mai 1734, à l'Intendant, que M. de Bertier lui avait adressé « une requête tendant aux mêmes fins et ensemble le certificat de Passelaygue » établissant la remise des pièces au greffe du Conseil d'Etat. « Je ne vois, ajoutait-il, aucune difficulté d'accorder à M. de Bertier-Pinsaguel une ordonnance en vertu de laquelle il pourrait à nouveau jouir de ses droits<sup>2</sup>. »

L'Intendant ayant tardé à prendre une décision, M. de Comynihan lui adressait, le 12 août 1735, un mémoire explicatif au sujet des redevances alors en usage et des localités ou métairies qui s'y trouvaient assujetties. Ce mémoire avait pour titre : *Pont de Saint-Hilaire ou Négueromieu à présent Peyrioles*. Les péages consistaient : « 1<sup>o</sup> en ce que chaque paire de labourage de bœufs ou de chevaux devait payer annuellement 4 boisseaux de blé froment ou le huitième du setier et chaque paire de labourage avec des ânes 2 boisseaux de blé<sup>3</sup>; 2<sup>o</sup> chaque charrette, 2 sols 6 deniers et chaque bête à bast 10 deniers<sup>4</sup>. »

Voici les noms des consulats ou métairies assujettis à ces droits : « Montrabe, Beaupuy, Rouaix, Lavalette, Mondouzil, Gragnague, Beaunial, Marcel, Bonrepos, Verfeil, Laguitardie, Saint-Martin-des-Pierres, Azas, Montpitol, La Soulade, Saint-Jean-l'Herm, Paulel, La Garrigue, Montredon et la Rouaïsse, qui sont trois hameaux ou dans la banlieue ou dans le consulat de Balma, La Gascogne dans le consulat de Montpitol, La Garde dans celui de Saint-Jean-l'Herm, Baladet dans le consulat de Castelmaurou, Clairac dans celui de Mons et six hameaux appelés Montferran, La Peyrère, Les Mazaz, Sénil,

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 159.

2. *Ibid.*

3. Ces redevances sont identiques à celles qui se trouvent indiquées dans la charte de 1284. Les taxes suivantes étaient plus élevées.

4. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 160.

Saint-Souhia et Galanet, dépendances des consulats ci-dessus nommés<sup>1</sup>. »

Nous ignorons quelle décision prit alors l'Intendant, mais le 6 août 1741, conformément aux injonctions du Conseil d'Etat, il fit défense à M. de Bertier de continuer la perception des droits de *péage*<sup>2</sup>. Celui-ci répondit aussitôt qu'il n'avait jamais perçu le moindre *péage* sur le pont de Négueromieu ou de Peyriole, mais seulement un droit de *pontanage* et qu'il continuerait à le percevoir<sup>3</sup>. Cette subtilité ne devait pas le sauver. Il persista dans ses prétentions, mais le subdélégué Rouget fit connaître à l'Intendant que le pont était reconstruit aux frais de la ville en dehors des possessions de M. de Bertier, par suite du déplacement du lit de l'Hers en cet endroit. Ce devait être et ce fut en réalité le motif qui fit condamner M. de Bertier, même sans indemnité ni dommages.

L'Intendant porta le fait de la reconstruction du pont à la connaissance du contrôleur général le 22 avril 1750 et il l'informa que le syndic de la ville faisait valoir, en outre, contre M. de Pinsaguel que celui-ci n'avait pas toujours exécuté les réparations au vieux pont, comme il persistait à le dire. « Il est certain, ajoutait l'Intendant, que par le nouvel alignement de la rivière de l'Hers, cette rivière coule dans le gardiage de Toulouse et ne passe plus dans les possessions de M. de Pinsaguel, et que le nouveau pont étant fait aux frais de la ville de Toulouse, celle-ci a un intérêt sensible dans le droit où M. de Pinsaguel demande d'être maintenu<sup>4</sup>. »

Le différend fut tranché contre M. de Bertier-Pinsaguel. Le roi supprima purement et simplement le péage. L'arrêt de suppression intervenait le 12 août 1750. Cet arrêt, sans le moindre considérant tiré soit de l'insuffisance des titres, soit du fait et des circonstances de la construction d'un nouveau pont, se termine ainsi : « Le roi étant en son Conseil a supprimé et supprime le droit de péage prétendu par le sieur Bertier de

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 160.

2. *Ibid.*, liasse 159.

3. *Ibid.*

3. *Ibid.*

Pinsaguel, sur le pont de Négueroniéu ou Peyrioles ni ailleurs dans la seigneurie de Montrabe<sup>1</sup>. »

L'arrêt fut signifié à M. de Bertier Pinsaguel, seigneur de Montrabe, le 10 novembre 1750 et affiché dans tous les lieux assujettis aux droits de pontanage supprimés<sup>2</sup>.

Par mesure de précaution, l'Intendant prescrivit à son subdélégué à Toulouse d'exiger un certificat d'affichage délivré par les consuls des communautés intéressées. Celui des consuls de Montrabe nous est resté. Il porte la date du 30 novembre 1750<sup>3</sup>. A partir de ce moment, on cessa de percevoir tout droit de pontanage au pont de Périole.

Quant au pont que l'on construisait alors sur le nouvel alignement de l'Hers, le bail en avait été passé le 12 août 1749 par le syndic de la ville en faveur de Pierre Fougasse, suivant sa dernière moins dite, au prix de 67 livres la toise cube de maçonnerie<sup>4</sup>. C'était un pont en biais<sup>5</sup>. Les travaux furent exécutés durant l'année 1750<sup>6</sup>. Dans une lettre du subdélégué Rouquet à l'Intendant, en date du 18 avril 1750, il est dit que l'on travaillait alors très activement à sa construction<sup>7</sup>. Nous savons, en outre, par une requête qu'adressait l'année suivante le syndic de la ville à l'intendant Le Nain, à propos de dommages réclamés pour cause d'inondation par le syndic de la Table des obits de Saint-Etienne, qu'on avait alors profité des basses eaux « pour le *parachever*<sup>8</sup> ». Il est donc certain que la construction eut lieu en 1750 et qu'elle s'acheva en 1751.

Trois ans plus tard, quelques réparations étaient déclarées nécessaires, à suite d'une vérification du pont qu'en avaient faite MM. Lavolvenne et d'Héliot, commis à cet effet par les capitouls. Sur le rapport présenté par M. d'Héliot, la « Com-

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 159.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, liasse 189.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*, liasse 159 et 189, certificat d'adjudication.

7. *Ibid.*, liasse 159.

8. *Ibid.*, liasse 189.



mission de l'Hers<sup>1</sup> » délibérait, le 4 septembre 1753, que le pont serait incessamment rempiété, « que l'ancien serait comblé pour rendre le passage libre et sans danger, et que, pour dévier les eaux qui coulaient encore sous ce dernier, il serait fait une coupure d'une largeur et profondeur à déterminer, afin de le porter dans le nouveau lit<sup>2</sup> ».

Ces réparations restèrent sans effet. Le pont avait été si mal construit que dix ans plus tard il menaçait ruine et dut être rebâti, conformément à une délibération des Etats de la sénéchaussée de Toulouse du 20 novembre 1761. Le verbal d'adjudication porte la date du 3 mars 1762 et le bail fut passé en faveur de Pontian Porterie, maçon, habitant de Toulouse, ayant pour caution François Traverse, maçon, et Guillaume Sabatou, charpentier, de la même ville<sup>3</sup>. Les travaux furent effectués, d'après un devis dressé par Saget, directeur des travaux publics de la sénéchaussée de Toulouse, aux prix de 75 livres la toise cube de maçonnerie de briques, de 75 livres la toise cube de chape de ciment et de 40 livres la toise cube de maçonnerie avec les matériaux de démolition.

L'article premier du devis porte que le pont bâti douze ans auparavant « menaçait ruine et devait être démoli<sup>4</sup> ». Il portait que le nouveau, d'une largeur de 4 toises d'une tête à l'autre, n'aurait qu'une seule arche de 5 toises d'ouverture, surbaissée en ellipse et d'une épaisseur de 25 pouces. Deux culées et quatre murs en ailes devaient le compléter. On l'établit selon la direction et dans l'axe de la chaussée<sup>5</sup>. Ce pont fut coupé lors de la bataille de Toulouse (1814) pour empêcher la traversée de l'Hers par les troupes des coalisés et, réparé, il était emporté quatre ans plus tard, par une inondation. Ce fut alors que l'on construisit, un peu en amont, le pont actuel.

1. A cette époque, les questions administratives de la ville étaient traitées par des Commissions, dont les délibérations se trouvent aux archives de la ville.

2. Archives de Toulouse, Livre des Commissions, BB, 134, p. 31.

3. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 2145.

4. *Ibid.*, devis et bail.

5. *Ibid.*

II. *Pont de Croix-Daurade ou de Saint-Caprais, anciennement d'Izalguier et de Velours.* — Ce pont établi à la traversée de l'Hers par la route de Lyon s'appela primitivement de Montmazalger, Montazalguier, Montizalguier ou Yzalguier et plus tard de Velours. Les premières dénominations lui vinrent de la métairie contiguë de Saint-Caprais, ainsi appelée (Voir ch. xiii).

Il devait se nommer plus tard de Velours qui, par corrup-



LE PONT DE VELOURS, DE SAINT-CAPRAIS OU DE CROIX-DAURADE.

(Cl. de M. G. Donat.)

tion du mot patois Bélours, ne fit souvent que *Bélous*. Il nous est impossible de motiver cette dernière appellation ; nous ne pouvons que constater le fait.

Les deux Commissions de 1282 et de 1284 relatives au pont de Périole concernaient également le pont de Montmazalger. Ce pont, à la première de ces dates, était tenu en fief comme le précédent par Raymond Laurent, Raymond de Peyrenez et Bernard Amelin qui avaient la faculté « d'y prélever des droits de pontanage tels que les avaient perçus jusque-là les consuls de la ville ou les anciens pontonniers ». Ces droits devaient être acquittés en grains ou en argent, mais la quotité des redevances n'était pas précisée dans la charte de 1282<sup>1</sup>.

1. Archives de Toulouse, Pièces non classées, cahier *Pont de Nègue-Roumieu*, titre V.

La Commission de 1284 concernait également ce pont. Elle confirmait Raymond Laurent et Guillaume-Pierre Adhémar, qui étaient alors tenanciers, dans les droits reconnus par le titre précédent. Copie en fut adressée par les consuls de la cité aux bailes des lieux assujettis à ces droits, et, pour empêcher les feudataires « de lever des droits plus forts que de coutume », on avait pris soin de les préciser dans le titre<sup>1</sup>. Les consulats et métairies étaient les mêmes que pour le pont de Périole. Nous les avons indiqués plus haut.

A partir de cette époque, bien peu de documents nous sont restés concernant le pont de Montizalguier. Une réponse de M. Le Nain au subdélégué Rouquet atteste que la ville n'avait même plus ses titres de propriété : « La ville n'a plus de titres pour le pont de Velours dit Izalguier, elle les a égarés et on ne trouve rien à ce sujet dans les archives de la ville<sup>2</sup>. » Ceci explique qu'on ait tenté à diverses dates de lui disputer la possession de ce pont.

Lafaille rapporte qu'en l'année 1509 les capitouls recouvraient ce pont, avec les péages qui en dépendaient et qui « avaient été usurpés par des personnes puissantes<sup>3</sup> ». Une d'entre elles, qui avait également usurpé le pont d'Encossat ou de Lasbordes et que l'annaliste ne nomme point, n'était autre que Guillaume Laurent d'Aurival, seigneur de Malécifique, que le juge d'appaux civils de la sénéchaussée de Toulouse « condamnait, le 2 décembre 1510, à rendre le pont de Mont-Izalguier au syndic de la ville, avec défense à ce dit seigneur d'y percevoir à l'avenir aucun péage ou leude<sup>4</sup> ».

La date donnée par Lafaille est, il est vrai, antérieure d'une année à la sentence qui condamnait ainsi le seigneur de Malécifique, mais il ne faut pas oublier ce que cet annaliste a écrit dans l'Avertissement de son tome II : « J'ai continué de compter les années par celles des capitouls qui n'étant élus que vers la fin

1. Archives de Toulouse, Pièces non classées, cahier *Pont de Négue-Roumieu*, titre V.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 160.

3. *Annales*, t. I, p. 303.

4. Archives de Toulouse, AA 3, 322.



de l'année prennent presque tout l'an suivant, ce qui recule très souvent d'une année les faits historiques. J'ai suivi cet ordre jusqu'à l'an 1565<sup>1</sup>. »

Ce ne furent pas seulement des particuliers qui essayèrent de dépouiller la ville de son droit de propriété relativement à ce pont ; les fermiers du Domaine eux-mêmes tentèrent de le lui disputer. « Néanmoins, dit Lafaille, le syndic de la ville y a toujours été maintenu jusqu'à présent. »

Inféodé au treizième siècle, le pont de Velours avait fait retour à la ville et les comptes de cette dernière font mention des fermages qui le concernent à partir de la seconde moitié du seizième siècle. Il ne sera pas sans intérêt de les faire connaître. D'une façon générale, le pont était affermé pour une période de trois ou quatre années, mais il ne le fut quelquefois que pour un an et, dans certains cas, il ne trouva pas preneur<sup>2</sup>.

Voici d'après les comptes de la ville les noms des fermiers et le montant des fermages par année pendant plus d'un siècle.

Le pont était affermé par le syndic de la ville en :

1555 à Raymond Fonty pour.....	90 livres.
1599 à Antoine Cransac pour.....	35 —
1600 au même pour.....	35 —
1601 au même pour.....	35 —
1603 au même pour.....	60 —
1604 à Dures pour.....	165 —
1606 à Antoine Cransac « habitant près le pont » pour.....	179 —
1607 à Pierre Comigères pour.....	110 —
1635 à Raymond Gilis et Fauré pour.....	80 —
1636 à Raymond Gilis pour.....	80 —

1. *Annales*, t. II, p. 2.

2. On lit aux Comptes de la ville, de 1704 : « Le droit... qui était affermé aux nommés Beaufiles et Izarn au prix de 63 livres, n'ayant pu être affermé pour l'année du présent compte, il n'en est fait nulle recette » (Arch. de Toulouse, CC, n° 1008). La même observation figure aux comptes de 1710.

1644 à Raymond Donat « travailleur » pour.....	60 livres.
1646 à Villaret pour .....	80 —
1649 à Blaise Palvain « forgeron » pour.....	36 —
1655 à Naudine Lamade et Raymond Gilis « mère et fils » pour .....	36 —
1659 aux mêmes pour.....	36 —
1660 à Raymond Gilis « forgeron » pour.....	36 —
1661 à Raymonde Lamade et Raymond Gilis « mère et fils » pour .....	36 —
1663 à Raymond Gilis « forgeron » pour.....	36 —
1665 à Raymond Gilis jeune et Barthélemy frères pour .....	50 —
1666 aux mêmes pour.....	36 —
1667 aux mêmes pour.....	50 —
1697 à Pierre Izarn pour.....	107 —
1697 à Beaufils, Izarn et Cransac pour.....	63 —
1700 aux mêmes pour.....	63 —
1705 à Teulié et Cransac pour . . . . .	30 —
1706 à Guillaume Gilis et Louis Izarn pour.....	60 —
1707 aux mêmes pour.....	90 —
1708 aux mêmes pour.....	90 — <sup>4</sup>

En outre, les réparations de minime importance et ne dépassant pas 20 sols étaient laissées quelquefois à la charge des fermiers<sup>2</sup>.

Quelques-uns de ces fermages paraissent un peu élevés à côté de certains autres. On peut croire que c'était alors par le fait d'une sorte de surenchère. La chose est tout au moins certaine pour l'année 1706, « où le pont n'étant d'abord affermé qu'à 30 livres, il fut fait un tiercement au prix de 60 livres<sup>3</sup>. »

Dans un mémoire adressé le 12 août 1735 à l'Intendant par M. de Comynihan, son subdélégué à Toulouse, on lit que « ce pont n'était plus sous-afferme par le fermier de la ville au delà de 40 livres et que souvent on n'en avait même tiré que

1. Archives de Toulouse, CC, du n° 749 au n° 1011, Comptes.

2. *Ibid.*, CC, n° 963.

3. Archives de Toulouse, CC, n° 1009, Comptes.

20<sup>1</sup> ». Ce mémoire, qui témoigne des droits de la ville au sujet du pont, précise également la quotité des redevances payées par abonnement et nous fait connaître les noms des communautés, consulats et métairies qui s'y trouvaient alors assujettis. « Ce droit consiste : 1<sup>o</sup> en ce que chaque métairie des lieux et communautés ci-dessus spécifiés doivent payer annuellement 4 boisseaux de blé qui est le huitième du setier, mesure de Toulouse; il n'y a qu'une seule communauté qui doit payer annuellement 2 boisseaux 1/2 par paire de labourage<sup>2</sup>; 2<sup>o</sup> chaque charrette étrangère paie 2 sols 6 deniers par année et chaque cheval à bast 10 deniers par année. Noms des communautés du diocèse de Toulouse qui paient ce droit de pontanage : Belbèzeles-Toulouse, Saint-Geniez, Lacournaudric, Saint-Loup, Le Fossat, Lapeyrouse, Castelmaurou, Rouffiac, Garidech et le Puy-Saint-Pierre<sup>3</sup>. »

Nul document ne nous permet d'indiquer la date exacte de la suppression des péages sur ce pont. Ils étaient maintenus par une ordonnance de l'intendant de Bernage en 1720 et on les payait encore en 1735<sup>4</sup>. Le roi les supprima sans doute comme beaucoup d'autres dans la période de 1740 à 1770.

Le pont qui existait à l'époque de la bataille de Toulouse (10 avril 1814) ne fut point détruit, comme plusieurs autres bâtis sur l'Hers et que l'on coupa alors, pour retarder sinon empêcher la traversée de la rivière par les troupes des coalisés; ce fut au contraire par ce pont, comme il sera dit au chap. I<sup>er</sup> de la 3<sup>me</sup> partie, que passèrent l'armée anglaise chargée de tourner les redoutes de Guilleméry et l'armée portugaise qui vint s'établir sur le mamelon de Lapujade. Ce pont fut détruit plus tard par une inondation et on construisit alors le pont actuel. Il fut édifié à la même place que l'ancien; mais tandis que le premier se trouvait dans l'axe de la chaussée bâtie sur la rive droite, celui-ci fut établi dans l'axe de la partie de la route de Lyon qui se trouve sur la rive gauche.

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 160.

2. On n'indique point quelle était cette communauté.

3. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 160, Mémoire.

4. Archives de Toulouse, AA 28, 278.



## CHAPITRE VIII.

### Les fourches patibulaires de la Grande-Lande ou la Salade.

Traitement ignominieux infligé anciennement aux cadavres des suppliciés. — Origine des fourches patibulaires. Diverses fourches établies à Toulouse, à Saint-Michel-du-Château, à Saint-Roch-des-Récollets et à la Salade. — Disparition de celles des Récollets entre 1743 et 1759. — Réparations effectuées à cette époque à celles de la Salade. — Les habitants des quartiers des Minimes et de la Salade demandent vainement leur suppression en 1761 et 1766. Plainte des habitants de Lalande en 1782. — Leur requête au Conseil d'Etat en 1785. — Suppression de ces fourches en exécution des lettres patentes de 1788. — Démolition de ce monument d'horreur cette même année.

Anciennement, chez presque tous les peuples, on eut recours, pour effrayer les malfaiteurs, à des supplices barbares qu'on s'efforçait le plus souvent de prolonger en quelque sorte au delà de la vie, en infligeant au cadavre du supplicié un traitement ignominieux.

Cette coutume n'existait pas chez les Juifs. Dieu lui-même avait interdit l'exposition des cadavres des suppliciés après l'exécution. On lit, en effet, au livre du Deutéronome : « Lorsqu'un homme aura commis un crime digne de mort et que, condamné à mourir, il aura été attaché à une potence, son cadavre ne demeurera point à cette potence, mais il sera enterré le même jour<sup>1</sup>. »

Ce passage permet de supposer qu'à l'époque où fut écrit le Deutéronome, l'usage d'exposer les cadavres des suppliciés existait déjà chez certains peuples. Dieu, sans cela, n'aurait pas pris soin de l'interdire aux Juifs.

A Rome, après la strangulation du condamné dans la prison

1. Ch. XXI, vv. 22 et 23.

Tullienne<sup>1</sup>, son corps restait exposé sur les degrés des Gémonies, jusqu'à ce qu'il tombât en putréfaction, pour être alors jeté dans le Tibre, où on le traînait à l'aide de crochets de fer. Quand le supplice avait lieu en dehors de la ville à la porte Esquiline, le corps était abandonné sans sépulture dans le champ de l'exécution, dont les ossements des suppliciés blanchissaient le sol.

Serait-ce à ce mode d'exposition des cadavres adopté par les Romains que le Moyen-âge aurait emprunté l'établissement des gibets de Montfaucon, bientôt reproduits dans la plupart des villes et bourgades? Aux chaînes de ces gibets restaient, en effet, également suspendus, jusqu'au moment où ils tombaient en lambeaux sous le soleil et la pluie, les cadavres des suppliciés qui se balançaient et se heurtaient au souffle du vent, dans une sorte de danse macabre, dont l'horrible spectacle jetait l'épouvante au cœur des passants et de la population des alentours. Quoiqu'il en soit de cette question, il est certain que ces sortes de gibets qui portaient le nom de *fourches patibulaires* existèrent en France presque partout, jusqu'à la seconde moitié du dix-huitième siècle. La suspension à ces fourches était une aggravation de la peine de mort. Les cadavres des femmes n'y étaient cependant envoyés que très rarement<sup>2</sup>.

Cette façon de vengeance au delà de la vie fut poussée si loin, qu'on en vint quelquefois à refuser aux condamnés à mort la faculté de recevoir les sacrements de pénitence et d'eucharistie, afin que, privés d'absolution, les suppliciés fussent damnés et continuassent de la sorte à subir dans l'autre vie le châtiment de leurs crimes, commencé ici-bas. L'Eglise dut protester contre de pareils excès et Clément V (1305-1314) fit une obligation de conscience de faciliter aux condamnés à mort la réception des sacrements de pénitence et d'eucharistie. Il qualifiait « d'abus damnable » la pratique contraire et prescrivait aux évêques d'exhorter les juges et seigneurs, « *justiciarios omnes et dominos temporales* », à renoncer à cette

1. Cachot souterrain qui faisait partie de la prison d'Etat. Il devait son nom à Servius Tullius, qui l'avait fait construire.

2. Dubédat, *Hist. du Parlement de Toulouse*, t. II, p. 353.

façon d'agir et au besoin d'user contre eux des censures ecclésiastiques<sup>1</sup>.

Le nom de fourches était venu à ces gibets de ce que primitivement on plantait en terre deux grands poteaux terminés en fourche, sur lesquels venait se reposer transversalement une pièce de bois soutenant plusieurs chaînes de fer, destinées à la suspension des cadavres. Plus tard, les pièces de bois furent remplacées par des piliers bâtis en maçonnerie portant des barres de fer, au bout desquelles étaient placées des chaînes terminées par des carcans.

Ces sortes de gibets devinrent par la suite, sous l'empire des institutions féodales, l'insigne des seigneurs haut justiciers. Ils prirent même assez souvent, pour ce motif, le nom de *justices*<sup>2</sup>. L'existence de fourches patibulaires sur les terres des seigneurs ou près de leurs demeures allait même jusqu'à témoigner dans un cas douteux de leur seigneurie, et le nombre des piliers marquait alors de quelle dignité ils étaient investis. « Les fourches patibulaires, dit La Roche-Flavin, n'appartiennent qu'au seigneur haut justicier, desquelles il y en a de cinq formes. Les unes sont à deux piliers qui appartiennent au simple seigneur. Les autres sont à trois piliers qui appartiennent au seigneur chastelain. Les autres sont à quatre piliers qui appartiennent au seigneur baron ou vicomte. Les autres sont à six piliers, lesquelles appartenaient anciennement aux seigneurs Grands Ducs et Grands Comtes de Guyenne, Normandie, Bretagne, Comte de Toulouse, etc.<sup>3</sup>. » Le roi, comme souverain, pouvait élever autant de piliers qu'il lui plaisait.

Au temps de Charles IX, il y avait à Montfaucon seize piliers, entre lesquels étaient suspendus habituellement une soixantaine de cadavres.

A Toulouse, l'exposition des corps des suppliciés se faisait quelquefois sur le lieu même du crime et, dans certaines circonstances, leur tête était placée sur une des portes de la ville.

1. *Corpus juris, Clementianarum*, liv. V, tit. ix, ch. 1.

2. Viollet-le-Duc, *Dictionnaire d'architecture*, au mot *Fourches patibulaires*.

3. *Droits seigneuriaux*, ch. xxxi, art. 1.



Il en fut fait ainsi notamment en l'année 1600, à l'égard du capitaine Encontre et de son domestique. Ils avaient assassiné, à la croix de Montrabe, entre Périole et la porte Matabiau, un certain de la Martinière qui, étant venu à Toulouse pour un procès, avait eu l'imprudence de renvoyer sa monture et son compagnon de route avant de passer l'Hers sur une barque où il n'avait pu faire entrer son cheval. Les deux assassins furent condamnés à la peine de mort par les capitouls et, en vertu de la sentence qui fut confirmée par la Cour, leurs corps, divisés en quatre quartiers, restèrent exposés sur le lieu du meurtre. « La tête du capitaine fut fichée et empalée au bout d'une pique, au sommet de la porte Matabiau<sup>1</sup>. » Plus souvent les cadavres des suppliciés étaient simplement exposés au bord des grands chemins, et cela se pratiquait encore vers le milieu du dix-huitième siècle. Barthés, dans ses *Heures perdues* manuscrites, nous apprend que le 2 juillet 1740 les corps de deux voleurs, au supplice desquels il avait assisté, furent exposés l'un sur le chemin de Montaudran et l'autre sur celui de Saint-Martin-du-Touch. Il rapporte également que le 26 mai 1750 le cadavre d'un condamné à mort fut exposé sur le chemin de Bourrassol. En dehors de ces cas, les cadavres des suppliciés étaient suspendus aux fourches. Ce fut dans le principe à l'orme ou aux fourches du Château-Narbonnais<sup>2</sup>; puis aux fourches de Saint-Michel-du-Château; plus tard, à celles de Saint-Roch-des-Récollets et aux fourches de la Salade.

Le condamné subissait d'abord son supplice, celui de la roue, de la potence, de la strangulation, de la décollation, de l'écartellement ou tout autre, sur une des places ou en quelque autre endroit de la ville. L'exécution avait lieu soit sur les places du Salin, Saint-Georges, Arnaud-Bernard, de la Daurade ou à la place Royale, soit aux portes Saint-Michel ou Saint-Etienne, soit sur l'esplanade de la porte Montoulieu, à la Pierre, à la Halle aux poissons ou devant la Monnaie<sup>3</sup>. Le corps du supplicié était

1. Archives de Toulouse, *Annales manuscrites*, t. IV, f<sup>os</sup> 397-399.

2. Lafaille, *Annales*, t. I, pp. 69, 70, 74, 76.

3. Dubédat, *Hist. du Parlement de Toulouse*, t. II, p. 352.

ensuite porté et suspendu aux fourches. Viollet-le-Duc prétend qu'on pendait aussi aux fourches mêmes et que l'exécution n'était pas toujours faite ailleurs<sup>1</sup>.

En général, ce hideux appareil des fourches patibulaires était placé hors des villes, mais près de quelque grand chemin, de manière à porter au loin l'épouvante. A Toulouse, les fourches de Saint-Michel-du-Château furent établies en 1478, au croisement des chemins de Toulouse à Colomiers et de Saint-Simon à Saint-Michel-du-Château. On lit, en effet, dans un vieux cadastre écrit en langue romane : « *Eustaci Ynart dessusdit a aqui, apres so dessus et tenen à son autre terrador dessusdit et am lo cami de Colomies et am lo cami qui va de Sant Simo à Sant Miquel (del Castel), 3 arpents de terra bosigua que es inutil a causa de las Forcas que son aqui stadas pausadas l'an present MCCCCLXXVIII, de mandement de Messenhors los capitols de Tolosa en los quals foc mes et penjat Pierres Chivalier, mercier de Sant Subra per sos méritz*<sup>2</sup>. » Nous ignorons à quelle époque ces fourches furent supprimées.

Les fourches des Récollets existaient encore dans la première moitié du dix-huitième siècle, car Pierre Barthés, qui suivait alors toutes les exécutions et se plaisait ensuite à les décrire dans ses *Heures perdues*, mentionne l'exécution d'un jeune homme de vingt ans qui fut rompu vif, le 9 mars 1743, sur la place Saint-Georges, et il ajoute « que son corps fut ensuite transporté aux fourches derrière Saint-Roch-des-Récollets, où il fut exposé ». Ce chroniqueur explique le goût singulier qu'il avait de suivre de la sorte toutes les exécutions criminelles par ces simples mots : « C'est mon plaisir et tout est dit. » Il avouait cependant combien, dans certaines circonstances, était horrible le spectacle de pareilles exécutions. Le cadavre d'un condamné avait été traîné sur la claie, la face tournée contre terre, dans les rues et carrefours de la ville; on l'avait ensuite pendu par les pieds à une potence plantée devant le perron du Palais et enfin il avait été porté aux fourches, où on l'avait jeté au mi-

1. *Dictionnaire d'architecture*, au mot *Fourches patibulaires*.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1614, p. 116.

lieu des cadavres dévorés par les chiens et les oiseaux de proie. Barthés, qui l'avait suivi dans les rues et accompagné jusqu'à la voirie, déclare que : « telle fut l'horreur qu'on éprouva, que les estomacs de qualité en furent indisposés et que plusieurs des spectateurs s'en retournèrent avec un dégoût et un soulèvement de cœur presque nuisible <sup>1</sup>. »

On connaît d'une manière approximative l'époque de la disparition des fourches des Récollets. Celles-ci existaient encore le 9 mars 1743, ainsi qu'il résulte de ce fait rapporté par Barthés, mais elles devaient être alors en fâcheux état, puisque le corps du supplicié avait été jeté « au milieu des cadavres », au lieu d'être suspendu à l'un des piliers. D'autre part ces fourches avaient disparu le 20 décembre 1759. Ce fait est attesté dans une délibération que prit à cette date le Conseil de bourgeoisie dans les circonstances suivantes. Un *placet* des habitants du quartier de la Salade avait été adressé aux capitouls à l'effet « d'obtenir que les fourches patibulaires *qu'il y avait anciennement sur le chemin de Saint-Agne et dont il restait encore quelques vestiges* fussent reconstruites, afin qu'on pût y exposer partie des cadavres et diminuer par là le nombre de ceux qu'on exposait à celles qui se trouvaient situées après Saint-Roch-des-Minimes, sur le chemin de Montauban <sup>2</sup> ». La question ayant été soumise au Conseil de bourgeoisie le 20 décembre 1759, celui-ci délibéra qu'il n'y avait pas lieu de donner suite à une pareille requête, et il motiva son refus par cette double considération, « que la reconstruction des anciennes fourches engagerait la ville dans de trop fortes dépenses et qu'un trop long temps s'était d'ailleurs écoulé depuis leur destruction <sup>3</sup>. »

C'est donc entre les années 1743 et 1759 qu'il faut placer la disparition des fourches de Saint-Roch-des-Récollets.

Les fourches de la Salade étaient situées à la pointe de terrain formée par la jonction de la route de Montauban et du

1. *Heures perdues*, t. II, p. 524.

2. Arch. de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 20 décembre 1759.

3. *Ibid.*



chemin de Bruguières, en face de la porte actuelle de l'Octroi, à l'avenue des Minimes, sur un communal de la ville. Celui-ci faisait suite à une borde de 13 arpents 3 pugnérées occupant l'extrême pointe et appartenant en 1550 à demoiselle Jeanne Blanchard. Les fourches se trouvaient un peu plus loin, vers le nord. Le cadastre de cette époque signale, en effet, la borde Blanchard comme confrontant « *de septentrion* avec les communaux de la ville<sup>1</sup> ». Elle était donc au midi de ces communaux. Voici le passage du cadastre relatif aux fourches. « 3<sup>me</sup> Moulon. Après la borde Blanchard, avons trouvé *illec joignant* un grand herme appelé le communal de la ville de Tholose, confrontant avec le chemin tirant à Gaffelaze et à Castelginest et avec le champ Blanchard, contenant 95 arpents 3 pugnérées et 5 boissels<sup>2</sup>. » Ces fourches existaient depuis longtemps, à l'époque de la disparition de celles des Récollets. La délibération du Conseil de bourgeoisie, déjà citée, atteste leur état d'absolu délabrement en 1759 et la nécessité où l'on était alors de les réparer avant qu'elles n'achevassent de tomber en ruines. Les archives n'ont pu cependant nous fournir des précisions au sujet de leur établissement. Il est vrai qu'un rapport par lequel M. Chauliac expose à l'Intendant, le 14 février 1785, qu'il y avait avantage à les supprimer, pour une meilleure inféodation du communal où elles se trouvaient, porte expressément qu'il n'y avait pas alors cinquante ans qu'elles étaient bâties<sup>3</sup>; mais cela ne cadre guère avec l'état de ruine où la délibération du Conseil de bourgeoisie nous apprend qu'elles se trouvaient trente ans auparavant, à moins d'admettre, ce qui paraît difficile, qu'une fois bâties elles n'avaient pu se conserver vingt ans.

Quoi qu'il en soit de l'époque précise où l'on construisit les murs et piliers qu'il s'agissait en 1759 de réparer, il est certain que des fourches existaient au même lieu deux siècles auparavant. Elles sont mentionnées dans un avis d'expert, à propos

1. Arch. de Toulouse, CC, n° 1750, Cadastre du Capit. de Saint-Pierre de 1550.

2. *Ibid.*

3. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 2069.

d'un projet de canal de communication des deux mers, du mois d'octobre 1539<sup>1</sup>. Le cadastre du capitoulat de Saint-Pierre de 1550 déjà cité nous fournit également la preuve de leur existence à cette époque.

L'auteur de « *l'Histoire véritable de la délivrance de Toulouse arrivée le 17 mai 1562* » témoigne également de l'existence de ces fourches à cette époque. Après avoir raconté le massacre des protestants qui avaient fui sans armes par la porte Villeneuve, le 17 mai 1562, il dit : « Le capitaine du guet qui fut envoyé hors de la ville pour reconnaître le nombre des morts, rapporta que seulement depuis le couvent des Minimes jusqu'aux *fourches patibulaires*, c'est-à-dire environ mille pas, il en avait trouvé cinquante-trois<sup>2</sup>. »

M. Victor Molinier ne s'est-il pas mépris lorsque, dans un Mémoire présenté le 8 février 1868 à l'Académie des sciences, il ne fait remonter l'établissement des fourches de la Salade qu'au milieu du dix-huitième siècle? Après avoir signalé les fourches de Saint-Roch-des-Récollets, il ajoute : « Il en fut construit de nouvelles vers le milieu du dix-huitième siècle, sur des communaux appartenant à la ville, vers le nord, dans le voisinage d'une autre église dédiée aussi à Saint-Roch. Ces nouvelles fourches furent appelées la Salade. C'est entre les années 1743 et 1758 qu'elles furent construites<sup>3</sup>. »

M. Molinier n'a évidemment connu que la délibération du Conseil de bourgeoisie relative à la réparation de l'édifice et le rapport Chauliac dans lequel on disait « qu'il n'y avait pas cinquante ans que ces fourches étaient construites<sup>4</sup> ». La relation d'experts de 1539, le cadastre de 1550 et l'Histoire véritable de la délivrance de Toulouse (1562) lui ont échappé<sup>5</sup>. Sauf ce détail, le Mémoire de M. Molinier présente le plus vif intérêt.

1. Lafaille, *Annales*, t. II, Preuves, p. 19.

2. *Hist. véritable de la délivrance de Toulouse* (Abadie), p. 29.

3. *Mémoires de l'Académie des sciences de Toulouse*, 6<sup>e</sup> série, t. VI.

4. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 2069.

5. M. Molinier s'en exprime d'ailleurs très clairement dans son Mémoire : « Le seul document que nous ayons pu découvrir est des années 1758 et 1759. »

On a cru, sur la foi de Barthés, que le peuple avait nommé ces fourches la Salade, par allusion brutale à l'horrible pêle-mêle des cadavres en putréfaction qu'on jetait alors dans l'enclos<sup>1</sup>, à cause du mauvais état des piliers et des chaînes de fer. Il n'était plus possible, en effet, de les suspendre à ces piliers, à moitié démolis et tombant en ruines. L'explication de Barthés ne peut être acceptée. L'avis d'experts qui signale au même lieu l'existence des fourches en 1539, c'est-à-dire plus de deux siècles auparavant, leur donne en effet ce nom : « Faut commencer le contour du canal et commencer d'y faire la tranchée d'iceluy de profondeur de douze pans, laquelle profondeur faudra continuer jusqu'au chemin qui est auprès des Justices appelées la Salade<sup>2</sup>. »

Le cadastre de 1550 désigne les fourches uniquement par le mot de *justices*. Ne pourrait-on pas en conclure que le nom de Salade employé dans la relation d'expert de 1539, n'était pas encore d'un usage courant en 1550? Quoi qu'il en soit, le cadastre de Lalande de 1571, qui est postérieur de vingt et un ans, signale indifféremment les fourches sous les deux noms. Certains champs y sont mentionnés comme sis « *au terroir de la Salade* » et d'autres comme sis « *aux Justices*<sup>3</sup> ».

On peut se faire une idée de ce que devait être le foyer d'infection de ces fourches à l'époque où l'on s'occupait d'en réparer les murailles et les piliers, quand on sait que le Parlement avait décidé de ne plus faire procéder, comme autrefois, aux exécutions sur le lieu même du crime, mais uniquement à Toulouse. Les fourches des Récollets n'existant plus, le sinistre enclos de la Salade, par l'effet de cette mesure, était toujours amplement pourvu. La délibération du Conseil de bourgeoisie, où se trouve le rapport de la commission chargée de la vérification des bâtiments, en fournirait la preuve au besoin. En pénétrant dans l'enclos, les commissaires, MM. Laviguerie, Desirat, Casseyrol et Desazars, assistés du sieur Hardy, directeur des travaux de la ville, y comptèrent trente-quatre cada-

1. Dubédat, *Hist. du Parlement de Toulouse*, t. II, p. 351.

2. Lafaille, *Annales*, t. II, Preuves, p. 19.

3. Archives de Toulouse, CC, n° 1778, pp. 68, 69 et 70.



vres. Quelques-uns étaient exposés sur les murailles du pourtour. Quant à ceux qu'on avait jetés dans l'enceinte, ils étaient empilés en désordre les uns sur les autres. « Les murs et les piliers étaient en très mauvais état ; il y avait partie de ces murs et piliers tombés en ruine et le reste menaçait<sup>1</sup>. » Le rapporteur avait conclu en conséquence à la nécessité de porter remède à un pareil état de choses.

Le seul remède pour l'honneur du Parlement et de l'administration capitulaire eût été de supprimer purement et simplement ces hideuses exhibitions. Le roi, qui avait déjà signé des lettres patentes à cet effet pour d'autres villes, en aurait également accordé pour le ressort de la Cour de Toulouse. Les commissaires ne crurent pas que l'administration des capitouls fût assez puissante, auprès du Parlement et du roi, pour avoir même la pensée de protester, par un refus de concours, contre l'atrocité des coutumes judiciaires de ce temps. Les pétitionnaires ne l'avaient pas non plus espéré, car, on l'a vu, ils s'étaient contentés de demander qu'on relevât les fourches des Récollets pour éviter les accumulations de cadavres et faire ainsi le partage entre celles du nord et celles du midi. La restauration de la Salade fut donc votée, selon l'avis de la commission. Il restait à trouver les ressources nécessaires et à se procurer des ouvriers. Quant à la dépense, on y pourvut séance tenante en votant un crédit de 1.800 livres 6 sols qu'on avait estimé suffisant. Restait la question des ouvriers. La chose allait être plus difficile. Le rapport de la commission avait fait connaître à l'assemblée qu'on pouvait craindre de se heurter d'abord à l'impossibilité de trouver un adjudicataire et, en second lieu, qu'on n'avait pas à espérer que des ouvriers consentissent à exécuter ces travaux en régie. Les commissaires avaient ajouté que, dans le cas où on essaierait de les y contraindre, il était à prévoir qu'il faudrait envoyer des soldats sur le chantier pour les y maintenir et empêcher les passants de les insulter.

En présence de telles difficultés dont la gravité n'échappait

1. Arch. de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 20 décembre 1759.

à personne, le Conseil délibéra qu'il fallait se résoudre à réquisitionner les ouvriers et les fournisseurs habituels de l'administration : « On chargerait Laporte, serrurier de la ville, de tous les ouvrages de fer ; Capella, maçon, des constructions et réparations des murs ; Lafite, tuilier, de la fourniture de la brique ; Banes, de celle du bois ; Raymond Vignes, de celle du sable ; Pugibet et Laffont auraient à fournir la chaux et Cariben la pierre. Le sieur Hardy, ingénieur de la ville, veillerait à la conduite de cet ouvrage et aux fournitures qui seraient faites. »

On décida en conséquence « de refaire les murs dans leur entier, de les élever et d'y bâtir six piliers<sup>1</sup>, pour y attacher et assujettir six grosses barres de fer, auxquelles on attacherait vingt-six carcans destinés à la suspension des cadavres, afin qu'étant exposés à l'air ils pussent sécher plus tôt et plus facilement et que, venant à tomber, ils fussent renfermés dans l'enceinte<sup>2</sup>. »

On décida, en outre, qu'une porte avec une forte serrure donnerait accès dans l'enclos.

Tous ces projets furent mis à exécution. Les comptes de la ville portaient déjà en dépense l'année suivante une somme de 520 livres payée à Capella, maçon, Cariben, charpentier, et Vignes, charretier, « pour réparations ou fournitures faites aux fourches patibulaires », et une de 80 livres payée à Baron, marchand de bois, pour pareil objet<sup>3</sup>. On alla même plus tard au delà des prévisions, car, en 1777, on établit dans l'enceinte, « sur un dé en pierre de taille, entretenu par des contrefiches, un grand poteau sur lequel, à la hauteur de 15 pieds, était placée une roue horizontale en fer de 8 pieds de diamètre, avec ses doubles rayons. Attenant à ladite roue était une grosse échelle, avec ses marches plates et sa main courante, le tout peint en rouge<sup>4</sup>. »

1. On verra plus loin qu'on en construisit huit au lieu de six.

2. Arch. de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 20 décembre 1759.

3. *Ibid.*, CC, n° 1065; *Comptes*, pp. 61 et 62. — Il résulte d'une lettre du subdélégué à l'intendant du 30 juillet 1766 que tous les travaux avaient été exécutés et que la dépense s'était élevée à 1.900 livres (Arch. de la Haute-Garonne, série C, liasse 2074).

4. *Tableau de l'administr. de la ville de Toulouse* pour l'année 1785.

On couchait sur cette roue les cadavres mutilés des malheureux dont les membres avaient été rompus. Cette adjonction fut faite à l'occasion de la venue à Toulouse du comte de Provence, frère de Louis XVI. Pierre Barthés rapporte ce fait et il ajoute que « c'était là un moyen de mettre à l'abri de la voracité des chiens des métairies voisines les restes de l'humanité malheureuse dont ces mâtons faisaient curée, les transportant dans les maisons de leurs maîtres ou très souvent les laissant sur les chemins<sup>1</sup> ».

D'après la quittance et les comptes de la ville, cette roue fut payée à Laporte la somme de 240 livres<sup>2</sup>.

Cependant, les habitants des quartiers des Minimes et de la Salade, gravement incommodés par le voisinage des fourches, ne cessaient de se plaindre et de solliciter la suppression de ce hideux charnier; mais l'autorité semblait toujours assez peu disposée à leur donner satisfaction. L'Intendant de la province écrivait même à M. Amblard, le 7 avril 1761, que ces plaintes ne lui paraissaient pas fondées, surtout après les réparations qui avaient été faites. « Cependant, ajoutait-il, je suis assuré d'une manière positive que, dans le temps des grandes chaleurs, il peut arriver que les exhalaisons se fassent sentir à quelque distance, ce qui provient bien moins des chairs qui se dessèchent promptement que des entrailles qui se pourrissent peu à peu et qui empêchent les corps de se sécher, jusqu'à ce que les vers les aient rongées et aient percé les chairs, ce qui entraîne un certain délai. Ne serait-il pas possible, ajoutait-il, d'engager l'exécuteur, lorsqu'il transporte les cadavres dans l'intérieur du bâtiment et avant de les suspendre aux fourches, de leur ouvrir le ventre pour en ôter les entrailles? Il recoudrait ensuite le tout.

« Je vous prie d'en parler à M. le Procureur général, dit-il en terminant. Il serait à souhaiter qu'on pût prendre cet expédient ou tout autre pour empêcher l'infection qui, dans les

1. *Heures perdues*, t. VII, p. 135, n° 705.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 416, et Archives de Toulouse, CC. n° 1082, p. 38.



temps des grandes chaleurs, doit incommoder surtout et beaucoup les étrangers<sup>1</sup>. »

Les habitants du quartier paraissaient préoccuper assez peu l'Intendant de la province; c'étaient uniquement les étrangers qu'il déclarait devoir être incommodés par ce foyer pestilentiel!

Le 25 avril suivant, M. Amblard répondait à l'Intendant qu'il avait vu l'exécuteur de la haute justice et qu'il lui avait prescrit de remplacer désormais les entrailles du cadavre par de la chaux vive. Il avait cru, cependant, devoir s'abstenir d'en parler au procureur général, s'étant assuré le concours du capitaine de la santé pour veiller à l'exécution de la mesure<sup>2</sup>. Il ajoutait qu'au fond l'infection n'était pas le vrai motif des plaintes qui lui avaient été adressées et que les voisins se préoccupaient surtout « d'éloigner cette perspective désagréable ». La chose lui paraissait d'autant plus impossible que, dans quelque endroit qu'on plaçât les fourches, il y aurait nécessairement quelques voisins qui se plaindraient encore, les environs de Toulouse étant couverts pour ainsi dire d'une infinité de maisons de campagne<sup>3</sup>.

Les habitants du quartier naissant de la Salade n'avaient garde de se décourager. Ils sollicitèrent de nouveau, cinq ans plus tard, la démolition des fourches. Leur placet adressé à l'Intendant fut renvoyé par celui-ci aux capitouls, et le chef du Consistoire écrivait, le 30 juillet 1766, en réponse à cette communication, « que les plaignants auraient mérité, en bonne règle, d'être punis, attendu que c'était sur leur demande que des réparations importantes avaient été faites aux fourches. Ceux qui se plaignent aujourd'hui, disait-il, furent alors les premiers à applaudir à ces réparations<sup>4</sup> ». Il rappelle ensuite avec quelques détails les travaux exécutés. « On fit la réparation dans le plan que voici : on éleva d'abord les quatre murs

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 2074.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, série C, liasse 2074, Lettre de M. Amblard.

4. *Ibid.*

qui forment un édifice carré ; on éleva sur le mur, qui est très épais, huit piliers ; on plaça de l'un à l'autre de grosses barres de fer, auxquelles on attachait un certain nombre de colliers, qui sont aussi de fer, pour y suspendre les cadavres. » Il ajoutait enfin : « Si on détruisait cet édifice reconstruit à la sollicitude de ceux mêmes qui en demandent la suppression, ceux qui se trouvent dans un plus grand éloignement ne seraient-ils pas également fondés à demander qu'on le portât plus loin ? Et c'est ainsi que, de proche en proche, il faudrait l'établir hors du gardiage. »

Ces nouvelles tentatives avaient donc échoué comme les précédentes.

Près de vingt ans plus tard, pareille requête était adressée à qui de droit. Mais cette fois ce n'étaient plus les habitants du quartier de la Salade qui se plaignaient, c'étaient ceux de la paroisse nouvellement créée de Lalande qui intervenaient à leur tour. Ils se promettaient d'en appeler même au roi, si c'était nécessaire.

Dans la séance du Conseil politique de la ville tenue le 28 juin 1782, un des capitouls chargé du rapport fit connaître à l'assemblée que deux jours auparavant on avait signifié au syndic de la ville une requête, présentée au Parlement par les habitants de la paroisse de Lalande, et une ordonnance de soit montré au procureur général, pour « demander la suppression des fourches patibulaires comme étant nuisibles au public et habitants du quartier de Lalande, occasionnant des maladies épidémiques, par la putréfaction des cadavres qui infectaient l'air<sup>1</sup> ». Le rapporteur ajoutait que ces mêmes habitants avaient remis à chacun de MM. les capitouls un précis sur soit montré, dans lequel ils prouvaient la nécessité de détruire les fourches. Il faisait connaître en conséquence que les deux Commissions des affaires contentieuses et économiques réunies s'étaient occupées de cette requête et de ce précis, et que, vivement pénétrées de la justice et de la gravité des motifs exposés, elles avaient unanimement délibéré que la ville devait consentir à la sup-

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 28 juin 1782.

pression de ces fourches, autant dans l'intérêt propre et particulier des habitants de Lalande, que dans celui du public, sans préjudice néanmoins du droit de la ville. Réserve expresse était faite qu'on ne pourrait plus les rebâtir ailleurs dans le gardiage et que les cadavres des suppliciés seraient inhumés à l'avenir au cimetière Saint-Aubin. Le Conseil politique acceptant les conclusions du rapporteur, autorisa le syndic de la ville à consentir à la destruction demandée et même, au besoin, à la provoquer par tous les moyens en son pouvoir.

Dans leur requête au Parlement, les habitants de Lalande signalaient tous les inconvénients qui résultaient pour eux d'un tel voisinage : le vent du Midi leur portait toutes les exhalaisons qui émanaient de ce foyer d'infection. Ils ajoutaient que, loin d'être effrayés par un tel spectacle, les malfaiteurs ne se retiraient que trop souvent derrière ces murailles « pour en faire leur repaire, s'y tapir, fondre de là sur leur proie et arrêter, détrousser et assassiner les passants ». Ils faisaient enfin respectueusement remarquer à la cour que « Toulouse se trouvait être la seule ville où ce tableau dégoûtant n'eût pas encore intéressé la tendre sollicitude et la sage prévoyance des magistrats souverains ; que le Parlement de Paris l'avait depuis longtemps supprimé dans toute l'étendue de son ressort et que dans les autres villes de Parlement les cours souveraines avaient suivi l'exemple de celle de Paris<sup>1</sup>. »

Il ne semble pas que le Parlement ait consenti alors à donner satisfaction aux paroissiens de Lalande, car, malgré le vote favorable du Conseil de ville, les fourches existaient encore trois ans après. Le rapport de M. Chauliac du 14 février 1785 déjà cité en témoigne, en effet, d'une manière expresse. Il signale à l'Intendant le désir de l'administration des capitouls d'inféoder par parcelles tout le terrain du communal sur lequel elles étaient établies, et il affirme que les prétendants se présenteraient en grand nombre si on pouvait supprimer cette cause de dépréciation des terrains. On y observait également que « toutes les maisons de campagne situées autour des commu-

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, t. IV.



naux n'étaient plus habitées et que si on ôtait ce monument des communaux, on en trouverait plus du double<sup>1</sup> ». Le subdélégué déclarait en terminant que les voisins étaient décidés à se pourvoir en Conseil d'Etat, ce qui prouve que le Parlement avait rejeté leur requête du 26 juin 1782.

L'Intendant de la province répondit à M. Chauliac, le 17 février 1785, que si les habitants de Lalande donnaient suite à leur projet et que leur requête lui fût renvoyée, il donnerait toute son attention à leur demande et qu'en même temps il ne perdrait pas de vue les intérêts de la ville<sup>2</sup>.

Effectivement, les paroissiens de Lalande adressèrent au roi une requête par laquelle ils demandaient à Sa Majesté de prescrire la démolition des fourches de Lalande. La requête fut renvoyée à l'Intendant, et celui-ci écrivait le 29 décembre 1785 à M. de Ginesty, son subdélégué à Toulouse, le chargeant « d'examiner et de vérifier les motifs sur lesquels cette demande était fondée. Je vous prie de me marquer, lui disait l'Intendant, si vous pensez qu'il puisse y avoir aucun inconvénient à y avoir égard, même du côté du Parlement, comme on le prétend<sup>3</sup> ».

La tâche de M. de Ginesty paraît avoir été difficile, car sa réponse se fit attendre. L'Intendant lui écrivait donc de nouveau le 21 février 1786, c'est-à-dire environ deux mois après, d'avoir enfin à lui fournir les éclaircissements demandés<sup>4</sup>.

Le subdélégué appuya sans doute la requête des habitants de Lalande, car le 2 décembre 1786 des lettres patentes du roi supprimaient enfin les fourches patibulaires de Toulouse<sup>5</sup>. Le Parlement enregistra ces lettres au mois de janvier 1787<sup>6</sup>.

Le 3 mars de la même année, le Conseil politique de la ville étant réuni, M. Julia, l'un des commissaires, annonça à l'assemblée que satisfaction avait enfin été donnée par le roi à

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 2069.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, série C, liasse 2074.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*, série B, Parlement, n° 1852.

6. *Ibid.*, n° 1852, f° 86.

ceux qui désiraient la suppression des fourches. Il déclarait d'autre part que MM. les Capitouls ayant reçu mandat de les faire démolir s'étaient empressés de mettre cet ordre à exécution et qu'ils avaient la satisfaction d'annoncer au Conseil que ce monument affreux n'existait plus. Les dépenses occasionnées par l'inhumation des corps et des ossements entassés à l'intérieur, jointes à celles qu'avait nécessitées la démolition du bâtiment, s'étaient élevées à plus de 200 livres, mais la vente des matériaux avait produit une somme excédant de 191 livres 12 sols le chiffre de la dépense. Les capitouls avaient estimé que cette somme, vu son origine, ne devait pas entrer dans la caisse de la ville et ils proposaient de la verser entre les mains du trésorier de l'œuvre de la Miséricorde, pour le soulagement des prisonniers. La Commission des affaires économiques consultée avait été unanime à approuver la propositions des capitouls.

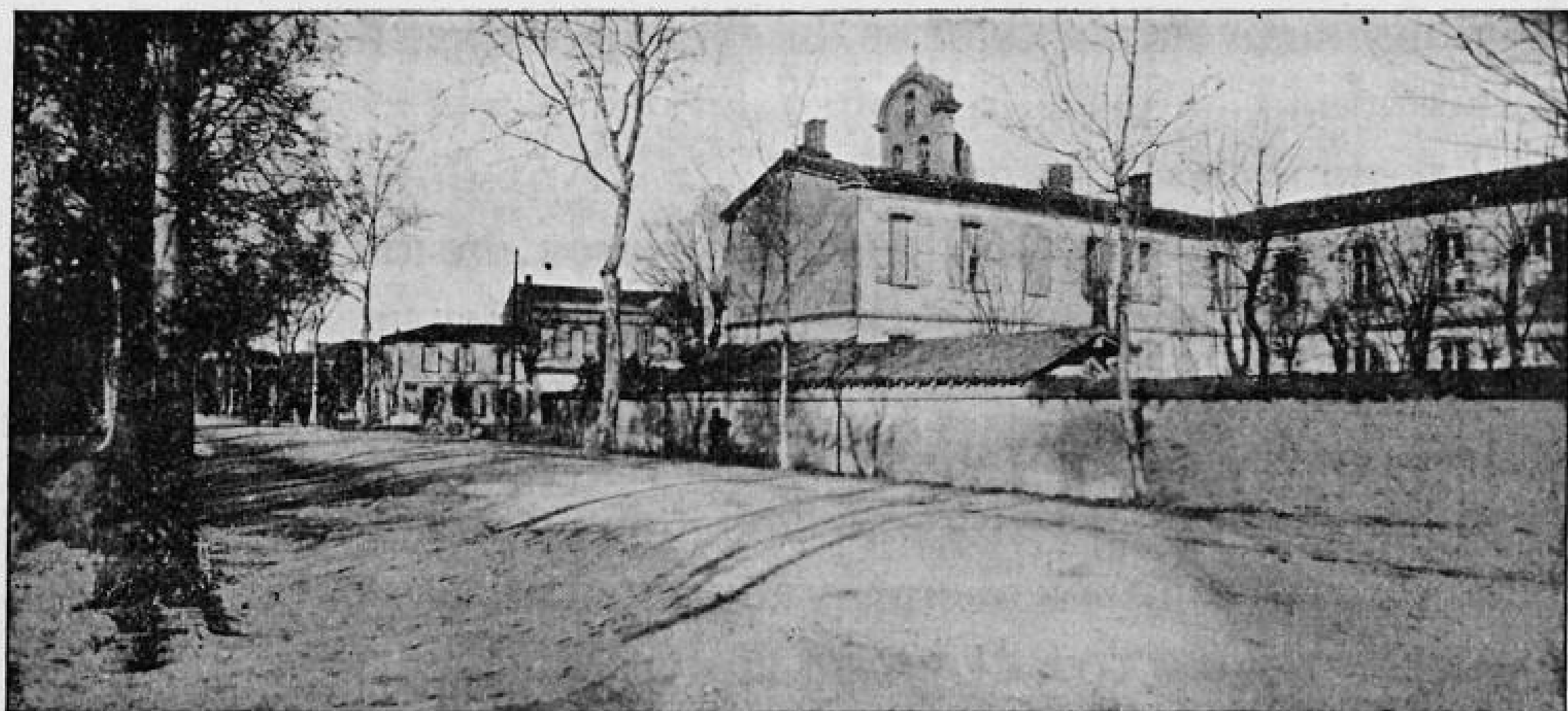
Le Conseil se prononça à son tour dans le même sens et décida que les 191 livres 12 sols seraient délivrés au trésorier de cette œuvre<sup>1</sup>.

L'annaliste attitré de l'Hôtel de ville consigna la suppression des fourches aux Annales manuscrites comme un événement important de cette année. « Depuis longtemps, écrivait-il, les étrangers faisaient à la ville le reproche de laisser subsister à ses portes et sur la route la plus fréquentée des fourches patibulaires qui n'inspiraient ni crainte ni effroi aux méchants et formaient un foyer infect d'où s'exhalaient des miasmes funestes et des vapeurs méphitiques qui corrompaient l'air. Il avait été présenté divers mémoires pour solliciter la suppression, lorsqu'enfin les capitouls furent autorisés par lettres patentes enregistrées au Parlement à les faire démolir<sup>2</sup> ».

Les fourches patibulaires de Toulouse avaient vécu. On n'avait plus à souhaiter que de voir bientôt bannir à tout jamais de nos lois tous les raffinements de supplice.

1. *Tableau de l'administration de la ville de Toulouse*, 1786-1787.

2. Archives de Toulouse, *Annales manuscrites*, t. XII, pp. 155-156, année 1787.



ROUTE DE LYON PAR ALBI. — TRAVERSE DE CROIX-DAURADE (CÔTÉ DE L'HERS.)

(Cl. de M. G. Donat.)

## CHAPITRE IX.

### Quartiers du gardiage du capitoulât de Saint Sernin situés à l'ouest de la route de Lyon par Albi.

Croix-Daurade. — Palficat. — Les Brugues. — Tayac. — Granselve. — Comigères. — Borde-Rouge. — Pugibet. — Niboul. — Les Trois-Cocus. — Fabié. — Lanusse. — La Maurine et Loubiague. — Négreneys. — La Cabarette. — Lapujade. — Raynal. — Le Raisin. — Mazades. — Les Minimes. — Arnaud-Bernard. — Pouzonville. — Matabiau.

Une notice complète de tous les quartiers du gardiage serait impossible. Nous nous bornerons à quelques particularités et à certains détails dont la connaissance peut nous intéresser et être utile à l'histoire générale.

Ce chapitre, où il sera question tout d'abord du quartier de Croix-Daurade, aura ensuite pour objet ceux qui sont situés à l'ouest de la route d'Albi. Le chapitre suivant sera consacré aux quartiers qui se trouvent à l'est de cette même route.

I. CROIX-DAURADE AUTREFOIS LA CROIX-DAURADE. — Ce quartier a son centre au croisement de la route nationale n° 88 de



Toulouse à Lyon par Albi et du chemin vicinal n° 5 de Périole à Lalande.

Il porta d'abord le nom de *Croix de la Boyssonnade ou de Boyssonne* et quelquefois aussi, en raison du mauvais état des chemins qui ne formaient là qu'un bournier inextricable, on l'appela simplement *Fangas de Boyssonne* ou *Malfangas*<sup>1</sup>.

Le nom de Croix-Daurade lui vint plus tard, selon toute vraisemblance, d'une croix dorée, en patois du pays « *Croux daourado* », existant anciennement au centre de ce quartier, ce qui explique qu'on écrive *Daurade* et non *Dorade*.

Le cadastre du capitoulat de Saint-Sernin de 1478 témoigne de l'existence de cette croix. Il la signale comme étant placée au point où le chemin des Cocus vient aboutir au chemin de Castelmauou : « *Camy de la porte d'Arnaud-Bernard à Quatre-Carrières (Cocus)<sup>2</sup> et d'aquí à la croux de Montisalguier ques sur le camy que va à Castelmauou<sup>3</sup>.* » Un seul chemin venant du quartier des Cocus aboutissait alors à celui de Castelmauou, car le chemin vicinal n° 24 qui joint actuellement la route d'Albi, près de la maison Duffour, est de date récente. (Voir chap. iv.) Il ne peut donc y avoir de méprise : la croix de Montisalguier n'est pas autre que la croix du carrefour, ainsi nommée à cause de la proximité du pont de l'Hers qui portait ce nom.

Le cadastre de 1550 la signale à la même place et l'appelle « *Croix de la Boyssonnade*<sup>4</sup> ». Cette croix n'était pas dorée en 1478, car le cadastre l'aurait indiqué. Ce devait être un crucifix en pierre, tel qu'il en existe encore dans la contrée, au sommet du coteau de Gramont par exemple. (Voir cette croix au chapitre suivant.)

Le cadastre du capitoulat de Saint-Sernin de l'année 1571 qui signale également la croix du carrefour nous apprend effectivement qu'elle était en pierre. On lit, au dernier article du sixième moulon hors ville, qu'une maison et un jardin, qui fai-

1. Cadastres de 1478 et 1571 (Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623, et Archives de Toulouse, CC, n° 1774).

2. Voir plus loin l'article relatif au quartier des Cocus.

3. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623.

4. *Ibid.* A la suite de celui de 1478.

saient l'objet de cet article, confrontaient « avec deux chemins allant à Castelmaurou, joignant illec en pointe et une croix de pierre appelée vulgairement de Boyssonne<sup>1</sup> ». En indiquant les limites du septième moulon hors ville, il parle aussi de cette croix comme étant placée au point de jonction de deux chemins allant de Toulouse à Castelmaurou et partant l'un de la porte Pouzonville et l'autre de la porte Arnaud-Bernard. C'étaient les chemins qu'on appelle aujourd'hui de Lapujade et de Raynal. Le premier est marqué FF', sur la carte du gardiage et le second de la lettre H. (Voir chap. iv.) Il est facile de constater qu'ils se joignaient, en effet, à la croix du carrefour. Celle-ci n'était donc, en 1571, que la croix en pierre de Boyssonne.

Cependant cette croix avait déjà commencé à cette époque de s'appeler aussi « la Croix-Daurade », car le cadastre de 1550 dit, au sujet d'un champ, « qu'il finissait à la métairie des Maurels et à la † de la Boyssonnade et à *présent Daurade*<sup>2</sup> ».

C'était bien la croix de Boyssonne signalée au cadastre 1571, puisqu'on lui donne un nom à peu près identique et qu'on la place au même lieu, c'est-à-dire au point de jonction des mêmes chemins et près de la même métairie, celle des Maurels.

Le fait que cette croix fût en pierre, attesté par le cadastre postérieur de 1571, alors que le cadastre plus ancien de 1550 nous apprend qu'on l'appelait *Daurade*, sans doute parce qu'elle était dorée, étonne au premier abord. La difficulté n'est cependant qu'apparente, car la croix, primitivement en pierre, pouvait bien n'être plus, en 1550, qu'une croix de fer doré et continuer, en 1571, d'être appelée parfois « *la croix de pierre* » par l'effet de l'habitude. Cela est d'autant plus vrai, que le même fait se reproduira plus tard, précisément à une date où il est bien établi qu'elle était en « *fer doré* ». Le décret d'érection de la paroisse de Croix-Daurade porte que l'église devait être bâtie dans le quartier « *de la croix de pierre*<sup>3</sup> ». Or, la croix était alors, sans le moindre doute, en fer doré, ainsi qu'en témoigne la légende

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1774.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623. A la suite du cadastre de 1478.

3. Voir ch. 1 de la 2<sup>me</sup> partie.

du plan de Croix-Daurade dressé en 1776 et dont nous parlerons plus loin. La croix de fer paraît d'ailleurs avoir été placée sur le pied resté debout de l'ancienne croix de pierre, ce qui explique mieux encore que l'on continuât de la nommer quelquefois « *la croix de pierre* ».

Nous ignorons pour quel motif la croix de la Boyssonnade ou de Boyssonne était ainsi appelée en 1550 et 1571. Ce nom pouvait lui avoir été donné à cause d'un buisson « *bouyssou* » à côté duquel elle était peut-être placée, ou en raison de quelques fonds limitrophes appartenant à la famille Boysson, bien connue à Toulouse vers cette époque.

La première hypothèse nous paraît plus acceptable, car aucun cadastre n'a pu nous fournir la preuve qu'un membre de la famille Boysson ait jamais été propriétaire d'un fonds dans le voisinage de la croix. Cela est d'ailleurs d'autant plus vraisemblable, qu'on a conservé dans la région l'habitude d'appeler *boyssonnades* certains lieux où se trouvent des buissons.

La croix du carrefour était donc primitivement une croix en pierre, et ce ne fut que plus tard, entre 1478 et 1550, qu'une croix en fer doré la remplaça et que l'on commença de l'appeler « *la Croix-Daurade* ».

A son tour, le cadastre de 1669 témoigne de l'existence de la croix à cette date, car il signale certaines terres comme étant « sises au terroir de Lalande, proche la Croix-Daurade<sup>1</sup> ».

Enfin, la croix du carrefour est signalée dans le plan cadastral de 1690<sup>2</sup>, ainsi que dans un plan particulier de Croix-Daurade conservé aux archives de la Haute-Garonne. Ce dernier fut dressé en 1776, à l'occasion d'un procès intervenu entre l'abbé Barthe, doyen de la Faculté de théologie de Toulouse, et un certain Ouillé, son voisin, au sujet d'une partie du vieux chemin adjudgé à l'abbé Barthe<sup>3</sup>. Celui-ci possédait alors une habitation de plaisance là où se trouve actuellement l'ancienne maison de campagne du petit Séminaire.

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1777.

2. *Ibid.*, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue.

3. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 166.



Sur ce plan, la croix est indiquée à l'angle nord-ouest qui forme aujourd'hui, au carrefour du croisement de ces deux chemins, la propriété de M. Terris. Elle se trouvait à peu près au point de jonction de cette propriété et de celle du Séminaire. (Voir le plan.) Au contraire, dans le plan cadastral de 1690, la croix est marquée à l'est et non à l'ouest du chemin allant de Toulouse à Castelmaurou. La raison en est que la route actuelle indiquée dans le plan précédent n'existait pas en 1690 et que le vieux chemin passait à l'ouest de cette route. Cela explique bien que la croix placée ainsi entre les deux se trouve à l'est du vieux chemin et à l'ouest du nouveau. Il est facile de s'en rendre compte par un simple coup d'œil sur ce plan où sont indiqués les deux chemins. Nous le publions d'après une photographie.

La légende de ce plan atteste que la croix était une « *Croix de fer doré* ».

La croix de pierre avait dû être brisée pour un motif et à une date qui nous sont inconnus. Ce fut peut-être par le fait d'un accident, mais peut-être aussi avec intention et par hostilité à l'époque des guerres de religion, car les novateurs, renouvelant les erreurs et les violences des iconoclastes, abattirent alors dans nos contrées les croix et les images des saints<sup>1</sup>. On dut placer ensuite une croix de fer doré sur le pied resté debout de la croix de pierre, et c'est à partir de ce moment que le quartier perdit le nom de « *Fangas, Mal-Fangas, Fangas de Boyssonne et Croix de Boyssonne* » pour prendre celui de la *Croix-Daurade*.

La croix dorée du carrefour qui existait encore en 1776 ne paraît avoir disparu qu'à l'époque de la Révolution, et celle qui se trouve actuellement sous le porche de l'église ne serait autre que cette dernière, qu'on y aurait alors transférée. Nous devons au lecteur les motifs pour lesquels nous croyons pouvoir l'affirmer sans hésitation. Ils résultent des faits suivants :

Il existe de temps immémorial sous le porche de l'église de

1. Roschach, *Inventaire des Archives municipales de Toulouse*, p. LXII.

Croix-Daurade une croix en fer, placée sur une colonne hexagonale en pierre. Or, pour tout œil exercé, colonne et croix sont plus anciennes que le porche, lequel fut bâti en 1776 (voir ch. II de la 2<sup>e</sup> partie), c'est-à-dire l'année même où fut dressé le plan dont il vient d'être question et qui établit l'existence, à ce moment, de la croix de fer doré du carrefour.



LA CROIX DU PORCHE.

(Cl. de M. G. Donat.)

La colonne a une base qui rappelle le quinzième siècle. Elle se trouve tranchée au sommet d'une façon irrégulière et qui montre qu'elle fut autrefois cassée.

La croix de fer qui surmonte cette colonne, au sommet de laquelle on l'a plantée, sans rien modifier de la cassure, avait aussi été dorée, ainsi qu'on pouvait aisément le constater avant sa récente restauration, et elle accuse le style du seizième siècle. Par ce style même, la croix du porche répond déjà exactement à ce qui vient d'être dit de la croix du carrefour, savoir qu'elle était en pierre en 1478 ou dans la seconde moitié du quinzième siècle, et en fer avant

1550 ou dans la première moitié du seizième.

Au surplus, cette croix et la colonne qui la supporte étant plus anciennes que le porche, on doit en conclure ou bien qu'elles furent transférées sous ce porche après sa construction, ou bien qu'elles existaient en cet endroit quand le porche fut bâti et qu'on les y maintint. Or, cette dernière hypothèse ne peut être admise, car le devis du porche, dans les murs duquel est à moitié encastrée la colonne, en aurait fait mention et il est muet sur ce point.

Il faut donc conclure que la croix n'existait pas à l'endroit du

porche (au milieu d'une vigne<sup>1</sup>), à l'époque où celui-ci fut bâti, c'est-à-dire en l'année 1776, où le plan du procès Barthe Ouillé atteste qu'existait au contraire « la croix de fer dorée » du carrefour. Donc cette croix du porche fut transférée là d'un autre lieu postérieurement à la construction de ce dernier.

Enfin, des personnes dignes de foi, qui seraient aujourd'hui plus que centenaires, nous ont affirmé avoir vu de tout temps la croix du porche à la place qu'elle occupe et n'avoir jamais vu, au contraire, la croix du carrefour.

Si donc, d'une part, la croix du porche n'existait pas encore, tandis que la croix dorée du carrefour était toujours en place, et si, d'autre part, la croix du carrefour avait disparu, alors que se dressait sous le porche la croix dorée, *de même style et transférée d'un autre lieu*, il est permis de conjecturer que c'est bien la croix du carrefour qui aura été transportée sous le porche.

La pierre carrée, sur laquelle repose la colonne que surmonte la croix de fer sous le porche de l'église, n'est ni de la même pierre ni de la même époque que la colonne de la croix. On l'aura placée là lors de la translation de la croix sous le porche. On lit sur deux faces de cette pierre l'inscription : *O crux ave spes unica*, et sur une troisième la date de 1791. Cette date serait-elle celle de la translation ou faudrait-il reporter celle-ci à quelques années plus tard ? L'une et l'autre hypothèse cadrent avec les faits et les témoignages relatifs à la disparition de la croix du carrefour et à l'existence peu après de celle du porche.

Si cette translation ne se fit point en 1791, elle s'imposa certainement deux ou trois ans plus tard. Dans sa séance du 7 frimaire an II (27 novembre 1793), le conseil de la commune délibéra entre autres choses « que *les croix* et les enseignes religieuses *qui se trouvaient sur les routes et places seraient abattues*<sup>2</sup> ». C'était le cas de la croix du carrefour.

D'autre part, dès son arrivée à Toulouse comme commissaire de la Convention, Malarmé (de la Meuse) prenait un arrêté, le

1. Voir le ch. II de la 2<sup>me</sup> partie.

2. Archives de Toulouse, Livre des Conseils V, f<sup>o</sup> 48.



14 vendémiaire an III (3 octobre 1794), dont l'article 2 prescrivait la *destruction* de toutes les images de saints en bois ou en pierre et « *le renversement de toutes les croix en quelques lieux qu'elles fussent placées*, sans en excepter même celles qui avaient été élevées sur les tombeaux<sup>1</sup> ».

Enfin, un an plus tard, la loi du 7 vendémiaire an IV (18 septembre 1795) sur l'exercice et la police des cultes pourrait aussi avoir motivé la translation sous le porche de la croix du carrefour. On lit dans le texte de cette loi : « *Titre IV. Section II. Des lieux où il est défendu de placer les signes particuliers à un culte..... XIII. Aucun signe particulier à un culte ne peut être élevé, fixé et attaché en quelque lieu que ce soit, de manière à être exposé aux yeux des citoyens si ce n'est dans l'enceinte destinée aux exercices du même culte, au dedans des maisons des particuliers, dans les ateliers ou magasins des artistes ou marchands ou les édifices destinés à recueillir les monuments des arts. — XIV. Ces signes seront enlevés de tout autre lieu, de l'autorité municipale ou de l'adjoint municipal, et, à leur défaut, du commissaire du directoire exécutif près du département*<sup>2</sup>. »

La croix du carrefour fut-elle transférée sous le porche en 1791 ou bien cette translation eut-elle lieu en exécution de la délibération du conseil de ville du 7 frimaire an II, de l'arrêté du conventionnel Malarmé ou de la loi du 5 vendémiaire an IV ? Nous l'ignorons ; mais, en présence de prescriptions aussi formelles, il était impossible qu'elle fût conservée, et, en réalité, il est certain qu'elle avait disparu pendant la période révolutionnaire. Les faits suivants en fournissent la preuve.

M. Bébien, nommé curé de Croix-Daurade lors du rétablissement du culte en 1802, fit placer en effet une croix sur le patus de l'église et en avant du porche pour « *remplacer l'ancienne croix dorée*<sup>3</sup> ». La nouvelle croix, trop faible, ayant été

1. Abbé Salvan, *Hist. de l'église de Toulouse*, t. IV, p. 587, et d'Aldéguier, *Hist. de la ville de Toulouse*, t. IV, p. 451.

2. Champeaux, *Droit civil ecclésiastique*, t. I, p. 502.

3. Archives de l'église de Croix-Daurade, Registre des délibérations de 1795 à 1810, p. 15.

renversée par le vent, M. Toulza, successeur de M. Bébien, en fit ériger une seconde, en exécution d'une délibération du conseil de fabrique du 5 juin 1806. Il annonçait en conséquence, le 17 août suivant, la mise en place de « *la nouvelle croix dorée* », et se félicitait que les quêtes faites dans ce but eussent suffi et au delà à son acquisition. Une seconde délibération nous apprend que « la bénédiction solennelle de *cette nouvelle croix dorée* fut faite ce même jour par M. le Curé, à l'issue des vêpres, avec l'assistance de M. Prépaud, secrétaire de M<sup>gr</sup> l'Archevêque, de M. Barquisot, vicaire de la Dalbade, ainsi que de MM. Cazal, Puget, négociant, Laffont, chaussetier, et Dominique Darmagnac, charpentier, tous quatre propriétaires dans la paroisse, lesquels avaient chacun à la main un ruban pour accompagner le clergé jusqu'au piédestal destiné à y placer la susdite croix et qui est devant le porche de l'église<sup>1</sup> ».

L'érection à l'extérieur d'une « *nouvelle croix dorée* », lors du rétablissement du culte après le Concordat, suppose et prouve par conséquent que l'ancienne avait disparu pendant la période révolutionnaire.

Le peuple tenait tant à sa croix dorée qu'on ne mit aucun retard à ériger « la nouvelle », et quand celle-ci disparut à son tour, renversée par un coup de vent, on organisa aussitôt une quête « pour en faire faire une plus forte ». Ce fut ensuite avec le plus grand éclat qu'on procéda à la bénédiction solennelle de *cette nouvelle croix dorée*<sup>2</sup>. C'est dire combien celle-ci était chère à tous.

La tradition se maintiendra. Quarante ans plus tard, en janvier 1845, la croix érigée en 1805 sera elle-même remplacée par une plus riche et plus grande à l'occasion de la clôture d'une mission, et l'archevêque de Toulouse en personne présidera la cérémonie<sup>3</sup>. Cette croix en fer forgé, œuvre d'un serrurier du

1. Arch. de l'église de Croix-Daurade, Registre des délibérations de 1795 à 1810, p. 16. Les comptes de cette époque portent que la façon de cette croix avait été payée une somme de 6 francs, et « *la dorure de la croix de fer 8 francs* ». (*Ibid.*)

2. Délibérations des 5 juin et 17 août 1805.

3. Archives de l'église de Croix-Daurade, Livre de paroisse.

lieu nommé Audibert, est celle que l'on voit actuellement sur le patus de l'église. Elle ne manque pas d'un certain mérite.

Il existait également, au seizième siècle, au nord de la ville et dans le gardiage, un autre lieu appelé Croix-Daurade, mais qui n'avait rien de commun avec celui de la Croix-Daurade actuelle. Il se trouvait dans le gardiage du capitoulat de Saint-Pierre, au quartier des Croses, le long du chemin de Blagnac, comme l'atteste le cadastre du capitoulat de Saint-Pierre de l'année 1571<sup>1</sup> et un acte d'achat du 21 mars 1535<sup>2</sup>, tandis que celui de la Croix-Daurade actuelle appartenait au gardiage du capitoulat de Saint-Sernin. La partie du quartier des Croses située le long du chemin de Blagnac perdit bientôt le nom de Croix-Daurade. Celui-ci était passé au quartier de la Croix de la Boyssonade ou de Boyssonne. Tous ceux de nos lecteurs qui connaissent le vieux Toulouse savent que ces transmissions de nom d'une rue à une rue voisine, d'un lieu à un autre lieu, étaient chose fréquente au quinzième et au seizième siècles. Celle-ci était d'autant plus naturelle qu'elle se motivait par l'existence d'une croix dorée dans le terroir de la Boyssonade.

Dans l'angle adjacent à celui où se trouvait la croix dorée du carrefour et du même côté ouest de la route d'Albi, c'est-à-dire là où s'élèvent actuellement les maisons Guitard et Bergal, existait, en 1776, un petit communal sur lequel était planté, au bord de la route d'Albi, un poteau de justice. Ce communal, ainsi que l'indique le plan du procès Barthe Ouillé, s'étendait même vers l'ouest, au delà des maisons actuelles. La place publique de Croix-Daurade, récemment établie, l'a donc été sur une partie de cet ancien communal. On s'en convaincra aisément par un simple coup d'œil sur le plan.

II. PALFICAT. — Ce quartier a pris son nom du domaine et du château de Palaficat, Palificat, Paléficat ou Palficat, bien plus anciens et aux alentours desquels il s'est formé.

Aucun document ne nous permet d'indiquer avec certitude la

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1772.

2. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, Répert. de Cresty, t. I, p. 304.



provenance et la signification de ce nom. Nous devons nous borner à faire connaître diverses opinions plus ou moins fondées, mais ayant cours.

Du Mège en donnant la liste des consuls de la ville de Toulouse pour l'année 1192, fait remarquer que le nom d'un certain *Paléficat* figure sur cette liste et il ajoute : « aux Raymond, aux Roaix, aux Villeneuve viennent se joindre..... les *Paléficat* qui prirent le nom d'un domaine situé près de Toulouse et qui le porte encore<sup>1</sup>. » Ce n'est là qu'une affirmation sans preuve. Du Mège n'établit en aucune façon que le domaine en question existât en 1192 et que le consul Paléficat en fût alors ou en eût été précédemment propriétaire. Cela seul cependant permettrait de penser que ledit consul avait pris le nom du domaine ou qu'il avait donné le sien à ce dernier. C'est uniquement sur l'identité de nom que se base cet historien. Il existait de son vivant un domaine de *Paléficat*. D'autre part, il découvre qu'un consul de même nom avait aussi existé en 1192. Donc, conclut-il, celui-ci a pris le nom de celui-là. On voit le peu de sérieux d'une telle déduction.

S'il en eût été ainsi d'ailleurs, comment expliquer que le nom du consul Paléficat eût subi précisément à cette époque diverses variations? Le consul s'appelait, en effet, Paléficat en 1192, se nommait Paléfixe en 1202 et était appelé Pellipart en 1207. Il s'agit bien du même personnage, car il porte uniformément le même prénom de Raymond sur les listes des consuls de ces trois années.

Si d'ailleurs le domaine de Palficat eût existé à cette époque sous la dénomination de l'une ou l'autre de ces variantes, il figurerait au Cartulaire de l'abbaye de Saint-Sernin, laquelle possédait alors des terres au même lieu, au *Clos Naulina* par exemple. Ce clos comprenait la partie de territoire située le long et à l'ouest de la route d'Albi, au nord du chemin *actuel* de Palficat, à partir du point où ce dernier s'embranché sur cette route. Là se trouvent aujourd'hui les maisons Duffour, Lamy et toutes celles qui suivent jusqu'à l'Hers. Paléficat, Paléfixe

1. *Hist. des Institutions de la ville de Toulouse*, t. I, p. 266.

ou Pellipart n'auraient-ils pas dû être signalés, comme confronts des terres de l'abbaye, surtout étant donné que le chemin actuel de Palficat n'existait pas? Le clos Naulina était, en effet, contigu du côté de l'ouest au terroir qui forma par la suite le domaine de Palficat. Or, le Cartulaire n'en fait mention dans aucune charte. Ce que prétend Du Mège n'est donc rien moins que certain et l'on doit chercher ailleurs et plus près de nous l'origine du nom de Paléficat.

Un propriétaire de ce nom l'aurait-il plus tard donné au domaine, au lieu de le recevoir lui-même de cette terre, et ce propriétaire ne serait-il pas un descendant de Raymond Paléficat, Paléfixe ou Pellipart, dont le nom se serait définitivement fixé? Ceci est possible, probable même, car dans nos contrées les domaines prirent généralement les noms de leurs propriétaires; mais ce n'est là, néanmoins, qu'une hypothèse.

Ce nom ne viendrait-il pas du simple rapprochement de deux mots romans, *pal* et *ficat*, *Palficat*, qui signifient pieu planté? C'est en deux mots, en effet, que ce nom est écrit dans la relation de l'entrée de Louis XI encore dauphin à Toulouse en 1439. Cette explication ne sort pas non plus pour nous du domaine des conjectures.

Voici un extrait de cette relation empruntée par Lafaille au premier volume des *Annales manuscrites de la ville*, aujourd'hui disparu.

« Le dilus de Pentecosta a 25 del mes de Jun, l'an que lon conta MCCCCXXXIX, intret en esta vila Mossen Loys, filh del Rey nostre sopra Senhor, Dalphi de Vianoys, et molt honrablament resenbut per tots Stats; et les Senhors de Capitol dessus nommats anen à caval am los mantels entro prop de Pal-ficat, am la Baniera de la Vila desplegada que portet Pé Ramon Daurival, et tots à caval li feren reverencia, et après venguen davan lui entro la porta de Arnaud-Bernard, et aquí meton pé à terra los dits Capitols et baylen al dig Mosenhor lo Dalphi las claus de las portas de la vila<sup>1</sup>. »

1. *Annales*, t. I, Preuves, p. 108. — De Rosoi, *Annales*, t. I, Preuves, p. 180.

Le domaine de Palficat fut toujours le plus important du gardiage du capitoulat de Saint-Sernin. Il n'est pas signalé dans le cadastre de 1478. Quelques pages manquent à la fin du registre, peut-être y figurerait-il. Quoi qu'il en soit, il est fait mention de certains « *gazaillants de Palaficat* », ce qui montre bien que ce nom s'appliquait alors à certains fonds. Le domaine ainsi appelé dans les cadastres postérieurs nous paraît s'être réduit à cette époque à la borde du Bédel, d'une contenance de 142 arpents. A cette borde vinrent probablement s'ajouter les terres tenues en métayage par les « *gazaillants de Palficat* », et le nom resta à l'entier domaine, dont l'appellation ancienne « du Bédel » ne se retrouve plus aux cadastres suivants. Cependant le château de Palficat devait exister lors de l'entrée solennelle à Toulouse de Louis XI, c'est-à-dire en 1439, car ce fut là que les capitouls vinrent à la rencontre du prince ; mais il pouvait bien avoir disparu à l'époque de la rédaction du cadastre de 1478. Entre ces deux dates vient en effet se placer la dernière période de la guerre de Cent ans, durant laquelle il fut peut-être détruit.

Le cadastre de 1571 atteste au contraire son existence et attribue au domaine qui en dépendait une contenance de 269 arpents 7 boisseaux  $1/2$ . Celui-ci était estimé terre bonne pour 40 arpents, terre moyenne pour le reste et était allivré à 21 livres 3 sols 10 deniers  $1/4$ . Il appartenait à cette époque à noble Jean de Bernuy, seigneur de Palaficat, qui y tenait « chasteau appelé de Palaficat avec trois métairies, granges, puits rodiers, preds, bois, brugues et terres tout joignant<sup>1</sup> ».

Ce Jean de Bernuy était fils du célèbre marchand et financier Jehan de Bernuy, d'origine espagnole, dont un manuscrit de la bibliothèque de la ville de Toulouse nous a conservé les lettres de naturalisation datées de 1509<sup>2</sup>. Celui-ci se faisait descendre des anciens gouverneurs de Burgos. D'après une généalogie conservée aux archives notariales, Dom Jean de Bernuy, habitant de Saragosse, avait eu quatre enfants : Jean,

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1774, Cadastre du Capit. de Saint-Sernin de 1571.

2. *Catalogue des manuscrits*, 692 (II, 125), p. 410.



Fernando, dom Piétro et un autre fils mort à Milan. Dom Piétro qui était l'aîné eut deux fils, dom Diégo et dom Jehan. C'est ce dernier qui vint à Toulouse et s'y maria avec Marguerite du Faur (Fabri) de Saint-Jory. Il ne tarda pas à acquérir, dans le commerce du pastel, de très grandes richesses, à tel point, dit Lafaille, qu'elles passèrent en proverbe. En preuve de son immense fortune, l'annaliste déclare, après avoir consulté les rôles de taille, « qu'on le distinguait fort dans ces rôles, car où les plus imposés après lui n'étaient quotisés que 300 livres, sa quote-part montait à 1.000 écus<sup>1</sup> ». Ses débuts avaient cependant été modestes, puisqu'en 1502 ses tailles ne montaient encore qu'à 36 livres<sup>2</sup>.

Jean de Bernuy était venu à Toulouse dans les dernières années du quinzième siècle, en compagnie de deux autres gentilshommes espagnols, Pierre Lopez et Pierre de Saint-Etienne, avec lesquels il fit en grand le commerce du pastel. Cette industrie était alors très répandue en Languedoc. Lopez mourut en 1499, mais le commerce fut continué par ses coassociés<sup>3</sup>.

Bernuy se rendit bientôt acquéreur de plusieurs domaines. Les registres du notaire Mandinelli, conservés aux archives notariales, en fournissent la preuve. En ce qui nous concerne, nous le voyons acheter la seigneurie de Palficat à Jean Bonetti, seigneur de Bonrepos et de Bellevue, le 5 janvier 1507, pour le prix de 3.800 livres<sup>4</sup>.

Il devait plus tard agrandir ce domaine au moyen de diverses acquisitions et notamment de la métairie contiguë de Grand-selve. Gabriel de Narbonne, abbé de Grand-Selve, lui en faisait l'échange le 16 février 1527 contre deux uchaux du moulin du Bazacle<sup>5</sup>.

Le collège Saint-Bernard devra songer dans la suite à faire

1. *Annales*, t. II, p. 113.

2. Archives de M. le marquis de Bertier (château de Pinsaguel).

3. *Ibid.* M. de J. de Malafosse dit en 1497. (*Notes d'Archéologie et d'Histoire*, p. 248).

4. Archives de M. le marquis de Bertier, Arm. E, liasses 157 et 162.

5. Archives de la Haute-Garonne, Fonds du Collège Saint-Bernard, liasse 41.

le délaissement de ces deux uchaux. Le contrat d'échange était d'ailleurs nul de plein droit, ayant été fait sans la ratification des supérieurs majeurs et désapprouvé par le chapitre général



JEAN DE BERNUY, SEIGNEUR DE PALFICAT.

(D'après un portrait conservé au château de Merville.)

de l'ordre. Aussi Dom François Loujon, proviseur du collège, le fera-t-il casser par un arrêt du Parlement. La Cour condamna en effet, le 5 septembre 1623, Pierre de Corneillan Bernuy, baron de Villeneuve, à rendre la métairie contre restitution des deux uchaux et le paiement préalable de 2.460 livres 6 sols<sup>1</sup>.

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds du Collège Saint-Bernard, liasse 41, Communication de Dom Trilhe.

La métairie n'en avait pas moins appartenu pendant près d'un siècle aux Bernuy, seigneurs de Paléficat.

Arrivé à Toulouse, Jean de Bernuy avait épousé Marguerite Fabri, dont il eut plusieurs enfants, qu'il mentionne dans son testament comme étant « issus de son *premier* mariage<sup>1</sup> ». Il est certain, en effet, ce que les historiens ont jusqu'ici ignoré, qu'il fut marié deux fois. Diverses généalogies conservées aux archives de M. le marquis de Bertier, au château de Pinsaguel, mentionnent tantôt une femme du nom de Fabri et tantôt une femme du nom de Roux, et celle que l'on conserve aux archives notariales vient confirmer et préciser ce fait. Le testament lui-même de Jean de Bernuy en fournit d'ailleurs une preuve décisive : « Quand Dieu me aura appellat d'aqueste monde et mon âme sera séparée, y est-il dit, veux que soye ensevely en ma capelle de Saint Jacques qui est à l'intrade de Lagleise des Prédicadours de Tholose et a mon tombel que je ay aqui fait faire, en lequel *ma première femme* que Dieu absolve est ensevelie. » Plus loin, il mentionne dans ses dispositions testamentaires « noble Marguerite de Roux *sa seconde femme*. »

Ce qu'il dit de son « tombel en sa capelle de Saint Jacques à l'intrade de Lagleise des Prédicadours de Tholose » se trouve confirmé par ce que Barthés nous rapporte de la découverte de ce tombeau en 1779. Le célèbre chroniqueur nous apprend que Bernuy l'avait obtenu de la bienveillance des Jacobins en 1516 et qu'il était placé, comme Bernuy lui-même le disait dans son testament, à la chapelle Saint-Jacques, au fond du porche de l'église, sous la marche de l'autel<sup>2</sup>. Ceci nous permet de penser que Bernuy avait obtenu cette faveur à l'occasion de la mort de Marguerite Fabri sa première femme, et qu'il faut par conséquent placer cette mort en 1516<sup>3</sup>. Barthés nous a

1. Archives de M. le marquis de Bertier, Testament du célèbre marchand, comprenant 43 pages. — Il était, par ce premier mariage, le beau-frère de son coassocié, car Pierre de Saint-Etienne avait épousé Jeanne Fabri, qui était sœur de Marguerite Fabri. (M. de Malafosse, *Notes d'Archéologie et d'Histoire*, p. 250.)

2. *Heures perdues*, t. VIII, pp. 5 et 6, n° 706.

3. Bernuy ne « s'y était donc pas pris à l'avance », ainsi que le prétend



conservé l'inscription qui s'y trouvait gravée sur une plaque de cuivre richement ornée.

HÆC EST SEPULTURA VENERABILIS VIRI  
JOANNIS DE BERNUY BURGENSIS TOLOSÆ.  
ET FECIT PONI ISTUM LAPIDEM ANNO  
DOMINI 1516.

HÆC EST SEPULTURA HONESTÆ DOMICELLÆ  
MARGARITÆ FABRI UXORIS HONORABILIS  
VIRI JOANNIS DE BERNUY BURGENSIS  
TOLOSÆ'.

Après la mort de Marguerite Fabri, Jean de Bernuy épousa donc en secondes noces Marguerite de Roux. Celle-ci était fille de Jean de Roux, seigneur de Ségreville, et de Jeanne Pégaza<sup>2</sup>.

La généalogie conservée aux archives des notaires, dont il nous a été possible de contrôler l'exactitude au moyen de divers actes passés par Mandinelli, nous fait connaître les enfants du premier et du second lit.

Jean de Bernuy eut de Marguerite Fabri, sa première femme, sept enfants, dont quatre garçons et trois filles : Guillaume, Jacques, Pierre, Jean, Honorète, Jeanne et Anne. Il n'eut de sa seconde femme, Marguerite Roux, qu'une fille nommée Madeleine. Guillaume, greffier au Parlement, épousa Madeleine Binet ; Jacques devint abbé commandataire de l'abbaye de la Capelle, président aux Enquêtes et protonotaire apostolique ; Pierre, sénéchal du Lauragais, épousa Anne de Lanissan, et Jean, chevalier des ordres du roi, vicomte de Lautrec, baron de Bènes et de Seysses, seigneur de Palficat, se maria avec Marguerite de Carmain de Foix. — Honorète ou Eléonore fut mariée à son cousin issu de germain Michel du Faur de Saint-Jory qui devint premier président ; Jeanne<sup>3</sup> à Mathieu de Chalvet, président

M. J. de Malafosse, qui ignorait son double mariage. (Voir *Notes d'Archéologie et d'Histoire*, p. 195.)

1. *Heures perdues*, t. VIII, pp. 5 et 6, n° 706.

2. Abbé Larrondo, *Baronnie de Merville*, p. 198.

3. La généalogie porte ici faussement le prénom d'Anne. C'est celui de Jeanne qu'il faut lire, car dans un extrait du testament rapporté par

aux Enquêtes, et Anne à François de Garaud sieur de Cumiés, trésorier de France. Enfin, la fille du second lit, Madeleine de Bernuy, épousa Jean de l'Hospital, conseiller au Parlement<sup>1</sup>.

Le riche marchand devenu acquéreur de la seigneurie de Paléficat en avait pris le titre, et c'est avec ce titre que nous le retrouvons dans une vente que lui consentait le 5 mai 1531 Guillaume Roux, son beau-frère, des biens et seigneurie qu'il possédait dans la juridiction de Merville<sup>2</sup>. Un de ses portraits, restauré par les soins de son petit-fils, François de Chalvet Rochemonteil, et qui se trouve au château de Merville, lui donne, dans l'inscription qui le surmonte, le titre de « seigneur de Palficat ».

Voici l'inscription en entier :

IOĀNIS BERNVYI HISPANI EX ILLUSTRIBUS BERNVYORVM FAMILIA ORTI  
MAGNI IOĀNIS BERNVYI CIVITATIS BRANI PROREGIS FILII LAVTRECI  
MENESIEQUE VICECOMITIS BARONIS DE VILLENova LABASTIDA  
PALFICATI ET BORDIARVM DOMINI VETVSTATE DELETA IMAGINE  
FRANCISCVS CALVENTIVS RENOVARI CVRAVIT AÑO  
CIO IDC LXIII NE  
ABAVI VIRI  
OPTVMI ORA NEPOTIBV[S]  
IGNOTA REMANEANT.

Jean de Bernuy était devenu propriétaire, dans la rue *des Balances*, d'une grande partie du moulon où il devait bâtir son hôtel, tout à fait au début du seizième siècle, ainsi que l'attestent les registres de Mandinelli, son notaire. Il s'agrandissait néanmoins par la suite et achetait encore une maison voisine en 1530<sup>3</sup>.

C'est en 1502-1504 qu'il y commença la construction de son hôtel, car il passait alors des baux à besogne à cet effet avec Guillaume et Jean-Pierre Picart père et fils et Aimeri Cayla

Mandinelli dans un acte, on lit : « *Item Johanna et Anna mas fillas legitimas et naturales legui...* »

1. Archives notariales, Généalogie des Bernuy.

2. *Baronnie de Merville*.

3. Archives notariales.

maçons et sculpteurs, pour construire une maison avec salles voûtées, fenêtres sculptées et créneaux<sup>1</sup>. Le bail à besogne du 8 novembre 1504, passé avec le maçon Aimeri Cayla, avait pour objet « *una vit de teula de la haultor daquela de mossenhor le procureur, cuberto d'ardoysa et de la largor d'aquella... un arvoult al chay... un metre arvoult dessus aque per una botica a dos petits croziez et hun art doble al miech et... a las claus las armas de peyra... una muralha... des escalos de peyra per la intrada de la botica* », le tout payé « *per trabalh et fournitures dos cens et detz escutz petits de xxvii sols et vi dinets pres fetz et dos pipas de vi roge*<sup>2</sup> ». Il était convenu en outre que ledit Aimeri devait chaque jour et tant que durerait ce travail y employer huit maçons et les manœuvres nécessaires, faute de quoi Bernuy en pourrait mettre d'autres, « *als despens deldit Mérigo.* » Le même maçon se chargeait également d'achever « *una muralha de la tor fin à l'estable...* » et de construire « *toutas autras muralhas que lodit de Vernoy vouldra far* », ce que ce dernier s'engageait à payer « *de jorn en jorn fissent l'obra a dos cannes per un escut petit* ». Pour ces travaux, Bernuy s'obligeait à « *fornir toute la teula necessaria et lo dit massonie la terra per junctar defforo et dedins et far cavar los fondamens à sos despens* ». Mérigo était tenu « *de far def-far las muralhas vielhas a ses despens fin à la derniera teula des fundamens et daqui prendre la teula per bastir lodit ho-bratge* ». Bernuy n'était obligé que d'arracher les boisages et d'enlever la tuile à canal : « *lodit senhor Johan fara deroquar tota la fastaria et la teula cava*<sup>3</sup> ». Ce qui resterait de matériaux provenant de démolitions, après la construction du chai, devait appartenir au maçon<sup>4</sup>.

1. Jos. de Malafosse, *Album des monuments de l'Art ancien du Midi de la France et Notes d'Archéologie et d'Histoire*, pp. 246 et 256; *Notes de la Société d'Archéologie*.

2. Archives notariales, Mandinelli, reg. n° 116, f°s 56 et suiv., Bail à besogne. La porte de la vis devait être « *de pierra talhada ams las armas deldit de Bernoy de dessus* ». Les fenêtres de la vis en nombre « *que seran necessarias* » étaient prévues « *an peyras dejos et dessus* ».

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*



C'est en 1530 que Bernuy paraît avoir recommencé les grands travaux pour la continuation de son hôtel. La construction en fut alors confiée à Jean Privat, tailleur de pierre. Jean de Bernuy lui payait en effet à titre d'acompte, le 27 avril 1530, « la somme de 8.063 livres 11 sols et 6 deniers tournois pour les bâtisses que ledit Jean Privat lui avait faites et qu'il continuait de faire chaque jour et pour les fournitures des matériaux tels que tuile, pierre, etc<sup>1</sup>. » C'est donc à tort que l'on a trop souvent attribué ce travail à Nicolas Bachelier. Tout au moins faut-il dire que nul document n'est venu établir jusqu'ici sa collaboration.

On croit que les constructions élevées en 1502-1504 sont représentées actuellement par la façade sur la rue, le couloir voûté, la tourelle d'escalier et la façade sur la seconde cour<sup>2</sup>. « Quand on construisit cette façade, dit M. J. de Malafosse, des galeries probablement de bois furent élevées sur deux côtés de la cour, mais peu après (1530) le riche marchand y substitua la plus opulente décoration qu'il y ait dans la ville<sup>3</sup>. »

Ce fut deux ans plus tard que Jean de Bernuy faisait dans son hôtel une magnifique réception à François I<sup>er</sup>. Le roi, venu à Toulouse, accepta de s'asseoir à sa table, en reconnaissance de la générosité avec laquelle Bernuy avait voulu contribuer à sa rançon et même se porter garant de la totalité<sup>4</sup>.

En 1534, Jean de Bernuy fut nommé capitoul<sup>5</sup>.

Il faut placer la mort du riche marchand en l'année 1540 et non en 1547 ou 1556, comme le font Lafaille et M. J. de Malafosse. Cela résulte d'un accord intervenu, au sujet de sa succession, entre trois de ses enfants, Honorète, Jean et Pierre. Cet acte est du 4 octobre 1540 : « Prétendait ladite Honorète, demanderesse, n'avoir eu des biens paternels telle portion que par droit de nature lui appartenait, ains auroit esté incongrue-

1. Archives notariales, Mandinelli, registre particulier de Bernuy, Quit-tance.

2. J. de Malafosse, *Notes d'Archéologie et d'Histoire*, p. 256; *Note de la Société d'Archéologie*.

3. J. de Malafosse, *Album des monuments de l'Art ancien*, p. 126.

4. Barthés, *Heures perdues*, t. VIII.

5. Lafaille, *Annales*.

ment et incomplètement dotée par *feu noble Jehan de Vernoy* quand vivoit seigneur de Villeneuve et de Paleficat, puis *naguère trépassé*, père commun desdites parties<sup>1</sup>. »

Voici, d'après une note qui figure dans la généalogie conservée aux archives notariales, quelle fut l'occasion de sa mort. « Dom Diego son neveu vint le voir à Tolose, et pour lui donner du plaisir, il fit bastre un toreau contre des dogues dans sa basse-cour; mais le toreau s'estant échappé et l'ayant rencontré, le tua, âgé de soixante-quinze ans. »

Il résulte d'une addition au testament de Jean de Bernuy, retenue par le notaire Mandinelli, que par ce testament daté du 25 octobre 1538 le riche marchand avait institué trois de ses fils comme héritiers universels, tout en attribuant à chacun divers immeubles ou certaines seigneuries. « Lou Jehan de Vernoy testador susdit instituy et ordony mos heretiers universals et generals... a saber mestre Guilhem de Vernoy secretari du roy nostre sire et greffier de présentation du Parlement de Tolose, Johan de Vernoy et Pierre de Vernoy, mos fils légitimes et naturels de mon premier mariage, cascuns dels an la partie et portion comme sen suit<sup>2</sup>. » Ce fut à son fils Jean qu'il légua son « hostel de la carriere de Payrolières » et Palaficat dans « le gardiage de Tolose<sup>3</sup>. »

En l'année 1543, Jean de Bernuy fils se faisait consentir « la justice de Palaficat » par les commissaires que François I<sup>er</sup> avait chargés de la vente du domaine de la couronne, en vue de se procurer les ressources nécessaires pour la nouvelle guerre contre Charles-Quint qu'il méditait. Lafaille prétend que les capitouls ayant fait valoir contre lui auprès du roi que la justice criminelle était un des patrimoniaux de la ville, dans lequel leurs prédécesseurs avaient toujours été maintenus, et l'ayant établi par la production de lettres patentes de 1317, le roi cassa la vente de la justice de Palaficat faite au profit de Jean

1. Archives notariales, Mandinelli, registre n<sup>o</sup> 130, f<sup>o</sup> 274.

2. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 277.

3. Archives de M. le marquis de Bertier, Testament. — Voir aussi du Mège, *Histoire des Institutions de la ville de Toulouse*, t. IV, p. 220.

de Bernuy<sup>1</sup>. De nombreuses pièces existent aux archives de M. le marquis de Bertier, au château de Pinsaguel, concernant cette justice, notamment la quittance du Bureau des finances du 25 octobre 1543. Certaines de ces pièces établissent, au contraire, que cette justice fut maintenue, et il dut en être ainsi puisqu'elle était confirmée en 1690 en faveur d'Antoine-François de Bertier, évêque de Rieux, alors propriétaire de la seigneurie de Palficat, et que le marquis de Bertier, en 1776, comprenait également la justice dans son dénombrement et hommage au roi<sup>2</sup>.

Jean de Bernuy fils, seigneur de Palficat, reparait le 19 décembre 1544, dans un arrêt des généraux de Montpellier, le condamnant, avec Pierre de Saint-Etienne, seigneur des Aubares, à contribuer aux tailles et deniers royaux, à raison des pastels et autres marchandises qu'ils exploitaient à Lux, Auriac, et Trébons<sup>3</sup>.

Il était l'objet d'une condamnation semblable de la part de la Cour des Aides de Montpellier le 4 décembre 1546<sup>4</sup>. On pourrait peut-être conclure de ces faits qu'il avait hérité de la maison de commerce de son père et qu'il en était encore possesseur à cette date. Quoi qu'il en soit, Jean de Bernuy vendit l'hôtel de la rue Payrolières (plus tard des Balances, aujourd'hui Gambatta), en 1556, « au sieur Clary, audienier à la chancellerie, moyennant 20.000 livres, mais il se réserva l'habitation de tout le quartier *nommé vieux* de la maison jusqu'au parfait paiement<sup>5</sup> ». Clary vendit l'hôtel de Bernuy à Gamoy, pour le futur collège des Jésuites, le 10 juillet 1566.

Le nouveau maître de la directe de Palficat conserva au contraire fidèlement cette seigneurie et c'est lui que signale le cadastre de 1571 comme en étant alors propriétaire. Il avait épousé dame de Carmaing et de Foix<sup>6</sup> et il était aussi vicomte

1. *Annales*, t. II, p. 94.

2. Archives de M. le marquis de Bertier.

3. *Ibid.*, Archives de Toulouse, AA 13, 262.

4. *Ibid.*, AA 17, 117.

5. J. de Malafosse, *Notes d'Archéologie et d'Histoire*, p. 251.

6. Généalogie conservée aux Archives notariales.



de Lautrec et de Mènès<sup>1</sup>. De ce mariage naquit une fille unique, Aldonce de Bernuy, qui devint comtesse de Clermont-Lodève. Elle épousa, en effet, Guy de Castelnau et de Clermont<sup>2</sup>.

Il faut placer la mort de Jean de Bernuy fils, le père d'Aldonce, entre les années 1576 et 1578 et non en 1574, comme le fait M. de Malafosse<sup>3</sup>. Il ratifiait, en effet, le 26 juillet 1576, la vente d'une métairie consentie par Aldonce sa fille et, le 25 août 1578, sa femme, dame de Carmaing et de Foix, vicomtesse de Lautrec, et dame de Mènès, déclarait ne pas contester une autre vente, également faite par sa fille Aldonce, « bien que Jean de Bernuy, vicomte de Lautrec, son mari, lui eût légué l'usufruit de tous ses biens<sup>4</sup>. Il ressort évidemment de ce double fait que Jean de Bernuy, fils du riche marchand, vivait encore le 26 juillet 1576, puisqu'il ratifiait une vente consentie par sa fille et qu'il n'en était plus ainsi en août 1578, puisque, à cette date, sa femme déclarait dans un autre acte de vente avoir hérité de l'usufruit de ses biens.



LES ARMES DE JEAN DE BERNUY.

Aldonce, qui avait eu trois enfants de son premier mariage : Alexandre, Jacqueline et Françoise<sup>5</sup>, épousa en secondes nocces le comte de Mongoméry, dont elle eut une fille, Marguerite, qui fut mariée à un Pompadour.

Les Bernuy portent : d'azur à deux navires flottants sur des ondes d'argent posés l'un derrière l'autre, à l'orbe de gueules chargé de huit coquilles d'argent<sup>6</sup>.

1. Ces deux titres appartenaient aussi à son père, ainsi qu'il résulte de l'inscription relevée sur le portrait de ce dernier.

2. Généalogie.

3. *Etudes et Notes d'Archéologie et d'Histoire*, p. 251.

4. *Baronnie de Merville*, pp. 210 et 211.

5. Arch. notar., Généalogie des Bernuy. — Alexandre épousa Marguerite de Saissac; Jacqueline, Jean d'Arpajon, et Françoise, Venasque (*Ibid.*).

6. Archives de M. le marquis de Bertier.

En 1626, Palficat appartenait à David de Bernuy, baron de Villeneuve, ainsi que l'atteste un arrêt du Parlement intervenu au sujet d'une affaire dans laquelle ledit baron se trouvait impliqué. David était l'arrière-petit-fils du riche marchand, par son grand-père Guillaume. Ce dernier, qui avait épousé Madeleine de Binet, en avait eu cinq enfants : Jean, Rose, Marguerite, Marthe et Eléonore. Jean épousa Rose Daure, veuve du vicomte de Monfa, et de ce mariage naquirent David, baron de Villeneuve, et Jean, chevalier de Malte, bailli de l'Aigle<sup>1</sup>.

L'arrêt du Parlement atteste que David de Bernuy avait été arrêté et conduit à l'hôtel de ville en la dite année 1626, pour avoir caché dans sa maison un Espagnol nommé Tarradous, prévenu du crime de lèse-majesté. Une perquisition fut faite par un conseiller au Parlement et l'avocat général Jean-Baptiste Ciron, parmi les papiers du baron, dans sa chambre du château de Palficat, pour y découvrir des traces de la prévention. Le premier président Le Mazuyer et le conseiller de Gargas procédèrent à son audition. David de Bernuy interrogé devant la Cour ne se détermina à répondre qu'après plusieurs refus ; Il déclina même la juridiction de cette dernière et demanda son renvoi devant la Chambre mi-partie de Béziers, comme membre de la religion réformée. La Cour déclara que ce déclinaire était mal fondé, le prévenu se trouvant dans le cas prévu par les lettres patentes du 4 janvier 1625 qui déclaraient déchus du bénéfice des édits les soi-disant réformés en rebellion ou fauteurs et adhérents de rebellion<sup>2</sup>.

Ce même David de Bernuy reparait comme seigneur de Palaficat en 1640, dans un procès au sujet d'une censive et de droits seigneuriaux dus au Chapitre Saint-Sernin<sup>3</sup>.

Par testament du 24 septembre 1637, David de Bernuy qui mourut sans postérité, ainsi que l'atteste la généalogie des Bernuy conservée aux archives notariales, laissa pour héritier son frère Messire Jehan de Bernuy-Villeneuve, chevalier de Saint-

1. Généalogie conservée aux Archives notariales.

2. Archives de la Haute-Garonne, série B (Parlement), n° 459.

3. *Ibid.*, Fonds de Saint-Sernin, Cresty, t, II, p. 97.

Jean de Jérusalem, bailli de l'aigle et sénéchal de Malte, à charge par ce dernier de transmettre ses biens, à son décès, à tels ou tels de ses parents qu'il voudrait, mais sans aucune distraction<sup>1</sup>.

Ce fut pour répondre aux dernières volontés de son frère David, qu'en 1650 le bailli de l'aigle remit, par « acte de restitution », la seigneurie de Palficat à Messire Jean de Bertier son cousin, premier président du Parlement de Toulouse<sup>2</sup>. Depuis ce moment jusqu'à la fin de la Révolution, Palficat resta la propriété des Bertier qui prirent à leur tour le titre de seigneur de ce lieu. Le premier président de Bertier ne devait jouir que trois ans de sa seigneurie de Palaficat, car le 28 mars 1653<sup>3</sup> la mort frappait ce magistrat qui portait fièrement le lourd fardeau de ses soixante-dix-huit années<sup>4</sup>.

Le premier président de Bertier laissa à sa mort Palficat à un de ses fils, Messire Jehan de Bertier, dont Antoine-François de Bertier, son autre fils, prévôt du Chapitre Saint-Etienne, évêque de Rieux, abbé de Lézat et Lacapelle, devenait plus tard « héritier bénéficiaire », en vertu d'un testament du 4 novembre 1670, reçu par M<sup>e</sup> Palenc, notaire à Rieux.

Il fut fait par procureur, au nom de M<sup>gr</sup> Antoine de Bertier, un dénombrement de biens en vue de la continuation du cadastre de 1669<sup>5</sup>, dans lequel on lit : « ledit seigneur évêque tient et possède au terroir de la Lande la terre et seigneurie de Palaficat consistant en un chasteau basti de briques à quatre murs, verger et garenne, le tout entouré de paroits, joignant lequel enclos il y a une méthérie bastie de briques à haut estaige avec four et offices, terres labourables, bois, tailhis, prés, brugues, le tout contigu et de contenance, avec ledit enclos, de cent septente quatre arpents<sup>6</sup> ». La seigneurie n'avait donc

1. Archives de M. le marquis de Bertier, Arm. E, liasse 130.

2. *Ibid.*, liasse 162.

3. Dubédat, *Hist. du parlement de Toulouse*, t. II, p. 257. — Du Mège place cette mort au 28 avril 1853 (*Instit. de la ville de Toulouse*, t. III, p. 353). Telle est aussi la date fournie par la *Biographie toulousaine*.

4. Dubédat, *Hist. du parlement de Toulouse*, t. II, p. 257.

5. Archives de Toulouse, CC, n<sup>o</sup> 1777.

6 *Ibid.*



plus l'importance que lui attribuait le cadastre de 1571, puisqu'elle était descendue de 269 arpents à 174. Le cadastre de 1669 nous en fait entrevoir la cause. On y déclare que l'évêque de Rieux possédait la seigneurie et quelques terres non contiguës, notamment 36 arpents d'un communal, précédemment inféodé par la ville, à titre « *d'héritier bénéficiaire de Messire Jehan de Bertier son frère* ». Cette particularité permettrait peut-être de supposer que celui-ci avait laissé une succession un peu obérée. Par suite ne peut-on pas augurer qu'étant mal dans ses affaires, il avait dû aliéner une partie de sa seigneurie? Quoi qu'il en soit, Antoine de Bertier devait la reconstituer en peu d'années et même l'augmenter. Le cadastre de 1690 établit, en effet, que ce domaine comprenait alors 316 arpents savoir : « Chasteau dit Palaficat, édifices, basacours, logis de méthayers et jardinier, jardin, sol, four, hangard, vivier, croix, bois, tailhis, pred, bruyères, pastenc et terres, le tout tenant, en tout 316 arpents 3 pugnérées 6 boisseaux, dont :

« Le chasteau, autres bâtiments, jardin, patus, sol et vivier 4 arpents 2 pugnérées ; le bois 78 arpents ; le pred 4 arpents 6 boisseaux ; la terre laboratice 109 arpents 1 pugnérée ; la Brugo 111 arpents. »

Il convient aussi d'ajouter que la métairie de Borde rouge, d'une contenance de 30 arpents, était mouvante de cette directe, « sous la rente annuelle de onze setiers et une pugnérée de seigle<sup>1</sup> ».

A la mort d'Antoine de Bertier (29 octobre 1705), Palaficat devint la propriété de Messire Adrien de Bertier, marquis de Pinsaguel. Le fils de ce dernier en hérita plus tard de son père, en vertu d'un testament du 17 février 1750<sup>2</sup>.

A l'époque de la Révolution, Palaficat appartenait à François de Bertier, ancien page du roi. On essaya de s'emparer de ses biens et de les vendre à titre de biens nationaux, comme propriété d'émigré ; mais celui-ci, qui n'avait pas quitté Toulouse, réclama contre l'inscription injustifiée de son nom sur la liste

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1669, n° 1777.

2. *Ibid.*, Note en surcharge.

des émigrés de l'Aveyron. Sur un certificat de non-émigration accordé par l'administration du département de la Haute-Garonne et un certificat de résidence accordé par la commune de Toulouse, il obtint du département de l'Aveyron un arrêté de radiation provisoire.

Il tombait néanmoins sous le coup de la loi du 19 fructidor an III, qui obligeait les administrations centrales à *rétablir* le séquestre de toutes les propriétés appartenant à des citoyens inscrits sur la liste des émigrés et n'ayant obtenu qu'une radiation provisoire, et ceux-ci devaient même sortir du territoire de la République.

Les agents municipaux de la commune de Toulouse expliquèrent à l'assemblée de l'administration municipale du canton Centre que « François de Bertier avait été inscrit sur la liste des émigrés de l'Aveyron, quoique domicilié à Toulouse, et qu'il n'avait jamais quitté ni pu quitter son domicile à cause de ses infirmités, pour raison de quoi *le séquestre n'avait jamais été apposé sur ses biens* situés dans la commune et dans le canton<sup>1</sup> ». L'administration municipale du canton décida, le 17 ventose an III (8 octobre 1794), de soumettre le cas à l'administration du département. Celle-ci se prononça contre François de Bertier. L'administration du canton prit en conséquence, le 8 brumaire suivant (29 octobre 1794), un arrêté prescrivant que « le séquestre fût mis sur les propriétés de François de Bertier comme n'ayant obtenu qu'un arrêté provisoire de radiation et que ses biens meubles et immeubles fussent mis sous la main de la nation<sup>2</sup> ».

François de Bertier, ne pouvant accepter une telle situation, demanda la radiation définitive de son nom de la liste des émigrés de l'Aveyron et il l'obtint de l'administration centrale. Celle-ci prit un arrêté le 30 juin 1795 dans lequel on statuait que le séquestre établi sur ses biens serait levé, avec restitution des fruits et jouissance, et que, dans le cas où tout ou partie de ces biens aurait été vendu, le montant lui en serait remis,

1. Archives de la Haute-Garonne, série L, n° 142, p. 143.

2. *Ibid.*, p. 161.

mais à charge par lui de payer tant les frais de séquestre que ceux de ladite vente<sup>1</sup>.

Le marquis, ancien page du roi, qui avait ainsi sauvé tous ses biens, fut néanmoins jeté en prison comme aristocrate. Il mourut en 1798, étant encore propriétaire de Palaficat<sup>2</sup>. Son fils François, marquis de Bertier, vendit ce domaine à Michel Martin, homme de loi, le 24 frimaire an VIII (15 décembre 1779) pour le prix de 50.800 francs<sup>3</sup>. La légende populaire, suivant laquelle ce domaine aurait été vendu, pendant la période révolutionnaire, pour le prix d'une paire de bœufs, doit donc être écartée.

Le cadastre Grand-Voinet attribue 163 arpents 3 pugnérées de ce domaine à Arnaud Lestrade, qui s'était déjà rendu acquéreur de Saint-Caprais. C'est donc de Michel Martin et après 1799 que celui-ci avait acquis cette partie de Palaficat. Boileau en avait acheté 74 arpents, Commartin 38 et Lacroix 30.

Nous ne savons rien du château primitif ni des commencements du château actuel, dont l'histoire reste si obscure qu'il est impossible d'en pénétrer le mystère. Tout ce qu'il paraît permis d'affirmer, c'est que ce dernier dut être construit après 1669, car le cadastre qui porte cette date nous révèle que le château qui existait alors se composait simplement de « quatre murs ». Il n'y est nullement parlé des deux tours qui flanquent la façade principale. Le cadastre postérieur de 1690 ne les signale pas davantage. On peut conclure de ce silence que le château actuel a été construit depuis, car ce dernier cadastre surtout ne manque jamais, quand il s'agit de quelques autres châteaux, de nous les représenter comme ayant une ou plusieurs tours. Rien d'ailleurs ne trahit dans cette construction une plus grande ancienneté.

Ce château présente les caractères de ceux des environs : un bâtiment principal rectangulaire flanqué sur le devant de deux tours carrées à toiture basse et recouverte de tuiles à crochet,

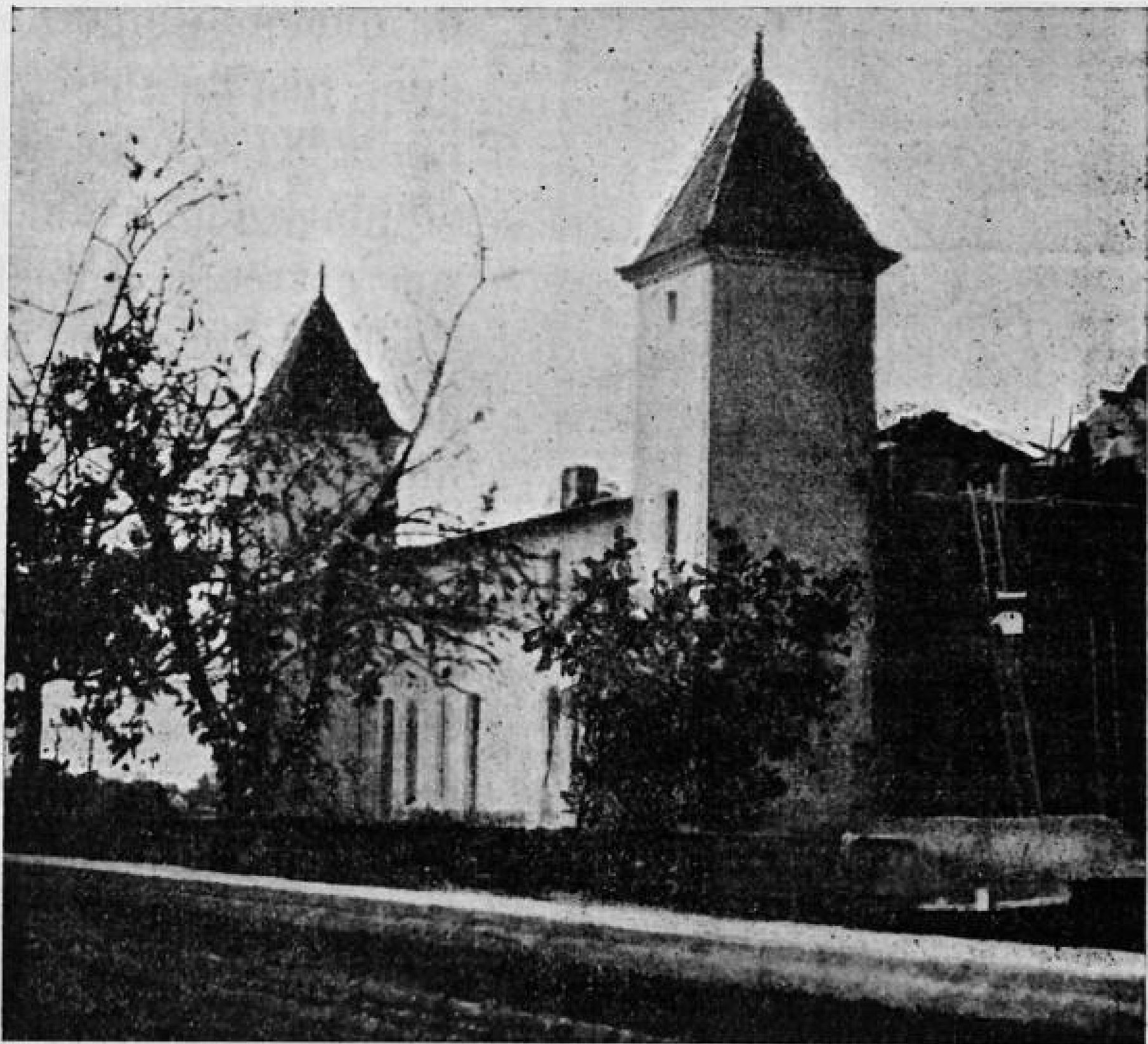
1. Archives de la Haute-Garonne, série L, registre 7, Arrêté de l'administration du département.

2. Archives de M. le marquis de Bertier (château de Pinsaguel).

3. *Ibid.*, Arm. D, liasse 110.



voilà toute son ordonnance. Il a quelque ressemblance avec celui de Gramont, lequel cependant est moins ancien, et aussi avec ceux de Maurice et de Nicol qui le sont davantage ; mais les tours ne sont pas bâties en encorbellement comme à ces derniers.



CHATEAU DE PALFICAT AVANT SA RESTAURATION.

(Cl. de l'auteur.)

Elles partent du sol et furent construites sans fenêtres, avec de simples petits jours.

Restauré récemment avec autant d'intelligence que de goût par ses propriétaires actuels MM. Eugène et Léonce Vidal, le château de Palficat se présente aujourd'hui avec un certain air imposant. Tous ses caractères de simplicité lui ont, avec raison, été conservés, mais il est moins lourd. Deux ailes orientées transversalement ont été construites aux deux extrémités. Des fenêtres plus nombreuses et plus hautes ajourent le premier étage et les deux tours ont été percées de fenêtres, surélevées et surmontées d'une toiture élancée recouverte en ardoise.

Il existait avant cette restauration un bâtiment annexe,

restes d'une vieille chapelle, dont les voûtes avaient été démolies et qui pouvait remonter au quinzième siècle ou au commencement du seizième (Voir ch. II). Ces ruines ne méritaient point d'être relevées. Elles n'en attestaient pas moins l'existence à



CHATEAU DE PALFICAT  
APRÈS SA RESTAURATION.

(Cl. de M. G. Donat.)

cette époque d'un château de quelque importance, ce que justifie le fait que Louis XI s'y fût arrêté, le 25 juin 1439, avant de faire son entrée solennelle dans Toulouse. Ce fut là, ainsi qu'il a été dit plus haut, que les capitouls vinrent à sa rencontre.

Un souterrain, tel qu'en possédaient les vieux châteaux pour permettre aux seigneurs et à leurs troupes de s'échapper à travers la campagne, quand ils ne pouvaient plus soutenir un siège, s'ouvrait dans le château de Palficat et se prolongeait au loin. L'orifice en a été malheureusement com-

blé. La croyance populaire le ferait arriver jusqu'aux Minimes, mais ce n'est là qu'une légende.

III. LES BRUGUES. — Ce quartier, situé au sud-ouest du domaine de Palficat, tire son nom du terroir sur lequel il s'est formé. Ce terroir n'est autre que celui des 111 arpents de « *brugo* », bruyères, signalés par le cadastre de 1690 comme faisant partie de ce domaine.

IV. TAYAC. — Le quartier de Tayac, situé à l'est de celui des Bruges et au sud de Palficat, se borne à une simple métairie, qui fut ainsi appelée du nom de Jean Tayac, lequel possédait

là quelques arpents de terre en 1782. Il les avait acquis des héritiers de Raymond Gilis, forgeron, habitant près du pont de Velours.

V. GRANDSELVE. — Le quartier de « Grandselve » a pris son nom du domaine de Grandselve. Celui-ci fut ainsi appelé parce qu'il appartenait au Collège Saint-Bernard dirigé par des religieux de Grand-Selve<sup>1</sup>.

Déjà, en 1166, Pons II, cinquième abbé de Grand-Selve, avait acquis de grands domaines dans la Lande<sup>2</sup>.

En l'année 1228, suivant Catel<sup>3</sup>, ou en mars 1232, d'après les pièces d'un procès intenté au proviseur de ce collège par le syndic du Chapitre de Saint-Sernin, à propos de dîmes<sup>4</sup>, Pons de Capdenier, riche habitant de Toulouse, avait donné par testament « sa maison et ses biens », pour l'établissement dans Toulouse d'un collège ou hôpital destiné aux religieux de l'ordre de Cîteaux et particulièrement à ceux de Grand-Selve.

De maison d'asile, disent les annotateurs de l'*Histoire générale de Languedoc*, cet établissement devint, en 1286, une sorte de petite Université<sup>5</sup>. Les pièces du procès, à propos de dîmes perçues par le Chapitre Saint-Sernin sur le domaine de *Grandselve à la Lande*, attestent que parmi les biens légués aux religieux de Cîteaux par Pons de Capdenier, pour la fondation du collège Saint-Bernard, se trouvait la métairie de *La Garrigue* sise au terroir de ladite Lande et que cette métairie s'appela plus tard Granselve<sup>6</sup>.

Aux terres de cette métairie vinrent s'ajouter les acquisitions

1. Grand-Selve (*grandis silva*, grande forêt), abbaye située dans le comté de Toulouse, près de Verdun-sur-Garonne, arrondissement de Castelsarrasin, département de Tarn-et-Garonne.

2. Dom Vaissète, *Hist. de Languedoc* (édition Privat), t. IV, note cxxii, p. 605.

3. *Mém. de l'Histoire de Languedoc*, p. 270.

4. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, Cresty, *Rép.*, t. II, p. 98.

5. *Hist. de Languedoc*, édition Privat, t. IV, note cxxii, p. 604.

6. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, Cresty, t. II, p. 98.



faites par les religieux de Grand-Selve, de 1166 à 1293. Elle fut échangée le 16 février 1527 par Gabriel de Narbonne, abbé de Grand-Selve, avec Jean de Bernuy, seigneur de Palficat, contre deux uchaux du moulin du Bazacle<sup>1</sup>.

Comme nous l'avons dit plus haut, le collège Saint-Bernard dut songer à faire dans la suite le délaissement de ces deux uchaux. Le contrat d'échange était nul de plein droit, ayant été fait sans la ratification des supérieurs majeurs et désapprouvé par le Chapitre général de l'ordre. Aussi Dom François Loujon, proviseur du collège, le fit-il casser par un arrêt du Parlement. La Cour condamna, le 5 septembre 1623, Pierre de Corneillan Bernuy, baron de Villeneuve, à rendre la métairie contre restitution des deux uchaux et le paiement préalable de 2.460 liv. 6 sols<sup>2</sup>. Le collège était encore en possession de la métairie en 1669, car à cette date le proviseur en faisait la déclaration à l'Hôtel de ville, en vue de la rédaction du cadastre, et lui attribuait une contenance de 90 arpents<sup>3</sup>. Le 24 août 1671 elle était revendue, avec faculté de rachat, au même Pierre de Corneillan Bernuy, auquel se substitua M. Douvrier<sup>4</sup>. Le 4 décembre 1702, Dom Loume, proviseur du collège, emprunta 7.000 livres à M. de Cominhan de la Cournaudric et, le même jour, racheta la métairie au président Douvrier pour 8.600 livres<sup>5</sup>. Le cadastre de 1690 qui mentionne cette vente en surcharge attribue à « la borde de Grandselve 69 arpents, savoir le pré 3 arpents, les pastencs 5 arpents et le reste 61 arpents », et à ses autres dépendances « pièces, pastencs, bois 62 arpents ; terre 52 arpents, pastencs 5 arpents et le bois 4 arpents<sup>6</sup> », soit une contenance totale de 121 arpents.

Par testament en date du 13 décembre 1711, ouvert le 5 jan-

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds du collège Saint-Bernard, liasse 41.

2. *Ibid.*

3. Archives de Toulouse, Cad. de 1669, CC, n° 1777.

4. Archives de la Haute-Garonne, Fonds du collège Saint-Bernard, liasse 41. — Communication de Dom R. Trilhe.

5. *Ibid.*

6. Archives de Toulouse, Cad. de 1690.

vier 1712, Jean Mathieu de Cominhan de la Cournaudric légua au Collège Saint-Bernard 1.000 livres à déduire sur les 7.000 qui lui étaient dues.

Enfin, en 1732, grâce à la donation de 6.000 livres faite par M. d'Hauterive, professeur à l'Université, pour fonder au Collège Saint-Bernard une chaire de docteur régent qui porta son nom, l'héritier de M. de Cominhan fut remboursé et donna quittance des 6.000 livres qui lui étaient dues<sup>1</sup>. Depuis cette époque la métairie resta hypothéquée pour une somme de 6.000 livres représentant le service de la fondation de la régence d'Hauterive, dite troisième régence du collège<sup>2</sup>.

La métairie de La Garrigue ou de Grandselve étant située sur la paroisse Saint-Sernin, dépendait de son dîmaire. Les proviseurs du collège engagèrent contre Saint-Sernin plusieurs procès au sujet de la dîme due par cette métairie, mais tous se terminèrent à l'avantage de l'abbaye<sup>3</sup>. De nouvelles difficultés ayant surgi dans les premières années du dix-huitième siècle, on y mit fin par la transaction du 12 août 1716, en vertu de laquelle « le proviseur du collège Saint-Bernard ne devait plus payer pour raison de dîmes de la métairie de La Garrigue dite de Grandselve que le dix-huitième au lieu du dixième. Le domaine était en outre déclaré exempt du droit de carnelage, tant qu'il serait joui par le proviseur du collège ou par les religieux de Cîteaux<sup>4</sup> ».

A l'époque de la Révolution, le domaine de Grandselve, qui comprenait alors 131 arpents<sup>5</sup>, fut mis en vente comme bien national. L'adjudication eut lieu le 23 janvier 1791, et Arnaud Lestrade fut le dernier enchérisseur, au chiffre de 25.000 livres; mais on fit surenchère, et le 14 février suivant le domaine était

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds du collège Saint-Bernard, liasse 41. — Communication de Dom R. Trilhe.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, Fonds de Saint-Sernin, Cresty, t. II, p. 98.

4. *Ibid.*, cote n° xx, sac AF, liasse 1.

5. *Ibid.*, registre *Vente des biens nationaux de première origine*.

adjugé à Mamignard, négociant de la place de la Bourse, au prix de 33.100 livres. Celui-ci fit, séance tenante, élection d'ami en faveur de Raymond Bibent, dit Lévignac, architecte, qui s'obligea à payer cette somme à la caisse de l'Extraordinaire ou à celle du district de Toulouse, savoir 12 % dans le délai de quinzaine et le surplus dans celui de douze ans, un douzième chaque année, avec l'intérêt à 5 %<sup>1</sup>.

La famille Bibent est restée depuis propriétaire de ce domaine sur lequel s'élève un château flanqué de deux tours et qui n'a rien de remarquable. Grandselve appartenait, il y a quelques années, à M. le chanoine Bibent, qui le laissa, à son décès, à l'un de ses neveux, M. Desclaux. Celui-ci n'en devait pas jouir longtemps, car il mourait bientôt après. Ce domaine est encore la propriété de la famille Desclaux.

VI. COMIGÈRES. — On a donné le nom de Comigères ou Comingères à l'ancien château Rossignol, acquis récemment par le propriétaire du magasin des *Dames de France* à Toulouse. Ce nom lui est venu de Pierre de Comigères, auquel appartenait ce domaine en 1617. Il n'existait là à cette époque qu'une simple métairie. En 1545, cette métairie était la propriété d'Antoine Chauvet<sup>2</sup>. Elle appartenait à Pierre Chauvet « marchand payrolier » en 1571, et comprenait alors 61 arpents, estimés terre moyenne et allivrés à 4 livres 11 sols 8 deniers 1/4<sup>3</sup>. C'est le 26 octobre 1617 que ce domaine passait à Pierre de Comigères, ex-greffier du domaine forain en la généralité de Toulouse<sup>4</sup>.

En 1669, Comigères appartenait à Jacqueline de Giles, veuve de messire Pierre de Comigères. Le cadastre de cette époque relate que la dite veuve était alors en possession du domaine, « au milieu duquel se trouvait un petit yeys de servitude pour

1. Archives de la Haute-Garonne, registre *Vente des biens nationaux de première origine*.

2. *Ibid.*, Fonds de Saint-Sernin, sac 71, liasse 6, Chev. 23.

3. Archives de Toulouse, Cad. de 1571, CC, n° 1774.

4. *Ibid.*, Note en surcharge.



aller à Palaficat<sup>1</sup> », et qu'elle en jouissait 35 arpents, comme mouvants de la directe du Chapitre Saint-Sernin, savoir : 16 arpents de 4 deniers par arpent et 19 arpents (Clos Naulina) de 10 deniers par arpent et le surplus allodialement. La contenance totale était alors de 53 arpents<sup>2</sup>.

La partie du domaine située au sud du petit chemin, tout en s'amointrissant du fait de quelques ventes parcellaires, conserva cependant une certaine importance jusqu'à l'époque de la Révolution. Elle changea toutefois assez souvent de main. Quant aux 19 arpents du clos Naulina, restés mouvants de la directe du chapitre, ils passèrent à un certain nombre de propriétaires qui les revendirent en parcelles<sup>3</sup>.

VII. BORDE-ROUGE. — Cette métairie est une des plus anciennes du territoire de la Grande-Lande. Il est impossible de rien affirmer avec certitude sur la provenance de son nom, mais il est probable qu'étant située dans le voisinage d'une tuilerie qui se trouvait près de Palaficat, elle dut être bâtie en brique et que la couleur rouge de cette dernière la fit ainsi appeler. La déclaration de l'abbé Trusse disant qu'elle était « de brique », lors de la rédaction du cadastre de 1669, confirme cette manière de voir.

C'est de cette borde qu'il a déjà été question au sujet du maintien des pâturages communs. Elle constituait primitivement un bien communal et se trouvait au nombre des trois bordes dont la corporation des bouchers s'était emparée et avait fait labourer les terres. Un arrêt du Parlement du 12 avril 1512 obligea cette corporation à remettre les terres en pâturages communs<sup>4</sup>.

Inféodée par la ville, nous ne savons à quelle époque, elle appartenait en 1670 à un prêtre, prébendier à l'église Saint-Sernin, nommé Pierre Trusse. Il en faisait la déclaration à l'Hôtel-

1. Ce sentier a été remplacé par le chemin existant actuellement entre les maisons Duffour et Austric.

2. Archives de Toulouse, Cad. de 1669, CC, n° 1777.

3. *Ibid.*, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue.

4. *Ibid.*, AA 5, 26, et AA 3, 321.

de-Ville, le 12 avril de ladite année, pour la confection du cadastre. « A dit et déclare tenir et posséder au terroir appelé de la Lande une métairie *de brique* à haut estaige, appelée Borde-Rouge, avec four, offices, petit jardin, sol, vigne et terres labourables, le tout contigu et de contenance de 30 arpents. Tous lesdits biens mouvants de la directe de M<sup>gr</sup> l'évesque de Rieux, seigneur de Palaficat, sous la rente annuelle de 11 setiers et une pugnérée de seigle<sup>1</sup>. » Borde-Rouge allait bientôt dépendre d'un obit fondé sans doute par Pierre Trusse. Une note en surcharge du cadastre de 1690 indique, en effet, que cette métairie était passée à un autre prêtre, Joseph Claverie.

Or, les procès-verbaux de vente des biens nationaux établissent que « ladite métairie, située au quartier de la Lande, dépendait d'un *obit* joui par le sieur Claverie, ci-devant curé de Saint-Michel-du-Touch, et comprenait 28 arpents 1 pugnérée et 1/8 de boisseau<sup>2</sup> ». Elle fut adjugée aux enchères, comme obit, le 20 novembre 1791, pour la somme de 20.700 livres, à Nicolas Brousse.

VIII. PUGIBET. — Ce quartier, qui comprend à peine trois ou quatre maisons, est situé au sud de Borde-Rouge. Il est ainsi nommé depuis que Pierre Pugibet y possédait (1669) une habitation, avec 10 arpents de terre<sup>3</sup>.

IX. NIBOUL. — Il existait à l'ouest du quartier de Pugibet en 1690 une borde d'une contenance de 27 arpents 2 pugnérées et 1 boisseau, dont 5 boisseaux 1/2 de bois, appartenant à Jean Pagés. Ce petit domaine fut vendu à Jacques Bouzignal le 13 août 1732 et devenait, le 28 août 1739, la propriété d'un médecin lithotomiste nommé Nigoul<sup>4</sup>. C'est à partir de cette

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1669, Capit. de Saint-Sernin, CC, n° 1777.

2. Archives de la Haute-Garonne, registre *Vente des biens nationaux de première origine*.

3. Archives de Toulouse, Cad. de 1669, CC, n° 1777.

4. *Ibid.*, Cadastre de 1690. — La ville paya pendant plusieurs années à Nigoul et à un de ses collègues, à titre de médecins lithotomistes et

époque que la borde en question fut appelée *Nigoul*, ce qui par corruption a fait *Niboul*. Ce petit domaine est actuellement la propriété de la famille Chassereau, qui en a restauré la vieille habitation.

X. LES TROIS-COCUS. — Il y a quelques années, quand on arrivait à ce quartier par le chemin vicinal n° 5 de Périole à Lalande, avant de tourner à droite vers la maison Fort, on apercevait du côté occidental, au sommet du pignon d'une vieille maison que surmonte une petite croix en pierre du quinzième siècle, une pierre carrée encastrée dans la muraille. Sur cette pierre se trouvait dessinée, par une gravure assez profonde, la silhouette de trois oiseaux qui semblaient regarder les passants. Ces oiseaux représentaient-ils trois coucous, en patois *coucuts*, et cela aura-t-il fait donner son nom à ce quartier, ou bien le nom est-il antérieur à la gravure des trois oiseaux et les avait-on ainsi représentés par allusion à cette dénomination ? Les deux hypothèses peuvent se soutenir, mais la première semble plus naturelle. Quoi qu'il en soit, c'est le nom de « *Trois Coucuts* », dont on a fait en français *Trois-Cocus* au lieu de *Trois-Coucous*, qu'on retrouve assez anciennement dans divers actes. Ainsi, dans le titre d'un bail à locaterie perpétuelle d'un champ dépendant de la métairie de Négreneys, appartenant aux religieuses de Saint-Pantaléon, on dit que ce champ est situé au quartier « *des Trois Coucuts* ». Cet acte porte la date du 18 février 1740<sup>1</sup>. Trois ans auparavant, le même champ était signalé dans un autre acte du même fonds comme sis au quartier « *des Trois Écus*<sup>2</sup> ». Un bail à locaterie était également consenti le 10 mars 1727 par lesdites religieuses, en

comme traitement annuel, une somme de 900 livres (Archives de Toulouse, CC, nos 1060 et suiv., Comptes). C'est en 1633 que la ville appointa un médecin lithotomiste « à charge de traiter gratuitement les pauvres ». Par la suite, elle attacha deux titulaires à ce service (Archives de Toulouse, GG, 50).

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin ; Cresty, t. II, p. 114.

2. *Ibid.*, p. 122.



faveur de Jean et Raymond Busselières père et fils, et avait pour objet « une pièce de terre sise *au terroir des 3 Écus*<sup>1</sup> ». Ces variantes permettraient-elles de penser que le nom était alors à sa période de formation ?

On raconte qu'il y a cinquante ans environ, un cabaret de ce quartier avait pris pour enseigne *trois coucous*, parce que trois de ces oiseaux étaient venus se reposer à la fois sur la toiture de la maison et qu'une telle enseigne fit donner le nom au quartier. Il n'est pas possible d'accepter une telle explication, au moins à cette date, car le nom de « *Trois Coucuts* » est beaucoup plus ancien. Ce fut plutôt à cause de ce nom que le cabaretier prit sans doute cette enseigne. La légende des trois coucous se reposant ensemble sur la toiture fut ensuite le résultat de l'imagination populaire.

La croix qui existe au centre de ce quartier est signalée dans le cadastre de 1478<sup>2</sup>. Elle est appelée « la croix *des Quatre carrières* » dans ceux de 1571 et de 1690<sup>3</sup>. On l'aurait évidemment appelée « la croix des Trois Cocus » à ces deux dates si ce nom eût alors existé. On la nommait des *Quatre carrières* parce qu'elle se trouvait placée comme aujourd'hui au point où se joignaient les quatre chemins venant de Négreneys, des Minimes, de Croix-Daurade et des Izarts. Il existe actuellement un cinquième chemin, celui de Lalande, qui part de la maison Fort, mais il est de création plus récente (voir ch. iv).

Dans l'acte de vente d'une vigne mouvante de la directe du Chapitre Saint-Sernin du 14 février 1449 on signale au lieu de la croix « *l'olme (ormeau) des Quatre carrières*<sup>4</sup> ». C'est sans doute parce que la croix n'existait pas encore. Or, soit la croix soit l'ormeau se trouvaient placés à l'extrémité de « *la punte* » (pointe) formée par les chemins venant de Négreneys et des Minimes. Aussi voyons-nous, en remontant à 1317, où l'ormeau

1. Archives de Toulouse, Territoriaux, n° 24, MM, 9057, p. 903.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623, pp. 66 et 67.

3. Archives de Toulouse, Cad. de 1571, CC, n° 1774, et de 1690. Voir les plans de ce dernier cadastre, où la croix est indiquée.

4. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin; Cresty, t. II, p. 114.

lui-même n'existait pas, la même pièce de terre d'un arpent désignée comme sise « *à la punte des Quatre carrières*<sup>1</sup> ». Dans une sentence arbitrale de 1192, ce même lieu est simplement indiqué par ces mots : « *à la Punte*<sup>2</sup> ». Le Chapitre Saint-Sernin, qui était seigneur de quelques fiefs dans ce terroir, notamment de ce champ ou vigne d'un arpent, « *à la Punte* », « *à la Punte des Quatre carrières* », « *à l'olme des Quatre carrières* » ou « *à la croix des Quatre carrières* », contribua pour 12 livres, en 1789, « à l'achat et à la plantation d'une nouvelle croix des Trois-Cocus<sup>3</sup>. » Celle-ci disparut pendant les mauvais jours de la Révolution, car elle fut rétablie en 1805, ainsi qu'il résulte d'une délibération de la fabrique de Croix-Daurade du 4 germinal an IV (25 mars 1805). Un des fabriciens demanda « qu'on lui permît de prendre une pierre ayant servi à la croix placée devant l'église et qui dans le moment était inutile et de la faire porter au masage des Cocus pour y être employée à *rétablir la croix*<sup>4</sup> ».

XI. **FABIÉ.** — Ce quartier ou, pour mieux dire, ce terroir ne comprenait, en 1690, qu'une maison avec 33 arpents de terre. Il était situé au nord-ouest du quartier des Cocus, entre le vieux chemin de Launaguet et celui de la croix des Izarts. Son nom lui venait de Jean Fabié, procureur au Parlement, qui en était propriétaire à cette date<sup>5</sup>. Ce domaine était devenu après la Révolution le bien de campagne du grand Séminaire, récemment confisqué en vertu de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat. On y voit encore une très élégante chapelle, en style roman, construite aux frais d'un ancien professeur de théologie, M. l'abbé Vieusse, prêtre de Saint-Sulpice.

1. Arch. de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin ; Cresty, t. II, p. 122.

2. *Ibid.*, t. I, pp. 2 et 4.

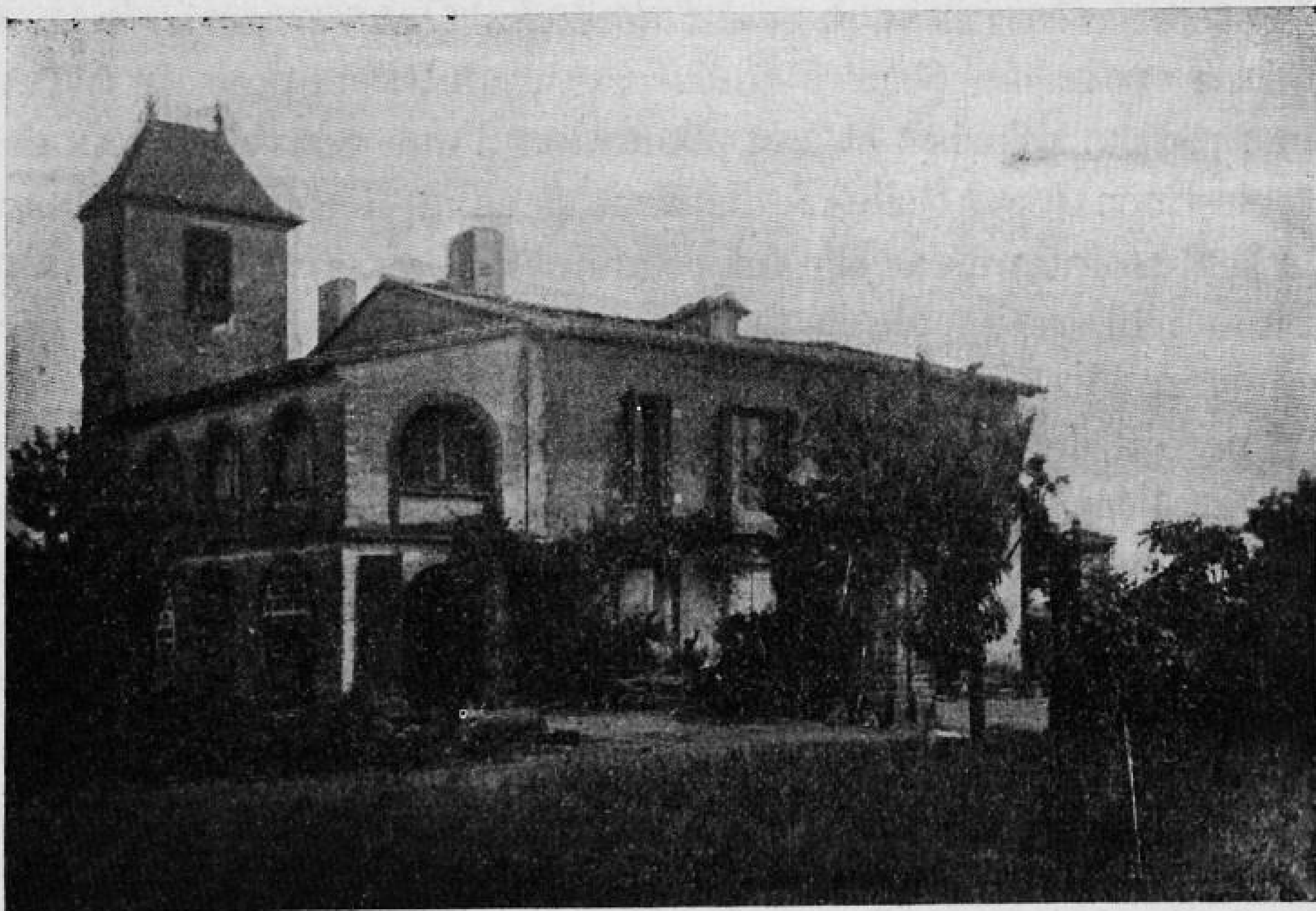
3. *Ibid.*, Comptes des trésoriers du Chapitre.

4. Archives de l'église de Croix-Daurade, Délibérations de 1795 à 1810. Le texte de la délibération établit que le piédestal existait encore et que « cette croix servait pour diviser la paroisse de Lalande d'avec celle de Croix-Daurade, et que les deux paroisses y faisaient station l'une et l'autre pour les Rogations ».

5. Archives de Toulouse, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue.

XII. LANUSSE. — Ce domaine appartenait en 1571 à Claude de Loppes, conseiller au sénéchal, et comprenait alors tout d'un tenant 84 arpents 2 pugnérées 4 boisseaux. Il était allivé, comme terre moyenne, à 6 livres 7 sols 3 deniers et demi<sup>1</sup>.

C'est encore la famille de Loppes qui en était propriétaire un



LE CHATEAU DE LANUSSE.

(Cl. de M. J. Martin.)

siècle plus tard. Le 10 avril 1670, noble Tristan de Loppes, ancien capitoul, qui faisait la déclaration de ses propriétés à l'Hôtel de ville, en vue de la confection d'un cadastre commencé l'année précédente, disait « posséder au terroir de la Lande, proche de Croix-Daurade, une maison à haut estaige, bastie en briques, avec four, jardin, petit bois, vignes, prés, et une métairie, le tout contigu, d'une contenance de 53 arpents<sup>2</sup> », plus quelques champs isolés.

Le cadastre de 1690 attribue ce domaine à noble François

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1774, Cad. de 1571.

2. *Ibid.*, CC, n° 1777, Cad. de 1669.



de Lanusse. Domaine et quartier ont depuis conservé ce nom<sup>1</sup>. Lanusse comprenait alors 5 arpents 5 boisseaux de vigne, 4 arpents 2 pugnérées 4 boisseaux de prairies et 56 arpents de terre labourable, le tout joignant, au total 66 arpents 6 boisseaux et demi, indépendamment d'un fonds de 8 arpents et de quelques autres champs isolés. Le domaine entier passait le 29 janvier 1734 à Louis Trinchant et le 13 mars 1750 à Dominique Bernadet, avocat au Parlement, qui le donnait par contrat de mariage à son fils Dominique Bernadet le 26 janvier 1773<sup>2</sup>.

Ce domaine s'est démembré. Il ne reste plus aujourd'hui que le vieux château flanqué d'une tour à l'ouest et en assez mauvais état, entouré de quelques arpents de terre.

XIII. LA MAURINE ET LOUBIAGUE. — A cinq ou six cents mètres environ au sud-ouest du point de jonction du chemin de Raynal et de celui des Cocus, est située une vieille métairie qu'on appelle la Maurine. Elle appartenait en 1571 à Antoine Maury, dont elle a depuis gardé le nom<sup>3</sup>. La légende la ferait remonter, il est vrai, à l'époque des invasions sarrasines. Les Maures, qui se seraient arrêtés en ce lieu pour y camper, auraient laissé leur nom à ce terroir, comme ils le firent pour Castelmaurou, Maureville, Mauremont et autres villages de nos contrées. Il n'est pas possible d'accepter une telle explication pour le domaine qui nous occupe, car si l'hypothèse qui fait venir le nom de Maurine des Maures et pas de Maury était en effet la vraie, ce nom figurerait au cadastre de 1571. Or, celui-ci se borne à indiquer cette métairie et le nom de son propriétaire, Antoine Maury, sans donner aucune appellation à ce domaine, tandis qu'il le fait pour la métairie voisine du « *Mirailhou* » (Lapujade). Au contraire, un siècle plus tard, le cadastre de 1669 nous apprend que cette borde, « située au terroir de la Lande, « se nommait la Maurine<sup>4</sup> ». Ceci nous prouve que, dans l'intervalle, on avait pris l'habitude d'appeler « *Mau-*

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1690.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, Cad. de 1571, CC, n° 1774.

4. *Ibid.*, Cad. de 1669, CC, n° 1777.

*rine* » la métairie d'Antoine Maury. Non, la légende n'a rien de fondé : la Maurine n'a pas reçu son nom des Maures, mais de Maury.

Le cadastre de 1571 qui attribue à cette borde une contenance de 40 arpents 2 boisseaux, estimée terre moyenne et allivrée à 3 livres 5 sols et demi denier, porte en note qu'elle était passée en 1642 à Etienne La Hubiague, maître chandelier de Toulouse<sup>1</sup>. Lors de la rédaction du cadastre de 1669, elle avait encore la même contenance et appartenait également à Etienne La Hubiague.

Le quartier de *Loubiague*, dans le terroir duquel se trouvaient situés certains champs qui dépendaient de cette métairie, prit lui-même le nom de leur propriétaire, *La Hubiague*, qui se transforma en *Loubiague*.

En 1690, la Maurine n'appartenait plus à Etienne, mais à Barthélemy La Hubiague et elle n'avait alors qu'une contenance de 35 arpents<sup>2</sup>.

En vertu d'un acte de partage du 8 janvier 1732, une moitié de la Maurine passa à cette époque à Demoiselle Vincent et l'autre moitié à M<sup>e</sup> Précavaire, procureur au sénéchal<sup>3</sup>.

La Maurine est actuellement la propriété de M. Lamothe.

Loubiague s'est morcelé et appartient à divers jardiniers.

XIV. NÉGRENEYS. — Le quartier de Négreneys, situé au sud de la Maurine et de Loubiague, a pris son nom d'une métairie ainsi appelée et qui a disparu. Il serait peut-être plus exact de dire que c'est le terroir qui avait donné son nom à la métairie. Cette dernière appartenait avant la Révolution aux religieuses de Saint-Pantaléon et se trouvait à la place qu'occupe actuellement la maison Bougnou.

Le cadastre de 1690 appelle cette métairie « *Négro Neït* » et lui attribue 55 arpents<sup>4</sup>. Celui, plus ancien, de 1669 lui donne le nom de « *Négre Neys* » et accuse une contenance

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1571, CC, n<sup>o</sup> 1774.

2. *Ibid.*, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue.

3. *ibid.*

4. *Ibid.*

de 51 arpents<sup>1</sup>. Le cadastre de 1571 ne lui donne aucun nom et se borne, après avoir indiqué les confronts, à relater sa contenance de 51 arpents. Estimée terre moyenne, elle était alors allivrée à 3 livres 17 sols 3 deniers<sup>2</sup>. Elle n'est pas signalée au cadastre de 1478. Il faut en conclure qu'elle s'était formée dans l'intervalle.

Le silence gardé par le cadastre de 1571, au sujet du nom de ce domaine, viendrait-il de ce que le nom de Négreneys ne désignait encore aucun fonds de ce terroir? Non assurément, car on trouve ce nom à des dates bien antérieures et il s'applique le plus souvent au terroir lui-même. Ainsi une lausine consentie le 22 mars 1392 par le Chapitre Saint-Sernin, pour un demi-arpent de terre, porte qu'il dépendait des « appartenances de Toulouse, sis au lieu appelé Négas Nechts<sup>3</sup> ». Une autre du 26 avril 1365, consentie par le sacristain du même Chapitre, pour un demi-arpent de vigne, établit que celui-ci était situé au clos dont le nom a été traduit par Cresty « *Noires Nuits*<sup>4</sup> ». Une troisième enfin, passée par l'abbé de Saint-Sernin le 31 mars 1336, à propos d'un arpent de terre, place ce dernier à « *Negras Nuces*<sup>5</sup> ». Le terroir avait donc un nom et celui-ci passa à la métairie des religieuses de Saint-Pantaléon.

Mais que peut bien signifier le nom de *Negras Nuces*, *Negras Necht*, *Noires nuits*, *Négres Neys*, *Négro Neit* qui, dans une dernière variante, a fait *Négreneys*? Nous croyons en trouver l'explication dans un document d'une époque encore plus reculée et qui nous semble indiquer l'origine de ce nom. La 41<sup>me</sup> charte de l'appendice du cartulaire de S. Sernin, datée du mois de mai 1184, porte, au sujet d'une terre située au même lieu, qu'elle était sise à la « *Nause noire, Ad Nauham nigram* ». On conçoit très bien qu'une nause soit qualifiée de noire, à cause de ses eaux bourbeuses; on s'explique moins qu'un tel

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1777.

2. *Ibid.*, CC, n° 1774.

3. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin; Cresty, t. II, p. 112.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*



qualificatif soit donné à la nuit qui l'est toujours plus ou moins. Or, il existe encore une nause, et une nause bourbeuse, au terroir de Négreneys. Il est donc vraisemblable que la *Nauha Nigra Nauza nigra* aura fait, par inversion, *Nigra Nauza* et qu'on sera ainsi passé par la loi du moindre effort à *Negras Nechts*, *Negras Nuces*, *Négro Neit*, *Négres Neys*, *Négreneys*. Nous l'avouons cependant, ce n'est là qu'une opinion personnelle.

La métairie de Négreneys appartenait encore aux religieuses de Saint-Pantaléon à l'époque de la Révolution. Sa contenance était alors de 58 arpents. Déclarée bien national, elle fut vendue aux enchères le 29 mai 1791 et adjugée à Dominique Darmagnac, charpentier à Croix-Daurade, pour le prix de 38.100 livres. Celui-ci faisait élection d'ami le même jour en faveur de Michel Cordeau, pépiniériste au faubourg S. Etienne <sup>1</sup>.

XV. LA CABARETTE. — Ce quartier s'est formé le long du chemin qui part de la place publique actuelle de Croix-Daurade et va aboutir à Lapujade et à la gare Raynal. Il a pris son nom d'une ancienne métairie appelée *Cabaret*, peut-être parce qu'on y donnait à boire en payant. Cette métairie se trouvait située à l'est et au bord de ce chemin, au nord de la pointe formée par ce dernier et le petit chemin de Lapujade.

XVI. LAPUJADE. — En 1738, Jean-Marie Lapujade, habile chirurgien arrivant d'Amérique, venait s'établir à Toulouse <sup>2</sup>. Ses succès portèrent bientôt ombrage aux autres chirurgiens de la ville, et ceux-ci lui intentèrent un procès pour exercice illégal de la médecine. Nul ne pouvait à cette époque exercer cette profession, s'il ne faisait partie au préalable de l'Académie de chirurgie. Lapujade se mit en mesure de se faire admettre au nombre des membres de cette académie <sup>3</sup>. Le sentiment public lui était à ce point favorable, que le Conseil de bourgeoisie

1. Archives de la Haute-Garonne, registre *Vente des biens nationaux de première origine*, n° 201.

2. De Rosoi, t. IV, *Supplément*, p. 84.

3. *Ibid.*

déclarait le 4 juillet 1738, « qu'afin de lui témoigner la gratitude qu'éprouvait la ville de sa complaisance à se faire recevoir maître chirurgien pour pouvoir donner plus librement ses soins aux habitants, les capitouls étaient priés et autorisés de lui rembourser tous les frais que lui avait occasionnés sa réception<sup>1</sup> ». Ces frais s'étaient élevés à la somme de 1.500 livres<sup>2</sup>. Le procès et le vote flatteur du Conseil de bourgeoisie ne firent qu'accroître la renommée du savant chirurgien.

Environ deux ans plus tard, Lapujade achetait la plupart des terres qui avaient appartenu pendant deux siècles à la famille Duranti, notamment les deux métairies du Mirailh et de Duranti qui étaient alors la propriété de la comtesse de Rupelmonde, dame d'honneur de la reine, et du comte de Rupelmonde son fils. L'acte d'achat fut signé le 8 janvier 1740<sup>3</sup>. Le Mirailh s'est depuis appelé Lapujade.

Cette métairie, nommée « *Mirailhou* » au cadastre de 1571, comprenait alors 40 arpents. Elle était estimée terre moyenne et allivrée à 3 livres<sup>4</sup>. C'était Jean-Etienne Duranti, avocat général, le célèbre futur premier président, qui en était alors propriétaire.

Le cadastre de 1478 en fait également mention, sous le nom de « *metherie del Mirailhou* », et lui attribue aussi 40 arpents. Elle appartenait alors à Pierre Builhet qui l'affermait au 6<sup>me</sup> des fruits et payait 13 sols 4 deniers de taille<sup>5</sup>.

Le nom de Lapujade qui s'est substitué à celui du Mirailhou après 1740 ne vient pas, comme on l'a cru à tort quelquefois, du mot *pujar* monter, *la pujade* la montée. Le mamelon voisin a été cause de cette méprise pour ceux qui, n'ayant pas parcouru les anciens cadastres, ne soupçonnaient pas que le nom de *Mirailh* ou *Mirailhou* fut primitivement donné à la métairie et qui, ignorant également l'histoire du chirurgien Lapujade devenu son acquéreur, ne pouvaient connaître la substitu-

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 4 juillet 1738.

2. De Rosoi, *loc. cit.*

3. Expédition de l'acte communiquée par M. l'abbé Cazal.

4. Archives de Toulouse, CC, n° 1774.

5. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623.

tion de ce nom au précédent. Il ne faut donc pas écrire *La Pujade* en deux mots mais *Lapujade* en un seul mot. La plaque indicatrice du chemin qui conduit au vieux château, plaque nouvellement placée au point de jonction de ce chemin et de la route d'Albi au faubourg Bonnefoy, est par conséquent fautive.

Le domaine du Mirailh, en outre des terres isolées qui en dépendaient, et qui étaient très importantes, ne comprenait tout d'un tenant, en 1690, que 36 arpents, dont 1 arpent et 5 boisseaux de bois<sup>1</sup>. Il avait encore la même contenance quand il devint la propriété du chirurgien Lapujade.

La marquise de Montségur, fille de Lapujade, qui avait hérité des biens de son père<sup>2</sup>, les donna à sa mort à un de ses cousins, M. Cazal, lequel les laissa à son tour aux deux enfants de son frère, M. Hyacinthe Cazal et M<sup>me</sup> Crémon. Duranti (dont il sera question au chapitre suivant) échut à M. Hyacinthe Cazal et Lapujade à M<sup>me</sup> Crémon.

XVII. RAYNAL. — Lorsque, après avoir quitté Lapujade, on atteint, dans la direction du sud, la ligne du chemin de fer d'Orléans, c'est le quartier Raynal qui commence.

En 1690, Bernard Raynal possédait dans ce terroir, proche du canal, 2 maisons et 10 arpents de terre<sup>3</sup>. Ce petit domaine s'accrut par la suite, et le cadastre Grand-Voinet mentionne plusieurs champs situés au même lieu comme étant alors la propriété de la famille Raynal. Ils figurent sous les n<sup>os</sup> 158, 325 à 327, 333, 358, 373 à 375 et 392<sup>4</sup>. En 1790, Guillaume Raynal achetait encore 25 arpents qui appartenaient à Pierre de Gramont. Ceci venant s'ajouter à ses autres possessions, Guillaume Raynal devint le plus riche propriétaire de ce quartier. C'est pour ce motif, comme il arrivait toujours dans notre contrée, que ce quartier commença de prendre son nom qui persiste encore aujourd'hui.

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue.

2. *Id.*, *ibid.*, et Cad. Grand-Voinet, section de Croix-Daurade.

3. *Ibid.*, Cad. de 1690.

4. *Ibid.*, Cad. Grand-Voinet, section de Croix-Daurade.



XVIII. LE RAISIN. — Entre le quartier Raynal et les Minimes se trouve le quartier du Raisin. Nous ne pouvons indiquer d'une manière certaine pourquoi on l'appelle ainsi.

XIX. MAZADES. — Ce quartier, situé au nord du quartier des Minimes et à l'ouest de celui du Raisin, fut ainsi appelé à cause du château de Mazades, appartenant anciennement au capitoul de ce nom. Ce château est mentionné au 10<sup>me</sup> moulon du cadastre de 1571. Le domaine qui en dépendait comprenait 27 arpents de terre<sup>1</sup>. Ce fut du château de Mazades que Damville, nommé gouverneur de Languedoc, partit le 15 octobre 1563 pour faire son entrée solennelle à Toulouse. Après sa visite au Parlement, Damville retourna au château de Mazades où les capitouls lui offrirent, ainsi qu'à sa suite, un somptueux festin. Le capitoul Mazades lui fit présent, au nom de la ville, d'une coupe d'or du prix de 500 livres<sup>2</sup>.

XX. LES MINIMES. — Le quartier des Minimes doit son nom aux religieux Minimes de Saint-François-de-Paule qui vinrent s'établir le 8 mai 1503 près de l'église Saint-Roch. Celle-ci, d'après un texte cité par du Mège, avait été bâtie en 1392 : « *Fuit ecclesia noviter ædificata in cercio santi Quintini extra portam Arnaldi Bernardi*<sup>3</sup>. » Cette église fut reconstruite pour les Pères Minimes par Laurent Alamand, évêque de Grenoble et abbé de Saint-Sernin, et ne se termina qu'en 1520. Devenue la chapelle du monastère, elle fut cause, par son vocable, qu'on nomma plus tard les religieux Minimes « les Rouquets<sup>4</sup>. »

Au dire des historiens, le couvent fut assez souvent menacé, durant les guerres de religion, par les huguenots de Montauban qui essayèrent de le surprendre<sup>5</sup>. Situé aux portes de la ville

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1774.

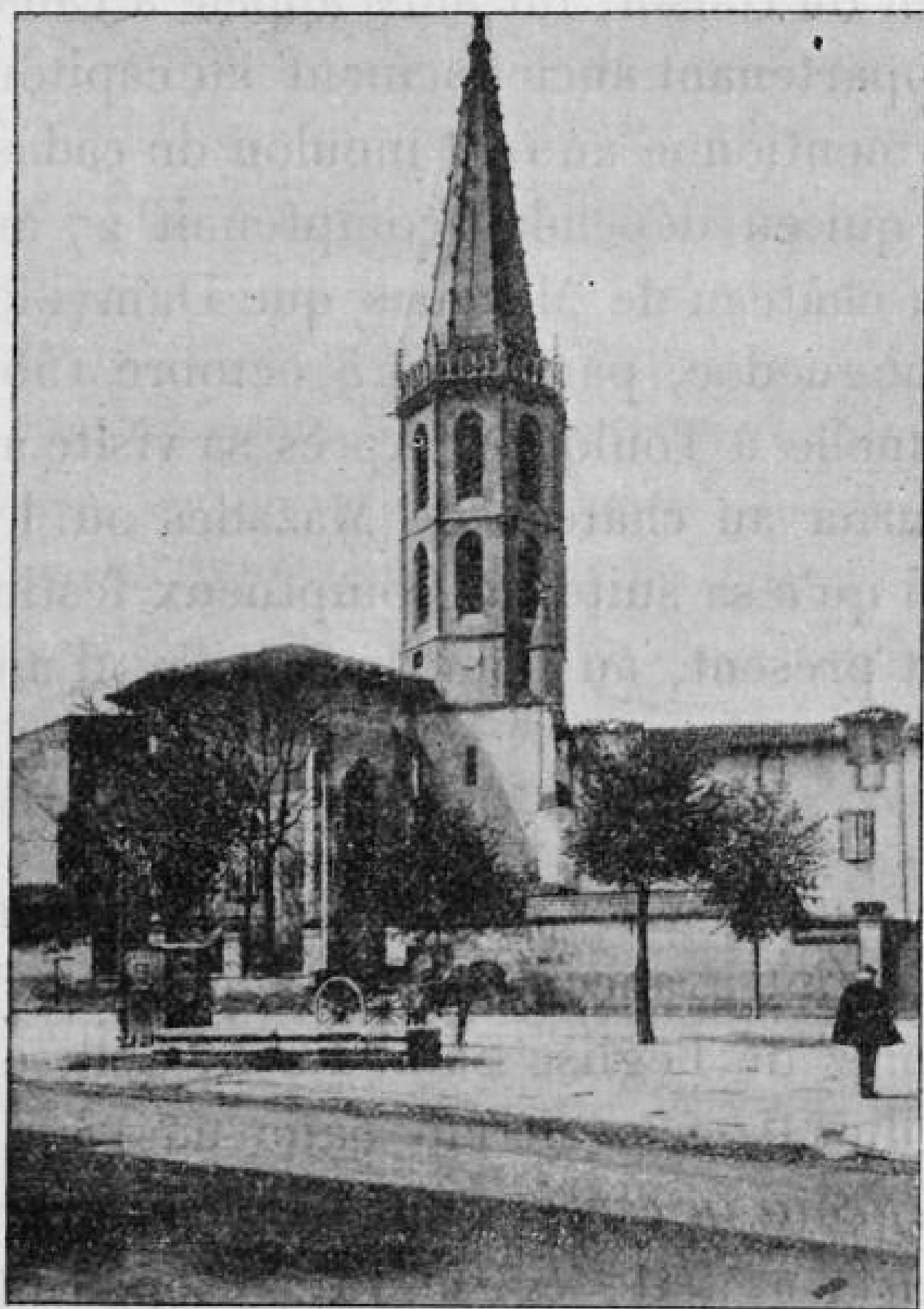
2. De Rosoi, *Annales de la ville de Toulouse*, t. III, p. 535.

3. Du Mège, *Monuments religieux, Volskes-Tectosages*, p. 145.

4. *Id.*, *Histoire des Institutions de la ville de Toulouse*, t. IV, p. 603.

5. *Ibid.*

sur la route de Paris, il était visité fréquemment par de grands personnages et par les rois de France eux-mêmes. Ils s'y arrêtaient avant de faire leur entrée dans la ville et y recevaient les représentants des autorités, le Parlement, l'Université, le clergé, les capitouls, les nobles, bourgeois et marchands qui



ÉGLISE DES MINIMES.

(Cl. Labouche.)

venaient là leur présenter les souhaits de bienvenue. Après ces classiques hommages prévus et réglés par le cérémonial de la « grande entrée », chacun prenait son rang dans le cortège et l'on quittait le couvent pour se rendre en ville. C'est ainsi que les pères Minimes reçurent le maréchal Anne de Montmorency, gouverneur de Languedoc, le 27 juillet 1533<sup>1</sup> ; le dauphin François de France, duc de Bretagne, le 30 juillet de la même année<sup>2</sup> ; François I<sup>er</sup>, le 1<sup>er</sup> août suivant<sup>3</sup> ; Charles IX, le

1<sup>er</sup> février 1564 ; Louis XIII, le 21 octobre 1621 ; Louis XIV, le 21 novembre 1659, et le comte de Provence, qui devait être plus tard Louis XVIII, en 1777.

La Révolution transforma en domaine national le couvent des religieux Minimes. Ce qu'elle laissa subsister des bâtiments assez peu remarquables qui le composaient fut vendu<sup>4</sup> et servit

1. Archives de Toulouse, AA 5, 94.

2. *Ibid.*, AA 5, 95.

3. *Ibid.*, AA 5, 97.

4. Il fut vendu, avec son enclos, le 16 fructidor an X, au prix de

plus tard de minoterie. Devenu par la suite et successivement la propriété de MM. les chanoines Ruffat et Tessède, cet immeuble appartient aujourd'hui à M. l'abbé Honoré Espie.

La chapelle, rachetée par la ville, est devenue l'église actuelle des Minimes dans les circonstances suivantes.

Le 19 février 1850, le Conseil municipal de la ville de Toulouse était saisi d'une pétition des habitants de ce quartier qui sollicitaient l'établissement d'une paroisse et l'acquisition de l'ancienne chapelle Saint-Roch pour église<sup>1</sup>. Par lettre du 5 décembre suivant, M<sup>sr</sup> l'Archevêque déclara qu'il donnait son entière approbation à ce projet.

Le 5 novembre de la même année, la dame Lauret, propriétaire de la chapelle, en avait proposé la vente à l'administration municipale. Le 8 mai 1851, le Conseil municipal vota l'acquisition de l'église et du presbytère pour une somme de 30.000 francs : 25.000 payables en cinq annuités à la charge de la ville, les 5.000 francs restants devant être payés, de même que les frais d'acte et les réparations, par les sieurs Pierre Bonnal, curé de Lalande dont dépendait ce quartier, Pierre Chaulet, Michel Dupuy, Jean Gaspard, Auguste Brex, Jean-Marie Paumel et Raymond Mainville, notables du lieu<sup>2</sup>. La dépense que s'imposèrent ces généreux fondateurs de la nouvelle paroisse s'éleva à 12.967 francs, savoir 2.000 francs pour les frais d'acte ; 3.500 francs pour intérêts des annuités ; 2.217 francs pour réparations et 5.000 francs pour complément du prix d'achat<sup>3</sup>.

Il resta convenu que si, pour un motif quelconque, la ville reprenait jamais la possession desdits immeubles, les sommes ainsi dépensées seraient remboursées<sup>4</sup>.

C'est en juin 1852 que furent définitivement fixées les limi-

52.725 livres. C'est Laurent Fabre, négociant, qui en fut à ce prix adjudicataire. (Archives de la Haute-Garonne, Registre *Vente des biens nationaux de première origine*.)

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils du 19 février 1850.

2. *Ibid.*, séance du 8 mai 1851.

3. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, n° 11.

4. Communication obligeante de M. l'abbé Auriol, curé des Minimes.



tes de la nouvelle paroisse, qui emprunta son territoire aux deux paroisses de Lalande et Croix-Daurade.

XXI. ARNAUD-BERNARD. — Après avoir quitté le quartier des Minimes, on entre au midi dans le quartier hors ville d'Arnaud-Bernard. Comme pour le précédent, la partie orientale de ce dernier appartenait autrefois au capitoulat de Saint-Sernin et la partie occidentale au capitoulat de Saint-Pierre, car le vieux chemin de Launaguet qui partageait ces quartiers formait la limite commune des deux capitoulats.

Le quartier Arnaud-Bernard a pris le nom d'une ancienne porte du bourg bâtie très anciennement, dit Catel<sup>1</sup>, sur un pré appartenant à un habitant de Toulouse ainsi appelé. Cét historien nous assure avoir vu un titre de 1306, dans lequel il était fait mention de la recluse « *portæ Arnaldi Bernardi* ». Cette porte est signalée dans le cartulaire de Saint-Sernin. Elle remontait par conséquent à une date antérieure au treizième siècle, car le Cartulaire ne dépasse pas l'année 1200. La charte n° 188 a pour titre : « *De obliis de porta Arnaldi Bernardi* ». La charte n° 567 de l'année 1135 nous parle d'une moitié de casal baillé à fief « aux habitants de Saint-Raymond et situé *extra portam Arnaldi Bernardi* ».

La porte Arnaud-Bernard existait donc dans la première moitié du douzième siècle. Elle se trouvait à l'entrée septentrionale de la place actuelle de ce nom. Dès les premières années du treizième siècle, cette porte avait une recluse, dont la logette était en dehors, ainsi que l'attestent des documents originaux : « *Apud reclusam foris portam Arnaldi Bernardi*<sup>2</sup> ». Celle de 1306 se nommait Andrade.

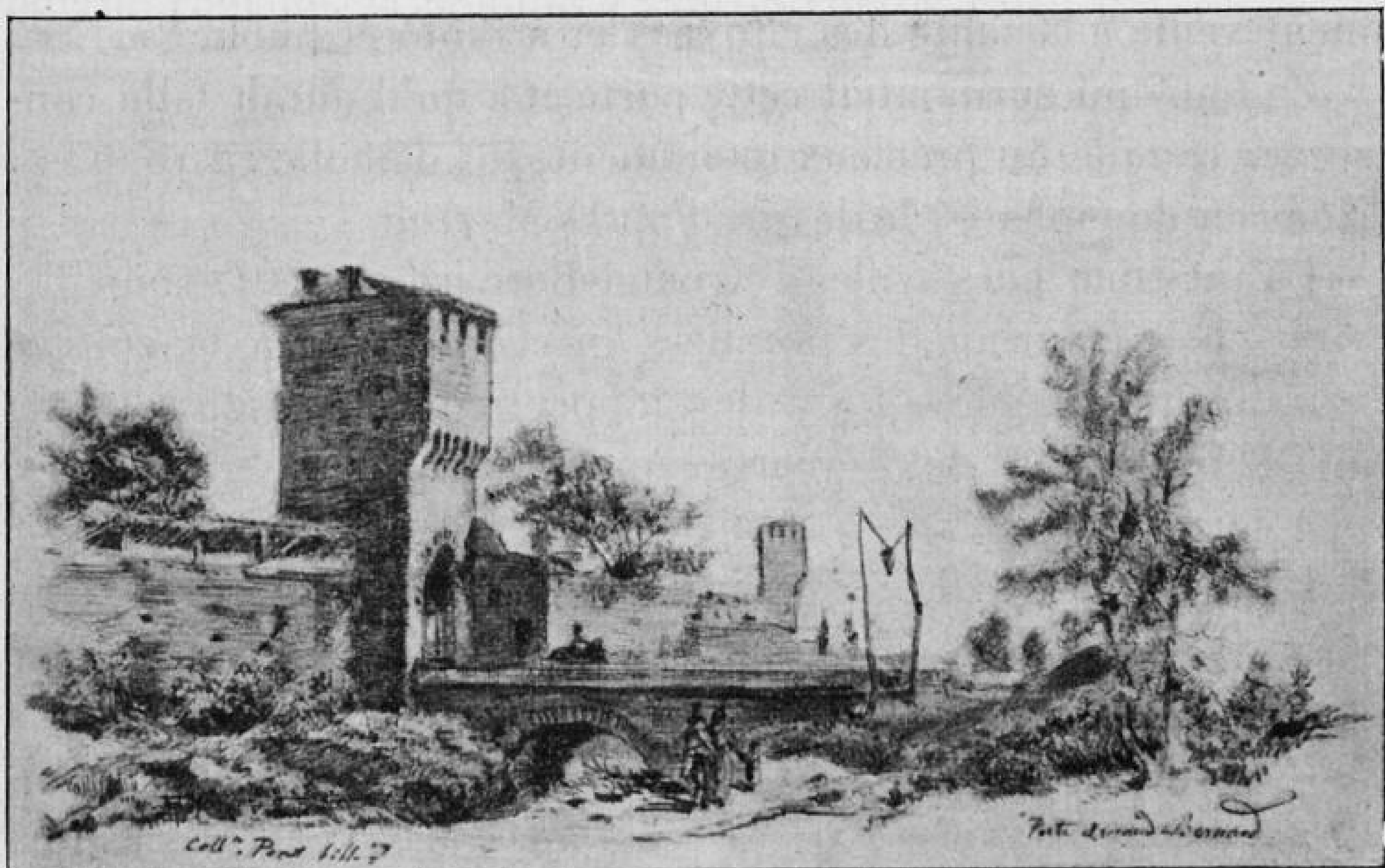
Les recluses étaient de pauvres femmes qui, voulant faire pénitence et étant persuadées que le cloître ne les séparait pas assez du monde extérieur, se faisaient emmurer dans ces réduits<sup>3</sup>. Elles recevaient les aliments par une ouverture prati-

1. *Mémoires de l'Histoire de Languedoc*, p. 272.

2. Mazzoli, *Le vieux Toulouse disparu*, p. 25.

3. Toutes les recluses n'étaient pas emmurées, car il en existait dans les hôpitaux au service des pauvres (Catel, *Mém.*, pp. 191 et 192).

quée dans le mur. Presque chaque porte de la ville avait sa recluse qui priait Dieu de bénir et protéger ceux qui entraient ou sortaient. Ceux-ci lui faisaient l'aumône en passant. Très souvent les testaments portaient des legs en faveur de telle ou telle recluse<sup>1</sup>. « En 1443, comme en 1219, la recluse était toujours logée du côté extérieur de la porte<sup>2</sup>. »



LA PORTE ARNAUD-BERNARD (D'après Mazzoli).

Mazzoli nous apprend qu'au seizième siècle et longtemps après, les marchés « aux bestiaux se tenaient, tous les vendredis, devant la porte Arnaud-Bernard<sup>3</sup> ». Ce n'est peut-être pas assez dire ni préciser suffisamment. Nous avons nous-même signalé ces marchés comme existant déjà au quinzième siècle, d'après le cadastre de 1478 (voir ch. II) et indiqué la place où on les tenait. Cette place se nommait pour ce motif le *Mercadal* et était située à l'est du chemin de Launaguet, qui formait division des capitoulats de Saint-Sernin et de Saint-Pierre. Elle était, par conséquent, dans le gardiage du capitoulat de Saint-

1. Catel, *Mém. de l'Hist. de Languedoc*, p. 192.

2. Mazzoli, *Le vieux Toulouse disparu*, p. 25.

3. *Ibid.*

Sernin, que nous étudions. C'est là que l'indique, en effet, à l'extérieur et à proximité de la porte, sur son plan de Toulouse, Jouvin de Rochefort.

Mazzoli ajoute : « Une inscription gravée sur marbre blanc et conservée au Musée de Toulouse (n° 779) nous apprend que par l'établissement d'une place auprès de cette porte et le desséchement des abords du faubourg, les consuls avaient noblement veillé à la santé des citoyens et à l'intérêt public<sup>1</sup> ».

La tour qui surmontait cette porte et « qu'il aurait fallu conserver comme un précieux monument, fut démolie en 1826<sup>2</sup> ». Nous en donnons ici le dessin d'après Mazzoli.

Le quartier hors ville d'Arnaud-Bernard, nous l'avons dit, (voir ch. III), fut un des premiers où l'on pratiqua la culture maraîchère. Elle devait s'y développer dans une telle mesure que les jardiniers de ce quartier purent à eux seuls y former une corporation.

Déjà le cadastre de 1478 nous signale dans ce quartier : « un pogézat d'ort » loué 2 doubles ; « demi pogézat d'ort » loué aussi 2 doubles et allivré à 1 denier ; « 1/3 de pogézat d'ort » loué 2 doubles et allivré à 1 denier ; « un ort et son pouts rodier » loué par année « ij<sup>+</sup> (2 écus) une garbe d'ail et sies forcors de sebos » ; « un ort en son pouts rodier et ij mezaillados de terra loués ij<sup>+</sup> par an, une garbe d'ail, sies forcors de sebos et 1 appilat rossian » allivrés à 3 sols ; « un ort en son pouts rodier iij arpents de terra et plus que se logario 6<sup>+</sup>, car y a une borda dedins » le tout allivré à 8 sols et « un ort en son pouts rodier et une borda dedins que conte tres arpents<sup>3</sup> ». Les champsensemencés tendaient déjà à disparaître pour faire place à des jardins. Il en était de même en allant vers la porte Pouzonville, quoique à un moindre degré. La culture maraîchère se cantonnait plus spécialement du côté d'Arnaud-Bernard.

XXII. QUARTIER POUZONVILLE. — En quittant le quartier hors ville d'Arnaud-Bernard et en se dirigeant vers l'est le long des

1. Mazzoli, *Le vieux Toulouse disparu*, p. 25.

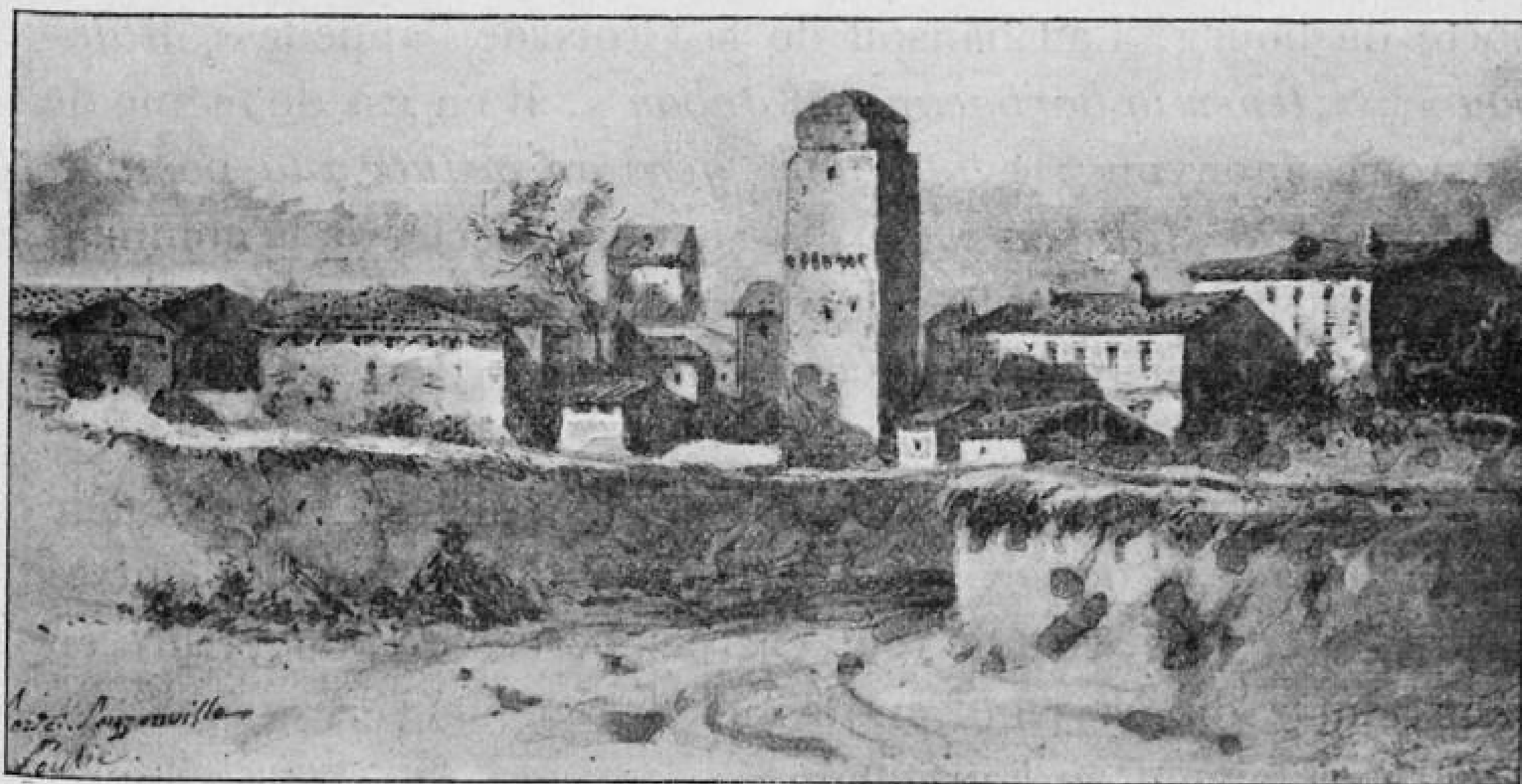
2. Du Mège, *Hist. des Institutions de la ville de Toulouse*, t. IV, p. 585.

3. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623.



murailles du bourg, on entrait dans celui de Pouzonville. Il avait pris ce nom de la porte Pouzonville qui fut murée pendant les guerres de religion. Cette porte était fort ancienne et on ignore d'où lui vient ce nom et ce qu'il signifie.

Ce nom a d'ailleurs un peu varié dans le cours des siècles. La Chanson de la Croisade appelle cette porte « Pozanvila ». L'*Histoire anonyme de la guerre des Albigeois*, écrite en langue romane, la nomme « Pouzonvilla ».



LA PORTE POUZONVILLE (D'après Mazzoli).

Catel nous apprend qu'auprès de cette porte existait autrefois une maladrerie, appelée dans un titre de 1306 « *Misellaria de Posonvilano* ». Il ajoute que cette porte était appelée dans les anciens titres « *Porta Podii-Milani* » et dans l'*Histoire des guerres du comte de Toulouse*, écrite en langue du pays, « *la Porta Puymilan* », et qu'elle avait aussi son faubourg appelé « *Barrium de Posonvilano*<sup>1</sup> ».

Dans la charte n° 20 (décembre 1158) du Cartulaire de Saint-Sernin, on la nomme « *Porta Pozamilana* », et dans la charte n° 498 (août 1145) « *Porta Podamila* ».

Du seizième au dix-septième siècle cette porte servit de loge-

1. *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 272.

ment au capitaine de la santé<sup>1</sup>. Elle était cependant arrentée en 1555 pour la somme de 3 livres 5 sols<sup>2</sup>.

La porte Pouzonville fut démolie en 1832, mais ce ne fut qu'en 1847 que cette partie du boulevard fut nivelée<sup>3</sup>.

XXIII. QUARTIER MATABIAU. — A l'est du quartier de Pouzonville, le long et à l'extérieur des remparts du bourg, était situé le quartier Matabiau qui avait pris son nom de la porte Matabiau. Sa partie extérieure est de notre domaine puisqu'elle se trouve dans le gardiage. La porte Matabiau était aussi une porte de bourg. La Chanson de la Croisade l'appelle « *Matabou* » : « *tenen la barbacana Matabou* ». Il en est de même de l'histoire anonyme : « *totas lors gens an metuts à la porta et barbacana de Matabou* ». Au dix-septième siècle, on la nommait *Matebeuf*, traduction littérale du roman, et plus tard *Matabiau*. C'est cette dernière variante qui a persisté et sert actuellement à dénommer ce quartier.

« Cette porte se dressait sur le point où la rue actuelle débouche sur le boulevard. Elle consistait, comme les autres portes de la ville, en une tour carrée, percée de l'ouverture en plein cintre du passage, au-dessus des meurtrières, et d'une fenêtre seulement au haut étage<sup>4</sup>. »

Le peuple croyait assez généralement que cette porte s'appelait *Mato-biau*, *Matebeuf*, parce que le taureau qui avait traîné saint Saturnin jusqu'à l'endroit où a été bâtie l'église du Taur (du taureau) n'avait ensuite été atteint et mis à mort que vers le lieu où se dressa plus tard cette porte. Cette légende ne fut pas sans doute acceptée par Catel qui, sans même y faire allusion, rapporte « qu'il y avait anciennement une famille dans Tolose qui s'appelait Matabou et en latin *Matabove*, de laquelle il est souvent parlé dans les anciens instruments », et il ajoute : « Je crois qu'elle a donné son nom à cette porte<sup>5</sup> ». Il en

1. Mazzoli, *Le vieux Toulouse disparu*, p. 21.

2. Archives de Toulouse, Comptes, CC, n° 749.

3. Mazzoli, *Le vieux Toulouse disparu*, p. 21.

4. De Lahondès, *Le vieux Toulouse*, dans *l'Express du Midi*, n° du 15 mars 1908.

5. *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 273.

aurait été de cette dernière comme de la porte Arnaud-Bernard, elle aurait pris le nom du propriétaire du fonds sur lequel on l'aurait bâtie.

En réalité, « la véritable étymologie de ce mot *Matabiau* n'a pas encore été formulée<sup>1</sup> ».

Catel nous dit également qu'il existait auprès de cette porte



LA PORTE MATABIAU (D'après Mazzoli).

une logette de recluse et une maladrerie, ainsi qu'il l'avait appris d'une quittance de 1306 « où il se parle de *Reclusa portæ Matabovis et Miscellaria portæ Matabovis*<sup>2</sup> ».

Mazzoli croit que cette porte n'était autre que la porte *Serdane* dont il est question dans certains titres antérieurs au quatorzième siècle<sup>3</sup>. Nous en avons nous-même parlé avec quelques détails au chapitre II. Cette porte fut démolie en 1826<sup>4</sup>.

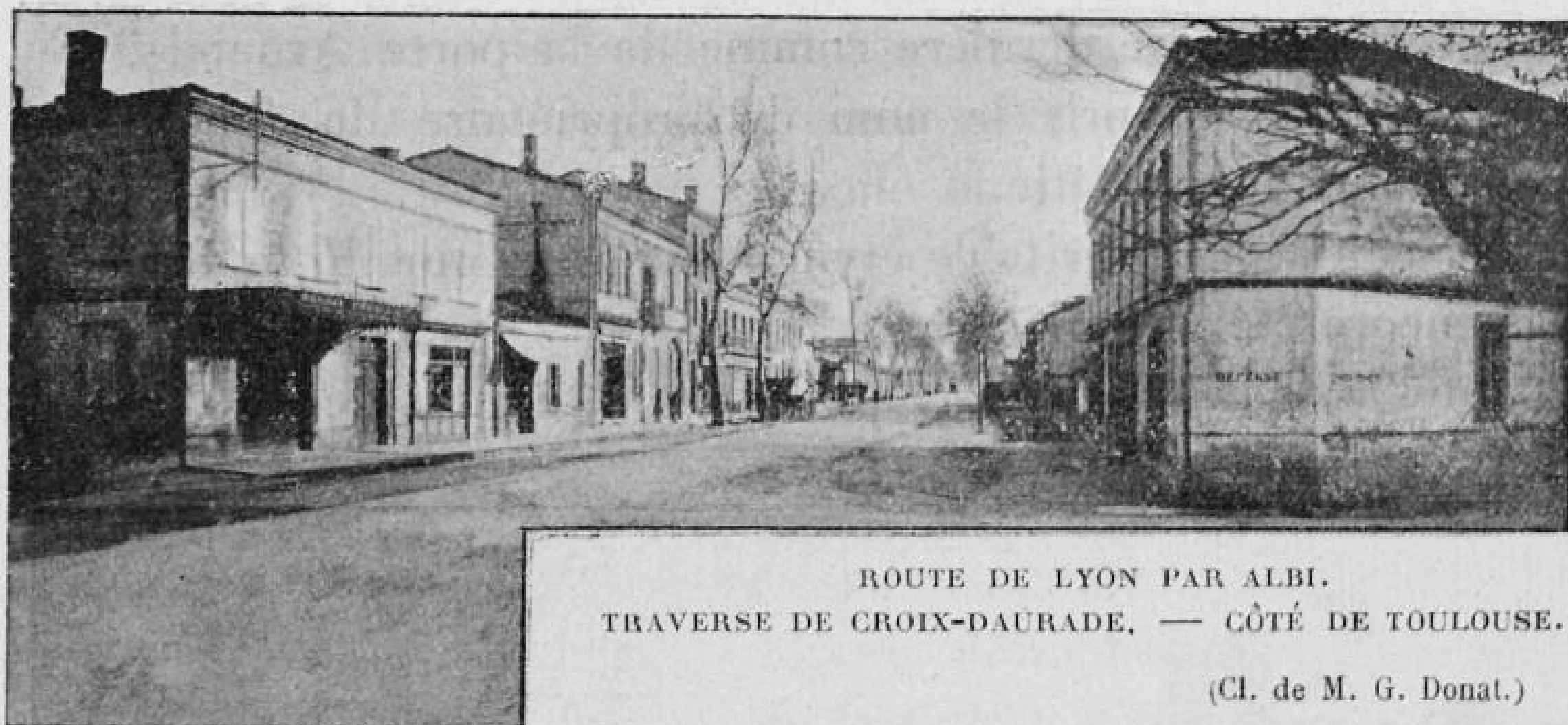
1. *Le vieux Toulouse disparu*, p. 19.

2. *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 273.

3. *Le vieux Toulouse disparu*, p. 19.

4. *Ibid.* M. de Lahondès dit en 1825, et il ajoute : « Il reste au Musée, dans la galerie du petit cloître, le bas-relief qui surmontait la porte depuis 1519. » (*Express du Midi*, n° du 22 mars 1908.) — « L'écusson royal de France et celui de Toulouse, qui avaient été placés, au siècle précédent, au-dessus de la porte Matabiau, sont aussi conservés au Musée. » (*Ibid.*)





ROUTE DE LYON PAR ALBI.  
TRAVERSE DE CROIX-DAURADE, — CÔTÉ DE TOULOUSE.

(Cl. de M. G. Donat.)

## CHAPITRE X.

Quartiers du gardiage du capitoulat de Saint-Sernin situés  
à l'est de la route nationale de Lyon par Albi.

Villeneuve. — Saint-Aubin. — Terre-Cabade. — Bayard. — Bonnefoy. — Bellevue. — Duranti-Cazal. — Nicol. — Montblanc. — Mourlas et Lestrade. — Roubichou ou Michon. — Maurice ou Caumon. — La Juncasse. — Clausoles et Périole. — Gavardy. — Gramont. — Cassagne et la Rouaïsse. — Montredon et la Rouaïssette.

Après avoir étudié les quartiers du gardiage du capitoulat de Saint-Sernin situés à l'ouest de la route d'Albi, en descendant du nord au sud, il nous reste à parler de ceux qui se trouvent à l'est de cette route. Nous le ferons en remontant du sud au nord.

I. QUARTIER VILLENEUVE. — Au sud-ouest du quartier Matabiau, à l'extérieur et le long des remparts du bourg, était situé, en avant de la porte Villeneuve, le quartier du même nom.

La porte Villeneuve était une porte du bourg<sup>1</sup> et dépendait du capitoulat de Saint-Sernin. Catel veut avec raison qu'on la distingue de la porte *Neuve*, ayant, dit-il, « trouvé dans un

1. Catel, *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 273.

même acte la porte *Villeneuve* et la porte *Neuve*<sup>1</sup> ». Il différencie lui-même si bien ces deux portes, qu'il s'occupe de la *Porte Neuve* en traitant du capitoulat de Saint-Etienne et de la *Porte Villeneuve* en parlant du capitoulat de Saint-Sernin<sup>2</sup>.

Au surplus, voici comment s'exprime le cadastre de 1478 des possessions du capitoulat de Saint-Etienne situées en dehors de l'enceinte, dans son premier article : « *Lou moulou de las possessions ont es assituat lou sementéry del Taur (alias de Pénitence) que ez defors la ville de Tholosa, entre las portes de Villenove et de Portenove*<sup>3</sup>. »

Le quartier Villeneuve s'étendait à l'extérieur à droite et à gauche de la porte de ce nom ; mais tandis que cette dernière se trouvait dans le capitoulat de Saint-Sernin, le quartier n'appartenait que pour la partie septentrionale à ce capitoulat. Le côté du midi se trouvait dans celui de Saint-Etienne. La ligne divisoire des deux capitoulats passait au sommet de l'angle rentrant, et en allant vers l'est la limite était encore commune par conséquent aux deux paroisses de Saint-Sernin et de Saint-Etienne. La charte n° 68 du Cartulaire de Saint-Sernin qui nous fait connaître les limites de l'ancienne paroisse de ce nom s'en exprime d'ailleurs clairement : « *Ab horiente terminat cum parochia Sancti Stephani.* »

Celle-ci partait du sommet de l'angle rentrant et allait aboutir à Bellegarde et à l'Hers, en franchissant le coteau de Guilleméry « *que exit de Villa Nova et ascendit ad Bellam Gardam usque in Hers*<sup>4</sup> ». Elle traversait de la sorte, de l'ouest à l'est, la place des futurs quartiers de Villeneuve, Saint-Aubin et Terre-Cabade.

La porte Villeneuve était placée un peu au nord de l'angle rentrant, ainsi qu'on peut le voir sur les anciens plans de Toulouse. M. Joseph de Malafosse observe « qu'elle ne se trouvait pas dans l'axe de la rue Villeneuve (rue Lafayette actuelle), mais un peu sur la gauche, vers l'endroit où débouche la rue

1. Catel, *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 273.

2. *Ibid.*, pp. 193 et 273.

3. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1619.

4. Cart., charte n° 68.

Caussette<sup>1</sup> ». Elle était contiguë au bureau de la Commutation, dont les bâtiments faisaient partie de l'Hôtel de ville, ainsi qu'en témoigne par deux fois le *Tableau de l'administration de la ville de Toulouse de 1782*, dans l'article relatif à sa réouverture. On y lit en effet : « Le bureau de la Commutation qui fait partie des bâtiments de l'Hôtel de ville *est joignant cette porte* » ; et ailleurs, « pour rendre l'ouverture de cette porte plus utile, la délibération du Conseil de ville invite les capitouls à rendre une ordonnance en police pour que les rouliers ne puissent aller à la Commutation que par les dehors de la ville et entrant par *la nouvelle porte qui joint ce Bureau*, ce qui sera exécuté lorsque les ouvrages seront finis<sup>2</sup> ». La porte de la Commutation, démolie il y a à peine quelques années, a été reconstruite sur la Grande-Allée et sert d'entrée au Jardin des Plantes.

Catel nous apprend qu'à « ceste porte (Villeneuve), il y avoit anciennement une recluse qui s'appeloit *Reclusa portae Villanovae* : de laquelle est faicte mention dans un acte de mille trois cens six<sup>3</sup> ».

Si l'on en croit le même auteur, la porte Villeneuve aurait pris ce nom « parce que ce fut l'endroit par où l'on commença de croistre la ville lorsqu'on résolut de l'agrandir<sup>4</sup> ».

Cet espace de terrain était situé en dehors des murs, là où se trouvent actuellement la place Lafayette et les deux pâtés de maisons situés à l'ouest de cette place, des deux côtés de la rue de même nom, jusqu'à l'endroit où débouche la rue Caussette. La rencontre de l'enceinte romaine et du rempart du bourg se faisait, en effet, vers le milieu<sup>5</sup> et à droite de la rue Villeneuve, à peu près à égale distance de celle-ci et de la rue du Poids-de-l'Huile. (Voir le plan de Jouvin de Rochefort.)

Le cartulaire de l'abbaye de Saint-Sernin nous parle de cette sorte de place extérieure dans la charte n° 498, datée du mois

1. *Etudes d'Archéologie et d'Histoire*, p. 87.

2. *Tableau de l'Administration de la ville de Toulouse en 1782*, p. 32.

3. *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 273.

4. *Ibid.*

5. De Malafosse, *Etudes d'Archéologie et d'Histoire*.



d'août 1145. Il est dit dans cette charte, qui constituait l'instrument d'un accord entre l'abbé de Saint-Sernin et le préposé du Chapitre Saint-Etienne, « que les habitants du dîmaire de Saint-Etienne *hors ville à la porte Villeneuve* dépendaient pendant leur vie de l'église Saint-Etienne, mais que, dans le cas de maladie, le chapelain de Saint-Etienne ne pouvait leur apporter les secours spirituels qu'en présence du chapelain de Saint-Sernin, et, qu'à leur mort, ils avaient droit de désigner l'une ou l'autre paroisse pour leur sépulture, les honoraires devant être partagés par moitié ». Ceci permet de supposer qu'à l'extérieur, la limite commune des deux paroisses était sur ce point un peu incertaine. On prévenait ainsi toute difficulté.

La Chanson de la Croisade s'occupe également de cette place extérieure et nous fait connaître que ce fut le lieu où le représentant de Simon de Montfort et ceux de la cité engagèrent en septembre 1216 les pourparlers relatifs à la capitulation de la ville<sup>1</sup>.

C'est aussi sur cette place, qui n'était encore qu'une prairie, que les protestants avaient au seizième siècle établi leur temple : « Ce temple bâti tout de bois, dit Lafaille, était fort spacieux et ouvert de tous côtés, afin que ceux qui n'y pourraient entrer dans les grandes foules y pussent voir. Le champ sur lequel il était bâti leur avait été donné par les capitouls, à cause de la proximité de la Maison de ville, qui leur donnait le moyen de les secourir plus promptement en cas d'insulte. Au reste, il est constant que de tout temps et avant que Calvin fût au monde ce champ s'était appelé le champ d'Enfer<sup>2</sup>. »

Enfin, ce fut surtout par la porte Villeneuve que les protestants s'enfuirent de l'Hôtel de ville le 17 mai 1562. Plusieurs portes de l'enceinte furent murées bientôt après, par crainte de quelque nouvelle surprise de la part des protestants du dehors. « A l'égard de la porte Villeneuve, on délibéra qu'elle serait fermée à perpétuité, et cela en détestation de ce que les prédi-

1. Fauriel, *Histoire de la Croisade*, CLXXIV, vers 5213 et vers 5278 et 79.

2. *Annales de la ville de Toulouse*, t. II, p. 215.

cants sortaient par cette porte pour aller au prêche<sup>1</sup>. » Ce fut sans doute pour ce même motif qu'on l'appelait aussi « *Porte du Ministre* ». Montluc, arrivé à Toulouse le 18 mai 1562, lendemain du jour où les protestants quittant le Capitole s'étaient enfuis par la porte Villeneuve, fit brûler leur temple de bois construit, en vertu de l'*Edit de janvier*, en face de cette porte à l'extérieur<sup>2</sup>.

Cette porte fut donc fermée et le demeura pendant plus de deux siècles, mais sa réouverture s'imposa en 1783. Dans le cours de l'année précédente, les capitouls avaient dû rendre trois jugements « condamnant à des dommages des rouliers pour avoir écrasé ou blessé des habitants<sup>3</sup> » en allant au Bureau de la Commutation « déposer leurs marchandises et payer les droits d'octroi et de leude, ce qui dégradait le pavé et causait des accidents fâcheux ». La porte Villeneuve étant attenant au Bureau de la Commutation, il suffisait donc de la rouvrir pour obvier à de si graves inconvénients. C'est ce qui fut décidé par délibération du Conseil de ville le 15 avril 1783. La dépense s'éleva à la somme importante de 52.674 livres 17 sols 8 deniers. En vertu d'une ordonnance des capitouls, les rouliers n'eurent plus désormais la faculté de se rendre à la Commutation que « par les dehors de la ville et en entrant par la nouvelle porte qui joignait ce Bureau<sup>4</sup> ».

Cette porte fut appelée à disparaître environ cinquante ans plus tard.

Pendant son séjour à Toulouse en 1808, Napoléon abandonna à la ville les terrains des remparts et des fossés; mais ce ne fut que sous la Restauration que furent ouvertes la place ovale et la belle promenade dont les plans avaient été dressés, dès 1812, par Virebent et qui se sont appelées tour à tour place et allée de Villeneuve, d'Angoulême, Lafayette, Louis-Napo-

1. *Hist. véritable de la délivrance de Toulouse*, p. 52.

2. Dubédat, *Hist. du parlement de Toulouse*, t. I, p. 390.

3. *Tableau de l'Administration de la ville de Toulouse pour 1782*, p. 32.

4. *Ibid.*

léon pour revenir définitivement au héros de l'Amérique et des illusions de 1789<sup>1</sup>.

II. QUARTIER SAINT-AUBIN AUTREFOIS SAINT-ALBIN. — Ce quartier, situé au sud-est du quartier Villeneuve, était traversé, comme ce dernier, par la ligne divisoire des deux capitoulats de Saint-Sernin et de Saint-Etienne. Il appartenait donc du côté du sud à celui de Saint-Étienne et, du côté du nord, à celui de Saint-Sernin. Ceci explique qu'à l'époque où fut établie la paroisse Saint-Aubin, il fallut solliciter l'agrément du curé et du Conseil de fabrique de la paroisse de Croix-Daurade, cette dernière comprenant encore tout le territoire du gardiage du capitoulat de Saint-Sernin situé sur la rive droite du canal<sup>2</sup>.

Le nom de ce quartier lui est venu d'une petite chapelle dédiée à saint Albin, bâtie anciennement non loin des remparts et au centre d'un cimetière sur lequel a été construite l'église actuelle Saint-Aubin.

La chapelle de saint Albin avait été établie au treizième siècle par les Frères de la Pénitence de Jésus, suivant la « concession ou licence qui leur fut donnée par le Chapitre Saint-Etienne en l'année mille deux cens soixante deux de bastir une église, cloistre, cimetière et maison près le cimetière de la porte Villeneuve de Tolose, à la charge de payer audit Chapitre tous les ans un sterlin d'argent<sup>3</sup> ».

Les Frères de la Pénitence de Jésus ayant quitté Toulouse quelques années après, vendirent tous leurs biens au Chapitre Saint-Etienne, qui en prit possession le 13 mai 1295<sup>4</sup>. La chapelle resta jusqu'au dix-septième siècle la propriété du Chapitre. Lorsque, en 1665, Mgr d'Anglure de Bourlemont établit le séminaire de Caraman, dont les bâtiments formaient, il y a quelques années, la caserne Lignères, les chanoines lui

1. De Lahondès, *Le vieux Toulouse* (*Express du Midi*, 8 mars 1909).

2. Archives de l'église de Croix-Daurade, Livre des Délibérations, séance du 13 novembre 1842.

3. *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 176.

4. *Ibid.*, p. 177.



cédèrent la chapelle de Saint-Albin<sup>1</sup> et, à partir de ce moment, celle-ci fut desservie par les prêtres de ce séminaire.

« En 1718, les habitants de ce quartier devenus nombreux demandèrent que la chapelle fût pourvue d'un curé. Le Chapitre ne fit pas bon accueil à la supplique et n'accorda qu'un vicaire. Cela dura ainsi jusqu'à la Révolution. A cette époque, l'église fut mise en vente et adjugée au prix de 7.050 livres<sup>2</sup>. » Elle fut ensuite démolie. Le cimetière qui l'entourait était resté la propriété du Chapitre, lorsque celui-ci avait cédé la chapelle à M<sup>gr</sup> d'Anglure, et on l'affecta, en 1780, à la sépulture des paroissiens de Saint-Etienne, quand M<sup>gr</sup> de Brienne défendit par ordonnance toute inhumation dans les églises<sup>3</sup>.

Après la Révolution, lors du rétablissement du culte, la partie du quartier Saint-Aubin située sur la rive droite du canal continua comme auparavant d'appartenir à la paroisse de Croix-Daurade, du côté du nord, et à celle de Saint-Etienne, du côté du midi, suivant les anciennes limites.

Cependant les habitants de ce quartier finirent par se plaindre de l'éloignement des églises et de la difficulté où ils se trouvaient d'assister aux offices et de se procurer les secours religieux. Ils adressèrent une pétition au Conseil municipal pour solliciter l'établissement d'une église sur l'emplacement du cimetière affecté à la paroisse Saint-Etienne et qu'on venait d'abandonner. Le 1<sup>er</sup> juin 1840, le Conseil municipal émit un avis favorable à l'érection d'une succursale et adopta la circonscription proposée par l'autorité diocésaine. Il délibéra également qu'une nouvelle église serait établie sur le terrain du cimetière abandonné et vota une somme de 100.000 francs pour la construction de cette église dont les plans devaient être mis au concours. Il fut, en outre, décidé qu'en attendant, la célébration des cérémonies du culte se ferait dans la chapelle des Frères des écoles chrétiennes<sup>4</sup>.

1. De Lahondès, *Saint-Etienne*, p. 296.

2. Henri Bouffartigue, *Guide de Toulouse*.

3. De Lahondès, *Saint-Etienne*, p. 380.

4. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 1<sup>er</sup> juin 1840.

La paroisse fut établie et érigée en succursale par ordonnance royale du 15 février 1843<sup>1</sup>.

Le 15 mai suivant, la fabrique de la nouvelle paroisse ayant été établie, le Conseil municipal lui alloua une somme de 8.000 francs pour l'exercice du culte, qui devait avoir lieu désormais, en attendant la construction de la nouvelle église, à la chapelle Sainte-Anne<sup>2</sup>. M. l'architecte Delort présenta les plans qui furent approuvés et M<sup>gr</sup> d'Astros posa solennellement la première pierre du nouvel édifice le 4 mars de l'année 1847. Ce monument, d'un style très personnel, est resté inachevé. Il fera honneur à l'architecte, si l'on peut jamais le mener à sa perfection.

III. TERRE-CABADE. — Ce quartier s'étend à l'est de celui de Saint-Aubin, sur la pente occidentale des coteaux de Guilleméry. Il est ainsi appelé parce qu'on pratiquait autrefois des excavations dans les flancs du coteau, pour l'extraction de la terre nécessaire aux briqueteries établies dans le voisinage, et que la terre ainsi excavée était appelée *terro cabado* en patois du pays. Aucun doute n'est possible sur ce fait. Catel s'en exprime clairement lorsqu'il parle des restes d'un aqueduc découvert dans les flancs du coteau, « en cavant la terre pour fournir aux tuyleries qui estoient en ce lieu là », et il ajoute : « aussi appelle-t-on cest endroit *la terre cavade*<sup>3</sup> ». Ce nom est resté au quartier, quoiqu'il désigne plus particulièrement le cimetière de la ville.

Comme pour les quartiers Villeneuve et Saint-Aubin, la partie méridionale appartenait au capitoulat de Saint-Etienne et la partie septentrionale à celui de Saint-Sernin et plus tard à Croix-Daurade.

IV. QUARTIER BAYARD. — Ce nom n'a rien de commun avec celui du chevalier sans peur et sans reproche, mort glo-

1. Bouffartigue, *Guide de Toulouse*, p. 103, et Archives de la Haute-Garonne, série VTV, liasse 7.

2. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 15 mai 1843.

3. *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 128.

rieusement au champ d'honneur de Romagnan en 1524. Il a une origine plus modeste et vient simplement de la famille Bayard qui possédait plusieurs maisons et une certaine étendue de terrain dans ce quartier.

Le cadastre de 1690 nous signale déjà François Bayard comme principal propriétaire du lieu. Il possédait là trois maisons et un grand jardin avec puits à roue et terres, le tout d'une contenance de 26.901 cannes carrées<sup>1</sup>.

Il y a à peine cinquante ans, il n'existait que des jardins potagers et quelques habitations au quartier Bayard. Le grand développement qui s'y est produit est dû surtout au voisinage de la gare. On doit regretter que cette dernière n'ait pas été bâtie dans l'axe de la rue Bayard, ainsi qu'il avait été convenu dès le principe (voir ch. iv de la 3<sup>me</sup> partie).

V. QUARTIER BONNEFOY. — Ce quartier, qui s'étend sur la rive droite du canal, à partir du pont Matabiau et des deux côtés de la route d'Albi jusqu'au sommet du mamelon de Lapujade, fut ainsi appelé du nom d'un certain Bonnefoy, charpentier, qui y construisit plusieurs maisons dans la première moitié du dix-neuvième siècle. Celle qu'il habitait existe encore aujourd'hui sur le côté occidental de la route de Lyon par Albi et porte le n° 177.

Les Bonnefoy étaient propriétaires dans ce quartier à l'époque de la Révolution. Le cadastre Grand-Voinet fait mention comme leur appartenant de plusieurs pièces de terre sises à ce local, mais il les indique simplement à droite et à gauche de la route, le quartier n'ayant pas encore de nom<sup>2</sup>. Bientôt on prit l'habitude de l'appeler Bonnefoy, parce que le charpentier Bonnefoy y avait placé lui-même un écriteau ou plaque indicatrice portant son nom<sup>3</sup>.

On essaya par la suite de faire appeler ce quartier différemment, mais ce fut en vain, car les habitants adressèrent une

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue.

2. *Ibid.*, Cad. Grand-Voinet, section de Croix-Daurade.

3. Ce fait nous a été attesté par un témoin très digne de foi.



pétition à la municipalité, à l'effet d'obtenir le maintien de la dénomination en usage de faubourg Bonnefoy. Communication de cette pièce fut faite au Conseil municipal le 5 novembre 1843 et on délibéra qu'aucune dénomination n'ayant jamais été assignée à ce quartier par voie régulière, il y avait lieu de renvoyer l'examen de la pétition à une Commission spéciale<sup>1</sup>. Cette Commission, qui se composait de MM. Flotes, Moisset et Martin Bougnac, ne paraît pas avoir rempli son mandat, car nous ne sachons pas que la question ait jamais été l'objet d'un rapport et soit venue depuis en délibération. Quoi qu'il en soit, le nom de Bonnefoy se maintint et persiste encore aujourd'hui.

Ce quartier ayant pris un notable développement, surtout après l'établissement du chemin de fer du Midi et en raison de la proximité de la gare, la création d'une paroisse et la construction d'une église s'imposèrent quelques années plus tard.

L'abbé Guillaume-Philippe Ravary, enfant de Croix-Daurade, né au quartier Bonnefoy le 21 avril 1820<sup>2</sup>, et alors curé de Roques, fut choisi par M<sup>gr</sup> Mioland pour cette œuvre importante. C'était un prêtre d'une solide vertu, d'une intelligence vive, d'un cœur généreux, d'une volonté d'acier et d'un zèle à ne se laisser décourager par aucun obstacle. On avait fait appel à son dévouement désintéressé, il se mit à l'œuvre sans



M. L'ABBE RAVARY

1<sup>er</sup> Curé de l'Immaculée-Conception.  
(1858-1899.)

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 5 novembre 1843.

2. Eglise de Croix-Daurade, registre des Baptêmes. — Il fut baptisé le 25 du mois d'avril 1820. Il était fils de François Ravary et de Catherine Pélégri.

hésitation, comptant uniquement sur la Providence et sur la protection de la Très Sainte Vierge qu'il voulut prendre pour patronne de sa paroisse et pour titulaire de son église, deux mois à peine après la première apparition de la Reine du ciel à Lourdes. Il n'oublia pas cependant que le territoire de sa paroisse était pris sur celui de Croix-Daurade et que l'église de cette dernière avait saint Caprais pour titulaire. Il choisit donc pour patronne secondaire sainte Foy, la jeune martyre à laquelle le saint évêque d'Agen, fuyant la persécution, avait été redevable du courage qui lui fit affronter la mort. A l'heure même où il venait de se dérober, il vit une blanche colombe porter une couronne d'or à la vierge vaillante qui versait son sang, pour la cause de Dieu, sur une des places de la ville. Il comprit la leçon et, se jetant à genoux, fit à Dieu cette prière : « Seigneur, si vous me jugez digne du martyre, faites jaillir une source de ce rocher, et j'irai au-devant de mes persécuteurs ». La source jaillit aussitôt. Saint Caprais retourna à Agen et il y subit le martyre. C'était donc, pour l'abbé Ravary, rappeler d'une façon délicate saint Caprais et avec lui l'église mère, que de placer ainsi la nouvelle paroisse sous le patronage de sainte Foy.

Curé sans église, sans presbytère et sans traitement, l'abbé Ravary fut l'homme providentiel. Il commença de bâtir une église provisoire en brique verte, en attendant la basilique aux grandes proportions et à la belle ordonnance qu'il projetait d'élever à la gloire de Marie-Immaculée. La bénédiction de l'église provisoire fut faite par M<sup>gr</sup> Mioland, le 1<sup>er</sup> mai 1858, au milieu d'un grand concours de peuple. A partir de ce jour, a écrit M. Massia, le faubourg Bonnefoy fut séparé de la paroisse de Croix-Daurade et forma celle de l'Immaculée-Conception<sup>1</sup>.

Les deux paroisses eurent alors pour limites communes une ligne imaginaire, passant par les points les plus culminants du coteau de Lapujade vers l'est, et dans la direction de *l'allée de la Vierge* du château de ce nom à l'ouest. Le nouveau curé,

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Livre de paroisse.

qui avait reçu de l'Ordinaire « les pouvoirs du propre pasteur<sup>1</sup> », n'était encore malgré cela, aux yeux de l'autorité civile, qu'un simple vicaire de Croix-Daurade. Cette situation d'apparente dépendance devait se prolonger jusqu'au 28 décembre 1864. A cette date, un décret impérial approuvait l'Ordonnance de M<sup>gr</sup> l'Archevêque délimitant le territoire paroissial et érigeait l'Immaculée-Conception en succursale.

L'abbé Ravary, qui voulait doter son faubourg d'une église grandiose, digne de la Vierge Immaculée, se trouvait cependant sans ressources. N'était-il pas téméraire de s'engager ainsi dans une entreprise qui devait humainement échouer? Il ne le crut pas et, plein de confiance en la Vierge bénie, il résolut de se mettre à l'œuvre. « Il me semble, écrivait-il, que si j'étais assez heureux d'obtenir une pierre sortie des catacombes et d'en faire le fondement de mon église, mon courage serait indéfectible<sup>2</sup>. » Il adressa dans ce but une supplique à Pie IX et sollicita en même temps une bénédiction particulière pour les bienfaiteurs de l'œuvre. Le 27 août 1864 il recevait la pierre tant désirée. Le pape y avait fait graver l'inscription suivante : « Je suis une pierre extraite du cimetière de Callixte, le 19 juillet 1861 et la seizième année du principat de Pie IX. On me donna à Julien-Florian-Félix Desprez, archevêque de Toulouse en France, pour servir d'heureux auspice à la future église de la Mère de Dieu conçue sans péché et devenir un monument de la piété des Toulousains ». La bénédiction sollicitée pour les bienfaiteurs fut également accordée. Le nouveau pasteur était dans la joie. Il pouvait se mettre à l'œuvre et il le fit résolument et sans plus tarder, en commençant les fouilles du nouvel édifice. Les moyens lui en furent fournis par une souscription paroissiale dont on avait vainement essayé de le dissuader et qui atteignit le chiffre inespéré de 25.000 francs. C'était pour lui donner confiance. La première pierre envoyée par le pape fut donc placée en grande solennité par M<sup>gr</sup> Desprez.

1. Lettre de M<sup>gr</sup> Mioland, citée dans *Souvenir du cinquantième anniversaire de la fondation de la paroisse de l'Immaculée-Conception*, p. 4.

2. *Ibid.*, p. 8.



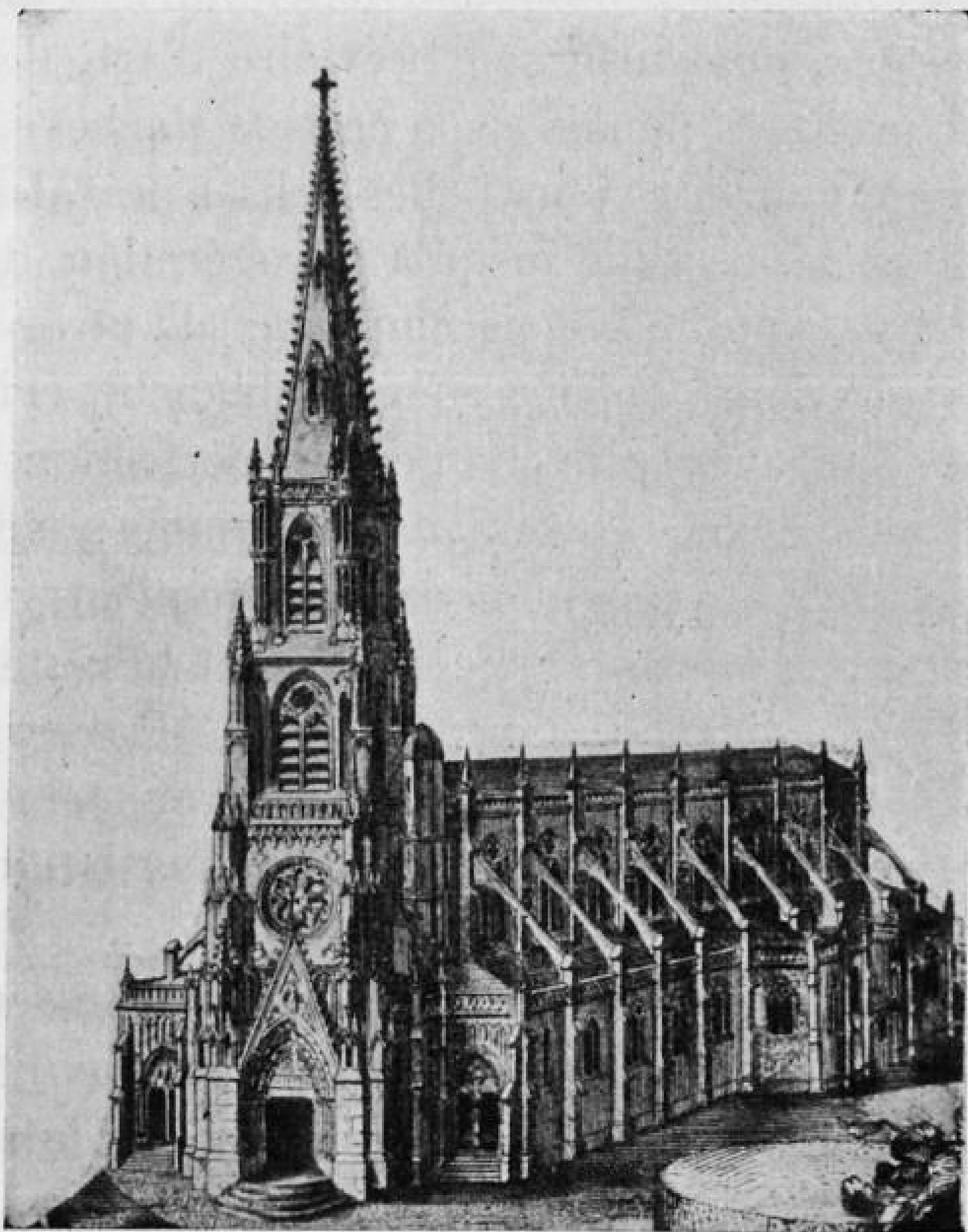
Elle fut, comme on se l'était promis, d'heureux présage. Mais les 25.000 francs de la souscription furent bientôt absorbés et les murs sortaient à peine de terre qu'on se trouva à bout de ressources. Qu'était-ce, en effet, qu'une aussi modique somme en présence du plan grandiose dressé par l'architecte Reynaud et des diverses œuvres que l'abbé Ravary faisait marcher de pair avec la construction de l'église ? Celui-ci n'était pas homme cependant à perdre courage de sitôt. Il s'ingénia à se procurer de nouvelles ressources et il y réussit.

Une délibération de la Commission municipale du 20 janvier 1869 rend hommage à son mérite. On y déclare : qu'ayant jeté les fondements d'une nouvelle église, plus en rapport par ses dimensions avec le nombre toujours grandissant des habitants de ce quartier, et que, resté sans traitement jusqu'à l'année 1864, il avait néanmoins consacré aux œuvres paroissiales des sommes importantes. Il avait déjà employé 41.500 francs pour l'école des frères, 48.680 francs pour celle des sœurs, sans compter les dépenses occasionnées par la construction de l'église provisoire et par les travaux de la nouvelle. La Commission ayant fait état de ces diverses sommes qui s'élevaient, jusqu'à ce jour, au chiffre énorme de 125,000 francs, lui allouait un secours de 20.000 francs qu'il avait sollicité<sup>1</sup>. Les ressources lui étaient venues, d'autre part, de ses sacrifices personnels, de la générosité des Toulousains qu'il sut intéresser à son œuvre et de l'exploitation d'une fontaine dont les eaux furent recherchées à cause de leur légèreté et de leurs propriétés minérales. Il l'avait découverte en cherchant l'eau nécessaire aux travaux de construction. L'analyse du savant chimiste toulousain, M. Filhol, en fit la réputation, au grand avantage de l'œuvre. L'abbé Ravary devait un peu plus tard, par les « *vœux conditionnels*<sup>2</sup> », s'adresser à la France entière, car il n'allait plus pouvoir compter que sur des aumônes. A partir de ce moment il continua donc à bâtir au fur et à mesure des ressources que

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils.

2. On s'engageait par vœu à telle ou telle offrande pour la construction de l'église si l'on était exaucé.

la charité des âmes dévouées au culte de Marie-Immaculée devait surtout lui fournir et que la protection de la sainte Vierge paraît lui avoir ménagées d'une manière abondante. Cependant, à la façon des maîtres d'œuvre de la période ogivale du Moyen-âge qui savaient prendre leur temps et consacraient parfois



PLAN DE L'ÉGLISE DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION.

leur vie tout entière à la construction d'une partie de nos belles cathédrales, triomphe de l'art national, mais travail de plusieurs siècles, l'abbé Ravary eut le mérite de ne pas sacrifier la beauté de son église au désir de l'achever pour en jouir. Aussi quelle belle œuvre que la sienne ! Il a pu terminer les deux collatéraux, les chapelles marquant le transept, les sacristies et les chapelles absidales. Il a même élevé la grande nef presque jusqu'à la base du triforium.

Le style quelque peu éclectique est emprunté aux trois siècles

de l'ère ogivale, quoique plus particulièrement aux styles des treizième et quatorzième siècles, mais l'abbé Ravary a su harmoniser toutes les combinaisons et donner à l'ensemble une solidité sans lourdeur et beaucoup d'élégance sans faste. Il suivait le plan de l'architecte Raynaud, mais il savait fort habilement en modifier les détails quand la mise en œuvre le demandait. Connaissant à fond le *Dictionnaire d'architecture* de Viollet-Le-Duc, dont il fit son bréviaire d'art, il s'en servit toujours avec profit. Si jamais « son église » s'achève, on pourra la montrer comme une des plus belles églises ogivales de notre cité. Disciple fidèle, presque jusqu'à l'exagération, des maîtres toulousains, il ne voulut jamais employer d'autres matériaux que la brique, aux deux couleurs rouge et blanche, et il en arriva à former, de cette sorte et avec une rare perfection, jusqu'aux moulures les plus déliées, jusqu'aux plus minces meneaux des fenêtres et, chose absolument nouvelle, jusqu'aux chapiteaux eux-mêmes, formés par assises, comme tout le reste, et sculptés ensuite dans le bloc. L'œuvre de l'abbé Ravary fera honneur à sa mémoire et restera comme un vivant témoignage du zèle infatigable qui l'animait et des talents artistiques dont il était doué.

Après quarante ans d'un labeur opiniâtre, il se sentit à bout de forces et il sollicita de M<sup>gr</sup> l'Archevêque un auxiliaire sur lequel il pût se reposer avec confiance pour la continuation de ses travaux. Il obtint de ses supérieurs un de ses anciens et plus chers vicaires, M. l'abbé Joseph Martres, alors curé de Bérat. L'épreuve le visita à la fin de sa vie, comme pour lui donner un « dernier mérite<sup>1</sup> », mais il eut la consolation de voir sa chère église livrée au culte : M<sup>gr</sup> Mathieu, alors archevêque de Toulouse, vint lui-même la bénir et l'inaugurer, le 3 avril 1898. Il mourut, remarquable coïncidence, le *jour de la fête de sainte Foy*, 7 octobre 1899, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Pour n'avoir pas vu un ange lui apporter une couronne d'or, comme la blanche colombe à la jeune martyre, nous n'en sommes pas moins convaincu qu'il jouit au ciel de la

1. *Souvenir du cinquantenaire*, p. 16.



récompense réservée « *au bon et fidèle serviteur* » et que lui avaient méritée sa piété, son zèle infatigable, son courage dans l'épreuve et sa foi profonde. Nous qui fûmes, dans les dernières années de sa vie, le confident le plus intime de son âme, nous en conservons le souvenir comme on garde celui d'un saint. Que Dieu ménage à son Église des prêtres de cette trempe !

M. l'abbé Joseph Martres, son vicaire régent, lui succéda. Que ne pût-il mettre à profit ses connaissances archéologiques pour continuer une œuvre si bien commencée ! Il ne crut pas que ce fût possible. Les malheurs du temps lui firent craindre de manquer de ressources, car déjà l'abbé Ravary avait dû, pour ce motif, suspendre les travaux. D'autre part, se sentant pressé de procurer aux paroissiens de l'Immaculée - Conception un édifice plus en rap-



M. JOSEPH MARTRES

Curé de l'Immaculée-Conception (1899-1905).

port par son étendue avec leur nombre toujours croissant, il se voyait contraint d'abandonner l'église provisoire et ne pouvait s'installer que dans la nouvelle. C'était d'ailleurs une joie qu'il voulait ménager au vénérable curé dont il était l'auxiliaire. Il se condamna donc, quoique à regret, à ne pas reprendre les travaux de construction, jeta un plancher sur la partie du temple déjà édifiée et mit tous ses soins à meubler comme il convenait cette vaste enceinte<sup>1</sup>. Il le fit avec

1. La longueur totale mesure 80 mètres ; la largeur aux deux chapelles qui forment le transept, 40 mètres.

autant d'intelligence et de goût que de richesse. Les vitraux, la chaire, les autels des chapelles, l'orgue de chœur et tout le reste constituent un ensemble qui ne déparera pas la magnificence de l'édifice quand celui-ci pourra s'achever.

N'ayant pu reprendre les travaux de construction de l'église, il fit édifier dans l'enclos de cette dernière une maison presbytérale du meilleur goût et dans le style qui convenait.

« Entre temps, toujours infatigable, il installait dans l'église un maître-autel, couronné à l'exposition de Lourdes... M<sup>gr</sup> Germain le consacra le dimanche 2 décembre 1901<sup>1</sup>. »

Déjà usé par son labeur, l'abbé Martres se vit terrasser par une maladie aussi cruelle qu'impitoyable, au moment où il allait commencer de jouir de ses œuvres. Le mal ne lui arracha ni une plainte ni un murmure. Il mourut victime de son zèle le 31 décembre 1905 et emporta d'unanimes regrets. Il était à peine âgé de cinquante et un ans. Fasse le ciel que son digne successeur, M. l'abbé Célestin Vielle, puisse mener à bonne fin une œuvre jusqu'ici si bien conduite !

VI. BELLEVUE. — Au sommet du coteau de Lapujade et au nord-ouest du grand réservoir d'eau récemment construit s'élève, sous les dehors modestes d'une vulgaire métairie, l'habitation de M. l'abbé Cazal. Le nom de Bellevue est bien celui qui lui convenait. De là le panorama se déroule immense et pittoresque. On trouverait difficilement aux portes de Toulouse un point de vue plus enchanteur.

Ce domaine, qui faisait autrefois partie de la terre des Duranti acquise par Jean-Marie Lapujade, était pour M. l'abbé Cazal un bien patrimonial, qu'il tenait de son père. Celui-ci en avait hérité de son oncle paternel, cousin de la marquise de Montségur, fille de Lapujade, laquelle lui avait légué sa fortune.

Cassini signale sur le coteau une vieille métairie qu'il appelle *borde de Lapujade*. Cette dernière n'existe plus et l'on doit éviter de la confondre avec les bâtiments agricoles de Bellevue

1. *Souvenir du cinquantenaire*, p. 19.

qui ont été construits par les soins de M. l'abbé Cazal. L'ancienne borde de Lapujade se trouvait au sud-est de Bellevue, de l'autre côté du grand réservoir.

M. l'abbé Cazal, récemment décédé, a légué cette propriété à un de ses cousins, M. Dasté, notaire à Toulouse.

VII. DURANTI, AUJOURD'HUI CAZAL.— Ce domaine, qui est actuellement la propriété de M<sup>me</sup> Berthal, faisait partie également des terres acquises, en 1740, par Jean-Marie Lapujade et qui avaient autrefois appartenu aux Duranti. Il était alors la propriété de la comtesse de Rupelmonde, dame d'honneur de la reine, et du comte de Rupelmonde, son fils, qui le vendirent au savant chirurgien<sup>1</sup>. La marquise de Montségur, fille de Lapujade, le légua à sa mort avec ses autres biens à un de ses cousins, M. Cazal, dont héritèrent plus tard les enfants de son frère, M. Hyacinthe Cazal et M<sup>me</sup> Crémon. Duranti entra dans la part de M. Hyacinthe Cazal, père de M. l'abbé Cazal et de M<sup>me</sup> Berthal, et le Mirailh, appelé ensuite Lapujade, fut attribué à M<sup>me</sup> Crémon.

Le nom de Duranti fut longtemps conservé à la propriété Cazal, parce que celle-ci avait formé précédemment le principal noyau du domaine ayant appartenu à l'illustre famille Duranti. Le célèbre premier président Etienne Duranti en avait été propriétaire, et c'est à lui que l'attribue le cadastre de 1571, sous le nom de Durant, qui fit bientôt Duranti<sup>2</sup>. Celui-ci n'était alors qu'avocat général, et ce ne fut qu'en 1581, à la mort du premier président Daffis, qu'on l'éleva à la dignité de premier président, qui devait lui être si fatale. Il tomba, en effet, cruellement sous les coups des ligueurs pour avoir voulu remplir jusqu'au bout les devoirs que lui imposait sa haute fonction.

On a dit que « la fuite paraissait à ses amis le seul moyen pour lui d'échapper aux meurtriers<sup>3</sup> ». Cette attitude lui sembla indigne d'un premier président. Loin de trembler, il regarda

1. Acte de propriété communiqué obligeamment par M. l'abbé Cazal.

2. Archives de Toulouse, CC, n° 1774, Cad. du Capit. de Saint-Sernin de 1571.

3. Dubédat, *Hist. du parlement de Toulouse*, t. I, p. 494.



de haut la tempête et « il aima mieux mourir pour son pays que de fuir devant le danger<sup>1</sup> ». Que n'eût-il la pensée de se retirer momentanément à sa maison de Croix-Daurade ou au Mirailh, dans cette mémorable journée du 27 janvier 1589, où fut discutée au Parlement la redoutable question de la déchéance royale et où il leva fièrement la séance en face de l'émeute ! Il aurait pu, en effet, à sa sortie du palais, se dérober ainsi par l'extérieur et se réfugier à Croix-Daurade, au lieu de se diriger vers son domicile. Il se serait peut-être sauvé, comme essaya de le faire l'avocat général Daffis, en se cachant à Rangueil, près de la cité<sup>2</sup>. C'était en tout cas un moyen d'échapper à la populace qui se rua sur son carrosse et faillit l'assassiner avant qu'il n'eût regagné son habitation. La voiture du vaillant magistrat fut criblée de coups d'épées, dans la rue Nazareth, près de la chapelle de Saint-Yves, et n'échappa aux conjurés qui la poursuivaient que pour venir se briser, un peu plus loin, « contre la margelle du Puits-Vert ou de la Cadène, à l'angle de la rue et de la place Saint-Pantaléon. Le président ne put atteindre sa demeure cependant bien proche. Il se réfugia à l'Hôtel de ville, où les capitouls l'accueillirent froidement. Après trois jours, ils lui conseillèrent de se réfugier au château de Balma, qui appartenait à l'archevêque ; mais il ne voulut pas paraître fuir et quitter le service du roi, en lâche déserteur. Il se rendit au couvent des Jacobins<sup>3</sup> ». Cette retraite était loin d'être sûre et ne pouvait le soustraire aux colères de l'émeute qui proférait toujours des cris de mort. Les ligueurs n'avaient pas désarmé et, quelques jours après, le 10 février, quinze cents d'entre eux vinrent l'attaquer encore et commencèrent à mettre le feu à la porte de la rue Pargaminières. Un des commandants des émeutiers entra dans sa chambre, la pique à la main, lui disant que le peuple voulait lui parler. Le noble président se mit en prière, adressa ses adieux à sa femme et se

1. Dubédat, *Hist. du parlement de Toulouse*, t. I, p. 494.

2. *Ibid.*, t. I, p. 500. Daffis fut arrêté quelques jours après, ayant négligé, dans l'intervalle, de rechercher une retraite plus sûre.

3. De Lahondès, *Le vieux Toulouse*, dans *l'Express du Midi*, n° du 16 février 1908.

présenta fièrement devant les séditeux, que sa ferme attitude et ses courageuses paroles arrêterent un moment<sup>1</sup> ». Revêtu des insignes de sa charge, il leur imposa tout d'abord le respect de sa personne. Mais l'un d'eux, ayant fendu la foule, lui tira à bout portant un coup d'arquebuse en pleine poitrine. Duranti levant les yeux au ciel murmura, en s'affaissant, ces dernières paroles du Christ mourant sur la croix : « Mon Dieu, pardonnez-leur car ils ne savent ce qu'ils font<sup>2</sup> ». « Les forcenés traînèrent son corps dans les principales rues et le clouèrent ensuite, avec un portrait du roi, sur la grille qui entourait l'échafaud sur la place Saint-Georges. Ce drame se passait à Toulouse deux mois après l'assassinat du duc de Guise à Blois<sup>3</sup>. »

Croix-Daurade se devrait à elle-même de conserver le souvenir de cet homme de bien et de l'honorer comme une de ses gloires, en rappelant aux âges futurs qu'il posséda sur son territoire de vastes domaines, dont ses descendants restèrent propriétaires pendant près de deux siècles. Pourquoi, par exemple, ne pas donner son nom à la rue en formation qui part du petit chemin de Cazal et se dirige, à l'est, vers la voie ferrée d'Orléans, en traversant son ancien domaine ?

VIII. NICOL. — Le domaine et le château de Nicol ont pris leur nom de M. de Nicol, ancien capitoul, qui en était propriétaire à la fin de l'ancien régime. Le cadastre Grand-Voinet nous les signale comme étant devenus la propriété de sa veuve ; et l'on sait que ce cadastre fut dressé dans les dernières années de la Révolution<sup>4</sup>.

Ils appartenaient en 1690 au président Douvrier et le domaine comprenait alors 1111 arpents tout d'un tenant. A cette époque, le château portait le nom de château de Montblanc<sup>5</sup>.

En 1478, le château n'existait pas. Il n'y avait là qu'une simple métairie, « uno bordo apelado de Montblanc ». Le

1. De Lahondès, *Le vieux Toulouse* (*Express du Midi*, 16 février 1908.)

2. Dubédat, *Hist. du parlement de Toulouse*, t. I, p. 503.

3. De Lahondès, *Le vieux Toulouse*, loc. cit.

4. Archives de Toulouse, Cad. Grand-Voinet, section de Croix-Daurade.

5. *Ibid.*, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue.

cadastre lui attribuait 140 arpents, arrentés 8 cartons de blé. Elle appartenait à Naudet de Lagarrigue et était allivrée à 2 livres 10 sols<sup>1</sup>. Les terres rapportaient en général 2 cartons de blé par arpent. L'arrentement de cette borde à 8 cartons, alors qu'en raison de sa contenance elle aurait dû être affermée à 280, prouve surabondamment qu'elle était encore en majeure partie inculte. La borde voisine de Boyssannes, qui comptait 20 arpents de moins, était en effet affermée à 2 cartons par arpent et en rapportait ainsi 240. On l'avait taxée à 2 livres 1 sol de taille, tandis que Montblanc l'était à 2 livres 10 sols. C'est une preuve que les terres des deux bordes étaient de même qualité et qu'on s'apprêtait à défricher cette dernière puisqu'on l'allivrait presque au même prix<sup>2</sup>, malgré des revenus encore si disproportionnés.

Le cadastre de 1571 ne donne aucun nom à cette borde. Il la signale simplement comme comprenant 102 arpents et payant 7 livres 19 sols 3 deniers de taille<sup>3</sup>.

Le château qui a pris successivement le nom de Montblanc et de Nicol fut bâti au dix-septième siècle. Il devint en 1763 la résidence du duc de Fitz-James, lieutenant général commandant en chef de la Province de Languedoc, dans des circonstances particulières intéressantes à connaître.

Fitz-James était venu à Toulouse à propos d'un édit bursal et d'une déclaration royale qui ordonnaient la prorogation de certains impôts, nécessités précédemment par la guerre des Flandres et celle de Sept ans. L'enregistrement de l'édit et de la déclaration avait été refusé par le Parlement. Le roi donna mission au duc de Fitz-James de se rendre à Toulouse et d'y contraindre les parlementaires à exécuter sa volonté. A cette nouvelle, les capitouls décidèrent d'accorder au commandant en chef les honneurs de la « grande entrée », et envoyèrent à sa rencontre Benech, lieutenant du guet, et Ramond, capitaine de la santé, dont les frais de route furent payés par la ville et

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623.

2. *Ibid.*

3. Archives de Toulouse, CC, n° 1774.



atteignirent le chiffre respectable de 320 livres 6 sols 6 deniers<sup>1</sup>. Les capitouls s'étaient, en cela, conformés aux usages. C'est ainsi notamment qu'on en avait agi pour le duc de Richelieu et le duc de Mirepoix ; mais le Parlement cassa la délibération des capitouls, sauf à se prononcer sur les honneurs à rendre au duc, après que la Cour aurait enregistré ses lettres patentes de commandant en chef<sup>2</sup>.

Le duc de Fitz-James arrivait à Toulouse le 9 septembre 1763<sup>3</sup>. Il logea d'abord à l'archevêché ; mais ne se trouvant pas en sûreté dans la ville, il se retirait quelques jours plus tard à Saint-Cyprien, dans la maison de M. Clausolles, ancien secrétaire de M. de Maniban, au lieu appelé Daguin, et de là à Croix-Daurade, au château de Montblanc, chez le capitoul Nicol<sup>4</sup>.

L'administration capitulaire prit à sa charge les réparations locatives qu'il fallut exécuter au château de Montblanc à cette occasion, de même que les dépenses diverses nécessitées par la location des meubles, tentures, linge et autres objets dont il fut nécessaire de le pourvoir. Les comptes du tapissier, qui s'élevèrent à 1.019 livres 10 sols<sup>5</sup> pour frais de location du mobilier, attestent qu'on y installa quatorze lits et un pliant pour les domestiques, huit lits pour les officiers et un lit de maître à tentures de soie pour le capitaine des gardes. Il n'y est pas question de lit ni de meubles pour le duc, qui occupa sans doute la chambre du propriétaire. Ce fut pour celui-ci une occasion inespérée de faire réparer son château sans qu'il lui en coûtât rien, et il paraît en avoir profité.

La note du maçon, qui s'éleva à 260 livres, témoigne qu'il fut employé « 1.000 tuiles foraines, 200 tuiles rouges, 600 tuiles dites violettes, 600 carreaux et 200 tuiles à canal<sup>6</sup> ».

Le compte de Lestrade et Bertrând, pour bois de construc-

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1068.

2. Archives de la Haute-Garonne, série B, séance du 31 août 1763.

3. Barthés, *Heures perdues manuscrites*, t. IV.

4. *Ibid.*

5. Les comptes de la ville accusent un chiffre plus élevé (1.061 livres) (CC, n° 1068, comptes de 1763).

6. Archives de Toulouse, registre *Séjour de M. le duc de Fitz-James*

tion, s'éleva à la somme de 857 livres 2 sols ; celui du charpentier, à 335 livres ; celui du menuisier, à 370 livres d'abord et à 122 livres un peu plus tard, soit 492 livres ; celui du marchand de fer à 440 livres et celui du vitrier à 112 livres. Le mémoire du menuisier porte qu'il fallut remplacer la plupart des croisées. Enfin, un état général des comptes fournis par les divers ouvriers accuse une dépense totale de 2.667 livres 2 sols. Les comptes de la ville portent en plus une somme de 70 livres pour le plâtrier et le ferblantier.

On employa en outre une somme de 763 livres 10 sols pour le paiement de divers loyers nécessités pour le logement du trésorier du régiment Royal-Vaisseau, du brigadier des gardes, de quatre porteurs et d'une partie de la suite du duc qu'il n'avait pas été possible de loger au château ; une somme de 235 livres 13 sols « payée au receveur des octrois pour droit d'entrée des viandes de boucherie et vin consommés chez M. le duc, et enfin la somme de 504 livres payée à l'aubergiste Daubèze pour la dépense et ustensiles fournis aux gardes », de même que quelques autres sommes nécessitées pour diverses fournitures<sup>1</sup>. C'est ainsi que le total général s'élève au chiffre respectable de 5.438 livres<sup>2</sup>. Il faudrait même ajouter à ce chiffre 320 livres 6 sols 6 deniers qui figurent aux comptes de la ville « pour payer au sieur Bénech, lieutenant du guet, et Ramond, capitaine de la santé, les frais engagés par eux pour aller au-devant de M. le duc<sup>3</sup> ».

Pierre Barthés a longuement décrit dans ses *Heures perdues* manuscrites les incidents de la lutte violente qui s'engagea entre le duc de Fitz-James et le Parlement. Le duc devait demeurer à Croix-Daurade pendant que se prolongerait le différend.

*au château de Montblanc en 1763.* Il résulte de la note du maçon que *la tuile foraine* fut payée 5 livres le cent ; *la rougette*, 6 livres ; *la violette*, 3 livres ; *le carreau*, 3 livres, de même que *la tuile à canal*. La charge de chaux (120 livres) fut payée 24 sols.

1. Archives de Toulouse, registre *Séjour de M. le duc de Fitz-James au château de Montblanc en 1763*.

2. *Ibid.*

3. Archives de Toulouse, Comptes, CC, n° 1063.

« C'est là, dit le chroniqueur, que M. le duc est resté et a tenu table ouverte tout le temps qu'il a demeuré dans le pays. » Il faut bien reconnaître que Barthés n'a point exagéré en disant que le duc tint « table ouverte » à Montblanc. La ville paya, en effet, au receveur de l'octroi, « pour *droits d'entrée* de viande de boucherie et de vin consommés dans l'hôtel de M. le Duc, une somme de 235 livres 13 sols 8 deniers<sup>1</sup> ». C'est là un chiffre relativement important pour un séjour d'à peine quatre mois.

Analysons le récit de Barthés sur ce démêlé, en le complétant par ce que nous rapportent divers historiens.

Le 13 septembre 1763, à cinq heures du soir, l'envoyé du roi arrivait au palais, accompagné du régiment Royal-Vaisseau. « Deux compagnies de grenadiers furent détachées de la troupe et se saisirent de la place du palais, dans l'enclos et au-devant du perron, la baïonnette au fusil et la hache en bandoulière. » Le duc, précédé de ses gardes, se rendit à la grand'chambre. Aucun honneur ne lui avait été rendu. Seul, un greffier le conduisit de la porte à son siège de duc et pair, à la droite du premier président. La parole lui ayant été donnée, il demanda l'enregistrement de l'édit et de la déclaration et remit au premier président deux lettres de cachet, l'une pour lui et l'autre adressée aux membres de la cour, exprimant la volonté du roi d'être obéi sans délai. Fitz-James devait exiger l'enregistrement sans délibération préalable. La cour se leva et quitta la grand'chambre. Seuls, le premier président, le procureur général et le greffier restèrent avec le duc. Celui-ci, ayant fait fermer les portes et donné consigne aux sentinelles de ne point permettre aux parlementaires de rentrer au palais quand ils seraient sortis, ordonna au greffier de transcrire en sa présence, sur les registres de la cour, l'édit et la déclaration. A onze heures, il fit rouvrir les portes de la grand'chambre, et, devant le public qui se pressait en foule, on publia l'enregistrement de la déclaration royale et de l'édit.

1. Archives de Toulouse, registre *Séjour de M. le duc de Fitz-James au château de Montblanc en 1763*.



S'étant rendu ensuite à la chambre dorée, où délibéraient les parlementaires, minuit sonna à l'horloge du palais. « Messieurs, dit alors le duc, il est minuit, vos séances sont finies ; je vous ordonne de vous séparer. » Ce jour-là, en effet, commençaient les vacations de la cour.

Loin de déférer à cet ordre, les parlementaires, violant toutes les lois, rentrèrent de nouveau à la grand'chambre, où la délibération fut reprise. Malgré les protestations du duc, on rendit un arrêt de prorogation<sup>1</sup> et on dressa une protestation contre la violation du palais par ses troupes et contre la transcription de la déclaration et de l'édit, qu'on proclamait nulle et de nul effet. Un second arrêt en interdisait l'exécution<sup>2</sup>. Pendant ce temps, Fitz-James regagnait Croix-Daurade avec sa troupe.

Le lendemain, étant revenu au palais vers midi, il n'y trouva que le premier président et le procureur général. Il se fit remettre l'arrêt de défense et le biffa. Cela fait, il reprit le chemin de Montblanc.

Le 19 septembre, au lever du jour, un officier sabre au poing, escorté de douze soldats la baïonnette au fusil, remettait à la même heure, à chaque parlementaire, une lettre du commandant en chef, lui signifiant les arrêts au nom du roi, et lui demandant la promesse écrite de les tenir, sous la menace, en cas de refus, d'être gardé dans sa chambre par deux grenadiers. Tous signèrent avant la fin du jour pour échapper à une telle surveillance. Fitz-James avait résolu d'attendre au château de Montblanc que la réflexion amenât les parlementaires aux arrêts à plus de soumission aux ordres du roi. Nous ne savons pas si cette façon d'agir était vraiment exécutée par ordre royal. Quoi qu'il en soit, cette fâcheuse situation se prolongeait et Fitz-James ne semblait pas pressé d'y mettre un terme. Il se

1. Un arrêté du Conseil d'Etat du 19 septembre suivant cassa cet arrêt, déclarant illégale la prorogation des séances de la cour. (Roschach, *Etudes sur le Languedoc, Pièces justificatives*, p. 2554, note DCCCXCIII.)

2. Un arrêt du Conseil d'Etat du 20 novembre suivant cassait aussi cet arrêt. (Roschach, *Etudes sur le Languedoc, Pièces justificatives*, p. 2255, note DCCCXCIV.)

trouvait bien à Croix-Daurade, chez le capitoul Nicol, il pouvait attendre. « M<sup>gr</sup> l'Archevêque, écrit Barthés, jugeant que l'ordre ne serait pas révoqué de quelque temps, permit à chacun de messieurs les membres de la cour de dresser chez eux un oratoire... et désigna un certain nombre de prêtres pour aller dire la messe, les jours de dimanches et fêtes, dans ces maisons. »

Le duc persistant à maintenir les arrêts, les femmes résolurent d'intervenir en faveur des magistrats. Un groupe nombreux se rendit à Croix-Daurade et alla crier sous les fenêtres du commandant en chef; mais celui-ci, dit M. Dubédat, « reçut sans trop s'émouvoir la grêle de paroles et de flèches ailées de cette escarmouche bruyante<sup>1</sup> ».

Cependant, quelques jours après, le commandant en chef ayant fait venir à Montblanc le premier président et le procureur général, offrit « de lever les arrêts sous condition de ne rien délibérer contre l'enregistrement et l'exécution des édit et déclaration, ni contre la radiation de l'arrêt de défense<sup>2</sup> ».

Les parlementaires refusèrent de se soumettre à de telles conditions. Louis XV, qui devait prendre d'autres moyens pour assurer l'exécution de l'édit et de la déclaration, céda enfin momentanément devant la résistance, et, sur son ordre, Fitz-James levait les arrêts le 2 décembre 1763. Les parlementaires étaient restés prisonniers près de trois mois.

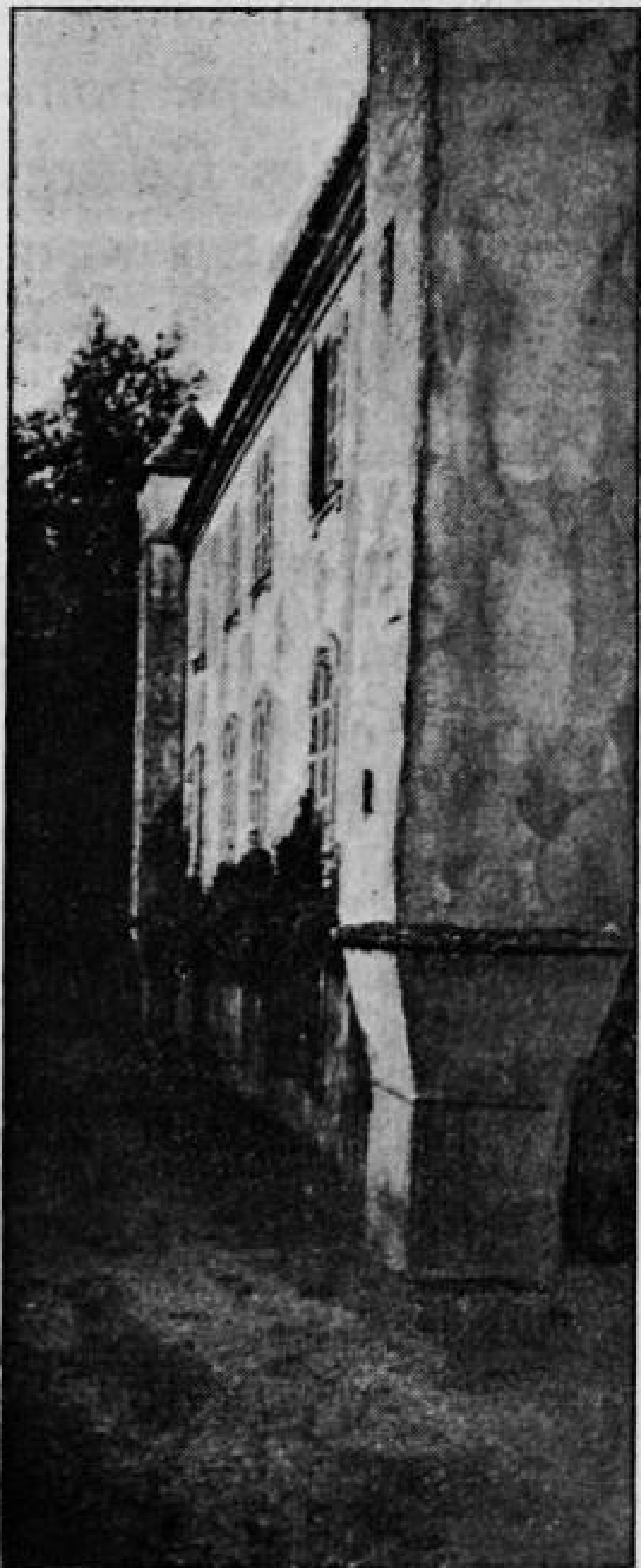
Le Parlement reprit ses séances le 4 décembre. Il n'avait pas désarmé. Dans son désir d'exercer des représailles, il en vint jusqu'à ordonner contre le duc la prise de corps. « Le 19, écrit Barthés, Y. Gaillard et Garlenc, huissiers en la cour, avec Bergès, premier huissier, en robe et bonnet comme il convient, se transportèrent en chaise roulante à Montblanc, pour signifier au duc le susdit arrêt et décret; mais ils ne purent exécuter leur commission, les gardes de M. le duc tenant le mousquet en main, les ayant menacés et leur ayant ordonné de se retirer, ce qu'ils firent, voyant la forte garde du duc, n'ayant pu afficher la copie. » Etait-ce assez puéril !

1. *Hist. du parlement de Toulouse*, t. I.

2. *Ibid.*

Fitz-James, après s'être rendu à l'Hôtel de ville pour y faire de solennels adieux aux capitouls, quittait Montblanc le 14 janvier 1764, pour se rendre à Béziers. Il était resté quatre mois à Croix-Daurade.

Le château où résida Fitz-James existe encore aujourd'hui.



CHATEAU DE NICOL.

(Cl. de M. G. Donat.)

Il se compose d'un rez-de-chaussée et de deux étages. Les deux tours carrées, bâties en encorbellement, à la hauteur de 1<sup>m</sup>50 à peine, reposent sur une sorte de pilier et donnent à la façade du midi une certaine élégance. Il est, avec celui de Maurice, le plus remarquable de la contrée et remonte, comme ce dernier, au dix-septième siècle. Une restauration qui s'imposerait à brève échéance et lui conserverait sa physionomie élégante et austère à la fois pourra-t-elle jamais s'effectuer?

La majeure partie des terres qui dépendaient autrefois du château a été vendue depuis longtemps et le domaine se réduit actuellement à un parc, clos de parois et d'une contenance de 14 arpents. Il était naguère encore, avec le château, la propriété personnelle d'un père jésuite résidant à Madagascar. Mis sous séquestre en vertu des lois supprimant en France les congrégations non autorisées, il a été vendu pour une somme de 35.000 francs au mois de décembre 1906 par le liquidateur Ménage, après un jugement qui avait déclaré son propriétaire personne interposée. Quelle sécurité peut avoir désormais la propriété individuelle en présence de pareilles spoliations?

IX. MONTBLANC. — Le quartier qui s'est formé au nord-ouest et au sud du château de Nicol, appelé plus anciennement



de Montblanc, a pris le nom de ce dernier. Il s'étend jusqu'à l'Hers du côté du nord, et ne dépasse pas au sud-ouest les quelques maisons qui bordent, à droite et à gauche, le chemin qui mène à Périole.

Quelle est l'origine du nom de Montblanc, donné tout d'abord à une borde qui précéda le château, puis au château, et enfin au quartier lui-même? La réponse n'est pas facile et nous n'avons pu découvrir le moindre document à ce sujet. Nous en sommes réduits à une simple conjecture que nous soumettons en toute simplicité au lecteur.

Montauban, on le sait, a pris son nom de deux mots *mons* et *alba*, *mont des albas* ou *des saules*, parce que le rivage qui baigne le pied de la colline sur laquelle cette ville fut bâtie était alors couvert de saules, que l'on appelle *albas* dans le langage du pays. Cette particularité est signalée dans la charte de fondation par Alphonse Jourdain en 1144<sup>1</sup>. Ces deux mots ont fait d'abord *Montalba* puis Montauban. N'en aurait-il pas été de même pour Montblanc? La borde primitive qu'a remplacée le château était bâtie sur la dernière terrasse de la vallée de l'Hers et se trouvait placée sur une petite hauteur qui domine également le rivage. Celui-ci n'aurait-il pas été couvert d'*albas* lors de la construction de la métairie, comme l'était le rivage du Tarn quand fut fondée la ville de Montauban? Cela est d'autant plus vraisemblable, qu'il existe encore de vieux saules ou *albas*, ne tenant plus que par l'écorce, le long de l'ancien lit de l'Hers, près du pont de Périole. Dès lors, la même cause ne peut-elle pas avoir produit le même effet? Il aura suffi dans cette hypothèse de traduire les deux mots latins *mons* et *alba*, pour avoir *Mont blanc*, alors qu'on n'avait traduit que le premier dans *mons alba Montalba* ou Montauban. Cresty semble autoriser cette interprétation, car il cite, comme appartenant au Chapitre Saint-Sernin, un demi-arpent de terre « *sis à Mont-Albe ou Montblanc*<sup>2</sup> ».

1. Manuscrit de la bibliothèque de Colbert, n° 1066. (Voir d'Aldéguier, *Hist. de Toulouse*, t. II, p. 33, et note 8, p. 444.)

2. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin. — Cresty, t. II, p. 105.

X. MOURLAS ET LESTRADE. — Ces deux quartiers sont situés au nord du quartier Montblanc, sur la rive gauche et au bord de l'Hers. — MOURLAS ne comprend guère que deux ou trois maisons, la maison Crézut et les maisons Bignères<sup>1</sup>. Ce quartier aura pris son nom de quelqu'un des propriétaires successifs, mais nous ne saurions en fournir la preuve, malgré les recherches auxquelles nous nous sommes livré.

Quant au quartier LESTRADE, c'est bien aux anciens propriétaires de la maison située près du pont Saint-Caprais, à l'est de la route d'Albi, qu'il doit son nom. Les Lestrade sont depuis longtemps propriétaires de cet immeuble. Le cadastre de 1690 les désigne dans une note en surcharge, comme ayant succédé à Pierre Daubuisson en 1776<sup>2</sup>, et le cadastre Grand-Voinet (1788-1800) atteste qu'ils possédaient là une maison, avec vignes et pastencs, d'une contenance de 11 arpents 3 boisseaux. En face se trouvait la maison de Raymond Gilis, avec une forge et un jardin d'une contenance de 6 boisseaux  $\frac{3}{4}$ <sup>3</sup>. D'autres Gilis y sont également signalés comme propriétaires de fonds de minime importance. Nous avons vu que des Gilis, forgerons qui précédemment habitaient aussi cette maison, avaient souvent affermé le pont de Saint-Caprais et y percevaient les droits de pontanage. (Voir ch. VII.)

XI. ROUBICHOU OU MICHON. — Ce quartier, situé au sud du chemin de Croix-Daurade à Périole, en face du château de Nicol et à l'ouest de la route de Toulouse à Verfeil, vis-à-vis du château de Maurice, s'appela d'abord Michon, du nom de Jean Michon qui possédait là une petite borde de 12 arpents 1 pugnérée et 3 boisseaux en 1690<sup>4</sup>. Cent ans plus tard exactement, le cadastre Grand-Voinet atteste que cette borde appartenait à la

1. La maison appartenant à M. le docteur Girma est appelée dans les actes de propriété « *Petit Montblanc* ». Elle paraît avoir appartenu plus anciennement à la famille de l'évêque métropolitain du sud, Sermet.

2. Archives de Toulouse, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, 27<sup>e</sup> moulon.

3. *Ibid.*, Cad. Grand-Voinet, section de Croix-Daurade.

4. *Ibid.*, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue.

famille Roubichou<sup>1</sup>. Le quartier a depuis porté ce nom. M. Barrié, qui est actuellement propriétaire de la maison construite sur l'emplacement de cette borde, a essayé de rendre au domaine son ancienne dénomination de Michon, en inscrivant ce nom sur une plaque de marbre fixée à l'un des piliers du portail d'entrée. Aussi désigne-t-on actuellement le quartier, qui comprend trois ou quatre maisons, par l'un ou l'autre nom. Il reste cependant plus connu sous celui de Roubichou.

XII. MAURICE OU CAUMON. — Le château situé à l'est de la route de Verfeil à Toulouse, en face du petit chemin qui mène de cette route à Roubichou, était la propriété de Bernard de Caumon en 1690<sup>2</sup> et il a longtemps porté ce nom. Il appartenait en 1694 à Jean Dumal, professeur de droit; en 1729, à Gabriel Carrié, trésorier de France, et en 1741 à Marie Malpel, héritière de noble Jacques Malpel, écuyer, son père. Douze arpents 3 pugnérées et 6 boisseaux de terre en constituaient l'unique dépendance.

Cassini désigne ce château sous le nom de Caumon, mais cette dénomination ne s'est pas maintenue et ce domaine porte depuis longtemps le nom de Maurice. En voici le motif.

M. Dessales (Maurice) se rendait acquéreur de Caumon en 1825. Le nouveau propriétaire, bien connu dans le quartier Saint-Etienne où il habitait, était également appelé de son seul prénom de Maurice. Les pauvres surtout, dont il était la providence, ne l'appelaient que M. Maurice et bientôt il ne fut guère plus désigné que sous ce nom, qui devint en quelque sorte patronymique. Peu à peu on prit également l'habitude de dénommer ainsi son domaine de Caumon, et c'est le nom de Maurice qui a seul persisté.

Maurice devint plus tard la propriété de Jean Dessales, fils du précédent, et celui-ci le transmit à son décès (28 mars 1878), à sa fille Noémie Dessales, épouse Blaja, qui en est actuellement propriétaire.

1. Archives de Toulouse, Cad. Grand-Voinet, section de Croix-Daurade, nos 178 et 186.

2. *Ibid.*, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue.



Par l'effet de nombreuses et importantes acquisitions, ce domaine s'est notablement agrandi et est devenu l'un des plus importants de la région.

Le château se trouve dans un état de complet délabrement et son propriétaire ferait œuvre d'intelligence et de goût en le restaurant. Il dut être construit par un des parlementaires qui vinrent s'établir dans la Grande-Lande durant le cours du dix-septième siècle. On les compte en effet en assez grand nombre, tels par exemple les Duranti, propriétaires du Mirail



CHATEAU DE CAUMON OU DE MAURICE.

(Cl. de M. G. Donat.)

et de Cazal ; le président Douvrier, qui avait acheté Montblanc et Granselve ; M. de Gramont, propriétaire du château de ce nom ; M. de Coulange, qui en possédait également un autre au même lieu, et noble Jean-Baptiste Cassaigne, procureur au parlement.

Les deux façades du château de Caumon sont accostées à gauche d'une tour carrée qui ne s'élève pas au-dessus de la toiture. Elle est bâtie en encorbellement et repose, comme au château de Montblanc, sur un pilier carré, mais plus élevé. La façade donnant au midi porte encore la trace profonde d'un coup de boulet dont elle fut frappée pendant la bataille du 10 avril 1814.

Un édicule situé à l'ouest du château et presque contigu à celui-ci était autrefois la chapelle. Il sert actuellement d'orangerie.

XIII. LA JUNCASSE. — Ce quartier, situé au sud-est du château de Maurice, s'est formé autour d'une vieille métairie qui elle-même avait pris ce nom du terroir.

La Coutume de Toulouse, dans le titre relatif aux bornes du

gardiage, indique ce dernier comme étant sur la limite du *Dex* : « *Nucassium de Malo Obolo* » qu'on a toujours traduit par *Juncasse de Malobole*<sup>1</sup>. Elle ne parle pas de la borde, ce qu'elle aurait fait certainement si ce nom eût alors désigné une métairie et non le terroir.

Dans un arrêt du 6 février 1572 le Parlement, autorisant la perception du droit de commutation sur les vins récoltés en plusieurs lieux du gardiage, désigne entre autres terroirs celui de « *las Juncasses* »<sup>2</sup>. C'était l'époque où les cadastres signalaient principalement des vignes en cet endroit. Elles s'étendaient de telle sorte au sud de Caumon et même sur les bords du chemin de Montrabe, qu'on désigna bientôt sous le nom de *Vigné* cette partie du gardiage et celle qui aboutissait, en remontant vers la ville, à la fontaine Fonserbi<sup>3</sup>.

Nul document n'a pu nous renseigner quant à l'origine du nom de Juncasse, ni au sujet de sa signification. La seule orthographe du mot indiquerait peut-être ce qu'il signifie. Anciennement, un terrain marécageux et rempli d'ajoncs se nommait *Juncaria*, *Juncata*, et, d'autre part, une terre était qualifiée d'*obolata* quand elle était d'un revenu tout à fait minime, d'un revenu en quelque sorte d'une obole<sup>4</sup>. Or, le terroir qui nous occupe se trouvait tout voisin de l'Hers qui, n'étant encore ni élargi ni aligné, maintenait les champs voisins à l'état marécageux par ses fréquents débordements. L'ajonc devait abonder dans des champs ainsi submergés, d'autant que dans aucune partie de cette petite rivière les sinuosités de son lit n'étaient aussi multipliées. (Voir ch. iv, carte du gardiage.) Il était donc tout à fait naturel que l'on qualifiât ce terroir de *Juncaria*, de *Juncata*, et que cette *Juncasse* fût *Male Obolata*, d'un mauvais revenu. De là la dénomination de *Juncasse de Malobole*. C'est, à notre sens, la meilleure interprétation de ce mot.

1. Archives de Toulouse, AA 18, 280.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623, Cad. de 1478; et Archives de Toulouse, CC, n° 1774, Cad. de 1571.

3. Archives de Toulouse, Cad. de 1690.

4. Du Cange, *Glossaire*. Voir ces mots.

XIV. CLAUSOLLES ET PÉRIOLE. — Clausolles, actuellement la propriété de M<sup>lle</sup> Hélène Castaing à Périole, appartenait, en 1690, à Jean Clausolles, greffier de la police à Toulouse<sup>1</sup>. Ce domaine, qui comprenait alors 24 arpents, était le plus important du quartier. Ce fut sans doute pour un tel motif que celui-ci en prit le nom. C'est ainsi que le désigne Cassini et ce n'est que plus tard qu'on l'appela Périole. Ce dernier nom, comme il arrivait fréquemment, s'était déplacé.

Le quartier de *Peyriole* se trouvait plus anciennement sur la rive droite de l'Hers et non, comme aujourd'hui, sur la rive gauche. Il était situé à la place occupée actuellement, sur le côté méridional du chemin de Montrabe, par une métairie appartenant à M. Théron de Montaugé et qui en a d'ailleurs conservé le nom. Il comprenait à peine deux ou trois maisons. En face, de l'autre côté du chemin et au point où débouche celui de Gavardy, se trouvait une forge et une maison qui appartenaient, en 1690, à M<sup>lle</sup> de Soulié et un peu plus tard à noble Jean-Baptiste Cassaigne. Cette forge et cette maison ont disparu. On voit à la place qu'elles occupaient un puits à roue. Le fait que le nom de *Peyriole* fût ainsi donné autrefois au quartier dont nous parlons est attesté par plusieurs documents et notamment par une carte sans date, mais relativement ancienne, qui se trouve à la bibliothèque de la ville de Toulouse<sup>2</sup>. *Peyriole* s'y trouve indiqué à la place que nous signalons.

Ce fut sans doute lorsque les deux ou trois maisons qui formaient ce quartier eurent disparu que le nom de *Peyriole* fut substitué à celui de Clausolles, pour le quartier voisin. La carte dont il vient d'être question signale également cette substitution.

Le nom de Clausolles disparut bientôt et c'est encore celui de *Périole* qui persiste. Un vieux cadastre de Balma nous apprend qu'il existait dans ce consulat, près du pont de Périole, un champ appartenant aux « *Peyroliers* », chaudronniers, ou sans doute à leur corporation. Le nom de « *Pey-*

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue.

2. Carton de plans.



*rioles* », aujourd'hui Périole, ne viendrait-il pas de *Peyroliers*? Ce nom apparaît pour la première fois en 1584, dans un des nombreux documents cités plus haut et relatifs au pont de l'Hers bâti dans le voisinage. C'est un jugement des Requêtes portant condamnation du droit de pontanage contre M. de Madron, seigneur de Saint-Jean-Lherm, « à raison des causes du charroy et passage pour les services et commoditez de sa métairie située au dit lieu, sur le pont de Nègue-Romieu, autrement dit *Peyriole*<sup>1</sup> ».

XV. GAVARDY. — Ce quartier est situé sur la rive gauche de la Sausse et le long du chemin qui y conduit, lorsqu'on a passé le pont de Périole. Il ne comprend que quelques maisons bâties des deux côtés de ce chemin, après le passage à niveau de la ligne d'Orléans. Ce nom lui est venu d'un gué de la Sausse par lequel on aboutissait primitivement, en quittant ce chemin, à une prairie située sur la rive droite et à la vieille église Saint-Graspy. Cette prairie était appelée « *pré du pas Gabardy* » et le gué « *pas Gabardy* ».

Un pont sur la Sausse avait existé au douzième siècle, un peu en amont du gué, comme il sera dit au chapitre suivant; mais ce pont avait disparu et on dut par la suite se résigner à passer à gué au « *pas Gabardy* ». Ce nom est resté au quartier sous la variante de *Gavardy*. Le cadastre de 1690 signale le chemin qui y conduit comme confrontant à certains fonds, mais il ne lui donne pas encore le nom qu'il porte actuellement de « *chemin de Gavardy* »; il le désigne simplement par ces mots : « *chemin allant du chemin de Toulouse à Montrabe au pré du pas Gabardy et à l'église Saint-Capraspy*<sup>2</sup> ».

XVI. GRAMONT. — Ce quartier, situé au nord-est de celui de l'ancien « *Peyriole* », a pris son nom de la famille de Gramont qui possédait, du seizième au dix-huitième siècle, le plus im-

1. Archives de Toulouse, Pièces non classées, Cahier *Pont de Nègue-Roumieu*.

2. *Ibid.*, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue, moulon 27.

portant domaine de ce terroir. Le cadastre 1571 l'appelle le quartier de *la Roaïsse* : « *Molon estant assis dela la rivière de Lers appelé de la Roaïsse* <sup>1</sup> ».

Le cadastre en langue romane de 1478 ne donnait encore aucun nom à ce moulon et il ne signale, à partir du pont de l'Hers, que trois bordes : une première « *bordette basse cuberto de paillo apelado la bordo de Ancit ont y a four, ort et poutz* », comprenant 39 arpents et appartenant à Pierre de Thézan, notaire à Toulouse ; une deuxième, « *bastido de novel ont y a poutz, four et ort* », d'une contenance de 36 arpents, appartenant au même, et enfin « *Montredon* », comprenant 60 arpents avec « *une petite bourdette contre la grande* », appartenant à Pierre Dassis, bourgeois de Toulouse<sup>2</sup>. Il nous est impossible d'identifier les deux premières.

En 1571, à part certains champs isolés et quelques prairies, il n'existait également que trois grands domaines dans ce quartier. Le premier comprenant 32 arpents 1 boisseau 1/4 appartenait à Pierre de Cazeneuve, chanoine de Saint-Sernin ; le deuxième, d'une contenance de 104 arpents 3 pugnérées, était la propriété des héritiers de son frère, Bernard de Cazeneuve, et la troisième, comprenant 94 arpents 2 pugnérées et 7 boisseaux 1/2, appartenait à Gabriel Barthélemy, seigneur de Gramont<sup>3</sup>. Le cadastre porte en surcharge que la métairie du chanoine de Cazeneuve passait à Antoine Durrieux, huissier à la Cour, en 1610, et que celui-ci la vendit, le 11 décembre 1644, à Neuphrasi Ganil, marchand de Toulouse.

Nous verrons un peu plus loin que ce dernier, étant mort sans postérité, laissa cette métairie à sa femme Jeanne de Soulié, que signale le cadastre de 1690, comme en étant alors propriétaire. Elle forme aujourd'hui la partie du domaine de M. Théron de Montaugé longeant le côté septentrional de la

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1773, Cad. de Saint-Sernin de 1571, moulon 12.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623, Cad. du Capit. de Saint-Sernin de 1478.

3. Archives de Toulouse, CC, n° 1774, Cad. du Capit. de Saint-Sernin de 1571, moulon 12.

route de Lavaur, depuis le chemin de Gavardy jusqu'au sommet du coteau, où était bâtie la maison Soulié et où se trouve actuellement le château.

Le cadastre de 1690<sup>1</sup> ne signale au même lieu que quatre domaines, en dehors de ceux de Montredon et de la Rouaïsette qui n'y figurent point. C'étaient les domaines de demoiselle Jeanne de Soulié, dont nous venons de parler; de Pierre de Gramont, conseiller au Parlement; de M. de Coulange, également conseiller au Parlement, et d'un laboureur du nom de Pellausi.

Demoiselle Jeanne de Soulié y tenait « une maison, forge, patus, jardin, terres et autre maison, grange, pigeonnier, jardin et vigne, confrontant du couchant le chemin allant au pré du pas Gabardy et à l'église Saint-Caprasy; septentrion yeys dit de Gramont; midi le chemin de Montrabe, en tout 34 arpents 1 pugnérée 5 boisseaux, dont 5 arpents de vigne ».

M. de Coulange est aussi désigné par le cadastre de 1690 comme ayant au même lieu « maison, jardin, terre, prés, bois d'une contenance de 124 arpents 3 pugnérées et 1 boisseau, dont 9 arpents de pré ». Il y possédait également un « château, bâtiment, pigeonnier, jardin, bois, vigne et prés, le tout d'une contenance de 15 arpents ». Le plan cadastral de 1690 indique les 124 arpents le long du chemin de Gavardy, jusqu'à la Sausse et en remontant le cours de ce ruisseau. La partie des 15 arpents, où se trouvait le château et qu'il importe d'indiquer d'une façon précise, avait pour confront : au levant, le chemin allant à Belvèze; au midi, un yeys de service; au couchant, ledit yeys et M. de Gramont, et au septentrion, M. de Gramont<sup>2</sup>. L'hôpital de la Grave devenait propriétaire de l'entier domaine de Coulange en 1747<sup>3</sup>.

Pierre de Gramont, conseiller au Parlement, tenait aussi au même lieu : 1<sup>o</sup> une pièce de terre de 7 arpents; 2<sup>o</sup> un château, autres bâtiments, enclos, vignes, bois, sol, patus et terres

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue.

2. *Ibid.*, moulon 29.

3. *Ibid.*



labourables, en tout 63 arpents, confrontant au midi yeys de Coulange; 3° autres 12 arpents de terre; 4° prés et bois au bord du ruisseau de Sausse, d'une contenance de 51 arpents, dont 16 arpents de prés et 35 arpents de bois; 5° enfin plusieurs autres champs de contenance diverses<sup>1</sup>. Le plan cadastral indi-



CROIX DE GRAMONT.

(Cl. de M. G. Donat.)

que ce domaine le long de la Sausse et du chemin allant de Montredon à celui de Montrabe.

Enfin, le laboureur Bertrand Pellausi possédait 4 arpents de bois sur la rive gauche de la Sausse, près du chemin allant au pas Gabardy.

Au sommet du coteau de Gramont, au point où le petit chemin qui va à Montredon et forme la limite de Toulouse s'embranché sur la route de Lavaur, existe une vieille croix de pierre. Aucun document n'a pu nous renseigner à son sujet. Ni le plan cadastral de 1690, ni la carte sans date signalée plus haut au sujet des deux Périole, n'indiquent cette croix. Elle est cependant fort ancienne. N'aurait-elle pas été transférée là d'un autre lieu?

Sur le même coteau, mais en dehors du gardiage, était situé le moulin à vent de Gramont<sup>2</sup>.

Il existait donc en 1690, sur le coteau de Gramont et dans le gardiage, trois habitations de maître : la maison de demoiselle Jeanne de Soulié, le château de Coulange et celui de Gramont. Quelle était leur situation respective?

Le cadastre de 1690 permet de répondre à cette question. La maison Soulié était la seule dont l'assiette eût pour confront à l'est le chemin de Montrabe. Elle était donc placée à peu près où se trouve aujourd'hui le château de M. Théron de Montaugé.

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue.

2. Bibliothèque de la ville de Toulouse, Plan, carton des plans.

La carte du gardiage l'indique du reste d'une façon précise en cet endroit, sous la dénomination de Cassagne<sup>1</sup>. Le plan cadastral de 1690 lui-même précise également ce fait. Les possessions de demoiselle de Soulié y sont indiquées entre la route de Montrabe et un petit chemin qui part de celui de Gavardy et se dirige vers le haut du coteau. Elles s'étendaient ensuite entre ces deux chemins jusqu'au sommet de la colline, où se trouvait l'habitation, et se prolongeaient en forme de rectangle, un peu vers le nord, sur le chemin qui va de la croix à Montredon et forme la limite du gardiage. Le château actuel de Gramont et l'habitation de demoiselle de Soulié sont donc identifiés avec certitude, quoique le château ait été construit depuis.

Quelle était la situation respective des deux autres châteaux de Coulanges et de Gramont qui ont disparu? La réponse est moins aisée, le plan cadastral et la carte du gardiage n'indiquant au nord de Cassagne (maison Soulié) qu'un seul château et ne lui donnant aucun nom. Essayons néanmoins de répondre.

Les confrants de l'assiette du château de Gramont, *à l'est*, étaient les possessions Soulié et le chemin de Belvèze, faisant limite du capitoulat. Ceux du château de Coulanges, également *à l'est*, étaient aussi ce même chemin, mais non plus les possessions Soulié. Ce château était donc plus éloigné que le précédent des possessions Soulié, sur ledit chemin. Donc l'assiette du château de Gramont devait se trouver entre la maison Soulié et les possessions du château de Coulanges, ce qui portait celui-ci un peu plus vers le nord. Il est dit d'autre part au cadastre que l'assiette du château de Gramont avait pour confrants *au nord* « M. de Coulanges ». Ceci confirme évidemment notre manière de voir. Le château de Coulanges devait se trouver dans le voisinage de la métairie de la Roaïsse, actuellement les chais de M. Théron de Montaugé, et celui de Gramont un peu au sud, là où est bâtie l'ancienne maison Texereau, achetée par M. Théron de Montaugé. Les caves de cette maison sont plus anciennes que cette dernière. Elles supposent par con-

1. Voir au chapitre iv.

séquent une construction antérieure, qui ne serait autre que le château de Gramont.

Le territoire du lieu de Gramont présente en certains endroits cette particularité intéressante qu'on y rencontre assez souvent, en fouillant le sol à une petite profondeur, des ossements humains en assez grand nombre et même des squelettes entiers rangés côte à côte. Il est permis de conjecturer qu'ils remontent à l'époque des guerres de religion et peut-être à ce jour mémorable du 17 mai 1562, où les protestants, ayant vainement attendu le secours du vicomte d'Arpajon et apprenant l'arrivée de Montluc, qui venait prêter main-forte aux catholiques, quittèrent précipitamment l'Hôtel de ville, pour s'échapper par la porte Villeneuve et gagner ensuite Lavour, Puylaurens, Castres et Montauban. « Se séparant en différentes bandes, dit l'*Histoire véritable de la délivrance de Toulouse*, ils prirent divers chemins, mais une troupe de catholiques coururent les charger et les tailler en pièces. On sonna le tocsin dans tous les lieux des environs et des bandes entières furent massacrées par les paysans qui s'étaient assemblés en arme à ce bruit <sup>1</sup>. »

Le chemin le plus rapproché de la porte Villeneuve était bien le chemin de Montrabe qui mène à Gramont et de là à Lavour. Celui de Montauban se trouvait du même côté, mais à une plus grande distance, et nous avons vu, en parlant des Fourches patibulaires <sup>2</sup>, que l'on compta cependant plus de cinquante cadavres sur ce chemin, de l'église des religieux Minimes à la Salade. Enfin, celui de Castres, du côté opposé, était aussi plus éloigné. Il est donc très probable qu'un grand nombre de ces fugitifs dut prendre le chemin de Gramont, ce qui justifierait notre conjecture. Les squelettes trouvés à Gramont sont toujours d'ailleurs sans aucune trace d'armes, et cette circonstance doit être remarquée, car les protestants, au témoignage de l'*Histoire véritable*, partirent désarmés.

Lorsqu'on fouille assez profondément le sol à Gramont et ses alentours, on y découvre également de nombreux débris de

1. P. 28.

2. Voir chap. VIII.



poteries, d'amphores et de tuiles à crochet, de même que des bois de cerfs. Ces derniers pourraient remonter aux temps préhistoriques ; mais les débris de poteries, d'amphores et de tuiles à crochet n'indiqueraient-ils pas que cette partie du gardiage fut autrefois habitée<sup>1</sup>, comme les coteaux de Lardenne et de Saint-Michel-du-Château ? Les vastes ruines du château de Peyrolade, le *Castellum* de la Cypièrre et l'ancien aqueduc des arcs l'avaient fait soupçonner à Catel, pour cette partie de la banlieue<sup>2</sup>. Le sagace et consciencieux historien n'admettait pas, avec raison, que les rois barbares, Visigoths ou Francs, qui aimaient les larges espaces, se fussent cantonnés dans les murs resserrés du Château Narbonnais. Il paraît aujourd'hui certain qu'ils s'étaient fait construire de vastes et riches villas dans cette partie du territoire de Toulouse et que les familles riches avaient suivi leur exemple. Les fouilles effectuées par M. de Sevin et les travaux plus récemment exécutés chez M. Ancely, sur le coteau de Saint-Michel-du-Château, en témoignent surabondamment. Les premiers ont prouvé que le vieil amphithéâtre, aujourd'hui en pleine campagne, remonterait au temps de Claude et que les alentours étaient peuplés ; les seconds sont venus confirmer ces faits, en nous révélant dans ce lieu l'existence d'innombrables fragments de poteries, d'amphores et de débris de tuiles à crochet, dont ils ont amené la découverte. On estime donc aujourd'hui, pour ce motif, que cette partie du gardiage de Toulouse fut autrefois habitée<sup>3</sup>, et on croit que le voisinage de la forêt de Lardenne, qui pouvait procurer aux princes et aux riches habitants de la cité les distractions de la chasse, alors si recherchées, les avait engagés à s'y établir.

Tout cela est également vrai de Gramont. Il existait de ce côté des bois d'une grande étendue, soit le long de la Sausse et de l'Hers, soit en remontant vers le nord, où l'on pouvait se livrer, comme à Lardenne, au plaisir de la chasse. On n'était pas loin au surplus des longues et larges prairies des bords de

1. L'existence d'une briqueterie entre Gramont et Montredon, au quinzième siècle, ne peut expliquer ces débris (anciens cad.).

2. *Mém. de l'Hist. de Languedoc*, p. 127.

3. Joseph de Malafosse, *Etudes et Notes d'Archéologie et d'Histoire*.

l'Hers, et celles-ci étaient très giboyeuses à certaines époques de l'année, ainsi que l'atteste Catel<sup>1</sup>. Pourquoi ces mêmes avantages n'auraient-ils pas engagé pareillement de riches habitants de la cité à y bâtir des maisons de plaisance? Comme pour Saint-Michel-du-Château, les débris de poteries et de tuile à crochet en seraient un indice. Nous ne connaissons pas assez Toulouse romaine, visigothe ou franque, pour pouvoir affirmer positivement qu'il en fût ainsi, mais si de tels débris ont permis de résoudre le problème pour Saint-Michel-du-Château, ne peuvent-ils pas tout au moins nous permettre de le poser relativement à Gramont?

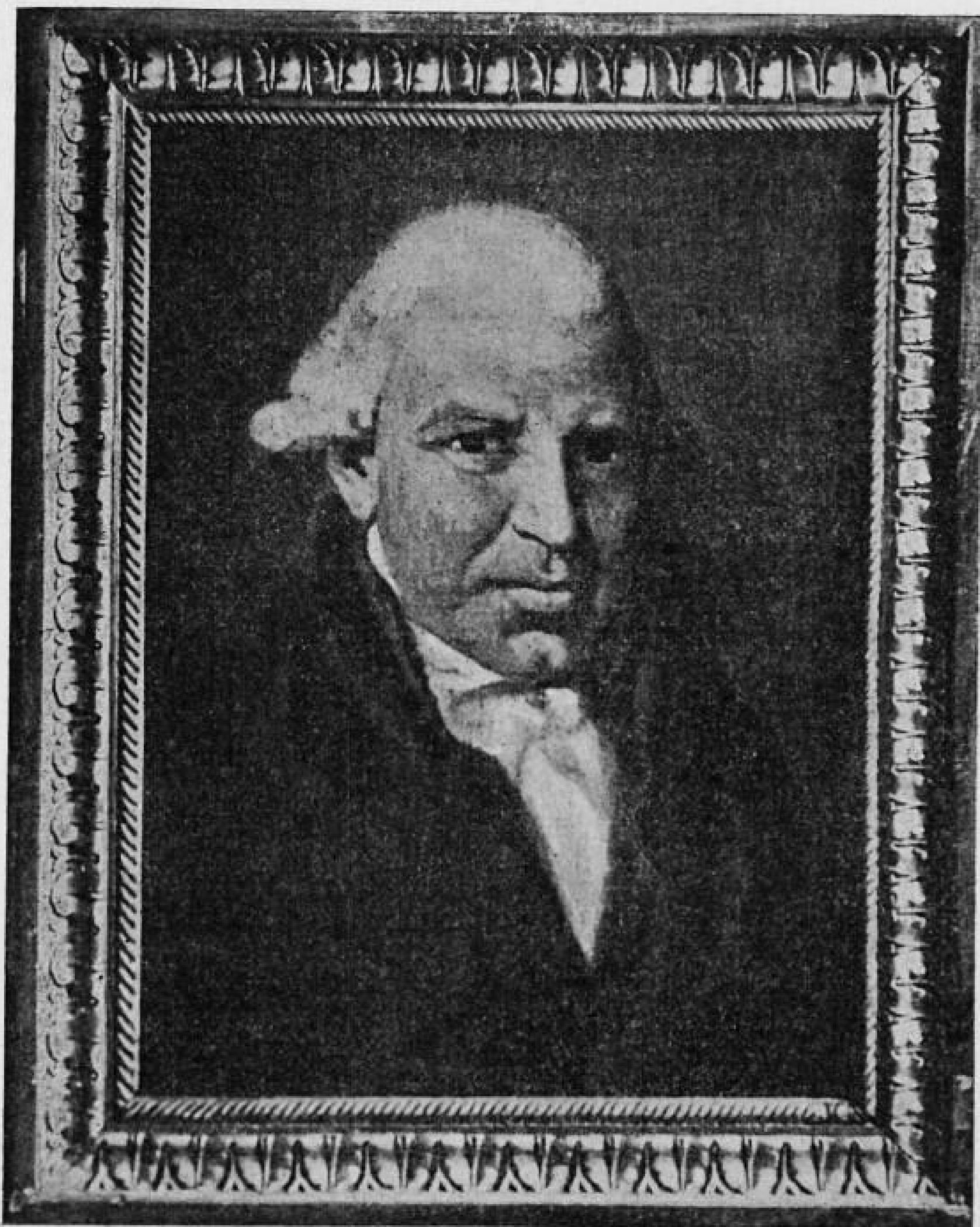
Les assertions de Bertrandi, discutées discrètement par Catel au sujet des faubourgs de la Cadène, à une demi-lieue de la ville, de l'Estelle à Guilleméry, de Bellegarde où fut plus tard la croix de Montrabe, de Pech-David et du « cominal de la lande coste le roc, *ubi erat antiquitus hospitium lupanaris* », maison mal famée dont l'existence serait inexplicable en un lieu inhabité, auraient-elles donc quelque fondement? S'il en était ainsi, on y trouverait l'explication toute naturelle de ces « *quadruplices urbes* » dont parlait Ausone, en célébrant la construction des murailles en brique de la cité. L'avenir nous dira peut-être que ces quatre villes qui ont si longtemps exercé la sagacité des historiens locaux n'étaient autres que les groupements des nombreuses villas situées, à l'ouest, sur le coteau de Saint-Michel-du-Château, le long de la route de Gascogne; du côté du sud, à Pech-David, sur le chemin du Bas-Languedoc; dans la direction de l'est, à Guilleméry, Bellegarde et Gramont sur les routes du Castrais, et enfin au nord, à la Cadène et au « cominal de la Lande », sur les chemins venant de la Guyenne et de l'Albigeois.

Nous posons la question pour Gramont. L'avenir y répondra peut-être affirmativement.

XVII. CASSAGNE ET LA ROUAÏSSE, AUJOURD'HUI CHATEAU ET DOMAINE DE GRAMONT. — Noble Jean-Baptiste Cassaigne, pro-

1. *Mémoires du Languedoc*, p. 46.

cureur au Parlement, possédait, à la fin du dix-huitième siècle, dans la juridiction de Balma, au pied du versant méridional du coteau de Gramont, une terre d'une certaine importance. Elle était traversée par le ruisseau de la Garrigue<sup>1</sup> et forme actuel-



NOBLE JEAN-BAPTISTE CASSAIGNE, PROCUREUR AU PARLEMENT.

(Cl. de M. J. Delmas,  
d'après un portrait conservé au château de Gramont.)

lement la métairie de Cassagne. Bien que la juridiction de Balma n'entre point dans notre cadre, nous devons mentionner ici cette terre, parce qu'elle appartenait au domaine que nous étudions et que celui-ci se trouvait pour une partie dans

1. Ce ruisseau avait plus anciennement donné son nom à ce terroir. « ... Des vieilles murailles de Balma à la Garrigue et de là à Montredon », est-il dit dans le Dex. (Arch. de Toulouse, AA 3, 9.)



le gardiage de Toulouse et pour l'autre dans le consulat de Balma.

Sur les possessions de Jean-Baptiste Cassaigne, au terroir de la Garrigue, s'élevait une métairie avec écurie, serre-gerbières, serre-piles et, plus loin du côté de l'Hers, une vieille tuilerie



DEMOISELLE ANNE-JACQUETTE CASSAIGNE, ÉPOUSE DE NOBLE DÉZIRAT.

(Cl. de M. J. Carrère,  
d'après un portrait conservé au Bureau de bienfaisance.)

qui tombait en ruines<sup>1</sup>. Cette terre lui venait d'Antoinette Sicard, sa mère, pour une contenance de 21 arpents, et pour le reste de son père Antoine Cassaigne qui avait agrandi la métairie au moyen de diverses acquisitions.

Jean-Baptiste Cassaigne possédait également en face de la métairie, de l'autre côté du chemin de Montrabe, dans le gar-

1. Actes communiqués obligeamment par M. Théron de Montaugé.

diage de Toulouse, une maison de maître avec chai, tinal, logement du jardinier, chartreuse servant de remise et de greniers, four, fournière, pigeonnier, parterre, jardin, terres, vignes, bois, prés, qu'il tenait également de sa mère. A côté, se trouvait la part de sa sœur Anne-Jacquette Cassaigne, veuve



DEMOISELLE NANETTE DE THÉRON, ÉPOUSE DE NOBLE JEAN-BAPTISTE CASSAIGNE

(Cl. de M. J. Delmas,  
d'après un portrait conservé au château de Gramont.)

de Noble Désirat, qui comprenait maison d'auberge avec ses appartenances, four et fournière, et, le long du chemin de Gavardy, au point où celui-ci débouche sur le chemin de Mont-rabe, une maison avec forge. Ayant hérité de sa sœur, Jean-Baptiste Cassaigne se trouvait avoir dans le gardiage de Toulouse un domaine de 36 arpents.

Quelques-unes des terres qu'il possédait dans la juridiction

de Balma étaient mouvantes de la directe de l'Archevêque de Toulouse, seigneur du lieu, mais toutes celles du gardiage étaient possédées allodialement<sup>1</sup>.

Antoinette-Françoise Sicard, mère de Jean-Baptiste Cassaigne et de Anne-Jacquette Cassaigne, épouse Dézirat, avait reçu l'ensemble du domaine de sa mère Jacquette de Scorbiac et de sa tante Françoise de Scorbiac, lesquelles en avaient hérité de demoiselle Jeanne de Soulié signalée comme en étant propriétaire par le cadastre de 1690. Celle-ci le tenait de Neuphrasi Ganil son mari, qui l'avait acheté le 11 décembre 1644 à l'huissier Antoine Durrieux, lequel l'avait reçu en 1610 du chanoine de Cazeneuve.

Ayant renoncé à la carrière judiciaire après la suppression du Parlement, Jean-Baptiste Cassaigne avait augmenté son domaine, soit en y employant la dot de sa femme, Nanette de Théron, soit au moyen des sommes provenant de la liquidation de sa charge de procureur au Parlement, dont il avait hérité de son père. Il était devenu par là un des principaux propriétaires des environs<sup>2</sup>.

C'est à partir de ce moment que la plupart des plans signalent son habitation sous la dénomination de château Cassagne.

Sa femme Anne-Florentine-Nanette de Théron descendait comme lui de Jean-Antoine Scorbiac et de Jeanne-Marie de Soulié. C'était la fille de sa cousine issue de germain, Marie-Charlotte de Massip<sup>3</sup>.

En 1790, les époux Cassaigne sollicitèrent de M<sup>gr</sup> l'Archevêque la faveur d'une chapelle domestique. Ils alléguèrent dans leur supplique qu'une chapelle avait autrefois existé dans leur habitation et que celle-ci étant tombée en ruine, ils en avaient bâti une nouvelle « *qui se trouvait entièrement séparée de toute habitation* ». La permission leur fut accordée<sup>4</sup>. On ne trouve pas trace de cette chapelle.

Pour se conformer à un arrêté d'Artigoëte, Jean-Baptiste

1. Actes communiqués obligeamment par M. Théron de Montaugé.

2. Archives du château de Gramont.

3. *Ibid.*, Généalogie de la famille de Scorbiac.

4. Archives du château de Gramont.



Cassaigne rédigea un mémoire, en 1793, afin d'établir son républicanisme par l'exposé de sa vie politique et privée. Il y déclara qu'il vivait à la campagne, s'occupant d'agriculture sur son domaine de Périole. Cette précaution ne devait pas l'empêcher d'être enfermé un peu plus tard, comme aristocrate, aux Carmélites. Il put cependant échapper à la guillotine<sup>1</sup>.

On construisait quelques années plus tard le château actuel.



M. ÉDOUARD THÉRON DE MONTAUGÉ  
Ancien magistrat.



M. LOUIS THÉRON DE MONTAUGÉ  
Ancien conseiller municipal  
et ancien conseiller général de Toulouse.

Le corps principal fut bâti en 1801, la tour du couchant en 1818, la tour du levant et l'orangerie (salon rouge) en 1820 et la cuisine en 1832. La dépense totale s'éleva à la somme de 17.888 francs. Bien des aménagements ont été faits depuis. Ce fut cette même année 1832 que mourut sans postérité Jean-Baptiste Cassaigne. Il légua tous ses biens par testament mystique à sa femme Nanette de Théron. Celle-ci laissa à sa mort le château et le domaine de Gramont à un de ses neveux, Édouard Théron de Montaugé<sup>2</sup>, fils de son frère Pierre et de M<sup>lle</sup> de Bellegarde. M. Louis Théron de Montaugé, qui avait épousé M<sup>lle</sup> d'Aram<sup>3</sup>, le recevait à son tour de son père Édouard et le laissait, à son décès, à son fils M. Henri Théron de Montaugé, son propriétaire actuel. Celui-ci a épousé M<sup>lle</sup> Élisabeth

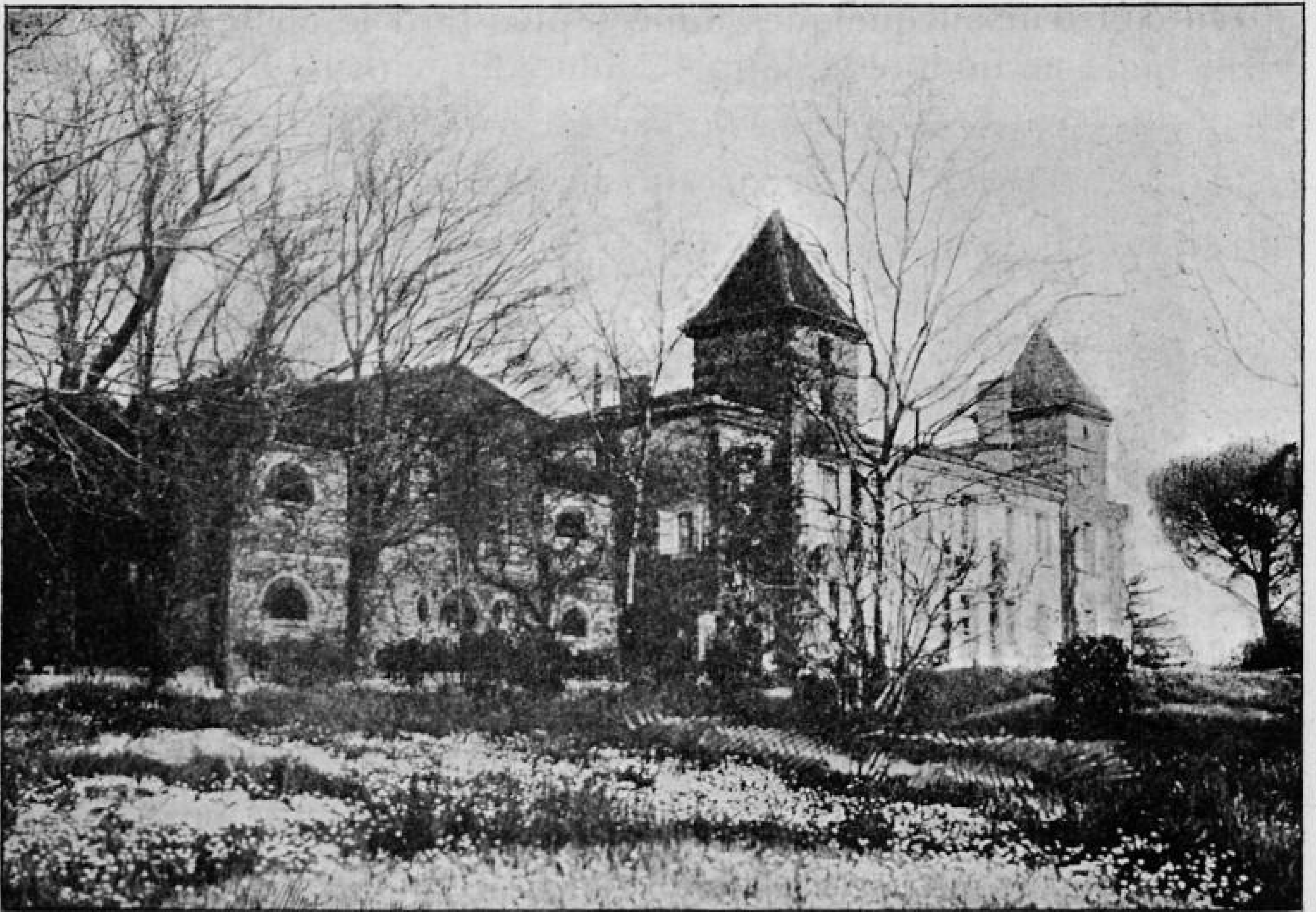
1. Archives du château de Gramont.

2. *Ibid.*

3. De ce mariage naquirent M. Henri Théron de Montaugé et M<sup>lle</sup> Marie Théron de Montaugé, mariée à M. de Peyrecave.

Nébout, et de ce mariage sont nés M. Louis Théron de Montaugé, qui a épousé M<sup>lle</sup> Simone Campagne, et M<sup>lle</sup> Henriette Théron de Montaugé, mariée à M. Philippe de Boussac.

Ce domaine de Cassagne, devenu château et domaine de Gramont, s'était plusieurs fois agrandi, mais M. Henri Théron



CHATEAU DE GRAMONT.

(Cl. de M. J. Delmas.)

de Montaugé est de tous ses possesseurs celui qui lui a donné le plus notable accroissement par l'acquisition de la métairie contiguë de la Rouaïsse, d'une superficie de 42 hectares<sup>1</sup>.

On avait d'abord appelé *Rouaïsse* tout le moulon comprenant les fonds situés sur la rive droite de l'Hers, dans le gardiage. Il en était déjà ainsi avant 1571<sup>2</sup>, mais par la suite ce nom se localisa et fut spécialement affecté au domaine de Roaïs, passé ensuite à la famille Barthélemy de Gramont.

Le chanoine de Saint-Sernin Pierre de Cazeneuve et son

1. Archives du château de Gramont. Acte d'achat.

2. Archives de Toulouse, Cad. de 1571, CC, n° 1774.

frère Bernard de Cazeneuve, tous deux nommés « *la Rouaïsse* », au dire du cadastre de 1571, possédaient toute la partie du domaine actuel de M. Théron de Montaugé comprise entre la laiterie de Rouaïsset et le chemin de Montrabé. Ils furent cause qu'on appela « *Rouaïssette* » cette partie de territoire. Les propriétaires de la Rouaïsse, avant que celle-ci n'appartînt à la famille Barthélemy de Gramont, étaient-ils les Roaïs, seigneurs de Beaupuy? Nous l'ignorons. Tout ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'en 1520 ceux-ci étaient tout au moins propriétaires « *loco vocato à la Rouaïssa in pertinentiis Tolosæ*<sup>1</sup> ».

Achille Roaïs, seigneur de Beaupuy, était alors en minorité. Son frère Jean de Roaïs, doyen de l'église Saint-Félix-de-Caraman, baillait à nouveau fief à cette date, à un certain Pierre Julien, « *domum cum prato et orto, continentem tres pugneradas loco vocato à la Rouaïsse in pertinentiis Tolosæ*<sup>2</sup> ».

La redevance annuelle était : 1° 1 setier de froment qui devait être porté le jour de saint Julien au château de Beaupuy, « *in castro de Bellopodio* » ; 2° une paire de poules à remettre aussi « *in dicto castro* » le jour de la Toussaint ; 3° enfin deux livres de poisson, « *duas libras pissium sive de peisos* », qu'on devait porter également audit château, pour les Rogations, « *in litanis sive Rogationibus*<sup>3</sup> ».

Si, ce que nous ignorons, les Roaïs de Beaupuy furent seigneurs du domaine de la Rouaïsse, laquelle ne porte ce nom dans aucun cadastre ancien, ils seraient peut-être les descendants d'Arnaud Roos, dont il sera question au chapitre xiii, à l'article Barrières. Celui-ci était propriétaire au même lieu au douzième siècle.

Ce domaine appartenait en 1571 à Barthélemy de Gramont et en 1690 à Pierre de Gramont. Il était, à la fin du dix-huitième siècle, la propriété de Marie de Barthélemy de Gramont-Lanta, veuve de Félix de Besséjoul, comte de Roquelaure, qui la transmet à sa mort (27 nov. 1811) à ses deux enfants

1. Archives du château de Gramont, Instrument de bail à nouveau fief.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*



Etienne de Besséjoul, comte de Requelaure, et Marie-Henriette de Besséjoul, veuve d'Antoine de Prévinquières<sup>1</sup>.

Le premier étant mort sans héritiers à réserve (21 mars 1828), laissa sa part à Victoire de Malet de Fargues, mariée au comte de Vivian, et à Jeanne de Malet de Fargues, épouse de Louis Cassagne de Beaufort, marquis de Miremont. Marie-Henriette de Besséjoul, décédée le 14 octobre 1833, transmet la sienne à ses trois héritiers de droit, auxquels la comtesse de Vivian et la marquise de Miremont l'achetèrent.

Victoire de Malet de Fargues, comtesse de Vivian, étant décédée (1845) en laissant trois enfants mineurs, la Rouaïsse se vendit par licitation, et Auguste Pouzols, Acanthe Pouzols, épouse d'Uturbie de Garro, et Louis-Marie Texereau s'en rendirent acquéreurs chacun pour un tiers.

Restée depuis cette époque la propriété des familles Texereau et Pouzols, la Rouaïsse appartenait en 1877, pour les deux tiers, à M. Louis Texereau, et, pour le dernier tiers, à M. Prosper Pouzols, lesquels la vendirent, par acte du 24 mai de cette même année, à M. Henri Théron de Montaugé, moyennant la somme de 168.000 francs, lui garantissant une contenance de 42 hectares<sup>2</sup>.

Cassagne, la Rouaïsse et aussi la Rouaïssette, dont il sera question un peu plus loin, forment actuellement le domaine du château de Gramont. Ce domaine, qui comprend en outre deux métairies situées dans la commune de Balma, est un des plus beaux de la contrée. Son propriétaire, M. Henri Théron de Montaugé, est un très habile agriculteur, souvent couronné aux divers concours, et quine compte plus ses succès. (Voir son portrait au ch. des Ecoles, 2<sup>me</sup> partie.)

Le château Cassagne, devenu le château de Gramont depuis la disparition de celui qui appartenait à la famille de ce nom, est bâti à l'extrémité orientale d'une terrasse allongée qui couronne le coteau. Il domine agréablement les plaines de l'Hers et de la Garonne, et de là la vue s'étend à l'ouest jusqu'aux hauteurs au

1. Archives du château de Gramont, Acte d'achat de la Rouaïsse.

2. *Ibid.*

piéd desquelles coule, en aval de Toulouse, le grand fleuve pyrénéen. On aperçoit au loin, dans les vapeurs de l'horizon, perspective riante, des hameaux, des clochers, de jolis manoirs, d'élégantes maisons de plaisance, qui semblent avoir été placées sur toutes les collines et dans l'immense val de la Garonne pour le plaisir du spectateur. L'urbanité, la distinction et le gracieux accueil des châtelains qui font les honneurs de Gramont viennent doubler le charme de ce délicieux point de vue, en sorte que tout semble s'être réuni en un même cadre pour y former le plus agréable séjour.

XVIII. MONTREDON ET LA ROUAÏSSETTE. — Montredon est ainsi appelé à cause de la configuration du sol sur lequel se trouve bâti le château qui porte ce nom. Du sommet des collines environnantes, on voit émerger dans la vallée de la Sausse cette petite éminence arrondie, et c'est à bon droit que les anciens titres, tels, par exemple, ceux qui ont été cités au chapitre VII au sujet du pont de Périole, la nomment *Mont rond* ou *Mont redon*. La Coutume de Toulouse signale ce terroir sous cette dénomination, dans l'article relatif au Dex : « ..... *et exinde usque ad Montem rotundum* ». Le Livre Blanc ancien de la maison de ville s'exprime aussi de la même manière<sup>1</sup>. La carte dont il a été question plus haut, au sujet de la Garrigue, porte à la fois les deux dénominations : « *Montem rotundum* » et « *Mont rond*<sup>2</sup> ».

Nous avons indiqué déjà l'origine du nom de la Rouaïssette.

Le cadastre de 1478 atteste que Montredon, qui comprenait 60 arpents « *avec une petite bourdette contre la grande* », appartenait à cette époque à Pierre Dassier, bourgeois de Toulouse<sup>3</sup>.

Le cadastre de 1571 attribue ce domaine à nobles Ramond et Hugues Dassier. Il comprenait alors 90 arpents 3 boisseaux et 1/2<sup>4</sup>. Déclaré terre bonne, il était allivré à 9 livres 3 sols, soit 2 sols par arpent.

1. Archives de Toulouse, AA 3, 9.

2. Bibliothèque de la ville de Toulouse, carton des plans.

3. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 1623.

4. Archives de Toulouse, CC, n° 1774.

Le cadastre de 1669 nous apprend que Montredon appartenait à Pierre de Glouton, trésorier de France en la généralité de Toulouse. Il en faisait la déclaration le 26 mars 1670, pour la continuation de ce cadastre : « Plus possède dans ledit gardiage un enclos dans lequel il y a un chasteau basti de briques, à quatre murs, deux pigeonniers et une méthairie bastie à haut estaige appelés Montredon, avec tous les offices dépendants dudit chasteau et méthairie, vergers, bois et vignes, le tout dans ledit enclos entouré de paroits, joignant lequel enclos il y a prés, bois, taillis et terres labourables, le tout contigu et de contenance avec ledit enclos de septante arpents, confrontant lesdits biens, d'un côté le chemin qui va de Tholose à Mont-rabe, d'autre côté terres du sieur Gramont. Jouissant tous les susdits biens allodialement, ne sachant qu'ils fassent aucune rente, pour n'avoir jamais payé que tant seulement la taille royale<sup>1</sup> ».

La métairie de la Rouaïssette appartenait en 1571 aux héritiers de Bernard Cazeneuve, et comprenait 104 arpents 3 pugnérées « sur quatre parties les trois bonnes et le reste médiocre », et était allivrée à 9 livres 10 sols 9 deniers. Une note en surcharge porte que « Marie de Ferrières, épouse de Messire Pierre de Glouton, la tenait par contrat du 1<sup>er</sup> juillet 1615 du sieur Estienne de Glouton, bourgeois<sup>2</sup> ».

En 1669, la Rouaïssette, d'une contenance de 47 arpents, dépendait du domaine de Montredon et appartenait également à Pierre de Glouton, ainsi que l'atteste une seconde déclaration faite par lui le même jour que la précédente : « a dit et déclaré tenir et posséder au gardiage de Saint-Sernin une mesterie bastie à bas estaige appelée la *Rouaïssette*, avec tous les offices, jardin, terres labourables contiguës et de contenance en tout de 47 arpents, confrontant d'un côté le chemin qui va de Tolose à Peyriolle, d'autre costé terres de M. de Gramont, conseiller au Parlement, d'autre costé terres du sieur Ganil, marchand, et d'autre costé un chemin qui va de l'Hers à Saint-

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1777.

2. *Ibid.*, *id.*, n° 1774.



Grapasi. Plus sur la rivière de Lers pred 3 arpents, bois 3 arpents<sup>1</sup> ».

Montredon et la Rouaïssette ne figurent point au cadastre de 1690. Cette omission ne peut être attribuée qu'à une erreur, comme il s'en produisit une pareille concernant le pré de Saint-Caprais, à moins d'admettre que, par le fait d'un affranchissement total obtenu du roi depuis l'établissement du cadastre de 1669, ces deux terres eussent été exemptées de toute taille royale et que pour ce motif on eût omis intentionnellement de les faire figurer sur le cadastre suivant de 1690.

Ces sortes d'affranchissements n'étaient point chose inouïe à cette époque.

On lit dans un édit de 1657 portant anoblissement de terres roturières en Languedoc que : « au cas qu'aucuns desdits biens se trouvent chargés d'aucune censive envers aucun seigneur particulier, Nous voulons que ladite censive soit unie et convertie en albergue de pareille valeur au profit desdits seigneurs, et si ladite censive Nous appartenait, lesdites terres, biens et héritages en demeurent pleinement quittes et affranchis, pour être tenus et possédés dorénavant par les propriétaires d'iceuls et leurs successeurs à perpétuité *en franc alleu noble*, voulant que lesdits biens ainsi anoblis et affranchis, en exécution du présent édit, *soient tirés des registres et rôles du cadastre et allivrement*, sans qu'ils y puissent être compris en quelque sorte et manière que ce soit<sup>2</sup>. » Tel pourrait être le cas des deux terres de Montredon et de la Rouaïssette : le franc alleu roturier serait devenu franc alleu noble et à ce titre elles n'auraient pu figurer au cadastre de 1690.

La propriété *libre exempte de toute redevance*, dont le possesseur pouvait disposer à son gré, constituait alors un *alleu*. On possédait allodialement une terre quand elle jouissait de ces privilèges. Les possesseurs de terres roturières pouvaient les tenir allodialement, et les officiers du domaine, pour prétendre

1. Arch. de Toulouse, CC, n° 1777, Cad. de 1669, Cap. de Saint-Sernin.

2. *Hist. de Languedoc*, édition Privat, t. XIV, *Pièces justificatives*, p. 670.

quelque censive ou redevance, étaient tenus de justifier qu'elles étaient dans la directe ou seigneurie du roi, faute de quoi elles étaient tenues pour allodiales.

Un arrêt du Conseil d'État du 22 mai 1667 édictait que, pour la confection des nouveaux papiers terriers (cadastres), les possesseurs de ces sortes de terre seraient tenus de déclarer simplement leur possession allodiale, tandis que pour le *franc alleu noble*, il devait être justifié par bons et valables titres<sup>1</sup>.

Pierre de Glouton n'ayant déclaré, lors de la confection du cadastre de 1669, qu'une possession allodiale, ainsi qu'il résulte du texte même de sa déclaration citée plus haut, sans production d'aucune preuve de franc alleu noble, il faut en conclure qu'il ne possédait alors Montredon et la Rouaïssette qu'en franc alleu roturier. Il le dit d'ailleurs expressément, lorsqu'il affirme n'avoir jamais payé que « *tant seulement la taille royale* ». S'il se fût agi d'un *franc alleu noble*, il n'aurait payé aucune redevance pécuniaire.

Nous n'avons nulle preuve positive de la transformation de l'alleu roturier en alleu noble, et l'omission peut bien s'expliquer par un oubli, comme pour le pré de Saint-Caprais (Voir ch. XII). La chose paraît cependant plus difficile à admettre que pour ce pré, à cause de l'importance de cette terre, étant donné surtout que l'oubli au sujet du pré fut réparé plus tard, tandis qu'il n'en fut jamais ainsi pour le domaine de M. de Glouton. Si la transformation de l'alleu roturier en franc alleu noble s'effectua, l'omission de Montredon au cadastre fut voulue et s'explique par ce seul fait.

M. de Glouton était propriétaire de Montredon bien avant l'établissement du cadastre de 1669. Comme pour la Rouaïssette, une surcharge du cadastre de 1571 porte en effet que « dame Marie de Ferrière, épouse de Messire Pierre de Glouton, trésorier, tenait le contenu au présent article de Étienne de Glouton, par contrat du 1<sup>er</sup> juillet 1615 retenu par Fons, notaire ».

M<sup>me</sup> de Glouton sollicitait en 1657 du Chapitre Saint-Sernin

1. Archives de Toulouse, AA 26, 159; et Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 55.

la faveur d'une chapelle pour son château de Montredon<sup>1</sup>, ce que le Chapitre lui accordait par délibération du 31 juillet 1657, « à condition qu'à la messe qui serait dite pour elle et ses domestiques ne pourraient assister ses métayers<sup>2</sup> ». On voulait quelques jours plus tard lui retirer cette faveur, sous prétexte « qu'il existait dans les mêmes conditions sur la paroisse Saint-Sernin une quinzaine de chapelles de ce genre », mais on recula devant l'odieux du procédé, et le privilège fut maintenu.

Montredon devint plus tard la propriété de l'hôpital de la Grave, car une Commission créée par arrêt du 30 décembre 1763 mettait ce domaine en vente avec d'autres appartenant également à l'hôpital, en vertu d'autorisations qui permettaient de procéder à ces aliénations jusqu'à concurrence d'une somme totale de 3.200.000 livres<sup>3</sup>.

Nous ne saurions dire si la Rouaïssette qui dépendait de Montredon fut également vendue. C'est bien à croire, car, au début de la Révolution, nous la retrouvons encore ne formant toujours qu'un même domaine avec ce dernier. L'un et l'autre appartenaient alors à Jean-Baptiste Dugarreau, ancien colonel. Celui-ci ayant émigré, on confisqua ses biens et on les mit en vente, selon la loi du jour. Montredon et la Rouaïssette, qui comprenaient ensemble 179 arpents 3 pugnérées 3 boisseaux 1/3, dont 124 dans le gardiage et le reste dans la commune de Belvèze, furent vendus le 16 fructidor an II (2 septembre 1794), au prix de 202.000 livres. Démouis, qui fut adjudicataire à ce prix, fit élection d'ami en faveur de François-Pascal Conil, cultivateur, demeurant à Narbonne et membre du Comité de surveillance de cette ville<sup>4</sup>.

La famille Conil resta propriétaire de ces deux métairies

1. Plusieurs papes avaient accordé au chapitre Saint-Sernin cette faveur que nulle chapelle ou église ne pût être établie, sur le territoire de cette paroisse, sans son agrément. Voir les bulles d'Innocent II et d'Alexandre III à l'appendice du Cartulaire de l'abbaye publié par M<sup>gr</sup> Douais.

2. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, n° 216, Délibérations des 4 et 6 août 1657.

3. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 129.

4. *Ibid.*, série Q, registre *Vente des biens nationaux de seconde origine*, District de Toulouse, du 1<sup>er</sup> au 22 fructidor an II, et Tables, n° 359.



pendant près de trois quarts de siècle. Elle vendit d'abord la Rouaïssette, qui fut achetée par le grand-père de M. Henri Théron de Montaugé. C'est ce dernier qui en est aujourd'hui propriétaire.

Les bâtiments de la Rouaïssette servent actuellement de laiterie. Le nom tend à se transformer en celui de *Rouaïsset* ; on dit, en effet, couramment aujourd'hui : allons à *Rouaïsset*, et non allons à la Rouaïssette.

Il y a peu d'années, M. Givelet, qui avait épousé une demoiselle Conil, vendait Montredon à M. Lagèze. Celui-ci en est actuellement propriétaire.



CHATEAU DE GRAMONT

(Cl. de M. Delmas.)



LALANDE ACTUELLE.

(Cl. de M. G. Donat.)

## CHAPITRE XI.

### Les quartiers du gardiage du capitoulat de Saint-Pierre

Quartiers compris entre l'enceinte de la ville et le canal de Languedoc. — Quartiers situés sur la rive droite du canal. — Quatre sections : 1<sup>o</sup> Entre le chemin de Launaguet et la route de Fronton; 2<sup>o</sup> de cette dernière à la route de Paris; 3<sup>o</sup> entre cette route et le canal Latéral; 4<sup>o</sup> du canal latéral à la Garonne.

Les quartiers de la partie occidentale de la Grande-Lande ou du capitoulat de Saint-Pierre nous sont plus étrangers et, dès lors, moins connus que ceux de la partie orientale ou du capitoulat de Saint-Sernin, dont la plupart forment notre paroisse. Nous devons cependant au lecteur quelques détails les concernant qui sont le résultat de nos recherches. Le plus grand nom-

bre de ces quartiers forma en 1772 la paroisse de Lalande qui prit, sur celle de Saint-Sernin, toute la partie de territoire du capitoulat de Saint-Pierre située sur la rive droite du canal du Midi, comme le fit celle de Croix-Daurade pour le gardiage du capitoulat de Saint-Sernin.

De même que pour cette dernière, remontant à une époque bien antérieure, nous ferons connaître les quartiers compris entre l'enceinte de la ville et le canal, parce qu'ils faisaient partie de la Grande-Lande. Nous embrasserons ainsi l'entier gardiage du capitoulat de Saint-Pierre-des-Cuisines dont la totalité entre dans notre cadre.

## I.

### QUARTIERS DU CAPITOULAT DE SAINT-PIERRE SITUÉS ENTRE L'ENCEINTE DE LA VILLE ET LE CANAL DE LANGUEDOC.

Les quartiers du gardiage du capitoulat de Saint-Pierre situés entre l'enceinte de la ville et le canal du Midi étaient, en allant de l'est à l'ouest, ceux d'Arnaud-Bernard, de las Croses et du Bazacle.

I. *Quartier d'Arnaud-Bernard hors ville.* — Ce quartier s'étendait en avant de la porte Arnaud-Bernard. Le côté du levant appartenait au capitoulat de Saint-Sernin. Le côté occidental faisait partie de celui de Saint-Pierre. Le chemin de Launaguet, partant de la porte Arnaud-Bernard, formait, en effet, la ligne divisoire des deux capitoulats.

La Chanson de la Croisade, qui nous fournit de précieuses indications sur les anciennes portes de la ville, signale les principaux seigneurs auxquels fut confiée la garde de cette porte au printemps de 1219.

« Tenen la barbacana d'Arnaud-Bernard formens <sup>1</sup>. »

« La porte reconstruite plus tard, nous dit M. de Lahondès, présentait, comme la plupart des autres portes de la ville, les

1. Vers 9482.



formes que l'on remarquait encore, il y a une cinquantaine d'années, à celle du palais, dite l'Inquisition : tour carrée de briques avec mâchicoulis et créneaux, percée par une porte en tiers-point munie d'une herse <sup>1</sup>. » Nous avons donné le dessin de la porte Arnaud-Bernard, d'après le *Vieux Toulouse disparu* de Mazzoli, au chapitre ix. Les Annales manuscrites de la ville nous apprennent qu'en 1732 « les capitouls firent démolir quelques vieux restes de fortifications qui étaient à la porte d'Arnaud-Bernard » parce qu'ils menaçaient une chute prochaine. La porte fut cependant conservée. Les capitouls de cette année y firent apposer leurs huit blasons, ainsi que l'écu royal ; cette porte, nous dit Catel, est appelée dans quelques titres la *porte de Montauban*.

Du Rosoi ajoute qu'en cette même année 1732 « on fit démolir quelques vieilles mesures au-devant de la dite porte qui en rendaient l'entrée étroite et difficile. On fit aussi réparer le chemin qui va de là au pont du canal, la pente en étant très rude <sup>2</sup> ».

Au témoignage de du Mège la herse existait encore en 1814 et la tour ne fut démolie qu'en 1826.

Il existait anciennement dans la partie occidentale de ce quartier une léproserie qui fut, au dire des historiens, une des plus importantes de la ville, sinon la plus considérable. On l'appelait la *maladrerie d'Arnaud-Bernard*. Les léproseries se nommaient *maladreries*, parce qu'on appelait *ladres* les lépreux. Ceux-ci portaient également le nom de *mésels*, *méseux*, ce qui explique qu'on donnât aussi aux maladreries le nom de *misellaricæ* <sup>3</sup>.

MM. Desazars de Montgailhard, Lapierre et Saint-Charles, dans le texte du *Vieux Toulouse disparu* de Mazzoli, affirment sur des documents, que les consuls « achetèrent, en 1181, à un bourgeois du nom d'Arnaud-Bernard, un vaste pré, afin

1. M. de Lahondès, *Le vieux Toulouse* (*Express du Midi*, dimanche 5 juillet 1909).

2. *Annales de la ville de Toulouse*, t. IV, Supplément, p. 66.

3. Du Cange, au mot *Miselli*.

d'y installer cette léproserie ». C'est ce qui motiva la dénomination de maladrerie d'Arnaud-Bernard. Cette maladrerie était du nombre des sept léproseries de Toulouse auxquelles Jean de Médunca, maître des œuvres royales de la sénéchaussée de cette ville, légua une part de sa fortune par testament du 22 novembre 1316<sup>1</sup>.

Il résulte de plusieurs documents, cités par M. le docteur Cuguillère, que la maladrerie d'Arnaud-Bernard subsista pendant plusieurs siècles et qu'elle fut l'objet de nombreuses libéralités de la part d'autres personnes charitables qui lui firent don également de quelques-uns de leurs biens. — (Voir au chapitre II les biens fonds dont elle était propriétaire, dans la Grande-Lande, en 1571.)

Le cadastre du capitoulat de Saint-Pierre de l'année 1571 signale cette maladrerie et précise l'endroit du gardiage où elle se trouvait. On y lit : « La maladye de Arnaud-Bernard qu'est hors la porte près le couvent de Saint-Roch, entre deux chemins faisant pointe, confrontant avec les dits chemins qui de la porte vont à Saint-Roch, contenant ung arpent ung boysseau et demi, laquelle n'a point esté estimée<sup>2</sup>. »

Les deux chemins faisant pointe étaient l'un le chemin allant de la porte d'Arnaud-Bernard au pont de Launaguet, marqué TV sur la carte du gardiage (voir ch. iv), et l'autre un chemin qui partait de la même porte, passait là où se trouve la rue de Toul actuelle et suivait à peu près la direction de la rue des Prés. Ce dernier allait rejoindre le précédent au point où commence aujourd'hui le boulevard de la Marquette<sup>3</sup>.

Observons que les possessions du deuxième moulon, lequel se composait de tout le territoire compris entre ces deux chemins, sont signalées au cadastre en commençant à la dite pointe et en allant du nord au sud. La maladrerie qui formait le premier article de ce moulon était donc établie sur une étendue de

1. Dr Cuguillère, *Lépreux et léproseries de Toulouse*, p. 16.

2. Archives de Toulouse, CC, n° 1772.

3. Dr Cuguillère, *Les lépreux et les léproseries de Toulouse*, p. 12 et plan. Voir également le plan de Saget où les deux chemins se trouvent indiqués.

terrain d'un arpent 1 boisseau 1/2, à partir de cette extrême pointe. C'est là, d'ailleurs, exactement que l'indique le plan de Saget. Elle se trouvait, par conséquent, le long et à l'ouest du chemin de Launaguet, à l'endroit actuellement occupé par le magasin à voitures de M. Pons et en remontant vers le lieu où l'on bâtit le pont des Minimes, quand fut creusé le canal du Midi.

Cette léproserie existait encore un siècle plus tard. D'Aldéguier parle, en effet, d'un titre de 1656 la concernant et qu'il assure avoir vu aux archives de la ville. C'était la requête que deux lépreux, récemment nommés *Mayrals* de cette léproserie, adressèrent aux Capitouls, pour demander confirmation de leur nomination<sup>1</sup>.

La lèpre ayant notablement diminué au dix-septième siècle et à peu près disparu au dix-huitième, les maladreries furent supprimées. Un arrêt du Conseil privé du roi de l'année 1696 porta en conséquence « union à l'hôpital des incurables de Toulouse des revenus et des biens de l'hôpital de Sainte-Radegonde et des maladreries d'*Arnaud-Bernard*, de Saint-Cyprien et de Saint-Michel<sup>2</sup> ».

Quatre ans plus tard, en l'année 1700, au dire des auteurs du *Vieux Toulouse disparu*, les bâtiments de la léproserie furent démolis. On dut cependant en laisser subsister quelques parties, puisque Saget indiquait encore « la maladrerie » sur son plan de la ville de Toulouse du 21 juin 1771.

II. *Quartier des Croses ou de las Croses*. — La partie hors ville de ce quartier était située en avant de la porte des Croses, là où sont bâties actuellement les casernes monumentales, en bordure nord du boulevard Lascrosses. La porte se trouvait dans la partie la plus reculée du bourg, près du clos des Chartreux. Le quartier et la porte avaient pris le nom du terroir, en latin *Crosa*.

1. *Hist. de Toulouse*, t. III, p. 583, notes.

2. Dr Cuguillère, *Les léproseries de Toulouse*, p. 21, d'après des titres des archives de l'Hôtel-Dieu.



Catel affirme qu'il était fait mention de ce terroir dans l'acte de donation du village de Saint-Pierre-des-Cuisines par la comtesse de Toulouse Almodis et son fils Guillaume à l'abbé de Moissac. D'après ce titre, le village allait « *usque ad locum qui dicitur Crosa*<sup>1</sup> ». La donation eut lieu en 1067<sup>2</sup>.

La charte n° 86 (année 1159) du cartulaire de l'abbaye de Saint-Sernin vient confirmer que ce nom appartenait bien au terroir. Il y est question d'un jardin qu'on déclare être situé à « *las Crosas* ». « Lorsque Tolose estoit divisée en douze parties, dit Catel, l'une des parties du bourg estoit appelée *Partita Crosarum*<sup>3</sup>. » Limitée par les quartiers d'Arnaud-Bernard et du Bazacle, elle était représentée au Conseil de ville par son capitoul propre, qu'elle nommait comme les autres parties.

« La porte des Croses, écrivent les auteurs du *Vieux Toulouse disparu*, n'ayant devant elle aucun chemin de communication avec la campagne, n'était précédée d'aucun travail de défense. » Ceci explique que parfois les capitouls l'aient laissée fermée et même murée. Cependant, comme on aboutissait par là au Pré-de-Sept-Deniers, ils la firent rouvrir quand on se vit contraint d'isoler les pestiférés dans des baraquements construits, à cet effet, sur ce vaste communal et dans le « Prat Carbonnel ». Ce dernier était appelé pour ce motif « Pré des pestiférés », dans le cadastre de 1690<sup>4</sup> (Voir chap. III).

La tour qui surmontait la porte des Croses était louée, comme plusieurs autres, moyennant une faible redevance. Les comptes de la ville en témoignent expressément pour les années 1564 et 1565. « Les mêmes registres, ajoute le *Vieux Toulouse disparu*, portent qu'en 1601, l'habitation de cette tour n'était guère commode, car elle était ouverte et sans portes. On y fit plus tard des réparations (1620-1631), et en 1645, nous lisons que la tour « qu'est sur la dicte porte des Croses est

1. *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 234.

2. Du Mège, *Histoire des Institutions de la ville de Toulouse*, t. IV, p. 588.

3. *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 234.

4. Archives de Toulouse, Cad. 1690, Capitoulat de Saint-Pierre, banlieue.

tenue par l'exécuteur de la haute justice pour son habitation. » C'est pour cela que le peuple la nommait « la tour du bourreau ». Nous en donnons ci-après le dessin d'après Mazzoli.

« Postérieurement à 1784, disent les auteurs du *Vieux Toulouse disparu*, on assigna au bourreau un autre logement. »



LA PORTE DES CROSES OU LA TOUR DU BOURREAU.

(D'après Mazzoli.)

Ainsi, il habita d'abord la tour voisine d'Arnaud-Bernard, et plus tard la maison qui fut construite sur l'emplacement de cette tour.

III. *Quartier du Bazacle*. — C'est ainsi qu'on appelait à la fin du douzième siècle des moulins et un château existant alors dans ce lieu. Le château appartenait à Guillabert et à Gentille sa femme. Les consuls s'en rendirent acquéreurs en 1204. Les moulins avaient été bâtis par des pariers sur la Motte-Saint-Hilaire, à eux baillée à fief par le prieur des Bénédictins de la Daurade. « Ces religieux, dit M. de Lahondès, jouissaient de la possession des ports de la Garonne depuis la Motte-Saint-Hilaire jusqu'au château de Saint-Michel, en vertu d'une dona-

tion de Charles le Chauve, qui fut renouvelée par le comte de Toulouse Raymond V en 1190. » Le même auteur nous apprend que la mise en fief avait été faite « à charge de payer tous les ans à ces religieux 35 setiers 2 pugnérées et 5 boisseaux de blé, avec un écu d'or pour chaque vente d'un uchau du moulin lorsqu'il viendrait à se vendre. Uchau de *octo* huitième<sup>1</sup> ».

Mais quelle était l'origine et la signification du nom de Bazacle? « Je crois, dit Catel, que ce nom de Bazacle fut donné à ces moulins d'autant qu'ils estoient près d'un château que l'on nommait *Castrum Badacli* ou *de Badaclo*. » Il ajoute : « Les mêmes capitouls de Tolose achetèrent aussi en l'an 1222 le pont que l'on appeloit du Bazacle ; je ne scay si ce mot de *Badaclum* vient de ce que peut-être il y avoit en cet endroit un petit gué, car ce mot latin *Vadum* signifie un gué et *Vadaclum* peut être expliqué un petit gué<sup>2</sup>. »

M. de Lahondès est plus affirmatif. Pour lui, l'existence du gué ne fait aucun doute. « Il était établi, dit-il, sur des bancs de marne très visibles aux basses eaux et pouvait faciliter aux assaillants l'entrée dans la ville. C'est pour se défendre contre ce danger que le château avait été construit, et plus tard le moulin de nouveau fortifié.

« C'est par ce gué que le comte Raymond VI entra dans la ville au soir du 13 septembre 1217... Les Toulousains remplacèrent le gué par un pont de bois nouvellement construit, dit la Chanson<sup>3</sup>. » « Il n'en est jamais question, dit M. de Malafosse, avant ce passage de la Chanson. Il dut être construit en 1219 pour couvrir le gué dans toute son étendue<sup>4</sup>. » Le pont, d'ailleurs, ne se maintint pas longtemps, et M. de Malafosse ajoute que Catel qui avait vu ses ruines a eu tort de les dater des Romains.

Le moulin existait déjà au douzième siècle, car la charte

1. *Le vieux Toulouse* (*Express du Midi* du 27 décembre 1908).

2. *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 233.

3. *Le vieux Toulouse* (*Express du Midi* du 27 décembre 1908).

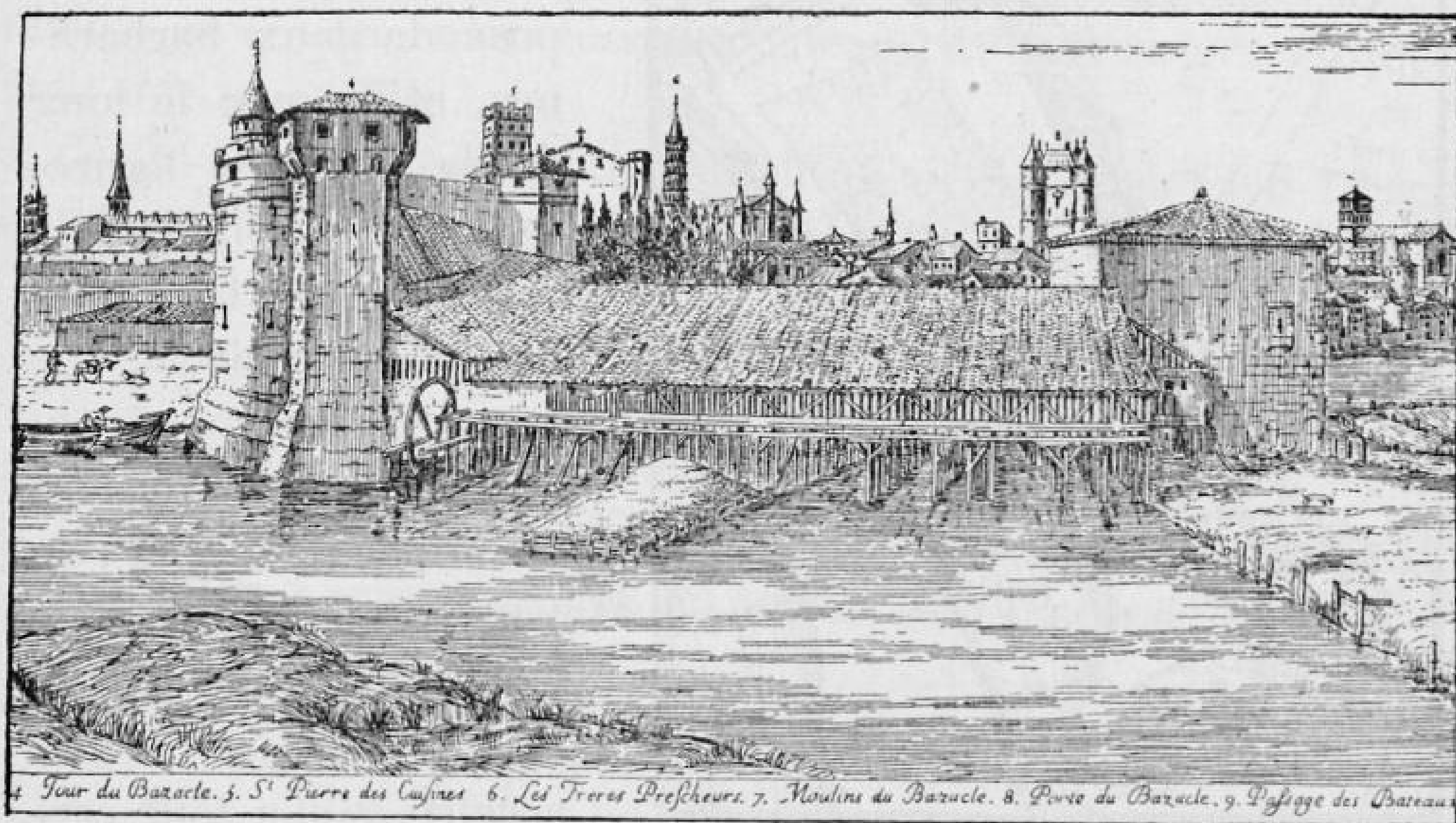
4. *Notes d'Archéologie et d'Histoire*, pp. 90 et 165.



n° 547 du cartulaire de Saint-Sernin parle du loyer « *del molin supra ripam Garumne del Badagle* »... Cette charte n'est pas datée, mais il ne faut pas perdre de vue qu'elle doit être antérieure au treizième siècle, puisque le cartulaire ne dépasse pas l'année 1200.

M. de Lahondès nous fait connaître les grandes lignes de l'histoire de ce moulin. Nous lui laissons la parole :

« Le moulin fut presque entièrement ruiné par une inonda-



LE BAZACLE.

D'après la gravure de Collignon, 1642. (Fac-simile par M. Edmond Cabié.)

tion en 1427, et les capitouls donnèrent 250 livres au prieur de la Daurade pour l'aider à le rebâtir.

« Lorsque, au moment des guerres de la Réforme, plusieurs domaines ecclésiastiques furent vendus avec la permission du Pape, les pariers achetèrent le moulin du Bazacle, et depuis il n'a cessé d'appartenir à une Compagnie d'actionnaires.

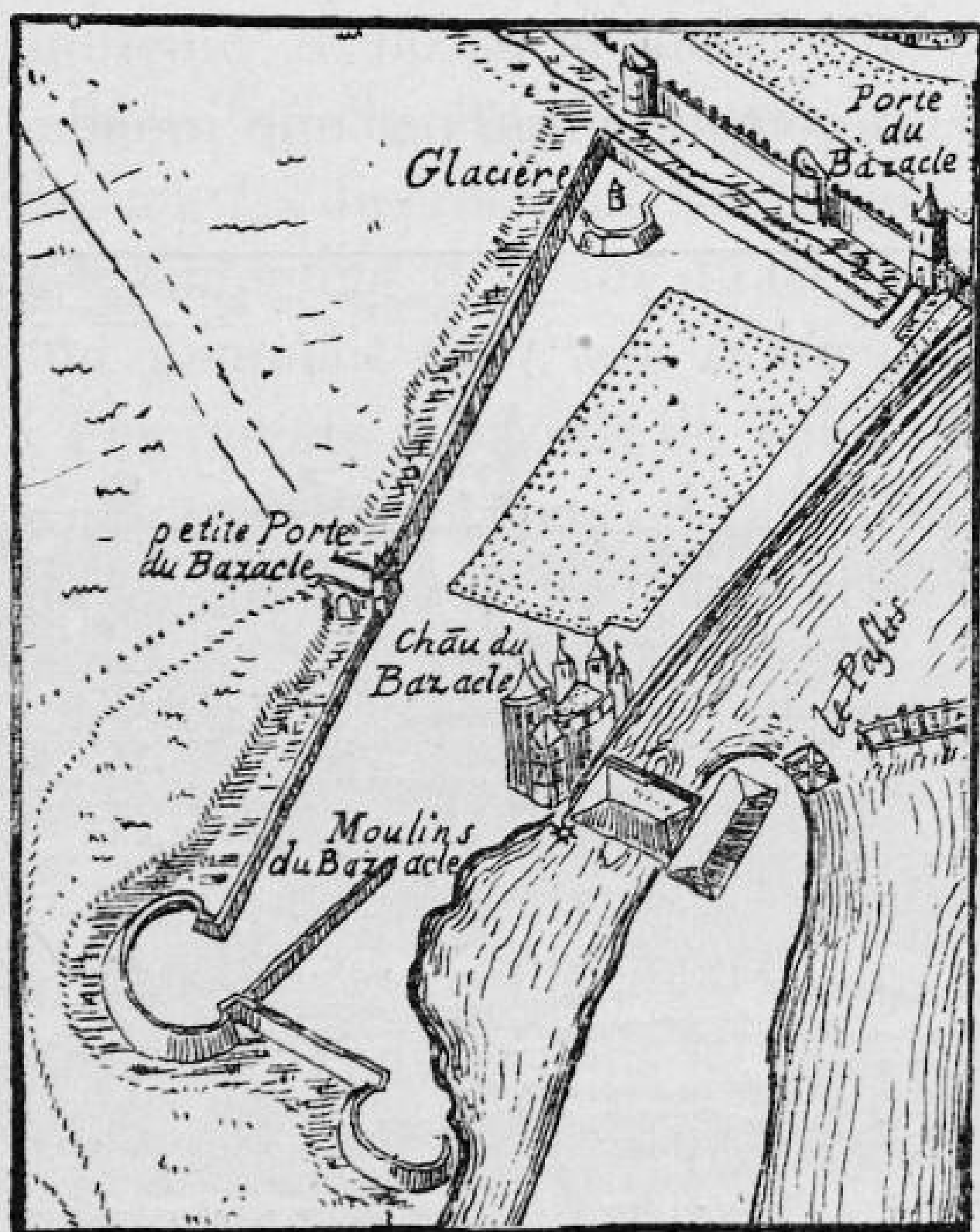
« Dans les premiers jours d'octobre 1536, une nouvelle inondation, qui fit de grands ravages dans la campagne, enleva de nouveau le moulin presque en entier. Mais il n'était construit alors qu'en pans de bois sur pilotis et il fut encore rétabli de même comme on le voit sur la gravure de Collignon, buri-née en 1642.

« Lorsqu'en 1542, on redouta une invasion des troupes de Charles-Quint, qui faisait en Espagne de nouvelles levées, les capitouls augmentèrent l'arsenal de neuf pièces d'artillerie et firent construire un grand bastion qui couvrit en aval le moulin du Bazacle. Ils firent élever en même temps, sur la rive du

fleuve, un mur fortifié depuis le moulin jusqu'au port de Bidou.

« Le bastion, composé de deux barbicanes, et le mur le long de la Garonne figurèrent sur les plans de la ville jusqu'à la fin du dix-huitième siècle.

« Des fragments du château se montraient encore de même, et l'on voit sur la gravure de Collignon une tour ronde avec créneaux accolée à une tour carrée. Elles sont remplacées aujourd'hui par le pavillon qui se dresse



CHATEAU ET MOULIN DU BAZACLE.

(D'après le plan de Toulouse par Jouvin de Rochefort.)

à l'est de la longue construction du moulin. A l'extrémité de l'ouest, un autre pavillon carré, moins haut et plus large, tient la place de celui qui, avec les deux tours, flanquait la construction de bois.

« Le moulin du Bazacle a été entièrement reconstruit de nos jours en belle maçonnerie. Une usine d'électricité et une fabrique de glace artificielle empruntent leur force, avec le moulin, à la chaussée hardie qui coupe le fleuve en biais et qui passa longtemps pour la plus belle de l'Europe<sup>1</sup>. »

Le Bazacle, au témoignage de Moréri, dans son *Diction-*

1. *Le vieux Toulouse* (*Express du Midi* du 27 décembre 1908).

*naire historique*, était une des quatre choses remarquables de Toulouse, d'où le proverbe :

La Belo Paulo, Sant-Sarni,  
Le Bazacle et Mateli.

Du Mège fait observer que le dicton populaire du quinzième siècle, en mettant ainsi le Bazacle au nombre des objets les plus remarquables de Toulouse, n'avait peut-être pas en vue le moulin de ce nom, mais bien le château bâti tout auprès et qui était une merveille<sup>1</sup>.

Ce fut dans le quartier du Bazacle qu'on établit en 1768-1777 la plus grande partie du canal Saint-Pierre ou de Brienne. (Voir chap. v.)

## II.

### QUARTIERS DU GARDIAGE DU CAPITOULAT DE SAINT-PIERRE SITUÉS SUR LA RIVE DROITE DU CANAL DE LANGUEDOC.

Le territoire de ces quartiers peut être divisé en quatre sections : la première, comprise entre le chemin de Launaguet et la route de Fronton ; la deuxième, de cette route à la route de Paris ; la troisième, entre cette route et le canal latéral et la quatrième du canal latéral à la Garonne.

I. QUARTIERS SITUÉS ENTRE LE CHEMIN DE LAUNAGUET ET LA ROUTE DE FRONTON. — On en compte quatre ; ce sont, en allant du nord au sud, les quartiers de la Bonne, du Séminaire, des Orioles et de la Vache.

1<sup>o</sup> *Quartiers de la Bonne et du Séminaire.* — A l'ouest du chemin de Launaguet et au nord d'un petit chemin menant de ce dernier à la route de Fronton et nommé chemin du Séminaire, se trouvent les quartiers du Séminaire et de la Bonne. La Bonne était avant la Révolution la maison de campagne du

1. *Hist. des Instit. de la ville de Toulouse*, t. IV, p. 593.



grand séminaire. La partie méridionale de ce terroir porte encore pour ce motif le nom de « *Grand Séminaire* ». La partie septentrionale a conservé le nom de « *la Bonne* ». Celle-ci doit cette appellation à Pierre Labonne, notaire royal, qui en était propriétaire en 1571, ainsi que l'atteste le cadastre de cette époque<sup>1</sup>. Ce n'était là cependant qu'une partie des terres qu'il possédait dans ce tènement. De l'autre côté du chemin de Launaguet et au nord de Fabié (voir ch. ix), dans le capitoulat de Saint-Sernin, Pierre Labonne avait aussi une pièce de terre de 19 arpents 2 pugnérées 5 boisseaux, allivrée à 1 livre 9 sols 5 deniers, et une *borde*, jardin, vigne, bois et terre d'une contenance de 32 arpents 1 boisseau  $\frac{3}{4}$  estimés terre moyenne et allivrés à 48 sols 1 denier<sup>2</sup>. En 1690, cette borde « *dite de la Bonne* » appartenait à Jean Boudes et ne comprenait plus que 28 arpents, dont 7 complantés en vignes. A côté se trouvait un champ de 5 arpents 2 pugnérées 6 boisseaux appartenant également à Jean Boudes, estimé terre moyenne et allivré à 2 sols 7 deniers  $\frac{1}{2}$ <sup>3</sup>. C'est ce qui restait des 19 arpents mentionnés dans le cadastre de 1571. Les autres s'étaient vendus.

La partie du domaine de la Bonne située sur le côté occidental du chemin de Launaguet et formant la maison de plaisance du grand séminaire fut vendue à ce titre, comme bien national, à l'époque de la Révolution. Le procès-verbal d'adjudication lui attribue une contenance de 19 arpents. La vente eut lieu le 6 janvier 1793. C'est Pierre Paul Calais qui resta adjudicataire au prix de 26.100 livres<sup>4</sup>. Ce domaine s'est depuis vendu en parcelles et M. Roux, propriétaire actuel de la Bonne, n'en possède guère que 3 arpents.

2° *Les Orioles*. — En face de Fabié, entre le chemin de Launaguet et la route de Fronton, longeant le chemin du Sémi-

1. Archives de Toulouse, Cad. 1571, Capit. de Saint-Pierre, CC, n° 1772.

2. *Ibid.*, Capit. de Saint-Sernin, moulon 10, CC, n° 1774.

3. *Ibid.*, cad. de 1690, Capit. de Saint-Sernin, banlieue.

4. Archives de la Haute-Garonne, registres, *Vente des biens nationaux de première origine*.

naire, se trouve le quartier des Orioles. Olivier Auriolle possédait dans ce local en 1571 un pré d'une pugnérée 1 boisseau et « une pièce de terre, *maison* et jardin d'une contenance d'un arpent 2 pugnérées<sup>1</sup> ». Ses descendants s'étant partagé ce petit domaine, on prit l'habitude d'appeler ce terroir « *les Auriolles* » qui a fait depuis « *les Orioles*. »

3° *Quartier de la Vache*. — Ce quartier est situé à l'ouest du chemin de Launaguet et à une petite distance au midi de celui du Séminaire. Il a son centre au point de jonction des fossés-mères de la Salade et de la Vache. Nous ne pouvons dire d'une façon absolument certaine pour quel motif ce quartier de peu d'importance a pris le nom de quartier de la Vache. Peut-être existait-il là anciennement un domaine appartenant au maître de l'hôtellerie de la Vache, dans le quartier de la Daurade, à « l'hoste de la Vacque », lequel avait une vache pour enseigne. Le peuple qui prit bientôt l'habitude d'appeler ainsi la rue dans laquelle était située l'hôtellerie pourrait bien également avoir donné ce nom au domaine rural, auquel le quartier l'aurait ensuite emprunté. Peut-être aussi « Jehan Calmet, laboureur à la Lande dict la Vacque », que le cadastre de 1571 signale comme possédant à cette époque, dans ce tènement, « une *maison*, jardin, prat, pièce de terre, le tout joignant contenant 5 arpents 2 boyssels estimés terre médiocre », fut-il cause qu'on donna le nom de « la Vacque », aujourd'hui la Vache, à ce quartier. Enfin, il existait dans la section suivante, au sud du communal de la Lande et face au quartier actuel de la Vache, une métairie appartenant aux religieuses de Saint-Pantaléon, à laquelle le cadastre de 1690 attribue une contenance de 37 arpents<sup>2</sup>, mais qu'il ne désigne par aucun nom. Cependant cette métairie, qui à l'époque de la Révolution appartenait encore aux mêmes religieuses, fut alors vendue comme bien national, sous le nom de « *métairie de la Vacque* ». Avait-elle pris ce nom du quartier voisin ou, le possédant déjà depuis longtemps sans que les

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1772, premier moulon.

2. *Ibid.*, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Pierre, banlieue.

cadastres la désignent jamais sous cette appellation, l'avait-elle donné au tènement? Nous l'ignorons, mais nous inclinons à croire que cette dernière hypothèse n'est pas fondée, car le cadastre de 1571, qui nous parle de « *Jehan Calmet dict la Vacque* », ne mentionne en aucune façon la métairie des religieuses de Saint-Pantaléon, signalée par le cadastre suivant de 1690, sans doute parce que celle-ci n'était pas encore formée. Il est donc plus probable que l'on aura primitivement appelé « la Vacque » le quartier où « *Jehan Calmet dict la Vacque* » était propriétaire et que plus tard ce nom sera passé à la métairie plus importante des religieuses de Saint-Pantaléon qui s'était formée dans la section voisine, en face des possessions de Jehan Calmet, le long et à l'ouest de la route de Fronton.

La métairie de la Vache fut vendue, à titre de bien national, le 24 juillet 1791 et adjugée à Bories au prix de 24,000 livres<sup>1</sup>. Le quartier a depuis conservé ce nom.

II. QUARTIERS SITUÉS ENTRE LE CHEMIN DE FRONTON ET LA ROUTE DE PARIS. — Cette section compte deux principaux quartiers. Ce sont, en allant du nord au sud, les quartiers de la Cadène et de Lalande.

1° *La Cadène*. — Ce nom est très ancien. Bertrandi fait de la Cadène un des faubourgs de Toulouse détruits par les Goths. Catel ajoute « car il y avait des faubourgs que l'on nomme *Barris* appelés de la Cadène, de Bellegarde, de Pech-David et de Saint-Pierre-des-Cuisines, lesquels lieux se trouvent bien éloignés de Tolose, car le lieu de la Cadène est à demy lieue de Tolose<sup>2</sup> ». On ne saurait penser que le savant historien ait voulu parler ici du moulon de la Cadène, situé près du Peyrou et du pré comtal et qui se trouvait dans le *bourg*. Il s'agit en effet du « *barri de la Cadène* situé à demy lieue de Tolose ». Ne nous étonnons pas que Catel ne le déclare distant que d'une « demy lieue », car dans le même passage il s'oc-

1. Archives de la Haute-Garonne, registres, *Vente des biens nationaux de première origine*.

2. *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 113.



cupe aussi de la Lande qu'il déclare n'être éloignée que d'un quart de lieue. Or, la Cadène se trouve au nord de Lalande et par suite à une plus grande distance de la ville.

Catel ajoute que de son temps il y avait dans ce quartier une maison appartenant à un conseiller du Parlement : « où l'on voit ores une maison qui appartenait à feu M. Raymond, conseiller à la Cour, qu'on appelle *la Cadène*<sup>1</sup>. » La métairie avait donc pris le nom du terroir où Bertrandi affirme qu'existait autrefois un des faubourgs de Toulouse.

Le cadastre de 1550 du capitoulat de Saint-Pierre nous apprend que cette borde, qui contenait alors 87 arpents 1 pugnérée 7 boisseaux et était estimée « la moitié médiocre et le reste bonne terre », appartenait à noble Jehan de Flaugiac, héritier de M. de Flaugiac, conseiller au Parlement<sup>2</sup>.

En 1690, la Cadène était la propriété des Religieuses hospitalières. Le cadastre de cette époque leur attribue « une maison, métairie et enclos, vignes, bois et terres labourables, contenant tout en une pièce 52 arpents 2 pugnérées 3 boisseaux<sup>3</sup> ».

Cette métairie n'avait plus que 41 arpents à l'époque de la Révolution et appartenait encore aux mêmes religieuses. Vendue comme bien national le 21 avril 1793, la Cadène fut adjugée à Marie-Joachim Péletan au prix de 38.200 livres. Celui-ci fit le même jour élection d'ami en faveur de Jean-Joseph-Marie Doniès aîné, habitant à Toulouse rue des Filatiers<sup>4</sup>.

2° *Lalande*. — C'est le nom du quartier au centre duquel se trouve bâtie l'église de Lalande, sous le vocable de Sainte-Madeleine. Ce nom lui est venu d'un vaste communal nommé la Lande, sur lequel fut construite cette église en 1775. Catel paraissant accepter l'opinion de Bertrandi sur les *barris* de la ville s'étendant au loin écrit au sujet de ce quartier les lignes suivantes : « J'ai remarqué aussi dans les anciennes recognois-

1. *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 113.

2. Archives de Toulouse, CC<sup>2</sup>, n° 1750.

3. *Ibid.*, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Pierre, banlieue.

4: Archives de la Haute-Garonne, registres, *Vente des biens nationaux de première origine*.

sances qu'il y avoit sur le grand chemin d'Arnaud-Bernard à Montauban, à l'endroit où est un pâturage commun qu'on appelle *comminal*, à un quart de lieue de Tolose, lequel terroir est appelé à la Lande, *alias* coste le roc *ubi erat antiquitus hospitium lupanaris*, laquelle confrontation se trouve dans deux recognoissances faictes à l'abbé de Saint-Sernin, es années 1459 et 1466<sup>1</sup>. » Voulant prouver le bien fondé des assertions de Bertrandi, il ajoute que cette maison de débauche « estoit anciennement en ce lieu là, assez éloigné de Tolose, et partant que les faubourgs de Tolose devoient aller jusques là ».

Le communal auquel le cadastre de 1690 attribue une contenance de 114 arpents 2 pugnérées fut vendu presque en entier durant la Révolution, et le cadastre Grand-Voinet témoigne qu'il n'en existait plus devant l'église de Lalande, à la fin de cette dernière, qu'une pugnérée 4 boisseaux  $3/4$ <sup>2</sup>.

Les officiers du domaine en plusieurs circonstances avaient contesté à la ville la propriété de ce communal; mais celle-ci triompha devant le Bureau des finances et en appel au Parlement. (Voir ch. III, ce qui concerne le procès des communaux.)

III. QUARTIERS SITUÉS ENTRE LA ROUTE DE PARIS ET LE CANAL LATÉRAL. — Le territoire situé entre la route de Paris et le canal Latéral comprend, en allant du nord au sud, les quartiers de : Lacourtensourt, La Levrette, l'écluse de Lalande, Fondayre, Maury, Gramat, Larade, la Salade, Castille, Martel, les Minimes, le Prat-long, Notre-Dame, le Béarnais et l'Embouchure.

1<sup>o</sup> *Lacourtensourt*. — Au nord de cette section se trouve le quartier de Lacourtensourt, anciennement « *court-en-sourt* ». Une très petite partie emprunte le territoire de Toulouse. La majeure part dépend des communes de Fenouillet et d'Aucamville. Nous ne connaissons pas l'origine de ce nom.

1. *Mémoires de l'Hist. de Languedoc*, p. 113.

2. Archives de Toulouse, Cad. Grand-Voinet, section de Lalande.

2° *La Levrette*. — Ce quartier n'est qu'une langue de terre très allongée qu'enserrent la route de Paris et le canal Latéral. Nous ignorons pour quel motif il est ainsi appelé.

3° *L'écluse de Lalande*. — Cette dénomination s'explique par la proximité du quartier de Lalande.

4° *Fondayre ou général Pourcet*. — Ce quartier porte ainsi les noms de deux propriétaires, l'un ancien l'autre récent, d'un des principaux domaines qui s'y trouvent situés.

En 1690, Pierre de Fondayre, écuyer, y tenait « une *maison*, enclos, pâtus, bois et vigne, où il y avait un pigné, confrontant du levant le chemin qui va de Toulouse à la Court-en-sourt et Grenade, contenant en tout 60 arpents 6 boisseaux, savoir : en terre 47 arpents 2 boisseaux; en vigne 8 arpents 2 pugnérées; en pré 3 arpents 4 boisseaux; en bois 1 arpent 1 pugnérée 6 boisseaux  $\frac{2}{3}$ <sup>1</sup> ». Le même cadastre signale en outre, comme appartenant à Pierre Fondayre, 6 pièces de terre isolées dont la contenance totale s'élevait à 25 arpents 1 boisseau  $\frac{1}{2}$ .

Les surcharges du cadastre signalent une vente de 22 arpents 3 pugnérées faite par noble Pierre de Fondayre écuyer à Pierre Asté, le 2 décembre 1732, et de nombreuses mises en fief effectuées en 1754, mais ces dernières ne concernaient que des parcelles de minime importance.

La famille du général Pourcet acheta le domaine de Fondayre et c'est encore une fille du général, M<sup>me</sup> la vicomtesse de la Bélissue, qui en est actuellement propriétaire.

5° *Maury*. — Au sud de Fondayre et le long de la route de Paris est situé le quartier Maury. Il doit son nom à Etienne Maury qui possédait dans ce local en 1759 une *maison*, enclos, terre, vignes et pré d'une contenance de 7 arpents 6 boisseaux.

C'est messire Jean de Parade, président au Parlement, que le cadastre de 1690 nous signale comme en étant alors propriétaire. Pierre Dader s'en rendait acquéreur le 11 juin 1704 et

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1690, Cap. de Saint-Pierre, banlieue.



Etienne Maury, maçon et architecte, l'achetait à demoiselle Pérès le 1<sup>er</sup> avril 1759.

Pierre Maury, architecte du roi, qui en était propriétaire en 1787 l'augmentait alors de 5 pugnérées 6 boisseaux, grâce à l'élection d'ami faite en sa faveur par le praticien Sabatou, auquel la ville avait précédemment inféodé cette contenance<sup>1</sup>.

C'est encore à Pierre Maury qu'appartenait ce petit domaine à la fin de la Révolution, car le cadastre Grand-Voinet lui attribue (n° 586) « au tènement de (.....) 2 arpents 7 boisseaux » et (n° 587) « au même lieu que dessus, une *maison*, pigeonnier, four, jardin, vigne, terre, bois et autre terre contiguë, le tout d'une contenance de 9 arpents 1 pugnérée 7 boisseaux 5/8<sup>2</sup> ».

Le tènement qui ne portait pas encore de nom, le vide de la parenthèse l'établit, s'est depuis appelé Maury.

6° *Quartier de Gramat*. — L'origine de ce nom nous est inconnue.

7° *Larade*. — Au sud du quartier Maury et sur le côté occidental de la route de Paris se trouve le quartier de Larade. Malgré nos recherches, il nous est impossible de fournir le moindre renseignement sur le nom de ce quartier. Bertrand de Larade, chansonnier de talent, né en 1581, aurait-il possédé quelques fonds à ce local et lui aurait-il laissé son nom? Nous n'en avons aucun indice; mais cela est possible. Etant donné qu'il naquit après la rédaction du cadastre de 1571 et qu'il était mort quand on dressa celui de 1690, on s'expliquerait bien de la sorte que son nom n'y figure point.

8° *La Salade*. — Le quartier de la Salade a pris le nom des fourches patibulaires existant anciennement à la pointe de terrain formée par la route de Paris et le chemin de Fronton, sur un vaste communal. On appelait, en effet, ces fourches *la Salade*. (Voir ch. VIII.)

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Pierre, faubourgs et banlieue.

2. *Ibid.*, Cad. Grand-Voinet, section de Lalande.

9° *Castille*. — Au sud-ouest de Larade et le long du canal Latéral est situé le quartier de Castille ou Castillon qui doit cette appellation à la famille Castille. Le cadastre Grand-Voinet nous signale cette famille comme propriétaire dans ce local : « au tènement de (.....). » Les n<sup>os</sup> 585, 1042, 1054, 1096, 1094, 1185 sont relatifs à des champs appartenant à Antoine Castille et à Pierre Castille. D'autres s'appliquent aux possessions de Et. Castille, Baptiste Castille et Barthélemy Castille. Tous ont pour objet des champs de petite contenance. Le n<sup>o</sup> 1054 est afférent à la *maison* des Castille, située dans le voisinage du Pré-de-Sept-Deniers. Le tènement qui n'avait encore aucun nom, ainsi que le prouve le vide de la parenthèse, fut par la suite appelé Castille ou Castillon.

10° *Martel*. — Ce quartier est situé au sud-est de Castille, entre Larade et la Salade. Il nous est impossible de fournir aucun renseignement au sujet de ce nom.

11° *Les Minimes*. — Ce quartier appartenait par moitié à chacun des deux capitoulats de Saint-Sernin et de Saint-Pierre, car le vieux chemin de Launaguet qui formait la ligne divisoire des deux capitoulats le traversait dans toute sa longueur. La partie orientale était située dans le capitoulat de Saint-Sernin et la partie occidentale dans celui de Saint-Pierre. C'est dans ce dernier et attenant à l'église de Saint-Roch que se trouvait le couvent des Pères Minimes de Saint François de Paule. D'après les *Annales manuscrites de l'Hôtel-de-Ville*, l'église de Saint-Roch fut construite en 1392 hors la porte Arnaud-Bernard « en l'honneur de Dieu et invocation de saint Roch ». Le 8 mai 1503 messire Laurent Alamand, évêque de Grenoble, et abbé de Saint-Sernin, bâtit et fonda tout auprès un couvent de l'ordre des Minimes de Saint François de Paule et rebâtit l'église. Du consentement de la ville il donna l'église et le couvent au bienheureux Père Saint François de Paule, alors vivant. Après la mort de ce dernier, ses religieux construisirent une chapelle carrée pour abriter ses reliques. C'est la sacristie actuelle de l'église des Minimes. « L'église, cloître, maison, enclos, jardin, vignes et terres » comprenaient tout d'un tenant, en 1690, 18 arpents

3 pugnérées 1 boisseau<sup>1</sup>. Le couvent et ses dépendances furent vendus comme biens nationaux à l'époque de la Révolution. Mis aux enchères en 3 lots, au commencement de fructidor an X, l'ensemble fut adjugé le 16 du même mois, après surenchère, à Laurent Fabre, négociant, au prix de 52.725 francs<sup>2</sup>. Le lecteur voudra bien se reporter au Chapitre ix, où il est aussi question de ce quartier.

12° *Le Prat-Long*. — Ce quartier, situé au nord-ouest de celui des Minimes, est ainsi appelé du nom d'un ancien communal qui se distinguait par sa grande longueur. La charte n° 139 du cartulaire de Saint-Sernin en fait mention : elle signale dans les environs une vigne d'un arpent. La charte n° 500, du mois d'août 1156, parle également d'un demi-arpent de plantier situé « *ad Pratum Longum* ». La charte n° 67 de l'Appendice (septembre 1181) se rapporte aussi à la mise en fief par l'abbé de Saint-Sernin d'un demi-arpent de plantier situé au même lieu : « *quod est ad Pratum longum.* »

Le cadastre de 1550<sup>3</sup> attribue au communal du Pré-long une contenance de 4 arpents. Celui de 1571 ne lui prête que 3 arpents 2 pugnérées 3 boisseaux qu'il déclare être « bonne terre<sup>4</sup> ». Ce fut le dernier communal inféodé par la ville, car il est le seul que signale le cadastre Grand-Voinet qui fut dressé dans les dernières années de la Révolution. Il lui attribue une contenance de 4 arpents 2 pugnérées 7 boisseaux  $\frac{3}{4}$ . Ce qui restait de tous les autres avait été vendu quelques années auparavant. (Voir ch. III.)

13° *Notre-Dame*. — A l'ouest du quartier des Minimes et au sud du Pré-long, là où se trouve actuellement le magasin à fourrages de l'armée, est situé le quartier Notre-Dame. Cette appellation est toute naturelle et procède des habitudes locales

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Pierre, banlieue.

2. Archives de la Haute-Garonne, registre de la *Vente des biens nationaux de première origine*, fructidor an X.

3. Archives de Toulouse, Cad. de Saint-Pierre, CC, n° 1750, p. 138.

4. *Ibid.*, CC, n° 1772.



qui faisaient donner très souvent aux divers quartiers le nom du principal propriétaire.

Le cadastre de 1571 du capitoulat de Saint-Pierre témoigne que « les bayles de *Notre-Dame de Montemang*, en l'église Saint-Sernin, tenaient illec une pièce de terre laborative, confrontant avec les chemins venant de la croix de Pescadoure tirant au Pré-de-Sept-Deniers et avec Bernard Despax, bourgeois, et avec un yeys allant de la porte des Croses au Pré-de-Sept-Deniers, contenant 3 arpents 6 boisseaux  $1/4$  estimée bonne <sup>1</sup> ».

Les bailes de *Notre-Dame-des-Brassiers* de Saint-Etienne y furent aussi propriétaires en 1614 et ceux de *Notre-Dame de la Nativité* en l'église de la Daurade y possédaient également une pièce de terre de 8 arpents 3 pugnérées 8 boisseaux  $1/2$ , estimée bonne <sup>2</sup>.

Il n'en fallait pas davantage pour que le quartier gardât le nom de Notre-Dame.

14° *Le Béarnais*. — A l'ouest du quartier Notre-Dame et le long du canal de Languedoc se trouve le quartier du Béarnais. Nous ignorons quelle fut l'origine de ce nom. Il est probable qu'un habitant du Béarn fixé à Toulouse aura acheté un domaine d'une certaine importance dans ce local et que, pour ce motif, ce dernier se sera ensuite appelé le Béarnais.

15° *L'Embouchure*. — Ce nom provient de l'embouchure du canal de Languedoc dans la Garonne, que Riquet établit sur ce point du gardiage quand il creusa ce canal. (Voir ch. v.)

IV. QUARTIERS DU GARDIAGE DU CAPITOULAT DE SAINT-PIERRE SITUÉS ENTRE LE CANAL LATÉRAL ET LA GARONNE. — Ces quartiers sont au nombre de dix-neuf. On les nomme, en allant du nord au sud : Saint-James, le pont de Rupé, la Sesquièrre, Lalane, Ginestous, Régniés, le Metgé, Leblanc, Nauvalette, Chaussas,

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1772, moulon 11.

2. *Ibid.*

Mandille, Chantelle, Candelié, Latour, Rabaudy, la Pescadoure, les Sept-Deniers, le Petit-Gragnague et Dortail.

1° *Saint-James*. — Ce quartier comprend la partie septentrionale de cette section située le long de la Garonne. Nous ignorons la provenance de ce nom.

2° *Le pont de Rupé*. — C'est le nom que porte le pont du canal latéral situé entre Saint-James et la Cadène. Derupé était propriétaire dans le premier moulon du gardiage du capitoulat de Saint-Pierre en 1571. Il y possédait 3 arpents 1 pugnérée 6 boisseaux de terre labourable de même qu'une « métairie bastie en terre contenant 13 arpents 3 pugnérées 5 boisseaux<sup>1</sup> ». Nous trouvons, en cela, l'explication de la dénomination du pont.

3° *La Sesquière*. — Au sud du pont de Rupé et à l'ouest de la Cadène se trouve le quartier de la Sesquière. Il doit son nom à M<sup>me</sup> de Lascesquière, propriétaire à ce local en 1690. Elle y possédait « une maison, jardin, bois, enclos, vignes, preys et terre, contenant en tout 99 arpents 2 pugnérées 6 boisseaux, savoir : terre 70 arpents 3 pugnérées 4 boisseaux ; vignes 19 arpents 3 pugnérées ; pré 7 arpents 3 pugnérées 5 boisseaux et bois 1 arpent 4 boisseau 1/2<sup>2</sup> ». Ce domaine porta plus tard le nom de Lalane.

4° *Lalane*. — Il existe à la Sesquière un château appelé Lalane et un peu à l'ouest de celui-ci une métairie qui porte le même nom. Ils ont pris l'un et l'autre le nom de Pierre Lalane qui était propriétaire à ce double local dans les dernières années de la Révolution<sup>3</sup>. Le château de Lalane ou de la Sesquière appartient actuellement à la famille Lafite qui en a hérité des Lalane.

5° *Ginestous*. — C'est là un des principaux quartiers de cette section. Nous ignorons la provenance de cette appellation.

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1772, Cad. de Saint-Pierre de 1571.

2. *Ibid.*, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Pierre, banlieue.

3. *Ibid.*, Cad. Grand-Voinet, section de Lalande.

6° *Le Metgé*. — Ce quartier est situé près de l'écluse de Lalande. Pas plus que pour le précédent, nous ne savons d'où lui vient cette dénomination.

7° *Régniés*. — Ce quartier est situé à l'ouest du Metgé. Il est ainsi appelé du nom de M. de Régniés, écuyer, qui tenait là, en 1690, « une maison, enclos, terres, pré, bois, d'une contenance de 33 arpents 3 pugnérées 5 boisseaux  $\frac{3}{4}$ <sup>1</sup> ». Régniés fait aujourd'hui partie du domaine de Lafite.

8° *Leblanc*. — Cette appellation remonte aux dernières années de la Révolution, car le cadastre Grand-Voinet, dressé à cette époque, nous signale à ce local de nombreuses possessions qu'il attribue à Gabriel-Marie-Catherine Leblanc, sous les n<sup>os</sup> 699, 755 *bis*, 948, 949, 952, 639, 640, etc.<sup>2</sup>. La partie située près du hameau de Ginestous a pris le nom de Loubers, quand M. Loubers en devint propriétaire, et la partie de Leblanc, située au bord de la Garonne, est nommée actuellement Bellerive. Elle fut achetée par M. Gatien-Arnoult, recteur d'Académie, dont les héritiers l'ont revendue à M. Couzinet, directeur du Crédit foncier à Toulouse, qui en est actuellement propriétaire.

9° *Nauvalette*. — Ce quartier est situé au sud de Loubers, le long de la rive gauche du canal Latéral. Nous ignorons la provenance d'une telle dénomination.

10° *Chaussas*. — Le quartier doit son nom à la métairie de Chaussas, possédée par les dames d'Andouin, à l'époque de la Révolution. Ce domaine, qui comprenait 55 arpents 2 boisseaux, fut vendu comme bien national le 14 avril 1793. C'est Jean-Joseph Babou, négociant à Toulouse, place de la Pierre, qui en fut déclaré adjudicataire au prix de 83.700 livres<sup>3</sup>.

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Pierre, banlieue.

2. *Ibid.*, Cad. Grand-Voinet, section de Lalande.

3. Archives de la Haute-Garonne, registres, *Vente des biens nationaux de première origine*.



11° *Mandille*. — Noble Paul Andrieu tenait dans ce terroir, en 1690, un enclos, terre, *maison*, pré, bois, vigne, appelé « *La Mandille* », d'une contenance de 34 arpents 1 pugnérée<sup>1</sup>. En 1725, la Mandille appartenait à M. Dissez, supérieur du séminaire de Caraman, à qui noble Paul Andrieu l'avait vendue. L'acte d'achat était même du 17 mai 1681, mais le cadastre rapporte que son nouveau propriétaire ne s'en était chargé que le 17 mai 1725. Ceci explique que dans le texte de ce cadastre on attribue encore la Mandille à noble Paul Andrieu. Le cadastre Grand-Voinet nous révélerait peut-être l'origine de ce nom. Il nous signale, en effet, le citoyen Mandille, habitant de Ginestous, comme possédant alors 2 arpents 1 pugnérée 6 boisseaux de terre dans le local qui nous occupe. C'était sans doute un membre de sa famille qui avait anciennement donné son nom au domaine en question. Les procès-verbaux de vente des biens nationaux de première origine à l'époque de la Révolution nous apprennent que la métairie de la Mandille « possédée ci-devant par le Séminaire de la Mission » fut vendue le 17 mars 1793 et adjugée au prix de 60.000 livres à Jean-Pierre Soulan, qui fit élection d'ami en faveur de Jean Pérès, demeurant près de la Bourse<sup>2</sup>.

12° *La Chantelle*. — A l'est de Mandille et le long du canal Latéral se trouve le quartier de Chantelle. C'était le nom d'une métairie que possédait en ce lieu la Table des obits de Saint-Etienne en 1571. Elle avait une contenance de 56 arpents 1 pugnérée 6 boisseaux 1/2 et était taxée, comme terre bonne, à 5 livres 7 deniers 3/4<sup>3</sup>.

Vendue comme bien national le 22 juillet 1793, la Chantelle fut adjugée, au prix de 61.100 livres, à André Taillefer, qui fit élection d'ami en faveur d'Etienne Béziat, négociant à Toulouse, place de la Pierre<sup>4</sup>. Le nom de ce dernier a été donné

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Pierre, banlieue.

2. Archives de la Haute-Garonne.

3. Archives de Toulouse, Cad. de 1571, CC, n° 1772.

4. Archives de la Haute-Garonne, registre, *Vente des biens nationaux de première origine*.

au pont suspendu du canal situé en face de Chantelle et qui dessert le quartier de Ginestous.

13° *Candelié*. — La provenance de cette dénomination ne nous est pas connue.

14° *Latour*. — Ce terroir, borné à l'ouest par la Garonne, doit son nom à François Latour, jardinier, qui possédait là en 1690, d'après le cadastre de cette époque, une pièce de terre d'un arpent 1 pugnérée 3 boisseaux  $1/2$  et une vigne de 2 pugnérées 4 boisseaux  $2/3$ <sup>1</sup>.

15° *Rabaudy*. — A l'est du quartier Latour et au midi de celui de Candelié est situé le quartier Rabaudy. Il fut ainsi appelé du nom de son propriétaire au seizième siècle. Les Rabaudy ont possédé des terres d'assez grande étendue dans ce terroir pendant deux cents ans.

Le cadastre de 1571 y signale François de Rabaudy, marchand, auquel il attribue plusieurs pièces de terre et une métairie comprenant au total 61 arpents 2 pugnérées 6 boisseaux  $3/4$ <sup>2</sup>.

En 1690, c'est Bernard de Rabaudy, viguier de Toulouse, qui était propriétaire de ce domaine, et le cadastre de cette époque détaille, en une quinzaine d'articles, ses possessions dans ce terroir. Le domaine avait acquis plus d'importance encore. Cela explique bien qu'on ait ainsi dénommé ce quartier.

16° *La Pescadoure*. — Au sud de Rabaudy et touchant au Pré-de-Sept-Deniers se trouvait le quartier de la Pescadoure. Ce nom est ancien, car le cadastre de 1571, en parlant, au onzième moulon, d'une pièce de terre appartenant aux bailes de l'Œuvre de Notre-Dame-de-la-Nativité, en l'église de la Daurade, porte qu'il confrontait, d'un côté « au chemin tirant de la croix de *Pescadoure*, au Préd-de-Sept-Deniers<sup>3</sup> ». C'était

1. Archives de Toulouse, Cad. de 1690, Capit. de Saint-Pierre, banlieue.

2. *Ibid.*, Cad. de 1571, Capit. de Saint-Pierre, CC, n° 1772.

3. *Ibid.*, *Id.*, Capit. de Saint-Pierre. CC, n° 1772.

vraisemblablement un lieu où se réunissaient les pêcheurs qui n'avaient plus qu'à traverser le pré de Sept-Deniers pour atteindre le rivage de la Garonne. On avait coutume, en effet, dans nos contrées, d'appeler pescadoures les lieux de pêche.

Nous n'oserions soutenir cependant d'une façon absolue que telle fut, dès le principe, l'origine du nom de *la Pescadoure* donné au quartier qui nous occupe, car le cadastre Grand-Voinet nous parle d'une « *veuve Pescadoure* » qui possédait une vigne dans le même capitoulat. Les ascendants du mari n'auraient-ils pas eu des possessions dans ce quartier avant 1571 ? Dans cette hypothèse, étant donné les habitudes locales, on aurait bien pu appeler le terroir du nom de ce propriétaire. La précédente explication nous paraît cependant la plus vraisemblable.

17° *Les Sept-Deniers*. — Ce quartier s'étend, en majeure partie, sur un grand communal existant anciennement en ce lieu et qu'on nommait le *Pré-de-Sept-Deniers*. Cette vaste lande « dont les capitouls avaient vendu à plusieurs habitants de la ville le droit de pâturage au prix de 7 deniers d'or<sup>1</sup> », avait été pour ce motif ainsi appelée.

Le cadastre de 1550 lui attribue une contenance de 127 arpents. Celui de 1571 déclare « qu'il n'avait pas été mesuré, parce qu'il appartenait à la ville de Toulouse<sup>2</sup> ». Le cadastre, en effet, était dressé en vue de la taille et les fonds communaux en étaient exempts. Le cadastre de 1690 lui prête une contenance de 162 arpents 3 pugnérées 4 boisseaux<sup>3</sup>. Il est déclaré, dans un autre article, que le communal « dit Pré-de-Sept-Deniers » avait été partagé par le canal royal et qu'il confrontait pour cette partie de *septentrion* avec les toyzes du canal ». Cette partie restant au midi de ce dernier et se prolongeant sur la rive gauche contenait 5 arpents 3 pugnérées 4 boisseaux 1/2.

A diverses époques, les officiers du Domaine contestèrent à

1. Mazzoli, *Le vieux Toulouse disparu*, p. 23.

2. Archives de Toulouse, CC, n° 1772, moulon 10.

3. *Ibid.*, Cad. de 1690, Capitoulat de Saint-Pierre, banlieue, moulon 19.



la ville la propriété du Pré-de-Sept-Deniers et de quelques autres communaux, mais celle-ci fit prévaloir ses droits en première instance et en appel (Voir au chap. III ce qui concerne le procès des communaux).

18° *Le Petit-Gragnague*. — C'est le nom d'un domaine situé au sud du quartier des Sept-Deniers et au nord du bassin de l'Embouchure; il appartenait au siècle dernier à la famille Raymond. M. de Lahondès, dans le numéro de l'*Express du Midi* du 11 juillet 1909, nous apprend que ce nom lui fut donné, en souvenir de sa seigneurie de Gragnague, par le conseiller du Parlement Jean de Caulet qui y fit planter le parc existant encore. Il ajoute que François-Joseph de Portes-Pardeilhan, conseiller au Parlement, acheta ce domaine le 29 décembre 1752 et qu'il le revendit vingt-cinq ans après au marchand de bois Dominique Roques.

19° *Dortail*. — A l'ouest du Petit-Gragnague, et se prolongeant du côté du nord, entre la Garonne et le chemin de Blagnac, est situé le quartier Dortail. L'origine de ce nom ne nous est pas connue. On peut croire cependant, en ne tenant compte que des habitudes locales au sujet de l'attribution des noms, qu'une telle appellation sera venue du nom d'un propriétaire notable, possédant autrefois des terres dans ce lieu.

Lorsque M<sup>gr</sup> de Brienne créa, le 30 octobre 1772, les deux paroisses de Croix-Daurade et de Lalande, le territoire de cette dernière comprit les quartiers du capitoulat de Saint-Pierre, situés sur la rive droite du canal de Languedoc, c'est-à-dire tous ceux que nous venons d'étudier, sauf les quartiers d'Arnaud-Bernard, de las Croses et du Bazacle.

En 1852, l'érection de la paroisse Saint-François-de-Paule des Minimes lui fit perdre au sud : dans la première section, une partie du quartier de la Vache; dans la troisième, le château de Larade, Castille, le Prat-Long, la Salade, les Minimes, Notre-Dame, le Béarnais et l'Embouchure, et, dans la quatrième, la Pescadoure, les Sept-Deniers, le Petit-Gragnague et

Dortail. Ces divers quartiers étaient, en effet, attribués à la nouvelle paroisse en juin de ladite année<sup>1</sup>.

En 1907, M<sup>gr</sup> Germain, voulant faciliter les secours religieux à la nombreuse population des Sept-Deniers, détacha ce quartier de la paroisse des Minimes et créa celle de Saint-Jean-Baptiste, à laquelle il donna pour église la chapelle de secours déjà existante. La direction en fut confiée à un prêtre aussi zélé qu'intelligent, M. l'abbé Antonin Caussat, précédemment curé de Villaudric. La nouvelle paroisse a pour territoire toute la partie de celle des Minimes comprise entre la rive gauche du canal Latéral et la Garonne.

1. Archives de l'église de Lalande, délimitation de la paroisse des Minimes.

---

## CHAPITRE XII.

### Le Pré et la fête de Saint-Caprais dans la Grande-Lande.

- I. LE PRÉ DE SAINT-CAPRAIS. — Prétendu droit d'y faire la « baloche ». Les cadastres au sujet de ce pré autrefois communal. — Inféodation de 1636. — Taillefer premier tenancier. — Conditions du bail à fief. — Divers feudataires jusqu'à la Révolution. — Le pré se trouvait sur le territoire de Toulouse et non sur celui de l'Union. — Les habitants de Belbèze se le partagent à l'époque de la Révolution. Réclamations d'Iché. — Procès. — Le pré propriété des Les-trade.
- II. LA FÊTE DE SAINT-CAPRAIS. — Fête religieuse à la vieille église de la métairie de Saint-Caprais. — Fête profane. — Importance croissante de cette dernière. — Le Ramélet de 1784 et le charpentier Berduret. — La fête est interrompue pendant la Terreur. — Sa reprise en l'an V (1796). — Ce qu'elle était encore en 1842.

#### I.

##### LE PRÉ OU COMMUNAL DE SAINT-CAPRAIS.

On ne trouve aux archives que peu de documents au sujet du pré ou communal de Saint-Caprais, sis sur la rive droite de l'Hers au pont Izalguier ou de Velours, actuellement pont de Saint-Caprais ou de Croix-Daurade.

Ceux qui existent ne permettent point de tenir pour vrai que les jeunes gens de Croix-Daurade soient obligés d'y ouvrir le bal chaque année le jour de la Saint-Caprais, sous peine de voir prescrire contre eux le droit d'y faire désormais « la baloche ». Ce n'est là qu'une légende qui persiste, mais n'a rien de fondé. Ce prétendu droit n'est qu'imaginaire. Les documents existants fournissent de suffisantes précisions pour l'établir. Il faut donc couper les ailes à ce canard des bords de l'Hers pour l'empêcher de voler trop loin.



D'où vient cependant que la légende se perpétue ? De la trop grande facilité avec laquelle même des hommes instruits l'ont acceptée.

Un journaliste, sur la foi de quelques racontages, écrivait, il y a quelques années, sans esprit critique, un long article sur la fête de la Saint-Caprais, où ce prétendu droit se trouve affirmé comme vérité d'évangile. Nous en citerons quelques lignes. « A cette fête se rattache une vieille coutume dont le récit est assez intéressant. Vers la fin du premier Empire, un riche propriétaire de Croix-Daurade laissa en mourant, comme terrain communal, une grande et belle prairie au bord de l'Hers, à la condition que chaque année, pour la Saint-Caprais, on irait y danser. Si l'on manque une fois à cette clause, la prairie reviendra aux descendants du donateur.

« Une année, l'Hers avait débordé, le pré était submergé ; que faire en présence de cette situation ? On alla chercher deux bateaux appartenant à un pêcheur de sable de l'Hers, et tandis que sur l'un de ces bateaux les musiciens prirent place, sur l'autre deux jeunes gens et deux jeunes filles dansèrent un quadrille <sup>1</sup>. »

Il est regrettable que l'auteur de cet article ne nous ait pas révélé le nom du généreux propriétaire dont il parle. Personne ici ne le connaît. La prairie n'est pas d'ailleurs « un terrain communal », mais une propriété privée.

S'il avait pu justifier ses allégations, il aurait fourni à la commune de Toulouse le moyen de s'opposer à ce que « la grande et belle prairie » diminuât chaque année d'importance, jusqu'à devenir le petit carré qu'elle est aujourd'hui, alors qu'elle mesurait autrefois près de 10 arpents. (Voir le plan.)

Il n'y a de vrai dans tout cela que la fidélité des « balochants » à ouvrir régulièrement le bal dans la prairie.

Lorsque le propriétaire du beau domaine de Saint-Caprais le voudra, il pourra achever de défricher cette prairie et attendre en toute sécurité qu'on lui fasse signifier le testament du généreux donateur de la fin du premier Empire !

1. *Gazette illustrée du Midi*, 5 novembre 1892.

Tout cela ne tient pas debout. Voici les faits à la lumière desquels la vieille légende doit disparaître.

Le 20 décembre 1771, le syndic de la ville s'adressant au Conseil général de la cité s'exprimait ainsi : « Lors de la faction du cadastre de 1690, on omit d'y faire figurer le communal situé au pont de Velours, d'une contenance d'environ 9 arpents, *inféodé par la ville, le 13 décembre 1636, au sieur Taillefer, pour une rente de 10 sols et le paiement de la taille*<sup>1</sup>. »

On s'était aperçu d'autre part que la demoiselle Cazabon, épouse Iché, qui possédait l'ancien communal, en devait les tailles depuis vingt-neuf ans et que, suivant la liquidation qui en avait été faite sur l'allivrement du cadastre de 1571, Iché avait remis au garde cadastre une somme de 236 livres 6 sols 9 deniers. Sur la proposition du syndic, le Conseil général de la ville décida que « le terrain serait additionné au nouveau cadastre » (celui de 1690), sur l'allivrement porté à celui de 1571 et que la somme payée serait versée au trésorier de la ville<sup>2</sup>.

Le 17 janvier 1772, le garde cadastre versa effectivement la somme ci-dessus entre les mains de M. Prévots, trésorier de la ville<sup>3</sup>.

L'omission du communal fut aussi réparée au cadastre de 1690.

Taillefer fut donc le premier tenancier de ce communal, que la ville de Toulouse lui inféoda en 1636. Or, l'extrait du cadastre de 1571 qui figure au nombre des pièces d'un dossier relatif au procès intervenu à l'époque de la Révolution, entre ledit Iché et la commune de l'Union, nous dit que « le sieur Iché, feudiste dudit Toulouse, tenait cet article de Taillefer, en qualité de mari de demoiselle Cazabon, fille et unique héritière de droit de Pierre Cazabon<sup>4</sup> ». Ceci ne doit s'entendre, à l'égard de Taillefer, que d'une façon médiate, car un arrêté de l'administration municipale du canton centre de Toulouse du

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 20 décembre 1771.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, série 1 N, liasse 1.

4. *Ibid.*, série 1 N, liasse 1.

22 brumaire an VI atteste que « la demoiselle Cazabon, épouse Iché, l'avait reçu par succession de son père et que ce dernier l'avait acquis le 25 avril 1752 de Toinette Olivier<sup>1</sup> ».

En recourant d'ailleurs au cadastre de 1571 lui-même, il est facile de constater, par les notes écrites en surcharge à la suite de l'article concernant le communal, que celui-ci était passé depuis Taillefer en plusieurs mains avant d'appartenir à demoiselle Cazabon, épouse Iché. Il sera intéressant de dresser d'après ces notes la liste des tenanciers successifs, à partir de l'inféodation consentie par la ville à Taillefer, le 13 décembre 1636.

Taillefer, le premier tenancier qui avait reçu le communal de Pierre Lestrade, contrôleur de la maison de ville, n'avait été qu'un intermédiaire. Ce Pierre Lestrade, ne pouvant, à titre de contrôleur de la maison de ville, s'inféoder à lui-même le communal, l'avait fait bailler à fief, par le syndic de la ville, à Taillefer qui le lui vendait quatre jours après. Voici, d'après les notes du cadastre de 1571, tous les tenanciers de ce communal jusqu'à la Révolution.

Le 12 décembre 1636, inféodation à Jean Taillefer.

Le 17 décembre 1636, vente par Jean Taillefer au contrôleur Pierre Lestrade.

Le 8 juin 1675, Pierre Lestrade, en mourant, lègue le pré à sa femme Madeleine Rahon et à son fils Jean Lestrade. Le pré passe alors aux créanciers de ces derniers.

Le 26 janvier 1693, ces créanciers le vendent à Jean-Joseph Dolivier. Celui-ci, à sa mort, le laisse à sa fille Antoinette Dolivier.

Le 25 avril 1752, Antoinette Dolivier le vend, avec d'autres biens, à Pierre Cazabon.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1771, Pierre Cazabon le laisse, en mourant, à sa fille demoiselle Cazabon, épouse Iché, sa seule et unique héritière de droit.

Iché, en sa qualité d'époux de demoiselle Cazabon, le conserva jusqu'à la Révolution, où il en fut dépouillé par les habitants

1. Archives de la Haute-Garonne, série L, n° 142, p. 184,



de Belbèze qui se le partagèrent, comme bien prétendu communal de l'Union, ainsi qu'il sera dit plus loin. Il appartient aujourd'hui, pour la majeure part, à M<sup>me</sup> Soum, propriétaire du domaine de Saint-Caprais. Seule la minime partie située à l'ouest de la route d'Albi appartient à d'autres propriétaires.

Dans le dossier du procès intenté par Iché, à cette occasion, aux habitants de Belbèze, se trouve un extrait du cadastre de 1550 où il est fait mention du pré communal. « La ville de Toulouse a un communal assis au pont d'Izalguier, dins le dit capitoulat de San-Serni. Dins lequel communal est assis le dit pont Izalguier <sup>1</sup>. »

Le cadastre de 1478 ne fait pas mention de ce communal. Serait-ce qu'il n'existait pas alors de communal en cet endroit ? S'il en est ainsi, ce que nous ignorons, la vieille prairie serait devenue la propriété de la ville entre 1478 et 1550. Cependant, on ne doit pas perdre de vue que le cadastre de 1478 ne fait pas mention de tous les communaux existant alors et que, d'autre part, il manque quelques feuillets à ce cadastre où le communal était peut-être mentionné. Quoi qu'il en soit, la ville s'en dessaisit par le bail à fief qu'elle consentit à Taillefer en 1636.

Le texte du contrat d'inféodation établit à quelles conditions on effectua cette mise en fief. Le voici à peu près en entier : « Il est donné à nouveau fief et perpétuelle inféodation à Jean Taillefer, habitant de Toulouse, tant pour lui que pour les siens successeurs à l'avenir stipulant et acceptant, un vacant qu'est situé joignant le pont Izalguier sur la rivière de Lers, dans le capitoulat de Saint-Sernin, joignant aussi la dite rivière, une partie d'icelui vacant étant du côté du soleil levant au long du chemin tirant à Château-Mauron et des arcades de brique du dit pont et ailes d'iceux arceaux qui sont au dit chemin ; icelle partie du vacant contenant huit arpents une pugnérée quatre boisseaux deux tiers de boisseau..., et l'autre partie du dit vacant est vers le couchant, en descendant la dite rivière de Lers, de l'autre côté et aussi le long d'avenue d'arceaux du dit

1. Archives de Toulouse, série 1 N, liasse 1.

pont Izalguier et ailes du pont, sur le dit chemin de Château-Mauron, confrontant avec le dit chemin et arceaux du pont... contenant la dite partie de vacant un arpent une pugnérée cinq boisseaux et un tiers de boisseau, le tout suivant l'arpentement qui a été fait du mandement du sieur Cavecande, capitoul... la dite contenance revenant en totalité à 9 arpents 3 pugnérées 2 boisseaux, pour, par le dit Taillefer les jouir, posséder et en faire à son plaisir et volonté AUX CHARGES ET CONDITIONS SUIVANTES : *que le dit féodataire et ses successeurs et ayant son droit et cause, seront tenus de payer à la dite ville, d'icelui vacant les tailles, cotisations ordinaires et extraordinaires qui y seront imposées annuellement, faire les nauzes le long des dits arceaux et chemin, de 14 pans de largeur ou plus et de suffisante profondeur de toute l'étendue du dit vacant, et de plus en payer au dit syndic annuellement et à perpétuité 10 sols tournois d'oblige et censive, à chaque feste de saint Thomas, apôtre, avec les droits de capte, rière capte, justice et tous autres droits et devoirs seigneuriaux quand adviendront. Sous toutes lesquelles charges, conditions et réservations le dit Taillefer féodataire a reconnu et reconnaît le dit syndic vraye seigneur directe du dit entier vacant, duquel le dit syndic lui a baillé investiture par la tradition de cette cède<sup>1</sup> ».*

Il ressort clairement de ce texte que le vacant du pont Izalguier appartenait à la ville de Toulouse en 1636, et se trouvait dans le gardiage du capitoulat de Saint-Sernin ; que la ville s'en dessaisissait à cette date par *perpétuelle inféodation* et que par conséquent le vacant cessait, à partir de ce moment, d'être communal pour devenir une propriété privée, à des conditions déterminées. Il est facile de voir que Taillefer et, après lui, tous les autres tenanciers n'étaient nullement obligés, la ville n'ayant fait aucune réserve à ce sujet, de livrer l'ancien communal lors de la Saint-Caprais pour la fête populaire. Les charges sont précisées dans l'acte et celle-ci n'y figure point.

Il faut donc conclure que si les propriétaires successifs du fief permirent que l'on s'y réunît pour cette fête, ce fut unique-

1. Archives de Toulouse. Livre des Contrats, t. de 1636 à 1638.

ment de leur plein gré, ainsi d'ailleurs que le faisait encore jusqu'à ces dernières années le possesseur actuel de la prairie.

La loi du 14 août 1792 et celle du 10 juin 1793 autorisèrent le partage des biens communaux au profit des habitants des communes. En vertu de ces lois, les 36 habitants de Belbèze crurent pouvoir se partager l'ancien communal, alléguant qu'il était situé, non dans le gardiage de Toulouse mais dans leur consulat. Ils oublièrent d'abord que ce qu'on nommait, par une vieille habitude, le communal du pont Izalguier ne constituait, depuis plus de 150 ans, qu'une propriété privée, à charge seulement d'une redevance annuelle et de droits seigneuriaux éventuels ; mais le mot emporta la chose et le partage eut lieu. Ils se persuadèrent en second lieu, très faussement, que l'ancien communal se trouvait dans leur consulat et non sur le territoire de Toulouse. Les ayants-droit allaient donc intervenir et s'opposer à de telles prétentions.

Les époux Iché adressèrent d'abord à l'administration municipale du canton centre de Toulouse une demande à l'effet d'être autorisés à poursuivre le commissaire du directoire exécutif près de l'administration centrale du département, comme représentant la commune de Toulouse, pour prendre contre lui des conclusions relatives à la dépossession illégale du pré inféodé à leurs auteurs<sup>1</sup>.

L'administration municipale du canton centre transmet cette demande à l'administration communale de la ville et celle-ci prit un arrêté, le 28 germinal an V (17 avril 1797), dans lequel elle déclarait être d'avis : 1° que les Iché fussent maintenus dans la propriété et jouissance du pré ; 2° que ledit pré restât partie intégrante du territoire de la commune de Toulouse, ainsi qu'il l'avait toujours été ; 3° enfin, que les Iché fussent autorisés à faire intervenir le commissaire du gouvernement près le département pour défendre ses intérêts<sup>2</sup>.

Le 27 brumaire an VI (17 novembre 1797), un arrêté de l'administration centrale du département ordonnait la convocation

1. Archives de la Haute-Garonne, série L, n° 142, pp. 184 et 185.

2. Archives de Toulouse, série 1 N, liasse 1.



des propriétaires et habitants de Belbèze à l'effet de délibérer sur cette question, et la production par les époux Iché de leurs titres de propriété<sup>1</sup>.

Le 21 frimaire an VI (11 décembre 1797), un arrêté du département enjoignait aux deux parties de se pourvoir aux formes de droit par devant les corps administratifs<sup>2</sup>. Les habitants de Belbèze ne pouvaient invoquer, pour justifier de leurs droits, que le prétendu fait de l'existence du pré dans la juridiction de leur consulat. Il fallait donc trancher tout d'abord la question de savoir dans quelle juridiction de Toulouse ou de l'Union se trouvait le pré en litige.

La question de propriété n'était point douteuse, les Iché étaient bien les légitimes possesseurs de la vieille prairie, n'eût-ce été qu'en vertu d'une prescription près de deux fois séculaire. Nous ignorons cependant si la question de propriété fut jamais tranchée au civil.

Il fallait tout d'abord que la difficulté fût résolue au point de vue administratif, car selon que le vacant était ou non sur le territoire de Toulouse, le contrat d'inféodation gardait ou perdait sa valeur.

En ce qui concerne ce côté de la question, les prétentions des habitants de Belbèze paraîtraient justifiées *en droit*, car l'Hers formait bien de ce côté la limite du gardiage, au témoignage même de la *Coutume* et du *Dex* de Toulouse qui s'en expriment clairement (voir ch. préliminaire). Il est facile d'autre part de constater, sur le plan de l'ancien communal (que nous publions), que celui-ci était bien situé, en majeure partie, sur la rive *droite* de l'ancien lit de ce cours d'eau.

Nous n'avons pu rien découvrir au sujet de la solution qui dut intervenir, mais il est certain qu'elle ne fut pas favorable à Belbèze, puisque par la suite et actuellement l'ancien communal a toujours été considéré comme partie intégrante du territoire de Toulouse. Ce fut probablement à l'occasion et à

1. Archives de la Haute-Garonne, série L, n° 142, pp. 184 et 185. Voir également pp. 80 et 88.

2. *Ibid.*

l'issue du procès administratif que l'on planta les bornes de pierre qui marquent aujourd'hui, suivant le plan cadastral lui-même, la ligne divisoire de Toulouse et de l'Union. Ces bornes n'existaient certainement pas encore, car les pièces de la procédure qui nous sont restées en feraient mention et ces bornes à elles seules auraient suffi à trancher le différend. La question des limites n'était-elle pas, en effet, le point de départ du litige ?

Il est certain au demeurant qu'on ne s'en tenait plus, depuis bien longtemps, si jamais il en fût ainsi, aux limites fixées sur ce point par la *Coutume* et le *Dex*, puisque le communal du pont Izalguier figure depuis 1550 sur tous les cadastres comme faisant partie du gardiage du capitoulat de Saint-Sernin.

Un instrument de bail à besogne du 25 septembre 1701, relatif à des travaux importants exécutés à la chaussée bâtie, qui partait du pont de Velours et partageait l'ancien communal dans toute sa longueur, constitue également une pièce importante contre Belbèze et en faveur de Toulouse.

On répara alors tous les ponts qui forment cette chaussée et l'on en doubla le nombre par la construction de ponts intermédiaires entre tous ceux qui existaient. On les réunit aussi de chaque côté par un mur de soutènement<sup>1</sup>. La dépense occasionnée par tous ces travaux dépassa la somme de 20.000 livres<sup>2</sup>. Comment les capitouls et le Conseil de ville auraient-ils consenti à une telle dépense s'il n'eût alors été constant qu'il s'agissait d'une partie du territoire de Toulouse ?

Si donc l'ancien communal avait pu très anciennement appartenir *en droit* au territoire de Belbèze, il se trouvait alors *en fait* dans celui de Toulouse, et une prescription près de deux fois séculaire était bien de nature à justifier les prétentions qu'émettait la ville de Toulouse de s'y voir maintenir.

1. Archives de Toulouse, série 1 N, liasse 1.

2. *Ibid.*, CC, n° 1482. Pièces à l'appui des comptes. Il résulte de deux pièces insérées dans ce volume « *Mandement de paiement* » et « *Verbal de cannage* » que ces travaux, achevés le 12 juillet 1706, coûtèrent à la ville la somme de 20.626 livres 4 sols 6 deniers. La canne carrée de maçonnerie fut payée 14 livres 10 sols et la canne d'engrèvement 40 sols.

Les tailles avaient aussi été payées de tout temps au trésorier de la ville et jamais les consuls de Belbèze n'avaient émis la moindre prétention à ce sujet.

Les impositions ont continué depuis à être payées de la même manière, preuve évidente qu'au point de vue administratif la question fut tranchée en faveur de Toulouse.

Nous ignorons à quelle date fut prise une telle décision. Nous savons seulement que la question était encore pendante le 30 vendémiaire an VIII (22 octobre 1799). Un procès-verbal dressé à cette date, à l'occasion d'un différend qui s'éleva pendant la fête de la Saint-Caprais entre les agents de police de Toulouse et ceux de Belbèze, en établit la preuve<sup>1</sup>. Les agents de la ville de Toulouse consentaient « à exercer la police en commun avec ceux de Belbèze » ; mais le sieur Négrier, agent de Belbèze, refusa d'accéder à une telle proposition, « prétendant exercer seul la police dans le pré<sup>2</sup> ». Le différend n'était donc pas encore réglé administrativement.

Le même procès-verbal nous apprend qu'une action civile était également engagée « entre le citoyen Iché se disant propriétaire du pré, et les habitants de la commune de Belbèze, et qu'il n'y avait encore rien de décidé à ce sujet<sup>3</sup> ».

Il nous a été impossible de découvrir le moindre document établissant si oui ou non l'action civile se poursuivit après que le différend eut reçu sa solution devant l'autorité administrative ; mais puisqu'on jugea que le pré se trouvait sur le territoire de Toulouse, Iché dut évidemment être maintenu dans ses droits.

Quoi qu'il en soit, les Lestrade, qui acquirent plus tard la prairie et en sont restés propriétaires, la prirent dans la situation où elle se trouvait, et dès lors, non grevée de la servitude d'y laisser faire la Saint-Caprais. Ils consentirent longtemps, il est vrai, comme l'avaient permis précédemment les tenanciers successifs, à y recevoir le public dans ce but, mais ce fut uniquement par l'effet d'une simple tolérance. Quand les habitants

1. Archives de Toulouse, série 1 N, liasse 1.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*



des divers quartiers de Toulouse perdirent l'habitude de se rendre au pré, les Lestrade ne firent pas davantage opposition à ce que les jeunes gens de Croix-Daurade y vinssent également chaque année ouvrir le bal. Cependant, comme pour montrer que c'était aussi de leur plein gré et qu'ils n'entendaient point qu'on pût se prévaloir contre eux de la prescription, ils diminuèrent de temps en temps l'importance de la prairie, en en défrichant quelques parcelles. Ils l'ont ainsi tellement réduite, qu'elle ne suffirait plus aujourd'hui aux seuls « balochants », s'ils voulaient y ramener leur fête. Qu'est-ce, en effet, que le petit carré qu'il en reste auprès des 10 arpents d'autrefois ?

Il serait très avantageux au quartier du pont de l'Hers que les bohémiens qui viennent souvent camper dans le pré comprennent mieux que les « balochants » que ce petit carré de prairie n'est, comme tout le reste, qu'une propriété privée et non un communal. Ne semble-t-il pas que le propriétaire ait voulu les y aider en l'isolant du grand chemin par une palissade et en faisant une coupure profonde qui les empêche d'y descendre, au moins avec des chariots ? Qu'il se souvienne que les préjugés résistent à tout et qu'il lui faudra des efforts et du temps pour en triompher !

Quant à nous, nous avons fait œuvre d'historien ; nous ne voulions pas autre chose.

## II.

### LA FÊTE DE LA SAINT-CAPRAIS.

La fête de saint Caprais a lieu le 20 octobre. Le Chapitre Saint-Sernin avait l'habitude de la célébrer à la vieille église de la métairie de ce nom, soit le jour tombant, soit le dimanche qui suivait. Daydé, dans le « *Kalendrier des festes de l'église de Saint-Sernin* », marque au 20 octobre : « *Saint Caprais : on expose le Saint-Sacrement à la chapelle de l'Hers ce jour ou le dimanche suivant*<sup>1</sup>. » C'était donc une vieille habitude à

1. *Histoire de Saint-Sernin*, p. 258.

l'époque où écrivait Daydé (1661) de venir ainsi honorer saint Caprais dans l'église qui lui était dédiée depuis tant de siècles, puisque la cérémonie avait été inscrite au calendrier de l'abbatiale. Barthés nous apprend que le Chapitre y envoyait ce jour-là ses délégués et que la maîtrise de l'église Saint-Sernin s'y rendait avec ses chantres et ses hautbois.

La fête profane dut se greffer primitivement sur la fête religieuse. On vint tout d'abord à la chapelle de l'Hers dans un but pieux ; mais les quelques réjouissances dont cette fête devint l'occasion inévitable donnèrent naissance à la fête populaire. Peu à peu cette dernière prit corps et acquit de l'importance.

Nous ne pouvons assigner une date fixe à l'origine de cette double fête. Le plus ancien document que nous ayons pu découvrir à ce sujet est une mention faite aux comptes du Chapitre, pour l'année 1656, d'une somme de 25 sols 1 denier, comme « produit du bassin à la chapelle de l'Hers, le jour de saint Caprais<sup>1</sup> ». La fête religieuse était donc en honneur à cette date.

En 1739, la fête profane avait pris une telle importance et emmenait à la vieille église et au pré une foule si nombreuse, que le Chapitre dut se préoccuper des inévitables déprédations dont le domaine avait à souffrir à cette occasion.

On était cependant à une époque de l'année où toutes les récoltes sont faites et les vendanges terminées ; mais c'était le moment où l'on procédait aux derniers labours pour les prochaines semailles, et la foule nombreuse courant en tout sens, pour venir à l'église et s'en retourner au pré, en compromettait sérieusement le succès.

Les choses en étaient venues à un tel point de gravité, que le céliér proposa purement et simplement au Chapitre de supprimer la fête religieuse.

Le Chapitre se refusa à prendre une mesure aussi radicale, craignant sans doute qu'en vertu de quelque fondation ancienne il ne fût dans l'obligation de la célébrer. Il avait inté-

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, n° 92.

rêt à sauvegarder le bon état de ses terres, état que rendait précaire le voisinage de la fête populaire dans le pré, mais il entendait remplir son devoir de célébrer la fête religieuse dans la vieille église, si ce devoir existait. Il prescrivit donc « à ses archivaires de rechercher dans les papiers de l'abbaye tous les documents » qui seraient de nature à l'éclairer<sup>1</sup>. Nous ne connaissons pas le résultat des recherches faites par les « archivaires », car aucune délibération n'indique ensuite que la question ait jamais été reprise. Nous savons seulement, par ce qui sera dit au chapitre suivant, que la fête se continua.

Plus tard, cependant, on fut dans l'obligation de la supprimer, car l'église fut démolie en 1753 et la célébration du culte avait déjà cessé depuis quelque temps<sup>2</sup>.

La fête profane attirait, on le voit, une foule nombreuse dès 1739. Dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, elle était devenue encore plus populaire et on la célébrait avec une certaine mise en scène. Il n'y avait, du reste, à cette époque, que deux fêtes de ce genre à Toulouse : celle de Saint-Roch-des-Récollets, le 16 août, et celle de Saint-Caprais, le dimanche après le 20 octobre. Le peuple les aimait parce qu'il aimait avec passion tout ce qui était local, tout ce qui tenait à sa ville, à sa petite patrie de Toulouse. Il aimait les fêtes de l'Eglise, les processions en particulier qu'on faisait avec magnificence ; mais si le sentiment religieux vivement empreint dans le cœur des Toulousains débordait ainsi en manifestations enthousiastes, montrant combien ils étaient attachés à leurs croyances et aux solennités du culte, ce sentiment n'altérait en rien leur gaité naturelle. Aux fêtes religieuses succédaient des fêtes populaires et des réjouissances mondaines, même assez bruyantes. Ce vif amour des plaisirs honnêtes, dit du Mège, était encore, durant le dix-huitième siècle, l'un des traits distinctifs du caractère méridional. Le commerce languissait, mais le peuple, toujours gai, faisait retentir l'air de ses chants joyeux et, « s'il paraissait

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, n° 222. Livre des délibérations, séance du 31 janvier 1739.

2. Voir au ch. XIII.



former quelques désirs, c'était pour le retour des vendanges, c'était pour la célébration de la fête de Saint-Caprais <sup>1</sup> ».

En quoi consistait donc cette fête, si chère au peuple de Toulouse? Nous laisserons parler du Mège qui vivait à une époque où venait encore dans la prairie de l'Hers une grande partie de la population de la ville. Quoiqu'il prête gratuitement à la foule des connaissances mythologiques dont celle-ci était certainement dépourvue, il décrit d'une façon trop intéressante cette fête pour que nous n'hésitions pas à lui en emprunter le récit.

« Cette fête populaire rappelait à Toulouse les fêtes romaines de l'automne. Combinaison de la fête nommée *Vinalia* et de celle appelée *Brumalia*, et qui fut instituée, dit-on, par Romulus en l'honneur du dieu des vendanges, elle offrait le spectacle d'une nombreuse population sortie des faubourgs s'avancant en ordre et divisée par quartiers. Chacun de ceux-ci arborait ses couleurs particulières. Le cortège s'acheminait vers une prairie, sur les bords de l'Hers, où l'on allait goûter le vin nouveau. Au milieu de la foule paraissait Silène, assis sur le patient animal choisi par le père nourricier de Bacchus. Des buveurs armés de bouteilles l'accompagnaient et on portait près de lui la barbe et les cornes d'un bouc, sur lesquelles on jetait du vin, ce qui rappelait que les Romains offraient le bouc en sacrifice à Bacchus <sup>2</sup>. » « Durant les quarante-cinq années qui ont précédé la Révolution, dit le même auteur dans un autre de ses ouvrages, un charpentier nommé Verduret fut le héros de cette fête qu'il savait animer par ses bons mots et ses chansons <sup>3</sup>. »

Il nous est resté un souvenir intéressant de la fête célébrée en 1784. C'est une brochure qui nous fournit de précieux renseignements sur les groupes des différents quartiers de la ville qui prenaient part à la fête, et sur l'uniforme exigé pour avoir droit de prendre rang dans le cortège. Cette brochure, écrite en vers patois, a pour titre *Le Ramélet de San Grapasi*. La fête elle-

1. *Hist. des Instit. de la ville de Toulouse*, t. I, pp. 105 et 129.

2. *Statistique gén. des départements pyrénéens*, t. II, p. 377.

3. *Hist. des Instit. de la ville de Toulouse*, t. I, p. 115.

même avait pris le nom de Ramélet. Ce nom lui venait d'une danse fort ancienne et très pittoresque d'un usage assez général dans le pays toulousain et qui était fort en honneur, ce jour-là, dans la prairie de l'Hers. On l'appelait *Las Treïas*, mais à Toulouse elle portait le nom de *Ramélet*<sup>1</sup>. Analysons rapidement la brochure concernant le Ramélet de 1784. Ce Ramélet fut célébré principalement en l'honneur du charpentier Berduret, auquel on désirait témoigner de la reconnaissance pour le dévouement qu'il avait apporté pendant de longues années à l'organisation des Ramélets précédents.

On avait d'abord à se pourvoir d'une permission auprès des capitouls. Ceux-ci accordaient, d'ailleurs, volontiers l'autorisation de *se livrer* à ces jeux innocents, et même les soldats du guet étaient mis par eux à la disposition des organisateurs pour le maintien du bon ordre dans le pré<sup>2</sup> :

Ambé la permissiou des brabés capitouls,  
 Qué d'aounou et bountat élis son tout coumouls,  
 Nous an boulgut douna de lours grandos puissensos,  
 D'ana à Sen Grapazi fa las débèrtissensos  
 Et célébra la festo al nom de Berduret  
 Per l'immourtalisa an faït un Ramélet.

A l'heure convenue, des tambours battaient la générale dans toute la ville pour convoquer les groupes des divers quartiers, dont chacun des membres devait porter un costume uniforme et réglementaire :

Siès tambours per la bilo batran la généralo,  
 Toutis fort pla rengats, d'un uniformo égalo;  
 Marchara al d'aban un, per tambour major  
 La cano à la ma, ambuno poumo d'or.  
 Dex houros del maytis cal que tout sio rendut  
 Fort pla, tranquilomen, san mena cap dé brut.

1. Du Mège, *Statistique gén. des départements pyrénéens*, t. II, p. 395. L'auteur ajoute que cette danse « ayant servi à célébrer quelques « désastreuses époques de la Révolution, fut abandonnée sans retour ».

2. Archives de Toulouse, série 1 N, liasse 1, Rapport de police.

Chaque groupe devait ensuite marcher en ordre et en laissant un certain espace, qui permit de distinguer les divers quartiers :

Per coumença la marchô décap à Sen Grapazi,  
Les faubourgs séparats per un pichou espasi,  
Cado quartié aoura une bello uniformo,  
De coulou différen ou sera de réformo,

On avertissait, d'ailleurs, charitablement que si l'on ne faisait pas partie du cortège on n'avait point à compter sur un bon dîner :

Dé pa, dé by, jamaïy n'y manquo pas,  
Més brico de fricasso sé nou t'emportos pas ;  
Pourios mouri dé fam ou corfailli dé set  
Se nou té métes pas de nostré Ramélet.

Au contraire, si l'on y prenait rang, rien ne devait manquer. C'était là une façon de gagner les hésitants :

Siés fourgous pla cargats dé bounos proubisious,  
Autant de cousignès que faran lours fountious !

La menace n'était pas sérieuse, car si les organisateurs du Ramélet ne se chargeaient que des provisions nécessaires pour les membres du cortège, de nombreux aubergistes et marchands s'installaient dans la prairie et la foule nombreuse pouvait dîner à son appétit : la saucisse, le vin claret et les châtaignes rôties ne manquaient jamais.

C'était donc à dix heures du matin que le cortège se mettait en marche. Tout le monde était admis à y prendre rang, mais il était défendu d'y causer du tapage :

Fort pla tranquilomen, san mena cap de brut.

On exigeait, néanmoins, un peu de gaieté et l'on devait s'y montrer bon enfant :

Récében tout le moundé, le pichou et le gran,  
Més nou né prénen cap qué nou sio boun effian.



On se voyait rayer impitoyablement de la liste dressée par avance, quand on passait pour un tapageur : Tout devait se passer « san mena cap dé brut ». L'organisateur de la fête demandait en conséquence qu'on lui signalât les suspects :

Sé per inabertenso prénion calqué brutal,  
 Qué calqun lé counesco, bengo à moun oustal,  
 Me diguo qui és le nom d'aquel méchan sujet  
 Sans rimo ni rasou baillaré son conget.

On savait par avance l'ordre du cortège et les curieux qui s'y intéressaient avaient la satisfaction de reconnaître les divers quartiers de la ville, distingués non seulement par le costume, mais aussi par les chansons, différentes pour chacun d'eux et qu'on avait préalablement approuvées et apprises :

Per pas te fa languï, te baou diré tout net  
 Le bel arrengomen de nostre Ramélet.

Voici l'ordonnance des divers quartiers et aussi les refrains de leurs chansons.

*Quartier des Pénitents-Noirs* : Habit bleu à doublure rose, veste et culotte de basin blanc, souliers roux, cocarde blanche et bleue.

Berduret marchait en tête sur une belle ânesse et était suivi d'une musique :

Beyren béni aprep la superbo musiquo  
 Que del gran Berduret séguira la bourriquo.

Les représentants du quartier des Noirs suivaient la musique en bon ordre et chacun tenant à la main une branche de laurier :

Atal las gens des Négrés marcharan en prumié,  
 Cadun aoura à la ma un branquet de laourié.

Voilà la belle avant-garde et ce que le programme appelait comme le colonel du régiment qui allait suivre :

Al daban dés faubours aquélo troupo bèlo  
 De toutis lés cartiés sera la coulounélo,

Ce groupe chantait avec entrain une chanson où la morale la plus sévère n'aurait rien trouvé à reprendre. C'était la règle au demeurant et il en était ainsi de toutes les autres.

En voici le refrain :

Bénex amix al Ramelet,  
Fasquan brilla aquélo festo !  
Bénex amix al Ramelet,  
Per célébra de Berduret.

*Quartier des Pénitents-Blancs* : Habit rouge doublé de violet, veste et culotte citron, bas blancs, souliers de peau bronzée, cocarde blanche et rouge. Un groupe de femmes y prenait rang :

De tout le Ramélet, éros séran mestressos,  
Daquel digné cartié son las capitanessos.

On fixait aussi leur costume ; il devait être de belle étoffe

Un dabantal tout blanc et la besto soucy  
Un couillou coulou d'un for bel cramoisi.

Les hommes étaient quelque peu chargés de la police du Ramélet :

De tout le Ramelet seran lés surbeillants  
Per soqué dins l'endret y a de bonis effans.

On chantait en chœur le refrain suivant :

Anen toutis à la grand' festo,  
Ourna aquel bel Ramélet,  
Et per canta, à pleno testo,  
En mémorio de Berduret !

*Faubourg Saint-Etienne* : Habit vert, veste et culotte pêche, bas blancs, souliers bleus, cocarde bleue et rouge. La mise de ce quartier était toujours irréprochable :

Las gens d'aquel cartié se soun toujoun picats,  
Quant son estats de festo, d'estre pla réquincats.

Chaque corps de métiers marchait par groupe séparé :

Aprep, en ségoun reng, seran les mesurayrés,  
 Les patrous del canal et may les fayansayrés,  
 Les fayciès d'aquel corps, qu'apelon la grand bando,  
 Et lés de la pichouno que séguira la grando,  
 Plastrayrés et maçous et may les jardiniés,  
 Et toutis les bibans qué son dins lous cartiés.

Le refrain de leur chanson ressemblait aux précédents.

*Faubourg Saint-Michel* : Habit souci avec doublure cramoisie, veste et culotte d'étoffe blanche, bas blancs, souliers de maroquin citron, cocarde blanche et bleue.

En tête de ce quartier marchaient cinquante grenadiers :

Beyran tout al d'aban cinquanto grenadiés,  
 Que faran l'ornomen de toutis les cartiés.

Venaient ensuite les membres des divers corps de métiers :

Aprep les pagélaïres ambé les mésuraïrés,  
 Toutis lés jardiniés, al bras las carbouniéros,  
 De suite les ratgés, et may les clabélous  
 Las fayciéros del port, d'un pas majestuous.

On chantait en chœur :

Effans nous cal canta  
 Et fourma un consert,  
 Que tout rétrounisco,  
 Jusqu'à l'unibers.

*L'Ile de Tounis* : Habit couleur des cheveux de la Reine à doublure bleue de ciel, veste et culotte gorge de pigeon, bas blancs, souliers citron, cocarde à la Marlboroug :

*Ordre des groupes* :

Aprep son lés cardayrés, ambé les mouliniés  
 Séguix dés razetaïrés et may dés tinturiés,  
 Les toundurs son ensuite al coustat des pressayrés  
 Toquo azés, farinels et may les baoudanayrés ;



Aprep bendran darniè toutos las moulinièros,  
 Bestos, coutillous blancs, seran toutos prumièros ;  
 Ensuito al darniè seran las merlusayros,  
 Fennos des tinturiès, ambé las baoudanayros.

Toute cette troupe chantait gaîment :

D'un cor gaoujoux aquesto festo,  
 Fasquam brilla nostros balous,  
 Béougan toutis à pléno testo  
 D'aquel excélent nectar doux.  
 Jusquos al cel criden victorio,  
 L'incomparable Berduret  
 En béouen en cantan et dansan.  
 Qué toujoun sa bèlo mémorio  
 Finisquo pas al Ramélet  
 Dé Berduret, dé Berduret.

*Quartier Saint-Cyprien.* — Habit couleur de prunes de Monsieur, doublure jonquille, veste et culotte rose, bas blancs, souliers roux, cocarde blanche :

Séguiran al darniè toutos las bambouchaïros,  
 Fennos des jardiniès et may las espillayros.

Voici le refrain assigné au quartier :

Courgan effans toutis en troupo  
 Immourtalisa Berduret,  
 E fascan à qui may né poupo  
 D'aquel aymable by claret !

*Quartier du Bazacle.* — C'était un des plus pittoresques. Les jeunes gens portaient tous un levraut en bandoulière. Habit vert pâle doublé souci, veste et culotte ponceau, bas blancs, souliers rouges, cocarde rouge :

Aquel arrengomen toutis an proujétat  
 D'abé per bandoulièro un lébraou al coustat.

Voici l'ordre des groupes :

Lés moulignès ensuito ambé las moulignèros  
 Penjat à lour coustat, caduno leurs picherros,



LE RAMÉLET DE 1784. — REMERCIEMENTS DE BERDURET.



Farinels, toquo azés et toutis les pourgayrés,  
Lés qué benden le sablé et may aqués pescayrés.

Le refrain était gai, comme la troupe qui le chantait :

Anen noun à l'assemblado,  
Joigné le bel Ramélet,  
Méten nous en grand'parado  
Per sécounda Berduret,  
Qué sa grandou rétrounisco  
Bibo, bibo Berburet  
Qu'és aquiou sur la bourriquo  
Al daban del Ramélet.

*Quartier d'Arnaud-Bernard.* — Habit rose doublure bleu paille, veste et culotte d'étoffe blanche, bas blancs, souliers gris, cocarde rouge et bleue :

Las gens de Naubernat sé soun toujoun picats  
Quan bénion à la festo d'estré pla réquincats.

Les femmes qui figuraient fort nombreuses au cortège portaient d'élégants costumes :

Las fennos pla habillados primaran dessus tout,  
Faran la lé à toutis, coumo an fait pertout,  
Un coutillou souci é uno besto blanco,  
Lé dabantal rayat de moussoulino blanco.

On chantait :

Benex toutis al Ramélet,  
Per célébra de Berduret  
L'aounou et la grando victorio,  
Qu'aouey fasen à sa grandou.  
Canten, canten uno cansou  
E digan toujoun sa mémorio.

*Les autres quartiers de la ville.* — Habit violet doublure citron, veste et culotte bleue, bas blancs, souliers de maroquin, cocarde blanche et rouge, chapeau à la Boston.



Venait d'abord le quartier du Taur :

Disi qu'acos lé Taou qué sera le prumiè.

Puis le quartier du Pré-Montardy (Saint-Jérôme) et les autres dans l'ordre suivant :

Aprep aqués messius, ben lé prat Mountardy,  
 Le cartiè de la Poumo e may de San-Jordy,  
 La carriero bourbouno, altour des Agustis,  
 Pey débès les Tournurs et toutes les Cambis,  
 La plaço Sent-Estienné et may al Rigopel,  
 Ount és estat la pesto, debès le grand soulel,  
 A la suito bendra la plasso Sentos-Carbos,  
 Ambé la percho pinto et lé cantou d'Aoussargos ;  
 Las gens dé Montgaillard et lés dé Montouliou,  
 A la senéchaussée et à l'inquisition ;  
 Le cantou dès moulis et débès Sento-Clèro,  
 Sen Rémèsy tabés ambé la grand'carriero,  
 Toutis les Paradoux et may les Coutéliès,  
 Et la plasso del pon débès lés payrouliès,  
 As entours de la Bourso é may à l'Assézat,  
 E may la plasso Roys et à la Trinitat ;  
 Las gens de l'arc des Carmés et les dé Nazareth  
 Ambé la plasso Mage filaran tout d'un trait.  
 Quant touto aquélo troupo anfin sera passado,  
 Lé cartiè des Blanchès bendra en grand boulado.

Le refrain des quartiers réunis de la ville était unique. Tout le monde chantait en chœur :

Courounen aquel grand homé  
 De laouriè, dé bèlos flous,  
 Qué toujoun dins notro bilo  
 Sio célèbrat sas aounous !

A mesure qu'on arrivait dans la prairie de l'Hers, chaque quartier prenait la place qui lui était assignée, et lorsque tous les groupes étaient ainsi bien rangés autour de Berduret, toujours à califourchon sur son ânesse, il se faisait un grand silence. Berduret chantait alors sur l'air de Marlborough son

remerciement aux groupes qui l'avaient accompagné et à la foule nombreuse arrivée avant le cortège dans le pré.

*Remerciment de Berduret :*

Brabos gens dé Toulouso  
 Qué fazès mon aounou tant  
 Hurouso,  
 Brabos gens dé Toulouso  
 Escoutats sé bous play.  
 . . . . .  
 Escoutats sé bous play,  
 Escoutats...  
 Ma grande récouneissenso  
 Sé poudioy sé abioy  
 La puissenço  
 Dé bostre Ramelet.  
 . . . . .  
 Dé bostré Ramélet  
 Dé bostré...  
 Moun cor nado dé joyo  
 En cantan e aougi  
 Ma mémorio.  
 Moun cor nado de joyo  
 En bous remercian !

Comme on peut le voir, cette scène amusante se trouve très bien rendue dans la composition artistique de M. Barthère. Le cortège se disloquait alors et chacun avait la liberté de s'en aller danser, boire, manger, se divertir tout à son aise.

La fête durait ainsi toute l'après-midi et l'on repartait avant la nuit, en groupes animés, mais sans cortège, pour rentrer en ville.

A l'époque de la Terreur, les troubles civils firent oublier la Saint-Caprais et son brillant festival; mais, au dire de du Mège, la fête fut rétablie en l'an V par Gillet aîné et par Paziès, chef de l'un des bataillons de la garde nationale<sup>1</sup>. Berduret

1. *Hist. des Inst. de la ville de Toulouse*, t. I, p. 115. Ce que nous avons dit, dans la première moitié de ce chapitre, au sujet du différend qui s'éleva entre les agents de police de la ville et celui de l'Union, est une preuve positive que la fête était célébrée en 1799.

était mort ; on célébra la première fête en sa mémoire. Elle fut appelée « le *Ramélet nobel à la mémorio dé defun Berduret* ».

La tradition à peine interrompue se continua ensuite longtemps et, chaque année, les Toulousains venaient en foule compacte et joyeuse à la vieille prairie.

Voici comment parlait de cette fête, en 1842, *Le Routier des provinces méridionales* :

« Ce jour-là, on va goûter le vin nouveau, le premier sorti de la cuve. Le peuple aime d'autant mieux cette fête qu'elle arrive vers la fin de l'automne, lorsque la vigne est déjà flétrie et que le paysage commence à devenir plus triste ; il sent alors plus vivement le prix des belles journées, qui retardent l'approche de la mauvaise saison, et il fait de son mieux pour en jouir. Aussi faut-il le voir dans la prairie de Saint-Caprais s'éparpillant en troupes joyeuses sur les bords de l'Hers et courant dans tous les sentiers des environs. De bonne heure, la foule se jette dans cette direction et de tous les quartiers de la ville arrive en se grossissant, à mesure qu'elle approche de la belle avenue de Croix-Daurade. Toutes les guinguettes du faubourg Bonnefoy, toutes les terrasses des maisons qui bordent le chemin sont occupées à l'envi par cette moitié tranquille de la foule, qui jouit en général de voir passer l'autre moitié. Le temps d'ordinaire est superbe, tout invite à aller goûter le vin blanc des dernières vendanges, manger les premières châtaignes et danser sur l'herbe. Il n'en faut pas tant pour faire de cette course une délicieuse partie de plaisir, malgré le nuage de poussière qui roule toujours avec les piétons, les cavaliers et les omnibus, les *Toulousaines* et les *Citadines*, depuis la barrière de Matabiau jusqu'au pont de Saint-Caprais.

« Le soir, au soleil couchant, la prairie et les alentours offrent le coup d'œil le plus pittoresque. Qu'on se figure toute une population en plein air, à une lieue de la ville, dans un champ bordé d'un côté par un rideau de peupliers et de saules, de l'autre par une ligne de tables dressées et par une foule de petits échafaudages destinés à divers objets de consommation.



Çà et là, des tonneaux mis en perce et versant à flots le fameux vin blanc.

« Au centre et campés sur deux charrettes, de manière à servir de point de ralliement, deux chœurs de musique séparés par un flot continu de danseurs et de curieux ; partout sur l'herbe, dans les fossés, sous les arbres, des repas improvisés, des familles entières réunies autour d'un plat de châtaignes et de gâteaux secs, et, sur la route, un va-et-vient continu de chevaux et de voitures. »

Aujourd'hui, la fête traditionnelle n'existe plus. Le tout Toulouse d'autrefois a cessé de venir le dimanche de la Saint-Caprais à Croix-Daurade. On ne va plus à la vieille prairie. A peine quelques jeunes gens y ouvrent-ils le bal. Que dirait-on s'ils s'affranchissaient de cette habitude, destinée à conserver pour l'avenir un droit qui n'existe pas ? On se l'imagine ; cela suffit pour qu'on les blâmât s'ils s'abstenaient, et telle est la force d'un préjugé qu'ils le subiront longtemps encore avant d'oser en secouer le joug.

Toute la fête se concentre après cela dans le village, où règne encore cependant, quand le temps est beau, une grande animation. La foule se presse nombreuse, surtout le soir, autour du bal qui se tient sur la nouvelle place, et auprès du manège aux chevaux de bois et aux voitures et nacelles dorées, où un homme est chargé de moudre résolument une musique peu variée. On circule autour des nombreuses baraques où l'on tire à la cible et où l'on essaye de gagner des petits couteaux ou de menus objets sans valeur.

Ceux qui ont le respect des vieilles coutumes et l'amour du pittoresque ne peuvent que regretter l'ancienne fête de la prairie et son joyeux festival. La teinte locale qui la rendait si séduisante est effacée à tout jamais. Ce n'est pas une vulgaire « baloche » qui pourra faire revivre la Saint-Caprais d'autrefois !

---

## CHAPITRE XIII.

### Le domaine de Saint-Caprais, propriété du Chapitre Saint-Sernin, du onzième siècle à la Révolution.

Saint-Caprais, quoique hors du gardiage, fait partie de la paroisse Saint-Sernin. — Honneur ou domaine de Montmadalger, Montmazalger, Montizalguier ou Saint-Capraise. — Sa formation et son développement aux onzième et douzième siècles. — Le chanoine Gérard de Matabiau, seigneur de Montmazalger, donne à ce domaine un notable accroissement. — Divers achats et transactions. — Les deux moulins. — Pont sur la Sausse. — Les Esquirs. — Église et prieuré. — Le domaine de Montizalguier ou de Saint-Capraise du treizième siècle à la Révolution. — Baux à fiefs parcellaires et baux à locaterie. — Divers modes de louage de l'entier domaine. — Fermiers et fermages. — Bois. — Garde-bois et juge de Saint-Capraise. — Exercice du culte et sa suppression à la vieille église Saint-Caprasy. — Démolition de cette église. — Vente du domaine comme bien national à la Révolution. — Les Lestrade.

L'entier gardiage des capitoulats de Saint-Sernin et de Saint-Pierre formait la partie hors ville de la paroisse Saint-Sernin ; mais le territoire de cette dernière comprenait, en outre, le domaine de Saint-Caprais, qui appartenait au chapitre abbatial et était situé en dehors du gardiage. Ce domaine devait aussi plus tard faire partie de la paroisse de Croix-Daurade. Son étude entre par conséquent dans notre cadre et nous lui consacrons un chapitre spécial, comme ayant trait au plus ancien et au plus intéressant de nos vieux quartiers.

A aucune époque, le domaine de Saint-Caprais n'appartint au gardiage. Il se trouve, en effet, sur la rive droite de la Sausse, laquelle forme, depuis Montredon jusqu'à son embouchure, la limite de Toulouse. A partir de cette embouchure jusqu'à la route d'Albi, il est également en dehors des bornes de pierre qui marquent la ligne divisoire des territoires de Toulouse et de l'Union. Seule la partie qui formait l'ancien

communal se trouve dans le gardiage. Établissons en premier lieu que la métairie ou domaine de Saint-Caprais faisait partie de la paroisse Saint-Sernin.

Le chapitre abbatial venait chaque année célébrer des offices solennels dans l'église de cette vieille métairie. Aurait-il pu le faire dans une paroisse autre que la sienne ? Plusieurs documents établissent d'ailleurs qu'il restait en cela dans les limites de sa juridiction. Ainsi, le 17 août 1624, l'Official de Toulouse rendait une sentence dans laquelle il déclarait que la métairie « *étant dans la paroisse Saint-Sernin* », le fermier devait reconnaître le curé de l'abbatiale pour son curé et, comme tel, lui payer ses droits. En outre, il faisait défense au curé de Belvèze ou Saint-Jean-de-Kyrie-eleison d'administrer les sacrements dans la dite métairie<sup>1</sup>. Tel était aussi le sentiment de l'autorité civile. Le chapitre de Saint-Sernin ayant été taxé, comme propriétaire de ce domaine, à une somme de 69 livres 4 sols pour sa quote-part des dépenses nécessitées par des réparations à effectuer à la maison presbytérale et au cimetière de Saint-Jean, une ordonnance de l'intendant de Basville l'exonéra de cette charge malgré les prétentions des consuls du lieu<sup>2</sup>. Ceux-ci l'ayant encore imposé en 1736 pour la reconstruction du dit presbytère, le chapitre produisit une ordonnance de l'intendant Lamoignon qui le déchargeait également de cet impôt, « pour ce motif que la métairie de Saint-Caprais ne se trouvait point dans ladite paroisse, mais dans celle de Saint-Sernin<sup>3</sup> ».

Depuis le onzième siècle jusqu'à la Révolution, le domaine de Saint-Caprais resta sans interruption la propriété du chapitre Saint-Sernin, sous les noms successifs de Montmadalger, Montmazalger, Montizalguier et Saint-Capraise. La plupart des titres de propriété sont perdus, mais il est possible d'y suppléer. Le Cartulaire de l'abbaye de Saint-Sernin en reproduit le plus grand nombre. Quant aux autres, il en conserve la trace dans des chartes sommaires, qui n'en sont pas moins un

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, Cresty, t. I, p. 249.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, n° 221. Délibération du chapitre, du 16 juin 1736.



rappel des titres primitifs et comme une façon de mémoire où étaient relatés, à l'usage des chanoines, les droits de l'abbaye.

Le Cartulaire n'embrasse que la période de 844 à 1200 ; mais, en ce qui concerne les siècles suivants, moins de documents ont disparu. S'il en a été perdu quelques-uns, on a utilement recours, pour y suppléer, au répertoire de Cresty<sup>1</sup>,

Paléographe expert, Cresty travailla, du 31 mai 1728 au 15 mai 1730, à classer les archives de Saint-Sernin. Il les inventoria et en résuma chaque pièce dans un répertoire en deux immenses volumes in-folio, écrits en entier de sa main et qu'il signa du titre de « déchiffreur et archiviste ».

Après de nombreuses pages consacrées à l'analyse des pièces relatives à Saint-Caprais, sous le nom de Montizalguier, l'habile « déchiffreur » nous avertit qu'il convient de recourir à l'ancien Cartulaire de Saint-Sernin. « Vous y trouverez, dit-il, plusieurs actes concernant *Montizalguier*, sous le nom de *Montmazalger* », et il ajoute qu'il est pourtant bon de s'informer « si *Montmazalger* et *Montizalguier* sont les mêmes. Pour moi, conclut-il, je crois qu'ils le sont<sup>2</sup> ». Cresty avait soupçonné cette identité. Qu'eût-il fallu pour justifier sa manière de voir et identifier avec certitude *Montizalguier* et *Montmazalger*? Rapprocher simplement les données de ses analyses des précieuses indications du Cartulaire. Il s'abstint de ce travail, parce qu'il était uniquement chargé, moyennant un modeste salaire, d'analyser les diverses pièces qu'il inventoriait et non de les discuter ; mais on sent bien qu'il l'aurait tenté volontiers.

Il lui aurait suffi, pour arriver à la conclusion qu'il soupçonnait, de se référer tout d'abord, l'ayant classé et résumé dans son Répertoire, à « *l'Inventaire des biens meubles et immeubles de l'abbaye de Saint-Sernin* », dressé le 14 septembre 1246 par les soins de Bernard II de Gensac ou Gentiac, abbé de Saint-Sernin (1243-1263)<sup>3</sup>. Il se serait vite aperçu qu'il y est fait

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin.

2. *Ibid.*, Répert. de Cresty, t. I, p. 243.

3. Cet inventaire a été publié par M<sup>gr</sup> Douais en 1886 (Paris, Alphonse

mention, comme propriété du Chapitre et dépendance de la métairie de *Montmazalger*, d'une église sans vocable qu'il avait lui-même mentionnée plusieurs fois dans son Répertoire, à l'article *Montizalquier*, avec cette même particularité. Il aurait aussi remarqué qu'il venait de signaler dans son travail, comme sises à *Montizalquier*, diverses terres et certains fiefs, par exemple le bois des Esquirs et les terres proche Belvèze et la Sausse, que le Cartulaire présente également comme faisant partie de *Montmazalger*. Chose plus frappante encore et qui n'aurait pu échapper à sa sagacité, un « accord passé en 1146, sur le conseil d'Hugon, abbé de Saint-Sernin, entre Guirald de Matabouon d'une part et Raymond Molin et sa niépse d'autre part, au sujet du moulin de *Montizalquier*<sup>1</sup> », se trouve dans le Cartulaire, à la même date et avec les mêmes noms, à la seule différence que ce moulin est appelé moulin « de *Montmazalger* » au lieu « de *Montizalquier*<sup>2</sup> ».

Enfin Cresty n'aurait pu manquer de s'apercevoir que certains fiefs qu'il avait indiqués, d'après les titres analysés, comme « appartenances de *Montizalquier* ou dépendants de son dîmaire », sont également signalés au Cartulaire comme faisant partie de *Montmazalger*. Telles sont, pour nous borner à deux, les terres du clos de l'Olme et celles de Pexel. Les premières font l'objet d'un bail à fief de 1316, dont il venait de résumer le titre à l'article *Montizalquier*<sup>3</sup>, et de deux baux en emphytéose relatés au Cartulaire sous le titre *Montmazalger*, l'un pour l'année 1162 et l'autre pour l'année 1166<sup>4</sup>. Les secondes figurent à son Répertoire dans les baux à locaterie de *Montizalquier* (titre de 1327)<sup>5</sup> et au Cartulaire dans une charte non datée, à propos de la vente d'un demi-arpent de vigne à *Mont-*

Picard) et en 1904 : *Documents sur l'ancienne province de Languedoc*, t II, *Trésor et relique de Saint-Sernin de Toulonse*, I. Inventaires (1246-1657) (également Paris, Picard).

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, Cresty, t. I., p. 237.

2. *Cartulaire*, ch. n° 40.

3. Cresty, t. I, p. 239.

4. *Cartulaire*, ch, n° 43 et n° 45.

5. Cresty, t. I, p. 240.

*mazalger*<sup>1</sup>. C'est ainsi qu'un simple rapprochement du Cartulaire et des analyses de Cresty permet d'identifier avec certitude *Montmazalger* et *Montizalquier*.

Ce domaine, auquel une enquête de 1544<sup>2</sup> et un arrentement de 1628<sup>3</sup> donnèrent plus tard le nom de *Saint-Caprasy* et *Capraise*, que tous les actes postérieurs devaient lui conserver, n'était autre que la métairie actuelle Saint-Caprais. Celle-ci est située sur la rive droite de l'Hers et s'étend entre la route d'Albi et la Sausse, depuis le pont de Velours jusqu'au chemin de Belbèze qui couronne la colline de l'Union. Elle fait partie, depuis le Concordat, de la paroisse de l'Union et appartient actuellement à Madame Soum.

I. DOMAINE DE MONTMADALGER OU MONTMAZALGER JUSQU'EN 1200. — Le Cartulaire de l'abbaye de Saint-Sernin renferme 46 chartes relatives au domaine qui nous occupe. Quelques-unes ont pour objet les terres et bois des Esquirs qui en faisaient partie; les autres concernent : 1° certains fonds possédés dans le principe par l'abbaye; 2° le domaine de Gérald de Matabiau, seigneur de Montmazalger, et les terres qu'il acheta soit pour son compte avant d'être chanoine, soit au nom du chapitre quand il le fut devenu; 3° les fonds donnés par la suite à l'abbaye ou ceux qui furent acquis par le Chapitre.

Certaines de ces chartes sont datées. Celles qui ne le sont pas doivent être considérées comme antérieures à l'époque de la transcription du Cartulaire, par ordre de Pons de Montpezat, abbé de Saint-Sernin (1171-1198)<sup>4</sup>. Elles remontent par conséquent au moins au douzième siècle.

Parcourons rapidement les unes et les autres.

1° *Terres auxquelles se rapportent les chartes non datées.* — Les possessions de l'abbaye à Montmazalger se bornèrent au début à l'église Saint-Caprais et à quelques fonds signalés par

1. *Cartulaire*, ch. n° 35.

2. Cresty, t. I., p. 242.

3. *Ibid.*, p. 241.

4. *Cartulaire*, Introduction par Mgr Douais.



la première charte du Cartulaire relative à ce terroir<sup>1</sup> et par le premier titre rapporté par Cresty, à l'article concernant Montizalguier<sup>2</sup>. Ce domaine était appelé à devenir l'un des plus importants du Chapitre et son développement correspond à la période de grande prospérité de l'abbaye. Il était, en effet, arrivé à son apogée avant la fin du douzième siècle.

Aux quelques fonds primitifs s'ajouta tout d'abord le fief appelé « *honneur de Montmazalger* ». Il appartenait à Gérald de Champagne, fils de Raymond Willem, qui le vendit, au mois d'avril 1125, à Raymond, abbé de Saint-Sernin, et à son chapitre, moyennant cinquante sous de Toulouse<sup>3</sup>. Nous signalons ici cette première acquisition, quoiqu'il s'agisse d'une charte datée, parce que ledit « *honneur* » constitua au début, avec les quelques fonds appartenant déjà au chapitre, comme le noyau du grand domaine qui allait se former et auquel il donna son nom.

Quand Gérald de Matabiau, *seigneur de Montmazalger*<sup>4</sup>, devint chanoine, sa seigneurie, déjà accrue au moyen de diverses acquisitions et qu'il devait continuer d'agrandir, donna une certaine importance au domaine. Ainsi il avait acheté dans ce terroir : 1 essart, au prix de 5 sous 5 deniers toulousains; un autre, au même prix; 1 casal, près de la vieille église, à 7 sous; demi arpent de terre, à 12 deniers; 2 pièces de terre, à 3 sous 6 deniers; un autre, à 2 sous morlais<sup>5</sup>; une vigne, à 5 sous; une terre, à 4 sous; une autre, au même prix; demi arpent de vigne, à 12 deniers; le champ Martra; 1 essart, à 4 sous; 1 pièce de terre, à 12 sous; 1 autre, à 4 sous; 1 autre, à 12 sous; 1 autre, à 10 sous; 1 arpent de vigne, à 10 sous; 1 essart à 4 sous; une terre à 12 sous; demi arpent de terre à 4 sous morlais; 1 arpent de vigne à 12 deniers morlais; une pièce de terre à 18 deniers et 1 essart à 3 sous<sup>6</sup>.

1. *Cartulaire*, ch. n° 23.

2. Cresty, t. I, p. 237.

3. *Cartulaire*, ch. n° 109.

4. *Ibid.*, ch. nos 24 et 25.

5. Morlas était un établissement monétaire du midi de la France.

6. *Cartulaire*, ch. nos 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 35, 36 et 32.

Gérald de Matabiau, toujours nommé comme acquéreur, avait-il agi pour son compte personnel ou au nom du Chapitre? Nous serions porté à croire que c'était pour son propre compte et avant d'être chanoine qu'il avait réalisé ces diverses acquisitions. Les chartes semblent l'indiquer. Sauf la charte n° 26, les autres ne le signalent jamais comme le représentant du Chapitre, tandis qu'il en sera toujours ainsi par la suite dans les chartes datées. De plus, toutes les chartes non datées sont rédigées en quelques lignes et notablement plus courtes que celles qui constituaient avec certitude des titres intégralement reproduits. La 32<sup>e</sup>, par exemple, n'a qu'une ligne : « *Et compravit III sols unum essart de Poncio de Verfold.* » Il acheta pour 3 sous 1 essart à Pons de Verfeil. » Ajoutons que ces chartes ne font mention pour la plupart d'aucun témoin, contrairement à l'usage général qui exigeait cette condition pour la validité des actes. Quelquefois même ni le nom du vendeur, ni le prix d'achat n'y sont signalés. Tout cela ne s'explique qu'à la condition que Gérald de Matabiau ait acheté en son propre nom. Dans cette hypothèse, en effet, ces chartes n'étaient, dans leur brièveté, que de simples rappels des vrais titres de propriété. Gérald de Matabiau s'était rendu acquéreur des divers fiefs cités plus haut pour agrandir sa seigneurie, et plus tard, en devenant chanoine, il avait, selon l'usage, abandonné tous ses biens au Chapitre. Cette cession avait ensuite figuré au Cartulaire par l'insertion de chartes très courtes, où pour ce motif, ni la date, ni les noms des témoins, ni ceux des vendeurs, ni même le prix d'achat n'étaient nécessaires. Ces chartes ne devaient être considérées que comme des références aux titres eux-mêmes, alors probablement remis au Chapitre et auxquels on pouvait recourir le cas échéant. Les chartes insérées au Cartulaire suffisaient pour les chanoines à établir les droits de l'abbaye sur la seigneurie de Gérald de Matabiau à Montmazarger et sur les terres qu'il avait acquises au même lieu pour l'agrandir.

2° *Des terres auxquelles se rapportaient les chartes datées.*

— La famille de Raymond Pierre est la première que nous font connaître les chartes datées parmi les bienfaiteurs de l'abbaye

à Montmazelger. La plus ancienne (1060-1108) n'avait pas cependant pour objet une libéralité envers le Chapitre. Il s'agissait simplement d'un bail à fief de 2 arpents et 1 mézaillade de vigne consenti par Raymond Pierre, Uga sa femme et leurs enfants, et Willem Bernard leur parent au profit d'Arnaud Bernard et de ses fils Bernard et Guillaume, moyennant une redevance *temporaire*<sup>1</sup>. Cette mise en fief était par conséquent, à l'échéance, une transmission pure et simple de propriété. Le bénéfice en fut acquis plus tard à l'abbaye par le fait de l'admission d'un des membres de la famille Arnaud Bernard comme chanoine. Ce fut le motif de la transcription de la charte au Cartulaire.

Diverses chartes nous apprennent que deux fils de Raymond Pierre, Pons et Bruno, ce dernier surnommé *Cæli enarrant*, firent plus tard (1117-1137) cession au Chapitre, moyennant 6 sous et 7 deniers toulousains, de 9 deniers de censive qu'ils prélevaient annuellement sur l'honneur de Montmazelger, et que sa fille Willemme donna à l'abbaye toutes les terres sises à Montmazelger, dont elle avait hérité de son père. Raymond Pierre lui-même, avant sa mort et vers 1120, avait fait don à Saint-Sernin de deux pièces de terre situées au même lieu et de plusieurs autres fiefs, parmi lesquels le bois de Torns, une nause, un casal avec demi-arpent de terre, un essart sis au bout du chemin du moulin et un bon casal près de la vieille église. Il avait mis pour condition à ses largesses que le chapitre lui accorderait, ainsi qu'à sa femme, la faveur de la sépulture dans son cimetière.

En janvier 1132, *Cæli enarrant* abandonnait à l'Abbé et au Chapitre tous les droits qu'il avait ou auxquels il pouvait prétendre sur l'honneur de Montmazelger.

Le 28 avril 1134, Bruno faisait donation, avec Pons, son frère, et Willemme, sa sœur, de tout ce qu'ils tenaient en fief ou en engagement au même lieu, et, en mai de l'année suivante, un autre frère, du nom de Bonet, renonçait, au profit du Chapitre, pour 11 sous morlais, à tout ce qu'il

1. *Cartulaire*, ch. n° 270.



possédait pour sa part dans tout l'honneur de Montmazalger<sup>1</sup>.

Willemme, fille de Raymond Pierre, ayant plus tard épousé Bernard Martin, reparait, en septembre 1139, dans une vente faite par son mari, à Bernard de Ravad, d'un demi-arpent de vigne à la Carda, moyennant 7 sous 1/2 de Toulouse, et d'un arpent à la font de Montmazalger, pour 10 sous de la même monnaie<sup>2</sup>.

A partir de 1145, ce sera le plus souvent le chanoine Géraud de Matabiau qui représentera le Chapitre dans les diverses transactions concernant Montmazalger. Ainsi, le 7 février de cette année, il baillait à fief, à Raymond Béli, sept arpents de terre attenants au grand chemin, sous la charge annuelle de la tasque et du dixième, ainsi que de 4 deniers de justice, avec cette clause particulière que la gerbe ne serait enlevée de ce fonds que sur la permission du seigneur. Il achetait : en novembre 1149, une pièce de terre « au delà de l'Hers » au prix de 12 sous ; en mars 1152, le champ Martra, à 5 sous morlais ; en novembre 1160, une prairie à 4 sous, et deux pièces de terre à 18 deniers ; et, en décembre 1169, deux pièces de terre et un casal à 10 sous morlais<sup>3</sup>. En janvier 1161, il donnait à fief quelques terres des *appartenances* de Montmazalger qui dépendaient du dîmaire de Garrigalassen, aujourd'hui Saint-Jean-de-Kyrie-Eleison, sous la charge annuelle, à l'entrée du Carême, de 12 deniers de censive et l'arrière-acapte, le cas échéant.

En avril de la même année, il achetait, à 10 sous morlais, tous les honneurs qu'il avait autrefois donnés en fiefs à Raymond laude, à l'exception d'un casal. En juin 1163, Pierre de Garidech et Géralde, sa femme, lui vendaient, au prix de 41 sous, tout l'honneur qu'ils possédaient dans l'alleu de Montmazalger, sauf deux casaux situés à la villa vieille, demi-arpent de vigne et un morceau de terre « *trocetum terre* »<sup>4</sup>. En 1164, le Chapitre signait encore de nombreux contrats : la

1. *Cartulaire*, ch. nos 128, 120. 22 append., 107, 271.

2. *Ibid.*, ch. n° 108.

3. *Ibid.*, ch. nos 42, 24, 114, 118 et 119.

4. *Ibid.*, ch. nos 41, 34, 39.

mise en fief d'une vigne, moyennant le quart et le dixième de la vendange; un achat de tout l'honneur que possédait un certain Ratier, et un abandon fait en faveur de l'abbaye par Pons de Pomer Vig et sa femme de tout ce qu'ils pouvaient prétendre dans le même alleu<sup>1</sup>.

Le lecteur aura sans doute remarqué que quelques vendeurs ou donateurs avaient conservé les casaux. Ceux-ci restaient leurs maisons de plaisance, soit près de l'ancienne église, soit « à la villa vieille » ou à l'autre petit hameau « villa ». Il s'était formé là, en effet, un double village que la guerre des Albigeois devait bientôt détruire, avec ceux de Matepezoul et de Fontanes. (Voir au ch. 1.)

II. LES MOULINS DE MONTMAZALGER. — Il existait, au douzième siècle, deux moulins à Montmazalger. La charte de 1146, qui relate les conditions d'un accord à leur sujet, en fournit la preuve<sup>2</sup>. Étaient-ils construits sur l'Hers ou sur la Sausse? Ne faudrait-il y voir que de simples moulins à vent établis sur le coteau de Belbèze? Rien dans le texte ne permet de répondre à ces questions. Du reste, le rédacteur de la charte n'avait pu avoir la pensée de nous dire qu'il s'agissait de moulins à eau, car, à cette époque, il n'en existait point d'une autre nature dans nos contrées. D'invention arabe, les moulins à vent, en effet, ne furent pas introduits en France avant le commencement du treizième siècle<sup>3</sup>. Les moulins à eau, que l'on voit paraître, au contraire, dès le sixième siècle, étaient fort communs au douzième, et les religieux, en particulier, avaient coutume d'en faire établir près de leurs monastères, quand il existait dans le voisinage quelques cours d'eau leur ménageant des chutes dont ils pouvaient tirer parti.

Les deux moulins de Montmazalger étaient donc des moulins à eau. Nous ne croyons pas qu'ils fussent établis sur la Sausse, simple petit ruisseau, presque à sec en été. Il semble

1. *Cartulaire*, n° 150 et 56 appendice.

2. *Ibid.*, ch. n° 40.

3. Lenoir, *Architecture monastique*, 3<sup>e</sup> partie, p. 405.

plus vraisemblable, vu la proximité de l'Hers, qu'on les ait bâtis sur ce cours d'eau plus important. Des substructions, qu'on peut encore apercevoir, au moment des basses eaux, dans le lit de l'Hers, un peu en amont du pont de Saint-Caprais, en seraient peut-être un vestige.

L'accord qui atteste l'existence de ces moulins avait pour objet leur bonne administration. Raymond Molner et sa nièce s'engageaient à fournir la huitième part du fer nécessaire aux réparations et à contribuer également pour un huitième à l'achat des meules. La maîtrise ou direction leur était concédée, et on leur reconnaissait le droit de se faire suppléer par « *un maître* » de leur choix, s'ils ne voulaient pas l'exercer par eux-mêmes.

Il était ensuite convenu que lorsque Raymond Molner ou son « maître » travaillerait aux moulins la journée entière, sa nourriture serait à la charge de Gérard de Matabiau, qui représentait le Chapitre. Indépendamment d'un huitième du blé dont on était convenu pour prix de sa maîtrise, Molner aurait droit, aussi, à une pugnérée de grain ( $1/4$  de setier) quand les deux moulins travailleraient ensemble, et à une demi-pugnérée si un seul était occupé. Gérard de Matabiau devait fournir tous les aides nécessaires, sauf ceux qu'exigeait la maîtrise. Sous réserve de toutes ces charges, les bénéfices étaient acquis au Chapitre<sup>1</sup>.

Ces moulins se trouvaient grevés de quelques censives; mais le Chapitre les en affranchit bientôt. En janvier 1157, Hugue, abbé de Saint-Sernin, achetait, en effet, à Pierre de Rives et à Etiennette, sa femme, pour la somme de 20 sous, tous leurs droits sur ces moulins<sup>2</sup>.

III. PONT SUR LA SAUSSE ET PASSAGES. BARRIÈRES. — Arnaud Ross paraît avoir été pour le chapitre Saint-Sernin, en 1164, un voisin difficileux. Un vieux pont existait sur la Sausse, entre ses terres et le domaine de Montmazalger. Ross préten-

1. *Cartulaire*, ch. n° 40.

2. *Ibid.*, n° 37.



dait bien, après l'avoir passé, être en droit de traverser les bois de l'abbaye, pour se rendre au village « *villa*<sup>1</sup> » de Montmazelger et de là gagner le grand chemin de Toulouse à Castelmaurou; mais il ne voyait pas sans grand déplaisir que les gens de Saint-Sernin traversassent ses propres terres pour aller soit au clos Redon (Montredon) où le chapitre possédait quelques fonds, soit au chemin de Montrabe.

Quant au pont lui-même, il était dans un état tel de délabrement, qu'il devenait urgent de le reconstruire; mais chacun des deux voisins estimait n'être pas tenu de contribuer à la dépense. Un grave différend s'était donc élevé entre Ross et le Chapitre. L'Abbé intervint en personne et prit lui-même cette affaire en main. N'ayant pu convaincre son riche et puissant voisin, il dut en venir à lui proposer de soumettre le différend à des arbitres, au jugement desquels chacune des deux parties devrait acquiescer. Ross ayant accepté cette manière de trancher la difficulté, on nomma quatre arbitres : Willem Raymond, Bernard Manader, Pierre Munio et Pons de Soréda. Arnaud Ross jura, en leur présence, de ne rien cacher de la vérité. Hugue, abbé de Saint-Sernin, prêta aussi serment. On nomma ensuite d'un commun accord, comme cinquième arbitre, pour départager les voix s'il le fallait, Etienne de Monvaldran.

Chacune des deux parties ayant produit ses titres et fait entendre ses témoins, les arbitres se prononcèrent. L'Abbé et Arnaud Ross devaient d'abord reconstruire à frais communs et par égale part le pont sur la Sausse, à l'endroit où il existait déjà ou en tout autre lieu choisi d'un commun accord. Sur ce pont devraient avoir droit de passage l'Abbé et Arnaud Ross, ainsi que leurs gens et même tout étranger aux deux domaines qui souhaiterait franchir la Sausse. On concédait ensuite à l'Abbé le droit de traverser *les terres d'Arnaud Ross* et on obligeait celui-ci de lui livrer *libre chemin*, ainsi qu'à tous ceux qui désireraient passer.

De son côté, Ross devait également avoir passage *à travers les terres de l'abbaye* et par le village, et on étendait ce droit

1. *Cartulaire*, Plusieurs chartes relatives à Montmazelger.

à ses gens et aux étrangers qui voudraient prendre ce chemin. Celui-ci était dit « sous les barrières : *sub barrariis* ». L'Abbé restait chargé d'établir ce chemin et de faire ces barrières. Quelques-unes de ces dernières existaient déjà. On les signalait quatre ans auparavant dans la vente d'une prairie par Pierre de Lézat, mais elles n'étaient pas sans doute suffisantes et les arbitres se préoccupèrent des moyens de les rendre telles. Ils déclarèrent que l'Abbé devait « *faire un passage assez élevé* », probablement à travers les bois, en coupant à hauteur suffisante toutes les branches d'arbre sur les bords du chemin. Les chevaux chargés de vendange et de grains devaient pouvoir passer sous cette voûte sans obstacle, et les arbres ainsi émondés formaient barrière des deux côtés du chemin. Il fut ensuite réglé que chemin et barrières iraient de la Sausse à la « villa vieille », mais que ce chemin ne pouvant être considéré comme public, le passage en serait interdit aux charrettes <sup>1</sup>.

Il n'est pas resté trace de ce chemin construit par le Chapitre à travers ses bois et le pont sur la Sausse a également disparu.

Quant au chemin établi par Arnaud Ross, il fut sans doute le principe et comme l'ébauche du vieux chemin de Gavardy allant de la Sausse au chemin de Montrabe et à Montredon.

En l'année 1165 eut lieu la dernière acquisition faite par le Chapitre à Montmazalger jusqu'à la fin du douzième siècle. Il s'agissait d'une moitié de casal que possédait près de l'église Garsens, fille de Raymond Pégarel, et Dide, son mari. Ceux-ci la vendirent à Saint-Sernin avec tout l'honneur et les droits qu'ils possédaient dans cet alleu <sup>2</sup>.

IV. L'HONNEUR DES ESQUIRS. — Les Esquirs formèrent de bonne heure une part importante de Montmazalger. Ils comprenaient des terres cultivées et incultes, des prairies et des bois. Les bois surtout paraissent en avoir constitué la principale part <sup>3</sup>.

Comment et à quelle époque les Esquirs devinrent-ils la

1. *Cartulaire*, ch. n° 1112.

2. *Ibid.*, ch. n° 48.

3. *Ibid.*, n°s 31 et 110.

propriété du Chapitre? La réponse n'est pas facile. Quelques chartes insérées au Cartulaire, sans ordre chronologique, certaines même non datées et toutes sobres de détails, les chartes n'étant pas des recits, sont les seuls documents auxquels il soit possible de recourir. Rapprochées et expliquées les unes par les autres, elles permettent cependant de fixer ce point d'histoire, qu'une lecture superficielle laisserait dans le vague. La charte n° 38 établit d'abord sans conteste que les Esquirs faisaient partie de Montmazarger : « *Dono et concedo honorem illum totum qui est ad Montem Madalguerium nomine Esquirs.* » Le titre de « *Montmazarger* » sous lequel figurent au Cartulaire les chartes relatives aux Esquirs ne laisse d'ailleurs aucun doute à ce sujet.

Prises dans leur ensemble, les chartes concernant les Esquirs nous apprennent en second lieu que ce domaine appartenait, dans la première moitié du douzième siècle, à Gausbert Izarn de Verfeil.

En avril 1147 Gausbert consentit un bail emphytéotique, pour ce qui lui en restait, à Gérard de Matabiau, seigneur de Montmazarger, et à son frère Etienne de Matabiau, moyennant six deniers, payables chaque année le jour de la fête de saint Thomas apôtre, et sous quelques réserves au profit des bailes de cet honneur<sup>1</sup>.

Gausbert Izarn de Verfeil avait vendu l'autre partie de ce domaine à Etienne de Matabiau, à une époque imprécise, mais qui est forcément antérieure au présent bail, puisque ce dernier n'avait pour objet que ce qui « *restait* » encore à Gausbert et à sa famille aux Esquirs.

Deux ans s'étaient à peine écoulés, qu'Etienne de Matabiau, à l'occasion de l'admission de son fils Guillaume comme chanoine (1149), donnait à l'abbaye « tout ce qu'il avait acquis aux Esquirs de Gausbert Izarn de Verfeil<sup>2</sup>. » Le Chapitre devenait ainsi propriétaire de la part dont Etienne de Matabiau

1. *Cartulaire*, ch. n° 110. — Les bailes avaient droit notamment au bois sec et pouvaient prendre les bois nécessaires pour réparer leurs maisons; mais ils étaient tenus « *bene custodire boscos* ».

2. *Ibid.*, n° 38.



s'était primitivement rendu acquéreur, et il était subrogé à ce dernier, relativement à la partie prise, avec son frère Gérard, en emphytéose. De plus, Gérard de Matabiau lui-même étant alors chanoine et à ce titre ses biens appartenant à l'abbaye, selon l'usage<sup>1</sup>, le Chapitre se trouva, à dater de ce jour, en possession de la totalité des Esquirs, à charge par lui des redevances annuelles dues aux Gausbert par les deux frères Etienne et Gérard de Matabiau, relativement à la partie qu'ils avaient prise en emphytéose. Il faut cependant en excepter ce que l'Abbé et Gérard de Matabiau avaient cédé à des tiers par des baux à fiefs, que bientôt d'ailleurs ils devaient racheter.

En janvier 1164, Gausbert Izarn de Verfeil, Adelane sa femme et leur fils, soit que le bail emphytéotique eût pris fin, soit que, par excès de précaution on voulût garantir les droits du Chapitre par un acte direct, consentirent un nouveau bail à Hugue, abbé de Saint-Sernin, à Gérard de Matabiau et au Chapitre pour l'honneur des Esquirs, qu'ils avaient précédemment donné en emphytéose à Gérard et Etienne de Matabiau. Il fut même précisé dans la charte que les six deniers tolzats d'oublie qui devaient leur être payés par le Chapitre, le jour de la Saint-Thomas, ne le seraient que s'ils lui étaient réclamés<sup>2</sup>.

L'abbaye avait racheté, au mois de mai 1164, les parties de ce domaine baillées à fief par Etienne et Gérard de Matabiau<sup>3</sup>.

Saint-Sernin n'avait donc plus, pour pouvoir exercer un droit absolu de suzeraineté sur l'entier domaine des Esquirs, qu'à transformer en une vente pure et simple le contrat emphytéotique, en vertu duquel les Gausbert pouvaient encore lui réclamer la redevance annuelle de six deniers tolzats et, à échéance, le fond lui-même, si le bail n'était pas perpétuel. Il en fut ainsi fait. Par acte non daté, mais évidemment postérieur à tous ceux dont il vient d'être question, Gérard de Matabiau, mettant un terme à cette situation de dépendance, vis-à-vis de la famille Gausbert Izarn de Verfeil, acheta pure-

1. *Cartulaire*, Introduction par M<sup>gr</sup> Douais.

2. *Ibid.*, ch. n<sup>o</sup> 43 et n<sup>o</sup> 45.

3. *Ibid.*, ch. n<sup>o</sup> 116.

ment et simplement, pour 155 sous, l'honneur des Esquirs :  
*« terras et boscos et prata et totum hoc quod ibi habebat<sup>1</sup> »*.

V. EGLISE ET PRIEURÉ DE MONTMAZALGER. — Il existait à Montmazelger, près du ruisseau de la Sausse, une vieille église dont l'emplacement conserve encore le nom de « champ de l'église ».

Cette église est signalée dans la première charte du Cartulaire avec toutes celles qui appartenaient<sup>2</sup> à Saint-Sernin ou lui payaient des redevances.

Plusieurs autres chartres en font aussi mention et quelques-unes la qualifient de « *vieille église* ». C'est ainsi qu'on la désigne notamment dans la charte n° 22 de l'Appendice, que M<sup>gr</sup> Douais estime du commencement du onzième siècle, sinon plus ancienne<sup>3</sup>. On ne peut cependant assigner à sa construction une date même approximative. Le Cartulaire nous laisse ignorer également quel était son vocable. Il la nomme simplement « *ecclesia de Montemadalquerio<sup>4</sup>* ».

Les bulles que le Chapitre avait obtenues de la bienveillance des souverains pontifes Urbain II, Pascal II, Gélase II et Innocent III<sup>5</sup>, comme sauvegarde de la possession paisible de ses terres, ne nomment point cette église, alors qu'elles mentionnent toutes celles qui dépendaient de l'abbaye. Il faut arriver pour cela à Alexandre III qui la désigne dans la bulle du 3 mars 1175, entre l'église de Layrac et celle de Sainte-Quiterie<sup>6</sup>, et encore cette bulle, pas plus que le Cartulaire, ne nous fait connaître son vocable.

L'Inventaire de Bernard II de Gensac ou Gentiac (1246) est

1. *Cartulaire*, ch. n° 29.

2. Quand les églises appartenaient à Saint-Sernin, le Chapitre qui en percevait tous les revenus y compris les dîmes, entretenait à la portion congrue le prêtre chargé de la desserte.

3. *Cartulaire*, Introduction, p. xxviii.

4. *Ibid.*, ch. n° 1.

5. *Ibid.*, Appendice.

6. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, liasse III, titre 8 et *Cartulaire*, App. ch. n° 9.

le premier document qui nous révèle qu'elle avait pour titulaire saint Caprais.

Il est permis de penser qu'à cette époque elle n'était pas encore richement pourvue des objets du culte. On ne s'expliquerait pas, sans cela, que l'Inventaire qui détaille minutieusement tout ce que renfermait la chapelle de Saint-Etienne à la métairie de Castelginest<sup>1</sup>, ne nous signale aucun de ces objets dans celle-ci et se contente simplement de la mentionner<sup>2</sup>.

Il n'est pas nécessaire cependant d'arriver ainsi en 1246, pour pouvoir affirmer que cette église était anciennement la propriété du Chapitre. La charte n° 22 de l'appendice que M<sup>gr</sup> Douais estime au moins du commencement du onzième siècle, établit sa haute antiquité et la première charte du Cartulaire prouve qu'elle appartenait à l'abbaye. Cette charte n'est qu'une longue nomenclature des églises qui dépendaient de Saint-Sernin et des redevances payées annuellement par chacune d'elles. Or, celles de ces églises que nous savons d'une manière positive avoir appartenu en propre au Chapitre, comme l'église de Sainte-Marie-Madeleine de Fontanes et l'église de la Sauveté de Matepezoul, ne sont pas signalées comme étant astreintes à une redevance fixe, parce que *tous* leurs revenus, ainsi que les églises mêmes, étaient sa propriété. On se contente simplement de les nommer. L'église de Montmazelger est ainsi mentionnée, sans indication d'aucune redevance annuelle. C'est une preuve évidente que, comme ces églises, elle appartenait aussi à l'abbaye. On l'obligeait seulement, ainsi que les deux premières, à porter le corps du saint : « *portare corpus sanctum* ».

S'agissait-il de l'obligation, pour ses gens, de se rendre au monastère tel jour déterminé pour y porter, dans une procession à l'intérieur de l'église ou à l'extérieur dans les rues de la ville, le corps de saint Saturnin ou bien de venir simplement à cette église en y portant les reliques de son propre patron? Rien dans la charte ne permet de répondre à cette question.

1. *Inventaire*, n° 51.

2. *Ibid.*, n° 48.



Cette dernière interprétation nous paraît cependant la plus vraisemblable, car cette procession se rendant à Saint-Sernin et où l'on portait ainsi, en signe de dépendance et d'hommage, les reliques dont on avait la garde était tout à fait dans les mœurs du temps.

Les nouveaux éditeurs de l'*Histoire de Languedoc* nous signalent un cas de ce genre. C'était au mois de novembre 1115. Guillaume de Poitiers venait de dépouiller de ses états le comte de Toulouse. Il régnait, on le comprend, une vive agitation dans notre ville entre les deux partis d'Alphonse et de Guillaume. Celui-ci, soit dans un but de diversion, soit afin de paraître compter principalement sur le ciel pour obtenir la tranquillité après la conquête, soit enfin et surtout pour frapper l'imagination de ses adversaires, conçut le projet d'une procession générale, où l'on porterait les reliques des saints reposant dans la province. Amélius, évêque de Toulouse, ayant adhéré à ce projet, tous les principaux dignitaires ecclésiastiques furent convoqués. « A cet appel, chacun des abbés vint en procession, avec les reliques les plus précieuses de son monastère, et tous ces religieux d'ordres divers s'établirent autour de Toulouse, sous des tentes élevées hors de l'enceinte de la ville<sup>1</sup>. » Ce dut être pour les habitants un spectacle d'un effet grandiose que tous ces évêques, abbés, prieurs, clercs et seigneurs escortant les saintes reliques dont ils conservaient le précieux dépôt, et le peuple dut y voir certainement un éclatant hommage à Guillaume de Poitiers, aux désirs duquel on avait si unanimement et si magnifiquement répondu.

Les gens de Montmazarger venaient donc chaque année en procession à Saint-Sernin, en portant les reliques de saint Caprais. Cette procession modeste à travers la Grande-Lande ne devait pas manquer d'un certain pittoresque. Nul document n'a pu nous en faire connaître le jour, mais il est permis de croire que c'était pour la fête de saint Sernin. Lorsque fut fondée, en effet, la paroisse de Croix-Daurade, à laquelle on assigna un vaste territoire faisant partie de celle de Saint-Sernin

1. *Hist. de Languedoc*, t. IV, note 145, p. 690.

et sur lequel se trouvait le domaine de Saint-Caprais, on obligea les habitants de la nouvelle paroisse, dont l'église avait reçu saint Caprais pour titulaire, à se rendre tous les ans en procession à l'église abbatiale, le jour de la fête de saint Saturnin : « Pour conserver à l'avenir à l'église Saint-Sernin, dit le décret d'érection, une marque de supériorité et de reconnaissance, de la part de la nouvelle cure de Saint-Caprais, le curé sera tenu de se rendre processionnellement avec ses paroissiens, chaque année le jour de la fête de saint Sernin, et d'y présenter à l'offrande un cierge de cire blanche du poids d'une livre<sup>1</sup> ». C'était, on le voit, tout à fait conforme à la tradition primitive. Il est probable qu'on s'en était inspiré.

Montmazelger n'avait pas seulement une église, il eut aussi un prieur, mais ce fut pour peu de temps.

Une charte de 1177 atteste l'existence du prieuré et nous fait connaître le nom du prieur : il s'appelait Pons Chapelain<sup>2</sup>. Mais celui-ci ne paraît pas avoir eu de successeur, car dans aucune autre charte il n'est question du prieur. On dut supprimer le prieuré en raison de la proximité de ce domaine, qu'on pouvait facilement administrer sans prieur. Ceci explique que l'*Inventaire de 1246* qui signale les neuf prieurés existant alors, ne nomme pas celui de Montmazelger et se contente de désigner le chanoine Ato comme chargé de « l'intendance » de ce domaine.

On peut affirmer que le prieuré ne dura que quatre ou cinq ans et qu'il était déjà supprimé en 1183. On voit, en effet, qu'à cette date, Sanche, *baile* de Montmazelger, consentait un bail à fief de 2 arpents de bois, du conseil et volonté de Pons, abbé de Saint-Sernin<sup>3</sup>. Si le prieuré avait existé, ce n'est pas par *le baile*, mais par *le prieur* que le bail à fief aurait été consenti, ou tout au moins le baile aurait agi avec son agrément.

1. Archives de Toulouse, Vol. *Cultes*, n° 5. Décret d'érection de la paroisse de Croix-Daurade.

2. *Cartulaire*, ch. n° 57, Appendice.

3. *Ibid.*, ch. n° 58, Appendice et Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, liasse 59, titre 4.

VI. MONTMAZALGER DEPUIS LE COMMENCEMENT DU TREIZIÈME SIÈCLE JUSQUA LA RÉVOLUTION. — Dans la première moitié du treizième siècle, l'abbé de Saint-Sernin et le Chapitre, comme la plupart de propriétaires fonciers, se préoccupèrent de retirer de leur domaine de Montmazalger de meilleurs revenus par l'acensement de certaines terres. Ils baillèrent donc à fief des parties de bois ou de bartes, à charge de les défricher et de les convertir « en terres labourables », se réservant, avec l'agrier ou une partie des fruits, une censive annuelle et certains droits seigneuriaux éventuels. Ce furent d'ordinaire le quart et le dixième de la récolte et une redevance de 6 deniers par arpent, avec arrière-acapte et droits de justice, le cas échéant. Ce système d'acensement avait d'ailleurs été inauguré en 1145 et 1160 par Gérald de Matabiau et pratiqué ensuite, successivement, par Hugue, abbé, en 1164, par Sanche, baile du domaine, en 1183 et par Pons, abbé, en 1177 et 1185<sup>1</sup>. Quand c'était une vigne qui faisait l'objet du bail à fief ou à locaterie, la redevance en nature était, à part le dixième, du tiers ou même assez souvent de la moitié des fruits au lieu du quart<sup>2</sup>. Bientôt cette façon d'agir entrant davantage dans les habitudes du temps, le Chapitre souscrivit des mises en fiefs plus nombreuses et Cresty en signale plusieurs dans les années 1222, 1224, 1225 et 1233<sup>3</sup>. Saint-Sernin suivait donc à Montmazalger le mouvement de transformation agraire qui s'accomplissait au treizième siècle par l'acensement des terres et qui favorisa dans une si large mesure le défrichement. Le tableau suivant, dressé d'après les analyses de Cresty et par ordre de date, nous donnera une idée complète des baux de cette nature consentis par la célèbre abbaye à Montmazalger, de 1177 à 1380.

Comme le lecteur peut le remarquer, les bois, bartes, terres et vignes, ainsi baillées à fief ou à locaterie, étaient de petite contenance. Seule la dernière terre comprenait 19 arpents et 1 arpent de pré. Ces derniers fonds se trouvaient sur la rive gau-

1. *Cartulaire*, ch. nos 41, 42, 150 et 158, Appendice. Voir également Cresty, t. I, p. 237.

2. Cresty, t. I, Bail à locaterie de 1327.

3. *Ibid.*, t. I., pp. 238 et 239.



## DIVERS BAUX CONCERNANT

(Arch. de la H.-G. Fonds de Saint-Sernin.

DATES	NATURE DE L'ACTE	OBJET DU BAIL	CONTENANCES	REDEVANCES
				EN FRUITS
1177	Bail à fief.	Pièce de terre.		Tasque et $\frac{1}{10}$ .
1183	Id.	Bois. <sup>1</sup>	2 arpents.	$\frac{1}{5}$ et $\frac{1}{10}$ . <sup>2</sup>
1185	Id.	Bois. <sup>1</sup>	1 Id.	Id. <sup>2</sup>
1222	Id.	Bois. <sup>1</sup>	1 Id.	Id. <sup>2</sup>
1224	Id. <sup>3</sup>	Maison. <sup>4</sup>		
1224	Id.	Terre.	6 cartonnées.	Id. <sup>2</sup>
1225	Id.	Barte. <sup>2</sup>	1 arpent.	Id. <sup>5</sup>
1233	Id.	Bois. <sup>2</sup>	1 Id.	Id. <sup>2</sup>
1292	Bail à ferme p. 8 ans	Vigne.	3 mézailles.	$\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{10}$ .
1316	Bail à fief.	Plantier.	1 Id.	
1316	Id.	Terre. <sup>6</sup>	3 Id.	
1327	3 Baux à locaterie.	Terres. <sup>7</sup>		$\frac{1}{3}$ $\frac{1}{10}$ et prémices.
1327	3 Id.	Id. <sup>7</sup>		Id. <sup>8</sup>
1327	3 Id.	Id. <sup>7</sup>		Id. et 2 gélines. <sup>8</sup>
1327	2 Id.	Id.	3 cartonnées et 1 id.	$\frac{1}{3}$ $\frac{1}{10}$ et prémices.
1327	3 Id.	Terres labourables.		Id.
1327	3 Id.	Terres.		Id. et 2 gélines. <sup>8</sup>
1327	3 Id.	Trois vignes.		La 1 <sup>re</sup> $\frac{1}{3}$ $\frac{1}{10}$ et prémices; les 2 autres $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{10}$ et prémices.
1327	2 Id.	Vignes.	2 demi-arpents.	$\frac{1}{3}$ et $\frac{1}{10}$ .
1327	2 Id.	Id.	Id.	Id.
1359	Bail à fief p. 29 ans.	Terre.	2 arpents.	
1380	1 Id.	Terres et pré.	19 id. et 1 id.	

1. A convertir en terre labourable.
2. En grains ou en gerbe au choix du seigneur.
3. Le bail ne devait durer que tant que le preneur consentirait à habiter à Montmazalger.
4. Le preneur renonçait par avance à tous les bâtiments qu'il ferait édifier.
5. La première année,  $\frac{1}{10}$ ; les années suivantes,  $\frac{1}{4}$   $\frac{1}{10}$  et prémices.
6. Pour y planter une vigne.
7. Durée du bail à la volonté du Chapitre.
8. Pour chaque terre.

## MONTMAZALGER, de 1177 à 1380.

Répertoire de Cresty, t. I, p. 237-243.)

ANNUELLES		REDEVANCES ÉVENTUELLES				
CENSIVES	BIÈRE CAPTE	JUSTICE	LOTS EN CAS DE		AUTRES DROITS SEIGNEURIAUX	
			Vente.	Engagement.		
		4 deniers.	1 denier p. sol.	1 obole id.	Tous autres	
12 deniers.		4 Id.	1 Id.	1 Id.	Id.	
6 Id.		4 Id.	1 Id.	1 Id.	Id.	
7 id. Tholsats.		4 Id.	1 Id.	1 Id.	Id.	
6 den. Tholzats.	12 deniers.	4 Id.	1 Id.	1 Id.	Id.	
6 deniers.	6 Id.	4 Id.	1 Id.	1 Id.	Id.	
6 den. Tholzats.	6 Id.	4 Id.	1 Id.	1 Id.	Id.	
26 Id.						
28 Id.						
6 den. Tholzats.	6 deniers.	4 deniers.	1 Id.	1 Id.		
den. p. arpent.	6 id. p. arpent.	4 id. p. arp.	1 id. tholz. par sol.	Id. tournois.	Id.	

che de l'Hers, à l'ouest du grand chemin. Ils comprendraient aujourd'hui toute la partie de territoire qui s'étend de la maison Duffour jusqu'à l'Hers. C'est ce qu'on appelait le *Clos Naulina*<sup>1</sup>. Ce clos fut sans doute l'objet d'un bail à fief perpétuel, à l'expiration des vingt-neuf années, car il resta mouvant de la directe du chapitre jusqu'à la Révolution.

En 1459 le Chapitre achetait encore au prix de 68 livres et 15 sols, à Raymond d'Aurival, bourgeois de Toulouse, 5 arpents de prairie « dans le voisinage de l'oratoire du pont de Montmazarger (église Saint-Caprais) et demi-arpent de pré au clos Naulina<sup>2</sup> ». Ce fut la dernière acquisition faite par lui pour Montmazarger.

Montizalguier paraît avoir été baillé à fief en entier après cette date, mais le titre a disparu. On doit cependant le conclure d'un acte d'abandon postérieur, consenti à l'Abbé par les tenanciers, le 4 mars 1499<sup>3</sup>.

A partir du seizième siècle le domaine fut donné en « *arrentement* » ou affermé pour diverses périodes de temps mais n'excédant pas neuf années. Voici, d'après Cresty, les Délibérations du chapitre ou le livre des fermes, les noms des fermiers et, autant que possible, le montant des fermages.

1533,	pour 8 ans,	Antoine Fontés.
1535,	—	Jean Auniac.
1556,	pour 9 ans,	les frères Lambrigot, laboureurs.
1672,	—	Dautrasse.
1628,	—	Pierre Blaise, Jean James et autres laboureurs du lieu.
1653,	pour 4 ans,	Bélesgardes, moyennant 340 setiers de blé et 24 paires de chapons.
1658,	—	Joanhille, moyennant 300 setiers.
1667,	—	Le même, — 300 setiers.
1713 à 1716		Le chanoine du Bousquet s'occupe de la gérance des travaux.

1. Cresty, t. I., p. 240.

2. *Ibid.*, p. 241.

3. *Ibid.*

- 1721, pour 9 ans, Guillaume Gilis, forgeron au pont de Velours, moyennant 320 setiers de blé et 24 livres pour 24 paires de chapons.
- 1734, — Caperan, Jean Botomieu et Jean Baron, moyennant 220 setiers de blé froment et 100 de mixture.
- 1743, — Baron dit Combret et Pierre Bertrand de Castanet, moyennant 220 setiers de blé et 100 de mixture.
- 1752, — Baron, moyennant 220 setiers de blé, 100 de mixture et 64 livres pour les chapons.
- 1760, — Le même moyennant 226 setiers de blé et 100 de mixture.
- 1770, — Pomarède et Debax, négociants à Toulouse, au prix de 6,135 livres, y compris les chapons et 40 livres pour le chauffage du maître de musique.
- 1776, — Michaudé et Monier, au prix de 4,600 livres.
- 1785, — Arnaud Lestrade et Jean Lestrade père et fils, habitants de Croix-Daurade, au prix de 5,650 livres et 27 livres pour les épices et chapons. Il était stipulé que les fermages seraient exigibles même en cas de grêle, vu la modicité du prix<sup>1</sup>.

VII. LES BOIS DE SAINT-CAPRAISE. GARDES-BOIS ET JUGE DE SAINT-CAPRAISE. — Les bois ne furent jamais compris dans les baux d'affermage ; ils constituaient pour le Chapitre une nouvelle source de revenus, mais ils furent trop souvent pour lui une cause de graves ennuis. On ne pouvait, d'une part, en faire les coupes à volonté, le grand-maître des eaux et forêts veillant à l'exécution des règlements, et, d'autre part, une foule nombreuse de

1. Ce domaine devait produire, en effet, vers 1845, époque où il appartenait à Junior Lestrade (voir plus loin), un bénéfice net de *quarante-six mille francs*, ainsi qu'il a été raconté par M. Julia, régisseur.



miséreux y causant à certaines époques de l'année de sérieuses déprédations.

En 1745 on fit une coupe de la moitié des bois, mais, contrairement aux désirs du Chapitre qui voulait en consacrer le montant à la confection du baldaquin de l'église abbatiale, on dut employer cette somme, sur l'ordre du grand-maître des eaux et forêts, à l'établissement de quatre nouvelles prébendes<sup>1</sup>.

Cinq ans après, le Chapitre désirant exploiter la seconde moitié, en sollicita la permission auprès du grand-maître, mais, malgré l'intervention du cardinal de La Rochefoucaud qui plaida la cause du chapitre, la permission fut refusée. On avisa les chanoines qu'on leur permettrait d'en faire seulement chaque année une coupe de 2 arpents<sup>2</sup>. Le Chapitre dut se résoudre à tenter une démarche auprès du roi. Elle fut accueillie favorablement, mais la réponse se fit attendre cinq ans. Ce ne fut qu'en 1755 qu'un arrêt du Conseil d'Etat lui permit de couper en une seule fois, le bois de Saint-Caprais, ceux des autres domaines restant soumis à la règle des coupes partielles de cinq en cinq ans<sup>3</sup>. Sur une mise à prix de 4,800 livres, la coupe fut adjugée à Pierre Astié, au prix de 5,660 livres<sup>4</sup>. Le Chapitre délibérait le 10 mai suivant que sur ce chiffre 1,500 livres seraient affectés au paiement des sommes empruntées pour la restauration du sanctuaire et pour le baldaquin; que 150 livres seraient données à chaque chanoine, lesquels avaient l'entière portion des fruits, et que le résidu serait affecté à la décoration de la chasse de Saint-Sernin<sup>5</sup>. Quatre ans après, l'émondage était donné à moitié et la part revenant au Chapitre fut vendue 451 livres<sup>6</sup>.

En 1775, une nouvelle coupe était vendue 3,600 livres. Un arrêt du Conseil avait permis au Chapitre d'en anticiper l'ex-

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, n° 222, Délibération.

2. *Ibid.*, séance du 24 juin 1750.

3. *Ibid.*, n° 223, séance du 12 avril 1755.

4. *Ibid.*, séance du 3 mai 1755.

5. *Ibid.*, n° 223.

6. *Ibid.*, Délibérations de 1751 à 1766, séance du 17 décembre 1759.

exploitation<sup>1</sup>. Les motifs qui avaient déterminé le Conseil d'Etat à permettre de procéder à cette coupe, laquelle ne devait régulièrement être faite qu'en 1779, étaient pris des nombreuses déprédations dont les bois avaient à souffrir trop souvent. On lit à ce sujet au livre des syndics que « les délits qu'on y avait commis, dans les trois dernières années où le bois commençait à être en force, étaient tels que plus du tiers des arbres avait été enlevé. Tout cela, ajoutait-on, était le fait des misérables des faubourgs Saint-Etienne et des environs, qui s'y rendaient en foule et dont il était impossible d'arrêter les entreprises. Le seul moyen qu'il y eut d'empêcher l'entière dévastation de ce canton de bois était de le faire exploiter, malgré qu'il n'eût pas encore vingt-et-un ans et que si on le laissait subsister plus longtemps, ce qui avait échappé au pillage serait enlevé l'hiver suivant<sup>2</sup> ».

Le mal était si grand que le 15 septembre de la même année le chanoine de Lamée proposait au Chapitre de ne pas s'en tenir à la coupe autorisée et de « solliciter la permission de le faire défricher pour mettre la terre en culture, vu l'impossibilité de le garder. » Le Chapitre se rangeant à la manière de voir du chanoine de Lamée, le chargea d'adresser au grand-maître des eaux et forêts une demande en défrichement<sup>3</sup>.

Le Chapitre n'avait cependant rien négligé soit pour prévenir le mal, soit pour punir les maraudeurs. Il avait d'abord institué des gardes-bois. Voici, d'après diverses délibérations, les noms de quelques-uns et le montant de leurs émoluments :

En 1739, Estèbe de la Cournaudrie, aux gages de 18 livres par année ;

En 1742, Jean Lestrade du pont de Velours, sur son offre, 12 livres ;

En 1756, Jean Benoît, sur sa demande, 30 livres ;

En 1770, Antoine Laurent de Belbèze, 12 livres ;

En 1785, Demblans, 30 livres.

1. Archives de la H.-G. Fonds de Saint-Sernin, Livre des syndics, t. IV.

2. *Ibid.*

3. Archives de l'église Saint-Sernin, Délibérations de mai 1766 à octobre 1781.

Dans quelques circonstances le Chapitre se vit contraint de faire garder ses bois par la police ; ainsi les comptes de 1774 portent en dépense une somme de 120 livres, payée dans ce but « aux cavaliers de la maréchaussée<sup>1</sup> ». Pensant effrayer les malfaiteurs par la poursuite en justice de quelques-uns que l'on avait pris, le Chapitre se préoccupa de savoir s'il devait les traduire devant la maîtrise des eaux et forêts ou devant les juges de la Table de marbre<sup>2</sup>.

L'avocat Lavaille ayant été consulté à ce sujet, répondit que le Chapitre avait à Saint-Caprais haute et basse justice et qu'il pouvait lui-même établir un juge devant lequel il traduirait les délinquants. Le 6 mai 1752, l'avocat Passeron, déjà chargé de la justice de Castelginest, recevait des lettres de juge pour Saint-Caprais<sup>3</sup>. Dès lors, les malfaiteurs paraissent n'avoir pas été épargnés. Les comptes de 1775 et de 1776 accusent, en effet, une dépense de 134 livres payées à l'huissier Galentin, pour le montant des significations et courses « à raison des actions intentées aux malfaiteurs des bois de Saint-Caprais » et une autre de 32 livres « à raison des frais des assignations données à son de trompe<sup>4</sup> ».

Le Chapitre était moins pressé quand il s'agissait de l'exécution des jugements. C'est ainsi que par délibération du 28 avril 1753, il décidait « de suspendre de *lever la sentence* contre ceux qui étaient compris dans le verbal jusqu'à la récolte, pour alors agir contre eux<sup>5</sup> ».

VIII. EXERCICE ET SUPPRESSION DU CULTE A LA VIEILLE ÉGLISE DE SAINT-CAPRAIS. — Peu de documents nous sont parvenus concernant l'église Saint-Caprais après le treizième siècle. Nous les signalerons brièvement :

Le 22 novembre 1653, le Chapitre délibère de payer 24 livres pour l'achat d'un nouveau tabernacle<sup>6</sup>.

1. Archives de la H.-G., Fonds de St-Sernin, Délibérations n° 232, p. 5.

2. *Ibid.*, n° 223.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, n° 233, f° 5.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*, n° 216.



Le 17 janvier 1654 « les ornements étant pourris », le Chapitre en fournit de neufs<sup>1</sup>.

En 1656, le trésorier du Chapitre inscrit aux comptes une recette de 25 sols et 1 denier, produit du bassin, le dimanche après Saint-Caprais<sup>2</sup>. Le Chapitre célébrait donc à cette date à la vieille église de la métairie la solennité de Saint-Caprais, le dimanche qui suit la fête. Dans le calendrier des fêtes célébrées à Saint-Sernin, Daydé marque au 20 octobre : « Exposition du Saint-Sacrement à la chapelle de l'Hers ce « jour-là ou le dimanche suivant<sup>3</sup> ». C'est le 20 octobre que l'Eglise célèbre la fête de saint Caprais.

Le 30 octobre 1663, on répare la toiture<sup>4</sup>.

Le 28 septembre 1714, le Chapitre délibère de fournir une aube et un devant d'autel. Sur la demande des fermiers, il décide en outre d'obliger un prêtre qui était pourvu d'un obit, dont le service devait être fait à la chapelle de la métairie, à se conformer aux conditions imposées<sup>5</sup>. Nous n'avons pu découvrir le moindre document au sujet de cet obit.

Le 15 juin 1715, une plainte ayant été portée par le curé de Saint-Jean-de-Kyrie-Eleison contre les fermiers qui affectaient, à son dire, de faire célébrer une messe les jours de dimanche et de fête dans l'église de la métairie et qui sonnaient la cloche, ce qui attirait beaucoup de ses paroissiens, et le dit curé ayant demandé, pour ce motif, que le Chapitre empêchât cette célébration, celui-ci délibéra d'avertir les fermiers qu'ils devaient faire suspendre la célébration de cette messe<sup>6</sup>.

Le 28 octobre 1730 le chanoine Dumay proposait au Chapitre de supprimer la solennité de Saint-Caprais, « afin d'éviter les inconvénients qui arrivaient à la métairie, lorsque le Chapitre par ses députés y allait célébrer l'office le jour de Saint-

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, n° 216.

2. *Ibid.*, n° 92.

3. *Hist. de Saint-Sernin*, p. 259.

4. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, n° 216, Délibération.

5. *Ibid.*, n° 220.

6. *Ibid.*

Caprais<sup>1</sup> » avec sa maîtrise<sup>2</sup>. Le Chapitre décida que ses archivaires rechercheraient les actes relatifs à cette fête et qu'on en délibérerait ultérieurement sur leur rapport<sup>3</sup>. Il ne fut plus question par la suite de la suppression de cette fête ou tout au moins les délibérations suivantes n'en portent aucune trace. Il est donc permis de penser que la fête continua d'être célébrée comme d'habitude.

Le 10 août 1753, le célerier, à propos de réparations à effectuer aux étables à bœufs, parle au Chapitre « *d'une espèce de bâtiment qu'on aurait dit avoir été anciennement une chapelle* » et déclare qu'on pourrait en effectuer la démolition, les matériaux pouvant être employés aux réparations de l'étable. Le Chapitre accepta ces propositions, et le célerier, M. de Lamée, fut chargé d'y pourvoir<sup>4</sup>. Ce bâtiment, qu'on croyait avoir été anciennement une chapelle, était-il l'église Saint-Caprais ? Malgré de nombreuses recherches, nous n'avons pu rien découvrir qui fût de nature à nous renseigner à ce sujet. Aucune délibération postérieure ne parle de la démolition de l'église de Saint-Caprais, qui avait cependant disparu depuis plusieurs années, quand il fut question d'ériger la paroisse de Croix-Daurade (1772). Nous savons, en effet, que les plus forts imposés firent d'abord opposition à la construction d'une église, par ce motif qu'on aurait pu contraindre le Chapitre à rebâtir la vieille église qu'il avait démolie (Voir 2<sup>e</sup> partie, chap. II).

Tout cela n'est-il pas une preuve que le bâtiment, ayant en 1753 l'aspect d'une ancienne chapelle, n'était en réalité que la vieille église Saint-Caprais ? Celle-ci aurait donc été démolie en 1753. D'autre part, le Chapitre n'étant pas très renseigné à cette date sur la destination antérieure du bâtiment qui parais-

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, n° 221.

2. Les délibérations du Chapitre attestent que la chapelle de musique comprenait dix prébendes musicales et cantorales, un joueur de basse, un joueur de viole, un joueur de basson, des joueurs de hautbois et de serpents et des enfants de chœur élevés par un précepteur de grammaire (Arch. de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, n° 221. Délibérations du 31 janvier, 25 juillet 1733 et 17 avril 1734).

3. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, n° 221.

4. *Ibid.*, n° 223.

sait « avoir été anciennement une chapelle », il faut en conclure que les cérémonies du culte n'y étaient plus célébrées depuis longtemps. Leur suppression doit donc se placer entre 1730 et 1753.

IX. VENTE DU DOMAINE DE SAINT-CAPRAIS, COMME BIEN NATIONAL, A LA RÉVOLUTION. — Ce fut le 13 février 1791 que le domaine de Saint-Caprais, mis en vente comme bien national, fut adjugé aux enchères à un certain Mamignard, au prix de 144.100 livres. Mamignard fit le même jour élection d'ami en faveur d'Arnaud Lestrade, habitant Croix-Daurade.

Arnaud Lestrade devait payer la somme de 144.100 livres à la caisse de l'Extraordinaire ou à celle du district de Toulouse, savoir 12 p. 100 sur le prix de l'adjudication des biens fonds autres que les bois, et 30 p. 100 sur le montant de l'adjudication des bois, après ventilation. Ces sommes étaient payables dans quinzaine, à compter du jour de l'adjudication et le surplus, avec intérêt à 5 p. 100, dans le délai de douze ans, un douzième chaque année<sup>1</sup>.

L'affiche reproduite en tête du procès-verbal d'adjudication que nous venons de résumer contenait en un seul article le détail du domaine. Il consistait en 308 arpents de terre, prés et bois, estimés, sur le prix du bail, d'un revenu net de 5.419 livres 18 sols 11 deniers et mis à prix, eu égard à vingt-deux fois le revenu, à 120.558 livres 10 sols et 2 deniers<sup>2</sup>.

Le beau domaine de Saint-Caprais resta depuis la propriété des Lestrade.

X. LES LESTRADE. — Arnaud Lestrade, qui fut acquéreur du domaine confisqué, paraît être fils de Jean Lestrade, signalé en avril 1742 comme garde-bois du chapitre, « logé au pont de Velours », car il habitait lui-même au pont de Velours la vieille maison des Lestrade qui existe encore et appartient à un descendant de cette famille.

1. Archives de la Haute-Garonne, Volume *Vente des biens nationaux de première origine*. District de Toulouse. Procès-verbal d'adjudication.

2. *Ibid.*



Arnaud Lestrade eut pour fils Jean Lestrade<sup>1</sup>. Celui-ci épousa Dominique Laffont, dont la tradition locale a conservé le souvenir comme celui d'une femme de bien sous le nom de « M<sup>me</sup> Lestrade ». De ce mariage naquirent Guillaume-Arnaud Lestrade (14 février 1804), François Lestrade (14 décembre 1805), Arnaud-Pierre Lestrade (18 avril 1807), Géraud-Junior Lestrade (13 janvier 1810), dont on retrouve les actes de baptême aux registres de catholicité de l'église de Croix-Daurade. Les actes de mariage de Guillaume-Arnaud, d'Arnaud-Pierre et de Géraud-Junior y sont également consignés. Guillaume-Arnaud épousa demoiselle Jeanne-Gabrielle-Anaïs Estrade, le 3 septembre 1827; Arnaud-Pierre, demoiselle Jeanne-Gabrielle-Clarisse Pastré, le 30 juin 1835, et Géraud-Junior, demoiselle Anne-Thérèse de Laburthe, le 20 février 1838.

Jean Lestrade et Auguste Lestrade sont aussi mentionnés, dans l'acte de mariage de Géraud-Junior, comme « *frères* » de ce dernier. Ils étaient donc également les fils de Jean Lestrade et de Dominique Laffont. Leurs actes de baptême ne figurent pas cependant aux registres de la paroisse. La maison Lestrade appartient aujourd'hui à un fils d'Arnaud-Pierre et de Jeanne-Gabrielle-Anaïs Pastré.

Jean Lestrade père mourut à Croix-Daurade le 9 décembre 1834, et sa femme Dominique Laffont, « M<sup>me</sup> Lestrade », y décéda le 18 février 1859. Ils furent inhumés l'un et l'autre au cimetière de la paroisse, dans un caveau que surmonte une pyramide encore debout, mais en assez mauvais état.

Le domaine de Saint-Caprais était légué, il y a quelques années, par un survivant des Lestrade au diocèse de Toulouse, en la personne de Monseigneur l'Archevêque, pour l'établissement d'un orphelinat agricole. Il était prévu cependant, dans le testament retenu par M<sup>e</sup> Pontnau, que si la fondation ne pouvait aboutir, le domaine de Saint-Caprais appartiendrait à

1. Voir plus haut ce qui concerne les derniers fermiers du domaine, où il est dit que celui-ci était affermé à « Arnaud Lestrade et Jean Lestrade père et fils, habitants de Croix-Daurade. »

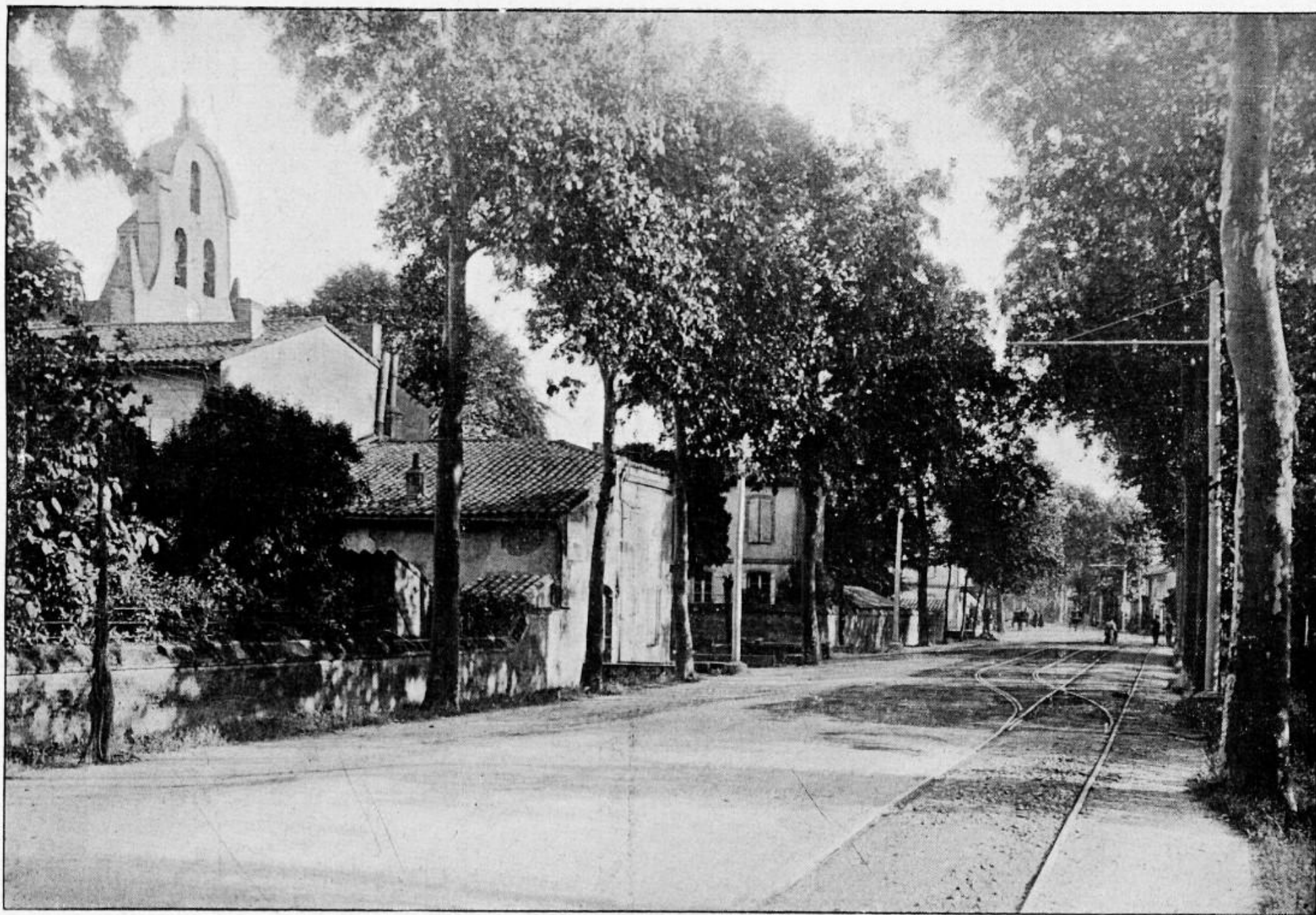
tel et tel membre de la famille. L'autorisation gouvernementale n'ayant pas été accordée<sup>1</sup>, Saint-Caprais passait effectivement à certains héritiers naturels, comme l'avait voulu le testateur. C'est M<sup>me</sup> Soum qui en est actuellement propriétaire.

Un château de construction récente s'élève sur les terres de Saint-Caprais, à mi-côte de l'Union. On le nomme *Paou s'y gagno*, si l'on en croit la tradition, parce que les maçons, lors de sa construction, répétaient sans cesse, à cause de la modicité du prix de leurs journées : « *Anan à paou s'y gagno.* » Il n'en a pas fallu davantage pour faire ainsi dénommer cette riante demeure, à laquelle on tenterait vainement aujourd'hui de donner un autre nom. C'est M. Julia Bon-Marie, l'ancien et habile régisseur des Lestrade, qui en dirigea l'exécution<sup>2</sup>.

1. Elle ne fut même pas demandée, pour ce motif que les *évêques* n'étaient plus alors considérés par le Conseil d'Etat comme capables de recevoir.

2. M. Bon-Marie Julia était né en 1809 au château de Palficat, appartenant alors à Jean Lestrade et dont son père était régisseur, comme il l'était également de toutes les propriétés des Lestrade. Son fils Bon-Marie lui succéda.

---



CROIX-DAURADE ACTUELLE.

Cl. de M. G. Donat.



## DEUXIÈME PARTIE

### LA PAROISSE DE CROIX-DAURADE.

---

#### CHAPITRE PREMIER.

##### Érection de la paroisse de Croix-Daurade.

Au début du dix-huitième siècle, les groupes d'habitations forment deux régions principales dans la Grande-Lande : à l'ouest du vieux chemin de Launaguet, Lalande, et à l'est, Croix-Daurade. — Nécessité d'y établir deux paroisses. — La population de Lalande sollicite vainement en 1710 la construction d'une église avec vicaire résidant. — En 1770, les deux régions demandent, chacune de leur côté, l'érection d'une paroisse. — Procédure à cette fin. Décret d'érection signé le 30 octobre 1772. — L'hommage dû à Saint-Sernin.

Après la guerre de Cent ans et les guerres de religion, la pacification du pays toulousain, le recreusement de l'Hers et l'établissement des routes de Paris et de Lyon par les Etats de Languedoc multiplièrent dans la Grande-Lande les colons résidents. Il se forma sur divers points des groupes d'habitations qui devinrent chaque jour plus nombreux et se divisèrent bientôt en deux vastes régions, l'une à l'ouest, l'autre à l'est. Elles étaient séparées par un vieux chemin partant du pont des Minimes et allant aboutir à celui de Launaguet. La région occidentale, à cause du voisinage des communaux qu'on nommait « *les landes* », prit le nom de *Lalande* et celle de l'est s'appela Croix-Daurade, du nom du quartier le plus peuplé et le plus central.

Croix-Daurade et Lalande dépendaient, au spirituel, de la paroisse Saint-Sernin, mais, au temporel, Croix-Daurade faisait partie du capitoulat de Saint-Sernin et Lalande de celui de Saint-Pierre-des-Cuisines.

La distance entre l'église Saint-Sernin et les divers groupes d'habitations ou masages disséminés dans la Grande-Lande empêchait les habitants d'assister aux cérémonies du culte et mettait la plupart des enfants dans l'impossibilité de fréquenter assidûment les catéchismes de la paroisse. Seuls quelques nobles et bourgeois pouvaient se procurer la facilité d'assister à la messe, en obtenant la faveur d'une chapelle domestique. C'est ainsi, dit une délibération du chapitre de Saint-Sernin, « qu'il existait sur cette paroisse, une quinzaine de chapelles de ce genre<sup>1</sup> ».

Les pauvres, pour entendre la messe et accomplir leurs devoirs religieux, devaient donc se rendre à l'église abbatiale malgré l'éloignement et l'inclémence des saisons ou bien ils étaient contraincts de s'en passer.

Cette situation ne pouvait durer. Ce fut le quartier de Lalande qui essaya le premier d'y mettre un terme. Le 31 mai 1710, le cédier du Chapitre Saint-Sernin donnait, en effet, lecture aux chanoines d'une requête à cette fin présentée à l'Archevêque par le syndic des habitants de ce quartier. On y demandait la construction d'une église et la nomination d'un vicaire résidant.

La procédure afférente à l'érection de cette église était déjà engagée par le vicaire général du diocèse, M. Laby, qui avait même rendu une ordonnance dans ce but; mais le Chapitre prit hâte de déléguer les chanoines de Bosquet et Michaud auprès du vicaire général, pour le prier de surseoir à son ordonnance, en lui laissant entendre qu'on le soupçonnait de l'avoir rendue contrairement aux intentions de l'Archevêque. On prétendait, en effet, que celui-ci avait témoigné assez ouvertement qu'il était opposé à cette érection. D'autre part,

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, n° 216, Délibérations des 6 et 8 août 1657.

M. de Basta, vicaire général de l'abbé de Saint-Sernin, fut chargé d'écrire à l'Archevêque absent, pour lui faire connaître cette situation et tâcher de le décider à contredire son vicaire général<sup>1</sup>.

Le Chapitre aboutit au résultat désiré : ses démarches furent couronnées d'un plein succès. L'Archevêque lui adressa une lettre par laquelle il l'assurait de sa bienveillance et lui annonçait qu'il avait mandé à son vicaire général de surseoir toute procédure jusqu'à son retour<sup>2</sup>.

Le Chapitre avait fait valoir auprès du prélat certains privilèges que lui avaient accordés plusieurs souverains pontifes, entre autres Innocent II et Alexandre III, lesquels avaient voulu qu'on eût besoin de son consentement pour ériger une église ou un oratoire sur la paroisse Saint-Sernin. « *Interdicimus ne quis in parochia vestra, ecclesiam vel oratorium novum, contra voluntatem vestram aedificare praesumant* », disait Innocent II dans sa bulle du 11 avril 1541<sup>3</sup>. Les bulles d'Alexandre III du 11 mai 1569 et du 30 mars 1575 s'expriment de la même manière<sup>4</sup>.

Il ressort avec évidence de ce texte que les Souverains Pontifes ne limitaient en aucune façon le pouvoir qu'ont les évêques d'établir de nouvelles paroisses ou des chapelles de secours, selon les besoins du moment.

La situation de la Grande-Lande en 1710 était loin, d'ailleurs, d'être la même qu'à l'époque où ces bulles avaient été obtenues, et il est manifeste que le Chapitre se préoccupait outre mesure de sauvegarder l'intégrité de ses droits et l'importance territoriale de sa paroisse, en donnant au texte de ces bulles une portée qu'il n'avait point. Les intérêts du Chapitre étaient respectables sans doute, mais le bien des âmes ne pouvait leur être sacrifié ! En lui accordant le privilège en question, les Sou-

1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, Délibération du 31 mai 1710.

2. *Ibid.*, Délibération du 28 juin 1710.

3. *Ibid.*, liasse 3, titre V.

4. *Ibid.*, liasse 3, titres VII et VIII.



verains Pontifes n'avaient pas voulu évidemment passer outre aux règles canoniques relatives à la création de nouvelles paroisses ou à l'établissement de chapelles de secours, mais uniquement subordonner à l'agrément du Chapitre l'établissement d'oratoires privés, « *oratorium novum* », ou l'érection d'églises dont la nécessité ne serait point canoniquement reconnue. Voilà pourquoi ils avaient simplement écrit « *ecclesiam* » et non « *ecclesiam parochialem* ». S'ils avaient en outre visé l'évêque ils n'auraient pas dit « *interdicimus nequis* », mais simplement « *interdicimus ne episcopus* ».

Au surplus, il faut bien le remarquer, les habitants de Lalande n'avaient pas demandé, quoique cela eût été parfaitement justifié, qu'on démembrât la paroisse de Saint-Sernin et que l'on consentît à un amoindrissement de la juridiction du curé, en érigeant une église indépendante, puisqu'ils déclaraient se contenter d'un *vicaire* résidant. N'importe, on ne se crut pas obligé d'accéder à leur désir et ils durent attendre encore plus de soixante ans avant d'aboutir à une solution favorable. Fort de son droit, M<sup>gr</sup> de Brienne se passa de l'agrément du Chapitre, et s'inspirant uniquement de la situation de fait, créa le même jour les deux paroisses de Croix-Daurade et de Lalande. On va voir, avec quelques détails qui ne manquent pas d'intérêt, par quelle procédure on aboutit à cette double érection.

Le 17 novembre 1770, M. de Lamée, cédier du chapitre Saint-Sernin, faisait part aux chanoines d'une requête présentée à l'Archevêque de Toulouse par les habitants de Lalande et par ceux de Croix-Daurade, qui sollicitaient la création d'une paroisse et la construction d'une église dans leurs quartiers respectifs. Le Chapitre, toujours mal disposé, chargea ses cédiers « de voir l'Archevêque et de lui exposer qu'une seule église pourrait suffire pour les deux quartiers<sup>1</sup> ».

Nous ignorons quelle fut cette fois la réponse de l'Archevêque aux délégués du chapitre Saint-Sernin, mais elle ne dut

1. Archives de l'église de Saint-Sernin. Livre des délibérations du 16 mai 1766 au 30 octobre 1781.

pas leur être favorable, car on constate ensuite par de nombreuses pièces que les habitants de la Grande-Lande se mirent aussitôt en mesure de donner à leur demande toutes les formes de droit pour arriver sûrement à l'érection désirée, ce qu'ils n'auraient pas fait s'ils n'eussent été encouragés à poursuivre leur dessein.

M. Roschach nous rapporte tous ces faits dans ses *Etudes sur la province de Languedoc*. Laissons-lui la parole.

« Dès le mois de février 1771, les délégués du petit peuple de Lalande, gens des écarts de Ginestous, du Pré-de-Sept-Deniers, de la Vache et de Cailloux-Gris, se réunirent par-devant M<sup>e</sup> Antraygues, notaire à Toulouse, et donnèrent leurs pouvoirs à M. de Forest, ancien capitoul, à l'effet d'obtenir l'érection d'une église paroissiale ou succursale dans leur quartier et d'obvier ainsi aux malheurs journaliers qui survenaient, faute de secours spirituels.

« De leur côté, les habitants des masages qui formaient le quartier de Croix-Daurade prirent une délibération analogue en faveur de M. Rigaud, avocat au Parlement et professeur de droit à l'Université de Toulouse. L'affaire portée devant l'Archevêque de Toulouse, M. de la Galaisière, abbé de Saint-Michel et vicaire général, dirigea une double enquête. D'un côté treize témoins comparurent et s'accordèrent à déclarer que le terroir de Lalande était très peuplé et d'une grande étendue<sup>1</sup>, que les vieillards, les enfants et les femmes enceintes ne pouvaient que très difficilement se rendre à leur paroisse pendant l'hiver, tant à cause de l'éloignement que de la difficulté des chemins..... Dans la région de Croix-Daurade, l'enquête où furent entendus douze témoins révéla les mêmes nécessités.

« On éprouvait quelques difficultés de forme parce que l'abbé de Saint-Sernin, M. de Fleurigny, assigné par le vicaire général, n'avait pas donné signe de vie, ne voulant pas souscrire à un amoindrissement de juridiction pour l'abbaye dont il était commandataire.

1. Des renseignements recueillis à cette occasion, il résulta que le territoire de Lalande comptait alors 1.028 habitants.

« Enfin, on sut mettre à profit le passage à Toulouse de M<sup>gr</sup> de Brienne et, le 30 octobre 1772, l'Archevêque signa deux décrets d'érection par lesquels il séparait et démembra à perpétuité, de la paroisse Saint-Sernin, les deux quartiers et les érigeait en titre de bénéfices cures perpétuelles et ordonnait la construction de deux églises curiales et paroissiales, assorties d'un cimetière et de tous les autres effets nécessaires et convenables, l'une sous l'invocation de sainte Madeleine dans le communal de la ville, près du chemin de Paris, l'autre sous l'invocation de saint Caprais, à droite et au levant du chemin d'Albi.

« On choisit une légère éminence dont le relief s'accuse à peine, vers le milieu du communal de Lalande, pour l'église de ce quartier... Quant à l'église de Croix-Daurade, on en fixa d'abord l'assiette à une assez grande distance, à l'est du chemin d'Albi, dont on se décida plus tard à la rapprocher, quand on s'aperçut que le sol était marécageux et malsain, que l'avenue menant à la route deviendrait impraticable en hiver et que l'éloignement des habitations exposerait l'église et la cure à des actes de brigandage.

« Les frais généraux de la construction furent payés par le capitoulat de Saint-Sernin, à l'exception des deux sanctuaires dont le chapitre abbatial demeura chargé en sa qualité de propriétaire des dîmes<sup>1</sup>. »

Que le savant historien nous permette de le contredire sur ce dernier point. Les frais de construction furent bien à la charge du capitoulat de Saint-Sernin pour l'église de Croix-Daurade, mais il n'en fut pas de même pour celle de Lalande. Cette dernière fut bâtie aux frais du capitoulat de Saint-Pierre. Les comptes de la ville ne laissent aucun doute à ce sujet. Cela d'ailleurs était de droit, puisque le territoire de cette paroisse faisait partie du gardiage du capitoulat de Saint-Pierre et que les édits, déclarations et arrêtés, notamment un arrêt du Conseil d'État du 16 juillet 1765, mettaient *alors* à la charge de chaque capitoulat les dépenses de construction des églises,

1. *Etudes historiques sur le Languedoc*, pp. 1222-1225.



cimetières et presbytères compris et situés sur son territoire<sup>1</sup>. Le Conseil de bourgeoisie s'en exprimait très clairement dans sa délibération du 16 avril 1774. Il votait pour les deux constructions une somme de 54,000 livres et délibérait « que, pour son remboursement, ladite somme serait imposée, en conformité de l'arrêt du Conseil du 16 juillet 1765, savoir : 26.000 livres sur le capitoulat de Saint-Pierre et 28.000 livres sur le capitoulat de Saint-Sernin, y compris 2.000 livres de surplus pour le prix du terrain du sol de ladite église et maison presbytérale de Croix-Daurade<sup>2</sup> ».

Pour l'église de Lalande, la dépense s'éleva à 23.000 livres 18 sols 4 deniers. Les avances ayant été faites par la ville, qui paya l'entrepreneur Salabert en deux annuités (1774-1775<sup>3</sup>), celle-ci fut remboursée au moyen de tailles extraordinaires imposées à cette fin *sur le capitoulat de Saint-Pierre*. Les comptes de la ville portent, en effet, en recettes extraordinaires, affectées à un tel remboursement *sur ce capitoulat* : 5.271 livres en 1775 ; 5.336 livres en 1776 ; 5.229 livres en 1777 et 4.995 livres en 1778<sup>4</sup>. Le capitoulat de Saint-Sernin supporta seulement les frais de construction de l'église de Croix-Daurade. La construction des deux sanctuaires, ainsi que l'observe M. Roschach et qu'il sera expliqué au chapitre suivant, demeura à la charge du Chapitre abbatial, comme fruits prenants.

Revenons à l'érection de la paroisse de Croix-Daurade afin de préciser certains détails dont M. Roschach n'a pu s'occuper et qui ont pour nous de l'intérêt.

Le 18 février 1771, « les dizeniers et habitants de Croix-Daurade et ceux des masages de Lapujade, Lanusse, Palaficat, Montblanc, Peyrioles et autres dans le capitoulat et paroisse Saint-Sernin adressèrent aux capitouls une requête dans laquelle ils exposaient qu'à cause du grand éloignement dans lequel ils étaient de leur église de paroisse et des prêtres qui la desser-

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, n° 32.

2. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, année 1774.

3. *Ibid.*, CC, n° 1081, Comptes.

4. *Ibid.*, CC, 1081, 1082, 1083.

vaient, il leur arrivait souvent d'être privés des secours spirituels les plus nécessaires et d'être dépourvus de tous les avantages que la construction d'une église paroissiale leur procurerait. Ils sollicitaient donc la permission de tenir toutes les assemblées qui leur seraient nécessaires pour prendre toutes les dispositions à l'effet d'obtenir l'érection d'une paroisse dans leur quartier<sup>1</sup> ». Le même jour, le chef du Consistoire donnait communication de cette requête au procureur du roi et, sur les conclusions favorables de ce dernier, les capitouls délibéraient, le 21 février suivant, « n'entendre empêcher que les suppliants ne s'assemblent pour prendre les mesures propres à réussir dans leur projet<sup>2</sup> ».

Le 24 février, à quatre heures de l'après-midi, les bien-tenants, dizeniers et habitants des divers quartiers de Croix-Daurade s'assemblèrent à Toulouse, dans l'ancienne église des chanoines réguliers de Saint-Orens<sup>3</sup> et, en présence d'Entraygues, notaire royal et apostolique de Toulouse, délibérèrent de se pourvoir auprès de l'Archevêque, aux formes requises, pour obtenir l'érection d'une paroisse et la construction d'une église au centre de leurs quartiers.

Le procès-verbal de l'assemblée relate les noms des habitants et bien-tenants des divers masages qui prirent part à la délibération<sup>4</sup>.

Il fut ensuite décidé que, « pour parvenir à l'obtention de cette grâce, il était à propos de nommer, non seulement un syndic et un adjoint capables de faire les démarches nécessaires, mais encore des commissaires à portée de les aider et un trésorier chargé des fonds à lever par coéquation ou autrement pour parer aux frais ». M. de Rigaud, professeur royal, propriétaire de Michon, fut nommé syndic et M. Jacques Rouan, procureur au Parlement, adjoint. Labit, prêtre hebdo-

1. Archives de la Haute-Garonne, série G, liasse 572.

2. *Ibid.*

3. L'ancien couvent de Saint-Orens, démoli en 1858, a été remplacé par l'hôtel destiné au général commandant l'artillerie et situé dans l'ancienne rue Matabiau, aujourd'hui de Rémusat.

4. Archives de la Haute-Garonne, série G, liasse 527.

madier ; de Bertier, marquis de Pinsaguel ; de Nicol, écuyer ; de Montségur, écuyer ; Clausolles, avocat au Parlement ; Bernadet, négociant ; Beauzèle, négociant, et Monys, négociant, furent nommés commissaires. Enfin, Augé, négociant, fut investi de la charge de trésorier<sup>1</sup>.

Le 6 mars suivant, M. de Rigaud présentait une requête à l'Archevêque à l'effet d'obtenir que les écarts signalés fussent érigés en paroisse et bénéfice cure, et qu'à ces fins il fût construit une église paroissiale<sup>2</sup>.

Le 16 mars, l'Archevêque communiquait ladite requête à son promoteur, et préjugant sans doute les conclusions favorables de ce dernier, qui ne furent signées que le 21 du même mois, il rendait le 19 une ordonnance par laquelle il chargeait M. de la Galaisière, abbé de Saint-Michel et son vicaire général, de procéder à l'enquête de *commodo et incommodo*.

Le 8 avril 1771, le syndic Rigaud adressait une supplique à l'abbé de La Galaisière, le priant d'accepter les fonctions de commissaire enquêteur que lui avait confiées l'Archevêque. Ce même jour, M. de La Galaisière donnait communication au promoteur de la supplique du syndic et, sur les conclusions favorables de ce dernier, datées du 9 avril, il acceptait, le 10, les fonctions de commissaire. Il décidait en même temps que toutes les pièces seraient communiquées aux parties intéressées et que celles-ci seraient assignées pour le lundi 10 mai suivant, à être présentes dans son hôtel, à huit heures du matin, pour donner consentement à l'érection demandée ou, en cas de refus, dire les causes de leur opposition, voir produire et jurer les témoins assignés par le promoteur pour l'enquête, et voir fixer le jour où il se transporterait sur les lieux pour vérifier le local le plus utile et commode pour l'emplacement de l'église si l'érection avait lieu<sup>3</sup>.

Le 26 avril 1771, Jean Lanes, huissier en l'officialité de l'archevêché, signifiait, sur requête du syndic Rigaud, toutes

1. Archives de la Haute-Garonne, série G, liasse 527.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*



les pièces de la procédure engagée jusque-là, au chapitre Saint-Sernin, en la personne de M. de Lamée, son célerier, lui donnant assignation pour le 10 du mois de mai suivant, se trouver, à huit heures du matin, par-devant et en l'hôtel de M. de La Galaisière, aux fins de son ordonnance du 10 avril précédent, dont il leur laissait copie<sup>1</sup>.

Les chanoines, qui auraient dû prévoir qu'on passerait outre à leur opposition, persistèrent dans l'idée qu'ils avaient fait connaître par leurs céleriers qu'une seule église pouvait suffire pour les habitants de Croix-Daurade et de Lalande réunis. Ils délibérèrent en conséquence « de prendre des informations sur un local pour cette seule église<sup>2</sup> ».

Leur proposition fut rejetée et, le 4 mai suivant, nouvelle assignation était adressée à M. de Lamée, chanoine célerier, à noble Dupuy syndic de la ville et à tous autres intéressés, d'avoir à se trouver, le 10 mai à huit heures du matin, à l'hôtel de l'abbé de La Galaisière, vicaire général, pour les fins ci-dessus<sup>3</sup>.

Le 8 mai, à la requête du promoteur, l'huissier Jean Lanes apportait une assignation à témoin à MM. Cavarié, curé du Pin; Fortic, curé de Saint-Pierre; Larrieu, ancien curé de Saint-Sernin; à MM. Raymond de Saint-Etienne; Tiché, féodiste; Cassaigne, procureur au Parlement; aux sieurs Rouan père; Noël et Tissenier, chirurgiens; Baron; François Bouzet et à MM. Ricle, curé de Saint-Loup et Cassagnes, curé de Saint-Jean-de-Kyrie-Eleison, soit treize témoins<sup>4</sup>.

Le procès-verbal d'enquête nous est inconnu, mais, faute de la pièce elle-même qui pourrait avoir de l'intérêt au point de vue des raisons alléguées par les témoins, nous en trouvons le résumé au décret d'érection où l'auteur des *Etudes sur le Languedoc*, citées plus haut, a puisé tous les détails intéressants de son récit. Ce décret ne parle que de douze témoins, mais les

1. Archives de la Haute-Garonne, série G, liasse 527.

2. Archives de l'église Saint-Sernin, Livre des délibérations du 16 mai 1766 au 30 octobre 1781.

3. Archives de la Haute-Garonne, série G, liasse 527.

4. *Ibid.*

assignations ayant été au nombre de treize, comme pour Lalande, un dut faire défaut.

D'après le décret, il résulta de l'enquête : « que le quartier de Croix-Daurade était fort peuplé et très étendu. L'état des écarts ou masages formant ledit quartier comprenait dix écarts, vingt moulons, vingt-un dizeniers, deux cent une maisons, cinq cent soixante communicants, deux cent quarante-six enfants et deux cent soixante-deux bien-tenants, faisant le nombre de mille quatre-vingt-six personnes <sup>1</sup>. »

Une absence de M. de La Galaisière survenue après l'enquête vint interrompre la procédure, qui avait été conduite jusque-là avec célérité. Après quelques mois, le syndic Rigaud, estimant que cette absence se prolongeait outre mesure, adressa une nouvelle requête à l'Archevêque (22 décembre 1771), à l'effet d'obtenir la nomination d'un nouveau commissaire « autorisé à continuer la même procédure pendant l'absence de M. de La Galaisière <sup>2</sup>. »

L'Archevêque communiquait le même jour cette requête à son promoteur, et ce dernier prenait, le 8 janvier 1772, des conclusions favorables, « vu que la demande des suppliants requerrait célérité <sup>3</sup>. »

Le 15 janvier 1772, l'Archevêque, pour continuer la procédure et toutes instructions nécessaires, en l'absence de l'abbé de La Galaisière, nomma commissaire le chanoine de Brest de Vammale, son autre vicaire général <sup>4</sup>. Suivirent, le 5 février, la supplique du syndic à M. de Vammale et le soit communiqué de ladite supplique par M. de Vammale au promoteur ; le 7 février, les conclusions favorables de ce dernier et, le 20, l'acceptation de M. de Brest de Vammale, lequel ordonnait la continuation de la procédure et prescrivait que le patron ou collateur serait dûment assigné pour le 16 mars suivant, à comparaître par-devant lui, à l'archevêché, à neuf heures du matin, pour donner

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 5, Décret d'érection.

2. Archives de la Haute-Garonne, série G, liasse 527.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

consentement à l'érection demandée et, en cas de refus, dire les moyens et les causes de son opposition<sup>1</sup>.

Enfin, le 22 février 1772, Jean Lanes, à la requête de M. de Rigaud, signifiait les pièces de la procédure à l'abbé de Saint-Sernin, M. de Fleurigny, patron et collateur du bénéfice cure de Saint-Sernin, et lui donnait assignation pour comparaître par-devant M. de Brest de Vammale, nouveau commissaire, le lundi 16 mars suivant, à neuf heures du matin, dans le palais de l'archevêché, aux fins de ladite requête et ordonnance, lui protestant qu'il serait passé outre tant en sa présence qu'en son absence<sup>2</sup>.

Au jour fixé, l'abbé de Saint-Sernin fit défaut et M. de Vammale dressa procès-verbal du fait.

Enfin, sur les conclusions du promoteur, datées du 23 du mois de mars, l'archevêque M<sup>gr</sup> de Loménie de Brienne rendait, le 30 octobre 1772, le décret d'érection tant désiré. La paroisse de Croix-Daurade était enfin créée.

Voici un passage important de ce décret. « Ayant égard aux demandes et supplications des habitants et bien-tenants de Croix-Daurade, pour leur avantage spirituel et pour la plus grande gloire de Dieu, en vertu de notre autorité ordinaire, nous avons séparé et séparons, démembré et démembrons à perpétuité par ces présentes de la paroisse Saint-Sernin ledit quartier de Croix-Daurade; ce faisant, l'avons érigé et érigeons en titre de bénéfice cure perpétuel et avons en conséquence ordonné et ordonnons qu'il sera incessamment bâti dans le quartier de la *croix de pierre*, qui est sur le grand chemin d'Albi, une église curiale et paroissiale sous l'invocation de saint Caprais, assortie d'un cimetière et de tous les autres effets nécessaires et convenables et de grandeur suffisante pour contenir tous les habitants dudit quartier, à laquelle nous avons assigné et assignons, pour territoire, les écarts ou masages de Terre-Cabade, de Clausolles, de Montblanc, de Peyriole, de Lapujade, de Lanusse, de Croix-Daurade, des Cocus, de Saint-Caprais, de Planchon, Ladevèze

1. Archives de la Haute-Garonne, série G, liasse 527.

2. *Ibid.*



et Olivier et généralement tous les autres écarts, maisons et terrains quelconques situés au delà du canal royal de Languedoc et à la droite de l'ancien chemin tendant du pont des Minimes au pont de Launaguet... pour être ladite église desservie par un curé en chef à titre perpétuel et inamovible... et auquel sera à cet effet construite une maison presbytérale pour son habitation, conformément aux lois du royaume. Avons pareillement assigné et assignons par ces présentes, pour dotation de la nouvelle cure, la somme de cinq cents livres payables par qui de droit; outre laquelle somme de cinq cents livres, le curé et ses successeurs percevront tous les honoraires, émoluments, droits curiaux et autres généralement quelconques que le curé de Saint-Sernin avait coutume d'y percevoir... Et pour conserver à l'avenir à l'église Saint-Sernin une marque de supériorité et de reconnaissance de la part de la nouvelle cure de Saint-Caprais, le curé dudit Saint-Caprais sera tenu de se rendre processionnellement avec ses paroissiens, chaque année le jour de la fête de saint Sernin, à l'église Saint-Sernin et d'y présenter à l'offrande un cierge de cire blanche du poids d'une livre<sup>1</sup>. »

Le décret d'érection, selon les lois du royaume et conformément d'ailleurs à une de ses clauses, n'était exécutoire qu'après avoir été confirmé par lettres patentes du roi. Ces lettres furent signées par Louis XV au mois de mars 1773. Le texte en est conservé aux archives de la ville<sup>2</sup>.

N'ayant pu empêcher l'Archevêque de créer la nouvelle paroisse, le Chapitre abbatial essaya de faire opposition à la mise à exécution de cette mesure. M. de Lacaze, chanoine, fut envoyé à Paris pour prendre conseil, au sujet des droits de l'Archevêque. Le 21 décembre 1772, on lisait en réunion capitulaire une de ses lettres, dans laquelle il demandait qu'on lui adressât le texte des bulles des souverains pontifes dont nous parlions plus haut et il fut délibéré que ces pièces lui seraient envoyées<sup>3</sup>.

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 5, Décret d'érection.

2. *Ibid.*, et Archives du Parlement, série B, n° 1734, f° 147.

3. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, Plumitifs des délibérations, séance du 21 novembre 1772.

Le 4 septembre de l'année suivante, le Chapitre ne s'était pas encore soumis au décret de l'Archevêque, car une délibération de ce jour rapporte que le « cémentier avait encore donné lecture à l'assemblée des chanoines d'une lettre de M. de Lacaze informant le Chapitre qu'il s'occupait activement à consulter M. Pailhe ».

Le Chapitre, lassé de tant de lenteur et ne comptant plus réussir, délibéra le même jour « qu'on écrirait à M. de Lacaze de revenir avant Noël prochain, qu'autrement il serait pointé ».

A partir de ce moment, aucun document ne peut établir que le Chapitre abbatial ait encore persisté dans son opposition. Il en existe au contraire qui impliquent sa soumission, puisqu'il se mit à l'œuvre pour faire construire le sanctuaire de chacune des deux églises de Croix-Daurade et de Lalande, cette construction ayant été mise à sa charge par le décret d'érection.

Le 25 septembre 1775, le chanoine d'Héliot procédait à la bénédiction de l'église de Lalande<sup>1</sup> et le Chapitre, qui prit à son compte le luminaire de la fête, délibéra à cette occasion « qu'il serait fait présent de six chandeliers en fer-blanc<sup>2</sup> ».

Des difficultés d'une autre nature allaient surgir.

L'église de Croix-Daurade ne s'étant ouverte qu'un an plus tard, ce fut le curé de Lalande, M. Joseph Lamarque, qui eut à négocier avec le Chapitre les conditions suivant lesquelles « l'hommage » serait rendu. Se préoccupant tout d'abord de la place qu'on lui assignerait au chœur, il adressa une question au Chapitre à ce sujet. S'était-il montré quelque peu exigeant et avait-il laissé entrevoir comment il entendait qu'on le traitât au point de vue des préséances, question délicate ? Nous l'ignorons, mais cela paraît assez probable, car M. de Lamée faisait part au Chapitre « de ses prétentions » et celui-ci délibérait le 18 novembre 1775 « qu'on lui accorderait, à raison de l'hommage, la première stalle du côté gauche du chœur après la montée,

1. Archives de l'église de Lalande, Vieux registre.

2. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, Délibération du 6 septembre 1775.

à la suite des prébendés<sup>1</sup> ». C'était la dernière place du haut chœur. Tout ce qu'on lui concédait se réduisait à ce qu'il n'allât pas seul à l'offrande. Il devait être accompagné par un bedeau qui viendrait le prendre à sa place<sup>2</sup>.

Le curé de Lalande, peu satisfait, ne voulut pas consacrer, en les subissant, les conditions que lui imposait arbitrairement le Chapitre. Il s'abstint en conséquence de paraître à l'église abbatiale avec ses paroissiens le jour de saint Sernin, pour la cérémonie de l'hommage. Le Chapitre, qui comprit la leçon, délibéra le 2 décembre 1775 d'assigner le curé sans retard « pour l'obliger à exécuter le décret d'érection et il autorisa les célériers à faire toutes les poursuites nécessaires ». La réponse du curé de Lalande se fit attendre, car il ne fut de nouveau question au Chapitre de cette affaire de l'hommage que le 27 avril suivant. Le célérier de Lamée informait en effet ce jour-là MM. les chanoines que le curé de Lalande l'avait avisé qu'il rendrait l'hommage le troisième jour des fêtes de la Pentecôte, *entre matines et la grand'messe*. Il ne paraît point que le protocole de l'époque eût réglé cette façon de rendre l'hommage, en tenant compte tout à la fois de la dignité du Chapitre et de celle du curé, car les chanoines se montrèrent froissés de cette manière d'agir. Ils n'admettaient point qu'on leur fît savoir, sans les consulter, comment on entendait se comporter chez eux en cette circonstance. Le Chapitre délibéra le 27 avril 1776 de n'accepter l'hommage qu'en déclarant d'une manière formelle que cela ne pourrait tirer à conséquence et « qu'à l'avenir l'hommage serait rendu le jour de saint Sernin ».

Le curé de Lalande avait sans doute pris conseil auprès de l'autorité diocésaine, car, le 9 mai 1776, M. de Catelan, célérier, annonçait au chapitre qu'il avait reçu visite de M. de Malaret, vicaire général de l'Archevêque, lequel lui avait témoigné « sa surprise et sa peine de ce que les arrangements dans lesquels il était entré relativement aux difficultés touchant l'hommage

1. Archives de l'église Saint-Sernin, Délibérations du 16 mai 1766 au 30 octobre 1781, séance du 18 novembre 1775.

2. *Ibid.*

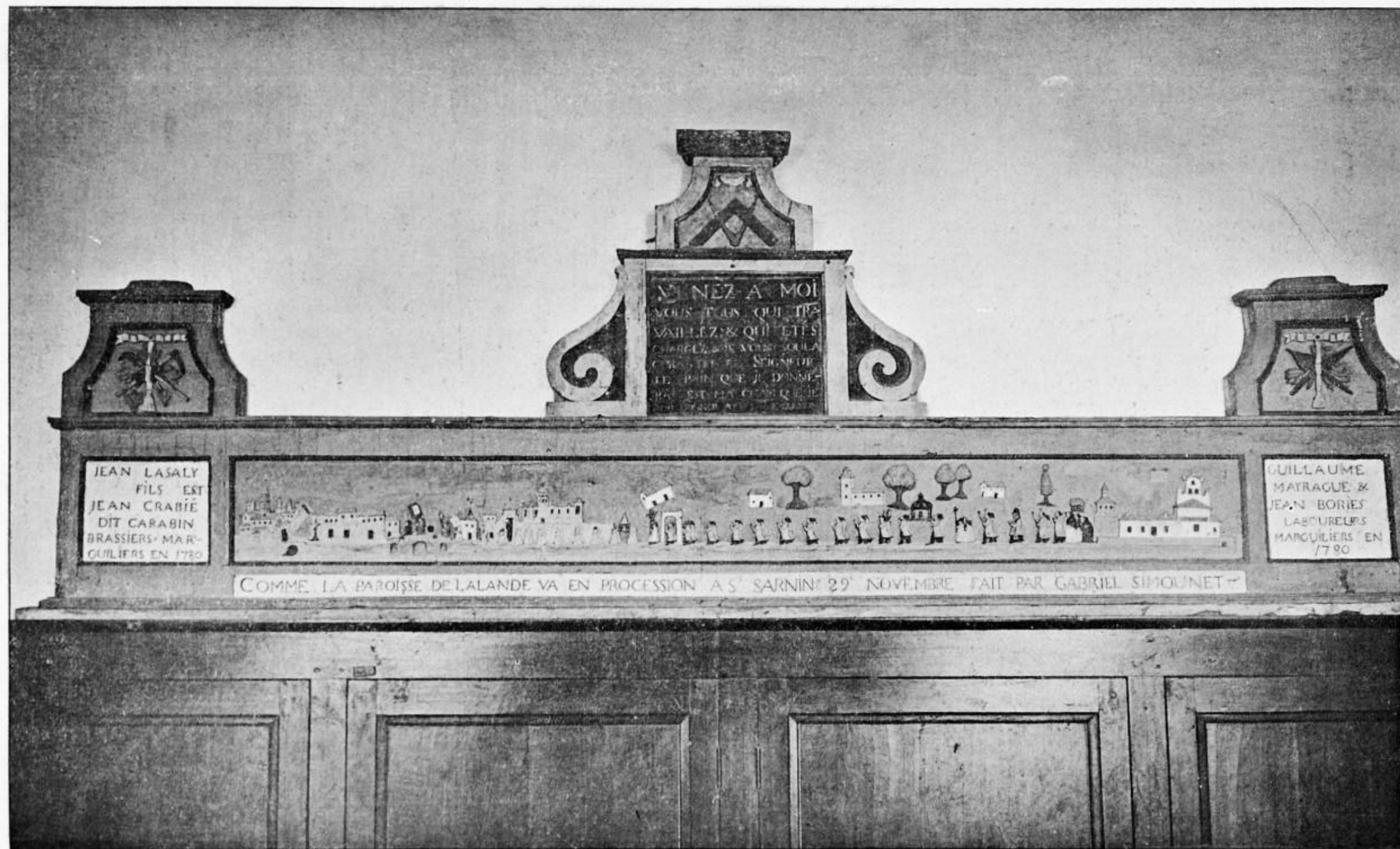


n'avaient pas été goûtés par le Chapitre et de ce qu'en agréant que le dit hommage fût rendu pour cette fois le troisième jour des fêtes de la Pentecôte, il voulait exiger qu'il le fût à la grand'messe, les jours et fêtes de saint Sernin ». Le célérier informait le Chapitre que M. de Malaret lui avait observé à ce sujet : d'abord que le décret d'érection ne portait point que l'hommage dût être rendu à la grand'messe et que par conséquent le Chapitre n'était pas fondé à l'exiger, et qu'ensuite le service de la paroisse de Lalande aurait à en souffrir. Il avait ajouté que si le Chapitre persévérait dans ses prétentions, il ne pouvait manquer d'en résulter un procès dans lequel il succomberait et qu'il était de sa prudence ordinaire de prévenir une pareille affaire, en se prêtant à ce que l'hommage fût reçu à une messe célébrée entre matines et la grand'messe. Le Chapitre, déférant aux observations présentées par M. le vicaire général à M. de Catelan, rapporta sa délibération du 27 avril précédent et décida qu'à l'avenir l'hommage serait ainsi rendu à une messe célébrée par le chanoine répondant, entre matines et la grand'messe<sup>1</sup>. La question de la place à occuper au chœur par le curé de Lalande n'avait plus d'objet. Celui-ci se rendit donc l'année suivante, comme il était convenu.

En 1778, le curé de Lalande, toujours un peu difficultueux, essaya encore de négocier sur la question de jour. Il désirait ne pas se rendre cette année à l'église abbatiale pour l'hommage le jour de la fête de saint Sernin qui se trouvait un lundi, mais la veille, ses paroissiens étant plus libres le dimanche. Pareille demande avait été adressée au Chapitre par le curé de Croix-Daurade. Les chanoines résolurent d'en finir avec des difficultés qui renaissaient sans cesse, et ils délibérèrent, le 21 novembre, que les curés des deux paroisses « auraient à satisfaire à ce qu'ils devaient à cet égard le jour de la fête de saint Sernin, auquel jour avait été fixé l'hommage dû par l'une et l'autre église à celle de Saint-Sernin<sup>2</sup> ». Les deux

1. Archives de l'église Saint-Sernin, Livre des délibérations du 16 mai 1766 au 30 octobre 1781, séance du 9 mai 1776.

2. *Ibid.*, séance du 21 novembre 1778.



PROCESSION DE « L'HOMMAGE » (Eglise de Lalande).

Cl. de M. Régnault.

curés se soumirent et la cérémonie de l'hommage s'accomplit chaque année de cette manière jusqu'à la Révolution. Un bas-relief en bois et polychromé, qui existe encore à la sacristie de l'église de Lalande, représente la procession des habitants de cette paroisse se rendant ainsi à Saint-Sernin pour l'hommage. Nous reproduisons, d'après une photographie, cette œuvre d'un « primitif » nommé Simounet.

Quelles étaient à l'ouest les limites de la paroisse de Croix-Daurade? Le décret d'érection répond : « un vieux chemin tendant du pont des Minimes au pont de Launaguet et dans lequel se trouvait la croix del fust ». Or, deux chemins aboutissaient d'un pont à l'autre : le premier, plus à l'est, traversait le quartier des Cocus, près de la croix nommée autrefois des Quatre-Carrières et alors des Cocus; le second passait un peu plus à l'ouest et parallèlement au précédent. Lequel des deux constituait la limite de la paroisse de Croix-Daurade ou la ligne divisoire entre celle-ci et la paroisse de Lalande? C'était le chemin situé plus à l'ouest. Il est nommé « *vieux chemin de Launaguet* » sur la carte du gardiage, et le décret d'érection désigne « *l'ancien chemin* ». Si c'eût été au contraire le chemin qui passe près de la croix des Quatre-Carrières ou des Cocus et traverse le quartier de ce nom, le décret aurait certainement signalé cette croix, bien plus connue que celle de bois « *del fust* », à laquelle il ne donne aucun nom, sans doute parce qu'elle n'en avait aucun. Au surplus, ce décret mentionne le *quartier des Cocus* au nombre de ceux qu'il assignait à la paroisse de Croix-Daurade, alors qu'il n'y en aurait eu que la moitié si le chemin traversant ce quartier eût constitué la limite.

Enfin, chacun des deux capitoulats de Saint-Sernin et de Saint-Pierre, en vertu des édits dont nous parlions plus haut, devait supporter et supporta en effet les dépenses de construction des églises bâties sur son territoire. Donc, si la part de territoire comprise entre les deux chemins qui nous occupent eût appartenu à la paroisse de Lalande et non à celle de Croix-Daurade, une partie proportionnelle des frais de construction de l'église de Lalande aurait été nécessai-



rement attribuée au capitoulat de Saint-Sernin dont ce territoire faisait partie, comme il est facile de le constater sur la carte du gardiage. Or, ceci n'eut pas lieu puisque le capitoulat de Saint-Pierre paya l'entière dépense. La paroisse de Lalande n'avait donc pas empiété sur le territoire du capitoulat de Saint-Sernin. Pour ces divers motifs, la question posée ne nous paraît pas comporter une réponse différente, et le chemin plus à l'ouest, « *le vieux chemin de Launaguet* », était bien la ligne divisoire des deux paroisses.

En fait, depuis le Concordat, cette partie de territoire paraît, au contraire, avoir toujours dépendu de la paroisse de Lalande, de telle sorte que ce fut et que c'est encore le chemin plus à l'est, c'est-à-dire celui qui traverse le quartier des Cocus du nord au sud, qui forma, à partir de cette époque, la limite commune des deux paroisses. Nous ignorons le motif et la date précise de cette nouvelle délimitation.

En l'an XI (1802), un état général des communes où étaient placés les curés, avec les noms et dates de naissance des ecclésiastiques qui les desservaient, ainsi que l'indication des pensions dont ils jouissaient, porte que Croix-Daurade avait été érigée comme *succursale* en l'an XI et qu'elle dépendait de la justice de paix du canton centre<sup>1</sup>.

Une ordonnance de M<sup>gr</sup> Primat rendue à cette même époque pour l'organisation des paroisses de la ville, faubourgs, banlieue et campagne présente un intérêt très grand au point de vue de la circonscription de chacune des paroisses de la ville. Ces circonscriptions y figurent en détail, mais on y trouve très peu de renseignements au sujet des succursales situées dans la banlieue. Seules les lignes suivantes nous concernent.

« Dans le deuxième arrondissement, dit du Centre, cure à l'église de la Daurade, Saint-Jérôme et hors ville, les succursales de *Croix-Daurade*, Castelmaurou, Montberon, Pechbonnieu, Saint-Geniès et Saint-Loup, Saint-Jean-de-Kyrie-Eleison

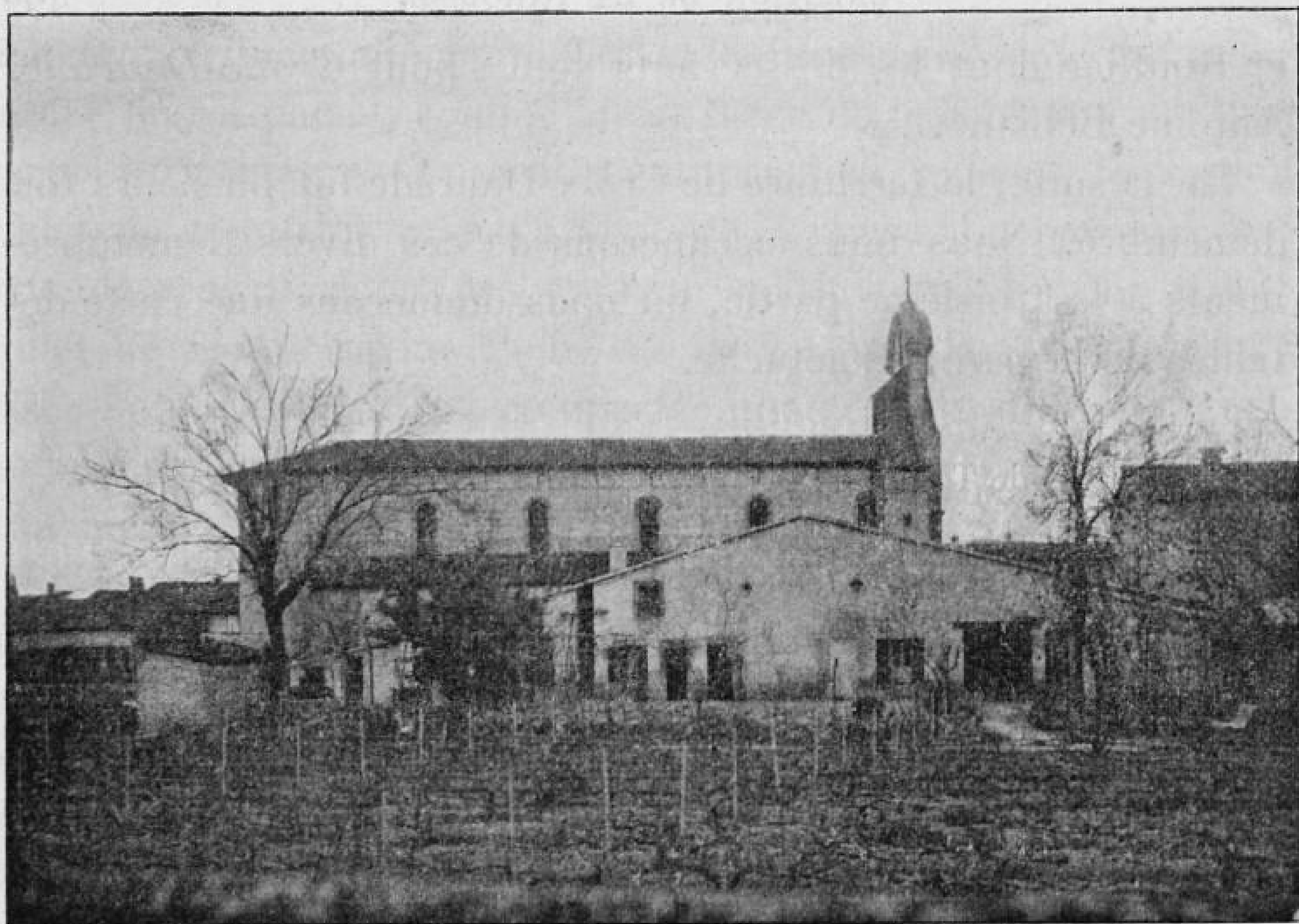
1. Archives de la Haute-Garonne, série V, 2<sup>e</sup> section, liasse 9.

et Rouffiac dont les desservants sont : pour *Croix-Daurade*, Antoine Bébian<sup>1</sup>... »

Par la suite, le territoire de Croix-Daurade fut plusieurs fois démembré. Nous nous occuperons de ces divers démembrements à la troisième partie, où nous donnerons une carte détaillée de la paroisse actuelle.

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 5.

---



L'ÉGLISE ACTUELLE DE CROIX-DAURADE.

(Cl. de M. J. Delmas.)

## CHAPITRE II.

### L'Église de Croix-Daurade. — Le Culte.

Choix de l'emplacement. — Un premier devis. — Opposition des principaux tail-  
labes. — Second devis. — Adjonction de deux chapelles. — Construction du  
sanctuaire par les soins et aux frais du Chapitre abbatial. — Achat par ce  
dernier du mobilier du culte. — Inauguration de l'église le 19 octobre 1776.  
— Construction de l'escalier du clocher et de la tribune. — Réparations à la  
toiture. — Procès avec l'entrepreneur. — Période révolutionnaire. — Confis-  
cation de la majeure partie du mobilier. — Réouverture de l'église pendant la  
Révolution. — Achat d'un nouveau mobilier. — Réduit des chaises. — La  
tribune et l'orgue. — Agrandissement de l'église en 1866. — Cérémonie de  
la Consécration. — Les chapelles. — Divers embellissements et dons.

Le décret d'érection de la paroisse étant signé et approuvé,  
le syndic Rigaud ouvrit une nouvelle procédure pour en  
assurer l'exécution. Il fallait tout d'abord faire choix de l'em-



placement et obtenir ensuite que la ville et le Chapitre abbatial se missent en mesure de faire édifier sans retard, chacun de leur côté, la partie de l'œuvre qui leur incombait. Le Chapitre, comme fruits prenant, avait à sa charge la construction du sanctuaire et de la sacristie; la ville devait pourvoir à tout le reste.

Le 26 mai 1773, le syndic somma le Chapitre d'avoir à se faire représenter le lendemain à Croix-Daurade, où les capitouls et le syndic de la ville devaient se rendre pour faire choix de l'emplacement, de concert avec les commissaires des bien-tenants<sup>1</sup>. Le rendez-vous était fixé « sur le grand chemin d'Alby, *auprès de la croix de pierre*<sup>2</sup> ».

L'emplacement dont on fit choix était situé au levant de la route d'Albi, mais plus éloigné du grand chemin que ne se trouve actuellement l'église. On devait y aboutir de la route par une longue avenue.

Restait à s'occuper de la question des plans et devis.

Le 21 novembre 1773, sur permission des capitouls, avait lieu, dans ce but, chez les religieux Augustins (au musée actuel), dans la grande salle voisine du cloître, une réunion des bien-tenants et habitants, en présence du notaire Antraygue. L'ingénieur Hardy présenta les plans à l'assemblée et se mit à sa disposition pour lui fournir tous les éclaircissements nécessaires. Ces plans furent acceptés à l'unanimité, mais sous la condition expresse que la dépense n'excéderait pas 28,000 livres, emplacement compris, et que le tout serait rendu à la clé<sup>3</sup>.

Le 16 avril 1774, le Conseil de bourgeoisie approuvait ces plans, ainsi que ceux de l'église de Lalande, et arrêta la somme totale de la dépense à 54,000 livres, savoir : 26,000 livres imposables sur le capitoulat de Saint-Pierre pour Lalande et 28,000 sur celui de Saint-Sernin pour Croix-Daurade. Les 2,000 livres de différence représentaient la dépense nécessitée

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 5.

2. La croix de fer doré était fixée sur le pied resté debout d'une ancienne croix de pierre (voir chap. ix).

3. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 5.

par l'achat du terrain pour ce dernier quartier<sup>1</sup>. Ces diverses sommes comprenaient tout à la fois la dépense de construction des deux églises et celle des presbytères et cimetières respectifs.

Le devis donnait à la nef de l'église de Croix-Daurade 5 toises<sup>2</sup> de hauteur jusqu'au-dessous de la sablière et 10 toises jusqu'à la corniche au frontispice. Ni la longueur ni la largeur n'étaient indiquées, celles-ci ayant été tracées sur l'emplacement<sup>3</sup>.

Les murs latéraux devaient être percés chacun de i x ouvertures, trois portiques de 10 pieds 6 pouces de hauteur sur 11 pieds 6 pouces de largeur, et trois fenêtres au dessus. Cependant, du côté droit en entrant, ces ouvertures ne devaient être réelles que pour le premier et le troisième portiques et pour la fenêtre au dessus du second, les autres étant seulement figurées à l'intérieur. Le premier portique était affecté aux fonts baptismaux et le troisième devait donner accès à une chapelle. Le côté gauche ne comportait que deux ouvertures réelles, le troisième portique pour une chapelle en face de celle du côté droit, et la fenêtre au-dessus du deuxième. Comme pour le côté opposé, les autres ouvertures étaient simplement figurées à l'intérieur et murées en dehors.

Il devait être construit deux chapelles, l'une à droite et l'autre à gauche, dont les deux portiques ouverts étaient destinés à former l'entrée, et une troisième sur la droite en entrant, pour les fonts baptismaux. A côté de cette dernière, les plans ménageaient un petit local pour l'escalier du clocher.

Les plafonds étaient prévus en planches de sapin assemblées à languettes, ceux des chapelles à plat et celui de la nef en courbe réglée de 3 pieds de hauteur.

La façade du clocher comportait trois ouvertures, sans compter la porte d'entrée, et comme décoration deux pyramides en briques couronnées en pierre, ainsi qu'une boule et une croix en pierre.

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 5, et Livre des Conseils, séance de ce jour. L'église de Lalande devait être bâtie sur un communal.

2. La toise valait 1<sup>m</sup>949.

3. Archives de Toulouse, Devis imprimés, t. de 1770 à 1774.

Au devant devait s'élever un porche, avec une porte dans le mur latéral de droite, pour pénétrer dans le presbytère, et une plus grande dans celui de gauche, pour donner accès au cimetière.

Enfin, le devis prévoyait la construction d'un pont sur le fossé du chemin d'Albi, face à l'église, pour passer de ce chemin sur le *patus* de cette dernière, avec huit bornes de pierre, une à l'extrémité de chaque aile et quatre pour l'intérieur de la voie, afin de garantir les côtés des heurts des charrettes ou voitures.

La décoration intérieure se réduisait à des pilastres couronnés d'une corniche, soit entre les portiques, soit de chaque côté de l'autel des chapelles, et le mobilier à deux autels en menuiserie pour les chapelles, à une chaire en bois de hêtre vernissé, à une piscine en pierre pour les fonts baptismaux et à deux bénitiers également en pierre<sup>1</sup>.

De son côté, le célérier du chapitre Saint-Sernin avait fait approuver par les chanoines la partie du plan relative au sanctuaire et à la sacristie, dont la charge lui incombait.

Il n'y avait plus, avant de se mettre à l'œuvre, qu'à procéder à l'adjudication des travaux.

Les capitouls, sans perdre de temps, nommèrent une commission chargée de recevoir les « moins dites ». L'adjudication devait avoir lieu le 5 juin 1774, mais, la veille, cinq propriétaires des plus forts taillables du capitoulat de Saint-Sernin, qu'effrayait leur part de cotisation dans la dépense prévue, firent opposition. Ils prétendaient que tout ce qui avait été fait jusque-là l'avait été d'une façon à la fois illégale, prématurée et irrégulière, et ils se déclaraient autorisés à protester, soit à cause de leur intérêt propre, soit en raison de l'intérêt commun des bien-tenants, qu'ils disaient également compromis. Ils motivaient en outre leur opposition sur le fait de leur non-convocation aux assemblées des bien-tenants, sur la précipitation exagérée de la procédure, sur l'équivoque de certains points du devis et sur « l'affectation qu'on avait eue d'y déterminer des

1. Archives de Toulouse, Devis imprimés, t. de 1770 à 1774.



proportions et des ornements entièrement superflus et des embellissements inutiles dans une église de campagne, toutes choses qui faisaient monter la dépense à près de 30,000 livres<sup>1</sup> ».

Ils reprochaient aussi aux promoteurs de l'œuvre « d'avoir ignoré qu'il existait autrefois, au lieu de Saint-Caprais situé à l'extrémité du tènement de Croix-Daurade, une église où le service divin était fait à la charge du chapitre Saint-Sernin et où le Chapitre lui-même était allé constamment officier, avec sa musique, certains jours de l'année; que si cette église était alors détruite, attendu qu'en la supposant existante il n'y aurait eu qu'à la faire ériger en église paroissiale, ce qui aurait dispensé d'en faire construire une nouvelle, c'était au moins le cas, avant toutes choses, de prendre des informations pour connaître quelles étaient les obligations du chapitre Saint-Sernin à l'égard de l'église Saint-Caprais; sur quels titres ces obligations étaient fondées; quel droit avait eu le Chapitre d'entreprendre de détruire cette église et s'il n'était pas possible de l'obliger à la reconstruire<sup>2</sup> ». Les requérants concluaient enfin à ce que la procédure d'adjudication fût suspendue; jusqu'à ce qu'il en eût été décidé autrement par le corps entier des bien-tenants.

Ni les capitouls ni les deux syndics ne se crurent autorisés à passer outre. L'adjudication fut donc ajournée et on décida de négocier avec les opposants pour les amener à conciliation<sup>3</sup>.

La délibération du 23 juin 1775 atteste que les opposants se désistèrent, « à condition qu'il serait dressé un second devis dont la dépense ne devait pas excéder 17,116 livres<sup>4</sup>. »

Le premier devis fut donc réduit dans cette proportion, par l'ingénieur Hardy.

Voici le détail de la dépense :

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 5.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, Livre des Conseils, séance du 25 février 1775.

4. *Ibid.*, Livre des Conseils.

Église, montant à.....	8,029 liv. 10 s. 8 d.	{	8,982 liv. 15 s. 8 d.
Porche, — .....	788 15 0		
Cimetière, — .....	165 0 0		
Maison curiale.....	6,328	»	»
Local à acquérir pour l'église, cimetière et presbytère.....	1,000	»	»
Pont pour communication du chemin au local....	270	»	»
Honoraires de l'ingénieur.....	600	»	»
<hr/>			
Montant total.....	17,180 liv. 15 s. 8 d. <sup>1</sup> .		

La hauteur de la façade, réduite de 2 toises, n'avait plus jusqu'à la dernière assise de la corniche que 8 toises au lieu de 10 et celle de la nef 4 au lieu de 5.

Les portiques conservaient la même largeur, mais la hauteur fut diminuée de 6 pouces. Les fonts baptismaux, qui devaient occuper une chapelle, devinrent la simple absidiole qu'ils sont aujourd'hui, et le plafond de l'église, prévu en courbe sur les côtés, devait être absolument plat. Les pilastres entre les portiques étaient supprimés. On supprima même totalement les deux chapelles et on en vint jusqu'à oublier l'escalier du clocher. Le pont lui-même eut à subir une réduction de 3 pieds sur sa longueur. La comparaison point par point des deux devis permet d'affirmer que seul le porche fut maintenu sans la moindre modification.

Le nouveau devis fut imprimé et distribué à tous les prétendants, en vue d'une adjudication prochaine. Celle-ci eut lieu le 10 mai 1775. Une année avait été perdue. Sept concurrents se présentèrent : Jean Izalguier, Raymond Bénazet, François Cassaigne, André Delort, Moinet, fils, Dominique Clausade et Guillaume-Jean Ouvradou. Ce dernier fut le moins disant au chiffre de 15,800 livres; mais, le 31 mai, Dominique Clausade proposa encore 300 livres de rabais sur le prix de Guillaume Ouvradou et il resta adjudicataire, au prix de 15,400 livres<sup>2</sup>.

Le 15 octobre 1775, la communauté de Croix-Daurade assemblée dans la maison du sieur Baour, imprimeur, délibé-

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 4, Devis estimatif du 6 mai 1775.

2. *Ibid.*, Procès-verbal d'adjudication.

rait : « que l'emplacement pour l'église à construire avait été tracé dans un lieu trop éloigné du grand chemin » et sanctionnait l'avis du syndic « qui s'était transporté à Croix-Daurade et avait reconnu que les plaintes des habitants étaient justifiées et bien fondées. » Celui-ci déclarait à l'assemblée que « plusieurs paysans lui avaient fait remarquer également que le sol sur lequel l'église devait être placée était marécageux et aquatique, ce qui la rendrait malsaine, au lieu qu'en l'avancant du chemin, le terrain serait plus propice et plus élevé. » Il ajoutait « que la maison curiale et l'église étant ainsi écartées du voisinage se trouveraient aussi exposées à des entreprises de brigandage. » Pour ces motifs, la communauté délibéra que l'église et le presbytère seraient rapprochés du grand chemin et on fit choix de l'emplacement où se trouve aujourd'hui l'église <sup>1</sup>.

Restait à acquérir cet emplacement. Il appartenait aux frères Brousse et à Jean Ouillé et consistait en un champ, pièce de vigne et petite habitation. La ville en fit l'acquisition par acte du 7 octobre 1775, au prix de 1,600 livres, savoir 800 livres 10 sols aux frères et sœur Brousse et 737 livres 10 sols à Jean Ouillé <sup>2</sup>.

Le bail consenti à Clausade fut signé le 4 janvier 1776, conformément aux chiffres suivants que nous font connaître les comptes de la ville :

Ouvrages à Clausade.....	15,500 liv.	
Menus frais au syndic Rigaud.....	1,083	18 s. 4 d.
Prix du terrain.....	1,600	
Soit un total de.....	18,183 liv.	18 s. 4 d. <sup>3</sup> .

Cette somme fut imposée en 4 annuités sur le capitoulat de Saint-Sernin <sup>4</sup>.

Clausade se mit aussitôt à l'œuvre et il mena les travaux de construction avec une telle activité, que la bénédiction de

1. Archives de Toulouse, Délibération. Pièce non classée.

2. *Ibid.*, CC, n° 1080, Comptes.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, nos 180, 181, 182 et 183.



l'église put avoir lieu le 19 octobre 1776. On lui paya 10,333 livres 6 sols 7 deniers cette même année, et l'année suivante il recevait pour augmentation et solde la somme de 5,715 livres 16 sols 4 deniers<sup>1</sup>.

La réception des travaux n'eut lieu cependant que dans le courant de l'année 1777, car les comptes de la ville, pour cet exercice, portent en dépense « une somme de 48 livres 4 sols payée au traiteur Vidal pour le dîner du jour de la réception de l'église de Croix-Daurade. »

Les sommes payées à Clausade excèdent le chiffre prévu. En voici le motif. En cours d'exécution des travaux, on constata que l'église n'avait pas une grandeur suffisante, vu le nombre des habitants de la paroisse, et ceux-ci délibèrent d'y ajouter les deux chapelles prévues au premier devis. Ils firent tous leurs efforts pour se procurer la somme nécessaire, au moyen de dons, mais il leur manqua 800 livres. Le Conseil de ville leur accorda cette somme, à condition qu'elle serait remboursée par voie d'imposition sur le capitoulat de Saint-Sernin. Cependant, quand la Commission se transporta plus tard à Croix-Daurade pour la réception des ouvrages, elle revisa ce qui concernait le montant des travaux d'augmentation et n'alloua qu'une somme de 485 livres 3 sols<sup>2</sup>.

De son côté, le Chapitre abbatial s'était aussi mis à l'œuvre sans le moindre retard. Le 5 janvier 1776, M. de Lamée, célérier, qui avait reçu les offres de Clausade pour la construction du sanctuaire, moyennant la somme de 4,300 livres, prix de celui de Lalande, proposait au Chapitre d'accepter ces offres comme étant les plus avantageuses qu'il eût reçues, et les chanoines autorisaient leurs célériers à traiter sur ces bases avec Clausade. Les paiements devaient être effectués un tiers au début, un tiers à moitié ouvrage et le derniers tiers lors de la réception des travaux<sup>3</sup>.

Pour les ouvrages de sculpture, dorure et autres, exécutés

1. Archives de Toulouse, CC Comptes, nos 181 et 182.

2. *Ibid.*, Livre des Conseils, séances du 25 avril et du 6 juin 1777.

3. Archives de l'église Saint-Sernin, Délibér. du 16 mai 1766 au 30 octobre 1781.

sur un devis de l'ingénieur Hardy par l'entrepreneur de ceux de l'église de Lalande, ils furent aussi payés par le Chapitre au prix de ces derniers et coûtèrent 1,200 livres<sup>1</sup>. La dépense supportée par le Chapitre pour la construction et ornementation du sanctuaire s'éleva donc au chiffre de 5,500 livres. Il paya en outre une somme de 150 livres à l'ingénieur Hardy pour la direction desdits ouvrages<sup>2</sup>.

Les travaux marchèrent avec une telle rapidité, que déjà, le 4 août 1776, M. de Catelan, cédier du Chapitre, annonçait à MM. les chanoines que quatre délégués de la paroisse étaient venus demander que l'un d'entre eux voulût bien se rendre à Croix-Daurade pour y procéder à la bénédiction de deux cloches. Cette demande fut agréée avec empressement.

Le Chapitre pourvut ensuite à l'achat du mobilier, des ornements, vases sacrés, linges et ustensiles divers, dont il n'est pas possible de donner ici le détail. Il eut à dépenser pour ces diverses acquisitions, énumérées une à une dans ses comptes, la somme totale de 1,346 livres 2 sols 1 denier.

Sur cette longue liste figure une grille placée à la fenêtre de la sacristie. Des voleurs s'y étaient introduits durant la nuit par une ouverture qu'ils avaient pratiquée dans le mur et ils avaient dérobé du linge.

Une somme de 105 livres figure également aux comptes du Chapitre pour l'achat d'un rideau destiné à recouvrir un tableau du sanctuaire « qui devait être par là moins exposé à se gâter<sup>3</sup> ». Ce tableau ne peut être que celui de saint Caprais, signé Cammas, qui se trouve actuellement à la chapelle Saint-Joseph et sur lequel nous avons vainement cherché à nous renseigner. Il ne figure ni aux comptes de la ville ni à ceux du Chapitre. On en pourrait conclure qu'il avait été donné par quelque bienfaiteur, à moins que Cammas, qui était alors le

1. Archives de l'église Saint-Sernin, Délibérations, séance des 20 janvier et 17 février 1776.

2. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, n° 233, Comptes de 1774 à 1784.

3. Archives de l'église Saint-Sernin, Délibér. du 16 mai 1766 au 30 octobre 1781, séance du 19 avril 1777.

peintre de la ville et recevait à ce titre un traitement, ne l'ait compris dans les travaux prévus pour l'année et que la ville en ait alors fait don. Dans ce tableau saint Caprais, vêtu de l'aube et d'une chape d'or, est représenté à genoux et les mains jointes devant un livre ouvert et un crucifix placés sur un rocher. Ayant vu passer la blanche colombe qui portait une couronne d'or à la jeune vierge sainte Foi, subissant le martyre sur une des places d'Agen, le saint évêque lève les yeux au ciel et adresse à Dieu cette prière : « *Seigneur si vous me croyez digne du martyre faites jaillir une source de ce rocher, et j'irai au devant de mes persécuteurs* ». A ses pieds se trouve la crosse et la mitre, ainsi qu'une grande épée sur lesquelles l'artiste a peint quelques roses. La source miraculeuse jaillit à gauche près du rouleau de parchemin sur lequel se trouve écrite la prière.

Enfin, les comptes du Chapitre de 1777 portent en dépense une somme « de 12 livres payée aux soldats du guet qui avaient gardé pendant la nuit l'église et le sanctuaire de Croix-Daurade où des voleurs avaient fait une ouverture et enlevé du linge ». Le reçu est daté du 13 avril 1777<sup>1</sup>. C'est, par conséquent, vers cette date que les voleurs durent ainsi pénétrer dans l'église.

La construction de l'église était achevée au mois d'octobre 1776. Elle avait exigé moins d'une année. L'inauguration eut lieu le 19 octobre 1776, veille de la solennité de Saint-Caprais, ainsi que le raconte Barthès<sup>2</sup>.

Dans l'obligation où il s'était trouvé de réduire à la hâte son premier devis, l'ingénieur oublia de prévoir dans le second l'escalier du clocher, « de telle sorte, disait le Conseil politique, dans sa délibération du 11 février 1783, que toutes les fois que la corde des cloches se rompait, on était obligé, pour pouvoir en substituer une nouvelle, de placer une échelle sur le toit de la maison presbytérale<sup>3</sup> ». Les capitouls firent donc dresser un

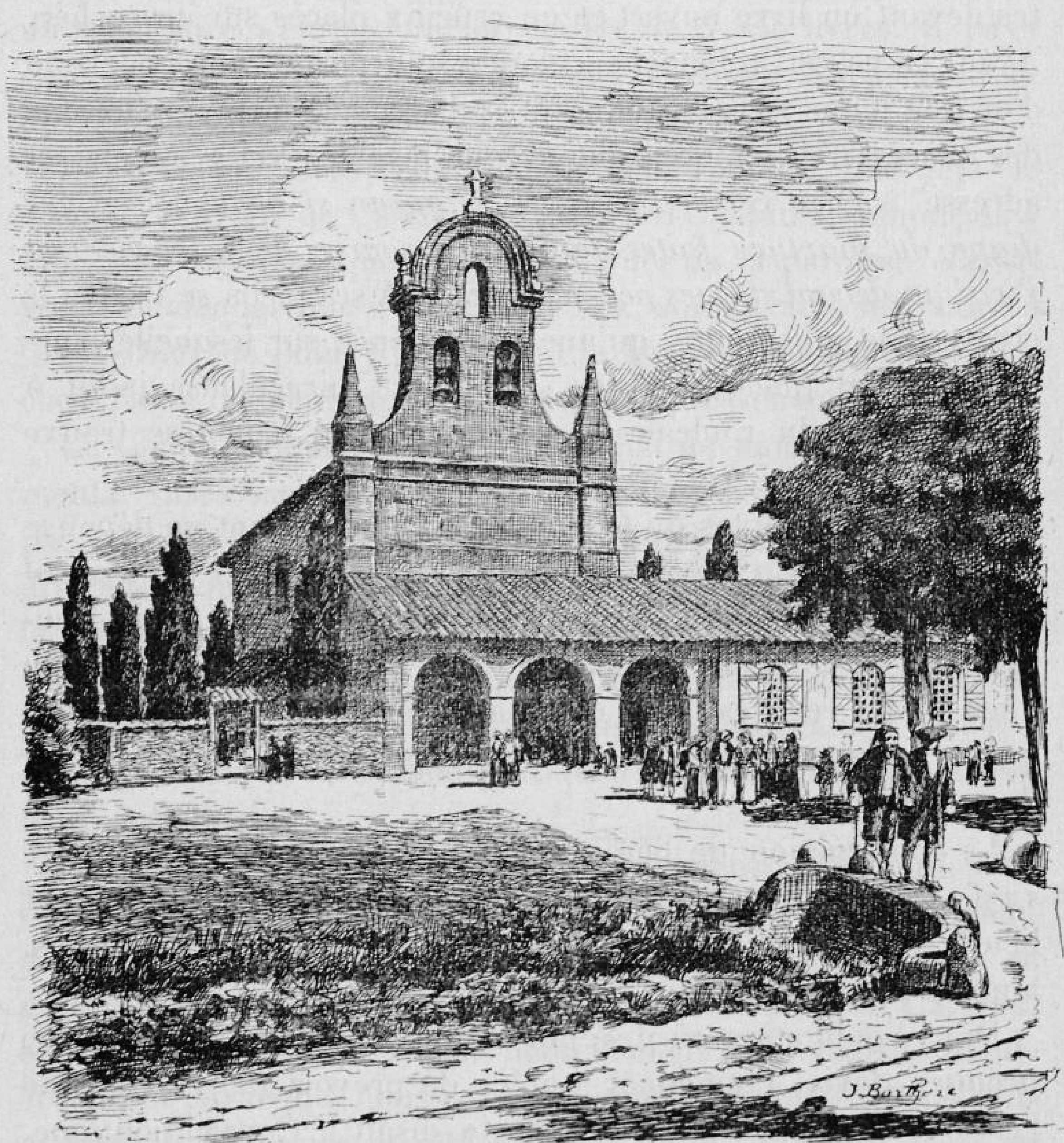
1. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, n° 233, Livre des Trésoriers de 1774 à 1781.

2. *Heures perdues*, t. VII, p. 110.

3. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 4.



devis qui s'éleva à la somme de 1,170 livres 14 sols 5 deniers et le soumirent à l'Intendant de la province qui le revêtit de son approbation le 4 mars 1784. Le devis portait que la cage de



L'ÉGLISE, LE CIMETIÈRE ET LE PRESBYTÈRE D'APRÈS LE PLAN PRIMITIF.

(Dessin de M. J. Barthère.)

l'escalier devait être construite à gauche du clocher, dans le cimetière, adossée au mur latéral de la nef et monter jusqu'à une galerie intérieure à construire, de laquelle il faudrait ensuite monter avec une échelle, sur le plafond de l'église. Là serait établi un autre escalier, pour arriver au tambour en charpente

à construire devant les cloches<sup>1</sup>. La cage de l'escalier fut ainsi construite et il est facile de voir qu'elle n'est pas liée au mur latéral de l'église.

La tribune fut aussi établie à cette occasion. Elle devait avoir 4 toises 4 pieds de longueur sur 4 pieds de largeur, porter sur le devant une balustrade de 2 pieds 8 pouces de hauteur et composée de 3 barreaux de fer et de 50 de bois de frêne, avec main courante en chêne. Cette tribune existe encore aujourd'hui. Elle se trouve plus élevée d'une marche que celle qui servit plus tard à l'élargir.

On construisit également le tambour prévu devant les cloches et le banc des capitouls placé face à la chaire. Celui-ci sert actuellement de banc d'œuvre du purgatoire. Le devis signale, en outre, la refonte d'une cloche et les comptes de la ville portent effectivement en dépense 24 livres payées pour certains frais qu'avait occasionnés la cérémonie de sa bénédiction<sup>2</sup>.

L'ensemble de ces travaux, que le devis estimatif dressé par Virebent prévoyait devoir s'élever à la somme de 1,170 livres 14 sols 5 deniers, ne coûta en réalité que 992 livres<sup>3</sup>. Cette dépense ne fut plus imputée, comme les précédentes au capitoulat de Saint-Sernin, mais à la caisse commune de la ville, car, d'après un arrêt du Conseil d'Etat, du 7 novembre 1781, les dépenses de cette nature devaient être supportées à l'avenir par tous les taillables des huit capitoullats, ainsi que cela se passait avant l'arrêt du 17 juillet 1765 qui les avait mises à la charge du seul capitoulat sur le territoire duquel étaient exécutés les travaux<sup>4</sup>.

Les toitures de l'église et du presbytère firent craindre bientôt pour leur solidité. Les bois, à peu près vermoulus, menaçaient de ne plus pouvoir supporter le poids considérable de la tuile à canal et il fut nécessaire de faire étayer les deux toitures. La ville assigna l'entrepreneur par devant l'Intendant. Elle sou-

1. Archives de Toulouse, Devis, vol. de 1780 à 1783.

2. *Ibid.*, CC, n° 1088.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, AA 29, 114, et *Tableau de l'admin. de la ville de Toulouse*, année 1785.

tenait que Clausade avait employé des bois de mauvaise qualité et celui-ci se défendait en alléguant que si les bois s'étaient vermoulus, la cause en devait être attribuée au manque d'air<sup>1</sup>. Il fut décidé d'un commun accord de recourir à une vérification par experts. Nulle fut l'expert de Clausade et Bénazet celui de la ville. Ceux-ci s'étant trouvés en désaccord, Raymond cadet, architecte, les départagea et se prononça contre la ville en faveur de Clausade<sup>2</sup>. La ville eut ainsi à payer 167 livres d'honoraires d'experts<sup>3</sup>, 149 livres pour le charpentier qui avait étayé les toitures et 650 livres pour leur réparation<sup>4</sup>.

Les Commissions des affaires contentieuses et économiques réunies décidèrent cependant, le 16 juillet 1786, qu'il y avait lieu de procéder à une seconde vérification et MM. le marquis de Thésan, de Guibert et Viguier furent délégués à cet effet<sup>5</sup>. Le 28 juillet suivant le marquis de Thésan rendait compte à la Commission des affaires économiques de la vérification des deux toitures par les commissaires, assistés du sieur Virebent et d'un charpentier. Un moment avant leur arrivée à Croix-Daurade, une partie de la toiture du presbytère avait croulé et il avait fallu d'urgence donner des ordres pour empêcher ce qui restait de s'effondrer.

La Commission délibéra d'approuver les travaux provisoires ordonnés par le marquis de Thésan et prescrivit d'étayer de nouveau la toiture du presbytère<sup>6</sup>.

Le 19 août 1786, les Commissions contentieuse et économique se réunirent de nouveau pour entendre le rapport verbal d'un sieur Fonade, marchand de bois de construction, qui avait accompagné les commissaires à Croix-Daurade. Il déclara que quelques poutres et grosses pièces étaient de bon bois, mais trop faibles pour l'usage qu'on en avait fait ; que d'autres gros-

1. Archives de Toulouse, Pièces non classées, *Mémoires de la ville et Mém. de Clausade*.

2. *Ibid.*, BB, n° 145, f° 161, Commissions.

3. *Ibid.*, Comptes, CC, n° 1090.

4. *Tableau de l'admin. de la ville pendant l'année 1788*.

5. Archives de Toulouse, Commissions, BB, n° 145, f° 161.

6. *Ibid.*, n° 147, f° 7.



ses pièces étaient des bois de rebut restés trop longtemps dans les magasins du marchand, et que les chevrons et soliveaux étaient d'un bois coupé trop jeune et qui, pour ce motif, n'avaient point la consistance nécessaire. Sur ce rapport, les Commissions réunies délibérèrent de demander une seconde vérification par experts.

Après requête, présentée dans ce but par l'administration capitulaire, l'Intendant de la province rendit le 12 janvier 1787 une ordonnance qui donnait satisfaction à la ville. La Commission économique choisit alors pour expert de la ville le sieur Barreau, architecte<sup>1</sup>, et Clausade chargea le sieur Echau de le représenter.

Le 31 mars 1787, Dupuy, syndic de la ville, rendait compte à la Commission des affaires économiques du résultat de cette seconde vérification. Le rapport des deux experts portait la date du 29 mars précédent<sup>2</sup>. Ceux-ci avaient reconnu la défectuosité des bois employés par l'entrepreneur et leurs opérations ne pouvaient être suspectées, car ils y avaient procédé en présence des deux premiers experts. La Commission délibéra, en conséquence, de solliciter de l'Intendant l'approbation du rapport et la condamnation de l'entrepreneur<sup>3</sup>.

Le 28 juin 1787, l'Intendant rendait une ordonnance portant « que Clausade et ses cautions seraient tenus de réparer toutes et chacune des dégradations survenues aux bâtiments dont ils avaient eu l'entreprise, en se conformant au devis dressé par Echau et Barreau<sup>4</sup> ».

Clausade fit appel de cette condamnation au Conseil d'Etat, mais cet appel n'étant pas suspensif, la ville fit aussitôt procéder aux réparations, conformément au devis inséré dans leur rapport par les experts Echau et Barreau<sup>5</sup>. Pour se justifier, Clausade adressa un mémoire au Conseil d'Etat. Il y soutenait

1. Archives de Toulouse, Commissions, BB, n° 146, f°s 20, 21 et 110.

2. *Ibid.*, n° 146, f° 147, et CC, Comptes, n° 1091.

3. *Ibid.*, n° 146, f° 149.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*, CC, n° 1092, Comptes.

que si les bois s'étaient vermoulus, c'était uniquement pour cause de faute d'air dans les combles, alors que cependant il y avait pratiqué plusieurs lucarnes, sans que celles-ci figurassent au devis.

De son côté, la ville adressa pareillement un long mémoire au Conseil d'Etat. Elle s'appliquait à y réfuter une à une toutes les allégations de Clausade. Finalement, elle demandait que ledit entrepreneur fût condamné au paiement des sommes employées pour les réparations<sup>1</sup> qui avaient coûté 520 livres<sup>2</sup>.

La solution du différend s'étant fait attendre et Clausade craignant sans doute que le Conseil d'Etat lui fût défavorable, demanda à transiger<sup>3</sup>. Le procès était ainsi évité, à la satisfaction des deux parties.

L'église de Croix-Daurade fut fermée durant les mauvais jours de la Révolution. Le 4 juin 1791, l'officier municipal Simon Bertrand y vint dresser l'inventaire des objets du culte, assisté du greffier Philip et de Guillaume-Jean Mazars, assesseur de la maison commune. MM. Bailot, curé; Dominique Darmagnac, second bayle administrateur de la table de l'Œuvre; Arnaud Lestrade, Demblans et Pierre Bousquet eurent le tort de penser qu'ils pouvaient assister l'officier municipal dans cette opération odieuse, prélude des prochaines spoliations, et consentirent à signer avec lui le procès-verbal.

L'officier municipal ayant donné décharge au curé Bailot des divers objets du culte, en confia la charge à Dominique Darmagnac qui consentit à recevoir les clefs de l'église et de la sacristie. Il devait les garder « jusqu'à l'installation prochaine du nouveau curé<sup>4</sup>. » L'église fut donc fermée jusqu'au jour où le curé schismatique Jean-Mathieu Berdoulat, nommé à l'élection le 26 mai précédent, en vint prendre possession. Ce fut sans beaucoup tarder car, le 7 juin, celui-ci procédait déjà à un

1. Les deux mémoires, Pièces non classées.

2. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 427, Procès-verbal d'adjudication.

3. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance de ce jour.

4. Archives de la Haute-Garonne, Pièces non classées, Inventaire du 4 juin 1791.

mariage<sup>1</sup>. Hôquetis qui succéda à Berdoulat et entra en fonction le 2 avril 1792<sup>2</sup>, séjournait encore à Croix-Daurade à la fin de l'année 1793, car on lui payait le quatrième trimestre de son traitement pour cette dite année<sup>3</sup>.

Dans l'intervalle, la plupart des objets du culte avaient été confisqués, en exécution d'un arrêté du directoire du département du 9 mai 1792, et il fallut un peu plus tard fournir au curé constitutionnel les plus indispensables. « Il lui fut remis, d'après l'arrêté du département du 27 octobre 1792, un ornement de chaque couleur, deux nappes, une aube et un drap mortuaire et, d'après un arrêté du 29 octobre de la même année, un pluvial noir, six chandeliers en bois et une croix d'autel<sup>4</sup>. »

L'église dut se fermer dans les deux premiers mois de 1794, car le curé constitutionnel Hôquetis avait quitté la paroisse et aucun autre prêtre n'était depuis venu la desservir. Un vieux registre de l'église de Lalande rapporte que Gleyzes, curé constitutionnel de cette paroisse, « fut obligé de se retirer à la fin mars 1774, époque où la faction de Robespierre fit fermer les églises ». Celle de Croix-Daurade fut évidemment traitée de la même manière. Tout office avait d'ailleurs cessé, dès le mois suivant, dans toutes les églises de Toulouse. « Le programme révolutionnaire avait atteint l'apogée de son développement : l'abolition complète du culte<sup>5</sup>. »

Notre église était encore fermée au mois de mai de cette même année, et M. Roucous, prêtre orthodoxe, venait faire deux baptêmes, le 3 de ce mois, dans la chapelle du château de Montblanc, chez M. de Nicol<sup>6</sup>. Il en était de même au mois de mai de l'année suivante, car le curé constitutionnel de Saint-Sernin Hubert baptisait à cette époque, dans sa chapelle de la

1. Archives de la Haute-Garonne, série E, liasse 538, état civil.

2. Voir même partie, chap. v.

3. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 4, Etat de payement.

4. Archives de la Haute-Garonne, Pièces non classées, Etat des objets remis aux diverses églises.

5. Abbé Clément Tournier, *Les baptêmes à Toulouse pendant la Révolution*, p. 42.

6. Archives de l'église de Croix-Daurade, Registre de bapt. de 1795 à 1810.



rue d'Embarthe et un peu plus tard à Saint-Sernin, plusieurs enfants de Croix-Daurade, ainsi qu'il résulte de ses registres, qu'il tint exactement<sup>1</sup>. Si, à l'époque qui nous occupe, Croix-Daurade avait eu un curé constitutionnel résidant à Toulouse, celui-ci serait venu célébrer les offices, les jours de dimanche et de fête, et nous en trouverions trace au livre des recettes où l'on a si fidèlement consigné les réouvertures ultérieures de l'église. Celle-ci était donc fermée.

Elle fut rouverte une première fois, mais pour une période assez courte, le 20 juillet 1795, à la suite des événements politiques du 9 thermidor. Un prêtre assermenté, du nom de Garros, devait momentanément la desservir en 1796<sup>2</sup>, et on la rouvrait une troisième fois, pour un temps plus long, sous le Directoire, le 16 avril 1797<sup>3</sup>. Le ministère paraît y avoir été exercé la première fois par un prêtre orthodoxe, mais on n'eut certainement, en second et troisième lieu, qu'un schismatique (Voir chap. v, 2<sup>e</sup> partie).

Après le 9 thermidor, l'élément dit modéré de la Convention ayant pris le dessus, la loi du 11 prairial an III (30 mai 1795) mit fin au culte de la Raison et prescrivit la réouverture des églises<sup>4</sup>.

En conséquence, le Conseil général de ville fut assemblé le 25 prairial suivant (13 juin 1795) et l'agent national y prit la parole au sujet de l'application de cette mesure à Toulouse. Il s'exprima ainsi : « La Convention nationale dégagée enfin des restes impurs de la faction qui entravait sa marche depuis la victoire du 9 thermidor a reconnu et proclamé que la religion était (*sic*) la seule base solide de la moralité des peuples.

« L'idée consolante d'un Dieu juste et bon est un besoin pour les âmes sensibles, et ce besoin est devenu bien impérieux au milieu du débordement du crime qui a failli nous engloutir.

1. Abbé Clément Tournier, *Les baptêmes à Toulouse pendant la Révolution*, p. 56.

2. *Ibid.*, p. 64.

3. Archives de l'église de Croix-Daurade, Registre, Délibérations et comptes de 1795 à 1810.

4. Champeaux, *Droit civil ecclésiastique*, t. 1, p. 494.

« Les législateurs français ont senti, oui senti, qu'après tant d'orages, nous avons besoin de nous reposer dans le sein de la divinité. Les temples vont s'ouvrir. C'est à vous à accélérer une époque heureuse, appelée depuis longtemps par les vœux de la grande majorité de la nation.

« L'administration du département, par son arrêté de ce jour, vous invite à prendre les mesures d'exécution qui sont de votre ressort. Je requiers en conséquence la lecture de cet arrêté et son exécution en ce qui concerne la commune<sup>1</sup>. »

Lecture faite de l'arrêté de l'administration du département, le Conseil de ville, considérant qu'il était accordé une église par arrondissement, déclara que ces arrondissements se trouvaient formés par les ci-devant paroisses et délibéra qu'il y aurait dans chacun d'eux un édifice destiné à la célébration du culte. On nomma ensuite des commissaires chargés de vérifier si les anciennes églises pourraient convenir à cette destination, et dans le cas d'impossibilité de désigner des locaux qui fussent propres à un tel usage. Cassaigne, officier municipal, fut nommé pour s'occuper de l'arrondissement de Croix-Daurade<sup>2</sup>.

Le 29 prairial suivant (17 juin 1795), c'est-à-dire quatre jours plus tard, le Conseil général de ville s'assemblait de nouveau, et sur un rapport du citoyen Arrazat faisant connaître l'avis des divers commissaires, « qui tous s'étaient inspirés des vœux des habitants », il fixa un local pour chaque arrondissement. L'ancienne église fut affectée à celui de Croix-Daurade<sup>3</sup>. Celle-ci se rouvrit le 20 juillet suivant, lendemain du jour où l'abbé du Bourg réconcilia solennellement l'église des Grands-Carmes. Nous en avons la preuve dans le livre des comptes qui débute ainsi : « Compte de la dépense que nous quatre commissaires et trois marguilliers de la Table de l'Œuvre nommés ci-dessous avons faite depuis l'ouverture de l'église de Croix-Daurade ce 20 juillet 1795<sup>4</sup>. »

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 25 prairial an III.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, 29 prairial an III.

4. Archives de l'église de Croix-Daurade, Comptes de 1795 à 1810.

Il est probable que ce fut le prêtre orthodoxe Roucous qui vint y célébrer les cérémonies du culte. Il signa, en effet, plusieurs actes en se qualifiant de « curé desservant la paroisse de Croix-Daurade ».

Les prêtres restés fidèles à l'Eglise qui s'étaient tenus cachés pendant plus de trois ans reparurent donc après le 9 thermidor et la joie populaire les acclama. L'abbé du Bourg, vicaire général de M<sup>gr</sup> de Fontanges, put même, tous les jours, pendant une semaine, réconcilier une à une les diverses églises de la ville. Mais que d'objets du culte firent alors défaut ! Vases sacrés, ornements, linge d'autel, rien n'avait été respecté. Partout la confiscation avait fait son œuvre. Les cloches elles-mêmes avaient été enlevées de nos églises l'année précédente.

Un arrêté du Comité de Salut public de la Convention du 26 messidor an II (14 juillet 1794) avait prescrit de n'en laisser qu'une dans chaque commune et celle-ci ne pouvait dans aucun cas être la plus grosse. Les agents nationaux des districts reçurent l'ordre de tenir la main à l'exécution de cette mesure<sup>1</sup>. Descombels, agent national près le district de Toulouse, écrivait aussitôt à l'agent national près la commune de Toulouse : « Je te requiers sous ta responsabilité directe et personnelle de vérifier les cloches qui existent encore dans la commune et de me rendre compte dans le plus bref délai de leur nombre et qualité, m'y distinguant celles qu'il convient de conserver<sup>2</sup>. »

L'ordre fut exécuté avec rigueur et les cloches déposées d'abord à la commune furent ensuite transportées par les chariots de la nation à la fonderie de Saint-Pierre<sup>3</sup>.

Une des deux cloches de l'église de Croix-Daurade avait donc été descendue et transportée au dépôt établi à la commune. Elle figure dans un état général qui nous est parvenu<sup>4</sup>.

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n<sup>o</sup> 1.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, Registre ayant pour titre : *Culte catholique, culte réformé et cimetières. Etat des cloches descendues.*

4. *Ibid.* — Plusieurs objets du culte avaient pu disparaître aussi par suite de quelque vol particulier. A Lalande, un vieux registre de l'église atteste que pareil fait s'était produit.



Les vases sacrés, les ornements et tous les objets du culte ayant quelque valeur avaient déjà été l'objet d'une mesure semblable de confiscation prise, avons-nous dit, par le directoire du département le 9 mai 1792, et les curés constitutionnels eux-mêmes avaient eu à solliciter de l'administration les objets du culte les plus indispensables.

Quand l'église de Croix-Daurade se rouvrit, les objets du culte firent donc défaut pour la plupart et on se trouva dans l'obligation de pourvoir à leur remplacement. Un Bureau fut constitué dans ce but. Il se composait de quatre commissaires et trois marguilliers qui achetèrent les objets indispensables et auxquels fut confiée l'administration des fonds relatifs au culte. Baptiste Tucle, Martinet, Darmaignac et Pierre Labit furent élus commissaires et on nomma pour marguilliers Pierre Bellegarde, Canac et Bétirat. Ce Bureau remplissait les fonctions des futurs Conseils de fabrique. Il tint des comptes, en tête desquels sont inscrits les noms de ses membres avec la désignation de leurs fonctions. Dans ces comptes figurent en détail les diverses dépenses pour vases sacrés, linge, etc., et dont le total s'éleva à plus de 2.000 livres<sup>1</sup>.

Il est à croire que cette somme fut offerte par les habitants, impatients, comme ailleurs, de voir reprendre dans leur église la célébration des cérémonies du culte. Les comptes afférents à cette première période sont courts. On doit en conclure qu'elle se prolongea assez peu. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, car la persécution ne tarda pas à se rouvrir. Le 28 septembre de cette année, une loi sur la police du culte avait ramené l'inquiétude dans l'âme de bien des prêtres, dont on exigeait une déclaration qui alarma la conscience d'un certain nombre d'entre eux<sup>2</sup>. Comment les prêtres restés fidèles

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Délibérations et comptes de 1795 à 1810.

2. La déclaration suivante fut imposée à tout ministre du culte : « Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain, et je promets soumission et obéissance aux lois de la République. » Dans l'intérêt supérieur de la religion, un grand nombre de prêtres orthodoxes de Toulouse se crurent autorisés à souscrire cette formule. M. l'abbé Clément

allaient-ils faire, même après avoir souscrit cette déclaration, pour suivre les directions de l'abbé du Bourg, vicaire général de M<sup>gr</sup> de Fontanges, encore en exil, en présence des prescriptions draconiennes de l'article 22 titre V de cette loi ? Cet article édictait, en effet, que « tout ministre du culte qui lirait ou ferait lire dans une assemblée d'individus, ou qui afficherait ou ferait afficher, distribuerait ou ferait distribuer un écrit émané ou annoncé comme émané d'un ministre du culte qui ne serait pas résidant dans la République française, *ou même d'un ministre du culte résidant en France qui se dirait délégué d'un autre qui n'y résiderait pas* (c'était le cas de M. du Bourg) serait condamné à six mois de prison et, en cas de récidive, à deux ans<sup>1</sup> ». Le ministère pastoral était-il libre, était-il possible à de telles conditions ?

D'autre part, la Convention, en accordant une amnistie générale à la fin de son règne de sang (26 octobre 1796), n'avait-elle pas renouvelé le cours des dénonciations et des arrestations, en exceptant du bénéfice de cette mesure les prêtres déportés ? Aussi le 8 décembre suivant on arrêta encore à Toulouse, au moment de monter à l'autel, un certain nombre de prêtres qui furent jetés en prison. Le Directoire avait hérité de la haine sectaire et persécutrice de la Convention. L'église de Croix-Daurade se referma. Sous la Constitution de l'an III qui avait remis le pouvoir exécutif à cinq directeurs et le pouvoir législatif au *Conseil des Anciens* et au *Conseil des Cinq cents*, la loi du 24 août 1797, grâce à une majorité modérée, rappela les prêtres bannis de France ; mais, quelques jours après, le 18 fructidor (4 septembre 1797) vint rouvrir l'ère des violences : les ennemis de la religion triomphèrent de nouveau. « On fit revivre toutes les lois portées contre les émigrés et les prêtres fidèles. Les dénonciations reprirent de toute part avec un redoublement d'activité et les commissaires du Directoire opérèrent dans leurs circonscriptions respectives et firent la

Tournier déclare avoir compté au registre 180 signatures de prêtres, orthodoxes en majorité (*Les baptêmes à Toulouse pendant la Révolution*, p. 62).

1. Champeaux, *Droit civil ecclésiastique*, t. I, p. 503.

chasse au prêtre<sup>1</sup> ». Ce fut deux années durant qu'on traqua ainsi avec rage les prêtres réfractaires.

L'église de Croix-Daurade fut rouverte durant cette ère nouvelle de persécution qui allait se prolonger jusqu'au moment où Bonaparte renversa le Directoire et fut proclamé premier consul. C'est encore le livre de comptes qui nous renseigne à ce sujet. Il débute ainsi : « Compte de la dépense que nous Darmaignac, Marsal cadet et François Farise avons faite depuis l'ouverture de l'église, en date du 16 avril 1797, le jour de la Pâque dernière. »

La célébration du culte y fut continuée sans interruption pendant près de deux ans. Cette régularité des exercices du culte durant ce temps de persécution violente nous est une preuve certaine que le prêtre qui desservait ainsi sans encombre notre église n'était pas un prêtre orthodoxe. Il se nommait Suau<sup>2</sup>. Effectivement, un prêtre de ce nom est signalé au registre de baptêmes schismatiques de Saint-Etienne comme ayant accompagné Sermet, le 12 avril 1797, jour de la bénédiction d'une chapelle à la cathédrale<sup>3</sup>.

Suau était donc un prêtre schismatique. Ce fut quatre jours après, le 16 avril 1797, jour de Pâques, qu'il officia pour la première fois à Croix-Daurade.

Suau n'habitait point la paroisse, il y venait simplement célébrer les offices. Aussi, à partir de ce jour jusqu'à la fin de 1798, les 3 livres d'honoraires qu'il recevait chaque dimanche et la somme de 1 livre 5 sols que l'on payait à un certain Bousquet pour sa dépense de bouche, figurent régulièrement aux comptes de cette époque.

Pour s'assurer les ressources nécessaires, on organisa, le 3 décembre 1797, une administration paroissiale officielle. Antoine Anglade, Pierre Bieules, Gaspard Labit et Gabriel Gontier furent nommés membres de l'*Œuvre chargée de l'entretien du*

1. Dom du Bourg, *Mgr du Bourg*, p. 282.

2. Archives de l'église de Croix-Daurade, Délibérations et comptes de 1795 à 1810.

3. Abbé Clément Tournier, *Les baptêmes à Toulouse pendant la Révolution*.



*culte*. On préposa Pierre Gilis et Pierre Bousquet au *Bassin du purgatoire*. Enfin Izabeau Monier et Philippine Cruzel acceptèrent *la charge de marguillières*<sup>1</sup>.

Le même jour, les paroissiens nommaient « pour leur syndic et trésorier le citoyen Vincent de la Maurine qui se chargeait de recevoir le produit des bassins et des chaises et acceptait en même temps de pourvoir, sur quittances, aux diverses dépenses, s'engageant à ne faire aucune réparation sans y être autorisé par les paroissiens<sup>2</sup> ».

Au produit des bassins et des chaises venaient s'ajouter des cotisations mensuelles que s'imposaient un certain nombre de personnes et dont les états nous sont parvenus. On arriva par ce moyen à se suffire, au moins dans les débuts.

Bientôt cependant le prêtre schismatique se vit abandonner par ses fidèles. Tandis que les offrandes et le produit des bassins s'étaient élevés mensuellement par le passé à une somme supérieure à 50 livres, les recettes ne suffirent bientôt plus, même avec le revenu des chaises, à payer ses 3 livres par dimanche au prêtre officiant. Celui-ci fut également abandonné par ses marguilliers qui dédaignèrent de continuer à tenir les comptes. Les recettes et les dépenses, inscrites par eux jusque-là jour par jour, s'arrêtent, en effet, au 7 janvier 1798. A partir de ce moment, c'est le prêtre lui-même qui consigne chaque dimanche au registre son honoraire habituel de 3 livres, et il n'est pas rare que la recette soit insuffisante. Il en fait alors mention.

Les comptes ne vont pas au delà du 30 décembre 1798. Faut-il en conclure que l'église fut de nouveau fermée à cette époque et le demeura ensuite jusqu'à l'arrivée d'un nouveau curé constitutionnel en 1800? Nous n'oserions pas l'affirmer.

Les comptes afférents à cette période peuvent en effet s'être perdus. Cependant, nous avons pu constater dans un vieux registre de l'église de Lalande, que, le 24 juillet 1799, François Bétirac « de la Croix-Daurade » avait été baptisé dans

1, Archives de l'église de Croix-Daurade, Délibérations et comptes de 1795 à 1810.

2. *Ibid.*

l'église de *Lalande*; ce qui ne s'expliquerait point s'il y avait eu alors un prêtre constitutionnel à Croix-Daurade. Quoi qu'il en soit, l'église était sûrement ouverte en 1800, car Bébien quittait alors l'église des Chartreux (Saint-Pierre), où il avait exercé pendant quatre ans, et venait à Croix-Daurade à titre de curé constitutionnel<sup>1</sup>. Louis Suau reparaisait à Saint-Étienne cette même année<sup>2</sup>.

Le 29 prairial an IX (18 juin 1801) il était question, dans une séance du Conseil de la commune, de réparations urgentes à effectuer à la toiture de l'église de Croix-Daurade et on déclarait que « les citoyens qui jouissaient alors de l'église » étaient tenus d'exécuter ces réparations dans un délai de quinzaine, faute de quoi « ces citoyens jouissant du dit édifice demeuraient tenus d'en remettre les clés au directeur des domaines nationaux<sup>3</sup> ».

Ceux qu'on voulait ainsi obliger à se charger des réparations étaient sans nul doute Bébien et les marguilliers qui avaient précédemment accepté l'administration des deniers du culte.

La loi du 11 prairial an III (30 mai 1795), dont nous parlions plus haut, disait, en effet, que les citoyens des communes auxquels on accordait le libre usage d'un local pour le culte, le prenaient dans l'état où il se trouvait et « à charge de l'entretenir et réparer<sup>4</sup> ».

La négligence qu'on mettait alors à Croix-Daurade à s'acquitter d'une telle obligation s'explique soit par le défaut de ressources, soit par l'importance des travaux à effectuer. Il ne paraît pas cependant que le directeur des Domaines nationaux ait alors repris les clés de l'édifice.

Quand à l'époque du Concordat l'église put enfin rester à la disposition des fidèles d'une manière définitive, et qu'il fut fait état des revenus de chaque paroisse, celle de Croix-Daurade fut signalée avec les chiffres suivants qui dénotent sa pauvreté : « fabrique extérieure : Revenu, 0 ; fabrique intérieure : quêtes

1. *L'Anti-Royaliste*.

2. Renseignement de M. l'abbé Tournié sur la foi des registres.

3. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance dudit jour.

4. Champeaux, *Droit civil ecclésiastique* t. I, p. 495.

extraordinaires, 96 francs ; fondations, 0 ; oblations, 6 francs ; trons, 0 ; quêtes 94 francs ; chaises 120 francs et service intérieur pour les corps 22 francs<sup>1</sup> ».

Comme préliminaire de l'application du Concordat, on procéda à Croix-Daurade, le 14 thermidor an X (18 août 1802), à un Inventaire des objets du culte qui se trouvaient alors dans l'église, et on en confia la garde au curé constitutionnel Bébien et à M. Jean Lestrade, pour les représenter quand ils en seraient requis.

Cet Inventaire fut dressé par Jean-Baptiste Périgord, commissaire de police du cinquième arrondissement, sur la délégation du maire, conformément à un arrêté du préfet du 7 messidor précédent, en présence des citoyens Pierre Bébien, ministre du culte, Arnaud Anglade et Bertrand Dupuy, brassiers, habitants du lieu. « Tous les objets furent mis sous séquestre et laissés entre les mains du citoyen Bébien et du citoyen Jean Lestrade, propriétaire, qui promirent de s'en charger pour les représenter quand ils en seraient requis<sup>2</sup> ». Ces divers objets servirent pour l'exercice du culte lorsque Bébien fut nommé curé de Croix-Daurade par M<sup>gr</sup> Primat (voir même partie ch. V).

Nous n'avons trouvé aux archives aucun document relatif aux trente-cinq années qui suivent et nous en sommes réduit à franchir d'un bond jusqu'à 1837, où fut construit le réduit des chaises.

Une somme de 550 fr. 95 c. votée par le conseil municipal, le 26 mars de cette année, fut employée à cette construction<sup>3</sup>.

La tribune plus basse d'une marche que l'ancienne fut établie au mois d'avril 1855, aux frais de la fabrique et en vue de l'installation du grand orgue, dont on fit l'acquisition l'année suivante. Celui-ci fut acheté à M. Feuga et sortait des ateliers du facteur Poirier.

L'église devint bientôt insuffisante pour la population et il fut nécessaire de l'agrandir. Le Conseil de fabrique et M. Massia, curé, en firent la demande à l'administration municipale dans

1. Archives de la Haute-Garonne, Succursales n° 8.

2. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 2, Inventaire.

3. *Ibid.*, Livre des Conseils, séance de ce jour.



diverses circonstances, notamment le 8 mars 1862, le 30 avril et le 30 mai 1864. Le Conseil de fabrique offrait dans ce but de céder à la ville l'emplacement nécessaire, dont il était propriétaire et qui faisait partie des terrains Dumas, entourant l'église. Il s'en était rendu acquéreur, en vue d'un établissement de religieuses de la Croix, par acte public du 1<sup>er</sup> mai 1861, conformément à un décret du 1<sup>er</sup> avril précédent (voir le ch. des écoles). La paroisse offrait en outre une somme de 1,553 fr. 50, montant d'une souscription qui avait été faite dans ce but.

Le 27 novembre 1866, sur un rapport favorable de M. Louis Théron de Montaugé et attendu que l'agrandissement réclamé était d'une nécessité reconnue, la Commission municipale délibérait d'autoriser le maire à accepter ces propositions. Elle votait en conséquence l'agrandissement demandé et la construction d'une voûte, travaux dont la dépense était prévue devoir s'élever à la somme de 23.100 francs. Elle votait, en même temps, une somme de 21.546 fr. 50 c., laquelle, jointe au montant de la souscription, devait parfaire le chiffre reconnu nécessaire. Il devait être procédé à l'exécution des travaux par voie d'adjudication.

Le plan d'agrandissement comportait le prolongement et l'exhaussement de l'édifice existant; la construction de deux chapelles, de deux sacristies et d'une voûte pour l'église, les chapelles ne devant avoir qu'un plafond comme les anciennes.

Les plans et devis dressés par l'architecte André Laffont



L'ÉGLISE ACTUELLE DE CROIX-DAURADE.

(Cliché de M. G. Donat.)

le 23 novembre 1866 furent revêtus de l'approbation préfectorale le 8 avril 1867<sup>1</sup>.

Les travaux étaient adjugés le 10 mai 1867 à M. Duffour, entrepreneur, sur un rabais de 12 fr. 35 c. pour cent. Il avait eu pour concurrents MM. Pierre Bousquet, Chabanon, Ribes, Bréfeil et Vié<sup>2</sup>.

Le 6 août de la même année, la Commission municipale, où M. Louis Théron de Montaugé continuait de soutenir avec un zèle louable les intérêts de Croix-Daurade sa paroisse, accédait à la demande de M. le curé Massia, relativement à la substitution d'une voûte d'arêtes à la voûte cylindrique prévue par le devis.

Elle votait, en conséquence, une somme supplémentaire de 2,652 francs que rendait nécessaire une telle modification. Cette somme se trouvait couverte par le rabais qu'avait consenti l'adjudicataire et le maire était autorisé à en faire emploi pour cet objet<sup>3</sup>.

L'entrepreneur s'étant trouvé dans l'impossibilité de se servir des bois et matériaux provenant des démolitions, il fut également voté, le 23 décembre 1869, un supplément de 2,185 fr. 83 c., y compris une somme de 349 fr. 43 c. pour frais de surveillance<sup>4</sup>.

Les travaux furent achevés dans les premiers mois de l'année 1868. L'édifice avait été allongé de toute la partie comprise après la table de communion jusqu'au chevet. On y avait également ajouté les chapelles actuelles de la Vierge et de sainte Germaine. L'église ainsi agrandie n'a pas, à proprement parler, de style bien défini; mais les quelques particularités qu'elle présente à l'intérieur en feraient un édifice de la Renaissance, ajouré par dix fenêtres et dont la voûte d'arête se termine, au sanctuaire, en demi-coupole. Les arcs-doubleaux sont soutenus par des pilastres surmontés d'une corniche à modillons (*Voir*

1. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 11.

2. *Ibid.*

3. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 6 août 1867, et Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 11.

4. *Ibid.*

*la vue intérieure*). A l'extérieur, les murs sont nus et sans contreforts. La poussée des voûtes est neutralisée par de fortes armatures en fer placées à chaque extrémité des fermes de la toiture et descendant le long des murs à plus d'un mètre.

Voici les dimensions dans œuvre, après l'agrandissement : Longueur, 36<sup>m</sup>75 ; largeur, 8<sup>m</sup>90 ; hauteur sous clé de voûte, 11<sup>m</sup>38. Les chapelles ont 3<sup>m</sup>35 de profondeur, 5<sup>m</sup>40 de largeur et 5<sup>m</sup>12 de hauteur. Les sacristies mesurent 8<sup>m</sup>09 de longueur, 3<sup>m</sup>35 de largeur et 4<sup>m</sup>85 de hauteur. On accède au chœur par une marche et au sanctuaire par deux marches. Le chœur, depuis la table de communion jusqu'au sanctuaire, a une longueur de 5<sup>m</sup>30. Le sanctuaire mesure 8<sup>m</sup>30 de longueur et se termine en demi-cercle. Les arceaux des chapelles ont 4<sup>m</sup>87 de hauteur et 4<sup>m</sup>43 de largeur.

Les deux premiers arceaux, en entrant, de chaque côté, ne sont que simulés à l'intérieur au tiers de l'épaisseur des murs. Les troisième et quatrième donnent accès aux chapelles ; le cinquième est simulé. Le sol des chapelles est surélevé d'une marche.

Le plan relevé par M. Masquet, architecte, indique tous ces détails.

Le mur de la façade mesure 1<sup>m</sup>25 d'épaisseur et ceux des côtés 0<sup>m</sup>80.

Les cérémonies du culte, qui avaient été célébrées durant les travaux d'agrandissement dans une des salles de la maison de campagne du petit Séminaire, recommencèrent dans l'église le 25 avril 1868.

Celle-ci fut consacrée par M<sup>gr</sup> Desprez, archevêque de Toulouse, le 15 novembre suivant<sup>1</sup>.

Avant son agrandissement, l'église ne comptait que deux chapelles, celle de droite en entrant, dédiée à la sainte Vierge, et celle de gauche à saint Jean-Baptiste.

L'arceau de ces chapelles, d'abord très surbaissé et conforme à celui des fonts baptismaux actuels, avait été surélevé en 1858 par les soins de la fabrique<sup>2</sup>. Ce fut également la même année

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Livre de paroisse.

2. *Ibid.*, Livre des délibérations.



que la fabrique fit l'acquisition, pour la chapelle de la sainte Vierge, de l'autel en marbre blanc qui coûta 513 francs<sup>1</sup>.

L'année suivante, un autel, également en marbre, venait orner la chapelle de saint Jean-Baptiste<sup>2</sup> ; mais il n'est pas resté trace de la dépense, ce qui permet de supposer qu'on en avait fait don.

Lors de l'agrandissement de l'église, deux autres chapelles avaient été construites à la suite et à l'est des anciennes. Celle du côté de l'épître fut dédiée à la Vierge dont on y transféra l'autel, et celle du côté de l'évangile à sainte Germaine.

Un généreux paroissien fit don en 1874 d'une balustrade en fonte pour la chapelle de la Vierge et, en 1877, la marguillière de cette chapelle offrit une statue de Notre-Dame de Lourdes. Enfin, une somme de 500 francs était employée par la fabrique aux peintures décoratives. Cette chapelle fut ornée en 1896 et 1898 d'une marche en marbre blanc et d'un lambris en chêne.

La chapelle primitive de la Vierge était devenue la chapelle de saint Joseph.

C'est le 9 juin 1872 qu'on en fit la dédicace, à l'occasion de l'inauguration d'un autel en marbre offert par les habitants des deux quartiers de Lapujade et de la route de l'Hers. La statue du saint était offerte un peu plus tard par un généreux bienfaiteur. Enfin, en 1895 et 1897 cette chapelle était ornée d'un lambris en bois de chêne et d'une marche en marbre qu'offrirent, pour la majeure part, les quartiers de Lapujade et de la route de Toulouse, à l'occasion des processions de la Fête-Dieu.

Le 18 juin 1871 avait lieu l'inauguration de la chapelle de sainte Germaine. L'autel en marbre avait été donné par le quartier des Cocus et la statue par la marguillière de la chapelle. En 1896, le quartier des Cocus offrit le décor en relief qui entoure la niche. Ce même quartier, en 1898, assumait également la dépense d'une partie du lambris en chêne et, en

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Livre de paroisse.

2. *Ibid.*

1900, de la marche en marbre blanc placée à l'entrée de la chapelle.

La chapelle de saint Jean-Baptiste, devenue la chapelle du Sacré-Cœur, fut richement décorée en 1886, grâce à la générosité de sa marguillière, par M. Gontrand Durand, l'artiste toulousain si habile et si apprécié. Le lambris en chêne fut offert en 1898 par les quartiers de Périole, Gramont, Gavardy et Montblanc, à l'occasion des processions de la Fête-Dieu.

Les peintures décoratives de l'église furent exécutées en 1882 par le peintre Robert. On fit face à la dépense, qui s'éleva à 7,500 francs, au moyen de quêtes faites durant les offices pendant plusieurs années.

Une belle horloge à répétition et sonnant les quarts, œuvre de MM. Lussault frères, fabricants à Marçay, près de Poitiers, fut installée à la place de l'ancienne en 1893. Une dépense de plus de 2,000 francs, que nécessitèrent l'achat de cette horloge et son installation, fut couverte par le produit d'une souscription paroissiale que firent, dans ce but, le curé et le vicaire, et à laquelle prirent part, sauf de rares exceptions, tous les paroissiens. La bénédiction de cette horloge eut lieu le 29 octobre 1893. Un tableau renfermant les noms de tous les souscripteurs fut déposé, à cette occasion, dans la chambre haute où elle est installée.

De 1892 à 1899 un lambris en bois de chêne fut placé à 6 piliers de l'église. Un de ces piliers fut pris à sa charge par la confrérie du Très Saint-Sacrement. Un second fut offert, à l'occasion de la Fête-Dieu, par les quartiers de la Cabarette, de Lapujade, de la route de Toulouse, de Périole et de Gramont. Les quatre autres furent payés par la fabrique ou au moyen de dons.

Les huit fenêtres des chapelles, rendues nécessaires pour l'aération, furent construites de 1895 à 1899, au moyen de dons particuliers et d'offrandes faites par les divers quartiers, à l'occasion des processions de la Fête-Dieu. Les vitraux qui les ornent ont la même provenance.

En 1900 fut établie la canalisation du gaz par les soins et aux frais de la fabrique qui paya également les divers

appareils. La dépense excéda la somme de 1,200 francs.

Enfin, en 1901, une généreuse paroissienne remplaça le vieux chemin de croix par un autre plus en rapport avec le style et les proportions de l'édifice. Sorti des ateliers de la maison Monna à Toulouse, ce chemin de croix fait autant d'honneur à l'artiste qu'à la généreuse donatrice.

Resterait à citer encore un certain nombre de dons et de travaux qui marquent des dates heureuses pour l'ornementation de l'église. Nous ne pouvons que les indiquer brièvement dans la chronologie suivante que nous établissons en nous servant, comme pour ce qui précède, du Livre de paroisse.

En 1886, bénédiction des deux cloches placées dans les ouïes inférieures du clocher. La plus forte (diamètre 0<sup>m</sup>77) porte sur le devant la figure d'un évêque et deux fleurs de lys, avec l'inscription suivante : M. Jacques Démouis, maire par intérim de la ville de Toulouse, M. L<sup>t</sup>. Bétou, curé. Parrain, M. Lestrade. Marraine, dame Françoise-Jeanne Ferradou, née Gilabert. L'an 1816. Bélegarde, P. Mazas, J. Danblans, B. Boneffoi, J. Maisenove, P. Pigasse, fabriciens.

La seconde (diamètre 0<sup>m</sup>64) porte sur le devant une vierge entourée d'étoiles, trois chérubins à ses pieds et deux fleurs de lys, avec cette inscription: M. Jacques Démouis, maire par intérim de la ville de Toulouse. L<sup>t</sup> Bétou, curé. Parrain, M. Marie-Nicolas-Alexis Ferradou, avocat. Marraine, dame Dominique Lestrade, née Lafon. L'an de Jésus-Christ 1816.

Le 29 août 1841, achat d'une cloche et installation de la vieille horloge achetée pour une somme modique à la paroisse de Rieumes.

Le 3 juillet 1842, achat par la fabrique du maître-autel en marbre pour la somme de 2,800 francs.

Le 26 janvier 1845, érection, aux frais de la fabrique, de la croix en fer forgé sur le *patus* de l'église, à l'occasion de la mission prêchée avec le plus grand succès par les pères du Calvaire Puntous, Pagny et Bayonne. Le local où se dresse cette croix n'est qu'une dépendance de l'église et fait partie de l'emplacement acheté le 7 octobre 1775, au prix de 1,600 livres, pour la construction de cette dernière ; aussi ne figure-t-il



point au nombre des propriétés de la ville<sup>1</sup> et les cadastres de 1808 et de 1829 le signalent-ils comme « patus de l'église ».

En janvier 1851, achat d'une nouvelle piscine pour les fonts baptismaux.

En novembre 1866, mission prêchée par le P. Régis.

Le 28 juin 1868, célébration solennelle des fêtes de la canonisation de sainte Germaine : belle procession, illumination et feu d'artifice.

En 1878, don par une pieuse paroissienne de deux anges porte-flambeaux, placés à droite et à gauche du maître-autel.

En décembre 1884, mission prêchée par les PP. Irat et Fabre, du Calvaire.

En 1885, les processions ayant été interdites sur la voie publique, celles de la Fête-Dieu se font dans le parc du petit Séminaire, où les délégués des divers quartiers viennent dresser un reposoir pour se dédommager du bonheur qu'ils avaient précédemment de recevoir la procession. Soucieux de contribuer, comme par le passé, à la beauté des cérémonies du culte, les habitants de ces quartiers continuent d'offrir à cette occasion soit un ornement, soit tout autre objet du culte, à moins qu'ils ne destinent leurs offrandes à quelque embellissement intérieur de l'église.

En 1898, restauration du porche par les soins de la fabrique. On y remet en évidence les portes de l'ancien cimetière et de l'ancien presbytère.

En août 1901, *Triduum* et fêtes solennelles à l'occasion du troisième centenaire de la mort de sainte Germaine. Illumination générale, procession aux flambeaux dans le parc du petit Séminaire et feu d'artifice.

Le 6 mars 1905, inventaire des biens de la fabrique par application de la loi de Séparation de l'Eglise et de l'Etat. M. le curé, entouré des membres du Conseil de fabrique, des principaux bien-tenants et d'un certain nombre de paroissiens, adressa à M. Guy, stagiaire de l'enregistrement, qui avait été chargé de procéder à cette formalité, la protestation suivante

1. Archives de Toulouse, liasse 112, Propriétés de la ville.

qui fut insérée au procès-verbal et signée par les personnes présentes, sans qu'aucune d'elles, néanmoins, consentît à servir de témoin et voulût signer le procès-verbal des opérations :

« MONSIEUR,

« Les biens dont vous avez mandat de dresser ici l'inventaire sont la propriété exclusive des fidèles de cette paroisse. L'Etat ne pouvant prétendre sur eux aucun droit, n'avait donc pas à les inventorier, et vous allez agir, en son nom, sans autre titre que celui du plus fort. Nous ne pouvons dès lors considérer votre intervention que comme une très grave atteinte à nos droits, contre laquelle le Conseil de fabrique, les paroissiens ici présents et le curé protestent de toute leur énergie.

« On dit, pour excuser un tel acte : « C'est la loi ! »

« Mais, comme s'en exprime Montesquieu, « une chose « n'est pas juste, parce qu'elle est dans la loi. » Vous pouvez donc, Monsieur, appliquer la loi et violer la justice, et c'est en toute vérité que nous ajouterons avec le même auteur : « Cette chose ne doit être dans la loi que si elle est juste. »

« Tel n'est pas, Monsieur, l'inventaire des biens d'église, considéré, avec raison, comme un acte d'hostilité contre les catholiques, en même temps qu'il est une méconnaissance des principes du droit et le prélude de la spoliation. C'est donc très justement que nous protestons contre l'acte que vous venez accomplir.

« Nous protestons aussi contre la loi elle-même de Séparation de l'Eglise et de l'Etat, condamnée par le Souverain Pontife, et dont vous entendez vous prévaloir en ce moment ; il lui manque manifestement, l'émotion générale des catholiques en est la preuve, ce qu'Odilon Barrot considérait comme essentiel à toute loi : « De pouvoir être acceptée par tous les citoyens sans aucune révolte de leur bon sens ni de leur conscience. »

« C'est vous dire, Monsieur, que si nous ne voulons pas nous opposer par la violence à vos opérations, nous entendons

n'y participer en aucune manière et que nous garderons une attitude attristée et passive.

« Nous faisons par avance toute réserve des droits de la fabrique, de même qu'au sujet de l'estimation de nos biens.

« Nous faisons également toute réserve à l'égard des objets du culte appartenant en propre aux fidèles, et mis simplement à notre usage, à titre de prêt ou de donation conditionnelle. Leurs propriétaires entendent pouvoir les reprendre quand bon leur semblera. Nous demandons en conséquence que si ces objets figurent à l'inventaire, il y soit fait mention en même temps des revendications qui seront produites par les intéressés ou en leur nom.

« Nous vous prions, Monsieur, de vouloir bien annexer notre protestation au procès-verbal.

« Croix-Daurade, le 6 mars 1906.

« G. LAFFORGUE, *signé.* »

Cette lecture entendue, M. Guy procéda à l'inventaire sans incident.

M. Bergé-Dessus, commissaire de police de l'arrondissement, assisté de son secrétaire et de quelques agents de la sûreté et cyclistes, avait organisé un service d'ordre en prévision de quelques troubles ; mais ils n'eurent pas à intervenir.

Les revendications qui se produisirent furent insérées au procès-verbal, à mesure que les objets qu'elles concernaient y étaient inscrits.

Par le fait même de la non constitution d'une association cultuelle, qui serait tombée sous la condamnation du Pape comme entachée de schisme, tous les biens de la fabrique furent ensuite placés sous séquestre et les rentes pour fondations de messes cessèrent d'être payées par l'État, au mépris de toute justice. Ce fut là en quelque sorte la spoliation des morts.

Prétendre légitimer une telle atteinte à la propriété, par cette considération que ces biens étaient vacants, du fait de l'inexistence de la fabrique, depuis le 9 décembre 1906, serait



un leurre ; car, si la fabrique n'existait plus, c'est uniquement parce que la loi de Séparation l'avait supprimée. Agir de la sorte équivalait, en réalité, à tuer le propriétaire pour se saisir de la propriété. C'était hériter de celui qu'on assassine, ce que le Code lui-même interdit. Le vol, pour être légal, n'en est pas moins un vol ! et se taire en présence de pareils faits nous eût semblé une complicité.

En vertu des lois subséquentes, les immeubles de nos églises et les objets les garnissant sont déclarés appartenir aux communes, mais leur usage exclusif, sauf le cas de désaffectation, en est laissé aux fidèles et au clergé pour l'exercice du culte. Le curé ou le vicaire chargé par l'évêque d'une paroisse est tenu pour « un simple occupant sans titre juridique ». Tout cela justifie bien nos légitimes protestations. Ce que nous annoncions lors de l'inventaire s'est réalisé : nous sommes des spoliés.

---



LE CIMETIÈRE DE CROIX-DAURADE.

(Cliché de M. G. Donat.)

## CHAPITRE III.

### Le Cimetière de Croix-Daurade.

Etablissement du cimetière primitif le long du mur septentrional de l'église en 1776. — Déplacement en l'année 1792. — Nombre de sépultures pendant dix-sept années. — Achat d'un quart d'arpent de terrain pour un nouveau cimetière où il existe actuellement. — Vente de l'ancien comme bien national en 1798. — Les inhumations se font dans le nouveau à partir du mois d'août 1792. — Mauvais état des parois quelques années après son établissement. — Agrandissement en 1852. — Opposition d'un certain nombre d'habitants du faubourg Bonnefoy, qui demandaient son transfert sur le coteau de Lapujade. — Plantation de cyprès par les soins de la fabrique. — Baisse de prix des concessions en 1883. — Nombreux mausolées. — Sépulture des curés. — Nouvel agrandissement en 1901.

Sur l'opposition de cinq principaux taillables du capitoulat de Saint-Sernin qui firent réduire le devis de construction de l'église, le cimetière eut aussi à subir quelques modifications. Il ne paraît pas cependant que la superficie prévue ait, de ce chef, été amoindrie.

Le cimetière primitif fut établi, lors de la construction de l'église, le long du mur septentrional de cette dernière, contournant le sanctuaire et se prolongeant un peu le long du mur méridional. C'est ainsi que l'indique le plan de Croix-Daurade,

dressé, en l'année 1776, à l'occasion du procès Barthe Ouillé<sup>1</sup>.

Il est dit dans le procès-verbal relatif à sa mise en vente comme bien national en 1798 que le stellicide de l'église et des chapelles ne devait pas être « vendu et que le cimetière avait pour limites au midi le jardin du citoyen Doublé<sup>2</sup>. » Ces détails permettent, à leur tour, d'affirmer que le cimetière contournait le chevet de l'église, car, sans cela, on n'aurait pas parlé du stellicide des chapelles, mais *d'une* chapelle et le cimetière n'aurait pu avoir pour limites *au midi* que le mur septentrional de l'église et non le jardin Doublé qui se trouvait à la place occupée actuellement par celui de l'ancienne maison des Sœurs.

Les deux devis dont fut l'objet le cimetière primitif ne nous font pas connaître son étendue, mais le procès-verbal de vente précise qu'il avait, au moment de sa mise aux enchères, 1,067 mètres carrés de superficie.

D'après le premier devis, il devait être entouré d'un fossé de 4 pieds d'ouverture, 2 pieds de base et de suffisante profondeur pour l'écoulement des eaux. On précisait, en outre, qu'il serait clos de parois en terre ou paillebart de 6 pieds de hauteur et recouvertes de bruyère.

Au centre devait être établie une croix en pierre de taille des carrières de Pézens ou de montagne de 4 pieds de hauteur, sur un piédestal en maçonnerie de 25 pouces carrés, bâti en tuile foraine et rougette à mortier franc, avec une marche de pierre de Carcassonne.

Il était indiqué qu'une ouverture de porte serait pratiquée à la paroi du couchant, au moyen de deux piliers de maçonnerie, de 20 pouces d'épaisseur ; que cette ouverture aurait 6 pieds de large sur 8 pieds de hauteur avec son seuil et pièce de décharge en bois et au-dessus un petit couvert en charpente de bois de sapin à deux eaux et tuile à canal, sa fermeture en bois de sapin, d'un pouce d'épaisseur et peinte à l'huile, était portée à deux ouvrants<sup>3</sup>.

1. Voir le plan au chapitre ix de la première partie.

2. Archives de la Haute-Garonne, *Répertoire de la vente des biens nationaux de première origine*, p. 168.

3. Archives de Toulouse, Devis. Vol. de 1770 à 1779.



Le second devis maintint le fossé et les parois avec les mêmes dimensions, mais il supprima l'ouverture dans la paroi du couchant. Seule la porte placée sous le porche de l'église, à gauche, devait servir d'entrée. Cette porte, depuis longtemps cachée sous le crépis, a été rendue apparente avec intention dans la récente restauration du porche par la fabrique. La croix du milieu fut également maintenue, mais le piédestal perdit de ses proportions. On le portait simplement comme devant avoir une hauteur proportionnée à sa largeur.

Le cimetière fut établi en 1776, en même temps que l'on construisit l'église, et il demeura tel jusqu'à l'année 1792. A cette date se produisirent de nombreuses réclamations de la part des habitants, au sujet du local sur lequel il était établi. On alléguait « que l'eau se trouvait à 2 pans de profondeur, de manière que les cadavres qu'on y enterrait étaient aussitôt soulevés au niveau de la surface, ce qui infectait l'air et produirait des miasmes qui répandaient l'insalubrité aux environs <sup>1</sup> ».

Une pétition avait été adressée par les habitants à l'administration municipale pour en demander le déplacement. Une commission nommée par le Conseil général de la commune se transporta sur les lieux, afin de se rendre un compte exact de la situation et, sur le rapport favorable de l'abbé Borès l'un des commissaires, le Conseil général vota ce déplacement dans sa séance du 7 juillet 1792. Il avait d'ailleurs été dressé, conformément aux conclusions du rapport, un état estimatif des dépenses que devaient nécessiter soit l'achat du terrain, un quart d'arpent, soit la construction des murs de clôture en terre. Le tout avait été évalué à la somme de 750 livres. Le Conseil général de la commune approuva ce modeste devis et prescrivit que le sol du cimetière ancien fût mis en vente. Il donnait aussi mandat à la Commission de faire exécuter le projet qu'il venait d'approuver<sup>2</sup>.

Pendant les dix-sept années que subsista le cimetière pri-

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 7 juillet 1792.

2. *Ibid.*

mitif (octobre 1776-août 1792), 475 corps y furent inhumés<sup>1</sup>.

On établit le nouveau cimetière dans les derniers six mois de l'année 1792 à l'endroit où il se trouve actuellement. L'ancien fut alors abandonné et six ans plus tard, le 26 fructidor an VI (12 septembre 1798), on le vendait, à titre de bien national, pour la somme de 2,100 livres<sup>2</sup>. Ce fut le citoyen Doublé, propriétaire du jardin contigu au midi, qui s'en rendit acquéreur. Plus tard, ce terrain était racheté par la fabrique avec le restant de l'immeuble Doublé. (Voir même partie chapitre des Écoles.)

Le nouveau cimetière fut comme l'ancien entouré de parois en paillebart qui nécessitèrent assez souvent des réparations d'entretien, ainsi que l'attestent les comptes de la ville. Il fut même nécessaire en 1806 de reconstruire ces parois en entier, « attendu, disait le Conseil de fabrique dans « une lettre au maire, que la clôture était tombée à peu près en entier et que les animaux pénétraient dans le cimetière où ils pratiquaient de gros trous, particulièrement aux fosses nouvellement faites<sup>3</sup> ».

Le Conseil de fabrique réitérait ses instances quatre ans plus tard. En 1810, sur la plainte formulée en son nom par le curé, l'administration municipale manda son inspecteur voyer, pour qu'il se rendît un compte exact de la situation. Celui-ci adressa au maire un rapport circonstancié dans lequel il déclarait : « qu'il y avait des brèches par lesquelles on pouvait entrer de plain-pied dans le cimetière; que la brande servant de couverture aux parois avait totalement disparu et que, par suite, le mauvais temps en avait réduit l'épaisseur à 15 centimètres environ. Le moindre choc, ajoutait-il, peut en faire crouler de grandes parties et il est d'absolue nécessité de refaire ces parois dans toute leur étendue, se portant à 168 mètres de pourtour, sur 1<sup>m</sup>30 de hauteur<sup>4</sup>. » Il soumettait donc au maire le devis suivant qui fut approuvé.

1. Archives de la Haute-Garonne, série E, liasse 538, état civil.

2. *Ibid.*, *Répertoire de la vente des biens nationaux de première origine*, p. 168.

3. Archives de l'église de Croix-Daurade, Délibération de 1795 à 1810.

4. Archives de Toulouse, liasse Cimetières.

168 m. de longueur et 1 m. 30 de hauteur, à 0 fr. 75 c. le mètre carré .....	163 <sup>f</sup> »
168 m. de couverture avec la brande et la terre par-dessus à 0 fr. 50 c. le m. courant.....	84 »
Total de la dépense.....	247 <sup>f</sup> »

Ce devis, signé Vitry, porte au *verso* que la réparation était approuvée pour être mise à exécution<sup>1</sup>.

Le budget de la ville pour l'année 1825 porte également en dépense une somme de 709 fr. 75 c. nécessitée par la réparation de ces parois. Il résulte de ces faits que les parois du cimetière étaient reconstruites ou réparées dans leur entier, environ tous les quinze ans.

Le local du cimetière fut par la suite l'objet de nombreuses réclamations. En 1849, l'opinion générale le déclarait insalubre et insuffisant. La question se posa alors de l'agrandir et même de le déplacer. Si on le conservait il devenait donc très nécessaire de l'assainir. La question fut mise à l'étude et le Conseil municipal nomma dans ce but une commission spéciale le 6 juin de cette année.

Un rapport de l'architecte de la ville du 18 septembre 1852 concluait formellement à la nécessité d'un agrandissement et Labordère, par lettre du 18 octobre suivant faisait offre pour cet objet de 1,649 mètres de terrain, moyennant une somme de 1,200 francs. Il est fait mention de cette offre dans une délibération du Conseil municipal du 3 novembre de la même année. Le conseil reconnaissant la nécessité d'agrandir le cimetière, de le clôturer et de l'entourer d'un fossé afin de l'assainir, vota pour cet objet une somme de 1,685 francs. Le maire était autorisé à traiter avec Labordère au prix de 1,200 francs. Le reste du crédit devait être affecté soit à la construction des parois, soit à l'établissement du fossé. Vu l'urgence, le maire était même invité à faire exécuter en régie tous les travaux énumérés dans le rapport de l'architecte<sup>2</sup>.

1. Archives de Toulouse, liasse Cimetières.

2. *Ibid.*, Livre des Conseils, séance du 3 novembre 1852, et archives de la Haute-Garonne, série O T V, liasse 12.



On procéda sans retard à l'enquête de *commodo et incommodo*. Elle eut lieu le 3 décembre 1852. Le procès-verbal qui nous est resté atteste les faits suivants : Joseph Couly, Jeanne-Elisabeth Laye, veuve Basse, Gilles, Dauthereau, Louis Raymond, Jean Dieudé et Pierre Ricard déclarèrent s'opposer au projet d'agrandissement, par ce motif que le cimetière était mal placé « à cause de la nature du sol formé de gravier et de sable, ce qui favorisait l'infiltration des eaux et le dégagement du gaz. On n'enterre pas les cadavres, disaient les protestataires, on les noie. »

Un certain nombre d'habitants, parmi lesquels MM. Massia, curé, Bayret, vicaire, Hyacinthe Cazal, Jean-Louis Crémon, François Bély, Louis Delmas, Jean Roux, Antoine Audibert, François Barthère, Pierre Baudret, Pierre Donat, Pierre-Bernard Baudret, Etienne et Pierre Labit se déclarèrent au contraire favorables au projet, alléguant qu'en majeure partie les paroissiens désiraient être enterrés à côté de leurs aïeux ; que le cimetière offrait l'avantage d'être rapproché de l'église et que, relativement à l'eau qui se trouvait dans le fossé, ce qu'ils avouaient être un inconvénient, il n'en était ainsi que durant deux mois de l'année ; que du reste il en serait de même partout ailleurs.

Le juge de paix, commissaire-enquêteur, ayant à formuler son opinion, déclara au procès-verbal qu'il ne serait d'aucun avantage de procéder à un tel déplacement attendu que tous les terrains de Croix-Daurade présentaient le même inconvénient<sup>1</sup>.

M. Hyacinthe Cazal avait adressé, trois jours avant l'enquête, au juge de paix une longue lettre, dans laquelle il déclarait se faire l'interprète de la presque totalité des habitants sur la grave question qui s'agitait. Indépendamment des raisons morales, il y avait, à son avis, toute sorte d'avantages à maintenir le cimetière à l'endroit qu'il occupait et les inconvénients de son déplacement étaient multiples. « Ceux

1. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse, 12, Procès-verbal d'enquête.

qui ne vont pas à la messe pendant leur vie, disait-il, et qui ont peur d'être noyés après leur mort colportent dans le faubourg une pétition pour que le cimetière soit transféré sur le coteau de Lapujade. Seules, ajoutait-il, les personnes qui sont venues s'établir dans les environs du cimetière appuieraient ce projet, non en vue de l'intérêt général, mais de leur intérêt propre. » Il faisait observer après cela que le coteau de Lapujade n'était pas plus sain, en raison des nombreuses infiltrations qui existaient dans ce terrain, comme dans celui de Terre-Cabade. « L'inconvénient de la plaine, disait-il, ne serait pas évité. » Il faisait, en outre, remarquer que des travaux d'art avaient été effectués pour conduire les eaux du coteau au château de Lapujade et qu'un cimetière établi en cet endroit ne pourrait manquer, en empoisonnant ces eaux, de provoquer les justes réclamations du propriétaire. Enfin, il faisait observer que le prix du terrain à acquérir serait de beaucoup supérieur à celui du terrain contigu au cimetière existant. Il demandait en conséquence que la pétition présentée par certains habitants, la plupart nouveau venus et qui n'avaient point mesuré la portée de leurs réclamations, fût écartée et mise ainsi à néant<sup>1</sup>.

Les partisans du déplacement ne purent obtenir gain de cause et le 8 mai 1853 un arrêté préfectoral autorisait l'acquisition du terrain nécessaire à l'agrandissement projeté et l'ouverture d'un crédit de 1,200 francs voté pour cet objet par le Conseil municipal. Le traité provisoire intervenu sur ce chiffre entre la ville et Labordère fut ainsi ratifié<sup>2</sup>.

Le Conseil municipal avait effectivement délibéré le 15 février précédent qu'il y avait lieu de maintenir le cimetière existant et, après l'avoir agrandi, de l'assainir au moyen d'un fossé qui conduirait les eaux au fossé-mère le plus voisin. La municipalité avait donc été autorisée à traiter définitivement avec Labordère sur le pied de son offre et au prix stipulé dans la police provisoire sous signature privée du 6 novembre précé-

1. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 12.

2. *Ibid.*

dent. On avait décidé que les travaux de dessèchement et tous autres indiqués dans le rapport de l'architecte du 3 novembre 1852 seraient exécutés suivant le devis établi dans ledit rapport, le tout dans le plus bref délai possible<sup>1</sup>. L'agrandissement fut donc effectué, et le 21 août suivant on procédait solennellement à la bénédiction de la partie neuve<sup>2</sup>. Au mois de mars 1856 avait lieu une plantation de cyprès par les soins et aux frais de la fabrique<sup>3</sup>.

Le cimetière demeura tel par la suite.

Peu de concessions de terrain furent sollicitées par les habitants jusqu'à l'année 1883, à cause de l'élévation des prix qu'on avait maintenus jusque-là sur le pied de ceux de Terre-Cabade. On comprit heureusement qu'il y avait lieu de modifier un tel état de choses, autant dans l'intérêt de la ville que dans celui des habitants de la banlieue.

Le meilleur marché des concessions les multiplia. Nous achetâmes pour notre part, à cette occasion, 4 mètres de terrain à l'extrémité méridionale de l'allée transversale et y fîmes construire un tombeau-chapelle pour servir à perpétuité à la sépulture des curés de la paroisse. On y transférait l'année suivante les restes mortels de notre vénéré prédécesseur. D'après l'acte même de concession, ce caveau appartient *au curé de la paroisse*. La dépense pour l'achat du terrain et les constructions s'éleva approximativement à la somme de 1.500 francs. Elle nous fut offerte presque en entier soit par les paroissiens, soit par les nombreux amis de M. Massia. Ce dernier avait d'ailleurs chargé l'un de ceux-ci de remettre à son successeur une somme de 500 francs pour cet objet.

Les caveaux qui se multiplièrent par la suite étaient devenus si nombreux en ces dernières années, que le terrain faisait encore défaut pour de nouvelles concessions. Il allait même bientôt, vu l'accroissement de la population, ne plus suffire pour les inhumations ordinaires. Un nouvel agrandissement

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 15 février 1853.

2. Archives de l'église de Croix-Daurade, Livre de paroisse.

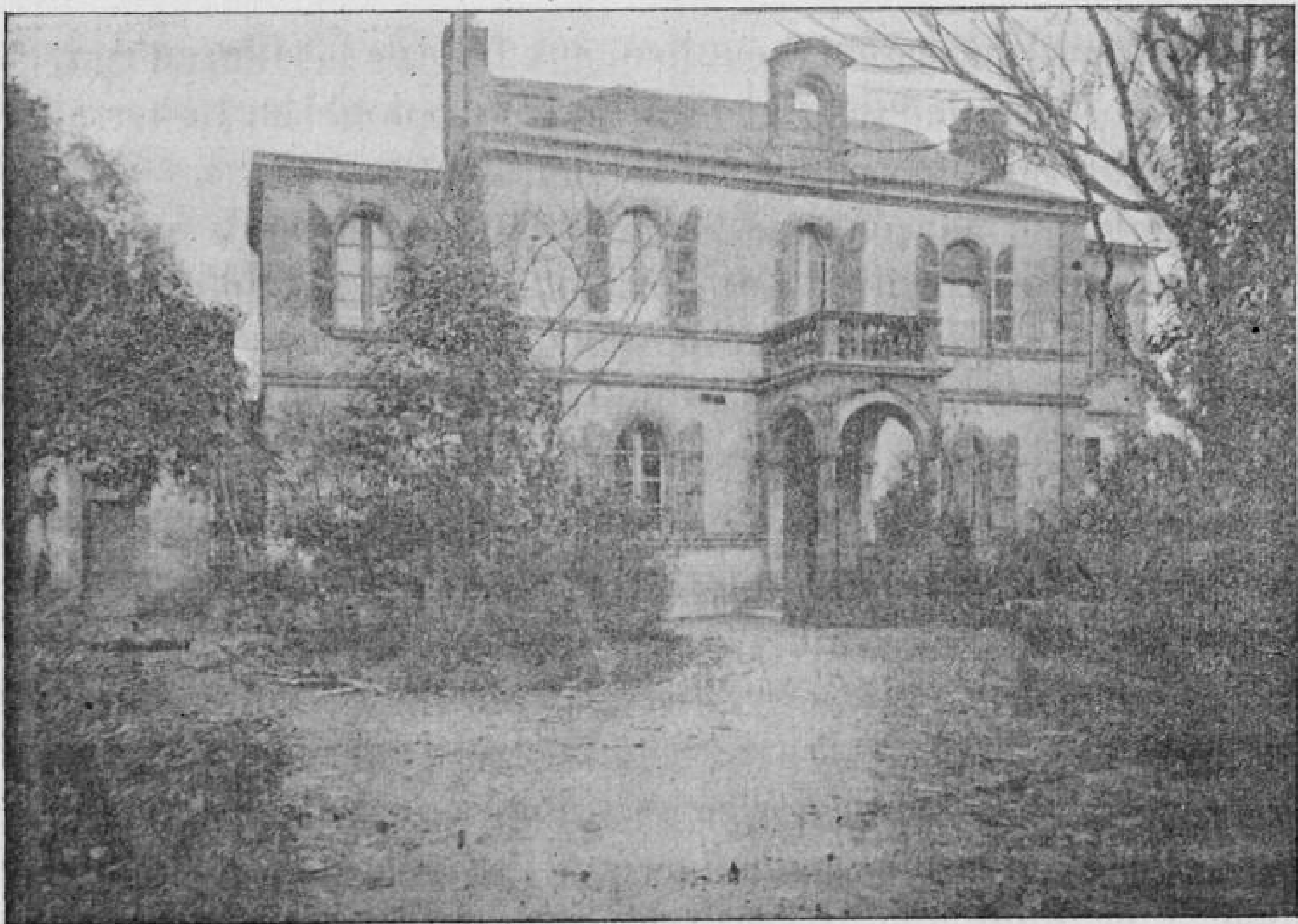
3. *Ibid.*, Livre des délibérations, séance du 20 mai 1856.



était donc indispensable. Il eut lieu, aux frais de la ville, en 1901. De ce fait, l'étendue du cimetière se trouva doublée. Le terrain nécessaire avait été vendu par M. Bousquet.

Un mur en maçonnerie, percé de deux grands portails d'entrée, fut construit à cette occasion sur la façade orientale et on éleva des parois autour de toute la partie neuve, en même temps qu'on réparait celles qui servaient de clôture à la partie ancienne. Ces parois sont peu dignes d'une grande ville et ne s'expliquent point, alors surtout que dans des paroisses de banlieue de moindre importance, comme à Saint-Martin et à Lalande, le cimetière est entouré de hautes murailles *construites en maçonnerie*. Serait-ce parce que Croix-Daurade rapporte davantage à la caisse municipale par un plus grand nombre de concessions que nous sommes traités avec plus de parcimonie? Il est à souhaiter que l'administration communale, plus équitable, fasse cesser un tel état de choses et traite, au moins sur le pied de toutes les autres, la plus populeuse de ses banlieues.

---



LE PRESBYTÈRE DE CROIX-DAURADE.

(Cliché de l'auteur.)

## CHAPITRE IV.

### Le Presbytère de Croix-Daurade.

Le presbytère établi d'abord à côté et au midi de l'église. — Son état d'insalubrité. — La toiture s'écroule. — Procès contre l'entrepreneur. — Réparations. — Construction d'un entresol. — Vente du presbytère comme bien national au temps de la Révolution. — Construction du presbytère actuel en 1837. — Adjonction de deux chambres en 1852. — Cession des décharges par M. Massia à la ville. — La famille de M. Massia revendique et obtient plus tard par voie judiciaire la propriété de l'immeuble. — Le presbytère est repris par la ville en vertu de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat.

Le presbytère qui fut édifié en 1776, en même temps que l'église, avait été établi à côté et au midi de cette dernière. Il communiquait avec le porche par une porte dont l'embrasure existe encore actuellement sous ce dernier du côté droit. Il fut,

comme l'église et pour les mêmes motifs, l'objet d'un second devis, et la dépense prévue dut être réduite à 6.328 livres.

Il serait sans intérêt de détailler ici le devis qu'on exécuta, car il ne reste aucun vestige de cette construction. On trouverait d'ailleurs ce devis aux archives municipales (vol. *Cultes*, n° 4).

Le 11 mars 1784 la Commission des affaires économiques de l'Hôtel de ville délibéra « qu'il serait procédé contradictoirement avec les curés de Lalande, Croix-Daurade et Saint-Simon à une vérification de l'état actuel de leurs maisons presbytérales, construites à neuf, afin de s'assurer que les curés les entretiendraient par la suite<sup>1</sup> ».

En exécution de cette décision et conformément à une délibération du Conseil politique de la ville du 20 juillet 1784, le curé de Croix-Daurade fut convoqué à l'Hôtel de ville pour le 17 février 1785, ainsi d'ailleurs que ses collègues de Lalande et de Saint-Simon, « à l'effet de recevoir, en conformité des lois, la maison curiale qu'il habitait, pour avoir ensuite à faire de ses deniers les réparations d'entretien dont il serait tenu<sup>2</sup> ».

M. Bailot, curé de Croix-Daurade, se rendit au jour indiqué, mais, pas plus que les curés de Lalande et de Saint-Simon, il ne voulut consentir à souscrire l'acte de réception. Il demanda au contraire une réparation générale que rendait nécessaire l'humidité et déclara que la toiture menaçait une chute prochaine. L'administration capitulaire fit part de ces difficultés à l'Intendant de la province, prétendant que les logements des trois curés « étaient plus que convenables et au delà de l'obligation imposée aux communautés par l'édit de 1695 ». Elle se plaignait avec une certaine aigreur « que chacun de ces curés eût éludé la réception par de vaines allégations<sup>3</sup> ».

L'Intendant prescrivit, le 25 mai 1785, la nomination d'un expert par son subdélégué à Toulouse, M. de Ginesty, à l'effet de procéder, « en présence des parties intéressées, à la vérification des trois maisons presbytérales en question<sup>4</sup> ».

1. Archives de Toulouse, BB Livre des Commissions.

2. *Ibid.*, Livres des Conseils, séance du 20 juillet 1784.

3. *Ibid.*, vol. *Cultes*, n° 3. Lettre à l'intendant de Saint-Priest.

4. *Ibid.*



Cette mesure tourna complètement à l'avantage du curé de Croix-Daurade. Le 21 juin 1785, le marquis de Thésan, au nom d'une Commission chargée d'instruire cette affaire, faisait part au Conseil politique de l'état du presbytère dans les termes suivants : « La maison curiale de Croix-Daurade est agréablement située et la distribution en est bien ordonnée, mais son toit a été fait avec du bois salé et l'appartement du curé est très humide. Pour éviter de le rehausser, ce qui serait cher, la Commission a été d'avis de réparer solidement le toit et d'élever la partie la plus basse de cette chartreuse. L'entre-sol qui y sera construit donnera un appartement plus sain que celui du rez-de-chaussée. La Commission a décidé en outre de soumettre cette affaire aux Commissions contentieuse et économique réunies, pour aviser aux moyens à prendre, à raison des vices inhérents à la construction. » Le Conseil politique délibéra conformément à ces conclusions<sup>1</sup>.

Les prévisions du curé ne tardèrent pas d'ailleurs à se réaliser : une partie de la toiture s'écroula. Une première vérification par experts n'avait pas été favorable à la ville, ainsi qu'il a été dit au chapitre relatif à l'église, et, avant d'en demander une seconde, les Commissions des affaires économiques et contentieuses réunies avaient délibéré d'envoyer deux de leurs membres sur les lieux pour se rendre compte de la situation, avec pouvoir de se faire assister par le directeur des travaux de la ville et par des charpentiers. Le marquis de Thésan qui se transporta à Croix-Daurade dans ce but, déclarait dans son rapport du 28 juillet 1786 à la Commission des affaires économiques, qu'un moment avant son arrivée une partie du toit de la maison curiale s'était écroulé et qu'il avait pris aussitôt sur lui de donner des ordres pour prévenir la chute du reste de la toiture. Il ajoutait qu'il était très urgent de la faire étayer de nouveau, malgré les travaux provisoires qu'il avait dû prescrire.

La Commission approuva la manière d'agir du marquis de Thésan et délibéra que de nouveaux étayements seraient effec-

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 21 juin 1785.

tués<sup>1</sup>. Les charpentiers Saint-Raymond et Loumagne furent chargés des réparations les plus indispensables et la ville leur paya, pour ces travaux, une somme de 149 livres. Le certificat qui leur fut délivré le 26 août 1786 par Virebent, à l'effet de pouvoir toucher cette somme, porte qu'elle leur était due « pour des réfections faites à plusieurs parties croulées de la toiture du presbytère et pour étayements ». Dans certaines pièces annexées à ce certificat on lit également « qu'une partie de la toiture était écroulée et que le reste était en même de crouler<sup>2</sup> ». La minime somme dépensée autoriserait déjà à croire que les réparations effectuées étaient bien insuffisantes, mais nous en avons aussi une preuve positive dans les réclamations ultérieures du curé. Quinze jours plus tard, le 9 septembre 1786, lecture était faite à la Commission des affaires économiques d'un mémoire adressé par le curé Bailot sur la triste situation de son presbytère. Il priait la Commission de donner des ordres sans plus tarder pour faire étayer au plus tôt l'intérieur de sa maison, vu le danger très imminent et la difficulté où il se trouvait de se loger ailleurs. La Commission faisant droit à cette demande délibéra, vu le danger, de faire étayer de suite ladite maison dans toutes les parties où ce serait nécessaire<sup>3</sup>.

Restait aussi à construire l'entresol, dont le marquis de Thésan avait entretenu le Conseil politique et qu'il avait estimé nécessaire. On lit au « *Procès-verbal de l'administration de la ville* » pour l'année 1785, qu'on avait délibéré de le construire. « Le logement du curé de Croix-Daurade étant au rez-de-chaussée, il a été délibéré d'en pratiquer un au-dessus. Le devis fixe la dépense à 2.835 livres ». On ajoute cependant : « ce dernier article n'est pas encore autorisé ».

La construction de l'entresol, si tant est qu'elle ait eu lieu, paraît donc avoir été retardée jusqu'en 1792, car les comptes antérieurs de la ville ne font aucune mention de la dépense et il est même difficile de préciser à quelle somme elle s'éleva,

1. Archives de Toulouse, Commissions BB, n° 147, p. 7.

2. *Ibid.*, vol. *Cultes*, n° 5, Certificat Virebent et pièces annexées.

3. *Ibid.*, Commissions, BB, n° 147, p. 39.

car les comptes de l'année 1792, qui fut une année d'agitation et de troubles, ne nous sont pas parvenus. Les délibérations du conseil de ville du 31 mai 1792 et du 7 novembre de la même année permettraient de croire à cette construction.

Le 27 décembre suivant, sur un certificat du sieur Virebent, « en faveur de Capella, maçon, *entrepreneur des constructions de la maison presbytérale* de Croix-Daurade », le Conseil général de la commune délibérait qu'il serait payé à l'entrepreneur une somme de 600 livres, acompte « *sur celle qui lui était due pour le dernier terme du montant de son entreprise*<sup>1</sup> ». Cela suppose un travail relativement important. Il est donc probable que l'entresol avait été construit.

En 1796, la plupart des presbytères de campagne qui n'avaient pas été vendus comme biens nationaux furent affectés au logement des instituteurs. Le 18 messidor an IV (6 juillet 1796), l'administration communale de Toulouse émit l'avis d'inviter l'administration du départementale à ne conserver pour les instituteurs que les presbytères des communes rurales, estimant que pour celles de Toulouse ce serait multiplier les dépenses d'entretien et que mieux valait accorder aux maîtres d'école une indemnité de logement<sup>2</sup>.

Les propositions de la ville ayant été agréées par l'administration du département, le presbytère de Croix-Daurade fut vendu aux enchères le 26 messidor an IV (14 juillet 1796) par le Domaine et devint la propriété de Bertrand Forasté, habitant de Toulouse, auquel il fut adjugé, avec ses dépendances, au prix de 6.300 livres<sup>3</sup>.

Un mois plus tard, le 21 thermidor an IV (8 août 1796), l'administration communale, changeant de manière de voir au sujet du logement des instituteurs dans les presbytères, rapporta sa précédente délibération et décida de consacrer, pour loger les maîtres d'école, un certain nombre de presbytères et d'au-

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 17 décembre 1792.

2. *Ibid.*, séance de ce jour.

3. Archives de la Haute-Garonne, *Répertoire des procès-verbaux d'adjudication*, n° 230, p. 162.



tres bâtiments. Sans prendre garde que le presbytère de Croix-Daurade s'était vendu dans l'intervalle, elle le comprit au nombre de ceux qu'il fallait conserver pour cet objet<sup>1</sup>. Cette mesure tardive sauva quelques presbytères qui n'étaient pas encore aliénés. Celui de Croix-Daurade ne put être de ce nombre.

Lorsque après la Révolution, le culte fut officiellement rétabli, la loi imposa aux communes l'obligation de procurer un logement aux curés et desservants. Le préfet de la Haute-Garonne, dans une lettre au maire de Toulouse du 15 décembre 1801, proposait en conséquence : 1<sup>o</sup> de faire procéder par l'architecte voyer à la vérification des bâtiments non vendus, servant autrefois de logement aux curés de la ville et à ceux des paroisses de banlieue, d'en établir l'état et les réparations nécessaires; 2<sup>o</sup> de charger également l'architecte voyer d'évaluer l'indemnité due aux curés et desservants pour le logement que la commune ne pourrait leur servir en nature, en ayant égard aux diverses localités<sup>2</sup>.

Seuls, les presbytères de Saint-Etienne, de Montaudran et de Saint-Nicolas n'avaient pas été vendus. Il faut y joindre aussi celui de Saint-Pierre, dont l'acquéreur fut présumé être en déchéance.

Le Conseil municipal, par délibération du 20 nivôse an II (10 janvier 1803), vota les fonds nécessaires pour les réparations de ces quatre presbytères et une somme de 3.400 francs pour indemnité aux curés et desservants dont les logements anciens avaient été aliénés. On allouait 400 francs au curé de Saint-Sernin, 300 francs à celui du Taur, 500 francs à celui de la Daurade et 300 francs à ceux de Saint-Jérôme et de la Dalbade. L'indemnité accordée au curé de Croix-Daurade fut fixée à la somme de 200 francs, ainsi d'ailleurs que celle des autres curés de Toulouse, à l'exception du curé de Pouvoirville, auquel on n'accorda que 180 francs. Ces allocations furent maintenues par la suite, car on les retrouve encore, sans aucun

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 8 août 1796.

2. *Ibid.*, séance du 20 décembre 1801.

changement, dans un état détaillé du chapitre vi du budget communal de 1828.

L'acquéreur du presbytère de Croix-Daurade l'avait-il laissé tomber en ruine ou démoli? Nous l'ignorons, mais il est certain que celui-ci n'existait plus en 1811. M. de Fleury, qui était alors curé de la paroisse, écrivait, en effet, au maire de Toulouse, le 10 décembre de cette année, qu'étant curé de Croix-Daurade depuis le 15 novembre précédent, il ne lui avait pas été possible, quelque soin qu'il se fût donné, de trouver, ni à louer, ni même à acheter une maison quelconque où il pût se loger. Il demandait donc au maire « de faire rendre à cette paroisse le local où était autrefois la maison presbytérale et d'y faire *relever* la maison du curé, *dont les fondements existaient encore* ». Il faisait valoir que le desservant serait de la sorte à portée de remplir les fonctions de son ministère et que l'église qu'on avait plusieurs fois tenté de dérober serait ainsi mieux gardée<sup>1</sup>.

Cette demande ne fut pas agréée, et les curés qui se succédèrent jusqu'en 1837 durent se résoudre à prendre en location une des maisons du voisinage. Ils paraissent s'être installés tout d'abord dans la maison Calmels, récemment achetée par M. Doumeng, et plus tard à la maison d'habitation de M. Sarraute.

M. Jean Lestrade, voulant mettre fin à une telle situation, légua à la fabrique, par testament mystique du 3 novembre 1834, une somme de 1.500 francs qui devait être employée à la construction d'une maison presbytérale, d'après des projets régulièrement approuvés. Sur un avis favorable donné par le préfet le 12 juin 1835, une Ordonnance du roi Louis-Philippe, du 30 août suivant, autorisait la fabrique à accepter cette libéralité<sup>2</sup>. Une souscription paroissiale fut aussitôt ouverte par les soins de M. Massia, et la fabrique put de la sorte concourir pour une somme de 3.623 francs à la construction d'un presbytère. Elle demanda à la ville de s'en charger en lui offrant

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 3.

2. Archives de la Haute-Garonne, Succursales, Revenus n° 8.

la dite somme. La ville accepta les 3,600 francs et, par délibération du Conseil municipal du 21 août 1835, vota la construction d'une maison presbytérale. Elle décida, ce même jour, qu'un emplacement de 5 boisseaux qui lui était offert moyennant une somme de 1,000 francs serait acheté pour cet objet. Les dépenses de construction, y compris l'emplacement, devaient s'élever à la somme de 8,000 francs.

Le 23 août 1836, on faisait donc figurer l'article suivant au budget de 1838 :

*Part de la ville dans la construction du presbytère de Croix-Daurade.*

La construction du presbytère a été adjugée sur une mise à prix de.....	8.000 <sup>f</sup> »
Le rabais a été de 2 p. 100.....	160 »
Reste.....	7.840 <sup>f</sup> »
L'achat du terrain s'est élevé à.....	1.000 »
En tout.....	8.840 <sup>f</sup> »
Les sommes versées par les paroissiens s'élèvent à.....	3.623 <sup>f</sup> 50
Reste à la charge de la ville.....	5.216 50
Il a été alloué en 1836 un acompte de.....	3.000 <sup>f</sup> »
Reste pour complément.....	2.216 <sup>f</sup> 50

Ce complément était voté<sup>1</sup>.

Le 4 août 1837, le Conseil municipal votait encore au budget de l'année suivante une nouvelle somme de 1,562 fr. 62 c. pour divers travaux non prévus au devis, tels que l'escalier, un puits, un ponceau à l'entrée donnant sur la route, la clôture du jardin, etc. Dans cette somme se trouvait comprise celle de 544 fr. 50 c. destinée à couvrir les non rentrées de la souscription paroissiale. La fabrique n'avait pu verser, à cause de ces non paiements, qu'une somme de 3,079 francs, au lieu de 3,623 fr. 50 c.<sup>2</sup>.

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 23 août 1836.

2. *Ibid.*, séance du 4 août 1837.



Dans le budget de 1840 figure également une somme de 180 francs pour l'escalier du premier étage au galeas et une autre de 400 francs pour le portail de fer à placer à l'entrée donnant sur la route<sup>1</sup>.

Le 15 octobre 1850, le Conseil municipal, reconnaissant que les deux chambres du premier étage étaient insuffisantes, vota une somme de 1,750 francs pour la construction de deux nouvelles chambres, une sur chaque aile<sup>2</sup>. Ces deux chambres furent construites pendant l'année 1852<sup>3</sup>.

Enfin, en 1867, pour obtenir l'agrandissement de l'église, M. Massia, curé, fit cession gratuite à la ville d'un terrain, chai et écurie contigus au presbytère et à lui appartenant, à condition que cet immeuble constituerait pour l'avenir une dépendance du presbytère. L'acte sous-seing privé porte la date du 28 janvier 1867. Cette libéralité, dont le Conseil municipal avait accepté la promesse le 27 novembre 1866, fut soumise à l'enquête de *commodo* et *incommodo*, en vertu d'un arrêté préfectoral du 14 mars 1867, et l'enquête fut favorable. La cession était donc approuvée par arrêté préfectoral, le 8 avril suivant<sup>4</sup>.

La validité de cette cession fut contestée en 1901 par la famille de M. Massia, qui intenta un procès à la ville. Cette dernière succomba en première instance le 28 novembre 1901 et renonça à se pourvoir en appel, de telle sorte que le jugement a acquis, après les délais, l'autorité de la chose jugée. L'immeuble en litige n'est donc plus aujourd'hui qu'une propriété privée et appartient à M. l'abbé Lafforgue, curé, qui s'en est personnellement rendu acquéreur par acte public du 17 juin 1902<sup>5</sup>.

En 1905, la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat, édictant que les presbytères seraient repris par les communes, la paroisse de Croix-Daurade se trouva frustrée de la somme

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 4 août 1837.

2. *Ibid.*, séance du 15 octobre 1850.

3. Archives de l'église de Croix-Daurade, Livre de paroisse.

4. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 11.

5. Acte d'achat de M. l'abbé Lafforgue.

qu'elle avait versée en 1835 à la caisse municipale pour la construction de son presbytère.

Pour être légale, cette mainmise de la commune n'en constitue pas moins une spoliation. Le curé n'est plus aujourd'hui, en fait, qu'un simple locataire de la commune.

En 1908, le pavillon de la porte d'entrée menaçant ruine, l'administration municipale le fit démolir.

## CHAPITRE V.

### Les Curés de Croix-Daurade.

L'abbé Chaubard faussement qualifié curé de Croix-Daurade. — Légende relative à ce curé imaginaire. — Anne-Antoine Bailot, premier curé de Croix-Daurade (1775-1802). — Période révolutionnaire : deux curés constitutionnels, Jean-Mathieu Berdoulat (1791-1792) et Jean-Jacques Hôquetis (1792-1794); Jacques Roucous, prêtre orthodoxe (1795); Les prêtres schismatiques Garros (1796), Suau (1797-1798) et le curé constitutionnel Bébian (1800-1802). — Après le Concordat : Pierre-Antoine Bébian (1802-1805). — Jean-Baptiste-François-Jérôme-Bertrand Toulza (1805-1810). — Charles-Joseph de Fleury (1810-1815). — Laurent Bétou (1815-1833). — Pierre-Napoléon Massia (1833-1883). — Guillaume Lafforgue (1883-....). — Les vicaires.

L'ABBÉ CHAUBARD FAUSSEMENT QUALIFIÉ CURÉ DE CROIX-DAURADE. — LÉGENDE RELATIVE A CE CURÉ IMAGINAIRE. — Dans un tragique récit qu'il prétend avoir emprunté à un mémoire trouvé aux archives de la police de Paris et remontant à 1700, Peuchet<sup>1</sup> met en scène un prêtre, du nom de Chaubard, dont il fait un curé de Croix-Daurade en cette même année 1700. Il nous présente ce prêtre comme étant l'ami de Siadoux, son paroissien, et le confesseur, par occasion, d'un boucher nommé Cantegrel, qui avait assassiné Siadoux dans les circonstances suivantes.

Cantegrel voulait épouser la sœur de Siadoux, veuve sans enfants, qui jouissait d'une assez bonne aisance; mais celle-ci ne répondait point à ses avances. « L'affection qu'elle portait à son frère et aux enfants de celui-ci était la principale cause de ses refus. » Siadoux soupçonnait d'ailleurs Cantegrel d'être déjà marié. Il se disposa donc à « aller à Narbonne chercher des renseignements sur une union qu'on disait y avoir été con-

1. *Mémoires des archives de la police de Paris*, t. I, pp. 218-230. Pour le mémoire qui nous occupe, Peuchet n'indique ni la série ni le numéro de la liasse.



tractée par Cantegrel avec une jeune fille de cette ville où le boucher avait passé les vingt-cinq premières années de sa vie. Une telle résolution devait être d'autant moins agréable à Cantegrel que le fait était vrai. C'était donc le plus malin tour que Siadoux pût jouer à Cantegrel que d'aller à la quête de cette aventure. A son retour, le mariage si ardemment poursuivi par le boucher deviendrait impossible. »

Siadoux était parti pour Narbonne. Cantegrel, qui ne prévoyait que trop le résultat de ce voyage, prit une résolution fatale. Il se mit aussi en route pour Narbonne, mais trop tard pour empêcher Siadoux d'y apprendre tout ce qu'il allait savoir, assez tôt cependant pour l'empêcher de le rapporter à la veuve.

Attaché aux pas de Siadoux depuis Narbonne, Cantegrel l'atteignit sur les bords de l'Hers et l'assassina au moment où il allait arriver à Toulouse. Bourrelé de remords, le meurtrier courait le lendemain matin à Saint-Etienne pour y faire sa confession. Le prêtre qu'il désirait était absent. L'abbé Chaubard, qui se trouvait là par accident, s'offrit de l'entendre, et l'assassin, charmé d'avoir affaire à un prêtre inconnu, accepta volontiers.

Trahi par le trouble que lui causait ce qu'il avait appris de la fin tragique de son ami Siadoux, l'abbé Chaubard, de retour à Croix-Daurade, ne put maîtriser son émotion et fut soupçonné pour ce motif par les fils de ce dernier de connaître le meurtrier de leur père. Ceux-ci entraînèrent le prêtre dans un guet-apens et tentèrent de lui arracher son secret. Devant les menaces de mort dont il fut l'objet de leur part, l'abbé Chaubard épouvanté aurait eu la faiblesse de faire connaître que l'assassin n'était autre que son mystérieux pénitent de la veille à Saint-Etienne. Ce prêtre se serait donc vu condamner par le Parlement, cette même année 1700, à être rompu et brûlé vif pour avoir ainsi révélé ce qui lui avait été confié au tribunal de la pénitence. Le Parlement aurait d'autre part condamné Cantegrel au supplice de la roue pour avoir assassiné Siadoux et les trois fils de ce dernier à être pendus en raison des menaces et des violences exercées par eux sur l'abbé Chaubard, afin de lui arracher le

secret de la confession. La fille du geôlier, éprise de l'un des fils Siadoux, ménagea leur évasion et les trois frères se virent gracier quelques jours plus tard par le régent, alors que Cantegrel et l'abbé Chaubard étaient menés au supplice.

Ce drame, inventé de toutes pièces, a servi de thème à Alexandre Dumas pour un de ses romans : *Souvenirs d'Anthony* (dernière partie). Le célèbre écrivain, qui appelle le prêtre en question Chambard au lieu de Chaubard, affirme que « ce qu'il raconte n'est ni un roman ni une histoire dramatisée, mais un fait pur et simple, tel qu'on le retrouverait dans la *Gazette des Tribunaux* du temps, s'il y avait eu une *Gazette des Tribunaux* au commencement du dix-huitième siècle. »

Cela équivaut à affirmer que ce qu'on va lire n'est pas une œuvre d'imagination, mais de l'histoire. Or, Alexandre Dumas ne fait en réalité que reproduire, en le dramatisant davantage, le mémoire de Peuchet. Son roman ne saurait avoir, par conséquent, plus de valeur historique que le mémoire lui-même. Sans s'en apercevoir du reste, l'auteur l'avoue en quelque manière, car il déclare expressément qu'il n'a fait que « mettre sous les yeux du lecteur un des envois qui lui furent adressés quand il publiait « Les crimes célèbres ».

On ne saurait avouer plus franchement qu'on n'a pas soumis à la moindre critique une telle communication. Que devient ainsi « le fait pur et simple, tel qu'on le trouverait dans la *Gazette des Tribunaux* », si elle eût existé en 1700 ? Ce serait en tout cas de l'histoire rédigée de confiance !

Tout cela étant tenu pour certain par des hommes instruits, qui nous en ont entretenu comme d'un fait acquis à l'histoire, nous avons le devoir de les détromper. Il s'en sont laissé imposer par Peuchet et sont victimes, de sa part, d'une impudente mystification.

Il est presque superflu de faire remarquer ici, après tout ce que le lecteur connaît de la fondation de la paroisse de Croix-Daurade en 1772 et de la construction de l'église et du presbytère en 1776, que ce prétendu abbé Chaubard ne pouvait être curé de cette paroisse soixante-douze ans avant que celle-ci fût fondée et que tous les détails du récit de Peuchet, au sujet de

l'église et du presbytère, ne sont que pure fantaisie, puisque le presbytère et l'église n'existaient pas alors et ne furent bâtis que soixante-seize ans plus tard.

Du reste, ce mémoire trahit le faussaire en maints endroits et ne résiste pas à la critique la plus sommaire. Ainsi on y déclare, d'une manière expresse, qu'il fut envoyé au marquis d'Argenson pour obtenir que les fils Siadoux, condamnés à mort pour la violence sacrilège exercée sur l'abbé Chaubard et graciés quelques jours après par le régent, ne fussent pas inquiétés. Si tel était le but de ce mémoire, c'est bien en 1700, en effet, après la grâce ainsi obtenue et non plus tard, qu'il aurait dû être rédigé.

Or, il n'est pas possible de placer la rédaction d'un tel document en 1700 ni même dans les quarante années qui suivirent. Comment expliquer, par exemple, qu'on y puisse parler en 1700 de la « métairie de Lapujade », alors que ce domaine ne s'appelait encore à cette époque et pendant les quarante années suivantes, les cadastres l'attestent, que le « *Mirailh* ou *Mirailhou* ? »

Il ne devait prendre le nom de son nouveau propriétaire, Jean-Marie Lapujade, que quarante ans plus tard, ce dernier récemment arrivé d'Amérique s'en étant rendu acquéreur le 8 janvier 1740. (Voir 1<sup>re</sup> partie, ch. ix.)

Il est donc incontestable que le mémoire n'a pas été rédigé ni en 1700, ni avant 1740, et qu'il n'a pu être envoyé, par conséquent, au marquis d'Argenson dans le but qu'on y indique. S'il a jamais existé, il est évidemment postérieur à 1740. D'autre part, ce mémoire porte que le Parlement évoqua l'affaire, dont les capitouls s'étaient déjà saisis, qu'il décréta d'emprisonnement Cantegrel, l'abbé Chaubard et les trois fils Siadoux, et que tous furent condamnés, en cette année 1700, aux divers supplices signalés plus haut.

Or, il n'est pas resté trace dans les registres de la Cour ni de l'évocation de l'affaire par le Parlement, ni de telles condamnations. Nous avons parcouru un à un tous les arrêts rendus, durant l'année 1700, par la Chambre de Tournelle qui jugeait au criminel, et aucun ne s'applique ni à cette évocation, ni à



la condamnation soit de Cantegrel, soit de l'abbé Chaubard, soit des trois fils Siadoux.

Au surplus, aucun prêtre ne fut condamné par le Parlement de Toulouse durant l'année 1700, pas plus l'abbé Chaubard que tout autre<sup>1</sup>.

Disons enfin, pour ceux qui penseraient que ces divers arrêts ont pu s'égarer, ce qui paraît assez difficile, que les comptes de la ville relatent toutes les exécutions qui eurent lieu en 1700<sup>2</sup> et qu'on n'y signale, parmi les noms des suppliciés tous fidèlement rapportés, ni celui de Cantegrel, ni celui de l'abbé Chaubard, ni celui d'un prêtre quelconque.

L'exécuteur de la haute justice recevait en dehors de son traitement une allocation particulière pour chaque exécution. Si Cantegrel et l'abbé Chaubard avaient été mis à mort, ainsi que l'affirme le mémoire de Peuchet, comment expliquerait-on que les comptes de la ville n'en fassent pas mention, alors qu'ils signalent les autres exécutions?

Il faut conclure de tout cela qu'il n'y a pas eu d'affaire Cantegrel en 1700. Le mémoire de Peuchet n'est qu'un roman. Il est d'ailleurs absolument certain, indépendamment de toutes ces raisons, qu'aucun prêtre du nom de Chaubard ne fut jamais curé de Croix-Daurade, pas plus à toute autre époque qu'en 1700. Tous les curés de Croix-Daurade sont exactement connus, le présent chapitre en établit la preuve. A-t-il jamais existé ailleurs un curé du nom de Chaubard? Nous l'ignorons; mais cela fût-il vrai, il faudrait encore, pour accepter, comme vérité historique, que ce prêtre ait joué sur un autre théâtre le rôle odieux et sacrilège qu'on lui attribue, l'établir autrement que le fait Peuchet dans son prétendu mémoire.

Pour nous, qui avons cherché sans idée préconçue la vérité à ce sujet, ce soi-disant curé restera un personnage imaginaire, jusqu'à ce qu'il soit produit un document authentique qui établisse le contraire. Il est tout au moins hors de doute qu'on n'en pourra produire aucun établissant qu'un prêtre du nom de

1. Archives de la Haute-Garonne, série B, *Tournelle*, Registre de 1700.

2. Archives de Toulouse, série CC, n° 1004, Comptes de 1700.

Chaubard fut jamais curé de Croix-Daurade, ni qu'un curé de cette paroisse ait jamais été condamné à mort pour un motif quelconque.

En accréditant ce récit, sous couleur de mémoire de police, en l'année 1830 qui fut un temps d'irréligion, car c'est à cette époque que Peuchet publiait son ouvrage, aurait-on voulu jeter un doute sur la fidélité des prêtres à garder le secret de la confession? S'il en était ainsi, il faut convenir que le maladroît faussaire ne fut pas heureux dans sa tentative; on veille tout au moins à ne pas fournir à la critique des armes contre soi! Non, ce livre qui ment si audacieusement à la vérité ne sera jamais de l'histoire. Tout cela n'est qu'une légende de mauvais aloi et un pur roman. Le mémoire de Peuchet n'est qu'un conte à dormir debout!

#### I. — ANNE-ANTOINE BAILOT. (1775-1802).

Anne-Antoine Bailot fut le premier curé de Croix-Daurade. Né à Toulouse, le 17 février 1734, et « fils d'un maître chirurgien de cette ville, il était, dit Barthés, titulaire « des prêtres de l'hôpital Saint-Jacques », quand il fut appelé par M<sup>sr</sup> de Brienne à la cure nouvellement établie de Croix-Daurade. Sa nomination, qui porte la date du 20 janvier 1775, fut antérieure d'une année au commencement des travaux de construction de l'église et du presbytère.

Le choix qu'on fit de sa personne causa une vive satisfaction à la population de Croix-Daurade. Une excellente réputation l'avait précédé dans la paroisse et il fut sympathique, dès la première heure, à ceux dont il devenait le pasteur. On savait « qu'à l'Hôtel-Dieu, il avait toujours été très estimé de la direction, des sœurs et des malades dont il était le consolateur et le père. Tous ceux qui l'avaient vu à l'œuvre rendaient témoignage à son dévouement et donnaient à sa vertu les éloges qu'elle méritait à si juste titre<sup>1</sup> ».

Soucieux de pouvoir bientôt exercer ses nouvelles fonctions,

1. Barthés, t. VI, p. 110.

l'abbé Bailot écrivit, le 8 février 1775, au syndic de la ville « que l'absence d'église et de presbytère s'opposait à sa prise de possession et qu'il le pria de prendre les moyens de lever cet obstacle<sup>1</sup> ».

Le 20 octobre de l'année suivante, il officiait pour la première fois dans son église qui avait été bénite la veille par le chanoine de Catelan, délégué du chapitre abbatial<sup>2</sup>.

Le ministère du nouveau curé paraît avoir été dans ses débuts assez peu absorbant, car c'est à peine si, du jour de sa prise de possession jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1777, il signa sept actes de décès et deux actes de mariage.

Il résulte des comptes du chapitre Saint-Sernin, auquel incombait la congrue du curé de Croix-Daurade, qu'on paya annuellement à M. Bailot la somme de 530 livres, jusqu'à l'année 1784<sup>3</sup>; mais, cette même année, un édit ayant prescrit une augmentation des portions congrues au bénéfice des curés du diocèse de Toulouse<sup>4</sup>, le chapitre lui compta la somme de 710 livres pour l'année 1784-1785, et celle de 800 livres, pour l'année commençant le 31 octobre 1785 et finissant le 31 octobre 1786<sup>5</sup>. D'après les comptes du trésorier, il reçut les années suivantes 890 livres. Ceux-ci accusent également un paiement de 90 livres, effectué entre ses mains pour les pauvres de cette paroisse, et une aumône spéciale de 24 livres faite à une pauvre femme dont la maison avait été incendiée.

Nous ne savons rien autre sur M. Bailot jusqu'aux mauvais jours de la Révolution, mais, à partir de ce moment, il va se révéler à nous le prêtre fidèle et charitable qu'il était.

Cette crise violente, qui fut une épreuve décisive pour les caractères, allait montrer à la paroisse de quelle énergie vraiment sacerdotale était trempée l'âme de son pasteur. Il sera victime de la Révolution dans sa personne et dans ses biens,

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 5, Lettre.

2. Barthés, t. VI, p. 110.

3. Archives de la Haute-Garonne, Fonds de Saint-Sernin, n° 233, Comptes des trésoriers.

4. *Ibid.*, série B, Parlement, n° 1825.

5. *Ibid.*, Fonds de Saint-Sernin, n° 234, Comptes des trésoriers.



mais malgré tout, la Révolution ne le verra pas faiblir.

C'est un lamentable et sombre tableau que la mise en œuvre de la politique forcenée qui prévalut alors et causa tant de



ANNE-ANTOINE BAILOT, PREMIER CURÉ DE CROIX-DAURADE (1775-1802).

(D'après un portrait conservé à l'Hôtel-Dieu.)

malheurs. Contenue dans de justes bornes et sagement progressive, la Révolution française aurait pu être si féconde ; mais que ne demeurâ-t-elle pour cela une ère de liberté et de réformes pacifiques, au lieu de se laisser entraîner à devenir une œuvre de tyrannie intolérante et cruelle !

Dans les premiers jours de janvier 1790, l'Assemblée nationale exigea de tous les fonctionnaires un serment de fidélité à la nouvelle constitution. On jurait : « d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi et de maintenir par tout son pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi<sup>1</sup>. » Ce serment, connu sous le nom de *serment civique*, fut prêté à Toulouse vers la fin de février. Comme la Constitution ne contenait encore rien qui touchât au moins directement au spirituel, le clergé prêta ce serment sans trop de difficulté. On l'avait prêté en séance, le 4 février 1790 à l'assemblée Constituante. Les députés du clergé s'y soumirent comme les représentants de la noblesse et du tiers. L'Église de France estima avec raison qu'elle ne devait point, par un dangereux parti pris, refuser son adhésion à l'ordre de choses nouveau et qu'une abstention de sa part aurait été considérée, en cette circonstance, comme une opposition purement politique.

Rien n'a pu nous révéler quelle fut dans cette occasion la conduite de l'abbé Bailot.

On peut cependant présumer que le curé de Croix-Daurade se soumit, s'il en fut requis, comme la plupart des prêtres, car il prêta plus tard divers serments qui, pas plus que celui-ci, ne pouvaient alarmer les consciences. La question des serments pendant la Révolution passionna le clergé tout entier. Le serment de fidélité à la constitution civile, condamné par le Pape et que l'abbé Bailot devait refuser, divisa les prêtres en *constitutionnels* et en *réfractaires*. Ces derniers, à leur tour, se partagèrent en deux camps, au sujet du *serment de liberté et d'égalité*, sur lequel le Saint-Siège ne se prononça jamais, et il en fut de même de la *promesse de soumission aux lois de la République*, du *serment de haine à la royauté*<sup>2</sup> et de la *promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII*. L'abbé Bailot prêta quelques-uns de ces serments et se plaça de la sorte dans le camp libéral parmi les *réfractaires*. Il se soumit parce que

1. Thiers, *Hist. de la Révolution française*, t. I, p. 198.

2. Ce serment de HAINE, inacceptable, fut prêté par plusieurs prêtres réfractaires.

sa conscience l'y autorisait. Quant à consentir à prêter le serment exigé pour la constitution civile du clergé, il en fut tout autrement. Il le refusa sans hésiter.

C'est le 12 juillet 1790 que fut décrétée par l'Assemblée nationale la constitution civile du clergé. Elle était acceptée et promulguée par le roi le 24 août suivant. On avait eu soin de déclarer qu'elle faisait partie de la constitution de l'Etat, afin que ceux qui devaient jurer plus tard fidélité à cette constitution fussent par là même liés au maintien de celle du clergé. Celle-ci réglait, entre autres choses, qu'il serait « *procédé à une nouvelle formation et circonscription des diocèses et des paroisses* » et qu'il n'y aurait plus « *qu'une seule manière de pourvoir aux évêchés et aux cures, savoir la forme des élections* ». Toutes ces élections devaient se faire « *par voie de scrutin à la pluralité des suffrages; celles des évêques par le corps électoral indiqué pour la nomination des membres de l'assemblée du département et celles des curés par les électeurs indiqués pour la nomination de l'assemblée administrative du district*<sup>1</sup> ». Les articles 21 et 38 du titre II prescrivaient le serment des évêques et des prêtres à cette constitution<sup>2</sup>. La prestation de ce serment, imposé à nouveau dans un délai fixe par un décret du 27 novembre 1790, ne fut requise à Toulouse qu'au commencement de l'année suivante.

L'autorité civile ne devait pas s'attendre à la même soumission de la part du clergé que pour le *serment civique* du mois de février 1790. La constitution civile du clergé étant établie « *comme une loi d'une autorité souveraine sans aucune dépendance de l'Eglise et sans aucun recours aux formes canoniques*<sup>3</sup> », renversait, en effet, jusque dans ses fondements la discipline de l'Eglise et brisait les liens de son unité. C'était un acte schismatique qui tentait audacieusement de soustraire l'Eglise de France à l'autorité du Saint-Siège, pour la placer sous la main de la nation souveraine.

1. *Constit. civile du clergé*, tit. I, art. 1, 2, 3 et 25.

2. Champeaux, *Droit civil ecclésiastique*, t. I, p. 415.

3. *Exposition des principes sur la Constit. civ. du clergé* par les Evêques députés à l'Assemblée nationale.



Les nouveaux évêques n'avaient pas à s'adresser au Pape pour en obtenir l'institution canonique, c'étaient les métropolitains qui avaient charge de la leur conférer, non pas au nom du Souverain Pontife, de qui seul les évêques peuvent la recevoir, mais au nom du pouvoir civil, qui émettait de la sorte l'étrange prétention de devenir la source du pouvoir spirituel. A peine leur permettait-on d'écrire au Pape une *lettre de politesse*, pour l'informer de leur promotion. Une telle ingérence de l'autorité civile dans le domaine religieux n'échappera pas aux sévérités de l'histoire.

L'Assemblée nationale, qui prévoyait la résistance à laquelle on allait se heurter, de la part du clergé, essaya, pour se donner une apparence de raison, d'en imposer au moins aux fidèles. Elle publia, dans ce but, une « *Instruction* », dans laquelle on s'efforçait de prouver la légitimité de la constitution civile du clergé, et, par un décret du 21 janvier 1791 que le roi approuvait le 26 du même mois, elle prescrivit « que cette Instruction fût envoyée sans délai aux « corps administratifs, pour l'adresser aux municipalités, et qu'elle fût sans retard lue un jour de dimanche, à l'issue de la messe paroissiale, par le curé ou un vicaire et, à leur défaut, par le maire ou le premier officier municipal<sup>1</sup> ».

Si les prêtres se trouvaient dans l'impossibilité de souscrire en conscience à la constitution civile du clergé, comment auraient-ils pu se prêter à la publication en chaire d'un document qui prétendait en démontrer la légitimité? Ils ne pouvaient tomber dans une telle contradiction.

A Toulouse, le corps municipal qui se rendit compte de cette difficulté, pourvut à la publication de l'Instruction en chargeant par avance de cette besogne quelques-uns de ses membres qu'il manda dans les diverses paroisses. Il avait tout d'abord fixé la prestation du serment au dimanche après

1. Archives de Toulouse, vol *Cultes*, n° 2, Affiche. Un décret du 2 juin 1790 faisait injonction aux ministres du culte de publier en chaire les décrets de l'Assemblée nationale sanctionnés par le roi (Champeaux, *Droit civil ecclésiastique*, t. I, p. 363).

le 24 février 1791 ; il la remit au 6 mars suivant, « les officiers municipaux devant le jour primitivement fixé procéder, dans chaque paroisse, à la lecture de la loi et de l'Instruction de l'Assemblée nationale concernant la constitution civile du clergé<sup>1</sup> ». Il délibérait en même temps « de faire une proclamation relative à cet objet ». Cette proclamation se terminait ainsi : « Proclamons que le délai fatal dans lequel les dits ecclésiastiques fonctionnaires publics doivent déclarer au greffe de la commune l'intention où ils sont de prêter le serment porté par la loi expire le dimanche 6 mars prochain<sup>2</sup> ».

Ce n'était pas à la majorité des prêtres qu'on pouvait espérer faire entendre que la circonscription nouvelle des diocèses et des paroisses était du domaine exclusif du pouvoir civil, car nul d'entre eux ne pouvait ignorer de bonne foi que l'Eglise, qui donne la juridiction, a seule le pouvoir d'en départir la mesure à chacun de ses ministres, ce qu'elle fait en leur assignant des sujets ou en fixant les territoires. Aucun ne pouvait non plus admettre la légitimité des élections pour le choix des évêques et des curés, parce que nul n'ignorait que, dans l'Eglise de Jésus-Christ, le pouvoir spirituel vient toujours d'en haut par le Pape et jamais d'en bas par le peuple. Toute collation de titres non conforme aux règles canoniques était donc, pour eux, absolument sans effet, et, dès lors, toute disposition prise à cet égard par la seule autorité temporelle devenait nulle par défaut de compétence. « Il n'y a pas un pays catholique, disait M<sup>gr</sup> de Boisgelin dans l'*Exposition des principes*, qu'il rédigea au nom des évêques députés à l'Assemblée nationale, où la nomination des curés n'appartienne pas, de droit commun, aux évêques diocésains. Il n'y a pas une loi ecclésiastique ou civile qui ait remis la nomination des curés au sort des élections<sup>3</sup>. »

Il en est sans doute de ce point de la discipline ecclésiastique

1. Archives de Toulouse, Registre d'administration municipale du 11 nov. 1790 au 27 avril 1796, n<sup>o</sup> 4, séance du 24 février 1791.

2. *Ibid.*, vol. *Cultes*, n<sup>o</sup> 2, Affiche.

3. Voir, au sujet des curés, M<sup>gr</sup> Nardi : *Des curés et de leurs droits dans l'Eglise*. Le savant canoniste établit le fait que les curés ne furent jamais nommés à l'élection.

comme de tous les autres. l'Eglise peut les changer, mais ils ne sauraient être changés que par elle. L'Assemblée nationale ne pouvait donc effectuer ces changements sans l'Eglise et malgré l'Eglise. « Cette œuvre, dit le cardinal Mathieu, il n'y a pas deux manières pour un catholique de la juger : c'était un schisme reposant sur une conception hérétique des droits de l'Etat. La Constituante avait légiféré abusivement dans une matière où l'autorité civile, si elle a le droit de parler, n'a pas le droit de parler seule et où elle ne peut agir sans s'être concertée avec l'autorité religieuse, dont la compétence précède et domine la sienne<sup>1</sup>. »

Tel est le langage de la vérité et du bon sens. Pie VI s'en exprima lui-même clairement le 13 avril 1795, en condamnant par bref tout ce qu'on avait fait sans lui.

L'illusion n'était donc pas possible ; il fallait se soumettre sous peine de tomber dans le schisme.

Pourquoi, si l'intérêt de l'Etat exigeait quelques changements soit au point de vue de la délimitation des territoires, soit même eu égard au mode de nomination des titulaires, ne pas s'adresser à l'Eglise ? Tout devenait possible par le fait d'une entente préalable avec le Pape, mais il fallait demander à l'Eglise ces changements et non les lui imposer. Le Pape aurait pesé dans sa sagesse et devant Dieu les propositions qu'auraient pu dicter les intérêts de l'Etat, et nul doute qu'il n'eût accédé, dans la mesure du possible, à ce qui n'aurait pas été contraire soit à la constitution de l'Eglise, soit au bien spirituel des âmes. De cette manière, les droits de l'Eglise et les intérêts de l'Etat auraient été sauvegardés et on aurait pu dire à la France, comme le dit plus tard le premier Consul, en lui annonçant les bienfaits du Concordat : « C'était au Souverain Pontife que l'exemple des siècles et la raison commandaient de recourir. Ce que le chef de l'Eglise approuva, le gouvernement l'a consenti et les législateurs en ont fait une loi de la République<sup>2</sup> ».

Pour tous ces motifs, dont il connaissait la valeur théologique

1. *Le Concordat de 1801*, p. 41.

2. Proclamation du Premier Consul.



mieux que bien d'autres, car il était gradué, l'abbé Bailot était résolu à refuser de prêter serment à la constitution civile du clergé et, pour rester fidèle aux promesses de son ordination, à accepter généreusement toutes les conséquences de son refus.

La cérémonie solennelle de la prestation du serment eut lieu le 6 mars 1791 à Saint-Etienne, après la messe de paroisse. Ce jour-là était aussi « le délai fatal » dans lequel les prêtres qui ne se rendraient pas à la cérémonie devaient souscrire ce serment au greffe de la commune. M. Bailot, qui ne parut pas à Saint-Etienne, ne fit aucune déclaration à la mairie et s'abstint de prêter le serment exigé. Un répertoire par ordre alphabétique, conservé aux archives de la ville, relate les noms de tous les prêtres qui prêtèrent ce serment, avec la date de leur déclaration et celle de la prestation du serment lui-même. Le nom de M. Bailot n'y figure point. Le 24 août 1790, l'Assemblée nationale avait décrété que les ecclésiastiques qui ne prêteraient point serment à la constitution civile du clergé seraient remplacés. L'abbé Bailot allait donc « être considéré comme ayant renoncé à sa charge<sup>1</sup> ». On ne devait apporter aucun retard à l'exécution de cette mesure. Le décret du 27-30 juillet 1791 portait, en effet, « qu'aussitôt après le délai prescrit, il serait procédé au remplacement des ecclésiastiques fonctionnaires publics qui n'auraient pas prêté le serment<sup>2</sup> ».

L'abbé Bailot, chassé de son église et de son presbytère et jeté à la rue, pourra-t-il au moins recevoir asile dans une maison amie ou s'installer chez lui ? C'eût été le souhait le plus ardent de son cœur, car il aurait pu assurer de la sorte à ses paroissiens malades les secours de la religion et grouper, les dimanches et fêtes, autour de sa personne, les fidèles qui seraient venus assister à la messe, dans quelque grange transformée en église. Cette consolation ne lui fut pas accordée. Un décret du 19-20 juin 1791 « enjoignait aux accusateurs publics, sous peine de forfaiture et de destitution, de poursuivre tous ceux des anciens fonctionnaires publics ecclésiastiques qui, depuis

1. Archives de Toulouse, registre *Clergé séculier*, n° 10.

2. Champeaux, *Droit civil ecclésiastique*, t. I, p. 435.

leur remplacement, continueraient les mêmes fonctions publiques<sup>1</sup> ».

Un arrêté du Directoire du département de la Haute-Garonne, en date du 25 juillet 1791, obligeait au surplus les prêtres insermentés « à quitter la paroisse dont ils avaient abdiqué la direction par le refus de serment, et il statuait qu'ils ne pouvaient s'établir qu'à quatre lieues de distance ou bien au domicile de leur famille ou au chef-lieu du département et, faute par eux de ce faire, dans le délai de huitaine, les municipalités devaient les y contraindre par la force<sup>2</sup> ». L'abbé Bailot quitta donc la paroisse, mais non sans espoir de retour prochain, car il y laissa une partie de son mobilier<sup>3</sup>. Son traitement lui était payé le 8 août 1791, pour les mois d'avril, mai et juin<sup>4</sup>. Ce fut ce même jour qu'on liquida sa pension au chiffre de 500 livres ; mais il n'en profita que jusqu'au 12 avril suivant<sup>5</sup>.

Les prêtres insermentés ne devaient pas jouir longtemps de leur tranquillité après qu'ils eurent quitté leurs paroisses. Bientôt, en effet, la persécution se déclara et sévit contre eux d'une manière ouverte et générale. A quatre lieues, ils étaient encore trop près, il fallait l'exil !

Le 26 août 1792, un décret de l'Assemblée nationale les condamna à la déportation. On lit dans l'article 1<sup>er</sup> « que tous les ecclésiastiques insermentés étaient tenus de sortir, sous huit jours, hors des limites du district et du département de leur résidence et, dans quinzaine, hors du royaume ». Le deuxième article porte « que chacun d'eux devait, en conséquence, se présenter devant le directoire du district ou la municipalité de la résidence, pour y déclarer le pays-étranger dans lequel il entendait se retirer et y prendre, sur-le-champ, un passeport contenant sa déclaration, son signalement, la route qu'il devait tenir et le délai dans lequel il devait sortir du royaume »<sup>6</sup>.

1. Champeaux, *Droit civil ecclésiastique*, t. I, p. 444.

2. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 2.

3. *Ibid.*, Registre des émigrés et des prêtres déportés.

4. *Ibid.*, registre *Clergé* 1791, n° 73.

5. *Ibid.*, registre *Clergé séculier*, n° 10.

6. Champeaux, *Droit civil ecclésiastique*, t. I, p. 465.

C'était l'heure pour les prêtres fidèles de prendre une résolution suprême. Tous ne pouvaient quitter Toulouse; le zèle pour le salut des âmes leur interdisait d'abandonner aux prêtres schismatiques les nombreux fidèles qui s'étaient abstenus jusque-là de recourir au ministère de ces intrus. Tous cependant ne devaient pas rester. Les plus jeunes, « les militants, ceux qui sentaient au cœur les saintes ardeurs du martyre », dit Dom du Bourg<sup>1</sup>, revendiquèrent l'honneur de se dévouer. Les prêtres âgés, « qui n'avaient plus les forces nécessaires pour ce ministère de combat », durent se résigner à quitter la France. M. Bailot, alors âgé de cinquante-neuf ans, fut du nombre de ces derniers. Le 4 septembre 1792, il faisait donc à l'hôtel de ville sa déclaration de l'intention où il était de se retirer en Espagne dans les délais fixés. Voici textuellement cette déclaration :

« N<sup>o</sup> 21. Du 4 septembre 1792, l'an IV de la liberté, Anne-Antoine Bailot, âgé de 59 ans, taille 5 pieds 1 pouce, les yeux bleus, la bouche grande, bien monté en couleur, figure ronde et avancée, menton rond avec une fossette dans le milieu, habitant actuellement à Toulouse, département de la Haute-Garonne, et ci-devant curé de Croix-Daurade, district de Toulouse, département de la Haute-Garonne, lequel a déclaré que, suivant le décret prescrit par la loi du 26 août dernier, il entend se retirer en Espagne par la route de Bagnères-de-Luchon et, attendu que ledit Bailot n'a point touché son traitement, nous lui avons fait délivrer par le receveur de notre district la somme de douze livres pour sa route, à raison de trois livres par journée de dix lieues, en conformité de l'article 4 de la loi ci-dessus<sup>2</sup>. » Deux cent quatre-vingt-onze prêtres signèrent à Toulouse des déclarations analogues insérées au même registre.

L'abbé Bailot partit donc pour l'exil. Une liste supplétive des émigrés de la commune de Toulouse porte, à la page 3, que son mobilier se trouvait : partie chez Roux, place du Palais; partie chez la veuve Bernadet, 4<sup>e</sup> section, n<sup>o</sup> 93, et le reste

1. *M<sup>sr</sup> du Bourg, évêque de Limoges*, p. 124.

2. Archives de Toulouse, registre *Déclaration des prêtres 1792*.



chez Vignes, à Croix-Daurade<sup>1</sup>. Ces meubles, en attendant qu'ils fussent vendus, furent mis sous séquestre après un inventaire estimatif détaillé qui s'éleva à la somme de 3.784 livres, sans compter la bibliothèque, qui fut portée aux Grands-Carmes<sup>2</sup>. Quant aux immeubles, ils furent déclarés biens nationaux et vendus. Ils consistaient en : 2 pugnérées de terre complantée de vigne, près du cimetière de Croix-Daurade, estimées 220 livres; 2 pugnérées 2 boisseaux de terre labourable, au lieu appelé Vigné, estimés 264 livres; 2 arpents 1 pugnérée 1 boisseau de terre labourable au même lieu, estimés 990 livres<sup>3</sup>. Les 2 pugnérées furent adjudgées, aux enchères, à Descarbes, au prix de 2.075 livres; les 2 pugnérées 1 boisseau à Criq, au prix de 1.675 livres, et les 2 arpents 1 pugnérée à Bêteille, au prix de 7.178 livres<sup>4</sup>. Les créances étaient au nombre de trois : une de 300 livres; une de 3.500 livres pour reliquat d'une somme de 6.500 livres, prix d'une terre vendue que M. Bailot possédait à Colomiers, et une troisième de 600 livres, pour prêt à titre de ferme de 3 arpents et demi de vigne, 100 livres par année, pour six années<sup>5</sup>; soit, pour les meubles, immeubles et créances, une somme totale de 19.112 livres, ce qui représenterait aujourd'hui près de 50.000 francs. C'est, on le voit, plus qu'il n'en fallait pour se rembourser des 12 livres allouées pour son voyage au malheureux prêtre ainsi dépouillé!

M. l'abbé Contrasty, qui est allé en Espagne pour se renseigner exactement au sujet des prêtres émigrés dans ce pays, a bien voulu nous dire que « M. Bailot fut placé, après quelques pérégrinations en Aragon, dans le monastère de Santa-Engracia à Saragosse. Ce célèbre monastère, situé sur le rio Huerva,

1. Archives de Toulouse, registre *Liste des émigrés et des prêtres déportés*.

2. *Ibid.*, registre *Biens des prêtres déportés*, et registre *Biens des émigrés*, t. VIII, p. 35. Voir, même registre, le verbal d'inventaire estimatif.

3. *Ibid.*, registre *Biens des prêtres déportés*, t. II, et registre *Biens des émigrés*, t. VIII, p. 21.

4. Archives de la Haute-Garonne, *Tableau des biens d'émigrés vendus*, nos 646, 647 et 648.

5. Archives de Toulouse, registre *Biens des émigrés*, t. VIII, p. 49.

qui se jette dans l'Èbre, a été détruit lors du siège de 1808. M. Bailot était là, nous dit-il, en compagnie de M. Vinsac, chanoine de Saint-Sernin, Jean-Climaque Vivant, archiprêtre de Comminges, et d'autres prêtres de Toulouse, de Comminges, de Lescar, de Dax, de Montauban, de Cahors et d'Auch ».

Le séjour de l'abbé Bailot en Espagne se prolongea au delà de quatre ans. Vers la fin de la cinquième année, il reçut la nouvelle de la possibilité de son prochain retour. La loi du 7 fructidor an V (24 août 1797) venait de rapporter celles « qui prononçaient la peine de la déportation ou de la réclusion contre les ecclésiastiques assujettis à des serments ou à des déclarations ou qui avaient été condamnés par des arrêtés ou des jugements comme *réfractaires* ou pour cause d'incivisme »<sup>1</sup>. L'abbé Bailot rentra à Toulouse, où nous le signale un arrêté municipal du 11 prairial an VI (31 mai 1798). De nouvelles épreuves l'y attendaient. La loi du 24 août 1797, grâce à laquelle il avait cru pouvoir rentrer en France, avait été rapportée moins de quinze jours après sa promulgation, c'est-à-dire le lendemain du coup d'Etat du 18 fructidor, qui rouvrit la persécution. Par l'effet de la loi nouvelle, qu'il avait peut-être feint d'ignorer, l'abbé Bailot se trouvait dans l'obligation de quitter la France une seconde fois. Qu'allait-il faire? Demeurer à Toulouse et s'y tenir caché? Il n'y serait pas en sécurité et il exposerait à la déportation ceux qui lui donneraient asile. Repartir pour l'Espagne? Mais il n'était plus jeune, car il avait dépassé la soixantaine. Un nouveau départ était donc à peu près impossible. Cependant, il était périlleux d'éluuder la loi. M. Bailot espéra un moment pouvoir se tirer d'embarras par une suprême tentative. L'administration municipale lui permettrait peut-être, en considération de son âge et de sa santé, de ne pas s'expatrier une seconde fois. Il essaya d'en obtenir la faveur, en adressant au maire de Toulouse une pétition dans laquelle il s'efforçait de faire valoir tous les motifs qu'il croyait susceptibles de déterminer l'administration municipale à lui accorder ce qu'il demandait. Ce fut peine inutile;

1. Champeaux, *Droit civil ecclésiastique*, t. I, p. 511.

sa demande était repoussée par l'arrêté du 11 prairial an VI (31 mai 1798) dont nous venons de parler. On y lit le passage suivant : « L'administration municipale, considérant que la loi du 19 fructidor an V n'a fait que rapporter celle du 7 du même mois qui rappelait les prêtres déportés; que ces derniers sont revenus, par l'effet de la loi du 19, dans le même état qu'ils étaient (*sic*) avant celle du 7 dudit mois de fructidor; que le pétitionnaire ayant été déporté en exécution de la loi du 26 août 1792, il ne dépend pas des autorités constituées de changer son sort; ouï l'administrateur faisant fonction de commissaire du directoire exécutif, l'administration est d'avis qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur sa demande, à moins que des infirmités corporelles, légalement constatées, ne puissent surseoir à l'exécution desdites lois <sup>1</sup>. »

Nous ignorons à quel parti s'arrêta alors l'abbé Bailot, mais nous le retrouvons à Toulouse au mois de juillet 1800. Son nom figure dans un tableau des ministres du culte qui avaient fait la promesse exigée par la loi du 21 nivôse an VIII (11 janvier 1800) et par les instructions du ministre général de la police du 28 prairial suivant. Il s'y trouve signalé comme ayant fait cette promesse le 29 messidor (18 juillet 1800)<sup>2</sup>. Un extrait du registre de la municipalité de Pechbusque, où il s'était sans doute caché depuis l'arrêté municipal du 31 mai 1799, nous le signale également comme ayant fait la même promesse dans cette localité le 16 thermidor an VIII (25 juillet 1800)<sup>3</sup>. On avait exigé de tous les ministres du culte qui voulaient commencer ou continuer l'exercice de leurs fonctions la déclaration suivante : « Je promets d'être fidèle à la Constitution <sup>4</sup>. »

« La majorité des évêques et des prêtres émigrés déclarait illicite ce serment, tandis que tous ceux qui étaient restés en France consentirent à le prêter pour reconquérir la liberté du saint ministère..., telle était la pensée de M. Emery, chef de

1. Archives de Toulouse, registre des Arrêtés, t. III.

2. Archives de la Haute-Garonne, série V, n° 5.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, Loi du 21 nivôse an VIII, et Archives de Toulouse, Livre des Conseils, 7 messidor an VIII.



l'opinion modérée<sup>1</sup>. » M. Bailot, partageant cette opinion, s'était donc purement et simplement soumis à la loi.

En 1802, l'abbé Bailot conservait encore canoniquement le titre et les pouvoirs de curé de Croix-Daurade, dont la présence des prêtres constitutionnels n'avait pu le dépouiller et, en réalité, il s'était qualifié de ce titre dans un acte de baptême du 4 novembre précédent<sup>2</sup>. Il avait procédé à ce baptême dans la chapelle de M. de Nicol, au château de Montblanc. C'est là une preuve que tout le monde n'acceptait pas alors, à Croix-Daurade, le ministère du curé constitutionnel en exercice Bébien, et que, malgré tout, M. Bailot se considérait toujours comme étant encore le seul et unique curé. Il l'était, en effet, et c'est avec juste raison qu'il en prenait ainsi le titre.

Ce titre lui fut retiré canoniquement, après le Concordat, par l'ordonnance de M<sup>gr</sup> Primat portant organisation des paroisses de la ville, faubourgs et banlieue<sup>3</sup>. Ce prélat y déclarait « que tous les titres ecclésiastiques, de quelque nature qu'ils fussent, étaient absolument éteints, sans qu'il fût permis à aucun de ceux qui en avaient été investis de les prendre ou de s'en prévaloir à l'avenir ». L'ordonnance signale ensuite M. Bébien comme étant nommé à la succursale de Croix-Daurade et M. Bailot à celle de Saint-Michel-Ferreri (Lardenne).

M. Bailot mourut le 5 juillet 1805. Par testament olographe du 21 avril précédent, il avait institué, sous réserve de quelques legs particuliers, les pauvres de l'hospice Saint-Jacques de Toulouse pour ses héritiers universels, déclarant souhaiter « autant que faire se pourrait être inhumé au milieu des pauvres dudit hospice »<sup>4</sup>.

La Commission des hospices civils de Toulouse, par délibération du 18 brumaire an XIV (11 novembre 1805), accepta provisoirement, comme avantageuses aux pauvres, les libéra-

1. Cardinal Mathieu, *Le Concordat de 1801*, p. 16.

2. Cet acte fut inséré plus tard au registre de catholicité de la paroisse.

3. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 5, Imprimé.

4. Archives de la Haute-Garonne, Hospices, dons et legs. Testament de M. Bailot.

lités de l'abbé Bailot <sup>1</sup>, et le Conseil municipal, dans sa séance du 15 frimaire de la même année (6 décembre 1805), émettait l'avis que la Commission administrative des hospices fût autorisée à recueillir cette succession <sup>2</sup>.

D'après l'inventaire qui en fut dressé, l'avoir de l'abbé Bailot consistait en certains meubles, effets et valeurs mobilières. Les meubles et effets furent vendus pour la modique somme de 362 fr. 75 c., frais déduits. Les valeurs mobilières s'élevèrent à une somme totale de 5.880 fr. 35 c., y compris le montant de la vente des meubles. Il fut prélevé 1.218 francs pour charges et legs. Restait donc pour les pauvres de l'hospice la somme de 4.661 fr. 42 qui leur fut attribuée <sup>3</sup>. Le portrait de l'abbé Bailot fut alors placé avec ceux des bienfaiteurs, dans une des salles de l'Hôtel-Dieu. C'est celui qui se trouve reproduit au début de cet article.

PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE : DEUX CURÉS CONSTITUTIONNELS JEAN-MATHIEU BERDOULAT (1791-1792) ET JACQUES HÔQUETIS (1792-1793). — JACQUES ROUCOUS, PRÊTRE ORTHODOXE. — GARROS (1796) ET SÛAU (1797-1798), PRÊTRES SCHISMATIQUES. — LE CURÉ CONSTITUTIONNEL BÉBIAN (1800-1802). — Les élections des curés constitutionnels par l'Assemblée du district de Toulouse commencèrent, dans l'église Saint-Étienne, le 22 mai 1791. On nomma, ce dit jour, les curés de la Daurade, de la Dalbade et du Taur. Le lendemain, ce fut le tour de ceux de Saint-Pierre, Saint-Nicolas, Saint-Michel, Villemur, Portet et Blagnac. Le 24 mai avait lieu l'élection des curés de Saint-Orens, Lalande, Saint-Martin-du-Touch, Saint-Michel-du-Touch, Saint-Jean-de-Kyrie-Eleison, Lairac, Fronton et Plaisance. Enfin, le 25, venait le tour de *Croix-Daurade* et de sept autres paroisses <sup>4</sup>.

Un certain Cayré, prêtre du collège de Foix; fut élu curé de Croix-Daurade par 74 suffrages sur 82 votants. Ce prêtre

1. Archives de la Haute-Garonne, Hospices, dons et legs.

2. Archives de Toulouse, Livre des Conseils.

3. Archives de la Haute-Garonne, Hospices, dons et legs. Délibér. de la Commission administrative.

4. *Ibid.*, série V, *Procès-verbaux des élections des curés constitutionnels*.

n'accepta point sans doute, car on procédait le lendemain 26 mai 1791 à une nouvelle élection<sup>1</sup>.

1° *Jean-Mathieu Berdoulat, curé constitutionnel* (1791-1792). — Jean-Mathieu Berdoulat, natif de Toulouse, vicaire de Villefranche, fut nommé par 55 suffrages sur 57 votants. Il s'était rendu à Toulouse à titre d'électeur départemental et avait pris part, en cette qualité, à l'élection de l'ex-carme déchaussé Sermet comme métropolitain du Sud<sup>2</sup>. Après avoir fait sa déclaration de soumission à la constitution civile du clergé et prêté serment à cette constitution, le 20 février précédent, dans la paroisse de Villefranche, où il était vicaire depuis quatorze ans, il renouvela cette déclaration et prêta serment à nouveau, devant la municipalité de Toulouse, le 19 mai suivant<sup>3</sup>. L'arrêté qui fixait son traitement au chiffre de 1.200 livres avait été pris le 2 juillet 1791<sup>4</sup>, mais ce prêtre était déjà installé à Croix-Daurade dès le commencement du mois de juin, car il signait, le 7 de ce mois, un acte de mariage<sup>5</sup>. On le signale, dans un état de paiement pour l'année 1792, comme ayant perçu le montant d'un trimestre en juillet de cette même année, et on déclare à la colonne des observations qu'il était ensuite passé au district de Villefranche<sup>6</sup>.

Il signait, en effet, pour la dernière fois aux actes de baptême le 19 février 1792<sup>7</sup>. Dès le mois d'août de la même année, il se trouve nommé dans un autre état de paiement, comme étant passé au district de Villefranche, où il devenait curé d'Avignonet<sup>8</sup>. C'est donc moins d'une année qu'il était resté à Croix-Daurade.

Le 29 fructidor an V (1797), Berdoulat, qui habitait Tou-

1. Archives de la Haute-Garonne, série V, *Procès-verbaux des élections des curés constitutionnels*.

2. Archives de Toulouse, registre *Répertoire des prêtres assermentés*, loi du 26 décembre 1790.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, registre *Clergé 1791*, n° 150.

5. Archives de la Haute-Garonne, série E, liasse 538, Etat civil.

6. Archives de Toulouse, registre *Clergé 1791*, n° 150.

7. Archives de la Haute-Garonne, série E, liasse 538, Etat civil.

8. Archives de Toulouse, registre *Clergé séculier*.



louse, 3<sup>e</sup> section, n<sup>o</sup> 411, souscrivait, en exécution de la loi du 19 du même mois, la déclaration « de haine à la royauté et à l'anarchie et d'attachement à la République et à la Constitution de l'an III<sup>1</sup> ».

Le 19 germinal an VI (8 avril 1798), il souscrivait également devant les administrateurs municipaux de la commune de Toulouse, à titre de pensionné ecclésiastique, la déclaration suivante, qui atteste sa persistance dans le schisme : « Le citoyen Jean-Mathieu Berdoulat, ex-curé d'Avignonet, pour se conformer à l'arrêté de l'administration centrale du 12 ventôse dernier et à la lettre de la même administration du 23 pluviôse précédent, a déclaré qu'il n'avait point rétracté le serment qu'il prêta en exécution de la loi du 26 décembre 1790 (constitution civile du clergé), ni celui qu'il a prêté en exécution de la loi du 19 fructidor an V et a signé<sup>2</sup> ».

2<sup>o</sup> *Jean-Jacques Hôquetis*, 2<sup>me</sup> curé constitutionnel (1792-1794). — Ce prêtre, ancien bénéficiaire du chapitre de Mirepoix<sup>3</sup>, avait été nommé curé constitutionnel de Daux et Mondonville le 28 septembre 1791<sup>4</sup>. Il avait prêté serment à la constitution civile du clergé le 16 août précédent, n'étant encore que diacre<sup>5</sup>. Le 23 avril 1792, le président de l'assemblée du district annonça que M. Hôquetis était démissionnaire de la paroisse de Daux et qu'il convenait de lui donner un successeur dans cette paroisse. Cette démission devait déjà dater d'un mois, car son élection à la cure de Croix-Daurade avait eu lieu le 27 mars 1792. Il avait obtenu 46 suffrages sur 49 votants<sup>6</sup>. Ce fut le 2 avril suivant qu'il entra en fonctions<sup>7</sup>.

Sa première signature à Croix-Daurade figure sur un acte

1. Archives de Toulouse, registre *Soumission des prêtres*.

2. *Ibid.*, registre *Serments ecclésiastiques*, an VIII.

3. *Ibid.*, registre *Clergé séculier*, n<sup>o</sup> 221.

4. Archives de la Haute-Garonne, série V, n<sup>o</sup> 1, *Elections des curés*.

5. Archives de Toulouse, registre *Serment des prêtres du 12 janvier 1791 ou 29 ventôse an III*.

6. Archives de la Haute-Garonne, série V, *Procès-verbaux des élections des curés*.

7. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n<sup>o</sup> 4, *Tableau des citoyens curés et vicaires pendant l'année 1793*.

de décès du 23 avril 1792 et la dernière sur un acte de baptême du 11 novembre 1792<sup>1</sup>. A partir de ce moment, l'état civil ne fut plus tenu par les curés des paroisses, mais par un officier municipal. Ces actes ne peuvent donc nous indiquer jusqu'à quelle époque le curé constitutionnel Hôquetis exerça son ministère à Croix-Daurade. Nous savons cependant, par une attestation insérée en 1810 aux registres de la paroisse, qu'il avait baptisé Jean Eilles, dans l'église de Croix-Daurade, le 28 juillet 1793. Cette attestation, donnée plus tard, est signée « Hôquetis, maintenant chapelain des hospices militaires<sup>2</sup> ». Il est d'ailleurs possible d'affirmer avec certitude qu'il resta en fonctions pendant toute l'année 1793. Dans un tableau des citoyens curés et vicaires de cette dite année, on trouve, en effet, n° 14<sup>me</sup> section, qu'il était logé chemin d'Albi, près du pont de Velours, et, à la colonne des observations, qu'il avait perçu les quatre trimestres de son traitement<sup>3</sup>.

Dans un registre des actes de baptême, de décès et de mariages (1795-1815), on établit en 1810 plusieurs certificats de baptême se rapportant à la période révolutionnaire, sous ce titre : « Registre du baptême des enfants de Croix-Daurade baptisés dans les temps les plus orageux de la Révolution et dans des temps beaucoup moins orageux ». Or, en parcourant ces actes, de même que quelques autres des paroisses de la ville, il est facile de constater que le curé constitutionnel Hôquetis, qui fut présent au moins jusqu'au commencement de l'année 1794, ne fut pas appelé à procéder à tous les baptêmes jusqu'à cette date. Plusieurs enfants avaient été baptisés en d'autres lieux par des prêtres fidèles. Ainsi l'abbé Baulac, curé de Saint-Amans de Moissac, qui se cachait à Toulouse, « baptisa, le 22 février 1793, une fille Bonnefé que, sur la foi de la prononciation languedocienne des assistants, il déclare être née à *la Croux-Daurade*<sup>4</sup> ». Un prêtre, nommé Dampnon, caché rue Mont-

1. Archives de la Haute-Garonne, série E, liasse 538, Etat civil.

2. Archives de l'église de Croix-Daurade, registre de 1795 à 1815.

3. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 4, Etat de payement.

4. L'abbé Clément Tournier, *Les baptêmes à Toulouse pendant la Révolution*, p. 32, d'après les Archives de la paroisse Saint-Sernin.

gaillard<sup>1</sup>, déclare aussi avoir baptisé, au mois d'avril 1793, Jeanne Amiel, François Raymond et Etienne Bellegarde; mais son attestation, rédigée sur un feuillet détaché et plus tard collé au registre de Croix-Daurade, n'indique point le lieu où il procéda à ces trois baptêmes. C'était probablement par mesure de prudence. Le 3 juin 1793, Bernard Gazagne était baptisé « dans une maison de la place Perchepinte, par un prêtre nommé l'Espagnol ». Une autre déclaration atteste, sans préciser de date, qu'Antoinette Bajet avait été baptisée « dans une maison du faubourg Matabiau, par un prêtre dont le nom était inconnu, et Rose Devis chez M. de Nicol »<sup>2</sup>.

On peut augurer de ces faits que le curé constitutionnel jouissait d'une médiocre estime auprès de la population de Croix-Daurade. Hôquetis paraît cependant être venu dans la paroisse après la Terreur, car, le 1<sup>er</sup> janvier 1795, il baptisait Bernard Labit, né depuis le 30 novembre précédent. Le 17 du même mois, Marie Bertrand recevait le baptême d'un prêtre nommé Carcassés<sup>3</sup>.

Il est permis de penser que le curé constitutionnel Hôquetis cessa d'exercer les fonctions du culte à Croix-Daurade dans les deux premiers mois de 1794, où l'église fut fermée. Nous le retrouvons devant l'officier de l'état civil le 13 vendémiaire an III (4 octobre 1794). Il se donnait alors le titre d'*étudiant en médecine* dans une déclaration de naissance<sup>4</sup>.

Il reparait le 18 juin 1810, comme « chapelain des hospices militaires de Toulouse », dans un acte de baptême rédigé sur feuille volante collée au registre<sup>5</sup>.

3<sup>o</sup> *Jacques Roucous, prêtre de la communion de M<sup>gr</sup> de Fontanges*. — Le 21 février 1795, un décret de la Convention reconnut à chaque citoyen le droit d'exercer son culte, mais le gouvernement ne devait fournir aucun local. Conformément à

1. *Les baptêmes à Toulouse pendant la Révolution*, p. 31.

2. Archives de l'église de Croix-Daurade, registre 1795-1815.

3. *Ibid.*

4. Archives de la Haute-Garonne, série E, n<sup>o</sup> 550, f<sup>o</sup> 6, Registre de naissances de l'arrondissement de Saint-Etienne.

5. Archives de l'église de Croix-Daurade, Registre de 1795 à 1815.



ce décret, qui rendait aux prêtres catholiques la liberté de leur ministère, le service divin fut célébré ostensiblement, à Toulouse, dans plusieurs maisons particulières, notamment chez M. du Bourg, place Saintes-Scarbes; chez M. Lassus-Laborde, rue des Gestes, et chez M. Bernady, à Saint-Cyprien.

Le 3 mai 1795, un prêtre du nom de Jacques Roucous, qui signa *curé desservant la paroisse de Croix-Daurade*, baptisait dans la chapelle de M. de Nicol, au château de Montblanc, l'église étant encore fermée, Raymonde Béringuié et Andriéte Albert. Il ne se contenta plus d'une simple attestation, comme celles dont nous venons de parler, mais il rédigea les deux actes dans la forme ordinaire. Nous trouvons dans le fait momentané de la liberté du culte l'explication du titre que se donne ce prêtre, dans ces deux actes de baptême, de *curé desservant la paroisse de Croix-Daurade*. Il avait, à n'en pas douter, reçu mission de l'abbé du Bourg, vicaire général du légitime archevêque, de venir exercer le ministère à Croix-Daurade et il respectait les droits du *curé* Bailot, en ne se disant lui-même que *desservant de la paroisse*. Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, de cette question, c'était bien là un prêtre orthodoxe, car il souscrivait, le 30 messidor an III (18 juillet 1795), la déclaration suivante, que devait signer également M. du Bourg :

« A comparu ce jourd'huy, 30 messidor an III de la République, le citoyen Jacques Roucous, prêtre de la communion François Fontanges, lequel a déclaré qu'il se propose d'exercer le ministère d'un culte connu sous le nom de culte catholique, apostolique et romain dans l'étendue de cette commune, et a requis qu'il lui soit donné acte de sa soumission aux lois de la République; de laquelle déclaration il lui a été décerné acte, conformément à la loi du 11 prairial de l'an III et a signé<sup>1</sup>. »

Le doute n'est donc pas possible; il s'agit bien d'un prêtre orthodoxe, et la déclaration qu'il souscrivait ainsi n'impliquait en aucune manière une adhésion à la constitution civile du clergé. La signature seule de l'abbé du Bourg en serait déjà

1. Archives de Toulouse, registre *Soumission des prêtres de l'an III à l'an VI*.

une preuve, mais il est facile de l'établir autrement. Le Comité de législation, qui communiqua aux administrateurs des départements et procureurs généraux syndics la loi du 11 prairial, en exigeant la déclaration précitée, expliquait en effet la portée de cette dernière. « Observez bien, disait-il, que cette soumission exigée du déclarant ne se reporte nullement au passé; ainsi, il ne doit être question d'aucune recherche ni examen sur la conduite ou les opinions politiques du déclarant. La loi n'exige de lui à cet égard qu'une seule chose, c'est qu'il donne acte de sa soumission aux lois de la République. » Et on termine par cette remarque, d'une très haute importance : « *Il serait inutile de vous faire observer que la constitution civile du clergé n'est plus une loi de la République*<sup>1</sup>. »

La Convention, qui, dans son décret du mois de février 1795, avait déclaré que, tout en proclamant la liberté du culte, le gouvernement n'entendait fournir aucun local, se départit bientôt de cette rigueur et, par un nouveau décret du 30 mai 1795, mis à exécution à Toulouse en vertu d'un arrêté du département du 15 juin suivant, elle décida qu'on céderait, pour l'exercice du culte, les églises qui n'avaient pas été aliénées.

Le 16 juillet suivant, les vicaires généraux de M<sup>gr</sup> de Fontanges rendirent une ordonnance qui prescrivait les cérémonies de la réconciliation des églises, et M. du Bourg faisait lui-même, deux jours après, la réconciliation de l'église des Grands-Carmes, en attendant de réconcilier une à une, la semaine suivante, les diverses églises de la ville. Le lendemain s'ouvrait l'église de Croix-Daurade, comme il a été dit en détail au chapitre II de cette même partie.

Il est probable que ce fut le prêtre Jacques Roucous, lequel signait alors divers actes en se qualifiant de *curé desservant la paroisse*, qui dut y exercer les fonctions du culte. Le registre des recettes, qui fait mention de cette réouverture de l'église, ne nous fait pas connaître, il est vrai, le nom de l'officiant, mais les circonstances de temps et cette particularité du titre

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n<sup>o</sup> 4, Affiche.

pris par l'abbé Roucous nous paraissent suffisantes pour le conjecturer.

4° *Le prêtre constitutionnel Garros (1796).* — Durant l'année 1796, Hubert, curé constitutionnel de Saint-Sernin, baptisa dans son église plusieurs enfants de Croix-Daurade. Il faut en conclure qu'il n'y avait pas alors de prêtre assermenté à demeure dans la paroisse de Croix-Daurade. Il paraît cependant, si l'on s'en rapporte à une note insérée par Hubert dans son registre, que « pendant peu de temps le citoyen Garros desservit la paroisse de Croix-Daurade en 1796 »<sup>1</sup>.

5° *Le prêtre constitutionnel Suau (1797-1798).* — Les comptes de l'église de Croix-Daurade pour l'année 1797 débuent ainsi : « Compte de la dépense que nous Darmaignac, Mercadal cadet et François Farise avons faite depuis l'ouverture de l'église, en date du 16 avril 1797, le jour de la Pâque dernière, au dépens de ce qui a été ramassé dans l'église. » Ce fut un prêtre nommé Suau qui célébra les offices le jour de Pâques. Il continua de venir à Croix-Daurade, chaque dimanche et jour de fête, jusqu'à la fin de 1798. Les commissaires paroissiaux lui payaient chaque fois le modeste honoraire de 3 livres et pourvoyaient ce jour-là, moyennant 1 livre 5 sols, à sa dépense de bouche<sup>2</sup>. Suau n'était point un prêtre orthodoxe. Le 18 fructidor, en effet, allait bientôt rouvrir l'ère des violences contre les prêtres réfractaires et, tandis qu'on les traqua avec furie, ce prêtre ne fut nullement molesté. Il continua tout au contraire d'exercer ouvertement et paisiblement les cérémonies du culte dans notre église, ce qu'il n'aurait pu faire s'il n'eût pas fait partie du nombre des prêtres constitutionnels.

Une note insérée en tête du registre des baptêmes schismatiques de la cathédrale à cette époque ne laisse, d'ailleurs, aucun doute à ce sujet. On y déclare que l'évêque intrus Sermet avait été assisté, le 12 avril 1797, pour la bénédiction d'une chapelle à la cathédrale, « par les citoyens Jacques Bardinet, Jean-

1. Abbé Clément Tournier, *Les baptêmes à Toulouse pendant la Révolution*.

2. Archives de l'église de Croix-Daurade, registre *Délibérations et comptes de 1795 à 1810*.



François Vigniau et Louis Suau, desservant l'église métropolitaine Saint-Étienne »<sup>1</sup>. Ce fut quatre jours après que ce dernier venait inaugurer son ministère sacrilège à Croix-Daurade. Quand, plus tard, les marguilliers l'abandonnèrent, il tint lui-même le registre des dépenses, où il signait en se donnant le titre de « curé » ou de « curé de Croix-Daurade ». Cependant, le registre de baptêmes tenu par Hubert à Saint-Sernin, à cette époque, porte dans une note que « Croix-Daurade n'avait pas encore de desservant »<sup>2</sup>. Serait-ce parce que Suau n'y résidait pas et ne s'y rendait que le dimanche pour les offices qu'on ne le considérait point comme investi de cette fonction? Nous l'ignorons. Quoi qu'il en soit, tout le temps que le syndic Vincent tint les comptes et lui paya ses honoraires, il ne le qualifia jamais du titre de curé; il le désigna simplement par son nom de Suau ou par sa qualité de prêtre : « Payé au citoyen Suau, prêtre, pour ses honoraires, 3 livres<sup>3</sup>. »

C'est pendant près de deux ans que cet intrus vint célébrer régulièrement les cérémonies du culte dans notre église. Les comptes s'arrêtant au 1<sup>er</sup> janvier 1799, nous ignorons s'il continua ce ministère jusqu'à la venue de Bébian. M. l'abbé Tournier nous apprend qu'il exerça de nouveau à Saint-Étienne en 1800. On pourrait donc croire qu'il continua effectivement de se rendre chaque dimanche dans notre église pour y tenir les offices, car c'est précisément l'époque où Bébian quittait l'église des Chartreux et venait à Croix-Daurade en qualité de curé constitutionnel. Ce dernier n'aurait fait, de la sorte, que remplacer Suau revenu à Saint-Étienne.

6° *Pierre-Antoine Bébian, curé constitutionnel (1800-1802).* — Ce prêtre, curé constitutionnel de Saint-Pierre de 1796 à 1800, quittait, cette dernière année, l'église des Chartreux et devenait curé constitutionnel de Croix-Daurade, où il se fixa<sup>4</sup>.

1. Abbé Cl. Tournier, *Les baptêmes à Toulouse pendant la Révolution*, p. 71.

2. *Ibid.*

3. Archives de l'église de Croix-Daurade, Registre des délibérations et des comptes de 1795 à 1810.

4. *L'Anti-Royaliste*. Voir abbé Clément Tournier, *Les baptêmes à Toulouse pendant la Révolution*.

Il remplit ces fonctions jusqu'à l'époque du Concordat et fut nommé desservant de la paroisse par M<sup>gr</sup> Primat, lors de la réorganisation du culte. On trouvera au chapitre II de cette deuxième partie certains détails relatifs au fâcheux état de la toiture de l'église dans le courant de ces deux années. On en peut conclure que cet ecclésiastique n'était pas animé d'un très grand zèle pour la maison de Dieu ou qu'il ne jouissait point, auprès des habitants, d'une influence qui pût les déterminer à s'imposer les sacrifices nécessaires. Il fallut les menacer, en effet, de leur reprendre les clés de l'église pour les amener à pourvoir aux réparations les plus indispensables. Les détails biographiques qu'on trouvera à l'article suivant expliqueront d'ailleurs suffisamment le manque d'influence de cet ecclésiastique peu recommandable sur la population de Croix-Daurade.

## II. — PIERRE-ANTOINE BÉBIAN (1802-1805).

Ce prêtre fut le deuxième curé de Croix-Daurade. Lorsqu'en 1802 eut lieu officiellement, à Toulouse, la réorganisation du culte, Bébien, qui était curé constitutionnel de Croix-Daurade, fut nommé desservant de cette paroisse. L'Ordonnance de M<sup>gr</sup> Primat relative à cette réorganisation le désigne en effet comme tel. Un état général des communes où furent établies les cures et les succursales en l'an XI (1802), nous apprend qu'il était né le 6 juin 1753 et qu'il jouissait encore, après sa nomination à Croix-Daurade érigée en succursale le 9 vendémiaire an XI (31 septembre 1802), d'une pension de 266 fr. 66<sup>1</sup>.

Il n'est pas sans intérêt de connaître quelle avait été l'attitude de ce prêtre pendant le cours de la Révolution. Les quelques documents qu'il nous a été possible de trouver nous le présentent sous un jour assez peu favorable.

Le 18 février 1791, Bébien offrait de prêter serment à la constitution civile du clergé. Voici sa déclaration : « J'offre de faire le serment porté par la loi. Ce 18 janvier 1791. Signé Bébien, chapelain de la Grave, natif de Toulouse et servant

1. Archives de la Haute-Garonne, série V, 2<sup>e</sup> section, n<sup>o</sup> 9.

dans le diocèse depuis dix ans<sup>1</sup>. » Ce fut le 6 mars 1791 qu'il prêta, en conformité de cette promesse, le serment de fidélité à la constitution civile du clergé<sup>2</sup>.

Dans un tableau des citoyens curés et vicaires ayant desservi la cure de Saint-Etienne pendant l'année 1793, Bébien est mentionné au nombre des *vicaires épiscopaux* de l'évêque constitutionnel Sermet, avec un traitement de 2.400 livres<sup>3</sup>.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1793, la Convention nationale, « considérant que le nombre des vicaires épiscopaux était plus considérable que ne l'exigeaient leurs fonctions, que beaucoup de paroisses de campagne manquaient de curés ou de desservants, décréta que les évêques seraient tenus de faire desservir les paroisses vacantes par les vicaires épiscopaux jusqu'à la prochaine réunion des assemblées électorales, et que lesdits vicaires, nommés par les évêques, seraient tenus de desservir les paroisses, sous peine de privation de leur traitement<sup>4</sup>. » Bébien eut le privilège de demeurer à Saint-Etienne avec trois de ses collègues, Saurine, Sénac et Abadie, pendant le reste de l'année 1793, alors que les autres vicaires épiscopaux furent envoyés desservir certaines paroisses de la campagne. M. l'abbé Tournier nous signale Antichan comme étant curé de Rieumes ; Bonabel, régent du Taur, puis curé de Grépiac ; Lacroix, curé de Labège ; Banse, curé de Montlaur, et Lairle, vicaire à Rieumes. Lenormand était resté à Castres, trois s'étaient mariés et Soulié était à l'armée<sup>5</sup>.

Bébien entra deux ans plus tard dans les bureaux de la police et, en homme qui entendait vivre de la Révolution, il ajoutait sa pension d'ancien vicaire épiscopal à son nouveau traitement. On lit à ce sujet, dans un registre des archives municipales ayant pour titre : *Renseignements de famille, Particularités*, le passage qui suit : « Je soussigné, trésorier de la commune de Toulouse, certifie que dans le tableau des em-

1. Archives de Toulouse, registre *Serment des prêtres*.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, vol. *Cultes*, n° 4.

4. Champeaux, *Droit civil ecclésiastique*, t. I, p. 474.

5. *Les baptêmes à Toulouse pendant la Révolution*.



ployés de la dite commune qui nous a été remis pour faire le paiement et pour le mois de fructidor dernier, le citoyen Bébian y est compris comme employé aux bureaux de la police extérieure, aux appointements de 2.100 livres ». Bébian signait et certifiait véritable cette déclaration le 7 vendémiaire an VI (19 septembre 1795) et on lit au *verso* de cette pièce : Renseignements particuliers « Bébian, ex-vicaire épiscopal ». Il ne peut donc y avoir de doute. Malgré l'absence de prénoms, c'est bien du curé Bébian qu'il s'agit. Sa signature très caractéristique en serait d'ailleurs une preuve. Une autre pièce insérée au même registre vient aussi confirmer ce fait : c'est une demande adressée par l'ancien vicaire épiscopal, devenu employé de la police, aux administrateurs du district de Toulouse, dans laquelle on lit : « Je me suis présenté à votre bureau des biens nationaux pour obtenir un mandat de mon entier traitement de trois mois, *comme ci-devant vicaire épiscopal*. Le commis n'a voulu m'en accorder que pour la moitié, vu que j'ai un traitement de la commune *comme employé à son bureau de police* ; mais comme le dit traitement ne se porte par an qu'à 2.100 livres et que la loi du 24 messidor dernier an III, *Bulletin* n° 163, permet aux employés de la République d'accumuler des pensions et traitements jusqu'à concurrence de 3.000 livres, je demande qu'il vous plaise délibérer que le traitement pour trois mois sera accordé en entier<sup>1</sup>. »

Sur le rapport favorable du Directoire du district, en date du 8 vendémiaire suivant, et sur celui également favorable des administrateurs du département, le Directoire du département décida, le 17 vendémiaire, que le dit Bébian devait jouir « de sa pension de 800 livres, attendu que le traitement d'employé et la dite pension ne se portaient qu'à la somme de 2.900 livres<sup>2</sup> ».

Le fait est donc certain, Bébian, ancien vicaire épiscopal, était devenu employé au bureau de la police.

1. Archives de Toulouse, registre *Renseignements de famille, Singularités*.

2. *Ibid.*

Le 23 vendémiaire an IV (15 octobre 1795), en exécution de la loi du 11 vendémiaire précédent, Bébian signait, à l'Hôtel de Ville, la déclaration suivante : « Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain et je promets soumission et obéissance aux lois de la République<sup>1</sup> ». Cette déclaration permet de supposer que Bébian se disposait à recommencer d'exercer les fonctions du culte. La loi de vendémiaire an IV avait en effet pour objet *l'exercice et la police du culte*. Nul prêtre ne pouvait exercer les fonctions de son ministère qu'au préalable il n'eût fait devant la municipalité la déclaration précitée<sup>2</sup>. Il ne paraît pas cependant que Bébian ait aussitôt donné suite à un tel projet, car le 11 germinal an IV (31 mars 1796) il figure dans « la déclaration de naissance d'une petite Bébian, fille d'un Bébian, agriculteur, habitant sur la place Saint-Raymond, cousine de *Pierre-Antoine Bébian*, CULTIVATEUR, qui signa en qualité de témoin<sup>3</sup> ». Ce sont les mêmes prénoms, et la signature bien connue ne laisse place à aucun doute ; Bébian s'était fait *cultivateur*.

A partir du mois d'août de cette année jusqu'en 1800, il exerça les fonctions du culte dans l'église Saint-Pierre, à titre de curé constitutionnel. Il était alors du nombre des six prêtres de Sermet qui occupaient officiellement quatre paroisses de la ville et deux de la banlieue : Hubert, Saint-Sernin ; Taverne, la Daurade ; Manaud, la Dalbade ; Bébian, Saint-Pierre ; Gleyzes, Lalande, et Lavan, Lardenne<sup>4</sup>.

Bébian fut seul à signer aux registres de l'église de Saint-Pierre (église des Chartreux) durant cette période de quatre années<sup>5</sup>. Le premier acte de baptême où figure sa signature est du 21 avril 1796. Dans cet acte et dans les suivants, pendant

1. Archives de Toulouse, registre *Soumission des prêtres*, 11 ventôse an IV.

2. Salvan, *Hist. de l'Eglise de Toulouse*, t. IV, p. 569.

3. Archives de la Haute-Garonne, série E, n° 558, Registre des naissances de l'arrondissement de Saint-Sernin.

4. Abbé Clément Tournier, *Les baptêmes à Toulouse pendant la Révolution*, p. 64.

5. Archives de l'église Saint-Pierre.

près de deux années, il signe « *Bébian, faisant fonction de curé* ». A partir du 17 février 1798, il prend le titre de « *desservant* », pour recommencer de signer « *Bébian, faisant fonction de curé* » le 22 septembre 1798. Le 1<sup>er</sup> nivôse an VIII (22 décembre 1799) et par la suite, il ne prend plus aucun titre et signe simplement « *Bébian* ». Sa signature cesse de figurer aux registres de cette église dès le début de l'année 1800. Pendant ces quatre années, Bébian avait prêté tous les serments requis. Pour se conformer à la loi du 19 fructidor an V, il avait signé, le 23 du même mois (9 septembre 1797), le serment de haine à la royauté et d'attachement et de fidélité à la République et à la Constitution de l'an III<sup>1</sup>.

En 1798, les ecclésiastiques pensionnés avaient dû fournir la déclaration de non-rétractation des serments antérieurs; Bébian accomplit cette formalité le 7 mars 1798<sup>2</sup>.

Le 15 messidor an VIII (4 juillet 1800), il figure sur un état des ministres du culte ayant fait leur déclaration, conformément à la loi du 7 vendémiaire an IV. Le ministre de la police générale de la République adressait en effet, le 13 ventôse an VIII (4 février 1800), une lettre explicative à l'administration centrale du département de la Haute-Garonne<sup>3</sup>, dans laquelle il déclarait que, « parmi les ministres du culte, il n'en était aucun qui pût être admis à faire la *promesse de fidélité à la Constitution*, si ce n'est ceux qui avaient prêté les serments prescrits par les lois du 26 décembre 1790 (constitution civile du clergé), 17 avril 1791 et 14 août 1792, ou qui n'avaient ni rétracté ni modifié la déclaration prescrite par la loi du 1<sup>er</sup> fructidor, ou enfin ceux qui jusque-là n'étaient assujettis à aucun serment ». Il ajoutait : « Il en résulte que les prêtres réfractaires assujettis à la déportation ne peuvent être admis à faire la *promesse prescrite par la loi du 21 nivôse* et, par conséquent, *ne peuvent exercer les fonctions ministérielles de leur culte* ». C'était rouvrir la persécution contre les prêtres insermentés. Le ministre déclara-

1 Archives de Toulouse, registre *Soumission des prêtres, Décret du 11 vendémiaire an IV*.

2. *Ibid.*, registre *Serments des ecclésiastiques an VIII*.

3. *Ibid.*, vol. *Cultes*, n° 4, Affiche.



rait d'ailleurs que « pour ôter tout prétexte d'erreur, l'administration centrale aurait à publier une proclamation dans ce sens et devait faire arrêter tous les ministres du culte qui seraient dans le cas de la déportation ou de la réclusion<sup>1</sup> ». La loi du 7 vendémiaire an IV, dont on voulait ainsi assurer de nouveau l'exécution, exigeait que ceux des prêtres jureurs qui voulaient exercer les fonctions du culte désignassent les églises choisies par eux dans ce but.

La déclaration souscrite à cette occasion par Bébien désigne les églises de Saint-Sernin, de Croix-Daurade et de Lalande<sup>2</sup>. La promesse préalablement requise avait été souscrite par lui le 8 pluviôse an VIII (7 février précédent)<sup>3</sup>. La formule prescrite était : « *Je promets fidélité à la Constitution.* »

Durant le cours de l'année 1800, Bébien quittait Saint-Pierre (église des Chartreux) et venait à Croix-Daurade, comme curé constitutionnel<sup>4</sup>. Il devait y demeurer jusqu'au rétablissement officiel du culte par le Concordat.

Un arrêté du Préfet de la Haute-Garonne du 17 messidor an X (6 juillet 1802), en ordonnant la publication dans les églises, le 22 messidor suivant, de la loi du 18 germinal an X et 17 messidor an X qui portaient organisation de l'exercice du culte, annonçait que M<sup>gr</sup> Primat, nommé archevêque de Toulouse, serait installé ce même jour à Saint-Etienne et prescrivait aux maires des communes de dresser sur-le-champ l'inventaire de tous les effets, ornements et objets quelconques servant au culte, avec obligation de confier ces effets, à titre de séquestre, à des citoyens connus et solvables, qui seraient tenus de les représenter et de les livrer aux fonctionnaires nommés aux diverses cures par l'archevêque et approuvés par le gouvernement<sup>5</sup>. Le 14 thermidor an X (2 août 1802), un commissaire de police

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 4, Affiche.

2. Archives de la Haute-Garonne, série V, n° 4, f° 3.

3. Archives de Toulouse, registre *Serments*, an VIII à 1809.

4. *L'Anti-Royaliste. Voir baptêmes à Toulouse pendant la Révolution*, par M. l'abbé Clément Tournier.

5. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 2.

délégué par le maire de Toulouse procéda à cet inventaire dans l'église de Croix-Daurade.

Le commissaire fut assisté par Pierre Bébien, « ministre du culte », et par Arnaud Anglade et Bertrand Dupuy, brassiers, habitants du lieu. Tous les objets détaillés au procès-verbal furent, après l'opération, confiés « au citoyen Bébien, ministre du culte, et à Jean Lestrade, propriétaire ». L'un et l'autre déclarèrent s'en charger, pour les représenter quand ils en seraient requis<sup>1</sup>.

Croix-Daurade fut érigée en succursale le 9 vendémiaire an XI (30 septembre 1802)<sup>2</sup> et l'Ordonnance de M<sup>gr</sup> Primat, portant organisation des paroisses de la ville et banlieue, désigna l'abbé Bébien comme curé de cette dernière<sup>3</sup>. L'ancien prélat constitutionnel, qui avait abjuré sa foi et porté le bonnet rouge, était indulgent pour ce curé constitutionnel exerçant ici dans le marasme depuis deux ans.

M. Bébien ne prit tout d'abord, nous ne savons pour quel motif, que le titre de *pro-curé*, et ce ne fut que le 30 avril de l'année suivante qu'il signait pour la première fois avec celui de *desservant* un acte de décès<sup>4</sup>.

Dès qu'il eut pris possession, le curé Bébien s'occupa d'organiser le bureau des marguilliers de son église. Nous reproduisons ici textuellement la page du registre des délibérations écrite de sa main et où l'on trouve, en détail, ce commencement d'organisation fabricienne :

1802

« Bébien, pro-curé.

« Noms des marguilliers de l'église de Croix-Daurade nom-  
« més par le maire, sur la présentation du pro-curé, proclamés  
« en chaire à la messe du jour de Noël et mis en fonctions le  
« dimanche après, à vêpres, en recevant les clés du pro-curé

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 2. Inventaire.

2. Archives de la Haute-Garonne, série V, section n° 9.

3. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 5, Imprimé.

4. Archives de l'église de Croix-Daurade, Délibérations de 1795 à 1810.

« qui, avant de les proclamer, s'était assuré qu'ils avaient  
« accepté.

« I. *Pour la grande œuvre :*

« 1<sup>o</sup> Bébian (Antoine-Pierre), pro-curé, administrateur de  
« tous les bassins ; 2<sup>o</sup> Gontier (Gabriel) père ; 3<sup>o</sup> Birbès (Antoine)  
« dit Charlan ; 4<sup>o</sup> Bétirac aîné (Antoine) ; 5<sup>o</sup> Albert (Bernard)  
« dit Moncol ;

« II. *Saint-Blaise :*

« Durand (Jean), de Périole ; Béringuier (Jean) à Tayac ;

« III. *Notre-Dame :*

« Birbès (Claire) ; Béringuie (Jeanne) aînée ;

« IV. *Purgatoire :*

« Demblans (Antoine) père ; Martin (François) dit Langel.

« V. *Pour le pain bénit :*

« Simorre (Pierre) dit Fromage ; Pélissier (Jean) fils<sup>1</sup>. »

L'année suivante, pareille proclamation des marguilliers avait lieu le jour de Noël et « ceux-ci étaient mis en fonctions le dimanche suivant, au son de la cloche » et après avoir reçu au pied de l'autel les avis fraternels du pasteur<sup>2</sup>. Ce n'était plus le maire, mais le préfet qui les avait nommés, sur la présentation du curé<sup>3</sup>.

Pour se procurer les ressources nécessaires, on eut recours à divers moyens. Ils consistaient, à part le montant de la location des chaises, en la mise aux enchères du port des croix et des bannières aux processions, en quêtes de grains à domicile, et en offrandes de mixture, œufs, oignons et lin dans l'église<sup>4</sup>.

La première mise aux enchères du port des croix et des bannières eut lieu le jour de Noël 1802, après la messe. La bannière

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Registre des délibérations de 1795 à 1810, p. 35.

2. *Ibid.*, p. 37.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*



des hommes, jusqu'à la Fête-Dieu, fut adjugée huit jours après, 1<sup>er</sup> janvier 1803, au prix de 3 livres, à Jean Durand et Monié (André). Celle des filles, pour le même temps, monta à 3 livres 6 sols et resta à Françoise Laffont et Marguerite Frayssé. Le 5 juin suivant pareille enchère avait lieu pour la croix des filles et le 19 juin pour celle des hommes et celle des femmes. En 1804, celle des garçons s'ajoutait aux précédentes. Le blé provenant de la quête à domicile était vendu à la porte de l'église pour une somme de 34 livres en 1803. La mixture reçue en 1804, soit 2 sacs 3 pugnérées, se vendait 35 livres 7 sols. On vendait également pour 3 livres 15 sols de seigle et pour 1 livre 10 sols de fours d'oignons. Les œufs amassés aux fêtes de Pâques en 1805 furent vendus 7 livres 6 sols. Cette même année, on ajouta au port des bannières et des croix celui du pavillon, qui monta, pour la Fête-Dieu, à 2 livres. Du lin vendu à la porte de l'église fut payé 6 livres. La recette totale s'éleva à 334 livres 16 sols pour l'année 1803; à 294 livres 1 sol 8 deniers pour l'année 1804, et du 18 décembre 1805 au 18 décembre 1806, on atteignit le chiffre de 457 livres 18 sols<sup>1</sup>.

M. Bébien mourut à Toulouse, dans la maison qu'il occupait, place ci-devant de la Merci, paroisse Saint-Sernin, le 5 fructidor an XIII (23 août 1805), ainsi qu'il est rapporté dans une note écrite à la première page des délibérations de la fabrique pour l'année 1804. Il résulte également de deux délibérations, l'une du 7 et l'autre du 14 fructidor an XIII, qu'un service funèbre fut célébré, dans notre église, pour le repos de son âme, le 18 du même mois (5 septembre 1805).

Le dernier acte signé, aux registres de la paroisse, par M. Bébien porte la date du 26 juillet 1805. M. Toulza, son successeur, ayant signé en se qualifiant de *desservant* un acte de sépulture le 26 août 1805, on serait porté à croire que M. Bébien avait été remplacé dans le mois. Cela n'est cependant pas exact, car on lit dans la délibération du 10 novembre 1805, qu'à cette date, le curé n'était pas encore nommé et qu'on se proposait de demander à M<sup>gr</sup> l'Archevêque qu'un

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Délibér. de 1795 à 1810.

certain abbé Brandela, qui avait fait l'intérim « *depuis le décès de M. Bébien* », fût choisi comme curé<sup>1</sup>.

Les actes, signés Toulza, qui portent une date antérieure à la prise de possession du successeur de M. Bébien, furent évidemment insérés aux registres parce qu'ils avaient été omis durant la vacance. M. Toulza, qui répara cette omission, signa ces actes en y prenant le titre de desservant, malgré qu'il ne le fût pas encore aux diverses dates auxquelles ces actes se rapportaient.

Le procès-verbal de son installation, qui est du 24 novembre 1805, lèverait au surplus tous les doutes<sup>2</sup>. Sa nomination n'était antérieure que de quelques jours, car la lettre par laquelle le préfet de la Haute-Garonne annonçait au maire de Toulouse que l'archevêque venait de le nommer à la succursale de Croix-Daurade, vacante par la mort de M. Bébien, porte la date du 1<sup>er</sup> novembre 1805<sup>3</sup>. Dans l'intervalle de la mort de M. Bébien (23 août 1805) et de l'installation de M. Toulza (24 novembre 1805), on avait appelé au poste de Croix-Daurade M. François Belin. Le préfet en informait le maire de Toulouse par lettre du 25 septembre 1805, en le priant « de vouloir bien pourvoir à l'installation de cet ecclésiastique<sup>4</sup> ». La nomination de ce prêtre recommandable, aux mérites duquel rend hommage M. l'abbé Contrasty dans son intéressant travail, *Un Conseil de paroisse* (p. 81), resta sans effet, nous ne savons pour quel motif. Il fût, avec un autre ecclésiastique nommé Duchène, un des trois prêtres qu'une délibération de la fabrique, du 10 novembre 1805, nous apprend avoir successivement refusé le poste de Croix-Daurade. Le nom du troisième ne nous est pas connu. La délibération dit simplement qu'il « était venu sur les lieux, sans doute pour reconnaître l'étendue de la paroisse. Il avait déclaré qu'il ne quitterait point la place qu'il occupait qu'autant que les paroissiens et

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Registre de 1795 à 1815.

2. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 2.

3. *Ibid.*, n° 6.

4. *Ibid.*

habitants lui auraient assuré un logement et un traitement fixe et proportionnel à l'étendue de la dite paroisse<sup>1</sup> ».

### III. — JEAN-BAPTISTE-FRANÇOIS-JÉRÔME-BERTRAND TOULZA (1805-1810).

Les refus successifs dont nous venons de parler expliquent que le successeur de M. Bébien, M. Toulza, n'ait paru à Croix-Daurade que trois mois après la mort de ce dernier. M. Toulza fut installé le 24 novembre 1805<sup>2</sup>. Quels étaient les antécédents de ce prêtre? Peu de documents peuvent nous renseigner à ce sujet. Nous les ferons connaître. Dans une lettre qu'il écrivait au maire de Toulouse en 1810, M. Toulza déclarait être né le 17 janvier 1754<sup>3</sup>. Il était donc âgé de cinquante et un ans quand il fut appelé à diriger la paroisse.

Quel rôle avait-il joué durant les mauvais jours de la Révolution? Nous avons la satisfaction de pouvoir dire qu'il s'était rangé résolument au nombre des prêtres fidèles. Sa déclaration au sujet de l'intention où il était de quitter la France plutôt que de prêter serment à la constitution civile du clergé nous apprend qu'il avait été vicaire à Juzes, dans le district de Revel<sup>4</sup>. Il était, en 1791, vicaire à Pouvoirville, qui se trouvait alors sans curé, et l'arrêté qui fixait son traitement au chiffre de 700 livres avait été pris le 10 novembre 1791<sup>5</sup>. Dans un état de paiement pour l'année 1792, il est encore signalé comme occupant le même poste; mais on peut lire à la colonne des observations qu'il l'avait quitté le 21 avril. Il était donc resté à Pouvoirville un mois et demi après la date extrême du 6 mars 1792, assignée pour la prestation du serment à la constitution civile du clergé. La déclaration relative à l'intention

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Délibérations de 1795 à 1810, séance du 10 novembre 1805.

2. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 2.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, registre *Déclarations des prêtres 1792*, n° 73.

5. *Ibid.*, registre *Clergé séculier*, 2<sup>e</sup> cahier, n° 305.



où il était de se retirer en Espagne par la route d'Aix porte la date du 5 septembre 1792. Il lui fut payé 12 livres pour frais de voyage par le receveur du district de Toulouse, soit 3 livres par journée de dix lieues<sup>1</sup>.

A son retour d'Espagne, dont il nous est impossible d'indiquer l'époque, l'abbé Toulza souscrivit la déclaration prescrite par la loi du 7 vendémiaire an IV et, quoiqu'il fût insermenté, on accepta cette déclaration. Elle porte la date du 14 messidor an VIII (3 juillet 1800). Il y désignait, comme locaux où il désirait exercer les fonctions du culte, l'église des ci-devant Chartreux et celle de Nazareth. Dans une seconde déclaration qu'il souscrivait le 23 messidor suivant, il désigna la chapelle Saint-Jacques et l'église de Montaudran<sup>2</sup>.

C'est le 23 frimaire an XI (14 décembre 1802) que M. Toulza était nommé « *aux fonctions de curé succursal* », ainsi qu'il le déclarait lui-même plus tard dans une lettre qu'il adressait au maire de Toulouse, « pour lui indiquer ses nom, prénoms et âge à l'époque de sa nomination<sup>3</sup> ». Il ne disait point dans cette lettre quelle était la succursale qu'on lui avait assignée en 1802, mais nous savons par ailleurs qu'il était ancien curé de Lasserre lorsqu'il fut nommé curé desservant de Croix-Daurade. C'était donc le 14 décembre 1802 qu'il avait été nommé à la succursale de Lasserre.

Dès son arrivée à Croix-Daurade, il rétablit, sur la foi de divers témoignages et d'après des déclarations écrites de plusieurs prêtres, les actes de baptême se référant à la période révolutionnaire, comme il a été dit plus haut, de même que ceux dont on avait omis la rédaction, depuis la mort de M. Bébian, son prédécesseur<sup>4</sup>.

Le dernier acte qui porte sa signature est un acte de mariage du 13 novembre 1810, et le premier acte de baptême, signé par son successeur, porte la date du 18 novembre 1810. Il

1. Archives de Toulouse, registre *Déclarations des prêtres 1792*, n° 73.

2. Archives de la Haute-Garonne, série V, n° 4.

3. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 2.

4. Archives de l'église de Croix-Daurade, Registre de 1795 à 1810.

aurait donc quitté Croix-Daurade entre le 13 et le 18 novembre de cette année. C'est ainsi qu'il serait demeuré curé de cette paroisse pendant cinq ans moins quelques jours. Nous n'avons pu nous renseigner sur le motif qui lui fit abandonner ces fonctions, ni sur le poste qui lui fut assigné, car ce n'est pas pour cause de mort qu'on le remplaça.

Le 20 septembre 1818, il vendait, en effet, à Rose Boyer, veuve de Pierre-Blaise Cruzel, de son vivant jardinier à Launaguet, une petite propriété qu'il possédait près de l'église, là où existe actuellement l'ancienne maison des Sœurs. Cet immeuble fut revendu le 19 février 1837 par la veuve Cruzel, quant à la nue propriété, à dame Françoise Guibal, et, quant à l'usufruit, au fils de cette dernière, M. Dumas; le tout au prix de 3.000 francs. Après la mort de sa mère, M. Dumas, son seul héritier de droit, vendit à son tour ledit immeuble à la fabrique de l'église de Croix-Daurade, au prix de 6.000 francs. L'acte de vente porte la date du 1<sup>er</sup> mai 1861. La fabrique avait acquis cette propriété pour y établir des religieuses de la Croix, mais celles-ci renoncèrent plus tard à cette fondation<sup>1</sup>.

#### IV. — CHARLES-JOSEPH DE FLEURY (1810-1815).

Une lettre du préfet au maire de Toulouse, pour lui annoncer la nomination de M. Charles-Joseph de Fleury au poste de Croix-Daurade, nous apprend que cette nomination avait été faite par M<sup>gr</sup> l'Archevêque le 6 novembre 1810<sup>2</sup>. Le 14 du même mois, M. de Fleury écrivait au maire de Toulouse qu'il serait installé le lendemain par un vicaire général. Cette lettre est signée « Fleury, élu à la S. de Croix-Daurade<sup>3</sup> ».

Ancien carme, l'abbé de Fleury avait refusé de prêter serment à la constitution civile du clergé. Sa déclaration de l'intention où il était de se retirer en Espagne, par la voie d'Aix,

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, acte de propriété et copie de la délibération du Conseil de la maison mère des Filles de la Croix.

2. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 6.

3. *Ibid.*

est du 10 septembre 1792<sup>1</sup>. Il était alors âgé de quarante-sept ans<sup>2</sup>. Il en avait donc soixante-cinq quand il fut appelé à desservir Croix-Daurade.

A son retour d'Espagne, il fut admis, le 28 messidor an VIII (17 juillet 1800), à signer la déclaration prescrite par la loi du 7 vendémiaire an IV et il désigna, comme « local où il entendait exercer les fonctions du culte, l'église des Chartreux, la chapelle Saint-Jacques, la maison du citoyen Combes et son domicile<sup>3</sup> ».

Le 7 août 1807, il figure, comme vicaire de la Dalbade, dans un tableau général des vicaires de la ville<sup>4</sup>.

Toutes les pièces où l'on relate ces faits désignent invariablement ce prêtre sous le nom de Charles-Joseph Fleury, sans particule nobiliaire, et c'est ainsi qu'il signe lui-même le premier acte de baptême, le 18 novembre 1810, de même qu'un second qui porte la date du 20 décembre de la même année. Dans l'acte de mariage de Louis Bessière et Marie Marchal, du 6 février 1811, il commence de signer *de Fleury*, ce qu'il fit ensuite invariablement. La suppression de la particule s'explique par les temps troublés de la Révolution qu'on venait de traverser. Tous les nobles avaient fait de même : ils avaient supprimé la particule.

Le dernier acte qui porte la signature de l'abbé de Fleury est du 6 août 1815<sup>5</sup>. Il mourut dans la première moitié du mois suivant et fut inhumé dans le cimetière de Croix-Daurade. Il avait soixante-treize ans. Ces faits sont rapportés dans l'acte rédigé par les prêtres des paroisses voisines venus pour assister aux obsèques.

Cet acte n'est cependant ni daté ni signé. L'acte suivant du 18 septembre 1815, signé par un prêtre *délégué*, prouve qu'il faut placer la mort de M. de Fleury entre le 1<sup>er</sup> et le 18 sep-

1. Archives de Toulouse, registre *Déclarations des prêtres*, 1792, n° 177.

2. *Ibid.*

3. Archives de la Haute-Garonne, série V, n° 4.

4. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 5.

5. Archives de l'église de Croix-Daurade, Registre de 1795 à 1815.



tembre de cette année. Ce prêtre était donc resté curé de Croix-Daurade pendant cinq ans moins deux mois.

V. — LAURENT BÉTOU (1815-1833).

Nous n'avons que très peu de documents au sujet de ce prêtre. Il résulte de ceux que nous possédons qu'il prêta serment à la constitution civile du clergé; qu'après la Révolution il était devenu curé de Lanta, et qu'ayant démissionné, il fut appelé en 1815 à la succursale de Croix-Daurade où il demeura jusqu'en 1833.

Etablissons ces faits. Un certain Laurent Bétou figure au registre du clergé séculier, conservé aux archives de la ville, comme chanoine de Saint-Etienne en 1791, et l'arrêté fixant son traitement à 3.244 livres avait été pris le 14 novembre 1791. On y relate que trois trimestres lui furent payés l'année suivante. Quant au quatrième, il est expliqué que le citoyen Laurent Bétou « avait pris un exeat pour être payé de son traitement, à compter du quatrième quartier de l'année 1792, par le district de Revel<sup>1</sup> ».

Il est hors de doute que Laurent Bétou avait prêté serment à la constitution civile du clergé, puisqu'il remplissait, en 1791-1792, des fonctions qui supposent ce serment. Ce ne dut être cependant que postérieurement à la date du 6 mars 1791, dernier délai accordé aux prêtres de Toulouse pour la prestation de ce serment, car l'arrêté qui fixait son traitement est du 14 novembre 1791. On sait, en effet, que les arrêtés de ce genre étaient pris d'ordinaire à une date très rapprochée de la nomination qui les motivait. Il est vrai que Laurent Bétou avait pu occuper dans l'intervalle un autre poste. Quoi qu'il en soit, ce ne fut certainement pas dans le district de Toulouse, car les registres du clergé séculier nous le signaleraient. Or, il n'y est fait aucune mention de ce prêtre durant ce temps.

Mais le chanoine Laurent Bétou est-il bien le prêtre qui deve-

1. Archives de Toulouse, registre *Clergé séculier*, n° 251.

nait curé de Croix-Daurade en 1815? Nous n'hésitons pas à l'affirmer, car le registre du clergé séculier ne signale aucun autre prêtre de ce nom. C'était bien, au surplus, le chanoine Laurent Bétou qui était passé, dans les derniers mois de 1792, au district de Revel et qui devint plus tard curé de Lanta. Or, ce fut après avoir donné sa démission de curé de Lanta que ce prêtre fut nommé desservant de Croix-Daurade. Une lettre du préfet de la Haute-Garonne au maire de Toulouse, en date du 27 septembre 1815, pour lui annoncer sa nomination et le prier de faire procéder à l'installation, porte « qu'un sieur Vacquié n'ayant pu se rendre à la paroisse de Croix-Daurade, où il avait été appelé en qualité de desservant, M<sup>gr</sup> l'Archevêque y avait nommé le sieur Bétou (Laurent), *démissionnaire de curé de Lanta*<sup>1</sup> ».

Nous possédons le procès-verbal d'installation de M. Bétou comme curé de Croix-Daurade. Il mérite d'être cité, car on y trouve décrite une cérémonie mi-partie civile et mi-partie religieuse, telle sans doute qu'elle avait lieu depuis le Concordat, et dont il est intéressant de connaître les détails. C'était un commissaire de police qui procédait à l'installation, par délégation du maire, à ce requis par le préfet. Voici ce curieux document :

« Nous Antoine-Marie Pécharman, commissaire de police de l'arrondissement du Centre, nous sommes rendu à Croix-Daurade, accompagné des sieurs Puget père et Prosper Puget fils, tous deux habitants du dit lieu de Croix-Daurade. Arrivé à l'église, avons trouvé M. l'abbé Bétou, nommé par M<sup>gr</sup> l'Archevêque de Toulouse desservant de l'église de Croix-Daurade. Avant la grand'messe, nous avons conduit M. Bétou à l'extrémité du sanctuaire et, sur notre réquisition, il a prêté serment de fidélité au roi, en présence des paroissiens assemblés dans l'église et des témoins bas nommés. Après la prestation du serment, nous, commissaire de police, avons annoncé aux dits paroissiens que nous installions M. l'abbé Bétou en qualité de desservant de l'église succursale de Croix-Daurade. Après la

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 5.

célébration de l'office divin, auquel nous avons assisté, le verset pour le roi a été chanté par le peuple assemblé dans l'église et, après le *Domine salvum fac Regem*, M. l'abbé Bétou a récité l'oraison usitée. Et avons donné lecture à M. l'abbé Bétou et à M. Puget qui ont signé avec nous de ce requis<sup>1</sup>. »

Cette cérémonie eut lieu, d'après le procès-verbal, le 8 octobre 1815. Le dernier acte de baptême qui porte la signature de M. Bétou est du 7 juillet 1833.

## VI. — PERRE-LUCIEN-NAPOLÉON MASSIA (1833-1883).

M. l'abbé Massia, qui succéda à l'abbé Bétou en 1833, fut curé de Croix-Daurade durant cinquante ans. Nous empruntons à la *Semaine catholique* du 13 mai 1883 les détails suivants qui nous font connaître les points saillants de son existence :

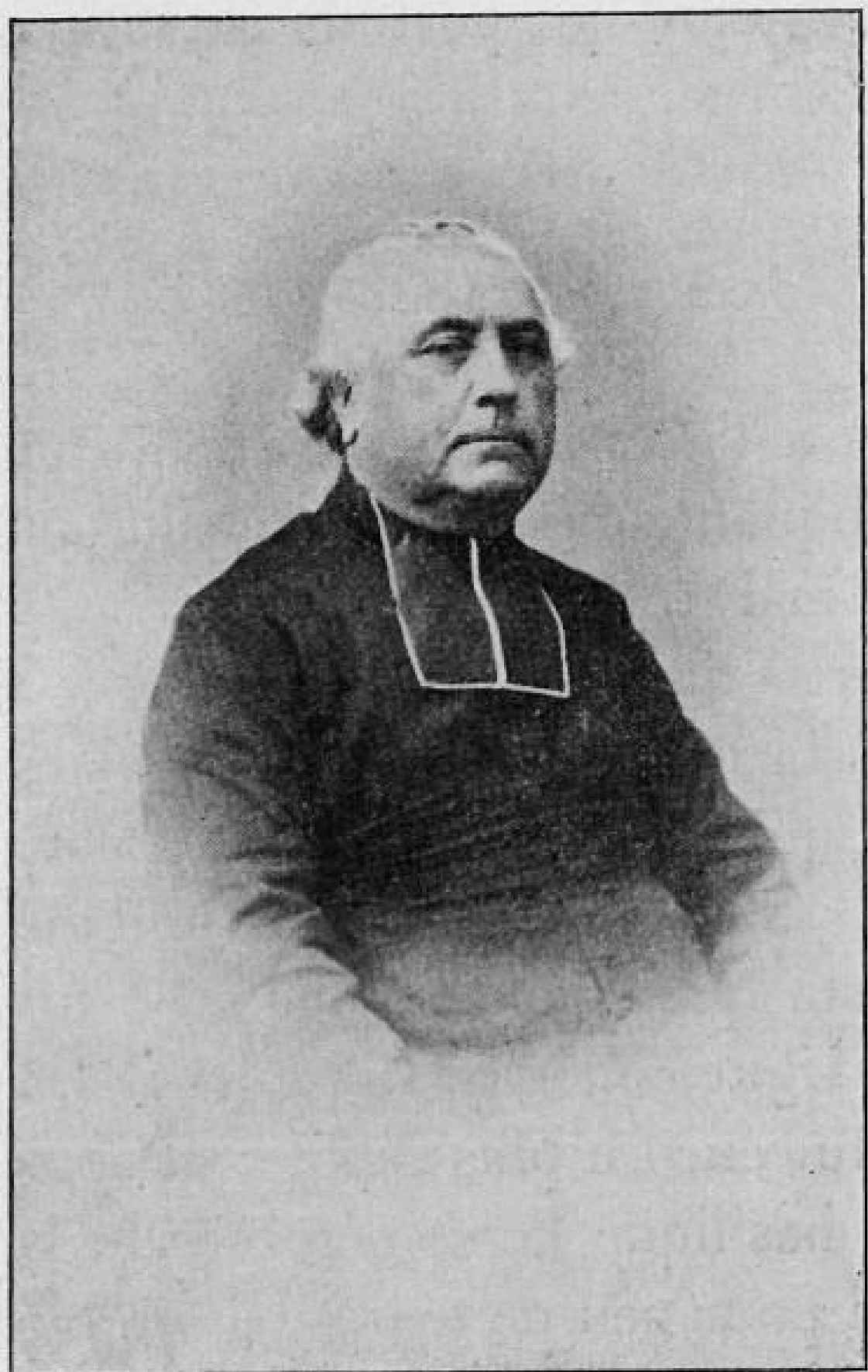
« Pierre-Lucien-Napoléon Massia naquit à Revel le 27 mars 1805. Après avoir étudié à l'Esquile, il y devint professeur. Ordonné prêtre le 18 décembre 1830, il fut aussitôt nommé vicaire à Saint-Julia. Il n'y resta que quelques mois et fut appelé à la cure de Sainte-Foy-d'Aiguefeuille, le 15 juillet 1832. Son passage dans cette paroisse fut encore plus rapide, et nous le retrouvons vicaire à l'insigne basilique le 12 octobre de la même année. Ce devait être aussi pour peu de temps. Il semble que l'abbé Massia avait hâte d'arriver au poste où devaient s'écouler les deux tiers de son existence.

« Le vénérable abbé Izac, supérieur du petit Séminaire, jouissait d'une très légitime influence à l'archevêché. Il en usa pour attirer son protégé à Croix-Daurade, où se trouvait la maison de campagne de l'Esquile. Le nouveau curé n'avait alors que vingt-huit ans. L'état de la paroisse était loin de ce qu'on peut voir aujourd'hui. Une dizaine de personnes formaient, dit-on, toute l'assistance des deux messes paroissiales, dans une pauvre église. M. Massia s'occupa bientôt de pourvoir à l'agrandissement de la maison de Dieu, qu'il fit décorer plus tard. Pour édifier le temple spirituel, il recourut aux sœurs *Servantes de*

1. Archives de Toulouse, vol. *Cultes*, n° 5.



*Marie*, auxquelles il confia l'éducation des jeunes filles ; mais son œuvre capitale est d'avoir contribué, par ses instances et son désintéressement, à la création de la nouvelle paroisse de l'Immaculée-Conception. Il se sentit heureux d'amoindrir pour cela son territoire au profit des âmes dont le nombre se multipliait au delà de la mesure de ses forces.



M. PIERRE-NAPOLÉON MASSIA,  
CURÉ DE CROIX-DAURADE (1833-1883)  
(Cl. Trantoul.)

« Celui qui devenait le fondateur et le premier curé de ce nouveau bercail était lui-même un enfant de Croix-Daurade, et il prenait la soutane l'année même de l'arrivée de M. Massia. Coïncidence remarquable, M. l'abbé Ravary célébra la vingt-cinquième année de son pastorat quand M. Massia était à la veille de fêter sa propre cinquantaine de curé. Celui-ci avait fait les noces d'or de sa prêtrise le premier dimanche de janvier 1881.

« Son tempérament robuste semblait lui promettre encore de longs jours, lorsqu'une maladie de cœur vint

en deux semaines tromper ses espérances. Sa mort, survenue le 3 mai 1883, suscita d'unanimes regrets. »

Ajoutons à tous ces détails que M. Massia était fils d'un père protestant et qu'il n'eut pas la consolation de pouvoir l'amener à se convertir au catholicisme. Cette circonstance douloureuse fut pour lui la cause de bien amers regrets. Les quelques notes intimes qu'il a laissées nous montrent que ce souvenir, aposté sur sa route, ne venait que trop souvent déchirer son cœur. Par contre, sa vénérable mère, qui vécut à côté de lui et parvint à un âge très avancé, le consola par sa haute piété et la sainteté

de sa vie. Elle joignait d'ailleurs à la plus solide vertu un caractère enjoué et une humeur de franche gaîté dont on garde encore ici le souvenir.

VII. — GUILLAUME LAFFORGUE (1883-....).

Né à Marignac-Las-Clares, canton du Fousseret (Haute-Garonne), le 12 août 1845 ; ordonné prêtre le 24 septembre 1870 ;



M. GUILLAUME LAFFORGUE, CURÉ DE CROIX-DAURADE  
(1883-....)

(Cl. Merlin.)

professeur à la Succursale du petit Séminaire jusqu'en 1878 ; nommé aumônier du couvent du Sacré-Cœur au mois de septembre 1878 ; curé de Croix-Daurade le 25 mai 1883.

## TABLEAU DES VICAIRES DE LA PAROISSE DE CROIX-DAURADE

1849	M. AUSSARESSE.	1889	M. DISPANS.
1851	M. BAYRET.	1891	M. DAURIAC.
1855	M. MARQUET.	1892	M. LOURTET.
1862	M. DAURIAC.	1895	M. CUSSAC.
1867	M. BRUNET.	1900	M. PUJUGUET.
1879	M. MERCADAL.	1903	M. BOUJON.
1882	M. SIGAUDÈS.	1904	M. CHÉDEVILLE.
1884	M. TERRISSE.	1907	M. LOUBET.
1887	M. OUSTALET.	1909	M. BLANCHARD.

---



## CHAPITRE VI.

### Administration fabricienne de l'église de Croix-Daurade.

Lacunes dans la série des documents relatifs à l'administration fabricienne. — Bureau de quatre commissaires et de trois marguilliers en 1795. — Administration paroissiale en 1797. — Après le Concordat : en 1802, marguilliers nommés par le maire sur la présentation du curé ; en 1803, marguilliers nommés par le préfet sur pareille présentation ; en 1804, nomination de fabriciens par l'archevêque sur une liste dressée par l'assemblée fabricienne en exercice et présentée par le curé. — Conseil général de la fabrique en 1805 et jusqu'en 1809. — La fabrique de 1842 à 1906. — Legs et fondations.

Il n'existe aux archives de l'église de Croix-Daurade que des documents fort incomplets au sujet de l'administration des deniers du culte dans cette paroisse. Les comptes et les budgets ne remontent pas au delà de 1845 et les délibérations de la Fabrique antérieures à 1842, sauf quelques-unes relatives à la période révolutionnaire et aux premières années du dix-neuvième siècle, font également défaut. Nous relaterons cependant, malgré ces lacunes, les renseignements principaux que peuvent fournir les documents qui nous sont parvenus.

Rien ne nous est connu relativement au pastoral de M. Baillet, premier curé de Croix-Daurade (1775-1791).

Pendant la Révolution, lors de la première réouverture de l'église, en 1795 et en 1797, il fut constitué un *Bureau* dont nous avons parlé au chapitre relatif de l'église, le lecteur voudra bien s'y reporter.

Après le Concordat, M. Bébien, pro-curé, organisa également un bureau de marguilliers. Ceux-ci furent nommés sur sa présentation par le maire et il les proclama en chaire à la messe du jour de Noël 1802. Ce bureau se composait, sous la dénomination de « Grande-Ceuvre », de MM. Bébien, pro-curé ; Gabriel Gontié père, Antoine Birbès, Antoine Bétirac aîné et Bernard Albert. On nomma également : 1<sup>o</sup> pour « Saint-Blaise »,

MM. Jean Durand et Jean Béringuier aîné ; 2<sup>o</sup> pour « Notre-Dame », Claire Birbès et Jeanne Béringuier aînée ; 3<sup>o</sup> pour « l'Œuvre du purgatoire », Antoine Demblans et François Martin ; 4<sup>o</sup> enfin pour « le pain bénit », Pierre Simorre et Jean Pélissier fils.

En l'année 1803, les marguilliers furent nommés par le préfet, sur la présentation du curé. Ce furent : Antoine Demblans, François Marty et Antoine Bétirac aîné. L'Œuvre de Notre-Dame fut confiée à Henriette Bouteille et Françoise Laverne. L'Œuvre de Saint-Blaise passa à Jean-Baptiste Bonnefoy et Jean Passema ; celle du purgatoire à Jean Durand et Jean Biala, et enfin l'Œuvre du pain bénit eut pour titulaires Jacques Rigal et Charles Roques.

Le 11 novembre 1804, « l'assemblée », composée des sieurs Vincent, Bétirac, Langel, Biala, Demblans, Durand, Bonnefoy et M. le desservant, délibéra de dresser une liste que M. le desservant présenterait à M<sup>sr</sup> l'Archevêque, pour qu'il y fît choix de trois fabriciens.

Il en fut ainsi fait et l'Archevêque s'arrêta aux trois premiers noms de la liste : Mazas, Chamayou fils et Benoît Puget. Le 16 décembre 1804 ceux-ci se donnèrent pour adjoints : Bétirac aîné et Demblans père et nommèrent M. Vincent secrétaire et M. Lestrade trésorier. Ce dernier ayant décliné cet honneur fut suppléé provisoirement comme trésorier par le curé.

A partir de ce moment, ainsi qu'en témoignent les délibérations consignées au registre jusqu'en 1809, ni l'administration civile, ni l'autorité diocésaine n'intervinrent plus dans la nomination des fabriciens et de leurs adjoints. Trois fabriciens et deux adjoints formèrent ce qu'on appela le « Conseil général de la fabrique ». Chaque année, le « Conseil général » remplaçait ou renomrait le plus ancien en exercice des trois fabriciens et ceux-ci se choisissaient deux adjoints ou suppléants.

C'était aussi le Conseil général de la fabrique qui avait charge de pourvoir à la nomination d'un nouveau fabricien, en cas de décès ou de démission.

Telle était la règle fort simple qui résulte des délibérations

des années 1805, 1806, 1807, 1808 et 1809. Ce fut là, sans doute, la manière adoptée dans le diocèse, car les évêques avaient été invités, le 9 floréal an XI (29 avril 1803<sup>1</sup>), à faire des règlements de fabrique pour leurs diocèses respectifs. L'annulation de ces règlements fut prononcée le 22 février 1813, afin d'assurer la mise à exécution générale du décret du 30 décembre 1809 sur les fabriques<sup>2</sup>.

Le « Conseil général de la fabrique de Croix-Daurade » se composa de la manière suivante jusqu'en 1809 :

Le 2 décembre 1805 : MM. Toulza, curé; Cazal, président; Chamayou et Rouzet, fabriciens; Demblans et Antoine Bétirac, adjoints; Vincent, trésorier.

Le 12 janvier 1806 : Jean Arséguet, nommé adjoint en remplacement de Demblans, décédé.

Le 16 mars : MM. Toulza, curé; Rouzet, Clavel et Jean Arséguet, fabriciens; Cazal et Bétirac, adjoints.

Le 5 juin, Arnaud Albert remplaçait Antoine Bétirac, décédé.

Le 26 novembre 1806 : MM. Toulza, curé; Jean Arséguet, Arnaud Albert et Jean Armagna, fabriciens; Pierre Labit aîné et Pierre Peyruce, adjoints.

Le 29 novembre 1807 : MM. Toulza, curé; Jean Arséguet, Arnaud Albert et Gaspard Labit, fabriciens; Pierre Labit et Pierre Bellegarde, adjoints.

Le 24 mai 1808, Jean Duran remplace Pierre Labit comme adjoint.

Le 27 novembre 1808 : le curé, président; Arnaud Albert, Gaspard Labit et Jean Duran, fabriciens; Pierre Bellegarde et Jean Demblans, adjoints.

Le 3 décembre 1809 : le curé, président; Arnaud Albert, Pierre Labit et Jean Duran, fabriciens; Pierre Bellegarde et Jean Demblans, adjoints.

Le décret organique du 30 décembre 1809, qui devint ensuite la règle des fabriques, semble s'être inspiré de l'organisation précédente. Les fabriques se composèrent désormais, pour les

1. Champeaux, *Droit civil ecclésiastique*, t. II, p. 681.

2. *Ibid.*



paroisses comme la nôtre, de cinq fabriciens, c'est-à-dire, à part le curé et le maire, d'un même nombre de membres que le précédent « Conseil général de la fabrique », et ceux-ci choisirent parmi eux trois membres qui, avec le curé, formèrent le Bureau des marguilliers. Comme précédemment, le curé faisait de droit partie du Bureau, chargé « de l'exécution des délibérations du Conseil et de l'administration journalière du temporel de la paroisse », et un des trois membres était sortant chaque année.

Le Conseil de fabrique se renouvela aussi partiellement tous les trois ans, par la sortie de trois membres désignés par la voie du sort après les trois premières années et des deux autres après les six ans révolus. Dans la suite, c'étaient toujours les plus anciens en exercice qui devaient sortir par série de trois ou de deux membres<sup>1</sup>. Cette disposition, qui allait donner plus de stabilité aux nouvelles fabriques et leur permettre un plus grand esprit de suite dans leur gestion, n'avait pas son équivalent dans les règlements précédents relatifs au « Conseil général » et constituait un progrès.

Il ne nous est parvenu aucun document au sujet de la première application de cette réglementation nouvelle dans la paroisse et nous devons même arriver d'un bond à 1842.

Voici comment, à partir de cette date, se composa le Conseil de fabrique, indépendamment du curé et du maire, qui en faisaient partie de droit :

De 1842 à 1845 : MM. Maisonobe (Jean-Antoine), trésorier ; Baudret (Pierre), secrétaire ; Lemaire (Pierre) ; Malpel (François) et Antagnague (Pierre).

De 1846 à 1849 : MM. Bertrand (Antoine) ; Lemaire (Pierre), trésorier ; Baudret (Pierre), secrétaire ; Malpel (François) et Antagnague (Pierre).

De 1851 à 1855 : MM. Barthère (François) ; Lemaire (Pierre), trésorier ; Baudret (Pierre), secrétaire ; Donat (François) et Antagnague (Pierre).

1. Décret du 30 décembre 1809, xxiv.

- En 1856 : MM. Barthère (François); Lemaire (Pierre), trésorier; Baudret (Pierre), secrétaire; Fort (Baptiste) et Antagnague (Pierre).
- En 1857 : MM. Barthère (François); Lemaire (Pierre), trésorier; Baudret (Pierre), secrétaire; Chausson (Géraud) et Antagnague (Pierre).
- De 1858 à 1862 : MM. Barthère (François); Lemaire (Pierre), trésorier; Baudret (Pierre), secrétaire; Laffon (Bernard) et Malpel (Jean).
- De 1863 à 1866 : MM. Barthère (François); Maisonobe (Antoine), Baudret (Pierre), trésorier; Laffon (Bernard), secrétaire et Malpel (Jean).
- De 1867 à 1869 : MM. Barthère (François); Maisonobe (Antoine), secrétaire; Baudret (Pierre), trésorier; Cayrou (Joseph) et Malpel (Jean).
- De 1870 à 1875 : MM. Meignan (Louis); Maisonobe (Antoine), secrétaire; Baudret (Pierre), trésorier; Cayrou (Joseph) et Malpel (Jean).
- En 1876 : MM. Meignan (Louis); Maisonobe (Antoine), secrétaire; Baudret (Pierre), trésorier; Cayrou (Joseph) et Tougne (Louis).
- De 1877 à 1883 : MM. Meignan (Louis); Gibert (Jean-Baptiste), secrétaire; Baudret (Pierre), trésorier; Cayrou (Joseph) et Tougne (Louis).
- De 1884 à 1885 : MM. Baudret (Pierre), trésorier; Gibert (Baptiste), secrétaire; Maisonobe (Antoine); Cayrou (Joseph) et Bignères (Barthélemy).
- De 1886 à 1888 : MM. Maisonobe (Antoine), président<sup>1</sup>; Gibert (Baptiste), secrétaire; Baudret (Pierre), trésorier; Bellegarde (Pierre) et Cayrou (Joseph).
- De 1889 à 1890 : MM. Maisonobe (Antoine), président; Gibert (Baptiste), secrétaire; Bellegarde (Pierre), trésorier; Cayrou (Joseph) et Dure (François).
- De 1891 à 1896 : MM. Maisonobe (Antoine), président; Dure

1. Précédemment, le curé avait toujours été élu président. A partir de cette date, il n'accepta plus cette fonction.

(François), trésorier; Gibert (Baptiste), secrétaire; Cayrou (Joseph) et Bignères (Barthélemy).

En 1897 : MM. Maisonobe (Antoine), président; Dure (François), trésorier; Mialhes (Jean), secrétaire; Cayrou (Joseph) et Bignères (Barthélemy).

De 1898 à 1900 : MM. Maisonobe (Antoine), président; Mialhes (Jean), secrétaire; Dure (François), trésorier; Bignères (Barthélemy) et Bély (Félix).

De 1901 à 1906 : MM. Maisonobe (Antoine), président; Bély (Félix); Mialhes (Jean), secrétaire; Pinel (Bertrand), trésorier, et Bignères (Barthélemy).

En décembre 1906 : MM. Bignères (Barthélemy), président; Bély (Félix), président du Bureau<sup>1</sup>; Pinel (Bertrand), trésorier; Chédeville (Gustave), secrétaire, et Mialhes (Jean).

LEGS ET FONDATIONS. — 1<sup>o</sup> *Legs Jean Lestrade*. — Par testament mystique du 3 novembre 1834, M. Jean Lestrade légua à la fabrique une somme de 1.500 francs pour être employée à la construction d'une maison presbytérale. Ce legs fut approuvé par ordonnance royale du 30 août 1835. Le montant en fut affecté à la construction d'un presbytère. (Voir ch. iv, 2<sup>e</sup> partie.)

2<sup>o</sup> *Legs Démouis*. — Par testament mystique du 5 mai 1846, M<sup>lle</sup> Julie Démouis légua à la paroisse une somme de 6.000 francs pour un établissement de Sœurs de la Croix. La fabrique fut autorisée à accepter cette libéralité par décret du 27 août 1851. Ladite somme fut employée, avec autorisation régulière, à l'achat d'un immeuble pour réaliser les intentions de la testatrice. (Voir le chapitre suivant.)

3<sup>o</sup> *Fondation Pétignot*. — Par testament olographe du 11 mars 1886, M. Valentin Pétignot, ancien notaire, légua à la fabrique une somme de 1.200 francs, pour cette somme être employée à l'achat d'une rente sur l'Etat et les intérêts en pro-

1. Jusqu'à cette date, le président du Bureau fut toujours le président de la Fabrique. Il en était de même pour le secrétaire : le même fabricien était à la fois secrétaire de la Fabrique et du Bureau.



venant servir à faire dire douze messes basses par an, une tous les mois, pour le repos de son âme, et à l'intention de Camille-Hélène Dordiac, son épouse, et de toute sa famille. Ce legs fut approuvé par décret du 29 mai 1888, et les 1.200 francs furent placés en rente 3 %.

4° *Fondation Bellegarde*. — Par testament olographe du 20 juillet 1889, M. Pierre Bellegarde légua à la fabrique, dont il était membre, une somme de 2.000 francs, pour cette somme être placée sur l'État et le revenu être employé à faire dire trois messes par mois à perpétuité, l'une à l'intention de Étienne Fauré, son cousin, la seconde pour Joséphine Bordes, sa femme, et la troisième à son intention. Ce legs fut approuvé par décret du 24 février 1900. Mais les revenus étant insuffisants pour ces charges, l'autorisation de recevoir le montant du legs ne fut accordée à la fabrique qu'à la condition expresse que celle-ci ferait célébrer autant de messes à 2 fr. 50 que les revenus le permettraient. Il fut donc possible de célébrer vingt-deux messes par an, à 2 francs par messe pour le prêtre et 0 fr. 50 c. pour la fabrique.

La fabrique employa fidèlement le montant de ces quatre legs, suivant les intentions des testateurs, et les volontés de ces derniers furent exactement remplies jusqu'au 9 décembre 1906, où la fabrique cessa d'exister, en vertu de la loi dite de Séparation des Églises et de l'État.

Du fait de cette loi et de celles qui en furent la conséquence, les 1.500 francs légués par M. Jean Lestrade furent perdus pour la paroisse, le presbytère ayant fait définitivement retour à la commune de Toulouse sans aucune compensation. Les 6.000 francs légués par M<sup>lle</sup> Démouis subirent le même sort.

Quant aux fondations de messes, la loi de dévolution n'ayant pu être acceptée par l'Église, les sommes léguées par MM. Pétingnot et Bellegarde furent également confisquées. Les héritiers de ces deux bienfaiteurs ne purent pas même les revendiquer pour inexécution de charges, la loi spoliatrice ne reconnaissant ce droit qu'aux héritiers en ligne directe et nullement aux légataires universels ou héritiers en ligne collatérale. On a taxé cette mesure de « *spoliation des morts* ».



ÉCOLES COMMUNALES DE FILLES ET DE GARÇONS.

(Cl. de M. G. Donat.)

## CHAPITRE VII.

### Les Écoles de Croix-Daurade.

- I. ÉCOLE COMMUNALE DE GARÇONS. — Son établissement en 1857. — Nécessité d'une seconde classe. — Construction de l'école actuelle. — Sa prise en location par la ville en 1866. — Achat de l'immeuble en 1877. — Une troisième classe. — Les directeurs.
- II. ÉCOLE CONGRÉGANISTE DE FILLES. — Legs de 6.000 francs fait à la paroisse pour un établissement de Sœurs de la Croix de Saint-André. — Achat de l'immeuble Dumas par la fabrique, en 1861, pour cet établissement. — Renonciation des Sœurs de la Croix. — Construction des locaux par les soins de la fabrique. — Les Servantes de Marie et leur école. — Celle-ci devient communale en 1875. — Adjonction d'un nouveau bâtiment en 1877. — L'école redevient libre en 1888. — Nouvel agrandissement en 1893. — Suppression de l'école congréganiste en 1903. — Les supérieures. — Location des bâtiments par la fabrique. — L'école Sainte-Germaine, sous la direction de Mlle Bourguet.
- III. ÉCOLE COMMUNALE DE FILLES. — Son établissement en 1872. — Sa prospérité. — Agrandissement des locaux. — Propositions de M. Duffour. — Construction de l'école actuelle à côté de celle des garçons. — Directrices. — École enfantine en 1884. — Sa transformation en école maternelle en 1888.

#### I. — ÉCOLE COMMUNALE DE GARÇONS.

L'établissement de l'école communale de garçons remonte à l'année 1857. Jusqu'à cette date, les enfants de Croix-Daurade

reçurent les leçons de maîtres ou maîtresses volontaires qui se vouaient à leur instruction, sans traitement ni rétribution d'aucune sorte, ou ils étaient contraints de se rendre aux écoles de la ville. Par le fait de l'éloignement, la plupart étaient privés, surtout en hiver, d'assister aux classes d'une manière régulière, et, pour ce motif, quelques-uns demeuraient absolument privés d'instruction. Le Conseil municipal mit fin à cet état de choses en 1857.

La ville prit en location, par bail du 15 juin 1857<sup>1</sup>, une maison située sur le petit chemin de Cazal et qui porte le nom de *vieille école*. Elle appartenait à M. Duffour, entrepreneur. Une seule classe fut ouverte et l'on en confia la direction à M. Guillaume Abribat, alors instituteur à Castelmaurou.

Cette école prospéra grâce à la direction aussi paternelle qu'intelligente de M. Abribat, et les locaux devinrent bientôt insuffisants. M. Duffour fit offre au maire de Toulouse de construire à ses frais, pour la céder ensuite en location à la ville, une maison d'école destinée à remplacer celle qu'il lui avait précédemment louée et il lui soumit un premier projet, au sujet duquel l'inspecteur d'Académie, M. Cahuzac, formula diverses observations, par lettre du 25 avril 1865.

Le 17 mai suivant, M. Duffour présentait un nouveau plan accompagné d'un devis descriptif, et le 13 octobre de la même année, l'architecte de la ville les revêtait de son approbation. La nouvelle école devait être bâtie le long et au sud du chemin de Nicol, sur un terrain appartenant à M. Duffour et qui se trouvait plus rapproché du centre du quartier.

Un traité provisoire fut signé le 3 novembre 1865, pour la location du terrain et des constructions, au prix de 400 francs par an et pour neuf années. Cet accord ne devait valoir qu'après sanction du Conseil municipal. Celle-ci ne se fit pas attendre.

Le 15 janvier 1866, le Conseil municipal rendait définitif le traité provisoire.

L'école fut transférée dans les nouveaux locaux au mois de juin 1867 et on établit bientôt une seconde classe.

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 15 janvier 1866.



Le 30 juin 1876, le bail de cette école « était arrivé à échéance, mais il se continua par tacite reconduction jusqu'au 20 juin 1877 où la ville se rendit acquéreur de l'immeuble <sup>1</sup> ». Voici dans quelles circonstances intervint cette acquisition.

Dans l'intervalle, M. Duffour avait fait offre à la ville de lui vendre, moyennant une somme de 12.000 francs, l'immeuble qu'elle tenait en location. Une Commission composée de MM. Petit, Canton et Nassans se transporta le 19 janvier 1877 à Croix-Daurade, avec M. Barbe, adjoint au maire, pour procéder à l'examen de l'immeuble Duffour. Le 2 février suivant, M. Nassans faisait au Conseil municipal un rapport, au nom de la Commission, dans lequel il concluait à l'achat.

Sur ce rapport, le Conseil municipal autorisa le maire à traiter avec M. Duffour aux conditions proposées <sup>2</sup>.

Une délibération du 7 août 1877 relative au paiement d'une somme qui restait due à M. Duffour, pour la location depuis le 30 juin 1876 jusqu'au jour de l'acte de vente, atteste que cet acte avait été signé le 20 juin 1877.

Quelques années plus tard, les locaux étaient encore insuffisants et une troisième classe s'imposait. On la construisit à la suite et à l'ouest des deux autres, le logement du directeur se trouvant placé à l'est.

Pour éviter un surcroît de dépense insignifiant, on se contenta d'établir quelques cloisons en violette ou autres, au lieu de murs en maçonnerie, et on fit suivre le tout d'un préau couvert, dont les côtés du nord et en partie de l'ouest furent clos par une muraille.

L'école actuelle est destinée à disparaître à son tour dans un avenir prochain, car une somme importante, dépassant 200.000 francs, a été votée par le Conseil municipal pour la construction d'un groupe scolaire. Des difficultés paraissent s'être élevées au sujet du choix de l'emplacement. Une fois résolues, on se mettra sans doute à l'œuvre sans plus de retard, à moins que, par suite d'un virement de fonds, la somme destinée à cette construction ne fasse défaut.

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 7 août 1877.

2. *Ibid.*, séance du 2 février 1877.

L'école a eu pour directeurs depuis sa fondation :

De 1857 à 1879, M. Abribat;

De 1879 à 1902, M. Ducos, qui mourut dans l'exercice de ses fonctions.

Vers la fin de sa vie, il avait reçu les palmes académiques.

On garde de ces deux maîtres, aussi dévoués qu'instruits, le meilleur souvenir.

Après M. Ducos, la direction passa à M. Uchein que la mort ravissait à ses élèves quelques mois après. Celui-ci fut remplacé par M. Garrigues, directeur de l'école de Cazères, auquel succéda, en septembre 1907, M. Bosc, directeur de l'école de Carbonne.

Il nous est impossible de dresser la liste des divers adjoints qui ont passé par notre école de garçons. Nous signalerons cependant, en rendant un hommage mérité à sa mémoire, M. Pouvillon qui, pendant de longues années, remplit ces délicates fonctions avec autant d'intelligence que de zèle et de dévouement. Enlevé par une mort prématurée à l'affection des siens et de toute la population de Croix-Daurade, il vivra longtemps dans le cœur de ceux qui l'ont connu et ont pu apprécier ses mérites.

## II. — ÉCOLE CONGRÉGANISTE DE FILLES.

M<sup>lle</sup> Julie Démouis, demeurant à Toulouse, rue Sainte-Anne, n° 8, où elle mourut le 31 mai 1846, possédait de son vivant une maison de plaisance à Croix-Daurade. Cet immeuble, situé sur la route d'Albi, n'était autre que la propriété actuelle du Lycée de jeunes filles, donnée à la ville, pour cet établissement, par M. Ozenne. Par testament mystique du 5 mai 1846, déposé le 3 juin suivant aux minutes de M<sup>e</sup> Capelle, notaire à Toulouse, M<sup>lle</sup> Démouis légua « à la paroisse de Croix-Daurade une somme de 6.000 francs pour un établissement de Sœurs de la Croix <sup>1</sup> ».

Le Conseil de fabrique accepta le bénéfice de cette libéralité par délibération du 9 mai 1847 et, le 2 juin suivant, tous les

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Copie du testament.

héritiers de demoiselle Démouis consentirent à la délivrance du legs. M. Nestor Rouquette, receveur général du Canal du Midi, demeurerait chargé du paiement de ce legs une année après le décès de la testatrice.

Le 27 avril 1850, la Supérieure générale de la Congrégation des Filles de la Croix, dites Sœurs de Saint-André, et son Conseil d'administration acceptèrent de fonder dans la paroisse un établissement de leur ordre, « *moyennant une augmentation de ressources pour combler l'insuffisance du legs*<sup>1</sup> ».

Le 27 août 1851, un décret du chef de l'Etat autorisait la fabrique à accepter la somme de 6.000 francs et les Sœurs de la Croix à fonder un établissement à Croix-Daurade.

Les Sœurs de la Croix, faute des ressources complémentaires auxquelles elles avaient subordonné leur acceptation, retardèrent pendant plusieurs années la fondation projetée. Le Conseil de fabrique crut les décider enfin, en se rendant acquéreur de l'immeuble Dumas, entourant l'église et qui constituait de la sorte l'emplacement le plus propice. Le 1<sup>er</sup> février 1860 était donc passé un acte sous seing privé, pour l'acquisition par la fabrique dudit immeuble. Un décret rendu en Conseil d'Etat le 1<sup>er</sup> avril 1861 autorisait le trésorier de la fabrique à rendre définitive cette acquisition, à condition qu'il serait passé un acte public et que le prix en serait payé au moyen des 6.000 francs provenant du legs fait à la paroisse par demoiselle Démouis<sup>2</sup>.

L'acte d'achat fut passé le 1<sup>er</sup> mai 1861, chez M<sup>e</sup> Paulin Lérat, notaire à Toulouse.

Le Conseil de fabrique, qui précédemment avait mis en demeure la supérieure générale des Sœurs de la Croix de fonder l'établissement de Croix-Daurade ou de renoncer au bénéfice du legs, n'atteignit pas son but par l'acquisition de l'immeuble Dumas. Le Conseil d'administration des Sœurs de la Croix qui avait renoncé au bénéfice du legs, par délibération du 25 juin 1857, persista, en effet, dans son refus. Les raisons

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Copie de la délibération.

2. Archives de l'église de Croix-Daurade.



qui l'avaient déterminé à prendre une telle mesure n'avaient pas changé. Voici les motifs invoqués : « Il a été exposé que... par délibération du 27 avril 1850, le Conseil de la Congrégation, en vue de ce legs, consentit à la formation d'un établissement de son ordre, *mais avec la prévision de secours supplémentaires pour combler l'insuffisance du legs* ;... que les secours sur lesquels on comptait ont manqué jusqu'à présent, et que la formation de l'établissement semble même aujourd'hui devoir être indéfiniment retardée, faute de ressources suffisantes... Sur quoi considérant, d'après l'exposé ci-dessus ;... le Conseil a été unanime d'accueillir le vœu du Conseil de la fabrique de Croix-Daurade en renonçant au bénéfice de la susdite libéralité et en consentant au rapport du décret obtenu à la date du 27 mai 1851<sup>1</sup>. »

Un décret ultérieur rendit définitive cette renonciation.

De ce fait, la fabrique resta propriétaire de l'immeuble, sans qu'il fût grevé désormais de l'affectation voulue par la testatrice, mais néanmoins avec l'obligation morale d'assurer les effets du legs.

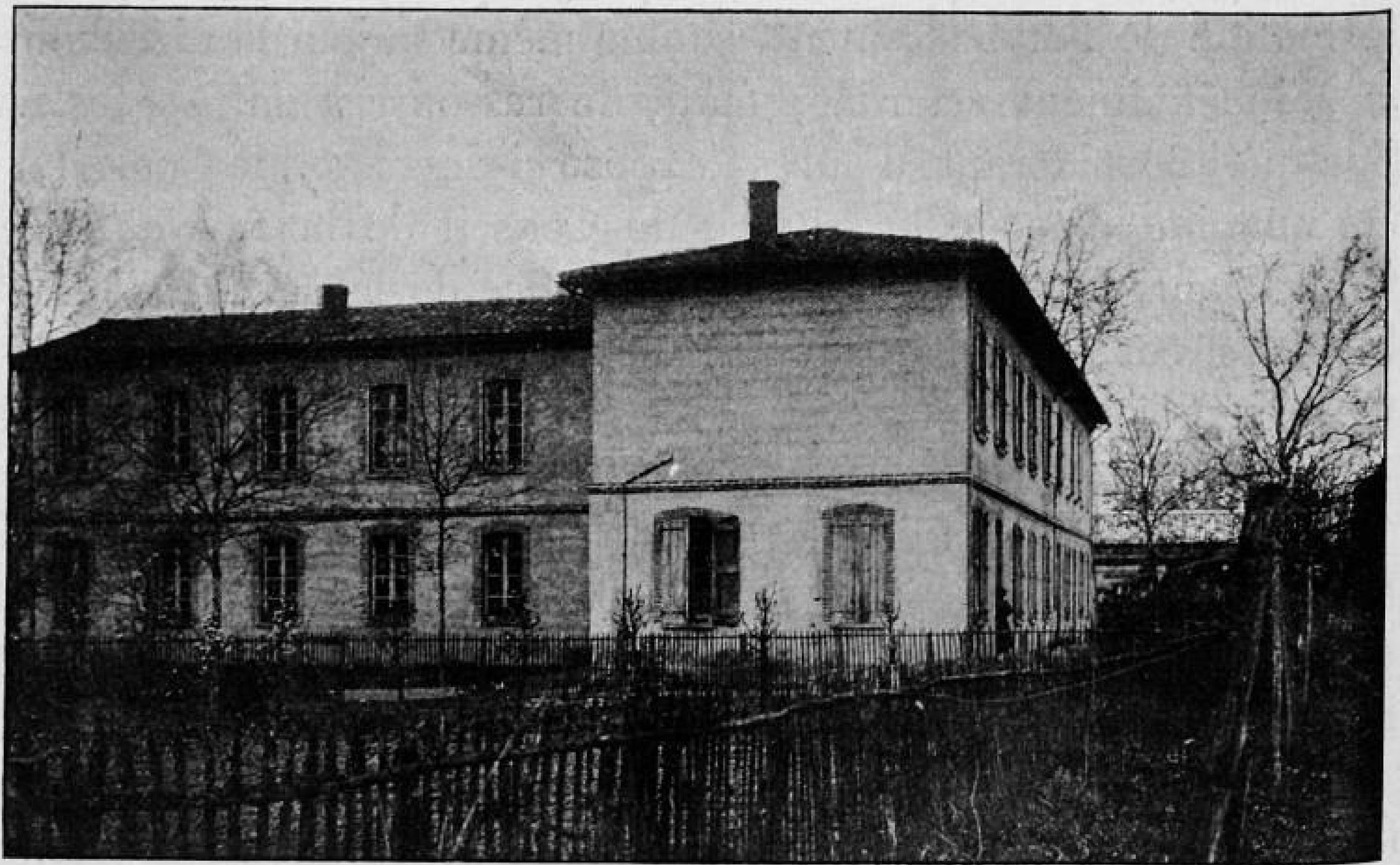
En conséquence, désirant répondre, dans la mesure du possible, aux intentions de M<sup>lle</sup> Démouis par la fondation d'une école congréganiste de filles, la fabrique décida de faire appel aux Sœurs Servantes de Marie, dont un établissement existait déjà au faubourg Bonnefoy. Les Servantes de Marie sollicitèrent donc un décret d'autorisation et le gouvernement l'accorda, après avoir fait certaines réserves, au sujet de ce qu'elles « appelaient la rétrocession consentie par les Sœurs de la Croix du bénéfice du legs de demoiselle Démouis », attendu, disait le ministre dans une lettre au préfet, qu'il n'y avait en leur faveur « ni cession ou transport ni rétrocession de droit<sup>2</sup> ». Les Sœurs de la Croix, en déclarant, en effet, « qu'elles consentaient, dans l'intérêt de la paroisse de Croix-Daurade, à ce qu'une autre congrégation profitât du legs de M<sup>lle</sup> Démouis », n'en avaient désigné aucune.

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Copie de la délibération des Sœurs de la Croix.

2. *Ibid.*, Lettre du ministre, du 10 juillet 1866.

Sous cette réserve, un décret du 29 juin 1869 approuva la renonciation des Sœurs de la Croix et autorisa, sur avis favorable de la famille Démouis, la congrégation des Servantes de Marie à établir une maison à Croix-Daurade, comme l'avait demandé le Conseil de fabrique.

Il n'en fallait pas davantage pour que les Servantes de Marie



L'ÉCOLE CONGRÉGANISTE DE FILLES, ACTUELLEMENT ÉCOLE SAINTE-GERMAINE.

(Cl. de M. J. Delmas.)

fussent légalement substituées aux Filles de la Croix, la fabrique restant propriétaire de l'immeuble.

La vieille maison Dumas était insuffisante et exigeait de telles réparations qu'il y avait plus d'avantages à la reconstruire. La fabrique s'y décida. Les travaux ne furent complètement terminés que durant le cours de l'année 1869.

Il résulte d'un mémoire récapitulatif des travaux de construction dans lequel M. Duffour, entrepreneur, signait un acquit général le 28 août 1870, que la dépense s'était élevée à la somme de 11.394 fr. 95 c.<sup>1</sup>.

Les Sœurs Servantes de Marie, sans attendre la fin des tra-

1. Archives de l'église de Croix-Daurade.

vaux, et même en préjugant le décret d'autorisation, avaient ouvert une classe dans les nouveaux locaux. La cérémonie d'installation avait eu lieu avec solennité le 1<sup>er</sup> février 1863.

Le livre de paroisse nous apprend que ce fut M. Roger,



LE VÉNÉRABLE ABBÉ CESTAC

Fondateur des Sœurs Servantes de Marie, venu à Croix-Daurade, en 1863, pour la bénédiction du Couvent des religieuses.



*au calvaire avec la bonne  
main de la falaise  
au Cal! J. Cestac*

CHRIST OFFERT A M. THÉRON DE MONTAUGÉ  
par le vénérable abbé Cestac, en 1863.

AUTOGRAPHE DU VÉNÉRABLE.

vicaire général, qui la présida et y fit le discours d'usage. La messe avait été précédemment chantée par M. Izac, chanoine, ancien supérieur du petit Séminaire. Le vénérable M. Cestac, que l'Église s'apprête à placer sur les autels, ayant déjà introduit sa cause, y assistait. Nous sommes heureux de reproduire ici les traits du vénérable fondateur des Servantes de Marie, venu à cette occasion dans la paroisse, de même qu'un de ses autographes avec sa signature placés au bas d'un crucifix dont



il fit présent dans cette circonstance à M. Louis Théron de Montaugé. La visite d'un saint nous est toujours précieuse. Qu'il nous protège et défende nos œuvres, en particulier l'école libre !

L'école des Sœurs ne fut d'abord qu'une école de cette nature. Elle devint communale quelques années après.

En 1875, un traité intervenait, en effet, entre la fabrique de Croix-Daurade, le maire de Toulouse et la supérieure générale des Servantes de Marie. La Fabrique, avec un désintéressement auquel il faut rendre hommage, s'engagea à fournir gratuitement le local des classes, le mobilier scolaire et le logement des Sœurs, « à la condition que l'école serait tenue par les Sœurs Servantes de Marie et que le jour où l'on voudrait remplacer ces dernières par des institutrices laïques, son engagement cesserait de plein droit ». De son côté, la supérieure générale des Sœurs Servantes de Marie s'engageait à donner le nombre de Sœurs nécessaires à la bonne tenue de l'école, soit une directrice et autant d'adjointes que le service l'exigerait. Quant à l'Administration municipale, elle s'engagea à inscrire annuellement à son budget, pour le traitement des Sœurs, une somme de 1.200 francs, qui ne pouvait être dépassée qu'autant que le nombre d'adjointes deviendrait supérieur à deux, auquel cas une somme de 400 francs devait être allouée en sus pour chaque adjointe nouvelle<sup>1</sup>.

Il était en outre stipulé que ces conventions seraient valables pendant dix ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1875, et que « si au bout de dix ans une des parties contractantes voulait renoncer à ces conventions, elle devait avertir la partie opposée un an révolu à l'avance, autrement la convention était pour dix ans de plus ».

L'école communale congréganiste prospéra et les locaux furent bientôt insuffisants. La création d'une école maternelle surtout devenait nécessaire. Grâce à des dons manuels et au dévouement de la Sœur Marie-Madeleine qui était alors supérieure de la petite communauté, la fabrique put faire construire deux classes et une salle pour l'école maternelle. Les travaux,

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Traité enregistré.

exécutés en régie, exigèrent une dépense de 6.928 francs. Il fut possible d'aboutir, moyennant cette somme, parce que plusieurs



SŒUR MARIE-MADELEINE, SUPÉRIEURE DE LA MAISON DE CROIX-DAURADE.  
(1871-1884)

paroissiens firent en outre des dons en nature, soit de matériaux, soit de bois de construction. La Sœur Madeleine fit preuve d'ailleurs d'un zèle et d'un dévouement admirables. Cette infatigable « mère » alla recueillir elle-même dans les champs, avec un certain nombre de ses élèves, les jours de congé ou dans l'intervalle des classes, les cailloux nécessaires à la construction, en

attendant de servir de manœuvre quand les travaux furent commencés. Il est juste de signaler aussi à la reconnaissance de la paroisse M. le curé Massia, qui fit don à la fabrique d'une somme de 3.000 francs pour la première construction.

L'aile bâtie au sud et à angle droit du corps principal était ainsi édifiée dans le courant des années 1877 et 1878.

En octobre 1888, l'école des Sœurs cessa d'être communale par décision du Conseil municipal, mais la ville manquait en cela à ses engagements. Le contrat n'ayant pas été dénoncé en temps voulu valait en effet pour une seconde période décennale depuis 1885, ainsi qu'il avait été expressément convenu. Nul cependant ne crut devoir réclamer et l'école congréganiste se maintint à titre d'école libre.

La situation précaire dans laquelle elle était menacée de tomber de ce chef provoqua, de la part des paroissiens, un courant de sympathie qui se traduisit par l'établissement d'un Comité paroissial destiné à lui procurer les ressources indispensables. Manquant de tout, les Sœurs prirent à tâche néanmoins de développer leur œuvre, et ce fut à l'heure où on leur retirait le morceau de pain qui leur avait suffi jusque-là qu'elles réorganisèrent la cantine scolaire, établie l'année précédente. Les élèves y reçoivent toute l'année, moyennant cinq centimes, leur petit repas de midi, tandis qu'à l'école communale la cantine n'est ouverte que les trois mois d'hiver et que le prix réclamé est de dix centimes. A la cantine des Sœurs, les enfants pauvres prennent leur petit dîner aux frais du Comité, et celui-ci a pris à sa charge cette aumône quotidienne avec cette particulière délicatesse qu'il solde la dépense sans que les notes mensuelles portent jamais aucun nom d'élève.

Les Sœurs qui continuaient à se dévouer ne furent pas trompées dans leurs espérances. Les parents en situation de payer une modique rétribution scolaire s'imposèrent ce léger sacrifice, et ceux qui ne le purent pas bénéficièrent de la gratuité. Une Fête annuelle de charité vint en aide pour tout cela au Comité. Celui-ci prit également à sa charge la rétribution scolaire des enfants. Chacun s'est fait depuis lors un devoir et un honneur de concourir au succès de cette fête : les fils de famille en villé-



giature de vacances, notre groupe de jeunesse catholique et les chantres de l'église en y prenant une part active, les dames et les demoiselles des divers milieux sociaux par le gracieux concours de leur présence et de leurs chants, les paroissiens, enfin, en y apportant leur obole et le témoignage de leur sympathie. Les supérieurs de l'Esquile voulurent aussi concourir au succès de cette fête en autorisant le Comité à user pour elle de la maison de campagne du Séminaire. Le Comité y aménagea une salle de fêtes de 30 mètres de longueur sur 9 mètres de largeur, avec une scène suffisante pour y donner des représentations. On y put jouer avec succès des comédies et des drames de quelque importance. Nous citerons entre autres pièces : la *Jeanne d'Arc*, de l'abbé Arbélit, avec musique de Gounod, deux fois représentée ; la *Passion* ; *Michel Strogoff* ; *Tolbiac*, du Père de Laporte ; *Pélage* ; la *Fille de Roland*, d'Henri de Bornier, etc. Il faut rendre au Comité cette justice qu'il ne négligea rien pour assurer le succès de cette fête annuelle et qu'il sut s'imposer, à cette occasion, tous les sacrifices nécessaires. C'est ce qui explique d'autre part son succès persistant. C'est surtout par ce moyen que, dans une période de vingt années, il a pu fournir près de 30.000 francs à notre école libre.

L'œuvre prospérait donc à souhait et voyait toujours s'augmenter le nombre des élèves, aussi les locaux devinrent-ils de nouveau insuffisants. Ils furent agrandis une seconde fois en 1893. La fabrique, largement aidée par des âmes généreuses, consacra aux nouvelles constructions une somme de 5.594 fr. Elle avait donc dépensé pour les locaux, grâce aux ressources que la charité lui avait fournies et sans rien distraire des deniers du culte, une somme de 23.918 fr. 95 c. L'école comptait alors 230 élèves répartis entre quatre classes et l'école maternelle. On y ajoutait bientôt après une classe de couture et de repassage et un petit pensionnat primaire.

Le 1<sup>er</sup> août 1903, l'école congréganiste fut supprimée par application de la loi néfaste contre les congrégations. Les Sœurs quittèrent la paroisse, ce fut un vrai malheur ! Le 2 août, un représentant de la police venait s'assurer qu'aucune religieuse ne se trouvait plus dans la maison. Quelques-unes

avaient pris le chemin de la maison-mère ; les autres, retirées chez des familles amies, devaient les suivre cinq ou six jours plus tard. Nous n'essaierons pas de retracer ici les scènes poignantes dont nous fûmes le témoin attristé. La porte du couvent avait été ornée de fleurs durant la nuit par des amis



GROUPE DES SŒURS SERVANTES DE MARIE  
EXPULSÉES DE LEUR MAISON DE CROIX-DAURADE (1903).

dévoués de la maison, et ce fut au milieu des larmes et des sanglots que les religieuses en franchirent le seuil avant que la police ne vînt brutalement les en chasser. Le groupe ci-après nous restera comme un témoignage de reconnaissance et un pieux souvenir.

On y voit au rang inférieur, en allant de gauche à droite, les Sœurs Marie de Saint-Joseph, Marie-Edouard, Marie Saint-Paul, supérieure, Marie-Patricia et Marie-Odulfe ; au rang supérieur, également de gauche à droite, les Sœurs Marie-Ange, Marie-Rosa, Marie-Pauline, Marie-Joseph-de-Jésus et Marie-Angèle.

De longtemps, on ne perdra ici le souvenir de ces saintes religieuses auxquelles nous nous faisons un devoir d'adresser, au nom de la paroisse, l'hommage bien sincère de notre profonde et inaltérable gratitude. Que Dieu leur rende dans l'épreuve un peu du bien qu'elles ont fait ici, qu'il les récompense des sacrifices incessants auxquels elles se condamnèrent si généreusement pendant quarante années !

Nous nous en voudrions de ne pas rappeler ici qu'en 1870, durant la guerre où notre chère France eut tant à souffrir et où elle perdit devant l'ennemi un si grand nombre de ses enfants, les Servantes de Marie organisèrent et dirigèrent avec un plein succès une ambulance dans la maison de campagne du petit Séminaire. Elles s'y dépensaient nuit et jour au soin des blessés avec un dévouement admirable, auquel la population rend encore hommage. L'une d'elles, la supérieure, succomba à un mal cruel contracté au chevet des malades. Pour lui témoigner toute sa reconnaissance, la Société de secours aux blessés voulut être représentée à ses funérailles et y fit porter un drapeau d'honneur. Cette humble et héroïque religieuse, victime de son dévouement et de son patriotisme, se nommait Sœur Julitte.

La direction de la maison des Sœurs, durant les quarante années qu'elles passèrent dans la paroisse, fut successivement exercée par Sœur Marie-Marcelina, du mois d'octobre 1863 au mois de juin 1865 ; Sœur Marie-Liguori, de juin 1865 à septembre 1869 ; Sœur Marie-Julitte, de septembre 1869 à l'année 1871 ; Sœur Marie-Madeleine, de l'année 1871 à septembre 1884, et Sœur Marie-Saint-Paul, de septembre 1884 au mois d'août 1903<sup>1</sup>.

Les Sœurs ayant quitté Croix-Daurade, la fabrique reprit possession de ses locaux et les donna en location à deux hommes d'œuvres, MM. Henri Théron de Montaugé et Léonce Vidal. Elle se réserva néanmoins, comme dépendances de l'église : un petit oratoire où sont déposées la nuit les saintes espèces pour les préserver de toute profanation ; une salle pour les réunions accoutumées des confréries et de la congrégation

1. Communication obligeante de la maison-mère des Servantes de Marie.

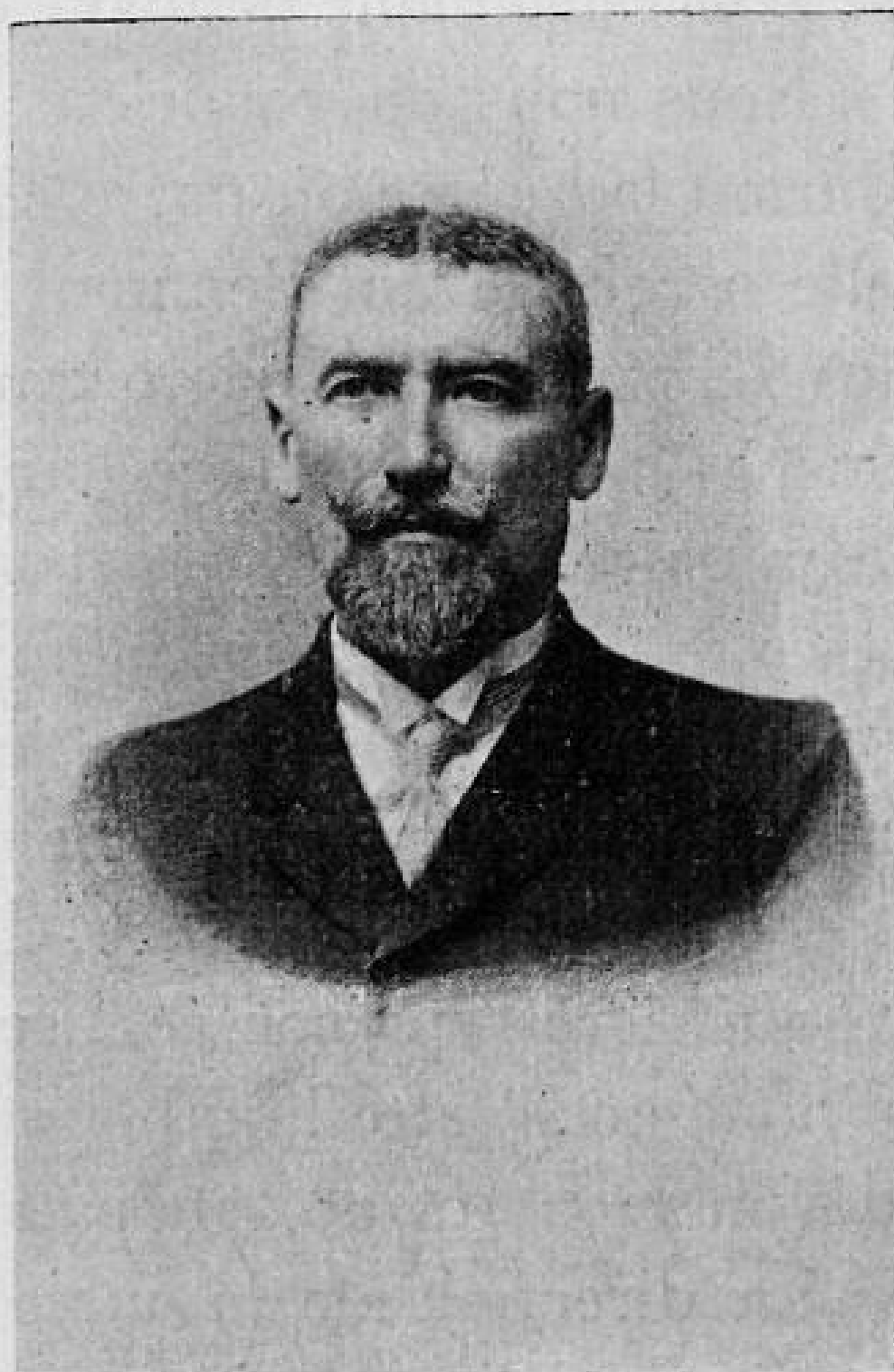


des Enfants de Marie de même qu'une chambre destinée à loger certains objets du culte qui ne peuvent trouver place à l'église.

MM. Henri Théron de Montaugé et Vidal ont établi dans le reste de l'immeuble une école libre, dont ils ont confié la direc-



M. HENRI THÉRON DE MONTAUGÉ



M. LÉONCE VIDAL

Patrons de l'Ecole libre Sainte-Germaine.

tion, sous le titre d'École Sainte-Germaine, à M<sup>lle</sup> Marthe Bourguet, avec la collaboration dévouée de M<sup>lle</sup> Marie Boudé et de quelques autres religieuses sécularisées. M<sup>lle</sup> Anna Candau est directrice de l'École maternelle.

C'est une école chrétienne qui, sous le haut patronage de MM. Henri Théron de Montaugé et Léonce Vidal, continue les traditions du passé. Pour être absolument laïque, elle ne travaille pas avec moins de zèle et de succès à la gloire de Dieu et au bien des âmes.

Honneur aux deux vaillants chrétiens qui l'ont prise sous leur tutelle et qui, en collaboration avec le curé de la paroisse, lui ménagent abondamment les ressources dont elle a besoin.

Que deviendra, dans un avenir qui n'est peut-être pas éloigné, l'immeuble de l'école libre, ancienne propriété de la fabrique, actuellement sous séquestre? Il est à craindre qu'il ne devienne à son tour la proie des spoliateurs.

### III. — ÉCOLE COMMUNALE LAÏQUE DE FILLES.

C'est le 27 novembre 1871 que fut voté par le Conseil municipal l'établissement d'une école communale laïque de filles à Croix-Daurade. Une somme importante demeurant sans emploi, sur le crédit inscrit au budget de cette année pour le traitement du personnel des écoles de Toulouse, le maire, M. Ebelot, demanda au Conseil municipal l'autorisation de disposer d'une somme de 3.000 francs pour le traitement de trois institutrices, une pour chacun des quartiers de Croix-Daurade, Saint-Simon et Lalande qui ne possédaient pas encore d'école communale de filles. Il proposait, en outre, que pareille somme fût portée annuellement au budget de chacun des exercices à venir. Le Conseil municipal adopta cette proposition et délibéra qu'une école communale, dirigée par une institutrice laïque, était créée dans chacun de ces quartiers et qu'un traitement de 1.000 francs, inscrit au budget pour les années à venir, serait alloué à chacune des titulaires, celui de l'année courante devant être pris sur le crédit porté au budget pour le personnel des écoles communales de la ville.

Le maire, qu'on priait de hâter la nomination des trois institutrices, « était aussi invité à faire rechercher, dans chacun « des quartiers, les locaux nécessaires pour l'établissement » des écoles précitées et, en tant que besoin, à faire préparer « par M. l'ingénieur de la ville les projets d'appropriation ou « de construction<sup>1</sup> ».

Le 12 mars 1872, le maire exposait au Conseil municipal les difficultés que son administration avait rencontrées pour trouver dans le quartier de Croix-Daurade un local convenablement

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 27 novembre 1871.

situé et disposé pour servir à l'installation de l'école laïque de filles nouvellement créée dans ce quartier. « Toutes les maisons « étaient ou trop éloignées du centre du quartier, ou trop « petites ou mal disposées, ou bien encore occupées par des « locataires qui ne voulaient point déguerpir avant l'expira- « tion de leurs baux. » Il déclarait qu'une seule maison pouvait convenir, mais qu'elle était occupée. Cependant, le propriétaire aurait consenti à prendre à sa charge l'éviction immédiate des locaux, à ses risques et périls, moyennant une indemnité de 250 francs en sus du prix de location. Il s'agissait de la maison occupée autrefois par l'école de garçons et située sur le petit chemin de Cazal. M. Duffour en était encore propriétaire. « L'offre, disait M. Ebelot, était trop favorable « pour n'être point acceptée. L'administration municipale avait « donc traité avec M. Duffour, mais sauf la sanction du Con- « seil qu'il sollicitait et sur laquelle il comptait dans l'intérêt de « l'enseignement dans ce quartier et pour remplir les engage- « ments qu'il avait contractés. »

Sur cet exposé, le Conseil délibéra de sanctionner les démarches et les promesses faites par le maire et il mit pour cela à sa disposition un crédit de 250 francs à imputer sur l'exercice courant et qui serait payé au sieur Duffour, dès la prise de possession des locaux par la ville<sup>1</sup>.

Le bail provisoire consenti par M. Duffour le 21 février 1872 au prix de 450 francs fut aussi ratifié<sup>2</sup>.

L'école laïque de filles s'ouvrit aussitôt après dans cette maison, sous la direction de M<sup>lle</sup> Sarrebressoles qui fut remplacée après quelques mois par M<sup>lle</sup> Campistron. Celle-ci se fit remarquer soit par son instruction et ses aptitudes pédagogiques, soit par ses sentiments religieux, qu'elle ne cherchait nullement à dissimuler. Elle réussit promptement à gagner la confiance des familles et son école devint, au bout de quelques mois, presque aussi prospère que celle des Sœurs Servantes de

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 27 septembre 1871.

2. *Ibid.*, séance du 20 mars 1872.



Marie. Le nombre de ses élèves s'était accru dans de telles proportions que les locaux devenaient insuffisants.

M. Leygue faisait part de cette situation au Conseil municipal le 20 mars 1873. « Dans votre séance du 7 mars 1873, disait-il, vous avez renvoyé à votre Commission de l'enseignement l'examen de la proposition relative à notre école communale de Croix-Daurade et à son agrandissement. Cette école voit de jour en jour s'accroître le nombre de ses élèves. Au 15 décembre 1872, il était de cent quatre et il est aujourd'hui de cent seize et le nombre des enfants inscrits est de cent vingt-sept. Onze attendent. Le local est devenu insuffisant et il est nécessaire d'y pourvoir.

« 1<sup>o</sup> Par une lettre à M. le Maire, en date du 24 janvier 1873, M<sup>lle</sup> Campistron, directrice de cette école, invite la commune à louer une partie d'une maison située en face de l'école actuelle, moyennant le prix modique de 100 francs par an, pour y installer une succursale.

« 2<sup>o</sup> Par une lettre à M. le Maire, à la date du 10 février dernier, M. Bousquet fait offre à la ville d'un immeuble qu'il possède à Croix-Daurade au prix de 800 francs par an et, par une seconde lettre du 21 du même mois, il offre son immeuble au prix de 600 francs l'an ou, à titre de vente, au prix de 20.000 francs.

« 3<sup>o</sup> Enfin, par une lettre en date du 19 février 1873 adressée à M. le Maire, M. Duffour, propriétaire de l'immeuble dans lequel se trouve actuellement notre école, offre de construire à ses frais, à côté de la classe qui existe, une nouvelle classe de 40 mètres carrés de superficie et, comme cette construction serait faite aux dépens du préau couvert actuel, M. Duffour offre de construire un nouveau préau couvert d'une surface de 20 mètres carrés, à prendre sur le préau découvert. Cette dépense est évaluée par M. Duffour de 3.500 francs à 4.000 francs, pour laquelle il demande une augmentation de 200 francs par année sur le prix du bail qui est actuellement de 450 francs.

« M. l'architecte de la ville consulté a examiné les locaux, constaté l'insuffisance du local actuel et pesé ces différentes

offres. Il conclut à l'acceptation de celle de M. Duffour, comme la plus avantageuse.

« En conséquence, votre Commission propose au Conseil la délibération suivante :

« Article premier. — M. le Maire est autorisé à contracter avec M. Duffour un avenant au bail à location à la date du 21 février 1872. Cet avenant est fixé au prix de 200 francs par an et durera depuis la prise de possession jusqu'à l'expiration du bail actuel.

« Art. 2. — M. Duffour est tenu de faire construire, dans le plus bref délai possible, une nouvelle classe et un nouveau préau couvert, selon l'engagement qu'il a pris et sous la direction et l'inspection de l'architecte de la commune.

« Art. 3. — Un crédit de la somme de 200 francs est ouvert à M. le Maire sur les fonds destinés à l'enseignement primaire communal pour solder cet avenant.

« Art. 4. — Un crédit de la somme de 100 francs est également ouvert à M. le Maire pour payer en cas de besoin le loyer d'une classe supplémentaire, en face de l'école actuelle, pendant le temps nécessaire pour la construction à faire par M. Duffour<sup>1</sup>. »

Les conclusions de ce rapport furent adoptées et, grâce aux constructions nouvelles, l'école communale laïque de filles fut maintenue pendant quelques années dans cet immeuble.

Le 14 février 1879, M. Cabos, conseiller municipal, déposa en séance du Conseil une pétition des habitants de Croix-Daurade qui demandaient l'acquisition par la ville d'un terrain au centre de leur quartier et la construction, sur ce terrain, de nouveaux locaux pour l'école de filles. M. Dabadie appuya spécialement cette demande<sup>2</sup>. Celle-ci ne fut pas vaine, car, le 16 mai suivant, le maire ayant proposé au Conseil l'acquisition ou la location d'un nouvel immeuble qui répondît aux désirs des pétitionnaires, cette proposition fut renvoyée à une Commission composée de MM. Leygue, Barbe et Rey<sup>3</sup>.

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 20 mars 1873.

2. *Ibid.*, séance du 14 février 1879.

3. *Ibid.*, séance du 16 mai 1879.

Le 23 mai suivant, M. Leygue faisait au nom de cette Commission un rapport au Conseil, où nous puissions les informations qui suivent.

M. Duffour n'était plus propriétaire de l'immeuble où se trouvait l'école ; il l'avait vendu à M. Lasseube (Bernard).

La question de la construction d'une nouvelle école avait été mise à l'étude et l'administration avait reçu des offres diverses.

Lasseube (Bernard) proposait à la ville de lui vendre son immeuble au prix de 15.000 francs. Son offre fut écartée. « Nous serions mal et nous dépenserions 20.000 francs », disait le rapporteur. Puisqu'on voulait donner satisfaction à la population, en rapprochant l'école du centre du quartier, il était d'ailleurs impossible de s'arrêter à un tel projet.

M. Duffour avait proposé de construire une nouvelle école sur un terrain à lui appartenant, à côté et à l'est de l'école des garçons, en laissant une rue de 8 mètres entre les deux. Il offrait ensuite de céder à la ville cet immeuble, aussitôt la construction terminée, au prix de 16.500 francs payables par annuités de 3.000 francs, avec intérêt à 5 %, ou bien de le louer à la commune, moyennant la somme de 900 francs l'an.

Dans son rapport au maire, en date du 14 mai 1879, l'architecte de la ville avait estimé que ces prix n'étaient pas exagérés et que la commune pouvait accepter ces conditions, sous réserve que la construction, si elle devait être acquise par la commune, serait effectuée sur le modèle de l'école des garçons et que le rez-de-chaussée, à l'exception de la cuisine, serait planchéié.

M. Leygue déclarait dans son rapport que la Commission était d'avis d'écarter l'offre de location et d'accepter l'offre de vente. Il ajoutait que l'administration devait se réserver le droit de faire surveiller les travaux, afin de s'assurer qu'ils seraient exécutés conformément aux engagements pris par M. Duffour.

Le Conseil municipal, acceptant les conclusions du rapport de M. Leygue, prenait une délibération par laquelle le maire était autorisé à traiter sur ces bases avec M. Duffour. La première annuité sur 16.500 francs devait être votée en temps utile pour pouvoir être payée le jour de la livraison de l'immeu-



ble<sup>1</sup>. M. Duffour se mit aussitôt à l'œuvre. La nouvelle école fut construite sur le plan de celle des garçons, à la seule différence que le logement de la directrice se trouvait placé à l'ouest et non à l'est comme à l'école de garçons. Il devait faire face par conséquent à celui du directeur de cette dernière.

Quelque temps après, M. Duffour vendait à la ville, pour une somme de 600 francs, le terrain qui séparait les deux écoles. « Cet achat, disait le rapporteur de la Commission qui avait été chargé de l'étude de cette question, s'impose par les avantages considérables que présente ce terrain, en permettant la création de jardins devant servir, non seulement à l'usage des maîtres, mais aussi pour l'enseignement de l'horticulture<sup>2</sup>. » C'est sur de telles conclusions que le Conseil municipal avait voté cette acquisition.

L'école communale de filles fut dirigée à sa création et pendant quelques mois seulement par M<sup>lle</sup> Sarrebressoles; de 1873 à 1875 par M<sup>lle</sup> Campistron; de 1875 à 1897 par M<sup>lle</sup> Mauret; en 1898 par M<sup>lle</sup> Vieu et de 1898 à 1901 par la même devenue M<sup>me</sup> Prost. Elle est restée, depuis 1901, sous la direction de M<sup>lle</sup> Dutournier qui vient d'être déplacée, ce mois d'octobre 1909.

Une école enfantine fut créée, à côté de l'école communale, en 1884. La direction en fut alors confiée à M<sup>me</sup> Trémont. M<sup>lle</sup> Giraud lui succéda un an après, et celle-ci, qui est encore titulaire, devenait M<sup>me</sup> Galy en 1887 et M<sup>me</sup> Dardenne en 1899.

L'école enfantine avait été transformée en école maternelle en 1888.

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 23 mai 1879.

2. *Ibid.*, séance du 24 mars 1880.

## CHAPITRE VIII.

### Les Sociétés et les Œuvres suivant la date de leur fondation.

Congrégation des Enfants de Marie. — Sociétés de Saint-Jean, de Saint-Caprais, du Rosaire ou de N.-D.-des-Sept-Douleurs et des Dames de Croix-Daurade. — Pensions à cinq familles pauvres. — Œuvres de la Propagation de la Foi, de Saint-François-de-Sales et de la Sainte-Enfance. — Confrérie du Très-Saint-Sacrement. — Comité de l'école libre. — Fête de charité. — Œuvre du pain des pauvres. — Chorale de Croix-Daurade. — Œuvre des Dames catéchistes. — Œuvre des Vocations sacerdotales. — Ligue patriotique des Françaises. — Œuvre de la Bonne-Pressé. — Œuvre de la Sainte-Face. — Association catholique des jeunes gens de Croix-Daurade. — Comité paroissial.

I. CONGRÉGATION DES ENFANTS DE MARIE. — Parmi les sociétés religieuses existant dans la paroisse, la congrégation des Enfants de Marie est la première en date. Elle fut établie en 1845, à l'occasion d'une grande mission qui ramena beaucoup d'âmes à la pratique religieuse. C'est « une association de jeunes personnes qui se réunissent, à des jours marqués, pour vaquer à des exercices de dévotion et entendre des instructions pieuses et qui s'appliquent à suivre des règles de conduite propres à les sanctifier au milieu du monde. Conserver et perpétuer en elles les beaux fruits de la première communion; mettre leur vertu à l'abri des dangers du monde; susciter, nourrir et accroître dans leur cœur le zèle et la solide piété; les placer sous les auspices et la protection spéciale de l'auguste Reine des cieux; les remplir de son esprit et leur faire trouver leur bonheur dans l'amour et la pratique des vertus dont elle offre le parfait modèle; attirer sur les familles chrétiennes les bénédictions et les grâces qu'elles doivent à des enfants pieux; enfin former pour l'avenir de saintes mères de familles et des épouses

chrétiennes, tel est le but de cette pieuse institution, fondée dans la paroisse sous le titre de Société de persévérance<sup>1</sup>. »

II. SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS DE SAINT-JEAN-BAPTISTE. — C'est le 15 juin 1851 que fut établie, pour les hommes, la Société de secours mutuels de Saint-Jean-Baptiste. Elle a pour but de venir en aide à ses membres en leur assurant, en cas de maladie, un secours pécuniaire et gratuitement le médecin et les remèdes nécessaires.

Elle pourvoit aussi, en cas de mort, à des obsèques convenables et tous ses membres sont obligés d'assister à la cérémonie sous peine d'amende.

La Société a présentement pour président M. C. Bousquet.

III. SOCIÉTÉ DE SAINT-CAPRAIS. — Le 14 novembre 1858 fut fondée, également pour les hommes, la Société de secours mutuels de Saint-Caprais. Elle compta dès le premier jour cinquante-trois membres formant deux sections : celle de Croix-Daurade et celle du faubourg Bonnefoy. Chaque membre devait verser « une somme de 5 francs pour sa coéquation plus celle de 1 franc par mois<sup>2</sup> ». La deuxième section, dite du faubourg Bonnefoy, fut supprimée en avril 1888 et l'on prononça son union avec la section de Croix-Daurade. Cette Société impose les mêmes charges et assure les mêmes avantages à ses membres que la précédente.

Voici les noms des syndics, présidents effectifs et présidents honoraires de la Société depuis sa fondation : 1858, M. J. Jaur, syndic; 1865, M. G. Abribat, président; de 1865 à 1875, M. Louis Théron de Montaugé, président honoraire; de 1875 à 1893, M. Henri Théron de Montaugé, président honoraire; 1879, M. Albaret, président; 1881, M. Benoît Casemajou, président; 1890, M. Guillaume Laffon, président; 1893, M. Sarraute, président d'honneur; 1895, M. Mercié, président honoraire<sup>3</sup>.

1. Règlement de la Congrégation.

2. Registres de la Société.

3. *Ibid.*



IV. SOCIÉTÉ NOTRE-DAME-DU-ROSAIRE. — Le 15 juillet 1866, M. L. Théron de Montaugé, président honoraire de la Société de Saint-Caprais, proposa à l'assemblée « de fonder une Société de secours mutuels de femmes <sup>1</sup> », et la Société fut unanime à accepter cette proposition. Le 19 septembre suivant, « le Conseil approuva à l'unanimité les articles du règlement de la Société de secours mutuel de femmes présentés par M. Théron de Montaugé, président honoraire <sup>2</sup> ». Cette Société fut établie sous le vocable de Notre-Dame-du-Rosaire.

M. Louis Théron de Montaugé étant mort (12 novembre 1875), fut remplacé comme président d'honneur par son fils, M. Henri Théron de Mntaugé, lequel devenait en même temps président d'honneur de la Société du Rosaire, encore administrée par le Conseil de la Société de Saint-Caprais. Par la nomination d'un président d'honneur, la Société du Rosaire manifesta déjà des velléités d'indépendance. Son jeune président d'honneur, qui l'est encore aujourd'hui, avait alors vingt ans.

Le 12 mars 1882, dans une assemblée extraordinaire, « la Société de Saint-Caprais décidait de conserver la Société du Rosaire et de l'administrer elle-même, conformément à la délibération prise lors de sa fondation et à ses statuts et règlements <sup>3</sup> ». Ces dispositions n'ayant pas été agréées par la Société du Rosaire, celle-ci secoua le joug et se reconstitua, comme Société indépendante, sous le vocable de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs. Elle aurait souhaité conserver son ancien titre, mais l'autorité préfectorale, ayant à intervenir pour l'approbation, lui opposa un refus, sous prétexte qu'il existait à Toulouse une Société de même nom, ne se doutant pas que celle-ci n'était autre que la Société elle-même de Notre-Dame-du-Rosaire de Croix-Daurade. Pour éviter de nouveaux retards, la Société nouvelle accepta le titre qu'on lui offrait de *Notre-Dame-des-Sept-Douleurs*.

1. Registres de la Société de Saint-Caprais.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

Voici les obligations des sociétaires, de même que les avantages qui leur sont assurés. Chaque membre verse 1 franc par mois et reçoit, en cas de maladie : le premier mois, un secours de 6 francs par semaine et, les six mois suivants, un demi-secours de 3 francs par semaine. Le médecin et les remèdes sont gratuits. La Société assure à ses membres, en cas de mort, des funérailles convenables.

Voici les noms des présidents et présidentes depuis sa fondation : président d'honneur, M. Henri Théron de Montaugé, de 1875 à ce jour. Très dévoué à la Société de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, le président d'honneur a rempli en réalité, depuis cette époque, l'office de président effectif. On n'a jamais tenu une assemblée qu'il ne l'ait présidée, ni pris une mesure qu'avec sa collaboration éclairée. Ne faudrait-il pas attribuer la prospérité relative de cette Société à la sage direction d'un homme de cette valeur ? Nous n'hésitons pas à l'affirmer. — M<sup>me</sup> Audibert fut élue présidente en 1882 et le demeura jusqu'aux premiers mois de 1897. M<sup>me</sup> Henri Théron de Montaugé, qui la remplaça, fut élue à la présidence le 12 septembre 1897, et c'est encore elle qui l'occupe aujourd'hui.

La Société compte actuellement cent soixante-huit membres. Elle célèbre solennellement sa fête le troisième dimanche de septembre, fête de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs. Elle fait chanter la messe et y assiste en corps. Le lendemain a lieu un service pour ses membres défunts, avec obligation pour les sociétaires d'y assister.

V. PENSIONS A CINQ FAMILLES PAUVRES. — Le 28 mai 1868, M<sup>lle</sup> Anne-Théron de Montaugé, décédée ce même jour à Toulouse, ayant institué M. Louis Théron de Montaugé son légataire universel, chargea ce dernier, à titre de fidéicommiss verbal, de l'établissement d'une œuvre en faveur des pauvres de la paroisse de Croix-Daurade. M. Théron de Montaugé devait remettre au Bureau de bienfaisance une valeur de 10,213 fr. 05, dont le revenu servirait annuellement à cinq pensions d'égale quotité pour cinq familles pauvres de cette paroisse ayant à entretenir soit un vieillard, soit un infirme, soit des enfants

en bas âge. La donatrice y mit pour condition que les titulaires de ces pensions fussent désignés par le Bureau de bienfaisance sur une liste présentée par le curé de Croix-Daurade et portant deux candidats pour chaque pension. La liste devait être



Mlle ANNE THÉRON DE MONTAUGÉ  
BIENFAITRICE DES PAUVRES DE CROIX-DAURADE.

révisée tous les ans par le Bureau. S'il y avait lieu de remplacer, dans le courant de l'année, quelque une des familles pauvres soit par suite de décès, soit pour toute autre cause, on devait procéder à ce remplacement de la même manière<sup>1</sup>.

Le 16 mars 1869, le Bureau de bienfaisance écrivait à M. Massia, curé de Croix-Daurade, pour lui demander, avant de solliciter l'autorisation du legs, « s'il voulait bien concourir

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Lettre du Bureau de bienfaisance au curé, du 16 mars 1869.



à son exécution, en acceptant, pour lui et ses successeurs, la charge ou, pour mieux dire, la part du concours qui lui était assignée par cette bienfaitrice des pauvres<sup>1</sup> ».

Le 24 mars suivant, M. Massia déclarait accepter et « s'engageait à fournir une liste portant deux candidats pour chaque pension<sup>2</sup> ».

Devenu le successeur de M. Massia, nous fûmes, à notre tour, sollicité par le Bureau de bienfaisance de concourir à cette œuvre, et l'administration nous écrivait, le 12 juin 1883 : « M. le Secrétaire général, tout en vous faisant la remise de l'état nominatif des personnes qui doivent bénéficier en 1883 du legs de M<sup>lle</sup> Théron de Montaugé, s'empressera de vous donner les renseignements nécessaires pour la distribution trimestrielle de la somme de 105 francs<sup>3</sup> ».

Les pensions avaient été de 100 francs l'une jusqu'à l'année 1881 ; mais cette dite année, la somme léguée, consistant en deux créances, ayant été remboursée, fut employée par le Bureau à l'achat de rentes sur l'Etat, conformément au décret d'autorisation du 31 juillet 1869. De ce fait, les revenus se trouvèrent réduits à la somme de 420 francs, dont 105 francs par trimestre, et les pensions ne s'élevèrent plus, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1882, qu'à 84 francs ou 21 francs par trimestre<sup>4</sup>.

VI. ŒUVRES DE LA PROPAGATION DE LA FOI, DE SAINT-FRANÇOIS-DE-SALES ET DE LA SAINTE-ENFANCE. — Ces œuvres, qui existent de très longue date dans la paroisse, y sont actuellement assez prospères. La Propagation de la Foi compte cinq dizaines ; l'œuvre de Saint-François-de-Sales dix dizaines, et celle de la Sainte-Enfance deux dizaines. On pourrait donner une plus grande extension à ces œuvres, s'il était possible de recruter quelques autres personnes dévouées consentant à devenir dizenières.

1. Archives de l'église de Croix-Daurade, Lettre à M. Massia.

2. *Ibid.*, Déclaration de M. Massia.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, Lettre du 5 janvier 1881.

VII. CONFRÉRIE DU TRÈS SAINT-SACREMENT. — La Confrérie du Très Saint-Sacrement fut canoniquement établie dans notre église par ordonnance de M<sup>gr</sup> l'Archevêque du 15 avril 1884. Le vénérable cardinal Desprez en avait approuvé le règlement le 5 avril précédent.

Les Dames de la Confrérie se réunissent tous les troisièmes dimanches du mois, après avoir assisté à la procession du très Saint-Sacrement. On en compte actuellement une centaine.

La cotisation annuelle n'est que de 1 franc. Les ressources, quoique bien minimes, suffisent cependant pour le pain béni du jour de la fête, les frais de convocations, l'achat des cierges portés à la procession du troisième dimanche du mois et l'acquit de quatre messes par an pour les confréresses défuntés. Depuis la loi de séparation, la Confrérie a même pu prendre à sa charge la dépense du pain d'autel pour toute l'année.

VIII. COMITÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DE FILLES. — Ce Comité fut établi au mois de février 1887, pour parer aux dépenses d'une cantine scolaire et fournir au vestiaire des enfants pauvres. Il était appelé à contribuer, l'année suivante, à l'établissement d'une école congréganiste libre de filles, quand les Sœurs Servantes de Marie cessèrent d'être institutrices communales (1<sup>er</sup> septembre 1888). — Voir le chapitre des écoles.

IX. FÊTE DE CHARITÉ. — Voir le chapitre des écoles.

X. ŒUVRE DU PAIN DES PAUVRES. — La dévotion envers saint Antoine de Padoue prenait, il y a quelques années, un développement extraordinaire. Il n'y a presque pas d'église aujourd'hui qui ne possède la statue de ce saint, avec un tronc pour les offrandes destinées au pain des pauvres. Ce fut à cette occasion qu'une âme généreuse, voulant rester inconnue, nous offrit, pour notre église, une statue de saint Antoine, du meilleur goût, ainsi que le piédestal et la grille qui l'entoure. La bénédiction en fut faite, le dimanche 1<sup>er</sup> décembre 1895, par le R. P. Guillaume, capucin, de sainte mémoire.

Les offrandes des fidèles trouvées dans le tronc nous permet-

tent, en outre de quelques secours extraordinaires donnés à des pauvres plus particulièrement intéressants, deux distributions annuelles de pain aux indigents, l'une le Jeudi saint et la seconde le 13 juin, fête de saint Antoine de Padoue.

XI. — LA CHORALE DE CROIX-DAURADE. — A l'instigation et sous la présidence de M. Raymond Jalama, fut fondée en 1897 une Société de chant, sous le nom d'*Avenir Saint-Caprais*. Un peu plus tard, on l'appela simplement Chorale de Croix-Daurade. On y pratique avec succès la musique chiffrée et, grâce à une habile direction, ce groupe de chanteurs est toujours fort agréable à entendre. La Chorale, couronnée à de nombreux concours, ne compte plus ses succès : sa bannière est constellée de nombreuses médailles. La fête de Sainte-Cécile est célébrée chaque année avec solennité et la Chorale se fait entendre, ce jour-là, à la messe de dix heures. Elle assiste également aux funérailles de ses membres titulaires ou honoraires et chante, durant la messe, quelques morceaux de son répertoire et, au cimetière, le *De profundis*.

XII. ŒUVRE DES DAMES CATÉCHISTES. — Lorsqu'il fut interdit aux instituteurs publics de s'occuper de l'enseignement religieux dans leurs écoles, on établit l'œuvre éminemment utile des *Dames catéchistes*. Leur but est de faire apprendre la lettre du catéchisme aux enfants, afin de ménager au prêtre plus de temps pour les explications. Un groupe de dames catéchistes fut fondé dans la paroisse en 1899 sous la sage direction de M<sup>me</sup> Henri Théron de Montaugé. Ces dames font leur catéchisme à l'église tous les jeudis de l'année.

XIII. ŒUVRE DES VOCATIONS SACERDOTALES. — Cette œuvre fut définitivement établie dans la paroisse en l'année 1900 et M<sup>gr</sup> l'Archevêque en confia la présidence à M<sup>me</sup> Henri Théron de Montaugé. On a pour but, en y adhérant, de venir en aide aux familles peu fortunées du diocèse ayant à pourvoir aux frais d'instruction de quelqu'un de leurs enfants qui se destine au sacerdoce.



Parmi les œuvres catholiques, il n'en est pas de plus excellente. Le recrutement du clergé s'impose, en effet, tout d'abord et l'insuffisance de prêtres serait pour les paroisses le plus grand des malheurs. Cette œuvre mérite donc toutes nos sympathies. Faciliter à nos missionnaires la conquête des âmes en pays infidèle par la participation aux œuvres de la Propagation de la Foi et de la Sainte-Enfance, de même que défendre cette foi, dans notre chère France, en souscrivant à l'œuvre de Saint-François-de-Sales, qui vient en aide aux écoles chrétiennes, est certainement très méritoire ; mais assurer des prêtres à nos populations est encore mieux. C'est ici le cas de rappeler, en toute vérité, le vieux proverbe, auquel on donne trop souvent un sens qui n'est pas le sien : « Charité bien ordonnée commence par soi-même. »

XIV. LIGUE PATRIOTIQUE DES FRANÇAISES. — Cette œuvre fut fondée dans la paroisse en 1902. Plus de deux cents femmes ou jeunes filles s'y firent inscrire. Elle est placée sous la direction de M<sup>me</sup> Henri Théron de Montaugé et d'un Comité formé par « les déléguées des quartiers ». La ligue se réunit assez fréquemment pour assister à des conférences dont le sujet est approprié au but qu'elle poursuit, la défense des principes religieux et sociaux. Elle aide à la diffusion de la bonne presse en répandant et en faisant lire dans les familles soit de bons journaux, soit des tracts.

XV. SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS DES DAMES DE CROIX-DAURADE. — Durant l'année 1903, la question d'un second médecin agitée au sein de la Société de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs divisa profondément les membres de cette Société. La question ayant été résolue dans le sens de la négative, la minorité qui avait énergiquement demandé la nomination d'un second médecin se retira et forma une nouvelle Société sous la dénomination de *Société des Dames de Croix-Daurade*.

Les conditions et les avantages ne diffèrent pas sensiblement de ceux de la Société de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs. La cotisation mensuelle est de 1 franc. Les secours, en cas de

maladie, sont le premier mois de 6 francs par semaine et de 3 francs les cinq mois suivants. On a droit aussi gratuitement au médecin et aux remèdes. En cas de mort, la Société assure à ses membres des funérailles convenables.

La Société célèbre solennellement la fête de l'Assomption et assiste en corps ce jour-là à la grand'messe.

Elle compte actuellement quatre-vingt-seize membres et a pour présidente, depuis sa fondation, M<sup>me</sup> Durrieu, et pour président d'honneur M. Sarraute.

XVI. ŒUVRE DE LA BONNE-PRESSE. — En 1905 fut établie l'œuvre de la bonne presse qui groupa bientôt un certain nombre de personnes abonnées à la *Petite Croix quotidienne* de Paris. Plusieurs d'entre elles prenaient aussi tous les dimanches *Le Pèlerin*. La lecture quotidienne d'un journal au milieu d'une population laborieuse n'ayant pas été possible, on dut bientôt se contenter de la *Croix locale du dimanche* et du *Pèlerin*. Ces deux journaux sont lus depuis avec un intérêt constant.

XVII. ŒUVRE DE LA SAINTE-FACE. — Cette œuvre fut établie le 9 avril 1905, à l'occasion du don fait à notre église du tableau de la Sainte-Face par deux zélatrices de Toulouse, désirant étendre cette dévotion. Elle a pour objet de promouvoir et de développer la dévotion à la Sainte-Face. Une lampe brûle nuit et jour devant la sainte image, grâce aux offrandes des adhérents. Des lampes particulières peuvent aussi être demandées dans certaines circonstances. Ce qui reste de ressources à la fin de l'année est employé à faire célébrer quelques messes aux intentions des donateurs.

C'est M<sup>lle</sup> Badord qui est actuellement chargée de cette œuvre.

XVIII. ASSOCIATION CATHOLIQUE DES JEUNES GENS DE CROIX-DAURADE. — Durant l'année 1905, cinq jeunes gens : MM Moutou, Chapus, Pinel, Huc et Pierre Pagés, prirent l'initiative de créer, dans la paroisse, un groupe de jeunes catholiques ayant à cœur de pratiquer la religion sans respect humain et de se réu-

nir, par intervalle, pour s'encourager mutuellement et étudier avec soin les vérités chrétiennes aujourd'hui si discutées. Ils prièrent M. Louis Théron de Montaugé de vouloir bien accepter la présidence du groupe projeté. Ils ne pouvaient mieux s'adresser ; mais M. Louis Théron de Montaugé, avec le tact et l'intelligence qui le caractérisent, déclara qu'il fallait, au préalable en référer à M. le Curé. On devine avec quel bonheur fut accueillie pareille proposition. Le groupe fut aussitôt établi sous la présidence de M. Louis Théron de Montaugé, et M. l'abbé Chédeville, vicaire, en accepta avec empressement la direction. Il se nomma *Association catholique des jeunes gens de Croix-Daurade* et compta le premier jour une dizaine de membres. On se réunissait au moins une fois par semaine.

Bientôt, pour assurer le recrutement dans l'avenir, on fit appel à l'élément plus jeune, et quelques enfants ayant renouvelé leur première communion formèrent, à côté, un patronage qui fournira sûrement de nouveaux adhérents.

En 1907, M. l'abbé Loubet ayant succédé, comme vicaire, à M. Chédeville, mit tous ses soins à développer l'œuvre naissante et ses efforts furent couronnés de succès. Le groupe de jeunesse fut alors affilié par son président à « *l'Association catholique de la jeunesse française* ». A ce titre, plusieurs de ses membres assistèrent à divers congrès, où ils trouvèrent occasion de se raffermir dans leurs convictions chrétiennes et prirent de généreuses résolutions pour leur œuvre d'apostolat et de formation personnelle. Des délégués de l'A. C. J. F. venaient assez souvent visiter le petit groupe, lui donner des conseils et l'encourager.

Le groupe et le patronage firent au complet et en commun un pèlerinage à Notre-Dame de Lourdes, à l'occasion du cinquantième des apparitions.

Ajoutons que, depuis, ces jeunes gens prêtent très obligeamment leur concours aux œuvres paroissiales et notamment à la fête annuelle de charité. (Voir chap. des Ecoles.) — Ils donnent aussi, plusieurs fois par an, sous l'habile et dévouée direction de M. de Sichen, des séances récréatives qui, en leur procurant quelques ressources, deviennent pour eux et



pour la paroisse un sujet de saine distraction et de réconfort.

Le groupe compte actuellement près de vingt membres. Honneur à ces vaillants jeunes gens ! Honneur surtout à leur président et à leur directeur ! Les résultats obtenus témoignent de la générosité et de l'efficacité de l'effort.

XIX. COMITÉ PAROISSIAL. — En 1909, conformément à un mandement de Monseigneur l'Archevêque, il a été formé un Comité paroissial qui deviendra sûrement un nouvel élément de bien. Il a, en effet, pour but de soutenir et de défendre les intérêts catholiques, en s'inspirant des idées d'ensemble qui lui seront fournies par un Comité cantonal, où il se trouvera représenté par deux de ses membres et M. le Curé.

Telles sont les diverses Sociétés et Œuvres catholiques au moyen desquelles le bien se fait ici modestement et sans bruit. C'est la bonne méthode. Pour une vie chrétienne plus intense, et nous la souhaitons, il suffira de les développer.

Pour être complet, il nous faut mentionner les Sociétés suivantes récemment établies, mais qui n'ont pas d'attache religieuse. Ce sont deux Sociétés cyclistes et une Société de tir.

Cette dernière porte aujourd'hui le titre de SOCIÉTÉ DES FRANCS-TIREURS TOULOUSAINS et a pour président M. Bergal. Elle était fondée, il y a à peine quelques années, par M. le docteur Gaillardie.

---

## TROISIÈME PARTIE

### DÉMEMBREMENTS SUCCESSIFS DU TERRITOIRE DE CROIX-DAURADE

---

Le territoire primitif de la paroisse de Croix-Daurade eut à subir des amoindrissements réitérés. Indépendamment de la partie occidentale du quartier des Trois-Cocus qui fut distraite de cette paroisse et passa à celle de Lalande, à une époque et pour des motifs à nous inconnus, la nouvelle délimitation des paroisses par M<sup>gr</sup> Primat, en 1802, après le Concordat, lui enlevait, pour les donner à l'Union, Saint-Caprais et Planchon, situés en dehors du territoire de Toulouse. A partir de ce moment et pendant près d'un demi-siècle, le territoire paroissial devait ensuite se maintenir dans son intégralité.

Les quartiers de la paroisse plus voisins de Saint-Etienne et de Saint-Sernin ayant pris, dans l'intervalle, un notable développement, de nouveaux démembrements s'imposèrent. Ainsi, en 1843 (ordonnance royale du 15 février), sous l'épiscopat de M<sup>gr</sup> d'Astros, l'érection de la paroisse Saint-Aubin enleva à Croix-Daurade les quartiers de Terre-Cabade, de la Colonne, de l'Ecole vétérinaire et une partie de celui de la future gare. Croix-Daurade perdit alors, de ce chef, toute la partie de son territoire située au sud du *Petit chemin des Redoutes*, à partir du point où ce chemin s'embranchait sur la route de Périole jusqu'à celui où il venait rencontrer le *Chemin de la Juncasse*, de même que la partie comprise au midi de ce dernier<sup>1</sup>.

1. Archives de la Haute-Garonne, série VTV, liasse 7, plan de la pa-

Le chemin de Périole traversait alors le local où fut établie plus tard la gare des chemins de fer du Midi et cet établissement fut cause qu'on le dévia et qu'on le porta plus à l'est<sup>1</sup>. Le *Petit chemin des Redoutes* s'embranchait sur ce dernier en un point qui se trouverait aujourd'hui entre l'embarcadère des voyageurs et celui des marchandises.

En 1852, sous l'épiscopat de M<sup>gr</sup> Mioland, la création de la paroisse de Saint-François-de-Paule des Minimes fit perdre à Croix-Daurade toute la partie de territoire située à l'est de la route de Paris, jusqu'à la commune limite actuelle des Minimes et de l'Immaculée-Conception, de même que toute la partie située à l'ouest du chemin de Négreneys jusqu'à la rencontre de ce dernier et du chemin Coupé, à la croix des Cocus. Tout le territoire de cette nouvelle paroisse fut pris, en effet, sur ceux de Croix-Daurade et de Lalande.

Enfin, en 1858, M<sup>gr</sup> Mioland, pour établir la paroisse de l'Immaculée-Conception, prit à Croix-Daurade Matabiau, Bonnefoy et ce qui lui restait des quartiers du Raisin et de Négreneys, c'est-à-dire toute la partie méridionale de son territoire depuis le canal jusqu'au sommet du coteau de Lapujade. Là, la limite commune des deux paroisses fut formée par une ligne imaginaire se dirigeant à l'est par la crête du coteau jusqu'à la route de Toulouse à Agde et, à l'ouest, par l'allée de la Vierge du château de Lapujade jusqu'au chemin de Raynal. De ce point la limite commune est formée, en allant vers le sud, par deux ou trois cents mètres de ce chemin jusqu'au point où s'embranche, à droite, le petit chemin qui mène à celui de Négreneys et enfin par ce petit chemin lui-même aboutissant près du passage à niveau, à l'ouest.

La paroisse Saint-Sylve devait plus tard, sous l'épiscopat de M<sup>gr</sup> Desprez, être formée de ce que Croix-Daurade avait cédé de territoire à Saint-Aubin et à l'Immaculée-Conception.

roisse Saint-Aubin, prise sur les territoires de Saint-Etienne, de Saint-Sernin et de Croix-Daurade.

1. Le local où se trouve la gare étant actuellement agrandi du côté de l'est, le chemin vient encore d'être déplacé pour être porté un peu plus loin de ce même côté.



En résumé, on avait pris dans l'espace d'un demi-siècle, sur la paroisse de Croix-Daurade, une notable partie des paroisses de l'Union, de Saint-Aubin et des Minimes, et les territoires entiers de l'Immaculée-Conception et de Saint-Sylve.

Que les fidèles et le clergé de ces paroisses gardent un souvenir pieux de l'église-mère. Celle-ci ne peut leur demander aucune façon d'hommage, mais comptant, de leur part, sur la mémoire du cœur, elle espère aussi pouvoir attendre le secours de leurs prières en faveur des enfants qu'elle groupe encore sous son toit.

Malgré ces démembrements successifs, la paroisse de Croix-Daurade reste très étendue et elle compte encore quatre mille âmes.

Nous en donnons ici une carte détaillée qui indiquera les présentes limites sans que nous ayons, sur ce point, à insister davantage.

Pour compléter notre étude, il nous reste donc à parler, dans cette troisième partie, des événements qui se sont produits et des édifices publics qui ont été construits sur le territoire de Croix-Daurade, quand la partie correspondante lui appartenait. Ainsi la bataille de Toulouse a eu lieu, en majeure part, sur ce territoire, quand celui-ci n'avait encore subi de démembrement que du côté du nord, en perdant Saint-Caprais et Planchon. L'Ecole vétérinaire, de même que l'Observatoire et la Colonne, furent construits plusieurs années avant que le local où ils s'élèvent fût distrait de Croix-Daurade. Enfin, le territoire de cette paroisse venait à peine de subir le démembrement occasionné par la création de celle de Saint-Aubin, quand on construisit la gare du Midi, qui fut édifiée sur la limite commune. Ces faits motivent les chapitres suivants.

---

## CHAPITRE PREMIER.

### La Bataille de Toulouse et l'Obélisque du 10 avril 1814 sur le territoire de Croix-Daurade.

- I. LA BATAILLE DU 10 AVRIL 1814 SUR LE TERRITOIRE DE CROIX-DAURADE. — Arrivée des armées de Soult et de Wellington devant Toulouse. — Wellington franchit la Garonne en amont et en aval de la ville. — Son plan de bataille. — L'action décisive a pour principal théâtre le territoire de Croix-Daurade. — Emmanuel Freyre s'établit avec le corps espagnol sur le mamelon de Lapujade et attaque de front sans succès. — Mouvement tournant de Bérésford par Périole et la vallée de l'Hers. — Prise de la Sypière et des redoutes du centre par les coalisés. — Nouvelle tentative infructueuse de Freyre. — Evacuation par nos troupes des redoutes du nord et abandon de notre première ligne de défense. — Retraite de Soult. — Surprise des coalisés qui tentent vainement de le poursuivre. — A qui doit-on attribuer la victoire? — Etat des dommages matériels occasionnés par la bataille. — Particularités relatives à Croix-Daurade. — Simulacre projeté de la bataille en 1852.
- II. L'OBÉLISQUE DU 10 AVRIL 1814 SUR LE TERRITOIRE DE CROIX-DAURADE. — Organisation d'un comité en 1830 pour l'érection d'un monument commémoratif de la bataille de Toulouse. — Souscription. — Pose de la première pierre le 28 juillet 1835. — La ville de Toulouse accorde au comité une somme de 6.000 francs à titre de souscription pour l'achèvement de l'obélisque. — Inauguration le 28 juillet 1839.

#### I.

#### LA BATAILLE DU 10 AVRIL 1814 SUR LE TERRITOIRE DE CROIX-DAURADE.

La bataille de Toulouse se livra sur l'entier pourtour de la ville, mais le territoire de Croix-Daurade, *qui s'étendait alors au nord et à l'est de la ville, le long de la rive droite du canal, du pont des Minimes à Saint-Aubin, comprenant une notable partie des hauteurs qui dominant la cité dans sa partie orientale,* fut plus particulièrement le théâtre de l'action décisive qui

amena le dénouement final. C'était là surtout que Soult avait construit, à la dernière heure, les plus importants travaux de défense. On doit citer entr'autres : 1° la tête de pont des Minimes et celle de Matabiau ; 2° les ouvrages des bords du canal ; 3° des retranchements et une redoute avancée destinés à défendre, du côté du nord, les approches de la colline de Guilleméry, et faisant face par conséquent au mamelon de Lapujade et à son avant-plaine ; 4° la « grande redoute » établie à l'extrémité septentrionale de ces hauteurs, au-dessus de la « redoute avancée » sur le plateau de Jolimont, et, un peu plus vers le sud, sur le mamelon où se trouve la colonne, la « redoute triangulaire » ; 5° les redoutes dites « du Centre ou du Calvinet<sup>1</sup> », qui comprenaient la redoute du Colombier ou de la Colombette et celle des Augustins. Cette dernière était située en dehors du territoire de Croix-Daurade, vers le point de jonction des chemins de Soupétard et des Augustins, à 400 mètres environ de celle du Colombier. Venaient enfin dans la direction du sud les « redoutes de droite », qui comprenaient la redoute de Caraman et un peu plus loin, la dernière de la ligne, à 500 mètres environ de la route de Castres, la « redoute de Borde-neuve ou de la Sypière<sup>2</sup> ». (*Voir la carte ci-contre*).

La « grande redoute » et la « redoute triangulaire » étaient établies sur les deux points les plus élevés de la colline, à son extrémité septentrionale, et en face du mamelon de Lapujade. « Le côté oriental de la grande redoute longeait la crête extérieure des pentes descendant vers l'Hers. Il consistait en deux épaulements en ligne droite sur le même alignement. Plus haut, sur la gauche de l'Observatoire actuel, s'élevait une redoute pentagonale<sup>3</sup>. » La redoute triangulaire fermait le chemin de la Juncasse, en avant de l'emplacement de la colonne

1. La position du Calvinet s'étendait le long du plateau, de la guinguette actuelle du *Chat-Noir*, située au sommet et au bord du chemin de la Juncasse, jusqu'au delà du *chemin de la Gloire*, voire même jusqu'à la route de Balma, à gauche de Bonhoure. (Bial, *Histoire populaire de la bataille de Toulouse*.)

2. Ne pas confondre avec le plateau de la *Cépière*, à l'ouest de la ville.

3. Commandant Bial, *Histoire populaire de la bataille de Toulouse*.



actuelle, presque à son pied, et à l'angle de la villa des cerisiers<sup>1</sup>.

Les redoutes du centre étaient établies non loin et au midi du pigeonnier du Calvinet.

Nous ne saurions avoir la prétention de décrire ici dans tous ses détails cette épopée toulousaine de la bataille du 10 avril, dont le plus haut fait d'armes a illustré le territoire de Croix-Daurade. Nous n'en aurions ni le loisir ni surtout la compétence. Les archives n'ont pu d'ailleurs nous fournir, à ce sujet, que très peu de renseignements inédits, et il faut nous borner à recueillir surtout dans des livres ce qui peut plus spécialement concerner Croix-Daurade. Les quelques détails qui vont suivre sont empruntés, pour la plupart, à un ouvrage contemporain, écrit par un témoin oculaire qui signe C. D\*\*\* et que l'on croit être un officier du nom de Duplan<sup>2</sup>; au récit de la bataille par le général Lapène<sup>3</sup>; au récent et intéressant petit volume du commandant Paul Bial<sup>4</sup>, qui s'est lui-même inspiré des deux ouvrages précédents, et aux divers historiens de Toulouse, d'Aldéguier, Dumège, etc. Thiers, malgré la brièveté de son récit, viendra également à notre aide<sup>5</sup>. Nous esquisserons ces faits en quelques pages rapides, assuré d'avoir satisfait de la sorte à ce que peut exiger une monographie locale comme la nôtre.

Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, parti de Saint-Gaudens le 22 mars, avec toute son armée, arrivait à Toulouse le 24. Il passait, le 26, la revue des deux cohortes urbaines et, par lettre du 27 au général Travot, commandant la 10<sup>e</sup> division militaire, il prescrivait la formation de cinq nouvelles légions composées de deux cohortes de 500 hommes chacune. « Les cohortes urbaines, est-il dit dans un ordre du général Berthier de Saint-Hilaire, commandant le département en état de siège, étaient instituées dans l'unique intérêt de la ville,

1. *Histoire populaire de la bataille de Toulouse.*

2. *Précis historique de la bataille livrée le 10 avril 1814*, par C. D\*\*\*.

3. *Evénements militaires devant Toulouse, 1814.*

4. *Hist. populaire de la bataille de Toulouse.*

5. *Hist. de l'Empire.*

à l'effet d'y maintenir l'ordre et la tranquillité. Nul ne devait s'affranchir d'en faire partie et il importait d'en étendre le nombre le plus possible<sup>1</sup>. » L'organisation des nouvelles légions, d'après une lettre du général Berthier de Saint-Hilaire au préfet, devait être terminée avant le 5 avril<sup>2</sup>. Le maréchal, avait prescrit par avance, des rives de l'Adour, la construction d'une solide tête de pont à Saint-Cyprien et envoyé des officiers du génie pour établir deux enceintes continues en terre, avec bastions, se reliant par leurs extrémités à la Garonne et destinées à mettre ce faubourg à l'abri d'une surprise. Il avait hâte de faire mettre la dernière main à ces ouvrages, de même qu'à tous les autres.

On avait réquisitionné pour ces travaux de défense la population ouvrière de Toulouse et celle des communes environnantes. Castelginest eut à fournir 20 ouvriers; Fenouillet, 25; Gagnac, 23; Launaguet, 13; Castelmaurou, 40; Pechbonnieu, 20; Montberon, 15; L'Union, 35; Rouffiac, 18; Saint-Geniez, 13; Saint-Loup, 15; Balma, 32; Mons, 17; Montrabe, 10; Le Pin, 9; Blagnac, 70; Colomiers, 63. Le nombre des ouvriers requis pour chaque jour s'éleva :

Les 23, 24, 25 et 26 mars, à...	992.	Total des journées	3,968
Les 27, 28, 29 et 30 mars, à...	1.002.	—	4.008
	<hr/>		<hr/>
Totaux. . . .	1.994.	—	7.976

La ville de Toulouse devait fournir deux cents travailleurs de terre chaque jour, du 23 au 30, avec tous les objets nécessaires<sup>3</sup>.

Les charrois s'opérèrent aussi par voie de réquisition. Dans la précipitation inévitable du moment, on reçut parfois des ordres contradictoires. Ainsi, à Croix-Daurade, « M. Cazal était requis, par lettre du 30 mars, de faire partir de nuit pour « la forêt de Buzet quatre charretiers pour transporter des

1. Archives de la Haute-Garonne, série 4M, liasse 143.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

« bois à Toulouse », et il dut répondre le 1<sup>er</sup> avril à une nouvelle réquisition, à lui adressée le 31 mars, « qu'il ne pouvait « fournir la quantité de trois paires de bœufs avec traits et « joug et les diriger de suite sur le parc d'artillerie pour être « mis à la disposition du directeur, attendu que ses chariots « étaient partis pour la forêt de Buzet, en vertu d'une réquisi- « tion précédente<sup>1</sup> ».

Wellington, embourbé à travers la Gascogne, dans les chemins détrempés de Lombez à Toulouse, laissant à Soult trois jours de répit, n'arriva en vue de Saint-Cyprien que le 27 mars.

La première préoccupation du duc de Dalmatie avait été d'empêcher Wellington de forcer le passage de la Garonne par le pont de Toulouse, les ouvrages de Saint-Cyprien en sont la preuve, mais le commandant de l'armée des coalisés avait d'autres vues. Il ne se sentait aucune envie de traverser le fleuve au milieu de la ville, en refoulant, au prix de pertes cruelles, un adversaire aussi redoutable que Soult. Celui-ci pouvait d'ailleurs rendre inutile un tel effort, en faisant sauter le pont après l'avoir passé, et le laisser ainsi sur la rive gauche. Il résolut de tourner l'obstacle. Ses projets consistaient à traverser la Garonne en amont de la ville pour enlever à Soult sa ligne de retraite vers le Bas-Languedoc, d'où le maréchal Suchet pouvait accourir pour joindre ses forces à celles du duc de Dalmatie, et ensuite en aval, afin d'empêcher les communications de ce dernier avec Montauban, d'où le général Loverdo pouvait également lui envoyer des renforts. N'allait-il pas aussi, par ce moyen, bloquer son adversaire dans Toulouse et peut-être même l'obliger à capituler ? Il disposait pour l'exécution de ce plan de forces suffisantes, 72.000 hommes de troupes solides et aguerries, tandis que Soult pouvait à peine lui opposer 30.000 soldats, dont 6.000 recrues, armées de la veille.

Wellington dirigea donc ses équipages de pont vers Portet le 28 mars, mais y trouvant le fleuve d'une trop grande largeur, il dut en remonter le cours jusqu'à Roques où, le 30, le pont était jeté.

1. Archives de Toulouse, série 2H, liasse 5.



Le corps d'armée de sir Rowland Hill traversa alors la Garonne et, après avoir un peu plus loin franchi l'Ariège par le pont d'Auterive, il gagnait Villefranche et poussait jusqu'à Nailloux.

Le maréchal Soult, qu'une telle manœuvre avait mis au courant des projets de son adversaire, se vit dans l'obligation de défendre la ville au midi, du côté des faubourgs Saint-Michel, du Busca et du Pont-des-Demoiselles. Il donna l'ordre en conséquence d'y construire divers ouvrages et fit porter la division Harispe devant la barrière des Récollets, la division Vilate sur les hauteurs du Pech-David et de Pouvoirville, la division Darmagnac à Vieille-Toulouse et la division Darricau à Saint-Agne et Castanet. La cavalerie légère de son frère le général Soult devait effectuer des reconnaissances dans la vallée de l'Hers, jusqu'à Baziège et Montgiscard.

Sir Rowland Hill, « arrêté par les mauvais chemins du Lauragais<sup>1</sup> », redescendit bientôt vers Toulouse, mais, se sentant trop faible pour tenter une offensive vigoureuse, il repassa l'Ariège et la Garonne et fit lever le pont de bateaux.

Le 4 avril, le général Darmagnac signalait des hauteurs de Vieille-Toulouse le transport des équipages de pont et un mouvement général du gros de l'armée ennemie dans la direction de Grenade. Le soir du même jour, en effet, à la nuit tombante, Wellington faisait jeter un nouveau pont de bateaux sur la Garonne, 13 kilomètres en aval de Toulouse, vis-à-vis de Gagnac, au-dessous de Seilh. Le lendemain, dès l'aube, le corps du maréchal sir William Beresford, 4<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> divisions écossaises, un corps d'élite de 10 à 12.000 hommes, franchit le fleuve et passa sur la rive droite; mais une crue subite et violente en même temps que des bateaux pesamment chargés lancés à dessein de Toulouse et abandonnés au courant de l'eau étant venus tout à coup rompre le pont, la quatrième armée espagnole qui allait suivre ne put passer. Béresford se trouva ainsi coupé de l'armée des coalisés, sans artillerie, sans vivres,

1. C. D<sup>'''</sup>, *Précis historique de la bataille livrée le 10 avril 1814*, 2<sup>e</sup> partie, p. 37.

sans munitions et par conséquent fort exposé, car il ne pouvait recevoir le moindre secours de la rive gauche. Soult n'allait-il pas profiter de cette situation pour fondre sur lui et le tailler en pièces, sans qu'il lui fût possible de conjurer ce désastre et d'échapper à une déroute inévitable par la retraite?

Wellington, qui appréhenda aussitôt avec la plus vive inquiétude la possibilité de ce mouvement offensif de nos forces, agitait déjà dans sa pensée le projet de battre en retraite<sup>1</sup>. L'excessive prudence de Soult le sauva de ce désastre.

On a souvent exprimé le regret que Soult, renonçant à son plan d'expectative, n'ait pas mis à profit un tel avantage et pris résolument l'offensive. Il se jugea sans doute numériquement trop faible pour sortir de ses lignes et tenter un tel coup de main. Des historiens comme Thiers le constatent sans trop l'en blâmer. « Le maréchal, déconcerté par ses revers, dit ce dernier, ne voyant sa sûreté que dans la forte position défensive de Toulouse, n'osa pas la quitter pour aller chercher les Anglais qu'il aurait pu atteindre en vingt-quatre heures et précipiter dans la Garonne<sup>2</sup>. »

Ce plan défensif, si favorable qu'il ait paru à Soult, n'avait-il pas, en présence des avantages presque certains du système contraire, des inconvénients graves? Fallait-il ainsi boudier à la fortune souriante? Le maréchal pouvait-il négliger cette chance heureuse pour lui? Soult crut, de très bonne foi, que malgré tout il devait persister dans sa tactique.

La troupe de Béresford en fut donc quitte pour attendre quatre mortelles journées dans de cruelles angoisses, que Wellington eût rétabli le pont. Les coalisés se mirent à l'œuvre le Vendredi saint 8 avril, quand les eaux eurent baissé, sans qu'il se produisît de notre part aucun mouvement pour les empêcher. Wellington put faire passer sur la rive droite, sans être inquiété, 50.000 hommes d'infanterie, 6.000 de cavalerie, toute l'artillerie et son état-major, ne laissant, sur la rive

1. Général Lapène, *Événements militaires devant Toulouse en 1814*, p. 47.

2. *Hist. de l'Empire*, liv. XXXVI.

gauche, que le corps de Rowland Hill qu'il destinait à l'attaque de Saint-Cyprien, comme diversion, pendant que de son côté il tenterait d'attaquer nos lignes de front au centre et de tourner notre aile droite par une marche de flanc.

La Garonne une fois franchie, l'ennemi vint établir son quartier général à Saint-Jory, dans la maison de poste ; mais, si l'on en croit une note écrite au registre de catholicité de la paroisse de Launaguet par le curé de l'époque, M. Caussidou, « il déboucha le même jour par Castelginest et vint camper à Launaguet, où le quartier général fut établi au château de M. Durègne<sup>1</sup> », appartenant actuellement à la famille de Bré-sillac. Wellington envoya, sans perdre une minute, de forts détachements de cavalerie en reconnaissance vers Toulouse. Ceux-ci refoulèrent nos avant-postes sur Lalande, Croix-Daurade, Balma, Lasbordes et Montaudran, et s'emparèrent du pont de Croix-Daurade que nous avions négligé de faire sauter en nous retirant. Les ponts de Périole, de Balma, et un peu plus tard celui de Lasbordes furent, au contraire, coupés par nos arrière-gardes.

Wellington avait eu soin de faire remonter le pont de bateaux vers Blagnac, à mesure qu'il se rapprochait de Toulouse, pour rester en communication avec son corps de la rive gauche et se ménager aussi, en cas de revers, un moyen de retraite.

Le Vendredi saint 8 avril, à deux heures de l'après-midi, après avoir passé l'Hers sur le pont de Croix-Daurade, la brigade de cavalerie légère du général Vial qui arrivait de Fenouillet se reposait au bivouac. Mal gardée par ses vedettes qui laissèrent arriver sur elle le 18<sup>me</sup> hussards anglais du colonel Vivian, cette brigade aurait été taillée en pièces si notre 2<sup>me</sup> hussards n'avait prestement sauté en selle et vivement sabré les cavaliers anglais. Le colonel Vivian resta sur le carreau, à moitié mort, et le commandant de notre division de cavalerie légère, Soult, faillit être enlevé avec son état-major. La brigade Vial fut cependant dégagée, en laissant une centaine de prisonniers

1. Archives de l'église de Launaguet, *Registre de catholicité de 1805 à 1825*, p. 168.



entre les mains de l'ennemi. Elle se replia, avec son artillerie, un peu en arrière de Croix-Daurade. Les Anglais gardèrent le pont et en occupèrent les alentours.

Pour conserver les avantages de cette échauffourée, ils se barricadèrent ensuite, vers la nuit, avec des charrettes, du côté du pont qu'ils entendaient garder, et aussi du côté de l'église, se défilant de la sorte des quelques pièces d'artillerie qui renforçaient notre poste avancé reporté un peu plus loin. Ils défendirent, en outre, aux habitants de donner plus d'un demi-litre de vin à chacun de leurs soldats et mirent, pour plus grande sûreté, une sentinelle à la porte de chaque cellier du village. Cette précaution était bien faite pour nous servir d'exemple, dit C. D\*\*\*, car la surprise de nos cavaliers devait être attribuée, pour une bonne part, à la liberté qu'on leur avait laissée de se procurer du vin à discrétion.

Bientôt Wellington, serrant l'armée de Soult de plus près, transporte son quartier général à l'Union, et tout annonce que le moment de l'action générale approche.

Nous sommes au matin de Pâques, 10 avril, avant le lever du soleil. « A six heures, dit la note du curé de Launaguet, un coup de canon avertit toute l'armée des alliés qui était en bataille dans la prairie de Launaguet et au communal de partir. A sept heures, les divisions furent à leurs postes. Les Espagnols tenaient l'aile droite, les Portugais l'aile gauche et les Anglais le centre<sup>1</sup>. »

La division anglaise du général Picton, chargée de tenter le passage du canal, a franchi l'Hers à Launaguet et le gros de l'armée ennemie se trouve bientôt en arrière du pont de Croix-Daurade. On attend, l'arme au pied, le moment fixé pour commencer l'action. Comment va-t-elle s'engager? La relation anglaise, rapportée par C. D\*\*\*, nous révèle les desseins de Wellington. « Mon plan d'attaque, c'est lui qui parle, fut le suivant. Le maréchal sir William Bérésford, qui était sur la droite de l'Hers avec les 4<sup>me</sup> et 6<sup>me</sup> divisions, devait passer cette

1. Archives de l'église de Launaguet, *Registre de catholicité de 1804 à 1825*, p. 168.

rivière au pont de Croix-Daurade, s'emparer de Montblanc et remonter la gauche de l'Hers, pour tenir la droite de l'ennemi, pendant que le lieutenant général don Manuel Freyre, avec le corps espagnol, attaquerait de front. Le lieutenant général sir Stapleton Cotton devait suivre les mouvements du maréchal, avec la brigade de hussards du major-général Lord Edward Somerset, et la brigade du colonel Vivian, sous les ordres du colonel Arentschild, devait observer les mouvements de la cavalerie ennemie sur les deux rives de l'Hers, au delà de notre gauche<sup>1</sup>. »

Pendant ce temps, Picton devait opérer une diversion sur la rive droite de la Garonne par une attaque contre le canal, pendant que Hill agirait de même sur la rive gauche, en se portant contre nos travaux de défense du faubourg Saint-Cyprien. On espérait ainsi « nous engager à renforcer ces deux positions en dégarnissant le reste de notre ligne<sup>2</sup> ». Wellington nous l'apprend également. « La division 4<sup>me</sup> et légère, sous les ordres du lieutenant général sir Thomas Picton et du major-général Charles baron Alten, et la brigade de cavalerie allemande devaient observer l'ennemi sur la partie inférieure du canal et attirer son attention sur cette partie, en menaçant la tête du pont, pendant que le lieutenant général sir Rowland Hill devait faire les mêmes démonstrations sur le faubourg qui est à la gauche de la Garonne<sup>3</sup>. »

Tout le plan de Wellington tient en ces quelques lignes : Bérésford allait tourner notre droite par un mouvement de flanc vers le sud, pendant que Freyre tenterait contre notre centre une attaque de front et que Picton et Hill feraient une diversion sur le canal et à Saint-Cyprien.

A trois heures et demie du matin, l'ennemi commença l'attaque par le faubourg Saint-Cyprien. La division Hill y rencontra de notre part une forte résistance, mais nos troupes vivement abordées furent contraintes à céder du terrain et plièrent, de-

1. C. D<sup>ss</sup>, *Précis historique de la bataille du 10 avril 1814*, 3<sup>e</sup> partie, p. 16.

2. Général Lapène, *Événements militaires devant Toulouse*, p. 63.

3. C. D<sup>ss</sup>, *loc. cit.*

vant les masses ennemies, jusqu'à leur deuxième ligne de défense, où elles se maintinrent ensuite vaillamment, sans qu'on pût les en déloger.

Le lieutenant général comte Reille avait pour défendre Saint-Cyprien la division Taupin et la division Maransin, mais la première lui fut retirée de bonne heure pour être portée à l'extrême droite. Pour garder la première ligne de défense de la rive gauche, ligne qui ne mesurait pas moins de 2.200 mètres de développement, le général comte Reille ne put donc disposer que de 3.000 hommes environ.

De son côté, le général Picton aborda aussi le canal avec audace et intrépidité, mais, grâce aux bonnes dispositions prises par le lieutenant général comte d'Erlon, le brave Darricau lui opposa une résistance invincible, repoussa toutes ses attaques et, pendant plusieurs heures, couvrit d'Ecossais morts ou blessés la ligne du canal par un feu des plus meurtriers. Sous cette fusillade, exécutée de près et avec une extrême justesse, Picton perdit une partie considérable de ses effectifs.

A sept heures, le maréchal Bérésford et l'Espagnol don Manuel Freyre débouchent avec leurs colonnes par le pont de Croix-Daurade. Le corps de Bérésford compte 23.000 hommes, tant en infanterie que cavalerie; celui de Freyre 15.000 fantassins, la brigade de cavalerie allemande et l'artillerie portugaise.

Bérésford, tournant à gauche après l'église de Croix-Daurade, prend le chemin de Nicol et marche vers le château de Montblanc, éloigné d'environ 800 mètres<sup>1</sup>; Freyre, suivant la route d'Albi, se dirige vers le mamelon de Lapujade. La brigade Lamorandière, abandonnant Montblanc à Bérésford, se replie vers la grande redoute de Jolimont et la brigade Saint-Pol, trop faible pour se maintenir sur le mamelon de Lapujade, prend la même direction et fait conduire ses deux canons à la tête du pont de Matabiau. En même temps, « le maréchal Soult, pour faciliter la retraite d'une brigade qui occupait l'enclos de Lapu-

1. Plusieurs auteurs ont pris faussement Montblanc et Nicol pour deux châteaux différents. Le château de Montblanc ayant appartenu au capitoul Nicol en avait pris le nom. On l'appela depuis, tantôt château de Montblanc et tantôt château de Nicol.



jade et se trouvait débordée par le corps anglo-portugais, donnait l'ordre au commandant Albert du 100<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne de faire incendier par ses sapeurs les bâtiments d'exploitation de ce domaine<sup>1</sup> ».

La marche du maréchal Bérésford par le chemin de Nicol, Périole, la Juncasse et Balma allait être périlleuse. Il fallait passer sous le feu de la grande redoute placée à l'extrémité septentrionale des hauteurs de Jolimont et, un peu plus loin vers le sud, sous le canon du Calvinet ou des redoutes du centre. Le danger n'était pas douteux, car on voit encore aujourd'hui, sur la façade méridionale du château de Maurice (Caumon ou Picheri), un énorme trou de boulet qui prouve bien que nos batteries portaient à cette distance. C. D\*\*\* nous affirme d'ailleurs que « les feux croisés du Calvinet (lisez Jolimont<sup>2</sup>) et des redoutes du centre rompaient l'ordre des colonnes de Bérésford et les mettaient en telle confusion, que tous les efforts de leurs officiers avaient peine à le rétablir<sup>3</sup> ».

Bérésford ne voulant pas s'embarrasser de son artillerie la laissa à Montblanc. Il n'en avait aucun besoin avant d'être parvenu sur la hauteur de Montaudran, car il ne devait rencontrer aucun retranchement qui lui barrât le chemin à travers le vallon. Cependant, au départ de Croix-Daurade, le corps d'armée de Bérésford était protégé par des vignes, des haies et, un peu plus loin, par les bois de Clausoles (actuellement parc de M<sup>lle</sup> Castaing), de Picheri ou Caumon (aujourd'hui de Maurice) et par celui de la Juncasse ; mais, au delà, le terrain était découvert et devenait, par suite des pluies torrentueuses qui avaient marqué la fin de mars, d'un difficile accès. On n'allait pouvoir marcher ni vite, ni avec ensemble. Les terrains de la Juncasse surtout étaient inondés et, s'ils sont d'ordinaire quel-

1. Archives de la Haute-Garonne, série R 1, liasse 114 bis, Pétition de M. Cazal-Lapujade aux membres de la Chambre des députés.

2. C. D\*\*\* appelle à tort *Calvinet* le plateau de Jolimont. Le Calvinet, comme l'indiquent sur leur carte du champ de bataille le général Lapène et le commandant Paul Bial, était le plateau suivant vers le sud où furent établies les redoutes dites du centre.

3. *Précis historique de la bataille de Toulouse*, 3<sup>e</sup> partie, p. 98.

que peu marécageux, ils ne formaient plus en ce moment qu'un immense dédale de mares bourbeuses, de fossés fangeux et d'inextricables cloaques, à peu près impraticables à l'infanterie et aux chevaux, qui enfonçaient jusqu'à mi-jambe dans l'eau, les bourniers et les terres grasses de la plaine. La marche était d'autant plus difficile que les troupes devaient se former en trois colonnes et avancer à travers champ, l'une le long de l'Hers, la deuxième au milieu de la vallée et la dernière au bas du coteau. Soult n'allait-il pas se précipiter de la hauteur avec quelques divisions sur ces colonnes embourbées, les culbuter et les enliser dans les fanges de l'Hers? Thiers semble regretter qu'il ne l'ait pas tenté.

« Le maréchal Bérésford, dit-il, offrait au général français une heureuse occasion de terminer la journée par un succès décisif. La fortune nous souriait une seconde fois, mais c'était sa dernière faveur. Les généraux Clausel, Harispe, Taupin réunis autour du général en chef le pressèrent de saisir l'à-propos et de jeter la masse de ses forces dans le flanc du téméraire Bérésford qui, sentant le péril de sa position, se hâtait de terminer son mouvement. Le danger de ce mouvement était d'autant plus grand, que si, dans ce moment, on se fût jeté en masse sur lui, on l'aurait précipité dans le lit fangeux de l'Hers. Le maréchal Soult, plein du souvenir des fautes qu'on avait commises devant les Anglais, en quittant mal à propos des positions défensives pour aller à leur rencontre, craignit d'en commettre une semblable en cette occasion<sup>1</sup>. » Telle est l'opinion d'un historien de talent. Mais qui ne voit qu'en descendant des hauteurs, pour culbuter l'ennemi dans les fanges de l'Hers, Soult s'y serait lui-même enlisé? C. D\*\*\*, répondant par avance à cette manière de voir, fait observer fort justement que « la colonne de Bérésford qui marchait sur trois lignes à portée de se secourir, était plus forte que la division Taupin, *la seule* qu'on pouvait lancer sans trop dégarnir la ligne des hauteurs; que cette colonne se trouvait précédée, suivie et flanquée d'autre corps, et qu'enfin, si notre division avait descendu le coteau pour aller l'attaquer

1. *Hist. de l'Empire*, livre XXXVI.

dans le vallon en s'isolant de notre ligne, elle ne pouvait manquer d'être entourée et prise<sup>1</sup> ».

Distraire « *quelques divisions* » et se précipiter « *en masse* » était impossible; marcher avec une division ne l'était pas moins.

On ne peut, d'ailleurs, quand on connaît le terrain, qu'approuver Soult d'avoir fait céder, en pareille circonstance, son énergie à sa prudence et d'avoir cru préférable de se maintenir dans ses lignes.

Thiers, qui a confondu les hauteurs dominant Toulouse du côté de l'est avec le mamelon de Lapujade situé au nord-est, ne connaissait pas mieux certainement, au point de vue topographique, l'étroite plaine de l'Hers, encaissée, surtout en remontant vers Montaudran, entre les coteaux de Balma et ceux de Guilleméry. Il aurait sans cela jugé autrement de la situation et approuvé la conduite de Soult, au lieu d'en méconnaître la sagesse. Le duc de Dalmatie avait, d'ailleurs, pris toutes ses dispositions pour pouvoir attendre l'attaque avec une entière confiance, malgré la faiblesse numérique de ses effectifs.

De son côté, le corps d'armée d'Emmanuel Freyre, composé de troupes anglaises et portugaises soutenues par la cavalerie allemande, marcha avec entrain et, malgré le feu de la grande redoute, prit position sur le mamelon de Lapujade. L'artillerie portugaise fut placée sur la crête, l'armée espagnole se rangea en bataille derrière elle, et la brigade de cavalerie allemande du major général Ponsomby fut mise en réserve sur les derrières, au bas du mamelon, où il lui était possible de se dissimuler.

Plusieurs batteries portugaises furent aussi placées à la métairie de la Maurine<sup>2</sup>.

Il importait, pour la réussite de Wellington, que, lorsque Bérésford marcherait par la vallée de l'Hers vers Montaudran,

1. *Précis historique de la bataille livrée le 10 avril 1814*, 3<sup>e</sup> partie, p. 110.

2. Archives de Toulouse, série 2 H, liasse 5, Pétition d'Antoine Amiel pour demande d'indemnité.



pour gravir les hauteurs à notre extrême droite, Freyre divisât nos forces en nous attaquant vigoureusement de front, sur nos lignes du nord; aussi, *le Stard* écrivait-il justement : « Le lieutenant général Freyre n'eut pas plus tôt formé son corps et vu que le maréchal Bérésford était prêt, qu'il marcha à l'attaque; les troupes s'avancèrent en bon ordre, avec un grand courage, sous un feu très vif de mousqueterie et d'artillerie, le général et tout son état-major marchant à leur tête<sup>1</sup>. »

Les deux actions devaient avoir lieu en même temps et se favoriser l'une l'autre. On n'espérait pouvoir triompher de nos forces et nous enlever nos positions qu'à ce prix.

Le maréchal Soult avait prévu cette attaque de front par le corps de Freyre, et il s'était mis en mesure d'y parer avec avantage. La division Darricau, placée derrière le pont Matabiau, défendait les bords du canal; la division Darmagnac occupait l'intervalle entre le canal et les hauteurs, déguisée par des pépinières<sup>2</sup>, et les divisions Harispe et Villate se trouvaient sur ces hauteurs mêmes.

Pendant que sur le mamelon de Lapujade les batteries portugaises répondaient aux canons de la grande redoute, Freyre, formant deux colonnes d'attaque, descendit le mamelon jusqu'au point de jonction de la route de Lavaur avec celle d'Albi. Là, il dirigea la colonne de droite, à travers le faubourg Bonnefoy, contre le pont Matabiau; celle de gauche marcha avec lui à l'assaut de la « redoute avancée » établie sur les premières pentes des hauteurs du nord, dominant le chemin creux de Périole. Il s'avança hardiment et parvint à loger sa colonne dans le chemin creux qui formait une sorte de large tranchée, qu'on aurait pu croire exécutée pour la circonstance, et il tenta aussitôt d'aborder la redoute. Il allait lui en coûter cher. Eprouvés d'abord par des décharges violentes, les Espagnols s'avancèrent néanmoins jusqu'au pied des retranchements;

1. *Précis historique de la bataille du 10 avril 1814.*

2. Les pépinières étaient situées derrière les tuileries, le long et à l'est de la route d'Albi.

mais, arrivés là, on les accueillit à bout portant par un feu si vif d'artillerie et de mousqueterie, qu'ils furent contraints de lâcher pied et de se replier sur leur réserve, en laissant sur le terrain un nombre considérable de morts et de blessés. Fauchés par la mitraille et les feux rasants de la redoute, ils n'avaient pu réussir dans leur tentative. Par surcroît de malheur, « en abandonnant le bas des escarpements et le chemin creux de Périole, ils furent encore exposés à tous les feux de nos redoutes et de nos lignes avancées et ils ne conservèrent plus aucune attitude militaire. Leurs pertes s'élevèrent à plus de 1.200 hommes<sup>1</sup>. » Force leur fut de regagner leurs lignes comme ils purent et d'aller se reformer derrière leurs batteries du mamelon de Lapujade.

La colonne espagnole de droite, engagée à travers le faubourg Bonnefoy, n'eut pas plus de succès. Elle s'avancait contre la tête du pont de Matabiau dont les batteries restaient silencieuses. « Ce pont était barricadé avec des tonneaux qui formaient une redoute en règle. Il y avait deux pièces de chaque côté et trois de front destinées à balayer le chemin de Croix-Daurade<sup>2</sup>. » Les deux divisions espagnoles qui formaient cette colonne marchaient parallèlement, la division Espaletta par la route de Lyon et la division Mendizabal par le chemin bas de Lapujade. Quand les divisions réunies, marchant de front, arrivèrent au pied de la coupure de la route, l'ouvrage vomit sur elles la mitraille à bout portant, et celle-ci faucha si amplement dans leurs masses vivantes et y fit des trouées tellement profondes, qu'elle les força à s'arrêter hésitantes. Elles se ressaisirent cependant et tentèrent de marcher; mais bientôt, ne tenant plus sous des décharges aussi meurtrières, elles se virent contraintes de ployer sous le choc. Prises d'ailleurs de flanc et vigoureusement chargées par le général Darmagnac sorti des pépinières, en même temps que criblées de projectiles par la tête du pont, elles furent forcées de reculer et se replièrent.

1. Du Mège, *Précis historique de la bataille de Toulouse*, p. 65.

2. C. D<sup>\*\*\*</sup>, *Précis historique de la bataille livrée le 10 avril 1814*, 2<sup>e</sup> partie, p. 51.

rent comme elles purent. « Le lieutenant-général Darmagnac, raconte un capitaine adjoint de notre état-major général, dont C. D\*\*\* nous a conservé les impressions, ordonna au 51<sup>me</sup> et au 75<sup>me</sup> régiments de se tenir prêts, laissant encore approcher cette colonne à une demi-portée de fusil. Arrivés à cette distance, le général fit démasquer les deux régiments et commanda la charge. Elle fut exécutée avec l'impétuosité naturelle aux soldats français. Les ennemis furent si vigoureusement attaqués sur le flanc gauche, que l'ordre qui régnait dans la marche de leur colonne, formidable surtout par le nombre, fut métamorphosé en la déroute la plus complète, au point que ses pertes, dans l'espace d'un quart d'heure, s'élevaient à plus de 2.000 hommes mis hors de combat<sup>1</sup>. » Le reste se débanda et chercha son salut dans la fuite.

« Les débris de cette colonne, sans savoir où se diriger pour trouver leur salut, se rapprochèrent du pont des Minimes, qui les reçut aussi avec de la mitraille, sans compter une fusillade terrible qui partit du couvent en même temps. Cette malheureuse circonstance, à laquelle ils ne s'attendaient pas non plus, les força de se jeter à travers la plaine dans un désordre épouvantable, cherchant à regagner le chemin de Croix-Daurade. Mais le feu général de toutes nos redoutes, de nos retranchements du nord et des deux ponts se dirigeant sur eux, les accabla d'une si grande quantité de boulets, de mitraille et de balles, qu'ils essuyèrent des pertes immenses<sup>2</sup>. »

Le général Espaletta avait été grièvement blessé, de même que le général Mendizabal, mais ce dernier put néanmoins conserver le commandement. Il tenta de rallier les fuyards et il regagna ses lignes, frappé encore dans le dos par le 6<sup>e</sup> léger, sorti de la tête de pont. Cette colonne eût été complètement détruite si la division anglaise légère du baron Charles Alten, suivie de la cavalerie allemande, n'était enfin venue de l'écluse du Béarnais pour la secourir, si surtout le général Darmagnac, qui se disposait à tailler en pièces tous ces débris, n'avait au

1. *Précis de la bataille livrée le 10 avril 1814*, 3<sup>e</sup> partie, p. 93.

2. *Ibid.*, p. 95.



même moment reçu l'ordre de se porter, avec sa division, en avant du faubourg Saint-Etienne. Il allait soutenir notre aile droite extrême, pliant devant le corps d'armée de Bérésford, qui avait atteint les hauteurs et attaquait nos redoutes.

Le choc contre les deux colonnes de Freyre, descendues du mamelon de Lapujade, avait été si terrible, que tout le champ de bataille, depuis la redoute avancée jusqu'au pont Matabiau, à droite et à gauche de la route d'Albi et jusqu'aux Minimes, était couvert de morts et de mourants. « Des tas de cadavres obstruaient l'extrémité du chemin creux, qui formait le point de jonction sur la route d'Albi<sup>1</sup>. » *Le Stard* lui-même fait l'aveu de l'insuccès de la tentative de Freyre. « L'ennemi repoussa la droite du général Freyre, dit-il, dans le mouvement qu'elle avait fait pour tourner son flanc gauche, et, poursuivant son succès, il tourne notre droite sur les deux côtés de la route de Toulouse à Croix-Daurade et oblige bientôt ce corps à reculer<sup>2</sup>. »

La matinée avait donc été mauvaise pour les coalisés : Hill, sur la rive gauche de la Garonne, ayant rencontré de notre part une vive résistance, n'avait pu avancer au delà de notre première ligne ; Picton n'avait pas été plus heureux dans sa tentative contre le canal, quatre attaques successives contre la tête de pont de l'Embouchure ayant été victorieusement repoussées, et Freyre avait subi un double et cruel échec. « A midi, au témoignage de Thiers, les Anglais avaient perdu près de trois mille hommes, sans avoir obtenu d'autres résultats que d'être partout repoussés<sup>3</sup>. » La victoire nous restait donc de ce côté. Nous avons le droit d'être fiers de cette matinée glorieuse.

Pendant ce temps, Bérésford avait accompli son mouvement tournant et gravissait la colline, un peu au nord de Montaudran. Il s'apprêta aussitôt sans perdre une minute, car il sentait le prix du temps, à marcher contre l'extrême droite de nos positions, avec une colonne forte de huit mille hommes arrivée

1. C. D\*\*\*, *Précis de la bataille livrée le 10 avril 1814*, 3<sup>e</sup> partie, p. 96.

2. *Ibid.*

3. *Hist. de l'Empire*, liv. XXXVI.

la première et sans attendre celles qui s'étaient attardées à tirailler avec nos troupes. Cette colonne d'assaut, formée par la division Cole, monta donc résolument à l'attaque de la Sypière. Tout était prêt pour la recevoir.

Soult avait embusqué la brigade Rey de la division Taupin, mandée à la hâte de la grande redoute du nord, à droite et un peu en arrière de la Sypière. Taupin avait ordre de la défiler derrière la crête du plateau et de se tenir prêt à surgir au premier signal, pour fondre sur la tête et le flanc gauche de la colonne anglaise d'assaut. Les six escadrons de cavalerie légère du général Berton, dissimulés également derrière les plis de terrain, devaient fondre en même temps sur le flanc gauche de l'ennemi. La seconde brigade de la division Taupin, sous les ordres du général Gasquet, soutenue par le 21<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval, devait descendre par la route de Castres, en se défilant derrière ses hauts talus, pour surprendre son flanc droit. Dauture avait ordre de ne pas sortir de la redoute. Ces dispositions prises, on pouvait espérer, non seulement d'arrêter, mais d'écraser Bérésford, si tous les ordres étaient rigoureusement exécutés. Cela était de grande conséquence. Malheureusement, on ne devait point s'y conformer assez exactement et l'action, trop tôt engagée par Taupin, compromit si gravement le succès, dès le début, qu'il fut ensuite impossible d'arrêter l'ennemi. « Taupin, écrit le commandant Bial, dont nous citerons cette intéressante page, emporté par la fougue de son tempérament, au lieu de suivre les prescriptions prudentes de Soult, d'attendre à couvert la colonne anglaise et de se jeter sur elle à l'improviste, se met lui-même à la tête de la brigade Rey, serrée en colonne par bataillons, et se précipite impatiemment à la rencontre de Bérésford. Par ce mouvement, la brigade Rey s'engage follement entre la colonne anglaise, qui se trouve alors au lieu dit du Château de l'Hers et la redoute de la Sypière, dont elle masque les bouches à feu et qu'elle réduit à se taire.

« Au premier moment, la colonne anglaise, se voyant assaillie en tête et en flanc, perd contenance, mais remarquant bientôt que la redoute ne tire pas, que la brigade Rey ne se

déploie pas, elle retrouve le sang-froid propre à sa race. Bérésford couvre chacun de ses flancs par un carré contre notre artillerie. Il reprend l'offensive et dirige contre notre colonne profonde un feu meurtrier de mousqueterie. Tout coup porte dans notre masse, tandis que nos bataillons serrés en colonne se masquent les uns les autres et ne peuvent tirer, si ce n'est le seul bataillon de tête du 12<sup>e</sup> léger. L'impatience, bientôt l'inquiétude saisit la brigade Rey. La détresse s'avive sous la chute de quelques fusées à la congrève, projectiles encore inconnus de nos soldats.

« Le canon de la redoute de la Sypière, masqué par la brigade Rey, se taisait toujours. Pour accourir plus vite, la division Taupin avait laissé son artillerie à Jolimont, et la batterie mandée de Saint-Cyprien arriva tard et ne trouva pas une position favorable pour tirer sans atteindre la brigade Rey. C'était une fatalité !

« Le général Taupin a compris sa faute et s'efforce de la réparer. Il se multiplie pour déployer sa colonne sous la fusillade des Anglais, mais il tombe mortellement frappé de trois balles. La chute de ce chef vaillant achève d'abattre le moral de la brigade Rey : elle flotte, elle recule, non sans quelque désordre, derrière la redoute de la Sypière. La suite des événements se précipite si rapide qu'elle ne laisse pas le temps à nos escadrons de charger, ni à la brigade Gasquet de s'engager.

« Le bataillon du 12<sup>me</sup> léger qui gardait la redoute de la Sypière, affolé par la retraite désordonnée de la brigade Rey, est saisie d'une terreur panique et, malgré les efforts énergiques du général Dauture, mis au désespoir, abandonna l'ouvrage. Les Anglais s'en emparent sans autre peine que celle d'y pénétrer<sup>1</sup>. »

1. Paul Bial, *Hist. populaire de la bataille de Toulouse*. — D'Aldéguier accuse Soult d'avoir perdu la bataille pour n'avoir pas armé d'artillerie la redoute de la Sypière (*Hist. de Toulouse*, t. IV, note p. 60). — G. D\*\*\* affirme, de son côté, qu'il n'y avait que « deux pièces volantes », mais il déclare que Taupin commit la faute dont parle le commandant Bial (*Précis hist. de la bataille de Toulouse*, p. 113). Il ajoute à ce sujet : « Des généraux m'en ont parlé comme d'une grande faute de



Les masses anglaises qui continuaient de gravir les hauteurs couvrirent bientôt tout le plateau. L'artillerie de Béresford, arrivée de Montblanc, fut mise en batterie ou placée à la Sypière et on se porta de l'avant à l'attaque des redoutes du centre. « La brigade Rey s'était retirée sur les maisons Saccarin et Cambon; il en fut de même de la brigade Gasquet qui observa assez d'ordre dans sa retraite, protégée qu'elle était par la cavalerie du général Soult. Le capitaine Lapène, accouru des ouvrages du nord, plaça ses pièces de manière à faire beaucoup de mal à la droite de l'ennemi, mais celui-ci, renforcé par la division Sir Henry Clinton, s'avavançait fièrement, quoique avec une grande lenteur<sup>1</sup>. »

Pendant ce temps, l'armée espagnole, ralliée de nouveau, après la déroute de la matinée, sur le mamelon de Lapujade et ranimant son courage à la nouvelle des succès de Béresford, essayait une nouvelle attaque contre la redoute avancée et les retranchements qui enveloppaient la base des hauteurs de Jolimon.

Elle ne devait pas être plus heureuse que dans la matinée. Plus fortement massés, puisqu'ils n'attaquaient plus la tête de pont de Matabiau, les Espagnols et les Portugais se dirigèrent vers la redoute avancée et « vinrent, dans cette troisième attaque, par le chemin creux qu'ils avaient si malheureusement appris à connaître. Ils montèrent le glacis de la première redoute du nord avec une telle ardeur, sous les ordres du colonel Sicilio, qu'ils parvinrent jusqu'au pied des retranchements dont on les laissa approcher pour les mieux mitrailler<sup>2</sup> ». Ce chef intrépide gravit même l'escarpement, mais à peine paraissait-il sur la crête qu'il était renversé par le feu de l'ouvrage. « Les Espagnols échouèrent dans cette tentative comme les deux premières fois, laissant le champ de bataille jonché

*sa part pour la réparation de laquelle il s'est fait tuer. D'autres ont paru désirer que je n'en parle pas » (Ibid., 3<sup>e</sup> partie, p. 109). — D'Aldeguier est donc dans le faux.*

1. Du Mège, *Précis hist. de la bataille de Toulouse*, p. 70.

2. C. D<sup>'''</sup>, *Précis hist. de la bataille de Toulouse*, 3<sup>e</sup> partie, p. 114.

d'innombrables cadavres<sup>1</sup>. » Contraints de se retirer après avoir subi inutilement de grandes pertes, ils se rallièrent encore sur le mamelon. « Et comme le point de jonction des chemins sur la gauche avec la route d'Albi leur avait été fatal, ils se retirèrent en partie cette fois par le vieux chemin creux de Périole ; mais, au débouché, se dirigeant vers Picheri pour monter la hauteur de ce côté, ils essuyèrent encore un feu nourri de toute notre ligne<sup>2</sup>. »

Cependant, les Galiciens étaient restés massés dans le chemin creux. N'allaient-ils pas tenter une quatrième attaque ? Les chefs de bataillon Gros et Guistapage reçurent l'ordre de les déloger. Ils ne s'en firent pas faute et, les culbutant avec impétuosité, ils les forcèrent à regagner aussi en toute hâte leurs positions. « Alors les retranchements du nord recommencèrent un feu meurtrier et la ligne de retraite fut encore couverte de cadavres<sup>3</sup>. » Rallié une dernière fois sur le mamelon de Lapujade, le corps de Freyre fut porté en partie sur d'autres points, notamment sur la pente orientale des hauteurs de Guilleméry pour appuyer Béresford. Il ne resta sur le mamelon que l'artillerie portugaise et la réserve pour la garder<sup>4</sup>. Picton, de son côté, voulut aussi tenter une nouvelle attaque contre le canal. Ce fut également sans succès. Il échoua devant l'héroïque résistance du brave général Berlier, mais ce dernier fut mis hors de combat. Fririon, qui prit alors le commandement, continua vaillamment la lutte, et les ennemis, arrêtés encore une fois par les palissades et brisés par la mitraille, se retirèrent en désordre. Sur ce point, comme à la redoute avancée, le succès de nos troupes était encore complet. L'après-midi avait donc été fatale aux corps de Freyre et de Picton comme la matinée. La victoire n'avait pu leur sourire un moment.

Sur le plateau, au contraire, les redoutes du centre avaient été prises, malgré les efforts désespérés de nos vaillantes troupes. Il ne restait en notre pouvoir que la partie nord de la

1. C. D<sup>\*\*\*</sup>, *Précis hist. de la bataille de Toulouse*, 3<sup>e</sup> partie, p. 114.

2. *Ibid.*

3. Du Mège, *Précis hist. de la bataille de Toulouse*, p. 72.

4. C. D<sup>\*\*\*</sup>, 3<sup>e</sup> partie, 121.

position du Calvinet, la grande redoute de Jolimont et la redoute triangulaire, vers lesquelles nos troupes battant en retraite s'étaient repliées. Qu'allait-il se passer? Non seulement Béresford gagnait pied à pied le plateau, mais il en faisait assaillir les bords par les pentes sur plusieurs points.

L'affaire avait été si chaude contre la position du Calvinet que le 115<sup>e</sup> eut 250 hommes, 9 capitaines et 5 lieutenants mis hors de combat. Le général de brigade Baurot y perdit une jambe et le général de division Harispe, grièvement blessé, dût être emporté du champ de bataille. La défense du Calvinet sans généraux était donc livrée à elle-même. En pareille conjoncture, Soult n'hésita pas. Il se rendit compte, avec sa vieille expérience, qu'il était désormais impossible de conserver ce qui restait de la ligne des redoutes et, à quatre heures, il ordonna à Clausel de faire évacuer, en bon ordre et en ramenant l'artillerie, tous les ouvrages du plateau.

Les redoutes du nord sont donc abandonnées par nos troupes et occupées par les Anglais. Les Espagnols entrent ensuite dans la redoute avancée qui fut évacuée la dernière. L'ennemi occupait de la sorte toute la ligne des hauteurs.

L'armée de Soult s'établit dans sa seconde ligne de défense, le long du canal en avant et en arrière, pouvant encore se ménager, en cas de revers, une retraite vers sa troisième ligne, que formaient les vieux remparts armés de canons<sup>1</sup>.

Le général Lapène nous fait connaître les diverses positions qui furent ainsi occupées par nos troupes. « Le général Darriau s'étendait, comme le matin, depuis l'Embouchure jusqu'à Matabiau. A sa droite, les divisions Harispe et Villate occupèrent les fermes et les tuileries jusqu'à l'habitation Cambon, au-dessus de Guilleméry. Entre ces deux divisions, la brigade Leseur et la brigade Rouget arrivée déjà avant midi de Saint-Cyprien gardent l'entrée du faubourg de Guilleméry et les retranchements des maisons Cambon et Saccarin. Enfin, la 4<sup>e</sup> division, sous les ordres du général Travot, se prolonge

1. Les remparts occupaient à peu près la ligne actuelle de nos boulevards.



à droite de la maison Trinchant sur la route pavée de Montaudran, tenant les fermes adjacentes à cette route jusqu'à celle dite de Courège, et descend jusqu'au pont des Demoiselles, dont elle défend les approches<sup>1</sup>. » Ainsi se termina la journée du 10 avril.

La nuit venue, le maréchal Soult assemble son conseil. On y discuta longuement sur le parti à prendre et ce ne fut qu'à une heure du matin que prit fin la séance. Résister à outrance eût pu être glorieux pour l'armée vaillante de Soult. Était-ce possible? N'allait-on pas livrer Toulouse aux plus cruelles extrémités? Le Conseil ne crut pas prudent de continuer la résistance et l'on décida de profiter de l'issue encore ouverte vers le Bas-Languedoc pour effectuer la retraite et gagner Carcassonne, où l'on pouvait être rejoint par Suchet et former avec lui une force capable de défier encore Wellington. Des ordres secrets furent donnés dans ce sens : le départ devait commencer le lendemain soir, lundi de Pâques à dix heures. Il y eut trêve en effet, ce jour-là, « trêve de lassitude nécessitée par le désordre horrible du champ de bataille<sup>2</sup>. » Nous avons perdu, au dire des historiens du temps, 3.500 hommes et l'ennemi près de 10.000<sup>3</sup>. Chacun semblait d'ailleurs se préparer de son côté à une nouvelle affaire pour le lendemain.

La nuit étant venue, nos troupes traversèrent la ville sans bruit, à l'heure fixée, et à minuit, leur arrière-garde passait à Saint-Agne. « Des feux de bivouac, entretenus pendant la nuit,

1. Lapène, *Événements militaires devant Toulouse en 1814*, pp. 95 et 96.

2. C. D\*\*\*, *Précis hist.* Le général Lapène déclare qu'en pénétrant dans la redoute du nord « les coalisés se rendirent compte de l'énormité des sacrifices que cette journée leur avait coûté et qu'ils restèrent frappés d'horreur à la vue de la quantité de leurs morts répandus sur les glacis et dans les fossés des redoutes » (p. 96).

3. Du Mège, *Précis de la bataille de Toulouse*, p. 80. — Nous n'avons en main aucun document pour établir ces chiffres. Ils seraient un peu exagérés, d'après l'intéressante étude que M. François Dhers a publiée dans la *Revue des Pyrénées* : « Campagne du maréchal Soult dans le Midi de la France. » « Nous eûmes, dit M. Dhers, 600 morts et 2.900 blessés ; l'ennemi environ 2.000 morts et 4.000 blessés. »

avaient fait croire à Wellington que nous n'étions pas sortis de nos positions <sup>1</sup>. »

L'ennemi avait-il entendu s'effectuer le mouvement? Rien ne l'indique. Quoi qu'il en soit, il n'en soupçonna certainement ni le but ni l'importance.

Le lendemain, à la pointe du jour, la surprise des coalisés fut extrême. Soult leur avait habilement échappé et, rallié à Suchet, il pouvait, dans un retour offensif, mettre en péril l'armée anglaise. Wellington, qui le comprit, essaya bien de lancer un corps d'armée à sa poursuite, mais Soult, ayant après lui fait sauter tous les ponts, ne put être atteint. L'annonce des événements politiques qui venaient de se produire devait d'ailleurs, quelques jours après, mettre fin à la campagne. La guerre était finie, l'empire s'était écroulé et les Bourbons remontaient sur le trône de leurs pères.

Wellington entra le jour même, avec son armée, dans la ville <sup>2</sup>. Il y fut reçu en libérateur et on lui fit un accueil enthousiaste, qu'on a expliqué soit par la satisfaction générale de voir enfin la guerre se terminer et la ville échapper à une catastrophe, soit par les rancunes et les visées politiques de certains partis. A notre sens, rien ne pouvait excuser une pareille conduite, ni l'excessive lassitude de la guerre, ni la joie de l'effondrement de l'empire, ni la satisfaction du retour prochain des Bourbons.

Si l'on avait à se réjouir, il eût été de bon goût d'attendre que l'ennemi se fût retiré. Le moindre sentiment de dignité et de patriotisme n'aurait-il pas dû proscrire tout au moins les harangues de l'autorité municipale <sup>3</sup> et des académies <sup>4</sup>, le défilé de tous les corps constitués, les bals, les concerts et les

1. Du Mège, *Précis hist. de la bataille de Toulouse*, p. 80.

2. *Journal de Toulouse*, Rapport sur ce qui s'est passé les 11, 12, 13 avril 1814.

3. Laneluc, premier adjoint, harangua Wellington au nom de ses concitoyens (*Journal de Toulouse*).

4. M. Jamme complimenta le maréchal au nom de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres (*Ibid.*).

chansons à la gloire du vainqueur<sup>1</sup>, de même que les discours ou les poèmes trop prompts à célébrer la délivrance et à exalter le libérateur<sup>2</sup>?

Il fallait subir avec calme et froideur, sinon sans bouger et les maisons closes, l'entrée des troupes coalisées, comme une de ces cruelles nécessités de la guerre à laquelle on ne pouvait se soustraire. C'eût été français; acclamer Wellington et son armée, chanter leur triomphe et leur donner des fêtes ne l'était pas. L'impartiale histoire a le devoir de le constater.

Faut-il attribuer la victoire à Wellington dans cette bataille où nos troupes toujours victorieuses au centre avaient été refoulées à l'ouest et à l'est jusqu'à leur deuxième ligne de défense? Les avantages avaient été balancés, car si nous avions évacué notre première ligne à Saint-Cyprien et aux Redoutes en infligeant à l'ennemi des pertes trois fois supérieures aux nôtres, nous restions vainqueurs à l'Embouchure, aux ponts des Minimes et de Matabiau, à la redoute avancée et sur toute la ligne du canal. L'ennemi n'avait fait d'autres prisonniers que ceux des blessés qui n'avaient pu être transportés, à cause

1. Voici le refrain d'une de ces chansons :

« Honneur au brave Wellington  
Dont les grands exploits étonnent la terre!  
Honneur au brave Wellington,  
Qui met bientôt les fous à la raison! »

Nous citerons aussi un couplet d'une autre chanson :

« Honneur aux armées britanniques!  
Gloire au valeureux Wellington!  
Que les annales politiques  
Immortalisent ce Breton (*bis*).  
Sur les rives de la Garonne  
Déjà refleurissent les lys,  
Emblème cher aux vrais amis  
De la paix, du commerce et du trône. »

(Biblioth. du château de Gramont. Chanson manuscrite de l'époque.)

2. Le mainteneur des Jeux Floraux Ducos et le barde Carré composèrent des stances en l'honneur de Wellington!



de la gravité de leur état<sup>1</sup>. Il n'avait conquis aucun trophée et ne s'était emparé que d'un seul canon qui avait éclaté à Saint-Cyprien et qui fut, pour ce motif, abandonné par nos troupes. Il restait maître, il est vrai, des Redoutes, mais Soult, par une habile retraite, l'avait mis dans l'impossibilité de tirer partie des positions conquises. Quel était donc en réalité le vainqueur? Nous ne saurions nous prononcer, manquant pour cela de compétence; mais on ne peut hésiter à affirmer que si la palme revenait aux coalisés puisqu'ils avaient enlevé la principale de nos positions, leur victoire ne saurait être qu'incomplète et que la justice doit attribuer une très grande part de la gloire de cette journée à l'armée française. Cette part de gloire devrait aussi s'accroître de celle que mérita à son chef une retraite de nuit si opportune et si bien conduite, qu'elle rendit vaine, pour son adversaire, tous les avantages de la veille.

Une bataille n'est pas d'ailleurs nécessairement gagnée ou perdue; elle peut rester indécise. Telle nous semble avoir été la bataille de Toulouse, et si l'Histoire n'est pas seulement « un exposé des faits, mais aussi un jugement », comme on l'a dit, ce sera là, croyons-nous, le sens du verdict qu'elle prononcera un jour définitivement sur ce fait mémorable de nos fastes toulousains.

DOMMAGES MATÉRIELS OCCASIONNÉS PAR LA BATAILLE DU 10 AVRIL 1814. — Durant les premiers mois qui suivirent la bataille de Toulouse, il fut dressé, par voie administrative, un état détaillé des pertes matérielles éprouvées à cette occasion par les contribuables. On y indique la nature des dommages et l'évaluation des pertes subies. Ce travail avait été confié à MM. Virebent, architecte de la ville, et Sevène, contrôleur surnuméraire des contributions. L'état en question suivi d'un état supplémentaire porte la date du 8 octobre 1814<sup>2</sup>. En totalisant les dommages de même nature, on arrive aux résultats suivants :

1. On évacua tous les blessés qui purent marcher ou supporter le transport. (C. D<sup>\*\*\*</sup>, 3<sup>e</sup> partie, p. 159.)

2. Archives de Toulouse, série 2 H, liasse 5.

48 maisons brûlées ou détruites <sup>1</sup> évaluées ensemble à . . . . .	164.076 <sup>fr.</sup>
111 maisons endommagées, évaluées ensemble à . . . . .	50.492
181 pertes de mobilier, évaluées ensemble à . . . . .	123.807
35 dommages fonciers, bois, fourrages, récoltes, etc., évalués ensemble à . . . . .	21.110
Total . . . . .	359.485 <sup>fr.</sup>

Nous relevons parmi les sinistrés de Croix-Daurade quelques noms connus :

MM. Cazal, métairie et granges de Lapujade brûlées, évaluées à . . . . .	18.064 <sup>fr.</sup>
Cazal, mobilier et bestiaux, évalués à . . . . .	6.000
Roquelaine (Pierre), maison brûlée, évaluée à . . . . .	1.568
Bonnefoy (Baptiste), perte de grains, bois et meubles, évaluée à . . . . .	450
Maisonobe (Antoine), perte de vin, denrées et meubles évaluée à . . . . .	565
Sabatier (Jean), berger à Lapujade, perte de meubles, linge, etc., évaluée à . . . . .	1.386
Labit (Pierre) cadet, à Périole, perte de vin, grains et meubles, évaluée à . . . . .	400
Labit (Pierre) aîné, à Périole, perte de vin, grains et meubles, évaluée à . . . . .	500

Plusieurs autres propriétaires sont également signalés comme ayant eu leurs maisons brûlées ou pillées.

Les pétitions adressées au maire de Toulouse, en vue d'une indemnité à obtenir, nous fournissent quelques renseignements qui peuvent présenter de l'intérêt. Ainsi, Antoine Amiel, métayer à la Maurine, atteste que ladite métairie appartenant à demoiselle Vincent « fut le point que les Français choisirent

1. Il résulte d'un état similaire conservé aux archives départementales que 44 maisons seulement, au lieu de 48, furent détruites et 109 endommagées. (Série R 1, liasse 114 bis.)

pour leurs retranchements, qu'ils défendirent avec une telle persistance que les soldats portugais et espagnols ne purent s'en rendre maîtres qu'après plusieurs heures ». Cela se passait évidemment au moment où Freyre s'établissait, avec son corps d'armée, sur le mamelon de Lapujade et où la métairie de ce nom était incendiée par nos troupes pour faciliter leur retraite. Il ajoute : « Après le combat l'armée des alliés vint placer plus de trente pièces de canon dans le pré et se campa, soit dans les bâtiments de la métairie, soit dans toute les pièces de terre qui l'entourent<sup>1</sup>. »

Marguerite Vidal déclare que « les Anglais et les Espagnols ravagèrent tout Croix-Daurade et que sa petite maison ne fut pas exempte<sup>2</sup> ».

Les dizeniers Lestrade et Cazal certifient que « les 11, 12, 13 avril et postérieurement la division portugaise occupa le lieu de Croix-Daurade et que la maison de la veuve Mathieu (dont ils appuient la demande) fut pillée, dévastée et la vigne en partie arrachée<sup>3</sup> ».

Alexis Labat, habitant de Croix-Daurade, déclare « avoir perdu tout ce qu'il possédait, tant en mobilier, bestiaux, outils aratoires, linge et hardes, qu'en provisions de bouche et récoltes ». Il ajoute que « ses jours seuls furent épargnés et qu'on ne lui laissa dans sa fuite que la chemise qu'il avait sur le corps », toutes choses que les dizeniers certifient « n'être pas exagérées<sup>4</sup> ».

Enfin il est question dans ces pétitions de la métairie de Lapujade « brûlée par les Français », comme il a été dit plus haut.

En 1817 le roi accordait, à titre de secours, une somme de 63.000 francs pour indemniser les habitants de Toulouse qui avaient subi des dommages. Sur cette somme, 50.000 francs devaient être répartis entre les propriétaires *non aisés*, pour la reconstruction ou réparation des *maisons détruites* ou *endom-*

1. Archives de Toulouse, série 2 H, liasse 5.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*



*magées*. Les 13.000 francs restant étaient destinés aux indemnités pour mobilier et dommages fonciers. La répartition devait, selon « le vœu du roi », être effectuée ainsi qu'il suit :

Les propriétaires payant plus de 200 francs de contributions ne pouvaient participer à ce secours extraordinaire et on devait allouer :

A ceux qui payaient de 100 à 200 fr. de contributions	6 p. 100.
— de 50 à 100 fr.	— 10 p. 100.
— de 25 à 50 fr.	— 20 à 22 p. 100.
— de 0 à 25 fr.	— 40 à 50 p. 100 <sup>1</sup> .

SIMULACRE DE LA BATAILLE DE TOULOUSE. — Un simulacre de la bataille de Toulouse avait été organisé pour le 5 octobre 1852, à l'occasion de la venue dans notre ville du prince président, Louis-Napoléon. Ce simulacre fut supprimé à la dernière heure et n'eut pas lieu. Le général Lapène, qui avait commandé en qualité de capitaine, à la bataille du 10 avril, l'artillerie d'une redoute et qui a publié le *Précis historique* fort remarquable que nous avons plusieurs fois cité, était venu à Toulouse à cette occasion<sup>2</sup>. On conserve le programme et le plan lithographié du simulacre de la bataille aux archives de la ville<sup>3</sup>.

## II.

### L'OBÉLISQUE DU 10 AVRIL 1814 ÉLEVÉ SUR LE TERRITOIRE DE CROIX-DAURADE.

Dans le courant de l'année 1830, il se forma à Toulouse un comité pour l'érection d'un monument commémoratif de la bataille du 10 avril 1814 sur le théâtre principal de la lutte, aux Redoutes. Ce comité se composait du lieutenant général

1. Archives de Toulouse, série 2 H, liasse 5.

2. *Journal de Toulouse* du 6 octobre 1852.

3. Archives de Toulouse, série 2 I, liasse 1, et série 2 H, liasse 5.

baron Cassagne, président ; Martin, ancien commissaire des guerres ayant fait fonction d'ordonnateur aux armées, vice-président ; Dubarry, lieutenant-colonel d'artillerie, membre ; Gasc, avocat à la Cour, secrétaire ; Pascal Viguerie, banquier, trésorier<sup>1</sup>. Le comité ouvrit aussitôt une souscription et décida que le monument serait exécuté d'après les plans de M. Vitry, architecte de la ville, « dans une pensée de deuil autant que de triomphe ». Les noms des souscripteurs furent publiés par les journaux de l'époque, mais la liste complète devait plus tard être annexée au procès-verbal de la cérémonie d'inauguration. Cette liste sur vélin, qui existe aux archives de la ville, porte en tête les noms des souscripteurs les plus en vue : le roi, le ministre de l'Intérieur, la ville de Toulouse, le maréchal Soult, le Conseil municipal, les compagnies de la garde nationale. Le maréchal Soult écrivit à cette occasion la lettre suivante :

« Saint-Amans-la-Bastide, le 26 mai 1835.

« Je m'empresse de vous témoigner tout le plaisir que j'éprouve de m'associer aux honorables souscripteurs qui ont conçu le projet d'élever un monument sur le champ de bataille de Toulouse pour perpétuer le souvenir des braves qui eurent la gloire d'y succomber pour la défense du pays. Pour moi, qui avais l'honneur de les commander, c'est un hommage que je leur dois. Incessamment, je vous ferai parvenir mon offrande<sup>2</sup>. »

La pose de la première pierre eut lieu le 28 juillet 1835, en présence du corps municipal et de la garde nationale<sup>3</sup>. Les travaux de construction se poursuivirent ensuite, au moyen des ressources fournies par la souscription. Cependant, celles-ci ne purent suffire et le monument serait resté inachevé si la ville de Toulouse n'avait mis généreusement à la disposition du comité une somme relativement importante. La souscription

1. Archives de Toulouse, série 2 H, liasse 5.

2. *Journal de Toulouse* du 9 juin 1835.

3. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 28 décembre 1837, et *Journal de Toulouse* du 29 juillet 1835.

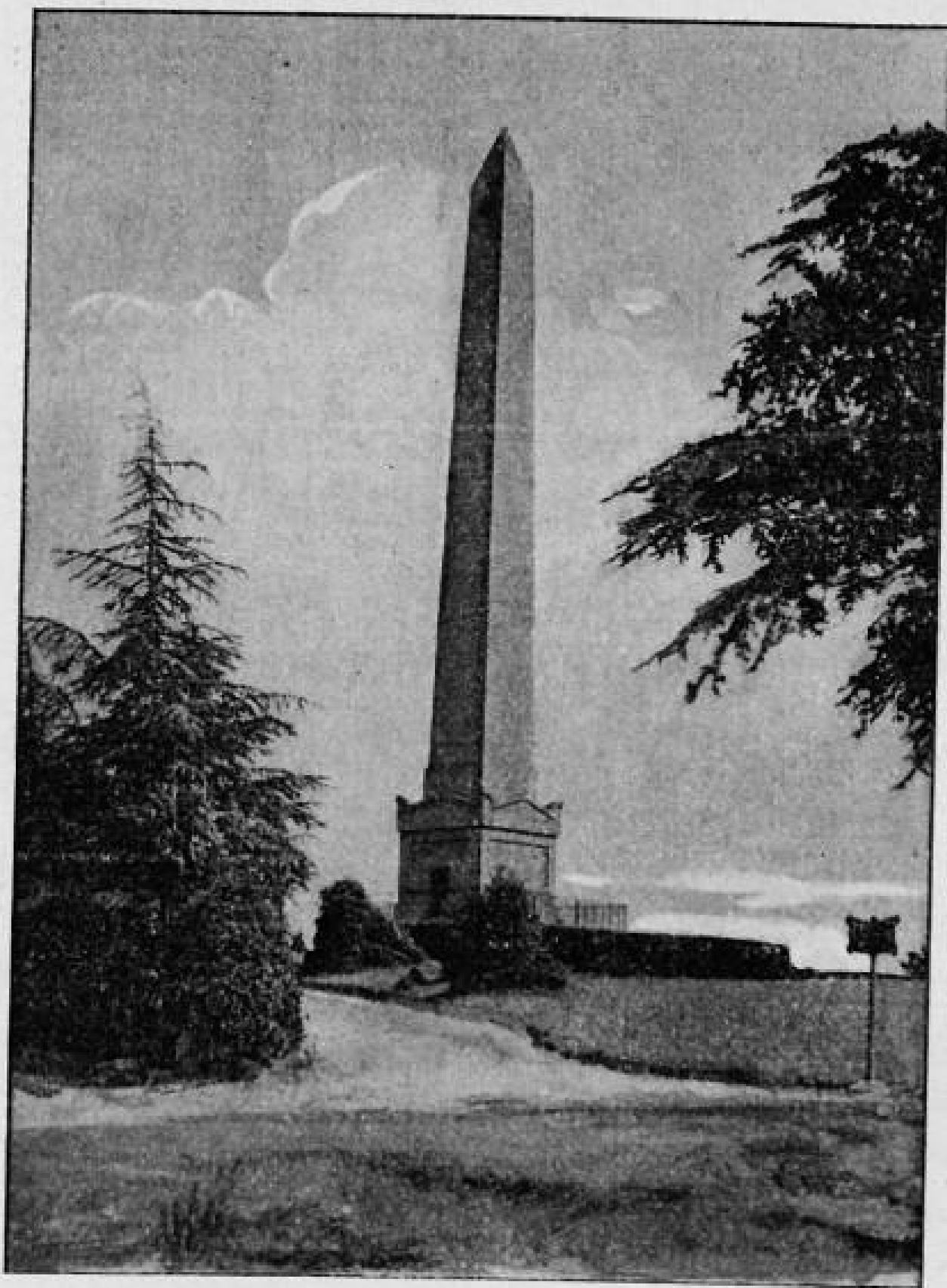
n'avait abouti qu'à un modeste résultat : à peine avait-on recueilli 3.191 fr. 60 c. Or, la dépense dûment constatée s'élevait déjà à pareille somme et le monument n'était encore qu'à quelques mètres au-dessus du sol.

Le 28 décembre 1837, le Conseil municipal allouait en conséquence au comité, à titre de souscription, la somme de 6.000 francs qu'on estimait devoir être nécessaire pour terminer le monument<sup>1</sup>.

Les travaux ayant été repris furent encore menés avec beaucoup de lenteur, et ce ne fut que le 28 juillet 1839 qu'on put procéder à la cérémonie d'inauguration. Le monument porte sur une de ses faces cette inscription :

AUX BRAVES

MORTS POUR LA PATRIE.



L'OBÉLISQUE DU 10 AVRIL 1814.

(Cl. Labouche.)

« Ce jour-là, dit le procès-verbal de la cérémonie, le monument fut décoré de drapeaux, de crêpe et de laurier. A l'intérieur, on lisait sur deux tableaux : 1<sup>o</sup> les noms des généraux, chefs de corps et officiers d'état-major et de troupes, ainsi que du personnel de l'administration militaire qui prirent part à la bataille ; 2<sup>o</sup> la liste des souscripteurs<sup>2</sup>. »

Le comité avait invité à la cérémonie le corps municipal qui l'avait si puissamment secondé et les autorités civiles et militaires.

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 28 décembre 1837.

2. *Ibid.*, série 2 H, liasse 5, où se trouve en entier la liste des corps et officiers qui avaient pris part à la bataille.



« A six heures du soir, le comité fut accompagné au pied du monument par un détachement de la garde nationale, par le corps municipal et par les officiers généraux de la garnison, suivis d'une partie des troupes de la place.

« Des pièces de canon avaient été emmenées sur cet ancien champ de bataille. La population de la ville s'était empressée de joindre les témoignages de sa sympathie aux hommages préparés pour honorer la mémoire des morts.

« Ce fut en traversant le canal sur un pont de bateaux jeté exprès au bout de l'allée Lafayette<sup>1</sup> que l'on arriva sur le coteau. Le corps d'artillerie avait construit ce pont.

« Le comité, les autorités et la troupe ayant formé l'enceinte autour du monument, le président du comité prit la parole<sup>2</sup>. M. Gasc, secrétaire, parla après lui pour faire l'éloge de l'œuvre. Après ce dernier, M. Perpessac, maire de la ville, et M. le maréchal de camp de Bar parlèrent comme le comportaient les circonstances.

« Le canon fut tiré pour annoncer au loin la cérémonie, et le cortège entouré de la foule reprit le chemin de la ville<sup>3</sup>. »

La grille qui entoure le monument ne fut établie que plus tard. Le Conseil municipal en vota le chiffre de la dépense dans sa séance du 29 décembre 1854<sup>4</sup>.

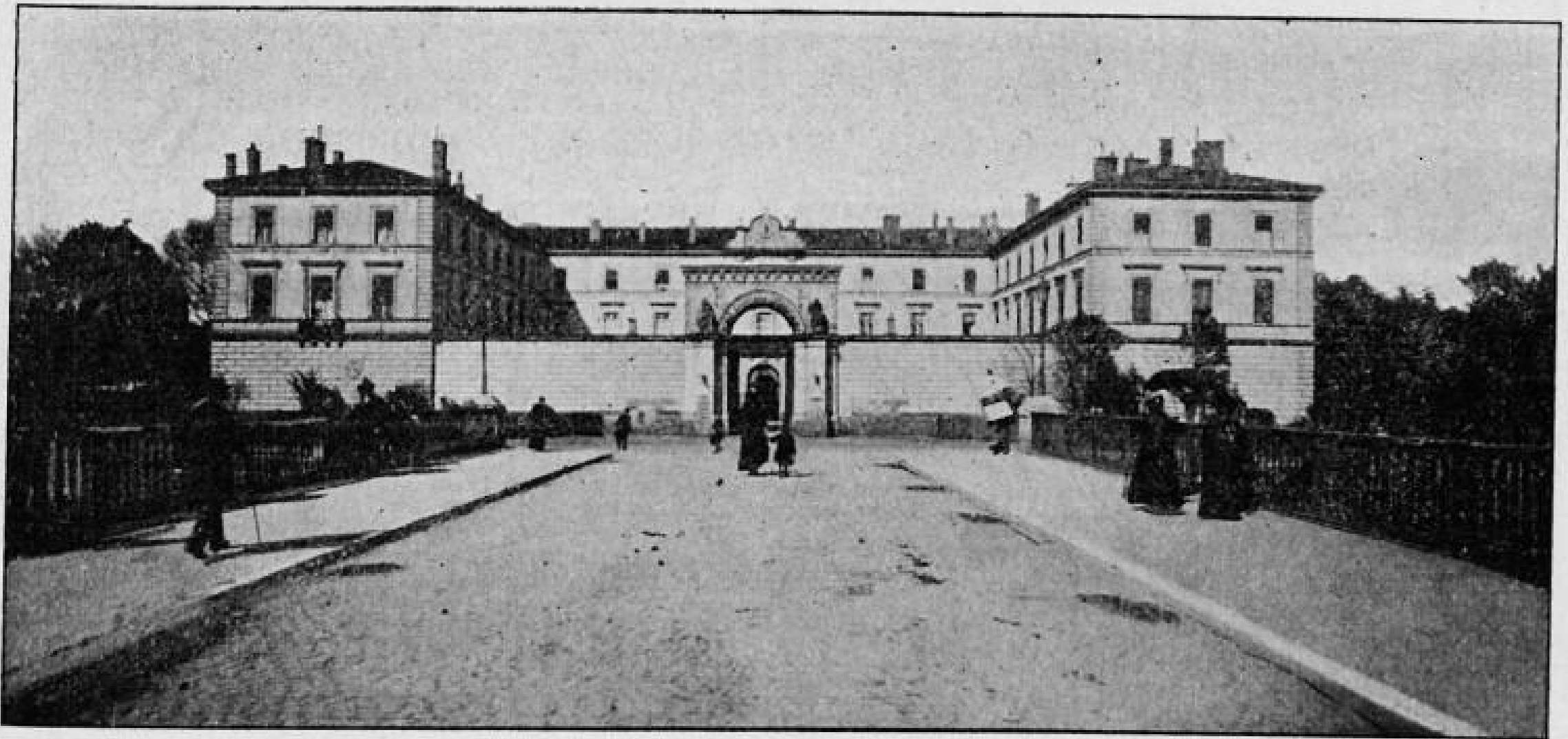
---

1. Le pont actuel ne fut bâti qu'en 1845. La ville participa à la dépense pour une somme de 50.000 francs. (Voir au ch. v de la 1<sup>re</sup> partie.)

2. Lieutenant général Cassagne. Son discours fut rapporté par le *Journal de Toulouse*, n° du 29 juillet 1839.

3. Archives de Toulouse, série 2H, liasse 5.

4. *Ibid.*, Livre des Conseils, séance du 29 décembre 1854.



L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE DE TOULOUSE.

(Cl. de M. G. Donat.)

## CHAPITRE II.

### L'École vétérinaire bâtie sur le territoire de Croix-Daurade.

Discrédit de la profession de vétérinaire sous l'ancien régime. — Un professeur vétérinaire logé et appointé par la ville de Toulouse en 1784. — Création des Écoles vétérinaires de Lyon et d'Alfort (1761-1766). — Projet d'une École régionale à Toulouse en 1793. — Décret de 1808 instituant cette École. — Retrait de ce décret en 1812. — Fin de non-recevoir opposée à de nouvelles instances. — Dédommagement accordé à la ville de Toulouse par le transfert de l'École des arts et métiers de Châlons. — Opposition de la part de cette ville. — Ordonnance royale du 6 juillet 1826 rapportant cette mesure et concédant l'École demandée. — Pose de la première pierre le 8 février 1832. — Installation provisoire dans l'immeuble du Bénéch, au quartier Saint-Michel. — Prise de possession des bâtiments neufs en octobre 1834. — Inauguration officielle retardée. — Les bâtiments et leur affectation. — Le corps enseignant et les directeurs. — Les diplômes. — Moyenne des consultations. — Transfert prochain de l'École.

C'est sur le territoire de Croix-Daurade que fut bâtie, en 1732, l'École vétérinaire de Toulouse. Ceci explique que M. Moiroud, son deuxième directeur, étant décédé dans cette école en 1837, ait été inhumé dans le cimetière de cette paroisse. L'autorité municipale y concéda le terrain nécessaire et l'on y éleva un mausolée qui est encore debout, quoique en fort mauvais état.

Ce fait de la construction de l'École sur le territoire de Croix-Daurade motive tout naturellement le présent chapitre.

M. le Dr Labat, actuellement directeur de l'École, a donné une très intéressante notice de cet établissement dans « *Toulouse* » (Association française pour l'avancement des sciences 1887)<sup>1</sup>. Nous nous en inspirerons, pour certains détails, au sujet desquels nous manquons de documents, mais nous la compléterons en y ajoutant tout ce que nos recherches personnelles nous ont permis de découvrir. Le lecteur restera d'ailleurs averti, chaque fois, de la source de nos informations.

Il n'exista pas en France d'École vétérinaire avant la moitié du dix-huitième siècle. Jusqu'à cette époque, les fonctions de médecin des animaux étaient en telle défaveur et à tel point discréditées que les hippiatres ne furent guère que des empiriques, de simples bergers ou de vulgaires maréchaux, seuls dépositaires d'un art tout primitif, qu'on se transmettait par tradition dans certaines familles. La raison d'un tel état de choses, dit M. le Dr Labat, « doit être recherchée dans les coutumes qui avaient fait ranger la médecine des animaux parmi les corps de métiers. C'en était assez pour écarter les hommes instruits et occupant une certaine position sociale. » Il en était encore ainsi après la création des Écoles vétérinaires. « Celui qui se destine à cette carrière, écrivait avec mélancolie, en 1837, M. Foulon, cultivateur et médecin vétérinaire, s'il a de l'ambition, s'il cherche la fortune et les honneurs, nous l'en prévenons, il n'est pas dans la voie qui y conduit<sup>2</sup>. »

Combien sont injustes et vains de pareils préjugés et qu'ils font peu d'honneur à notre pays, qui n'a pas su encore totalement s'en affranchir ! Tandis qu'en France l'art vétérinaire s'est trop longtemps confondu avec celui des maréchaux, en Espagne, celui qui ferrait les chevaux faisait partie de la classe des artisans, alors que celui qui traitait les animaux malades était rangé dans la noblesse. Si nous avons ici à faire justice d'un tel préjugé, qui tend encore, de nos jours, à diminuer la

1. *Toulouse*, p. 900.

2. *Dictionnaire de la conversation*.



considération due à cette profession honorable, nous observerions d'abord que la médecine des animaux tient de trop près aux intérêts généraux de la société et qu'elle est trop nécessaire au développement de la richesse nationale, pour que, tôt ou tard, elle n'occupe pas la place distinguée que devrait lui assurer son importance. Nous ajouterions que les positions sociales devraient être en rapport avec le degré d'intelligence et de savoir qu'elles exigent, et que la médecine vétérinaire réclame autant, sinon plus, de pénétration et de science que celle de l'homme. Elle est plus complexe et constitue la branche la plus étendue de la médecine générale. La médecine de l'homme est-elle d'une application aussi difficile ? Elle n'a en vue qu'une seule espèce de sujets, douée de la faculté de s'exprimer et d'indiquer le siège de la douleur, tandis que, chez les animaux, il faut souvent deviner ce qu'ils ressentent et déterminer, sans indications, le siège et la nature de l'altération morbide. Pourquoi donc, si le vétérinaire doit avoir au moins autant de science que le médecin, ne jouit-il pas, chez le peuple « le plus spirituel du monde », de la même considération ? On accepte, en France, qu'un médecin s'élève aux fonctions de premier ministre ; on raillerait un vétérinaire qui aurait de telles visées. Pourquoi ? C'est un héritage du passé qu'il serait juste et raisonnable de répudier.

Un professeur vétérinaire fut établi à Toulouse en 1784 et il est parlé quelquefois, par allusion sans doute à ses leçons, « d'école vétérinaire » dans certains documents de cette époque. D'après un rapport de M. Chauliac à l'Intendant de la province, du 19 février 1785, « la ville payait à ce professeur une pension de 600 livres..... pour prévenir le danger des maladies des animaux et notamment de la morve. Dans deux occasions, ajoute le subdélégué, nous l'avons envoyé dans différents cantons, où on craignait de voir reparaitre l'épizootie qui a fait tant de mal ; il a reconnu les symptômes du mal qui était différent, l'a traité avec succès et a fait cesser les alarmes<sup>1</sup> ».

Il résulte de divers états, conservés aux archives départe-

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 2069.

mentales, que l'épizootie dont parle le subdélégué de l'Intendant à Toulouse avait décimé le bétail dans les communautés des environs de la ville, en 1776 et 1782. Ainsi Aiguesvives avait perdu 41 têtes sur 246; Aigrefeuille, 32 sur 141; *Balma*, 175 sur 303; Baziège 301; Aurin, 76 sur 161; *Beaupuy-de-Rouaix*, 44 sur 52, Colomiers, 45 sur 106; *Drémil*, 64 sur 108; *Escalquens*, 75 sur 142; *Flourens*, 44 sur 77; Gragnague, 88 sur 246; Lapeyrouse, 13 sur 159; Montgiscard, 93 sur 227; *Odars*, 71 sur 109; Plaisance, 131 sur 279; *Sainte-Foi-d'Aigrefeuille*, 27 sur 34; Tarabel, 134, et Valesville, 22 sur 121<sup>1</sup>.

Il est à remarquer que dans certaines communautés, dont nous avons souligné le nom, le fléau avait emporté plus de la moitié du bétail.

Ce ne fut pas sans exciter la jalousie des empiriques que ce professeur s'établit ainsi à Toulouse. Le même rapport atteste, en effet, « qu'il était en butte avec les maréchaux de la ville. Ils se sont ligués pour le chasser, disait M. Chauliac, et ils y auraient réussi si la ville ne l'avait pas encouragé. Le Conseil a délibéré de le placer dans une maison déjà occupée par un maréchal-ferrant qui est mort<sup>2</sup> ».

Cette maison avait été construite sur un terrain inféodé par la ville, en 1769, à un nommé Vignes et se trouvait « attenant à la rampe du rempart près de la porte Saint-Etienne », ainsi qu'en témoigne le procès-verbal de la Commission des affaires économiques du 12 août 1784<sup>3</sup>. Les comptes de la ville établissent qu'en l'année 1785 on payait une somme de 40 livres « à la veuve Vignes pour six mois de loyer, commencés le 9 février 1785, de la grange où logeait le professeur vétérinaire<sup>4</sup> ».

Ces mêmes comptes portent qu'on avait payé, la même année, une somme de 2,359 livres 3 sols 9 deniers pour solde de travaux à divers ouvriers et à l'entrepreneur chargé

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 842.

2. *Ibid.*, liasse 2069.

3. Archives de Toulouse, BB, Registre n° 143, Commissions.

4. *Ibid.*, CC, n° 1089, Comptes.

de la mise en état « du logement du professeur de l'Ecole vétérinaire<sup>1</sup> ».

La Commission des affaires économiques avait d'ailleurs délibéré de « reprendre ledit local, en conformité de la clause de l'acte d'inféodation, attendu, qu'ainsi approprié, il pouvait convenir pour y établir l'atelier du professeur de l'Ecole vétérinaire, que la ville avait fait venir de Paris et qu'elle pensionnait pour l'avantage du public<sup>2</sup> ».

La Commission votait en même temps une somme de 1.125 livres pour les constructions que Vignes avait fait élever sur ce terrain, et celle de 136 livres, à laquelle avaient été évalués certains objets « appropriés audit local et nécessaires pour ledit atelier ». On déclarait enfin, dans le procès-verbal, « que si l'héritier dudit Vignes refusait de faire à l'amiable le délaissement dudit local, moyennant l'offre qui lui serait faite de cette somme, on le sommerait par acte de faire ledit délaissement<sup>3</sup> ». M. Chauliac, dans le rapport précité, avait fait part à l'Intendant de ces propositions et les avait appuyées. « Cette maison, ajoutait-il, appartient à la ville qui peut la retirer, en remboursant le peu d'ouvrages qu'on y avait faits, ce qui, joint à ce qu'on ferait, porterait la dépense au-dessus de 3.000 livres, une fois faite, et le professeur vétérinaire se chargerait de l'entretien. C'est beaucoup de faire, avec tant de besoins, une si forte dépense, mais on tient à conserver ce sujet; on est encore effrayé des suites des malheurs de l'épizootie, et on sera longtemps pour ne pas désirer l'établissement d'un professeur vétérinaire dans un pays où les maréchaux sont si ignorants<sup>4</sup>. »

L'Intendant, par lettre du 4 février 1785, approuva l'établissement du professeur vétérinaire, mais il fit quelques difficultés au sujet de la dépense que nécessitaient les réparations de la maison. « Je voudrais, disait-il, s'il était possible, que ce professeur se chargeât de cette dépense. Il semble que cet établis-

1. Archives de Toulouse, CC, n° 1089, Comptes.

2. *Ibid.*, BB, Registre 143, p. 192, Commissions.

3. *Ibid.*, pp. 192 et 193, Commissions.

4. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 2069.



sement serait assez avantageux pour lui pour qu'il ne dût pas faire de difficulté de s'en assurer le profit à ce prix<sup>1</sup>. » La dépense de 2.359 livres 3 sols 9 deniers, portée aux comptes de la ville pour solde du prix de ladite réparation, est une preuve qu'il en fut autrement décidé et que la ville dut donner satisfaction au professeur en assumant cette charge. On ne saurait d'ailleurs en douter, en présence du passage suivant du *Tableau de l'administration de la ville de Toulouse pour l'année 1785*, page 117 : « *Professeur vétérinaire*. La ville lui paie 600 livres par année pour rendre cet établissement stable ; il a fallu le loger sur un local appartenant à la ville, à la descente du rempart près la porte Saint-Etienne ; les réparations fixées à 2.359 livres 4 sols 5 deniers *ont été faites en 1785 et payées* ; le professeur est obligé d'entretenir le bâtiment. » La forge ou la maréchalerie Vigne, ainsi réparée et à laquelle on ajouta le logement du professeur, constitua de la sorte ce qu'on nommait, avec quelque complaisance, « l'École vétérinaire ».

Le professeur en question, dont le nom n'est indiqué ni dans le procès-verbal de la Commission des affaires économiques, ni dans le rapport Chauliac, s'appelait Bouillon. Il lui était payé sous ce nom, en 1783, une indemnité pour ses frais de voyage à Léguevin, où sévissait une épidémie<sup>2</sup>.

La ville paraît avoir concouru aux frais d'instruction de ce professeur, car on peut lire, aux comptes de 1781 (p. 59), que le capitaine de la santé avait reçu une somme de 300 livres « pour la faire tenir à M. Bouillon, élève de l'École vétérinaire<sup>3</sup> ». Celui-ci, que plus tard la ville « avait fait venir de Paris », selon les termes mêmes du procès-verbal de la Commission des affaires économiques, était alors sans doute pensionnaire à l'École vétérinaire d'Alfort.

La première École vétérinaire existant en France fut fondée à Lyon par Claude Bourgelat, en vertu d'un arrêt du Conseil

1. Archives de la Haute-Garonne, série C, liasse 2069.

2. *Ibid.*, liasse 422.

3. Archives de Toulouse, CC, n° 1086, Comptes.

d'État du 5 août 1761, et elle s'ouvrit le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante<sup>1</sup>. Elle avait pour objet « la connaissance et le traitement des maladies des bœufs, chevaux, moutons, chèvres, porcs, chiens, etc.<sup>2</sup> ». Claude Bourgelat qui la fonda était né à Lyon en 1712.

On raconte qu'il avait fait son droit à Toulouse et était devenu avocat à Grenoble. Ayant eu un jour le malheur de perdre une bonne cause et d'en gagner une mauvaise, il aurait quitté le barreau et se serait engagé dans la carrière militaire. Ces détails sont moins que certains. Il est peu prouvé que Bourgelat ait fait ses études de droit à Toulouse et moins encore qu'il ait jamais été avocat à Grenoble. A l'époque où il aurait pu être étudiant en droit dans notre ville, on ne trouve trace que d'un certain Borgella, sans autre indication ; et quant à sa fonction d'avocat à Grenoble, c'est encore moins qu'une similitude relative de noms ; aucune mention n'en est faite aux archives du Parlement de cette ville. Mais ce qui est hors de doute, c'est que Claude Bourgelat fut officier dans un régiment de cavalerie et qu'il y devint un brillant écuyer. L'amour de son cheval le porta à étudier ce qui intéresse la santé de ce précieux animal. Guidé dans ses études par deux célèbres chirurgiens lyonnais, Poutaut et Charmeton, il en arriva à fixer les règles vraies de l'art vétérinaire. Ce fut ensuite Bertin, son compatriote et ami, devenu ministre des finances, qui obtint pour lui, du Conseil d'Etat, l'arrêt qui l'autorisait à fonder une Ecole vétérinaire à Lyon.

Deux ans plus tard, en récompense des services rendus, le roi prit l'Ecole sous sa protection et l'autorisa à se donner le titre d'*Ecole royale vétérinaire*<sup>3</sup>. Bourgelat fut nommé en même temps « *Directeur et Inspecteur général des Ecoles vétérinaires établies ou à établir dans le royaume*<sup>4</sup> ». En 1766, le zélé directeur était appelé à organiser une seconde école, sur le plan de celle de Lyon, au château d'Alfort, acheté dans ce but

1. Dr Labat, *Toulouse*, p. 900.

2. *Ibid.*

3. Arrêt du Conseil d'Etat du 30 juin 1764. Voir Dr Labat, *Toulouse*.

4. *Ibid.*

par la ville de Paris. Cette nouvelle école inaugurerait ses cours le 1<sup>er</sup> octobre 1766<sup>1</sup>.

Il n'en existait encore aucune en Europe, mais bientôt les gouvernements étrangers firent étudier l'organisation de celles de Lyon et d'Alfort, et, attirant nos élèves les plus distingués, les chargeaient de créer, dans leurs pays respectifs, des établissements semblables. « Telle a été l'origine des Ecoles de Londres, Copenhague, Madrid, Vienne, Berlin, Dresde, Prague, Munich, etc.<sup>2</sup> ».

Bourgelat mourut en 1779 et fut remplacé dans la direction de l'Ecole d'Alfort par le célèbre Chabert.

Cependant, l'éloignement de Lyon et d'Alfort était un sérieux obstacle au recrutement des vétérinaires dans notre région du Sud-Ouest et, malgré le soin que prenaient la ville de Toulouse et le département de la Haute-Garonne de ne jamais laisser vacantes les trois places d'élèves que leur avait réservées la loi du 29 germinal an III, dans l'une ou l'autre de ces deux Ecoles, le nombre des vétérinaires n'en restait pas moins fort au-dessous des exigences d'une contrée aussi vaste et aussi essentiellement agricole. L'établissement d'une nouvelle Ecole s'imposait, et Toulouse paraissait tout naturellement indiquée pour en devenir le siège. Les autorités locales ne négligèrent rien auprès des pouvoirs publics pour en obtenir la faveur.

Déjà, le 29 janvier 1793, nous dit M. le Dr Labat, auquel nous empruntons ces quelques détails, le Conseil général avait pris un arrêté instituant à Toulouse une Ecole vétérinaire régionale; mais cet arrêté ne paraît pas avoir été mis à exécution pendant la période tourmentée des dix ou douze années qui suivirent.

En 1804, sur les pressantes sollicitations du préfet de la Haute-Garonne et des autres préfets du Midi, le ministre de l'Intérieur résolut la création d'une troisième Ecole. Toulouse et Cahors s'en disputaient la faveur. Le ministre envoya dans chacune de ces deux villes l'inspecteur général des Ecoles vété-

1. Arrêt du Conseil d'Etat du 30 juin 1764. Voir Dr Labat, *Toulouse*.

2. Foulon, médecine vétérinaire. *Dictionnaire de la conversation*.



rinaires, M. Huzard, avec mission de rechercher quelle était celle qui offrirait le plus d'avantages pour un tel établissement. L'inspecteur donna la préférence à Toulouse.

On attendit pendant plus de trois ans la décision du ministre; mais celle-ci tardant toujours, la Société d'agriculture décida, le 20 janvier 1807, d'ouvrir deux cours de médecine vétérinaire, un cours d'hiver et un cours d'été. Ces cours obtinrent un succès complet. Mais le but que l'on se proposait ne pouvait être atteint par un enseignement aussi restreint. La Société d'agriculture élabora en conséquence un projet d'organisation d'Ecole vétérinaire, qu'elle présenta au Conseil municipal et au Conseil général, et qui fut soumis également au ministre de l'Intérieur.

Dans sa séance du 27 octobre 1807, le Conseil municipal, après avoir émis un vœu pour l'établissement d'une telle Ecole, « offrit de contribuer pour un huitième dans la dépense qui serait votée par le département, pour les frais d'établissement et entretien de cette école<sup>1</sup> ». Enfin, le 27 juillet 1808 fut signé le décret instituant à Toulouse l'Ecole tant désirée. Ce fut pendant son séjour à Toulouse que l'Empereur signa un décret ayant divers objets, tous de grande importance pour la ville. L'article 13 concernait l'Ecole vétérinaire : « Il sera établi à Toulouse une Ecole spéciale vétérinaire dans les dépendances du jardin de botanique. La dépense de cet établissement sera supportée par le département<sup>2</sup>. »

Le préfet fit aussitôt dresser les plans et chargea la Société d'agriculture de rédiger le règlement de la future Ecole<sup>3</sup>. Ce règlement était soumis au ministre le 15 janvier 1809.

Le ministre ne se hâta point de répondre et, du fait de ce retard, le décret resta inexécuté pendant plus de cinq années. Le ministre, on le voit, prenait le temps de réfléchir. Les choses traînèrent ainsi en longueur jusqu'au 15 janvier 1813,

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance de ce jour.

2. Voir le décret entier dans l'*Histoire populaire de Toulouse*, par Ariste et Braud, p. 379.

3. Dr Labat, *Toulouse*, p. 906. Ce règlement se trouve dans la notice du savant directeur.

où était signé, au grand désappointement des autorités locales et des agriculteurs de la région, un nouveau décret annulant les dispositions de celui de 1808. L'Ecole se trouvait ainsi supprimée avant d'avoir vécu.

Néanmoins, le Conseil municipal et la Société d'agriculture ne perdirent pas courage et renouvelèrent, de temps en temps, leurs instances auprès du gouvernement. Le Conseil général, également, émit un vœu en faveur de l'établissement d'une Ecole vétérinaire à Toulouse, dans les sessions de 1814, 1815 et 1816.

« Le ministre, dit M. le Dr Labat, n'a qu'une réponse toujours la même : « Les Ecoles de Lyon et d'Alfort suffisent pour le moment; l'Ecole de Toulouse n'est pas d'une nécessité indispensable. » Il ajoutait au demeurant que, « s'il fallait plus tard établir une nouvelle Ecole vétérinaire, on ne perdrait pas de vue les avantages qu'il y aurait à la fixer à Toulouse<sup>1</sup>. »

Tout espoir de succès sembla définitivement perdu dans le cours de l'année 1823. Le gouvernement essaya de donner à la ville de Toulouse un dédommagement pour l'Ecole qu'il persistait à ne pas vouloir lui accorder. Le 26 juin de cette année fut donc signée une ordonnance royale qui transférait à Toulouse l'Ecole des Arts et Métiers, établie à Châlons. Les calculs du ministre aboutirent à un résultat tout à fait opposé à celui qu'on avait espéré de ce transfert. Comment avait-il pu croire donner satisfaction à Toulouse sans mécontenter gravement la ville de Châlons? Toulouse accepta en effet et s'offrit de concourir pécuniairement à l'installation du nouvel établissement, mais Châlons protesta avec énergie et fit les plus vives instances auprès du roi pour obtenir de conserver son Ecole des Arts et Métiers.

Il n'y eut dès lors, pour le gouvernement, qu'un moyen de tout concilier : maintenir à Châlons l'Ecole des Arts et Métiers et accorder à Toulouse l'Ecole vétérinaire désirée depuis si longtemps. Le gouvernement s'y résolut. Une ordonnance royale

1. Lettres 7 mars et 13 mai 1815, 1<sup>er</sup> mars et 23 août 1816, indiquées par M. le Dr Labat.

du 6 juillet 1825 rapporta celle du 26 juin 1823, qui avait pour objet le transfert à Toulouse de l'Ecole des Arts et Métiers, et créa une Ecole vétérinaire dans cette ville.

On lit à l'article 2 : « Une Ecole vétérinaire, destinée principalement à l'étude des maladies des bêtes bovines, sera établie dans notre bonne ville de Toulouse, à la condition toutefois que le local nécessaire sera fourni et approprié soit par la ville, soit par le département de la Haute-Garonne<sup>1</sup>. »

Les termes de l'ordonnance indiquaient suffisamment que l'établissement resterait ensuite à la charge de l'Etat, car s'il avait dû en être autrement, il eût été inutile d'exprimer la réserve que le local serait fourni et approprié aux frais de la ville et du département. Une ordonnance royale du 7 novembre 1831, qui détermina l'emplacement de l'Ecole, en témoigne d'ailleurs expressément. On y lit que « le préfet, agissant *au nom de l'Etat*, est autorisé à acquérir les parties de terrain nécessaires<sup>2</sup> ».

L'Etat se déclarait donc par avance propriétaire et assumait, par conséquent, l'obligation de supporter la dépense du personnel, se réservant le droit de nommer aux emplois sans le concours des autorités locales. La ville et le département ne devaient avoir aucun droit sur les bâtiments, et leur intervention dans la dépense ne pouvait être considérée que « comme une subvention qui ne saurait ôter à l'établissement le caractère qu'il tenait de son origine<sup>3</sup> ». Quoi qu'il en soit de la question de propriété, il est certain que si l'emplacement fut acquis par le préfet « agissant au nom de l'Etat », on se servit pour le payer des fonds votés par la ville et le département.

Le Conseil municipal, dans sa séance du 28 juillet 1825, « considérant que le Conseil général avait délibéré de contribuer par moitié aux frais d'acquisition du terrain et des constructions », décida de prendre à sa charge l'autre moitié de la

1. Archives de la ville de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 28 juillet 1825.

2. *Ibid.*, liasse 301, Ordonnance royale du 7 novembre 1831.

3. *Ibid.*, Notes sur les droits d'enregistrement pour la part de la ville.



dépense, et il invita le maire « à demander un crédit additionnel de 100.000 francs sur le budget de 1825 et de pareille somme sur celui de 1826<sup>1</sup> ». La dépense totale avait été évaluée par l'architecte du département à la somme de 400.000 francs<sup>2</sup>.

La révision des plans et devis fit monter la dépense à un chiffre plus élevé. On lit dans une délibération du Conseil municipal du 14 juillet 1826 : « Un premier aperçu avait fait espérer que 400.000 francs suffiraient pour la dépense de premier établissement, mais une étude plus approfondie du programme envoyé par le gouvernement a exigé de nouveaux calculs et élevé la dépense à 618.996 fr. 30 c.<sup>3</sup> » Le Conseil délibérait en conséquence, le même jour, « qu'une nouvelle somme de 100.000 francs à fournir par la ville serait portée au budget de 1828<sup>4</sup> ».

« On aurait pu se mettre à l'œuvre dès l'année 1826, mais, nous dit M. le Dr Labat, les modifications successives apportées par la Commission des bâtiments civils au plan de M. Laffon, architecte du département, retardèrent les travaux pendant plus de cinq ans<sup>5</sup>. »

Le savant docteur nous apprend qu'on changea plusieurs fois d'avis sur l'emplacement où il convenait d'édifier l'Ecole, et on trouve en effet aux archives municipales de nombreuses pièces qui témoignent de ce fait. Ainsi, un arrêté du préfet, en date du 20 septembre 1827, prescrivait de « procéder à l'estimation contradictoire des terrains à acquérir, *sur le côté droit de l'allée qui se dirige de la barrière Saint-Cyprien vers le moulin des Tuileries*, entre la Patte-d'Oie, la Garonne et le canal de fuite des Fontaines<sup>6</sup> ». Il résulte d'une lettre de l'architecte Laffon au maire de Toulouse, en date du 2 août 1827, que le terrain nécessaire comprenait 2 arpents et 3 pugnérées et appartenait aux nommés Durand, Molinier, Lanes, Souillé et

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 28 juillet 1825.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, séance de ce jour.

4. *Ibid.*

5. *Toulouse*, p. 910.

6. Archives de Toulouse, liasse 301.

aux copropriétaires du moulin des Tuileries<sup>1</sup>. Suivant une autre pièce, les terrains étaient évalués à la somme de 6.000 francs<sup>2</sup>.

Le projet d'acquisition de cet emplacement fut abandonné, sur les observations et à la demande de M. Dupuy, professeur à l'Ecole d'Alfort, appelé comme directeur de l'Ecole de Toulouse le 5 avril 1828.

L'administration paraît ensuite avoir porté ses vues sur les bâtiments et dépendances de Saint-Roch des Minimes ; mais le projet, nous dit M. le Dr Labat, « fut abandonné comme trop coûteux, et on revint au choix fait par la Commission spéciale d'un terrain situé au pied du coteau de Guilleméry, en face des allées Lafayette, alors allées d'Angoulême<sup>3</sup> ».

Une pétition avait été adressée au maire de Toulouse par les propriétaires voisins de l'allée Lafayette pour le prier, en le félicitant de ce choix, « de vouloir bien insister sur cette décision, malgré les sollicitations » qui pourraient lui être adressées. « Cette construction sur ce terrain présente l'avantage, disaient les pétitionnaires, d'être hors la limite de l'octroi, à cause des consignations à faire pour les bestiaux. » Ils faisaient valoir, en outre, que « la prolongation de la promenade Lafayette, avec un pont tournant sur le canal, donnerait, les jours de fêtes et dimanches, un débouché à la population, pour qui l'allée Lafayette était de beaucoup trop courte pour la promenade ces jours-là, et que le coteau riant qui se présente serait sous peu embelli par diverses constructions qui exciteraient les promeneurs à se diriger de ce côté<sup>4</sup> ».

Ce fut pour un tel emplacement que se prononça l'autorité supérieure, quand le plan définitif eut été adopté. L'ordonnance royale du 7 novembre 1831 porte :

#### ARTICLE PREMIER.

« L'Ecole vétérinaire, fondée à Toulouse par l'ordonnance royale du 6 juillet 1825, sera établie sur l'emplacement com-

1. Archives de Toulouse, liasse 301.

2. *Ibid.*

3. *Toulouse*, p. 910.

4. Archives de Toulouse, liasse 301, Pétition.

pris dans le périmètre A, B, C, D, E, F, G, indiqué dans le plan joint à la présente ordonnance.

ART. 2.

« Le préfet, agissant au nom de l'Etat, est autorisé à acquérir la portion de terrain comprise dans le même périmètre. L'acquisition en sera faite à l'amiable et au prix fixé par une expertise contradictoire et, au besoin, dans la forme prescrite par la loi du 8 mars 1810 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique.

ART. 3.

« Les prix et frais d'acquisition desdits terrains seront acquittés soit sur les fonds provenant des impositions extraordinaires autorisées par les lois du 5 juillet 1826 et 21 février 1827, soit sur ceux votés par la ville de Toulouse pour servir aux frais de premier établissement de l'Ecole<sup>1</sup>. »

Par arrêté du 4 novembre précédent, le préfet avait prescrit qu'il « serait incessamment procédé à l'évaluation des terrains et portions de terrains à acquérir, et avait nommé le sieur Laffon fils, architecte, expert pour le département et pour la ville, à l'effet d'opérer ladite expertise et évaluation contradictoirement avec les experts à désigner par les sieurs Bach, Ségoufin, Pujol, Joseph Baudret, Darné et Bignou, propriétaires desdits terrains<sup>2</sup> ».

Le 7 juin 1832, un nouvel arrêté du préfet autorisait le paiement du prix et des intérêts dus pour lesdites portions de terrain qui avaient été acquises le 16 décembre précédent, en vertu d'un acte retenu par M. Amilhau, notaire royal.

L'article 2 de cet arrêté fixait, d'après l'état ci-dessous, le montant des sommes dues à chacun des vendeurs.

1. Archives de Toulouse, liasse 301, Ordonnance royale du 7 nov. 1831.

2. *Ibid.*



NOMS DES VENDEURS	MONTANT des VENTES	INTÉRÊTS A 5 0/0 L'AN du 1 <sup>er</sup> janvier au 15 juin.	MONTANT TOTAL des sommes dues.	SOMMES A PAYER	
				SUR LES FONDS du département.	SUR LES FONDS de la ville.
Baudret et Audibert, mariés. ....	7.734 <sup>f</sup> 35	175 <sup>f</sup> 86	7.910 <sup>f</sup> 21	3.955 <sup>f</sup> 10	3.955 <sup>f</sup> 11
Demoiselle Pérès. ....	4.176 55	94 98	4.271 53	2.135 77	2.135 76
Darné Gervais-Séverin.	3.516 60	79 94	3.595 54	1.797 77	1.797 77
Bignou Jean-Pierre. ....	1.040 30	23 64	1.063 94	531 97	531 97
TOTAUX. ....	16.467 <sup>f</sup> 80	374 <sup>f</sup> 42	16.841 <sup>f</sup> 22	8.420 <sup>f</sup> 61	8.420 <sup>f</sup> 61

Quant à la portion de terrain appartenant aux mineurs Ségoufin, le préfet en poursuivit l'expropriation pour cause d'utilité publique ; mais le tribunal civil, par jugement du 13 décembre 1831, déclara n'y avoir pas lieu à l'expropriation et renvoya en possession dudit terrain. Sur appel du préfet, la Cour rendit un arrêt, le 29 décembre de la même année, par lequel « vidant le renvoi au Conseil autorisa le préfet à se mettre en possession des terrains appartenant aux mineurs Ségoufin, à charge par lui de se conformer aux dispositions de la loi du 8 mars 1810<sup>1</sup> ». Le tuteur des Ségoufin fut donc autorisé par le conseil de famille à consentir la vente et à toucher le montant après expertise contradictoire<sup>2</sup>.

Un arrêté du préfet, du 6 février 1833, liquidait les sommes dues aux mineurs Ségoufin. Elles s'élevèrent à 4.731 fr. 38 c., qui, jointes à l'indemnité accordée au fermier Barat, soit 369 fr. 89 c., et à la somme de 1.365 fr. 81 c. représentant les frais d'avoué, portèrent la dépense à 6.467 fr. 08 c., dont une moitié fut payée par la ville et l'autre moitié par le département<sup>3</sup>.

La dépense totale occasionnée par l'achat des terrains s'éleva donc à 23.308 fr. 30 centimes.

1. Arch. de Toulouse, liasse 301, Affiche portant publication de l'arrêt.

2. *Ibid.*, Lettre du préfet du 2 janvier 1832.

3. *Ibid.*, Arrêté du préfet.

L'affiche annonçant la mise en adjudication des travaux de construction dont la dépense était évaluée à 657.234 fr. 50 c., suivant le projet approuvé le 28 octobre 1831 par le ministre des Travaux publics, porte la date du 4 novembre 1831<sup>1</sup>. Cette adjudication eut lieu le 2 décembre suivant. Les soumissionnaires furent au nombre de six et Sautiron fut déclaré adjudicataire avec un rabais de 6 p. 100 au prix de 617.800 fr. 43 c.<sup>2</sup>.

La pose de la première pierre eut lieu le 8 février 1832, sous la présidence du préfet, M. Barennès, qui prononça un discours de circonstance. Le *Journal de Toulouse* du lendemain nous apprend que M. Dupuy, directeur de l'Ecole, y prit également la parole. « Une compagnie de la garde nationale, avec les tambours et la musique, la compagnie des pompiers et celle des vétérans formaient l'escorte. M. le général Lejeune, le maire, quelques membres du Conseil municipal et les élèves de l'Ecole y assistaient<sup>3</sup>. »

Les travaux de construction furent prestement menés, car l'Ecole fut ouverte dans les nouveaux locaux moins de deux ans plus tard, à la rentrée d'octobre 1834. Elle ne fut cependant officiellement inaugurée que le 22 août 1835, par le même M. Barennès, qui présidait ce jour-là la distribution des prix.

Il résulte d'un état des dépenses fourni par l'architecte Laffon et reproduit au projet de budget de la ville, pour 1836, que les travaux et honoraires de l'architecte s'élevaient alors à 705.599 fr. 96 c.<sup>4</sup>. M. le Dr Labat affirme qu'ils atteignirent le chiffre de 780.000 francs au règlement final des comptes<sup>5</sup>. Ce chiffre se justifie d'ailleurs par ce simple fait que la ville, qui devait participer à la dépense pour la moitié et avait déjà voté une somme de 300.000 francs dut inscrire, à son budget de 1832, un crédit additionnel de 90.000 francs<sup>6</sup>.

1. Arch. de Toulouse, liasse 301, Arrêté du Préfet.

2. *Ibid.*, Procès-verbal d'adjudication.

3. *Journal de Toulouse*, n° du 9 février 1832.

4. Archives de Toulouse, liasse 301.

5. *Toulouse*, p. 909.

6. Archives de Toulouse, liasse 301, Lettre du préfet au maire du 22 novembre 1831.

L'École s'était ouverte et fonctionna bien avant que les bâtiments neufs fussent édifiés. La ville prit dans ce but en location, dès 1828, la propriété du Bénech, appartenant à M. de Puymaurin, et donnant sur la rue des Trente-six-Ponts et sur une autre rue, alors sans nom, et appelée depuis rue Puymaurin, au quartier Saint-Michel.

A la rentrée d'octobre 1828, cinquante-deux élèves étaient installés au Bénech et, le 7 novembre suivant, le préfet, comte de Juigné, et le maire de Toulouse, baron de Montbel, procédaient à l'installation officielle de l'Ecole, dont le directeur, M. Dupuy, avait été nommé le 5 avril précédent<sup>1</sup>.

Il résulte de nombreux documents que les services provisoires se trouvaient établis d'une façon très convenable. Il y avait au Bénech : salle de dissection, salle d'étude, réfectoire, maréchalerie, infirmeries et des locaux suffisants pour le personnel enseignant, les divers employés et les élèves. Le nombre de ces derniers s'accrût bientôt dans de telles proportions qu'il fallut, pour les loger, prendre en location plusieurs maisons voisines<sup>2</sup>. Ils avaient été cinquante-deux à la rentrée d'octobre 1828, ils furent cent deux à celle de 1829<sup>3</sup>; près de cent cinquante à celle de 1830<sup>4</sup>, et atteignirent presque le chiffre de deux cents à celle de 1831<sup>5</sup>. Ces chiffres s'expliquent par l'étendue de la circonscription de la nouvelle Ecole. Cette circonscription comprenait vingt-huit départements, savoir : Aude, Ariège, Aveyron, Basses-Pyrénées, Cantal, Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Dordogne, Gard, Gers, Gironde, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Haute-Vienne, Hérault, Landes, Loire-Inférieure, Lot, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne, Vendée, Vienne<sup>6</sup>. Ces circonscriptions territoriales, particulières à chacune des trois Ecoles, devaient se maintenir longtemps, car c'est

1. *Toulouse*, p. 911.

2. Archives de Toulouse, liasse 301, Baux de location.

3. *Ibid.*, Lettre du directeur au maire, 18 octobre 1829.

4. *Ibid.*, 23 octobre 1830.

5. *Ibid.*, 19 novembre 1831.

6. *Toulouse*, p. 919.



à peine depuis quelques années seulement que le recrutement des élèves a cessé d'être régional pour devenir national<sup>1</sup>.

Actuellement, l'admission dans les Ecoles vétérinaires a lieu par voie de concours.

Ce concours comprend des épreuves écrites et des épreuves orales.

Les épreuves écrites, qui sont éliminatoires, ont lieu le 1<sup>er</sup> août dans les villes ci-après désignées, au choix des candidats : Alfort, Amiens, Angers, Bordeaux, Bourges, Caen, Châlons, Clermont-Ferrand, Dijon, Limoges, Lyon, Nancy, Nîmes, Rennes, Toulouse, Alger, Oran, Constantine.

Les épreuves orales sont subies par les candidats déclarés admissibles à ces épreuves dans le courant du mois de septembre, aux dates fixées par le ministre et dans l'une des villes ci-après désignées, au choix des candidats : Alfort, Angoulême, Châlons, Lyon, Rennes et Toulouse.

Les demandes d'admission au concours doivent indiquer les centres d'examen choisis pour l'épreuve écrite et pour l'épreuve orale, ainsi que l'Ecole dans laquelle le candidat désire entrer, tout en mentionnant celle des deux autres Ecoles qu'il choisirait si, par suite de son rang de placement, il était primé par des concurrents pour toutes les places disponibles dans l'Ecole qu'il désigne.

Le nombre des places mises au concours est fixé chaque année par le ministre. Trois septièmes de ces places sont affectées à l'Ecole d'Alfort ; deux septièmes à l'Ecole de Lyon et deux septièmes à l'Ecole de Toulouse. Les candidats reçus sont informés de leur admission par les soins du ministre de l'Agriculture.

L'Ecole provisoire fonctionna au Bénéch pendant six années : d'octobre 1828 à octobre 1834.

Dès le mois d'avril 1834, signification était faite à M. de Puymaurin que « les requérants déguerpiraient tous les bâtiments du Bénéch à l'expiration du semestre commençant le

1. Instruction du Ministère de l'Agriculture pour l'admission dans les Ecoles nationales vétérinaires.

1<sup>er</sup> juillet 1834<sup>1</sup> ». Des actes déclaratifs de congé étaient également notifiés aux divers propriétaires des maisons occupées par l'établissement<sup>2</sup>. Ces propriétaires étaient : Pierre Belmontel, pour sa maison et dépendances, rue du Faubourg-Saint-Michel, n° 75 ; veuve Bénabent, pour sa maison et dépendances, rue des Trente-six-Ponts ; les époux Vignal, pour deux maisons, l'une rue Saint-Michel, n° 54, et l'autre, dite des Grands-Carmes, et Campa, pour sa maison et dépendances, rue Notre-Dame, n° 8<sup>3</sup>.

Le transfert de l'Ecole dans son « local définitif » s'effectua dans les derniers jours de septembre et le commencement d'octobre 1834<sup>4</sup>. La rentrée des élèves avait lieu quelques jours plus tard.

Nous empruntons à M. le Dr Labat la description des bâtiments neufs :

« Tels ils étaient alors (1834) tels ils sont aujourd'hui (1887), sauf quelques modifications dans l'aménagement intérieur et quelques changements nécessités par l'augmentation du nombre des professeurs et des progrès des méthodes de l'enseignement. L'Ecole vétérinaire comprend un premier corps de bâtiments en façade, réservé au corps enseignant, aux surveillants et aux services administratifs ; faisant suite à celui-ci, un second corps destiné aux élèves et occupé également par des salles d'étude et par les services de police sanitaire, physique, chimie et pharmacie. A droite et à gauche du bâtiment central sont les infirmeries. Derrière est un très long bâtiment où sont établis les services d'anatomie et histologie, physiologie, histoire naturelle, hygiène, anatomie pathologique, clinique, chirurgie et forges. Au delà se trouve le jardin botanique<sup>5</sup>. »

Le portail d'entrée de la cour d'honneur est orné des statues d'Olivier de Serres et de Bourgelat, placées sur des piliers bâtis en avant-corps. Ces statues, en terre cuite, sont l'œuvre

1. Archives de Toulouse, liasse 301, Signification de congé.

2. *Ibid.*, Copies des actes.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, Lettre du Préfet au maire, 22 septembre 1834.

5. Dr Labat, *Toulouse*, p. 912.

de Griffoul-Dorval. Serait-il possible de les conserver, étant donné l'état de délabrement où elles se trouvent, quand l'Ecole sera déplacée ? Ce serait très désirable, au point de vue de l'histoire de l'art à Toulouse, mais, si fort ébréchées, elles ne pourront peut-être pas supporter le transbordement.

En 1853, comme complément d'organisation, on installa une chapelle dans l'intérieur de l'Ecole. Les élèves pouvaient chaque dimanche y entendre la messe sans être obligés, comme par le passé, de se rendre à la paroisse voisine. Elle fut inaugurée le dimanche 29 mai, par M<sup>gr</sup> Mioland, qui tint à présider lui-même cette cérémonie. Ce fut l'abbé Pagny, des Missionnaires diocésains, qu'on nomma aumônier spécial de la chapelle où il vint désormais chaque dimanche dire la messe<sup>1</sup>.

Au début, le corps enseignant ne comptait que trois membres, un directeur-professeur et deux professeurs. Un de ces derniers était, en outre, chargé de la surveillance générale et l'autre de l'économet. On porta successivement le nombre des professeurs à quatre en 1835, à cinq en 1845, à six en 1869 et à huit en 1878. Il faut y ajouter six suppléants ou répétiteurs, tous nommés au concours<sup>2</sup>.

Le 19 février 1877, on avait annexé à l'École le domaine de Montredon, appartenant à M. Givelet et aujourd'hui propriété de M. Lagèze. Ce domaine est situé, en majeure partie, sur le territoire de Croix-Daurade. Cette exploitation « donnait à l'École les moyens de compléter par des démonstrations pratiques l'étude de l'élevage des animaux domestiques, de l'amélioration de leurs races et de leur exploitation industrielle<sup>3</sup> ».

Actuellement, l'enseignement se répartit en dix chaires :

- 1° Physique, chimie, pharmacie et toxicologie ;
- 2° Botanique, zoologie et matière médicale ;
- 3° Anatomie descriptive des animaux domestiques, tératologie et extérieur du cheval ;

1. *Journal de Toulouse*, n° du 30 mai 1853.

2. *Toulouse*, p. 915.

3. *Ibid.*, p. 914.



4° Physiologie des animaux domestiques et thérapeutique générale ;

5° Embryologie, histologie normale, anatomie pathologique ;

6° Pathologie générale et médicale, clinique ;

7° Pathologie chirurgicale et clinique, médecine opératoire et ferrure ;

8° Pathologie bovine, caprine, ovine et porcine, obstétrique, médecine opératoire, clinique ;

9° Pathologie des maladies contagieuses, police sanitaire, inspection des viandes de boucherie, médecine légale et législation commerciale en matière de vente d'animaux ;

10° Hygiène et zootechnie.

Ces chaires sont occupées par dix professeurs, y compris le directeur qui s'est réservé la pathologie générale, la pathologie médicale et la clinique.

Il faut y ajouter dix chefs de travaux.

Enfin, le personnel comprend en outre : un médecin, un architecte, un chef jardinier, un chef d'atelier des forges et une dame lingère.

*Directeurs de l'École vétérinaire depuis son établissement.*

MM. Dupuy, 1828-1832.

Moiroud, 1832-1837 (mort dans l'exercice de ses fonctions et inhumé au cimetière de Croix-Daurade).

Rodet (faisant fonctions de directeur), 1838.

Bernard, 1838-1846.

Prince, 1847-1865.

Lavocat, 1865-1877.

Lafosse, 1877-1878.

Baillet, 1878-1888.

Laulanié, 1888-1906.

D<sup>r</sup> Labat, 1906.

L'École confère, chaque année, un certain nombre de diplômes. Le tableau suivant, que nous empruntons à M. le D<sup>r</sup> Labat, relate ceux qui ont été conquis de 1860 à 1886 :

Années.	Diplômes.	Années.	Diplômes.	Années.	Diplômes.	Années.	Diplômes.
—	—	—	—	—	—	—	—
1860	31	1867	43	1874	36	1881	34
1861	23	1868	41	1875	41	1882	36
1862	39	1869	29	1876	36	1883	34
1863	38	1870	26	1877	39	1884	38
1864	35	1871	»	1878	44	1885	29
1865	28	1872	26	1879	21	1886	34
1866	38	1873	40	1880	35		

soit un total de 894 diplômes conférés en vingt-sept années ou une moyenne de 33,1 par année, ce qui représente 1,18 pour chacun des vingt-huit départements qui formaient alors la circonscription de l'École.

Nous devons à l'excessive bienveillance de M. le Dr Labat, directeur actuel, les deux tableaux suivants qu'il a bien voulu faire dresser pour mettre à jour le présent chapitre, lequel lui avait été soumis. Il nous fait connaître : 1° le nombre de diplômes obtenus de l'année 1887 à l'année 1908; 2° le nombre d'animaux amenés à la clinique ou traités dans les hôpitaux de l'École pendant les dix dernières années :

**Relevé numérique des élèves ayant obtenu le diplôme  
de vétérinaire depuis l'année 1887.**

ANNÉES	NOMBRE D'ÉLÈVES diplômés.	ANNÉES	NOMBRE D'ÉLÈVES diplômés.	ANNÉES	NOMBRE D'ÉLÈVES diplômés.
1887	32	1895	21	1903	29
1888	27	1896	30	1904	36
1889	44	1897	21	1905	46
1890	38	1898	29	1906	35
1891	52	1899	38	1907	33
1892	39	1900	40	1908	43
1893	44	1901	35		
1894	22	1902	32		

La moyenne annuelle des animaux conduits à la consultation de 1860 à 1886 ayant été de 7.816 et celle des malades traités dans les infirmeries de l'École de 825, au témoignage de M. le Dr Labat, il en résulte que les élèves qui suivirent réglementairement la clinique pendant deux ans, durant cette période, avaient vu passer sous leurs yeux, arrivés au diplôme, plus de 17.000 sujets<sup>1</sup>.

**Relevé numérique des animaux amenés à la clinique,  
de 1899 à 1908.**

	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908
Janvier. ....	805	774	851	754	931	1.028	917	1.059	852	889
Février. ....	830	748	653	613	876	1.071	945	859	749	868
Mars. ....	1.095	1.002	848	1.003	1.205	1.207	1.168	1.153	923	993
Avril. ....	1.078	1.146	1.043	1.073	1.348	1.510	973	1.095	1.140	934
Mai. ....	1.190	1.212	1.085	1.032	1.482	1.693	1.346	1.381	1.227	1.211
Juin. ....	1.074	1.097	1.133	988	1.561	1.584	1.244	1.318	1.290	1.174
Juillet. ....	1.020	1.044	1.050	1.014	1.352	1.224	1.068	1.158	1.086	1.122
Août. ....	888	1.047	887	957	1.129	1.085	933	1.030	1.120	975
Septembre. .	822	822	790	948	991	900	824	820	842	885
Octobre. . .	1.135	948	851	960	1.095	1.022	928	936	950	982
Novembre. .	982	770	843	859	913	1.022	909	920	909	917
Décembre. .	932	845	782	1.046	1.045	947	895	790	985	1.040
TOTAL. . .	11.851	11.455	10.816	11.247	13.928	14.383	12.150	12.519	12.073	11.990
Sur ce nombre admis en traitement dans les hôpitaux de l'École :										
	1.474	1.500	1.414	1.456	1.662	2.008	1.608	1.713	1.439	1.465

La moyenne annuelle des animaux amenés à la consultation pendant cette période de dix années s'étant élevée à 12.241 et celle des malades traités dans les hôpitaux de l'École à 1573, il en résulte que les étudiants virent passer sous leurs yeux, pendant leurs deux années de présence à la clinique, 27.630 ma-

1. *Toulouse.*



Années.	Diplômes.	Années.	Diplômes.	Années.	Diplômes.	Années.	Diplômes.
—	—	—	—	—	—	—	—
1860	31	1867	43	1874	36	1881	34
1861	23	1868	41	1875	41	1882	36
1862	39	1869	29	1876	36	1883	34
1863	38	1870	26	1877	39	1884	38
1864	35	1871	»	1878	44	1885	29
1865	28	1872	26	1879	21	1886	34
1866	38	1873	40	1880	35		

soit un total de 894 diplômes conférés en vingt-sept années ou une moyenne de 33,1 par année, ce qui représente 1,18 pour chacun des vingt-huit départements qui formaient alors la circonscription de l'École.

Nous devons à l'excessive bienveillance de M. le Dr Labat, directeur actuel, les deux tableaux suivants qu'il a bien voulu faire dresser pour mettre à jour le présent chapitre, lequel lui avait été soumis. Il nous fait connaître : 1<sup>o</sup> le nombre de diplômes obtenus de l'année 1887 à l'année 1908 ; 2<sup>o</sup> le nombre d'animaux amenés à la clinique ou traités dans les hôpitaux de l'École pendant les dix dernières années :

**Relevé numérique des élèves ayant obtenu le diplôme  
de vétérinaire depuis l'année 1887.**

ANNÉES	NOMBRE D'ÉLÈVES diplômés.	ANNÉES	NOMBRE D'ÉLÈVES diplômés.	ANNÉES	NOMBRE D'ÉLÈVES diplômés.
1887	32	1895	21	1903	29
1888	27	1896	30	1904	36
1889	44	1897	21	1905	46
1890	38	1898	29	1906	35
1891	52	1899	38	1907	33
1892	39	1900	40	1908	43
1893	44	1901	35		
1894	22	1902	32		

La moyenne annuelle des animaux conduits à la consultation de 1860 à 1886 ayant été de 7.816 et celle des malades traités dans les infirmeries de l'École de 825, au témoignage de M. le Dr Labat, il en résulte que les élèves qui suivirent réglementairement la clinique pendant deux ans, durant cette période, avaient vu passer sous leurs yeux, arrivés au diplôme, plus de 17.000 sujets<sup>1</sup>.

**Relevé numérique des animaux amenés à la clinique,  
de 1899 à 1908.**

	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908
Janvier. ....	805	774	851	754	931	1.028	917	1.059	852	889
Février. ....	830	748	653	613	876	1.071	945	859	749	868
Mars. ....	1.095	1.002	848	1.003	1.205	1.207	1.168	1.153	923	993
Avril. ....	1.078	1.146	1.043	1.073	1.348	1.510	973	1.095	1.140	934
Mai. ....	1.190	1.212	1.085	1.032	1.482	1.693	1.346	1.381	1.227	1.211
Juin. ....	1.074	1.097	1.133	988	1.561	1.584	1.244	1.318	1.290	1.174
Juillet. ....	1.020	1.044	1.050	1.014	1.352	1.224	1.068	1.158	1.086	1.122
Août. ....	888	1.047	887	957	1.129	1.085	933	1.030	1.120	975
Septembre..	822	822	790	948	991	900	824	820	842	885
Octobre. ...	1.135	948	851	960	1.095	1.022	928	936	950	982
Novembre..	982	770	843	859	913	1.022	909	920	909	917
Décembre..	932	845	782	1.046	1.045	947	895	790	985	1.040
TOTAL. ...	11.851	11.455	10.816	11.247	13.928	14.383	12.150	12.519	12.073	11.990
Sur ce nombre admis en traitement dans les hôpitaux de l'École :										
	1.474	1.500	1.414	1.456	1.662	2.008	1.608	1.713	1.439	1.465

La moyenne annuelle des animaux amenés à la consultation pendant cette période de dix années s'étant élevée à 12.241 et celle des malades traités dans les hôpitaux de l'École à 1573, il en résulte que les étudiants virent passer sous leurs yeux, pendant leurs deux années de présence à la clinique, 27.630 ma-

1. *Toulouse.*

tions astronomiques à Toulouse. La science astronomique avait eu cependant des adeptes dans notre ville avant cette époque. Quelques religieux notamment s'étaient occupés à observer le ciel et avaient écrit sur des questions astronomiques. Certains parmi eux avaient même construit des instruments d'observation qui passaient alors pour être des plus remarquables. Citons parmi les plus célèbres de ces hommes de science :

1° Raymond Maignan, religieux Minime (1601-1676), philosophe et mathématicien distingué, célèbre dans l'Europe entière, avait tracé dans son couvent une méridienne qui fut le seul monument astronomique ayant existé à Toulouse jusqu'en 1730. La réputation dont il jouissait fut telle, que Louis XIV, passant par notre ville en 1660, voulut visiter son cabinet de machines. Le roi y admira des lunettes de toute sorte, construites par le savant religieux et dont quelques-unes étaient les plus longues qu'on eût vues jusque-là<sup>1</sup>.

2° Le père Mourgues, de la Société de Jésus, professeur de mathématiques au Collège des Jésuites de Toulouse, le même dont il a été question au sujet de la vérification des travaux de construction du canal de Languedoc et de l'établissement du port Saint-Sauveur. Il observa du 10 au 20 janvier 1680 la célèbre comète qui fut l'occasion des travaux de Newton sur les comètes<sup>2</sup>.

3° Guillaume Bonjour, religieux Augustin, né à Toulouse en 1670. Il est l'auteur d'un projet de calendrier qui reçut l'approbation de Cassini. On l'envoya en Chine, et l'Empereur, instruit de ses talents, l'associa aux huit missionnaires jésuites qu'il avait chargés de dresser une carte générale de l'Empire<sup>3</sup>.

titre de *Société des sciences*. (Voir Toulouse, *Association française pour l'avancement des sciences*, p. 843.)

1. *Biographie toulousaine*. Le Mémoire de M. Bigourdan (*Annales de l'Observatoire de Toulouse*, t. II) nomme ce religieux Emmanuel Maignan. Il en est de même de la *Revue des Pyrénées*, t. I, p. 457.

2. *Annales de l'Observatoire de Toulouse*, t. II, Mémoire de M. Bigourdan, aide-astronome.

3. *Ibid.*, et *Biographie toulousaine*.



4<sup>o</sup> Enfin, Emmanuel de Viviers, capucin. Il faisait part à Méraldi, le 13 août 1727, de onze observations qu'il avait faites depuis le commencement de cette année sur les éclipses des satellites de Jupiter <sup>1</sup>.

Ce sont là autant de preuves que, s'il n'y eut pas dans notre ville des observations astronomiques régulières avant la fondation de la *Société des sciences*, on y étudiait cependant l'astronomie avec quelques succès.

Dès 1734 la ville de Toulouse accordait à la *Société des sciences* l'usage d'une tour des remparts pour y faire ses observations astronomiques, et une somme de 400 livres pour aider aux réparations de ladite tour <sup>2</sup>. Deux ans plus tard, elle accordait un autre secours de 1.500 livres pour de nouvelles réparations <sup>3</sup>.

Il résulte de diverses lettres, auxquelles M. Bigourdan, aide-astronome <sup>4</sup>, a emprunté les renseignements qu'il nous fournit à ce sujet dans son *Mémoire*, que cette tour à quatre faces et à deux étages, formant chacun une seule pièce, était percée d'ouvertures vers les quatre points cardinaux et avait des balcons, sur lesquels on pouvait se placer pour observer. Elle était située à peu près à la rencontre de la rue du Rempart-Saint-Etienne actuelle et du boulevard Saint-Aubin <sup>5</sup>. Les observations y commencèrent en 1735. « Garipuy détermina la latitude de la tour et observa les passages de Mercure sur le Soleil en 1736 et 1743. Lors de l'éclipse du Soleil du 25 juillet 1748, il y avait déjà trois observateurs, Garipuy, l'abbé de Sapte et Darquier <sup>6</sup>. »

Le 17 décembre 1745, le Conseil de ville accorda à la *Société des sciences* une rente annuelle de 1.000 livres, dont une moi-

1. *Annales de l'Observatoire de Toulouse*, t. II, Mémoire de M. Bigourdan.

2. De Rosoi, *Annales de Toulouse*, t. IV, *Suppl.*, p. 70.

3. *Ibid.*, p. 77.

4. M. Bigourdan est actuellement astronome titulaire à l'Observatoire de Paris.

5. *Revue des Pyrénées*, t. I, p. 457.

6. *Annales de l'Observatoire de Toulouse*, Mémoire de M. Bigourdan.

tié pour l'entretien de l'Observatoire et du Jardin-des-Plantes, et l'autre moitié pour la fondation d'un prix, consistant en une médaille d'or. Cette médaille devait porter les armes de la ville et une inscription choisie par la *Société des sciences*. En même temps, le Conseil de ville sollicitait auprès du roi des lettres patentes pour l'érection de cette société en académie<sup>1</sup>.

Ces lettres furent accordées par Louis XV le 24 juin 1746 et l'ordonnance royale fut enregistrée au Parlement le 13 juillet suivant<sup>2</sup>. La « Société » érigée en « Académie royale » devait se composer, indépendamment de *huit associés honoraires et de deux associés choisis par les capitouls, de trente-trois associés ordinaires*, divisés en cinq classes : trois pour chacune des classes de géométrie, d'astronomie, de mathématiques, d'anatomie, de chimie et de botanique, et quinze pour celles des *inscriptions et belles-lettres*<sup>3</sup>. Cette Académie prit le nom « d'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres ».

Le Mémoire de M. Bigourdan nous fait connaître les premiers membres de la section d'astronomie. C'étaient Garipuy, le jésuite Cavalléry et Gleyzes<sup>4</sup>.

La nouvelle Académie pourvut, à partir de ce moment, à la régularité des observations astronomiques. On lit, en effet, dans un rapport relaté au procès-verbal de sa séance du 7 septembre 1826, que, « depuis son établissement en 1746 jusqu'à sa suppression en 1793, MM. Garipuy père et fils, Darquier, l'abbé de Sapte et l'abbé de Rey de Saint-Géry s'étaient occupés avec succès, non seulement de la théorie de la science astronomique, mais encore avec zèle et assiduité de l'observation des phénomènes célestes » ; et le procès-verbal ajoute que « MM. Garipuy et Darquier avaient établi dans leurs maisons des observatoires commodes et bien pourvus de précieux instruments<sup>5</sup> ».

1. De Rosoi, *Annales de Toulouse*, t. IV, *Suppl.*, p. 78.

2. Toulouse, *Association pour l'avancement des sciences*, 1888, p. 844.

3. De Rosoi, t. IV, p. 100.

4. *Annales de l'Observatoire de Toulouse*, t. II, Mém. de M. Bigourdan.

5. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5.

En 1751, Garipuy se proposait de procéder à des observations correspondantes à celles que le célèbre abbé de la Caille était allé faire au cap de Bonne-Espérance, « pour la description du ciel austral et la détermination des parallaxes du soleil et de la lune ». Trouvant que la tour du rempart était trop éloignée de son logement de la rue des Fleurs pour pouvoir observer assidûment, il installa les instruments de l'Académie des sciences dans sa propre maison. Depuis cette époque, l'Observatoire de la tour du rempart fut à peu près abandonné<sup>1</sup>.

Ce fut quelques années plus tard que le même astronome faisait construire un Observatoire sur le toit de sa maison de la rue des Fleurs. Il le rebâtissait même plus spacieux et plus commode en 1770<sup>2</sup>. Un plan de cet Observatoire a été publié au tome II des *Annales de l'Observatoire de Toulouse*.

De son côté, Antoine Darquier, receveur provincial du clergé et receveur des impositions de la généralité d'Auch, s'étant exercé pendant deux ans à la tour du rempart et ayant travaillé avec Garipuy, consacra une partie de sa fortune à élever un Observatoire au-dessus de la maison qu'il possédait dans le voisinage de celui de Garipuy, au milieu à peu près de la rue qui porte aujourd'hui son nom<sup>3</sup>. Il y fit journellement des observations astronomiques, de 1748 à 1798<sup>4</sup>. N'était-ce pas à une telle suite d'observations que pensait Lalande en 1792 lorsqu'il écrivait que Toulouse était « la ville de province où l'astronomie avait été le plus cultivée »<sup>5</sup>?

Garipuy ne jouit pas aussi longtemps que Darquier de son Observatoire de la rue des Fleurs, car il mourut le 2 avril 1782. Son fils, qu'il avait formé et qui était devenu un astronome de

1. Mémoire de M. Bigourdan.

2. *Ibid.*

3. Au n° 8 de la rue Darquier actuelle. Baour, dans son *Almanach historique*, nous apprend qu'il était logé dans la rue Latonie. Ce fut en souvenir de cet astronome que ce nom fut plus tard remplacé par celui de Darquier.

4. Mémoire de M. Bigourdan.

5. *Astronomie*, 3<sup>e</sup> édition, 1792, t. I, p. 52.



mérite, succombait, comme lui, cinquante jours plus tard, à une épidémie de suette. Leur Observatoire fut alors mis en vente par demoiselles Françoise et Marie Garipuy, sœurs de Garipuy père et héritières de droit de son fils. Il fut acheté le 12 février 1787 au nom de la province de Languedoc, par son syndic, Joseph Marcassus Puymaurin, moyennant 30.000 livres dont 18.000 la maison et l'Observatoire et 12.000 les livres et les instruments<sup>1</sup>. Il était stipulé dans l'acte de vente que « cette somme de 30.000 livres demeurerait convertie, payée, acquittée et éteinte par une rente viagère annuelle de 3.000 livres, que ledit Puymaurin, en vertu des pouvoirs à lui donnés par les Etats, établissait et constituait sur tout et chacun des biens du général et du particulier de ladite province, en faveur des dites deux demoiselles Garipuy, 1.500 livres pour chacune, à elles payables le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, terme échu<sup>2</sup> ».

Les Etats de Languedoc mirent aussitôt l'Observatoire de la rue des Fleurs à la disposition de l'Académie des sciences et celle-ci y fit continuer les observations par l'abbé de Rey. En 1793, l'Académie des sciences ayant été dispersée, l'Observatoire de Garipuy devint propriété nationale<sup>3</sup>.

Le 6 prairial an IV (25 mai 1796) l'administration municipale sollicitait cependant des administrateurs du département de la Haute-Garonne la faveur de conserver l'Observatoire de la rue des Fleurs, « comme indispensable à l'instruction publique<sup>4</sup> ». Les administrateurs du département firent droit à cette demande le même jour, en déclarant que « c'était par erreur que l'Observatoire de la rue des Fleurs avait été compris dans le tableau des biens nationaux à vendre<sup>5</sup> ».

De son côté, le 13 thermidor an IV (31 juillet 1796), le mi-

1. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5, Acte d'achat.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, Procès-verbal de l'Académie des sciences du 7 septembre 1826.

4. *Ibid.*, Extrait des registres des arrêtés de l'Administration municipale.

5. *Ibid.*

nistre des Finances, dans une lettre qu'il adressait à ces administrateurs, déclarait avoir cédé aux observations qui lui avaient été présentées par le Bureau des longitudes, relativement à l'inscription du dit Observatoire sur l'état des biens nationaux à vendre et à la nécessité de le conserver, et il leur prescrivait de « ne donner aucune suite aux soumissions qui auraient pu être faites, de rejeter celles qui seraient offertes et, dans le cas où lors de la réception de sa lettre l'objet se trouverait vendu, ce qui serait fort à regretter, on voulût bien l'en informer et veiller provisoirement à ce que l'acquéreur ne fît ni dégradations ni innovations<sup>1</sup> ». Heureusement, l'Observatoire n'avait pas été vendu et il fut possible de le conserver. On y continua les observations, et l'*Anti-terroriste* du 18 fructidor an V (lundi 4 septembre 1797) nous apprend que « M. Bouvard, astronome à l'Observatoire, avait découvert le 27 thermidor, à 10 heures du soir, une comète entre la tête du Cocher et le cou du Lynx ». Il ajoute que M. Bouvard avait déjà découvert une planète en 1795 et que, depuis ce temps-là, il s'était souvent occupé à parcourir le ciel jusqu'à ce qu'enfin son travail avait été récompensé par ce nouveau succès<sup>2</sup>.

Le 13 vendémiaire an VI (4 octobre 1797) le directeur des Domaines nationaux informait par lettre les administrateurs du département que la partie de la maison Garipuy qui n'était point occupée par l'Observatoire ou par le logement de l'astronome restait dépendante de la régie des domaines et était louée pour une somme de 620 livres<sup>3</sup>. Cette situation devint une source de difficultés pour M. Vidal qui dirigeait l'Observatoire, de même que pour M. Hadancourt, qui lui succéda. Ce dernier adressa une pétition aux administrateurs du département, dans laquelle il faisait observer « qu'il ne recevait aucun honoraire et que la jouissance de l'entière maison le dédommagerait en partie des dépenses que lui occasionnaient les veillées et l'achat des livres ». Le jury d'instruction prit en main la cause du directeur et en écrivit à l'administration du département. « Il

1. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5.

2. *L'Anti-terroriste*, t. II, p. 228.

3. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5.

importe à Toulouse, comme au bien de la République, disait-il, de conserver cette réputation, justement acquise, qui l'avait fait placer par Lalande au nombre des cités les plus distinguées par ses lumières en astronomie, ajoutant que le citoyen Hadancourt était très capable, par son zèle et ses connaissances, de lui garantir cette réputation ». Il déclarait au demeurant que « si le gouvernement, qui était averti de l'excellence des instruments de l'Observatoire, apprenait qu'ils n'étaient d'aucune utilité, il était à craindre qu'ils ne fussent provisoirement enlevés pour être transportés dans quelque autre département », et il concluait au bien fondé de la demande d'Hadancourt et à la nécessité de lui accorder l'entière maison<sup>1</sup>. Le directeur de l'enregistrement donna à son tour un avis favorable, et cependant la situation ne dut pas changer, car M. Vidal, qui reprit une seconde fois la direction après M. Hadancourt, écrivait de nouveau au préfet, le 1<sup>er</sup> messidor an X (20 juillet 1802), et protestait contre un pareil état de choses dans les termes suivants : « De concert avec le gouvernement et avec l'assemblée départementale, vous vouliez la conservation de l'Observatoire de Toulouse, le second de France par sa structure et le premier par son heureuse situation, et cependant il périt. La cause de cette étrange incohérence entre l'intention et le fait vient manifestement de ce que le département, par son arrêté du 17 pluviôse an VI qui est encore en vigueur, fit de cet Observatoire un objet mixte dont une partie concerne l'instruction publique et l'autre la régie des domaines<sup>2</sup> ».

Il résulte de plusieurs pièces de la même liasse que la maison fut mise provisoirement à la disposition de la ville, par un arrêté du préfet du 7 messidor an XII (27 juin 1803). Le ministre, qui avait approuvé la mesure, régularisa plus tard cette disposition, en créant une Ecole impériale et communale des sciences et arts<sup>3</sup>. Mais le maire de Toulouse, entrant dans les errements du passé, consentit à son tour un bail à un particu-

1. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*



lier, pour la partie de la maison qu'il ne crut pas utile à l'Observatoire. « Il en résulta pour Vidal divers ennuis qui l'amènèrent à donner sa démission dans le commencement de 1806. Il la retira à la suite d'un arrangement provoqué par le Bureau des longitudes, mais qui n'eut qu'un effet bien passager. Accablé de contrariétés, Vidal donna de nouveau sa démission le 8 octobre 1807 et il fut remplacé par Daubuisson, professeur à Marseille<sup>1</sup>. »

La ville de Toulouse devenait définitivement propriétaire de l'Observatoire en vertu du décret du 27 juillet 1808, rendu par l'Empereur durant son séjour à Toulouse. Ce décret porte, en effet, dans son article 27, qu'il « *lui en était fait donation* », de même que de quelques autres bâtiments<sup>2</sup>.

Le nouvel astronome put enfin jouir de la totalité de la maison qui avait été accordée à Vidal par arrêté du 18 août 1806, malgré l'accueil favorable fait par le Conseil municipal à une demande des sœurs de Garipuy, ayant pour objet d'obtenir un logement gratuit dans la maison. Il ne paraît pas, en effet, que ces dernières aient profité longtemps de cette faveur. L'astronome se croyait enfin tranquille chez lui, lorsqu'il eut la déconvenue de constater que d'importantes réparations étaient devenues nécessaires. Il en avisa le préfet, par lettre du 20 septembre 1810, et il lui signala l'état déplorable dans lequel se trouvaient tous les locaux. « La pluie pénètre par plus de trente endroits. Une partie de la charpente est étayée et l'autre en aura bientôt besoin. Les réclamations que j'ai faites à M. le Maire n'ont servi à rien<sup>3</sup>. » Il ajoutait que « les instruments étaient comme abandonnés et plusieurs hors de service ». Il appelait enfin l'attention du préfet « sur la nécessité de remédier à quelques dispositions du local, afin de donner aux observations l'exactitude dont elles sont susceptibles<sup>4</sup> ».

Le préfet fit instance auprès du maire, afin de sauver l'Obser-

1. Mémoire de M. Bigourdan.

2. Voir le décret entier dans l'*Hist. populaire de Toulouse*, par MM. Ariste et Braud, p. 379.

3. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5.

4. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5, Lettre au préfet.

vatoire de la ruine prochaine dont il était menacé. Un devis des réparations nécessaires fut dressé. Il s'éleva à la somme de 5.128 francs, mais la ville recula devant la dépense, et on se contenta des réparations les plus urgentes<sup>1</sup>.

Le mauvais vouloir de l'administration municipale était manifeste. La lettre écrite par Daubuisson au préfet pour lui faire part de l'insuccès de ses démarches auprès du maire atteste le parti pris de ce dernier. « Le maire m'a dit hier qu'il pourrait très bien se faire que de vingt ans je n'obtiendrais aucune réparation, lors même que l'édifice croulerait et devrait écraser tous les instruments<sup>2</sup>. » On se contenta donc des quelques réparations indispensables, dont la dépense ne s'éleva qu'à la somme de 1.412 fr. 50 c.<sup>3</sup>.

« En 1818, dit M. Bigourdan, de grands changements étaient devenus inévitables ; on saisit cette occasion pour remplacer le dôme fixe par une coupole tournante, mais les travaux furent mal exécutés et, en 1824, on s'arrêta au projet de remettre l'Observatoire absolument tel qu'il avait été construit par Garipuy. Il était impossible de corriger les défauts que présentent les Observatoires élevés, qui n'offrent pas la stabilité nécessaire ; aussi les successeurs immédiats de Daubuisson : Marqué-Victor, de 1822 à 1825<sup>4</sup>, Desplat, Vauthier de 1832 à

1. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. L'abbé Jean-Pierre Marqué-Victor était secrétaire perpétuel de la Société royale d'agriculture en même temps que directeur de l'Observatoire, où il devint le successeur de Daubuisson en 1822. Ce prêtre de haute valeur scientifique avait pendant de longues années communiqué au *Journal des propriétaires ruraux* ses observations météorologiques et d'importants travaux de sciences. — « Il continua avec un nouveau zèle cet admirable travail d'observations barométriques auxquelles il se livrait depuis longtemps et qui s'élèvent à plus de dix mille... Cet immense travail, consigné dans un tableau graphique dressé par décision spéciale de l'Académie des sciences, restera dans ses Annales. » (*Notice nécrologique prononcée le 24 juin 1825 en séance publique, au Capitole, par M. Bataillés.*) — Marqué-Victor, agrégé de la Faculté, mourut le 4 avril 1825. (*Journal des propriétaires ruraux*, année 1825, mois d'août.) Le Dr Lannes lui succéda comme directeur de l'Observatoire, et le *Journal*

1837, peu familiers, d'ailleurs, avec la pratique de l'astronomie, ne firent que des observatoires météorologiques. En 1838, la succession de Vauthier échut à Frédéric Petit, qui venait de l'Observatoire de Paris. Grâce à l'appui d'Arago, son constant protecteur, Petit obtint le quart de cercle avec lequel Lalande avait fait les observations de l'Histoire céleste et la lunette méridienne de Ramsden qui avait été remplacée à Paris par celle de Gandy. Ces beaux instruments ne pouvaient être installés à l'Observatoire tel qu'il était. La création d'un nouvel Observatoire hors ville fut décidée<sup>1</sup>. »

Frédéric Petit nous expose lui-même les motifs qui lui firent désirer la construction d'un nouvel Observatoire. « Je ne tardai pas à m'apercevoir, dit-il, que les constructions de l'établissement de Garipuy, assis à un quatrième étage, sur des murs dilatés tout à fait irrégulièrement par le soleil, ou mis en vibration par le mouvement des voitures, ne présentaient plus des garanties de stabilité en rapport des exigences actuelles de l'astronomie... Du reste, je venais d'obtenir du Bureau des longitudes, sur la proposition de l'illustre directeur de l'Observatoire de Paris, M. Arago, le don de plusieurs grands instruments qu'il était absolument impossible de placer dans notre établissement astronomique... Il devenait donc indispensable, pour que les nouveaux instruments pussent être utilisés, d'établir des constructions mieux appropriées que celles qui existaient déjà<sup>2</sup>. » M. Petit agit sans retard pour aboutir au résultat désiré. Il adressa au Conseil municipal une lettre qui fut lue en séance le 18 mai 1839, et dans laquelle il faisait ressortir les inconvénients qui pouvaient résulter d'un retard à statuer sur la question plusieurs fois agitée du déplacement de l'Observatoire. Il demandait, en conséquence, que le Conseil municipal consentît, non seulement à consacrer enfin le principe de ce

*des propriétaires ruraux* des années 1827, 1828 et 1829 inséra ses observations météorologiques, comme il l'avait fait pour celles de Marqué-Victor.

1. *Annales de l'Observatoire de Toulouse*, t. II, Mém. de M. Bigourdan.

2. *Annales de l'Observatoire de Toulouse*, t. I.



déplacement, mais aussi qu'il votât d'ores et déjà une somme pour le commencement des travaux, à inscrire sur le budget de 1840, et que l'administration municipale adressât sans retard à M. Arago et au Conseil des bâtiments le plan de l'Observatoire à construire.

Diverses opinions se produisirent au cours de la discussion. D'un côté, on appuya vivement les propositions de M. Petit, mais de l'autre on demanda le maintien d'une délibération précédente, qui avait ajourné la question. La majorité se prononça cependant pour le vote immédiat d'une allocation, dans le but du déplacement.

« Le Conseil, prenant en considération les motifs longuement développés dans la lettre de M. Petit, en date du 13 du même mois, pense qu'il y a lieu de faire la translation demandée et vote, à cet effet, une somme de 20.000 francs, à inscrire sur le budget de 1840<sup>1</sup>. » Le maire fut aussi invité à soumettre le plus tôt possible à la sanction de l'autorité supérieure les plans du nouvel établissement.

M. Petit avait donc obtenu gain de cause. Les plans furent aussitôt dressés par M. Vitry, architecte de la ville, et le Conseil les approuva dans sa séance du 14 février 1840. Le 27 avril suivant on lui communiquait le devis définitif et il le sanctionnait de son vote. La dépense devait s'élever à la somme de 60,000 francs<sup>2</sup>.

Le 20 mai 1840, le maire adressait les plans et devis au préfet, mais, dans la lettre d'envoi, le chiffre de la dépense était prévu devoir s'élever à 68.000 francs. La ville devait y parer au moyen d'allocations successives portées au budget ou par le vote de crédits spéciaux qu'on jugeait ne devoir guère constituer que des avances, attendu que, n'ayant aucun intérêt à conserver l'ancien bâtiment de la rue des Fleurs, on était dans l'intention de le mettre en vente. Il était susceptible d'arriver à un bon prix à cause de sa proximité du Palais de justice. « Dès que le nouvel Observatoire sera dans un état de

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 18 mai 1839.

2. *Ibid.*, séances de ces deux jours.

construction assez avancé, disait le maire dans sa lettre, je ferai des diligences et remplirai les formalités voulues pour que la ville soit autorisée à faire cette vente. Quant à présent, il est à désirer que l'autorité supérieure se hâte d'accorder à la ville de Toulouse l'approbation des plans et devis que je joins à ma lettre<sup>1</sup>. »

Restait la question de l'emplacement. Elle fut l'occasion de nouvelles difficultés. Frédéric Petit demandait que le nouvel Observatoire fût porté loin du centre de la ville et construit sur le plateau de la Colonne. Des hommes de science, trop écoutés, ne partageaient point cet avis. Par respect pour la mémoire de Garipuy, ils demandaient que la nouvelle construction fût élevée au fond du jardin de l'ancien Observatoire, le long de l'allée Saint-Michel. Le choix d'un tel emplacement n'eût été rien moins que malheureux, car l'allée Saint-Michel est flanquée, précisément de ce côté, d'une route des plus fréquentées. Ces hommes ignoraient-ils donc quelles conditions de stabilité requièrent les observations astronomiques ? Assurément non ; mais ayant donné un tel avis, ils le maintenaient par un sentiment d'amour-propre fort déplacé. M. Petit obtint que la question fût soumise au Bureau des longitudes. La réponse ne pouvait être douteuse... Ce fut pour le plateau de la Colonne que le Bureau des longitudes se prononça.

Au point de vue administratif, la question fut aussi tranchée dans ce sens par le Conseil municipal, dans sa séance du 15 avril 1840 ; mais, « avant de rien statuer à cet égard, le Conseil avait désiré obtenir des renseignements précis sur la valeur et l'étendue des terrains à acquérir. » Le maire lui rendit compte des demandes formées par les sieurs Espinasse, Lafitte et Grouzelle, et proposa d'acquérir de chacun de ces propriétaires la parcelle de terrain reconnue nécessaire. Il fut autorisé à traiter, pour les quantités et aux prix ci-après : avec le sieur Espinasse, pour 550 mètres, à raison de 2.600 francs les 56 ares 90 centiares ; avec le sieur Lafitte, pour 15.436 mètres, à

1. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5. Lettre du maire au préfet du 21 mai 1840.

raison du même prix, et avec le sieur Grouzelle, pour 3.300 mètres, à raison de 4.000 francs les 56 ares 90 centiares<sup>1</sup>. Le maire était autorisé, « pour l'acquit de cette dépense, en y comprenant les frais d'enregistrement et honoraires des actes d'achat, à prélever la somme de 11.000 francs sur celle de 20.000 portée au budget de l'exercice courant pour le déplacement de l'Observatoire<sup>2</sup> ».

L'acquisition d'une nouvelle parcelle de 539 mètres, au prix de 379 fr. 55 c., eut lieu le 27 juillet 1841, en conformité d'une délibération du Conseil municipal du 28 juin précédent<sup>3</sup>. C'est encore Grouzelle qui en fut le vendeur.

C'était donc bien sur le territoire de Croix-Daurade qu'allait être bâti l'Observatoire. L'autorité compétente ne fit pas attendre trop longtemps l'approbation des plans et devis. Une lettre du ministre au préfet, du 17 octobre 1840, portait, en effet, cette approbation, sauf certaines modifications de détail indiquées dans deux rapports du Conseil des bâtiments du 8 août et du 26 septembre 1840. Le préfet était invité, en conséquence, à autoriser l'adjudication des travaux. Cette adjudication eut lieu vers la fin de la même année; et par procès-verbal du 5 janvier 1841 revêtu de l'approbation préfectorale du 7 du même mois, le sieur Gilis devint définitivement adjudicataire des travaux de construction.

On se mit à l'œuvre sans retard, mais on s'aperçut bientôt que les colonnes et l'architrave de la façade, en pierre de Garbardo ou Rochefort, étaient de trop forte dimension et d'un poids trop considérable pour pouvoir être transportées sur des bateaux par la Garonne et être amenées à pied-d'œuvre sur le coteau. Le fût des colonnes devait, en effet, avoir 1 mètre environ de diamètre et ne comportait que deux blocs, l'un de 2 mètres de hauteur et l'autre de 4 mètres. L'entrepreneur fut donc contraint de demander qu'on l'autorisât à diviser les colonnes en quatre blocs. De nombreuses pièces témoignent qu'il n'arriva

1. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5, Délibération du 15 avril 1840.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, Contrat.



pas à faire agréer par le Conseil municipal une telle modification et, qu'après de multiples difficultés, on l'autorisa enfin, par délibération du 6 août 1842, à former ces colonnes de trois blocs<sup>1</sup>.

Bientôt s'imposèrent aussi des modifications ou augmentations d'un nouveau genre. Le 20 mai 1843, par une lettre au maire, M. Petit demandait la construction de trappes pour recouvrir les ouvertures des lunettes; des massifs en pierre de taille indispensables pour éviter les oscillations; une toiture tournante sur la tour de l'équatorial et un second toit tournant sur une autre tour, toutes choses qui n'avaient pas été prévues au devis et qui nécessitaient une dépense relativement importante.

Le Conseil municipal délibérait, le 16 octobre suivant, qu'il serait donné satisfaction au directeur de l'Observatoire, et il votait dans ce but un crédit de 17.500 francs, de même qu'un second crédit de 1.000 francs pour la construction d'un puits<sup>2</sup>. La délibération du Conseil municipal était approuvée par le préfet le 6 novembre suivant et le ministre revêtait de son approbation le devis relatif à ces ouvrages le 28 du même mois<sup>3</sup>.

Les travaux se poursuivirent ensuite jusqu'aux premiers jours de l'année 1846 où ils paraissent avoir été achevés. Le 21 mars 1846 le maire soumettait, en effet, à l'approbation du préfet le compte des diverses constructions, tel qu'il avait été réglé par l'architecte, et le préfet prenait, le 26 du même mois, un arrêté portant approbation de ce compte<sup>4</sup>. La dépense s'était élevée à plus de 200.000 francs.

Ce fut seulement dans les premiers mois de 1847, nous apprend M. Petit, qu'il lui fut possible de commencer à installer les appareils, et au prix de quelles difficultés! Écoutons parler le sympathique directeur : « Les circonstances qui éloignèrent l'habile architecte Vitry des fonctions d'ingénieur de la ville, vers la fin de 1843, firent renaître pendant deux années

1. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5.

2. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 16 octobre 1843.

3. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5.

4. *Ibid.*

encore les difficultés que les débuts de l'entreprise avaient rencontrées; car, depuis le mois de septembre 1844, époque où dans l'espoir d'activer les travaux je me décidai à aller habiter une construction ouverte à tous les vents et non moins accessible aux malfaiteurs qu'à l'intempérie des saisons, jusqu'à la fin de 1847, je ne pus faire un pas sans me trouver arrêté par les plus décourageantes inerties et, malgré les votes toujours sympathiques du Conseil municipal, je n'obtins que pièce à pièce les portes, les croisées, les plâtrages, les peintures, les piliers des instruments, le placement des trappes méridiennes<sup>1</sup>. »

C'est ainsi que M. Petit employa de longues années de sa vie à lutter sans trêve contre les difficultés de toute sorte, soutenu qu'il était par le désir de doter la ville de Toulouse d'un Observatoire qui fût digne de prendre rang parmi les plus remarquables. Il s'en plaint avec quelque amertume dans le passage suivant des *Annales de l'Observatoire* : « Qu'il me soit permis de le regretter ici, dit-il, pendant douze ans entiers, de 1838 jusque vers la fin de 1850, tourments, fatigues, heures de découragement et presque de désespoir, efforts incessants pour briser ou pour tourner les obstacles constamment renouvelés, au sein des divers Conseils municipaux, qui se succédaient et qu'il fallait entraîner, contre l'opinion des hommes habitués jusqu'alors à décider sans appel, à Toulouse, dans les questions de science; pendant douze mortelles années, pour fonder l'œuvre à laquelle je m'étais voué, j'ai dû tout épuiser, tout ce qui peut rendre la vie amère à un homme convaincu qu'il doit marcher résolument dans la voie pleine de dégoût où il s'est engagé<sup>2</sup>. »

M. Petit avait rencontré de telles résistances et il était devenu l'objet de si vives rancunes, que même ses collègues de la Faculté des sciences manquèrent, dans une circonstance, à un devoir de justice et de confraternité, que sa seule valeur aurait dû leur rendre sacré. La lutte était des plus ardentes; M. Petit, bien que correspondant de l'Institut depuis deux ans, ne fut pas jugé digne par eux, en 1844, de devenir titulaire de

1. *Annales de l'Observatoire de Toulouse*, t. I.

2. *Ibid.*

la chaire de mécanique à la Faculté des sciences, chaire qu'il avait occupée à titre de chargé de cours en arrivant à Toulouse.

L'Observatoire de la rue des Fleurs (n° 16), vendu aux enchères publiques, sur une mise à prix de 40.000 francs, fut adjugé le 15 avril 1847 au sieur Auguste Bardy, qui avait surenchéri de 50 francs. Celui-ci déclarait vouloir payer la somme de 40.050 francs moitié comptant et moitié dans le délai de six mois, à dater du jour de l'approbation du procès-verbal d'adjudication par le préfet<sup>1</sup>.

Les détails qui précèdent sembleraient indiquer qu'à partir de 1847, malgré quelques difficultés accidentelles, le directeur dut pouvoir se livrer à ses travaux. Il n'en fut rien. Écoutons-le s'en plaindre : « A peine, en effet, commençais-je à être installé, que déjà, par suite de certains défauts de construction, des dégâts considérables se produisaient avec de rapides progrès. Il fallut donc démonter les instruments pour livrer de nouveau les salles d'observations à une foule d'ouvriers qui firent traîner les réparations jusqu'en 1853<sup>2</sup>. »

Les quelques lignes qui suivent sont de nature à nous renseigner sur certains travaux ultérieurs exécutés à l'Observatoire. Nous les citerons : « C'est aussi vers cette époque seulement que l'Observatoire fut entouré d'un mur d'enceinte, qui éloigna des salles d'observation les cris, les duels, les tapages nocturnes, etc., etc., habituels auparavant sur les terrains abandonnés, entre l'Observatoire et l'Obélisque du 10 avril 1814. Peu de temps après, un chemin d'arrivée fut également établi, et je pus commencer à jouir d'un peu de calme dans l'asile auparavant si peu respecté par les oisifs et par les gens sans aveu<sup>3</sup>. » Il résulte de plusieurs documents que le mur de clôture des terrains de l'Observatoire, dont parle M. Petit, fut construit en 1854-1855 et la dépense s'éleva à la somme de 3.700 francs<sup>4</sup>.

1. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5, Procès-verbal d'adjudication.

2. *Annales de l'Observatoire de Toulouse*, t. I.

3. *Ibid.*

4. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5.



Nous ne pouvons que signaler ici les travaux postérieurs d'une certaine importance. On en trouverait de plus amples détails aux archives départementales, série OTV, liasse 5.

En 1861 eut lieu la réfection de la terrasse de la salle méridienne, qui nécessita une dépense de 5.174 fr. 60. La même année fut construit le pavillon destiné au télescope de Foucault.

En 1864, Pierre Vibratte, mécanicien entrepreneur de serrurerie, construisit la tourelle destinée à renfermer ce télescope, d'après des plans et devis dressés par l'architecte de la ville (21 août 1863) et approuvés par le préfet (19 février 1864). La dépense s'éleva, pour la serrurerie, à la somme de 1.600 fr., et pour la maçonnerie à celle de 800 francs<sup>1</sup>.

Durant l'année 1867, on démolit diverses constructions ayant appartenu à M. Lespinasse et dont il avait été exproprié pour le dégagement des lignes méridiennes<sup>2</sup>.

En décembre 1869 intervint un traité entre la ville de Toulouse et l'opticien Secrétan, pour la construction d'un grand télescope, moyennant le prix de 26.500 francs. Ce télescope fut terminé dans les premiers mois de 1874. La construction d'une coupole destinée à le recevoir fut votée par le Conseil municipal le 21 janvier 1874, et les travaux furent exécutés dans le cours de cette même année. — Dans sa séance du 11 août 1875, le Conseil municipal vota une somme de 5.205 francs, soit 2.300 francs pour « l'aménagement de la maison du télescope, 2.000 francs pour réparations et peintures, et 905 francs pour frais de voyage, séjour d'ouvriers et transport du télescope<sup>3</sup> ».

En 1879, on construisit un puits dans les dépendances de l'Observatoire. Il coûta 2.100 francs. La même année fut construite une clôture des terrains environnant l'Observatoire par le sieur Géraud, adjudicataire, et la dépense votée par le Conseil municipal le 7 février s'éleva à la somme de 12.061 francs<sup>4</sup>.

L'Observatoire de Toulouse fut dirigé par M. Petit de 1838 à

1. Archives de la Haute-Garonne, série OTV, liasse 5. — Le plan du pavillon se trouve à la même liasse.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

1866. C'est cette dernière année que mourut, en effet, l'éminent astronome. M. Despeyrous, qui lui succéda, résigna ses fonctions trois ans après. M. Daguin fut alors appelé à la direction de cet établissement, qu'il conserva jusqu'en 1870.

De 1870 à 1873 l'Observatoire resta sans directeur. Il fut reconstitué en 1873 et devint alors Observatoire de l'Etat<sup>1</sup>. Après des pourparlers qui durèrent deux ans, intervenait, en effet, un traité entre la ville et l'Etat, par lequel la ville cédait à l'Etat la jouissance de l'Observatoire et l'Etat s'engageait, de son côté, à le pourvoir des instruments nécessaires et à compléter le budget moyennant une subvention annuelle de 10.000 francs<sup>2</sup>. Ce traité entra en vigueur au milieu de l'année 1873<sup>3</sup>.

M. Tisserand, devenu plus tard membre de l'Institut et du Bureau des longitudes, fut alors nommé directeur, et il conserva ses fonctions jusqu'en 1878.

« L'Etat et la ville de Toulouse, dit M. Baillaud, dans l'Introduction au deuxième volume des *Annales de l'Observatoire*, mirent à la disposition du nouveau directeur des crédits extraordinaires et un budget annuel qui lui permirent de s'adjoindre plusieurs aides, d'acquérir de nouveaux instruments et d'améliorer les anciens. »

M. Tisserand fit achever, pour le miroir de 83 centimètres, une monture en bois. Il installa un chercheur de 0<sup>m</sup>33 ; acheta un équatorial de 0<sup>m</sup>108 et commanda aux frères Brunner un équatorial de 0<sup>m</sup>26 d'ouverture et 4 mètres de distance focale, pour lequel l'Etat accorda un crédit de 62.000 francs<sup>4</sup>.

Ce fut à la fin de 1878 qu'on appela le savant M. Baillaud à la direction de l'Observatoire. Il obtint bientôt de la municipalité les sommes nécessaires à la publication des observations et

1. Toulouse, *Association française des sciences*, 1887, p. 633, Courte notice de M. Baillaud.

2. *Revue des Pyrénées*, t. I : *Les études astronomiques à Toulouse*, par M. Baillaud, p. 468.

3. *Ibid.*

4. Communication de M. Baillaud à l'Académie des sciences, reproduite par le journal *la Liberté catholique*, n° du 10 avril 1892.

de divers travaux d'astronomie théorique exécutés sous la direction de son prédécesseur.

Dans sa communication de 1892 à l'Académie des sciences<sup>1</sup>, M. Baillaud raconte que, pour sa part, « il installa l'équatorial Brunner et qu'il obtint successivement un crédit de 55.000 francs pour un cercle méridien; un crédit de 32.000 francs, dont 15.000 francs de la ville, pour donner au grand télescope une monture métallique; un crédit de 40.000 francs pour un équatorial photographique; un crédit de 12.300 francs pour l'installation d'une pendule sidérale, d'une pendule fondamentale de temps moyen, envoyant l'heure à la Faculté des sciences et susceptible de l'envoyer dans toute la ville; un crédit de 19.900 francs pour l'installation d'un laboratoire pour la photographie céleste.

« Le budget annuel, ajoutait M. Baillaud, a été porté par l'Etat de 20.000 francs à 33.000 francs et la partie de ce budget réservée au matériel a permis l'achat de séries complètes d'instruments enregistreurs, magnétiques et météorologiques. L'Observatoire astronomique est terminé, tous les instruments sont installés depuis une année. » Le savant directeur exposait ensuite à l'Académie la nature des travaux auxquels ils sont destinés. « Il ne reste plus, disait-il, qu'à réinstaller, conformément aux exigences scientifiques, les services magnétiques et météorologiques. Tout fait espérer que cette installation sera terminée à très bref délai<sup>2</sup>. »

Enfin M. Baillaud a complété plus récemment ses intéressantes informations. Dans un article : *Ce que l'on fait à l'Observatoire de Toulouse*, publié en 1897<sup>3</sup>, il nous faisait connaître l'état du personnel à cette date, ainsi que les jours où l'Observatoire était ouvert au public. Le personnel comprenait alors, avec le directeur, un astronome adjoint, deux aides as-

1. M. Baillaud fournit les mêmes renseignements dans un article de la *Revue des Pyrénées*, année 1889, p. 468, sous ce titre : *Etudes astronomiques à Toulouse*; mais la communication faite à l'Académie des sciences étant plus récente est aussi plus complète.

2. Journal *la Liberté catholique*, n° du 10 avril 1892.

3. *Revue des Pyrénées*, t. IX, p. 588.



tronomes, deux assistants, un mécanicien et un professeur à la Faculté des sciences chargé de la direction des services magnétiques et météorologiques. On y employait aussi quatre dames pour les clichés photographiques et cinq ou six auxiliaires pour les travaux de calcul et d'observations.

L'Observatoire était ouvert au public le lundi et le jeudi de chaque semaine à trois heures. Du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre, le dernier dimanche de chaque mois, et le samedi qui suit de treize jours, avaient lieu des visites de nuit à huit heures et demie du soir, sur carte d'admission sollicitée au moins trois jours à l'avance et délivrée par le directeur. Dans ces dernières, le public était admis à examiner les astres à l'un des grands instruments.

Nous devons à la très gracieuse obligeance de M. Baillaud, auquel a été soumis le présent chapitre, les lignes suivantes que le savant directeur a bien voulu écrire pour les compléter.

« Depuis, l'Observatoire, tel que l'avaient conçu Tisserand et M. Baillaud, a été terminé. L'équatorial Brunner a vu remplacer sa lunette de 4 mètres de foyer par une lunette de 6 mètres et 38 centimètres  $1/2$  d'ouverture. Le cercle méridien a été complété par un chronographe imprimant de P. Gautier. Le personnel comprend, avec le directeur et le chef du service magnétique, trois astronomes adjoints, deux assistants, un calculateur, un mécanicien, un employé, huit dames au bureau des mesures des clichés photographiques. Six volumes d'Annales ont été jusqu'ici publiés et, avec eux, plus de cent cinquante cartes photographiques du Ciel et cinq fascicules du Catalogue photographique international. Le budget comprend 33.000 francs pour le personnel, 21.000 francs pour le matériel, 21.000 francs pour la publication de la carte photographique internationale et du catalogue.

« En outre, l'Université de Toulouse, à laquelle l'Observatoire de Toulouse et l'Observatoire météorologique du Pic-du-Midi sont rattachés, a entrepris d'établir au Pic une succursale astronomique de l'Observatoire de Toulouse. Elle a voté, à cet effet, un crédit de 54.000 francs et un crédit annuel de 2.000 francs; l'Etat a donné 40.000 francs. Une coupole de

8 mètres de diamètre intérieur, construite par M. Carrère, mécanicien à l'Observatoire, est installée au Pic. Un grand équatorial double, comprenant un réflecteur de 6 mètres de foyer et 0<sup>m</sup>50 d'ouverture, une lunette pointeur de 6 mètres de foyer et 0<sup>m</sup>25 d'ouverture, un spectroscopie, une lunette photographique à court foyer ont été installés durant l'été de 1907.



SUCCURSALE DU PIC-DU-MIDI.

(Cl. Labouche.)

« Cette succursale, placée à 2.870 mètres d'altitude, sera unique dans le monde. L'Université de Toulouse y offre, à titre gratuit, avec l'usage des instruments, le logement et la nourriture aux savants qui seront admis à y travailler<sup>1</sup>. »

Ajoutons que, dans le courant de janvier 1908, le savant M. Baillaud a été appelé à la haute fonction de directeur de l'Observatoire de Paris. Peut-être n'a-t-il pas été étranger à la mesure que vient de prendre le Conseil de l'Université de Paris, en faveur de l'Observatoire du Pic-du-Midi. Ce Conseil, lisons-nous dans l'*Express du Midi* du 28 janvier 1908, « a voté une subvention de 10.000 francs à l'Université de Toulouse pour contribuer à l'installation de l'Observatoire astronomique du Pic-du-Midi ».

Au mois de mars 1908, M. Cosserat, professeur à la Faculté des sciences de Toulouse, fut appelé à succéder à M. Baillaud, comme directeur de l'Observatoire. L'Académie des sciences l'avait présenté au ministre en première ligne pour cette fonction.

1. Communication personnelle de M. Baillaud.



Primitivement.

LA GARE DE TOULOUSE.

(Cl. de M. G. Donat.)



Actuellement.

## CHAPITRE IV.

### La gare Matabiau établie sur les territoires de Croix-Daurade et de Saint-Aubin.

Vœu du Conseil municipal à l'effet d'obtenir l'exécution du chemin de fer de Bordeaux à Cette. — Loi autorisant la concession à la Compagnie du Midi. — Triple projet de gare : près de l'écluse Bayard, sur le boulevard d'Arcole et au quartier Saint-Etienne. — Enquête. — Opposition du Conseil municipal à l'établissement de la gare près de l'écluse Bayard. — Attitude indécise de la Chambre de commerce. — Modifications réclamées par la Commission d'enquête et le Conseil municipal au projet de la Compagnie, au sujet de l'établissement de la gare près de l'écluse Bayard. — Modifications consenties par la Compagnie. — Le Conseil municipal lève son opposition. — Approbation ministérielle. — Inauguration solennelle de la section de Toulouse à Agen le 31 août 1856. — Train d'honneur. — Bénédiction des locomotives.

Nous n'avons pas l'intention d'écrire l'histoire de la gare de Toulouse, les documents nous feraient défaut. Il nous suffira de rappeler ici dans quelles conditions elle fut établie au lieu qu'elle occupe, partie sur le territoire de Croix-Daurade et partie sur la paroisse Saint-Aubin. La part d'emplacement appartenant à Saint-Aubin avait elle-même été distraite du terri-



toire de Croix-Daurade quelques années auparavant<sup>1</sup>. (Voir III<sup>e</sup> Partie, préliminaires.)

Le 10 mars 1852, le Conseil municipal de Toulouse adressait un vœu au prince Louis-Napoléon, président de la République, en vue de l'exécution du chemin de fer de Bordeaux à Cette ou tout au moins de Bordeaux à Toulouse.

On déclarait au prince que, « jusqu'à ce jour, le Midi avait vainement fait entendre sa voix pour obtenir une part égale dans la répartition des grands travaux d'utilité publique, et qu'il appartenait à son gouvernement réparateur de faire cesser cet isolement.

« Déjà, ajoutait-on, la concession tardive du chemin de fer de Bordeaux à Cette, qui n'eut lieu qu'en 1846, alors que les grandes lignes étaient concédées depuis longtemps, en créant des embarras à la Compagnie concessionnaire, a retardé de six ans l'accomplissement de nos vœux et la satisfaction d'un besoin vivement senti par nos populations<sup>2</sup>. »

Ce vœu ne fut pas vain, car la loi du 15 juillet suivant autorisait la concession du chemin de fer de Bordeaux à Cette. L'article 8 de cette loi avait formellement réservé à l'administration supérieure le droit de déterminer le nombre, l'emplacement et la superficie des gares. C'était donc avec le gouvernement lui-même et non avec la Compagnie concessionnaire que le Conseil municipal se mit en devoir de débattre cette question. La Compagnie était admise à faire des propositions, mais la sanction du gouvernement était nécessaire pour les rendre définitives. La Compagnie du Midi proposa d'établir la gare de Toulouse sur la rive droite du canal, en face de l'écluse Bayard, entre la route de Lyon et l'École vétérinaire.

Deux autres projets furent produits. L'un consistait à établir la gare à 200 mètres du boulevard d'Arcole, entre les routes de Paris et de Lyon, et l'autre au quartier Saint-Étienne, près du pont Saint-Sauveur.

1. La gare des voyageurs se trouva sur la paroisse Saint-Aubin, et celle des marchandises sur la paroisse de Croix-Daurade.

2. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 10 mars 1852, et liasse 16.

Une Commission nommée par le Conseil municipal fut chargée de l'étude de cette importante question, et le rapport de cette commission était présenté au Conseil municipal, dans sa séance du 2 novembre 1853. D'après ce rapport, « le projet de la Compagnie ne faisait face ni au canal, ni à la route de Lyon. Il s'établissait en diagonale, poussant une pointe vers l'École vétérinaire et une autre vers le faubourg Bonnefoy. L'édifice n'a rien d'apparent en dehors de ses issues, disait le rapporteur ; le corps des bâtiments, englobé par des propriétés particulières, reste masqué par des arbres et des habitations, et nul effet architectural n'a été voulu et ne serait même possible. Au lieu des splendides monuments de Nîmes et de Montpellier, la Compagnie nous ménage deux portes cochères. » Le rapporteur faisait en outre observer que la gare projetée se trouvait à 1.450 mètres du Capitole, loin des affaires, et qu'au surplus l'allée Louis-Napoléon (Lafayette), qui était le rendez-vous du monde élégant, serait exposée à n'être plus bientôt qu'un grand chemin. La Commission avait donc été d'avis que la gare « fût établie sur un terrain complètement libre, ayant pour abords directs la longue ligne des boulevards, avec deux rues latérales plus près du Capitole et à quelques pas des casernes<sup>1</sup> ».

Cet emplacement, même de l'aveu des ingénieurs de la Compagnie concessionnaire, était le plus favorable, et ceux-ci l'avaient d'abord adopté. Ils n'y avaient ensuite renoncé que pour des motifs tout à fait étrangers à la question de local et uniquement parce qu'un tel projet aurait nécessité soit une augmentation de dépenses pour la Compagnie, soit un allongement de voie, au détriment du commerce, et qu'il présentait plus de difficultés pour le raccordement avec le futur chemin des Pyrénées<sup>2</sup>.

Pour que le Conseil municipal eût la faculté de se prononcer en parfaite connaissance de cause, le maire lui avait soumis les plans estimatifs des deux autres projets de gare, au boule-

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 2 novembre 1853.

2. *Ibid.*

vard d'Arcole et au quartier Saint-Etienne, dressés sur sa demande par M. Guibal, ingénieur civil, avec un rapport de M. Bonal, architecte de la ville. L'examen attentif de ces documents, qui avaient d'abord déterminé l'avis des membres de la Commission, allait amener la conviction du Conseil municipal tout entier.

Celui-ci adoptant, en effet, la manière de voir de la Commission, ne fut pas d'avis que les avantages d'une gare centrale dussent être abandonnés pour les motifs allégués par la Compagnie, et il invita le maire à former opposition au projet présenté par cette dernière et à solliciter de l'administration supérieure l'étude d'un nouveau projet. « Dans l'opinion du Conseil, le maire devait insister pour le choix d'un emplacement plus central, dont les abords fussent directs et faciles, dont les issues respectassent autant que possible nos routes et nos promenades, et sur lequel on pût donner à la gare un aspect monumental. » On ajoutait que, « si les études ordonnées par le ministre faisaient maintenir la station au quartier Bayard, le maire devait obtenir que l'entrée principale de la gare fût ouverte entre l'écluse Bayard et le pont Matabiau; que dans l'axe de cette entrée un pont fût construit sur le canal, qu'une rue de largeur suffisante s'ouvrît du pont sur le boulevard et que des constructions d'un caractère architectural annonçassent au dehors la station de Toulouse<sup>1</sup> ».

D'autre part, la question se trouvait soumise à l'enquête et la Commission chargée d'y procéder avait été nommée par arrêté préfectoral du 15 octobre 1853. Cette Commission se composait de MM. Berdoulat, ingénieur en chef des ponts et chaussées, maire de la ville de Toulouse; Broustet, négociant; Fauré, avocat; Gleyzes, colonel en retraite; Laval, propriétaire; Polycarpe, colonel d'artillerie en retraite, et Salles, manufacturier. Le colonel Gleyzes en avait été nommé président<sup>2</sup>.

Les rivalités de quartier ne manquèrent pas de se produire, et l'opinion se passionna : chacun soutint de son mieux devant

1. Archives de Toulouse, liasse 16.

2. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 4, Arrêté préfectoral.



la Commission d'enquête celui des trois projets qui lui paraissait devoir favoriser plus particulièrement ses intérêts<sup>1</sup>.

Les partisans de la gare d'Arcole, entre les routes nationales de Paris et de Lyon, à 200 mètres des boulevards, se prévalaient de ce que les ingénieurs de la Compagnie avaient tout d'abord reconnu les avantages d'un tel emplacement, et ils faisaient observer avec eux « que le chemin de fer y arriverait après avoir franchi le canal du Midi au-dessous des écluses des Minimes et traversé la route de Paris au pied de la rampe conduisant à la barrière de même nom ; puis qu'il pourrait en sortir en repassant le canal au-dessous du pont de Matabiau, pour aller de là tourner le coteau des Redoutes et entrer dans la vallée de l'Hers par Périole<sup>2</sup>. » Ils s'appliquaient ensuite, cela va de soi, à réfuter les raisons pour lesquelles les ingénieurs avaient, en dernier lieu, donné la préférence à l'emplacement du quartier Bayard. Ils observèrent à bon droit que, si la gare placée sur les boulevards devait « allonger de 2 kilomètres le parcours des trains venant de Cette, elle conduisait en revanche les voyageurs et les marchandises au centre de la ville ; » que, placée au quartier Bayard, elle nécessiterait omnibus, camions et voitures, lesquels ne sont pas gratuits, et que les prétendus avantages du raccourcissement de deux ou trois minutes passées de moins en wagon et de quelques centimes d'économie devaient disparaître devant des pertes de temps et des suppléments de frais inévitables et évidents.

Pour combattre le surcroît de dépenses, ils prétendaient même que leur projet ne devait entraîner qu'un supplément de 300.000 francs et qu'on pourrait le mettre à la charge de la ville. Ils insistèrent ensuite sur les difficultés des voies d'accès, soit pour le pont de Matabiau déjà insuffisant<sup>3</sup>, soit pour le pont Riquet : « On a beau projeter, disaient-ils, un pont convenable en face du débarcadère et une rue monumentale dans cette direction, ce n'est là qu'un mirage décevant, car la Com-

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 4, Arrêté préfectoral.

2. *Ibid.*, Observations consignées au procès-verbal d'enquête.

3. Il a été élargi depuis.

pagnie ne ferait certes pas les frais de ce débouché et, quoi qu'il en soit, cela n'empêcherait toujours pas le débarcadère d'être hors ville<sup>1</sup>. »

Une pétition fut adressée au préfet, « pour demander l'établissement du débarcadère sur le vaste et bel emplacement des boulevards Napoléon et d'Arcole. » Les pétitionnaires déclaraient s'étonner qu'une simple question d'économie eût seule déterminé le choix des ingénieurs. « Le gouvernement n'a pas hésité, disaient-ils, pour assurer l'exécution de cette voie ferrée, à faire à la Compagnie du Midi la concession de 40 millions de francs, de la jouissance d'un superbe canal pendant quatre-vingt-dix-neuf ans et, pour mettre le comble à ses bienfaits, de la garantie à 4 p. 100 de l'intérêt du capital à dépenser. » Il ne fallait donc pas reculer devant un aussi minime surcroît de dépense que celui que nécessiterait l'établissement de la gare sur les boulevards. On faisait en outre remarquer au préfet que cinq propriétaires de terrains limitrophes, situés entre le boulevard d'Arcole et le canal du Midi, à l'endroit même où avaient été faites les études les plus sérieuses, avaient offert 11 hectares 94 ares 90 centiares ou 21 arpents de terrains contigus, au prix de 2 fr. 50 c. le mètre, et qu'une telle offre venait simplifier la question et militer pour que l'emplacement des boulevards fût choisi de préférence<sup>2</sup>.

De leur côté, les habitants des quartiers Louis-Napoléon produisirent aussi, dans l'enquête, une pétition adressée au préfet le 10 avril 1853, pétition appuyée par plus de 20.000 signatures, un mémoire imprimé en date du 27 août, et enfin leurs dernières observations dans un second mémoire du 1<sup>er</sup> novembre 1853. On lit dans ce mémoire : « qu'à l'époque où les premiers documents furent rédigés, les délégués du canton Nord ne connaissaient pas le rapport de M. l'ingénieur Salles, approuvé par M. l'ingénieur Surrel, rapport qui faisait ressortir, avec autant d'impartialité que de lucidité, les motifs

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5S, liasse 4, Procès-verbal d'enquête.

2. *Ibid.*, Pétition.

militant en faveur des terrains situés à côté de l'Ecole vétérinaire, et démontrant jusqu'à l'évidence qu'après de longues et consciencieuses études sur les trois emplacements, que la rivalité des quartiers avait fait proposer, M. Salles avait été amené à reconnaître, comme MM. les ingénieurs Borrel et Martin, comme M. l'ingénieur en chef Belin, que les terrains situés à l'extrémité de l'allée Louis-Napoléon réunissaient seuls toutes les conditions de convenance, d'économie et d'embellissement tant pour le railway que pour la ville de Toulouse<sup>1</sup>. »

Pour les auteurs du mémoire, l'embellissement des boulevards par la façade de la gare n'était que pure chimère et « la diminution du parcours et le rapprochement du Capitole une erreur (!) ». Suivant eux, il ne restait, si l'on choisissait l'emplacement d'Arcole, qu'une augmentation considérable de dépenses, par suite de l'allongement du tracé et de la nécessité de déplacer deux écluses, ainsi que l'avait démontré M. Salles, et aussi une dépense de chaque jour pour chaque voyageur et pour chaque colis<sup>2</sup>. Ils concluaient enfin que, dans l'intérêt de la ville autant que dans celui des voyageurs et du commerce, dans l'intérêt du canal du Midi et dans celui de la Compagnie concessionnaire, le débarcadère ne devait pas être placé sur le boulevard d'Arcole, mais près de l'écluse Bayard.

« Quant à l'emplacement de Saint-Etienne, dit le mémoire, M. l'ingénieur Salles a victorieusement démontré que cette partie du territoire n'offre aucune des conditions nécessaires. Aux objections sans réplique que présente cet ingénieur, relativement à l'éloignement et à la difficulté des abords, on peut ajouter en outre que le trajet en avant du pont de Guilleméry et entre ce pont et celui de Saint-Sauveur présente, surtout la nuit, de grands dangers, par suite de l'espèce de précipice que forme la hauteur énorme de la berge du canal..., que la rampe du pont de Saint-Sauveur, seul aboutissement de la gare, rendrait la circulation des voitures très difficile, et que la rue con-

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5S, liasse 4, Mémoire du 1<sup>er</sup> novembre 1853.

2. *Ibid.*



duisant au pont et formant la seule voie d'arrivée et de retour n'offrait point assez de largeur<sup>1</sup>. »

Les auteurs du mémoire faisaient remarquer combien tout cela contrastait avec « les larges et vastes voies » de communication, permettant d'aboutir au local de Bayard, en outre de la rue de même nom dont l'élargissement devait, d'après le projet de la Compagnie, être porté à trente mètres.

La Chambre de commerce ne pouvait se désintéresser d'une question aussi grave que le choix de l'emplacement du futur débarcadère. Elle l'étudia ainsi qu'il convenait, mais il semble que les rivalités de quartier aient eu dans son sein une répercussion sérieuse.

Dans sa séance du 25 novembre 1853, après une longue et minutieuse discussion, elle prit une délibération, à laquelle nous empruntons le passage suivant : « La Chambre, reconnaissant que les intérêts commerciaux seraient mieux desservis par les points de Saint-Etienne et d'Arcole que par celui de Bayard, adopté par la Compagnie, repousse le projet présenté et demande que de nouvelles études soient faites... Du reste, l'administration de la Compagnie l'a si bien compris elle-même que, pour Bordeaux, par exemple, elle cherche à établir sa gare au centre des affaires, le plus près possible de la douane et de la Bourse, malgré l'opposition de la ville, et cependant, pour Toulouse, elle propose la gare la plus éloignée du centre commercial<sup>2</sup>. »

Trois jours après, la Chambre se réunissait de nouveau et, ne pouvant espérer sans doute qu'on procédât à de nouvelles études, comme elle l'avait demandé dans sa précédente délibération, elle décida de s'abstenir dans l'enquête. Elle déclarait cependant que l'emplacement de l'écluse Bayard ne lui présentait pas des motifs suffisants de rejet, mais qu'elle regrettait « que le bien du service ne permit pas une gare de voyageurs vers Lafayette et une gare de marchandises à Saint-Etienne ». Elle déclara même qu'elle adoptait le projet de

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse, 4, Mémoire.

2. *Ibid.*, Extrait de la délibération.

MM. les Ingénieurs, « tout en exprimant des regrets que l'organisation du service ne permît pas d'établir au port Saint-Etienne une gare de marchandises qui se reliait avec celle des voyageurs ». Elle n'alla pas néanmoins jusqu'à vouloir appuyer ces projets dans l'enquête et elle s'abstint<sup>1</sup>.

Après avoir entendu toutes les déclarations qui se produisirent, la Commission d'enquête décida, à l'unanimité moins une voix, que « le projet de la Compagnie du Midi près de l'écluse Bayard pouvait être adopté et qu'il y avait lieu de déclarer, au sujet de cet emplacement, l'utilité publique, mais qu'il ne pouvait être adopté qu'avec les modifications suivantes, qu'elle regardait comme conditions *sine quâ non* de son adhésion » :

1<sup>o</sup> Construction sur la tranchée, en avant de l'Ecole vétérinaire, d'un pont d'une largeur au moins égale à celle du pont Riquet déjà construit sur le canal ;

2<sup>o</sup> Construction sur le canal, en face de l'entrée principale de la gare des voyageurs, d'un pont d'une largeur égale à celle du pont Riquet et rattaché au boulevard par une voie de 20 mètres au moins de largeur ;

3<sup>o</sup> Cette voie de communication devait être obtenue soit par l'établissement d'une avenue entièrement nouvelle, allant rejoindre vers le milieu de sa longueur la grand'rue du faubourg Matabiau, soit, de préférence, par l'élargissement de la rue Bayard ;

4<sup>o</sup> Le pont et les remblais devaient être établis aux frais de la Compagnie<sup>2</sup>.

La Compagnie offrit alors de porter la gare au bord du canal, de lui donner une façade monumentale, d'ouvrir la principale porte dans l'axe de la rue Bayard et de la faire communiquer avec la ville par un nouveau pont<sup>3</sup>.

Le Conseil municipal, dans sa séance du 3 décembre 1853, déclara qu'on préparait ainsi l'adhésion de la ville, mais que

1. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 4, Extrait de la délibération.

2. *Ibid.*, Rapport. de la Commission.

3. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 3 déc. 1853.

tous les inconvénients du projet primitif ne disparaîtraient point malgré cela, et que la ville exigeait davantage. On faisait remarquer, par exemple, que l'entrée principale d'après le nouveau plan n'était en réalité que l'entrée particulière des voyageurs; que l'entrée des marchandises restant ouverte au delà du pont Riquet empruntait toujours ses issues aux francs-bords du canal et à l'allée Lafayette, pour les livrer au roulage, et on déclarait de plus fort que, bien loin d'accepter un tel projet, la ville devait s'y opposer par tous les moyens en son pouvoir.

En conséquence, le Conseil, persistant dans les motifs de sa précédente délibération, invita de nouveau le maire à réitérer auprès de l'autorité supérieure son opposition au projet présenté par la Compagnie, à l'effet d'obtenir :

« 1<sup>o</sup> Que la gare fût établie le plus près possible du canal; que l'entrée des marchandises, aussi bien que celle des voyageurs, s'ouvrît directement vers la ville; qu'à cet effet un pont de largeur suffisante fût construit dans l'axe de la rue Bayard et que les francs-bords du canal, sur l'une et l'autre rive, ainsi que la rue Bayard elle-même, fussent remblayés;

« 2<sup>o</sup> Qu'au sortir de la gare, la voie ferrée fût dirigée au delà de l'Ecole vétérinaire, ou tout au moins que les communications interrompues par le projet fussent rétablies, sans détriment pour l'Ecole et sans danger pour la circulation.

« Au cas où l'emplacement adopté par la Compagnie ne comporterait pas les modifications réclamées par la ville, le maire devait solliciter l'étude d'un nouveau projet au boulevard d'Arcole, en insistant sur les avantages manifestes de cette position<sup>1</sup>. »

La Compagnie eut garde de persister dans ses projets et se montra, au contraire, disposée à satisfaire aux réclamations soit de la Commission d'enquête, soit du Conseil municipal.

L'ingénieur en chef Surell, par lettre du 19 décembre 1853, faisait en effet connaître au préfet qu'il était autorisé à consentir les modifications demandées. Voici ce qu'il écrivait :

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 3 déc. 1853.



« 1° L'emplacement de notre gare est maintenu, mais le dispositif intérieur est modifié de façon à mettre du côté de la ville la gare des marchandises qui était primitivement au pied du coteau.

« 2° Mes premières propositions, en ce qui concerne l'accès direct par la rue Bayard, sont maintenues, c'est-à-dire que la Compagnie fera à ses frais un pont en maçonnerie sur le canal pour relier la gare à la rue. Elle fera aussi à ses frais les remblais nécessaires pour maintenir les deux voies latérales du canal ainsi que la rampe propre à desservir la rue Bayard.

« 3° La gare des voyageurs sera placée entre le pont Riquet et le pont Bayard ; la gare des marchandises entre ce dernier et le pont Matabiau.

« 4° L'entrée principale des deux gares sera sur l'axe de la rue Bayard. Elle sera décorée par une porte monumentale en pierre de taille.

« 5° Cette entrée sera constituée par une cour commune d'où l'on se dirigera, à droite vers la cour des voyageurs, à gauche vers la cour des marchandises.

« 6° La cour des voyageurs aura de plus une seconde entrée placée à son extrémité opposée ; celle des marchandises aura aussi une seconde entrée du côté du pont Matabiau.

« 7° La cour générale interposée entre les bâtiments d'exploitation de la gare et la ville longera la voie latérale du canal dont elle sera séparée par une grille et un mur bas<sup>1</sup>. »

Pour prix de ces concessions, l'ingénieur en chef demandait ensuite, au nom de la Compagnie, que la ville donnât son approbation au choix d'un tel emplacement ; qu'elle élargît à ses frais la rue Bayard, en lui donnant trente mètres de largeur, et qu'elle prît également à sa charge le pavage, l'établissement des trottoirs et l'éclairage. La ville lui donna satisfaction.

Le 27 janvier 1854, le Conseil municipal invitait, en effet, le maire à lever l'opposition par lui formée et à prévenir sans retard la Compagnie que la ville ferait établir à ses frais une

1. Archives de Toulouse, liasse 16, Modifications au plan primitif.

avenue de dix-huit mètres au moins de largeur, pour servir de communication entre la gare et le boulevard<sup>1</sup>.

Le 30 janvier suivant, une lettre du maire informait de ce double vote l'ingénieur en chef<sup>2</sup> et celui-ci adressait à la Compagnie, le 11 février, un rapport supplémentaire dans lequel il relatait à nouveau les diverses phases par lesquelles était passé le projet ainsi que les modifications qu'il avait dû subir pour être enfin accepté<sup>3</sup>.

Le préfet adressa au ministre le dossier de l'affaire le 5 avril 1854, et celui-ci répondait le 10 juin suivant, qu'après l'avoir soumis à l'examen du Conseil général des ponts et chaussées, il autorisait l'établissement de la gare près de l'Ecole vétérinaire, « sous la réserve que la Compagnie soumettrait à l'approbation de l'administration supérieure le projet détaillé de cette gare, en tenant compte des conditions et dispositions indiquées dans la lettre de l'ingénieur Surell, en date du 19 décembre précédent, et que MM. les Ingénieurs examineraient s'il ne serait pas possible d'apporter au projet général, indiqué sur le plan, plus de symétrie dans la distribution des différents corps de bâtiments constituant l'ensemble de la gare<sup>4</sup>. »

Enfin, le 27 mars 1855, le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics revêtait le projet définitif de son approbation, « sous la réserve que la Compagnie soumettrait à l'approbation de l'administration supérieure les changements qu'elle croirait utile d'apporter plus tard dans les dispositions des voies et des bâtiments composant cette gare, ainsi que les projets des ponts à établir à l'avenue de l'Ecole vétérinaire et au départ de la route impériale n° 88 de Lyon à Toulouse<sup>5</sup> ».

Les travaux de construction de la gare de Toulouse furent menés avec célérité et l'établissement de la voie se poursuivit

1. Archives de Toulouse, Livre des Conseils, séance du 27 janvier 1854, et Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 4.

2. *Ibid.*, liasse 16.

3. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 4.

4. Archives de Toulouse, liasse 16, Lettre du ministre.

5. Archives de la Haute-Garonne, série 5 S, liasse 4. Le pont primitif fut élargi.

sans interruption. Tout était achevé de Bordeaux à Toulouse<sup>1</sup> un an et demi après<sup>2</sup>. L'entrée monumentale dans l'axe de la rue Bayard ne fut jamais construite. C'est ainsi que la Compagnie tenait ses engagements !

L'inauguration solennelle de la section d'Agen à Toulouse, avec visite officielle et train d'honneur, eut lieu le dimanche 31 août 1856, sous la présidence du général comte Roguet, aide-de-camp de l'Empereur et délégué par lui pour le représenter à cette cérémonie. Nous empruntons au *Journal de Toulouse* les détails intéressants relatifs à cette inauguration.

Le train d'honneur partit de Toulouse le dimanche 31 août, à 7 heures 50 du matin. Il comprenait six wagons dans lesquels prirent place : le général comte Roguet, président du Conseil général de la Haute-Garonne, représentant l'Empereur ; M. West, préfet ; M. Gasc, conseiller d'Etat ; M. Piou, premier Président ; M. Polycarpe, maire de Toulouse ; M. Ozenne, adjoint ; M. Mather, président de la Chambre de commerce ; MM. les généraux commandant la division et la subdivision de Toulouse ; MM. les membres du Conseil général, des ponts et chaussées, de la presse toulousaine, etc.

Le train partit au milieu d'un énorme concours de peuple et il passa, sous de magnifiques arcs de triomphe, dans les principales communes qu'il traversait. Il franchissait la station de Grisolles à 8 heures 30 minutes et arrivait à Montauban à 9 heures. Là, le convoi reçut les autorités du département de Tarn-et-Garonne et, s'étant remis en marche, passa à Moissac à 9 heures 42 minutes, à Valence à 10 heures 5 minutes, et arriva à Agen à 10 heures 35 minutes. Le préfet de cette ville et M<sup>me</sup> Ducos offrirent, au palais de la préfecture, un déjeuner aux invités et le train repartit à midi 10 minutes, devant être de

1. *Journal de Toulouse*, 28 août 1856. Une note du chef de gare Bourg, parue dans le numéro de ce journal, annonçait pour le 30 la publication du service de grande vitesse de la section de Bordeaux à Toulouse et renvoyait à l'affiche générale pour la marche des trains.

2. On a reconstruit récemment (1906), sur un plan beaucoup plus grandiose, la gare des voyageurs.



retour à Toulouse à 3 heures, pour la cérémonie de la bénédiction des locomotives.

Un autel richement paré avait été dressé contre la façade de la gare donnant sur la voie et, des deux côtés et en face, s'élevaient de vastes estrades pour les autorités, les personnages du train d'honneur et tous les invités, parmi lesquels on comptait un très grand nombre de dames.

A 3 heures 1/2, M<sup>gr</sup> Mioland, Archevêque de Toulouse, revêtu de la chape d'or et mitre en tête, parut à l'autel, entouré d'un nombreux clergé. Il prononça un éloquent discours qui fut écouté avec la plus respectueuse attention<sup>1</sup>.

Après cela, le cri aigu d'une machine ayant donné le signal, quatre locomotives, ornées de drapeaux et de branches de feuillages, vinrent se placer devant l'autel. Le pontife procéda à leur bénédiction selon les rites de l'Eglise et, après le chant du *Domine salvum fac* qu'exécutèrent les élèves des écoles primaires, il termina la cérémonie religieuse par la bénédiction solennelle donnée à l'assistance.

A 5 heures, un banquet de quatre-vingts couverts réunissait au palais de la préfecture les principales autorités et les députations des départements et, à 8 heures, une brillante soirée avait lieu au Capitole, dans la salle des Illustres, où la musique du 16<sup>e</sup> d'artillerie, d'habiles chanteurs et les élèves du Conservatoire se firent tour à tour applaudir.

Dès la chute du jour, une brillante illumination « au gaz et à l'huile » faisait resplendir la façade du Capitole. La place était ornée de guirlandes, de lanternes vénitiennes du meilleur effet, et tout cela se prolongeait jusqu'à la gare, par la rue, la place et l'allée Louis-Napoléon (Lafayette).

L'administration du chemin de fer du Midi, ne voulant pas que les pauvres fussent oubliés en un tel jour, fit distribuer au Bureau de bienfaisance des diverses localités traversées par la section qui avait été solennellement inaugurée une somme de 20.000 francs. Toulouse reçut, pour sa part, la moitié de cette somme, et les autres 10.000 francs furent ainsi répartis :

1. En voir le texte au *Journal de Toulouse*, n<sup>o</sup> du 1<sup>er</sup> septembre 1856.

3.000 francs à Montauban, 1.500 francs à Moissac, 1.000 francs à Castelsarrasin et 4.500 francs aux diverses communes traversées<sup>1</sup>.

1. *Journal de Toulouse*, n<sup>os</sup> des 28, 29, 31 août et 1<sup>er</sup> septembre 1856.

---

## ÉPILOGUE.

---

HIER. — AUJOURD'HUI. — DEMAIN.

Croix-Daurade *d'hier* vous est connue maintenant, ami lecteur. Ce livre n'a pas d'autre objet que de vous révéler son passé, passé bien modeste assurément, mais non sans quelque intérêt.

Croix-Daurade *d'aujourd'hui* a aussi son attrait. Pour vous qui l'habitez, je n'ai ni à la décrire ni en vous en faire l'éloge, car vous la connaissez et vous en devez penser avec raison autant de bien que moi. Etrangers, au contraire, qui m'avez fait l'honneur de parcourir ces pages et de croire, je l'espère du moins, à ma sincérité, quand je vous parlais *d'hier*, vous me soupçonneriez peut-être d'être un peu partial et plus poète qu'historien, si je m'occupais *d'aujourd'hui*. Procurez-vous donc à vous-mêmes le plaisir de visiter ce coin du gardiage. Des diverses localités de la banlieue de Toulouse, c'est la plus rapprochée de la ville et la plus importante. J'aimerais ensuite à savoir de vous s'il en est une autre plus riante et plus gaie.

Quant à *demain*, il est fait tout entier d'espérances et nous n'en manquons pas.

Croix-Daurade *d'hier* : une lande qu'on défriche et qui se morcelle à l'envi, presque jusqu'à s'émietter, pour donner aux Toulousains, surtout aux manouvriers, leur sillon de vigne et leur petit champ. Puis la propriété qui se concentre et quelques domaines qui se forment, en attendant de se diviser de nouveau, pour ne plus constituer bientôt, comme *aujourd'hui*, que



des jardins potagers et des parcs d'agrément. *Demain*, par une sorte d'analogie, le sol redeviendra peut-être plus compact et puis se morcellera encore, dans un va-et-vient incessant, car l'histoire, qui est une perpétuelle recommenceuse, pourrait bien nous avoir présagé l'avenir en nous retraçant le tableau fidèle du passé.

*Hier* : quelques bordes en pisé, recouvertes de paille et où la lumière du jour ne pénétrait que par la moitié supérieure d'une porte basse et par de petites fenêtres garnies, en guise de vitres, d'une toile grossière et enfumée. *Aujourd'hui* : de belles et riches villas et des maisons bien bâties, propres et ensoleillées, des rues qui se dessinent, des places qui se forment. Si *demain* nous réservait mieux encore, plus de symétrie et plus d'élégance, presque une petite ville se soudant à l'ancienne, quel est celui de nous qui le regretterait ?

*Hier*, c'étaient Boyssanes, avec Mal-fangas son mauvais borbier, au quartier de la vieille croix de pierre ; ses chemins impraticables à la saison des pluies ; sa taverne du pont de Velours, terreur des passants et lieu de brigandage. C'étaient les charretiers de la gabelle contraints de se frayer la route à travers champs vers l'Albigeois et le Castrais ; les muletiers du voisinage, avec leurs bêtes à bât, payant le droit de pontanage pour la traversée de l'Hers, à Montizalguier et à Négueroumieux, et transportant en ville, au prix de mille difficultés, grains, bois et vendange. C'étaient plus tard les métayers chrétiens devenus plus nombreux, passant au carrefour de la croix dorée substituée à la croix de pierre, pour venir à Saint-Sernin entendre la messe, accompagner leurs morts, porter sur les fonts baptismaux leurs nouveau-nés ou mener en troupe joyeuse deux époux à l'autel. Ils se reposaient un instant au pied de la vieille croix, faisaient une prière et reprenaient plus alertes le vieux chemin de l'abbatiale, mais toujours en se plaignant de la distance et en réclamant sans trêve l'établissement d'une paroisse, avec une église à eux, qu'on leur refusa longtemps et qui leur était enfin accordée. *Aujourd'hui*, plus de chemins qui empêchent de passer ; tous, au contraire, à peu près en état, avec deux belles routes larges et droites,

sur lesquelles circulent des véhicules nombreux et commodes, des tramways électriques confortables et rapides<sup>1</sup>, d'élégants phaétons, de brillants équipages, de légères et bruyantes automobiles, et, dominant tout cela, la vieille église agrandie, propre, élégante même et bien meublée, ayant ses prêtres et son cimetière. — Que *demain* nous procure les chemins qui nous font défaut, ni Montblanc, ni Loubiague, ni Pugibet ne s'en plaindront. Qu'il nous donne un bureau de poste et le téléphone; un pont à Gavardy; une halte à Montblanc et un passage à niveau pour voitures au chemin coupé des Trois-Cocus, ce sera pour le bien de chacun et tout à l'avantage de la localité. Qu'il multiplie les lignes de tramways électriques, ni Périole, ni Gramont, ni la Juncasse, ni les Trois-Cocus n'y mettront obstacle. Que surtout il nous ménage des départs plus rapprochés et partant plus nombreux, tout le monde y applaudira.

*Hier*, c'était l'Hers capricieux, inondant et sablant nos prairies, débarrassé de moulins parasites et endigué enfin dans un lit plus large et plus droit; le canal de Languedoc creusé par Riquet sur notre territoire et devenant plus tard, au midi, la limite de la paroisse. — *Aujourd'hui*, c'est celui de Lalande en cours d'exécution, pour l'arrosage de nos jardins, quand le soleil d'été tarira nos puits. *Demain* peut-être nous donnera le canal des Deux-Mers et le débarcadère de Toulouse. Croix-Daurade port de mer! C'est là beaucoup attendre et n'est-ce pas trop espérer? Mettons que nos prétentions soient exagérées, excessives même. Devenons plus modestes et moins exigeants, plus pratiques d'ailleurs : *Demain* nous serait très favorable s'il procurait à un plus grand nombre de quartiers l'eau filtrée de la Garonne par des bornes-fontaines placées de distance en distance<sup>2</sup>. Nous nous passerions avec profit, au dire de médecins entendus et de chimistes experts, soucieux de nous pré-

1. La ligne de tramways électriques JE d'Alsace-Lorraine-Croix-Daurade-Pont-de-l'Hers fut établie dans le courant de l'année 1906. Le point initial était la place de la Visitation. C'est actuellement la place du Capitole.

2. Quelques bornes-fontaines furent établies dans le courant de 1907.

munir contre les affections typhiques, de l'eau de nos puits, contaminée par les engrais de nos jardins et les fossés sans pente de nos routes.

*Hier*, c'étaient des quartiers populeux se détachant du centre paroissial pour rayonner autour d'une autre église et former ainsi successivement Saint-Aubin, les Minimes, Bonnefoy et Saint-Sylve; c'était l'église mère consentant par devoir à s'en séparer, mais non sans déchirement de cœur et leur restant attachée, leur souriant encore comme à ses aînés. — *Aujourd'hui*, elle se dédommage en voyant grandir à ses côtés ceux qui sont restés dans la famille. Oh ! combien ceux-ci la consoleraient davantage, s'ils se montraient plus empressés auprès d'elle et moins oublieux de leurs devoirs et de ses droits ! — Si *demain* donnait encore une paroisse à Gramont, à la Juncasse et aux Trois-Cocus, ce serait, à n'en pas douter, pour son cœur toujours sensible, l'occasion de nouveaux et inévitables regrets, mais aussi la joie secrète d'une mère qui sait consentir à se séparer de ses enfants quand il s'agit de les bien établir.

*Hier*, enfin, c'était la nuit profonde et noire, sur nos chemins et dans nos quartiers, quand s'éteignait l'astre du jour. — *Aujourd'hui*, la lumière du gaz brille, chez nous, aux quatre coins du territoire<sup>1</sup> et, si les lanternes sont encore trop rares au dehors et nos becs Auër pas assez lumineux à l'intérieur, ne pouvons-nous pas espérer qu'une élection viendra *demain* rendre celles-là plus nombreuses et ceux-ci plus éclairants ?

Voilà, en résumé, ce que nous fûmes, ce que nous sommes, ce que nous attendons de l'avenir.

*Hier*, que nous avons essayé de faire revivre dans ce livre, nous sera toujours d'un souvenir agréable. Sachons, quand il y a lieu, profiter de ses leçons.

Si *aujourd'hui* nous procure quelque satisfaction, que ce soit uniquement à notre avantage et comme un avant-goût du bonheur d'outre-tombe qui restera le seul à ne pas finir.

1. La canalisation pour le gaz fut établie pendant l'année 1900.



*Demain* appartient à Dieu. Daigne le ciel nous le donner meilleur encore que nous ne l'attendons et nous en faire jouir longtemps ! Mais au demeurant, quoi qu'il advienne, BÉNI SOIT DIEU !



# PIÈCES JUSTIFICATIVES

## PRIX DES GRAINS AUTRES QUE LE BLÉ<sup>1</sup>

VENDUS PAR SETIER SUR LE MARCHÉ DE LA PIERRE, A TOULOUSE  
 AU PREMIER MARCHÉ DE JANVIER DE CHAQUE ANNÉE,  
 DE 1592 A 1778

(*Arch. de T.*, série HH. Registres n<sup>o</sup> 84, n<sup>o</sup> 85, n<sup>o</sup> 90 et n<sup>o</sup> 92.)

### Registre HH, n<sup>o</sup> 84.

ANNÉES.	SEIGLE.	ORGE.	MAÏS.	FÈVES.	VESCES.	AVOINE
1592...	3 l. 8 s.	3 l. 11 s.	4 l. 8 s.	4 l. 11 s.	3 l. 1 s.	2 l. 6 s.
1593...	7 "	" "	7 "	6 "	6 "	4 "
1594...	4 "	" "	4 "	4 14	4 5	2 4
1595...	4 4	3 4	4 "	4 "	4 "	2 "
1596...	3 "	3 6	3 2	6 "	4 "	3 8
1597...	3 5	2 8	3 3	3 2	2 "	3 "
1598...	5 6	4 6	6 "	6 4	" "	3 "
1599...	5 "	5 "	5 14	5 "	" "	4 "
1600...	" "	3 2	3 2	4 "	3 "	2 4
1601...	1 8	1 4	1 6	2 "	1 3	1 4
1602...	" "	1 15	1 18	2 14	1 15	1 15
1603...	2 "	" "	2 "	2 4	1 16	1 14
1604...	3 2	3 2	3 "	3 2	4 6	3 3
1605...	" "	" "	5 10	5 "	3 10	3 "
1606...	3 "	3 6	2 8	4 "	3 "	2 2
1607...	4 2	3 2	4 1	5 "	4 4	3 2
1608...	3 "	" "	2 16	4 "	3 2	1 14

1. Le prix du blé pendant la même période a été donné dans le cours de l'ouvrage. Voir première partie, chap. III.

## Registre HH, n° 85.

ANNÉES.	SEIGLE.		ORGE.		MAÏS.		FÈVES.		VESCES.		AVOINE.	
1609...	3	//	2	//	3	//	3	//	11	18	11	14
1610...	2	//	//	7	2	//	2	//	2	//	2	2
1611...	2	//	2	7	2	//	2	//	//	7	2	2
1612...	2	8	//	//	2	6	//	//	2	6	2	//
1613...	3	//	4	//	3	//	//	//	2	15	2	16
1614...	5	2	4	5	5	2	//	//	4	8	4	5
1615...	2	16	2	3	2	16	4	//	3	2	//	//
1616...	7	//	1	15	1	12	//	//	//	//	1	16
1617...	2	6	2	//	1	16	//	//	1	16	2	3
1618...	3	//	2	//	3	//	3	4	4	//	2	4
1619...	4	//	3	//	3	//	3	//	3	4	2	12
1620...	4	//	//	//	//	//	4	2	3	18	2	14
1621...	2	18	2	15	2	18	3	2	3	2	2	//
1622...	4	6	//	//	4	6	3	10	3	10	2	8
1623...	//	//	//	//	2	18	//	//	//	//	2	2
1624...	2	18	//	//	2	10	2	8	2	16	2	4
1625...	//	//	//	//	//	//	3	2	//	//	2	14
1626...	2	10	//	//	//	//	//	//	//	//	2	4
1627...	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	2
1628...	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	12
1629...	//	//	//	//	3	4	//	//	//	//	//	//

## Registre HH, n° 92.

ANNÉES.	SEIGLE.		ORGE.		MAÏS.		FÈVES.		VESCES.		AVOINE.	
1630...	//	//	//	//	//	//	//	11	//	//	2	12
1631...	//	//	//	//	10	18	10	18	//	//	4	18
1632...	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	6
1633...	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	6
1634...	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	16
1635...	1	12	//	//	//	//	1	10	//	//	1	14
1636...	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	8
1637...	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	18
1638...	//	//	//	7	3	6	4	2	//	//	2	14
1639...	2	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	18
1640...	//	//	1	18	2	8	2	18	//	//	2	4
1641...	//	//	//	//	//	//	//	//	1	16	2	2
1642...	//	//	//	//	//	//	//	//	4	//	2	2
1643...	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	12
1644...	//	//	//	//	8	18	//	//	//	//	5	12
1645...	5	2	5	2	3	2	//	//	4	8	3	10



## PIÈCES JUSTIFICATIVES.

743

ANNÉES.	SEIGLE.	ORGE.	MAÏS.	FÈVES.	VESCES.	AVOINE.
1646...	// //	// //	// //	4 4	6 18	// //
1647...	2 18	// //	2 18	// //	// //	2 4
1648...	// //	// //	// //	// //	// //	2 12
1649...	// //	// //	2 16	// //	// //	2 12
1650...	// //	// //	3 18	7 18	// //	3 4
1651...	// //	// //	4 8	4 2	// //	2 18
1652...	// //	// //	4 10	// //	// //	3 14
1653...	// //	8 18	9 18	10 8	9 18	5 4

## Registre HH, n° 90.

ANNÉES.	SEIGLE.	ORGE.	MAÏS.	FÈVES.	VESCES.	AVOINE.
1732...	// //	// //	3 16	// //	// //	3 14
1733...	5 15	// //	4 10	4 5	// //	4 2
1734...	6 10	6 //	5 8	5 //	6 6	4 8
1735...	// //	// //	6 2	// //	// //	4 10
1736...	// //	3 15	3 10	3 18	5 10	3 4
1737...	// //	5 10	5 //	7 //	6 15	3 16
1738...	// //	7 //	6 6	// //	// //	4 14
1740...	// //	// //	4 16	// //	// //	4 7
1741...	// //	// //	5 5	// //	// //	4 18
1742...	// //	// //	7 //	// //	// //	5 15
1743...	// //	// //	4 4	// //	// //	5 //
1744...	// //	// //	3 14	// //	// //	4 5
1745...	// //	// //	4 12	// //	// //	5 8
1746...	// //	// //	3 10	// //	// //	4 6
1747...	// //	// //	6 10	// //	// //	5 8
1748...	// //	// //	8 4	// //	// //	6 10
1749...	// //	// //	6 4	// //	// //	6 12
1750...	4 8	// //	6 3	4 8	// //	2 7
1751...	7 10	// //	5 13	// //	// //	4 10
1752...	12 //	10 //	12 8	// //	// //	7 15
1753...	// //	// //	4 4	// //	// //	4 12
1754...	// //	// //	4 12	// //	// //	5 5
1755...	// //	// //	3 2	3 11	// //	4 //
1756...	// //	// //	4 10	// //	// //	5 14
1757...	// //	// //	4 18	// //	// //	4 18
1758...	// //	// //	5 10	// //	// //	4 10
1759...	// //	// //	7 15	// //	// //	5 10
1760...	// //	// //	7 5	// //	// //	8 8
1761...	// //	// //	7 6	// //	// //	5 12
1762...	// //	// //	4 10	// //	// //	4 18

ANNÉES.	SEIGLE.		ORGE.		MAÏS.		FÈVES.		VESCES.		AVOINE.	
1763...	//	//	3	//	4	16	6	10	//	//	9	//
1764...	//	//	7	//	7	8	7	//	//	//	6	10
1765...	//	//	//	//	6	5	9	//	//	//	6	12
1766...	//	//	//	//	7	10	//	//	9	//	5	15
1767...	11	10	//	//	9	5	15	//	//	//	9	//
1768...	//	//	7	5	8	15	10	10	//	//	7	10
1769...	//	//	//	//	7	//	//	//	//	//	8	//
1770...	//	//	7	//	7	10	//	//	6	10	7	15
1771...	12	15	12	//	12	//	12	10	12	//	10	12
1772...	//	//	//	//	10	10	11	//	//	//	8	//
1773...	//	//	//	//	10	15	//	//	//	//	7	8
1774...	//	//	//	//	10	//	10	//	//	//	8	16
1775...	//	//	//	//	8	10	9	//	//	//	8	//
1776...	//	//	//	//	6	//	8	//	//	//	9	//
1777...	//	//	//	//	7	//	8	3	//	//	7	15
1778...	//	//	//	//	12	5	11	15	//	//	9	//

Pendant cette même période et d'après les mêmes registres :

LES POIS furent vendus en : 1592, 5 l. 8 s.; 1593 et 1594, 6 livres; 1597, 5 livres; 1598, 6 l. 8 s.; 1599, 7 livres; 1600, 6 l. 8 s.; 1601, 3 livres; 1602, 3 livres, 1603, 3 l. 12 s., 1605, 7 livres; 1606, 6 livres; 1607, 7 livres; 1619, 4 livres; 1621, 4 l. 8 s.; 1764, 9 livres; 1767, 13 livres.

LES LENTILLES valaient en : 1743, 12 livres; 1744, 10 livres; 1764, 14 livres, et 1767, 16 livres.

LES HARICOTS furent payés en : 1733, 7 l. 10 s.; 1734, 9 l. 10 s.; 1735, 9 l. 5 s.; 1736, 7 l. 8 s.; 1743, 10 l. 10 s.; 1744, 10 l. 5 s.; 1750, 7 l. 5 s.; 1753, 12 livres; 1754, 12 l. 10 s.; 1755, 6 l. 15 s.; 1763, 9 livres; 1764 et 1765, 13 l. 15 s.; 1766, 13 livres; 1767, 15 livres; 1768, 13 livres; 1769, 11 l. 5 s.; 1770, 14 livres; 1771 et 1772, 23 livres; 1773, 21 livres; 1774, 22 livres, 1775, 20 livres, et 1776, 16 livres.

## ORDONNANCE DES CAPITOUIS DU 14 NOVEMBRE 1739

## RELATIVE AUX PATURAGES

(Arch. de T., série BB. Registre de 1739 à 1764.)

.....Sur ce qui nous a été présenté par le syndic de la ville, qu'il conviendrait de faire cesser les abus et les fraudes qui se commettent dans le GARDIAGE, sur le fait des pâturages, tant dans les prairies et preys que dans les vignes, champs, bois et autres possessions qui y sont situés, par la licence que se donnent les pasteurs et autres gardiens et leurs maîtres de faire dépaître leurs bestiaux dans les dites possessions, contre la disposition des règlements et contre la volonté des propriétaires qui souffrent considérablement de ces entreprises, réclament notre autorité pour pouvoir en jouir tranquillement, en tirer sans obstacle les avantages qu'ils en doivent naturellement espérer et estre en état d'en acquitter les charges.

Nous, Capitouls juges susdits, ayant égard aux réquisitions du syndic de la ville :

## I.

Défendons très expressément à toutes personnes, même aux propriétaires des fonds, de mener ni faire mener dans les *prairies* situées dans le Gardiage, en aucun temps ni saison de l'année, de jour ni de nuit, aucuns *Brebis, Aignaux, Moutons, Cochons, Oyes*, ni *Canards*, à peine de 500 livres d'amende ou autre arbitraire contre les propriétaires des bestiaux et de peine afflictive contre les pasteurs ou bergers.

## II.

Défendons pareillement à toutes personnes, même aux propriétaires, de mener ni faire mener dans les vignes, de jour ni de nuit, dans aucun temps ni saison de l'année, aucun bétail gros ni menu de quelque espèce que ce soit, sous pareille peine.



## III.

Faisons inhibitions et défenses à toute sorte de personnes de faire depaistre aucune sorte de bestiaux dans les prairies, sous prétexte de faire pastenc, dans leurs prés mêlés ou contigus, depuis qu'elles sont fermées en défense, c'est-à-dire depuis le 1<sup>er</sup> mars de chaque année jusqu'à ce que les foins auront été fauchés et retirés, sous les peines que dessus, tant contre les propriétaires des bestiaux que contre les pasteurs ou bergers.

## IV.

Permettons néanmoins aux propriétaires des prés mêlés ou contigus aux prairies d'y faire depaistre pendant le reste de l'année, comme les autres propriétaires des preys qui composent les dites prairies, leurs bœufs, vaches, chevaux et juments suivant l'usage, après que les foins en auront été fauchés et retirés.

## V.

Leur permettons aussi et à tous autres en particulier de faire des pastencs dans leurs enclos ou possessions détachées qui ne seront pas mêlées avec celles des autres particuliers.

## VI.

Défendons à tous bergers et autres personnes de mener ni faire mener, de jour ou de nuit, dans aucune saison de l'année, aucun bétail gros ni menu dans les preys détachés des prairies, dans les champs soit en chaume soit en guéret, dans les fossés, ni dans les bois et autres possessions des particuliers, sans leur permission par écrit, à peine comme ci-dessus de 500 livres d'amende contre les propriétaires des bestiaux et de peines afflictives contre les pasteurs ou bergers.

## VII.

Comme aussi faisons inhibitions et défenses à toute personne de couper ni fouler les retoubles, de couper ni ébrancher aucuns saules et autres arbres, de détruire les hayes, ni les faire brouter, sous quelque prétexte que ce soit, de passer à pied, à cheval ni avec

charrettes sur les possessions des particuliers, hors les cas de servitude que les champs et possessions d'aucuns des particuliers doivent aux autres pour l'engrais ou pour la culture, le tout sans la permission par écrit des propriétaires, sous les mêmes peines.

## VIII.

Permettons aux particuliers de pignorer les bestiaux en contravention.

## IX.

Ordonnons à tous les étrangers qui n'ont pas de possessions dans le gardiage et sur les prairies de se défaire de leur bétail dans huitaine du jour de la publication de notre Ordonnance et à ceux qui y ont des ténemens de n'en garder qu'à proportion de leur allivrement, à peine de confiscation des bestiaux.

## X.

Enjoignons aux dizainiers de tenir la main à l'exécution de notre présente Ordonnance et de dresser leurs procès-verbaux des contraventions qui pourront y être commises, pour les remettre dans les 24 heures à notre greffe de la police, à peine de destitution et de demeurer personnellement responsables des dites contraventions.

## XI.

Ordonnons que notre présente Ordonnance sera exécutée nonobstant oppositions ou appellations quelconques, comme rendue en fait de police, et qu'elle sera lue, publiée et affichée partout où besoin sera.

Délibéré au Consistoire de l'Hôtel de ville de Toulouse le quatorzième novembre 1739.

COMINIHAN, capitoul, chef du Consistoire, *signé*.

DHÉLIOT, capitoul, *signé*.

DELHERM, capitoul, *signé*.

---

## LETTRES PATENTES DU ROI LOUIS XV

DU MOIS DE MARS 1773 POUR L'ÉRECTION DE LA PAROISSE DE CROIX-DAURADE.

*(Arch. de T., Registres Cultes, n° 5.) Voir chapitre 1 de la 2<sup>e</sup> Partie.*

Louis, par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, salut. Les habitants et bien tenants des escarts ou mazages de Lapujade, de Lanusse, de Paleficat, de Croix-Daurade, de Montblanc et autres, conformant le quartier de Croix-Daurade, dépendant de la paroisse et du Capitoulat de Saint-Sernin de Toulouse, nous ont très humblement fait représenter qu'en conséquence de la délibération par eux prise, le vingt quatre février mil sept cent soixante onze, dans leur assemblée dûment autorisée à cet effet, ils se seroient pourvus par devant le sieur Archevêque de Toulouse, aux fins d'obtenir l'érection d'une église curiale et paroissiale pour la commodité des dits habitants, dans le dit quartier de la Croix-Daurade, pour obvier aux malheurs qui surviennent très souvent aux dits habitants, faute de secours spirituels; et qu'après les procédures et formalités requises, il auroit été par le dit sieur Archevêque rendu un décret, en date du 30 octobre dernier, par lequel il auroit séparé et démembré à perpétuité de la paroisse Saint-Sernin le dit quartier de Croix-Daurade et l'auroit érigé en titre de bénéfice cure perpétuel, sous la dotation de cinq cents livres par an, payables par qui de droit, sans préjudice des autres droits curiaux ordinaires et accoutumés, et il auroit en conséquence ordonné qu'il seroit incessamment bâti, dans le dit quartier, une église curiale et paroissiale sous l'invocation de saint Caprais, assortie d'un cimetière et de tous les autres effets nécessaires et convenables et de grandeur suffisante pour contenir tous les habitants du dit quartier et des écarts, maisons et terrains (*sic*), qui doivent composer le territoire de la dite paroisse, pour être la dite église desservie par un curé en chef à titre perpétuel et inamovible, auquel sera construite une maison presbytérale pour son habitation, conformément aux lois du Royaume et encore aux autres clauses et conditions portées au dit décret; mais comme le dit décret ne peut avoir d'exécution



qu'après avoir été par nous autorisé et confirmé, les dits exposants nous ont très humblement fait supplier de vouloir bien leur accorder nos lettres patentes à ce nécessaires.

A ces causes, de l'avis de notre Conseil qui a vu le décret du sieur Archevêque de Toulouse, en date du 30 octobre dernier, lequel est cy attaché sous le contrescel de notre chancellerie et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, Nous avons loué, approuvé, confirmé et autorisé et par les présentes signées de notre main, louons, approuvons, confirmons et autorisons le dit décret; voulons et nous plaît qu'il porte son entier effet et soit exécuté selon sa forme et teneur, pourvu néanmoins qu'en icelui il n'y ait rien de contraire aux saints décrets et concordats passés entre le Saint Siège et notre Royaume, ni de dérogeant à nos droits et aux franchises et libertés de l'Eglise Gallicane. SI DONNONS en mandement à nos aimés et féaux Conseillers, les Gens tenants notre Cour de Parlement de Toulouse, qu'ils aient à registrer ces présentes et le contenu en icelles faire garder et observer selon sa forme et teneur; car tel est notre bon plaisir; et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes.

Donné à Versailles au mois de Mars l'an de grâce mil sept cent soixante treize et de notre règne le cinquante huitième.

LOUIS, *signé.*

Pour le roy :

PHILIPPEAUX, *signe.*

Visa :

DEMAUPOU, *signé.*

Les présentes lettres patentes ont été registrées sur registres de la Cour de Parlement de Toulouse en conséquence de son arrêt du trois avril mil sept cent soixante treize par nous greffier soussigné.

LEBÉ, *signé.*

---

# CORRIGENDA

---

- Page 47, ligne 4, au lieu de : et lhem, lisez : et *le lhem*.
- 50. — 3, au lieu de : masses bourbeuses, lisez : *mares* bourbeuses.
- 53, — 5, au lieu de : preuves qu'elles étaient, lisez : *preuve* qu'elles étaient.
- 61, n. 3, l. 2, au lieu de : CC, n° 1674, lisez : 1774.
- 118, ligne 25, au lieu de : à l'est du vieux chemin, lisez : à *l'ouest*.
- 123, — 22, au lieu de : conform i, lisez : *conformité*.
- 136, n. 1, l. 3, au lieu de : 1576 à 1200, lisez : 1576 à 1600.
- 145, n. 3, au lieu de : Parlements, lisez : *Parlement*.
- 146, ligne 7, au lieu de : le long d s, lisez : le long *des*.
- 150, ligne 2, au lieu de : Bobichou, lisez : *Roubichou*.
- 158, — 8, au lieu de : au Ch. I de la 2<sup>me</sup> partie, lisez : à la 3<sup>me</sup> partie.
- 160, — 4, au lieu de : Id., id.
- 182, n. 2, au lieu de : 1872, lisez : 1782.
- 214, ligne 17, au lieu de : convocations, lisez : *conventions*.
- 216, — 19, au lieu de : Saint-Michel-de-Lassès, lisez : de *Lanès*.
- 220, — 36, au lieu de : liasse 110, lisez : 910.
- 226, — 13, au lieu de : En 1886, lisez : 1816.
- 234, — 13, au lieu de : 1659, lisez : 1759.
- 238, note 4, au lieu de : 1733, lisez : 1773.
- 240, ligne 22, au lieu de : 1669, lisez : 1769.
- 252, — 28, au lieu de : le 5 janvier 1549, lisez : le 5 *juin* 1549.
- 254, note 1, au lieu de : en 1720, au Castera, lisez : en 1730, au Castera.
- 260, ligne 4, au lieu de : qui étaient alors, lisez : qui *en* étaient alors.
- 262, — 16, au lieu de : 1697, lisez : 1696.
- 262, — 17, au lieu de : 697, lisez : 1697.
- 306, note 2, au lieu de : *Ibid.*, note en surcharge, lisez : *Ibid.*, *Cadastre de 1690*. Note en surcharge.
- 308, ligne 8, au lieu de : 15 décembre 1779, lisez : 1799.
- 319, — 14, au lieu de : an IV, lisez : an *XIII*.
- 363, note 1, au lieu de : n° 1066, lisez : 1067.
- 405, ligne 6, au lieu de : conseiller du parlement, lisez : conseiller *au* parlement.
- 456, note 1, au lieu de : ch. n° 1112, lisez : 112.
- 466, ligne 26, au lieu de : 1672, lisez : 1592.
- 483, — 25, au lieu de : fruits prenants, lisez : *prenant*.
- 486, — 3, au lieu de : Tiché, lisez : *Iché*.
- 498, — 10, au lieu de : de ix ouvertures, lisez : de *six*.
- 502, dern. l., au lieu de : 180, 181, 182 et 183, lisez : 1080, 1081, 1082 et 1083.
- 503, note 1, au lieu de : n°s 181, 182, lisez : 1081, 1082.
- 526, ligne 13, au lieu de : en 1886, lisez : 1816.
- 545, — 24, au lieu de : an II, lisez : an *XI*.
- 545, — 26, au lieu de : une somme de 3.400 francs, lisez : 3,180 francs.
- 547, — 3, au lieu de : 21 août, lisez : 31 août.
- 566, n. 2, l. 2, au lieu de : t. VIII, p. 35, lisez : p. 25.
- 568, ligne 24, au lieu de : 31 mai 1799, lisez : 31 mai 1798.
- 581, ls. 6 et 7, au lieu de : an VI (19 septembre 1795), lisez : an *IV* (29 septembre 1795).
- 616, ligne 37, au lieu de : enfants, lisez : *enfants pauvres*.
- 637, — 37, au lieu de : M. de Sichen, lisez : M. de *Siehen*.
- 647, — 26, au lieu de : 13 kilomètres, lisez : à 13 kilomètres.
- 648, — 31, au lieu de : pour les empêcher, lisez : les *en* empêcher.
- 651, — 3, au lieu de : pour tenir la droite, lisez : pour *tourner* la droite.
- 675, — 20, au lieu de : 1732, lisez : 1832.
- 691, — 10, au lieu de : baron de Montbel, lisez : *Baron* (nom patronymique).
- 751, dern. l., au lieu de : l'ouest, lisez : *l'est*.



# TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages.
DÉDICACE A M <sup>gr</sup> GERMAIN, ARCHEVÊQUE DE TOULOUSE.....	7
RÉPONSE DE M <sup>gr</sup> GERMAIN.....	8
INTRODUCTION DE M. LE BARON DESAZARS DE MONTGAILLARD.....	11
AVANT-PROPOS.....	15
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — La Sauveté de Toulouse ou le gardiage de la ville.....	21

## PREMIÈRE PARTIE.

### Le territoire de la Grande-Lande,

CHAPITRE	I. — La Grande-Lande jusqu'àprès la guerre de Cent ans.....	41
—	II. — La Grande-Lande depuis la guerre de Cent ans jusqu'en 1690.....	67
—	III. — La Grande-Lande et le cadastre de 1690 jus- qu'en 1789.....	117
—	IV. — Les chemins du gardiage du capitoulat de Saint- Sernin depuis 1690.....	149
—	V. — La Grande-Lande et les divers canaux.....	162
—	VI. — L'Hers ou les limites de la Grande-Lande au nord et à l'est.....	216
—	VII. — Deux ponts sur l'Hers dans le gardiage du capi- toulat de Saint-Sernin.....	241
—	VIII. — Les Fourches patibulaires de la Grande-Lande ou la Salade.....	264
—	IX. — Quartiers du gardiage du capitoulat de Saint- Sernin situés à l'ouest de la route de Lyon par Albi.....	281
—	X. — Quartiers du capitoulat de Saint-Sernin situés à l'ouest de la route de Lyon par Albi.....	336



CHAPITRE XI. — Les quartiers du gardiage du capitoulat de Saint-Pierre.....	391
— XII. — Le pré et la fête de Saint-Caprais dans la Grande-Lande.....	419
— XIII. — Le domaine de Saint-Caprais, propriété du Chapitre de Saint-Sernin, du onzième siècle à la Révolution.....	444

## DEUXIÈME PARTIE.

## La paroisse de Croix-Daurade.

CHAPITRE I. — Erection de la paroisse de Croix-Daurade.....	477
— II. — L'église de Croix Daurade. — Le culte.....	496
— III. — Le cimetière de Croix-Daurade.....	531
— IV. — Le presbytère de Croix-Daurade.....	540
— V. — Les curés de Croix-Daurade.....	550
— VI. — Administration fabricienne de l'église de Croix-Daurade.....	599
— VII. — Les écoles de Croix-Daurade.....	606
— VIII. — Les Sociétés et les œuvres suivant la date de leur fondation.....	627

## TROISIÈME PARTIE.

## Démembrements successifs du territoire de Croix-Daurade.

GÉNÉRALITÉS.....	639
CHAPITRE I. — La bataille de Toulouse et l'obélisque du 10 avril 1814 sur le territoire de Croix-Daurade.....	642
— II. — L'Ecole vétérinaire sur le territoire de Croix-Daurade.....	675
— III. — L'Observatoire de Toulouse, bâti sur le territoire de Croix-Daurade.....	699
— IV. — La gare Matabiau établie sur les territoires de Croix-Daurade et de Saint-Aubin.....	721
EPILOGUE : Hier, — Aujourd'hui, — Demain.....	736
PIÈCES JUSTIFICATIVES.....	741

